



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



STANFORD UNIVERSITY LIBRARY



BULLETIN DES LOIS

DE

L'EMPIRE FRANÇAIS.

XI^e SÉRIE.

RÈGNE DE NAPOLEON III, EMPEREUR DES FRANÇAIS.

DEUXIÈME SEMESTRE DE 1866,

CONTENANT

LES LOIS ET DÉCRETS D'INTÉRÊT PUBLIC ET GÉNÉRAL

PUBLIÉS DEPUIS LE 1^{er} JUILLET JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1866.

PARTIE PRINCIPALE.

TOME XXVIII.

N^{os} 1402 à 1454.



PARIS.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE.

MDCCCLXVII.

349.44

FBI

W. H. S. R.

v. 28

594765

1066

PARALLEL INFORMATION

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES LOIS ET DÉCRETS

CONTENUS DANS LE TOME XXVIII DE LA XI^e SÉRIE

DU BULLETIN DES LOIS.

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
ACTES ANTÉRIEURS			
AU 2 ^e SEMESTRE DE 1866.			
19 Mars 1864.	DÉCRET concernant les auditeurs de première classe près la cour des comptes.....	1432	517
26 Avril 1865.	DÉCRET portant que M. de Vailley (Dominique-Félix) est autorisé à s'appeler de Vailley-Cassini.....	1437	654
2 Novembre.	DÉCRET portant que M. Macquart (Louis-Félix-Marie) est autorisé à s'appeler Macquart de Terline.....	1402	10
9.	DÉCRET qui proclame mille deux cent cinquante-neuf brevets d'invention et certificats d'addition.....	1417	285
11.	DÉCRET portant que M. Collette est autorisé à s'appeler Collette de Baudicour.....	1416	282
7 Fév. 1866.	DÉCRET relatif aux pouvoirs du gouverneur des établissements français de l'Inde, en matière de taxes et de contributions publiques.....	1440	897
10 Mars.	DÉCRET relatif au traitement des membres du conseil privé.....	1431	609
14.	DÉCRET qui proclame mille deux cent cinquante-quatre brevets d'invention et certificats d'addition.....	1433	521
7 Avril.	DÉCRET relatif à l'exécution de travaux pour l'achèvement du môle du Portalet, au port de Saint-Tropez (Var).....	1402	10
Idem.	DÉCRET relatif à l'exécution des travaux nécessaires pour le prolongement du chemin de halage du port de Vannes (Morbihan).....	1408	136
Idem.	DÉCRET portant qu'il sera procédé à l'exécution des travaux de curage des ports de Nice, Cannes, Antibes et Saint-Jean (Alpes-Maritimes).....	Ibid.	Ibid.
14.	DÉCRET portant classement d'un chemin de grande communication parmi les routes départementales du Cher..	1404	58
Idem.	DÉCRET qui déclasse une portion de route départementale dans le département de la Meurthe.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRETS divers portant rectification de routes départementales.....	1411	215
21.	DÉCRET portant fixation de la limite du rivage de la mer entre le cap Pinède et l'Estaque (quartier maritime de Marseille).....	1404	58
25.	DÉCRET portant rectification d'une route départementale.	1412	223
5 Mai.	DÉCRET contenant rectification d'une route départementale.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif à la rectification d'une route départementale.....	1418	246
Idem.	DÉCRET qui fixe la limite de la mer entre le vallon des Auffes et Endoume, à Marseille (quartier maritime du même nom).....	Ibid.	Ibid.
9.	DÉCRET relatif aux travaux d'élargissement et d'approfondissement du canal de Pomère, dans la commune de l'Île-d'Elle (Vendée).....	1411	216

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
9 Mai 1866.	DÉCRETS divers portant rectification de routes impériales.	1416	283
12.	DÉCRET qui rend applicable un tarif de droits de péage à percevoir sur la rivière d'Isle, à Neuville (Dordogne).	1417	382
19.	DÉCRET qui autorise la concession aux sieurs <i>Bardon, Arnat et Viaud</i> d'une portion de grève située à l'embouchure de la Seudre (Charente-inférieure).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la concession aux sieurs <i>Vermillard</i> d'une portion de grève située au fond de l'arrière-port de Concarneau, près du pont de Moros, dans la commune de Lanriec (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la concession au sieur <i>Puyo</i> d'un terrain à prendre sur le lais de mer de l'ancienne passe de l'Adour, dans la commune d'Anglet.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise une association syndicale à établir et exploiter un canal destiné à arroser, au moyen des eaux dérivées de la Bresque, une partie des territoires situés dans le quartier d'Arboux, des Gourrèdes et du cours de Jeanne-Auxières (Var).....	<i>Ibid.</i>	383
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux de recouvrement de la Kirneck, dans la traversée de la ville de Barr (Bas-Rhin).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
23.	DÉCRET portant que MM. <i>Guérin (Félix-Adolphe et Charles-Anatole)</i> sont autorisés à s'appeler <i>Guérin-Précourt</i>	1415	276
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant qu'il sera procédé par l'État à l'exécution de travaux pour améliorer la navigation du Rhône au passage du Saulx (Ain et Isère).....	1417	384
26.	DÉCRET portant qu'il sera procédé à l'exécution des travaux nécessaires pour la création, dans l'emplacement de l'ancien étang du Mésis (Saône-et-Loire), d'un réservoir destiné à augmenter les ressources alimentaires du canal du Centre.....	1418	398
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant classement d'une route départementale..	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui incorpore une portion de route impériale à la route départementale du Gers n° 8.....	1419	402
30.	DÉCRET portant qu'il y a urgence de prendre possession de terrains pour l'établissement du chemin de fer de Châteaulin à Landerneau.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
2 Juin.	DÉCRET portant que la chambre de commerce de Dieppe (Seine-Inférieure) est autorisée à établir sur le quai sud du bassin Duquesne, au port de cette ville, une grue destinée au chargement et au déchargement des voitures, chevaux, marchandises.....	1420	413
9.	DÉCRET qui assigne le nombre d'offices d'huissier aux tribunaux de Nogent-sur-Seine (Aube), Épernay (Marne), Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) et Remiremont (Vosges).....	1404	59
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe le salaire des conservateurs des hypothèques pour la transcription des actes de mutation et des procès-verbaux de saisie immobilière.....	1411	203
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui, 1° déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Pont-de-l'Arche à Gisors, avec embranchement sur le port de Poses; 2° approuve la convention passée, le 23 août 1865, pour la concession de ce chemin de fer.....	1413	225
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui, 1° déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Glos-sur-Risle à Pont-Audemer; 2° approuve la convention passée, le 11 avril 1866, pour la concession de ce chemin de fer.....	<i>Ibid.</i>	244
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'école centrale des arts et manufactures à acquérir une somme de quinze mille francs de rentes trois pour cent.....	1421	434
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux travaux d'endiguement du Doubs, entre les ponts de Peseux et de Neublans (Jura).....	<i>Ibid.</i>	435
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant rectification de la route départementale de Maine-et-Loire n° 14.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
13.	DÉCRET qui autorise le secrétaire de l'académie des		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
23 juin 1866.	sciences à accepter le legs que lui a fait M. Planey (<i>Jean-Baptiste-Marie</i>).....	1404	59
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui règle, sous forme d'abonnement, pour cinq années, à partir de 1865, la redevance proportionnelle de la mine de houille d'Anzin (Nord).....	1411	204
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui règle, sous forme d'abonnement, pour cinq années, à partir de 1865, la redevance proportionnelle de la mine de houille de Denain (Nord).....	<i>Ibid.</i>	205
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui règle, sous forme d'abonnement, pour cinq années, à partir de 1865, la redevance proportionnelle de la mine de houille de Fresnes (Nord).....	<i>Ibid.</i>	206
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui règle, sous forme d'abonnement, pour cinq années, à partir de 1865, la redevance proportionnelle de la mine de houille de Ruisseau (Nord).....	<i>Ibid.</i>	207
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui règle, sous forme d'abonnement, pour cinq années, à partir de 1865, la redevance proportionnelle de la mine de houille de Vieux-Condé (Nord).....	<i>Ibid.</i>	208
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'exécution des travaux projetés pour l'édification et le curage de la Touques, à l'Évêque (Calvados).....	1421	435
16.	DÉCRET portant que MM. Petit (<i>Alexandre-Marie et Henry</i>) sont autorisés à ajouter à leur nom celui de de <i>Tou- teville</i>	1402	10
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui, 1° déclare d'utilité publique l'établissement de chemins de fer de Paray-le-Monial à Mâcon et de Châlon à Lons-le-Saunier; 2° approuve le traité passé, le 26 août 1865, pour la construction et l'exploitation de ces chemins de fer.....	1421	417
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant rectification de la route impériale n° 165, de Nantes à Audierne.....	1422	413
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant qu'il y a urgence de prendre possession de terrains pour l'établissement du chemin de fer d'Arvant au Lot.....	1424	451
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui proclame vingt-six cessions de brevets d'invention.....	1428	477
20.	DÉCRET qui fixe le nombre d'offices d'avoué aux tribunaux de Murat (Cantal) et Florac (Lozère).....	1404	59
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant convocation des conseils d'arrondissement pour la première partie de leur session.....	1407	114
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant rectification de la route impériale n° 155, d'Orléans à Saint-Malo, aux abords et dans la traverse de Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir).....	1424	451
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux travaux de mise en valeur des landes d'Orléans.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
23.	DÉCRET qui fixe le contingent de l'État dans les frais d'entretien des rues, quais, ponts, boulevards et places publiques de la ville de Paris.....	1402	5
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif au chemin de fer de Châlon-sur-Saône à Dole.....	<i>Ibid.</i>	7
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'exécution des travaux de construction de deux ponts suspendus sur la Dordogne, à Pradignat et à Tauriac (Lot).....	<i>Ibid.</i>	10
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget du ministère des affaires étrangères, exercice 1865.....	1404	56
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui abroge l'ordonnance du 14 août 1816, portant règlement sur la pêche du hareng et du maquereau.....	1405	94
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que M. <i>Vaillant de Melzioron</i> est autorisé à ajouter à son nom celui de <i>Mathieu de Dombasle</i>	1407	115
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant rectification de la route départementale des Basses-Alpes n° 6, des Mées à Vinou, dans la côte de Madame.....	1427	475
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux travaux d'exhaussement et de rectification de la route départementale du Gard n° 13, de Barjac à Avignon.....	1428	484
27.	DÉCRET concernant la fixation de l'abonnement à la redevance proportionnelle des mines.....	1402	8

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
27 Juin 1866.	DÉCRET qui affecte au ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, pour le service de la colonne de la Grande-Armée, à Boulogne-sur-Mer, un terrain provenant du fort du Moulin-à-l'Huile.....	1404	59
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise le proviseur du lycée Saint-Louis à accepter la donation faite à cet établissement par la demoiselle Dujat, pour fonder un prix qui portera le nom du sieur Amiot.....	<i>Ibid.</i>	60
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que MM. Augier (Alphonse-François-Marius-Henri et François-Marius-Joseph-Lucien), ainsi que M ^{me} Matheron (Angélique-Magdeleine), leur mère, veuve du sieur Augier (Jean-Etienne), sont autorisés à ajouter à leur nom celui de de Maintenon, et à s'appeler, à l'avenir, Augier de Maintenon.....	1407	116
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que M. Freydlér-Lafont est autorisé à s'appeler Freydlér-Lafont de Contagnet.....	1440	710
30.	DÉCRET qui rend applicables aux commissaires civils investis des fonctions judiciaires les dispositions du décret du 17 mars 1866, portant extension de la juridiction des juges de paix de l'Algérie.....	1402	9
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui supprime les commissariats de police de Pontlacq-Viellepinte (canton de Montaner), de Bedous et de Pontacq (Basses-Pyrénées).....	1406	107
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant réception de la bulle qui commet M ^r l'archevêque de Myre pour conférer l'institution canonique à M. Cruice, en sa qualité de chanoine du premier ordre au chapitre impérial de Saint-Denis.....	1411	209
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui réduit à dix le nombre d'offices d'avoué au tribunal de Strasbourg.....	1413	247
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant rectification de la route impériale n° 202, de Grenoble à Thonon.....	1431	514
2 ^e SEMESTRE DE 1866.			
2 Juillet.	DÉCRET sur les écoles normales primaires.....	1418	385
4.	SÉNATUS-CONSULTE portant modification du sénatus-consulte du 3 mai 1854, qui règle la constitution des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.....	1402	1
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui convoque les électeurs compris dans la deuxième circonscription du département de Maine-et-Loire, à l'effet d'élire un député au Corps législatif....	1404	57
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la commune de Pastoreccia-d'Orezza, canton de Piedicroce, arrondissement de Corte (Corse), est réunie à la commune de Piedicroce.....	1406	107
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui réduit le cautionnement imposé, en garantie de sa gestion, au sieur Aubert, permissionnaire d'un magasin général avec salle de ventes publiques à Nîmes.....	1411	210
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'établissement et l'exploitation, à Marseille, d'un magasin général avec salle de ventes publiques.....	<i>Ibid.</i>	211
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe : 1° le nombre d'offices d'avoué aux tribunaux de Charleville et Colmar; 2° celui des offices d'huissier aux tribunaux de Saint-Affrique et Mauriac.	1413	247
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise le préfet du Morbihan à concéder au sieur Le Gloahec une portion de lais de mer à Saint-Pierre, dans la presqu'île de Quiberon.....	1422	443
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise le préfet de la Gironde à concéder au sieur Fournier, propriétaire du casino d'Arcachon, une parcelle de lais de mer joignant ce casino.....	<i>Ibid.</i>	444
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux de dessèchement de marais dans la plaine de Miglioicciaro (Corse).....	1429	488
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'exécution des travaux nécessaires pour l'amélioration de la baie de Mesquer (Loire-Inférieure).	1431	514

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
4 Juillet 1866.	DÉCRET qui autorise le préfet de la Seine-Inférieure à concéder au sieur <i>Lejeune</i> une parcelle de lais de mer sise à Neuville-lès-Dieppe, au hameau du Puy.....	1431	514
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant fixation des droits de péage à percevoir au passage d'eau à établir sur l'Adour au point dit de l'Eguillon, commune de Nerbis (Landes.).....	<i>Ibid.</i>	515
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant fixation des droits à percevoir au passage d'eau à établir sur la Marne, entre Saint-Maur et Champigny (Seine).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
7.	DÉCRETS divers portant rectification de routes départementales.....	1433	617 et 618
11.	Loi relative à l'amortissement.....	1403	13
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve les stipulations financières contenues dans l'article 4 de la convention passée, le 16 mars 1866, pour des additions aux services postaux dans la mer des Antilles.....	<i>Ibid.</i>	16
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Eure à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	17
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise les communes de Neuilly, de Puteaux et de Courbevoie (Seine) à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	18
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Dordogne à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	1404	21
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département d'Ille-et-Vilaine à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	22
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Jura à imputer sur le produit d'une imposition extraordinaire créée en 1865 les fonds nécessaires au paiement d'une subvention destinée à la construction du chemin de fer d'intérêt local de Châlon à Lons-le-Saunier.....	<i>Ibid.</i>	24
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Pas-de-Calais à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	26
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Hautes-Pyrénées à appliquer aux travaux des chemins vicinaux une partie des ressources créées par la loi du 8 juillet 1865.....	<i>Ibid.</i>	27
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Bas-Rhin à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	28
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Savoie à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	29
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Seine-Inférieure : 1° à s'imposer extraordinairement; 2° à appliquer aux travaux des édifices départementaux les fonds restant sans emploi sur le produit de l'imposition extraordinaire créée par la loi du 2 mai 1855.....	<i>Ibid.</i>	31
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Bar-le-Duc à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	33
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Châtelleraut à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	34
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Cholet à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	35
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Dieppe à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	37
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville d'Épernay à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	39
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Gray à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	40
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Lons-le-Saunier à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	42
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Morlaix à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	43
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Saint-Lô à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	44
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Sedan à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	46
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Toulon à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	47

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
11 Juill. 1866.	Loi qui autorise la ville de Valence à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	1404	49
Idem.	Loi qui autorise la ville de Valenciennes : 1° à étendre à quarante ans le terme du remboursement de l'emprunt approuvé par la loi du 26 juin 1863; 2° à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	51
Idem.	Loi portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Quintin (Côtes-du-Nord).....	Ibid.	52
Idem.	Loi portant établissement d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Valenciennes (Nord).....	Ibid.	53
Idem.	Loi qui fixe la limite entre les communes de Saint-Lô et d'Agneaux (Manche).....	Ibid.	55
Idem.	DÉCRET qui autorise la consolidation en rentes des bons du trésor délivrés à la caisse d'amortissement du 1 ^{er} avril au 30 juin 1866.....	1405	94
Idem.	DÉCRET pour l'exécution de la convention additionnelle de poste conclue, le 11 juillet 1865, entre la France et les États-Pontificaux.....	Ibid.	96
Idem.	DÉCRET concernant les correspondances échangées, par la voie des paquebots britanniques et de l'isthme de Suez, entre les habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les habitants du cap de Bonne-Espérance, d'autre part.....	Ibid.	99
Idem.	DÉCRET concernant les correspondances échangées, par la voie de l'isthme de Panama et des paquebots-poste britanniques, entre les habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les habitants des colonies britanniques y désignées, d'autre part.....	Ibid.	100
Idem.	DÉCRET qui reconnaît, comme communauté dirigée par une assemblée locale, l'association des sœurs de Saint-Joseph, existant à Saint-Jean-le-Châlain (Haute-Loire)..<	1411	212
Idem.	DÉCRET qui autorise le préfet de la Somme à concéder au baron de Vinsent, sénateur, des terrains domaniaux situés sur le territoire de la commune du Crottoy.....	1413	247
Idem.	DÉCRET portant rectification d'une route impériale.....	1435	638
Idem.	Loi sur les droits des héritiers et des ayants cause des tuteurs.....	1405	61
Idem.	Loi qui fait passer à la ville de Marseille, sous certaines conditions, des terrains, bâtiments et dépendances de l'observatoire impérial établi dans cette ville.....	Ibid.	62
Idem.	Loi qui autorise le département de la Haute-Garonne à contracter des emprunts.....	Ibid.	66
Idem.	Loi qui autorise le département de l'Indre à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	67
Idem.	Loi qui autorise le département du Haut-Rhin à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	69
Idem.	Loi qui autorise la ville d'Agon à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	70
Idem.	Loi qui autorise la ville d'Auxerre à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	72
Idem.	Loi qui autorise la ville de Bayonne à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	73
Idem.	Loi qui autorise la ville de Blois à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	75
Idem.	Loi qui autorise la commission administrative de l'hospice de Bourbon-Lancy (Saône-et-Loire) à proroger le délai de remboursement d'un emprunt autorisé par décret du 26 mars 1866.....	Ibid.	77
Idem.	Loi qui autorise la ville de Calais à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	78
Idem.	Loi qui autorise la ville de Commanche à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	79
Idem.	Loi qui autorise la ville de Reuilly à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	81
Idem.	Loi qui autorise la ville de Soissons à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	82

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
11 Juill. 1866.	Loi portant établissement d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Villefranche (Alpes-Maritimes)	1405	84
Idem.	Loi portant établissement d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Plouvorn (Finistère)	Ibid.	85
Idem.	Loi portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Quimperlé (Finistère)	Ibid.	87
Idem.	Loi portant établissement de surtaxes à l'octroi de Steenvoorde (Nord)	Ibid.	88
Idem.	Loi portant établissement de surtaxes à l'octroi d'Annecy (Haute-Savoie)	Ibid.	89
Idem.	Loi portant établissement d'une surtaxe à l'octroi d'Évian (Haute-Savoie)	Ibid.	91
Idem.	Loi qui fixe les limites entre les communes d'Éclaires (Marne), de Briceaux et de Triaucourt (Meuse)	Ibid.	92
Idem.	DÉCRET qui approuve la convention passée, le 16 mars 1866, pour des additions aux services postaux dans la mer des Antilles	Ibid.	102
Idem.	DÉCRET qui prononce la clôture de la session du Sénat	1406	107
Idem.	DÉCRET portant convocation : 1° des conseils généraux ; 2° des conseils d'arrondissement, pour la seconde partie de leur session	1407	114
Idem.	Loi relative à la convention monétaire conclue, le 23 décembre 1865, entre la France, la Belgique, l'Italie et la Suisse	1410	181
Idem.	DÉCRET portant promulgation du traité de délimitation conclu, le 26 mai 1866, entre la France et l'Espagne	1411	189
Idem.	DÉCRET portant promulgation de l'acte additionnel aux traités de délimitation conclus, les 2 décembre 1865, 14 avril 1862 et 26 mai 1866, entre la France et l'Espagne	Ibid.	197
Idem.	DÉCRET relatif aux vacances du Conseil d'État pour l'année 1866	Ibid.	213
Idem.	DÉCRET concernant les correspondances expédiées de la France et de l'Algérie, par la voie des paquebots-poste français, pour le Venezuela, etc.	1412	217
Idem.	DÉCRET qui dispense les communes de l'accomplissement des formalités de la purge des hypothèques, pour les acquisitions d'immeubles faites de gré à gré et dont le prix n'excède pas cinq cents francs	1415	261
Idem.	DÉCRET portant fixation de la limite du rivage de la mer entre l'ancienne embouchure de l'Éygoutier et le fort Lamalgue (Var), quartier maritime de Toulon	1430	507
Idem.	DÉCRET qui autorise le préfet de la Gironde à concéder à la compagnie des chemins de fer du Midi, pour l'établissement d'une gare entre les stations de Gujan et de Mestras, une parcelle de terrain retranchée du domaine public maritime	1433	618
Idem.	DÉCRET qui fixe le tarif à percevoir au passage d'eau situé sur la Seine, d'Épinay à Gennevilliers	Ibid.	619
18.	SÉNATUS-CONSULTE qui modifie la Constitution, et notamment les articles 40 et 41	1406	105
Idem.	Loi sur les conseils généraux	1407	109
Idem.	Loi sur les courtiers de marchandises	1408	117
Idem.	Loi qui approuve la convention passée, le 6 octobre 1865, entre l'État et la ville de Lyon, et ayant pour objet la cession réciproque de droits immobiliers relatifs à des terrains provenant des fortifications déclassées de la Croix-Rousse	Ibid.	122
Idem.	Loi qui approuve la convention passée, le 12 avril 1866, entre l'État et la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, et portant cession réciproque de terrains situés à Vienne (Isère)	Ibid.	124
Idem.	Loi qui réduit au droit fixe de un franc l'enregistrement et la transcription des actes relatifs au dessèchement des étangs de la Dombes	Ibid.	125

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
29 Juill. 1866.	DÉCRET qui fait cesser l'intérim du ministère de la justice et des cultes.....	1413	246
2 Août. 5.	DÉCRET qui supprime le journal <i>le Courrier du dimanche</i> . DÉCRET portant convocation : 1° des conseils généraux de l'Algérie; 2° du conseil supérieur du gouvernement de l'Algérie.....	1414	259
Idem.	DÉCRETS portant fixation du nombre d'offices d'avoué aux tribunaux de Caen, Ussel et Semur, et du nombre d'offices d'huissier aux tribunaux de Karbonne, Vienne, le Puy, Contances et Louhans.....	1415	274
Idem.	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget extraordinaire du gouvernement général de l'Algérie, exercice 1865.....	1418	399
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'embranchement destiné à raccorder la gare de la Viotte, à Besançon, avec le canal et la ville par le pont suspendu et la porte Saint Pierre....	1421	433
Idem.	DÉCRET qui, 1° déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local de Munster à Colmar; 2° approuve le traité passé, le 22 novembre 1865, pour l'exploitation de ce chemin de fer.....	1426	457
Idem.	DÉCRET qui proclame mille cinq cent cinquante-quatre brevets d'invention et certificats d'addition.....	1430	489
11.	DÉCRET qui autorise le préfet de Morbihan à concéder à la princesse Baciocchi le relais de mer à provenir de l'endigement de l'anse de Céline, situé commune de Baden, d'une superficie d'environ cinquante-trois hectares.....	1453	897
Idem.	DÉCRET qui détermine le mode d'approbation des délibérations prises par les conseils généraux de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.....	1415	275
Idem.	DÉCRET qui autorise, pour le service du département de la Haute-Vienne, le dépôt de mendicité établi sur le domaine de Naugest.....	1418	394
Idem.	DÉCRET portant fixation du nombre d'offices d'huissier aux tribunaux du Blanc et de Nevers.....	Ibid.	395
Idem.	DÉCRET portant que M. Trécal (Georges-Louis-Charles) est autorisé à s'appeler Trécal de Renasson.....	Ibid.	399
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'exécution des travaux de construction d'un pont suspendu sur l'Allier, en remplacement du bac actuel, entre Châtel-de-Neuvre et la Ferté-Hauterive (Allier).....	Ibid.	400
Idem.	DÉCRET portant répartition, par chapitres, des crédits ouverts à la cinquième section (Service colonial) du budget ordinaire du ministère de la marine et des colonies de l'exercice 1867.....	1419	402
Idem.	DÉCRET qui soumet à l'expropriation pour cause d'utilité publique des immeubles situés à Brest.....	1427	473
Idem.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1866 une portion des crédits ouverts au département de la guerre pour l'exercice 1865, à titre de fonds de concours versés au trésor.....	1433	619
Idem.	DÉCRET relatif aux travaux de dessèchement et de mise en valeur de l'étang ou marais de Lescors, appartenant à la commune de Penmarch (Finistère).....	1434	621
Idem.	DÉCRET portant qu'il sera procédé à l'exécution des travaux nécessaires pour porter à deux mètres le tirant d'eau des bateaux sur la Seine, entre Paris et Rouen....	1439	694
Idem.	DÉCRET portant qu'il sera procédé à l'exécution des travaux nécessaires pour la rectification du chenal de la rivière de Morlaix au lieu dit Kéranroaz (Finistère)...	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET concernant l'agrandissement de la gare de Sotteville (ligne de Paris à Rouen).....	Ibid.	Ibid.
13.	DÉCRET qui charge le ministre d'Etat de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics pendant l'absence de M. Béhic.....	Ibid.	Ibid.
		1417	381

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
14 Août 1866.	DÉCRET relatif aux vacances de la cour des comptes pour l'année 1866.....	1416	281
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui convoque les électeurs de la deuxième circonscription du département de la Savoie, à l'effet d'élire un député au Corps législatif.....	1418	395
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique, dans la ville de Paris, l'ouverture d'une rue partant du boulevard Saint-Michel pour aller rejoindre la rue de l'Ouest et limitant au sud le jardin du Luxembourg, ainsi que diverses autres opérations de voirie.....	<i>Ibid.</i>	396
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant fixation du nombre d'offices d'huissier aux tribunaux de première instance de Caen, Hazebrouck et Saint-Omer.....	1427	475
18.	DÉCRET qui rétablit le commissariat de police de Boissy-Saint-Léger (Seine-et-Oise).....	1421	435
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui modifie la composition du conseil de prud'hommes d'Abbeville.....	1424	449
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe la limite de la mer à l'embouchure de la Bresle (Seine-Inférieure).....	1433	619
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant les professeurs de l'école impériale des chartes.....	1435	629
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant qu'il sera procédé à l'exécution des travaux nécessaires pour l'établissement d'une rigole navigable destinée à l'alimentation de la partie inférieure du canal du Centre et d'une nouvelle branche de jonction entre le canal du Centre et le canal latéral à la Loire.....	1439	695
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'exécution des travaux nécessaires pour l'établissement d'arches marinières au pont du Petit-Vey, sur la Vire (Manche).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
23.	DÉCRET qui approuve la convention passée, le 21 août 1866, pour la concession d'un canal d'irrigation à dériver de la Siagne et du Loup et à diriger vers la ville de Cannes (Alpes-Maritimes).....	1426	458
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la construction d'un pont sur le Rhône, à Arles.....	1440	710
<i>Idem.</i>	DÉCRETS portant qu'il y a urgence de prendre possession de terrains pour l'établissement du chemin de fer d'Angers à Niort.....	<i>Ibid.</i>	711
25.	DÉCRET qui approuve une déclaration signée, le 23 août 1866, entre la France et la Suisse, et en prescrit la publication.....	1419	401
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant répartition, par chapitres, des suppléments de crédits de l'exercice 1866.....	1420	405
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget extraordinaire du ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, exercice 1866.....	<i>Ibid.</i>	412
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant fixation : 1° du nombre d'offices d'avoué aux tribunaux de Gien et Louhans ; 2° du nombre d'offices d'huissier au tribunal de Dijon.....	1427	476
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux travaux de rectification des côtes de la Roche et du moulin de la Flèche, route départementale des Côtes-du-Nord n° 5, de Guingamp à Tréguier, entre la Roche-Derrien et Bouteilleau.....	1440	711
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'exécution des travaux projetés pour améliorer la navigation du Rhône maritime au passage de Beaujeu (Bouches-du-Rhône).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
28.	DÉCRET concernant les Français faisant partie de la légion romaine.....	1423	445
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre un crédit, à titre de fonds de concours versés au trésor par des villes, des départements et un propriétaire, pour l'exécution de travaux militaires appartenant à l'exercice 1866.....	1431	509
29.	DÉCRET relatif à la contribution spéciale à percevoir, en 1867, pour les dépenses de plusieurs chambres et bourses de commerce.....	1423	446

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
29 Juill. 1866.	DÉCRET qui fait cesser l'intérim du ministère de la justice et des cultes.....	1413	246
2 Août. 5.	DÉCRET qui supprime le journal <i>le Courrier du dimanche</i> . DÉCRET portant convocation : 1° des conseils généraux de l'Algérie; 2° du conseil supérieur du gouvernement de l'Algérie.....	1414	259
Idem.	DÉCRETS portant fixation du nombre d'offices d'avoué aux tribunaux de Caen, Ussel et Semur, et du nombre d'offices d'huisier aux tribunaux de Karbonne, Vienne, le Puy, Contances et Louhans.....	1415	274
Idem.	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget extraordinaire du gouvernement général de l'Algérie, exercice 1865.....	1418	399
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'embranchement destiné à raccorder la gare de la Viotte, à Besançon, avec le canal et la ville par le pont suspendu et la porte Saint Pierre....	1421	433
Idem.	DÉCRET qui, 1° déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local de Munster à Colmar; 2° approuve le traité passé, le 22 novembre 1865, pour l'exploitation de ce chemin de fer.....	1426	457
Idem.	DÉCRET qui proclame mille cinq cent cinquante-quatre brevets d'invention et certificats d'addition.....	1430	489
11.	DÉCRET qui autorise le préfet du Morbihan à concéder à la princesse <i>Baciocchi</i> le relai de mer à provenir de l'endigement de l'anse de Céline, situé commune de Baden, d'une superficie d'environ cinquante-trois hectares.....	1453	897
Idem.	DÉCRET qui détermine le mode d'approbation des délibérations prises par les conseils généraux de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.....	1415	275
Idem.	DÉCRET qui autorise, pour le service du département de la Haute-Vienne, le dépôt de mendicité établi sur le domaine de Naugeat.....	1418	394
Idem.	DÉCRET portant fixation du nombre d'offices d'huisier aux tribunaux du Blanc et de Nevers.....	Ibid.	395
Idem.	DÉCRET portant que M. <i>Trécul</i> (<i>Georges-Louis-Charles</i>) est autorisé à s'appeler <i>Trécul de Renasson</i>	Ibid.	399
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'exécution des travaux de construction d'un pont suspendu sur l'Allier, en remplacement du bac actuel, entre Châtel-de-Neuvre et la Ferté-Hauterive (Allier).....	Ibid.	400
Idem.	DÉCRET portant répartition, par chapitres, des crédits ouverts à la cinquième section (<i>Service colonial</i>) du budget ordinaire du ministère de la marine et des colonies de l'exercice 1867.....	1419	402
Idem.	DÉCRET qui soumet à l'expropriation pour cause d'utilité publique des immeubles situés à Brest.....	1427	473
Idem.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1866 une portion des crédits ouverts au département de la guerre pour l'exercice 1865, à titre de fonds de concours versés au trésor.....	1433	619
Idem.	DÉCRET relatif aux travaux de dessèchement et de mise en valeur de l'étang ou marais de Lescors, appartenant à la commune de Penmarch (Finistère).....	1434	621
Idem.	DÉCRET portant qu'il sera procédé à l'exécution des travaux nécessaires pour porter à deux mètres le tirant d'eau des bateaux sur la Seine, entre Paris et Rouen....	1439	694
Idem.	DÉCRET portant qu'il sera procédé à l'exécution des travaux nécessaires pour la rectification du chenal de la rivière de Morlaix au lieu dit <i>Kéranroux</i> (Finistère)....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET concernant l'agrandissement de la gare de Sotteville (ligne de Paris à Rouen).....	Ibid.	Ibid.
13.	DÉCRET qui charge le ministre d'État de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics pendant l'absence de M. <i>Béhic</i>	1417	381

Date des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
1 août 1866.	DÉCRET relatif aux vacances de la cour des comptes pour l'année 1866.....	1416	281
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui convoque les électeurs de la deuxième circonscription du département de la Savoie, à l'effet d'élire un député au Corps législatif.....	1418	395
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique, dans la ville de Paris, l'ouverture d'une rue partant du boulevard Saint-Michel pour aller rejoindre la rue de l'Ouest et limitant au sud le jardin du Luxembourg, ainsi que diverses autres opérations de voirie.....	<i>Ibid.</i>	396
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant fixation du nombre d'offices d'huissier aux tribunaux de première instance de Caen, Hazebrouck et Saint-Omer.....	1427	475
18.	DÉCRET qui rétablit le commissariat de police de Boissy-Saint-Léger (Seine-et-Oise).....	1421	435
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui modifie la composition du conseil de prud'hommes d'Abbeville.....	1424	449
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe la limite de la mer à l'embouchure de la Bresle (Seine-Inférieure).....	1433	619
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant les professeurs de l'école impériale des chartes.....	1435	629
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant qu'il sera procédé à l'exécution des travaux nécessaires pour l'établissement d'une rigole navigable destinée à l'alimentation de la partie inférieure du canal du Centre et d'une nouvelle branche de jonction entre le canal du Centre et le canal latéral à la Loire.....	1439	695
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'exécution des travaux nécessaires pour l'établissement d'arches marinières au pont du Petit-Vey, sur la Vire (Morbihan).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
23.	DÉCRET qui approuve la convention passée, le 21 août 1866, pour la concession d'un canal d'irrigation à dériver de la Siagne et du Loup et à diriger vers la ville de Cannes (Alpes-Maritimes).....	1426	458
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la construction d'un pont sur le Rhône, à Arles.....	1440	710
<i>Idem.</i>	DÉCRETS portant qu'il y a urgence de prendre possession de terrains pour l'établissement du chemin de fer d'Angers à Niort.....	<i>Ibid.</i>	711
25.	DÉCRET qui approuve une déclaration signée, le 22 août 1866, entre la France et la Suisse, et en prescrit la publication.....	1419	401
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant répartition, par chapitres, des suppléments de crédits de l'exercice 1866.....	1420	405
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget extraordinaire du ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, exercice 1866.....	<i>Ibid.</i>	412
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant fixation : 1° du nombre d'offices d'avoué aux tribunaux de Gien et Louhans ; 2° du nombre d'offices d'huissier au tribunal de Dijon.....	1427	476
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux travaux de rectification des côtes de la Roche et du moulin de la Fleche, route départementale des Côtes-du-Nord n° 5, de Guingamp à Trégulier, entre la Roche-Derrien et Bouteilleau.....	1440	711
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'exécution des travaux projetés pour améliorer la navigation du Rhône maritime au passage de Beaujeu (Bouches-du-Rhône).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
28.	DÉCRET concernant les Français faisant partie de la légion romaine.....	1423	445
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre un crédit, à titre de fonds de concours versés au trésor par des villes, des départements et un propriétaire, pour l'exécution de travaux militaires appartenant à l'exercice 1866.....	1431	509
29-	DÉCRET relatif à la contribution spéciale à percevoir, en 1867, pour les dépenses de plusieurs chambres et bourses de commerce.....	1423	446

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
29 Août 1866.	DÉCRET qui supprime les commissariats de police de Li-mogne et de Catus (Lot).....	1433	620
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la juridiction du commissariat de police de Luzech (Lot) est étendue à toutes les communes du canton de Catus (Lot).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
31.	DÉCRET qui ouvre au gouvernement général de l'Algérie, sur l'exercice 1865, un crédit, à titre de fonds de concours versés au trésor, pour la construction d'une conduite destinée à amener au village du Kroubs (province de Constantine) les eaux de la source d'Aïn-Baroud....	1426	471
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre un crédit, sur l'exercice 1866, à titre de fonds de concours versés au trésor par le budget de la province et le budget de la commune d'Oran, pour parfaire le paiement des dépenses d'un égout de grande voirie à Karguentah.....	1429	485
1 ^{er} Sept.	DÉCRET qui nomme M. le marquis de Moustier ministre des affaires étrangères.....	1422	440
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme M. Dronyn de Lhays membre du Conseil privé.....	<i>Ibid.</i>	441
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui charge M. le marquis de la Valette, ministre de l'Intérieur, de l'intérim du ministère des affaires étrangères pendant l'absence de M. le marquis de Moustier.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget extraordinaire du ministère de la marine et des colonies, exercice 1866.....	1427	474
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la reconstruction de la passerelle établie sur le canal du Jard, commune de Fhines-lès-Mortagne (Nord), au lieu dit la Boucandle.....	1430	507
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe : 1 ^o le nombre d'offices d'avoué aux tribunaux d'Epervay et Lorient ; 2 ^o le nombre d'offices d'huissier aux tribunaux de Beaune, Bourgoin, le Mans, Tarbes et Tulle.....	1431	515
5.	DÉCRET portant que les droits de douane à l'importation des sucres candis en caisses ou futailles seront perçus au poids net.....	1424	451
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affecte au département des travaux publics une parcelle de terrain domanial située sur le territoire de la commune de Boulogne-sur-Mer.....	1442	734
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la ville de Schlestadt à exécuter les travaux nécessaires pour mettre en communication les canaux de Lieporette et du Châtenois.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la rectification de la route départementale de la Savoie n° 11, de Chambéry à Annecy.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la rectification de la route départementale d'Ille-et-Vilaine n° 15, de Piélan à Combours, aux abords de Becherel.....	1444	759
7.	DÉCRET qui charge M. Béhic, ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, de l'intérim du ministère de la guerre pendant l'absence de M. le maréchal comte Randon.....	1422	442
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui charge M. le maréchal Vaillant, ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, de l'intérim du ministère de la marine et des colonies pendant l'absence de M. le marquis de Chasseloup-Laubat.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fait cesser l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	1423	448
8.	DÉCRET qui proclame vingt-neuf cessions de brevets d'invention.....	1424	480
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui assigne le nombre d'offices d'avoué aux tribunaux de Lourdes et Segre.....	1431	516
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affecte à l'évêché de Nice l'église et les bâtiments de l'ancien couvent de Notre-Dame de Laghet, situé dans la commune de la Trinité-Victor (Alpes-Maritimes).....	1432	518
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant qu'il y a urgence de prendre possession		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES
sept. 1866.	de terrains pour l'établissement du chemin de fer de Fougères à Vitré.....	1444	759
	DÉCRET portant promulgation de la convention signée à Mexico, le 30 juillet 1866, et relative à la délégation accordée au Gouvernement français sur les recettes des douanes du Mexique.....	1445	453
Idem.	DÉCRET qui affecte au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics une parcelle de terrain située à Périgueux (Dordogne).....	1445	763
15.	DÉCRETS divers portant rectification de routes départementales.....	1447	809
16.	DÉCRET qui crée, à la résidence de Compiègne, un commissariat spécial de police pour la surveillance du chemin de fer du Nord dans toute l'étendue du département de l'Oise.....	1435	639
19.	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget du ministère des finances, exercice 1866.....	1429	486
Idem.	DÉCRET déterminant la gratification qui doit être accordée pour la reprise des condamnés évadés des maisons centrales de force et de correction ou des pénitenciers agricoles.....	1431	511
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur un exercice clos.....	Ibid.	512
Idem.	DÉCRET qui ouvre un crédit sur l'exercice 1866, à titre de fonds de concours versés au trésor par la compagnie des chemins de fer du Midi, pour l'exécution du chemin de fer de Perpignan à Port-Vendres.....	1432	519
Idem.	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget ordinaire du ministère de la guerre, exercice 1866...	1434	624
Idem.	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget extraordinaire du ministère de la guerre, exercice 1866.	Ibid.	625
Idem.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1866 une portion du crédit ouvert au département de la guerre, pour l'exercice 1865, par le décret du 17 mars 1866, à titre de fonds de concours versés au trésor.....	Ibid.	626
Idem.	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget ordinaire du gouvernement général de l'Algérie, exercice 1865.....	1435	629
Idem.	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget extraordinaire du gouvernement général de l'Algérie, exercice 1866.....	Ibid.	631
Idem.	DÉCRET portant que la dépense du service de correspondance et de transport sur le littoral de l'Algérie, jusqu'à présent répartie entre le budget de la marine et le budget de la guerre, sera désormais supportée en totalité par le budget de ce dernier département.....	Ibid.	632
1 ^{er} Octobre.	DÉCRET qui, 1 ^{er} réduit à douze le nombre d'offices d'avoué à la cour impériale de Nîmes; 2 ^e réduit à cinq le nombre d'offices d'avoué au tribunal de première instance de Nyons (Drôme); 3 ^e fixe le nombre d'offices d'huissier aux tribunaux de Blois (Loir-et-Cher), Brignoles (Var) et Tours (Indre-et-Loire).....	Ibid.	633
Idem.	DÉCRET portant rétablissement du commissariat de police de Castelnau-Montratie (Lot).....	Ibid.	64
Idem.	DÉCRET concernant les lettres ordinaires et lettres chargées échangées entre les habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les habitants de la Guyane hollandaise, d'autre part.....	1436	64
Idem.	DÉCRET concernant les directeurs et les maîtres adjoints des écoles normales primaires.....	1440	64
Idem.	DÉCRET qui affecte au service des forêts une ancienne caserne de douaniers dite de Champ-Clos, située sur la commune d'Olonne (Vendée).....	1442	71
Idem.	DÉCRETS qui fixent des tarifs pour la perception des droits de péage aux bacs établis sur la Garonne et le Tarn...	Ibid.	76

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
1 ^{er} Oct. 1866.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement d'une nouvelle gare de triage à Courbessac (Gard), ligne de Tarascon à Cette.....	1447 <i>Ibid.</i>	820 811
<i>Idem.</i>	DÉCRETS divers relatifs à des rectifications de routes....		
2.	DÉCRET qui fait cesser l'intérim du ministère des affaires étrangères.....	1432	520
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes (<i>Service des cultes</i>), un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos.....	1435 1434	634 627
8.	DÉCRET qui fixe le tarif à l'importation des huiles d'olive.		
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant les correspondances expédiées des bureaux ou agences de poste que la France entretient à l'étranger, pour la Guyane hollandaise, et <i>vice versa</i>	1436	643
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui supprime le commissariat de police de Courtoimer (Orne).....	<i>Ibid.</i>	646
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que le nombre des commissariats de police de la ville de Bayonne (Basses-Pyrénées) est réduit de trois à deux.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que le nombre des commissariats de police de la ville de Pau (Basses-Pyrénées) est réduit de trois à deux.....	<i>Ibid.</i>	647
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant extension de la juridiction du commissariat spécial de police de Bourg-Madame (Pyrénées-Orientales).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que M. Mitiffol (Loon) est autorisé à s'appeler Mitiffol de Belair.....	1437	654
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que M. de Thomassin (Paul-Emile-Antoine) est autorisé à s'appeler de Thomassin de Montbel.....	1442	735
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux travaux de couverture du ru de Marivert à exécuter dans les communes de Viroday et de Chaville (Seine-et-Oise).....	1447	811
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'occupation des terrains nécessaires à l'établissement de la station de Corbehem (Pas-de-Calais) sur la ligne de Paris à la frontière de Belgique.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux travaux de rectification de la route départementale de la Seine n° 62; dans la traversée d'Ivry.....	1449	850
13.	DÉCRET qui autorise la consolidation en rentes des bons du trésor délivrés à la caisse d'amortissement du 2 juillet au 30 septembre 1866.....	1435	635
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant les correspondances échangées, par la voie de l'isthme de Panama et des paquebots-poste britanniques, entre les habitants de la France et de l'Algérie et les habitants des colonies anglaises y désignées.	1438 1435	645 637
15.	DÉCRET qui fait cesser l'intérim du ministère de la guerre.		
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au budget du gouvernement général de l'Algérie, pour l'exercice 1865, un chapitre destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice.....	1437	649
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affecte au service des cultes un terrain sis à Quimper.....	1438	654
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget extraordinaire du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, exercice 1866.....	1439	690
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre un crédit sur l'exercice 1866, à titre de fonds de concours versés au trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics.....	1440	698
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif au curage de la rivière de l'Osme (Charente).....	1449 <i>Ibid.</i>	851 <i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif au curage de la rivière de la Tardoire....		
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de fer de Pithiviers à la ligne de Corbeil à Montargis, de parcelles de terrains non bâties.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>

DATES Des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
15 Oct. 1865.	Décret relatif à la rectification d'une route impériale...	1449	851
19.	Décret portant que les obsèques de M. Thouvenel, grand référendaire du Sénat, seront célébrées aux frais du trésor public.	1436	646
23.	Décret qui nomme M. L'Hôpital conseiller d'État.	1437	654
Idem.	Décret portant que MM. Fouquier, Portet et E. Boivilliers, maîtres des requêtes de deuxième classe au Conseil d'État, sont nommés maîtres des requêtes de première classe, et que MM. le vicomte de Lapey, de Meynard et Arthur Legend, auditeurs de première classe, sont nommés maîtres des requêtes de première classe.	Ibid.	655
Idem.	Décret portant que MM. de Joinville, Pellissier de Feli-gonde et Regnault de Savigny, auditeurs de deuxième classe, sont nommés auditeurs de première classe, et que MM. le marquis de Campigny et Sazerac de Forge sont nommés auditeurs de deuxième classe au Conseil d'État.	Ibid.	Ibid.
Idem.	Décret portant que M. Puges est nommé conseiller d'État en service extraordinaire, et que MM. François et Loyer-Villermay sont nommés maîtres des requêtes en service extraordinaire.	Ibid.	Ibid.
Idem.	Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 2 de la loi du 27 mai 1863, relative à la taxe des dépêches télégraphiques privées échangées entre les navires en mer et les postes électro-élémentaires du littoral.	1441	713
24.	Décret qui ouvre au budget du ministère des finances, exercice 1865, deux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pour rappels d'arrérages de rentes viagères et de pensions qui se rapportent à des exercices clos.	1437	650
Idem.	Décret qui charge M. Rouher, ministre d'État, de l'intérieur du ministère de l'intérieur pendant l'absence de M. le marquis de la Valtroie.	Ibid.	652
Idem.	Décret qui fixe : 1° le nombre d'offices d'avoué aux tribunaux de Sedan (Ardennes) et Laval (Mayenne); 2° le nombre d'offices d'huissier au tribunal de Bagnères (Hautes-Pyrénées).	Ibid.	655
Idem.	Décret qui autorise la fondation, à Troyes, d'un établissement de Petites-Sœurs-des-Pauvres, consistant en un asile de vieillards.	1439	691
Idem.	Décret qui rapporte celui du 11 juin 1858, autorisant la fondation, à Annonay (Ardèche), d'un établissement de dames du Sacré-Cœur de Jésus.	Ibid.	692
Idem.	Décret qui ouvre au budget ordinaire du département de la marine et des colonies, pour l'exercice 1865, un chapitre destiné à recevoir l'imputation des dépenses de soldes antérieures à cet exercice.	1440	704
Idem.	Décret qui ouvre un crédit sur l'exercice 1865, à titre de fonds de concours versés au trésor par le département de Saône-et-Loire, pour les dépenses de l'école normale d'enseignement spécial de Cluny et du collège annexé.	Ibid.	706
25.	Décret qui approuve la déclaration signée, le 15 octobre 1866, entre la France et la Prusse, pour l'affranchissement des droits d'entrée sur les métaux.	1438	641
27.	Décret qui autorise un virement de crédits au budget du ministère des finances, exercice 1866.	1437	653
Idem.	Décret portant que M. Bayard, maître des requêtes de deuxième classe, est nommé commissaire du Gouvernement près la section du contentieux du Conseil d'État.	Ibid.	655
Idem.	Décret portant promulgation de la convention conclue, le 15 juin 1866, entre la France, les États-Unis d'Amérique, le royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Ir-		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
1 ^{er} Oct. 1866.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement d'une nouvelle gare de triage à Courbessac (Gard), ligne de Tarnac à Cette.....	1447	810
Idem.	DÉCRETS divers relatifs à des rectifications de routes....	Ibid.	811
2.	DÉCRET qui fait cesser l'intérim du ministère des affaires étrangères.....	1452	520
Idem.	DÉCRET qui ouvre au garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes (Service des cultes), un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos.....	1455	634
8.	DÉCRET qui fixe le tarif à l'importation des huiles d'olive.	1454	627
Idem.	DÉCRET concernant les correspondances expédiées des bureaux ou agences de poste que la France entretient à l'étranger, pour la Guyane hollandaise, et vice versa....	1456	643
Idem.	DÉCRET qui supprime le commissariat de police de Courtoimer (Orne).....	Ibid.	646
Idem.	DÉCRET portant que le nombre des commissariats de police de la ville de Bayonne (Basses-Pyrénées) est réduit de trois à deux.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant que le nombre des commissariats de police de la ville de Pau (Basses-Pyrénées) est réduit de trois à deux.....	Ibid.	647
Idem.	DÉCRET portant extension de la juridiction du commissariat spécial de police de Bourg-Madame (Pyrénées-Orientales).....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant que M. Mitjfflot (Loon) est autorisé à s'appeler Mitjfflot de Belair.....	1457	654
Idem.	DÉCRET portant que M. de Thomassin (Paul-Emile-Antoine) est autorisé à s'appeler de Thomassin de Montbel.....	1442	735
Idem.	DÉCRET relatif aux travaux de couverture du ru de Marivél à exécuter dans les communes de Viroflay et de Chaville (Seine-et-Oise).....	1447	811
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'occupation des terrains nécessaires à l'établissement de la station de Corbehem (Pas-de-Calais) sur la ligne de Paris à la frontière de Belgique.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif aux travaux de rectification de la route départementale de la Seine n° 53, dans la traversée d'Ivry.....	1449	850
13.	DÉCRET qui autorise la consolidation en rentes des bons du trésor délivrés à la caisse d'amortissement du 2 juillet au 30 septembre 1866.....	1435	635
Idem.	DÉCRET concernant les correspondances échangées, par la voie de l'isthme de Panama et des paquebots-poste britanniques, entre les habitants de la France et de l'Algérie et les habitants des colonies anglaises y désignées.	1436	645
15.	DÉCRET qui fait cesser l'intérim du ministère de la guerre.	1435	637
Idem.	DÉCRET qui ouvre au budget du gouvernement général de l'Algérie, pour l'exercice 1866, un chapitre destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice.....	1437	649
Idem.	DÉCRET qui affecte au service des cultes un terrain sis à Quimper.....	1438	654
Idem.	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget extraordinaire du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, exercice 1866.....	1439	690
Idem.	DÉCRET qui ouvre un crédit sur l'exercice 1866, à titre de fonds de concours versés au trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics.....	1440	698
Idem.	DÉCRET relatif au curage de la rivière de l'Oaune (Charente).....	1449	851
Idem.	DÉCRET relatif au curage de la rivière de la Tardoire....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de fer de Pithiviers à la ligne de Corbeil à Montargis, de parcelles de terrains non bâties.....	Ibid.	Ibid.

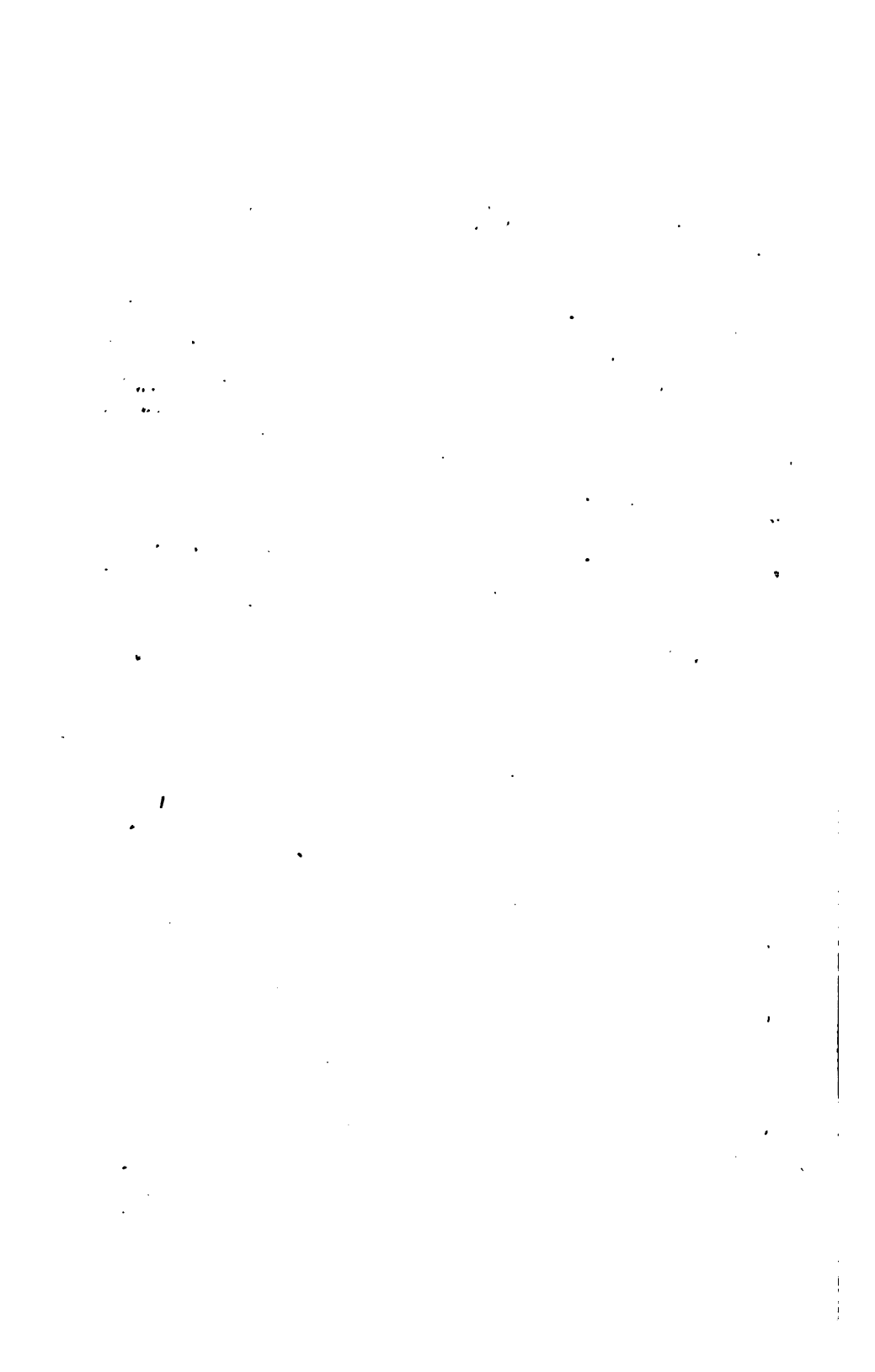
DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
16 Nov. 1866.	DÉCRET qui affecte à l'habitation du ministre président le Conseil d'État les bâtiments situés rue de Varennes, n° 78.....	1443	744
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que MM. <i>Boureau-Desfrenais</i> et M ^{lle} <i>Charlotte-Marie Boureau-Desfrenais</i> sont autorisés à retrancher de leur nom patronymique celui de <i>Boureau</i> , et à s'appeler, à l'avenir, <i>Desfrenais</i>	<i>Ibid.</i>	748
<i>Idem.</i>	DÉCRETS portant création de commissariats spéciaux de police à Nîmes (Gard) et Tarbes (Hautes-Pyrénées)...	1444	759
21.	DÉCRET qui fait cesser l'intérim du ministère de l'intérieur.....	1443	745
<i>Idem.</i>	DÉCRET sur la mise à la retraite des inspecteurs généraux, des inspecteurs principaux, des inspecteurs particuliers et des commissaires de surveillance administrative des chemins de fer.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui crée à Armentières (Nord) une chambre consultative des arts et manufactures.....	<i>Ibid.</i>	746
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant affectation au service du département de la guerre d'un terrain domanial situé à Boulogne (Pas-de-Calais).....	1444	760
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre un crédit, à titre de fonds de concours versés au trésor par des départements et des communes, pour l'exécution de travaux militaires appartenant à l'exercice 1866.....	1446	765
27.	DÉCRET qui convoque les électeurs compris dans la sixième circonscription du département du Pas-de-Calais, à l'effet d'élire un député au Corps législatif.....	1443	747
28.	DÉCRET portant promulgation de la déclaration interprétative de l'article 7 de la convention consulaire conclue, le 10 décembre 1860, entre la France et le Brésil.....	<i>Ibid.</i>	737
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe le budget des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, pour l'exercice 1867.....	1444	750
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que M. <i>Pinoges</i> , dit <i>Arthez</i> (Jean), est autorisé à substituer à son nom celui de <i>Arthez</i>	1445	761
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. <i>Amanton</i> à accepter le titre d'évêque <i>in partibus</i> d'Arcadiopolis et celui d'archevêque <i>in partibus</i> de Theodosiopolis.....	1446	766
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Montlignon, d'un établissement de sœurs de Notre-Dame de Bon-Secours...	<i>Ibid.</i>	767
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise, comme communauté à supérieure locale, l'association des sœurs des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie, existant à Recoubreau (Drôme).....	<i>Ibid.</i>	768
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la commune de Ghens-Cusy, canton et arrondissement de Thonon (Haute-Savoie), prendra le nom de <i>Ghens</i>	1448	847
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant approbation des droits de péage à percevoir au bac de Challonges, situé sur le Rhône (Haute-Savoie).....	1451	880
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant approbation d'un tarif pour la perception des droits de péage au bac établi sur la Dore, commune de Courplère (Puy-de-Dôme).....	<i>Ibid.</i>	883
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la concession de parcelles de lais de mer aux sieurs <i>Legros</i> , <i>Lerebours</i> , <i>Grimand</i> , <i>Roquigny</i> et à la demoiselle <i>Laquerrière</i>	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	RAPPORT à l'Empereur suivi de deux décrets du 28 novembre 1866, l'un portant organisation de l'administration de la justice à la Nouvelle-Calédonie et dépendances, et l'autre fixant les traitements, les parités d'offices et le costume des magistrats et greffiers de cette colonie.....	1454	1017
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant organisation de l'administration de la justice à la Nouvelle-Calédonie.....	<i>Ibid.</i>	1018
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe les traitements, les parités d'offices servant de bases à la liquidation des pensions de retraite et le costume des magistrats et greffiers de la Nouvelle-Calédonie.....	<i>Ibid.</i>	1033

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
30 Nov. 1866.	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget des affaires étrangères, exercice 1865.....	1444	765
Idem.	DÉCRET qui ouvre au budget ordinaire de la guerre, pour l'exercice 1865, un chapitre destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice.....	1448	813
5 Décembre.	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget des affaires étrangères, exercice 1866.....	1444	766
Idem.	DÉCRET qui établit des timbres à quinze et à vingt centimes pour l'exécution de l'article 4 de la loi du 18 juillet 1866, relatif au droit de timbre du papier des affiches.....	Ibid.	757
Idem.	DÉCRET portant nomination des membres de la commission chargée de l'examen des comptes rendus par les ministres, pour l'année 1866.....	Ibid.	758
Idem.	DÉCRET portant que le nouveau <i>Codex medicamentarius</i> , <i>Pharmacopée française</i> , édition de 1866, sera et demeurera obligatoire, pour les pharmaciens, à partir du 1 ^{er} janvier 1867.....	1446	769
Idem.	DÉCRET qui crée un conseil de prud'hommes dans la ville de Brest.....	Ibid.	770
Idem.	DÉCRET portant que M. Theremin (Charles-Louis) est autorisé à s'appeler <i>Theremin d'Hame</i>	Ibid.	772
Idem.	DÉCRET portant fixation du nombre d'offices d'avoué aux tribunaux de Châlons-sur-Marne et de Mulhouse, et du nombre d'offices d'huissier aux tribunaux de Pont-l'Évêque et Auxerre.....	1450	854
Idem.	DÉCRET qui ouvre un crédit sur l'exercice 1866, à titre de fonds de concours versés au trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics.....	1451	857
Idem.	DÉCRET relatif à la contribution spéciale à percevoir, en 1867, pour les dépenses de plusieurs chambres et bourses de commerce.....	Ibid.	862
Idem.	DÉCRET qui ouvre un crédit sur l'exercice 1866, à titre de fonds de concours versés au trésor par la caisse de la dotation de l'armée, pour les frais d'administration dudit service au ministère de la guerre.....	1454	1035
Idem.	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget ordinaire du département de la marine et des colonies, exercice 1866.....	Ibid.	1036
Idem.	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget extraordinaire du département de la marine et des colonies, exercice 1866.....	Ibid.	1037
13.	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget extraordinaire du ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, exercice 1866.....	1446	771
Idem.	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget du ministère de l'intérieur, exercice 1866.....	1448	820
Idem.	DÉCRET qui institue une commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département de l'Aveyron.....	Ibid.	821
Idem.	DÉCRET qui institue une commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département des Bouches-du-Rhône.....	Ibid.	822
Idem.	DÉCRET qui institue une commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département du Calvados.....	Ibid.	823
Idem.	DÉCRET qui institue une commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département du Finistère.....	Ibid.	824
Idem.	DÉCRET qui institue une commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département du Gard.....	Ibid.	825
Idem.	DÉCRET qui institue une commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département de la Gironde.....	Ibid.	827

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
13 Déc. 1863.	DÉCRET qui institue une commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département de la Loire.....	1448	828
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui institue une commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département de la Loire-Inférieure.....	<i>Ibid.</i>	829
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui institue une commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département du Loiret.....	<i>Ibid.</i>	830
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui institue une commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département du Nord.....	<i>Ibid.</i>	832
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui institue une commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département du Bas-Rhin.....	<i>Ibid.</i>	833
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui institue une commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département de la Seine.....	<i>Ibid.</i>	834
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui institue une commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département de la Seine-Inférieure.....	<i>Ibid.</i>	835
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui institue une commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département de la Somme.....	<i>Ibid.</i>	837
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui institue une commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département de Tarn-et-Garonne.....	<i>Ibid.</i>	838
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui institue une commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département de la Vienne.....	<i>Ibid.</i>	839
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe le nombre d'offices d'huissier aux tribunaux de Cusset, Bernay, Montargis, Marvejois et Bellac.....	1450	865
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'organisation des tribunaux civils et musulmans.....	1451	863
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare insaisissables, pour dettes antérieures, les terres constituées en propriété individuelle, en exécution du sénatus-consulte du 22 avril 1863, relatif à la constitution de la propriété en Algérie, dans les territoires occupés par les Arabes.....	<i>Ibid.</i>	872
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui crée une chambre de commerce à Epinal... ..	<i>Ibid.</i>	873
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif au chemin de fer d'Avignon à Gap.....	<i>Ibid.</i>	874
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la commune de Seignacq, canton d'Arudy, arrondissement d'Oloron (Basses-Pyrénées), prendra le nom de <i>Seignacq-Meyracq</i>	<i>Ibid.</i>	884
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant fixation de la juridiction du commissariat de police de Compiègne (Oise).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
14.	DÉCRET portant promulgation de la convention signée à Paris, le 7 décembre 1866, entre la France et l'Italie, pour le règlement de la dette pontificale.....	1445	761
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui élève le général de division de <i>Ladmiraull</i> à la dignité de sénateur.....	1451	875
19.	DÉCRET portant promulgation du traité de commerce conclu, le 11 décembre 1866, entre la France et l'Autriche.....	1447	773
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant promulgation du traité de navigation conclu, le 11 décembre 1866, entre la France et l'Autriche.....	<i>Ibid.</i>	784
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant promulgation du protocole final relatif au traité de commerce et au traité de navigation conclus, le 11 décembre 1866, entre la France et l'Autriche.....	<i>Ibid.</i>	787
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant promulgation de la convention conclue, le 11 décembre 1866, entre la France et l'Autriche, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.....	<i>Ibid.</i>	793

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
19 Déc. 1866.	DÉCRET portant promulgation de la convention consu- laire conclue, le 11 décembre 1866, entre la France et l'Autriche.....	1447	798
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant promulgation de la convention conclue, le 11 décembre 1866, entre la France et l'Autriche, pour le règlement des successions laissées dans l'un des deux Etats par des sujets de l'autre pays.....	<i>Ibid.</i>	805
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare applicables aux pays y désignés les dispositions du traité de commerce conclu, le 11 dé- cembre 1866, avec l'Autriche.....	1448	840
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux marchandises d'origine ou de manu- factures de l'Autriche reprises dans le traité conclu, le 11 décembre 1866, entre la France et l'Autriche, im- portées autrement que par terre ou par navires fran- çais ou sous pavillon autrichien.....	<i>Ibid.</i>	842
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'importation des tissus de l'Autriche taxés à la valeur.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que les décrets des 1 ^{er} octobre, 14 dé- cembre 1861 et 20 juillet 1866, relatifs à l'importation des marchandises d'origine anglaise ou belge y énu- mérées, sont applicables aux marchandises et produits similaires d'origine autrichienne.....	<i>Ibid.</i>	844
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui accorde à la ville d'Amiens un entrepôt réel pour les marchandises prohibées et non prohibées....	<i>Ibid.</i>	845
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve les travaux à faire pour dériver et amener à Paris les eaux des sources que cette ville pos- sède dans la vallée de la Vanne.....	1448	848
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe le nombre d'offices d'huissier au tribunal de Nîmes.....	1450	856
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui modifie la composition du conseil de prud'- hommes de Rennes.....	1451	875
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise les sociétés anonymes et autres as- sociations commerciales, industrielles ou financières, légalement constituées dans le royaume de Prusse, à exercer leurs droits en France.....	<i>Ibid.</i>	877
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui institue une commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département des Alpes-Maritimes.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
22.	DÉCRET portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 9 de la loi du 18 juillet 1866, sur les courtiers de marchandises.....	1448	845
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 11 juillet 1866, relative à l'amortissement.....	1449	849
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 2 de la loi du 18 juillet 1866, sur les courtiers de marchandises.....	1450	853
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme conseiller d'Etat M. Jolibois, préfet de la Savoie.....	<i>Ibid.</i>	856
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'intérieur un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos.....	1451	879
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui institue une commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département de la Dordogne.....	1452	885
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui institue une commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département de la Marne.....	<i>Ibid.</i>	886
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui institue une commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département du Pas-de-Calais.....	<i>Ibid.</i>	887
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui institue une commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département du Puy-de-Dôme.....	<i>Ibid.</i>	888
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui institue une commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département de Saône-et-Loire.....	<i>Ibid.</i>	890

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
22 Déc. 1866.	DÉCRET qui institue une commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département des Deux-Sèvres.....	1452	891
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui institue une commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département du Var.....	<i>Ibid.</i>	892
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui institue une commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département de la Vendée.....	<i>Ibid.</i>	893
27.	DÉCRET qui supprime les droits de tonnage établis à titre de droits de compensation en vertu des traités et conventions conclus par la France avec les États y désignés.	<i>Ibid.</i>	894
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget de la Légion d'honneur, exercice 1865.....	1454	1038



BULLETIN DES LOIS.

N° 1402.

N° 14,360. — *SÉNATUS-CONSULTE portant modification du Sénatus-Consulte du 3 mai 1854, qui règle la Constitution des Colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.*

Du 4 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

Extrait du procès-verbal du Sénat.

SÉNATUS-CONSULTE

PORTANT MODIFICATION DU SÉNATUS-CONSULTE DU 3 MAI 1854, RELATIF À LA CONSTITUTION DES COLONIES DE LA MARTINIQUE, DE LA GUADELOUPE ET DE LA RÉUNION.

ART. 1^{er}. Le conseil général statue :

1° Sur les acquisitions, aliénations et échanges des propriétés mobilières et immobilières de la colonie, quand ces propriétés ne sont pas affectées à un service public;

2° Sur le changement de destination ou d'affectation des propriétés de la colonie, lorsque ces propriétés ne sont pas affectées à un service public;

3° Sur le mode de gestion des propriétés de la colonie;

4° Sur les baux de biens donnés ou pris à ferme ou à loyer, quelle qu'en soit la durée;

5° Sur les actions à intenter ou à soutenir au nom de la colonie, sauf dans le cas d'urgence, où le gouverneur peut intenter toute action ou y défendre, sans délibération préalable du conseil général, et faire tous actes conservatoires;

6° Sur les transactions qui concernent les droits de la colonie;

7° Sur l'acceptation ou le refus des dons et legs faits à la colonie sans charges ni affectation immobilière, quand ces dons et legs ne donnent pas lieu à réclamation;

8° Sur le classement, la direction et le déclassement des routes;

9° Sur le classement, la direction et le déclassement des chemins d'intérêt collectif, la désignation des communes qui doivent concourir à l'entretien de ces chemins et les subventions qu'ils peuvent

IX^e Série.

recevoir sur les fonds coloniaux, le tout sur l'avis des conseils municipaux;

10° Sur les offres faites par les communes, par des associations ou des particuliers, pour concourir à la dépense des routes, des chemins ou d'autres travaux à la charge de la colonie;

11° Sur les concessions, à des associations, à des compagnies ou à des particuliers, de travaux d'intérêt colonial;

12° Sur la part contributive de la colonie dans la dépense des travaux à exécuter par l'Etat et qui intéressent la colonie;

13° Sur les projets, plans et devis des travaux exécutés sur les fonds de la colonie;

14° Sur les assurances des propriétés mobilières et immobilières de la colonie;

15° Sur l'établissement et l'organisation des caisses de retraite ou autres modes de rémunération, en faveur du personnel autre que le personnel emprunté aux services métropolitains.

Le conseil général vote également les taxes et contributions de toute nature nécessaires pour l'acquittement des dépenses de la colonie.

Les délibérations prises sur ces diverses matières sont définitives et deviennent exécutoires si, dans le délai d'un mois à partir de la clôture de la session, le gouverneur n'en a pas demandé l'annulation pour excès de pouvoir, pour violation d'un sénatus-consulte, d'une loi ou d'un règlement d'administration publique.

Cette annulation est prononcée, sur le rapport du ministre de la marine et des colonies, par décret de l'Empereur rendu dans la forme des règlements d'administration publique.

2. Le conseil général vote les tarifs d'octroi de mer sur les objets de toute provenance, ainsi que les tarifs de douanes sur les produits étrangers, naturels ou fabriqués, importés dans la colonie.

Les tarifs de douanes votés par le conseil général sont rendus exécutoires par décrets de l'Empereur, le Conseil d'Etat entendu.

3. Le conseil général délibère :

1° Sur les emprunts à contracter et les garanties pécuniaires à consentir;

2° Sur l'acceptation ou le refus des dons et legs faits à la colonie en dehors des conditions spécifiées au paragraphe 7 de l'article 1°;

3° Sur le mode de recrutement et de protection des immigrants;

4° Sur le mode d'assiette et les règles de perception des contributions et taxes;

5° Sur les frais de matériel des services de la justice et des cultes; sur les frais de personnel et de matériel du secrétariat du gouvernement, de l'instruction publique, de la police générale, des ateliers de discipline et des prisons;

6° Sur le concours de la colonie dans les dépenses des travaux qui intéressent à la fois la colonie et les communes;

7° Sur la part de la dépense des aliénés et des enfants assistés à mettre à la charge des communes et sur les bases de la répartition

à faire entre elles; sur le règlement d'admission dans un établissement public des aliénés dont l'état n'est pas compromettant pour l'ordre public et la sûreté des personnes;

8° Sur l'établissement, le changement ou la suppression des foires et marchés.

Un règlement d'administration publique déterminera le mode d'approbation des délibérations prises par le conseil général en vertu du présent article.

4. Le conseil général donne son avis :

Sur les changements proposés à la circonscription du territoire des arrondissements, des cantons et des communes, et à la désignation des chefs-lieux;

Sur les difficultés relatives à la répartition de la dépense des travaux qui intéressent plusieurs communes;

Et, en général, sur toutes les questions d'intérêt colonial dont la connaissance lui est réservée par les règlements ou sur lesquelles il est consulté par le gouverneur.

5. Le budget de la colonie est délibéré par le conseil général et arrêté par le gouverneur.

Il comprend :

1° Les recettes de toute nature, autres que celles provenant de la vente ou de la cession d'objets payés sur les fonds généraux du trésor, et des retenues sur les traitements inscrits au budget de l'État;

2° Toutes les dépenses autres que celles relatives :

Au traitement du gouverneur,

Au personnel de la justice et des cultes,

Au service du trésorier payeur,

Aux services militaires.

6. Des subventions peuvent être accordées aux colonies sur le budget de l'État.

Des contingents peuvent leur être imposés jusqu'à concurrence des dépenses civiles maintenues au compte de l'État par l'article ci-dessus et jusqu'à concurrence des suppléments coloniaux de la gendarmerie et des troupes.

La loi annuelle de finances règle la quotité de la subvention accordée à chaque colonie, ou du contingent qui lui est imposé.

7. Le budget des dépenses est divisé en deux sections comprenant :

La première, les dépenses obligatoires;

La seconde, les dépenses facultatives.

Sont obligatoires :

Les dettes exigibles;

Le minimum des frais de personnel et de matériel de la direction de l'intérieur, fixé par décret de l'Empereur;

Les frais de matériel de la justice et des cultes;

Le loyer, l'ameublement et l'entretien du mobilier de l'hôtel du gouverneur;

Les frais de personnel et de matériel du secrétariat du gouvernement, des ateliers de discipline et des prisons;

La part afférente à la colonie dans les frais de personnel et de matériel de l'instruction publique et de la police générale, et dans les dépenses des enfants assistés et des aliénés;

Le casernement de la gendarmerie;

Le rapatriement des immigrants à l'expiration de leur engagement;

Les frais d'impression des budgets et comptes des recettes et des dépenses du service local et des tables décennales de l'état civil;

Les contingents qui peuvent être mis à la charge de la colonie, conformément à l'article 6.

La première section comprend, en outre, un fonds de dépenses diverses et imprévues, dont le ministre détermine, chaque année, le minimum, et qui est mis à la disposition du gouverneur.

8. Si les dépenses obligatoires ont été omises ou si le gouverneur, en conseil privé, estime que les allocations portées pour une ou plusieurs de ces dépenses sont insuffisantes, le gouverneur y pourvoit provisoirement à l'aide du fonds de dépenses diverses et imprévues.

En cas d'insuffisance de ce fonds, il en réfère au ministre qui, sur sa proposition, inscrit d'office les dépenses omises ou augmente les allocations.

Il est pourvu par le gouverneur, en conseil privé, à l'acquittement de ces dépenses au moyen soit d'une réduction des dépenses facultatives, soit d'une imputation sur les fonds libres, ou, à défaut, par une augmentation du tarif des taxes.

9. Les dépenses votées par le conseil général à la deuxième section du budget ne peuvent être changées ni modifiées par le gouverneur, sauf dans le cas prévu par l'article précédent et à moins que les dépenses facultatives n'excèdent les ressources ordinaires de l'exercice après prélèvement des dépenses obligatoires.

Le ministre de la marine et des colonies prononce définitivement sur ces changements ou modifications.

10. Si le conseil général ne se réunissait pas ou s'il se séparait sans avoir voté le budget, le ministre de la marine et des colonies l'établirait d'office, sur la proposition du gouverneur, en conseil privé.

11. Les séances du conseil général ne sont pas publiques.

Le conseil général peut ordonner la publication de tout ou partie de ses délibérations ou procès-verbaux. Le nom des membres qui ont pris part aux discussions n'est pas mentionné.

Le conseil général peut adresser directement au ministre de la marine et des colonies, par l'intermédiaire de son président, les réclamations qu'il aurait à présenter dans l'intérêt spécial de la colonie, ainsi que son opinion sur l'état et les besoins des différents services publics de la colonie.

12. Sont abrogés les articles 13, 14, 15 et 16 du sénatus-consulte

du 3 mai 1854 et les dispositions des articles 4 et 5, en ce qu'elles ont de contraire au présent sénatus-consulte.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 19 Juin 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Secrétaire Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 14,361. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui fixe le contingent de l'État dans les frais d'entretien des Rues, Quais, Ponts, Boulevards et Places publiques de la ville de Paris.

Du 23 Juin 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu notre décret du 12 avril 1856⁽¹⁾, portant que les frais d'entretien des rues, quais, ponts, boulevards et places publiques de Paris seront supportés par portions égales par l'État et par la ville;

Vu notre décret du 23 mars 1861⁽²⁾, portant que le contingent de l'État, tel qu'il est défini par notre décret du 12 avril 1856, ne pourra, dans aucun cas, excéder un maximum de quatre millions pour chacun des exercices 1861, 1862 et 1863;

⁽¹⁾ Bull. 379, n° 3449.

⁽²⁾ Bull. 917, n° 8881.

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, du 24 mai 1866;
Vu la lettre du préfet de la Seine à notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, en date du 13 juin 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1867, les frais d'entretien des rues, quais, ponts, boulevards et places publiques de Paris seront supportés, savoir : 1^o par l'État, pour les rues, quais, ponts, boulevards et places publiques qui auront été classés comme traverses et annexes de traverses des routes impériales par décret rendu en Conseil d'État, le conseil municipal de Paris préalablement entendu ; 2^o par la ville de Paris, pour toutes les autres voies de communication.

Néanmoins, la ville de Paris pourra, avec l'assentiment du conseil municipal, être chargée de pourvoir à l'exécution de l'ensemble des travaux d'entretien desdites voies, moyennant le paiement par l'État d'une subvention de la moitié de la dépense, sans que, pendant une période de dix ans, cette subvention puisse excéder un maximum de quatre millions par année.

2. En cas d'exécution du dernier paragraphe de l'article qui précède, on comprendra dans les dépenses auxquelles s'appliquera la subvention de l'État les dépenses de personnel ainsi que les frais de balayage et d'enlèvement des boues occasionnés par les chaussées empierrées.

Mais ne seront pas compris dans ces dépenses les frais relatifs à toute opération d'intérêt municipal, et notamment au balayage et à l'enlèvement des immondices, à l'arrosement des chaussées, à la construction, à l'entretien et au curage des égouts, aux conduites souterraines, aux plantations, aux indemnités pour retranchements de terrains ou pour changements de niveau de la voie publique.

Dans cette hypothèse, les sommes à payer par l'État à la ville de Paris seront réglées d'après le degré d'avancement des travaux constaté par les états de situation dressés par les ingénieurs, défalcation faite, savoir : du prix de vente des pavés de rebut, de toutes dépenses occasionnées par la pose des fils télégraphiques, des conduites d'eau ou de gaz, ou de tous autres travaux de remaniement de la voie publique dont le montant doit être remboursé à la ville par les administrations publiques, les compagnies ou les particuliers ; des dépenses faites en vue de constructions ou d'opérations d'intérêt purement municipal, c'est-à-dire n'ayant pas pour but spécial l'entretien de la chaussée proprement dite.

Le budget des dépenses à faire et le décompte des dépenses faites seront soumis, pour chaque exercice, à notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

3. Notre décret du 12 avril 1856 est et demeure rapporté.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Juin 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14,362. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif au Chemin de fer de Châlon-sur-Saône à Dôle.

Du 23 Juin 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu notre décret du 20 avril 1854 ⁽¹⁾, relatif à la concession du chemin de fer de Châlon-sur-Saône à Dôle ;

Vu les loi et décret du 19 juin 1857 ⁽²⁾, lesquels constituent le réseau du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, ensemble la convention et le cahier des charges y annexés, et spécialement l'article 6 dudit cahier des charges ;

Vu la demande de la compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, du 15 avril 1866 ;

Vu le rapport des ingénieurs du service du contrôle, des 28 avril-1^{er} mai 1866 ;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, du 31 mai 1866 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'article 6 du cahier des charges annexé à la convention du 11 avril et au décret du 19 juin 1857 est modifié en ce qu'il y a de contraire aux dispositions suivantes :

Provisoirement, sur le chemin de fer de Châlon-sur-Saône à Dôle, les ouvrages d'art pourront n'être exécutés que pour une seule voie, sauf les grands ouvrages en rivière, qui seront fondés dès à présent pour deux voies.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,

⁽¹⁾ Bull. 177, n° 1520.

⁽²⁾ Bull. 522, n° 4797.

du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Juin 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14,363. — *DÉCRET IMPÉRIAL concernant la fixation de l'Abonnement
à la Redevance proportionnelle des Mines.*

Du 27 Juin 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de nos ministres secrétaires d'État aux départements de
l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances;

Vu la loi du 21 avril 1810;

Le décret du 6 mai 1811⁽¹⁾;

Notre décret du 30 juin 1860⁽²⁾;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. A l'avenir, l'abonnement à la redevance proportionnelle
des mines sera réglé, pour les exploitants qui le demanderont, sur
le produit net moyen des cinq dernières années pour lesquelles l'im-
pôt à la redevance aura été régulièrement établi.

Il ne sera pas tenu compte, dans lesdites cinq années, de celles
qui n'auront pas donné de produit net.

L'abonnement, fixé comme il est dit au paragraphe précédent,
sera maintenu pendant une durée de cinq ans.

2. Il n'est pas dérogé au droit qui appartient à l'administration, en
vertu soit de l'article 35 de la loi du 21 avril 1810, soit de l'article 33
du décret du 6 mai 1811, de rejeter les demandes d'abonnement
lorsqu'il résultera de l'instruction que l'exploitation a été dirigée en
vue d'altérer la sincérité des bases de l'abonnement.

Toutefois, le refus d'une soumission d'abonnement ne pourra être
prononcé que par une décision ministérielle rendue après avis du
conseil général des mines et des sections réunies des travaux publics
et des finances du Conseil d'État.

3. Est et demeure abrogé notre décret susvisé du 30 juin 1860.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'agricul-

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 369, n° 6754.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 821, n° 7686.

ture, du commerce et des travaux publics, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Juin 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14,364. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui rend applicables aux Commissaires civils investis des fonctions judiciaires les dispositions du décret du 17 mars 1866, portant extension de la juridiction des Juges de paix de l'Algérie.*

Du 30 Juin 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu notre décret du 17 mars 1866⁽¹⁾, sur l'extension au territoire militaire de la juridiction des juges de paix de l'Algérie ;

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et d'après la proposition du gouverneur général de l'Algérie,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dispositions de notre décret susvisé du 17 mars 1866, portant extension de la juridiction des juges de paix, sont applicables aux commissaires civils investis des fonctions judiciaires en vertu de l'arrêté ministériel du 18 décembre 1842.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et le gouverneur général de l'Algérie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Juin 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHE.

⁽¹⁾ Bull. 1375, n° 14,091.

N° 14,365. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Macquart (Louis-Félix-Marie)*, né le 16 mai 1815, à Hazebrouck (Nord), demeurant à Blandecques, arrondissement de Saint-Omer (Pas-de-Calais), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *de Terline*, et à s'appeler, à l'avenir, *Macquart de Terline*.

2° L'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Saint-Cloud, 2 Novembre 1865.*)

N° 14,366. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé à l'exécution des travaux nécessaires pour l'achèvement du môle du Portalet, au port de Saint-Tropez (Var), conformément aux dispositions d'un plan et des avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 11 mai 1863 et 22 janvier 1866, lesquels plan et avis resteront annexés au présent décret.

2° Les travaux sont déclarés d'utilité publique.

3° La dépense, évaluée à cent trente mille francs, sera imputée sur le budget extraordinaire (chapitre des *Ports maritimes*). (*Paris, 7 Avril 1866.*)

N° 14,367. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Petit (Alexandre-Marie)*, ancien maire de Paris, chevalier de la Légion d'honneur, né à Paris, le 25 janvier 1787,

Et son fils, M. *Petit (Henri)*, né à Paris, le 5 juin 1825,

Demeurant tous deux à Tintury, arrondissement de Château-Chinon (Nièvre),

Sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de *de Toulouille*, et à s'appeler, à l'avenir, *Petit de Toulouille*.

2° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 16 Juin 1866.*)

N° 14,368. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. Est déclarée d'utilité publique l'exécution des travaux de construction de deux ponts suspendus sur la Dordogne, à Prudhomat et à Tauriac (Lot), en remplacement des bacs de Barrié et de Petayrols, pour le service du chemin vicinal ordinaire n° 6, de Tauriac au port de Barrié, conformément aux deux plans ci-annexés.

2. La mise en adjudication des travaux est autorisée aux clauses et conditions du cahier des charges, également annexé au présent décret.

3. Il sera pourvu aux frais de construction et d'entretien des ponts au moyen d'un péage qui sera concédé par adjudication publique au soumissionnaire qui offrira le plus fort rabais sur la durée de la concession, dont le maximum, qui ne pourra excéder cinquante ans, sera fixé à l'avance par le préfet dans un billet cacheté.

4. Le concessionnaire, substitué aux droits de l'administration, conformément à l'article 63 de la loi du 3 mai 1841, est autorisé à acquérir, s'il y a lieu, par voie d'expropriation publique, les immeubles ou portions d'immeubles dont l'occupation sera nécessaire pour l'exécution des travaux.

5. L'adjudication ne sera valable et définitive qu'après avoir été approuvée par notre ministre de l'intérieur.

6. A compter du jour où le passage des ponts sera livré au public, et jusqu'à l'expiration du terme qui sera fixé par l'adjudication, il sera perçu un péage conformément au tarif ci-après :

TARIF.

1° PERSONNES ET ANIMAUX DE TRAIT OU AUTRES.

Une personne à pied, cinq centimes, ci.....	05
Le droit de passage ne sera dû qu'une fois pour l'aller et le retour par les personnes traversant à pied pour aller cultiver leurs biens, cinq centimes, ci...	05
Une personne à cheval, mulet ou âne, valise comprise, dix centimes, ci.....	10
Un cheval, un mulet ou un âne chargé, y compris le conducteur, quinze centimes, ci.....	15
Chaque bœuf, vache, taureau, porc ou veau, cinq centimes, ci.....	05
Chaque mouton, brebis, chèvre ou chevreau, cochon de lait, agneau, paire d'oies ou de dindons, deux centimes et demi, ci.....	02 1/2

2° VOITURES ET CHARRETTES CHARGÉES À DEUX OU QUATRE ROUES.

Tilbury, cariole, char à bancs, voitures suspendues ou non, à deux ou quatre roues, attelés d'un cheval, mulet ou âne, conducteur compris, cinquante centimes, ci.....	50
Voiture suspendue attelée de deux chevaux ou mulets, à deux ou quatre roues, conducteur compris, soixante centimes, ci.....	60
Au-dessus de deux chevaux, il sera perçu, seulement pour chaque collier en sus, cinq centimes, ci.....	05
Chaque voyageur, à part le conducteur, payera cinq centimes, ci.....	05
Charrette à deux ou quatre roues, attelée d'un cheval, mulet ou âne ou d'une paire de bœufs ou vaches, conducteur compris, quarante centimes, ci.....	40
Charrette attelée de deux chevaux, conducteur compris, cinquante centimes, ci.....	50
Charrette attelée de trois chevaux, conducteur compris, soixante et dix centimes, ci.....	70
Au-dessus de trois colliers, il sera perçu par collier en sus cinq centimes, ci..	05

3° CHARRETTES NON CHARGÉES À DEUX OU QUATRE ROUES.

Charrette à deux ou à quatre roues, non chargée, attelée d'un cheval, mulet ou âne ou d'une paire de bœufs ou vaches, conducteur compris, trente centimes, ci.....	30
Charrette à deux ou à quatre roues, non chargée, attelée de deux chevaux, mulets ou ânes, trente-cinq centimes, ci.....	35
Au-dessus de deux colliers, il sera perçu pour chaque collier en sus, cinq centimes, ci.....	05
Au-dessus d'un conducteur, chaque personne en sus payera le droit fixé pour une personne à pied, cinq centimes, ci.....	05
Les droits de péage ne seront dus qu'une fois à chaque passage, que le passage soit effectué sur un seul pont ou sur les deux ponts.	

7. Seront exempts des droits de péage :

Le préfet du département, le sous-préfet de l'arrondissement, ainsi que leurs gens et leurs voitures ;

Les ministres des différents cultes reconnus par l'État, les magistrats de l'ordre judiciaire dans l'exercice de leurs fonctions et leurs greffiers ;

Les ingénieurs et les conducteurs des ponts et chaussées, les agents voyers, les cantonniers, les employés des contributions indirectes, les agents forestiers, les préposés et agents des douanes, les employés des lignes télégraphiques, les commissaires de police, les gardes champêtres et la gendarmerie, dans l'exercice de leurs fonctions ;

Les militaires de tout grade voyageant en corps ou séparément, à charge par eux, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service ; les courriers du Gouvernement, les malles-poste, les facteurs ruraux faisant le service des postes de l'État, les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire ; les élèves allant à l'école communale ainsi qu'à l'instruction religieuse ou en revenant ;

Les prestataires avec leurs attelages se rendant sur les ateliers des chemins vicinaux pour la libération de leurs prestations et en revenant ;

Les prévenus, accusés ou condamnés conduits par la force publique, ainsi que leur escorte. (*Paris, 23 Juin 1866.*)



Certifié conforme :

Paris, le 10^e Juillet 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1403.

N° 14,369. — *Loi relative à l'Amortissement.*

Du 11 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Sont affectés à la caisse d'amortissement :

Les bois de l'État;

La nue propriété des chemins de fer dont la jouissance a été
concedée et doit faire retour à l'État.

2. La dotation annuelle de la caisse d'amortissement se compose :

1° Du produit net des coupes ordinaires et des produits accessoires
des forêts;

2° Du produit de l'impôt du dixième sur le prix des places et sur
le transport des marchandises dans les chemins de fer;

3° Des sommes à provenir du partage des bénéfices entre l'État et
les compagnies de chemins de fer, stipulé par les conventions passées
avec ces compagnies;

4° Des bénéfices réalisés, chaque année, par la caisse des dépôts
et consignations;

5° Des arrérages des rentes qui seront rachetées par la caisse
d'amortissement et immatriculées en son nom, en exécution de la
présente loi;

6° Des excédants de recettes du budget de l'État, qui seront affectés
par la loi à cette destination.

3. La dotation de la caisse d'amortissement comprendra, en outre,
à titre de recettes extraordinaires, les produits nets des coupes extra-
ordinaires et aliénations de forêts qui pourront être autorisées par
les lois et dont le montant n'aura pas été déjà ou ne serait pas à
l'avenir affecté à des améliorations forestières.

4. La caisse d'amortissement est chargée :

1° Du paiement annuel des intérêts, primes et amortissement des emprunts spéciaux pour canaux ;

2° Du paiement annuel des sommes dues par l'État pour le rachat des actions de jouissance des canaux soumissionnés ;

3° Du paiement annuel des sommes dues par l'État pour le rachat de concessions de canaux et de ponts ;

4° Du paiement annuel des intérêts et de l'amortissement des obligations trentenaires du trésor.

5. La caisse d'amortissement est, en outre, chargée de faire l'avance des sommes que l'État s'est engagé à payer aux compagnies de chemins de fer, à titre de garantie d'intérêt.

Le recouvrement ultérieur de ces avances et des intérêts à quatre pour cent y afférents viendra en accroissement des ressources qui lui sont attribuées en vertu de l'article 2 ci-dessus.

6. Les excédants annuels des ressources de la caisse d'amortissement seront employés, chaque année, en achat de rentes trois pour cent, qui seront immatriculées en son nom.

Ces achats devront s'élever au minimum de vingt millions, et, en cas d'insuffisance des excédants, il y sera pourvu par un prélèvement sur le budget de l'État.

La commission de surveillance déterminera, chaque mois, la somme qui pourra être employée à ces achats.

7. Les achats de rentes seront effectués avec publicité et concurrence.

Ils ne pourront avoir lieu qu'en rentes dont le cours sera au-dessous du pair.

8. Les rentes appartenant à la caisse d'amortissement ne pourront être aliénées ni distraites de leur affectation au rachat de la dette publique. Elles pourront être annulées en vertu d'une loi spéciale, mais seulement après le 1^{er} janvier 1877.

9. Les ressources et les charges de la caisse d'amortissement formeront un budget spécial soumis, chaque année, au Corps législatif.

10. Les sommes versées à la caisse des retraites pour la vieillesse et qui doivent être employées en rentes sur l'État, en exécution des lois qui régissent ladite caisse, seront portées, en recette et en dépense, au budget de la caisse d'amortissement.

Ces sommes pourront être employées en rentes quatre et demi et quatre pour cent, conformément à l'article 12 de la loi du 18 juin 1850. Les rentes ainsi acquises continueront d'être immatriculées au nom de la caisse des retraites pour la vieillesse.

11. Sont abrogées la loi du 10 juin 1833 et les dispositions des lois des 28 avril 1816 et 25 mars 1817 contraires à la présente loi.

Seront rayées du grand-livre de la dette publique les rentes trois pour cent inscrites au trésor au nom de la caisse d'amortissement et provenant des consolidations des fonds de réserve de l'amortissement effectuées du 8 août 1865 au 31 décembre 1866.

Ces rentes seront définitivement annulées, en capital et en arrérages, à dater du 1^{er} octobre 1866.

Tous les bons qui représenteront, au 31 décembre 1866, la réserve de l'amortissement pour les trois mois précédents, seront restitués au trésor par la caisse d'amortissement, sans qu'il lui soit délivré de rentes en échange.

12. La présente loi recevra son exécution à partir du 1^{er} janvier 1867.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 11 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, H. BUSSON-BILLAULT, ALFRED DARIMON,
comte W. DE LA VALETTE.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à l'amortissement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 4 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Gardé des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROHE.

N° 14,370. — *Loi qui approuve les stipulations financières contenues dans l'article 4 de la Convention passée, le 16 mars 1866, pour des additions aux Services postaux dans la mer des Antilles.*

Du 11 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Sont approuvées les stipulations financières contenues dans l'article 4 de la convention passée, le 16 mars 1866, entre le ministre des finances, la compagnie générale transatlantique, représentée par MM. *Laplace* et *Vincent Cibiel*, et la société du crédit mobilier, représentée par M. *Charles Mallet*, pour des additions aux services postaux dans la mer des Antilles.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, LAFOND DE SAINT-MÛR,
H. BUSSON-BILLAULT, ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui approuve les stipulations financières contenues dans une convention financière passée entre le ministre des finances, la compagnie générale transatlantique et la société du crédit mobilier, pour des additions aux services postaux dans la mer des Antilles.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Juillet 1866.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 14,371. — *Loi qui autorise le département de l'Eure à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 11 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Eure est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans ses délibérations du 23 août 1865 et du 11 avril 1866, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de un million neuf cent cinquante mille francs (1,950,000'), qui sera appliquée à la construction de deux chemins de fer d'intérêt local, l'un de Gisors à Pont-de-l'Arche, l'autre de Pont-Audemer à Glos-sur-Risle.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscriptions, soit de gré à gré, avec la faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

2. Le département de l'Eure est également autorisé à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, deux centimes pendant trois ans, à partir de 1867, cinq centimes en 1870, six centimes en 1871, cinq centimes pendant les sept années suivantes et trois centimes en 1879, dont le

produit sera affecté, avec un prélèvement sur ses ressources ordinaires, au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt à réaliser en vertu de l'article 1^{er} ci-dessus.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé LAFOND DE SAINT-MÛR, SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON,
THOINET DE LA TURMÉLIÈRE.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de l'Eure à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, MELLINET, général baron CHANON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 14,372. — *Loi qui autorise les communes de Neuilly, de Puteaux
et de Courbevoie (Seine) à contracter un Emprunt.*

Du 11 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit:

ARTICLE UNIQUE. Les communes de Neuilly, de Puteaux et de Courbevoie (Seine) sont autorisées à emprunter, conjointement et solidairement, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de quatre cent cinquante mille francs (450,000'), applicable aux frais d'établissement d'un abattoir commun à ces trois localités.

Cet emprunt sera remboursé en vingt-cinq années, à partir de 1867, avec le produit des taxes d'abatage.

Il pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou de la société du crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

La commission allouée à la société du crédit foncier de France par l'article 4 de la loi du 6 juillet 1860 pourra être ajoutée au taux d'intérêt ci-dessus fixé, jusqu'à concurrence de quarante-cinq centimes pour cent francs par an.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 30 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALESKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ARBATUCCI, ALFRED DARIMON, H. BUSSON-BILLAULT,
comte W. DE LA VALETTE.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise les communes de Neuilly, de Puteaux et de Courbevoie (Seine) à contracter un emprunt.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Juillet 1866.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.



Certifié conforme :

Paris, le 14 * Juillet 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1404.

N° 14,733. — *Loi qui autorise le département de la Dordogne à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 11 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVOIS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Dordogne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1865, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de trois cent soixante-quinze mille six cents francs (375,600'), qui sera affectée, jusqu'à due concurrence, à la construction des palais de justice de Bergerac et de Sarlat et, pour le surplus, au service des intérêts de l'emprunt.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscriptions, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de la Dordogne est également autorisé à s'imposer extraordinairement; par addition au principal des quatre contributions directes, quatre centimes pendant trois ans, à partir de 1873, et un centime cinq dixièmes en 1876, dont le produit sera

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département d'Ille-et-Vilaine :

1° A contracter deux emprunts;

2° A s'imposer extraordinairement;

3° A appliquer au service des deux emprunts les fonds restés libres sur le produit d'impositions antérieurement approuvées.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, MELLINET, général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Signé J. BAROCHÉ.

N° 14,375. — *Loi qui autorise le département du Jura à imputer sur le produit d'une Imposition extraordinaire créée en 1865 les fonds nécessaires au payement d'une Subvention destinée à la construction du Chemin de fer d'intérêt local de Châlon à Lons-le-Saunier.*

Du 11 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Jura est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à imputer sur le produit de l'imposition extraordinaire créée par la loi du 27 mai 1865 les fonds nécessaires au paiement d'une subvention destinée à la construction du chemin de fer d'intérêt local de Châlon à Lons-le-Saunier.

L'imposition autorisée par cette loi sera perçue pendant cinq ans, à partir de 1867.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, H. BUSSON-BALLAULT, ALFRED DARIMON,
LAFOND DE SAINT-MÛR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département du Jura à modifier l'emploi d'une partie des ressources créées par la loi du 27 mai 1865.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, MELLINET, général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Gardes des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 14,376. — *Loi qui autorise le département du Pas-de-Calais à s'imposer extraordinairement.*

Du 11 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Pas-de-Calais est autorisé, sur
la demande que le conseil général en a faite dans sa session de
1865, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des
quatre contributions directes :

1° Deux centimes pendant cinq ans, à partir de 1867, pour les
travaux des routes départementales;

2° Neuf dixièmes de centime en 1867, pour les réparations de
l'hôtel de la préfecture et le prolongement de la digue de Sangatte.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé LAFOND DE SAINT-MÛR, ALFRED DARIMON, comte W. DE LA VALETTE,
SÉVERIN ABBATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise
le département du Pas-de-Calais à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, MELLINET, général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de
l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux
tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent

sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Juillet 1866.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUBER.

N° 14,377. — *Loi qui autorise le département des Hautes-Pyrénées à appliquer aux travaux des Chemins vicinaux une partie des ressources créées par la loi du 8 juillet 1865.*

Du 11 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département des Hautes-Pyrénées est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1865, à appliquer aux travaux des chemins vicinaux les ressources créées par la loi du 8 juillet 1865 pour la construction de deux édifices, à la réserve toutefois d'une somme de vingt-six mille cinq cent dix-neuf francs (26,519^f), qui conservera sa destination primitive.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, LAFOND DE SAINT-MÛR,
ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise

N° 14,376. — *Loi qui autorise le département du Pas-de-Calais à s'imposer extraordinairement.*

Du 11 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Pas-de-Calais est autorisé, sur la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1865, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes :

1° Deux centimes pendant cinq ans, à partir de 1867, pour les travaux des routes départementales;

2° Neuf dixièmes de centime en 1867, pour les réparations de l'hôtel de la préfecture et le prolongement de la digue de Sangatte.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé LAFOND DE SAINT-MÛR, ALFRED DARIMON, comte W. DE LA VALETTE, SÉVÉDIN ABBATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département du Pas-de-Calais à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, MELLINET, général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent

sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Juillet 1866.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 14,377. — *Loi qui autorise le département des Hautes-Pyrénées à appliquer aux travaux des Chemins vicinaux une partie des ressources créées par la loi du 8 juillet 1865.*

Du 11 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département des Hautes-Pyrénées est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1865, à appliquer aux travaux des chemins vicinaux les ressources créées par la loi du 8 juillet 1865 pour la construction de deux édifices, à la réserve toutefois d'une somme de vingt-six mille cinq cent dix-neuf francs (26,519⁴), qui conservera sa destination primitive.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, LAFOND DE SAINT-MÛR,
ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise

le département des Hautes-Pyrénées à appliquer aux travaux des chemins vicinaux les ressources créées par la loi du 8 juillet 1865.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, MELLINET, général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS ET ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Gardes des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHÉ.

Signé E. ROUHER.

N° 14,378. — *Loi qui autorise le département du Bas-Rhin à s'imposer
extraordinairement.*

Du 11 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Bas-Rhin est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1865, à s'imposer extraordinairement pendant deux ans, à partir de 1867, quatre centimes additionnels au principal des

quatre contributions directes, dont le produit sera affecté aux travaux des routes départementales.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ARBATUCCI, H. BUSSON-BILLAULT, LAFOND DE SAINT-MÛR,
ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département du Bas-Rhin à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, MELLINET, général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Signé J. BAROCHE.

N° 14,379. — *Loi qui autorise le département de la Savoie à contracter des Emprunts et à s'imposer extraordinairement.*

Du 11 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Savoie est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1865, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent :

1° Une somme de un million quatre-vingt-treize mille francs (1,093,000'), qui sera affectée aux travaux des bâtiments départementaux, à l'achèvement des routes départementales et aux frais de transcription des actes de l'état civil;

2° Une somme de un million six cent mille francs (1,600,000'), qui sera consacrée aux travaux des chemins vicinaux.

Ces emprunts pourront être réalisés, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscriptions, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de la Savoie est également autorisé à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, à partir de 1867 :

1° Sept centimes pendant vingt ans, pour le remboursement et le service des intérêts de l'emprunt de un million quatre-vingt-treize mille francs (1,093,000') autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus;

2° Dix centimes pendant vingt ans, pour le remboursement et le service des intérêts de l'emprunt de un million six cent mille francs (1,600,000') applicable à l'achèvement des chemins vicinaux;

3° Un centime pendant cinq ans, pour les travaux d'endiguement et d'assainissement.

L'imposition destinée aux dépenses du service vicinal sera recouvrée indépendamment des centimes spéciaux dont la perception pourra être autorisée, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON, comte W. DE LA VALETTE, LAFOND DE SAINT-MÛR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de la Savoie à contracter deux emprunts et à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, MELLINET, général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Gardien des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 14,380. — *LOI qui autorise le département de la Seine-Inférieure, 1° à s'imposer extraordinairement ; 2° à appliquer aux travaux des Édifices départementaux les fonds restant sans emploi sur le produit de l'imposition extraordinaire créée par la loi du 2 mai 1855.*

Du 11 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Seine-Inférieure est autorisé, con-

formément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1865, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes :

1° Deux centimes pendant dix ans, à partir de 1867, pour en affecter le produit aux travaux des chemins vicinaux;

2° Cinq dixièmes de centime pendant deux ans, à partir de 1867, dont le produit sera consacré, soit à la création d'ateliers de travail, soit à la distribution de secours aux indigents.

L'imposition applicable aux travaux des chemins vicinaux sera recouvrée indépendamment des centimes spéciaux dont la perception pourra être autorisée, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

2. Le département de la Seine-Inférieure est également autorisé à appliquer aux travaux des édifices départementaux les fonds qui resteront sans emploi sur le produit de l'imposition extraordinaire créée par la loi du 2 mai 1855.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, THOINET DE LA TURMÉLIÈRE,
LAFOND DE SAINT-MÛR, ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de la Seine-Inférieure à s'imposer extraordinairement et à appliquer aux édifices départementaux les fonds restés sans emploi sur le produit d'une imposition précédemment approuvée.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, MELLINET, général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre mi-

ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Juillet 1866.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 14,381. — *Loi qui autorise la ville de Bar-le-Duc à s'imposer
extraordinairement.*

Du 11 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AYONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Bar-le-Duc (Meuse) est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant trois ans, à partir de 1867, vingt centimes additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant rapporter la somme totale d'environ soixante-huit mille francs (68,000').

Le produit de cette contribution sera affecté à la dépense de restauration et d'agrandissement de l'hôtel de ville et à la création d'un puits artésien.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, LAFOND DE SAINT-MÛR,
ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Bar-le-Duc (Meuse) à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, MELLINET, général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

AVONS SANCTIONNÉ ET SANCTIONNONS, PROMULGUÉ ET PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Cholet (Maine-et-Loire) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de trente-cinq mille cinq cents francs (35,500'), remboursable en neuf années et destinée au paiement du prix d'immeubles à céder au département pour la construction d'un palais de justice et d'une prison.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscriptions, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant neuf ans, à partir de 1867, cinq centimes additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant rapporter une somme totale de quarante-cinq mille francs (45,000') environ.

Le produit de cette imposition servira à rembourser l'emprunt en capital et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ARBATUCCI, ALFRED DARIMON, LAFOND DE SAINT-MËR,
comte W. DE LA VALETTE.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Cholet (Maine-et-Loire) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, MELLINET, général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Juillet 1866.

Signé **NAPOLÉON**.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

La Garde des sceaux, *Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé **E. ROUHER**.

Signé **J. BAROCHE**.

N° 14,384. — LOI qui autorise la ville de Dieppe à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Du 11 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR** des **FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit:

ART. 1^{er}. La ville de Dieppe (Seine-Inférieure) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de deux cent cinquante mille francs (250,000^f), remboursable en sept années, à partir de 1868, pour combler le déficit de ses budgets, solder des dépenses arriérées et pourvoir au paiement de nouvelles dépenses et de divers travaux énumérés dans la délibération municipale du 20 mars 1866, notamment la construction d'un aqueduc, l'établissement d'une conduite d'eau et d'un système d'éclairage dans le quartier du Pollet, et le dallage d'une église.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscriptions, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant deux ans, à partir de 1867, neuf centimes additionnels au

principal de ses quatre contributions directes, devant rapporter annuellement dix-neuf mille francs (19,000^f) environ.

Le produit de cette imposition servira, avec un prélèvement sur les revenus ordinaires, à compléter les ressources nécessaires au paiement des dépenses énumérées dans la délibération municipale du 20 mars 1866, et à rembourser l'emprunt ci-dessus.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, LAFOND DE SAINT-MÛR, ALFRED DARIMON,
THOINNET DE LA TURMÉLIÈRE.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Dieppe (Seine-Inférieure) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, MELLINET, général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 14385. — Loi qui autorise la ville d'Épernay à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Du 11 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville d'Épernay (Marne) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne dépasse pas cinq pour cent, une somme de cent six mille cinq cents francs (106,500^f), remboursable en onze ans, à partir de 1871, et destinée au paiement des travaux de pavage.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscriptions, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement par addition au principal de ses quatre contributions directes, savoir :

De 1867 à 1870, quatre centimes; en 1871, sept centimes; de 1872 à 1875, onze centimes; de 1876 à 1879, douze centimes; en 1880, dix centimes; en 1881, huit centimes.

Le produit de cette imposition, devant s'élever à la somme totale de cent cinquante-six mille deux cent soixante-quinze francs (156,275^f) environ, servira, avec un prélèvement sur les revenus, tant à compléter les ressources nécessaires à l'exécution des travaux qu'à rembourser l'emprunt en capital et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

**Signé LAFOND DE SAINT-MÛR, SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON,
TROINNET DE LA TURMELLIÈRE.**

N° 14,387. — *Loi qui autorise la ville de Lons-le-Saunier à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 11 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Lons-le-Saunier (Jura) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de cent mille francs (100,000'), remboursable en dix années, à partir de 1868, pour le paiement de son contingent dans la dépense de construction d'un chemin de fer d'intérêt local de Lons-le-Saunier à Chàlon-sur-Saône.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscriptions, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant dix ans, à partir de 1868, douze centimes additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant rapporter une somme totale d'environ cent deux mille huit cent quatre-vingt-dix-neuf francs (102,899').

Le produit de cette imposition servira, avec un prélèvement sur les revenus ordinaires, à rembourser l'emprunt en capital et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, H. BUSSON-BILLAULT, ALFRED DABIMON,
LAFOND DE SAINT-MÛR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise

la ville de Lons-le-Saunier (Jura) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, ELLINET, général baron CHAROW.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'Etat et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'Etat,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

La Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

N° 14,388. — *Loi qui autorise la ville de Morlaix à contracter un Emprunt.*

Du 11 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Morlaix (Finistère) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, la somme de douze mille francs (12,000^f), remboursable en six années, à partir de 1870, sur ses revenus ordinaires, et destinée au paiement du prix d'une maison à acquérir pour l'agrandissement et la régularisation de la place du Dossen.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé LAFOND DE SAINT-MÛR, ALFRED DARIMON,
SÉVERIN ABBATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Morlaix (Finistère) à contracter un emprunt.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, MELLINET, général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHE.

Signé B. ROUBER.

N° 14,389. — Loi qui autorise la ville de Saint-Lô à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Du 11 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Saint-Lô (Manche) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de quarante mille francs (40,000^f), remboursable en quatre années, à partir de 1869, et destinée tant au paiement d'une maison à acquérir pour l'agrandissement de la place du Parvis et le dégagement des abords de l'église Notre-Dame qu'à l'exécution de divers travaux énumérés dans la délibération municipale du 16 novembre 1865.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscriptions, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant quatre ans, à partir de 1869, dix centimes additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant rapporter une somme totale de trente-sept mille sept cent quarante-sept francs (37,747^f) environ.

Le montant de cette imposition servira, avec un prélèvement sur les revenus ordinaires, à amortir l'emprunt en capital et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, H. BUSSON-BILLAULT, ALFRED DARIMON, LAFOND DE SAINT-MÛR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Saint-Lô (Manche) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, MELLINET, général baron CHANON.

En et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCH.

Signé E. ROUHER.

N° 14,390. — *Loi qui autorise la ville de Sedan à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 11 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Sedan (Ardennes) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de quatre cent mille francs (400,000'), remboursable en vingt années et destinée, avec d'autres ressources, au paiement des travaux de déplacement du front 23-24 de ses fortifications et d'élargissement d'une chaussée.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscriptions, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant vingt ans, à partir de 1867, dix centimes additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant rapporter, en totalité, trois cent quarante-quatre mille six cent deux francs (344,602') environ.

Le produit de cette imposition servira, avec d'autres ressources, à amortir l'emprunt en capital et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, H. BUSSON-BILLAULT, ALFRED DARINOW,
LAFOND DE SAINT-MÛR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Sedan (Ardennes) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROP LONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, MELLINET, général baron CHANOW.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Juillet 1866,

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Gardes des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHÉ.

Signé E. ROUHER.

N° 14,391. — *LOI qui autorise la ville de Toulon à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 11 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROQUE.

Signé E. ROUHER.

N° 14,390. — *Loi qui autorise la ville de Sedan à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 11 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Sedan (Ardennes) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de quatre cent mille francs (400,000^f), remboursable en vingt années et destinée, avec d'autres ressources, au paiement des travaux de déplacement du front 23-24 de ses fortifications et d'élargissement d'une chaussée.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscriptions, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant vingt ans, à partir de 1867, dix centimes additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant rapporter, en totalité, trois cent quarante-quatre mille six cent deux francs (344,602^f) environ.

Le produit de cette imposition servira, avec d'autres ressources, à amortir l'emprunt en capital et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, H. BUSSON-BILLAULT, ALFRED DARINOW,
LAFOND DE SAINT-MÛR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Sedan (Ardennes) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, MELLINET, général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'Etat et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'Etat
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'Etat,

Signé J. BAROCHE.

Signé E. ROUHER.

N° 14,391. — LOI qui autorise la ville de Toulon à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Du 11 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ ET SANCTIONNONS, PROMULGUÉ ET PROMULGEONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Toulon (Var) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de cinq millions sept cent six mille trente-neuf francs (5,706,039^f), remboursable en dix-sept années, à partir de 1866, pour la conversion de ses dettes.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscriptions, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans, à partir de 1878, vingt centimes additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant rapporter annuellement cent vingt mille francs (120,000^f) environ.

Le montant de cette imposition sera appliqué au remboursement de l'emprunt en capital et intérêts, avec un prélèvement sur les revenus ordinaires et avec les annuités restant à recouvrer des impositions approuvées par les lois des 11 juin 1859 et 2 mai 1863.

La somme de deux millions trois cent cinquante mille francs (2,350,000^f) formant le solde de l'emprunt de six millions trois cent cinquante mille francs (6,350,000^f), autorisé par la loi précitée du 2 mai 1863, ne sera pas réalisée.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON, LAFOND DE SAINT-MÛR,
comte W. DE LA VALETTE.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Toulon (Var) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement et qui annule un emprunt précédemment approuvé.

Delibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, MELLINET, général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'Etat et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'Etat,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'Etat
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

N° 14,392. — *Loi qui autorise la ville de Valence à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 11 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Valence (Drôme) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de deux cent vingt mille francs (220,000^f), remboursable en vingt années, pour le payement de dettes et de travaux à exécuter pour la couverture d'une tranchée du chemin de fer.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscriptions, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement,

soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer **extraordinairement** pendant vingt ans, à partir de 1867, six centimes additionnels au principal de ses quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition, évalué, en totalité, à deux cent mille huit cents francs (200,800^f) environ, servira, avec un prélèvement sur les revenus ordinaires, au remboursement dudit emprunt.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, LAFOND DE SAINT-MUR,
ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Valence (Drôme) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, MELLINET, général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHIER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

14,363. — *Loi qui autorise la ville de Valenciennes, 1° à étendre à quarante ans le terme du remboursement de l'emprunt approuvé par la loi du 26 juin 1861; 2° à s'imposer extraordinairement.*

Du 11 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Valenciennes (Nord) est autorisée :

1° A étendre de trente-cinq à quarante ans le terme du remboursement de l'emprunt de deux millions de francs (2,000,000') approuvé par la loi du 26 juin 1861, pour le paiement de diverses dépenses d'utilité publique, notamment l'établissement d'une distribution d'eau, l'agrandissement du collège, l'achèvement de l'église Notre-Dame et la restauration de l'hôtel de ville;

2° A s'imposer extraordinairement pendant trente-cinq ans, à partir de 1867, cinq centimes additionnels au principal de ses quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition, représentant annuellement quatorze mille cinq cents francs (14,500') environ, servira, avec un prélèvement sur les revenus, tant ordinaires qu'extraordinaires, à amortir l'emprunt en principal et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, LAFOND DE SAINT-MÜR, comte W. DE LA VALETTE, ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Valenciennes (Nord) à étendre le terme de remboursement d'un emprunt précédemment approuvé et à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, MELLINET, général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau **de** l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, **aux** tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre **mi-**nistre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes **est** chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Juillet 1866.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 14,394. — *LOI portant prorogation d'une Surtaxe à l'Octroi de la commune
de Quintin (Côtes-du-Nord).*

Du 11 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR** des **Français**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS **SANCTIONNÉ** et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La surtaxe de cinquante centimes (0^e 50^e) par hectolitre de cidre, poiré et hydromel, autorisée par la loi du 28 juin 1861, à l'octroi de la commune de Quintin, département des Côtes-du-Nord, est prorogée jusqu'au 31 décembre 1871 inclusivement.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, LAFOND DE SAINT-MÛR, ALFRED DARIMON,
comte W. DE LA VALETTE.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui proroge

la perception d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Quintin (Côtes-du-Nord).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, MELLINET, général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'Etat et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Gardes des sceaux, Ministre secrétaire d'Etat
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'Etat,

Signé E. ROUHER.

N° 14395. — *LOI portant établissement d'une Surtaxe à l'Octroi de la commune de Valenciennes.*

Du 11 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. A partir de la promulgation de la présente loi, et jusqu'au 31 décembre 1874 inclusivement, il sera perçu à l'octroi de la commune de Valenciennes, département du Nord, une surtaxe de dix francs (10^e) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-

de-vie et esprits en cercles, eaux-de-vie et esprits en bouteilles, liqueurs en cercles et en bouteilles et fruits à l'eau-de-vie.

2. L'administration municipale est tenue de justifier, chaque année, au préfet, de l'emploi du produit de ladite surtaxe aux dépenses en vue desquelles elle est autorisée, et de présenter à ce magistrat, à l'expiration du délai fixé pour sa perception, le compte général de ce produit, tant en recette qu'en dépense.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé H. BUSSON-BILLAULT, SÉVERIN ABBATUCCI, LAPOND DE SAINT-MÉR,
ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la commune de Valenciennes (Nord).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, MELLINET, général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 14,396. — *Loi qui fixe la limite entre les communes de Saint-Lô et d'Agneaux (Manche).*

Du 1^{er} Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La limite des communes de Saint-Lô et d'Agneaux, canton
et arrondissement de Saint-Lô, département de la Manche, est établie
conformément au tracé de la ligne teinte en bleu sur le plan annexé
à la présente loi et portant les lettres R S T U V. En conséquence, le
territoire lavé en rose, compris entre cette ligne et l'ancienne limite,
est distraint de la commune d'Agneaux et réuni à la ville de Saint-
Lô.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des
droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis et
conformément aux conditions acceptées par le conseil municipal de
Saint-Lô, dans sa délibération du 5 février 1865.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, H. BUSSON-BILLAULT, ALFRED DARIMON,
LAFOND DE SAINT-MÜR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui réunit
à la ville de Saint-Lô (Manche) une portion de territoire distraite
de la commune d'Agneaux (même département).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, MELLINET, général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHE.

N° 14,397. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise un virement de Crédits au Budget du Ministère des Affaires étrangères, exercice 1865.

Du 23 Juin 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

Vu la loi de finances du 8 juin 1864, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1865;

Vu notre décret, en date du 15 novembre 1864 ⁽¹⁾, portant répartition des crédits ouverts audit exercice;

Vu l'article 2 du sénatus-consulta du 31 décembre 1861;

Vu l'article 55 de notre décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽³⁾, sur les virements de crédits;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 14 juin 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts aux chapitres I^{er}, VIII, XI et XIV du budget du ministère des affaires étrangères, pour l'exercice 1865, sont réduits d'une somme totale de cent seize mille francs (116,000^f), savoir :

CHAP. I ^{er} . Personnel.....	5,000 ^f
—— VIII. Présents diplomatiques.....	15,000
—— XI. Missions et dépenses extraordinaires et dépenses imprévues.....	90,000
—— XIV. Pension à l'émir Abd-el-Kader et frais accessoires de son séjour à Damas.....	6,000
SOMME ÉGALE.....	116,000

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

⁽³⁾ Bull. 440, n° 4110.

2. Les crédits ouverts aux chapitres VI et VII du même budget sont augmentés, par voie de virement, d'une somme égale de cent seize mille francs (116,000^f), savoir :

CHAP. VI. Frais de voyages et de courriers.....	23,000 ^f
— VII. Frais de service.....	93,000
SOMME ÉGALE.....	116,000

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements des affaires étrangères et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Juin 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État des finances,

Le Ministre secrétaire d'État des affaires étrangères,

Signé ACHILLE FOULD.

Signé DROUYN DE LHUYS.

N° 14,398. — DÉCRET IMPÉRIAL qui convoque les Électeurs compris dans la deuxième circonscription du département de Maine-et-Loire, à l'effet d'élire un Député au Corps législatif.

Du 4 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur ;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852⁽¹⁾ ;

Attendu le décès de M. Bucher de Chauvigné, député de la deuxième circonscription du département de Maine-et-Loire,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les électeurs compris dans la deuxième circonscription du département de Maine-et-Loire sont convoqués pour les 28 et 29 juillet courant, à l'effet d'élire un député au Corps législatif.

2. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant l'ouverture du scrutin, un tableau contenant lesdites modifications.

⁽¹⁾ Bull. 488, n° 3636 et 3637.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

N° 14,399. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° La portion du chemin de grande communication n° 5, de Culan à Issoudun, comprise entre Chezal-Benoît et la limite de l'Indre, est et demeure classée comme annexe de la route départementale du Cher n° 18.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'amélioration de la nouvelle voie, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 14 Avril 1866.*)

N° 14,400. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

La partie de la route départementale de la Meurthe n° 2 comprise entre la route départementale n° 3, à la Croix-de-Metz, et la route impériale n° 57, près Dieulouard, est et demeure déclassée.

La portion de la même route située entre son origine dans Toul et la Croix-de-Metz est incorporée à la route départementale n° 3.

Le chemin de grande communication n° 28 est et demeure classé parmi les routes départementales de la Meurthe sous le n° 2, avec la dénomination de *Route de Pont-à-Mousson à Nomeny*.

L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'amélioration de la nouvelle ligne, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 14 Avril 1866.*)

N° 14,401. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) portant ce qui suit :

1° La limite du rivage de la mer entre le cap Pinède et l'Estatque (quartier maritime de Marseille, département des Bouches-du-Rhône) est et demeure fixée conformément à la ligne portant l'indication *Limite du rivage de la mer*, tracée en rouge sur le plan en cinq feuilles annexé au présent décret, savoir :

Feuille n° 1, entre les n° 1 à 2 et 3 à 4;

Feuille n° 2, entre les n° 5 à 6 et 7 à 8;

Feuille n° 3, entre les n° 9 à 10;

Feuille n° 4, entre les n° 11 à 12;

Famille n° 5, entre les n° 13 à 14.

2° Les droits des tiers sont réservés. (*Paris, 21 Avril 1866.*)

N° 14,402. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° L'ordonnance du 19 janvier 1820, qui assigne douze offices d'huissier au tribunal de première instance de Nogent-sur-Seine (Aube), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à onze.

2° Le décret du 27 janvier 1864, qui assigne vingt-deux offices d'huissier au tribunal de première instance d'Épernay (Marne), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à vingt et un.

3° Le décret du 7 septembre 1864, qui assigne quatorze offices d'huissier au tribunal de première instance de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à treize.

4° Le décret du 19 février 1862, qui assigne dix offices d'huissier au tribunal de première instance de Remiremont (Vosges), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à neuf. (*Paris, 9 Juin 1866.*)

N° 14,403. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique) qui autorise le secrétaire perpétuel de l'académie des sciences de l'Institut impérial de France à accepter, au nom de cette académie, aux clauses et conditions imposées, le legs à elle fait par le sieur *Plumey* (*Jean-Baptiste-Marie*), suivant son testament olographe en date du 10 juillet 1859, et consistant « en vingt-cinq actions de la banque de France, pour les dividendes être employés chaque année (s'il y a lieu) en un prix à l'auteur du perfectionnement des machines à vapeur ou de toute autre invention qui (au jugement de l'académie) aura le plus contribué au progrès de la navigation à vapeur. » (*Paris, 13 Juin 1866.*)

N° 14,404. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° L'ordonnance du 12 mai 1820, qui assigne six offices d'avoué au tribunal de première instance de Murat (Cantal), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à cinq.

2° Le décret du 16 mars 1864, qui assigne cinq offices d'avoué au tribunal de première instance de Florac (Lozère), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à quatre. (*Paris, 20 Juin 1866.*)

N° 14,405. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts) qui approuve l'affectation au ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, pour le service de la colonne de la Grande-Armée à Boulogne-sur-Mer, d'un terrain provenant du fort du Moulin-à-l'Huile et contenant un hectare cinq ares quarante et un centiares. (*Paris, 27 Juin 1866.*)

N° 14,406. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique) portant ce qui suit :

Le proviseur du lycée Saint-Louis est autorisé à accepter, aux charges, clauses et conditions imposées, la donation faite à cet établissement par la demoiselle *Dujat (Victoire-Denise)*, suivant acte notarié du 26 mars 1866, et consistant en une rente de cent francs trois pour cent sur l'État, portant le n° 106,953, de la série septième, et dont les revenus seront employés à fonder un prix annuel pour l'élève de la classe de mathématiques spéciales qui aura obtenu, dans l'année, la note moyenne la plus élevée à l'interrogation.

Ce prix portera le nom du sieur *Amiot*, et sera mentionné sous ce titre au *Palmarès*.

La rente de cent francs sera immatriculée au nom du lycée Saint-Louis. Mention sera faite sur l'inscription de la destination des arrérages. (*Paris, 27 Juin 1866.*)



Certifié conforme :

Paris, le 16^e Juillet 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1405.

N° 14.407. — *LOI sur les Droits des héritiers et des ayants cause des Auteurs.*

Du 14 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La durée des droits accordés par les lois antérieures aux héritiers, successeurs irréguliers, donataires ou légataires des auteurs, compositeurs ou artistes, est portée à cinquante ans, à partir du décès de l'auteur.

Pendant cette période de cinquante ans, le conjoint survivant, quel que soit le régime matrimonial, et indépendamment des droits qui peuvent résulter en faveur de ce conjoint du régime de la communauté, a la simple jouissance des droits dont l'auteur prédécédé n'a pas disposé par acte entre-vifs ou par testament.

Toutefois, si l'auteur laisse des héritiers à réserve, cette jouissance est réduite, au profit de ces héritiers, suivant les proportions et distinctions établies par les articles 913 et 915 du Code Napoléon.

Cette jouissance n'a pas lieu lorsqu'il existe, au moment du décès, une séparation de corps prononcée contre ce conjoint; elle cesse au cas où le conjoint contracte un nouveau mariage.

Les droits des héritiers à réserve et des autres héritiers ou successeurs, pendant cette période de cinquante ans, restent d'ailleurs réglés conformément aux prescriptions du Code Napoléon.

Lorsque la succession est dévolue à l'État, le droit exclusif s'éteint sans préjudice des droits des créanciers et de l'exécution des traités de cession qui ont pu être consentis par l'auteur ou par ses représentants.

2. Toutes les dispositions des lois antérieures contraires à celles de la loi nouvelle sont et demeurent abrogées.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, comte W. DE LA VALETTE,
ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative aux droits des héritiers, successeurs irréguliers, donataires ou légataires des auteurs, compositeurs ou artistes.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHE.

Signé E. ROUHER.

N° 14,408. — LOI qui fait cession à la ville de Marseille, sous certaines conditions, des Terrains, Bâtiments et dépendances de l'Observatoire impérial établi dans cette ville.

Du 14 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ ET SANCTIONNONS, PROMULGUÉ ET PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le ministre des finances est autorisé à céder à la ville de Marseille les terrains, bâtiments et dépendances de l'observatoire impérial situé dans cette ville, rue Montée-des-Accoules, n° 27, aux clauses et conditions énoncées dans les conventions des 19 juin 1862 et 16 mai 1865, lesquelles sont annexées à la présente loi, ainsi que les délibérations du conseil municipal de Marseille des 17 janvier 1863 et 16 mai 1865.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 30 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, H. BUSSON-BILLAUT, ALFRED DARIMON,
comte W. DE LA VALETTE.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la cession par l'État à la ville de Marseille des terrains, bâtiments et dépendances de l'observatoire impérial établi dans cette ville, aux conditions énoncées dans les conventions des 19 juin 1862 et 16 mai 1865.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Convention passée, le 19 juin 1862, entre Son Excellence M. le ministre de l'instruction publique et M. le maire de Marseille, au sujet de la cession par l'État à ladite ville des terrains, bâtiments et dépendances de l'observatoire impérial.

Par le présent fait double,

Entre M. *Le Verrier*, sénateur, directeur de l'observatoire impérial de Paris, agissant en conformité des instructions de Son Excellence M. le ministre de l'instruction publique et des cultes, d'une part,

Et M. *Balthazard Rouvière*, maire de la ville de Marseille, agissant en vertu de la délibération du conseil municipal, en date de ce jour, d'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

Dans le cas où l'observatoire impérial et central de Paris établirait à Marseille une station astronomique pour l'avancement de la science, la ville de Marseille s'oblige à fournir, à ses frais, sur les terrains par elle annexés au château Borély, et dans la partie vue et agréée par M. le directeur de l'observatoire de Paris, un emplacement d'une superficie suffisante pour l'établissement des instruments et le logement des astronomes. Elle s'oblige, en outre, à appliquer une somme de vingt-cinq mille francs (25,000^f) aux constructions nécessaires à cet effet.

Elle mettra encore à la disposition de M. le directeur de l'observatoire impérial de Paris une subvention annuelle de quinze mille francs (15,000^f), qui sera employée par lui en constructions, achats d'instruments, appointements ou gratifications aux observateurs, et enfin à payer toutes les dépenses qu'il jugera utile de faire dans l'intérêt de ladite station.

Cette subvention, exigible le 15 janvier de chaque année, sera mandatée par le maire en tout ou partie, à la demande de M. le directeur de l'observatoire impérial de Paris.

La somme de quinze mille francs (15,000^f) afférente à l'exercice mil huit cent soixante-deux (1862) est, dès à présent, exigible. Dans le cas où la somme afférente à un exercice n'aurait pas été employée en entier, elle sera reportée à l'exercice suivant.

Il est expressément entendu que le directeur de l'observatoire de Paris a l'entière disposition des bâtiments élevés, des instruments construits et du mobilier acheté sur le produit de la subvention municipale, avec l'entière et même liberté qui lui est attribuée, par le décret du 30 janvier 1854, sur le matériel de l'observatoire impérial et central de Paris.

Toutefois, s'il arrivait que l'observatoire impérial et central de Paris renonçât à conserver une station à Marseille, les bâtiments élevés, les instruments construits et le mobilier acheté sur la subvention municipale deviendraient la propriété exclusive de la ville de Marseille.

Convention passée, le 16 mai 1865, entre l'État et la ville de Marseille, au sujet de la cession à cette ville des terrains, bâtiments et dépendances de l'observatoire impérial.

Par la présente faite à double original,

Entre M. *de Maupas*, sénateur, chargé de l'administration du département des Bouches-du-Rhône, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, agissant au nom et comme représentant de l'État, d'une part;

Et M. *Théodore Bernex*, maire de la ville de Marseille, agissant en cette qualité, d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

M. *de Maupas*, au nom de qui il agit, vend, cède et transporte à la ville de Marseille, pour elle acceptant M. *Bernex*, son maire, le local où est actuellement établi l'observatoire impérial de Marseille, situé en cette ville, rue Montée-des-Accouffes, n° 27, avec toutes ses appartenances et dépendances, tel qu'il est et se comporte, sans en rien distraire ni excepter; ce local occupe une surface d'environ onze cent trente-cinq mètres carrés, le plus ou le moins devant être à l'avantage ou au préju-

de l'acquéreur, sans recours contre le vendeur, quelle que puisse être la différence, attendu que la vente est faite en corps et non à la mesure.

La présente vente est faite et consentie pour le prix de cent vingt mille francs (120,000^f) payable, sans intérêts, au cas et de la manière qui seront ci-après expliqués, et, en outre, aux conditions suivantes :

La ville s'oblige à fournir gratuitement le terrain nécessaire pour la construction des bâtiments qui constitueront le nouvel observatoire et d'un logement pour les trois astronomes qui y seront attachés. Il est, dès à présent, convenu que ces constructions seront établies sur la partie des terrains que la ville possède sur le plateau de Longchamp, dite *la Maison-Rouge*, située entre le prolongement de la rue Thomas et le chemin de Saint-Charles. Ces travaux seront exécutés aux frais de l'État et sous la direction de ses agents, l'intervention des agents de la ville, si elle était demandée, devant conserver un caractère purement officieux.

La disposition des lieux, quant à l'établissement de la partie qui devra rester à l'usage du public et celle qui servira d'enceinte intérieure à l'ensemble des bâtiments d'observation, est déterminée sur le plan annexé à la présente convention. Il est bien entendu que l'enceinte intérieure sera à l'entière disposition du service astronomique, le public ne pouvant y être admis que lorsque les astronomes le jugeront convenable. Cette enceinte intérieure pourra d'ailleurs être étendue si les besoins du service astronomique l'exigent.

La grille de cette enceinte aura un mètre de hauteur.

La ville prendra à sa charge l'entretien des jardins situés soit en dehors, soit en dedans de l'enceinte.

L'affectation de ce terrain à l'établissement du nouvel observatoire et du logement des astronomes n'en implique pas l'aliénation; il reste, au contraire, propriété communale, et les bâtiments qui y seront édifiés le deviendront également par voie d'accession, sans que la ville ait rien à payer à cet effet. Il est toutefois entendu que la ville ne pourra jamais changer la destination de ces immeubles. Mais si cette destination venait à cesser ou à être changée par un fait étranger à la volonté de la ville, la servitude de destination cesserait également, et ledit terrain ferait purement et simplement retour à la ville avec les bâtiments qui auraient été construits à la surface et les instruments et le mobilier qui auraient été achetés avec le montant de la subvention que la ville s'est obligée à fournir à l'observatoire.

À l'égard du prix de cent vingt mille francs (120,000^f) stipulé plus haut pour l'acquisition de l'ancien observatoire, il est convenu :

1° Que ce prix ne pourra être exigé, en totalité ou en partie, qu'après que la ville sera devenue, d'une manière régulière et définitive, propriétaire du local vendu;

2° Que, sur cette somme, celle de soixante-quinze mille francs (75,000^f) sera spécialement affectée à la construction du logement des astronomes qui doivent être attachés au nouvel observatoire, sans que, en cas d'insuffisance, la ville puisse être de rien tenue en sus des cent vingt mille francs (120,000^f) promis;

3° Que les quarante-cinq mille francs (45,000^f) formant le solde dudit prix de cent vingt mille francs (120,000^f) seront employés à la construction des bâtiments de l'observatoire et à l'achat d'instruments, s'il y a lieu, sans que, en cas d'insuffisance, la ville puisse être de rien tenue.

La ville aura la propriété du local de l'observatoire à partir du jour qu'auront été accomplies les formalités nécessaires, de part et d'autre, pour la validité de la présente vente; elle aura droit à la jouissance à la même époque.

La présente convention, dont toutes les dispositions sont corrélatives et indivisibles, ne sera définitive qu'après l'accomplissement de ces formalités.

Fait pour être annexé au projet de loi adopté par le Corps législatif dans sa séance du 30 juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON, H. RUSSON-BILLAULT,
comte W. DE LA VALETTE.

Vu pour être annexé à la loi qui autorise la cession par l'État à la ville de Marseille des terrains, bâtiments et dépendances de l'observatoire impérial établi dans cette ville, aux conditions énoncées dans les conventions des 19 juin 1862 et 16 mai 1865.

Le Sénateur Secrétaire du Sénat,

Signé **FÉDÉRIC BARROT**,

Vu pour être annexé à la loi du 14 juillet 1866.

Le Ministre d'État,

Signé **E. ROUHER**.

N° 14,409. — *Loi qui autorise le département de la Haute-Garonne à contracter des Emprunts.*

Du 14 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Haute-Garonne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1865, à contracter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une série d'emprunts partiels dont le montant total ne devra pas excéder quatre millions de francs (4,000,000^f) et qui seront consacrés aux travaux du canal de Saint-Martory à Toulouse.

Ces emprunts pourront être réalisés, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscriptions, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou de la société du crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Si les emprunts sont réalisés auprès de la société du crédit foncier, le département pourra ajouter à l'intérêt ci-dessus fixé le montant d'un droit de commission, dans les limites déterminées par la loi du 6 juillet 1860.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Il sera pourvu au service des emprunts autorisés par l'article 1^{er} au moyen d'un prélèvement sur le produit des taxes d'arrosage et

des ressources complémentaires à fournir, s'il y a lieu, par la compagnie concessionnaire du canal de Saint-Martory à Toulouse.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 29 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON, H. BUSSON-BILLAULT
LAFOND DE SAINT-MÛR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de la Haute-Garonne à contracter des emprunts.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG,

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Gard des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 14,410. — *Loi qui autorise le département de l'Indre à s'imposer
extraordinairement.*

Du 14 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Indre est autorisé, sur la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1865, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes :

1° Cinq centimes quarante-trois centièmes en 1867 et 1868, dont le produit sera affecté au service des bâtiments départementaux ;

2° Un centime en 1867 et 1868, dont le montant sera consacré à venir en aide aux communes pour les travaux de leurs chemins vicinaux.

La dernière de ces impositions sera perçue indépendamment des centimes spéciaux dont le recouvrement pourra être autorisé, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 29 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, H. BUSSON-BILLAULT, ALFRED DARIMON,
LAFOND DE SAINT-MÛR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de l'Indre à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre mi-

ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1866.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 14,411. — *Loi qui autorise le département du Haut-Rhin à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 14 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Haut-Rhin est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1865, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de cent quatre-vingt-un mille francs (181,000'), qui sera appliquée à l'achèvement de l'hôtel de la préfecture et de la maison d'arrêt de Mulhouse.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscriptions, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département du Haut-Rhin est également autorisé à s'imposer extraordinairement pendant dix ans, à partir de 1867, un centime additionnel au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté tant au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt à réaliser en vertu de l'article 1^{er} ci-dessus qu'aux travaux des édifices départementaux.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, H. BUSSON-BILLAULT, ALFRED DARMON,
LAFOND DE SAINT-MÛR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département du Haut-Rhin à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAT (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 14.419. — *Loi qui autorise la ville d'Agen à contracter un Emprunt
et à s'imposer extraordinairement.*

Du 14 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville d'Agen (Lot-et-Garonne) est autorisée à emprun-

ter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de quatorze cent mille francs (1,400,000'), remboursable en vingt-huit ans, à partir de 1872, pour convertir ses dettes et subvenir à la dépense devant résulter du prolongement du boulevard latéral au chemin de fer et de l'établissement d'une distribution d'eau.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscriptions, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant trente ans, à partir de 1870, dix centimes additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant produire seize mille cent trente-sept francs (16,137') par an et, en totalité, quatre cent quatre-vingt-quatre mille cent dix francs (484,110').

Les deux premières annuités de cette imposition seront affectées au paiement des dépenses mentionnées dans l'article ci-dessus.

Les annuités suivantes serviront, avec un prélèvement sur les revenus ordinaires, à rembourser l'emprunt en capital et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 29 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé LAFOND DE SAINT-MÛR, SÉVERIN ABBATUCCI,
ALFRED DARIMON, H. BUNSON-BILLAUT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville d'Agen (Lot-et-Garonne) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe),
général baron CHARON.

En et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT,

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHE.

Signé E. ROUHER.

N° 14,413. — *Loi qui autorise la ville d'Auxerre à s'imposer extraordinairement.*

Du 14 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit:

ARTICLE UNIQUE. La ville d'Auxerre (Yonne) est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant deux ans, à partir de 1867, vingt centimes additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant rapporter une somme totale de cinquante-huit mille francs (58,000^f) environ.

Le produit de cette imposition servira, avec un prélèvement sur les revenus ordinaires, au payement : 1° des travaux d'appropriation de l'ancien palais de justice et de la maison d'arrêt pour l'installation de la bibliothèque communale, du musée et de divers services municipaux; 2° de la mise en état de viabilité de la rue de Rantheaume; 3° de différentes dépenses énumérées dans la délibération municipale du 11 juin 1866.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 29 Juin 1866.

• Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, LAFOND DE SAINT-MËR,
H. BUSSON-BILLAULT, ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville d'Auxerre (Yonne) à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'Etat et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'Etat
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'Etat,

Signé E. ROUHER.

N° 14,414. — *LOI qui autorise la ville de Bayonne à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 14 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Bayonne (Basses-Pyrénées) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de cent cinquante mille francs (150,000'), remboursable en

vingt et un ans, à partir de 1867, pour la fondation d'un collège d'externes.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscriptions, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans, à partir de 1867, trois centimes additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant rapporter une somme totale de trente-neuf mille neuf cent quatre-vingt-un francs (39,981¹) environ.

Le montant de cette imposition servira, avec un prélèvement sur les revenus ordinaires et d'autres ressources, à amortir l'emprunt en capital et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 29 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, LAFOND DE SAINT-MÛR,
ALFRED DARIMON, H. BUSSON-BILLAULT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Bayonne (Basses-Pyrénées) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre mi-

Le ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHE.

Signé E. ROUHER.

N° 14,415. — *LOI qui autorise la ville de Blois à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 14 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Blois (Loir-et-Cher) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de cinq cent mille francs (500,000^f), remboursable en treize années, à partir de 1873, pour le paiement des dettes énumérées dans la délibération municipale du 17 février 1866 et l'exécution de divers travaux d'utilité publique, notamment l'ouverture de quatre rues, l'extension de la distribution d'eau et la construction d'un aqueduc.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscriptions, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, par addition au principal de ses quatre contributions directes, savoir : pendant trois ans, à partir de 1873, huit centimes, et pendant dix ans, à partir de 1876, dix centimes.

Le montant de cette imposition, évalué en totalité à deux cent

vingt-trois mille deux cents francs (223,200^f) environ, servira, avec d'autres ressources, à rembourser l'emprunt en capital et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, H. BUSSON-BILLAUT, ALFRED DARIMON,
LAFOND DE SAINT-MÜR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Blois (Loir-et-Cher) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 14,416. — *Loi qui autorise la Commission administrative de l'Hospice de Bourbon-Lancy (Saône-et-Loire) à proroger le délai de remboursement d'un Emprunt autorisé par décret du 26 mars 1859.*

Du 14 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La commission administrative de l'hospice de Bourbon-Lancy (Saône-et-Loire) est autorisée à proroger jusqu'au 31 décembre 1880 le remboursement d'un emprunt de trois cent mille francs autorisé par décret du 26 mars 1859 et sur lequel il reste dû deux cent vingt-deux mille neuf cent soixante et un francs quatre-vingt-huit centimes (222,961' 88").

Délibéré en séance publique, à Paris, le 29 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé LAFOND DE SAINT-MÛR, H. BUSSON-BILLAULT,
SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la commission administrative de l'hospice de Bourbon-Lancy (Saône-et-Loire) à proroger le délai de remboursement d'un emprunt précédemment autorisé.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de

XI^e Série.

l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Signé J. BAROCHÉ.

N° 14,417. — *Loi qui autorise la ville de Calais à s'imposer
extraordinairement.*

Du 14 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Calais (Pas-de-Calais) est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant huit ans, à partir de 1867, treize centimes additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant rapporter une somme totale de cent vingt mille francs (120,000^f) environ.

Le produit de cette imposition servira, avec l'excédant annuel des recettes, au paiement de diverses dépenses énumérées dans la délibération municipale du 28 mai 1866, notamment la construction d'un palais de justice, d'un mont-de-piété et d'une école primaire supérieure avec musée.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 29 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, LAFOND DE SAINT-MÛR.
H. BUSSON-BILLAUT, ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Calais (Pas-de-Calais) à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAT (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHEN.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Gardes des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 14,418. — *Loi qui autorise la ville de Coutances à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 14 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Coutances (Manche) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de deux cent quinze mille francs (215,000^f), remboursable en quinze

années, pour le paiement de dettes énumérées dans la délibération municipale du 26 janvier 1866.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscriptions, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant quinze ans, à partir de 1867, quatorze centimes additionnels au principal de ses quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition, évalué en totalité à cent quarante-deux mille cinq cents francs (142,500^f) environ, servira, avec un prélèvement sur les revenus tant ordinaires qu'extraordinaires, à rembourser l'emprunt en capital et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, H. BUSSON-BILLAULT, ALFRED DARIMON,
LAFOND DE SAINT-MÛR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Coutances (Manche) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat:

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres. les observent et les fassent observer, et notre mi-

ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 14,419. — *Loi qui autorise la ville de Rouen à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 14 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Rouen (Seine-Inférieure) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne dépasse pas cinq pour cent. une somme de deux millions sept cent mille francs (2,700,000^f), remboursable en huit années, à partir de 1874, pour le payement de diverses dépenses énumérées dans la délibération municipale du 3 février 1865, notamment l'ouverture, le prolongement et l'élargissement de plusieurs rues, l'agrandissement du lycée et la construction d'une école de filles à Saint-Sever.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscriptions, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, de 1876 à 1880, par addition au principal de ses quatre contributions directes, vingt centimes, dont le produit, évalué en totalité à deux millions cent mille francs (2,100,000^f) environ, servira, avec un pré-

lèvement sur les revenus ordinaires, à amortir l'emprunt en principal et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 29 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé LAFOND DE SAINT-MÛR, SÉVERIN ABBATUCCI.
ALFRED DARIMON, H. BUSSON-BILLAULT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Rouen (Seine-Inférieure) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHER.

N° 14.420. — *Loi qui autorise la ville de Soissons à contracter
un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 14 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Soissons (Aisne) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de deux cent soixante mille francs (260,000'), remboursable en vingt-cinq ans, à partir de 1866, pour le paiement des diverses dépenses devant résulter de l'établissement d'une nouvelle distribution d'eau.

L'emprunt sera réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscriptions, soit de gré à gré, avec la faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant vingt-cinq ans, à partir de 1866, douze centimes additionnels au principal de ses quatre contributions directes.

Le montant de cette imposition, évalué en totalité à trois cent trente mille francs (330,000'), servira à rembourser l'emprunt en capital et intérêts, concurremment avec d'autres ressources.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé LAFOND DE SAINT-MÛR, SÉVERIN ARBATUCCI,
H. BUSSON-BILLAULT, ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Soissons (Aisne) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1866.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé **E. ROUHER**.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé **J. BAROCHÉ**.

N° 14,421. — *Loi portant établissement d'une Surtaxe à l'Octroi de la commune de Villefranche (Alpes-Maritimes).*

Du 14 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCTIONNÉ ET SANCTIONNONS, PROMULGUÉ ET PROMULGUONS ce qui suit:

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. A partir de la publication de la présente loi, et jusqu'au 31 décembre 1873 inclusivement, il sera perçu à l'octroi de la commune de Villefranche, département des Alpes-Maritimes, une surtaxe de soixante centimes (60^c) par hectolitre de vins en cercles ou en bouteilles.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 Juin 1866.

Le Président,

Signé **A. WALEWSKI**.

Les Secrétaires,

Signé **SÉVERIN ABBATUCCI, LAFOND DE SAINT-MÛR,**
H. BUSSON-BILLAULT, ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise

la perception d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Villefranche (Alpes-Maritimes).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Gardé des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 14,422. — *LOI portant établissement d'une Surtaxe à l'Octroi de la commune de Plouvorn (Finistère).*

Du 14 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. A partir du 1^{er} janvier 1867, et jusqu'au 31 décembre 1876 inclusivement, la commune de Plouvorn, département du Finistère, est autorisée à percevoir à son octroi une surtaxe de neuf francs (9^f) par hectolitre sur les alcools purs contenus dans les

eaux-de-vie et esprits en cercles, eaux-de-vie et esprits en bouteilles, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit principal de quatre francs (4') établi audit octroi sur la même boisson.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, LAFOND DE SAINT-MÛR,
H. BUSSON-BILLAULT, ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la perception d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Plouvorn (Finistère).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*La Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 14,423. — *Loi portant prorogation de Surtaxes à l'Octroi de Quimperlé (Finistère).*

Du 14 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La perception des surtaxes sur le cidre et sur l'alcool, autorisée à l'octroi de Quimperlé (Finistère) par la loi du 16 mai 1863 et maintenue jusqu'au 31 décembre 1871 par la loi du 14 mai 1864, est prorogée jusqu'au 31 décembre 1874 inclusivement.

Ces surtaxes sont établies de la manière suivante, savoir :

Cidres, poirés et hydromels, par hectolitre.....	0' 50"
Alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles, par hectolitre.....	12 00
Eaux-de-vie et esprits en bouteilles, liqueurs en cercles et en bouteilles, et fruits à l'eau-de-vie.....	12 00

Ces surimpositions sont indépendantes des droits principaux qui se perçoivent sur ces boissons.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, H. BUSSON-BILLAULT, ALFRED DARIMON,
LAFOND DE SAINT-MÛR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui proroge la perception de surtaxes à l'octroi de la commune de Quimperlé (Finistère).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Le Ministre d'État,
Signé E. ROUHER.

Signé J. BAROCHÉ.

N° 14,424. — *Loi portant établissement de Surtaxes à l'Octroi de Steenvoorde (Nord).*

Du 14 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. A partir du 1^{er} janvier 1867, jusqu'au 31 décembre 1876 inclusivement, seront perçues, à l'octroi de Steenvoorde (Nord), les surtaxes ci-après, savoir :

Huit francs quatre-vingts centimes (8^f 80^c) par hectolitre de vins en cercles et en bouteilles;

Seize francs (16^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles, eaux-de-vie et esprits en bouteilles, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surimpositions sont indépendantes des droits principaux déjà autorisés sur les liquides dont il s'agit.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 29 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, H. BUSSON-BILLAULT, ALFRED DARIMON,
LAFOND DE SAINT-MÛR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la perception de surtaxes à l'octroi de la commune de Steenvoorde (Nord).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Gardes des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 14,425. — *Loi portant établissement de Surtaxes à l'Octroi
d'Annecy (Haute-Savoie).*

Du 14 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. A partir du 7 novembre 1866, et jusqu'au 31 dé-

cembre 1876 inclusivement, les surtaxes ci-après indiquées seront perçues à l'octroi d'Annecy, département de la Haute-Savoie, savoir :

Vins en cercles et en bouteilles.....	2' 60" l'hectolitre.
Cidres et poirés.....	1 20
Alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles, eaux-de-vie et esprits en bou- teilles, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.....	9 00

Ces surimpositions sont indépendantes des droits principaux de :

o' 90^c par hectolitre de vin,
o 80 par hectolitre de cidres et poirés,
et de 6 00 par hectolitre d'alcool.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, H. BUSSON-BILLAULT, ALFRED DARIMON,
LAFOND DE SAINT-MÛR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la perception de surtaxes à l'octroi de la commune d'Annecy (Haute-Savoie).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe).
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre mi-

ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1866.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHE.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 14,426. — *Loi portant établissement d'une Surtaxe à l'Octroi d'Évian (Haute-Savoie).*

Du 14 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. A partir de la promulgation de la présente loi, et
jusqu'au 31 décembre 1868 inclusivement, il sera perçu à l'octroi
d'Évian (Haute-Savoie) une surtaxe de soixante centimes (60°) par
hectolitre de vin.

Cette surimposition est indépendante du droit principal de soixante
centimes (60°) actuellement perçu sur cette boisson.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé LAFOND DE SAINT-MÛR, ALFRED DARIMON, H. BUSSON-BILLAULT,
SÉVERIN ABBATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise

la perception d'une surtaxe à l'octroi de la commune d'Évian (Haute-Savoie).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1866.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 14,427. — *Loi qui fixe les limites entre les communes d'Éclaires (Marne),
de Brizeaux et de Triaucourt (Meuse).*

Du 14 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La section d'Aubercy est distraite, savoir : la partie lavée en jaune et cotée 1 sur le plan annexé à la présente loi, de la commune de Brizeaux, canton de Triaucourt, arrondissement de Bar-le-Duc, département de la Meuse; et la partie lavée en vert clair, cotée 2, de la commune d'Éclaires, canton de Dommartin-sur-Yèvre,

arrondissement de Sainte-Menehould, département de la Marne. Ce territoire est réuni à la commune de Triaucourt.

En conséquence, les limites entre les communes d'Éclaires (Marne), de Brizeaux et de Triaucourt (Meuse) sont fixées conformément aux lignes bleue et vermillon indiquées sur ledit plan.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis. Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, H. BUSSON-BILLAULT, ALFRED DARIMON.
LAFOND DE SAINT-MÛR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui distrait la section d'Aubercy des communes de Brizeaux (Meuse) et d'Éclaires (Marne) et la réunit à la commune de Triaucourt (Meuse).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROFONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MARDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Gardien des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 14,428. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui abroge l'Ordonnance du 14 août 1816 portant Règlement sur la Pêche du Hareng et du Maquereau.

Du 23 Juin 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'ordonnance du 14 août 1816⁽¹⁾;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'ordonnance du 14 août 1816, portant règlement sur la pêche du hareng et du maquereau, est et demeure abrogée.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Juin 1866.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé **ARMAND BÉHIC**.

N° 14,429. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise la consolidation en Rentes des Bons du Trésor délivrés à la Caisse d'amortissement du 1^{er} avril au 30 juin 1866.

Du 11 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu l'article 4 de la loi du 10 juin 1833, constitutif de la réserve de l'amortissement;

Vu l'article 36 de la loi du 25 juin 1841;

Vu le décret du 7 octobre 1862⁽²⁾;

Vu les états A et E annexés aux lois du 8 juillet 1865, portant fixation des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1866;

Vu le décret du 10 avril 1866⁽³⁾, qui a autorisé la consolidation en rentes de la portion de la réserve de l'amortissement formée du 1^{er} janvier au 31 mars 1866;

⁽¹⁾ VII^e série, Bull. 109, n° 1045.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1082, n° 10,819.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 1378, n° 14,114.

Yu l'état des bons délivrés à la caisse d'amortissement du 1^{er} avril au 30 juin 1866 et s'élevant en principal à..... 31,717,157' 53"
auxquels il faut ajouter, pour le montant des intérêts jusqu'au 30 juin..... 119,564 98

Ce qui porte l'ensemble à..... 31,836,722 51

Laquelle somme est affectée aux rentes ci-après, savoir :

Quatre et demi pour cent	3,885,753' 96"
Quatre pour cent.....	107,044 36
Trois pour cent.....	57,843,924 19

SOMME ÉGALE..... 31,836,722 51

Sur le rapport de notre ministre d'État des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Inscription sera faite sur le grand-livre de la dette publique, au nom de la caisse d'amortissement, en rentes trois pour cent, avec jouissance du 1^{er} juillet 1866, de la somme de un million quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille trois cent soixante-treize francs (1,499,373'), représentant, au prix de soixante-trois francs soixante-dix centimes (63' 70"), cours moyen du trois pour cent à la bourse du 2 juillet 1866, la somme de trente et un millions huit cent trente-six mille six cent quatre-vingt-six francs soixante-dix centimes (31,836,686' 70").

Cette somme de trente et un millions huit cent trente-six mille six cent quatre-vingt-six francs soixante-dix centimes sera portée en recette, savoir :

Au budget ordinaire de l'exercice 1866	8,121,186' 45"
Au budget extraordinaire du même exercice.....	23,715,500 25.

TOTAL ÉGAL..... 31,836,686 70

2. Les extraits d'inscription à fournir à la caisse d'amortissement, en échange de bons consolidés, conformément à l'article 1^{er} ci-dessus, lui seront délivrés en trois coupures, ainsi qu'il suit :

Une de 183,003' appartenant au fonds d'amortissement des rentes à 1/2 p. o/o.
Une de 5,061' appartenant au fonds d'amortissement des rentes à p. o/o.
Une de 1,311,330' appartenant au fonds d'amortissement des rentes 3 p. o/o.

Totaux..... 3,499,373

3. L'appoint de trente-cinq francs quatre-vingt-un centimes (35' 81"), réservé sur la somme de trente et un millions huit cent trente-six mille sept cent vingt-deux francs cinquante et un centimes (31,836,722' 51"), formant le montant des bons appartenant à la

caisse d'amortissement, sera représenté par trois nouveaux bons délivrés à ladite caisse, savoir :

Un bon de 11⁴ 49^s s'appliquant au fonds d'amortissement des rentes 4 1/2 p. 100.

Un bon de 7 13 s'appliquant au fonds d'amortissement des rentes 4 p. 100.

Un bon de 17 19 s'appliquant au fonds d'amortissement des rentes 5 p. 100.

33 81 SOMME ÉGALE.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances

Signé ACHILLE FOULD.

N° 14,430. — DÉCRET IMPÉRIAL pour l'exécution de la Convention additionnelle de Poste conclue, le 11 juillet 1865, entre la France et les États Pontificaux.

Du 11 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, la convention de poste conclue entre la France et les États Pontificaux, le 1^{er} avril 1853⁽¹⁾;

Vu la convention additionnelle à ladite convention, conclue le 11 juillet 1865⁽²⁾;

Vu la déclaration faisant suite à ladite convention additionnelle, signée à Rome, le 3 avril 1866⁽³⁾;

Vu la loi du 14 floréal an x (4 mai 1802);

Vu le décret organique sur la presse, du 17 février 1852⁽⁴⁾;

Vu notre décret du 14 septembre 1853⁽⁵⁾, concernant l'exécution de la convention du 1^{er} avril de la même année;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les taxes à percevoir par l'administration des postes de France pour l'affranchissement jusqu'à destination des lettres ordinaires, des lettres chargées, des échantillons de marchandises sans valeur vénale, des journaux, des gazettes, des ouvrages périodiques, des livres brochés, des brochures, des photographies, des papiers de musique, des catalogues, des prospectus, des annonces et des avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, qui seront expédiés de la France et de l'Algérie à destination des États Pontifi-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 68, n° 605.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 133, n° 14,147.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 138, n° 14,148.

⁽⁴⁾ XI^e série, Bull. 490, n° 865.

⁽⁵⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 786.

aux seront payées par les envoyeurs, conformément au tarif ci-après :

NATURE DES CORRESPONDANCES.	CONDITION de l'affranchissement.	TAXE D'AFFRANCHISSEMENT à percevoir pour chaque lettre ou paquet (portant une adresse particulière).
Lettres ordinaires.....	Facultatif.....	Cinquante centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes.
Lettres chargées..... Échantillons de marchandises sans valeur vénale.	Obligatoire.....	(A)
Journaux, gazettes, ouvrages périodiques. Livres brochés, brochures, photographies, papiers de musique, catalogues, prospectus et avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés.	Obligatoire.....	Dix centimes par quarante grammes ou fraction de quarante grammes.

(A) La taxe à percevoir pour l'affranchissement de chaque lettre chargée se composera de la taxe applicable à une lettre ordinaire affranchie, du même poids, et d'un droit fixe de cinquante centimes, sans égard au poids de la lettre chargée.

2. Les taxes à percevoir, en vertu de l'article précédent, pour l'affranchissement des lettres ordinaires, pourront être acquittées par les envoyeurs au moyen des timbres d'affranchissement que l'administration des postes de France est autorisée à faire vendre.

Lorsque les timbres-poste apposés sur une lettre représenteront une somme inférieure à celle due pour l'affranchissement, le destinataire aura à payer une taxe égale à la différence existant entre la valeur desdits timbres et la taxe due pour une lettre non affranchie, du même poids.

3. Les lettres chargées expédiées de la France et de l'Algérie pour les États-Pontificaux ne pourront être admises que sous enveloppe et fermées au moins de deux cachets en cire. Ces cachets devront porter une empreinte uniforme reproduisant un signe particulier à l'envoyeur et être placés de manière à retenir tous les plis de l'enveloppe.

4. Les échantillons de marchandises ne seront admis à profiter de la modération de taxe qui leur est accordée par l'article 1^{er} du présent décret qu'autant qu'ils n'auront par eux-mêmes aucune valeur vénale, qu'ils seront placés sous bandes ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature, et qu'ils ne porteront d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

Quant aux journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, brochures, photographies, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, qui seront expédiés de la France et de l'Algérie pour les États-Pontificaux par la voie de la poste, ils devront être mis sous bandes et ne porter aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire, la signature de l'envoyeur et la date.

Ceux des objets désignés dans le présent article qui ne remplissent pas les conditions ci-dessus fixées ou dont le port n'aura pas été acquitté intégralement par les envoyeurs, conformément aux dispositions de l'article 1^{er}, seront considérés et taxés comme lettres.

5. La taxe à percevoir par l'administration des postes de France pour toute lettre ordinaire non affranchie, expédiée des États-Pontificaux à destination de la France ou de l'Algérie, sera de quatre-vingts centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes.

6. Les lettres insuffisamment affranchies au moyen de timbres-poste romains, qui seront expédiées des États-Pontificaux pour la France et l'Algérie, seront considérées comme non affranchies et taxées comme telles, sauf déduction du prix de ces timbres.

Toutefois, lorsque la taxe complémentaire à payer par le destinataire d'une lettre insuffisamment affranchie présentera une fraction de décime, il sera perçu un décime entier pour cette fraction.

7. Les lettres ordinaires, les lettres chargées, les échantillons de marchandises, les journaux, les gazettes, les ouvrages périodiques, les livres brochés, les brochures, les photographies, les papiers de musique, les catalogues, les prospectus, les annonces et les avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, que l'administration des postes pontificales livrera à l'administration des postes de France affranchis jusqu'à destination et qui porteront du côté de l'adresse l'empreinte d'un timbre fournissant les initiales PD, seront exempts de tout droit ou taxe à la charge des destinataires.

8. Les imprimés désignés dans les articles 1^{er} et 7 précédents ne seront reçus ou distribués par les bureaux dépendant de l'administration des postes de France qu'autant qu'il aura été satisfait, à leur égard, aux lois, décrets, ordonnances ou arrêtés qui règlent les conditions de leur publication et de leur circulation en France.

9. Il ne sera admis à destination des États-Pontificaux aucun paquet ou lettre qui contiendrait soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux ou effets précieux, soit enfin tout autre objet passible de droits de douane.

10. Dans le cas où quelque lettre chargée viendrait à être perdue, il sera payé à l'envoyeur ou au destinataire, suivant le cas, une indemnité de cinquante francs.

Les réclamations concernant la perte de lettres chargées ne seront admises que dans les six mois qui suivront la date du dépôt ou de l'envoi des chargements. Passé ce terme, les réclamants n'auront droit à aucune indemnité.

11. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1^{er} septembre 1866.

12. Sont et demeurent abrogées les dispositions de notre décret susvisé du 14 septembre 1853, concernant les lettres ordinaires ou chargées et les imprimés de toute nature échangés entre les habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les habitants des États-Pontificaux, d'autre part.

13. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est

chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 1431. — DÉCRET IMPÉRIAL concernant les Correspondances échangées, par le voie des Paquebots britanniques et de l'Isthme de Suez, entre les Habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les Habitants du Cap de Bonne-Espérance, d'autre part.

Du 11 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la convention de poste conclue, le 24 septembre 1856⁽¹⁾, entre la France et la Grande-Bretagne;

Vu notre décret du 28 octobre 1865⁽²⁾, portant fixation des taxes à percevoir, en France et en Algérie, sur les lettres, les échantillons de marchandises et les imprimés de toute nature à destination ou provenant de divers pays étrangers;

Vu la loi du 14 floréal an x (4 mai 1802);

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les personnes qui voudront envoyer, par la voie des paquebots britanniques et de l'Isthme de Suez, des lettres ordinaires, soit de la France et de l'Algérie pour la colonie britannique du cap de Bonne-Espérance, soit de ladite colonie pour la France et l'Algérie, auront le choix de laisser le port entier de ces lettres à la charge des destinataires ou de payer ce port d'avance jusqu'à destination.

2. Le port à percevoir, en France et en Algérie, pour les lettres affranchies à destination de la colonie britannique du cap de Bonne-Espérance, ainsi que pour les lettres non affranchies originaires de ladite colonie dirigées par la voie des paquebots britanniques et de l'Isthme de Suez, est fixé, savoir :

1^o Pour chaque lettre affranchie, à quatre-vingts centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes;

2^o Pour chaque lettre non affranchie, à un franc par dix grammes ou fraction de dix grammes.

3. Les habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les habitants de la colonie britannique du cap de Bonne-Espérance, d'autre part, pourront se transmettre réciproquement, par la voie des paquebots britanniques et de l'Isthme de Suez, des lettres dites chargées. Le port de ces lettres devra toujours être acquitté d'avance

⁽¹⁾ Bull. 443, n° 4133.

⁽²⁾ Bull. 1350, n° 13,808.

jusqu'à destination. Il sera double de celui des lettres ordinaires affranchies.

4. Les dispositions de notre décret susvisé du 28 octobre 1865, concernant les échantillons de marchandises et les imprimés expédiés de la France et de l'Algérie à destination de l'île Maurice, et *vice versa*, par la voie de Suez et des paquebots britanniques, seront applicables aux objets de même nature expédiés de la France et de l'Algérie pour le cap de Bonne-Espérance, et *vice versa*, par la même voie.

5. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1^{er} septembre 1866.

6. Sont abrogées, en ce qu'elles ont de contraire au présent décret, les dispositions de notre décret susvisé du 28 octobre 1865.

7. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 14,432. — DÉCRET IMPÉRIAL concernant les Correspondances échangées, par la voie de l'Isthme de Panama et des Paquebots-poste britanniques, entre les Habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les Habitants des Colonies britanniques y désignées, d'autre part.

Du 11 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 14 floréal an x (4 mai 1802);

Vu la convention de poste conclue, le 24 septembre 1856⁽¹⁾, entre la France et la Grande-Bretagne;

Vu notre décret du 28 octobre 1865⁽²⁾, portant fixation des taxes à percevoir, en France et en Algérie, sur les lettres, les échantillons de marchandises et les imprimés de toute nature à destination ou provenant de divers pays étrangers;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les habitants des colonies britanniques de la Nouvelle-Zélande, de la Nouvelle-Galles du Sud, de Victoria, de l'Australie méridionale, de l'Australie occidentale, de la Tasmanie et de Queensland, d'autre part, pourront s'expédier réciproquement, par la voie de l'isthme de Pa-

⁽¹⁾ Bull. 445, n° 4133.

⁽²⁾ Bull. 1350, n° 13,808.

nama et des paquebots-poste britanniques, des lettres ordinaires, des échantillons de marchandises et des imprimés de toute nature, aux conditions indiquées dans le tarif ci-après :

NATURE DES OBJETS	ORIGINE des correspondances.	DESTINATION des correspondances.	CONDI- TION de l'affran- chisse- ment.	LIMITE de l'affranchise- ment.	TAUX À PAYER en France et en Algérie	
					pour chaque lettre et par chaque poide de 10 grammes ou fraction de 10 grammes.	pour chaque paquet d'échan- tillons ou d'imprimés et par chaque poide de 40 grammes ou fraction de 40 grammes.
Lettres ordi- naires.....	France et Algérie	Nouvelle-Zélande, Nouvelle-Galles du Sud, Victoria, Australie méridi- onale, Australia occidentale, Queensland et Tasmanie.....	Obliga- toire..	Port de dé- barque- ment...	1 30	
	France et Algérie	Nouvelle-Zélande, Nouvelle-Galles du Sud, Victoria, Australie méridi- onale, Australia occidentale, Queensland et Tasmanie.....	Obliga- toire..	Port d'em- barque- ment...	1 50	
	France et Algérie	Nouvelle-Zélande, Nouvelle-Galles du Sud, Victoria, Australie méridi- onale, Australia occidentale, Queensland et Tasmanie.....	Obliga- toire..	Port de dé- barque- ment...		10 30
Échantillons de marchan- dises.....	France et Algérie	Nouvelle-Zélande, Nouvelle-Galles du Sud, Victoria, Australie méridi- onale, Australia occidentale, Queensland et Tasmanie.....	Obliga- toire..	Port d'em- barque- ment...		0 40
	France et Algérie	Nouvelle-Zélande, Nouvelle-Galles du Sud, Victoria, Australie méridi- onale, Australia occidentale, Queensland et Tasmanie.....	Obliga- toire..	Port de dé- barque- ment...		0 20
Imprimés...	France et Algérie	Nouvelle-Zélande, Nouvelle-Galles du Sud, Victoria, Australie méridi- onale, Australia occidentale, Queensland et Tasmanie.....	Obliga- toire..	Port d'em- barque- ment...		0 25

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 14,433. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve la Convention passée, le 16 mars 1866, pour des additions aux Services postaux dans la mer des Antilles.*

Du 14 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances;

Vu la loi du 3 juillet 1861, ensemble la convention et le cahier des charges annexés;

Vu les conventions passées entre notre ministre des finances et la compagnie générale transatlantique, les 20 octobre 1860, 24 avril 1861, 17 avril 1865 et 16 mars 1866;

Vu notre décret du 22 juillet 1861 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 11 juillet 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est approuvée la convention passée, le 16 mars 1866, entre notre ministre des finances et la compagnie générale transatlantique, représentée par MM. Laplace et Vincent Cibiel, ladite convention ayant pour objet de compléter le réseau postal desservi par cette compagnie dans la mer des Antilles.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

CONVENTION.

Entre Son Excellence le ministre secrétaire d'État au département des finances, agissant au nom de l'État :

D'une part ;

La compagnie générale transatlantique, représentée par MM. l'amiral Laplace et Vincent Cibiel, dûment autorisés à cet effet par délibération du conseil d'administration de ladite compagnie, en date du 6 mars 1866 ;

La société générale de crédit mobilier, représentée par M. Charles Mallet, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés à cet effet par délibération du conseil d'administration, en date du 28 février 1866, ladite société intervenant aux termes de l'article 12 de la convention annexée à la loi du 3 juillet 1861 et comme garante des engagements pris par la compagnie générale transatlantique,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Art. 1^{er}. Indépendamment des services dont l'itinéraire est fixé par l'article 1^{er} de la convention du 17 avril 1865, la compagnie s'engage à établir :

1^o À partir du mois de novembre 1866, et pour toute la durée du service postal des Antilles exécuté en vertu des conventions des 20 octobre 1860, 24 avril 1861 et 17 avril 1865, une ligne mensuelle aboutissant à la Nouvelle-Orléans et s'embranchant à la Havane sur la ligne principale de Saint-Nazaire à la Véra-Cruz ;

2^o À partir du mois de juillet 1866, et pendant la même durée, une ligne mensuelle entre Fort-de-France (Martinique) et Porto-Cabello (Vénézuéla), avec escale à la Guayra.

3. La ligne annexe de la Havane à la Nouvelle-Orléans, comprenant un parcours de deux cent dix lieues marines, soit, pour vingt-quatre voyages par an (aller et retour), cinq mille quarante lieues, sera exécutée au moyen d'un paquebot de deux cent quatre-vingt chevaux au minimum. Ce bâtiment sera ajouté à l'effectif de la flotte, tel qu'il est réglé par l'article 2 de la convention du 17 avril 1865. Sa vitesse aux essais devra être de dix nœuds un quart au minimum.

La ligne de la Martinique à Porto-Cabello sera établie d'après l'itinéraire suivant :

De la Martinique à la Guayra..... 140 lieues.

De la Guayra à Porto-Cabello..... 24

164

Parcours annuels, trois mille neuf cent trente-six lieues.

Ce service sera exécuté, au choix de l'administration, au moyen de l'un des paquebots de cent cinquante chevaux faisant partie de l'effectif actuel de la flotte affectés au service intercolonial. A cette occasion, la compagnie s'engage à maintenir à l'avenir un paquebot d'une force minimum de cent cinquante chevaux sur la ligne de la Martinique à la Guadeloupe, au lieu du paquebot de cent vingt-cinq chevaux stipulé par l'article 2 de la convention du 17 avril 1865.

4. La vitesse moyenne par heure de ces deux services devra être de huit nœuds et demi sur la ligne de la Havane à la Nouvelle-Orléans, et de huit nœuds sur la ligne de la Martinique au Vénézuéla.

5. Les subventions annuelles auxquelles la compagnie aura droit, pour les parcours ajoutés à son itinéraire par les articles ci-dessus, sont fixées à cent trente et un mille cent cinquante-six francs pour la ligne de la Nouvelle-Orléans, et à soixante-quatre mille dix-sept francs pour la ligne du Vénézuéla.

6. La compagnie s'engage à fournir trimestriellement, pour les services qui font l'objet de la présente convention, comme pour tous ceux qui sont exploités par elle, un relevé des résultats de son exploitation, présentant le mouvement des voyageurs et des marchandises transportés par ses paquebots.

7. Toutes les dispositions des conventions des 20 octobre 1860, 24 avril 1861 et 17 avril 1865, et du cahier des charges annexé à la loi du 3 juillet 1861, auxquelles

il n'est pas dérogé par les articles ci-dessus, sont applicables aux deux services qui font l'objet de la présente convention.

7. La présente convention ne sera exécutoire qu'autant que les dispositions financières stipulées en l'article 4 auront été sanctionnées par une loi et approuvées par un décret impérial.

8. La convention et les actes qui s'y rapportent seront enregistrés au droit fixe de un franc.

Fait triple à Paris, le seize mars mil huit cent soixante-six.

Signé ACHILLE FOULD.

Signé V. CIBIEL.

Signé CH. MALLET.

Signé C. LAPLACE.



Certifié conforme :

Paris, le 19^e Juillet 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au
ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1406.

N° 14,434. — *SÉNATUS-CONSULTE qui modifie la Constitution, et notamment les articles 40 et 41.*

Du 18 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ ET SANCTIONNONS, PROMULGUÉ ET PROMULGUONS ce qui suit :

** Extrait du procès-verbal du Sénat.*

SÉNATUS-CONSULTE

MODIFICATIF DE LA CONSTITUTION, ET NOTAMMENT DES ARTICLES 40 ET 41.

ART. 1^{er}. La Constitution ne peut être discutée par aucun pouvoir public autre que le Sénat procédant dans les formes qu'elle détermine.

Une pétition ayant pour objet une modification quelconque ou une interprétation de la Constitution ne peut être rapportée en séance générale que si l'examen en a été autorisé par trois au moins des cinq bureaux du Sénat.

2. Est interdite toute discussion ayant pour objet la critique ou la modification de la Constitution, et publiée ou reproduite soit par la presse périodique, soit par des affiches, soit par des écrits non périodiques des dimensions déterminées par le paragraphe 1^{er} de l'article 9 du décret du 17 février 1852⁽¹⁾.

Les pétitions ayant pour objet une modification ou une interprétation de la Constitution ne peuvent être rendues publiques que par la publication du compte rendu officiel de la séance dans laquelle elles ont été rapportées.

Toute infraction aux prescriptions du présent article constitue une contravention punie d'une amende de cinq cents à dix mille francs.

3. L'article 40 de la Constitution du 14 janvier 1852 est modifié ainsi qu'il suit :

ART. 40. Les amendements adoptés par la commission chargée d'examiner un projet de loi sont renvoyés au Conseil d'Etat par le président du Corps législatif.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 490, n° 3651.

Les amendements non adoptés par la commission ou par le Conseil d'État peuvent être pris en considération par le Corps législatif et renvoyés à un nouvel examen de la commission.

Si la commission ne propose pas de rédaction nouvelle, ou si celle qu'elle propose n'est pas adoptée par le Conseil d'État, le texte primitif du projet est seul mis en délibération.

4. La disposition de l'article 41 de la Constitution du 14 janvier 1852, qui limite à trois mois la durée des sessions ordinaires du Corps législatif, est abrogée. Un décret de l'Empereur prononce la clôture de la session.

L'indemnité attribuée aux députés au Corps législatif est fixée à douze mille cinq cents francs pour chaque session ordinaire, quelle qu'en soit la durée.

En cas de session extraordinaire, l'indemnité continue à être réglée conformément à l'article 14 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 14 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe).
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État

Signé E. ROCHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 14,435. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui prononce la clôture de la Session du Sénat.*

Du 14 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 24 de la Constitution,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La session du Sénat, ouverte le 22 janvier 1866, est et demeure close.

2. La présente proclamation sera portée et lue au Sénat par notre ministre d'État.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHEA.

N° 14,436. — *DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui supprime les commissariats de police de Pontiacq-Viellepinte (canton de Montaner), de Bedous et de Pontacq (Basses-Pyrénées). (Paris, 30 Juin 1866.)*

N° 14,437. — *DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :*

ART. 1^{er}. La commune de Pastoreccia-d'Orezza, canton de Piedicroce, arrondissement de Corte, département de la Corse, est réunie à la commune de Piedicroce.

2. Les communes réunies continueront à jouir des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis, sans pouvoir se dispenser de concourir en commun aux charges municipales. (Paris, 4 Juillet 1866.)



Certifié conforme :

Paris, le 22^e Juillet 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHÉ.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1407.

N° 14,438. — *Loi sur les Conseils généraux.*

Du 18 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ ET SANCTIONNONS, PROMULGUÉ ET PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les conseils généraux statuent définitivement sur les
affaires ci-après désignées, savoir :

1^{re} Acquisitions, aliénation et échange de propriétés départemen-
tales mobilières ou immobilières, quand ces propriétés ne sont pas
affectées à l'un des services énumérés au n° 4 ;

2^o Mode de gestion des propriétés départementales ;

3^o Baux de biens donnés ou pris à ferme ou à loyer, quelle qu'en
soit la durée ;

4^o Changement de destination des propriétés et des édifices départe-
mentaux autres que les hôtels de préfecture et de sous-préfecture et
les locaux affectés aux cours et tribunaux, au casernement de la gen-
darmérie et aux prisons ;

5^o Acceptation ou refus de dons et legs faits au département sans
charges ni affectation immobilière, quand ces dons et legs ne don-
nent pas lieu à réclamation ;

6^o Classement et direction des routes départementales, lorsque le
tracé desdites routes ne se prolonge pas sur le territoire d'un autre
département ; projets, plans et devis des travaux à exécuter pour la
construction, la rectification ou l'entretien des routes départemen-
tales ; le tout sauf l'exécution des lois et règlements sur l'expropriation
pour cause d'utilité publique ;

Projets, plans et devis de tous autres travaux à exécuter sur les
fonds départementaux ;

7^o Classement et direction des chemins vicinaux de grande com-

munication; désignation des chemins vicinaux d'intérêt commun; désignation des communes qui doivent concourir à la construction et à l'entretien desdits chemins; le tout sur l'avis des conseils municipaux et d'arrondissement;

Répartition des subventions accordées sur les fonds départementaux aux chemins vicinaux de grande communication ou d'intérêt commun;

8° Offres faites par des communes, par des associations ou des particuliers pour concourir à la dépense des routes départementales ou d'autres travaux à la charge des départements;

9° Déclassement des routes départementales, des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun, lorsque leur tracé ne se prolonge pas sur le territoire d'un ou de plusieurs départements;

10° Désignation des services auxquels sera confiée l'exécution des travaux sur les chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun, et mode d'exécution des travaux à la charge du département autres que ceux des routes départementales;

11° Emploi de fonds libres provenant d'emprunts ou de centimes extraordinaires recouvrés ou à recouvrer dans le cours de l'exercice;

12° Assurances des bâtiments départementaux;

13° Actions à intenter ou à soutenir au nom du département, sauf les cas d'urgence, dans lesquels le préfet pourra agir conformément à l'article 36 de la loi du 10 mai 1838;

14° Transactions concernant les droits des départements;

15° Recettes et dépenses des établissements d'aliénés appartenant au département; approbation des traités passés avec des établissements privés ou publics pour le traitement des aliénés du département;

16° Service des enfants assistés.

Les délibérations prises par les conseils généraux sur les matières énoncées aux n° 6, 7, 15 et 16 ci-dessus sont exécutoires si, dans le délai de deux mois, à partir de la clôture de la session, un décret impérial n'en a pas suspendu l'exécution.

2. Les conseils généraux peuvent voter, dans la limite d'un maximum qui sera annuellement fixé par la loi de finances, des centimes extraordinaires affectés à des dépenses extraordinaires d'utilité départementale.

Ils peuvent voter également les emprunts départementaux remboursables dans un délai qui ne pourra excéder douze années, sur ces centimes extraordinaires ou sur les ressources ordinaires.

3. Les délibérations par lesquelles les conseils généraux statuent définitivement sont exécutoires si, dans un délai de deux mois, à partir de la clôture de la session, elles n'ont pas été annulées pour excès de pouvoir ou pour violation d'une disposition de la loi ou d'un règlement d'administration publique.

Cette annulation ne peut être prononcée que par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique.

4. Le conseil général fixe, chaque année, le maximum du nombre des centimes extraordinaires que les conseils municipaux sont autorisés à voter, pour en affecter le produit à des dépenses extraordinaires d'utilité communale. Si le conseil général se sépare sans l'avoir fixé, le maximum arrêté pour l'année précédente est maintenu jusqu'à la session suivante.

Le maximum ne peut dépasser vingt centimes.

5. Chaque année, le préfet présente au conseil général le relevé de tous les emprunts communaux et de toutes les contributions extraordinaires communales qui ont été votés depuis sa session précédente, avec indication du chiffre total des centimes extraordinaires et des dettes dont chaque commune est grevée.

Le préfet soumet également au conseil général le compte annuel de l'emploi des ressources municipales affectées aux chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun.

6. Le budget départemental est divisé en budget ordinaire et budget extraordinaire.

Les dépenses comprises aujourd'hui dans les première, deuxième, quatrième et cinquième sections des budgets départementaux forment le budget ordinaire.

Les recettes du budget ordinaire se composent :

1° Du produit des centimes additionnels portant sur les contributions foncière et personnelle-mobilière, votés annuellement par le conseil général dans les limites déterminées par la loi de finances.

Ces centimes comprendront à l'avenir les sept centimes qui forment aujourd'hui le fonds commun ;

2° Des produits éventuels énoncés aux n° 5, 6, 7, et 8 de l'article 10 de la loi du 10 mai 1838 ;

3° Du produit des centimes autorisés pour les dépenses des chemins vicinaux et de l'instruction primaire, dont l'affectation spéciale est maintenue.

Les recettes du budget extraordinaire se composent :

1° Du produit des centimes extraordinaires votés annuellement par le conseil général dans les limites déterminées par la loi de finances, ou autorisés par des lois spéciales ;

2° Du produit des biens aliénés ;

3° Des dons et legs ;

4° Du remboursement des capitaux exigibles et des rentes rachetées ;

5° Du produit des emprunts ;

6° De toutes autres recettes accidentelles.

A l'avenir, les forêts et les bois de l'État acquitteront les centimes additionnels ordinaires et extraordinaires affectés aux dépenses des départements dans la proportion de la moitié de leur valeur imposable, le tout sans préjudice des dispositions de l'article 13 de la loi du 21 mai 1836 et de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1865.

Tout centime additionnel, soit ordinaire, soit extraordinaire, qui serait ultérieurement établi en sus de ceux actuellement autorisés, portera sur toutes les contributions directes,

7. Il est créé, sur les ressources générales du budget, un fonds sur lequel les départements dont la situation financière l'exige reçoivent une allocation.

Le fonds est fixé à la somme de quatre millions de francs (4,000,000^f). Il est inscrit au budget du ministère de l'intérieur; la répartition en est réglée annuellement par un décret impérial, rendu en Conseil d'Etat.

8. Les départements qui, pour assurer le service des chemins vicinaux et de l'instruction primaire, n'auront pas besoin de faire emploi de la totalité des centimes spéciaux établis en exécution des lois des 21 mai 1836 et 15 mars 1850, pourront en appliquer le surplus aux autres dépenses de leur budget ordinaire.

Les départements qui seraient en situation d'user de la faculté autorisée par le paragraphe précédent, et n'en feraient pas usage, ne pourront recevoir aucune allocation.

9. Les fonds qui n'auront pu recevoir leur emploi dans le cours de l'exercice seront reportés, après clôture, sur l'exercice en cours d'exécution, avec l'affectation qu'ils avaient au budget voté par le conseil général.

Les fonds libres seront cumulés, suivant la nature de leur origine, avec les ressources de l'exercice en cours d'exécution, pour recevoir l'affectation nouvelle qui pourra leur être donnée par le conseil général dans le budget rectificatif de l'exercice courant.

Les conseils généraux peuvent porter au budget un crédit pour dépenses imprévues.

10. Si un conseil général omet d'inscrire au budget un crédit suffisant pour l'acquittement des dépenses suivantes :

1° Loyer et entretien des hôtels de préfecture et de sous-préfecture;

2° Casernement ordinaire des brigades de gendarmerie;

3° Loyer, mobilier et menues dépenses des cours et tribunaux, et menues dépenses des justices de paix.

Il y est pourvu au moyen d'une contribution spéciale portant sur les quatre contributions directes et établie par un décret impérial dans les limites du maximum fixé annuellement par la loi de finances, ou par une loi, si la contribution doit excéder ce maximum.

Le décret est rendu dans la forme des règlements d'administration publique. Il est inséré au Bulletin des lois.

11. Aucune dépense autre que celles énoncées en l'article précédent ne peut être inscrite d'office dans le budget ordinaire, et les allocations qui y sont portées par le conseil général ne peuvent être ni changées ni modifiées par le décret impérial qui règle le budget.

12. Les dispositions financières de la présente loi ne seront applicables qu'à partir de l'exercice 1868.

13. Sont applicables à l'administration du département de la Seine

les dispositions de la présente loi, celles de la loi du 10 mai 1838 et celles du décret du 25 mars 1852⁽¹⁾.

14. Nonobstant les dispositions de l'article précédent, le département de la Seine ne pourra établir aucune imposition extraordinaire ni contracter aucun emprunt sans y être autorisé par une loi.

15. Toutes les dispositions de lois antérieures demeurent abrogées en ce qu'elles ont de contraire à la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Mai 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

**Signé LAFOND DE SAINT-MÛR, THOINNET DE LA TURMÉLIÈRE,
SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui détermine les attributions des conseils généraux.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 8 Juin 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

**Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe),
général baron CHARON.**

Vu et scellé des sceaux du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 508, n° 3855.

N° 14,439. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant convocation des Conseils d'arrondissement pour la première partie de leur session.*

Du 20 Juin 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu les lois des 22 juin 1833, 10 mai 1838 et 7 juillet 1852,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les conseils d'arrondissement se réuniront le 23 juillet prochain pour la première partie de leur session, dont la durée est fixée à cinq jours.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Juin 1866.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé **LA VALETTE**.

N° 14,440. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant convocation, 1^{re} des Conseils généraux; 2^{de} des Conseils d'arrondissement, pour la seconde partie de leur session.*

Du 14 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu les lois des 22 juin 1833, 10 mai 1838 et 7 juillet 1852;

Vu notre décret, en date du 20 juin, portant convocation des conseils d'arrondissement pour la première partie de leur session,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. La session des conseils généraux s'ouvrira le 27 août prochain et sera close le 10 septembre au plus tard dans tous les départements de l'Empire, à l'exception du département de la Seine.

2. Les conseils d'arrondissement, à l'exception de ceux du département de la Seine, se réuniront le 24 septembre pour la deuxième partie de leur session, dont la durée est fixée à cinq jours.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

N° 14,441. — DÉCRET IMPÉRIAL qui charge M. le Maréchal Vaillant, Ministre de la Maison de l'Empereur et des Beaux-Arts, de l'Intérim du Ministère de la Justice et des Cultes pendant l'absence de M. Baroche.

Du 22 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

M. le maréchal *Vaillant*, ministre secrétaire d'État de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, est chargé de l'intérim du ministère de la justice et des cultes pendant l'absence de M. *Baroche*.

Fait au palais des Tuileries, le 22 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

N° 14,442. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Vaillant de Meixmoron* (Léon-Charles-Bénigne), fabricant d'instruments aratoires, né le 10 novembre 1839, à Roville, arrondissement de Nancy (Meurthe), demeurant à Nancy, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Mathieu de Dombasle*, et à s'appeler, à l'avenir, *Vaillant de Meixmoron Mathieu de Dombasle*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État.
(Paris, 23 Juin 1866.)

N° 14,443. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes), portant ce qui suit :

1° M. *Augier (Alphonse-François-Marius-Henri)*, commis de marine, né le 31 mai 1840, à Toulon (Var), demeurant à Saint-Pierre (îles Saint-Pierre et Miquelon),

M. *Augier (François-Marius-Joseph-Lucien)*, commis de marine, né le 3 décembre 1842, à Toulon (Var), y demeurant,

Et M^{me} *Mathéron (Angélique-Magdelaine)*, leur mère, née à Toulon, le 17 novembre 1822, veuve du sieur *Jean-Etienne Augier*, demeurant en la même ville et agissant tant en son nom personnel que comme mère et tutrice de ses sept enfants mineurs demeurant avec elle, .

Sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de *de Maintenon*, et à s'appeler, à l'avenir, *Augier de Maintenon*.

2° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, les changements résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 27 Juin 1866.*)



Certifié conforme :

Paris, le 24^e Juillet 1866,

*Le Maréchal de France, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Maison de l'Empereur et
des Beaux-Arts, chargé de l'intérim du Ministère
de la Justice et des Cultes,*

VAILLANT.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1408.

N° 14,444. — *LOI sur les Courtiers de marchandises.*

Du 18 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}. — **LOI.**

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

TITRE 1^{er}.

DE L'EXERCICE DE LA PROFESSION DE COURTIER DE MARCHANDISES.

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1867, toute personne sera libre d'exercer la profession de courtier de marchandises, et les dispositions contraires du Code de commerce, des lois, décrets, ordonnances et arrêtés actuellement en vigueur seront abrogées.

2. Il pourra être dressé par le tribunal de commerce une liste des courtiers de marchandises de la localité qui auront demandé à y être inscrits.

Nul ne pourra être inscrit sur ladite liste s'il ne justifie : 1° de sa moralité par un certificat délivré par le maire; 2° de sa capacité professionnelle par l'attestation de cinq commerçants de la place faisant partie des notables chargés d'élire le tribunal de commerce; 3° de l'acquiescement d'un droit d'inscription une fois payé au trésor. Ce droit d'inscription, qui ne pourra excéder trois mille francs, sera fixé, pour chaque place, en raison de son importance commerciale, par un décret rendu en la forme des règlements d'administration publique, et cessera d'être exigé à l'époque où sera amortie l'avance du trésor, dont il sera parlé à l'article 17.

Aucun individu en état de faillite, ayant fait abandon de biens ou attermoieusement sans s'être depuis réhabilité, ou ne jouissant pas des droits de citoyen français, ne pourra être inscrit sur la liste dont il vient d'être parlé.

Tout courtier inscrit sera tenu de prêter, devant le tribunal de commerce, dans la huitaine de son inscription, le serment de remplir avec honneur et probité les devoirs de sa profession.

Il sera également tenu de se soumettre, en tout ce qui se rapporte à la discipline de sa profession, à la juridiction d'une chambre syndicale, qui sera établie comme il est dit à l'article suivant.

3. Tous les ans, dans le courant d'août, les courtiers inscrits éliront parmi eux les membres qui devront composer, pour l'année, la chambre syndicale.

L'organisation et les pouvoirs disciplinaires de cette chambre seront déterminés dans un règlement dressé pour chaque place par le tribunal de commerce, après avis de la chambre de commerce ou de la chambre consultative des arts et manufactures.

Ce règlement sera soumis à l'approbation du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

La chambre syndicale pourra prononcer, sauf appel devant le tribunal de commerce, les peines disciplinaires suivantes :

L'avertissement ;

La radiation temporaire ;

La radiation définitive, sans préjudice des actions civiles à intenter par les tiers intéressés, ou même de l'action publique, s'il y a lieu.

Si le nombre des courtiers inscrits n'est pas suffisant pour la constitution d'une chambre syndicale, le tribunal de commerce en remplira les fonctions.

4. Les ventes publiques de marchandises aux enchères et en gros qui, dans les divers cas prévus par la loi, doivent être faites par un courtier, ne pourront être confiées qu'à un courtier inscrit sur la liste dressée conformément à l'article 2, ou, à défaut de liste, désigné, sur la requête des parties intéressées, par le président du tribunal de commerce.

5. A défaut d'experts désignés d'accord entre les parties, les courtiers inscrits pourront être requis pour l'estimation des marchandises déposées dans un magasin général.

Si le courtier requis dans le cas prévu par le paragraphe qui précède réclame plus d'une vacation, il sera statué par le président du tribunal de commerce sans frais et sans recours.

6. Le courtier chargé de procéder à une vente publique, ou qui aura été requis pour l'estimation de marchandises déposées dans un magasin général, ne pourra se rendre acquéreur, pour son compte, des marchandises dont la vente ou l'estimation lui aura été confiée.

Le courtier qui aura contrevenu à la disposition qui précède sera rayé par le tribunal de commerce, statuant disciplinairement et sans appel, sur la plainte d'une partie intéressée ou d'office, de la liste des courtiers inscrits, et ne pourra plus y être inscrit de nouveau, sans préjudice de l'action des parties en dommages-intérêts.

7. Tout courtier qui sera chargé d'une opération de courtage pour une affaire où il avait un intérêt personnel, sans en prévenir les parties auxquelles il aura servi d'intermédiaire, sera poursuivi devant

le tribunal de police correctionnelle et puni d'une amende de cinq cents francs à trois mille francs, sans préjudice de l'action des parties en dommages-intérêts. S'il était inscrit sur la liste des courtiers dressée conformément à l'article 2, il en sera rayé et ne pourra plus y être inscrit de nouveau.

8. Les droits de courtage pour les ventes publiques et la quotité de chaque vacation due au courtier, pour l'estimation des marchandises déposées dans un magasin général, continueront à être fixés, pour chaque localité, par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, après avis de la chambre et du tribunal de commerce.

9. Dans chaque ville où il existe une bourse de commerce, le cours des marchandises sera constaté par les courtiers inscrits, réunis, s'il y a lieu, à un certain nombre de courtiers non inscrits et de négociants de la place, dans la forme qui sera prescrite par un règlement d'administration publique.

TITRE II.

DE L'INDEMNITÉ À PAYER AUX COURTIERS EN MARCHANDISES ACTUELLEMENT EN EXERCICE.

10. Les courtiers de marchandises actuellement en exercice seront indemnisés de la perte du droit de présenter leur successeur, qui avait été accordé par l'article 91 de la loi du 28 avril 1816.

11. Dans chaque place, l'indemnité sera égale à la valeur des offices de courtiers de marchandises de la place, déterminée d'après le prix moyen des cessions d'offices de cette catégorie, effectuées dans les sept années antérieures au 1^{er} juillet 1864.

Toutefois, dans les villes où la commission dont il sera antérieurement parlé aura constaté que la clientèle était habituellement comprise dans les éléments qui servaient à déterminer le prix de cession des offices, la commission pourra décider qu'une quote-part des indemnités fixées comme il est dit ci-dessus, qui ne pourra excéder vingt pour cent, sera mise en commun et répartie entre les différents courtiers de la place, au prorata des produits de leur office de courtiers de marchandises pendant les sept années antérieures au 1^{er} juillet 1864.

12. Dans les villes où aucune cession d'office n'aurait eu lieu dans les sept années, ainsi que pour les offices qui, au 1^{er} juillet 1864, étaient encore entre les mains d'un titulaire de la création, la commission fixera l'indemnité, sans qu'elle puisse être supérieure à quatre fois la moyenne annuelle des produits de l'office pendant les sept années antérieures au 1^{er} juillet 1864.

13. Dans le cas où le même individu aurait été autorisé à cumpler les fonctions de courtier de marchandises avec celles d'agent de change, de courtier d'assurances ou de courtier conducteur et interprète de navires, et où il exercera ces diverses fonctions en vertu d'un titre unique, l'indemnité, déterminée conformément aux ar-

ticles précédents, sera réduite dans la proportion de la valeur du titre réduit aux fonctions non supprimées.

14. Les droits privilégiés existant aujourd'hui sur le prix des offices s'exerceront sur les indemnités allouées en vertu de la présente loi.

15. Le montant de l'indemnité à payer aux courtiers sera fixé sur les bases ci-dessus indiquées, la chambre syndicale entendue, et après avis du préfet, de la chambre de commerce et du tribunal de commerce, par une commission instituée à Paris par un décret de l'Empereur et composée de neuf membres.

Trois membres seront désignés par le ministre des finances.

Trois autres seront choisis dans chaque département, et pour les affaires de ce département, par les courtiers, faisant partie des chambres syndicales, réunis par les soins et sous la présidence du préfet.

Les trois derniers membres nécessaires pour compléter la commission devront être choisis à l'unanimité par les six premiers.

Faute par ceux-ci de s'entendre dans le mois de la notification à eux faite de leur nomination, le choix de ceux des trois derniers membres qui n'auront pas été désignés à l'unanimité sera fait par le premier président et les présidents réunis de la cour impériale de Paris.

Ses opérations commenceront dans les trois mois qui suivront la promulgation de la présente loi.

16. Le décret impérial qui instituera la commission en nommera le président et le secrétaire.

La commission ne pourra délibérer si elle ne compte au moins sept membres présents. En cas d'égalité de voix, celle du président sera prépondérante.

17. Les indemnités dues aux courtiers de marchandises en vertu des décisions de la commission nommée conformément à l'article 15 seront payées :

1° Un quart comptant le 1^{er} janvier 1867;

2° Et les trois autres quarts, valeur au 1^{er} janvier 1867, en dix annuités négociables, composées chacune de l'intérêt à quatre et demi pour cent et du fonds d'amortissement nécessaire pour opérer en dix ans, au même taux, la libération de l'État.

18. Le paiement du quart des indemnités effectué par le trésor lui sera remboursé en capital et intérêts à quatre pour cent à partir de l'année 1867, et le service des annuités sera assuré au moyen des ressources suivantes :

1° Le montant des droits d'inscription qui seront payés par les courtiers inscrits, par application de l'article 2;

2° L'excédant du produit en principal et centimes additionnels établis au profit de l'État, des taxes des patentables mentionnés en l'article 20, réglées conformément audit article sur le produit des taxes des mêmes patentables réalisées en 1866.

En cas d'insuffisance desdites ressources, il sera pourvu aux voies et moyens par une loi spéciale.

19. Il sera dressé, tous les ans, dans la forme à déterminer par un règlement d'administration publique, un compte spécial dans lequel les ressources énoncées au précédent article seront appliquées :

1° Au service des annuités ;

2° Aux intérêts de l'avance faite par le trésor pour le quart payé comptant ;

3° A l'amortissement de ladite avance jusqu'à concurrence du montant des ressources de l'année.

Ce compte sera l'objet d'un rapport à l'Empereur, qui sera communiqué au Corps législatif.

20. Les patentables qui sont actuellement compris dans la législation des patentes sous la dénomination de *commissionnaires en marchandises, courtiers de marchandises, facteurs de denrées et marchandises et représentants de commerce*, ainsi que tous les individus qui prêtent leur entremise pour l'achat et la vente des marchandises, ou qui achètent ou vendent des marchandises pour le compte de tiers, et dont la profession n'est pas spécialement dénommée dans les tableaux annexés aux lois de patentes, seront assujettis, à partir de 1867, aux droits de patentes fixés comme il suit :

A Paris.....	400 ^f
Dans les villes de cinquante mille âmes et au-dessus.....	300
Dans les villes de trente mille à cinquante mille âmes et dans les villes de quinze mille à trente mille âmes qui ont un entrepôt réel.....	200
Dans les villes de quinze mille à trente mille âmes et dans les villes d'une population inférieure à quinze mille âmes qui ont un entrepôt réel.....	150
Dans les autres communes.....	75
Droit proportionnel au quinzième.	

Si les opérations que font les patentables ci-dessus énumérés ou auxquelles ils prêtent leur entremise ont pour objet habituel la vente aux marchands détaillants et aux consommateurs, les droits de patentes seront ceux de la quatrième classe du tableau A annexé à la loi du 25 avril 1844.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 29 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé H. BUSSON-BILLAULT, SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARINOW,
LAFOND DE SAINT-MÛR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à l'exercice de la profession de courtier de marchandises.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe)
général baron CHANOW.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,
Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer; et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes en chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Juillet 1866.

<i>Vu et scellé du grand sceau :</i> <i>Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État</i> <i>au département de la justice et des cultes,</i> Signé J. BAROCHE.	<i>Signé NAPOLEON.</i> <i>Par l'Empereur :</i> <i>Le Ministre d'État,</i> Signé E. ROUHER.
---	---

N° 14,445. — *Loi qui approuve la Convention passée, le 6 octobre 1865, entre l'État et la ville de Lyon, et ayant pour objet la cession réciproque de Droits immobiliers relatifs à des Terrains provenant des fortifications déclassées de la Croix-Rousse.*

Du 18 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvée, sous les conditions qui y sont sti-

ulées, la convention passée, le 6 octobre 1865, entre l'État, représenté par le département de la guerre, et la ville de Lyon, et ayant pour objet la cession réciproque de droits immobiliers relatifs à des terrains provenant des fortifications déclassées de la Croix-Rousse, tels qu'ils sont figurés sur le plan annexé à la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 30 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, comte W. DE LA VALETTE, H. BUSSON-BILLAULT,
ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui approuve la convention passée entre l'État et la ville de Lyon pour la cession réciproque de droits immobiliers relatifs à des terrains provenant des fortifications déclassées de la Croix-Rousse.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MARDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 14,446. — *Loi qui approuve la Convention passée, le 12 avril 1866, entre l'État et la Compagnie des Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, et portant cession réciproque de Terrains situés à Vienne (Isère).*

Du 18 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS, ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvée la convention passée, par acte en date du 12 avril 1866, entre l'État, représenté par le préfet du département de l'Isère, et la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, et portant cession réciproque de terrains situés à Vienne (Isère), moyennant une somme de seize mille soixante-huit francs (16,068') au profit du domaine de l'État.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 30 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON, comte W. DE LA VALETTE,
H. BUSSON-BILLAULT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui approuve une convention passée entre l'État et la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, et portant cession réciproque de terrains situés à Vienne (Isère).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Signé J. BAROCHE.

N° 14447. — Loi qui réduit au droit fixe de un franc l'enregistrement et la transcription des Actes relatifs au dessèchement des Étangs de la Dombes.

Du 18 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Seront enregistrés au droit fixe de un franc les actes intervenus ou à intervenir entre la compagnie du chemin de fer de Bourg à Sathonay et les propriétaires intéressés, pour l'exécution des articles 3 et 4 de la convention du 1^{er} avril 1863 et du décret du 25 juillet 1864 ⁽¹⁾, relatifs au dessèchement des étangs de la Dombes (Ain).

La transcription au bureau des hypothèques ne donnera lieu qu'au droit fixe de un franc.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 29 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, LAFOND DE SAINT-MUR,
H. RUSSON-BILLAULT, ALFRED DARIMON.

⁽¹⁾ Bull. 1233, n° 12,540.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui réduit les droits d'enregistrement en faveur des actes relatifs au dessèchement des étangs de la Dombes (Ain).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAT (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,
Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*
Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé E. ROUHER.

N° 14,448. — *Loi qui approuve un Échange entre l'État
et M. Martin.*

Du 18 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, sous les conditions stipulées dans

acte passé, le 9 décembre 1865, entre le préfet de l'Eure, agissant au nom de l'État, et le sieur *Martin*, l'échange, sans soulte ni retour, d'une portion de trente hectares cinq ares (30^h 05^a) à détacher de la forêt domaniale de Bord, au canton de la Haye-de-Bonport, contre vingt-trois hectares soixante-seize ares (23^h 76^a) de terrains boisés dans la commune d'Incarville, au lieu dit *les Fiefs*.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 29 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé ALFRED DARIMON, H. BUSSON BILLAULT, LAFOND DE SAINT-MÛR,
SÉVERIN ABBATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui approuve un échange de terrains entre l'État et le sieur Martin (Eure).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Gardes des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

N° 14,449. — *Loi qui approuve un Échange entre l'État et M. Parin.*

Du 18 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé l'acte passé devant le préfet de la Manche, le 30 juin 1865, contenant échange de deux parcelles de terrain détachées de la carrière domaniale des Fourches, à Octeville, contre l'abandon d'une servitude de passage qui grève cette carrière au profit d'une propriété dite *le Val des Entes*, appartenant au sieur *Parin*, moyennant une soulte de cent francs (100^f) à la charge de ce particulier.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 29 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé LAFOND DE SAINT-MÛR, H. BUSSON-BILLAULT,
SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui approuve un échange de terrains entre l'État et le sieur *Parin* (Manche).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent

sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Juillet 1866.

4358

Vu et scellé du grand sceau :

Le Cardinal, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHER.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 14,450. — *Loi qui approuve un Échange entre l'État
et M. Sonis.*

Du 16 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, sous les conditions stipulées dans
l'acte passé, le 3 janvier 1866, entre le préfet de la Moselle et le sieur
Sonis, l'échange, sans soulte, de quatre parcelles de la forêt domaniale
de Montherhausen, dites *Essartement de la Weissenbach*, *Essartement
de la Schwarzenbach*, *Stecklabsthal* et *Katzenthal*, contenant
ensemble cinq hectares soixante-trois ares soixante-quatre centiares
(5^b 63^a 64^a), contre quatre parcelles de pré dites *Guilcauswiess*,
Vieille-Schwarzenbach, *Weissenbach* et *Sallenbach*, d'une contenance
totale de neuf hectares six ares cinq centiares (9^b 06^a 05^a).

Délibéré en séance publique, à Paris, le 30 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON, comte W. DE LA VALETTE,
H. BUSSON-BILLAULT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui approuve un échange de terrains entre l'État et le sieur Sonis (Moselle).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,

Signé **THOPLÉON.**

Les Secrétaires,

Signé **FERDINAND BARROT**, comte BOULAY (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé **FERDINAND BARROT.**

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Juillet 1866.

Signé **NAPOLÉON.**

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé **E. ROUHER.**

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé **J. BAROCHE.**

**N° 14,451. — Loi qui approuve un Échange entre l'État
et les héritiers de M. Morin.**

Du 18 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR
DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui
suit:

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, sous les conditions stipulées dans
l'acte passé, le 2 décembre 1865, entre le préfet de la Nièvre, d'une

part, la veuve et les héritiers du sieur *Joseph Morin*, d'autre part, l'échange, moyennant une soulte de trente-deux francs (32^f) au profit du domaine, d'une parcelle de un hectare huit ares (1^a 08^a), à détacher de la forêt domaniale des Bertranges, au canton des Bâtonneries, contre un hectare quatre ares (1^a 04^a) de pré situés dans la commune de Raveau et enclavés dans la forêt.

Délibéré en séance publique à Paris, le 30 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, comte W. DE LA VALETTE,
H. BUSSON-BILLAULT, ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui approuve un échange de terrains entre l'État et les héritiers du sieur *Morin* (Nièvre).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Gardien du sceau, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 14,452. — *Loi qui autorise le département du Rhône à s'imposer extraordinairement.*

Du 18 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit:

ARTICLE UNIQUE. Le département du Rhône est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1865, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, trois centimes en 1867 et six centimes pendant trois ans, à partir de 1868, pour en affecter le produit à la création d'un asile d'aliénés.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 19 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, LAFOND DE SAINT-MÛR,
H. BUSSON-BILLAULT, ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département du Rhône à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre mi-

Le secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Juillet 1866.

APPARU LE 19 JUILLET 1866.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Corps des notaires, Ministère secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 14,453. — *Loi portant prorogation de Surtaxes à l'Octroi de la commune de Bailleul (Nord).*

De 18 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Sont prorogées, jusqu'au 31 décembre 1876 inclusivement, les surtaxes ci-après autorisées à l'octroi de la commune de Bailleul, département du Nord, par la loi du 7 juillet 1856 :

Vins en cercles, par hectolitre.....	6' 98"
Vins en bouteilles, par hectolitre.....	7 88
Alcool par contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cer-	
cles, eaux-de-vie et esprits en bouteilles, liqueurs et fruits à	
l'eau-de-vie, par hectolitre.....	16 80

Ces surimpositions sont indépendantes des droits principaux déjà autorisés sur les liquides dont il s'agit.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé LAFOND DE SAINT-MÛR, H. BUSSON-BILLAULT,
SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui proroge

la perception de surtaxes à l'octroi de la commune de Baillet (Nord).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,
Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Gardes des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*
Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé E. BOUHER.

N° 14,454. — *Loi portant établissement d'une Surtaxe à l'Octroi de la commune d'Elbeuf.*

Du 18 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1867, et jusqu'au 31 décembre 1871 inclusivement, il sera perçu à l'octroi de la commune d'Elbeuf, département de la Seine-Inférieure, une surtaxe de cinq francs (5^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits

en cercles, d'eaux-de-vie et esprits en bouteilles, de liqueurs en cercles et en bouteilles et de fruits à l'eau-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit principal de dix francs (10^{fr}) par hectolitre nouvellement perçu audit octroi.

2. L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi du produit de ladite surtaxe aux dépenses en vue desquelles elle est autorisée, et de présenter à ce magistrat, à l'expiration du délai fixé pour sa perception, le compte général de ce produit tant en recettes qu'en dépenses.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 30 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ARBATUCI, H. BISSON-BILLAUT, ALFRED DARIÉUX,
comte W. DE LA VALETTE.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la perception d'une surtaxe à l'octroi de la commune d'Elbeuf (Seine-Inférieure).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TRÉPOND.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Signé J. BAROCHÉ.

N° 14,455. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé à l'exécution des travaux nécessaires pour le prolongement du chemin de halage du port de Vannes (Morbihan), conformément aux dispositions d'un avis du conseil général des ponts et chaussées, lequel avis restera annexé au présent décret.

2° Ces travaux sont déclarés d'utilité publique.

3° La dépense, fixée à cent soixante-dix mille francs, sera imputée sur le chapitre des ports maritimes (*Budget extraordinaire*). (Paris, 7 Avril 1866.)

N° 14,456. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé à l'exécution des travaux de curage des ports de Nice, Cannes, Antibes et Saint-Jean (Alpes-Maritimes), conformément aux dispositions d'un avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 29 janvier 1866.

2° La dépense, évaluée à quatre cent mille francs, sera imputée sur le crédit affecté aux travaux extraordinaires des ports maritimes. (Paris, 7 Avril 1866.)



Certifié conforme :

Paris, le 24^e Juillet 1866,

*Le Maréchal de France, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Maison de l'Empereur et
des Beaux-Arts, chargé de l'intérim du Ministère
de la Justice et des Cultes,*

• VAILLANT.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1409.

N° 14,457. — *Loi portant fixation du Budget général des Dépenses et des Recettes ordinaires de l'exercice 1867.*

Du 18 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

BUDGET ORDINAIRE.

§ 1^{er}. — *Crédits accordés.*

ART. 1^{er}. Des crédits sont ouverts aux ministres pour les dépenses générales du budget ordinaire de l'exercice 1867, conformément à l'état A ci-annexé.

Ces crédits s'appliquent :

A la dette publique et aux dotations, pour.....	503,931,772 ¹
Aux services généraux des ministères, pour.....	777,430,991
Aux frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics, pour. 231,291,918 ¹	241,815,418
Aux remboursements et restitutions, non-valeurs, primes et es-comptes, pour..... 10,523,500	

TOTAL GÉNÉRAL conforme à l'état A ci-annexé.... 1,523,178,181

§ II. — *Impôts autorisés.*

2. Les contributions directes applicables aux dépenses générales de l'État seront perçues pour 1867, en principal et centimes additionnels, conformément à la première partie de l'état B ci-annexé et aux dispositions des lois existantes.

Le contingent de chaque département dans les contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres est fixé, en principal, aux sommes portées dans l'état C annexé à la présente loi.

3. A partir du 1^{er} janvier 1867, les baux et échanges de biens immeubles, les actes énumérés au paragraphe 7, n^{os} 1, 3, 4, 5 et 6 de l'article 69 de la loi du 22 frimaire an VII, les obligations et libérations hypothécaires cesseront d'être soumis au demi-décime établi par le paragraphe 1^{er} de l'article 3 de la loi du 8 juin 1864.

La perception de ce demi-décime continuera d'être effectuée, pour exercice 1867, sur tous les autres droits et produits dont le recouvrement est confié à l'administration de l'enregistrement.

L'article 13 de la loi du 23 juin 1857, relatif à la perception d'un deuxième décime sur les autres impôts indirects qui supportent le premier décime, continuera à recevoir son exécution pour le même exercice 1867.

4. A partir du 1^{er} janvier 1867, le droit de timbre du papier des affiches est fixé de la manière suivante :

Par feuille de douze décimètres et demi carrés et au-dessous.....	0 ^e 05 ^e
Au-dessus de douze décimètres et demi jusqu'à vingt-cinq décimètres carrés.....	0 10
Au-dessus de vingt-cinq décimètres jusqu'à cinquante décimètres carrés.....	0 15
Au delà de cette dernière dimension.....	0 20

5. Dans le cas où une affiche contiendrait plusieurs annonces distinctes, le maximum ci-dessus fixé sera toujours exigible. Ce maximum sera doublé si l'affiche contient plus de cinq annonces.

Les affiches peuvent être imprimées sur papier non timbré, pourvu que le timbre y soit apposé avant l'affichage.

Néanmoins sont maintenues, en cas de contraventions aux paragraphes qui précèdent, les amendes et pénalités édictées par l'article 69 de la loi du 28 avril 1816 modifiée par l'article 10 de la loi du 16 juin 1824.

5. Les dispositions de l'article 18 de la loi du 26 juillet 1860, relatif à l'élévation du droit de consommation des alcools, sont prorogées jusqu'à la fin de l'année 1867.

6. Continuera d'être faite, pour 1867, au profit de l'État, la perception, conformément aux lois existantes, des divers droits, produits et revenus énoncés dans le premier paragraphe de l'état D annexé à la présente loi.

§ III. — *Évaluation des voies et moyens et résultat général du budget.*

8. Les voies et moyens applicables aux dépenses générales du budget ordinaire de l'exercice 1867 sont évalués, conformément à l'état E ci-annexé, à la somme totale de.....	1,617,075,872
Les crédits pour les frais de régie, de perception et d'exécution des impôts, et pour les remboursements et restitutions étant fixés à.....	241,815,418

Le produit net des impôts et revenus publics est évalué à.....	1,375,260,459
--	---------------

8. D'après les fixations établies par la présente loi, le résultat général du budget ordinaire de 1867 se résume ainsi qu'il suit :

Produit net des impôts et revenus.....	1,375,260,459
Crédits ouverts pour la dette publique et les dotations.....	503,931,772

RESTE applicable au service de l'État.....	871,328,687
Crédits ouverts pour les services généraux des ministères.....	777,430,991

Excédant du produit net des impôts et revenus publics sur les dépenses ordinaires de l'État.....	93,897,696
Ressource affectée au budget extraordinaire....	93,607,535

Excédant de recette du budget ordinaire.....	290,161
--	---------

TITRE II.

BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES.

9. Les crédits affectés aux dépenses départementales et spéciales, qui se règlent d'après le montant des recettes des mêmes services, sont fixés provisoirement, pour l'exercice 1867, à la somme de deux cent quarante-cinq millions huit cent soixante-dix-huit mille neuf cent quatre-vingt-huit francs (245,878,988'), conformément à l'état général F ci-annexé.

10. Les contributions foncière, personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes, applicables aux dépenses départementales et spéciales, seront perçues, pour 1867, en centimes addi-

tionnels, conformément à la seconde partie de l'état D annexé et aux dispositions des lois existantes.

11. Lorsque, en exécution du paragraphe 4 de l'article 35 de la loi du 18 juillet 1837, il y aura lieu, par le Gouvernement, d'imposer d'office sur les communes des centimes additionnels pour le paiement des dépenses obligatoires, le nombre de ces centimes ne pourra excéder le maximum de dix, à moins qu'il ne s'agisse de l'acquittement des dettes résultant de condamnations judiciaires; auquel cas il pourra être élevé jusqu'à vingt.

12. Il sera prélevé, au profit du trésor, sur la portion du fonds de non-valeurs des contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres, non employée à la clôture des exercices 1865 et 1866, une somme de sept millions de francs (7,000,000').

13. En cas d'insuffisance des revenus ordinaires pour l'établissement des écoles primaires communales, élémentaires ou supérieures, les conseils municipaux et les conseils généraux des départements sont autorisés à voter pour 1867, à titre d'imposition spéciale destinée à l'instruction primaire, des centimes additionnels au principal des quatre contributions directes. Toutefois, il ne pourra être voté, à ce titre, plus de trois centimes par les conseils municipaux, et plus de deux centimes par les conseils généraux.

14. En cas d'insuffisance des centimes facultatifs ordinaires pour concourir par des subventions aux dépenses des chemins vicinaux de grande communication et, dans des cas extraordinaires, aux dépenses des autres chemins vicinaux, les conseils généraux sont autorisés à voter pour 1867, à titre d'imposition spéciale, cinq centimes additionnels aux quatre contributions directes.

15. Continuera d'être faite pour 1867, au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées, la perception, conformément aux lois existantes, des divers droits, produits et revenus énoncés dans le deuxième paragraphe de l'état D annexé à la présente loi.

16. Les voies et moyens affectés aux dépenses départementales et spéciales, qui se règlent d'après le montant des recettes des mêmes services, sont évalués à une somme égale de deux cent quarante-cinq millions huit cent soixante-dix-huit mille neuf cent quatre-vingt-huit francs (245,878,988'), conformément à l'état général F ci-dessus mentionné.

TITRE III.

BUDGET SPÉCIAL DE LA CAISSE D'AMORTISSEMENT.

17. Le budget spécial de la caisse d'amortissement est fixé, en recette et en dépense, pour l'exercice 1867, à la somme de soixante-

quinze millions six cent quarante-six mille francs (75,846,000'), conformément à l'état G ci-annexé.

Les crédits de ce budget sont mis à la disposition du ministre des finances.

Le ministre des finances est autorisé à se procurer la somme de deux millions cinq cent mille francs (2,500,000'), comprise dans l'état G ci-dessus, par l'aliénation des bois portés à l'état H ci-annexé ou au moyen de coupes extraordinaires dans les forêts dégrévées de droits d'usage depuis 1855.

TITRE IV.

SERVICES SPÉCIAUX RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET.

18. Les services spéciaux rattachés pour ordre au budget de l'État sont fixés, en recette et en dépense, pour l'exercice 1867, à la somme de cent huit millions cinq cent trente-six mille trois cent quatre francs (108,536,304'), conformément à l'état I ci-annexé.

TITRE V.

MOYENS DE SERVICE ET DISPOSITIONS DIVERSES.

19. Le ministre des finances est autorisé à créer, pour le service de la trésorerie et les négociations avec la banque de France, des bons du trésor portant intérêt et payables à échéance fixe.

Les bons du trésor en circulation ne pourront excéder cent cinquante millions de francs (150,000,000'). Ne sont pas compris dans cette limite les bons déposés en garantie à la banque de France, ni les bons créés spécialement pour prêts à l'industrie.

Dans le cas où cette somme serait insuffisante pour les besoins du service, il y sera pourvu au moyen d'émissions supplémentaires qui devront être autorisées par des décrets impériaux insérés au Bulletin des lois et soumis à la sanction du Corps législatif à sa plus prochaine session.

20. Il est ouvert au ministre de la guerre un crédit de deux millions huit cent mille francs (2,800,000') pour l'inscription au trésor public des pensions militaires à liquider dans le courant de l'année 1867.

21. Il est ouvert au ministre d'État un crédit de cent mille francs (100,000') pour l'inscription au trésor public des pensions qui seraient concédées, pendant l'année 1867, en vertu de la loi du 17 juillet 1856.

22. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1867, pour l'inscription des pensions civiles, par application de la loi du 9 juin

1853, un crédit supplémentaire de neuf cent mille francs (900,000), en sus du produit des extinctions.

23. Les bons que la caisse des travaux publics de la ville de Paris est autorisée à mettre en circulation pendant l'année 1867 ne pourront excéder la somme de cent millions de francs (100,000,000).

24. Il est ouvert éventuellement au ministre des finances un crédit de un million quarante-quatre mille trente-neuf francs soixante-six centimes (1,044,039^f 66^c) pour le paiement des intérêts et de l'amortissement exigibles, en 1867, de la partie afférente à la garantie de la France dans l'emprunt négocié, en 1833, par le gouvernement grec.

Les paiements imputables sur ce crédit auront lieu sur les ressources de la dette flottante, à titre d'avances à recouvrer sur le gouvernement grec.

TITRE VI.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

25. Toutes contributions directes ou indirectes autres que celles autorisées par la présente loi, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs, et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui auraient fait la perception, et sans que, pour exercer cette action devant les tribunaux, il soit besoin d'une autorisation préalable.

Il n'est pas néanmoins dérogé à l'exécution de l'article 4 de la loi du 2 août 1829, modifié par l'article 7 de la loi du 7 août 1850, relatif au cadastre, non plus qu'aux dispositions des lois du 10 mai 1838, sur les attributions départementales; du 18 juillet 1837, sur l'administration communale; du 21 mai 1836, sur les chemins vicinaux, et du 28 juin 1833, sur l'instruction primaire.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 Juin 1866.

Le Président,

Signé *A. WALEWSKI.*

Les Secrétaires,

Signé H. BUSSON-BILLAUT, ALFRED DARIMON, LAFOND DE SAINT-MÉR,
TROISIÈME SECRÉTAIRE.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui fixe le budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1867.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOMLAY (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Signé J. BAROCHE.

État A...

Budget général des dépenses de l'exercice 1867.

VA 1867 1867 1867 1867

BUDGET ORDINAIRE PAR SECTIONS.

NATURE DES DÉPENSES.		MONTANT des crédits accordés.
DETTE PUBLIQUE ET DOTATIONS.		
Ministère des finances.	1 ^{re} section. Dette consolidée. — Capitaux remboursables à divers titres. — Dette viagère. — Dotations et indemnités du Corps législatif.....	503,931,772
SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
Ministère d'État.	1 ^{re} section. Administration centrale.....	423,500
	2 ^e section. Conseil privé. — Conseil d'État.....	1,668,000
	TOTAL pour le ministère d'État.....	3,092,400
SERVICE DE LA JUSTICE.		
Ministère de la justice et des cultes.	1 ^{re} section. Administration centrale. — Conseil du sceau des titres.....	699,450
	2 ^e section. Cours et tribunaux.....	27,404,260
	3 ^e section. Frais de justice criminelle en France et en Algérie, et frais des statistiques.....	4,900,000
	4 ^e section. Dépenses diverses. — Secours temporaires, etc.....	70,000
	TOTAL pour le service de la justice.....	33,073,710
SERVICE DES CULTES.		
	1 ^{re} section. Administration centrale.....	264,400
	2 ^e section. Personnel du culte catholique.....	42,822,000
	3 ^e section. Matériel et travaux du culte catholique.....	3,134,000
	4 ^e section. Personnel et matériel des cultes non catholiques.....	1,943,256
	TOTAL pour le service des cultes.....	48,164,656
	TOTAL pour le ministère de la justice et des cultes.....	81,238,366
SERVICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.		
Ministère des affaires étrangères.	1 ^{re} section. Administration centrale.....	931,400
	2 ^e section. Traitements des agents du service extérieur.....	6,862,300
	3 ^e section. Dépenses variables et services temporaires.....	5,149,600
	TOTAL pour le ministère des affaires étrangères.....	12,933,200

NATURE DES DÉPENSES.		MONTANT des crédits accordés.
SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)		
Ministère de l'intérieur.	1 ^{re} section. Administration centrale	1,817,100
	2 ^e section. Administration générale	11,884,450
	3 ^e section. Service télégraphique	9,474,460
	4 ^e section. Sécurité publique	7,967,665
	5 ^e section. Service des prisons	17,600,000
	6 ^e section. Subventions et secours	4,623,410
TOTAL pour le ministère de l'intérieur		53,367,685
Ministère des finances.	2 ^e section. Administration centrale. — Monnaies et médailles. — Dépenses des exercices périmés	8,144,457
	3 ^e section. Cour des comptes	1,542,100
	4 ^e section. Service de trésorerie	9,283,000
TOTAL pour le ministère des finances		18,969,557
DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
Ministère de la guerre et gouvernement général de l'Algérie.	1 ^{re} section. Administration centrale. — Dépôt de la guerre	2,614,538
	2 ^e section. États-majors. — Gendarmerie	49,615,034
	3 ^e section. Solde et entretien des troupes	371,551,478
	4 ^e section. Matériel de l'artillerie et du génie	15,950,890
	5 ^e section. Écoles militaires. — Invalides de la guerre. — Traite- ments temporaires et secours. — Dépenses secrètes	7,030,857
TOTAL pour les dépenses du ministère de la guerre		346,762,797
DÉPENSES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.		
	1 ^{re} section. Administration centrale. — Dépenses secrètes	680,060
	2 ^e section. Administration générale	3,952,835
	3 ^e section. Services de la justice, de l'instruction publique et des cultes. — Services financiers. — Services maritimes	4,067,831
	4 ^e section. Colonisation. — Travaux publics	5,761,374
TOTAL pour les dépenses du gouvernement général de l'Algérie		14,462,000
TOTAL pour le ministère de la guerre et le gouvernement général de l'Algérie.		361,224,797

NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS.	foncière.		personnelle et mobilière	
	Centimes additionnels.		Centimes additionnels.	
1^{re} PARTIE. — FOND				
Principal des contributions	169,562,981 ¹		42	
A ajouter pour cotisations en principal des propriétés nouvellement bâties, imposables à partir du 1 ^{er} janvier 1867, déduction faite des dégrèvements afférents aux propriétés détruites ou démolies. (Art. 2 des lois des 17 août 1835 et 4 août 1844.)	1,037,019		1	
TOTAL du principal	170,600,000		43	
A retrancher pour attributions aux communes sur la contribution des patentes	"		"	
RESTE	170,600,000		43,80	
Centimes additionnels généraux sans affectation spéciale (calculés sur le total du principal)	"	17	7,41	
TOTAUX	170,600,000	17	51,01	

3/5 de la taxe de premier avertissement pour les rôles confectionnés aux frais de l'État. (Art. 51 de la loi du 30 novembre 1890.)

TOTAL des fonds pour dépenses générales

II ^e PARTIE. — FOND ^S						
Fonds pour dépenses départementales.	Centimes imposés par la loi (17 cent. 5/10).	Fonds applicables aux dépenses ordinaires de chaque département.....	10 5/10	17,913,000 ¹	10 5/10	4,578
		Fonds commun à répartir entre les départements pour dépenses ordinaires des départements.....	7	11,942,000	7	3,053
	Centimes votés par les conseils généraux.	Pour dépenses facultatives d'utilité départementale (maximum, 7 centimes 5/10), excepté pour le département de la Corse, qui est autorisé à porter ces centimes au nombre de 14 6/10 (loi du 7 août 1850, art. 1 ^{er}).....	"	12,897,500	"	3,285
		Pour dépenses extraordinaires (autres que les dépenses concernant l'instruction primaire) approuvées par des lois spéciales.....	"	21,800,000	"	5,590
		A reporter.....	17 5/10	64,552,500	17 5/10	16,505

(A) Sur les 5 centimes imposés pour taxe de premier avertissement, 3 centimes, sur 18,600,000 avertissements, rôles confectionnés aux frais de l'État, rentrent dans les fonds pour dépenses générales du budget. Le produit de 3 centimes est de 558,000 francs.

Additionnels pour l'exercice 1887.

				TOTALS	
des contributions.		des patentes.		par nature de contributions.	par affectation de contributions.
des contributions.	des patentes.	des contributions.	des patentes.		
		Centimes additionnels.			
31,928,316 ⁴		0,700,000 ⁴		304,722,459 ²	
1,271,684				3,377,521	
83,200,000		60,700,000		308,100,000	
		4,856,000		4,856,000	
33,200,000		85,844,000		303,244,000	
5,245,600	10 8/10	6,555,600		19,223,200	
38,445,600	10 8/10	62,399,600		322,467,200	
(a) 1818.....				(a) 558,000	
				823,015,200	323,015,200 ²

DES SPÉCIALES.

21,491,000 ²			
14,994,000			
16,182,500			
4,110,000 ²		8,370,000 ²	89,870,000
8,310,000		8,370,000	93,537,500

Le montant des autres centimes est attribué aux percepteurs pour la distribution des avertissements aux contribuables, et figure à la deuxième partie du présent tableau.

NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS.		Totaux.		Recettes et payes.	
		Cen- times addi- tionnels.		Cen- times addi- tionnels.	
	Report	17 5/10	64,552,500 ^f	17 5/10	
Fonds pour dépenses départementales. (suite.)	Centimes votés par les conseils généraux. (suite.)				
	Pour subventions aux dépenses des chemins vicinaux de grande communication et autres, en vertu de la loi du 21 mai 1836 (<i>maximum, 5 centimes</i>)	"	8,545,000	"	
	Pour dépenses de l'instruction primaire, en vertu de la loi du 15 mars 1850 (<i>maximum, 2 centimes</i>) et en vertu de lois spéciales.....	"	3,640,000	"	
	Pour dépenses du cadastre (<i>maximum, 5 centimes</i>)	"	100,000	"	
	Centimes pour dépenses ordinaires (<i>maximum, 5 centimes</i>)	"	8,530,000	"	2,1
	Centimes pour dépenses extraordinaires et centimes pour frais de bourses et chambres de commerce (<i>approuvés par des actes du Gouvernement ou par des arrêtés des préfets</i>)	"	30,675,000	"	54
Fonds pour dépenses communales.	Centimes extraordinaires imposés d'office pour les dépenses obligatoires à la charge des communes (<i>art. 39 de la loi du 18 juillet 1837</i>)	"	"	"	
	Centimes pour dépenses des chemins vicinaux (<i>maximum, 5 centimes</i>)	"	7,990,000	"	1,7
	Centimes pour dépenses de l'instruction primaire (<i>maximum, 3 centimes</i>)	"	4,755,000	"	1,7
	Centimes pour frais de perception des impositions communales (<i>3 centimes du montant de ces impositions</i>)	"	1,570,968	"	
	Fonds de 8 centimes sur le principal des patentes attribué aux communes par l'article 32 de la loi du 26 avril 1844	"	"	"	
	Fonds pour secours en cas de grêle, inondations et autres cas fortuits	1	1,706,000	1	1
Fonds de non-valeurs.	Sur le principal des contributions foncière et personnelle-mobilière (décharges et réductions non susceptibles de réimposition, remises et modérations)	8/10	1,364,800	8/10	3
	Sur le principal de la contribution des portes et fenêtres (décharges et réductions non susceptibles de réimposition, remises et modérations)	"	"	"	
	Sur le principal de la contribution des patentes (décharges, réductions, remises et modérations, et frais d'expédition des formules de patentes)	"	"	"	
	A reporter	19 3/10	133,429,268	19 3/10	30,4

DÉPENSES				TOTALS	
des portes et fenêtres.		des patentes.		par nature de contributions.	par affectation de contributions.
Centimes additionnels.		Centimes additionnels.			
2 1/2	2,110,000	"	8,370,000	93,537,500	
"	1,550,000	"	2,850,000	15,047,000	114,810,500
"	603,000	"	1,058,000	6,125,000	
"	"	"	"	100,000	
"	"	"	"	10,710,000	
2 1/2	3,950,000	"	6,720,000	46,585,000	
"	"	"	"	"	
2 1/2	1,295,000	"	2,143,000	13,168,000	86,223,100
"	875,000	"	1,710,000	8,500,000	
2 1/2	188,000	"	333,049	2,404,100	
"	"	"	4,856,000	4,856,000	
"	"	"	"	2,142,000	2,142,000
"	"	"	"	1,713,600	
2 1/2	796,800	"	"	796,800	
"	"	5	3,035,000	3,035,000	
2 1/2	13,377,806	5	31,075,049	208,721,000	203,175,600

NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS.		foncière.		personnes et mobilière
		Centimes addi- tionnels.		Centimes addi- tionnels.
	Report.....	19 3/10	133,429,268 ^r	19 3/10 31,701
Fonds de non- valeurs. (suite.)	Centimes à ajouter au montant des impositions départementales pour leur contribution à la formation du fonds de non-valeurs (art. 14 de la loi du 8 juillet 1853 et art. 17 de la loi du 13 mai 1863).....	"	614,700	"
	Centimes à ajouter au montant des impositions communales pour leur contribution à la formation du fonds de non-valeurs (art. 14 de la loi du 8 juillet 1853 et art. 17 de la loi du 13 mai 1863).....	"	415,600	"
	Fonds de réimpositions.....	"	75,000	" 6
	Centimes pour frais de confection de rôles spéciaux d'impositions extraordinaires.....	"	20,000	"
	TOTAUX.....	19 3/10	134,554,568	19 3/10 31,701
2/5 de la taxe de premier avertissement pour les rôles confectionnés aux frais de l'État (art. 574 spéciaux).....				
TOTAL des fonds pour dépenses spéciales.....				
RÉCAPITULATIF				
	TOTAL des fonds pour dépenses générales.....	"	170,600,000 ^r	17 51,011
	Taxe de premier avertissement.....			
	TOTAL des fonds pour dépenses spéciales.....	19 3/10	134,554,568	19 3/10 31,701
	Taxe de premier avertissement.....			
	TOTAL GÉNÉRAL des contributions directes..	19 3/10	305,154,568	36 3/10 82,712
(A) 3 centimes sur 400,000 avertissements, pour rôles spéciaux d'impositions extraordinaires, établis aux frais communaux, et pour rôles de frais de bourses et chambres de commerce, servant à couvrir les frais d'impression et de confection desdits avertissements : le produit de ces 3 centimes est de.....				
2 centimes sur la totalité des avertissements (19,000,000) sont attribués aux percepteurs pour la distribution desdits avertissements, soit.....				
TOTAL.....				

TOTALS				TOTALS	
des contributions des communes.		des patentes.		par commune de contributions.	par affectation de contributions.
Centimes addi- tionnels.	Centimes addi- tionnels.	Centimes addi- tionnels.			
2 4/10	13,377,806 ^f	5	31,075,049 ^f	208,721,000 ^f	203,175,600 ^f
	180,552	4	613,900	1,534,528	8,253,618
	146,880	4	528,650	1,173,690	
	50,000	4		750,000	750,000
	2,000	4	2,500	27,500	27,500
2 4/10	13,727,238	5	32,220,099	212,206,718	212,206,718
15 mai 1818) et taxe entière des avertissements pour rôles				.000	(A) 392,000
				212,598,718	212,598,718
NATION.					
15 8/10	38,445,600 ^f	10 8/10	62,399,600 ^f	322,457,200 ^f	323,015,200 ^f
				558,000	
2 4/10	13,727,238	5	32,220,099	212,206,718	(B) 212,598,718
				392,000	
15 2/10	52,172,838	15 8/10	94,619,699	535,613,918	(C) 535,613,918
86 Le produit des impositions affectées à des dépenses spéciales est attribué aux ministères ci-après :					
Instruction publique.....				6,196,000 ^f	116,852,500 ^f
Intérieur.....				108,384,500	
Agriculture, commerce et travaux publics.....				2,142,000	95,746,218
Finances.....					
TOTAL.....				212,598,718	
(C) Ce chiffre se compose du total des quatre contributions (colonnes 2 à 6) et des sommes de 558,000 francs et de 392,000 francs formant le montant de la taxe de premier avertissement.					

ÉTAT C.

CONTRIBUTIONS FONCIÈRES, PERSONNELLES

Répartition du contingent de chaque

NUMÉROS d'ordre.	DÉPARTEMENTS.	CONTRIBUTIONS EN PRINCIPAL.		
		Foncière.	Personnelle et mobilière.	Portes et fenêtres.
1	Ain.....	1,256,310 ⁴	288,189 ⁴	196,768 ⁴
2	Aisne.....	2,855,416	687,863	599,659
3	Allier.....	1,398,116	300,408	269,194
4	Alpes (Basses-).....	629,005	123,493 ¹	98,043
5	Alpes (Hautes-).....	507,525	87,688	83,185
6	Alpes-Maritimes.....	597,971	185,806	129,907
7	Ardèche.....	927,686	221,466	168,751
8	Ardennes.....	1,346,422	329,082	222,868
9	Ariège.....	609,814	163,125	121,307
10	Aube.....	1,481,085	324,539	269,930
11	Aude.....	1,812,012	301,660	186,019
12	Aveyron.....	1,482,428	288,630	201,678
13	Bouches-du-Rhône.....	2,107,260	1,077,136	820,263
14	Calvados.....	2,867,543	687,881	583,224
15	Cantal.....	1,124,231	181,268	190,361
16	Charente.....	1,897,881	393,266	281,103
17	Charente-Inférieure.....	2,476,761	686,166	364,944
18	Cher.....	1,059,320	258,174	148,553
19	Corrèze.....	221,302	122,391	125,840
20	Corse.....	284,045	104,917	51,761
21	Côte-d'Or.....	2,692,300	482,827	312,809
22	Côtes-du-Nord.....	1,734,477	392,576	201,274
23	Creuse.....	732,126	161,502	97,406
24	Dordogne.....	2,169,272	380,705	218,646
25	Doubs.....	1,253,006	306,137	223,442
26	Drôme.....	1,254,293	308,317	201,411
27	Eure.....	3,268,529	602,966	508,670
28	Eure-et-Loir.....	2,213,308	387,209	266,974
29	Finistère.....	1,534,923	460,708	315,078
30	Gard.....	1,893,629	462,419	351,727
31	Garonne (Haute-).....	2,358,135	522,111	447,206
32	Gers.....	1,662,906	297,918	170,655
33	Gironde.....	3,316,696	982,369	766,364
34	Hérault.....	2,454,813	586,268	339,754
35	Ille-et-Vilaine.....	2,008,962	484,765	278,411
36	Indre.....	1,046,133	245,426	127,964
37	Indre-et-Loire.....	1,663,194	368,548	262,870
38	Isère.....	2,458,677	486,293	333,840
39	Jura.....	1,367,321	271,597	175,268
40	Landes.....	767,116	177,627	156,670
41	Loir-et-Cher.....	1,366,875	283,731	161,716
42	Loire.....	1,654,094	463,156	451,030
43	Loire (Haute-).....	1,038,861	195,927	130,173
44	Loire-Inférieure.....	1,761,269	600,884	415,730
45	Loiret.....	1,937,889	492,517	294,427

MUNICIPAL, ET DES PORTES ET FENÊTRES.

Montant, en principal, pour 1867.

N°	Départements.	CONTRIBUTIONS EN PRINCIPAL.		
		Foncière.	Personnelle et mobilière.	Portes et fenêtres.
46	Loire	1,272,288	267,845	133,339
47	Lot-et-Garonne	2,141,288	372,401	187,339
48	Lot	597,517	87,771	63,583
49	Maine-et-Loire	2,666,297	503,257	338,860
50	Manche	3,445,027	617,443	420,328
51	Mayenne	1,944,303	321,578	264,634
52	Marnes (Haute-)	1,430,632	290,315	170,093
53	Mayenne	1,642,490	312,128	197,437
54	Meurthe	1,798,595	445,855	307,195
55	Meuse	1,560,786	329,806	196,754
56	Morbihan	1,509,895	334,098	170,191
57	Moselle	1,771,805	428,285	348,817
58	Nièvre	1,337,439	322,331	171,887
59	Nord	4,611,718	1,200,829	1,200,829
60	Oise	2,799,923	528,975	511,633
61	Orne	2,408,262	441,111	316,467
62	Pas-de-Calais	3,119,331	689,131	728,983
63	Puy-de-Dôme	2,405,374	500,276	277,913
64	Pyrénées (Basses-)	920,581	327,607	296,904
65	Pyrénées (Hautes-)	583,361	156,774	115,873
66	Pyrénées-Orientales	799,948	121,846	86,089
67	Rhin (Bas-)	1,946,797	596,396	638,293
68	Rhin (Haut-)	1,681,681	454,111	459,480
69	Rhône	2,625,062	1,079,777	802,198
70	Saône (Haute-)	1,507,863	258,788	191,728
71	Saône-et-Loire	2,972,107	522,223	362,933
72	Sarthe	2,314,348	446,884	300,674
73	Savoie	594,135	147,222	86,588
74	Savoie (Haute-)	526,204	103,275	70,919
75	Seine	11,365,758	6,575,189	4,859,594
76	Seine-Inférieure	5,348,705	1,328,723	1,279,273
77	Seine-et-Marne	2,956,577	524,767	348,455
78	Seine-et-Oise	3,668,572	1,046,889	713,388
79	Sèvres (Deux-)	1,511,823	279,785	159,131
80	Somme	3,266,913	606,837	700,020
81	Tarn	1,681,580	308,100	202,258
82	Tarn-et-Garonne	1,668,668	256,066	127,767
83	Var	1,263,669	371,859	272,994
84	Vaucluse	849,785	296,124	240,483
85	Vendée	1,627,687	290,809	171,409
86	Vienne	1,247,006	278,363	224,825
87	Vienne (Haute-)	951,876	231,676	159,580
88	Voges	1,231,065	302,459	222,421
89	Yonne	1,849,950	417,668	273,465
	TOTAUX	169,562,981	42,531,162	31,928,316

ÉTAT D. *Tableau des droits, produits et revenus dont la perception est autorisée pour 1867, conformément aux lois existantes.*

§ 1^{er}. — *Perceptions au profit de l'État.*

Droits d'enregistrement, de timbre, de taxe sur les biens de mainmorte, de greffe, d'hypothèques, de passe-ports et de permis de chasse; produit du visa des passe-ports et de la légalisation des actes au ministère des affaires étrangères, et droits de sceau à percevoir pour le compte du trésor, dans lesquels continueront d'être compris les droits pour dépenses d'alliances, en conformité des lois des 17 août 1828, 29 janvier 1831 et 20 février 1849;

Vingtième à payer sur le produit des bois des communes et établissements publics vendus ou délivrés en nature, pour indemniser l'État des frais d'administration de ces bois, sans toutefois que ces frais puissent excéder le maximum d'un franc par hectare (Article 5 de la loi des recettes de 1842, du 25 juin 1841, article 6 de la loi des recettes de 1846, du 19 juillet 1845, et article 14 de la loi du budget de 1867, du 14 juillet 1856);

Droits de douanes, y compris celui sur les sels;

Contributions indirectes, y compris les droits de garantie, la retenue sur le prix des livraisons de tabacs autorisée par l'article 38 de la loi du 24 décembre 1814, les frais de casernement déterminés par la loi du 15 mai 1818, et le prix des poudres, tel qu'il est fixé par les lois des 16 mars 1819 et 24 mai 1834;

Taxe des lettres et droit sur les sommes versées aux caisses des agents des postes;

Rétributions imposées, en vertu de la loi du 14 juin 1854 et du décret du 22 août suivant, sur les élèves des établissements d'enseignement supérieur et sur les candidats qui se présentent pour y obtenir des grades;

Produit des monnaies et médailles;

Redevances sur les mines;

Redevances pour permission d'usines et de prises d'eau temporaires, toujours payables sans indemnité, sur les canaux et rivières navigables et flottables;

Droits de vérification des poids et mesures, conformément à l'ordonnance royale du 27 avril 1839;

Taxes des brevets d'invention;

Droits de chancellerie et de consulat perçus en vertu des tarifs existants;

Décime et double décime pour franc sur les droits qui n'en sont point affranchis, y compris les amendes et condamnations pécuniaires, et sur les droits de greffe perçus, en vertu de l'ordonnance du 18 janvier 1826, par le secrétaire général du Conseil d'État;

Rétributions imposées, pour frais de surveillance, sur les compagnies et agences de la nature des tontines dont l'établissement aura été autorisé par ordonnances rendues dans la forme des règlements d'administration publique (Avis du Conseil d'État, approuvé par l'Empereur le 1^{er} avril 1809, loi des recettes de 1843);

Droits sanitaires, conformément au tarif déterminé par l'article 7 du décret du 4 juin 1853;

Taxes de la télégraphie privée.

§ 2. — *Perceptions au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.*

Taxes imposées, avec l'autorisation du Gouvernement, pour la surveillance, la conservation et la réparation des digues et autres ouvrages d'art intéressant les communautés de propriétaires ou d'habitants; taxes pour les travaux de dessèchement autorisés par la loi du 16 septembre 1807 et taxes d'affouages là où il est d'usage et utile d'en établir;

Droits de péage qui seraient établis conformément à la loi du 14 floréal an 1 (4 mai 1803), pour concourir à la construction ou à la réparation des ponts, écluses ou ouvrages d'art à la charge de l'État, des départements ou des communes, et pour correction de rampes sur les routes nationales ou départementales;

Taxes perçues pour l'entretien, la réparation et la reconstruction des canaux et rivières non navigables et des barrages d'art qui y correspondent (Loi du 14 floréal an XI [4 mai 1803]);

Allocations accordées aux officiers et maîtres de port en vertu des règlements particuliers des ports, homologués par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics (Article 3 du décret du 15 juillet 1854);

Taxes d'arridage autorisées par le Gouvernement (Loi du 14 floréal an XI [4 mai 1803] et article 35 de la loi du budget de 1856);

Taxes imposées avec l'autorisation du Gouvernement, pour subvenir aux dépenses intéressant les communautés de marchands de bois (Loi du 28 février 1824);

Droits d'examen et de réception imposés, par l'arrêté du Gouvernement du 20 prairial an XI (9 juin 1803) et le décret du 22 août 1854, sur les candidats qui se présentent devant les écoles préparatoires de médecine et de pharmacie pour obtenir le diplôme d'officier de santé ou de pharmacien de seconde classe;

Droits établis pour frais de visite chez les pharmaciens, droguistes et épiciers;

Rétributions imposées, en vertu des arrêtés du Gouvernement du 3 floréal an VIII (23 avril 1800) et du 6 nivôse an XI (27 décembre 1802), sur les établissements d'eaux minérales naturelles, pour le traitement des médecins chargés par le Gouvernement de l'inspection de ces établissements;

Contributions imposées par le Gouvernement sur les bains, fabriques et dépôts d'eaux minérales, pour subvenir aux traitements des médecins inspecteurs desdits établissements (Article 30 de la loi des recettes de 1842, du 25 juin 1841, et lois de finances antérieures);

Rétributions pour frais de visite des aliénés placés volontairement dans les établissements privés (Articles 9 de la loi du 30 juin 1838 et 29 de la loi du 26 juin 1841);

Droits d'octroi, droits de pesage, mesurage et jaugeage;

Droits de voirie dont les tarifs ont été approuvés par le Gouvernement, demande et au profit des communes (Loi du 18 juillet 1837);

Dixième des billets d'entrée dans les spectacles et les concerts quotidiens (Loi du 7 frimaire an V [27 novembre 1798]);

Quart de la recette brute dans les lieux de réunion ou de fête où l'on a admis en payant (Loi du 8 thermidor an V [26 juillet 1797]);

Contributions spéciales destinées à subvenir aux dépenses des bureaux et chambres de commerce, et revenus spéciaux accordés auxdits établissements;

Droits de conditionnement et de titrage des soies et des laines, perçus en vertu des décrets qui autorisent l'établissement de bureaux publics pour ces opérations;

Droits d'épreuve des armes à feu destinées au commerce perçus en vertu des actes qui réglementent ces opérations;

Droits de place perçus dans les halles, foires, marchés, abattoirs, d'après les tarifs dûment autorisés (Loi du 18 juillet 1837);

Droits de stationnement et de location sur la voie publique, sur les ports et rivières et autres lieux publics (Loi du 18 juillet 1837);

Taxes de frais de pavage des rues dans les villes où l'usage met ces frais à la charge des propriétaires riverains (Dispositions combinées de la loi du 11 frimaire an VII [1^{er} décembre 1798] et du décret de principe du 25 mars 1807, et article 28 de la loi des recettes de 1842, du 25 juin 1841);

Taxes d'établissement de trottoirs dans les rues et places dont les plans d'alignement ont été arrêtés conformément aux dispositions de la loi du 7 juin 1845;

Prix de la vente exclusive, au profit de la caisse des invalides de la marine, des feuilles de rade d'équipages des bâtiments de commerce, d'après le tarif du 8 messidor an XI (27 juin 1803);

Frais de travaux intéressant la salubrité publique (Loi du 16 septembre 180

Droits d'inhumation et de concessions de terrains dans les cimetières (Décrets organiques du 23 prairial an XII [12 juin 1804] et du 18 août 1811);

Taxe municipale sur les chiens (Loi du 2 mai 1855 et décret du 4 août suivant).

ÉTAT E. Budget général des voies et moyens ordinaires de l'exercice 1867.

DÉNOMINATION DES PRODUITS.		MONTANT des recettes prévues.
CONTRIBUTIONS DIRECTES. (Fonds généraux.)		
Contribution foncière.....	470,800,000	
Contribution personnelle et mobilière.....	51,012,000	
Contribution des portes et fenêtres.....	38,466,800	560,278,800
Contribution des patentes.....	62,500,000	
Taxe de premier avertissement. (Portion.).....	668,000	
ENREGISTREMENT, TIMBRE ET DOMAINES.		
Droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèques, et perceptions diverses.....	318,976,000	
Droits de timbre.....	81,060,000	400,036,000
Revenus et prix de vente de domaines.....	4,646,380	
Prix de vente d'objets mobiliers provenant des ministères.....	5,000,000	411,039,796
Produits d'établissements spéciaux régis ou affermés par l'État.....	1,357,416	
PRODUITS DES FORÊTS.		
Prélèvement sur le produit brut des forêts (somme égale au montant des frais d'administration et d'exploitation).....		9,557,617
DOUANES ET SELS.		
Droits de douanes à l'importation :		
Marchandises diverses.....	62,841,000	
Sucres .. { coloniaux.....	31,500,000	
étrangers.....	29,500,000	61,000,000
Droits de douanes à l'exportation.....	856,000	150,228,000
Droits de navigation.....	2,087,000	
Droits et produits divers de douanes.....	1,418,000	
Taxe de consommation des sels perçue dans le rayon des douanes.....	11,956,000	
CONTRIBUTIONS INDIRECTES.		
Droits sur les boissons.....	225,535,000	
Taxe de consommation des sels perçue hors du rayon des douanes.....	8,954,000	
Droit sur le sucre indigène.....	46,000,000	562,821,000
Droits divers et recettes sur différents titres.....	35,325,000	
Produit de la vente des tabacs.....	236,565,000	
Produit de la vente des poudres à feu.....	12,422,000	
PRODUITS DES POSTES.		
Produit de la taxe des lettres, journaux et imprimés.....	71,907,000	
Droits perçus sur les envois d'argent.....	1,215,000	
Droit de transport des valeurs déclarées et des valeurs cotées.....	842,000	79,164,000
Produit net des offices étrangers.....	5,138,000	
Recettes diverses et accidentelles.....	52,000	
PRODUITS UNIVERSITAIRES.		
Produits et revenus de l'Algérie.....		3,342,000
Retenues et autres produits affectés au service des pensions civiles.....		18,401,400
		14,791,000
À reporter.....		1,571,860,213

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	MONTANT des recettes prévues.
Report.....	1,572,600,215 ⁶
PRODUITS DIVERS DU BUDGET.	
Taxe annuelle sur les biens de mainmorte.....	3,427,962 ¹
Redevances et produits extraordinaires des mines.....	1,111,478
Droits de vérification des poids et mesures.....	1,626,000
Bénéfice sur la fabrication des monnaies et des médailles.....	150,000
Produit de la vente de l'Inde.....	1,040,000
Contingent à verser au trésor par les établissements français de l'Inde.....	222,000
Produit de la taxe des brevets d'invention.....	1,400,000
Pensions et rétributions des élèves des écoles militaires et navales.....	1,060,600
Retenue de 2 p. o/o sur la solde des officiers de l'armée de terre et des sapeurs-pompiers de la ville de Paris.....	1,232,488
Pensions de marins admis à l'hôtel des invalides de la guerre.....	59,000
Portion des dépenses de la garde de Paris remboursée à l'Etat par la ville de Paris.....	1,941,000
Versement, par la caisse de la dotation de l'armée, des suppléments à sa charge dans les pensions militaires.....	7,218,000
Versement de la caisse des invalides de la marine.....	1,000,000
Contingent des communes dans les frais de police de l'agglomération lyonnaise.....	151,700
Remboursement, par les communes du département de la Seine, des dépenses faites pour leur police municipale.....	164,375
Revenus de divers établissements spéciaux (écoles vétérinaires, écoles des arts et métiers, écoles d'agriculture, lazarets et établissements sanitaires).....	4,198,000
Produits provenant des ministères et recettes attribuées au trésor public par le décret impérial du 31 mai 1862, portant règlement général sur la comptabilité publique.....	4,419,878
Produit de la vente des publications du Gouvernement. (Cartes et plans).....	70,000
Produit du travail des détenus dans les ateliers de condamnés et les pénitenciers militaires.....	200,000
Produits de la télégraphie privée française et internationale.....	9,350,000
Remboursement par les compagnies de chemins de fer des frais de surveillance de leur télégraphie.....	250,000
Recouvrements sur prêts faits, en 1830, au commerce et à l'industrie.....	10,000
Recettes sur débets non réclamés dans l'actif de l'administration des finances.....	200,000
Dépôts d'argent non réclamés aux caisses des agents des postes. (Lot du 31 janvier 1833.).....	31,000
Fonds de concours à verser par divers pour l'exécution de travaux publics.....	200,000
Excédant disponible des recettes sur les dépenses du service de l'imprimerie impériale.....	5,299
Produits divers des prisons et établissements pénitentiaires.....	4,160,000
Remboursement de prêts aux associations ouvrières. (Décret du 5 juillet 1844.).....	10,000
Produit des droits d'entrée et de la vente du livret à l'exposition annuelle des travaux des artistes vivants.....	200,000
Intérêts et frais provenant des prêts faits à l'industrie. (Loi du 1 ^{er} août 1860.).....	1,350,000
Recettes de différentes origines.....	799,926
TOTAL GÉNÉRAL des voies et moyens ordinaires de l'exercice 1867.....	1,617,075,877

ÉTAT F.

Tableau des dépenses sur ressources

RECETTES.		MONTANT DES RECETTES prévues.
Contributions directes. (Voir la 2 ^e partie de l'état B.)	Fonds pour dépenses départementales.....	114,810,500
	Fonds pour dépenses communales.....	86,223,100
	Fonds pour secours spéciaux à l'agriculture.....	2,142,000
	Fonds de non-valeurs et de réimpositions.....	9,003,818
	Fonds pour frais de confection de rôles spéciaux d'impositions extraordinaires.....	27,500
Produits éventuels départementaux.....	Portion de la taxe de premier avertissement.....	392,000
	Ressources spéciales pour dépenses des écoles normales pri- maires.....	29,900,000
	Produits éventuels départementaux attribués à l'instruction primaire.....	600,000
	Subvention prélevée sur les centimes facultatifs pour les dépenses de l'instruction primaire.....	50,000
Produits divers spéciaux.	Centimes pour frais de distribution des avertisse- ments de taxes spéciales (mainmorte et mines).....	400,000
	Remboursement des frais de contrôle et de surveil- lance des chemins de fer en France et en Algérie.....	2,070
	Remboursement des frais de surveillance de so- ciétés et établissements divers.....	3,380,270
	Subvention locale de l'Algérie pour les frais de l'ex- position permanente de ses produits à Paris.....	27,200
	Part contributive des tribus dans les frais de déli- mitation de la propriété arabe.....	150,000
	TOTAL des recettes.....	245,878,988

RÉSUMÉ

Recettes.....	
Dépenses.....	
Balance.....	

ÉTAT G.

Tableau des recettes et des dépenses du budget spécial

CHAPITRES SPÉCIAUX.	RECETTES.	MONTANT des RECETTES PRÉVUES.
1.	Produit net des forêts.....	32,748,000
2.	Produit des aliénations et des coupes extraordinaires de bois.....	2,500,000
3.	Produit de l'impôt du dixième sur le prix des places des voyageurs et le transport des marchandises en chemin de fer.....	27,398,000
4.	Bénéfices réalisés par la caisse des dépôts et consignations pendant l'année.....	3,000,000
5.	Sommes versées à la caisse des retraites de la vieillesse.....	10,000,000
	TOTAL des recettes.....	75,646,000

général et des recettes corrélatives pour l'exercice 1867.

DÉPENSES.		MONTANT des crédits accordés.
Ministère de l'intérieur.	7 ^e section..... Service départemental sur contributions directes..... 108,584,500 ^f	138,484,500 ^f
	Service départemental sur produits éventuels..... 29,900,000	
Ministère des finances.	5 ^e section..... Contributions directes et taxes perçues en vertu de rôles..... 521,570 ^f	95,748,288
	1 ^{re} section..... Restitutions et non-valeurs sur contributions directes..... 95,226,718	
Ministère de la guerre et gouvernement général d'Algérie.	1 ^{re} section..... Frais de l'exposition permanente des produits de l'Algérie à Paris..... 27,000	231,300
Ministère des travaux publics.	4 ^e section..... Frais de délimitation de la propriété arabe à la charge des tribus..... 150,000 ^f	
	5 ^e section..... Frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer de l'Algérie..... 54,300	7,176,000
	5 ^e section..... Dépenses de l'instruction primaire imputables sur ressources spéciales.....	
Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.	2 ^e section..... Frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer..... 2,000,000 ^f	4,238,900
	3 ^e section..... Secours spéciaux à l'agriculture..... 2,142,000	
	4 ^e section..... Frais de surveillance de sociétés et établissements divers..... 96,900	
TOTAL des dépenses.....		245,878,988

TAT. 13

245,878,988^f

245,878,988

de la caisse d'amortissement pour l'exercice 1867.

SECTION.	DÉPENSES.	MONTANT des CRÉDITS ACCORDÉS.
1.	Annuités diverses.....	12,923,889 ^f
2.	Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer.....	31,000,000
3.	Sommes à employer en rachat de rentes { pour la caisse des retraites de la vieillesse. 10,000,000 ^f	31,722,111
	{ pour la caisse d'amortissement..... 21,722,111	
TOTAL des dépenses.....		75,646,000

État II.

État des lois à réviser en 1862.

DEPARTEMENTS.	ARRONDISSEMENTS.	COMMUNES.
		Vignay..... Courcy..... Chambons..... Ingrannes..... Nesploy..... Seichebruyères..... Sarry-aux-Bois..... Rainsies et autres..... Ville-sous-la-Ferté.....
Loiret.....	Orléans.....	
Nord.....	Valenciennes.....	
Jura.....		
Aube.....	Bar-sur-Aube.....	

ÉTAT I.

Tableau des recettes et des dépenses des

CHA- PITRES spéciaux.	RECETTES.	MONTANT des recettes prévues	
		par chapitres.	par service
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.		
	IMPRIMERIE IMPÉRIALE.		
Unique.	Produit des impressions diverses.....	5,440,000	4,500
	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.		
	CHANCELLERIES CONSULAIRES.		
1.	Produit d'actes de chancellerie et bénéfices sur le change.....	1,000,000	
2.	Prélèvements à effectuer sur le fonds commun des chancelleries consulaires au profit d'une partie de celles dont les dépenses excèdent les recettes. (Règlement du 21 juin 1862.).....	50,000	1,300
3.	Subvention au fonds commun des chancelleries.....	250,000	
	A reporter.....		5,940

CHA- PITRES spéciaux.	RECETTES.	MONTANT des recettes prévues	
		par chapitres.	par services.
	Report.....		5,940,000
	MINISTÈRE DES FINANCES.		
	SERVICE DE LA FABRICATION DES MONNAIES ET MÉDAILLES.		
	<i>Monnaies.</i>		
1.	Retenues, pour frais de fabrication, sur les matières apportées aux changes des monnaies.....	1,230,645 ¹	
2.	Produit des tolérances en faible sur le titre et le poids des monnaies fabriquées.....	50,000	1,280,745 ⁵
3.	Droits d'essai sur les lingots présentés en vérification par le commerce.....	100	
	<i>Médailles.</i>		1,861,74 ⁶
4.	Produit de la vente des médailles fabriquées.....	580,000	
5.	Droit de 10 p. o/o prélevé sur le prix de la fabrication des médailles de sainteté, boutons, etc.....	1,000	581,000
	MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
	CAISSE DE LA DOTATION DE L'ARMÉE.		
1.	Versements à faire par les appelés compris dans le contingent an- nuel pour obtenir l'exonération du service militaire.....	46,000,000	
2.	Versements à faire par les militaires sous les drapeaux pour obte- nir l'exonération du service militaire.....	3,600,000	
3.	Arrérages de rentes appartenant aux sous-officiers rengagés.....	80,000	
4.	Versements pour premières mises de petit équipement (engagés et remplaçants).....	500,000	
5.	Arrérages de rentes inscrites sur le grand-livre de la dette publique et appartenant à la dotation de l'armée.....	15,000,000	
6.	Intérêts résultant de l'excédant des recettes.....	250,000	65,480,000
7.	Versements à titres divers et restitutions par les militaires de sommes indûment perçues.....	50,000	
8.	Versements volontaires à faire, à titre de dépôts, par les militaires de tous grades, dans le cours de leur service.....	Mémoire.	
9.	Versements à faire par les jeunes gens, ou en leur nom, avant l'appel de leur classe, et applicables, s'il y a lieu, à leur exoné- ration ultérieure du service.....	Mémoire.	
10.	Fonds reportés de l'année 1866.....	Mémoire.	
	MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.		
	CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE.		
1.	Retenues sur les dépenses du personnel et du matériel de la marine et des colonies.....	5,416,882	
2.	Retenues exercées sur la solde des officiers militaires et civils et agents de tous grades, en congé, tant de la marine que des co- lonies.....	100,000	
3.	Retenues sur les salaires des marins du commerce.....	1,400,000	
	A reporter.....	6,916,882	
	A reporter.....		73,281,74 ⁶

DÉPENSES.	MONTANT des crédits accordés par séctions.
Report.....	5,940,000
MINISTÈRE DES FINANCES..... Section unique. Service de la fabrication des monnaies et médailles.....	1,861,745
MINISTÈRE DE LA GUERRE..... Section unique. Caisse de la dotation de l'armée.....	65,480,000
A reporter.....	73,281,745

CHAPITRES PÉRIODES spéciaux.	RECETTES.	MONTANT des recettes prévues	
		par chapitres.	par services.
	Report		73,281,74
	MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES. (Suite.)		
	CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE. (Suite.)		
	Report	6,916,884 ^f	
4.	Décomptes des déserteurs	35,000	
5.	Dépôts provenant de soldes, parts de prises, etc	540,000	
6.	Dépôts provenant de naufrages	86,000	
7.	Droits sur les prises	5,000	
8.	Dividendes des actions de la banque de France appartenant à la caisse des invalides (immobilisées)	200,000	17,157,00 ^M
9.	Arrérages des inscriptions de rentes 3 p. o/o appartenant à la caisse des invalides	5,200,875	
10.	Plus-value des feuilles de rôles d'équipages des navires du com- merce	55,000	
11.	Recettes diverses, y compris le produit des valeurs à réaliser pour aligner les recettes et les dépenses de l'exercice	4,118,243	
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.		
	ÉCOLE CENTRALE DES ARTS ET MANUFACTURES.		
1.	Produit des bourses accordées par l'État	30,000	
2.	Produit des bourses accordées par les départements, les com- munes ou les gouvernements étrangers	7,200	
3.	Produit des pensions	370,800	
4.	Recettes éventuelles	4,500	
5.	Legs et donations	Mémoire.	422,500
6.	Recettes extraordinaires. — Intérêts servis par la caisse des dépôts et consignations	10,000	
7.	Recettes sur exercices clos	Mémoire.	
	MINISTÈRE DE LA MAISON DE L'EMPEREUR ET DES BEAUX-ARTS.		
	LÉGION D'HONNEUR.		
1.	Rentes 3 p. o/o sur le grand-livre de la dette publique	6,077,536	
	Rentes 3 p. o/o sur le grand-livre de la dette publique. (<i>Décret du 17 mars 1852.</i>)	500,000	
2.	Supplément à la dotation	10,643,680	
3.	Actions sur les canaux d'Orléans et du Loing et sur le canal du Midi	112,000	
4.	Remboursement, par les membres de la Légion d'honneur touchant le traitement et par les médaillés militaires, du prix de leurs décorations et médailles. — Produit des brevets de nomination et de promotion dans l'Ordre. — Droits de chancellerie pour port de décorations étrangères	225,000	17,675,059
5.	Rentes données en remplacement des anciens chefs-lieux de co- horte	14,843	
6.	Versements par les titulaires de majorats (transmissions de dota- tions)	4,000	
7.	Domaine d'Écouen	6,000	
8.	Pensions et frais de trousseaux à verser par les parents des élèves de la maison impériale Napoléon de Saint-Denis	66,000	
9.	Pensions et frais de trousseaux à verser par les parents des élèves des succursales	26,000	
	TOTAL GÉNÉRAL		108,536,304

DÉPENSES.	MONTANT des crédits accord par sections.
Report	73,281,74
MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES... Section unique. Caisse des invalides de la marine.....	17,157,00
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS. Section unique. École centrale des arts et manufactures.....	422,50
MINISTÈRE DE LA MAISON DE L'EMPEREUR ET DES BEAUX-ARTS. Section unique. Légion d'honneur.	17,675,05
TOTAL GÉNÉRAL.....	108,536,30

Vu pour être annexé au projet de loi adopté par le Corps législatif dans la séance du 27 juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé LAFOND DE SAINT-MÛR, ALFRED DARIMON, H. BUSSON-BILLAULT,
THOINNET DE LA TURMÉLIÈRE, SÉVERIN ABBATUCCI.

Vu pour être annexé à la loi qui fixe le budget des recettes et des dépenses ordinaires de l'exercice 1867.

Le Sénateur Secrétaire du Sénat,

Signé FERDINAND BARROT.

Vu pour être annexé à la loi du 18 juillet 1866.

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 14,458. — *Loi sur le Budget extraordinaire de l'exercice 1867.*

Du 18 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les ressources affectées au budget extraordinaire, pour l'exercice 1867, sont évaluées à la somme totale de cent trente-trois millions cent quatre mille deux cent un francs (133,104,201'), conformément à l'état A ci-annexé.

2. Il est ouvert aux ministres, pour les dépenses du budget extraordinaire de l'exercice 1867, un crédit total de cent trente-trois millions cinquante-quatre mille deux cent un francs (133,054,201'), conformément à l'état B ci-annexé.

Les portions de ce crédit qui n'auront pas été consommées à la fin de l'exercice pourront, par décrets délibérés en Conseil d'État, être reportées à l'exercice suivant, en conservant leur affectation

B. n° 1409.

— 169 —

spéciale et jusqu'à concurrence de la partie restant libre des ressources réalisées, qui sera également reportée audit exercice.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 30 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN-ABBATOCCHI, H. BUSSON-BILLAURT,
ALFRED DARIMON, LAFOND DE SAINT-MÔR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui fixe le budget des recettes et des dépenses extraordinaires de l'exercice 1867.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOMIAX (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé des sceaux du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCH.

XP Série.

ÉTAT A. État général des ressources affectées aux dépenses du budget extraordinaire pour l'exercice 1867.

DESIGNATION DES RESSOURCES.	MONTANT de ressources prévues.
Excédant disponible de recette du budget ordinaire de 1867.....	93,607,535 ^f
Indemnité du Japon.....	4,000,000
Intérêts à payer par le Mexique sur le montant de sa dette envers la France..	7,500,000
Indemnité de Cochinchine. (Annuité.).....	1,080,000
Prélèvement sur les fonds de non-valeurs restant libre à la clôture des exercices 1865 et 1866.....	7,000,000
Produits extraordinaires des forêts pour reboisement, routes et gazonnement.	2,500,000
Produit de la refonte des anciennes monnaies d'argent de 50 et de 20 centimes.	500,000
Intérêts d'une somme due par le Mont-de-Milan.....	250,000
Versement à faire par la société générale algérienne. (1 ^{re} annuité.).....	16,666,666
TOTAL de l'état A.....	133,104,301

ÉTAT B. État général, par ministères et par sections, des crédits accordés pour les dépenses du budget extraordinaire de l'exercice 1867.

MINISTÈRES.	DESIGNATION DES SECTIONS.	MONTANT des crédits accordés	
		par section.	par ministère.
Justice et cultes. (Service des cultes.)	3 ^e section. (2 ^e partie.) — Matériel et travaux du culte catholique.....	5,300,000 ^f	5,300,000 ^f
Intérieur.	2 ^e section. (2 ^e partie.) — Administration générale..	12,000	
	3 ^e section. (2 ^e partie.) — Service télégraphique.....	850,000	4,358,000
	6 ^e section. (2 ^e partie.) — Subventions et secours....	3,496,000	
Finances.	1 ^{re} section. (2 ^e partie.) — Supplément à la dotation de la Légion d'honneur.....	500,000	
	2 ^e section. (2 ^e partie.) — Monnaies.....	500,000	
	7 ^e section. (2 ^e partie.) — Forêts.....	2,500,000	4,225,000
	9 ^e section. (2 ^e partie.) — Manufactures de l'État. (Tabacs et poudres à feu.).....	725,000	
	4 ^e section. (2 ^e partie.) — Matériel de l'artillerie et du génie.....	4,871,000	
Guerre et gouvernement général de l'Algérie.			26,697,201
	4 ^e section. (3 ^e partie.) — Colonisation. — Travaux publics.....	21,826,201	
Marine et colonies.	3 ^e section. (2 ^e partie.) — Approvisionnements généraux. — Travaux hydrauliques.....	10,500,000	10,500,000
Instruction publique.	3 ^e section. (2 ^e partie.) — École normale supérieure et enseignement supérieur. — Établissements scientifiques et littéraires.....	150,000	1,350,000
	5 ^e section. (3 ^e partie.) — Instruction primaire.....	1,200,000	
Agriculture, commerce et travaux publics.	6 ^e section. — Routes et ponts, canaux, rivières et ports; travaux agricoles et autres.....	39,521,600	
	7 ^e section. — Chemins de fer.....	31,351,400	72,373,000
	8 ^e section. — Exposition universelle de 1867.....	1,500,000	
Maison de l'Empereur et beaux-arts.	4 ^e section. — Travaux extraordinaires.....	8,251,000	8,251,000
	TOTAL de l'état B.....		133,054,201

Vu pour être annexé au projet de loi adopté par le Corps législatif dans sa séance du 30 juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé H. BISSON-BILLAULT, ALFRED DARINON, LAFOND DE SAINT-MÛR,
SÉVERIN ABBATUCCI.

Vu pour être annexé à la loi qui fixe le budget des recettes et des dépenses extraordinaires de l'exercice 1867.

Le Sénateur Secrétaire du Sénat,

Signé FERDINAND BARROT.

Vu pour être annexé à la loi du 18 juillet 1866.

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 44,459. — *Loi sur les Suppléments de Crédits de l'exercice 1866.*

Du 18 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit:

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

BUDGET ORDINAIRE.

ART. 1^{er}. Il est accordé sur l'exercice 1866, au delà des crédits ouverts par la loi de finances du 8 juillet 1865 et par le décret de répartition du 28 octobre suivant⁽¹⁾, pour le budget ordinaire de cet exercice, des crédits montant à la somme de huit millions cinq cent quarante-quatre mille neuf cent soixante-sept francs cinquante-huit centimes (8,544,967⁵⁸).

Ces crédits demeurent répartis, par ministères et par sections, conformément à l'état A ci-annexé.

2. Il est accordé sur l'exercice 1866, pour le paiement de créances des exercices périmés, des crédits extraordinaires spéciaux montant

⁽¹⁾ Bull. 1343, n° 13,738.

à la somme de quatre cent dix-huit mille trois cent quarante-neuf francs quarante centimes (418,349' 40').

Ces crédits extraordinaires spéciaux sont répartis, entre les divers ministères, conformément à l'état B ci-annexé.

3. L'évaluation des voies et moyens applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1866, fixée par la loi de finances du 8 juillet dernier à un milliard six cent quatre-vingt-dix-neuf millions neuf cent un mille huit cent trente-sept francs (1,699,901,837'), est augmentée d'une somme de quarante-six millions cinq cent quarante mille neuf cent soixante-dix francs (46,540,970') et réduite d'une recette d'ordre de sept millions trois cent vingt-neuf mille sept cent sept francs (7,329,707'), conformément à l'état C ci-annexé.

4. D'après les fixations établies ci-dessus, le résultat général du budget ordinaire de l'exercice 1866 se résume ainsi qu'il suit :

Voies et moyens fixés par le budget primitif.	1,699,901,837' 00'
Voies et moyens supplémentaires.....	46,540,970' 00'
Annulation de recettes d'ordre relatives aux poudres.....	7,329,707 00
RESTE.....	39,211,263 00
TOTAL des voies et moyens.....	1,739,113,100 00
 Crédits ouverts par le budget primitif et réduits, par le décret de répartition, à.....	 1,691,321,614' 00'
Suppléments de crédits accordés par la présente loi.	8,963,316 98
ENSEMBLE.....	1,700,284,930 98
Annulations prévues en règlement d'exercice (budget ordinaire).....	16,000,000 00
RESTE pour dépenses probables.....	1,684,284,930 98
EXCÉDANT de recette du budget ordinaire...	54,828,169 02
 Sur cet excédant de recette, il est affecté au budget extraordinaire de l'exercice 1866.....	 54,500,000 00
Excédant libre du budget ordinaire de l'exercice 1866.....	328,169 02
TOTAL ÉGAL.....	54,828,169 02

TITRE II.

BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES.

5. Il est accordé sur l'exercice 1866, au delà des allocations fixées par la loi précitée pour le budget des dépenses sur ressources spéciales de cet exercice, des crédits s'élevant à la somme de huit mille francs (8,000').

Ces crédits demeurent répartis, par ministères et par sections, conformément à l'état D ci-annexé.

TITRE III.

SERVICES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET.

6. Il est accordé aux services spéciaux portés pour ordre au budget de l'exercice 1866, pour le paiement de créances des exercices périmés, des crédits extraordinaires spéciaux montant à la somme de cinq mille sept cent quarante-six francs vingt centimes (5,746' 20'), conformément à l'état E ci-annexé.

TITRE IV.

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

7. Il est alloué sur l'exercice 1866, au delà des crédits ouverts par la loi de finances du 8 juillet 1865, sur le budget extraordinaire, des crédits montant à la somme de soixante-dix-sept millions soixante-huit mille cent quatre-vingt-quatorze francs trente-trois centimes (77,068,194' 33').

Ces crédits sont répartis, par ministères et par sections, conformément à l'état F annexé à la présente loi.

En ce qui concerne les indemnités et secours en Algérie, les portions de crédits qui n'auront pas été consommées à la fin de l'exercice pourront être reportées à l'exercice suivant avec la même affectation, par décrets délibérés en Conseil d'État.

Sera en même temps reporté le produit des contributions extraordinaires de guerre en somme égale aux indemnités et secours.

8. Les crédits ouverts par la loi précitée du 8 juillet 1865 à la quatrième section (3^e partie) du budget extraordinaire du gouvernement général de l'Algérie, pour l'exercice 1866, sont réduits d'une somme de onze cent quatre-vingt-cinq mille francs (1,185,000').

9. Les ressources affectées par l'article 1^{er} de la susdite loi du 8 juillet 1865 au budget extraordinaire sont augmentées d'une somme de trente-six millions cinq cent quarante-six mille trois cent dix-huit francs six centimes (36,546,318' 06') et réduites d'une somme de vingt-cinq millions, conformément à l'état G ci-annexé.

10. D'après les fixations établies ci-dessus, le résultat général du budget extraordinaire se résume ainsi qu'il suit :

Voies et moyens extraordinaires fixés par le budget primitif.....	151,805,011' 00'
Voies et moyens supplémentaires.....	36,546,318' 06'
Annulation d'une recette prévue dans le budget primitif....	25,000,000' 00'
RESTE.....	11,546,318 06 11,546,318 06

Portion de l'excédant de recette du budget ordinaire appliquée au budget extraordinaire.....	54,500,000 00
--	---------------

TOTAL.....	217,851,329 06
-------------------	-----------------------

Crédits ouverts par le budget primitif.....	149,718,800' 00'
Suppléments de crédits accordés par la présente loi.....	77,068,194 33
ENSEMBLE.....	226,786,994 33

Crédits annulés définitivement par la présente loi.. 1,185,000'

Annulations prévues en règlement d'exercice (budget extraordinaire).... 8,000,000

9,185,000	9,185,000 00
-----------	--------------

RESTE pour dépenses probables.....	217,601,994 33 217,601,994 33
---	---

EXCÉDANT de recette du budget extraordinaire..	249,334 73
---	-------------------

TITRE V.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX DÉPENSES SUR EXERCICES CLOS.

11. Il est accordé, en augmentation des restes à payer des exercices 1862, 1863 et 1864, des crédits supplémentaires pour la somme de quatre cent vingt et un mille six cent treize francs cinquante-deux centimes (421,613' 52'), montant de nouvelles créances constatées, sur ces exercices, suivant l'état H ci-annexé.

Les ministres sont, en conséquence, autorisés à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses d'exercices clos aux budgets des exercices courants, conformément à l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

TITRE VI.

DISPOSITIONS DIVERSES.

12. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1866, pour l'inscription des pensions civiles, par application de la loi du 9 juin 1853, un nouveau crédit supplémentaire de cinq cent mille francs (500,000^f) en sus du produit des extinctions.

13. Le crédit ouvert au ministre de la guerre, sur l'exercice 1866, pour l'inscription ~~au trésor public~~ des pensions militaires, est augmenté de la somme de huit cent mille francs (800,000^f).

Délibéré en séance publique, à Paris, le 12 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, W. DE LA VALETTE, ALFRED DARIMON,
LAFOND DE SAINT-MÛR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui ouvre des crédits supplémentaires sur l'exercice 1866.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHE.

ÉTAT A. *Tableau, par ministères et par sections, des suppléments de crédits accordés pour le budget ordinaire de l'exercice 1866.*

NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT des crédits accordés.
SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.	
<i>Service des cultes.</i>	
2 ^e section. Personnel du culte catholique.....	67,800 ^f 00 ^e
3 ^e section. Matériel et travaux du culte catholique.....	45,000 00
TOTAL pour le ministère de la justice et des cultes.....	112,800 00
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.	
3 ^e section. Dépenses variables et services temporaires.....	144,163 58
TOTAL pour le ministère des affaires étrangères.....	144,163 58
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.	
2 ^e section. Administration générale.....	267,000 00
4 ^e section. Sûreté publique.....	400,000 00
5 ^e section. Service des prisons.....	200,000 00
TOTAL pour le ministère de l'intérieur.....	867,000 00
MINISTÈRE DE LA GUERRE ET GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.	
<i>Dépenses du ministère de la guerre.</i>	
3 ^e section. Solde et entretien des troupes.....	2,526,245 00
4 ^e section. Matériel de l'artillerie et du génie.....	1,300,000 00
TOTAL pour les dépenses du ministère de la guerre.....	3,726,245 00
<i>Dépenses du gouvernement général de l'Algérie.</i>	
2 ^e section. Administration générale.....	70,400 00.
3 ^e section. Service de la justice, de l'instruction publique et des cultes. — Services financiers. — Services maritimes.....	37,247 00
TOTAL pour les dépenses du gouvernement général de l'Algérie.....	107,647 00
TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère de la guerre et le gouvernement général de l'Algérie.....	3,833,892 00
MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.	
2 ^e section. États-majors. — Équipages. — Troupes. — Corps entretenus. — Hôpitaux et vivres.....	2,697,282 00
4 ^e section. Écoles navales. — Service hydrographique et scientifique. — Frais d'impressions. — Frais de voyages et dépenses diverses. — Traitements temporaires. — Châtourmes.....	133,860 00
TOTAL pour le ministère de la marine et des colonies.....	2,831,142 00

NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT des crédits accordés.
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.	
1 ^{re} section. Instruction secondaire.....	237,970'
TOTAL pour le ministère de l'instruction publique.....	237,970
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.	
1 ^{re} section. Personnel des services des travaux publics.....	6,000
1 ^{re} section. Commerce. — Industrie. — Établissements thermaux. — Service sanitaire.....	370,000
5 ^{re} section. Travaux ordinaires des ponts et chaussées. — Matériel des mines.....	92,000
TOTAL pour le ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	468,000
MINISTÈRE DE LA MAISON DE L'EMPEREUR ET DES BEAUX-ARTS.	
2 ^{re} section. Beaux-arts et théâtres.....	50,000
TOTAL pour le ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts.....	50,000

RÉCAPITULATION.

BUDGET ORDINAIRE.	MONTANT des crédits accordés.
SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
Ministère de la justice et des cultes.....	112,800' 00
Ministère des affaires étrangères.....	154,163 58
Ministère de l'intérieur.....	867,000 00
Ministère de la guerre et gouvernement général	Dépenses du ministère de la guerre..... 3,726,245'
de l'Algérie.....	Dépenses du gouvernement général de l'Algérie..... 107,647
Ministère de la marine et des colonies.....	2,831,142 00
Ministère de l'instruction publique.....	237,970 00
Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	468,000 00
Ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts.....	50,000 00
TOTAL de l'état A.....	8,544,967 58

ÉTAT B. *Tableau des crédits extraordinaires spéciaux accordés sur l'exercice 1866 pour dépenses d'exercices périmés.*

MINISTÈRES.	MONTANT des crédits accordés.
Ministère de la justice et des cultes.....	Service de la justice..... 168' 66"
Ministère des affaires étrangères.....	Service des cultes..... 2,654 08
Ministère de l'intérieur.....	13,657 00
Ministère des finances.....	22,335 64
Ministère de la guerre et gouvernement général	Dépenses du ministère de la guerre..... 27,870' 18"
de l'Algérie.....	Dépenses du gouvernement général de l'Algérie..... 9,063 67
Ministère de la marine et des colonies.....	36,933 85
Ministère de l'instruction publique.....	215,579 35
Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	42,179 99
Ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts.....	5,829 39
TOTAL de l'état B.....	77,150 76
	418,349 40

ÉTAT C.

Tableau des voies et moyens supplémentaires du budget ordinaire de l'exercice 1866.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	MONTANT des plus-values prévues.
Contributions directes. (Fonds généraux.).....	4,864,000 ^f
Produits des domaines.....	1,930,970
Impôts et revenus indirects.....	38,946,000
Produits divers du budget.....	1,000,000
ENSEMBLE.....	46,540,970
A DÉDUIRE :	
Produits divers du budget. — Valeur, au prix de revient, des poudres qui devaient être livrées aux ministères consommateurs par l'ancien service des poudres et salpêtres. (Annulation de recettes d'ordre compensée, en partie, par des réductions de crédits prononcées par le décret de répartition du budget de 1866, à raison de la nouvelle organisation du service des poudres.).....	7,329,707
TOTAL de l'état C.....	39,211,263

ÉTAT D.

Tableau des suppléments de dépenses sur ressources spéciales et des recettes corrélatives de l'exercice 1866.

RECETTES.	
Produits divers spéciaux.	Subvention locale de l'Algérie pour les frais de l'exposition permanente de ses produits à Paris..... 8,000 ^f
DÉPENSES.	
MINISTÈRE DE LA GUERRE ET GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.	
DÉPENSES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.	
1 ^{re} SECTION. — 2 ^e PARTIE.	
Frais de l'exposition permanente des produits de l'Algérie à Paris.....	8,000 ^f

ÉTAT E.

Tableau des crédits ouverts, pour dépenses d'exercices périmés, aux services spéciaux portés pour ordre au budget de l'exercice 1866.

Ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts. Légion d'honneur.....	5,746 ^f 30 ^c
---	------------------------------------

ÉTAT F.

État général, par ministères et par sections, des suppléments de crédits accordés pour les dépenses du budget extraordinaire de l'exercice 1866.

MINISTÈRES.	DÉSIGNATION DES SECTIONS.	MONTANT des crédits accordés	
		par section.	par ministère.
Intérieur.	3 ^e section. (2 ^e partie.) — Service télégraphique.	100,000 ^f 00 ^c	260,000 ^f 00 ^c
	6 ^e section. (2 ^e partie.) — Subventions et secours.	160,000 00	
	A reporter.....		260,000 00

MINISTÈRES. 1865.	DESIGNATION DES SECTIONS.	MONTANT des crédits accordés	
		par section.	par ministère.
	Report.....		260,000' 00'
Dépenses du ministère de la guerre.	1 ^{re} section. (2 ^e partie.) — Administration cen- trale. — Dépôt de la guerre.... 12,500'		
	2 ^e section. (2 ^e partie.) — États-ma- jors. — Gendarmerie..... 1,127,000		
	3 ^e section. (2 ^e partie.) — Solde et entretien des troupes..... 28,759,304		
	4 ^e section. (2 ^e partie.) — Matériel de l'artillerie et du génie..... 425,000	30,538,804' 00'	
	5 ^e section. (2 ^e partie.) — Ecoles mi- litaires, invalides de la guerre. — Traitements temporaires et se- cours. — Dépenses secrètes.... 215,000		43,830,993 33
Dépenses du gouverne- ment général de l'Algérie.	2 ^e section. (2 ^e partie.) — Administra- tion générale. — Indemnités aux victimes de l'in- surrection en Algérie et secours aux indigènes..... 792,189' 33'		
	4 ^e section. (3 ^e partie.) — Travaux publics..... 13,500,000 00	13,292,189 33	
Marine et colonies.	2 ^e section. (2 ^e partie.) — États-majors. — Équi- pages. — Troupes. — Services spéciaux en Co- chinchine. — Corps entretenus. — Hôpitaux et vivres..... 12,905,201 00		
	3 ^e section. (2 ^e partie.) — Salaires d'ouvriers. — Approvisionnements généraux. — Travaux hy- drauliques. — Poudres..... 5,300,000 00		20,760,201 00
	4 ^e section. (2 ^e partie.) — Frais de voyages. — Dépenses diverses..... 2,070,000 00		
	5 ^e section. (2 ^e partie.) — Service colonial..... 475,000 00		
	4 ^e section. (2 ^e partie.) — Instruction secondaire. 5 ^e section. (3 ^e partie.) — Instruction primaire..... 165,000 00		225,000 00
Instruction publique. Agriculture, commerce et travaux publics.	6 ^e section. — Travaux extraordinaires des routes et ponts, canaux, rivières, etc..... 10,122,000 00		11,802,000 00
	7 ^e section. — Chemins de fer..... 1,680,000 00		
Maison de l'Empereur et beaux-arts.	4 ^e section. — Travaux extraordinaires..... 200,000 00		200,000 00
	TOTAL de l'état F.....		77,068,194 33

L'ÉTAT G.

Tableau des voies et moyens supplémentaires du budget extraordinaire
de l'exercice 1866.

Écarts de recette disponible de 1865.....	12,224,000' 00'
Intérêts à payer par le Mexique sur le montant de sa dette envers la France....	7,500,000 00
Terrains des fortifications du Havre inventus en 1865.....	3,500,000 00
Contributions extraordinaires de guerre frappées dans la Kabylie orientale.....	822,318 06
Virement à faire par la société générale algérienne.....	12,500,000 00
	36,546,318 06
A DÉDUIRE :	
Indemnité du Mexique.....	25,000,000 00
TOTAL de l'état G.....	11,546,318 06

ÉTAT H. *Tableau des crédits supplémentaires accordés en augmentation des restes à payer des exercices clos.*

MINISTÈRES.	MONTANT des crédits accordés.
Ministère de la justice et des cultes. — Service de la justice.....	43 ¹ 56 ²
Ministère des affaires étrangères.....	145,558 90
Ministère de l'intérieur.....	82,012 40
Ministère des finances.....	9,409 32
Ministère de la guerre { Dépenses du ministère de la guerre..... 169,334 ¹ 99 ²	170,104 54
et gouvernement général de l'Algérie. { Dépenses du gouvernement général de l'Algérie..... 769 55	
Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	13,375 30
Ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts.....	1,109 50
TOTAL de l'état H.....	421,613 52

Vu pour être annexé au projet de loi adopté par le Corps législatif dans sa séance du 12 juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé LAFOND DE SAINT-MÉR, SÉVERIN ABBATECCI, ALFRED DARIMON,
comte W. DE LA VALETTE.

Vu pour être annexé à la loi qui ouvre des crédits supplémentaires sur l'exercice 1866.

Le Sénateur Secrétaire du Sénat,

Signé FERDINAND BARROT.

Vu pour être annexé à la loi du 18 juillet 1866.

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.



Certifié conforme :

Paris, le 25^e Juillet 1866,

*Le Maréchal de France, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Maison de l'Empereur et
des Beaux-Arts, chargé de l'intérim du Ministère
de la Justice et des Cultes,*

VAILLANT.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1410.

N° 14,460. — *LOI relative à la Convention monétaire conclue, le 23 décembre 1865, entre la France, la Belgique, l'Italie et la Suisse.*

Du 14 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ ET SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. A partir de la promulgation de la présente loi, les pièces d'argent de deux francs et de un franc, ainsi que les pièces de cinquante centimes et de vingt centimes, frappées en vertu de la loi du 25 mai 1864, seront fabriquées dans les conditions de poids, de titre, de tolérance et de diamètre déterminées au tableau ci-dessous :

NATURE DES PIÈCES.	POIDS.			TITRE.		DIAMÈTRE.	
	Poids droit.	Tolérance de poids tant en dehors qu'en dedans.		Titre droit.	Tolérance du titre tant en dehors qu'en dedans.		
		grammes.	millièmes.		millièmes.		millièmes.
fr. c.							
Argent.....	2 00	10 00	5	835	3	27	
	1 00	5 00				23	
	0 50	2 50	7			18	
	0 20	1 00	10			16	

Ces pièces devront être refondues lorsqu'elles seront réduites par le frot de cinq pour cent au-dessous des tolérances indiquées ci-dessus, ou lorsque leurs empreintes auront disparu.

Le tout conformément à la convention monétaire ci-annexée⁽¹⁾, signée à Paris, le 23 décembre 1865, entre les commissaires plé-

⁽¹⁾ Voir ci-après, n° 14,461.

nipotentialaires de la France, de la Belgique, de l'Italie et de la Suisse.

2. Les nouvelles pièces de deux francs et de un franc porteront sur la face la tête laurée de *Napoléon III*, et, au revers, l'écusson impérial, avec l'énonciation de leur valeur et de l'année de fabrication.

3. Les pièces de deux francs et de un franc aujourd'hui en circulation, ainsi que les pièces de cinquante centimes et de vingt centimes fabriquées dans des conditions différentes de celles qui sont indiquées en l'article 1^{er} de la présente loi, seront retirées de la circulation avant le 1^{er} janvier 1869.

4. L'émission des nouvelles pièces d'argent, au titre de huit cent trente-cinq millièmes, ne pourra dépasser la somme de deux cent trente-neuf millions de francs, y compris les pièces de cinquante centimes et de vingt centimes déjà frappées en vertu de la loi du 25 mai 1864, ou qui pourront être frappées par la suite.

5. Les nouvelles pièces d'argent, fabriquées en vertu de la présente loi et en vertu de la loi du 25 mai 1864, n'auront cours légal entre les particuliers que comme monnaies d'appoint, et seulement jusqu'à concurrence de cinquante francs pour chaque paiement. Elles seront reçues dans les caisses publiques sans limitation de quantité.

6. Le droit de fabrication et d'émission des pièces de deux francs et de un franc sera réservé à l'État.

7. Une somme de trois millions est affectée aux dépenses que nécessiteront le retrait et la démonétisation des anciennes monnaies ainsi que la fabrication des nouvelles espèces.

Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1866, et à valoir sur l'allocation déterminée au paragraphe précédent, un crédit spécial de cinq cent mille francs (500,000^f). Il y sera pourvu au moyen d'une ressource d'égale somme à verser au budget dudit exercice, comme produit de la refonte d'anciennes pièces démonétisées.

8. Il sera rendu compte, chaque année, par le ministre des finances, des résultats du retrait des anciennes pièces et de la fabrication des pièces nouvelles.

9. Il n'est pas dérogé aux dispositions de la loi du 7 germinal an XI, en ce qui concerne la définition du franc considéré comme base du système monétaire de France.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 Juin 1866.

Le Président,

Signé A. WALEWSKI.

Les Secrétaires,

Signé H. BUSSON-BILLAULT, SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON
LAFOND DE SAINT-MÛR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à l'exécution d'une convention monétaire passée entre la France, la Belgique, l'Italie et la Suisse.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1866.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé FERDINAND BARROT, comte BOULAY (de la Meurthe),
général baron CHARON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé FERDINAND BARROT.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*La Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 14,461. — DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de la Convention monétaire conclue, le 23 décembre 1865, entre la France, la Belgique, l'Italie et la Suisse.

Du 20 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Convention monétaire ayant été conclue, le 23 décembre 1865, entre la France, la Belgique, l'Italie et la Suisse, et les ratifi-

cations de cet Acte ayant été échangées à Paris, le 19 juillet 1866, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution, à partir du 1^{er} août 1866.

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté le Roi d'Italie et la Confédération Suisse, également animés du désir d'établir une plus complète harmonie entre leurs législations monétaires, de remédier aux inconvénients qui résultent, pour les communications et les transactions entre les habitants de leurs États respectifs, de la diversité du titre de leurs monnaies d'appoint en argent, et de contribuer, en formant entre eux une Union monétaire, aux progrès de l'uniformité des poids, mesures et monnaies, ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs commissaires plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, *M. Marie-Louis-Pierre-Félix Esquirou de Parieu*, vice-président du Conseil d'État, grand officier de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc.;

Et *M. Théophile-Jules Pelouze*, président de la commission des monnaies, commandeur de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc.;

Sa Majesté le Roi des Belges, *M. Frédéric Fortamps*, membre du Sénat, directeur de la banque de Belgique, chevalier de son ordre de Léopold, chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc.;

Et *M. A. Kreglinger*, commissaire du Gouvernement près la banque nationale, chevalier de son ordre de Léopold, etc. etc. etc.;

Sa Majesté le Roi d'Italie, *M. Isaac Artom*, conseiller de sa légation à Paris, commandeur de son ordre des Saints Maurice et Lazare et de l'ordre de Léopold de Belgique, officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc.;

Et *M. Valentin Pratolongo*, directeur, chef de division au ministère de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, officier de son ordre des Saints Maurice et Lazare, etc. etc. etc.;

La Confédération Suisse, *M. Kern*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de ladite Confédération près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Et *M. Feer-Herzog*, membre du conseil national suisse;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. La France, la Belgique, l'Italie et la Suisse sont constituées à l'état d'Union pour ce qui regarde le poids, le titre, le module et le cours de leurs espèces monnayées d'or et d'argent.

Il n'est rien innové, quant à présent, dans la législation relative à la monnaie de billon, pour chacun des quatre États.

2. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne fabriquer ou laisser fabriquer, à leur empreinte, aucune monnaie d'or dans d'autres types que ceux des pièces de cent francs, de cinquante francs, de vingt francs, de dix francs et de cinq francs, déterminés, quant au poids, au titre, à la tolérance et au diamètre, ainsi qu'il suit :

NATURE DES PIÈCES.	POIDS.		TITRE.		DIAMÈTRE.
	Poids droit.	Tolérance de poids tant en dehors qu'en dedans.	Titre droit.	Tolérance du titre tant en dehors qu'en dedans.	
	francs.	grammes.	millièmes.	millièmes.	millimètres.
Or.....	100	32.258 06	900	2	35
	50	16.129 03			28
	20	6.451 61			21
	10	3.225 80			19
	5	1.612 90			17

Elles admettront sans distinction dans leurs caisses publiques les pièces d'or fabriquées sous les conditions qui précèdent, dans l'un ou l'autre des quatre États, sous réserve, toutefois, d'exclure les pièces dont le poids aurait été réduit par le frai d'un demi pour cent au-dessous des tolérances indiquées ci-dessus, ou dont les empreintes auraient disparu.

3. Les Gouvernements contractants s'obligent à ne fabriquer ou laisser fabriquer de pièces d'argent de cinq francs que dans les poids, titre, tolérance et diamètre déterminés ci-après :

POIDS.		TITRE.		DIAMÈTRE.
Poids droit.	Tolérance de poids tant en dehors qu'en dedans.	Titre droit.	Tolérance du titre tant en dehors qu'en dedans.	
56 grammes.	3 millièmes.	900 millièmes.	2 millièmes.	37 millimètres.

Ils recevront réciproquement lesdites pièces dans leurs caisses publiques, sous la réserve d'exclure celles dont le poids aurait été réduit par le frai de un pour cent au-dessous de la tolérance indiquée plus haut, ou dont les empreintes auraient disparu.

4. Les Hautes Parties contractantes ne fabriqueront désormais de pièces d'argent de deux francs, de un franc, de cinquante centimes et de vingt centimes, que dans les conditions de poids, de titre, de tolérance et de diamètre déterminées ci-après :

NATURE DES PIÈCES.	POIDS.		TITRE.		DIAMÈTRE.
	Poids droit.	Tolérance de poids tant en dehors qu'en dedans.	Titre droit.	Tolérance de titre tant en dehors qu'en dedans.	
	fr. c.	grammes.	millièmes.	millièmes.	millimètres.
Argent.....	2 00	10 00	5		27
	1 00	5 00			23
	0 50	2 50	7	835	18
	0 20	1 00	10	3	16

Ces pièces devront être refondues par les Gouvernements qui les auront émises, lorsqu'elles seront réduites par le frai de cinq pour cent au-dessous des tolérances indiquées ci-dessus, ou lorsque leurs empreintes auront disparu.

5. Les pièces d'argent de deux francs, de un franc, de cinquante centimes et de vingt centimes, fabriquées dans des conditions différentes de celles qui sont indiquées en l'article précédent, devront être retirées de la circulation avant le 1^{er} janvier 1869.

Ce délai est prorogé jusqu'au 1^{er} janvier 1878, pour les pièces de deux francs et de un franc émises en Suisse, en vertu de la loi du 31 janvier 1860.

6. Les pièces d'argent fabriquées dans les conditions de l'article 4 auront cours légal, entre les particuliers de l'État qui les a fabriquées, jusqu'à concurrence de cinquante francs pour chaque paiement.

L'État qui les a mises en circulation les recevra de ses nationaux sans limitation de quantité.

7. Les caisses publiques de chacun des quatre Pays accepteront les monnaies d'argent fabriquées par un ou plusieurs des autres États contractants, conformément à l'article 4, jusqu'à concurrence de cent francs pour chaque paiement fait auxdites caisses.

Les Gouvernements de Belgique, de France et d'Italie recevront dans les mêmes termes, jusqu'au 1^{er} janvier 1878, les pièces suisses de deux francs et de un franc émises en vertu de la loi du 31 janvier 1860, et qui sont assimilées sous tous les rapports, pendant la même période, aux pièces fabriquées dans les conditions de l'article 4.

Le tout sous les réserves indiquées en l'article 4, relativement au frai.

8. Chacun des Gouvernements contractants s'engage à reprendre des particuliers ou des caisses publiques des autres États les monnaies d'appoint en argent qu'il a émises et à les échanger contre une égale valeur de monnaie courante (pièces d'or ou pièces de cinq francs d'argent), à condition que la somme présentée à l'échange ne sera pas inférieure à cent francs. Cette obligation sera prolongée pendant deux années, à partir de l'expiration du présent Traité.

9. Les Hautes Parties contractantes ne pourront émettre des pièces d'argent de deux francs, de un franc, de cinquante centimes et de vingt centimes, frappées dans les conditions indiquées par l'article 4, que pour une valeur correspondant à six francs par habitant.

Ce chiffre, en tenant compte des derniers recensements effectués dans chaque État et de l'accroissement présumé de la population jusqu'à l'expiration du présent Traité, est fixé :

Pour la France, à.....	239,000,000'
Pour la Belgique, à.....	32,000,000
Pour l'Italie, à.....	141,000,000
Pour la Suisse, à.....	17,000,000

Sont imputées sur les sommes ci-dessus, que les Gouvernements ont le droit de frapper, les valeurs déjà émises :

Par la France, en vertu de la loi du 25 mai 1864, en pièces de cinquante centimes et de vingt centimes, pour environ seize millions ;

Par l'Italie, en vertu de la loi du 24 août 1862, en pièces de deux francs, un franc, cinquante centimes et vingt centimes, pour environ cent millions ;

Par la Suisse, en vertu de la loi du 31 janvier 1860, en pièces de deux francs et de un franc, pour dix millions cinq cent mille francs.

10. Le millésime de fabrication sera inscrit désormais sur les pièces d'or et d'argent frappées dans les quatre États.

11. Les Gouvernements contractants se communiqueront annuellement la quotité de leurs émissions de monnaies d'or et d'argent, l'état du retrait et de la refonte de leurs anciennes monnaies, toutes les dispositions et tous les documents administratifs relatifs aux monnaies.

Ils se donneront également avis de tous les faits qui intéressent la circulation réciproque de leurs espèces d'or et d'argent.

12. Le droit d'accession à la présente Convention est réservé à tout autre État qui en accepterait les obligations et qui adopterait le système monétaire de l'Union, en ce qui concerne les espèces d'or et d'argent.

13. L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente Convention est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de celles des Hautes Parties contractantes qui sont tenues d'en provoquer l'application, ce qu'elles s'obligent à faire dans le plus bref délai possible.

14. La présente Convention restera en vigueur jusqu'au 1^{er} janvier 1880. Si, un an avant ce terme, elle n'a pas été dénoncée, elle demeurera obligatoire de plein droit pendant une nouvelle période de quinze années, et ainsi de suite, de quinze ans en quinze ans, à défaut de dénonciation.

15. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de six mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les commissaires plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en quatre expéditions, à Paris, le 23 Décembre 1865.

(L. S.) Signé E. DE PARIEU.
(L. S.) Signé PELOUZE.
(L. S.) Signé FORTAMPS.
(L. S.) Signé A. KREGLINGER.
(L. S.) Signé ARTOM.
(L. S.) Signé PRATOLONGO.
(L. S.) Signé KERN.
(L. S.) Signé FREER-HERZOG.

ART. 2.

Notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 20 Juillet 1866.

Vu et scellé du sceau de l'État :

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé DROUTIN DE LHUY.



Certifié conforme :

Paris, le 27^e Juillet 1866,

*Le Maréchal de France, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Maison de l'Empereur et
des Beaux-Arts, chargé de l'intérim du Ministère
de la Justice et des Cultes,*

VAILLANT.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1411.

N° 14,462. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation du Traité de délimitation conclu, le 26 mai 1866, entre la France et l'Espagne.*

Du 14 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRETONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Un Traité de délimitation ayant été conclu, le 26 mai 1866, entre la France et l'Espagne, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées à Paris, le 12 juillet 1866, ledit Traité, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

TRAITÉ.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté la Reine des Espagnes, désirant fixer d'une manière définitive la frontière commune de leurs États, ainsi que les droits, usages et privilèges appartenant aux populations limitrophes des deux Pays, entre le département des Pyrénées-Orientales et la province de Gironne, depuis le val d'Andorre jusqu'à la Méditerranée, afin de compléter d'une mer à l'autre l'œuvre si heureusement commencée et poursuivie dans les Traités de Bayonne des 2 décembre 1856⁽¹⁾ et 14 avril 1862⁽²⁾, et pour consolider en même temps et à toujours l'ordre et les bonnes relations entre Français et Espagnols dans cette partie orientale des Pyrénées, de la même manière que sur le reste de la frontière, depuis l'embouchure de la Bidassoa jusqu'au val d'Andorre, ont jugé nécessaire d'insérer dans un troisième et dernier Traité spécial, faisant suite aux deux premiers précités, les stipulations qui leur ont paru les plus propres à atteindre ce but, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

⁽¹⁾ Bull. 534, n° 4858.

⁽²⁾ Bull. 1031, n° 10,302.

Sa Majesté l'Empereur des Français, le sieur *Camille-Antoine Collier*, général de division, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, chevalier grand-croix de l'ordre royal d'Isabelle la Catholique, chevalier de deuxième classe, avec plaque, de l'ordre de l'Aigle-Rouge de Prusse, etc. etc. etc. ;

Et le sieur *Georges comte Sérurier*, ministre plénipotentiaire, officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre royal de Charles III, avec plaque, de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, de l'ordre du Christ de Portugal, etc. etc. etc. ;

Et Sa Majesté la Reine des Espagnes, don *Francisco-Maria Maria*, marquis de la *Frontera*, chevalier grand-croix des ordres royaux de Charles III et d'Isabelle la Catholique, chevalier de l'ordre militaire de Saint-Jean de Jérusalem, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, sénateur du royaume, ministre plénipotentiaire, majordome de semaine de Sa Majesté, etc. etc. etc. ;

Et don *Manuel de Monteverde y Bethancourt*, maréchal de camp des armées nationales, chevalier grand croix des ordres royaux de Charles III, de Saint-Herménégilde et d'Isabelle la Catholique, deux fois chevalier de l'ordre militaire de Saint-Ferdinand, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, chambellan en exercice de Sa Majesté, membre titulaire de l'académie royale des sciences de Madrid, etc. etc. etc. ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme; après avoir recherché, expliqué et discuté tous les titres qui ont échappé à l'action destructive du temps, depuis l'origine séculaire des litiges à résoudre; après avoir recueilli le dire des intéressés et exploré les lieux; après s'être appliqués à établir et à concilier, avec toute l'équité possible, les droits et prétentions soutenus de part et d'autre, et prenant pour base l'article 42 corrigé du Traité des Pyrénées et la Convention de Llivia de 1660, qui en a été la conséquence, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. La frontière commune à l'Empire français et au Royaume d'Espagne, entre le département des Pyrénées-Orientales et la province de Girone, partant du pic den Balire, où continent la vallée d'Andorre, celle de Carol et la commune de Maranges, continuera de suivre le contre-fort qui ferme au sud le val de Carol, en passant par Puig-Pedros, font de Bovedo, Padro de la Tosa, Puig-Farinos, roc Colom, pic de la Tosa et roc del Talayadou.

2. Du roc del Talayadou, elle descendra par le ravin de Mollassos ou des Mollars jusqu'à la rencontre de la carretera Mitjana, dont elle suivra le tracé jusqu'à la hauteur de la ravine dite *Canal de la Graille*; elle descendra ce canal jusqu'à sa jonction avec le rec de Saint-Pierre, puis le rec de Saint-Pierre lui-même jusqu'au point où la limite cadastrale de la Tour de Carol l'abandonne, et, se conformant à cette limite, elle en suivra les contours jusqu'à la Croix de fer, borne commune à Guils, Saneja et la Tour.

3. De la Croix de fer, elle continuera jusqu'au rio Aravo ou de Carol, par les divers points qui marquent la limite incontestée existante entre Semeja, d'une part, la Tour et Enveigt, de l'autre.

4. Elle passera le rio Aravo et continuera par le tracé que Puycerda et Enveigt reconnaissent pour leur ligne divisoire, depuis ce rio jusqu'au canal de dérivation qui en conduit les eaux à Puycerda.

5. Elle franchira le canal et se dirigera, par la ligne de séparation actuelle des territoires de Puycerda et d'Ur, au pont de Llivia sur la Raour, où confinent les communes de Puycerda, d'Ur et de Bourg-Madame; cette dernière représentant celle qui figure sous le nom d'Uix dans la Convention de Llivia.

6. Du pont de Llivia, elle descendra le cours de la Raour, qui divise Puycerda et Bourg-Madame, jusqu'à son confluent avec la Sègre, conformément à ce qu'arrêtera la commission internationale d'ingénieurs, d'après les prescriptions de l'article 13 de l'Acte additionnel sous la date de ce jour et relatif à toute la frontière.

7. Elle traversera la Sègre et suivra au delà, entre Bourg-Madame et Aja, la limite adoptée, de part et d'autre, jusqu'au territoire de Palau.

8. De là, elle prendra, au lieu du tracé trop irrégulier de la première portion de la frontière entre Palau et Aja, la nouvelle démarcation convenue entre les intéressés et qui consiste en deux lignes droites se rencontrant vers le haut de la rive ou marge de las Colomins, puis elle restera conforme à la seconde portion de ladite frontière jusqu'au rio de la Vanera, où Aja cesse de confiner avec Palau.

9. Elle traversera la Vanera pour gagner l'embouchure du cours d'eau que les Espagnols appellent *Rio Envolante* ou *Barranco de Palau*, et les Français, *Ruisseau de Vilallevant*. Elle remontera ce cours d'eau entre Palau et Vilallevant jusqu'à une bifurcation d'où elle se rendra au coll. de Marcé.

10. Du coll. de Marcé, elle ira prendre le chemin de Puycerda, à Barcelone, qu'elle suivra sans le quitter jusqu'à la Croix de Mayans, avançant ainsi entre la Solane du Plan de Balados de la commune de Palau et la Solane du Sallégat appartenant à Puycerda.

11. De la Croix de Mayans, elle se dirigera par la crête qui aboutit au sommet nommé *Begaret de Mayans* ou *Cime de Coma Morera*, divisant les territoires de Palau et de Tosas.

12. De ce sommet, elle continuera par la crête entre la Cerdagne française et la vallée espagnole de Rivas, passant au Pla de Salinas et au Puigmal pour arriver jusqu'au pic d'Eyne, par lequel cette chaîne se rattache à la chaîne principale des Pyrénées.

13. Du pic d'Eyne, elle suivra la ligne de faite de cette chaîne principale jusqu'au coll. de Panissas, à deux exceptions près, d'abord entre le coll. de las Massanes et celui de Damproy, où elle descendra légèrement sur le versant méridional pour contourner le territoire de la commune française de Coustouges qui touche à la Mouga et au riu Mayou; en second lieu, entre le Ras de Monchet et le Castillo

de Cabrera, où elle empiètera un peu sur le versant septentrional pour laisser en Espagne l'ermitage de Salinas.

14. Du coll de Panissas, elle ira à la chapelle ruinée de Notre-Dame du même nom, où commence la zone militaire du fort français de Bellegarde, pour suivre après la démarcation de cette zone, en se conformant, comme on le fera dans l'Acte d'abornement, aux prescriptions du Traité du 12 novembre 1764 et aux bornes existantes, jusqu'à la Sierra de Puigmal, en un lieu que les Espagnols nomment *las Fontetas*, et situé sur la crête des Pyrénées.

15. De las Fontetas, la frontière continuera par la même crête, que les Français appellent *des Albères*, passant par la Tour de Carroig ou Quer-roig et finissant à la Covaforadada, sur le littoral de la Méditerranée, non loin du cap de Cervera, qui reste en France.

16. Le périmètre de l'enclave espagnole de Llivia en France, à partir du Pontarro de Chidosa, situé sur le chemin de Puycerda à Llivia, et en prenant vers le sud, passera successivement par la borne den Punyet, le pas dels Bous au Camporas, la sierra de Concellabre, celle de Sainte-Léocadie et celle de Picasola; puis, après quelques sinuosités contiguës aux territoires d'Err et de Ro, il arrivera à la font del Estany, suivra le chemin de Ro à Llivia et gagnera le Tossal del Tarrossel, monticule sur la rive gauche de la Sègre. Après avoir traversé cette rivière, la démarcation remontera les cours de l'Estaugé et de Palmanill jusqu'à une croix gravée sur une roche, continuera par le repère de la Ribera del Valls, par le Tossal de Ventola, le Prat del Rey, le ruisseau del Toudou et la Carrerade du Toudou à Angoustrine, pour arriver à un point de la Serre d'Angoustrine que l'on désignera dans l'Acte d'abornement. De ce point, elle ira par la Croix de l'Oratori, les Esquères, la Coma et le Toudou de Flory, le Tossal de Perelagre, et fermera le circuit au Pontarro de Chidosa. Les limites actuelles serviront de guide dans cette démarcation, en tant qu'elles ne seront pas contraires à ce qui vient d'être spécifié.

17. Afin de prévenir toute incertitude et toute contestation entre les particuliers comme entre les services publics des deux Pays, au sujet de la limite internationale succinctement indiquée dans les articles précédents, on procédera le plus tôt possible à sa démarcation, au moyen de repères durables et convenablement placés. L'opération sera effectuée par des officiers français et espagnols, en présence de délégués des communes intéressées propres à servir d'indicateurs, mais n'ayant mission que de prendre connaissance de l'abornement qui sera fait entre leurs territoires respectifs et de le constater. Il sera dressé un Acte général d'abornement dont toutes les dispositions auront la même force et valeur que si elles étaient partie essentielle du présent Traité.

18. Les habitants de Guils auront le passage libre avec leurs troupeaux et leurs effets, où et quand ils voudront, entre Puig-Farinos, roc Colom et pic de la Tosa, pour communiquer avec les terrains que la commune possède près de la font Bovedo.

19. Les troupeaux de Guils et de la Tour de Carol jouiront en commun des tous les pâturages naturels existants aujourd'hui dans le terrain circonscrit par la ligne qui, partant du point où la frontière internationale abandonne le rec de Saint-Pierre, un peu au-dessus du hameau de ce nom, suit cette frontière jusqu'au rec de Llinas, remonte ce rec jusqu'au coll de la Saumera, où elle prend la carretera Mitjana jusqu'au riu Tartarès, dont elle suit le lit à contre-courant, pour gagner la crête d'une légère ondulation aboutissant au Talayadou, d'où elle va au roc de l'Aigle, et par la lisière méridionale de la forêt de la Tour jusqu'à la carretera Mitjana, par laquelle elle revient au point où cette ancienne voie traverse le riu Tartarès; puis elle descend ce riu et le rec de Saint-Pierre, qui en est une dérivation, jusqu'au point d'où elle est partie. Bien entendu que, dans tout ce terrain de compascuité, les Français et les Espagnols ne pourront à l'avenir ni cultiver, ni planter, ni bâtir, ni changer en rien la nature ou la destination du sol.

Pour légitimer cet état actuel de choses, qui diffère de l'ancien, et mettre au néant toute prétention contraire, le Gouvernement français payera à Guils, dans le cours de la première année, à partir de la mise à exécution du présent Traité, une indemnité en argent égale à la moitié de la valeur de tous les pâturages naturels compris dans l'espace circonscrit par la ligne qui vient d'être décrite entre le point de départ du rec de Saint-Pierre et le Talayadou, en passant par le coll de la Saumera, et celle qui va du Talayadou au pic de la Tosa, pour revenir par la crête au roc de l'Aigle et continuer par la même crête, que les Espagnols appellent *Sierra de la Baga*, et les Français *lo cim del Bosch*, jusqu'à la roche ou pic de Castillo, et ensuite par le faite de la Serre de la Tour jusqu'à l'endroit le plus rapproché du point de départ au rec de Saint-Pierre, où la nouvelle ligne vient fermer le périmètre. Il faut cependant retrancher de ce terrain deux quartiers où les anciens usages n'ont pas changé, l'un compris entre la carretera Mitjana, le Tartarès et le riu Tort, et l'autre circonscrit par le ravin des Mollars, le Talayadou, le roc de l'Aigle, la lisière méridionale de la forêt de la Tour et la carretera Mitjana.

L'évaluation de l'indemnité sera faite par des experts nommés par les deux Gouvernements.

20. Le canal conduisant les eaux de l'Aravo à Puycerda, et situé presque entièrement en France, continuera d'appartenir avec ses rives, telles que les a modifiées le passage de la route impériale allant en Espagne, et avec le caractère de propriété privée, à la ville de Puycerda, comme avant le partage de la Cerdagne entre les deux Couronnes.

Les relations entre le propriétaire et ceux qui ont le droit d'arroser seront fixées par la commission internationale d'ingénieurs qui sera nommée pour le règlement de tout ce qui se rapporte à l'usage des eaux, conformément à l'Acte additionnel concernant les dispositions applicables à toute la frontière et portant la même date que le présent Traité.

21. Conformément à la Convention du 12 novembre 1660, sera maintenu en franchise de tous droits l'usage libre des chemins à travers l'enclave de Llivia et le territoire de Paycorda, en faveur des Français qui se rendront d'un village à l'autre de la Cerdagne française, tant pour l'exploitation de leurs terres que pour les opérations de commerce et tous les autres usages de la vie. La même liberté et la même franchise sont également conservées aux Espagnols à travers le territoire français entre Llivia et Paycorda, par le chemin direct qui unit ces deux villes en traversant la Raura par le pont de Llivia, qui appartient moitié à la France, moitié à l'Espagne.

Le service des douanes devra être établi, de part et d'autre, de façon à ne pas gêner la jouissance de ces franchises.

Cette liberté de circulation n'altère du reste en rien la souveraineté territoriale au sujet de ces chemins; les auteurs étrangers de crimes, délits ou contraventions qui pourraient y être commis seraient donc justiciables des tribunaux et autorités du Pays auquel appartiennent lesdits chemins.

22. D'accord avec la même Convention, est aussi maintenue l'obligation qu'elle impose à l'Espagne de n'élever de fortifications militaires en aucun temps, ni à Llivia, ni en un lieu quelconque de l'enclave.

23. En vertu de la Transaction de 1754, les troupeaux de Llivia ont le passage libre à travers le territoire d'Angoustrine pour aller au pâturage de Carit et en revenir.

Pour gagner le chemin de la Creuheta ou Costa de Nambet, qui conduit à ce pâturage, lesdits troupeaux vont, les années paires, à partir de la Carrerade où confine le Toudou de Saseja, par les lieux appelés Toudou, Niruol et Busenisme, le long du bord extérieur de la Costa d'Angoustrine, et les années impaires, ils vont par l'autre partie du Toudou, montent successivement par les endroits dits l'Homme-Mort et Coma den Margall, et tournent ensuite à gauche vers la Serre d'Angoustrine, au-dessous de l'endroit dit la Cadina del Capella, pour gagner le chemin de la Creuheta.

Afin que les troupeaux de Llivia aient un passage libre par lesdits endroits, les habitants d'Angoustrine sont tenus de les laisser alternativement en guéret une année sur deux, et en concordance avec le passage desdits troupeaux.

Toutefois, comme cette servitude de laisser des champs en guéret ou de les exposer à être foulés par le pied des troupeaux est onéreuse pour Angoustrine sans être indispensable à la satisfaction du besoin de Llivia, elle sera abolie aussitôt qu'Angoustrine offrira à Llivia un chemin permanent qui, au dire d'experts respectifs, pourra remplacer sans inconvénient les deux passages actuels.

Une fois le chemin permanent reçu par les experts et mis en usage, les têtes de bétail de Llivia qui, durant les cinq premières années, s'en éloignaient et entraient dans les champs cultivés d'Angoustrine, pourraient en être expulsées sans encourir la saisie ou l'amende, à moins que les pasteurs ne les y aient poussées volontai-

rement, car, dans ce dernier cas, elles subiraient la peine de leur infraction. Le terme de cinq ans expiré, les troupeaux de Llivia seront soumis au règlement général des saisies auquel se rapporte l'article 30 du présent Traité.

Jusqu'à l'ouverture du chemin permanent, l'alcade de Llivia avisera le maire d'Angoustrine au moins huit jours avant le départ des troupeaux pour Carlit, de l'époque précise du passage, afin que les mesures de précaution qui seraient jugées utiles puissent être prises en temps opportun. Le jour du passage arrivé, on ne pourra s'opposer d'aucune manière à ce que les troupeaux de Llivia traversent les endroits désignés par lesquels ils doivent se rendre à Carlit, quel que soit l'état de culture des champs qui auraient dû être laissés en guéret.

24. Les habitants de Llivia auront le passage par le chemin de la Mola qui aboutit à l'étang de Pradeilles, pour l'exploitation, dans leur propriété du Bac de Bolquère, du bois qui peut être porté au moyen de bêtes de somme; mais comme ce chemin n'est pas propre au transport du bois de forte dimension, Llivia conservera, à cet effet, l'usage du chemin dit *du coll Pam*, lequel passe, à Estayar, à Égat et à travers la forêt domaniale de la Calme pour arriver audit Bac de Bolquère.

Dans le cas où, pour des motifs quelconques, l'administration française aurait besoin d'intercepter ce chemin, elle se concerterait avec l'administration espagnole pour fournir à Llivia un passage convenable.

25. Llivia est autorisé à réparer et améliorer à ses frais les mauvais passages des chemins de la Creuheta et de la Mola, à la condition de ne porter aucun préjudice à autrui.

26. Est maintenue la compascuité existante aujourd'hui entre Angoustrine et Llivia, dans les pâturages communaux du terrain circonscrit par la limite qui divise les deux juridictions et par la ligne qui part du Prat del Rey, passe à la Cadira del Capella, aux Escouvils et suit la crête de la Serre d'Angoustrine jusqu'à sa rencontre avec le territoire de Llivia.

27. Auront droit d'arrosage avec les eaux du canal d'Angoustrine, tant les habitants de la commune de ce nom que ceux de Llivia. Les Français les prendront chaque semaine, à partir du dimanche au lever du soleil jusqu'au mercredi au coucher du soleil, et les Espagnols depuis ce moment jusqu'au dimanche suivant au lever du soleil. L'établissement des règles pour le régime de ces arrosages et pour la police du canal sera confié à la commission internationale d'ingénieurs qui sera nommée pour régulariser l'usage des eaux sur la frontière.

28. La situation exceptionnelle de Llivia, dont le territoire est enclavé en France, et surtout les sinuosités et le caractère abrupte des Pyrénées obligeant les frontaliers français et espagnols à emprunter le territoire voisin dans diverses localités pour aller d'un point à un autre de leur propre Pays, les uns et les autres continueront de jouir

de la franchise nécessaire à leur libre circulation dans ces passages, mais à la condition expresse qu'on ne quittera pas le chemin et qu'il sera formellement interdit au service des agents étrangers de la force publique.

Ces passages sont :

1° Le chemin suivi par les Français et les Espagnols qui vont en pèlerinage en Espagne à la chapelle de Notre-Dame de Nuria, passant par Err et le coll de Fenestrelles;

2° Pour Français et Espagnols, le sentier qui, du puig ou roc Colom, point commun aux trois territoires de Mantet, Prats-de-Mollo et Set Cases, va au Pla de la Mouga en suivant les sinuosités de la crête et en passant alternativement d'un Pays dans l'autre;

3° Pour les Espagnols, le passage qui va de la Mouga de Dal à Coustonges et qui descend au riu Mayou;

4° Pour les Français, et en particulier les habitants de Saint-Laurent, de Cerdans et de Coustonges, la traversée de la portion de territoire espagnol qui s'avance en France entre le coll de Falcon et le puig de Mouchet;

5° Le chemin que les Espagnols suivent en France entre l'ermilage de Salinas et le coll de Lli ou Dalli, en contournant par le nord le Serrat de l'aitg;

6° Le passage que fréquentent les Français en Espagne entre les colls de Priorat et de Panissas;

7° La portion de grande route de la Jonquièrre à Perpignan, depuis le pont frontière jusqu'à sa jonction en France avec le chemin qui se dirige à l'est par le versant de la Serre du Perthus, passant alternativement d'un État dans l'autre;

8° Le chemin dont il vient d'être parlé, depuis la grande route jusqu'au coll de Forcat, par lequel il se dirige sur la chapelle de Recasens en Espagne.

29. Les conventions écrites ou verbales existantes aujourd'hui entre les frontaliers des deux Pays, et qui ne sont pas contraires au présent Traité, conserveront leur force et valeur jusqu'à l'expiration du terme assigné à leur durée.

En dehors des stipulations de ces contrats et du présent Acte, nul ne pourra, à aucun titre, réclamer du Pays voisin quelque droit ou usage que ce soit, quand même il ne serait contraire ni à ces contrats ni à cet Acte.

Toutefois, les frontaliers gardent la faculté qu'ils ont toujours eue de faire entre eux les contrats de pâturage ou autres qu'ils jugeront utiles à leurs intérêts et à leurs rapports de bon voisinage; mais, à l'avenir, il sera indispensable d'obtenir l'approbation du préfet et du gouverneur civil pour la validité de ces contrats, dont la durée ne pourra pas excéder cinq ans.

30. Le règlement pour la saisie des bestiaux, annexé aux Traités de Bayonne des 2 décembre 1856 et 14 avril 1862, sera applicable à toute la frontière délimitée dans les articles antérieurs de 1 à 16

inclusivement, et figurera, en conséquence, comme annexe à la suite de l'Acte général d'abornement prescrit à l'article 17 ci-dessus.

31. Sont annulés de fait et de droit, en tout ce qui est contraire aux stipulations contenues dans les articles précédents, les donations, aveux, conventions, sentences arbitrales et contrats quelconques relatifs, soit au tracé de la frontière depuis le val d'Andorre jusqu'à la Méditerranée et à celui de l'enclave de Llivia, soit à la situation légale, aux jouissances et aux servitudes des territoires limitrophes.

32. L'exécution du présent décret commencera quinze jours après la promulgation de l'Acte général d'abornement prescrit à l'article 17.

33 et dernier. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris, aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition, à Bayonne, le vingt-sixième jour du mois de mai de l'an de grâce 1866.

(L. S.) Signé G^e CALLIER.

(L. S.) Signé C^e SÉAURIER.

(L. S.) Signé El Marques DE LA FRONTERA.

(L. S.) Signé M^e MONTEVERDE.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 14 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du sceau de l'État :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé DROUYN DE LHOYS.

Signé J. BAROCH.

N° 14,463. — DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de l'Acte additionnel aux Traités de délimitation conclus, les 2 décembre 1856, 14 avril 1862 et 26 mai 1866, entre la France et l'Espagne.

Du 14 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Un Acte additionnel aux Traités de délimitation des 2 décembre 1856, 14 avril 1862 et 26 mai 1866 ayant été signé à Bayonne, le 26 mai 1866, entre la France et l'Espagne, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées à Paris, le 12 juillet 1866, ledit Acte additionnel, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

ACTE ADDITIONNEL.

Les soussignés, Plénipotentiaires de France et d'Espagne pour la délimitation internationale des Pyrénées, dûment autorisés par leurs Souverains respectifs, à l'effet de réunir dans un seul Acte les dispositions applicables sur toute la frontière dans l'un et l'autre Pays, et relatives à la conservation de l'abornement, aux troupeaux et pâturages, aux propriétés coupées par la frontière et à la jouissance des eaux d'un usage commun, dispositions qui, à cause de leur caractère de généralité, réclament une place spéciale qu'elles ne pouvaient trouver dans les Traités de Bayonne des 2 décembre 1856 et 14 avril 1862, non plus que dans celui sous la date de ce jour, sont convenus des articles suivants :

Conservation de l'abornement international.

ART. 1^{er}. Tous les ans, au mois d'août, les autorités supérieures administratives des départements et provinces limitrophes se mettront d'accord pour ordonner aux municipalités intéressées de nommer des délégués qui devront, dans chaque commune et de concert avec ceux du territoire contigu de l'autre Pays, faire sans délai une reconnaissance complète de l'abornement de leur frontière et en adresser, de part et d'autre, le rapport officiel auxdites autorités supérieures pour l'effet que de droit.

2. Sans préjudice des prescriptions de l'article précédent, et dans le but d'assurer la conservation des repères tout le long de la délimitation internationale plus efficacement que jusqu'à ce jour, les préfets et les gouverneurs civils s'entendront, chacun dans son département ou sa province, avec les chefs des divers services de l'administration publique, pour qu'ils ordonnent à leurs agents employés à la frontière de veiller, de bonne intelligence avec les préposés municipaux qui en seront expressément et plus spécialement chargés, à ce qu'aucun dommage ne soit porté auxdits repères, de constater ceux qui auraient été commis, d'en rechercher les auteurs et de signaler enfin à l'autorité compétente tout ce qui se rapporte à cet objet.

3. Les préfets et les gouverneurs civils conviendront ensemble du rétablissement des repères détruits ou enlevés, les frais de l'opération devant être partagés également par les deux Gouvernements, sauf les vacations des ingénieurs, lesquelles seront acquittées respectivement dans chaque Pays, à moins qu'il n'ait été convenu qu'on ne

délèguerait qu'un seul ingénieur dont les vacations devront alors tomber à la charge des deux Pays. Si les auteurs du dommage venaient à être découverts, ils en seraient personnellement responsables.

Troupeaux et pâturages.

4. Dans l'intérêt réciproque de l'industrie pastorale des deux côtés de la frontière, les troupeaux de toute espèce qui passeront directement d'un Pays dans l'autre pour aller dans les pâturages dont ils ont le légitime usage ne seront soumis à aucun droit ni à aucune formalité fiscale ou autre quelconque. La même franchise est accordée aux troupeaux qui, en vertu d'un titre régulier, emprunteront un chemin ou un territoire du Pays voisin pour se rendre dans les pâturages dont ils ont la jouissance, soit dans ce Pays, soit dans le leur.

5. Les troupeaux qui, durant leur séjour autorisé dans des pacages étrangers, ou quand ils s'y rendent ou en reviennent, s'éloigneraient par quelque raison fortuite à moins de cinq cents mètres de ces pacages ou du trajet qu'ils doivent suivre, ne pourront pas être considérés comme de contrebande ni être soumis en conséquence à aucune des peines imposées dans ce cas par le fisc, pourvu que l'intention frauduleuse ne soit pas évidente. Toutefois, si par le fait de ces échappées accidentelles, il se produisait quelque dommage, la responsabilité en incomberait aux propriétaires des troupeaux.

6. Les communes limitrophes qui auront la jouissance exclusive et légitime des pâturages dans le Pays voisin pourront nommer à elles seules les gardes pour la surveillance de ces pâturages.

Quand la jouissance sera commune entre frontaliers respectifs, chaque municipalité intéressée pourra avoir ses propres gardes ou en nommer de concert avec les autres usagers.

Les gardes pourvus du titre qui les accrédite prêteront serment devant l'autorité compétente du Pays où s'exerce la jouissance, et ils lui adresseront les plaintes que de droit.

Propriétés coupées par la frontière.

7. Quoique la limite internationale partage diverses propriétés appartenant les unes à des Français, les autres à des Espagnols, et que chaque fraction de ces propriétés conserve la nationalité du Pays où elle se trouve, les propriétaires n'en auront pas moins le droit de cultiver en toute franchise les fractions situées dans l'État voisin, pouvant passer librement la frontière, soit à l'aller, soit au retour, avec tout ce qui concerne cette culture et avec les produits de la terre. Toutefois, les intéressés restent libres de ne pas user du bénéfice de la franchise accordée à l'entrée de ces produits dans leur Pays, les laissant alors soumis au droit commun du territoire où ils sont recueillis.

Dans le cas où le propriétaire serait établi sur la partie de son bien située dans l'autre État, il y pourra réunir et garder en toute liberté et franchise les produits de tout le bien, avec faculté de les introduire

ensuite dans son propre Pays sans être assujetti à aucun droit d'entrée ou de sortie.

Régime et jouissance des eaux d'un usage commun entre les deux Pays.

8. Toutes les eaux stagnantes et courantes, qu'elles soient du domaine public ou privé, sont soumises à la souveraineté du Pays où elles se trouvent, et, par suite, à sa législation, sauf les modifications convenues entre les deux Gouvernements.

Les eaux courantes changent de juridiction du moment où elles passent d'un Pays dans l'autre, et quand les cours d'eau servent de frontière, chaque État y exerce sa juridiction jusqu'au milieu du courant.

9. Pour les cours d'eau qui passent d'un Pays dans l'autre ou qui servent de frontière, chaque Gouvernement reconnaît, sauf à en faire, quand il y aura utilité, une vérification contradictoire, la légalité des irrigations, des usines et des jouissances pour usages domestiques existantes actuellement dans l'autre État, en vertu de concession, de titre, ou par prescription, sous la réserve qu'il n'y sera employé que l'eau nécessaire à la satisfaction des besoins réels, que les abus devront être supprimés, et que cette reconnaissance ne portera point atteinte aux droits respectifs des Gouvernements d'autoriser des travaux d'utilité publique à condition des indemnités légitimes.

10. Si, après avoir satisfait aux besoins réels des usages reconnus respectivement de part et d'autre comme réguliers, il reste à l'étiage des eaux disponibles au passage de la frontière, on les partagera d'avance entre les deux Pays, en proportion de l'étendue des fonds arrosables appartenant aux riverains respectifs immédiats, défalcation faite des terres déjà irriguées.

11. Lorsque, dans l'un des deux États, on se proposera de faire des travaux ou de nouvelles concessions susceptibles de changer le régime ou le volume d'un cours d'eau dont la partie inférieure ou opposée est à l'usage des riverains de l'autre Pays, il en sera donné préalablement avis à l'autorité administrative supérieure du département ou de la province de qui ces riverains dépendent, par l'autorité correspondante dans la juridiction de laquelle on se propose de tels projets, afin que, s'ils doivent porter atteinte aux droits des riverains de la souveraineté limitrophe, on puisse réclamer en temps utile à qui de droit et sauvegarder ainsi tous les intérêts qui pourraient se trouver engagés de part et d'autre; si les travaux et concessions doivent avoir lieu dans une commune contiguë à la frontière, les ingénieurs de l'autre Pays auront la faculté, sur avertissement régulier à eux donné en temps opportun, de concourir à la visite des lieux avec ceux qui en seront chargés.

12. Les fonds inférieurs sont assujettis à recevoir des fonds plus élevés du Pays voisin les eaux qui en découlent naturellement avec ce qu'elles charrient, sans que la main de l'homme y ait contribué. On n'y peut construire ni digue ni obstacle quelconque susceptible de porter préjudice aux riverains supérieurs, auxquels il est égale-

ment défendu de rien faire qui aggrave la servitude des fonds inférieurs.

13. Quand les cours d'eau servent de frontière, tout riverain pourra, sauf l'autorisation qui serait nécessaire d'après la législation de son Pays, faire sur sa rive des plantations, des travaux de réparation et de défense, pourvu qu'ils n'apportent au cours des eaux aucun changement préjudiciable aux voisins, et qu'ils n'empiètent pas sur le lit, c'est-à-dire sur le terrain que l'eau baigne dans les crues ordinaires.

Quant à la rivière de la Raour qui sert de frontière entre les territoires de Bourg-Madame et de Puycerda, et qui, par des circonstances particulières, n'a point de bords naturels bien déterminés, on procédera à la démarcation de la zone où il sera interdit de faire des plantations et des ouvrages, en prenant pour base ce qui a été convenu entre les deux Gouvernements en 1750 et renouvelé en 1820, mais avec la faculté d'y apporter des modifications, si on le peut, sans nuire au régime de la rivière ni aux terrains configus, afin que, lors de l'exécution du présent Acte additionnel, on cause le moins de préjudice possible aux riverains, en débarrassant le lit qui sera fixé des obstacles qu'ils y auraient élevés.

14. Si, par des éboulements de berges, par des objets charriés ou déposés, ou par d'autres causes naturelles, il peut résulter quelque altération ou embarras dans le cours de l'eau, au détriment des riverains de l'autre Pays, les individus lésés pourront recourir à la juridiction compétente pour obtenir que les réparations et déblaiements soient exécutés par qui il appartiendra.

15. Quand, en dehors des questions contentieuses du ressort exclusif des tribunaux ordinaires, il s'élèvera entre riverains de nationalité différente des difficultés ou des sujets de réclamation touchant l'usage des eaux, les intéressés s'adresseront, de part et d'autre, à leurs autorités respectives, afin qu'elles s'entendent entre elles pour résoudre le différend, si c'est de leur juridiction, et dans le cas d'incompétence ou de désaccord, comme dans celui où les intéressés n'accepteraient pas la solution prononcée, on aura recours à l'autorité administrative supérieure du département et de la province.

16. Les administrations supérieures des départements et provinces limitrophes se concerteront dans l'exercice de leur droit de réglementation des intérêts généraux et d'interprétation ou de modification de leurs règlements, toutes les fois que les intérêts respectifs seront engagés, et dans le cas où elles ne pourraient pas s'entendre, le différend sera soumis aux deux Gouvernements.

17. Les préfets et les gouverneurs civils des deux côtés de la frontière pourront, s'ils le jugent convenable, instituer de concert, avec l'approbation des Gouvernements, des syndicats électifs, mi-partie de riverains français et de riverains espagnols, pour veiller à l'exécution des règlements et pour déférer les contrevenants aux tribunaux compétents.

18. Une commission internationale d'ingénieurs constatera, ou

elle le jugera utile, sur la frontière du département des Pyrénées-Orientales avec la province de Gironne, et sur tous les points de la frontière où il y aura lieu, l'emploi actuel des eaux dans les communes frontalières respectives et autres, s'il est besoin, soit pour irrigation, soit pour usines, soit pour usages domestiques, afin de ~~n'accorder dans chaque cas que la quantité d'eau nécessaire, et de pouvoir supprimer les abus~~; elle déterminera pour chaque cours d'eau, à l'étiage et au passage de la frontière, le volume d'eau disponible et l'étendue des fonds arrosables appartenant aux riverains respectifs immédiats qui ne sont pas encore irrigués; elle procédera aux opérations concernant la Raour, indiquées à l'article 13; elle proposera les mesures et précautions propres à assurer, de part et d'autre, la bonne exécution des règlements et à prévenir, autant que possible, toute querelle entre riverains respectifs; elle examinera enfin, pour le cas où on établirait des syndicats mixtes, quelle serait l'étendue à donner à leurs attributions.

19. Aussitôt que le présent Acte aura été ratifié, on pourra nommer la commission d'ingénieurs dont il est parlé à l'article 18, pour qu'elle procède immédiatement à ses travaux, en commençant par la Raour et la Vapera, où c'est le plus urgent.

20. Les dispositions précédentes seront applicables à toute la frontière d'une mer à l'autre, aussi bien qu'à l'enclave de Llivia, et auront la même force et valeur que si elles étaient insérées textuellement dans les deux premiers Traités de Bayonne des 2 décembre 1856 et 14 avril 1862, et dans le troisième qui les complète sous la date de ce jour, restant abrogées toutes stipulations différentes ou ~~contraires des deux premiers Traités précités.~~

Rectification de l'article 15 du Traité de limites de 1862.

21. Le troisième paragraphe de l'article 15 du Traité de limites du 14 avril 1862 n'étant pas conforme à l'usage alors existant, lequel la commission mixte a entendu maintenir sans y rien changer, ledit paragraphe est déclaré nul et il est rectifié ainsi qu'il suit, pour avoir, dans sa nouvelle rédaction, la même force et valeur que s'il faisait partie intégrante dudit Traité :

« Les troupeaux de Barèges et de Broto pourront jouir en commun, tous les ans, des sept quartiers d'Ossoue jusqu'au 11 juin; mais, à partir de ce jour, les fermiers et sous-fermiers auront seuls le droit de pacager dans les quartiers qui leur seront dévolus. »

22. Le présent Acte sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris, aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition, à Bayonne, le vingt-sixième jour du mois de mai de l'an de grâce mil huit cent soixante-six.

(L. S.) Signé G^r CALLIER.

(L. S.) Signé C^r SÉRURIER.

(L. S.) Signé El Marques DE LA FRONTERA.

(L. S.) Signé M^r MONTEVERDE.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 14 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du sceau de l'État :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé J. BAROCHER.

Signé DROUIN DE LHUYS.

N° 14,464. — DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe le Salaire des Conservateurs des Hypothèques pour la transcription des Actes de mutation et des Procès-verbaux de Saisie immobilière.

Du 9 Juin 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les décrets des 21 septembre 1810⁽¹⁾ et 24 novembre 1855⁽²⁾, qui ont réglé les salaires attribués aux conservateurs des hypothèques ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} juillet 1866, le salaire alloué aux conservateurs des hypothèques, par les n° 7 et 11 du tableau annexé au décret du 21 septembre 1810 susvisé, est réduit à cinquante centimes par rôle contenant trente lignes à la page et dix-huit syllabes à la ligne.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Juin 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 317, n° 1933.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 341, n° 3145.

N° 14,465. — DÉCRET IMPÉRIAL qui règle, sous forme d'abonnement, pour cinq années, à partir de 1865, la Redevance proportionnelle de la Mine de houille d'Anzin (Nord).

Du 13 Juin 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances ;

Vu la demande présentée par la compagnie des mines d'Anzin, à l'effet d'obtenir pour la concession houillère de ce nom, département du Nord, un abonnement de cinq années à la redevance proportionnelle, à partir de 1865 ;

Les lettres de ladite compagnie et les notes y jointes ;

Le procès-verbal des délibérations du comité d'évaluation, du 21 octobre 1865 ;

Les rapports de l'ingénieur des mines, des 17 août et 21 novembre de la même année ;

La lettre du préfet, du 19 décembre ;

L'avis du conseil général des mines, du 6 avril 1866 ;

La lettre de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, en date du 23 avril 1866 ;

Vu l'article 35 de la loi du 21 avril 1810 et l'article 34 du décret du 6 mai 1811 ⁽¹⁾ ;

Vu le décret du 30 juin 1860 ⁽²⁾ ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La redevance proportionnelle de la mine de houille d'Anzin, département du Nord, est réglée, sous forme d'abonnement, pour les années 1865, 1866, 1867, 1868 et 1869, à trente mille quatre cent cinq francs trente-quatre centimes (30,405^f 34^c), en principal, par année.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Juin 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances

Signé ACHILLE FOULD.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 349, n° 6754.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 341, n° 7436.

N° 14,466. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui règle, sous forme d'abonnement, pour cinq années, à partir de 1865, la Redevance proportionnelle de la Mine de houille de Denain (Nord).*

Du 13 Juin 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances;

Vu la demande présentée par la compagnie des mines d'Anzin, à l'effet d'obtenir pour la concession houillère de Denain (Nord) un abonnement de cinq années à la redevance proportionnelle, à partir de 1865;

Les lettres de ladite compagnie et les notes y jointes;

Le procès-verbal des délibérations du comité d'évaluation, du 11 octobre 1865;

Les rapports de l'ingénieur des mines, des 17 août et 21 novembre de la même année;

La lettre du préfet, du 19 décembre;

L'avis du conseil général des mines, du 6 avril 1866;

La lettre de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, en date du 23 avril 1866;

Vu l'article 35 de la loi du 21 avril 1810 et l'article 34 du décret du 6 mai 1811⁽¹⁾;

Vu le décret du 30 juin 1860⁽²⁾;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La redevance proportionnelle de la mine de houille de Denain, département du Nord, est réglée, sous forme d'abonnement, pour les années 1865, 1866, 1867, 1868 et 1869, à onze mille six cent cinquante-quatre francs cinquante-sept centimes (11,654⁵⁷), en principal, par année.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Juin 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

⁽¹⁾ 14^{me} Mars, Bull. 565, n° 5764.

⁽²⁾ 11^{me} Août, Bull. 521, n° 7600.

N° 14,467. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui règle, sous forme d'abonnement, pour cinq années, à partir de 1865, la Redevance proportionnelle de la Mine de houille de Fresnes (Nord).

Du 13 Juin 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances;

Vu la demande présentée par la compagnie des mines d'Anzin, à l'effet d'obtenir pour la concession houillère de Fresnes (Nord) un abonnement de cinq années à la redevance proportionnelle, à partir de 1865;

Les lettres de ladite compagnie et les notes y jointes;

Le procès-verbal des délibérations du comité d'évaluation, du 11 octobre 1865;

Les rapports de l'ingénieur des mines, des 17 août et 21 novembre de la même année;

La lettre du préfet, du 19 décembre;

L'avis du conseil général des mines, du 6 avril 1866;

La lettre de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, en date du 23 avril 1866;

Vu l'article 35 de la loi du 21 avril 1810, et l'article 34 du décret du 6 mai 1811⁽¹⁾;

Vu le décret du 30 juin 1860⁽²⁾;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La redevance proportionnelle de la mine de houille de Fresnes, département du Nord, est réglée, sous forme d'abonnement, pour les années 1865, 1866, 1867, 1868 et 1869, à sept mille cent soixante-treize francs quarante-deux centimes (7,173^{fr} 42^c), en principal, par année.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Juin 1866.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé **ACHILLE FOULD**.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 389; n° 6764.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 821; n° 7886.

N° 14166. — DÉCRET IMPÉRIAL qui règle, sous forme d'abonnement, pour cinq années, à partir de 1865, la Redevance proportionnelle de la Mine de houille de Raismes (Nord).

Du 13 Juin 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances;

Vu la demande présentée par la compagnie des mines d'Anzin, à l'effet d'obtenir pour la concession houillère de Raismes (Nord) un abonnement de cinq années à la redevance proportionnelle, à partir de 1865;

Les lettres de ladite compagnie et les notes y jointes;

Le procès-verbal des délibérations du comité d'évaluation, du 11 octobre 1865;

Les rapports de l'ingénieur des mines, des 17 août et 21 novembre de la même année;

La lettre du préfet, du 19 décembre;

L'avis du conseil général des mines, du 6 avril 1866;

La lettre de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, en date du 23 avril 1866;

Vu l'article 35 de la loi du 21 avril 1810 et l'article 34 du décret du 6 mai 1811⁽¹⁾;

Vu le décret du 30 juin 1860⁽²⁾;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La redevance proportionnelle de la mine de houille de Raismes (Nord) est réglée, sous forme d'abonnement, pour les années 1865, 1866, 1867, 1868 et 1869, à vingt mille cent quatre-vingt-quatre francs vingt-neuf centimes (20,184²⁹), en principal, par année.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Juin 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

⁽¹⁾ IV^e série, Bull. 369, n° 6754.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 621, n° 7886.

N° 14.469. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui règle, sous forme d'abonnement, pour cinq années, à partir de 1865, la Redevance proportionnelle de la Mine de houille de Vieux-Condé (Nord).*

Du 13 Juin 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances;

Vu la demande présentée par la compagnie des mines d'Ansin, à l'effet d'obtenir pour la concession houillère à Vieux-Condé (Nord) un abonnement de cinq années à la redevance proportionnelle, à partir de 1865;

Les lettres de ladite compagnie et les notes y jointes;

Le procès-verbal des délibérations du comité d'évaluation, du 11 octobre 1865;

Les rapports de l'ingénieur des mines, des 17 août et 21 novembre de la même année;

La lettre du préfet, du 19 décembre;

L'avis du conseil général des mines, du 6 avril 1866;

La lettre de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, en date du 23 avril 1866;

Vu l'article 35 de la loi du 21 avril 1810 et l'article 34 du décret du 6 mai 1811⁽¹⁾;

Vu le décret du 30 juin 1860⁽²⁾;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La redevance proportionnelle de la mine de houille de Vieux-Condé, département du Nord, est réglée, sous forme d'abonnement, pour les années 1865, 1866, 1867, 1868 et 1869, à vingt-deux mille neuf cent soixante francs seize centimes (22,960^f 16^c), en principal, par année.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Juin 1866.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé **ACHILLE FOULD**.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 369, n° 6754.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 821, n° 7886.

N° 14490. — DÉCRET IMPÉRIAL portant réception de la Bulle qui commet M^r l'Archevêque de Myre pour conférer l'institution canonique à M. Cruice, en sa qualité de Chanoine du premier ordre au Chapitre impérial de Saint-Denis.

Du 30 Juin 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes ;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 18 germinal an x (8 avril 1802) ;

Vu notre décret du 17 juin 1857 ⁽¹⁾ qui autorise la réception du bref de Sa Sainteté le Pape Pie IX, portant institution canonique, sur notre proposition, du chapitre impérial de Saint-Denis ;

Vu notre décret du 18 décembre 1858 ⁽²⁾, concernant la réorganisation de ce chapitre ;

Vu la loi de finances du 8 juillet 1865 ;

Vu notre décret du 21 février 1866, qui nomme M. Cruice, évêque démissionnaire de Marseille, chanoine du premier ordre au chapitre impérial de Saint-Denis ;

Vu la bulle donnée à Rome, sur notre proposition, par Sa Sainteté le Pape Pie IX, le 16 des calendes de mai de l'Incarnation 1866 (16 avril), et qui commet M^r l'archevêque de Myre, nonce de Sa Sainteté près de Nous, pour conférer, au nom du saint-siège, l'institution canonique au nouveau chanoine nommé ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, le 16 des calendes de mai de l'année de l'Incarnation (16 avril) 1866, et commettant M^r l'archevêque de Myre, nonce de Sa Sainteté, pour conférer l'institution canonique à M. Cruice (*Patrice-François*), évêque démissionnaire de Marseille, en sa qualité de chanoine du premier ordre au chapitre impérial de Saint-Denis, est reçue et sera publiée dans l'Empire en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules et expressions qu'elle renferme et qui sont ou pourraient être contraires à la Constitution, aux lois de l'Empire, aux franchises, libertés et maximes de l'Eglise gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres de notre Conseil d'État, et mention de ladite transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du Conseil.

4. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au départe-

⁽¹⁾ Bull. 534, n° 4863.

⁽²⁾ Bull. 656, n° 6107.

espèces ou en valeurs publiques françaises à la caisse des dépôts et consignations, conformément à l'article 2 du décret susvisé du 12 mars 1859.

Le chiffre de ce cautionnement pourra être élevé ultérieurement, s'il y a lieu, la chambre et le tribunal de commerce et le permissionnaire entendus.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois et inséré au *Moniteur*.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 14,473. — DÉCRET IMPÉRIAL qui reconnaît, comme Communauté dirigée par une Supérieure locale, l'Association des Sœurs de Saint-Joseph, existant à Saint-Jean-la-Chalm (Haute-Loire).

Du 11 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'association religieuse des sœurs de Saint-Joseph, existant à Saint-Jean-la-Chalm (Haute-Loire), est reconnue comme communauté hospitalière et enseignante dirigée par une supérieure locale, à la charge de se conformer aux statuts approuvés par ordonnance royale du 1^{er} avril 1827⁽¹⁾ pour la communauté des sœurs de Saint-Joseph, au Puy (même département), et que cette association a déclaré adopter.

Cette autorisation est accordée sous la condition expresse : 1° que les sœurs de Saint-Joseph recevront gratuitement dans l'école libre qu'elles tiennent à Saint-Jean-la-Chalm les jeunes filles indigentes de la commune, d'après la liste dressée en exécution de l'article 45 de la loi du 15 mars 1850; 2° que l'enseignement donné à ces élèves

⁽¹⁾ VIII^e série, Bull. 153, n° 5523.

comprendra les matières obligatoires énumérées aux articles 23 et 48 de la loi précitée, et sera surveillé conformément aux dispositions de l'article 43, paragraphe 6, du décret du 29 juillet 1850⁽¹⁾.

2. La supérieure de la communauté des sœurs de Saint-Joseph, à Saint-Jean-la-Chalm, reconnue par l'article 1^{er} du présent décret, est autorisée à accepter, aux clauses et conditions imposées, le legs fait à cette communauté par le sieur *Étienne Roux*, suivant son testament public du 18 mars 1845, et consistant en une pièce de terre en nature de bois, située sur le territoire de la commune de Saint-Jean-la-Chalm, contenant soixante-trois ares soixante-quinze centiares et estimée six cents francs, à la charge de faire célébrer, pendant cinq ans, deux offices par an pour le repos de son âme.

3. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et de l'instruction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 14,474. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif aux Vacances du Conseil d'État pour l'année 1866.

Du 14 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vacances du Conseil d'État, pour l'année 1866, commenceront le 15 août prochain et finiront le 15 octobre.

2. Sont désignés pour délibérer pendant les vacations sur les affaires administratives soumises à l'examen du Conseil d'État et qui doivent, à raison de leur urgence, recevoir immédiatement une solution :

M. de Parieu, vice-président du Conseil d'État;

M. Duvergier, président de section.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 305, n° 2380.

espèces ou en valeurs publiques françaises à la caisse des dépôts et consignations, conformément à l'article 2 du décret susvisé du 12 mars 1859.

Le chiffre de ce cautionnement pourra être élevé ultérieurement, s'il y a lieu, la chambre et le tribunal de commerce et le permissionnaire entendus.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois et inséré au Moniteur.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 14,473. — DÉCRET IMPÉRIAL qui reconnaît, comme Communauté dirigée par une Supérieure locale, l'Association des Sœurs de Saint-Joseph, existant à Saint-Jean-la-Chalm (Haute-Loire).

Du 11 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'association religieuse des sœurs de Saint-Joseph, existant à Saint-Jean-la-Chalm (Haute-Loire), est reconnue comme communauté hospitalière et enseignante dirigée par une supérieure locale, à la charge de se conformer aux statuts approuvés par ordonnance royale du 1^{er} avril 1827⁽¹⁾ pour la communauté des sœurs de Saint-Joseph, au Puy (même département), et que cette association a déclaré adopter.

Cette autorisation est accordée sous la condition expresse : 1° que les sœurs de Saint-Joseph recevront gratuitement dans l'école libre qu'elles tiennent à Saint-Jean-la-Chalm les jeunes filles indigentes de la commune, d'après la liste dressée en exécution de l'article 45 de la loi du 15 mars 1850; 2° que l'enseignement donné à ces élèves

⁽¹⁾ VIII^e série, Bull. 153, n° 5523.

comprendra les matières obligatoires énumérées aux articles 23 et 48 de la loi précitée, et sera surveillé conformément aux dispositions de l'article 43, paragraphe 6, du décret du 29 juillet 1850⁽¹⁾.

2. La supérieure de la communauté des sœurs de Saint-Joseph, à Saint-Jean-la-Chalm, reconnue par l'article 1^{er} du présent décret, est autorisée à accepter, aux clauses et conditions imposées, le legs fait à cette communauté par le sieur *Étienne Roux*, suivant son testament public du 18 mars 1845, et consistant en une pièce de terre en nature de bois, située sur le territoire de la commune de Saint-Jean-la-Chalm, contenant soixante-trois ares soixante-quinze centiares et estimée six cents francs, à la charge de faire célébrer, pendant cinq ans, deux offices par an pour le repos de son âme.

3. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et de l'instruction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 14,474. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif aux Vacances du Conseil d'État pour l'année 1866.

Du 14 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vacances du Conseil d'État, pour l'année 1866, commenceront le 15 août prochain et finiront le 15 octobre.

2. Sont désignés pour délibérer pendant les vacations sur les affaires administratives soumises à l'examen du Conseil d'État et qui doivent, à raison de leur urgence, recevoir immédiatement une solution :

M. de Parieu, vice-président du Conseil d'État;

M. Duvergier, président de section.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 305, n° 2380.

CONSEILLERS D'ÉTAT.

MM.

Flandin,
Heurtier,
Vicomte de Cormenin,
Baron Quinette,
Comte de Chantérac,
Vicomte de Rougé,
Chassériau,

MM.

Boileau,
Eugène Marchand,
Comte Treilhard,
Bayle-Mouillard,
Pinard,
Général baron Ambert,
Goupil.

CONSEILLERS D'ÉTAT EN SERVICE ORDINAIRE HORS SECTIONS.

MM.

Darricau,
Alfred Blanche,
De Boureuille,
De Franqueville,
Gautier,
Herbet,
Dupuy de Lôme,
Barbier,
Vandal,

MM.

Général Blondel,
Lenormant,
Haudry de Janvry,
Guillemot,
Ozenne,
De Saint-Paul,
Charles Robert,
De Bosredon.

MAÎTRES DES REQUÊTES.

MM.

Du Berthier,
Portalès,
Baron de Bernon,
Leblanc,
Vicomte de Missiessy,

MM.

Fouquier,
Boïnviiliers,
Bordet,
Bauchart,
Hély d'Oissel.

AUDITEURS.

MM.

Vicomte de Luçay,
Arthur Kratz,
Ginoux de Fermon,
De Barthélemy,
Lecomte,
Roussigné,
Vicomte des Roys,
Vicomte de l'Aigle,

MM.

De Vuillefroy-Cassini,
Ramond,
Vaisse,
Compaignon de Marchéville,
Mayniel,
Rognat,
Brinquant.

3. En cas d'empêchement de l'un des vice-présidents du Conseil d'État, président de section, ou des conseillers ci-dessus désignés,

il pourra être remplacé par un des vice-présidents du Conseil d'État, présidents de section ou conseillers d'État présents à Paris.

4. Le conseiller d'État, secrétaire général du Conseil d'État, sera, en cas d'absence, suppléé par M. *Fouquier*, maître des requêtes.

5. Les délais fixés par l'ordonnance du 12 mars 1831, pour le jugement des conflits, seront suspendus depuis le 15 août prochain jusqu'au 15 octobre.

6. Un arrêté du ministre présidant le Conseil d'État réglera le service des vacations, tant dans les assemblées générales que dans les réunions des sections.

7. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 14,475. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la côte du bois de Bray, route départementale de la Somme n° 20, de Roye à Albert, suivant la direction générale indiquée en rouge sur un plan qui restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de l'entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 14 Avril 1866.*)

N° 14,476. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale de Lot-et-Garonne n° 3, de Sainte-Bazeille aux Landes, entre la borne kilométrique 6^k 422 et l'entrée du bourg de Cocumont, suivant la direction générale indiquée par un trait bleu sur un plan qui restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de l'entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont

pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 14 Avril 1866.*)

N° 14,477. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux d'élargissement et d'approfondissement du canal de Pomère, dans la commune de l'Ile-d'Elle (Vendée).

L'expropriation des terrains nécessaires à l'exécution desdits travaux sera poursuivie conformément aux dispositions de la loi du 3 mai 1841.

2° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 9 Mai 1866.*)



Certifié conforme :

Paris, le 28^e Juillet 1866,

*Le Maréchal de France, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Maison de l'Empereur et
des Beaux-Arts, chargé de l'intérim du Ministère
de la Justice et des Cultes,*

VAILLANT.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1412.

N° 14,478. — *DÉCRET IMPÉRIAL concernant les Correspondances expédiées de la France et de l'Algérie par la voie des Paquebots-poste français pour le Venezuela, etc.*

Du 14 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les lois des 14 floréal an x (4 mai 1802) et 17 juin 1857;

Vu nos décrets des 14 juin⁽¹⁾ et 28 octobre 1865⁽²⁾;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dispositions de notre décret susvisé du 28 octobre 1865, qui concernent les lettres, échantillons de marchandises et imprimés échangés entre les habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les habitants du Mexique, d'autre part, au moyen des paquebots-poste français, sont applicables aux objets de même espèce qui seront expédiés de la France et de l'Algérie, par la voie des paquebots-poste français, pour le Venezuela, et *vice versa*.

2. Les personnes qui voudront expédier par la voie des paquebots-poste français des lettres et des imprimés des ou pour les points de l'Amérique désignés dans le tarif d'autre part, devront payer d'avance le port de voie de mer de ces objets, conformément audit tarif :

⁽¹⁾ Bull. 1307, n° 13,426.

Bull. 1350, n° 13,808

POINT D'ORIGINE ou d'embarquement des correspondances.	POINT DE DESTINATION ou de d'embarquement des correspondances.	PORT FRANÇAIS de voie de mer exigible	
		pour chaque lettre et par chaque 7 1/2 grammes ou fraction de 7 1/2 grammes.	pour chaque paquet d'imprimés portant une adresse particulière et par chaque 40 grammes ou fraction de 40 grammes.
La Guayra.....	Porto-Cabello.....	0 40	0 05
	Cuba, États-Unis de Colombie, Guyane hollandaise, Haïti, Porto- Rico, Saint-Thomas, Mexique...	0 60	0 10
Porto-Cabello.....	La Guayra.....	0 40	0 05
	Cuba, États-Unis de Colombie, Guyane hollandaise, Haïti, Porto- Rico, Saint-Thomas, Mexique...	0 60	0 10
Cuba, États-Unis de Co- lombie, Guyane hol- landaise, Haïti, Porto- Rico, Saint-Thomas, Mexique.....	Venezuela.....	0 60	0 10

3. Les dispositions des articles 3, 4, 5 et 6 de notre décret sus-visé du 14 juin 1865 concernant les objets de correspondance originaux des États-Unis de Colombie sont applicables aux objets de même nature qui seront expédiés du Venezuela, par la voie des paquebots français, à destination tant des pays desservis directement par ces paquebots que de la France, de l'Algérie et des pays auxquels la France sert d'intermédiaire.

4. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1^{er} août prochain.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 14.479. — DÉCRET IMPÉRIAL concernant les Correspondances expédiées des Bureaux de poste français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis, à Tanger, à Shang-Hai et à Yokohama pour le Portugal, Madère, les Açores, etc.

Du 18 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la convention de poste conclue, le 24 décembre 1865⁽¹⁾, entre la France et le Portugal;

Vu les lois des 30 mai 1838, 17 juin 1857 et 3 juillet 1861;

Vu nos décrets des 18 octobre 1862⁽²⁾, 14 juin 1865⁽³⁾, 21 juin⁽⁴⁾ et 25 octobre 1865⁽⁵⁾, portant fixation des taxes à percevoir par les agents des postes de France dans divers pays étrangers;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les taxes à percevoir par l'Administration des postes de France sur les lettres ordinaires et les lettres chargées expédiées des bureaux de poste français établis en Turquie, en Egypte, à Tunis, à Tanger, à Shang-Hai, à Yokohama, pour le Portugal, Madère et les Açores, seront payées conformément au tarif ci-après :

ORIGINE DES CORRESPONDANCES.	NATURE des correspondances.	CONDITION de l'affranchisse- ment.	LIMITES de l'affranchisse- ment.	TAXE d'affranchisse- ment à percevoir pour chaque lettre et par chaque poids de 7 grammes 1/2 ou fraction de 7 grammes 1/2.
Bureaux de poste français établis en Turquie, en Egypte, à Tunis et à Tan- ger.....	Lettres ordinaires. Lettres chargées..	Facultatif.. Obligatoire..	Destination. Destination..	1 ^{fr} 20 ^c 2 40
Bureaux de poste français établis à Shang-Hai et à Yokohama.....	Lettres ordinaires. Lettres chargées..	Facultatif.. Obligatoire..	Destination. Destination..	1 40 2 80

2. Les taxes applicables aux lettres non affranchies expédiées du Portugal, de Madère et des Açores pour les villes de la Turquie, de l'Egypte, de la Tunisie, du Maroc, de la Chine et du Japon où la France entretient des bureaux de poste seront perçues par l'Administration des postes, savoir :

1° A raison d'un franc vingt centimes par sept grammes et demi ou fraction de sept grammes et demi pour chaque lettre à destination de la Turquie, de l'Egypte, de la Tunisie ou du Maroc;

2° A raison d'un franc quarante centimes par sept grammes et demi ou fraction de sept grammes et demi pour chaque lettre à destination de la Chine et du Japon.

3. Les personnes qui voudront expédier, des villes d'Amérique où la France entretient des agences postales; pour le Portugal, Madère et les Açores, des lettres ordinaires au moyen des paquebots-poste

⁽¹⁾ Bull. 1396, n° 14,275.

⁽²⁾ Bull. 1063, n° 10,680.

⁽³⁾ Bull. 1307, n° 13,426.

⁽⁴⁾ Bull. 1305, n° 13,401.

⁽⁵⁾ Bull. 1346, n° 13,771.

français, auront la faculté de payer d'avance le port desdites lettres jusqu'à destination ou de laisser ce port à la charge des destinataires.

La taxe à percevoir par l'Administration des postes pour celles des lettres susmentionnées dont les envoyeurs voudront acquitter le port sera établie, pour chaque lettre, à raison d'un franc quarante centimes par sept grammes et demi ou fraction de sept grammes et demi.

4. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1^{er} septembre 1866.

5. Sont et demeurent abrogées, en ce qu'elles ont de contraire au présent décret, les dispositions de nos décrets susvisés des 18 octobre 1862, 14 juin 1865, 21 juin 1865 et 25 octobre 1865.

6. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N^o 14,480. — DÉCRET IMPÉRIAL pour l'exécution de la Convention de Poste conclue, le 24 décembre 1865, entre la France et le Portugal.

Du 21 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la convention de poste conclue entre la France et le Portugal le 24 décembre 1865⁽¹⁾;

Vu la loi du 14 floréal an x (4 mai 1802);

Vu le décret organique sur la presse, du 17 février 1852⁽²⁾;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les taxes à percevoir par l'Administration des postes de France pour l'affranchissement jusqu'à destination tant des lettres ordinaires, des lettres chargées, des journaux, des gazettes, des ouvrages périodiques, des livres brochés, des livres reliés, des brochures, des photographies, des papiers de musique, des catalogues, des prospectus, des annonces et des avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés qui seront expédiés de la France et de

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1396, n^o 14,275.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 490, n^o 3651.

l'Algérie à destination du Portugal, de Madère et des Açores, soit par la voie de l'Espagne, soit par la voie des paquebots-poste français ou des bâtiments à vapeur du commerce naviguant entre la France et le Portugal, que des échantillons de marchandises qui seront expédiés de la France et de l'Algérie à destination du Portugal, de Madère et des Açores au moyen des paquebots et bâtiments à vapeur susmentionnés, seront payées par les envoyeurs, conformément au tarif ci-après :

NATURE des correspondances.	CONDITION de l'affranchissement.	TAXE D'AFFRANCHISSEMENT à percevoir pour chaque lettre ou paquet portant une adresse particulière.
Lettres ordinaires.....	Facultatif.....	Quarante centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes.
Lettres chargées.....	Obligatoire.....	(A)
Échantillons de marchandises sans valeur vénale.....	Obligatoire.....	Dix centimes par quarante grammes ou fraction de quarante grammes.
Journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, livres reliés, brochures, photographies, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, lithographies ou autographes.....	Obligatoire.....	Dix centimes par quarante grammes ou fraction de quarante grammes.

(A) La taxe à percevoir pour l'affranchissement de chaque lettre chargée se composera de la taxe applicable à une lettre ordinaire affranchie du même poids et d'un droit fixe de cinquante centimes sans égard au poids de la lettre chargée.

2. Les taxes à percevoir, en vertu de l'article précédent, pour l'affranchissement des lettres ordinaires pourront être acquittées par les envoyeurs au moyen des timbres d'affranchissement que l'Administration des postes de France est autorisée à faire vendre.

Lorsque les timbres-poste apposés sur une lettre représenteront une somme inférieure à celle due pour l'affranchissement, le destinataire aura à payer une taxe égale à la différence existant entre la valeur desdits timbres et la taxe due pour une lettre non affranchie du même poids.

3. Les lettres chargées expédiées de la France et de l'Algérie pour le Portugal, Madère et les Açores ne pourront être admises que sous enveloppes et fermées au moins de deux cachets en cire. Ces cachets devront porter une empreinte uniforme reproduisant un signe particulier à l'envoyeur, et être placés de manière à retenir tous les plis de l'enveloppe.

4. Les échantillons de marchandises ne seront admis à profiter de la modération de taxe qui leur est accordée par l'article 1^{er} du présent décret qu'autant qu'ils seront transmis par la voie des paquebots ou bâtiments désignés dans ledit article, qu'ils n'auront par

eux-mêmes aucune valeur vénale, qu'ils seront placés sous bandes ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature et qu'ils ne porteront d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

Quant aux journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, livres reliés, brochures, photographies, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, qui seront expédiés de la France et de l'Algérie pour le Portugal, Madère et les Açores par la voie de la poste, ils devront être mis sous bandes et ne porter aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire.

Ceux des objets désignés dans le présent article qui ne rempliront pas les conditions ci-dessus fixées ou dont le port n'aura pas été acquitté intégralement par les envoyeurs, conformément aux dispositions de l'article 1^{er}, seront considérés et taxés comme lettres.

5. La taxe à percevoir par l'Administration des postes de France pour toute lettre ordinaire non affranchie expédiée du Portugal, de Madère ou des Açores, à destination de la France ou de l'Algérie, sera de soixante centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes.

6. Les lettres insuffisamment affranchies au moyen de timbres-poste portugais qui seront expédiées du Portugal, de Madère et des Açores, pour la France et l'Algérie, seront considérées comme non affranchies et taxées comme telles, sauf déduction du prix de ces timbres.

Toutefois, lorsque la taxe complémentaire à payer par le destinataire d'une lettre insuffisamment affranchie présentera une fraction de décime, il sera perçu un décime entier pour cette fraction.

7. Les lettres ordinaires, les lettres chargées, les échantillons de marchandises, les journaux, les gazettes, les ouvrages périodiques, les livres brochés, les livres reliés, les brochures, les photographies, les papiers de musique, les catalogues, les prospectus, les annonces et les avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés que l'Administration des postes de Portugal livrera à l'Administration des postes de France affranchis jusqu'à destination et qui porteront, du côté de l'adresse, l'empreinte d'un timbre fournissant les initiales PD, seront exempts de tout droit ou taxe à la charge des destinataires.

8. Les imprimés désignés dans les articles 1^{er} et 7 précédents ne seront reçus ou distribués par les bureaux dépendant de l'Administration des postes de France qu'autant qu'il aura été satisfait, à leur égard, aux lois, décrets, ordonnances ou arrêtés qui régissent les conditions de leur publication et de leur circulation en France.

9. Il ne sera admis, à destination du Portugal, de Madère et des Açores, aucun paquet ou lettre qui contiendrait, soit de l'or ou de

l'argent monnayé, soit des bijoux ou effets précieux, soit enfin tout autre objet passible de droits de douane.

10. Dans le cas où quelque lettre chargée viendrait à être perdue, il sera payé à l'envoyeur une indemnité de cinquante francs.

Les réclamations concernant la perte de lettres chargées ne seront admises que dans les six mois qui suivront la date du dépôt et de l'envoi des chargements. Passé ce terme, les réclamants n'auront droit à aucune indemnité.

11. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1^{er} septembre 1866.

12. Sont et demeurent abrogées les dispositions de notre décret du 17 septembre 1864⁽¹⁾, concernant les lettres ordinaires et les imprimés de toute nature échangés entre les habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les habitants du Portugal et des Açores, d'autre part.

Sont également abrogées, en ce qu'elles ont de contraire au présent décret, les dispositions de notre décret du 28 octobre 1865⁽²⁾, portant fixation des taxes à percevoir en France et en Algérie sur les correspondances à destination ou provenant de divers pays étrangers.

13. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 14,481. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification des côtes de Petrupt et du Goutti, route départementale de la Meurthe n° 19, de Bayon à Vézelize, conformément au tracé bleu d'un plan qui restera annexé au présent décret.

2° L'Administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 25 Avril 1866.*)

N° 14,482. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture,

⁽¹⁾ Bull. 1239, n° 12,613

⁽²⁾ Bull. 1350, n° 13,808.

du commerce et des travaux publics) qui déclare d'utilité publique la rectification de la route départementale des Vosges n° 18, d'Épinal à Plombières, entre la route impériale n° 57 et Saint-Laurent, suivant le tracé du chemin de grande communication n° 17, lequel est figuré par une ligne rouge sur un plan qui restera annexé au présent décret. (*Paris, 5 Mai 1866.*)

N° 14,483. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale de la Gironde n° 6, de Bordeaux à Mérignac, à la sortie de Bordeaux, conformément à la direction A B C d'un plan qui restera annexé au présent décret.

2° L'Administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 5 Mai 1866.*)



Certifié conforme :

Paris, le 30^e Juillet 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1413*.

N° 14134. — DÉCRET IMPÉRIAL qui, 1° déclare d'utilité publique l'établissement d'un Chemin de fer de Pont-de-l'Arche à Gisors, avec embranchement sur le port de Poses; 2° approuve la Convention passée, le 23 août 1865 pour la concession de ce Chemin de fer.

Du 9 Juin 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'avant-projet présenté pour l'exécution d'un chemin de fer d'intérêt local de Gisors à Pont-de-l'Arche, avec embranchement sur le port de Poses;

Vu le dossier de l'enquête d'utilité publique à laquelle cet avant-projet a été soumis dans le département de l'Eure, et, notamment, l'avis de la commission d'enquête, en date du 7 octobre 1865;

Vu la délibération, en date du 23 août 1865, par laquelle le conseil général du département de l'Eure a approuvé l'établissement dudit chemin, ainsi que le traité, en date du même mois, passé avec une compagnie représentée par MM. Teuré, Alfred Férot et Julien Chéron, et le projet de cahier des charges y annexé;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 29 janvier 1866;

Vu la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu la loi du 12 juillet 1865, sur les chemins de fer d'intérêt local;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852, article 4;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Pont-de-l'Arche à Gisors, avec embranchement sur le port de Poses.

Le département de l'Eure est autorisé à pourvoir à l'exécution de ce chemin, comme chemin de fer d'intérêt local, suivant les dispositions de la loi du 12 juillet 1865.

2. Est approuvé le traité passé, le 23 août 1865, entre le département de l'Eure et les sieurs Teuré, Alfred Férot et Julien Chéron,

* Voyez un Errata à la fin de ce numéro.

pour l'exécution et l'exploitation du chemin susénoncé, ainsi que le cahier des charges annexé audit traité.

Des copies certifiées du traité et du cahier des charges susmentionnés resteront annexées au présent décret.

3. Il est alloué au département de l'Eure, sur les fonds du trésor, par application de l'article 5 de la loi précitée, une subvention de cinq cent mille francs (500,000').

Cette subvention sera versée en quatre termes semestriels égaux, dont le premier sera payé le 1^{er} février 1867.

Le département devra justifier, avant le paiement de chaque terme, d'une dépense en travaux, approvisionnements et acquisitions de terrains triple de la somme à recevoir.

Le dernier terme ne sera payé qu'après l'achèvement complet des travaux.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur, et de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Juin 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

*Convention relative à la concession d'un chemin de fer d'intérêt local de Gisors
à Pont-de-l'Arche, avec embranchement sur le port de Poses.*

L'an mil huit cent soixante-cinq, le vingt-trois août, entre le préfet du département de l'Eure, agissant en vertu d'une délibération en date de ce jour, par laquelle le conseil général a arrêté la concession du chemin de fer ci-après énoncé et sous la réserve de déclaration d'utilité publique et d'autorisation d'exécution des travaux par décret de l'Empereur, d'une part;

Et MM. *Ludovic Tenré*, banquier, demeurant à Paris, rue Laffitte, n° 13;

Alfred Férot, ingénieur civil, demeurant à Paris, rue d'Aumale, n° 14.

Et *Julien Chéron*, entrepreneur de travaux, demeurant à Gisors (Eure),

Tous trois agissant dans un seul et même intérêt et solidairement, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le préfet du département de l'Eure concède à MM. *Ludovic Tenré*, *Alfred Férot* et *Julien Chéron*, qui l'acceptent, un chemin de fer d'intérêt local de Gisors à Pont-de-l'Arche, avec embranchement sur le port de Poses, et ce, aux clauses et conditions du cahier des charges ci-annexé.

2. De leur côté, MM. *Ludovic Tenré*, *Alfred Férot* et *Julien Chéron* s'engagent solidairement à exécuter le chemin de fer qui fait l'objet de la présente convention et à se conformer, pour la construction et l'exploitation dudit chemin et de son embranchement sur le port de Poses, aux clauses et conditions du cahier des charges ci-dessus mentionné, et ce, dans un délai de deux ans à partir de la livraison des terrains nécessaires à la voie et d'une année pour les terrains nécessaires aux gares et stations.

3. Le préfet du département de l'Eure s'engage, au nom du même département :

1° A livrer aux concessionnaires les terrains nécessaires à l'emplacement du chemin de fer, de ses ouvrages d'art et de ses dépendances, suivant le tracé de M. Boulanger, des gares et stations, à raison de deux hectares en moyenne pour chacune des onze gares prévues, des chemins latéraux déplacés ou déviés, et ce, dans un délai d'une année à partir de la date du décret d'utilité publique;

2° A payer aux concessionnaires, à titre de subvention pour l'exécution dudit chemin et de son embranchement, une somme de un million cinq cent mille francs qui leur sera versée comme suit:

1° Par le département un million, savoir:

Cinq cent mille francs en 1867,

Cinq cent mille francs en 1868;

2° Par l'État, cinq cent mille francs suivant les échéances qui seront déterminées par le Gouvernement.

Les concessionnaires devront justifier, avant chacun des paiements, de l'emploi en travaux et approvisionnements sur place d'une somme double de celle qu'ils auront à recevoir.

4. Dans le cas où les concessionnaires formeraient une société par actions, le capital actions devra être de quatre millions, le reste du capital étant réalisé à l'aide d'obligations.

Fait double à Évreux, les jour, mois et an que dessus.

Approuvé l'écriture:

Le Préfet de l'Eure,

Signé JARVIER.

Approuvé l'écriture:

Signé L. TERNAT fils.

Approuvé l'écriture:

Signé ALFRED FÉROT.

Approuvé l'écriture:

Signé CHÉRON.

Cahier des charges de la concession d'un chemin de fer de Gisors à Pont-de-l'Arche.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

ART. 1^{er}. Le chemin de fer d'intérêt local de Gisors à Pont-de-l'Arche avec embranchement sur le port de Poses, partira d'un point à déterminer de la ligne de Paris à Dieppe, près la rivière de Troène, passera par ou près Bernouville, par ou près Etrépagne, par ou près Saussay, près Menesqueville, Charleval, Fleury-sur-Andelle, Douville, Pont-Saint-Pierre, Romilly-sur-Andelle et Pitres, et aboutira au chemin de fer de Paris à Rouen, entre le château de Rouville et la station de Pont-de-l'Arche.

2. Les travaux devront être commencés six mois au plus tard après la livraison des terrains par le département et être achevés dans les deux années qui suivront cette livraison.

3. La compagnie soumettra à l'approbation du préfet le tracé et le profil du chemin, ainsi que l'emplacement, l'étendue et les dispositions principales des gares et stations, et ce, dans un délai de six mois, à partir du décret de concession.

Aucun cours d'eau navigable ou non navigable, aucun chemin public appartenant soit à la grande, soit à la petite voirie, ne pourra être modifié ou détourné sans l'autorisation de l'autorité compétente.

Les ouvrages à construire à la rencontre du chemin de fer et desdits cours d'eau ou chemins ne pourront être entrepris qu'après qu'il aura été reconnu par l'administration que les dispositions projetées sont de nature à assurer le libre écoulement des eaux ou à maintenir une circulation facile, soit sur les cours d'eau navigables, soit sur les voies de terre traversées par le chemin de fer.

4. La compagnie pourra prendre copie de tous les plans, nivellements et devis qui pourraient avoir été antérieurement dressés aux frais de l'administration.

5. Le tracé et le profil du chemin de fer seront arrêtés sur la production de projets d'ensemble comprenant, pour la ligne entière ou pour chaque section de la ligne:

1° Un plan général à l'échelle de un dix-millième;

2° Un profil en long à l'échelle de un cinq-millième pour les longueurs et de un millième pour les hauteurs, dont les cotes seront rapportées au niveau moyen de la mer, pris pour plan de comparaison. Au-dessous de ce profil, on indiquera, au moyen de trois lignes horizontales disposées à cet effet, savoir :

Les distances kilométriques du chemin de fer, comptées à partir de son origine;

La longueur et l'inclinaison de chaque pente et rampe;

La longueur des parties droites et le développement des parties courbes du tracé, en faisant connaître le rayon correspondant à chacune de ces dernières;

3° Un certain nombre de profils en travers, y compris le profil type de la voie;

4° Un mémoire dans lequel seront justifiées toutes les dispositions essentielles du projet et un devis descriptif dans lequel seront reproduites, sous forme de tableaux, les indications relatives aux déclivités et aux courbes déjà données sur le profil en long.

La position des gares et stations projetées, celle des cours d'eau et des voies de communication traversés par le chemin de fer, des passages soit à niveau, soit en dessus, soit en dessous de la voie ferrée, devront être indiquées tant sur le plan que sur le profil en long; le tout sans préjudice des projets à fournir pour chacun de ces ouvrages.

6. Les terrains seront acquis, les terrassements et les ouvrages d'art exécutés et les rails posés pour une voie seulement, sauf l'établissement d'un certain nombre de gares d'évitement.

7. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être de un mètre quarante-quatre (1^m,44) à un mètre quarante-cinq centimètres (1^m,45). Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entrevoie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera de deux mètres (2^m,00).

La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre le bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de soixante-quinze centimètres (0^m,75) au moins.

On ménagera au pied de chaque talus du ballast, lorsque le chemin sera en remblai, une banquette de cinquante centimètres (0^m,50) de largeur.

La compagnie établira le long du chemin de fer les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

8. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à trois cents mètres. Une partie droite de quarante mètres au moins de longueur devra être ménagée entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles seront dirigées en sens contraire.

Le maximum de l'inclinaison des pentes et rampes est fixé à quinze millimètres par mètre.

Une partie horizontale de cent mètres au moins devra être ménagée entre deux fortes déclivités consécutives, lorsque ces déclivités se succéderont en sens contraire, et de manière à verser leurs eaux au même point.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

La compagnie aura la faculté de proposer aux dispositions de cet article et à celles de l'article précédent les modifications qui lui paraîtraient utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable de l'administration.

9. Le nombre, l'étendue et l'emplacement des gares d'évitement seront déterminés par l'administration, la compagnie entendue.

Le nombre des voies sera augmenté, s'il y a lieu, dans les gares et aux abords de ces gares, conformément aux décisions qui seront prises par l'administration, la compagnie entendue.

Le nombre et l'emplacement des stations de voyageurs et des gares de marchandises seront également déterminés par l'administration, sur les propositions de la compagnie, après une enquête spéciale.

La compagnie sera tenue, préalablement à tout commencement d'exécution, de soumettre à l'administration le projet des dites gares, lequel se composera :

1° D'un plan à l'échelle de un cinq-centième, indiquant les dispositions principales;

2° D'un mémoire descriptif et justificatif.

10. La compagnie sera tenue de rétablir les communications interrompues par le chemin de fer, suivant les dispositions qui seront approuvées par l'administration.

11. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route impériale ou départementale ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du viaduc sera fixée par l'administration, en tenant compte des circonstances locales; mais cette ouverture ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m,00) pour la route impériale, à sept mètres (7^m,00) pour la route départementale, à cinq mètres (5^m,00) pour un chemin vicinal de grande communication, et à quatre mètres (4^m,00) pour un simple chemin vicinal.

Pour les viaducs de forme cintrée, la hauteur sous clef, à partir du sol de la route, sera de cinq mètres (5^m,00) au moins. Pour ceux qui seront formés de poutres horizontales en bois ou en fer, la hauteur sous poutre sera de quatre mètres trente centimètres (4^m,30) au moins.

La largeur entre les parapets sera au moins de quatre mètres cinquante centimètres (4^m,50). La hauteur de ces parapets sera fixée par l'administration et ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à quatre-vingts centimètres (0^m,80).

12. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessous d'une route impériale ou départementale ou d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapets du pont qui supportera la route ou le chemin sera fixée par l'administration, en tenant compte des circonstances locales; mais cette largeur ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m,00) pour la route impériale, à sept mètres (7^m,00) pour la route départementale, à cinq mètres (5^m,00) pour un chemin vicinal de grande communication, et à quatre mètres (4^m,00) pour un simple chemin vicinal.

L'ouverture du pont entre les culées sera au moins de quatre mètres cinquante centimètres (4^m,50), et la distance verticale ménagée au-dessus des rails extérieurs de chaque voie pour le passage des trains ne sera pas inférieure à quatre mètres quatre-vingts centimètres (4^m,80) au moins.

13. Dans le cas où des routes impériales ou départementales, ou des chemins vicinaux, ruraux ou particuliers seraient traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails devront être posés sans aucune saillie ni dépression sur la surface de ces routes, et de telle sorte qu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation des voitures.

Le croisement à niveau du chemin de fer et des routes ne pourra s'effectuer sous un angle de moins de quarante-cinq degrés.

Chaque passage à niveau établi sur une route ou sur un chemin public sera muni de barrières, lisse à bascule ou chaîne; il y sera, en outre, établi une maison de garde toutes les fois que l'utilité en sera reconnue par l'administration.

14. Lorsqu'il y aura lieu de modifier l'emplacement ou le profil des routes existantes, l'inclinaison des pentes et rampes sur les routes modifiées ne pourra excéder trois centimètres (0^m,03) par mètre pour les routes impériales et départementales et cinq centimètres (0^m,05) pour les chemins vicinaux. L'administration restera libre, toutefois, d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à cette clause, comme à celle qui est relative à l'angle de croisement des passages à niveau.

15. La compagnie sera tenue de rétablir et d'assurer à ses frais l'écoulement de toutes les eaux dont le cours serait arrêté, suspendu ou modifié par ses travaux, et de prendre les mesures nécessaires pour prévenir l'insalubrité pouvant résulter des chambres d'emprunt.

Les viaducs à construire à la rencontre des rivières, des canaux et des cours d'eau quelconques auront au moins quatre mètres cinquante centimètres (4^m,50) de largeur entre les parapets. La hauteur de ces parapets sera fixée par l'administration et ne pourra être inférieure à quatre-vingts centimètres (0^m,80).

La hauteur et le débouché du viaduc seront déterminés, dans chaque cas particulier, par l'administration, suivant les circonstances locales.

16. Les souterrains à établir pour le passage du chemin de fer auront au moins quatre mètres cinquante centimètres (4^m,50) de largeur entre les pieds-droits au niveau des rails; ils auront cinq mètres cinquante centimètres (5^m,50) de hauteur sous clef au-dessus de la surface des rails. La distance verticale entre l'intrados et le dessus des rails extérieurs de chaque voie ne sera pas inférieure à quatre mètres quatre-vingts centimètres (4^m,80). L'ouverture des puits d'aérage et de construction des souterrains sera entourée d'une margelle en maçonnerie de deux mètres (2^m,00) de hauteur. Cette ouverture ne pourra être établie sur aucune voie publique.

17. A la rencontre des cours d'eau flottables ou navigables, la compagnie sera tenue de prendre toutes les mesures et de payer tous les frais nécessaires pour que

le service de la navigation ou du flottage n'éprouve ni interruption ni entrave pendant l'exécution des travaux.

A la rencontre des routes impériales ou départementales et des autres chemins publics, il sera construit des chemins et ponts provisoires, par les soins et aux frais de la compagnie, partout où cela sera jugé nécessaire pour que la circulation n'éprouve ni interruption ni gêne.

Un délai sera fixé par l'administration pour l'exécution des travaux définitifs destinés à rétablir les communications interceptées.

18. La compagnie n'emploiera, dans l'exécution des ouvrages, que des matériaux de bonne qualité; elle sera tenue de se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre des divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers seront en maçonnerie ou en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration.

19. Les voies seront établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Le poids des rails sera de trente-cinq kilogrammes, sauf les réductions qui seraient autorisées par l'administration.

20. Le chemin de fer sera séparé des propriétés riveraines par des murs, haies ou toute autre clôture dont le mode et la disposition seront autorisés partout où la compagnie n'aura pas été dispensée par décision du préfet.

21. Tous les terrains nécessaires pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances, pour la déviation des voies de communication et des cours d'eau déplacés, et, en général, pour l'exécution des travaux, quels qu'ils soient, auxquels cet établissement pourra donner lieu, seront achetés et payés par le département et remis gratuitement à la compagnie, à titre de subvention, et ce, dans le délai d'un an, à partir de la date de la présentation des projets par la compagnie.

Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration des terrains, pour chômage et pour tous dommages quelconques résultant des travaux, seront supportées et payées par la compagnie.

22. L'entreprise étant d'utilité publique, la compagnie est investie, pour l'exécution des travaux dépendants de sa concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc. et elle demeure en même temps soumise à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de ces lois et règlements.

23. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, l'administration déterminera les mesures à prendre pour que l'établissement du chemin de fer ne nuise pas à l'exploitation de la mine, et réciproquement, pour que, le cas échéant, l'exploitation de la mine ne compromette pas l'existence du chemin de fer.

24. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains renfermant des carrières ou les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient en compromettre la solidité aient été remblayées ou consolidées. L'administration déterminera la nature et l'étendue des travaux qu'il conviendra d'entreprendre à cet effet, et qui seront d'ailleurs exécutés par les soins et aux frais de la compagnie.

25. Pour l'exécution des travaux, la compagnie se soumettra aux décisions ministérielles concernant l'interdiction du travail les dimanches et jours fériés.

26. Les travaux seront exécutés sous le contrôle et la surveillance du préfet.

Ce contrôle et cette surveillance auront pour objet d'empêcher la compagnie de s'écarter des dispositions prescrites par le présent cahier des charges et de celles qui résulteront des projets approuvés.

27. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties de chemin de fer susceptibles d'être livrées utilement à la circulation, il sera procédé, sur la demande de la compagnie, à la reconnaissance et, s'il y a lieu, à la réception provisoire de ces travaux par un ou plusieurs commissaires que l'administration désignera.

Sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, l'administration autorisera, s'il y a lieu, la mise en exploitation des parties dont il s'agit; après cette autorisation, la compagnie pourra mettre lesdites parties en service et y percevoir les taxes ci-après déterminées. Toutefois, ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitive du chemin de fer.

25. Après l'achèvement total des travaux, et dans le délai qui sera fixé par l'administration, la compagnie fera faire à ses frais un bornage contradictoire et un plan cadastral du chemin de fer et de ses dépendances.

Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage et du plan cadastral sera dressée aux frais de la compagnie et déposée dans les archives de la préfecture.

Les terrains acquis par la compagnie postérieurement au bornage général, en vue de satisfaire aux besoins de l'exploitation, et qui par cela même deviendront parties intégrantes du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires, et seront ajoutés sur le plan cadastral.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

29. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Les frais d'entretien et ceux auxquels donneront lieu les réparations ordinaires et extraordinaires seront entièrement à la charge de la compagnie.

Si le chemin de fer, une fois achevé, n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu d'office à la diligence de l'administration et aux frais de la compagnie, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions indiquées ci-après dans l'article 39.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra exécutoires.

30. La compagnie sera tenue d'établir à ses frais, partout où besoin sera, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la sécurité du passage des trains sur la voie et celle de la circulation ordinaire sur les points où le chemin de fer sera traversé à niveau par des routes ou chemins publics.

31. Les machines locomotives seront construites sur les meilleurs modèles; elles devront satisfaire d'ailleurs à toutes les conditions prescrites ou à prescrire par l'administration pour la mise en service de ce genre de machines.

Les voitures de voyageurs devront également être faites d'après les meilleurs modèles et satisfaire à toutes les conditions réglées ou à régler pour les voitures servant au transport des voyageurs sur les chemins de fer. Elles seront suspendues sur ressorts et garnies de banquettes.

Il y en aura de trois classes au moins :

1° Les voitures de première classe seront couvertes, garnies, fermées à glaces et munies de rideaux;

2° Celles de deuxième classe seront couvertes, fermées à glaces, munies de rideaux et auront des banquettes rembourrées;

3° Celles de troisième classe seront couvertes, fermées à vitres et auront des banquettes à dossier. Les dossiers et les banquettes devront être inclinés, et les dossiers seront élevés à la hauteur de la tête des voyageurs.

L'intérieur de chacun des compartiments de toute classe contiendra l'indication du nombre des places de ce compartiment.

Le préfet pourra exiger qu'un compartiment de chaque classe soit réservé dans les trains de voyageurs aux femmes voyageant seules.

Les voitures de voyageurs, les wagons destinés au transport des marchandises, des chaises de poste, des chevaux ou des bestiaux, les plates-formes et, en général, toutes les parties du matériel roulant, seront de bonne et solide construction.

La compagnie sera tenue, pour la mise en service de ce matériel, de se soumettre à tous les règlements sur la matière.

Les machines locomotives, tenders, voitures, wagons de toute espèce, plates-formes composant le matériel roulant, seront constamment entretenus en bon état.

32. Des règlements arrêtés par le préfet, après que la compagnie aura été entendue, et rendus exécutoires par l'approbation du conseil général du département, détermineront les mesures et les dispositions nécessaires pour assurer la police et l'exploitation du chemin de fer, ainsi que la conservation des ouvrages qui en dépendent.

Toutes les dépenses qu'entraînera l'exécution des mesures prescrites en vertu de ces règlements seront à la charge de la compagnie.

La compagnie sera tenue de soumettre à l'approbation du préfet les règlements généraux relatifs au service et à l'exploitation du chemin de fer.

Les règlements dont il s'agit dans les deux paragraphes précédents seront obligatoires non-seulement pour la compagnie concessionnaire, mais encore pour toutes celles qui obtiendraient ultérieurement l'autorisation d'établir des lignes de chemin de fer d'embranchement ou de prolongement, et, en général, pour toutes les personnes qui emprunteraient l'usage du chemin de fer.

Le préfet déterminera, sur la proposition de la compagnie, le minimum et le maximum de vitesse des convois de voyageurs et de marchandises, ainsi que la durée du trajet.

33. Pour tout ce qui concerne l'entretien et les réparations du chemin de fer et de ses dépendances, l'entretien du matériel et le service de l'exploitation, la compagnie sera soumise au contrôle et à la surveillance de l'administration.

Outre la surveillance ordinaire, l'administration déléguera, aussi souvent qu'elle le jugera utile, un ou plusieurs commissaires pour reconnaître et constater l'état du chemin de fer, de ses dépendances et du matériel.

TITRE III.

DURÉE, RACHAT ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

34. La durée de la concession pour la ligne mentionnée à l'article 1^{er} du présent cahier des charges sera de quatre-vingt-dix-neuf ans (99 ans). Elle commencera à courir le premier juillet mil huit cent soixante-neuf (1^{er} juillet 1869) et finira le trente juin mil neuf cent soixante-huit (30 juin 1968).

35. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, le département sera subrogé à tous les droits de la compagnie sur le chemin de fer et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

La compagnie sera tenue de lui remettre en bon état d'entretien le chemin de fer et tous les immeubles qui en dépendent, quelle qu'en soit l'origine, tels que les bâtiments des gares et stations, les remises, ateliers et dépôts, les maisons de garde, etc. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendants également dudit chemin, tels que les barrières et clôtures, les voies, changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin de fer et ses dépendances, si la compagnie ne se mettrait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, le département sera tenu, si la compagnie le requiert, de reprendre tous ces objets sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts, et réciproquement, si le département le requiert, la compagnie sera tenue de les céder de la même manière.

Toutefois, le département ne pourra être tenu de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du chemin pendant six mois.

36. A toute époque, après l'expiration des quinze premières années de la concession, le département aura la faculté de racheter la concession entière du chemin de fer.

Pour régler le prix du rachat, on relèvera les produits nets annuels obtenus par la compagnie pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité, qui sera due et payée à la compagnie pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

La compagnie recevra, en outre, dans les trois mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels elle aurait droit à l'expiration de la concession, selon l'article 35 ci-dessus.

37. Si la compagnie n'a pas commencé les travaux ou présenté les projets dans les délais fixés par les articles 2 et 3, elle encourra la déchéance, sans qu'il y ait lieu à aucune notification ou mise en demeure préalable.

Dans ce cas, la somme de deux cent mille francs (200,000') qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 64, à titre de cautionnement, deviendra la propriété du département et lui restera acquise.

De son côté, la compagnie aura le droit de se dégager envers le département, si celui-ci ne l'a pas mise en possession de la totalité des terrains nécessaires dans le délai d'une année, à compter de la date de l'approbation des projets.

38. Faute par la compagnie d'avoir terminé les travaux dans le délai fixé par l'article 2, faute aussi par elle d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, elle encourra la déchéance, et il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par la compagnie, au moyen d'une adjudication que l'on ouvrira sur une mise à prix des ouvrages exécutés, des matériaux approvisionnés et des parties du chemin de fer déjà livrées à l'exploitation.

Les soumissions pourront être inférieures à la mise à prix.

La nouvelle compagnie sera soumise aux clauses du présent cahier des charges et la compagnie évincée recevra d'elle le prix que la nouvelle adjudication aura fixé.

La partie du cautionnement qui n'aura pas encore été restituée deviendra la propriété du département.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases, après un délai de trois mois; si cette seconde tentative reste également sans résultat, la compagnie sera définitivement déchuée de tous droits, et alors les ouvrages exécutés, les matériaux approvisionnés et les parties de chemin de fer déjà livrées à l'exploitation appartiendront au département.

39. Si l'exploitation du chemin de fer vient à être interrompue en totalité ou en partie, l'administration prendra immédiatement, aux frais et risques de la compagnie, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, la compagnie n'a pas valablement justifié qu'elle est en état de reprendre et de continuer l'exploitation, et si elle ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le préfet. Cette déchéance prononcée, le chemin de fer et toutes ses dépendances seront mis en adjudication, et il sera procédé ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

40. Les dispositions des trois articles qui précèdent cesseront d'être applicables, et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

41. Pour indemniser la compagnie des travaux et dépenses qu'elle s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'elle en remplira exactement toutes les obligations, le département lui accorde l'autorisation de percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF. 1° PAR TÂTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

Voyageurs. { Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (1^{re} classe).....
Voitures couvertes, fermées à glaces, et à banquettes rembourrées (2^e classe).....
Voitures couvertes et fermées à vitres (3^e classe).....

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 067	0 033	0 10
0 050	0 025	0 075
0 037	0 018	0 055

An-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.

Enfants.... De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.

An-dessus de sept ans, ils payent place entière.

Chiens transportés dans les trains de voyageurs..... (Sans que la perception puisse être inférieure à 0^e 30^e.)

Petite vitesse.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....

Veaux et porcs.....

Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....

Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés,

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Maîtres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédants de bagages et marchandises de toute classe transportées à la vitesse des trains de voyageurs.....

Marchandises transportées à petite vitesse.

1^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogues. — Épiceries. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....

2^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dit *de corde*. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivres. — Plomb et autres métaux, ouvrés ou non. — Fontes moulées.....

3^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Moellons. — Meulière. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....

4^e classe. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers et engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.....

3° VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.

Par pièce et par kilomètre.

Wagon ou chariot pouvant porter de trois à six tonnes.....

Wagon ou chariot pouvant porter plus de six tonnes.....

Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....

Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....

PRIX		
de péage.	de transport.	TOTAUX.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 010	0 005	0 015
0 07	0 03	0 10
0 025	0 015	0 04
0 01	0 01	0 02
0 30	0 20	0 50
0 09	0 07	0 16
0 08	0 06	0 14
0 06	0 04	0 10
0 045	0 035	0 08
0 15	0 10	0 25
0 20	0 10	0 30
2 25	1 50	3 75
3 00	1 50	4 50

	PRIX		
	de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Tender de sept à dix tonnes.....	1 35	0 90	2 25
Tender de plus de dix tonnes.....	2 00	1 00	3 00
Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi, lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.			
Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.			
Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.....	0 18	0 14	0 32
Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.....	0 25	0 15	0 40
Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.			
Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.			
Voitures de déménagement à deux ou à quatre roues, à vide.....	0 20	0 10	0 30
Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront, en sus des prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.....	0 10	0 08	0 18
4^e SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCUEILS.			
<i>Grande vitesse.</i>			
Une voiture des pompes funèbres renfermant un ou plusieurs cercueils sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....			
Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, dans un compartiment isolé, au prix de.....	0 18	0 12	0 30

Les prix déterminés ci-dessus pour les transports à grande vitesse ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus à la compagnie qu'autant qu'elle effectuerait elle-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, elle n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres, elle sera comptée pour six kilomètres.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes.

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes.

Ainsi: tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes payera comme dix kilogrammes; entre dix et vingt kilogrammes, comme vingt kilogrammes, etc.

Toutefois, pour les excédants de bagages et marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies: 1° de zéro à cinq kilogrammes; 2° au-dessus de cinq jusqu'à dix kilogrammes; 3° au-dessus de dix kilogrammes, par fraction indivisible de dix kilogrammes.

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit à grande, soit en petite vitesse, ne pourra être moindre de quarante centimes.

62. A moins d'une autorisation spéciale et révocable de l'administration, tout train régulier de voyageurs devra contenir des voitures de toute classe en nombre suffisant pour toutes les personnes qui se présenteraient dans les bureaux du chemin de fer.

Dans chaque train de voyageurs, la compagnie aura la faculté de placer des voitures à compartiments spéciaux, pour lesquels il sera établi des prix particuliers, que l'administration fixera sur la proposition de la compagnie; mais le nombre des places à donner dans ces compartiments ne pourra dépasser le cinquième du nombre total des places du train.

43. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à vingt kilogrammes pour les enfants transportés à moitié prix.

44. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 45 et 46 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par la compagnie; mais elles seront soumises immédiatement à l'administration, qui prononcera définitivement.

45. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k).

Néanmoins, la compagnie ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes; mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

La compagnie ne pourra être contrainte à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, la compagnie transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes, elle devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition de la compagnie.

46. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosives, aux animaux et objets dangereux, pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs;

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédants de bagages pesant isolément quarante kilogrammes et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tout paquet ou colis, quoique emballés à part, s'ils font partie d'envois pesant ensemble plus de quarante kilogrammes d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédants de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes.

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets et colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par l'administration, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition de la compagnie.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes.

47. Dans le cas où la compagnie jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour le parcours partiel de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif les taxes qu'elle est autorisée à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et de six mois pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par la compagnie sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet, conformément aux dispositions de la loi du 12 juillet 1865.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et la compagnie dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par la compagnie aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

48. La compagnie sera tenue d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur les registres de la gare du départ, du prix total dû pour leur transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains de la compagnie et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, la compagnie sera tenue de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

49. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques, à grande vitesse, seront expédiés par le premier train des voyageurs comprenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train.

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques, à petite vitesse, seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise; toutefois, l'administration supérieure pourra étendre ce délai à deux jours.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par l'administration, sur la proposition de la compagnie, sans que ce maximum puisse excéder vingt-quatre heures par fraction indivisible de cent vingt-cinq kilomètres.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée effective en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition de la compagnie, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

L'administration déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été. Le service de nuit n'est pas obligatoire pour la compagnie.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par l'administration, sur la proposition de la compagnie.

50. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du chemin de fer, seront fixés annuellement par l'administration, sur la proposition de la compagnie.

51. La compagnie sera tenue de faire, soit par elle-même, soit par un intermédiaire dont elle répondra, le factage et le camionnage, pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui sont confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient, soit une population agglomérée de moins de cinq mille habitants, soit un centre de population de cinq mille habitants situé à plus de cinq kilomètres de la gare du chemin de fer.

Les tarifs à percevoir seront fixés par l'administration, sur la proposition de la compagnie. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois, les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

52. A moins d'une autorisation spéciale de l'administration, il est interdit à la compagnie, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

L'administration, agissant en vertu de l'article 32 ci-dessus, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le chemin de fer.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

53. Les militaires ou marins voyageant en corps, aussi bien que les militaires ou marins voyageant isolément pour cause de service, envoyés en congé limité ou en permission, ou rentrant dans leurs foyers après libération, ne seront assujettis, eux, leurs chevaux et leurs bagages, qu'à la moitié de la taxe du tarif fixé par le présent cahier des charges.

Si le Gouvernement avait besoin de diriger des troupes et un matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par le chemin de fer, la compagnie serait tenue de mettre immédiatement à sa disposition, pour la moitié de la taxe du même tarif, tous ses moyens de transport.

54. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les voitures de la compagnie.

La même faculté est accordée aux agents des contributions indirectes et des douanes chargés de la surveillance des chemins de fer dans l'intérêt de la perception de l'impôt.

55. Le service des lettres et dépêches sera fait comme il suit :

1° A chacun des trains de voyageurs et de marchandises circulant aux heures ordinaires de l'exploitation, la compagnie sera tenue de réserver gratuitement un compartiment spécial d'une voiture de deuxième classe, ou un espace équivalent, pour recevoir les lettres, les dépêches et les agents nécessaires au service des postes, le surplus de la voiture restant à la disposition de la compagnie.

2° Si le volume des dépêches ou la nature du service rend insuffisante la capacité du compartiment à deux banquettes, de sorte qu'il y ait lieu d'en occuper un deuxième, la compagnie sera tenue de le livrer, et il sera payé à la compagnie, pour la location de ce deuxième compartiment, vingt centimes par kilomètre parcouru.

Lorsque la compagnie voudra changer les heures de départ de ses convois ordinaires, elle sera tenue d'en avertir l'administration des postes quinze jours à l'avance.

3° La compagnie sera tenue de transporter gratuitement, par tous les convois de voyageurs, tout agent des postes chargé d'une mission ou d'un service accidentel, et porteur d'un ordre de service régulier, délivré à Paris par le directeur général des postes. Il sera accordé à l'agent des postes en mission une place de voiture de deuxième classe, ou de première classe, si le convoi ne comporte pas de voitures de deuxième classe.

4° L'administration se réserve le droit d'établir à ses frais, sans indemnité, mais aussi sans responsabilité pour la compagnie, tous poteaux ou appareils nécessaires à l'échange des dépêches sans arrêt de train, à la condition que ces appareils, par leur

ature ou leur position, n'apportent pas d'entraves aux différents services de la ligne ou des stations.

5°. Les employés chargés de la surveillance du service, les agents préposés à l'échange ou à l'entrepôt des dépêches, auront accès dans les gares ou stations pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure de la compagnie.

56. La compagnie sera tenue, à toute réquisition, de faire partir, par convoi ordinaire, les wagons ou voitures cellulaires employés au transport des prévenus, accusés ou condamnés.

Les wagons et les voitures employés au service dont il s'agit seront construits aux frais de l'État ou des départements; leurs formes et dimensions seront déterminées de concert par le ministre de l'intérieur et par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, la compagnie entendue.

Les employés de l'administration, les gardiens et les prisonniers placés dans les wagons ou voitures cellulaires ne seront assujettis qu'à la moitié de la taxe applicable aux places de troisième classe, telle qu'elle est fixée par le présent cahier des charges.

Les gendarmes placés dans les mêmes voitures ne payeront que moitié de la même taxe.

Le transport des wagons et des voitures sera gratuit.

Dans le cas où l'administration voudrait, pour le transport des prisonniers, faire usage des voitures de la compagnie, celle-ci serait tenue de mettre à sa disposition un ou plusieurs compartiments spéciaux de voiture de deuxième classe à deux banquettes. Le prix de location en sera fixé à raison de vingt centimes (0' 20') par compartiment et par kilomètre.

Les dispositions qui précèdent seront applicables au transport des jeunes délinquants recueillis par l'administration pour être transférés dans les établissements d'éducation.

57. Le Gouvernement se réserve la faculté de faire, le long des voies, toutes les constructions, de poser tous les appareils nécessaires à l'établissement d'une ligne télégraphique, sans nuire au service du chemin de fer.

Sur la demande de l'administration des lignes télégraphiques, il sera réservé, dans les gares des villes ou des localités qui seront désignées ultérieurement, le terrain nécessaire à l'établissement des maisonnettes destinées à recevoir le bureau télégraphique et son matériel.

La compagnie concessionnaire sera tenue de faire garder par ses agents les fils et appareils des lignes électriques, de donner aux employés télégraphiques connaissance de tous les accidents qui pourraient survenir, et de leur en faire connaître les causes. En cas de rupture du fil télégraphique, les employés de la compagnie auront à raccrocher provisoirement les bouts séparés, d'après les instructions qui leur seront données à cet effet.

Les agents de la télégraphie voyageant pour le service de la ligne électrique auront le droit de circuler gratuitement dans les voitures du chemin de fer.

En cas de rupture du fil électrique ou d'accidents graves, une locomotive sera mise immédiatement à la disposition de l'inspecteur télégraphique de la ligne pour le transporter sur le lieu de l'accident avec les hommes et les matériaux nécessaires à la réparation. Ce transport devra être effectué dans des conditions telles qu'il ne puisse entraver en rien la circulation publique. Il sera alloué à la compagnie une indemnité de un franc par kilomètre parcouru par la machine.

La compagnie sera tenue d'établir à ses frais les fils et appareils télégraphiques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de son exploitation.

Elle pourra, avec l'autorisation du ministre de l'intérieur, se servir des poteaux de la ligne télégraphique de l'État, lorsqu'une semblable ligne existera le long de la voie.

La compagnie sera tenue de se soumettre à tous les règlements d'administration publique concernant l'établissement et l'emploi de ces appareils.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

58. Dans le cas où le Gouvernement ordonnerait ou autoriserait la construction de

routes impériales, départementales ou vicinales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne objet de la présente concession, la compagnie ne pourra s'opposer à ces travaux; mais toutes les dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucuns frais pour la compagnie.

59. Toute exécution ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où est situé le chemin de fer objet de la présente concession, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucune demande d'indemnité de la part de la compagnie.

60. Le Gouvernement et le département se réservent expressément le droit d'accorder de nouvelles concessions de chemins de fer s'embranchant sur le chemin qui fait l'objet du présent cahier de charges, ou qui seraient établis en prolongement du même chemin.

La compagnie ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchements, ni réclamer, à l'occasion de leur établissement, aucune indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation ni aucuns frais particuliers pour la compagnie.

Les compagnies concessionnaires de chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés et l'observation des règlements de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, wagons et machines sur le chemin de fer objet de la présente concession, pour lequel cette faculté sera réciproque à l'égard desdits embranchements et prolongements; toutefois la compagnie ne sera pas tenue d'admettre sur les rails un matériel dont le poids et les dimensions seraient hors de proportion avec les éléments constitutifs de ses voies.

Dans le cas où les diverses compagnies ne pourraient s'entendre entre elles sur l'exercice de cette faculté, le Gouvernement ou le préfet statuerait sur les difficultés qui s'élèveraient entre elles à cet égard.

Dans le cas où une compagnie d'embranchement ou de prolongement joignant la ligne qui fait l'objet de la présente concession n'userait pas de la faculté de circuler sur cette ligne, comme aussi dans le cas où la compagnie concessionnaire de cette dernière ligne ne voudrait pas circuler sur les prolongements et embranchements, les compagnies seraient tenues de s'arranger entre elles, de manière que le service de transport ne soit jamais interrompu aux points de jonction des diverses lignes.

Celle des compagnies qui se servira d'un matériel qui ne serait pas sa propriété payera une indemnité en rapport avec l'usage et la détérioration de ce matériel. Dans le cas où les compagnies ne se mettraient pas d'accord sur la quotité de l'indemnité ou sur les moyens d'assurer la continuation du service sur toute la ligne, le Gouvernement ou le préfet y pourvoirait d'office et prescrirait toutes les mesures nécessaires.

La compagnie sera tenue, si l'administration le juge convenable, de partager l'usage des stations établies à l'origine des chemins de fer d'embranchement avec les compagnies qui deviendraient ultérieurement concessionnaires desdits chemins.

61. La compagnie sera tenue de s'entendre avec tout propriétaire de mines ou d'usines qui, offrant de se soumettre aux conditions prescrites ci-après, demanderait un nouvel embranchement; à défaut d'accord, le préfet statuera sur la demande, la compagnie entendue.

Les embranchements seront construits aux frais des propriétaires de mines et d'usines, et de manière à ce qu'il ne résulte de leur établissement aucune entrave à la circulation générale, aucune cause d'avarie pour le matériel, ni aucuns frais particuliers pour la compagnie.

Leur entretien devra être fait avec soin et aux frais de leurs propriétaires, et sous le contrôle de l'administration. La compagnie aura le droit de faire surveiller par ses agents cet entretien, ainsi que l'emploi de son matériel sur les embranchements.

L'administration pourra, à toutes époques, prescrire les modifications qui seraient jugées utiles dans la soudure, le tracé ou l'établissement de la voie desdits embranchements, et les changements seront opérés aux frais des propriétaires.

L'administration pourra même, après avoir entendu les propriétaires, ordonner l'enlèvement temporaire des aiguilles de soudure, dans le cas où les établissements embranchés viendraient à suspendre en tout ou en partie leurs transports.

La compagnie sera tenue d'envoyer ses wagons sur tous les embranchements autorisés destinés à faire communiquer des établissements de mines ou d'usines avec la ligne principale du chemin de fer.

La compagnie amènera ses wagons à l'entrée des embranchements.

Les expéditeurs ou destinataires seront conduire les wagons dans leurs établissements pour les charger ou décharger et les ramèneront au point de jonction avec la ligne principale, le tout à leurs frais.

Les wagons ne pourront, d'ailleurs, être employés qu'au transport d'objets et marchandises destinés à la ligne principale du chemin de fer.

Le temps pendant lequel les wagons séjourneront sur les embranchements particuliers ne pourra excéder six heures, lorsque l'embranchement n'aura pas plus d'un kilomètre. Le temps sera augmenté d'une demi-heure par kilomètre en sus du premier, non compris les heures de la nuit, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil.

Dans le cas où les limites de temps seraient dépassées nonobstant l'avertissement spécial donné par la compagnie, elle pourra exiger une indemnité égale à la valeur du droit de loyer des wagons, pour chaque période de retard après l'avertissement.

Les traitements des gardiens d'aiguille et des barrières des embranchements autorisés par l'administration seront à la charge des propriétaires des embranchements. Ces gardiens seront nommés et payés par la compagnie, et les frais qui en résulteront lui seront remboursés par lesdits propriétaires.

En cas de difficulté, il sera statué par l'administration, la compagnie entendue.

Les propriétaires d'embranchements seront responsables des avaries que le matériel pourrait éprouver pendant son parcours ou son séjour sur ces lignes.

Dans le cas d'inexécution d'une ou de plusieurs des conditions énoncées ci-dessus, le préfet pourra, sur la plainte de la compagnie et après avoir entendu le propriétaire de l'embranchement, ordonner par un arrêté la suspension du service et faire supprimer la soudure.

Pour indemniser la compagnie de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements, elle est autorisée à percevoir un prix fixe de douze centimes (0'12") par tonne pour le premier kilomètre, et, en outre, quatre centimes (0'04") par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre.

Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en son entier.

Le chargement et le déchargement sur les embranchements s'opéreront aux frais des expéditeurs ou destinataires, soit qu'ils les fassent eux-mêmes, soit que la compagnie du chemin de fer consente à les opérer.

Dans ce dernier cas, ces frais seront l'objet d'un règlement arrêté par l'administration supérieure, sur la proposition de la compagnie.

Tout wagon envoyé par la compagnie sur un embranchement devra être payé comme wagon complet, lors même qu'il ne serait pas complètement chargé.

La surcharge, s'il y en a, sera payée au prix du tarif légal et au prorata du poids réel. La compagnie sera en droit de refuser les chargements qui dépasseraient le maximum de trois mille cinq cents kilogrammes déterminé en raison des dimensions actuelles des wagons.

Le maximum sera révisé par l'administration, de manière à être toujours en rapport avec la capacité des wagons.

Les wagons seront pesés à la station d'arrivée par les soins et aux frais de la compagnie.

62. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et ses dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803.

Les bâtiments et magasins dépendant de l'exploitation du chemin de fer seront assimilés aux propriétés bâties de la localité. Toutes les contributions auxquelles ces édifices pourront être soumis seront, aussi bien que la contribution foncière, à la charge de la compagnie.

63. Les agents et gardes que la compagnie établira, soit pour la perception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et de ses dépendances, pourront être assermentés, et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

64. Avant la signature de l'acte de concession, la compagnie déposera, dans une caisse publique désignée par le préfet, une somme de deux cent mille francs en numéraire ou en rentes sur l'État, calculées conformément à l'ordonnance du 19 janvier 1825, ou en bons du trésor ou autres effets publics, ou valeurs acceptées par le préfet, avec transfert, au profit du département, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Elle sera rendue à la compagnie par cinquième et proportionnellement à l'avance-

cement des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après leur entier achèvement.

65. La compagnie devra faire élection de domicile à Paris.

Dans le cas où elle ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à elle adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture de l'Eure.

66. Les contestations qui s'élèveraient entre la compagnie et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de l'Eure, sauf recours au Conseil d'Etat.

67. Le présent cahier des charges et la convention y annexée ne seront passibles que du droit fixe de un franc.

Arrêté à Évreux, le 23 Août 1865.

Approuvé l'écriture :

Signé JANVIER.

Approuvé l'écriture :

Signé L. TENNÉ fils.

Approuvé l'écriture :

Signé CHÉRON.

Approuvé l'écriture :

Signé ALFRED FÉROT.

N° 14,485. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui, 1° déclare d'utilité publique l'établissement d'un Chemin de fer de Glos-sur-Risle à Pont-Audemer; 2° approuve la Convention passée, le 11 avril 1866, pour la concession de ce Chemin de fer.*

Du 9 Juin 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'avant-projet présenté pour l'exécution d'un chemin de fer d'intérêt local de Glos-sur-Risle à Pont-Audemer;

Vu le dossier de l'enquête d'utilité publique à laquelle cet avant-projet a été soumis dans le département de l'Eure, et, notamment, les avis de la commission d'enquête, en date des 10 octobre 1863 et 15 mars 1864;

Vu la délibération, en date du 23 août 1865, par laquelle le conseil général du département de l'Eure a approuvé l'établissement dudit chemin, ainsi que le traité, en date du même jour, passé avec une compagnie primitive-ment représentée par les sieurs Charles-Joseph Odon, marquis de Chaumont-Qailtry, Nicolas Lereffuit, Victor Domin, Dominique-Louis Duchemin, Guillaume Verger aîné et Claude Girard, et le projet de cahier des charges y annexé;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 29 janvier 1866;

Vu la nouvelle délibération du conseil général du département, en date du 11 avril 1866, et le nouveau traité passé, le 9 mars précédent, avec le sieur Claude Girard, pour l'exécution et l'exploitation de ladite ligne;

Vu la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu la loi du 12 juillet 1865, sur les chemins de fer d'intérêt local;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852, article 4;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Glos-sur-Risle à Pont-Audemer.

Le département de l'Eure est autorisé à pourvoir à l'exécution de ce chemin, comme chemin de fer d'intérêt local, suivant les dispositions de la loi du 12 juillet 1865.

2. Est approuvé le traité passé, le 11 avril 1866, entre le département de l'Eure et le sieur *Claude Girard*, pour l'exécution et l'exploitation du chemin susénoncé, ainsi que le cahier des charges annexé audit traité.

Des copies certifiées du traité et du cahier des charges susmentionnés resteront annexées au présent décret.

3. Il est alloué au département de l'Eure, sur les fonds du trésor, par application de l'article 5 de la loi précitée, une subvention de deux cent mille francs (200,000').

Cette subvention sera versée en quatre termes semestriels égaux, dont le premier terme sera payé le 1^{er} février 1867.

Le département devra justifier, avant le paiement de chaque terme, d'une dépense en travaux, approvisionnements et acquisitions de terrains triple de la somme à recevoir.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur, et de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Juin 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

*Convention relative à la concession d'un chemin de fer d'intérêt local de la station
de Glos-Montfort (ligne de Serquigny à Rouen) à Pont-Audemer.*

L'an mil huit cent soixante-six, le neuf mars, entre le préfet du département de l'Eure, agissant au nom du même département, en vertu d'une délibération, en date du 15 août 1865, par laquelle le conseil général a arrêté la concession du chemin de fer ci-après énoncé, et sous réserve de ratification des présentes par le conseil général, de déclaration d'utilité publique et d'autorisation d'exécution des travaux par décret de l'Empereur, d'une part;

Et M. *Claude Girard*, propriétaire et constructeur, demeurant à Paris, rue de Castellane, n° 11, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le préfet du département de l'Eure, au nom du département, concède à M. *Girard*, qui l'accepte, un chemin de fer d'intérêt local de la station de Glos-Montfort (ligne de Serquigny à Rouen) à Pont-Audemer, avec prolongement jusqu'au quai maritime au moyen d'une voie américaine, si la ville de Pont-Audemer livre les terrains nécessaires à cet effet, et ce, aux clauses et conditions du cahier des charges ci-annexé.

2. De son côté, M. *Girard* s'engage à exécuter le chemin de fer et son prolongement qui font l'objet de la présente convention, et à se conformer, pour la construc-

tion et l'exploitation dudit chemin, aux clauses et conditions du cahier des charges susmentionné, et ce, dans un délai de deux ans, à partir du décret d'utilité publique.

3. Le préfet du département de l'Eure s'engage, au nom du département :

1° A livrer au concessionnaire tous les terrains nécessaires à l'emplacement du chemin de fer, de ses ouvrages d'art, chemins latéraux ou déviés, suivant les projets qui seront approuvés, des gares et stations et de leurs dépendances, à raison de deux hectares en moyenne pour chacune des quatre gares prévues, et ce, dans le délai d'une année, à partir du dépôt des projets définitifs ;

2° A payer au concessionnaire, à titre de subvention pour l'exécution dudit chemin et de son prolongement et dépendances, une somme de cinq cent mille francs qui lui sera versée comme suit :

1° Par le département, cent cinquante mille francs dans les trois premiers mois de 1868 ;

2° Par la ville de Pont-Audemer, cent cinquante mille francs en 1867 ;

3° Par l'État, deux cent mille francs, suivant les échéances qui seront à déterminer par le Gouvernement.

Le concessionnaire devra justifier, avant chacun des paiements, de l'emploi en travaux et approvisionnements sur place d'une somme double de celle qu'il aura à recevoir.

Fait double à Évreux, les jours, mois et an que dessus.

Vu et approuvé l'écriture :

Le Préfet de l'Eure,
Signé JANVIER.

Approuvé l'écriture :
Signé GIRARD.

Cahier des charges proposé par la compagnie à l'appui de sa demande en concession.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

ART. 1^{er}. L'embranchement concédé partira de la ligne de Serquigny à Rouen, un peu au delà de la station de Glos-sur-Risle, et aboutira à Pont-Audemer : il pourra être prolongé vers le quai maritime.

2. Les travaux devront être commencés dans un délai d'un an et achevés dans un délai de deux ans, à partir de la date du décret qui approuvera la concession.

3 à 20 inclusivement. Conformés aux articles 3 à 20 du chemin de fer de Gisors à Pont-de-l'Arche.

21. Tous les terrains nécessaires pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances, pour la déviation des voies de communication et des cours d'eau déplacés, et, en général, pour l'exécution des travaux quels qu'ils soient, auxquels cet établissement pourra donner lieu, seront achetés et payés par la compagnie concessionnaire.

Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usines, et pour tous dommages quelconques résultant des travaux, seront supportées et payées par la compagnie.

22. L'entreprise étant d'utilité publique, la compagnie est investie, pour l'exécution des travaux dépendant de sa concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc. et elle demeure en même temps soumise à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de ces lois et règlements.

23 à 28 inclusivement. Conformés aux articles 23 à 28 du chemin de fer de Gisors à Pont-de-l'Arche.

TITRE II.

EXPLOITATION ET ENTRETIEN.

29 à 33 inclusivement. Conformés aux articles 29 à 33 du chemin de fer de Gisors à Pont-de-l'Arche.

TITRE III.

DURÉE, RACHAT ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

34. La durée de la concession, pour la ligne mentionnée à l'article 1^{er} du présent cahier des charges, sera de quatre-vingt-dix-neuf ans (99 ans). Elle commencera à courir le 1^{er} janvier mil huit cent soixante-six (1^{er} janvier 1866) et finira le trente et un décembre mil neuf cent soixante-cinq (31 décembre 1965).

35 et 36 inclusivement. Conformes aux articles 35 et 36 du chemin de fer de Gisors à Pont-de-l'Arche.

37. Si la compagnie n'a pas commencé les travaux dans le délai fixé par les articles 2 et 3, elle encourra la déchéance, sans qu'il y ait lieu à aucune notification ou mise en demeure préalable.

Dans ce cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 64, à titre de cautionnement deviendra la propriété du département.

38 à 40 inclusivement. Conformes aux articles 38 à 40 du chemin de fer de Gisors à Pont-de-l'Arche.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS
ET DES MARCHANDISES.

41 à 52 inclusivement. Conformes aux articles 41 à 52 du chemin de fer de Gisors à Pont-de-l'Arche.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

53 à 57 inclusivement. Conformes aux articles 53 à 57 du chemin de fer de Gisors à Pont-de-l'Arche.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

58 à 63 inclusivement. Conformes aux articles 58 à 63 du chemin de fer de Gisors à Pont-de-l'Arche.

64. Avant la signature de l'acte de concession, la compagnie déposera dans une caisse publique désignée par le préfet une somme de cent mille francs en numéraire ou en rentes sur l'État, calculées conformément à l'ordonnance des 19-28 juin 1825, ou en bons du trésor ou autres effets publics, avec transfert, au profit du département, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Elle sera rendue à la compagnie par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après leur entier achèvement.

65. La compagnie devra faire élection de domicile à Évreux.

Dans le cas où elle ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à elle adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture de l'Eure.

66 et 67. Conformes aux articles 66 et 67 du chemin de fer de Gisors à Pont-de-l'Arche.

Arrêté à Évreux, le 23 Août 1865.

Approuvé l'écriture :

Le Préfet de l'Eure,

Signé JANVIER.

Approuvé l'écriture :

Signé VERRÉ aîné.

Approuvé l'écriture :

Signé L. DUCHENIN.

Approuvé l'écriture :

Signé Marquis DE CHAUMONT-QUITRY.

Approuvé l'écriture :

Signé GIRARD.

Approuvé l'écriture :

Signé LEREPFAIT.

N° 14,486. — DÉCRET IMPÉRIAL qui fait cesser l'Intérim du Ministère de la Justice et des Cultes.

Du 29 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'intérim du ministère de la justice et des cultes, confié, pendant l'absence de Mⁱ Baroche, à M. le maréchal Vaillant, ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, cesse à partir d'aujourd'hui, et M. Baroche reprend l'exercice de ses fonctions.

2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 29 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHE.

N° 14,487. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification des côtes de Bellegarde, route départementale de la Creuse n° 2, conformément aux lignes rouges pleines d'un plan qui restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 5 Mai 1866.*)

N° 14,488. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) portant ce qui suit :

1° La limite de la mer entre le vallon des Auffes et Endoume, à Marseille (quartier maritime du même nom, département des Bouches-du-Rhône), est et demeure fixée conformément à la ligne tracée en rouge de A en B avec l'indication *limite du rivage de la mer* sur le plan annexé au présent décret.

La même limite dans la grotte située vis-à-vis le piquet d'opération n° 68 est fixée par le tracé pointillé a. a. a. sur le même plan.

2° Les droits des tiers sont réservés. (*Paris, 5 Mai 1866.*)

N° 14,489. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant que l'ordonnance du 28 juillet

1820, qui assigne douze offices d'avoué au tribunal de première instance de Strasbourg (Bas-Rhin), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à dix. (*Paris, 30 Juin 1866.*)

N° 14,490. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° Le décret du 21 mai 1856, qui assigne sept offices d'avoué au tribunal de première instance de Charleville (Ardennes), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à six.

2° L'ordonnance du 28 juillet 1820, qui assigne dix offices d'avoué au tribunal de première instance de Colmar (Haut-Rhin), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à huit.

3° Le décret du 20 avril 1861, qui assigne quatorze offices d'huissier au tribunal de première instance de Saint-Affrique (Aveyron), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à treize.

4° Le décret du 23 novembre 1865, qui assigne dix-neuf offices d'huissier au tribunal de première instance de Mauriac (Cantal), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à dix-huit. (*Paris, 4 Juillet 1866.*)

N° 14,491. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Le préfet du département de la Somme est autorisé à concéder au baron de Vincent, sénateur, au prix de trente-six mille deux cent quarante francs cinquante-quatre centimes (36,240^f 54^c), les trois cent trente-quatre hectares soixante-huit ares soixante centiares (334^a 68^a 60^c) de terrains domaniaux situés sur le territoire de la commune du Crotoy et indiqués par un liséré rouge sur le plan des 18 août et 21 octobre 1864, et non compris les trois hectares vingt-cinq ares (3^a 25^a) qu'occupe le lit de la Maye, qui sont expressément réservés.

2. Il ne sera procédé à la re clôture de ces terrains que lorsque leur niveau aura atteint la cote sept mètres par rapport au plan de comparaison des nivellements de la baie de Somme et après approbation de l'administration supérieure.

Les travaux de re clôture terminés, il sera procédé à un nouveau mètre des terrains, l'emplacement de la digue compris, et le concessionnaire payera au domaine toute différence en plus qui sera constatée dans la superficie, à raison de cinquante francs (50^f) l'hectare.

3. Il sera établi sur les terrains concédés, ainsi que le concessionnaire s'y est obligé, un chemin public de dix mètres de largeur, depuis le corps de garde de Saint-Firmin jusqu'à l'extrémité sud des terrains concédés, d'après une direction qui suivra le pied des digues du sieur du Grosriez, franchira par une ligne droite l'angle rentrant qui est à la suite et longera ensuite le marais communal du Crotoy.

4. En dehors des trois hectares vingt-cinq ares réservés par l'article 1^{er} comme dépendances du lit de la Maye, les terrains concédés seront grevés de chaque côté de cette rivière, depuis le chemin public désigné ci-dessus jusqu'aux grèves situées en dehors de la digue projetée, d'une servitude de passage pour les pêcheurs, les agents et ayants cause de l'État.

La pêche et la navigation des canots dans la partie de rivière qui traverse la concession resteront libres de toutes servitudes ou entraves, et, en aucun

cas, le concessionnaire ne pourra se considérer comme ayant des droits de propriété sur le cours d'eau, ou qualité pour en restreindre l'usage public.

5. Dans le cas où le concessionnaire serait autorisé à exécuter des travaux de rectification ou d'amélioration du lit de la Maye et où la superficie des trois hectares vingt-cinq arcs affectés à ce lit serait réduite, il payera au domaine, à raison de cinq cents francs (500^f) ou de cinquante francs (50^f) l'hectare suivant leur nature, le prix des terrains qui auront été reconnus susceptibles d'être retranchés de cette superficie et de lui être cédés.

6. Les agents des différents services publics auront le droit de circuler librement sur les digues extérieures de renclôture en cas de naufrages ou d'accidents et pour l'exercice de leurs fonctions.

7. Le concessionnaire sera tenu de continuer, aux lieu et place de l'État, et dans les conditions du contrat, le bail que le domaine a consenti au sieur Schmidt, le 20 décembre 1863, et qui est en cours d'exécution depuis le 1^{er} janvier 1864.

8. Indépendamment des obligations ci-dessus, la concession aura lieu aux conditions ordinaires relatives à l'aliénation des biens de l'État, et les frais de toute nature faits jusqu'à ce jour seront à la charge du concessionnaire. (*Paris, 11 Juillet 1866.*)

Errata. Bulletin des lois n° 1385, contenant le décret du 18 avril 1866, qui approuve une convention passée avec M. le comte du Couëdic, notamment pour l'affectation à l'école pratique d'irrigation et de drainage du Lézardeau (Finistère), de portions du domaine de Kermagorec, page 597, première ligne, au lieu de : *et à leurs surveillants*, lisez : *et à leur surveillant*.



Certifié conforme :

Paris, le 7^e Août 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1414.

N° 14,492. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise, comme Communauté dirigée par une Supérieure locale, l'Association des Sœurs de l'Immaculé-Cœur de Marie, existant à Boulogne (Pas-de-Calais).

Du 18 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'association religieuse des sœurs de l'Immaculé-Cœur de Marie, existant à Boulogne (Pas-de-Calais), est autorisée comme communauté hospitalière et enseignante dirigée par une supérieure locale, à la charge par ses membres de se conformer exactement aux statuts approuvés par notre décret du 2 mars 1861⁽¹⁾ pour la communauté des sœurs de Saint-Joseph, dites de la Providence, à la Rochelle (Charente-Inférieure), et que cette association a déclaré adopter.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et de l'instruction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

⁽¹⁾ Bull. 920, n° 8910.

N° 14,493. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant réception de la Bulle d'institution canonique de M. Lequette pour l'Evêché d'Arras.*

Du 19 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes ;

Vu les articles 1^{er} et 18 de la loi du 8 avril 1802 (18 germinal an x) ;

Vu notre décret du 3 avril 1866, qui nomme M. *Lequette*, vicaire général d'Arras, au siège épiscopal de ce diocèse, vacant par le décès de M. *Paris* ;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté le pape *Pie IX* audit évêque nommé ;

Notre Conseil d'Etat entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, le 10 des calendes de juillet de l'année de l'Incarnation 1866 (22 juin 1866), portant institution canonique de M. *Lequette (Jean-Baptiste)* pour l'évêché d'Arras, est reçue et sera publiée dans l'Empire en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme et qui sont ou pourraient être contraires à la Constitution, aux lois de l'Empire, aux franchises, libertés et maximes de l'Eglise gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres de notre Conseil d'Etat. Mention de ladite transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du Conseil.

4. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes ;*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 14,494. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant réception de la Bulle d'institution canonique de M. Grimardias pour l'Evêché de Cahors.*

Du 19 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes;

Vu les articles 1^{er} et 18 de la loi du 8 avril 1802 (18 germinal an x);

Vu notre décret du 30 décembre 1865, qui nomme M. *Grimardias*, curé archiprêtre de Notre-Dame, à Clermont, au siège épiscopal de Cahors, vacant par le décès de M. *Peschoud*;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté le pape *Pie IX* audit évêque nommé;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, le 10 des calendes de juillet de l'année de l'Incarnation 1866 (22 juin 1866), portant institution canonique de M. *Grimardias* (*Pierre-Alfred*) pour l'évêché de Cahors, est reçue et sera publiée dans l'Empire en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme et qui sont ou pourraient être contraires à la Constitution, aux lois de l'Empire, aux franchises, libertés et maximes de l'Église gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres de notre Conseil d'État. Mention de ladite transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du Conseil.

4. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 14495. — DÉCRET IMPÉRIAL portant réception de la Bulle d'institution canonique de M. *Placc* pour l'évêché de Marseille.

Du 19 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes;

Vu les articles 1^{er} et 18 de la loi du 8 avril 1802 (18 germinal an x);

Vu notre décret du 6 janvier 1866, qui nomme M. *Placc*, auditeur de Rote à Rome, à l'évêché de Marseille, en remplacement de M. *Cruice*, démissionnaire;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté le pape *Pie IX* audit évêque nommé;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, le 10 des calendes de juillet de l'année de l'Incarnation 1866 (22 juin 1866), portant institution canonique de M. *Place* (*Charles-Philippe*) pour l'évêché de Marseille, est reçue et sera publiée dans l'Empire en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme et qui sont ou pourraient être contraires à la Constitution, aux lois de l'Empire, aux franchises, libertés et maximes de l'Église gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres de notre Conseil d'État. Mention de ladite transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du Conseil.

4. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N^o 14,496. — DÉCRET IMPÉRIAL portant réception de la Bulle d'institution canonique de M. Béccl pour l'Évêché de Vannes.

Du 19 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes;

Vu les articles 1^{er} et 18 de la loi du 8 avril 1802, (18 germinal an x);

Vu notre décret du 30 décembre 1865, qui nomme M. *Béccl*, archiprêtre de Saint-Pierre, à Vannes, à l'évêché de Vannes, en remplacement de M. *Gazailhan*, démissionnaire;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté le pape *Pie IX* audit évêque nommé;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, le 10 des calendes de juillet

de l'année de l'Incarnation 1866 (22 juin 1866), portant institution canonique de M. *Bécel* (*Jean-Marie*) pour l'évêché de Vannes, est reçue et sera publiée dans l'Empire en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme et qui sont ou pourraient être contraires à la Constitution, aux lois de l'Empire, aux franchises, libertés et maximes de l'Eglise gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres de notre Conseil d'Etat. Mention de ladite transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du Conseil.

4. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROQUE.

N° 14,497. — **DÉCRET IMPÉRIAL** portant répartition du Fonds commun affecté aux Dépenses ordinaires des Départements pendant l'exercice 1867.

Du 21 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur;

Vu la loi du 10 mai 1836, articles 13 et 17;

Vu la loi de finances du 19 mai 1849, article 18;

Vu la loi de finances du 18 juillet 1866,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La répartition du fonds commun de sept centimes additionnels au principal des contributions foncière, personnelle et mobilière de 1867, affecté aux dépenses ordinaires des départements pendant cet exercice, est réglée conformément à l'état ci-annexé.

2. Notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

État de répartition, entre les départements, du fonds commun de sept centimes affecté au complément des dépenses départementales ordinaires pendant l'exercice 1867.

DÉPARTEMENTS.	ALLOCATION du fonds commun.	DÉPARTEMENTS.	ALLOCATION du fonds commun.
Ain.....	259,000 ^f	Report.....	74,652,000 ^f
Aisne.....	155,000	Marne.....	215,000
Allier.....	120,000	Marne (Haute-)... ..	125,000
Alpes (Basses-)... ..	190,000	Mayenne.....	215,000
Alpes (Hautes-)... ..	75,000	Meurthe.....	100,000
Alpes-Maritimes.....	190,000	Meuse.....	155,000
Ardèche.....	220,000	Morbihan.....	180,000
Ardennes.....	95,000	Moselle.....	90,000
Ariège.....	175,000	Nièvre.....	190,000
Aube.....	135,000	Nord.....	50,000
Aude.....	110,000	Oise.....	175,000
Aveyron.....	185,000	Orne.....	135,000
Bouches-du-Rhône.....	250,000	Pas-de-Calais.....	55,000
Calvados.....	80,000	Puy-de-Dôme.....	80,000
Cantal.....	90,000	Pyénées (Basses-)... ..	235,000
Charente.....	95,000	Pyénées (Hautes-)... ..	120,000
Charente-Inférieure.....	185,000	Pyénées-Orientales.....	120,000
Cher.....	230,000	Rhin (Bas-)... ..	125,000
Corrèze.....	135,000	Rhin (Haut-)... ..	125,000
Corse.....	230,000	Rhône.....	330,000
Côte-d'Or.....	100,000	Saône (Haute-)... ..	115,000
Côtes-du-Nord.....	178,000	Saône-et-Loire.....	95,000
Creuse.....	165,000	Sarthe.....	165,000
Dordogne.....	225,000	Savoie.....	190,000
Doubs.....	120,000	Savoie (Haute-)... ..	205,000
Drôme.....	163,000	Seine.....	1,590,000
Eure.....	110,000	Seine-Inférieure.....	150,000
Eure-et-Loir.....	55,000	Seine-et-Marne.....	240,000
Finistère.....	190,000	Seine-et-Oise.....	240,000
Gard.....	155,000	Sèvres (Deux-)... ..	145,000
Garonne (Haute-)... ..	95,000	Somme.....	40,000
Gers.....	150,000	Tarn.....	110,000
Gironde.....	180,000	Tarn-et-Garonne.....	75,000
Hérault.....	98,000	Var.....	200,000
Ille-et-Vilaine.....	95,000	Vaucluse.....	225,000
Indre.....	230,000	Vendée.....	130,000
Indre-et-Loire.....	250,000	Vienne.....	220,000
Isère.....	160,000	Vienne (Haute-)... ..	170,000
Jura.....	110,000	Vosges.....	220,000
Landes.....	165,000	Yonne.....	170,000
Loir-et-Cher.....	180,000	TOTAL.....	15,067,000
Loire.....	155,000	Réserve pour impressions de modèles de budgets et comptes départementaux, ainsi que pour ces impré- vus.....	58,207
Loire (Haute-)... ..	110,000	TOTAL ÉGAL au produit du fonds commun et des ré- serves antérieures.....	15,125,207
Loire-Inférieure.....	135,000		
Loiret.....	165,000		
Lot.....	110,000		
Lot-et-Garonne.....	75,000		
Lozère.....	175,000		
Maine-et-Loire.....	220,000		
Manche.....	145,000		
A reporter.....	7,652,000		

Approuvé pour être annexé au décret de ce jour.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur:

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

N° 14,498. — DÉCRET IMPÉRIAL qui supprime la Maison centrale de furs et de correction établie à Embrun.

Du 21 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. La maison centrale de force et de correction établie à Embrun est supprimée.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

N° 14,499. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget ordinaire du Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, exercice 1865.

Du 21 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'Agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget ordinaire de l'exercice 1865;

Vu notre décret du 15 novembre 1864⁽¹⁾, qui a réparti, par chapitres, les crédits ouverts par la loi ci-dessus visée du 8 juin 1864;

Vu l'article 12, quatrième paragraphe, du sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽²⁾;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 2 juillet 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le crédit ouvert, pour l'exercice 1865, sur le chapitre XIV

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 22,750.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4320.

du budget ordinaire du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics (*Encouragements aux pêches maritimes*), est réduit d'une somme de trente-sept mille six cents francs (37,600').

2. Les crédits ouverts, pour le même exercice 1865, aux chapitres ci-après du budget ordinaire du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sont augmentés d'une somme de trente-sept mille six cents francs (37,600'), par virement du chapitre ci-dessus, savoir :

CHAP. III. Personnel du corps des ponts et chaussées.....	10,600' 00'
— XIII. Encouragements aux manufactures et au commerce.....	5,000 00
— XVIII. Établissements et service sanitaires.....	22,000 00
TOTAL PAREIL.....	37,600 00

3. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé ACHILLE FOULD.

*Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,*

Signé ARMAND DÉHIC.

N° 14,500. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise un virement de Crédit au Budget du Ministère de la Justice et des Cultes (Service des Cultes), exercice 1865.

Du 21 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1865;

Vu notre décret du 15 novembre suivant ⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget du même exercice;

Vu l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1862;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽²⁾, sur les virements de crédits;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 12 juillet 1866;

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 410.

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts à notre garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, pour l'exercice 1865, sur le chapitre x (*Service des cultes*), par la loi de finances du 8 juin 1864 et par notre décret de répartition du 15 novembre suivant, sont réduits d'une somme de neuf mille cinq cents francs (9,500').

2. Les crédits ouverts pour le même exercice sur le chapitre n du budget du ministère de la justice et des cultes (*Service des cultes*), sont augmentés d'une somme de neuf mille cinq cents francs (9,500'), par virement du chapitre ci-dessus.

3. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et notre ministre secrétaire d'État des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Gardes des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHE.

N° 14,501. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise, comme Communauté dirigée par une Supérieure locale, l'Association des Sœurs Trappistines de Notre-Dame des Anges, existant à Espira-de-l'Agly (Pyrénées-Orientales).

Du 21 Juillet 1866

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes ;

La section de l'intérieur, de l'instruction-publique et des cultes de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'association religieuse des sœurs Trappistines de Notre-Dame des Anges, existant à Espira-de-l'Agly (Pyrénées-Orientales), est autorisée comme communauté enseignante dirigée par une supérieure locale, à la charge de se conformer exactement aux statuts approuvés par ordonnance royale du 31 décembre 1826⁽¹⁾ pour la communauté des dames religieuses de Fontevrault, établie à Chemillé (Maine-et-Loire).

⁽¹⁾ VIII^e série, Bull. 137, n° 4723.

Cette autorisation est accordée à la condition expresse : 1° que les sœurs Trappistines de Notre-Dame des Anges seront tenues d'admettre gratuitement dans l'école primaire libre qu'elles dirigent à Espira-de-l'Agly les jeunes filles pauvres de la commune, d'après la liste dressée, chaque année, en exécution de l'article 45 de la loi du 15 mars 1850; 2° que l'enseignement donné à ces élèves comprendra les matières obligatoires énumérées aux articles 23 et 48 de la loi précitée et sera surveillé conformément aux dispositions du décret du 29 juillet 1850.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 14.502. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget du Ministère des Finances, exercice 1865.

Du 28 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État des finances ;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1865 ;

Vu notre décret du 15 novembre 1864 ⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget des dépenses dudit exercice ;

Vu l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852 ;

Vu les dispositions de notre décret du 10 novembre 1856 ⁽²⁾, sur les virements de crédits ;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts à notre ministre secrétaire d'État des finances sur l'exercice 1865, par la loi du budget du 8 juin 1864 et le décret de répartition du 15 novembre 1864, sont réduits d'une somme de cent trente-deux mille deux cent quatre-vingt-douze francs

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4,110.

quatre-vingt-neuf centimes (132,292¹ 89^e), portant sur les chapitres ci-après, savoir :

CHAP. LXVI. Traitements et frais de service des receveurs généraux et particuliers des finances.....	45,292 ¹ 89 ^e
— LXVII. Matériel des tabacs.....	87,000 00
TOTAL.....	132,292 89

2. Les crédits ouverts pour le même exercice, par la loi du budget et le décret de répartition précités, sur les chapitres suivants du budget du ministère, sont augmentés d'une somme de cent trente-deux mille deux cent quatre-vingt-douze francs quatre-vingt-neuf centimes (132,292¹ 89^e), par virement des chapitres désignés ci-dessus :

CHAP. IX. Intérêts de capitaux de cautionnements.....	45,292 ¹ 89 ^e
— LXVII. Dépenses diverses. (Tabacs.).....	52,000 00
— LXVIII. Avances recouvrables. (Tabacs.).....	35,000 00
TOTAL.....	132,292 89

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 28 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 14,503. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui supprime le Journal le Courrier du Dimanche.*

Du 2 Août 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur ;

Vu le numéro du journal *le Courrier du Dimanche*, en date du 29 juillet 1866, lequel contient, à la seconde page, un article intitulé *Lettre au rédacteur*, signé *Prévost-Paradol*, commençant par ces mots : « *Que dire,* » et finissant par ceux-ci : « *sera le plus fort ;* »

Vu les deux avertissements donnés par notre ministre de l'intérieur au journal *le Courrier du Dimanche*, le premier en date du 3 décembre 1865, le second en date du 20 mai 1866 ;

Vu l'article 32 du décret du 17 février 1852⁽¹⁾;

Considérant que l'article du *Courrier du Dimanche* précité, par une comparaison injurieuse et un tableau mensonger, représente la France comme « dépouillée, battue, abêtie un peu plus tous les jours, » et comme impuissante et dégradée;

Considérant qu'un tel langage constitue un outrage à l'honneur du pays, une excitation à la révolte et à la sédition;

Considérant que le journal *le Courrier du Dimanche* a déjà encouru huit avertissements, deux suspensions et une condamnation judiciaire pour excitation à la haine et au mépris du Gouvernement,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le journal *le Courrier du Dimanche* est supprimé par mesure de sûreté générale.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Vichy, le 2 Août 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 490, n° 3651.



Certifié conforme :

Paris, le 8^{er} Août 1866,

Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1415.

N° 14,504. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui dispense les Communes de l'accomplissement des formalités de la purge des Hypothèques, pour les Acquisitions d'immeubles faites de gré à gré, et dont le prix n'excède pas 500 francs.*

Du 14 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu l'ordonnance royale du 18 avril 1842⁽¹⁾, réglant les cas dans lesquels les maires peuvent être dispensés de remplir les formalités de purge des hypothèques à l'égard des acquisitions d'immeubles faites par les communes;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les maires des communes autorisés à cet effet, par délibérations des conseils municipaux approuvées par les préfets, peuvent se dispenser de remplir les formalités de purge des hypothèques pour les acquisitions d'immeubles faites de gré à gré et dont le prix n'excède pas cinq cents francs (500^f).

2. L'article 1^{er} de l'ordonnance royale du 18 avril 1842 est rapporté.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1324, n° 12,965.

N° 14,505. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui ouvre un *Crédit sur l'exercice 1866, à titre de Fonds de concours versés au Trésor par des Départements, des Communes et des Particuliers, pour l'exécution de divers Travaux publics.*

Du 21 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1866;

Vu notre décret du 28 octobre suivant ⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget dudit exercice;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor par des départements, des communes et des particuliers pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1866;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽²⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 (article 4);

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 11 juillet 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur les fonds de l'exercice 1866 (*Budgets ordinaire et extraordinaire*), un crédit de deux millions quatre cent quatre-vingt-trois mille trois cent quatre-vingt-treize francs cinquante-huit centimes (2,483,393^f 58^c).

Cette somme de deux millions quatre cent quatre-vingt-trois mille trois cent quatre-vingt-treize francs cinquante-huit centimes (2,483,393^f 58^c) est répartie de la manière suivante entre les chapitres des budgets ordinaire et extraordinaire ci-après désignés, savoir :

⁽¹⁾ Bull. 1343, n° 13,738.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

BUDGET ORDINAIRE.

CHAP. XX.	Routes et ponts. (Travaux ordinaires.)	230,142' 22'
— XXI.	Navigation intérieure (Rivières). (Travaux ordinaires.)	209,071 07
— XXII.	Navigation intérieure (Canaux). (Travaux ordinaires.)	4,000 00
— XXIII.	Ports maritimes, phares et fanaux. (Travaux ordinaires.)	28,959 00
— XXIV.	Études et subventions pour travaux d'irrigation, de dessèchement, de curage et de drainage	3,383 00
— XXV.	Subventions aux compagnies pour travaux à exécuter par voie de concession de péage	2,113 93
TOTAL du budget ordinaire..		477,669 12 477,669' 22'

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

CHAP. VI.	Construction de ponts	7,000' 00'
— VIII.	Amélioration de rivières	262,679 76
— XI.	Travaux d'amélioration agricole	4,433 33
— XIII.	Drainage	100 00
— XIII ter.	Travaux de défense des villes contre les inondations	481,511 27
— XIV.	Établissement de grandes lignes de chemins de fer	1,250,000 00
TOTAL du budget extraordinaire..		2,005,724 36 2,005,724 36
SOMME ÉGALE au montant du crédit.....		2,483,393 58

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours.

3. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et au département des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur:

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,

Signé ARMAND BÉRIC.

État des sommes versées dans les caisses du trésor par des départements, des communes et des particuliers pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1866.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements par chapitre.
BUDGET ORDINAIRE.		
CHAPITRE XX.		
ROUTES ET PONTS. (Travaux ordinaires.)		
Alpes-Maritimes.	Construction d'un égout sous la route impériale n° 7, entre le pont Magnan et la place Masséna, à Nice	2,000 ⁰⁰
	Amélioration et assainissement de la place du Poids-le-Roi, à Bourges (routes impériales n° 76 et 140)	5,000 00
Cher	Élargissement de la route impériale n° 140 dans la traverse d'Aubigny	600 00
	Suppression d'un moulin à vent établi le long de la route impériale n° 143, pour la facilité de la circulation	300 00
Dordogne.	Construction d'un nouveau magasin, à Périgueux, pour le service des ponts et chaussées	4,440 00
Gironde...	Entretien des routes impériales qui traversent la ville de Blaye	140 36
Loire	Reconstruction du pont de Janon et adoucissement de la route impériale n° 88, aux abords	3,261 86
Moselle ...	Travaux d'amélioration et d'élargissement de la route impériale n° 3, au passage de la porte des Allemands, à Metz	12,000 00
Rhin (Haut-).	Construction de rigoles pavées le long de la route impériale n° 59, dans la traverse de Sainte-Croix-aux-Mines	2,400 00
Seine	Construction d'un égout collecteur destiné à l'assainissement de la route impériale n° 1 et de la plaine de Saint-Denis	200,000 00
TOTAL du chapitre XX		230,142 22
CHAPITRE XXI.		
NAVIGATION INTÉRIEURE. (Rivières.) (Travaux ordinaires.)		
Calvados..	Travaux de défense des rives de l'Orne	853 00
Ille-et-Vilaine.	Entretien de la rivière de Vilaine	136 28
Indre-et-Loire.	Défense du village de la Chapelle-aux-Maux contre la Loire...	1,010 87
Landes...	Travaux de défense de la ville d'Aire contre les inondations de l'Adour	6,000 00
	Construction d'une cale dans la commune de Layrac	316 67
Lot-et-Garonne.	Travaux d'enrochements sur la longueur des propriétés de M. Tamizé riveraines de la Garonne (commune de Taillebourg)	1,100 00
Maine-et-Loire.	Travaux d'amélioration du port de Marsaulaye, sur la Loire..	4,750 00
Manche...	Réparation de la levée de la Loire, au Thourel	5,000 00
Nièvre ...	Travaux d'amélioration du Couesnon	27,000 00
Nord	Entretien de la navigation de l'Yonne	700 00
	Construction d'une passerelle sur l'Escaut, à Cambrai	2,000 00
Puy-de-Dôme.	Déplacement du chemin de halage de la Scarpe, dans Douai..	10,000 00
Pyrénées (Basses-).	Travaux de défense de la rive droite de l'Allier au droit du château de Lagrange	5,500 00
Rhin (Bas-).	Entretien des chaussées du quai de la Nive	873 60
Rhin (Haut-).	Travaux d'amélioration du Rhin	6,000 00
Rhône....	Exhaussement et fortification des digues du Rhin	5,000 00
Tarn-et-Garonne.	Travaux du bas port de Serin, sur la Saône, à Lyon	120,000 00
	Travaux de défense de la Garonne à rivière basse, dans la commune de Verdun	6,000 00

DÉPARTE- MENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements par chapitre.
Tarn-et- Garonne.	Travaux de défense contre la Garonne au droit de la propriété de MM. Rivière et Vassal.....	3,919 ^f 13 ^c
	Travaux de défense contre la Garonne, entre Bressuire et le bac de Mondon.....	2,911 52
	TOTAL du chapitre XXI.....	209,071 07
	CHAPITRE XXII.	
	NAVIGATION INTÉRIEURE (Canaux). (Travaux ordinaires.)	
Somme....	Reconstruction du pont de halage des Teinturiers, sur le canal de la Somme.....	4,000 00
	CHAPITRE XXIII.	
	PORTS MARITIMES, PHARES ET FANAUX. (Travaux ordinaires.)	
Côtes- du-Nord.	Construction d'un pont sur la rivière de Trieux, en amont du pont de Pontrieux.....	10,150 00
Gironde...	Entretien du port de Bourg.....	300 00
Vendée....	Construction d'une jetée au port de la Tranche.....	16,509 00
	Travaux d'empièvement du vieux remblai du port des Sables.	2,000 00
	TOTAL du chapitre XXIII.....	28,959 00
	CHAPITRE XXIV.	
	ÉTUDES ET SUBVENTIONS POUR TRAVAUX D'IRRIGATIONS, DE DESSÈCHEMENT, DE CURAGE ET DE DRAINAGE.	
Drôme....	Frais d'administration et de gestion du canal de Pierrelatte mis sous séquestre.....	3,383 00
	CHAPITRE XXV.	
	SUBVENTIONS AUX COMPAGNIES POUR TRAVAUX À EXÉCUTER PAR VOIE DE CONCESSION DE PÉAGE.	
Nievre....	Pont suspendu de Mornay (route impériale n° 151 bis). (Tra- vaux d'entretien et de réparation.).....	2,113 93
	BUDGET EXTRAORDINAIRE.	
	CHAPITRE VI.	
	CONSTRUCTION DE PONTS.	
Finistère..	Construction d'un pont tournant sur la Penfeld, à Brest (route impériale n° 12).....	7,000 00
	CHAPITRE VIII.	
	AMÉLIORATION DE RIVIÈRES.	
Sarthe....	Construction d'un quai sur la rive gauche du Loir, au Lude...	13,840 00
Seine....	Travaux du barrage de Joinville, sur la Marne.....	232,000 00
Seine- Inférieure.	Construction d'une digue de défense de la Seine, en amont de Caudebec.....	16,839 76
	TOTAL du chapitre VIII.....	262,679 76
	CHAPITRE XI.	
	TRAVAUX D'AMÉLIORATION AGRICOLE.	
Corse.....	Travaux d'une fontaine publique au port de l'Île-Rousse.....	1,933 33
	Travaux de construction de fontaines publiques à Bastia.....	2,500 00
	TOTAL du chapitre XI.....	4,433 33
	CHAPITRE XIII.	
	DRAINAGE.	
Rhin (Haut-).	Travaux de drainage.....	100 00

DÉPARTE- MENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements par chapitre.
CHAPITRE XIII <i>ter</i> . TRAVAUX DE DÉFENSE DES VILLES CONTRE LES INONDATIONS.		
Alpes (Basses-).	Travaux de défense de la ville de Barême contre les inonda- tions.....	7,394 ^f 60 ^c
Ardèche....	Construction d'un grand barrage sur la rivière de Ternay pour la défense d'Annonay.....	50,000 00
Drôme....	Travaux de défense de Tain contre le Rhône.....	13,750 00
Gard....	Travaux de défense de Beaucaire contre le Rhône.....	30,366 67
Isère.....	Travaux de défense de la ville de Grenoble contre les inonda- tions.....	200,000 00
Rhône.....	Travaux de défense de la ville de Lyon contre les inondations.	180,000 00
TOTAL du chapitre XIII <i>ter</i>		481,511 27
CHAPITRE XIV. ÉTABLISSEMENT DE GRANDES LIGNES DE CHEMINS DE FER.		
Seine.	Construction du chemin de fer de ceinture (rive gauche).....	1,250,000 00
RÉCAPITULATION.		
BUDGET ORDINAIRE.		
CHAP. XI.	Routes et ponts. (Travaux ordi- naires).....	280,142 ^f 22 ^c
— XII.	Navigation intérieure. — Rivières. (Travaux ordinaires).....	209,071 07
— XIII.	Navigation intérieure. — Canaux. (Travaux ordinaires).....	4,000 00
— XIII.	Ports maritimes, phares et fanaux. (Travaux ordinaires).....	28,959 00
— XIV.	Études et subventions pour travaux d'irrigation, de dessèchement, de curage et de drainage.....	8,383 00
— XIV.	Subventions aux compagnies pour travaux à exécuter par voie de con- cession de péage.....	2,113 93
TOTAL pour le budget ordinaire..		477,669 32
BUDGET EXTRAORDINAIRE.		
CHAP. VI.	Construction de ponts.....	7,000 ^f 00 ^c
— VIII.	Amélioration de rivières.....	262,679 76
— XI.	Travaux d'amélioration agricole....	4,453 83
— XIII.	Drainage.....	100 00
— XIII <i>ter</i> .	Travaux de défense des villes contre les inondations.....	481,511 27
— XIV.	Établissement de grandes lignes de chemins de fer.....	1,250,000 00
TOTAL pour le budget extraordinaire..		2,005,724 36
TOTAL GÉNÉRAL.....		2,483,393 58

Vu pour être annexé au décret impérial en date du 21 juillet 1866, enregistré sous le n° 531.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14,506. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1866, un Crédit représentant une somme versée au Trésor par la ville de Brest, en exécution de la loi du 18 mai 1864, pour les travaux de construction du Port Napoléon.*

Du 21 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1866;

Vu notre décret du 28 octobre suivant ⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget dudit exercice;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu la loi du 18 mai 1864, qui autorise la ville de Brest à faire au trésor une avance de quatre millions de francs (4,000,000^f) pour la continuation des travaux du port Napoléon, à Brest;

Vu nos décrets des 10 novembre 1864 ⁽²⁾, 4 mars ⁽³⁾, 10 mai ⁽⁴⁾, 28 juin ⁽⁵⁾ et 21 octobre 1865 ⁽⁶⁾, 17 janvier ⁽⁷⁾ et 17 mars 1866 ⁽⁸⁾, qui, à la suite de versements effectués par la ville de Brest en exécution de la loi susvisée du 18 mai 1864, ont ouvert à notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics des crédits montant ensemble à deux millions huit cent mille francs (2,800,000^f);

Vu l'état ci-annexé, constatant qu'il a été versé au trésor le 16 mai dernier, par la ville de Brest, une nouvelle somme de trois cent mille francs (300,000^f), avec la même destination;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽⁹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 (article 4);

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 12 juillet 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur les fonds de l'exercice 1866, chapitre x du budget extraordinaire (*Travaux d'amélioration et d'achèvement des ports maritimes*), un crédit de trois cent mille francs (300,000^f) pour la continuation des travaux de construction du port Napoléon, à Brest.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre d'avances faites par la ville de Brest.

⁽¹⁾ Bull. 1345, n° 13,738.

⁽²⁾ Bull. 1252, n° 12,781.

⁽³⁾ Bull. 1276, n° 13,036.

⁽⁴⁾ Bull. 1293, n° 13,269.

⁽⁵⁾ Bull. 1322, n° 13,556.

⁽⁶⁾ Bull. 1346, n° 13,768.

⁽⁷⁾ Bull. 1365, n° 13,971.

⁽⁸⁾ Bull. 1378, n° 14,108.

⁽⁹⁾ Bull. 440, n° 4110.

3. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et au département des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé ACHILLE FOULD.

*Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

*État des sommes versées au trésor par la ville de Brest, à titre d'avances, pour la
construction du port Napoléon, à Brest, en exécution de la loi du 18 mai 1864.*

DATE du versement.	DÉSIGNATION du comptable qui a reçu les fonds.	MONTANT des versements.	OBSERVATIONS.
16 mai 1866....	Receveur de l'arrondissement de Brest.....	300,000 ^f	
	Montant des versements antérieurs.	2,800,000	
	ENSEMBLE	3,100,000	

Vu pour être annexé au décret impérial en date du 21 juillet 1866, enregistré sous le n° 529.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14.507. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1866, un Crédit représentant une somme versée au Trésor par la Chambre de commerce du Havre, en exécution de la loi du 14 juillet 1865, pour travaux à effectuer au Port de cette ville.

Du 21 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1866;

Vu notre décret du 28 octobre suivant ⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget dudit exercice;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu la loi du 14 juillet 1865, qui autorise la chambre de commerce du Havre à faire au trésor une avance de quatre millions huit cent mille francs pour travaux à effectuer au port de cette ville;

Vu nos décrets des 17 janvier ⁽²⁾, 1^{er} mars ⁽³⁾ et 28 avril derniers ⁽⁴⁾, qui, à la suite de versements effectués par la chambre de commerce du Havre, en exécution de la loi susvisée du 14 juillet 1865, a ouvert à notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics des crédits s'élevant ensemble à six cent cinquante mille francs (650,000^f);

Vu l'état ci-annexé, constatant qu'il a été versé au trésor les 16 avril et 15 mai derniers; par ladite chambre de commerce, une nouvelle somme de deux cent mille francs (200,000^f), applicable aux travaux dont il s'agit;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽⁵⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 (article 4);

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 12 juillet 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

VOUS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur les fonds de l'exercice 1866, chapitre x du budget extraordinaire (*Travaux d'amélioration et d'achèvement des ports maritimes*), un crédit de deux cent mille francs (200,000^f) pour la construction d'un bassin à flot et de trois formes de radoub sur l'emplacement actuel de la citadelle du Havre.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre d'avances, par la chambre de commerce de la ville du Havre.

3. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et au département des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Juillet 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,

Signé ARMAND BÉRIC.

⁽¹⁾ Bull. 1343, n° 13,738.

⁽²⁾ Bull. 1365, n° 13,972.

⁽³⁾ Bull. 1369, n° 14,052.

⁽⁴⁾ Bull. 1386, n° 14,190.

⁽⁵⁾ Bull. 440, n° 4110.]

État des sommes versées au trésor par la chambre de commerce du Havre, à titre d'avances pour les travaux du port de cette ville, en exécution de la loi du 14 juillet 1865.

DATES des versements.	DÉSIGNATION du comptable qui a reçu les fonds.	MONTANT des versements.	OBSERVATIONS.
16 avril 1866....	Receveur central du département de la Seine.....	100,000 ¹	
15 mai 1866. ...	Idem.....	100,000	
	TOTAL.....	200,000	
	Versements antérieurs.....	650,000	
	ENSEMBLE.....	850,000	

Vu pour être annexé au décret impérial en date du 21 juillet 1866, enregistré sous le n° 530.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,
Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14,508. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise des virements de Crédits aux Budgets ordinaire et extraordinaire du Ministère de la Guerre, exercice 1865.*

Du 25 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1865;

Vu la loi du 8 juillet 1865, accordant des suppléments de crédits sur l'exercice 1865;

Vu nos décrets des 15 novembre 1864 ⁽¹⁾ et 26 août 1865 ⁽²⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits de cet exercice;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽³⁾;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 16 juillet 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts sur les chapitres ci-après des budgets ordinaire et extraordinaire du ministère de la guerre, pour l'exercice 1865, par les lois de finances des 8 juin 1864 et 8 juillet 1865,

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

⁽³⁾ Bull. 1330, n° 13,614.

et par nos décrets de répartition des 15 novembre 1864 et 26 août 1865, sont diminués d'une somme de deux cent quatre-vingt-cinq mille francs (285,000'), répartie ainsi qu'il suit, savoir :

BUDGET ORDINAIRE.

CHAP. XVIII. Poudres et salpêtres. (Matériel).....	141,000'
--	----------

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

CHAP. IX. Transports généraux.....	74,000
XIII. Corps indigènes.....	70,000

TOTAL pour le budget extraordinaire.....	144,000
--	---------

TOTAL GÉNÉRAL des diminutions.....	285,000
------------------------------------	---------

2. Les crédits ouverts sur les chapitres ci-après désignés des mêmes budgets sont augmentés, par virement, d'une somme de deux cent quatre-vingt-cinq mille francs (285,000'), ainsi répartie, savoir :

BUDGET ORDINAIRE.

CHAP. IV. États-majors.....	120,000'
XIII. Harnachement.....	3,000
XIX. Écoles impériales militaires.....	18,000

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

CHAP. V. États-majors.....	144,000'
----------------------------	----------

TOTAL GÉNÉRAL des augmentations.....	285,000
--------------------------------------	---------

3. Nos ministres secrétaires d'État aux-départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

(Le Maréchal de France, Ministre secrétaire d'État
au département de la guerre,

Signé RANDON.

N° 14,509. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget ordinaire du Gouvernement général de l'Algérie, exercés 1865.

Du 25 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie;

Vu nos décrets des 10 décembre 1860⁽¹⁾ et 7 juillet 1864⁽²⁾, sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1865;

Vu notre décret du 15 novembre 1864⁽³⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits de cet exercice;

Vu notre décret du 28 octobre 1865⁽⁴⁾, portant virement partiel des chapitres v, x et xi du budget ordinaire du gouvernement général de l'Algérie, au chapitre vi de ce même budget, d'une somme totale de cinq cent mille francs (500,000^f);

Vu l'article 55 de notre décret du 31 mai 1862⁽⁵⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu notre décret du 10 décembre 1856⁽⁶⁾;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 11 juillet 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts sur le budget ordinaire du gouvernement général de l'Algérie, exercice 1865, par la loi de finances du 8 juin 1864, notre décret de répartition du 15 novembre suivant et notre décret susvisé du 28 octobre 1865, aux chapitres v et x, sont diminués de vingt-quatre mille francs (24,000^f), savoir :

DEUXIÈME SECTION.

CHAP. V. Administration générale..... 12,000^f

TROISIÈME SECTION.

CHAP. X. Services financiers..... 12,000

ÉGAL..... 24,000

2. Cette somme de vingt-quatre mille francs (24,000^f) est reportée par virement aux chapitres ci-après du même budget.

TROISIÈME SECTION.

CHAP. VIII..... 12,000^f

— XI..... 12,000

ÉGAL..... 24,000

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés,

⁽¹⁾ Bull. 881, n° 8488.

⁽²⁾ Bull. 1240, n° 12,622.

⁽³⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽⁴⁾ Bull. 1353, n° 13,822.

⁽⁵⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

⁽⁶⁾ Bull. 440, n° 4110.

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 25 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Maréchal de France, Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.

N° 14,510. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédit au Budget extraordinaire du Gouvernement général de l'Algérie, exercice 1866.*

Du 28 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie;

Vu nos décrets des 10 décembre 1860⁽¹⁾ et 7 juillet 1864⁽²⁾, sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie;

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget des dépenses extraordinaires de l'exercice 1866;

Vu notre décret du 28 octobre 1865⁽³⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits de ce budget;

Vu l'article 55 de notre décret du 31 mai 1862⁽⁴⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu notre décret du 10 décembre 1856⁽⁵⁾;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 15 juillet 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit de neuf cent trois mille francs (903,000^f) alloué, par notre décret susvisé du 28 octobre 1865, au titre du chapitre II (4^e section) du budget des dépenses extraordinaires du gouvernement général de l'Algérie de l'exercice 1866, est diminué de soixante-treize mille francs (73,000^f) et fixé, par suite, à huit cent trente mille francs (830,000^f).

2. Le crédit de trois cent trente-cinq mille neuf cents francs (335,900^f) inscrit par notre dit décret au chapitre IV (*Bâtiments civils*) du même budget extraordinaire, est augmenté de soixante-treize

⁽¹⁾ Bull. 881, n° 8488.

⁽²⁾ Bull. 1240, n° 12,622.

⁽³⁾ Bull. 1343, n° 13,738.

⁽⁴⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

⁽⁵⁾ Bull. 440, n° 4110.

mille francs (73,000'), et porté, en conséquence, à quatre cent huit mille neuf cents francs (408,900').

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 28 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé ACHILLE FOULD.

*Le Maréchal de France, Ministre secrétaire
d'État au département de la guerre,*

Signé RANDON.

N° 14,511. — DÉCRET IMPÉRIAL portant convocation, 1° des Conseils généraux de l'Algérie, 2° du Conseil supérieur du Gouvernement de l'Algérie.

Du 5 Août 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu nos décrets organiques de l'administration de l'Algérie, en date des 27 octobre 1858⁽¹⁾, 10 décembre 1860⁽²⁾ et 7 juillet 1864⁽³⁾;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie;

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1°. La session ordinaire des conseils généraux de l'Algérie, pour 1866, sera ouverte le lundi 17 septembre prochain; sa durée est fixée à dix jours.

2. La session du conseil supérieur du gouvernement de l'Algérie, pour 1866, sera ouverte le samedi 6 octobre prochain et durera huit jours.

3. Le général commandant la province désignera, s'il y a lieu, un interprète pour la langue arabe, qui assistera aux séances du conseil général, à l'effet de traduire aux conseillers indigènes les propositions faites, les objections élevées et les conclusions mises aux voix, et de traduire au conseil les propositions et observations de ces mêmes conseillers.

L'interprète désigné prêtera serment entre les mains du président du conseil général.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés, chacun en ce qui le

⁽¹⁾ Bull. 646, n° 5998.

⁽²⁾ Bull. 935, n° 9086.

⁽³⁾ Bull. 1240, n° 12,622.

concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Vichy, le 5 août 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,*

Signé RANDON.

N° 14,512. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. Guérin (*Félix-Adolphe*), ancien employé à la préfecture de la Seine, né le 23 nivôse an VII à Paris, y demeurant,
Et M. Guérin (*Charles-Anatole*), capitaine d'état-major, né le 29 août 1834 à Paris,

Sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de *Précourt* et à s'appeler, à l'avenir, *Guérin-Précourt*.

2° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le conseil d'État. (*Paris, 23 Mai 1866.*)

N° 14,513. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° Le décret du 28 mars 1866, qui assigne douze offices d'huissier au tribunal de première instance de Lunéville (Meurthe), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à onze.

2° Le décret du 16 août 1860, qui assigne trente-deux offices d'huissier au tribunal de première instance de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à trente et un. (*Paris, 21 Juillet 1866.*)

N° 14,514. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Le préfet du Morbihan est autorisé à concéder à la princesse *Baciocchi* le relais de mer à provenir de l'endiguement de l'anse de Céline, située commune de Baden, d'une superficie d'environ cinquante-trois hectares.

2. Cette concession sera faite moyennant le prix de onze mille quatre-vingt-huit francs (11,088^f) et aux conditions ordinaires d'aliénation des biens de l'État.

3. Il sera établi dans le goulet de cette anse, et pour le soustraire à l'action de la mer, une digue de clôture insubmersible. Cette digue aura deux mètres de largeur au sommet et s'élèvera d'un mètre au-dessus du niveau des plus hautes marées. Les talus seront inclinés à trois mètres de base pour deux de hauteur. Le talus extérieur sera défendu par un perré en pierres.

4. La digue formera un chemin public pour les piétons et les bestiaux; à cet égard, elle sera raccordée à chacune de ses extrémités avec le rivage de l'anse de Baden par un chemin d'un mètre cinquante centimètres de largeur au moins, et dont la pente sera au plus d'un centimètre par mètre. Le couronnement de la digue et ses chemins de raccordement avec le rivage seront entretenus en bon état de viabilité par la concessionnaire, qui devra d'ailleurs supporter toutes les servitudes de passage pouvant résulter de chemins existant actuellement dans l'anse. La digue sera traversée par un aqueduc d'un quart de mètre carré au moins de débouché, dont le radier sera au niveau des basses mers et vives eaux ordinaires, et muni d'une vanne pour la prise de l'eau de mer et pour permettre au besoin l'écoulement des eaux douces.

5. La digue et toutes ses dépendances seront exécutées dans le délai de dix-huit mois, à compter de la date de l'acte de concession.

6. Après l'expiration de ce délai, un ingénieur ou agent des ponts et chaussées désigné par le préfet constatera, en présence de la concessionnaire, ou elle dûment appelée, si les travaux ont été effectués. S'ils ne l'ont pas été, l'Administration des domaines aura la faculté, soit de contraindre la concessionnaire par toutes voies de droit à les exécuter, soit de faire prononcer sa déchéance. La déchéance sera prononcée de la manière fixée par l'ordonnance du 11 juin 1817 et par l'article 26 du cahier des charges pour l'aliénation des biens de l'État, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable de faire les travaux ni d'aucune autre formalité.

En cas de déchéance prononcée pour inexécution des travaux, la concessionnaire sera tenue de payer, par forme de dommages-intérêts, une somme égale au quart du prix principal de la concession.

7. Soit que la déchéance ait été prononcée en vertu de l'article 26 du cahier des charges pour défaut de paiement du prix, soit qu'elle ait lieu pour inexécution des travaux, les ouvrages ou travaux qui auront été commencés appartiendront à l'État, sans qu'il soit tenu d'aucun remboursement à raison de ces travaux ou ouvrages, ni pour la plus-value qui en serait résultée. (*Saint-Cloud, 11 Août 1866.*)



Certifié conforme :

Paris, le 17^e Août 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1416.

N° 14,515. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui déclare d'utilité publique, dans la ville de Paris, le prolongement du Boulevard Saint-Germain et autres opérations de voirie accessoires.*

Du 28 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu le plan des alignements projetés pour le prolongement du boulevard Saint-Germain et autres opérations de voirie accessoires;

Les pièces de l'enquête;

La délibération du conseil municipal de Paris, en date du 15 juin 1866;

La proposition du sénateur préfet de la Seine;

Les lois des 16 septembre 1807, 3 mai 1841 et l'ordonnance réglementaire du 23 août 1835 ⁽¹⁾;

Le décret du 26 mars 1852 ⁽²⁾ et le décret réglementaire du 27 décembre 1858 ⁽³⁾;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique, dans la ville de Paris :

1^o Le prolongement du boulevard Saint-Germain, entre le boulevard Saint-Michel et le quai d'Orsay;

2^o La suppression de l'ancienne rue des Deux-Portes, des rues du Jardinot et Larrey, des impasses du Paon et du Rouan, de la place Gozlin, de la partie de la rue Gozlin comprise entre la place de ce nom et la rue des Ciseaux, des rues d'Erfurth, de Childebert et Sainte-Marthe;

3^o La suppression de la rue Taranne;

4^o L'élargissement à vingt mètres de la rue de l'École-de-Médecine, entre le boulevard Saint-Michel et le boulevard Saint-Germain prolongé;

⁽¹⁾ 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 378, n° 5906.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 514, n° 3914.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 656, n° 6111.

5° La suppression de la rue Antoine-Dubois et l'ouverture d'une rue nouvelle en prolongement de la rue Voltaire jusqu'à la rue de l'École-de-Médecine élargie;

6° Le redressement de la rue Dupuytren en continuation de la rue des Quatre-Vents;

7° La suppression : 1° de la section de la rue de l'École-de-Médecine comprise entre la rue Larrey et le carrefour de l'Odéon, avec élargissement de ce carrefour; 2° de la section de ladite rue comprise entre le carrefour de l'Odéon et la place Gozlin;

8° L'amorce jusqu'à la rue de l'Éperon d'une voie projetée entre le nouveau boulevard et la place Saint-André-des-Arts;

9° L'agrandissement de la place Saint-Thomas-d'Aquin;

10° La formation d'un large carrefour de raccordement, à la rencontre du boulevard Saint-Germain avec la rue du Bac;

11° L'ouverture d'une nouvelle rue entre ledit carrefour et la rue des Dames-de-la-Visitation, et le prolongement de cette dernière rue jusqu'au boulevard Saint-Germain;

12° La modification de l'alignement de la partie de la rue Saint-Dominique comprise entre le boulevard Saint-Germain et la rue Bellechasse;

13° L'ouverture d'une rue dans l'axe du pont de Solferino, entre le quai d'Orsay et la rue Saint-Dominique;

14° La modification et le redressement de l'alignement de la rue de Courty;

15° L'élargissement de la rue de Bourgogne entre le quai d'Orsay et la rue de l'Université;

Le tout, suivant les alignements indiqués par des lignes noires avec lisérés bleus sur le plan ci-annexé, que nous approuvons à cet effet.

En conséquence, cette ville est autorisée à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, en vertu tant de la loi du 3 mai 1841 que du décret du 26 mars 1852, après l'accomplissement préalable des formalités prescrites par le décret réglementaire du 27 décembre 1858, les immeubles ou portions d'immeubles nécessaires à l'exécution des projets ci-dessus.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 28 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

N° 14,516. — DÉCRET IMPÉRIAL qui déclare d'utilité publique, dans la ville de Paris, le prolongement de la Rue de Rennes et autres opérations de voirie accessoires.

Du 28 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu le plan indiquant les alignements projetés pour le prolongement de la rue de Rennes et autres opérations de voirie accessoires;

Les pièces de l'enquête;

La délibération du conseil municipal de Paris, en date du 15 juin 1866;

La proposition du sénateur préfet de la Seine;

Les lois du 16 septembre 1807, 3 mai 1841 et l'ordonnance réglementaire du 23 août 1835⁽¹⁾;

Le décret du 26 mars 1852⁽²⁾ et le décret réglementaire du 27 décembre 1856⁽³⁾;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique, dans la ville de Paris :

1^o Le prolongement de la rue de Rennes, depuis le carrefour formé à la rencontre des rues de Vaugirard, du Regard et Notre-Dame-des-Champs, jusqu'au quai Conti en face du nouveau pont projeté sur la Seine, dans l'axe de la rue du Louvre;

2^o L'élargissement du carrefour à la jonction des rues de Vaugirard, du Regard et Notre-Dame-des-Champs;

3^o L'élargissement, la rectification et le prolongement de l'impasse d'Assas et sa transformation en rue jusqu'à la rue de Rennes prolongée;

4^o L'élargissement, la rectification et le prolongement de la rue du Gindre jusqu'à la rue de Rennes prolongée;

5^o La suppression des rues Beurrière, Neuve-Guillemain, de l'Égout et de la partie de la rue-Cassette au droit des propriétés n° 2, 4 et 6;

6^o L'élargissement du côté gauche du carrefour de la Croix-Rouge;

7^o L'élargissement de la rue du Four entre ce carrefour et la rue Bonaparte;

8^o La modification du périmètre de la place Saint-Germain-des-Prés et la suppression du carrefour Saint-Benoît;

9^o Le prolongement de la rue de l'Abbaye jusqu'à la rue Saint-Benoît et l'amorce d'une voie nouvelle entre la place Saint-Germain-des-Prés et la rue Saint-Benoît;

10^o La suppression de la partie de la rue Visconti comprise entre la rue de Seine et la rue nouvelle, jusqu'aux n° 14 et 15, et la sup-

⁽¹⁾ 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 378, n° 5906.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 514, n° 3914.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 656, n° 6111.

pression de la partie de la rue Mazarine comprise entre la rue de Seine et la voie nouvelle;

11° L'isolement et la rectification du périmètre de l'Institut, au moyen de l'ouverture d'une voie de vingt-deux mètres de largeur, remplaçant la rue de Seine dans la partie comprise entre le quai Malaquais et la rue Jacob;

12° La suppression de l'impasse Conti;

Le tout, suivant les alignements indiqués par des lignes noires avec lisérés bleus sur le plan ci-annexé, et que nous approuvons à cet effet.

En conséquence, la ville de Paris est autorisée à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, en vertu tant de la loi du 3 mai 1841 que du décret du 26 mars 1852, après l'accomplissement préalable des formalités prescrites par le décret réglementaire du 27 décembre 1858, les immeubles ou portions d'immeubles dont l'occupation est nécessaire.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 28 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

N° 14,517. — DÉCRET IMPÉRIAL qui déclare d'utilité publique, dans la ville de Paris, 1° l'ouverture d'une Voie entre le Quai Henri IV et le Boulevard Morland, d'une part, la Place de la Bastille et la ligne des Boulevards intérieurs, d'autre part; 2° la modification des alignements du côté ouest de la Place de la Bastille, à l'extrémité de la Rue Saint-Antoine.

Du 28 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu le plan indiquant : 1° les alignements projetés pour l'ouverture d'une voie entre le quai Henri IV et le boulevard Morland, d'une part, la place de la Bastille et la ligne des boulevards intérieurs, de l'autre; 2° des modifications projetées aux alignements du côté ouest de la place de la Bastille, à l'extrémité de la rue Saint-Antoine;

Les pièces de l'enquête;

La délibération du conseil municipal de Paris, en date du 15 juin 1866;

La proposition du sénateur préfet de la Seine;

Les lois des 16 septembre 1807, 3 mai 1841 et l'ordonnance du 23 août 1835⁽¹⁾;

Le décret du 26 mars 1852⁽²⁾ et le décret réglementaire du 27 décembre 1858⁽³⁾;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique, dans la ville de Paris :

1^o L'ouverture d'une voie de trente mètres de largeur entre le quai Henri IV et le boulevard Morland, d'une part, la place de la Bastille et la ligne des boulevards intérieurs, d'autre part;

2^o La modification des alignements du côté ouest de la place de la Bastille, à l'extrémité de la rue Saint-Antoine;

Le tout, suivant les alignements indiqués par des lignes rouges avec lisérés bleus sur le plan ci-annexé, et que nous approuvons à cet effet.

En conséquence, ladite ville est autorisée à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, en vertu tant de la loi du 3 mai 1841 que du décret du 26 mars 1852, après l'accomplissement des formalités prescrites par le décret réglementaire du 27 décembre 1858, les immeubles ou portions d'immeubles dont l'occupation est nécessaire à l'exécution des projets ci-dessus.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 28 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

N° 14,518. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif aux Vacances de la Cour des comptes pour l'année 1866.

Du 14 Août 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. La cour des comptes prendra ses vacances, en la présente

⁽¹⁾ 11^e série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 378, n° 5906.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 514, n° 3914.

⁽³⁾ 11^e série, Bull. 656, n° 6111.

année, du 1^{er} septembre au 31 octobre, avec les restrictions ci-après déterminées.

2. Il y aura pendant ce temps une chambre des vacations, composée d'un président de chambre et de six conseillers maîtres, laquelle tiendra ses séances au moins trois jours par semaine.

3. La chambre des vacations connaîtra de toutes les affaires attribuées aux trois chambres, sauf celles qui seront exceptées par un comité composé du premier président, des présidents de chambre et de notre procureur général, et desquelles le jugement sera renvoyé à la chambre compétente.

4. La chambre des vacations sera composée, cette année, de

MM. *Ribouet*, président de la deuxième chambre, président;

Passy,

Arnault,

du Sommerard,

Berger,

Oger d'Ivry,

Mercier-Lacombe,

conseillers maîtres.

M. *du Sommerard*, conseiller maître, remplacera notre procureur général en cas d'absence.

M. *Lefebvre*, greffier de la deuxième chambre, remplira l'office de greffier; il suppléera le greffier en chef pendant l'absence de ce dernier, autorisée par le premier président.

5. Le premier président désignera ceux des conseillers référendaires qui pourront prendre part aux vacances sans préjudice pour le service de la cour, et sans que, dans aucun cas, il puisse donner des congés à plus de la moitié des conseillers référendaires.

Cette disposition sera applicable aux auditeurs rapporteurs. Les congés des autres auditeurs sont réglés par le premier président, selon les besoins du service.

6. L'absence qui aura lieu en vertu des dispositions qui précèdent sera comptée comme temps d'activité.

7. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 14 Août 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 14,519. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes), portant ce qui suit :

1° M. *Collette (Louis-Joseph)*, propriétaire, né le 2 février 1815, à Paris, y demeurant, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Baudicour*, et à s'appeler, à l'avenir, *Collette de Baudicour*.

2° L'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Saint-Cloud, 14 Novembre 1865.*)

N° 14.520. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé à l'élargissement de la route impériale n° 5, de Paris à Genève et en Italie, et à la création d'une place publique le long de cette route, le tout en face de l'hôtel de ville d'Évian (Haute-Savoie), conformément aux dispositions indiquées sur un plan qui restera annexé au présent décret.

2° La part de dépense à la charge de l'État est fixée à la somme invariable de trois mille sept cents francs.

Cette somme sera imputée sur les fonds affectés annuellement aux rectifications des routes impériales par le budget extraordinaire des travaux publics.

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 9 Mai 1866.*)

N° 14.521. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé à la rectification de la route impériale n° 74, de Châlon-sur-Saône à Sarreguemines, aux abords et dans la traverse du village d'Harréville (Haute-Marne), suivant la direction générale figurée par une ligne rouge sur le plan du 15-16 mars 1866, qui restera annexé au présent décret.

2° La dépense, évaluée à soixante et onze mille trois cents francs, sera imputée sur les fonds affectés annuellement aux rectifications des routes impériales dans le budget extraordinaire du ministère des travaux publics.

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation.

5° L'ordonnance du 29 décembre 1845⁽¹⁾ est et demeure rapportée. (*Paris, 9 Mai 1866.*)

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1279, n° 22,623.

N° 14,522. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé à la rectification de la route impériale n° 203, d'Annecy à Thonon, entre le torrent du Même et la Roche (Haute-Savoie), suivant la direction générale figurée par des lignes rouges sur un plan qui restera annexé au présent décret.

2° La dépense sera imputée sur les fonds affectés annuellement aux rectifications des routes impériales par le budget extraordinaire du ministère des travaux publics.

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (Paris, 9 Mai 1866.)



Certifié conforme :

Paris, le 21^r Août 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1417.

N° 14,523. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui proclame 1259 Brevets d'invention et Certificats d'addition.*

Du 9 Novembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 14 de la loi du 5 juillet 1844,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont proclamés :

1° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Barassin (Eugène-Frédéric) et Lebon (André-Joseph), mécaniciens, élisant domicile chez le sieur Marseau aîné, rue de Lamartine, n° 8, à Lille, pour un moteur rotatif universel.

2° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouneau (Jules-Frédéric), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour anneaux de rideaux dits *chemins de fer*.

3° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Brémond (Jean-Baptiste), instituteur public et arboriculteur, à Gagne, pour une collection d'arbres squelettes servant à la démonstration de la taille des arbres fruitiers.

4° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Burdet (Jean-Marie), mécanicien, rue de Vauban, n° 38, à Lyon, pour un appareil de filature pour empêcher le duvet de la soie.

5° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Cazanou (Germain), charpentier, rue de Castres, n° 27, à Toulouse, pour une machine à suspension mobile, propre à la natation.

6° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Chardon (Claude-Benoît), rue Joubert-Colomès, n° 33, à Lyon pour un appareil gymnastique frotteur d'appartements, etc.

7° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Courau (J.-B.), rue de Turenne, n° 23, à Bordeaux, pour un système de niveau.

8° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juin

1864, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Cuvellier, teinturier, rue Saint-Aubert, à Arras, pour un cylindre apprêtant les étoffes de soie et de laine.

9° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delaporte (Charles-Marie-Balthazar), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 40, pour des perfectionnements apportés à l'éclairage décoratif.

10° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 juin 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par le sieur Dezeuze (Guillaume), marchand de fer, boulevard du Jeu-de-Paume, n° 32, à Montpellier, pour un système de ressorts pour crinolines dits *ressorts Dezeuze*.

11° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 9 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur d'Herman-Lomer, représenté par le sieur Meslin, à Paris, rue Saint-Honoré, n° 276, pour des matières colorantes remplaçant les couleurs d'aniline (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 21 avril 1878).

12° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Faynot frères (Théodore et Camille), fabricants d'équipements militaires, à Paris, Grande-Rue de la Chapelle-Saint-Denis, n° 135, pour un système pour travailler les cuirs et les peaux pour la cordonnerie, la sellerie et les courroies mécaniques.

13° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Forest (Jules), mécanicien, et Denoyel (Jules), entrepreneur, représentés par le sieur Heutet fils, rue Ferrandière, n° 41, à Lyon, pour un désincrustant des chaudières à vapeur et autres.

14° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Gonin (Louis), constructeur, à Dijon, pour un appareil à distiller au moyen de la vapeur.

15° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 juillet 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Meuse, par le sieur Gonnellieu (Charles), tisserand, à Bar-le-Duc, pour un système applicable aux métiers de corsets sans couture.

16° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juin 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Marne, par les sieurs Grandjean (Pierre), employé de la compagnie des chemins de fer de l'Est, et Colas frères, maîtres de forges, à Chevillon, pour des modifications apportées dans les disques des chemins de fer.

17° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 5 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gwire (Edward-Thomas-S'-Laurence-M^{re}), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés aux hamacs militaires (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 1^{er} juillet 1878).

18° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Huet et Geyler, à Paris, rue Blanche, n° 95, pour un appareil élévatoire pour les matières sèches ou humides, grenues, pâteuses ou liquides.

19° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Mazière fils (Jacques-César), rue du Mail, n° 32, à Lyon, pour perfectionnements dans la construction des battants de tissage.

20° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Meillard (Jean-Baptiste), élisant domicile chez le sieur Eugène Vincent, rue de Créquy, n° 90, à Lyon, pour un appareil à soufrer la vigne.

21° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moison (François-Théophile), élisant domicile chez le sieur Larousse, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 47, pour une machine à sécher les tissus et matières textiles.

22° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le

sieur Montegut (Étienne), meunier, place de Lamartine, à Arles, pour une machine hydro-épurative pour les blés.

23° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Pétrement (Gabriel), menuisier, à Nîmes, pour une table dite à coulisse, se repliant sur elle-même au moyen d'allonges.

24° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pierret (Louis), mécanicien, à Paris, rue Montmartre, n° 164, pour la fabrication de roues d'engrenage de petite dimension, fondues d'un seul jet et applicables aux jouets d'enfant.

25° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roussel (Louis-Charles), horloger, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de cage pour oiseaux dite *cage enchantée*.

26° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juillet 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Saintard (Nicolas) et Poytreneau jeune (Pierre-Isidore), négociants, à Paris, rue Boucher, n° 9, pour un système de cuvette à double fermeture dite *cuvette normande inodore*.

27° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 juillet 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Savoye (Henri-Paul-Ferdinand), à Paris, cité de Trévise, n° 10, pour fabrication de vin mousseux dit *champagne moka*.

28° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par le sieur Schweitzer (Jean), tanneur, à Beauregard, pour un procédé de fabrication des cuirs sans emploi d'écorce ni d'acide sulfurique.

29° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wery (Eugène), architecte-construteur, à Paris, rue du Marché-Passy, n° 8 (seizième arrondissement), pour planchers insonores.

30° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Accarie (Henri-Frédéric), docteur-médecin, à Paris, rue de l'École-de-Médecine, n° 14, pour un système de bandage herniaire.

31° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 22 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Adam (John), Webb (Ino) et Monteiro (Joachim-John), représentés par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements dans l'application et la préparation de la fibre de l'*adansonia digitala* (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 11 août 1878).

32° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bardin (Jacques-Charles-François), pharmacien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de préparation et d'emploi d'une garniture animale dite *pergume*, destinée à remplacer la canne pour sièges, banquettes, etc.

33° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 20 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bennisson (Henri), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les machines motrices (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 3 mars 1878).

34° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Briaux (Victor), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un genre de pèse-lettres.

35° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chartier (Alexis-Étienne), mécanicien, à Paris, impasse du Moulin-Vert, n° 6, pour une machine à fondre les caractères d'imprimerie.

36° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 20 août 1864, au secré-

tariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Clayton (John), représenté par le sieur Gilbec, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10, pour des perfectionnements apportés à la construction des fourneaux à réverbère et autres pour échauffer et fondre le fer et l'acier et pour d'autres applications semblables (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 10 mars 1878).

37° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 20 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Drabble (John), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système de fabrication du tulle bobin (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 22 février 1878).

38° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 24 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Dutate-Bruyninga, serrurier, à Saint-Pol, pour une machine à écabochoir et faire les découpures dans les magasins de tabacs.

39° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 20 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Eadds (James-Buchanan), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans le montage et la manœuvre des pièces d'artillerie pesantes (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 7 juin 1878).

40° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Égrot (Alfred-Edme), constructeur, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 272, pour un mouvement de fermeture et d'ouverture des robinets applicables aux bouteilles alimentaires pour générateurs.

41° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur François (Auguste), représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour des perfectionnements dans la disposition du balancier des pendules dites à *escapulette*.

42° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Gellérat et compagnie, à Paris, rue de Provence, n° 21, pour véhicules automoteurs destinés au transport et remorquage sur voies ordinaires.

43° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gérard (Gustave-Eugène-Michel), fabricant de caoutchouc, à Paris, rue du Théâtre, n° 100 (Grenelle), pour machines à couper en fils les feuilles de caoutchouc ou autres substances.

44° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gerfaux jeune (Jean-Pierre), représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour des boucles de ceinture à portraits.

45° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lambrigtot (Jacques-Paul), employé, à Paris, avenue de Breteuil, n° 74, pour un encrier magnétique.

46° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Langlade de Montgros (Louis-Marius), à Paris, rue de Bagneux, n° 11, faubourg Saint-Germain, pour un système de fabrication de la tourbe.

47° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mackay (Donald), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements apportés dans les projectiles sous-marins et dans les appareils propres à les lancer.

48° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Maire (Joséphine-Thérèse), dite Marie Maire, fabricante de fleurs, représentée par le sieur Lavalley, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour fabrication de fleurs, feuillages, fruits, etc. artificiels en chenille teinte ou colorée dite *chenille ombrée et nuancée*.

49° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 août

1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mercier (Pierre), ébéniste, à Paris, rue Sedaine, n° 45, pour un genre de sommier dit *sommier parisien*.

50° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Olivier (André-Sylvain), employé d'ateliers de construction, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux machines à vapeur.

51° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pastorelly (Antoine), négociant, représenté par le sieur Petit, à Paris, rue Neuve-Saint-Denis, n° 5, pour une machine à détordre, écharper et couper les vieux cordages gondronnés pour le calfatage des navires.

52° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Eure, par le sieur Prevost (Eugène-Alexandre), à Saint-Cyr-du-Vaudreuil, pour un système de régulateur d'ensouple de métier à tisser.

53° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Rigola (Pierre), rue Boileau, n° 8, à Nantes, pour perfectionnement d'un appareil de chauffage.

54° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ardeche, par le sieur Roger (Oscar), à Vals, pour une machine à sonder et à perforer la terre pour la découverte des sources.

55° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Thevenot (Louis), serrurier, à Rougemont, pour un système de serrures d'armoires.

56° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tovany (Alexandre), mécanicien, représenté par le sieur Herpst, à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 3, pour une machine à couper le savon.

57° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Touchais (Joseph), à Nantes, pour l'application d'un moyen de rendre mobiles les séparations divisant les wagons de première et deuxième classe, pour la sécurité des voyageurs sur les chemins de fer.

58° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Velten (Matias) et Fink (Henry), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un genre de matières filamenteuses.

59° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vernet aîné (Frédéric-Étienne), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une pile électrique économique comme source d'électricité.

60° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vergnes (Maurice), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la construction des pianos.

61° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Walker (John) et Ragon (Adolphe-Ernest), représentés par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements dans l'armement des bâtiments de guerre.

62° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Bastide (Jean-Baptiste-Édouard), docteur en médecine, rue Saint-Aubin, n° 31, à Toulouse, pour la fabrication d'un papier à cigarettes.

63° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Beuzard

(Théophile), constructeur d'instruments aratoires, à Parfondeval, pour un brabant double à trois socs pouvant fonctionner comme binoir.

64° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Bilé (Clément), fabricant de rasoirs, à Firminy, pour une machine à calibrer et à polir les rasoirs employés pour la fabrication des velours de Saint-Etienne dits *velours de montagne*.

65° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Meuse, par le sieur Bradfer (Jean-Baptiste), maître de forges, à Bar-le-Duc, pour un joint de tuyau élastique-hermétique-compensateur et indéboîtable.

66° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cass (Louis-Jean-Simon), élisant domicile chez le sieur Marchais, à Paris, rue Louis-le-Grand, n° 25, pour un moteur à vent dit *moteur Cass éolique*.

67° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Caudron (Julien), fabricant de cordes, à Malaunay, pour un élévateur de sûreté servant au transport des ouvriers et des marchandises dans les établissements industriels.

68° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Coste (Joseph), géologue, boulevard de Longchamps, n° 130, à Marseille, pour un filtre dit *multiplicateur des surfaces filtrantes*.

69° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Landes, par le sieur Darribet (Jean-Isidore), secrétaire de la mairie de Dax, pour un siège d'aisances et de propreté.

70° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dussaux (Claude-Alexis), à Paris, rue de Buffault, n° 21, pour support et abat-jour sphérique à brisure.

71° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Forbes (James) et Abbott (John), représentés par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés dans les moyens et appareils de fabrication du sulfate d'ammoniaque et de l'acide sulfurique (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 21 juin 1878).

72° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Harant (Jean-Charles-Albert), conducteur des ponts et chaussées, élisant domicile chez la dame Forget, à Paris, rue du Caire, n° 23, pour une turbine à force centrifuge, destinée à l'élévation des liquides.

73° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Kreuz (Friederich), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des crinolines, robes, mantelets et autres articles de toilette semblables (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 19 août 1878).

74° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Le Clerc (Pierre-Auguste), à Paris, rue des Moines-Batignolles, n° 3, pour un fourneau horizontal pour la réduction des minerais de fer à l'état d'éponge de fer et pour l'emploi de l'éponge de fer dans les appareils Bessemer et autres analogues.

75° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Lecomte (Baptiste-Désiré), chaudronnier, représenté par le sieur Demeule, à Elbeuf, rue de la Bague, n° 54, pour un robinet valve.

76° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Legru (Célestin), directeur de fabrique, à Poutra, pour un genre de défécation des jus dans la fabrication du sucre.

77° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Loisel (Pierre-Félix-Adrien), à Paris, rue Tronchet, n° 2, pour un instrument dit *perforateur de précision*.

78° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lejeune (Jules), à Paris, rue Saint-Louis-Batignolles, n° 102, pour un moyen de fouler et laver toutes les matières textiles et les tissus de toutes sortes.

79° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Macadré (Charles), jardinier, à Viry-Nourenil, pour un coupe-bordures.

80° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Moyan (Gustave) et Bourdean (Auguste), à Paris, rue des Moines-Batignolles, n° 52, pour un condensateur à rotation, à surfaces réfrigérantes obtenues par la vaporisation d'un liquide quelconque.

81° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 5 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Myers (Edward) et Progers (Thomas-Guy), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux compteurs à gaz (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 13 mai 1878).

82° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Parent, Schaken, Cailliet et compagnie, à Paris, quai de Billy, n° 54, pour perfectionnements aux cribles continus ou non continus, à pistons pleins ou flottants, destinés à la séparation et à l'enrichissement des matières minérales ou autres, naturelles ou artificielles.

83° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Parent, Schaken, Cailliet et compagnie, à Paris, quai de Billy, n° 54, pour perfectionnements apportés aux tables tournantes destinées à la séparation et à l'enrichissement des matières minérales.

84° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Phené (Samuel), commerçant, rue de Paris, n° 116, au Havre, pour un fourneau à grille triangulaire mobile.

85° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Jura, par le sieur Richard (Joseph-Désiré), négociant, représenté par le sieur Gallard, à Lons-le-Saunier, pour un mécanisme de miroir de chasse dit vulgairement *miroir à alouettes*, et s'adaptant aussi à tous objets exigeant un mouvement de va-et-vient.

86° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robert (Jean-Joseph), fabricant de couverts, représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour un genre de sommiers dits *sommiers Robert*.

87° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Manche, par le sieur Sémilly (Pierre-Antoine), tourneur sur bois, à Saint-Lô, pour un robinet en bois.

88° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Siegmund-Moore, représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés dans la dorure galvanisée (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 15 août 1878).

89° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Strouse (Joseph), manufacturier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la confection des chemises.

90° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} août 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par la société Antoine Susan père et fils aîné, mécaniciens, rue des Carmes, à Cambrai, pour un régulateur différentiel de tension et de tirage de l'ensouple et du déchargeoir des métiers à tisser.

91° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thomssen (Julius), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés dans les batteries pour produire l'électricité et dans les appareils pour convertir la quantité de celle-ci en intensité (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 19 août 1878).

92° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vergnes (Maurice), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux appareils d'aspiration ou d'inhalation.

93° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wanner (Christian), mécanicien, représenté par le sieur Nougues, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication des formetures de sacs de voyage, sacs à ouvrage, nécessaires, porte-monnaie, etc.

94° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Alfraise (Pierre-Michel), chimiste, à Paris, rue du Pont-aux-Choux, n° 16, pour procédé de préparation de l'azomaphylamine et de ses sels.

95° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Alfraise (Pierre-Michel), chimiste, à Paris, rue du Pont-aux-Choux, n° 16, pour procédé de préparation de la rosaniline.

96° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Asselin de Monnerville (Louis-Joseph), élisant domicile à Paris, rue Montaigne, n° 14 bis, pour un appareil d'éclairage.

97° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Biondetti (Annibal-Napoléon), bandagiste, à Paris, rue des Fossés-Montmartre, n° 3, pour perfectionnements apportés à la fabrication générale de toute espèce d'ouvrages en fils métalliques adhérents, polis à l'extérieur et fixés par une soudure ou par tout autre moyen à l'intérieur.

98° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Yonne, par le sieur Bondoux (Victor-Ernest), à Villeneuve-sur-Yonne, pour la fabrication de la brique creuse dite *E B*.

99° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juillet 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chartier (Jules), mécanicien, à Paris, boulevard du Prince-Eugène, n° 26, pour une filière à couper les tuyaux en fer pour le gaz.

100° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Cuny (Pierre-Auguste), ferblantier, à Nancy, pour un appareil dit *lame Cuny*.

101° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Deher (Auguste) et Bayon fils (Jean-Marie), représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un contre-poids en fonte de fer avec surcharge facultative, pour suspension d'appareils d'éclairage, etc.

102° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Descorps (Antoine) et Prevel (Eugène), ferblantiers-lampistes, représentés par le sieur Meslin, à Paris, rue Saint-Honoré, n° 276, pour lanterne cycloppique et sphéroïdale s'adaptant à la tête et permettant de travailler des deux mains et de circuler sans danger dans tous les endroits qui renferment des matières inflammables.

103° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dufour (Joseph-Alfred), chapelier, à Paris, rue Royale-Saint-Honoré, n° 22, pour un système d'aération pour les coiffures.

104° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Durand

(François), représenté par le sieur Salmon, à Paris, rue Claude-Villefaux, n° 11, pour un genre de locomotion sur les routes ordinaires ou ferrées, etc.

105° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ferry (Alphonse-Martin), fabricant de porte-monnaie, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système d'entourage préservateur des arbres, arbustes, etc.

106° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Fromin (Jean-Frédéric), fabricant de brosses à lampes, rue du Finckwiller, n° 19, à Strasbourg, pour la fabrication de brosses à verres de lampes, en peau et en laine de toutes couleurs.

107° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Graingeat (Auguste), entrepreneur de transports, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une machine dite *hydro-locomotive*, fonctionnant sur les voies d'eau à l'instar de la locomotive sur les voies ferrées.

108° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Hardy (Zéphirin-Honoré), Delecaut (Simon), horlogers, et Denis (Norbert-Joseph), géomètre, les deux premiers élisant domicile chez le troisième, rue du Gros-Gérard, n° 26, à Lille, pour un laveur de gaz.

109° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Henry (François-Bernard), architecte, à Paris, rue de la Glacière-Passy, n° 48, pour une brouette-arrosoir.

110° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Humphrey (David-Wood-Green) et Wood (Amos-Lawrence), représentés par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour une machine perfectionnée à confectionner les boutonnières.

111° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laborey (Charles-Théodore), à Paris, rue de Babylone, n° 70, pour un pétrisseur mécanique, système Laborey.

112° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lacomchy (Désiré-Pierre), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements dans la fabrication des poupées.

113° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Le Besnerais (Michel-Victor), serrurier-mécanicien, à Paris, rue Saint-Germain-Batignolles, n° 30, pour un mode de fermeture des volets de boutiques ou de rez-de-chaussée, ou toute espèce de fermetures.

114° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lhuillier (Henri-Louis-Charlemagne), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour l'emploi et l'application de rubans en bois de n'importe quelle essence.

115° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juin 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Loughridge (William), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les freins de chemins de fer et dans la manière d'appliquer la force à ces appareils.

116° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Maillot (Nicolas-Gilbert) et Vincent (Jean-Gabriel-André), manufacturier, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un bouton métallique plat à bourrelet et à queue rapportée.

117° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mége-

mont-Bertrand (Joseph), représenté par le sieur Castelbon, à Paris, passage des Petites-Écuries, n° 15, pour une gratte-bosse à mandrin brisé.

118° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Eure, par le sieur Mordret (Léon-Edmond), rue de l'Île, à Louviers, pour un métier à tisser perfectionné à plusieurs navettes.

119° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Paquier (Antoine-Napoléon), fabricant de papiers, à Paris, rue Popincourt, n° 102, pour la fabrication du papier d'emballage des cartons et pâtes à papier avec les débris des bois de teinture.

120° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Paris (Charles-Émile), manufacturier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un genre de forme à sucre en verre cliqué.

121° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 25 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Parry (George), maître fondeur, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans le traitement des scories (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 25 février 1878).

122° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Parrin (Antoine), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un bidon nécessaire du soldat.

123° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pratt (William-Thomas-Cassel), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système permettant à un conducteur de train de changer les aiguilles et de faire des signaux pendant la marche du convoi.

124° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Romen (François), fabricant d'épingles, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une machine à enlever les bavures des aiguilles.

125° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 26 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Swift (Ferdinand), représenté par le sieur Nougues, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la construction des essieux et des boîtes de roues (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 18 août 1878).

126° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vergnes (Maurice), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour une machine à vapeur rotative.

127° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Volle (Adrien), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un appareil destiné à détruire les mulots, les renards et en général tous les animaux à terrier, dit *appareil familateur*.

128° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Balaïs (Raymond), représenté par le sieur Thenen, à Paris, rue de Dunkerque, n° 24, pour des perfectionnements dans les crochets serre-fils télégraphiques.

129° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Balbi (Jacques-Antoine-Barthélemy), mécanicien, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des perfectionnements dans le matériel roulant des chemins de fer et des appareils propres à empêcher la rencontre des trains, lesquels sont applicables au matériel actuel.

130° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baron (Stanislas), représentant de commerce, à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 10, pour un système de lit à compartiments dit *lit Baron*.

131° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août

1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baron (Stanislas), représentant de commerce, à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 10, pour une table de lit.

132° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bena (François), représenté par le sieur Guy, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95, pour un système de dalles chaperons en terre cuite dit *système Bena*, ayant pour but la couverture des murs, chapiteaux, etc.

133° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bigot-teaux (Alexandre), mécanicien, représenté par le sieur Beluze, à Paris, rue Baillet, n° 3, pour un système de signaux électriques.

134° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bongers (Pierre-Jean-Jacques), négociant, représenté par le sieur Nougès, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système de construction de sommiers élastiques.

135° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} août 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Chapon (Michel), fabricant de châles, à Nîmes, pour un procédé faisant changer en noir toutes les couleurs sur châles brochés, à l'aide d'un pinceau.

136° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Charbonnier (Alexandre), mécanicien, rue Jean-Moët, n° 12, à Épernay, pour un calendrier perpétuel.

137° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Chava-hier (Laurent), cours Perrache, n° 55, à Lyon, pour une chaudière à vapeur à foyer et tubes amovibles.

138° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dau-bourg (Émile-Louis), entrepreneur, rue Valentin, n° 23, à Levallois, pour un sys-tème de bouchage hermétique et élastique des armes à feu.

139° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dumas (Alphonse), ingénieur directeur de mines, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une pile à réactifs solides.

140° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dumont (Armand), orfèvre, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un passe et arrête-ressort pour crinolines, tournures, etc.

141° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Évrard (Louis-François), miroitier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un attrape-mouches.

142° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juillet 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Eyssautier (Jean-Pierre) et Eyssautier (Pierre-Marie-Joseph) frères, à Paris, square Napoléon, n° 23 (vingtième arrondissement), pour un système de peigne brisé tisso-brodeur.

143° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ge-nuit (François-Louis-Georges), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système de caisse propre à l'emballage.

144° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hart-mann (Richard), constructeur de machines, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux métiers à filer.

145° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Herbet (Amédée-Charles), imprimeur sur étoffes, à Paris, rue Sainte-Foy, n° 8, pour un pro-cédé physico-chimique consistant à imprimer en relief ou sans relief, en une seule opération, sur toutes espèces de tissus légers, teints ou non teints, plusieurs spéci-mens d'un dessin.

146° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Joos (Henri-Alexis), sous-lieutenant au soixante-quinzième de ligne, élisant domicile chez le sieur Mesnil, restaurateur, à Romainville, pour un système de registre dit *serre-feuilles*.

147° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Joye (Marie-Laurent), professeur, à Paris, rue Joubert, n° 16, pour un compteur de l'enfance.

148° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Knein (Jean-Guillaume), portefeuilleiste, à Paris, rue Philippeaux, n° 36, pour un genre de fermeture pour ceintures de dames et autres.

149° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Oise, par le sieur Leseigneur (Désiré), curé desservant, à Ferrières, pour un mécanisme servant à brûler l'huile de pétrole dans les lampes du sanctuaire des églises et aussi dans les lampes des ménages pauvres, dit *lampe du Seigneur*.

150° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Longuet (Auguste), libraire-relieur, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 80 (rive droite), pour un système de reliure des dos d'albums photographiques.

151° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Miloguggino (François), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système de papier métré.

152° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Naveau et compagnie, fabricants de mèches et veilleuses, à Paris, rue de Jouy, n° 10, pour porte-mèche veilleuse grand réflecteur à courant d'air.

153° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Olivier (Jacques), marchand d'objets d'art, à Paris, rue du Pot-au-lait, n° 5, à la Glacière, pour un genre de brique dite *brique Olivier*.

154° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Piver (Honoré-Alphonse), parfumeur, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 10, pour plaques et filières chauffées pour l'étirage et le modelage des savons de toilette.

155° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Piver (Honoré-Alphonse), parfumeur, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 10, pour un séchoir automatique continu propre à la dessiccation rapide du savon de toilette.

156° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Rifflét (François-Norbert), Rifflét (Raphaël) frères et Rixheim (Sylvain-Benjamin), à Paris, les deux premiers, rue Notre-Dame-de-Nazareth, n° 76, et le troisième, rue du Faubourg-du-Temple, n° 135, pour un verre phare.

157° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rinaldi fils (Georges-Jules), facteur de pianos, représenté par le sieur Ponthus-Cinier, à Paris, rue des Halles, n° 8, pour une mécanique de pianos appliquée sur une table d'harmonie arrondie.

158° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tien (Paul), fabricant, à Paris, rue de Mademoiselle (Vaugirard), n° 107, pour un enduit liquide hydrofuge.

159° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Velter (Frédéric), rue Blanche, n° 6, à Angers, pour un instrument de médecine et de chirurgie dit *collyroscopie hélicoïdal Velter*.

160° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Venet

(François-Pierre), impasse du Doyenné, n° 2, à Lyon, pour une cire dite *cire minérale*.

161° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 30 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Windlé (George-Burnes), représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour une brosse mécanique destinée à broser les tapis de pied des appartements (brevet américain de dix-sept ans, expirant le 16 août 1876).

162° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Louis Abraham et compagnie, représentée par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un genre de bouton dit *facil bouton* ou *bouton kinétopode*.

163° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Aigouy (Louis-Philippe-Paulin), fabricant de gants, à Paris, rue Rameau, n° 11, pour une manchette de gant.

164° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur de Brionne (Alexandre), rue Meriadeck, n° 101, à Bordeaux, pour un système de bouchage des vases à conserves alimentaires et spécialement des pots à moutarde.

165° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Carbonnelle père (Pierre-Joseph), mécanicien, place Philippe-de-Gérard, n° 15, à Lille, pour une scie casse-sucre.

166° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Claxton (François-Sorrel), à Ruelle, pour des perfectionnements dans les armes à feu portatives.

167° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Colin (Pierre-Eugène), serrurier, à Lunéville, pour une usine à gaz portative.

168° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cousseau (Jean-Baptiste), sculpteur, à Paris, rue de la Verrerie, n° 60, pour un appareil perfectionné de navigation aérienne.

169° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Crooy (Adolphe-Henri-François-Ghislain), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés aux modes d'inhumation.

170° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dallemagne (Henri-Nicolas), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour une carafe à glacer les liquides.

171° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delaisement (Ernest), fabricant, représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour un genre de gilet de flanelle dit *figaro flanelle*.

172° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Delattre (Bernardin-Benjamin-Joseph), agent principal d'assurances, à Hazebrouck, pour une machine à broyer et à teiller le lin et autres plantes textiles.

173° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs D'hulster, Bailly et Lacour, mécaniciens, faubourg de Fives, à Lille, pour un appareil à supprimer l'ovalisation des cylindres des machines à vapeur.

174° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dorliac (Alfred), voyageur de commerce, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un compteur graphique propre au contrôle des voitures publiques et autres.

175° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur

Duchamp (Jean-Marie), mécanicien, rue de la Vieille-Monnaie, n° 30, à Lyon, pour un système de compteur à eau.

176° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ducomet (Joachim-Joseph), à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 89 (rive droite), pour un genre de coffres de pendules.

177° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Oise, par le sieur Duvauchel (Auguste), meunier, à Milly, pour un système de meules à aérage centrifuge.

178° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Galante (Henry), fabricants d'instruments de chirurgie, à Paris, place Dauphine, n° 28, pour un pulvérisateur des liquides par la vapeur.

179° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Galibert et fils, fabricants de bandages, représentée par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système de bandage dit *bandage eustrophora*.

180° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Gascon (Alexandre), aubergiste, à Pernes, pour une liqueur hygiénique dite *gascon*.

181° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Genevay (Antoine-Joseph), fabricant de ciment, et Cousin (Jacques-Edmond), fabricant de pierres factices, à Paris, le premier, rue Drouot, n° 15, et le second, rue de Charonne-Belleville, n° 8, pour fabrication d'un ciment dit *ciment de la Seine*.

182° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lelarge (Nicolas), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une essence à détacher dite *essence micro-végétale*.

183° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Loewenberg (Henri), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un jupon perfectionné.

184° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Manbré (Alexandre), représenté par le sieur Gilbec, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10, pour des perfectionnements dans la fabrication du sucre, glucose et du sirop de fécule (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 4 mars 1878).

185° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Marchand (François-Maurice) et Mignot (Ernest-Auguste-Élie), orfèvres, à Paris, le premier, rue du Temple, n° 29, et le second, passage Jouffroy, n° 22, pour une salière couverte.

186° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Ozanne et fils, entrepreneurs de serrurerie, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système d'ouverture et de fermeture des châssis pour serres, etc.

187° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Palun (Marie-Guillaume-Auguste), à Avignon, pour une application de la photographie combinée avec la teinture, pour obtenir, sur linge et toutes espèces de tissus, des marques consistant en portraits, dessins ou armoiries inaltérables aux opérations ordinaires de blanchissage.

188° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pecheur fils (Auguste-Eugène), treillageur, représenté par le sieur Nougès, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système de scellement de supports portatifs destinés à soutenir les fils de fer pour jardins, clôtures, etc.

189° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} sep-

tembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Perier (Alexandre-Auguste), représenté par le sieur Daubige, à Paris, quai de Billy, n° 54 bis, pour des procédés propres à extraire le sucre cristallisable, ainsi que d'autres produits utiles, des sirops, mélasses et de toutes autres matières sucrées.

190° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Renotte (Adolphe), constructeur chaudronnier, rue des Moulinots, n° 12, à Valenciennes, pour un appareil de rectification continu pour l'alcool.

191° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Rigolet, Truel, Boyer et Cabantous, ces trois derniers représentés par le premier, rue de la Paix, n° 16, à Marseille, pour un système de métier à tisser les canisses en roseaux que l'on emploie comme lambris dans la construction des maisons.

192° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le comte de Sparre (Pietro-Ambjorn), représenté par le sieur Tolhausen, à Paris, boulevard de Magenta, n° 149, pour un système de transmission des signaux.

193° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par la société Tapisier fils et Debry, négociants, place Tholozan, n° 26, à Lyon, pour perfectionnements apportés dans l'ourdissage et la canne destinés à ourdir toutes sortes d'étoffes.

194° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par la société Tapisier fils et Debry, négociants, place Tholozan, n° 26, à Lyon, pour perfectionnements dans l'enroulage mécanique des fils de chaîne dit *plage*.

195° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Windhausen (François) et Heinson-Huch, constructeurs-mécaniciens, représentés par le sieur Bötger, à Anzin, pour une machine à air chaud dite *machine à air inflammable*.

196° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Avril (Ernest), à Paris, rue de la Victoire, n° 46, pour des perfectionnements apportés au système d'alimentation des chaudières à vapeur pour lequel le sieur Brière a pris un brevet d'invention de quinze ans, le 21 juin 1862, et un certificat d'addition, le 24 juin 1863.

197° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bailly (Théophile-Apollon), sculpteur, et de Folin (Alfred), représentés par le sieur Petit, à Paris, rue Neuve-Saint-Denis, n° 5, pour un graisseur mécanique applicable à toutes espèces de machines.

198° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bandet (Paul), négociant, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements apportés dans la fabrication des agglomérés en général.

199° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par le sieur Benoist (Yves-Benjamin-Noël), mécanicien, à Étampes, pour l'application d'un contre-batteur à hélice aux batteuses à blé en travers, pour battre les graines de trèfle, luzerne, minette et autres petites graines.

200° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Blandin (Jules-Alexandre) et Blandin (Alfred), poseurs de sonnettes, à Paris, rue du Colysée, n° 25, pour un tableau indicateur mécanique pour la pose des sonnettes.

201° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bonchut (Eugène), à Paris, quai Malaquais, n° 15, pour une lunette (pince-front ou pince-tempe).

202° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 sep-

tembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourne (Stephen), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements dans les fûts et autres vases destinés à contenir des liquides pouvant se détériorer par le contact de l'air atmosphérique.

203° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Manche, par le sieur Carel (Antoine-Guillaume), constructeur des travaux de la ville de Cherbourg, pour un système de moulage de pavés en ciment avec incrustations pour mosaïques.

204° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Lot-et-Garonne, par le sieur Cassan (Jean), horloger, à Saint-Maurin, canton de Beauville, pour une bascule ou porte-fûeaux sans engrenage ni ressorts, applicable aux rouleaux en pierre ou en bois pour le dépiquage des céréales.

205° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Caudron (Julien), fabricant de cordages, à Malaunay, pour un levier en métal, bois ou matériaux, destiné à faciliter la sonnerie des cloches.

206° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cowles (Edouard), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un sofa-lit perfectionné.

207° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département d'Eure-et-Loir, par le sieur Delavallée (Edouard-Henri-Auchoix), à Dommerville, pour un procédé de distillation des grains combiné avec le procédé de distillation de la betterave.

208° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Dubuisson cadet (Pierre), fabricant de quincaillerie, rue de la Sablière, n° 2, à Saint-Étienne, pour un réveille-matin à luminaire et à bouilloire.

209° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Goirand (Vincent), bourrelier-sellier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans les harnais de cheval.

210° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Hammond (Thomas-Bundle) et de la Roche (Charles-Ferdinand), à Paris, le premier, rue d'Orléans-Batignolles, n° 30, et le second, rue Chanaleilles, n° 11, pour l'application du caoutchouc vulcanisé comme moyen de transport d'objets par terre ou par mer.

211° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hugo-Levinstein, fabricant, élisant domicile chez le sieur Moureaux, à Paris, rue Fléclier, n° 4, pour une matière colorante dite *dorothea*.

212° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs F. Jouannin et compagnie, manufacturiers, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour métier perfectionné à fabriquer les filets de pêche et autres.

213° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ladoux (Sébastien-Prosper), mécanicien, à Paris, rue des Murs-de-la-Roquette, n° 7, pour une machine à fabriquer les allumettes chimiques rondes et carrées.

214° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Le Brun-Virloy (Alexandre), à Paris, rue Pigalle, n° 26, pour un système de chargement des hauts fourneaux dit *grille chargeuse*.

215° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lesieur (Emmanuel-Adrien), à Paris, rue de Chartres-Batignolles, n° 8, pour la préparation du carbonate double de magnésie et d'ammoniaque.

216° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 sep-

tembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lindner (Edward), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un appareil tampon à système élastique pour résister aux chocs.

217° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marchand (Charles-Eugène), représenté par le sieur Claës, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, pour perfectionnements apportés aux queues de billard.

218° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par les sieurs Maréchal fils (Charles-Raphaël), peintre sur verre, et Tessié du Motay (Cyprien-Marie), chimiste, rue de Paris, n° 4, à Metz, pour des méthodes de production à bas prix de l'acide fluorhydrique.

219° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Milo-Guggino (François), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système de crochet ménage-courant d'air.

220° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Marne, par le sieur Patillaud (Jean), entrepreneur de maçonnerie, au Mée-lès-Melun, pour une pompe aspirante et refoulante s'alimentant sans moteur.

221° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Pay-de-Dôme, par le sieur Pillat (Benoit), serrurier, à Ambert, pour une charrue labourant à l'aller et au retour.

222° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Drôme, par le sieur Prothon (Henry), négociant, élisant domicile chez le sieur Pradier, notaire, à Tain, pour un robinet à deux branches à jet intermittent.

223° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Richard (Pierre), géomètre, à Sombernon, pour une équerre-rapporteur.

224° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Sernin (Marcelin), confiseur-distillateur, élisant domicile chez le sieur Raphaël Delorme, rue Peyrolières, n° 39, à Toulouse, pour une liqueur dite *kitre* ou *liqueur des Maures*.

225° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs de Telecsheff (Nicolas), capitaine de l'artillerie de la garde impériale russe, et Michniewicz (Michel), avocat, représentés par le sieur Thenen, à Paris, rue de Dunkerque, n° 24, pour un système de navigation aérienne.

226° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bonfanti (César), représenté par le sieur Nonguès, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système de guide de chemins de fer nommé *A B C, guide alphabétique des chemins de fer*.

227° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Deux-Sèvres, par les sieurs Bontemps (Élie) et Bontemps (Alexandre), frères, serruriers, le premier, à Fay-l'Abbesse, et le second, à Cerisay, pour un ventilateur-cribleur.

228° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cabarat (Louis-Étienne), employé des lignes télégraphiques, représenté par le sieur Lavielle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un télégraphe typographique électro-chimique ou électro-magnétique : typographique ou autographique quant à la transmission, électro-chimique ou électro-magnétique quant à la réception.

229° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Calmer (Jean) et Gallais (Constant-Albert), négociants, représentés par le sieur Nonguès, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication des chapeaux et d'autres objets.

230° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 sep-

tembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Cartier (François), Testanière (Prosper), Ollivier (Jean-Joseph) et Guignes (Jean-Baptiste), représentés par le sieur Tetrasson, boulevard du Musée, n° 46, à Marseille, pour un métier propre à la fabrication des filets de pêche et de la passementerie.

231° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Degesse (André-Maurice), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements dans la fabrication des supports d'abat-jour.

232° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Faulquier cadet et compagnie, manufacturiers, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de machine pour parer, diviser et découper les barres de savon.

233° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Favier (André-Jean-Baptiste), représenté par le sieur Lavalée, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de support d'abat-jour tout en fil métallique sans soudure.

234° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fox (William), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour perfectionnements dans la fabrication des balais et des brosses.

235° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Proté (Eugène), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour la fabrication de sphères et cartes géographiques portatives en relief.

236° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gillot (Hector-Joseph), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de contre-baguette à tension variable applicable à la filature.

237° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hermagis (Hyacinthe), opticien, à Paris, rue des Lombards, n° 18, pour un appareil d'optique dit *appareil solaire perfectionné*.

238° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jeanne (Adolphe-Michel), ouvrier en châssis, à Paris, rue Popincourt, n° 31, pour un système de tresse sur canne pour toute espèce de dessus de sièges.

239° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lasset (Charles-Alphonse), architecte, à Paris, rue Vieille-du-Temple, n° 37, pour un seau-crible ayant pour but le triage et le lavage des résidus de charbon de terre, coke, tourbe et de toutes autres matières.

240° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leclerc (Augustin), forgeron-mécanicien, rue de Montreuil, n° 84, à Vincennes, pour un système propre à éviter les frottements dans les mécanismes, dit *cousinet à toupie*.

241° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leclère (Edouard), à Paris, chemin de ronde de Ménilmontant, n° 3, pour porte-allumettes dit *photolipon*.

242° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Marcelin (Paul) et Carricaburu (Jean), représentés par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un genre de pompe.

243° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Masseron (Pierre), directeur de tissage mécanique, rue de Grammont,

n° 28, à Rouen, pour un mouvement de pédales pour le tissage mécanique des tissus variés.

244° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Masson (Henri-Félix-Edouard) et Boscher (François-Charles), mécaniciens, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de montage perfectionné pour têtes de cheval, presses, découpoirs, abatages et pour toutes espèces de machines sur lesquelles se montent les outils à découper et à estamper.

245° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mençons (Marc-Antoine-François), représenté par le sieur Thenen, à Paris, rue de Dunkerque, n° 24, pour des perfectionnements dans la construction des machines à coudre.

246° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Morel (Alexandre), commis des postes, à Paris, rue des Acacias-Montmartre, n° 10, pour une voiture mécanique à air comprimé et à feu, pour le transport sur les chemins ordinaires.

247° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Parent, Schaken, Caillet et compagnie, à Paris, quai de Billy, n° 54, pour des perfectionnements dans l'établissement des chariots avec treuils roulants, applicables à l'élévation et à la manœuvre des fardeaux.

248° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Parigot (Claude) et Grivel jeune, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un appareil dit *sabot-frein*, pour chemins de fer (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 30 janvier 1878).

249° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Potter (Elisha-Olney), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour des perfectionnements dans la taille des limes.

250° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baynal (Jean-Adolphe), bandagiste, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un irrigateur.

251° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bazas (François), forgeron, à Paris, chaussée de Clignancourt, n° 56, maison Benoît, pour une chaîne dite *chaîne ronde croisée*.

252° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Sellarier (A^e), rue du Palais-Galien, n° 126, à Bordeaux, pour un album dit *album-publicité*.

253° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par la dame Stuckart (Natalie Fresenius), élisant domicile chez le sieur Chauffour, manufacturier, à Thann, pour une méthode de préparer le gluten du froment pouvant remplacer l'albumine des œufs dans les applications industrielles.

254° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Toselli (Jean-Baptiste), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un moyen d'obtenir le vide dit *vide torricellien* et ses applications industrielles et autres.

255° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vigoureux (Stanislas), manufacturier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé d'impression de plusieurs couleurs formant des chinés, panachés et ombrés sur la surface des tissus.

256° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure,

par le sieur Vimont (Eugène), maître de verrerie, à Rétonval, pour four au bois à ouvreaux à clôture hermétique et à double conduit de tirage.

257° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Alfraise (Pierre-Michel), chimiste, à Paris, rue du Pont-aux-Choux, n° 16, pour un procédé de préparation de la chrysaniline.

258° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Batard (Julien-Amand), feuillagiste, représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour la fabrication du tissu oriental.

259° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Blouin (Alfred), mécanicien, et Mercier (Nicolas-Didier), docteur en médecine, représentés par le sieur Petit, à Paris, rue Neuve-Saint-Denis, n° 5, pour une sapine mobile à coulisses et à tête fixe ou tournante, ou échafaudage mobile pour constructions, se développant au moyen du treuil qui sert à enlever les fardeaux.

260° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouilliant (Auguste), fondeur-constructeur, à Paris, rue de Ménilmontant, n° 62, pour un système d'arrosoir dit *arrosoir à palettes*.

261° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Yonne, par le sieur Cochois (Alexandre), à Seignelay, pour carreaux mosaïques en terre.

262° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juin 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Couvreur (Alphonse), représenté par le sieur Amouroux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour un élévateur à chèvre rotatif.

263° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 juin 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Couvreur (Alphonse), représenté par le sieur Amouroux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour un excavateur-porteur à l'usage des terrassements.

264° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 juin 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Couvreur (Alphonse), représenté par le sieur Amouroux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour une disposition d'excavateur-chargeur à godets extracteurs.

265° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Dupont (Émile), maître de forges, à Crespin, pour un système de roues pleines avec bandages et sous-bandages fixés au moyen de la contraction du fer.

266° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Gérardin (Joseph), négociant, à Nancy, pour un appareil à gaz de pétrole.

267° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Thomas Greenwood constructeur de machines, et Herbert Hadley, apprêteur de soie, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour une machine perfectionnée pour apprêter la bourre de soie (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 9 mars 1878).

268° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hermann (Georges), mécanicien, à Paris, rue de Charenton, n° 92, pour une machine dite *pétrisseur-mélangeur-tritrateur*, propre à la fabrication du pain, du chocolat et autres substances.

269° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leviau (Victor), docteur en médecine, à Paris, avenue des Ternes, n° 22, pour des trappèzes propulseurs applicables à la navigation.

270° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Meuse, par le sieur Mangeot (Victor), fabricant de pianos, à Bar-le-Duc, pour un système de piano comportant double table d'harmonie et mécanisme répéteur ou à double échappement.

271° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1864, au

secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Harry Marsden et Thomas Howard-Blamires, représentés par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements apportés aux machines à carder (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 25 avril 1878).

272° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Puy-de-Dôme, par le sieur Nadal (André), fabricant de coutellerie, à Thiers, pour procédé de fabrication d'armes de toutes sortes.

273° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Oselin (Alfred-François), architecte, à Paris, rue Castex, n° 18, pour un assemblage de planchers en fer dit *assemblage bridé*.

274° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Perkin (William-Henry), représenté par le sieur M^r Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour des perfectionnements dans la préparation de matières colorantes pour teinture et impressions (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 6 septembre 1878).

275° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ratte (Guilain), horloger, à Paris, chaussée de Ménilmontant, n° 44, pour mouvement de montre à double balancier, dont un visible (système du contre-poids).

276° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Riottot fils (Henri-Louis), fabricant d'articles de bureau, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de porte-crayon.

277° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ritz (Émile), tailleur, représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour l'application de satins en relief sur tulle, crêpe, dentelles, soierie, etc.

278° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Schloss (Simon) et neveu, fabricants d'articles de maroquinerie, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour moyens d'ornementation des cuirs, peaux, tissus, étoffes, papiers, cartons et couvertes unies ou autres quelconques.

279° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schmitt (François-Louis), fabricant, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements apportés dans les machinés à quadriller, rayer, lisser, remplaçant le martelage des cuirs et des peaux en général.

280° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Schnebli (Pierre-Nicolas) et Debrunner (Louis), représentés par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour l'impression de dessins sur tresses de crin, de chanvre végétal, paille et tissu de paille.

281° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schüz (Frédéric-Guillaume), mécanicien, place de l'Empereur, à Levallois, près Paris, pour la fabrication des fuseaux à pompe à conduits inaltérables, pour passementerie.

282° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Suarnet (Charles), chimiste, à Paris, boulevard de l'Hôpital, n° 6, pour un appareil à condenser les gaz perdus dans les fabriques d'huiles minérales.

283° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Turpin (Étienne), tourneur, rue Toussaint, n° 6, à Angers, pour un appareil à confectionner les cartouches pour fusils se chargeant par la culasse.

284° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne,

par le sieur Vaisse (Jean-Paul-François-Urbain), fabricant de papiers cirés, rue Saint-Nicolas, n° 24, à Toulouse, pour une boîte inodore clyso-mobile avec canapé de repos.

285° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vergnes (Maurice), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un piano portatif.

286° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Villard (Jean-Auguste-Prosper), rue de Bourbon, n° 39, à Lyon, pour un procédé hydraulique pour extraire du marc de raisin et autres substances analogues tout le liquide vineux qu'elles renferment.

287° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Voisin (Philippe), mécanicien, représenté par le sieur Veau, agent voyer, à Dijon, pour un système-outil ayant pour but de supprimer la poudre pour l'extraction de la pierre, de la houille et autres matières dures dans les mines et carrières.

288° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Achard (François-Ferdinand-Auguste), à Paris, rue de Provence, n° 72, pour des perfectionnements apportés à l'embrayeur électrique hélicoïdal pour lequel il a pris un brevet de quinze ans, le 30 mai 1856.

289° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 juillet 1864, au secrétariat de la préfecture du département d'Oran, par les sieurs Alexandre (Marie), capitaine au dix-septième de ligne, et Perrin (Joseph), à Sidi-bel-Abbès, pour une machine à extraire les palmiers nains et les broussailles.

290° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Bataille (Vendré), entrepreneur de battage à vapeur, à Blainville-Crevon, pour un paravent régulateur évitant la projection du grain avec les menues pailles et les poussières hors des machines à battre.

291° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bandonin (Achille), manufacturier, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour matières colorantes contenues dans l'aloès et pour l'extraction, le traitement et l'application de ces matières.

292° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Borde (Jean-Baptiste) et de Meritens (Auguste), représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un contrôleur de marche dit *contrôleur Borde et de Meritens*.

293° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bosshard (Henry), mécanicien, à Paris, rue Saint-Charles-Vangirard, n° 7, pour un appareil propre à distribuer la vapeur dans la machine et à en régler la marche.

294° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouilliat (Auguste), fondeur-constructeur, à Paris, rue de Ménilmontant, n° 62, pour un système de corselet d'arbre à base en fonte.

295° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boyer (Claude-Gilbert), représentant de commerce, à Paris, boulevard de Sébastopol (rive droite), n° 37, pour un japon-crinoline dit *du barry-pompador*.

296° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Briet (Charles-Alfred) et Garet (Adolphe-Auguste), graveurs-ciseleurs-émailleurs, à Paris, le premier, rue Montorgueil, n° 15, et le second, rue Montmartre, n° 36, pour système de gravure sur émaux de tous genres.

297° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cassola (Charles), chez M. Silbermann, conservateur au Conservatoire des arts et métiers, à Paris, pour un système de contrôle du gaz d'éclairage et de chauffage.

298° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Changy (Charles), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de photophore ou briquet pyrophorique dit *brûle toujours*.

299° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Chapel (Nicolas), chimiste, et Monplot jeune (Louis), charcutier, à Paris, le premier, rue de Charonne, n° 119, et le second, même rue, n° 107, pour un buffet conservateur.

300° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chataignieu père (Jean-Pascal), mécanicien, à Paris, impasse de Saxe, n° 2 bis, pour un fourneau à fondre la fonte, l'acier et le cuivre, dit *cubilot-réverbère*.

301° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Dugnat et Oauthier, élisant domicile chez le sieur Zacharie (Léon), rue de Jarente, n° 29, à Lyon, pour un peigne encroiseur.

302° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Durand (François), constructeur, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux métiers à broder.

303° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fletcher (Raymond), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un composé propre à vernir ou à enduire les papiers, tentures et autres matières, à les rendre imperméables à l'eau, à les coller, et à d'autres usages (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 12 mars 1878).

304° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Florquin de Saint-Simon (Félix), mécanicien, à Paris, rue de Vaugirard, n° 73, pour perfectionnements apportés aux machines à décortiquer le riz, les légumes secs, le café et autres substances analogues.

305° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laroche (Joseph-Charles), chimiste, représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour un procédé de nettoyage et de régénération des broderies, passementeries et autres objets en or, argent ou laur.

306° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, par le sieur Lehot (Auguste-Casimir), avocat, élisant domicile rue Saint-Jean, n° 81, hôtel d'Angleterre, à Caen, pour un système de serrures, becs-de-cane et loquets à détente.

307° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Lemelle fils (Valère), fabricant d'instruments aratoires, à Fauville, pour un perfectionnement apporté au semoir Lemelle.

308° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lesénéchal (Jules-François-Louis-Etienne), graveur, à Paris, rue des Fossés-Saint-Victor, n° 19, pour un système de burette dite *Lesénéchal* et pour l'application des mêmes principes à toute espèce de vases.

309° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Luquet (Félix-Auguste), fabricant de fer à pli, à Paris, rue Vincent-Belleville, n° 20, pour cisaille à main avec lames en acier fondu rapportées.

310° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Malzesewski (Titus), artiste peintre, à Paris, rue de la Fontaine-Molière, n° 22, pour application du pastel à la photographie.

311° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

de Manara (Horace), artiste peintre, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans les appareils photographiques.

312° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Meunier (Louis-Félix), contre-maître des ateliers de chaudronnerie chez MM. Parent, Schaken, Caillet et compagnie, à Lille, pour une chaudière tubulaire à retour de flamme.

313° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Michaux frères, constructeurs, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système perfectionné de forerie verticale.

314° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Noël (Sébastien-Amédée) et Chéradame (Antoine-Léopold), experts en tableaux modernes, représentés par le sieur Nougès, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, pour un système de direction dans les airs.

315° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Philippe (Elysée-Mayer), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un genre de support de pendants d'oreilles.

316° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Philippe (Elysée-Mayer), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un genre de broche.

317° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Robert (Louis-Paul), mécanicien, rue du Tapis-Vert, n° 6, à Nancy, pour une machine à décortiquer les blés et céréales.

318° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Roland (Félix), mécanicien-agriculteur, élisant domicile chez le sieur Fenillat, rue Ferrandière, n° 14, à Lyon, pour un système de charrue en fer dite *charrue Roland*.

319° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Testud de Beauregard (Félix-Alexandre), à Paris, rue de la Chopinette, n° 31, pour un système de foyer fumivore dit *foyer-gaz*.

320° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tillet (Théodule-Darius-Ludovic), représenté par le sieur Herpat, à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 3, pour un collier perfectionné dit *collier à rallonge*, pour chevaux.

321° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wuaret (Maxime), fabricant de sommiers, élisant domicile chez le sieur Bernard, Grande-Rue, n° 58, à Maisons-Alfort, pour un sommier élastique.

322° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur André (Jean-Claude), confiseur, à Nîmes, pour une machine à émonder les amandes, dite *émondeuse André*.

323° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baumgaertner, dit Pancard (Jean-Marie), mécanicien, à Paris, chemin de ronde de Ménilmontant, n° 7, pour fermoir en acier dit *fermoir bombé*.

324° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beaufils (Nicolas-Louis), fabricant, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux lampes à huiles minérales.

325° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouhey (Étienne), constructeur-mécanicien, à Paris, rue des Francs-Bourgeois,

n° 3, pour des perfectionnements apportés aux machines à poinçonner et cisailer à pression hydraulique.

326° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourries (Jean-Baptiste), directeur d'usine, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une machine à comprimer les menus charbons, poussier de coke, tourbe, matières céramiques, etc.

327° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bousard-Royer (Jean-Baptiste), confiseur, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour bassine mécanique destinée à la fabrication des dragées, du perlage et de la praline.

328° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Burrell (James), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements apportés aux appareils destinés au service des chaudières marines ou aux usages de la marine (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 18 mars 1878).

329° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, par le sieur Carof (Jules-Angélique), docteur en médecine, médecin de l'hôpital civil de Brest, rue de la Rampe, n° 9, à Brest, pour un système de gouttières chirurgicales.

330° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cattois (Louis-François), mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements apportés aux machines à margueriter les cuirs.

331° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chassard fils (Nicolas), ébéniste, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 13, pour un système d'assemblage des lits, meubles, charpentes, etc.

332° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Damiloff (Natalie), représentée par le sieur Claës, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, pour un appareil servant à projeter en pluie les parfums liquides.

333° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duterne (Victor), mécanicien, à Paris, rue des Fourniaux prolongée, n° 2 (ancien Vaugirard), pour une garniture métallique dite *antoclave*, applicable aux machines à vapeur et autres.

334° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fryet (Durand-Jean), fabricant d'éventails, représenté par le sieur Nougues, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication des éventails.

335° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Frey fils (Pierre-André) et Sayn (François-Auguste), à Paris, impasse Saint-Laurent-Belleville, n° 23, pour des dispositions de dragues à sec et humide à élinde renversées fonctionnant sur herge.

336° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Thomas Gamble et Edwin Ellis, représentés par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour des perfectionnements dans la fabrication des tissus ourdis, *warp fabrics*, et dans les machines employées pour produire ces tissus (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 17 mars 1878).

337° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Garand (Florentin), à Paris, rue Traversière-Saint-Antoine, n° 33, pour une machine à trancher les panneaux de bois.

338° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Godin (Jean-Baptiste-André), manufacturier, représenté par le sieur Cantagrel, à Paris, rue de Rivoli, n° 33, pour l'application des émaux par voie sèche à toute espèce d'objets en fonte.

339° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Saône, par le sieur Gourdan-Fromental (Louis-Edouard), docteur en médecine, à Gray, pour un ballhydre propulseur hydraulique.

340° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Horst (Napoléon) et Pessaux, à Paris, rue Ferdinand-Saint-Maur, n° 1, pour un appareil ayant pour but d'augmenter la force motrice.

341° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jolly (Jean-Baptiste), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un appareil régulateur automatique applicable à l'alimentation des chaudières ou générateurs de tous genres.

342° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jouve (Henri-François), fabricant de fleurs, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements apportés à la fabrication des fleurs artificielles en plumes.

343° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Puy-de-Dôme, par le sieur Juillet (Jean-Louis), chauffeur au chemin de fer, à Clermont-Ferrand, pour une machine à parquets dite système Juillet.

344° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Manceaux (François-Jules), fabricant d'armes, à Paris, quai Napoléon, n° 31, pour des perfectionnements apportés à la giberne de l'infanterie.

345° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Moiret (Auguste-Désiré), ouvrier tisseur, à Roisel, pour système propre à la suppression du frottement dans tout mécanisme.

346° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur de Normandie (Charles), chimiste, rue Dragon, n° 78, à Marseille, pour un havre-sac destiné à servir de lit-tapis aux troupes d'infanterie en campagne.

347° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Roquet (Zéphin-Joseph), teinturier, à Cholet, pour la fixation de la teinture bleue sur le fil par l'emploi de la fuchsine des sieurs Renard frères et Franc, de Lyon, pour le tissage du fil, ainsi teint en bleu, en toile unie, sans altération de l'éclat et de la solidité de la couleur.

348° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Saez (Cosme-Garcia), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système obturateur applicable aux fusils de guerre et autres.

349° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Schaffhauser (Mathias), fabricant de tubes, à Cernay, pour une machine à fabriquer les tubes coniques et cylindriques en papier employés dans les filatures de coton.

350° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Secrétan (Martin), négociant, Nonat (Ernest), chimiste, et Cinglant de Crevecoeur (Léon-Joseph-Ambroise-Henri-Valentin), à Paris, rue de la Cossonnerie, n° 3, pour enseignes, dessins, verres de couleur unis, lumineux-transparents inaltérables à l'eau et à l'air.

351° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Fard (Jean-Baptiste), émailleur en bijoux, à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 21, pour gravure en creux sur émaux.

353° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Torrilhon, Verdier et compagnie, manufacturiers, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements apportés aux appareils de sauvetage et de natation.

354° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Weinmann (R.), représenté par le sieur de Milly, industriel, à Saint-Denis, pour un agitateur vertical destiné à opérer le mélange des liquides ou des poudres de densités différentes.

355° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Zeh (Jean), représenté par le chevalier de Schwarz, à Paris, rue Laffitte, n° 21, pour un gril mobile pour chauffage de toute sorte et par toute espèce de combustible quelconque.

356° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par la société Besnard frères, constructeurs-mécaniciens, rue Cruchy, n° 7, à Nantes, pour un assemblage et une combinaison de cylindres et de pistons de machines à vapeur.

357° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bonneville (Henri-Adolphe), à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour l'application du caoutchouc vulcanisé à la fabrication de pierres et meules artificielles à polir et aiguiser, et à user et raboter le bois.

358° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Briois (Charles-Alfred), fabricant de produits chimiques, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour écran-vignette mince et souple pour l'obtention des épreuves photographiques en tons dégradés.

359° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jonathan Clark-Brown, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une machine à débiter le bois pour allumettes, cure-dents et autres petits objets quelconques analogues.

360° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Orne, par le sieur Caillet (Louis-François-Aimé), ancien chapelier, à Sées, pour une méthode destinée à donner de la consistance aux chapeaux de feutre et à les rendre imperméables à l'eau.

361° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Clair frères, constructeurs de machines, représentés par le sieur Amoureux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour l'application des tubes en fer soudés au laminoin par recouvrement à la fabrication des canons de fusils lisses et tordus.

362° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Clayton (John), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés aux fours à réverbère pour fondre le fer et autres métaux et pour chauffer les lingots, paquets ou masses de fer, acier ou autres métaux (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 16 juillet 1878).

363° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Colin (Eugène), mécanicien, à Sancey-le-Grand, pour une charrue perfectionnée à double versoir.

364° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dérée (Philippe-Adolphe), horloger, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un instrument de précision dit *compas gradué*, indicateur et rapporteur des distances.

364° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dorvault (François-Laurent-Marie), à Paris, rue de Jouy, n° 7, pour capsules contre l'encrassement des armes à feu.

365° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Drevelle (Adolphe), à Paris, rue Hauteville, n° 45, pour l'application du caoutchouc, de la gutta-percha et autres substances non conductrices des sons aux meubles, aux produits céramiques et autres corps sonores, dans le but de les rendre moins bruyants.

366° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ducolombié (Georges), fabricant de fleurs, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour application du liège à la fabrication des fleurs, fenillages et roseaux artificiels.

367° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Farcy (Jean), cartonnier, représenté par le sieur Claës, à Paris, rue de l'Echiquier, n° 18, pour perfectionnements dans la préparation et la confection des cartons de bureau, d'emballage et autres.

368° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gatty (Frédéric-Albert), chimiste-manufacturier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans le traitement de la garance et autres produits de garance (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 12 avril 1878).

369° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Grimbert (Léon), carreleur, rue des Petites-Maries, n° 27, à Marseille, pour un système de fourneau économique pour cuisine.

370° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gritzner (Maximilien-Charles), représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour des perfectionnements apportés aux machines à coudre.

371° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par les sieurs Guérin (Alexandre-Joseph) et Darics (Vincent-Benjamin), rue Saint-Martin, n° 55, à Bordeaux, pour un système de calfatage et de doublage des navires et autres constructions flottantes.

372° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Natallani, fumiste, rue de la Vicomté, n° 62, à Rouen, pour un foyer de cheminée d'appartement à courant d'air chaud, construit en fonte et tôle.

373° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lesieur (Emmanuel-Adrien), à Paris, rue de Chartres-Batignolles, n° 8, pour la préparation des phosphates bibasique et tribasique de magnésie et pour leur application spéciale comme engrais.

374° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moraitinis (Pierre-A.), licencié en droit, négociant, parc des Princes, rue Guttemberg, n° 2, à Boulogne, pour horodicté aimanté.

375° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nesmond (Pierre-Charles), à Paris, rue des Vieux-Augustins, n° 45, hôtel du Havre, pour un moteur-propulseur à vapeur à ventilation automatique et à double impulsion.

376° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Niewiadomski (Joseph), médecin, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de siphon.

377° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 sep-

tembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rafin (Henri), fabricant de parfumerie, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour mode d'emballage et de préhension des pommades, cosmétiques, etc.

378° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Nièvre, par le sieur Ralu-Simonin (Pierre), ancien employé, rue de la Ruette, n° 8, à Nevers, pour une boîte à cigares-contrôle à l'usage des débitants de tabac.

379° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Ringaud aîné (Onier), négociant, rue de la Pomme, n° 27, à Toulouse, pour un compteur à liquides.

380° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rouge (Antoine), dit Tony Rouge, représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système de fauteuils dont le dossier et le siège sont montés à rotation solidaire.

381° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sekely (Eugène), dit Pichat, fondateur, représenté par le sieur Bos-Darnis, à Paris, rue de Lafayette, n° 7, pour un système de robinets à forte pression avec soupape, dite *champignon*, munie de deux ou plusieurs rodages.

382° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Serin (Edouard), horloger, représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un genre de sonnerie visible spécialement applicable aux pendules.

383° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Storm (Salomon), opticien, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 70, pour un fermoir à bouton de sûreté pour porte-monnaie, portefeuilles, etc.

384° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Smel (Auguste-Hippolyte-Joseph), mécanicien, à Paris, rue de Ménilmontant, n° 138, dans le passage n° 7, pour machine à fabriquer les chevilles de bois pour la chaussure.

385° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Vey, instituteur, rue Benoît, à Saint-Étienne, pour un système dit *compteur hydraulique Vey*.

386° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, par le sieur Vimont (Augustin), mécanicien, à Vire, pour un système locomoteur pour diriger avec vitesse sur les routes ordinaires, droites ou montagneuses, au moyen de la vapeur ou autre force motrice, toutes voitures pour le transport des voyageurs ou des marchandises, applicable sur les chemins de fer pour en gravir facilement les rampes.

387° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Aerts (Jean-François-Auguste), horloger-mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour l'application de la lubrification continue à l'eau au matériel roulant des chemins de fer et aux machines fixes des usines et fabriques.

388° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Aubin (Jules), négociant en grains et farines, à Paris, rue du Louvre, n° 8, pour cavettes en fonte à tubes creux, applicables à la construction des meules à mouder le grain.

389° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barber (David-Henry), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour une disposition de machine à faucher et à moissonner.

390° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août

1864, au secrétariat de la préfecture du département de Lot-et-Garonne, par le sieur Bayne (Jean), à Agen, pour essuie-plume Bayne.

391° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boilley (Claude-Étienne), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour moyens de préparation d'un bleu propre à azurer le linge.

392° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Borman (Camille), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un système de fusil de guerre se chargeant par la culasse, applicable à toutes les armes à feu en général.

393° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bresson (François-Arthur), chimiste, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour les procédés et appareils de fabrication d'un asphalte composé.

394° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Claudel (Jean-Joseph), comptable, représenté par le sieur Pallegoix, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un appareil aérien dit *aéronof orthoptère*. —

395° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, par le sieur Conry (Claude), serrurier, à Châlon-sur-Saône, pour une machine à bras servant à mettre en mouvement deux bassines pour la fabrication de la dragée.

396° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Cornu (Charles), chemin de Gerland, n° 18 (la Guillotière), à Lyon, pour la production du noir de fumée par la combustion des corps gras.

397° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delcambre (Isidore), élisant domicile à Paris, chez le sieur Riolet, négociant, rue des Moulins-Belleville, n° 37, pour une machine à composer les caractères d'imprimerie.

398° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dubuisson (Hippolyte), constructeur, représenté par le sieur Pallegoix, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un lit mécanique perfectionné.

399° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Dugnat et Gauthier, élisant domicile chez le sieur Léon Zacharie, rue de Jarente, n° 29, à Lyon, pour un tissu peluche dit *angorine*.

400° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Durrschmidt (Henri), représenté par le sieur Léon Zacharie, rue de Jarente, n° 29, à Lyon, pour un système de four pour la cuisson des produits céramiques et chimiques.

401° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Var, par le chevalier de Gasquet, directeur de la ferme-école de Salgues, pour une machine dite *polypède*, destinée à opérer le labour à la vapeur.

402° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Gazague (Frédéric), rue de la Trésorerie, n° 100, à Bordeaux, pour un tampon creux destiné aux wagons de chemins de fer.

403° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Goddier (Eugène-Hippolyte), négociant, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34, pour fabrication de houppes et boîtes à houppes.

404° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Henberger (Louis), fabricant d'instruments de chirurgie, représenté par le sieur Nougès, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la construction

des bandages herniaires (brevet autrichien de quinze ans, expirant le 23 décembre 1878).

405° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gordon M^r-Kay et Lymand Reed Blake, représentés par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements apportés dans la manufacture des bottes et souliers.

406° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lamiral (Jean-Engène), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour une méthode d'aquiculture.

407° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lestonnat (Sébastien), représenté par le sieur Savin, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour une machine volante.

408° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Lévêque (Alexandre), rue Sainte-Sophie, n° 12, à la Bastide, pour un appareil dit *aéro-moteur*, applicable au chauffage des machines, à l'éclairage en général, pouvant servir de moteur aux machines Lenoir, Hugon et autres, et être appliqué à la navigation aérienne.

409° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lippert (Charles-Ernest) aîné, Lippert (Charles-Alfred) jeune, mécaniciens, et Gagnolle (Auguste-Ange-Félix), serrurier, les deux premiers, à Paris, chaussée de Clignancourt, n° 119, et le dernier, passage du Hérisson, n° 17 (dix-huitième arrondissement), pour un cadenas scellé-poste.

410° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Lotz fils aîné, constructeur-mécanicien, rue Canclaux, à Nantes, pour une grue locomobile à vapeur, à commande hélicoïdale séparée du corps même de la grue dont la chaîne passe dans l'axe du corps du pivot.

411° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Moutier (Jules), professeur de physique, et Diezenbacher (Lambert), préparateur de chimie au collège Stanislas, à Paris, le premier, rue Saint-Hyacinthe-Saint-Michel, et le second, rue Notre-Dame-des-Champs, n° 22, pour la fabrication d'une cire artificielle dite *stéacire*.

412° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moret (François-Justin), professeur de mathématiques, représenté par le sieur Amoureux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour une machine à calculer.

413° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rahon (C.) fils, brasseur, représenté par le sieur Meslin, à Paris, rue Saint-Honoré, n° 276, pour un appareil pneumatique et siphon servant à soutirer les liquides.

414° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rees (John), représenté par le sieur Nougès, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans les appareils destinés à préserver les vaisseaux et les hommes de la submersion (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 28 mars 1878).

415° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Lot, par le sieur Rességnier (Antoine) aîné, briquetier, à Saint-Aureil, pour une machine à fabriquer la tuile pour toitures, dite *tuile canal*.

416° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roche (Jean), marchand de vin, à Paris, avenue de la Bourdonnaie, n° 71, pour une grille applicable à la pipe.

417° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 sep-

tembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Tysy (Émile), rue de Bourbon, n° 10, à Lyon, pour un système de cric.

418° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Trouillon (Louis-Anatole), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un système de frein pour les charruées.

419° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tyerman (Frederick), représenté par le sieur Gilbec, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10, pour des perfectionnements dans la construction d'appareils employés conjointement avec les organes des becs à gaz et des lampes (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 23 mars 1878).

420° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par le sieur Barthès (Jacques-Vincent), tisserand, à Saint-Pons, pour un appareil applicable aux métiers à tisser les étoffes qui exigent l'emploi d'une ou de plusieurs navettes.

421° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bauer (Wilhelm), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un régulateur litho-dynamométrique automatique.

422° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bellangé (Jacques-François-Auguste), négociant, représenté par le sieur Pallegoix, à Paris, boulevard de Strashourg, n° 23, pour une monture de porte-plume.

423° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berthoin (Marius), élisant domicile chez le sieur René, à Paris, rue Meslay, n° 55, pour une brouette dite *brouette Berthoin*.

424° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beeson (Antoine-Edmond), fabricant de bijouterie, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une boucle sans ardillon et sans chape, dite *boucle princesse*.

425° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bezine (Jules-Eugène), à Paris, rue Saint-Lazare, n° 116, pour une boîte à graisse articulée applicable aux essieux des machines, tenders, voitures et tous véhicules divers en service sur les chemins de fer à traction de machines ou à traction de chevaux.

426° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Boucher (Alexandre-Désiré-Eugène), manufacturier, et Dufour (Anatole-Jean-Baptiste), docteur en médecine, représentés par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour la composition d'un ciment ardoisier destiné à remplacer le plâtre dans toutes ses applications.

427° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourdon (Auguste), maître carrier, à Paris, rue de la Roquette, n° 182, pour une machine mobile à scier la pierre et le marbre, dite *machine à flèche*.

428° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Lot-et-Garonne, par le sieur Bransoulié (Armand), rue Foutindelle, à Nérac, pour mouchoir avec dessin des divers effets de linge et chaussure des troupes de l'armée de terre.

429° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carrick (James), représenté par le sieur Claës, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, pour des perfectionnements dans les appareils d'aspiration et d'inhalation.

430° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Conard (Paul), représenté par le sieur Herpst, à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 3, pour un appareil de construction propre à couper les briques de savon, dit *compresseur régulateur* Appolin.

431° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société R. Creswell, A. Tavernier et compagnie, représentée par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour moyens propres à établir les glaces et miroirs.

432° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duhamel (Camille-Eugène), bijoutier, représenté par le sieur Nougues, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système de décoration, par la photographie, des bijoux, notamment ceux en or ou en argent.

433° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dumery (Constant-Jouffroy), représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des améliorations introduites dans les véhicules de toute nature.

434° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Marne, par le sieur Gaillard (Dominique), horloger, à Donnemarie, pour un outil dit *remplace-ribo*.

435° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gomblier (Charles), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 53, pour un genre de tissu froncé applicable à l'habillement en général.

436° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Dordogne, par le sieur Guiralou (François), instituteur public, à Sencenac, pour une méthode de lecture dite *voie directe à la lecture de l'imprimé et du manuscrit*.

437° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chickall-Jay (William), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication et l'ornementation des vêtements de dames (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 16 juin 1878).

438° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lallemant (Joseph), cirier, à Paris, rue des Vieux-Augustins, n° 36, pour des verres à quinquets dits *fumivores*, pour toute espèce d'éclairage.

439° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Margerit (Jean-Antoine), marchand de parapluies, rue des Arènes, n° 3, à Nîmes, pour un système de parapluie à canne.

440° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Meunier (Jules), charron-forgeron, à Ruffec, pour un frein de charrette.

441° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Monicollé, maréchal ferrant au dépôt de remonte, à Mérignac, pour un fer à serrer les chevaux dit *fer désencasteleur*, à deux effets et à un effet.

442° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Loiret, par le sieur Pruyrn (Henri), serrurier, rue de Bourgogne, n° 191, à Orléans, pour un porte-bouteilles en fer à alvéoles-suspension.

443° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thomas Webster Rammell représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour perfectionnements dans les chemins de fer à tubes pneumatiques et dans les appareils employés à cet effet (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 26 mars 1878).

444° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Raud (Pierre), fabricant de papier, élisant domicile à Angoulême, pour un système de séchage des papiers.

445° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Eure, par le sieur

Réaume (Louis-Alexandre), au Moulin-l'Abbé, commune de Conches, pour un procédé chimique propre à former différents matériaux pour la construction.

446° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rosier (Paul), représenté par le sieur Bâral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour une machine à fabriquer les clous à cheval et autres.

447° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schaevers (Alexandre-Timon-Cornélie), représenté par le sieur Charrière, fabricant d'instruments de chirurgie, à Paris, rue de l'École-de-Médecine, n° 6, pour une pelote de bandage herniaire.

448° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tabau (Jean-Pierre-Alexandre), représenté par le sieur Dufaur, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un aquarium à vase de fleurs intérieur et visible.

449° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Vigé (J.), allée des Noyers, n° 65, à Bordeaux, pour un système d'ouverture et de fermeture de boîtes.

450° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par les sieurs Vital (Jean-Pierre) et Riedinger (Martin), tailleurs d'habits, à Montbéliard, pour une fourneau à l'usage des tailleurs, repasseuses, et chapeliers.

451° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs John-Edwin Atwood et Goodrich-Holland, manufacturiers, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans la fabrication de la soie torse.

452° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Barthélemy (Pierre-Claude) et Dubreuil (Charles-Emmanuel), fabricants de papiers peints, à Paris, rue de Ménilmontant, n° 47, pour application de la photographie à la décoration des papiers, étoffes et cuir pour tentures dites tentures photographiques.

453° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berthier, dit Dubois (Jean-Claude), distillateur, à Paris, rue de la Rochebellerie, n° 12, pour un système d'appareils pour bains de vapeurs.

454° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Loiret, par le sieur Brevet (Clément) père, mécanicien, à Eithiviers, pour une machine à battre le blé dite batteuse.

455° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département d'Alger, par les sieurs Castebou frères, constructeurs-mécaniciens, faubourg Bab-el-Oued, à Alger, pour perfectionnements apportés à la machine à égroner le coton, système Mac-Carthy.

456° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Collinot (Eugène-Victor), chimiste, fabricant de faïences d'art, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de décoration sur biscuit de faïence, porcelaine et autres surfaces.

457° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-inférieure, par le sieur Comba (Joseph-Victor), constructeur-mécanicien, à Rouen, pour une disposition de bateau à vapeur pour transport de marchandises sur les canaux et rivières.

458° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs David (Louis-Frédéric-François) et Gras (Théobald), capitaine au long cours, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour mouilleux pour canots, yoles de capitaine et embarcations.

459° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Dumand (François); constructeur; représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux machines à mouler les briques, briquettes, etc.

460° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Goynaud (Nicolas-Christien), marchand tailleur, représenté par le sieur Pallegoix, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de serrures pour malles, sacs, nécessaires, etc.

461° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gougnier (Jean), à Paris, rue du Temple, n° 167, pour un système servant à monter les pierres et autres fardeaux.

462° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hairion (Auguste-Joseph) jeune, décorateur et doreur sur porcelaine, à Paris, rue Saint-Maur, n° 156, faubourg du Temple, pour procédé de décoration des produits céramiques, vitraux, etc.

463° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hamelin fils (Armand), fabricant de soie, à Paris, rue Saint-Denis, n° 266, pour un système de bobinage et de fabrication de bobines dits *bobines tantes systèmes*.

464° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Heber-Grojean (Edouard), imprimeur sur étoffes, représenté par le sieur Rioudeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de fabrication de rouleaux pour l'impression des étoffes.

465° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aveyron, par le sieur Isard (Jules), gantier, à Millau, pour perfectionnements dans la fabrication de gants-bracelets brodés ou festonnés.

466° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Labarre (Jean-Adolphe), commissionnaire en grains, à Paris, rue du Château-Montmorency, n° 12 bis, pour une machine dite *piston à quatre effets*, pour la fabrication des briques pleines et tubulaires, tuyaux, etc.

467° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Lagarde (Antoine-Victor), fabricant de tissus, rue du Barbâtre, n° 42, à Reims, pour procédé de fabrication du fil dits *mouliné-aligné* avec toutes matières textiles.

468° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leduc (Rioul), représenté par les sieurs Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 36, pour un appareil mécanique, appliqué à la bastissage, servant à distribuer les déchets de poils dits *poussières*.

469° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lescéchal (Jules-François-Louis-Etienne), graveur, à Paris, rue des Fossés Saint-Victor, n° 19, pour un compend-masque pour jeux et autres usages.

470° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Moquehard (François-Adolphe), cours Belinze, n° 32, à Marseille, pour un bec à gaz.

471° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Morel (Pierre-Charles), chimiste, à Paris, rue de Bondy, n° 5, pour application de la porcelaine à la bijouterie.

472° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nathan (Charles), négociant, chez le sieur Hadien, à Paris, cour des Petites-Écuries, n° 16, pour emploi de la porcelaine dans les montures de brosses.

473° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Pingot (Georges-François), tabletier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un porte-cigare à coulisse.

474° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Potier (Gustave), fabricant de jouets, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de jouet dit *lance-fleche*.

475° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Redier (Joseph-Antoine-Jean), horloger, cour des Petites-Écuries, n° 16, à Paris, pour petite horlogerie commune.

476° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Reints (Séverin), fabricant de gants, à Grenoble, pour un système de fourchette sans carabin applicable à la ganterie.

477° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Russell (Godfrey), représenté par le sieur Nougès, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la construction des lits ou brancards et des courroies servant à les porter (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 8 juillet 1878).

478° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Hugh Simmer et John Bainbridge, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des perfectionnements dans les fourneaux à registre, fourneaux fumivores, et applicables au chauffage, à la ventilation, à des buts culinaires et autres (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 12 mars 1878).

479° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Solomon (Joseph), opticien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un appareil mécanique ou lampe propre à brûler le fil de magnésium.

480° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société E. Tailbonis et compagnie, représentée par le sieur Nougès, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans les machines rectilignes à deux fentes destinées à faire le tricot dit à *côtes*.

481° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Christophe-Adrien Thiry jeune, manufacturier, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour système de leviers pour relever les châssis de couches, les châssis de serres, etc.

482° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Vicart et Baudonnat, carrossiers, à Paris, avenue des Champs-Élysées, n° 53, pour un système de porte de landau.

483° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Alix (Joseph), fabricant de draps, représenté par le sieur Demeule, rue de la Bague, n° 54, à Elbeuf, pour la suppression de la mécanique Jacquart et la commande des boîtes par les lames dans les métiers à tisser, pour les articles lisses, trois pas et quatre pas.

484° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Aubry (Alphonse), imprimeur, représenté par le sieur Ducomet, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 89, pour un dispositif de mécanisme propre à imprimer simultanément en plusieurs couleurs.

485° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bateman (Samuel), représenté par le sieur Gilbec, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10, pour un système de frein pour chemins de fer (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 3 octobre 1878).

486° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur

Bénézet (Ferdinand), négociant, rue de Créqui, n° 37, à Grenoble, pour une machine à polir la peau pour la ganterie.

487° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brimbeuf (François), boyaudier, rive de la Seine, à Issy, pour un mode salubre d'insuffler les boyaux.

488° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par les sieurs Cadars (Édouard), premier commis principal des lignes télégraphiques, et Batmiller (Jean-Antoine), percepteur des contributions directes, le premier, rue de la Gelonne, n° 4, et le second, représenté par le sieur Sarrazay, rue d'Aubuisson, n° 10, à Toulouse, pour un signal d'alarme à l'usage des chemins de fer.

489° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chauvin (Gustave-Omer), mécanicien, à Paris, rue d'Orléans-Batignolles, n° 12, pour fontaine de ménage à filtre hygiénique instantané à pression.

490° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coux (Claude), mécanicien, à Paris, boulevard de Clichy, n° 10, pour un moteur.

491° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société R. Creswell, A. Tavernier et compagnie, représentée par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour l'obtention de glaces et de verres dépolis et décorés au moyen de verres simples et collés ensemble.

492° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Dalmaze (Pierre-Benoît), dessinateur en dentelles, place du Lion-d'Or, n° 32, à Lille, pour un carreau mécanique à dentelle.

493° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Delay (Victor), représenté par le sieur Delay (Vespasien), rue Saint-Joseph, n° 66, à Lyon, pour un miroir à alouettes.

494° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Faure (Amable), mécanicien, à Paris, rue Saint-Paul, n° 11, pour un système de corceaux (amabilis) pour crinolines, jupons et tournures.

495° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Féron (Ernest), à Paris, place de la Corderie-du-Temple, n° 6, pour un instrument servant à charger, bourrer et sertir les cartouches.

496° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Loiret, par le sieur Fity (Auguste), serrurier, à Bonny-sur-Loire, pour une machine à couper le savon.

497° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Horain (Victoire-Rose Dupuis), marchande de jouets, représentée par le sieur Petit, à Paris, rue Neuve-Saint-Denis, n° 5, pour un cerf-volant de poche perfectionné.

498° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Jaquet (Louis), cour Charlemagne, n° 101, à Lyon, pour bateaux de canaux.

499° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin Labbé, constructeur-mécanicien, à Paris, rue de Lafayette, n° 133, pour un ménage fixe portatif à grande vitesse.

500° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, par la demoiselle Lauvernier (Adèle-Constance), fabricante de dentelles et broderies, à Vernon, pour une application de broderie.

501° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Vosges, par le sieur Lazard (Augustin), instituteur, à Etival, pour un procédé de photosculpture.

502° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 sep-

tembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Lèbre (Just), élisant domicile chez le sieur Sapin, cité Napoléon, à Villeurbanne, pour un compteur hydraulique.

503° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Macquet-Lamouche (Lucien-Damiens) et Barbier (Achille-Désiré), représentés par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour un système d'ornementation de montures d'éventails pouvant s'appliquer également à d'autres objets.

504° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Maillot (Jean) et Hawinska (Paul-Alexandre), à Paris, rue du Château-des-Rentiers, n° 32 (treizième arrondissement), pour préparation d'épis de maïs pour allumer les foyers.

505° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Mondon (Jean-Baptiste-Morbert), élisant domicile à Paris, rue de Richelieu, n° 23 bis, pour un système de chargement des canons par la culasse.

506° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par le sieur Méjean (Émile), filateur, au Mas-de-la-Roque, commune de Castelnau, près de Ganges, pour un pinceau à tours comptés pour les soies, système Méjean.

507° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Neut (Louis) et Doment (Louis), hydrauliciens, rue de Fives, n° 64, à Lille, pour perfectionnements apportés dans la construction des pompes à force centrifuge.

508° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Rara-Javal frères et compagnie, manufacturiers, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de fabrication de manchons ou rouleaux pour l'impression des étoffes, papiers et autres usages.

509° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du département de la Seine, par les sociétés Petit frères et Lemoult, fabricants de bougies, à Paris, rue de la Croix-Nivert, n° 57, (ancien Grenelle), pour un système de chauffage pour presses hydrauliques.

510° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Picard (Louis), libraire, représenté par le sieur Mazabraud, libraire, à Paris, Grande-Rue de Passy, n° 12, pour une pipe à grille mobile.

511° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mariano Riera y Perera, à Paris, rue Vivienne, n° 49, pour un système d'armes de chasse et de guerre (brevet espagnol de dix ans, expirant le 25 juillet 1874).

512° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Roland (Félix) et Laurent (Benoit), élisant domicile chez le sieur Feuillat, rue Ferrandière, n° 14, à Lyon, pour robinets inaltérables pour soupapes.

513° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Schuch (Léon), chimiste, à Loos-les-Lille, pour la fabrication des couleurs rouges et bleues.

514° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Phinças Leeson Slayton, mécanicien, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les métiers à tisser les cha- peaux et autres articles de forme irrégulière.

515° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Joly (Joseph-Éugène), fabricant de plumets, à Tarare, pour un peigne ouvert à dents coupées et à battant plongeur.

516° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-inférieure,

par le sieur Vigan (Pierdmand-Jules), médecin vétérinaire, au Havre, pour perfectionnements aux lampes de wagon de chemin de fer.

517° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par le sieur Wckerimann (Louis), négociant, rue des Clercs, n° 8, à Metz, pour la fabrication d'une brique volcanique aérienne.

518° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Drôme, par le sieur Aguiton (Jean-David-Alexandre), fabricant, à Crest, pour l'application des chiffons de soie effilochés au feutre de la chapellerie.

519° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Aubry (Jean) aîné, rue Saint-Louis, n° 35, à Saint-Étienne, pour un compteur servant à mesurer l'eau déversée.

520° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Builly, Lacour et d'Huister, mécaniciens, faubourg de Fives, à Lille, pour un routeau à l'usage des tissus mécaniques.

521° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Begue (Marie-Louis-Adolphe), à Paris, rue Drouot, n° 2, pour un appareil dit *pince-naseaux*, pour arrêter les chevaux emportés.

522° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Bogouchesky (Alexandre), boulevard de la Madeleine, n° 89, à Marseille, pour un procédé d'extraction de l'essence de térbenthine et du goudron contenus dans les bois résineux.

523° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Bourget (Claude), quai de la Charité, n° 29, à Lyon, pour un rail zède pour voies ferrées.

524° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bresson (François) et Jamais (François-Jean), représentés par le premier, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour un système d'affichage.

525° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Caillard (François-Mathurin) et Yelli (Jean-Baptiste-Adolphe), représentés par le sieur Amouroux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour un procédé destiné à traiter toutes les plantes textiles, principalement la plante dite *china-grass*, afin de les rendre propres à être employées dans diverses industries.

526° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carré (Edouard-Edmond), à Paris, rue Moret, n° 2, pour perfectionnements aux procédés à produire le froil dans le vide et au moyen des agents hygrométriques.

527° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Cheval (Léon), industriel, à Estreux, près de Valenciennes, pour un réfrigérant des liquides.

528° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Dennée (Joseph-Antoine-Victor), à Charleville, pour procédé de fabrication de clous à terrer les chevaux et autres.

529° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Eure, par le sieur Dumort (Remy-Alexandre), cultivateur, à Puchay, pour un système de charrue à avant-train et à versoil perfectionné.

530° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aude, par le sieur Esparron-Pigeon, marchand chaudronnier, à Peyriac-Minervois, pour un condenseur rectificateur vertical applicable à l'appareil de distillation continue de Derosme.

531° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 sep-

tembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Byraud père (Jean-Jacques-Guillaume), marchand de cristaux, rue de la Loire, n° 17, à Saint-Étienne, pour un frein-traineau-sabot destiné à éviter les accidents sur les chemins de fer.

532° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Flament (Henri), négociant, à Paris, boulevard du Prince-Eugène, n° 19, pour un système de mouvements multiples à pédales, appliqués à différents usages, et de pointes à réservoirs d'huile.

533° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Galland (Paul-François-Isidore), fabricant de cuirs vernis, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une machine dite *drayeuse*, propre à raboter les peaux.

534° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gheerbrant (Charles), industriel, élisant domicile à Paris, grand-hôtel Cailleux, place de Roubaix, pour une machine destinée au curage des canaux d'alimentation d'usines, ruisseaux, rivières et fleuves, dite *drague-barrage*.

535° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Giroud-Dargoud, rue du Commerce, n° 41, à Lyon, pour des machines et appareils destinés à laver, cheviller, lustrer, moirer et apprêter les fils et tissus de soie, laine et coton.

536° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Grenier (François-Adolphe), fabricant de fourneaux, représenté par le sieur Thirion, à Paris, rue Saint-Germain-l'Auxerrois, n° 43, pour des perfectionnements apportés dans les fournaux à chauffer les fers à repasser.

537° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 avril 1864, au secrétariat de la direction de l'intérieur de l'île de la Réunion, par la vicomtesse Jurien, nées Desbassays, représentée par le sieur de Roland (Jules), à Saint-Denis, île de la Réunion (colonies), pour une machine à égrener les cotons.

538° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Laurent (Pierre-Michel-Albert), ancien officier de la marine impériale, capitaine des paquebots transatlantiques, à Saint-Nazaire, pour une amélioration aux instruments à réflexion.

539° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le docteur Leiss (Frédéric) et Goddier (Eugène-Hippolyte), à Paris, le premier, boulevard Saint-Denis, n° 9, et le second, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34, pour cafetière à filtre à support.

540° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Mandon (Jean-Baptiste-Norbert), élisant domicile chez le sieur Chavalard, rue de la Loire, n° 14, à Saint-Étienne, pour un système de chargement des fusils, par la culasse.

541° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Meuse, par le sieur Marga (Eugène-Antoine), entrepreneur de marbrerie, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de fabrication mécanique des carreaux, compartiments, mosaïques, incrustations, etc. en marbre et en pierre.

542° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Marinier fils (Mathurin), rue Leyteire, n° 20, à Bordeaux, pour un pantalon sans couture dans l'entre-jambes dit *pantalon équestre*.

543° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Meulemans (Pierre), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements apportés aux voitures des chemins de fer.

544^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par les sieurs Morsau et Tronbat, à Chalais, pour moyens propres à guérir la maladie de la vigne.

545^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ochs (Louis-Hugo), négociant en vins, élisant domicile chez le sieur Guichon, à Paris, rue Neuve-Saint-Eustache, n° 44, pour un jouet d'enfant dit *pantins luteurs*.

546^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Pannetier (François-Martin) et Vigneaux (François-Ernest), à Paris, rue Saint-André-des-Arts, n° 47, pour un chronomètre solaire régulateur et contrôleur général.

547^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Possoz (Antoine-Louis), chimiste, à Paris, quai de Billy, n° 48, pour perfectionnements dans la construction des thermomètres.

548^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Rochat (Claude) père et Rochat (Jean-Baptiste) fils aîné, fabricants d'armes, rue de la Vierge, n° 17, à Saint-Étienne, pour perfectionnement du pistolet-revolver.

549^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Veillet (Louis-Marie) et Veillet (Paul-Marie) frères, mécaniciens, à Bourg-Argental, pour un système de dynamomètre palantendeur, à charge constante stationnaire automatique, applicable à tous les métiers à tisser.

550^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Villeneuve (Alfred-Pierre), photographe, à Paris, rue Saint-Honoré, n° 152, pour un abat-jour annonces.

551^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bac (Guillaume), négociant, représenté par le sieur Nougues, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système de machines à emboutir les métaux.

552^e Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 7 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beard (Charles), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour des perfectionnements dans la manière de vitrer les bâtiments d'horticulture et autres (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 7 avril 1878).

553^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par le sieur Bernier (Louis-Cyrille-Fénelon), contrôleur du télégraphe au chemin de fer, rue de Paris, n° 14, à Tours, pour un contrôleur de la sonnerie électrique.

554^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Bigard (Claude-Marie), serrurier, rue de Vendôme, n° 134, à Lyon, pour des perfectionnements apportés aux targettes.

555^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Blake (Stéphen), Lec (Thomas), meuniers, et Dutton (Robert), constructeur de moulins, représentés par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements apportés aux moulins à blé.

556^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bonhomme (Henry), dit Chéry, mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des robinets, cannelles, etc.

557^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Cagnat (Jean-Jules-Léopold) et Larcher (Louis-Charles), négociants en vins, le premier, à Paris, avenue de Clichy, n° 42 bis, et le second, à Levallois-Clichy, pour appareil servant à mesurer extérieurement les liquides, dit *robinet compteur*.

558^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 oc-

tobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Jura, par les sieurs Chevasus (Auguste) et Bailly (Honoré), négociants, représentés par le sieur Gallard, greffier d'insinuation, à Lons-le-Saunier, pour un porte-billet de chemin de fer.

559° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Denizet (Abraham), journalier, élisant domicile chez le sieur Houpy, à Paris, rue Mouve-de-Ménilmontant, n° 18 bis, pour mouvement perpétuel.

560° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur d'Ouvrier (Théodore), rue Fondaudège, n° 40, à Bordeaux, pour une machine dite concasseur-épardeur, destinée à concasser la noix de palme et à séparer l'amande de la coque.

561° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duboit (Henri), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des moyens de fabrication mécanique des attaches dites *attaches parisiennes*.

562° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Yonne, par le sieur Guelon (Etienne), à Escamps, pour un eric dit *eric Guelon*.

563° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Hodin (Charles), marchand boulanger, à Templeux-le-Guérard, pour un pétrin mécanique.

564° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Janin (Jean-Marie), rue Victor-Araud, n° 16, à Lyon, pour un pressoir mécanique.

565° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Joye (Pierre-Marie-Laurent), à Paris, rue Joubert, n° 16, pour un alphabet bicolore.

566° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Kessler (Louis-Jacques), rue Eugénie, n° 11 et 13, à Champperret-Neuilly, pour perfectionnements apportés à la fabrication du sucre.

567° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Kirschner (Michel), directeur de filature, à Mulhouse, pour un système d'ailettes à compression pour bancs à broches.

568° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Kruster-Margaron (Emilien-François), rue Lafont, n° 16, à Lyon, pour fabrication d'un tulle-crêpe.

569° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemercier (Aimé-Victor), constructeur-mécanicien, élisant domicile à Paris, rue du Coq-Saint-Jean, n° 5, pour des perfectionnements apportés (romaine oscillante Lemercier) à un genre de romaine dite *romaine Lemercier*, pour laquelle il a pris un brevet de quinze ans, le 7 octobre 1861.

570° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Liouville (Edmond), représenté par le sieur Herpst, à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 3, pour un système de fusil dont la percussion est remplacée par un moyen de frottement pour produire l'explosion.

571° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Maury (Jacques-Honoré), menuisier, rue du Prince-Jérôme, n° 18, au Havre, pour un essieu à douille.

572° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Müller (Louis-Philippe), dessinateur-mécanicien, à Paris, boulevard d'Enfer, n° 20, pour compteur pour voitures.

573° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 oc-

octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, par le sieur Perrusson (Jean-Marie), fabricant de tuiles, à Saint-Julien-sur-Beune, pour un four à produits céramiques.

574° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs H^r Petin, Gaudet et compagnie, maîtres de forges, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux machines à poinçonner.

575° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Poulet (Jean-Joseph-Adolphe), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la construction des plates-formes ou plaques tournantes employées dans les gares et stations de chemins de fer.

576° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Ratz (Théodore), fabricant de brosses, à Colmar, pour un système de brosse cylindrique dite *peigneuse*, à l'usage des fabricants de laine, coton et soie, dit *système Ratz*.

577° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Benillard (Noël), forgeron, et Sergent (Antoine), coupeur d'habits, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système d'appareil dit *toile-craie*, à l'usage des tailleurs et autres.

578° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Benard (Arsène), représentant de commerce, rue Comlommiers, n° 31, à Troyes, pour bont à côtes double et appliqué à la chaussette.

579° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par le sieur Simon (Jean-Anastole), chimiste, à Metz, pour la fabrication du minium de fer avec les ovoïdes du lias.

580° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thiry (Christophe-Adrien) jeune, manufacturier, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour disposition de contre-espalier au moyen de poignées en arc-bouté ou poignées annuées.

581° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Thollon (Francisque), rue Madame, n° 115, à Lyon, pour un genre de robinet dit *insaisable*.

582° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Whitehouse (John), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 53, pour des perfectionnements apportés aux boutons pour portes et autres usages.

583° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Alégatière fils (Jacques), négociant, place de la Pyramide, n° 1, à Lyon, pour perfectionnements aux machines à rebrousser les cuirs.

584° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Andrieux (Jean-Baptiste), fabricant de jouets d'enfants, à Paris, rue Saint-Louis, n° 88, pour un jouet d'enfant dit *navigation électrique*.

585° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Andrieux (Jean) et Mounet (Dominique), représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25, pour un manège automoteur à plate-forme ondulée.

586° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Bernard (Philippe), fontainier, rue Eydoux, n° 3, à Marseille, pour un multiplicateur électro-magnétique.

587° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 30 sep-

tembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département d'Oran, par le sieur Bouisset (Léo), tourneur, à Oran, pour une machine à égrainer le coton.

588° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chouet (Jean-Louis-Claude), dit Honoré, à Paris, rue Saint-Dominique-Saint-Germain, n° 114, pour un appareil télégraphique dit *appareil Chouet*.

589° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Claustre (Alfred), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un compteur horaire et kilométrique pour voitures, dit *compteur électro-chimique*.

590° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dallot (Jules-Germain-Alexandre), mécanicien, élisant domicile chez le sieur Housard, à Paris, boulevard de Denain, n° 5, pour une scie portative circulaire à rubans et machine à percer.

591° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Delperdange (Victor), élisant domicile chez le sieur Guisselin, rue de Roubaix, n° 35, à Lille, pour un raccord de branchements dans les conduites d'eau, de gaz, etc.

592° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dhé (Désiré), vicaire, rue du Terrier, n° 43, à Vincennes, pour enveloppes de lettres dites *enveloppes carrées*.

593° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dumas (Henri-Hippolyte), rue du Bac, n° 2, à Auteuil, pour des fers spéciaux laminés, appliqués à l'emploi de la menuiserie en fer.

594° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par les sieurs Durand (Gustave) et de Labrunye, fabricants de papiers, faubourg Lhoumeau, à Angoulême, pour la fabrication du papier parcheminé avec la paille.

595° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Duval (Aimée-Antoinette Viellard), à Paris, quai de Jemmapes, n° 298, pour fabrication, avec des plumes, d'une frisure représentant la fourrure d'Astracan.

596° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Duvergier (Alphonse), rue Saint-Cyr, n° 25, à Lyon, pour un avant-train à lisoir oscillant.

597° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Duvergier (Alphonse), rue Saint-Cyr, n° 25, à Lyon, pour un réchauffeur de l'eau d'alimentation des générateurs de vapeur.

598° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par la société Fontaine frères, distillateurs, rue de Condé, n° 45, à Anzin, pour un parachute à l'usage des mines.

599° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hautot (Théodore), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour une machine à plateaux-bascules servant à l'extraction de la mine dans les houillères, ainsi qu'à monter et à descendre les mineurs, pouvant aussi servir à l'extraction de déblais dans les fouilles.

600° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hérard (René), mécanicien, à Paris, rue Pierre-Lombard, n° 2, pour une machine à percer les douves de tonneaux et les planches à bouteilles, dite *bondonnière*.

601° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Jobard (François), rue de Bourbon, n° 63, à Lyon, pour un mode d'attelage mécanique.

602° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laurent (Zulmain, dit Jules), chaudronnier, représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour une machine propre à élever l'eau.

603° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Masson (Edouard-Henri-Félix), fabricant d'appareils d'éclairage, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un bec de lampe pour éclairage à l'huile minérale, pétrole, etc.

604° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Penniman (Benjamin-Franklin), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour la purification de la houille et des minerais.

605° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Queyrel (Honoré), rue de Magenta (cité Napoléon), à Lyon, pour un système de fermeture de magasin et de croisée.

606° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rainfey (Bienaimé-François), commis de négociant, à Paris, rue de la Fidélité, n° 16, pour un jouet d'enfant dit *haquet latin*.

607° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Savalle (Désiré-François), à Paris, boulevard de Magenta, n° 179, pour perfectionnements apportés aux appareils de distillation, d'épuration et de rectification des alcools de toute provenance et de toute nature et pour certaines données à observer dans la construction de ces appareils.

608° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Souchon (Jean-Marie), chimiste, à Paris, rue de Buffon, n° 25, pour un appareil dit *torréfacteur*, tout à fait à claire-voie et applicable à feu nu, pour les substances végétales.

609° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Taylor (John-George), négociant, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour fabrication et ornementation de divers genres d'attaches pour toilette.

610° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thompson (Jacob-Baynes), représenté par le sieur Basset, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour des perfectionnements dans les machines électro-magnétiques à induction (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 9 avril 1878).

611° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Verstraet (Louis-Désiré), à l'usine de Montmorency, à Villeurbanne, pour un mode de condensation et de soutirage de l'acide nitrique.

612° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Verstraet (Louis-Désiré), à l'usine de Montmorency, à Villeurbanne, pour un appareil servant, dans la fabrication des sels de soude, à charger la soude brute dans les appareils de lixiviation et à décharger ensuite les marcs de soude épuisés.

613° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Vincey (Hubert), agronome, et Houdard (Edouard), négociant, rue Lalande, n° 4, à Marseille, pour la fabrication d'un engrais.

614° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wilson (James), représenté par le sieur Gilbec, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10, pour certains perfectionnements apportés à la valve hydraulique pour le fonctionnement des épurateurs à gaz (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 21 janvier 1878).

615° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 oc-

tobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Windhausen (François-Joseph) et Much (Edouard-Heinson), représentés par le sieur Rottger, à Anzin, pour une machine dite *machine calorique à haute pression*.

616° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Yvert (Jens-Baptiste), serrurier, représenté par le sieur Rimordena, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25, pour un genre de poignée pendative à brisure pour tirans, portes.

617° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Arragon (Adolphe), manufacturier, à Bourg-d'Oisans, pour un appareil de lavage et de triage des minerais bocardés, dit *laveur Arragon*.

618° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bageux (Henri-Louis) et Lemaux (Émile-René), fabricants de produits chimiques, à Paris, rue Fenechay, n° 20 (Pleinence), pour pénétration des matières textiles animales et végétales par la gutta-percha en dissolution.

619° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bihard (Léon-Joseph), entrepreneur, représenté par le sieur Metzger, à Paris, rue de l'Eglise, n° 36 (Gros-Cailion), pour bagues métalliques pour lignes télégraphiques.

620° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Banchard (Augustin-Jean-Baptiste-Edouard) et Flay (Moïse-Eugène-Émile), à Paris, rue de l'Ouest, n° 40 (Pleinence), pour un système de verre-phare à tube métallique fumivore.

621° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baignier (Gabriel-Stanislas-Florent), graveur-fondeur, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un porte-objets universel à système articulé.

622° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Constantine, par le sieur Chassériau (Frédéric-Alexandre), à Philippaville, pour procédé pour rendre propre à la fabrication les lièges mâles (lièges provenant du premier démasclage) ou d'améliorer les lièges femelles (lièges provenant d'arbres déjà démasclés).

623° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Camiac (Pierre-Henri), impasse Sainte-Catherine, n° 5, à Bordeaux, pour une préparation spéciale des jambons.

624° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par les sieurs Dacomont et compagnie, constructeurs de machines, à Mulhouse, pour une machine à faire les tuiles et les briques de tous genres.

625° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dostreuil (Pierre-François), Fourmaux (Jean-Baptiste) et Gouy (Augustin), à Paris, le premier, rue d'Allemagne, n° 17, le deuxième, Grande-Rue de la Chapelle, n° 39, et le troisième, rue de Paris-Belleville, n° 305, pour garnitures et joints de tiges de pompes ou de cylindres de machines.

626° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Féron (Gustave), blanchisseur de fils, à Maromme, pour fabrication de filés.

627° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Var, par le sieur Gay (Paulin-Etienne), entrepreneur de travaux publics, à Toulon, pour un perforateur diacorde ou machine destinée au percement des tunnels, au forage des puits, etc. etc.

628° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gisborne (Ferdinand-Newton), représenté par le sieur Defour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 35.

pour une composition perfectionnée, servant à enduire les fonds des navires (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 30 octobre 1877);

629° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gaster, (Frédéric), fabricant de navettes, à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 58, pour des perfectionnements aux navettes et dévidoirs, dans machines à coudre.

630° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Manche, par le sieur Hameroux (Alexandre), pompier entrepreneur, à Cherbourg, pour un système de piston de pompe.

631° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Herrmann, représenté par le sieur Bréguet, à Paris, quai de l'Horloge, n° 39, pour des perfectionnements apportés au télégraphe Morse.

632° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par la dame Hersan (Pauline Mutelot), rue Neuve-de-la-Gare, boulevard des Promenades, à Reims, pour une coloration à l'huile appliquée à la photographie.

633° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par le sieur Laforge (Hippolyte), capitaine des douanes, à Forbach, pour une dormeuse aérienne propre à faciliter le repos des voyageurs transportés au chemin de fer.

634° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 14 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lange (Jean-Baptiste-Charles), négociant, représenté par le sieur Amoureux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour un mesureur d'eau à compteur.

635° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Lenoir (Françoise-Désirée-Étienne), représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25, pour un genre de passementerie pour la nouveauté, l'ameublement, l'article nécessaire, etc.

636° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Lombard (Guillaume-Marius), rue Roanelle, n° 8, à Saint-Étienne, pour l'utilisation des flammes perdues des fours à coke pour la production de la fonte inaltérable.

637° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mann-Schmitt et compagnie, manufacturiers, représentés par le sieur Lavielle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour boulons à collet, carrés ou à nez, rivets, vis à têtes rondes pour métaux, ou pour bois, fabriqués d'après un système mécanique à froid, par reboulage à froid et en une seule opération de la tête et du collet carré ou à nez, au lieu d'être fabriqués par différents systèmes à chaud et en plusieurs opérations.

638° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 septembre 1864, au secrétariat de la direction de l'intérieur, par le sieur Michely (Jean-Baptiste-Louis-Michel), habitant de la Côte, à Chayenne (Colombie); pour un appareil destiné à la destruction des fourmis dites *manioc*.

639° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Mougnot (Pierre-Bonaventure), docteur en médecine, à Bar-sur-Aube, pour perfectionnements à la fabrication d'un savon de toilette, pour laquelle il a pris un brevet d'invention de quinze ans, le 10 septembre 1863.

640° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mormand (Jacques-Angustin), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 331, pour un appareil dit *caldiostat* et diverses applications de cet appareil.

641° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Pernod (Jules), chimiste, rue des Clefs, n° 1, à Avignon, pour la fabrication d'un produit dérivé de la garance, dit *fleur de garance perfectionnée*.

642° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 oct

tobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robert-Houdin fils (Jean-Jacques-Émile), à Paris, rue de Choiseul, n° 2, pour un porte-montre portatif dit *de voyage*.

643° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tindall (Thomas-Jefferson), représenté par le sieur Santter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour perfectionnements dans les machines à moissonner et à faucher.

644° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tucker (Hiram), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 18, pour une manière de donner au fer la couleur du bronze.

645° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Véron (Théophile-Marie-Alexandre), architecte, à Paris, quai des Orfèvres, n° 38, pour un rapporteur électro-lumique.

646° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1864, au secrétariat de la direction de l'intérieur, par le sieur Viéville (Simon-Ferdinand), à Saint-Louis, île de la Réunion (colonies), pour un perfectionnement apporté dans le râclage des feuilles de cacao.

647° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Aberdein (William-Lyle), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour un mécanisme perfectionné pour briser, assouplir et préparer le lin, le chanvre, la jute et autres substances fibreuses (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 21 juillet 1878).

648° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Badin (Charles), représenté par le sieur Beauchet, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système permettant de diminuer le frottement d'une manière considérable dans les machines et véhicules de tous genres.

649° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Belliard (Pierre), fabricant de clouterie, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des tendeurs-raidisateurs.

650° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boisson (Louis-Auguste), élisant domicile à Paris, rue du Bouloi, n° 20, hôtel d'Albion, pour perfectionnements apportés à un four économique propre à la cuisson des produits céramiques.

651° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Bollack frères, fabricants, représentés par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour un genre d'ombrelle dite *magicienne*.

652° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bonnet-Fichet (Clotvis-Louis), représenté par le sieur Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95, pour des perfectionnements dans la construction des coffres-forts.

653° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouché (Philippe), négociant, représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour un jupon à double effet ou à sur-crinoline.

654° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Boucher et Hauteville, représentés par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour l'impression du caoutchouc avant la vulcanisation.

655° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bougrier (Henri-Jean-Fulgence), fabricant, représenté par le sieur Lavalie, à Paris,

boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un outillage pour la fabrication des gouttières à deux bords en tout métal.

656° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Tarn-et-Garonne, par le sieur Bousquet (Pascal-Calixte) fils, élisant domicile chez le sieur Doumerc, négociant, à Montauban, pour une machine dite *tendeur de mèches* (système Bousquet fils).

657° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Tarn-et-Garonne, par le sieur Cassan (Jean), photographe, à Montauban, pour un perfectionnement de la photographie: coloration chimique des clichés et leur emploi au tirage des épreuves positives.

658° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Cavagna (François), rue Dauphine, n° 51, à Marseille, pour la révivification des étoupes et tissus.

659° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dancart (Ferdinand), représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour une sonnerie de secours.

660° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Day (Benjamin), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour une méthode perfectionnée, pour produire des plaques pour l'impression en relief, le stéréotypie et l'électrotypie.

661° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Defrès (Coleman), représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour des perfectionnements apportés à l'éclairage et à la ventilation des théâtres et des salles de concerts (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 29 septembre 1878).

662° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Derogy (Éloi-Eugène), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système de machine à polir les glaces planes ou cylindriques.

663° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gouyon (François-Maurice), docteur en médecine, représenté par le sieur Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95, pour un système de frein applicable aux chemins de fer et aux voitures.

664° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jones (John), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la fabrication des briques, tuiles et autres articles semblables pouvant être produits par le moulage de l'argile, de la terre et d'autres matières semblables, et dans les appareils employés dans ce but (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 21 avril 1878).

665° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Knab (Clovis-David), à Paris, boulevard de Magenta, n° 190, pour un moteur.

666° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par les sieurs Lebel (Florimond) et Lebel (Martial) frères, fondeurs, à Amiens, pour un système de foyer à adapter aux poêles, dit *sbastopol*.

667° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leighton (Alfred), représenté par le sieur Basset, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour des perfectionnements dans la construction, fabrication et reproduction d'estampes teintes et autres surfaces à impressions en relief (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 24 avril 1878).

668° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Loquay (Frédéric), mécanicien, à Angoulême, pour un système de pressoir à vendange.

669° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Masson (Philippe), marchand de vins, à Paris, boulevard Pigalle, n° 59, pour un *nettoie-fromage* sans l'atouchement des mains.

670° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Micha (Léonard), à Marles-lès-Béthune, pour un parachute à excentriques perfectionné.

671° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs William Ovenden, aîné et William Ovenden jeune, représentés par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un appareil mécanique applicable aux portes et fenêtres pour les empêcher de se fermer avec bruit (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 15 avril 1878).

672° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ponton (Aimé-Jean-Claude), représenté par le sieur Héréd, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 62, pour branches à fourchette pour parapluies, ombrelles, etc.

673° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rochereau (Auguste-Emanuel), fourbisseur, à Paris, rue Culture-Sainte-Catherine, n° 3, pour un livret pour papier à cigarettes.

674° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Sorvaes (Henri), poêlier, élisant domicile chez le sieur Delacroix, employé chez le sieur Arnould Bayard, rue du Grand-Chemin, à Roubaix, pour une cheminée à foyer mobile à coulisse et portative.

675° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Virloquet (Louis-Marie-Maxime), à Paris, rue de Pouchieu, n° 10, pour un système de sommier élastique tout en fer et à jour, couverture mobile.

676° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par les sieurs Zircker (Jean) et Didelon (Charles), à Nancy, pour un tarare déoortiqueur.

677° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Abraham (John), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés aux machines à fabriquer les monnaies (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 21 avril 1878).

678° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Bergue (Auguste), manufacturier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système fumivore à flamme renversée applicable aux fourneaux des chaudières et générateurs à vapeur des machines fixes, des locomotives et des bateaux à vapeur.

679° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Bergue (Auguste), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de haut fourneau séparateur à flamme renversée.

680° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Besançon (Charles), doreur, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la décoration ou ornementation des métaux.

681° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boiret jenne (Jean-Baptiste), à Paris, rue de Flandre, n° 3, pour gazofuge hygiénique appliqué à l'éclairage.

682° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Bonnet (Julien), marchand de bois, rue Ferrari, n° 141, à Marseille, pour moulin à meule verticale pour presser les matières agglomérées.

683° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par les sieurs Brossard (Émile) et Brossard (Léandre), mécaniciens, rue Mercœur, à Nantes, pour une machine à coudre à navette mue par un axe à mouvement alternatif, et à rogne d'entraînement ou à griffe en dessous mues par une came placée sur l'axe qui fait mouvoir le porte-aiguille.

684° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Clavel (Auguste), négociant, représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour une pince à nettoyer l'intérieur des verres et globes de lampes.

685° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Courtois (Paul), puddleur, à Sirtuil, pour un système de pompe à air comprimé dite *pompe Courtois*.

686° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cousté (Joseph-Désiré), entrepreneur de travaux publics, à Paris, quai des Célestins, n° 16, pour une chèvre roulante.

687° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur d'Argy (Edmond-Armand-Louis), rue Chaptal, n° 3, à Neuilly, pour une bouché à glissière, système d'Argy.

688° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs des Ansaldi (Auguste) et Cerdon (Claude), serrurier-mécanicien, le premier, rue Thomas, n° 3, et le second, rue de Montebello, n° 42, à Marseille, pour un propulseur à pelles successives pour la navigation sur les canaux et rivières.

689° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Loire, par le sieur Falcon (César), fabricant de dentelles, au Puy, pour l'application de fleurs ou motifs en relief sur la dentelle.

690° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Fauvelle-Delebarre et fils, manufacturiers, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour la fabrication décorative et sans déchet des peignes pour dames.

691° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Fauvelle-Delebarre et fils, manufacturiers, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un peigne-chignon à broche mobile ou indépendant.

692° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Favier (Pierre-Henri), fabricant d'objets d'orfèvrerie, représenté par le sieur Lemonnier, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un tambour mécanique.

693° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Frédureau (Jean-Baptiste-Ferdinand), à Paris, rue Saint-Lazare, n° 55, pour un appareil dit le *grimpeur*.

694° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Garnier (François), imprimeur en papiers peints, à Paris, rue de Charonne, n° 109, pour mordant propre à velouter le papier peint sans apprêt, dit *mordant Garnier*.

695° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lagarde (François) et Goupil (Hippolyte), représentés par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un appareil à monter les sœurs pour le service des puits, dit *puiseur vélocimane*.

696° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Orne, par le sieur Le Breton (Honoré), voyageur de commerce, représenté par le sieur Lefebvre, avocat, à Alençon, pour un système de sûreté applicable à toutes les serrures.

697° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leclerc (Augustin), forgeron-mécanicien, rue de Montreuil, n° 84, à Vincennes, pour une brosse servant à nettoyer la chaussure avant d'entrer dans les appartements, dite *la complaisante*.

698° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Peugeot frères, manufacturiers, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de cuvette de moulin à moudre le café et toutes autres substances.

699° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Peugeot frères, manufacturiers, représentés par le sieur Lemonnier, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements aux compas.

700° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 19 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pilkington (Richard), représenté par le sieur Brade, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 13, pour des perfectionnements dans les becs à gaz (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 24 août 1876).

701° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pique (Joseph), fabricant, à Paris, rue Neuve-Popincourt, n° 4, pour un système de châssis à rideaux à bascule Pique.

702° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Ponget fils (François), rue Payenne, n° 33, à Bordeaux, pour un procédé de bouchage destiné à empêcher le coulage des liquides.

703° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roch (Louis-Joseph-Romuald), graveur pour horlogerie, représenté par le sieur Lemonnier, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de boutons en buffle, corne, etc. pour montres, chronomètres, etc. avec cadran non rapporté.

704° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Schmer (Armand-Dominique-Henry), fumiste, rue Saint-Jacques, n° 65, à Dieppe, pour un calorifère tubulaire à air chaud et à tirage direct.

705° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sénat (Jean-Marie-Achille), vernisseur de cuirs, à Paris, Grande-Rue de la Chapelle, n° 49, pour une machine à cambrer les tiges pour chaussures.

706° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sézille (Alexandre-Antoine), négociant, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour pétrin mécanique travaillant la pâte comme le bras de l'homme.

707° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Steinmetz (Bernard), mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la fermeture des sacs, valises, cabas, etc.

708° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Stuber (Zacharie-Louis-Philippe-Ernest), chef d'exploitation de chemin de fer, et Caillat (Léon), horloger, représentés par le premier, à Paris, chez la dame veuve Stuber, rue Bréda, n° 15, pour un appareil dit *avertisseur électrique*, destiné à mettre en communication les conducteurs et garde-frein d'un train de chemin de fer avec le mécanicien.

709° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Viol (Adolphe-Pierre) et Dufflot jeune (Césaire), plumassiers, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour ornementation des plumes et autres faisceaux filamenteux par l'application d'une couche métallique.

710° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Végélias (Mathieu), mécanicien, rue des Tanneurs, n° 6, à Lille, pour un appareil de sûreté pour machines à vapeur.

711° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Ba-chelet (François-Joseph), docteur en médecine, rue d'Outreman, n° 12, à Valenciennes, pour la préparation d'une pulpe propre à la nourriture des bestiaux.

712° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bequet (Jean-Gustave), chez le sieur Crété, à Paris, rue des Saints-Pères, n° 30, pour application d'un appareil réfrigérant aux rectificateurs d'alcools.

713° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur John Brunt, représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements apportés dans la construction des compteurs à gaz.

714° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Caudron (Julien), fabricant de cordages, à Malaunay, pour cordes sans fin destinées à servir dans les établissements industriels.

715° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chambon (Jean-Marie), menuisier, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 263, pour lambourde pour parquets et lambris.

716° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Cotas, Delongueil et Commanay, carrossiers, à Paris, rue Bayard, n° 12, pour machine à arrondir, dégauchir et calibrer les cercles de roues.

717° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coppi, gaufreur et fabricant de jouets, à Paris, rue Quincampoix, n° 39, pour un jouet d'enfant dit *pentin-cible*.

718° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Courtois (Adrien-Jacques-François), entrepreneur et fabricant, à Paris, rue des Fossés-Saint-Marcel, n° 39, pour couvertures en toiles.

719° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juin 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Debacq et Chenin, représentée par le sieur Lesage, à Paris, rue Pradier-Belleville, n° 26, pour application d'un tissu antihygmétrique, dit *cotonnaine*, aux boisseaux des robinets.

720° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Delcroix (Alphonse), fondeur, au Petit-Fagnières, pour une cloche en fonte pour jardin.

721° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hurrant (Glaude), fabricant de fleurs artificielles, à Paris, rue du Château-d'Eau, n° 88, pour un tissu applicable à la fabrication du feuillage artificiel.

722° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Lacroix (Pierre), fabricant de toiles métalliques, à la Couronne, pour la fabrication de rouleaux de toiles métalliques destinés à faire du papier vergé et bâtonné sans chaînettes.

723° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lacroix (Elie), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour un jupon dit *jupon-corset*.

724° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Lavalley (Jean), docteur en médecine, à Dijon, pour la capsulation industrielle à dose fixe.

725° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lavater (Mannuel-Léopold-Jonas), représenté par le sieur Basset, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour des perfectionnements dans la confection des tuyaux en caoutchouc, avec tissu interposé (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 21 avril 1878).

726° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Leclerc et Deville, fabricants de brosses, rue Saint-Pierre, n° 20, à Lyon, pour un plumeau dit *plumeau-fourrure*.

727° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leclère (Edouard), fabricant, à Paris, boulevard des Trois-Couronnes, n° 3 (chemin de ronde), pour un mouilleur continu, système Leclère.

728° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Langelée (Charles-Auguste-Joseph), mécanicien, et Lang (Baruch), fabricant de caoutchouc, représentés par le sieur Lemonnier, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour machine à souder le caoutchouc.

729° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Madaut (Antoine), à Paris, rue Jussieu, n° 6, pour lit économique et hygiénique.

730° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Marlier (Pierre-Joseph-Alexandre), menuisier-mécanicien, à Beaufort, pour presse continue et cylindre à coulisses-compartiments pour l'extraction du jus de betteraves par la presse hydraulique.

731° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Yonne, par les sieurs Minard (Jean-Alexandre) et Gaigé (Adolphe), à Villeneuve-sur-Yonne, pour un système de cuivage des vins et autres liquides fermentescibles dit de *Minard et Gaigé*.

732° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Orioli (Zéphirin-Gaspard-Alexandre-Nathan-Pétrone), Frébot (Amable-Affred) et Matoussière (Pierre-Amable-Henry), élisant domicile chez le sieur Sarrazin, sous-directeur des études à l'école impériale centrale des arts et manufactures, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 89, pour la transformation de tous les végétaux et notamment du bois en pâte à papier.

733° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Parisot (Jean-Pierre), mécanicien, à Paris, rue Saint-Denis, n° 289, pour perfectionnement apporté à la machine à coudre système Wheeler et Wilson, ou mise à aiguille droite de ladite machine et suppression de son aiguille courbe actuelle.

734° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Perret (Arnaud), rue du Cardinal-Fesch, n° 80, à Lyon, pour un compteur d'eau.

735° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Petitjeux (Jean-Frédéric), armateur, élisant domicile chez le sieur Vanhagendoren, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 28, pour une chaudière à vapeur à surface directe et à flamme renversée.

736° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Potallier (Claude), ferblantier, rue de Sèze, n° 27, à Lyon, pour un réchaud économique.

737° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pousset (Turlin), représenté par le sieur Herpst, à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 3, pour un appareil servant à la teinture partielle du chapeau de feutre.

738° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Willoughby Hann Reed, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébas-

tion, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les boutons et dans les moyens de les fixer aux étoffes.

739° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rysar (Wuchington-Michâel), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements dans les batteries sous-marines.

740° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schorb (George), mécanicien, représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour un moteur à mouvement circulaire à double action.

741° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Skirmunt (Alexandre), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillois, n° 13, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication du sucre de betterave.

742° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Southworth (Daniel-Hovey), représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication des câbles ou conducteurs télégraphiques.

743° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur du Struve (Gustave), lieutenant-colonel du génie russe, représenté par le sieur Thoenen, à Paris, rue de Dunkerque, n° 24, pour un moteur mixte à gaz et à vapeur.

744° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Terrat (Fleury-Eugène), élisant domicile chez le sieur Roux, à Paris, rue de Charonton, n° 68, pour un genre de tuyaux en tôle à parois extérieures et intérieures en asphalte pour conduites d'eau et télégraphes électriques souterrains.

745° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Amphoux (Henri), fabricant d'allumettes chimiques, représenté par le sieur Merlin, à Paris, rue des Marais-Saint-Martin, n° 39, pour boîte à double face servant avec couvercle fonctionnant alternativement au moyen d'un seul ressort en caoutchouc.

746° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Yonne, par le sieur Antognini (Jean-Baptiste), fumiste, rue de la Grosse-Tour, à Sens, pour un appareil de sûreté destiné à retenir le feu lancé par les locomotives pendant leur course.

747° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Auguste (Victor), bijoutier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système perfectionné de supports de réflecteurs, abat-jour, etc.

748° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Balk (Guillaume), représenté par le sieur Duvivier, employé, rue de Longchamp, n° 15, à Neuilly, pour des améliorations apportées aux fourneaux de fonte servant à fondre des minerais et métaux.

749° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barthelemy (Pierre-Édouard), place d'Armes, n° 8, à Saint-Ouen, pour procédés et appareils pour la conservation des grains.

750° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bigorie (André-Gustave), négociant, à Paris, rue de Doudeauville, n° 15, pour un appareil applicable aux armes à feu, dit *gaine à capuchon à guide-ur*.

751° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Breteau (Pierre-Stanislas), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système de fermeture.

752° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

de Brossard (Théophile), docteur en médecine, chez le sieur Godin, à Paris, rue des Poissonniers, n° 10 (la Chapelle-Saint-Denis), pour bas compresseur sué.

753° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bruno et Lefevre, manufacturiers, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour la fabrication d'un produit dit *tuile à fond imitatie de Bruxelles*, brodé mécaniquement.

754° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Chiffroy (Auguste), manufacturier, à Maromme, pour un moyen de plaquer mécaniquement une teinture quelconque spécialement sur les draps mélangés.

755° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par le sieur Cotin (Jules), casseur de sucre, rue du Commerce, n° 86, à Tours, pour des moules et formes de pains de sucre.

756° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Desrochers (Théophile-Pierre), fabricant de tableaux mécaniques, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour l'application de l'électricité comme moteur aux tableaux, pièces mécaniques, etc.

757° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dopier (Jules-Émile), chimiste, à Paris, rue de Madame, n° 29, pour l'application à la gravure sur verre, opale, émail, métaux, etc. des peintures ou des impressions, par tous modes, des substances inattaquables à l'action des acides, faites sur couches formant gélatine insoluble.

758° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dopier (Jules-Émile), à Paris, rue de Madame, n° 29, pour couches insolubles composées pour le transport sur porcelaine, émail, etc. de couleurs fusibles ou de matières inattaquables aux acides rongear le verre, l'opale, etc. peintes ou imprimées sur papier préalablement préparé de substances solubles ou propres à séparer la couche insoluble dudit papier.

759° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dopier (Jules-Émile), à Paris, rue de Madame, n° 29, pour l'application à la gravure sur verre, opale, émail, métaux, et en général toute matière se dissolvant dans les acides, de décalques d'impressions et de peintures faites de substances inattaquables aux acides.

760° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Étienne (Joseph-Marius) fils, chemin d'Endourne, n° 1, à Marseille, pour un système de tuiles à recouvrement.

761° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Forge (Émile-Adolphe), négociant, à Chauny, pour perfectionnement à l'appareil dit *hydrofère des foyers* pour lequel le sieur Corr a pris un brevet de quinze ans, le 5 mars 1862.

762° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Guisquet (Vincent), à Saint-Ambroise, pour un système de fabrication de carreaux en ciment.

763° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lagrèze (Élieze-Guillaume), arquebusier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux armes à feu.

764° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lesieur (Emmanuel-Adrien), à Paris, rue de Chartres-Batignolles, n° 8, pour la préparation simultanée du chlorhydrate, du phosphate ou du sulfate d'ammoniaque et du phosphate de chaux précipité pour engrais.

765° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 oc-

765^e Le brevet d'invention de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Marthions (Valmy), à Hostens, pour un appareil destiné à fondre la gomme par la vapeur condensée.

766^e Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 25 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jobiah Pepper, représenté par le sieur Gilbec, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10, pour des perfectionnements dans les machines pour nettoyer les bottes, les souliers, les couteaux, les fourchettes et autres articles semblables (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 22 avril 1878).

767^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pinaux (Léon), mécanicien, représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 514, pour un genre de fermeture des porte-monnaie, aumônières, nécessaires, tabourets, etc.

768^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Rostand (Charles), boulevard National (raffinerie Rostand), à Marseille, pour un mode de raffinage du sucre.

769^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Schaffner et Bubenbergh, constructeurs, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux appareils dits *graisseurs*.

770^e Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 26 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur William Thorold, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les moyens et appareils propres à la conservation de la vapeur (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 26 avril 1878).

771^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Valant (Louis), Valant (Paul) et Ternois (François), élisant domicile chez le sieur Valant père, à Paris, quai des Grands-Augustins, n° 57, pour appareil d'alimentation des chaudières à vapeur, dit *alimenteur, régulateur, automoteur*, à niveau constant.

772^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vigoureux (Stanislas), manufacturier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25, pour un procédé de préparation des fils qui subissent diverses manutentions entre la filature et le tissage.

773^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boldon (Prudent-Julien), fabricant, représenté par le sieur Lemonnier, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre d'agrafe en nacre, os, ivoire, corne, etc.

774^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berrens (François-Théophile), à Paris, rue Laffitte, n° 17, pour machine à battre la paille à blé sur l'aire.

775^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boitley (Claude-Etienne), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 35, pour l'emploi des couleurs dérivées de l'aniline à la coloration extérieures et au lustrage des pierres de bleu destinées à l'azurage du linge.

776^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charvonne (André), négociant, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 110 (rive droite), pour appareil à échanger les dépêches et autres paquets sans arrêter les trains express.

777^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Cugnier (Gérardine-Renty) et Miquet (Jules-Jean-Baptiste), fabricant de boutons, représentés par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour un procédé de fabrication de boutons moulés, cerclés, en matière malléable de diverses natures.

778° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Damay-Pointron (Charles-Gustave), farinier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la construction des moulins.

779° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Davies (William), Cate (Georges) et Cate (William), représentés par le sieur Hébert, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour perfectionnements apportés dans les machines à couper les lièges, les bouchons, les tampons, les bœres de fusil et autres articles semblables.

780° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Denans (Jean-Baptiste), Grande-Rue, n° 70, à Besançon, pour la construction et l'application d'une cuvette en regard de décharge, d'arrêt et de jaugeage pour conduite d'eau.

781° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Marne, par le sieur Defaux (Florentin), architecte, à Vassy, pour l'application d'un four à réverbère à griller et réduire en fonte sur la mine même les minerais, et pour l'application d'une cuve d'alimentation superposée au four à l'effet de griller et réduire immédiatement le minerai en fonte.

782° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Dirson (Edmond), fabricant de tissus, à Sains, pour fabrication d'un tissu barège avec envers.

783° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Esnardeau (Frédéric-Auguste), fabricant, représenté par le sieur Clès, à Paris, rue de l'Écliquier, n° 18, pour des perfectionnements dans la fabrication des talons de chaussures.

784° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Lot-et-Garonne, par le sieur Farge (Jean), à Agen, pour un système de frein.

785° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Loiret, par le sieur Fleureau jeune (Hector-Alexandre), tapissier, rue de l'Étoile, n° 28, à Orléans, pour un parapluie-portefeuille s'ouvrant seul et, étant fermé, se diminuant de sa moitié de sa longueur.

786° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Gaulthier (Henri), mécanicien, à Angers, pour une machine à broyer les chanvres et les lins.

787° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Germann (Jean-Georges), manufacturier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements apportés aux machines à tisser la soie et autres matières filamenteuses.

788° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Grimmeisen (Louis-David), fabricant, à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 92, pour un ressort en deux pièces s'adaptant aux lanternes de voitures et aux lampes placées dans les dites lanternes.

789° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Groshenny (Jean), représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour l'application d'un embrayage sur l'arbre à tambours des métiers à filer la laine.

790° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guichemorre (Prosper), représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 54, pour un couteau à peler les fruits et les légumes.

791° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Hugnet (Jean-Baptiste), mécanicien, et Pavard (Ernest), lithographe, à Paris, le premier, rue Saint-Maur, n° 87, et le second, Petite-Rue du Bac, n° 5, pour un système de mouillage appliqué aux presses mécaniques lithographiques et lithochromiques.

792° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Humann (Gustave), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un perfectionnement dans le graissage des laines.

793° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lagache (Joseph), architecte, et Solomiacq (Joseph), surveillant au chemin de fer du Nord, représentés par le sieur Adams (Joseph), à Paris, rue de la Michodière, n° 20, pour système de pierres factices dites *pierres boulonnaises*.

794° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lapointe (Georges-Charles), lunettier, à Paris, chaussée de Ménilmontant, n° 26, pour un pince-nez-lunette.

795° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Manche, par le sieur Lemagnent (Thomas-Ambroise), maître fondeur au port de Cherbourg, chevalier de la Légion d'honneur, pour un système de fabrication de creusets pour fondre les métaux.

796° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Yonne, par le sieur Leroy (Auguste), taillandier, à Champigny, pour un harnais de faux en acier et une enclume à l'usage des faucheurs.

797° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur William Palmer junior, représenté par le sieur M^{re} Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour des perfectionnements dans la fabrication des chandelles, etc. (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 23 septembre 1878).

798° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Perrot (André), fabricant d'articles de chasse, représenté par le sieur Lemonnier, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de cartouches à longue portée.

799° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Rafer (Eugène-Germain) et Rafer (Ernest-Edmond), mécaniciens, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une machine propre à la fabrication du guipé élastique.

800° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Rafer (Eugène-Germain) et Rafer (Ernest-Edmond), mécaniciens, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un tissu en guipé élastique pour la chaussure, etc.

801° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rémond (Paul-Louis-Nicolas-Alexandre-César), ancien agent forestier, à l'institution de Sainte-Périne, quartier d'Anteuil, à Paris, pour conversion du sulfate de potasse en carbonate de cette base par la voie humide ou par le froid de vingt degrés centigrades au-dessous de zéro.

802° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ville (Georges), professeur de physique végétale au muséum d'histoire naturelle, à Paris, rue Cuvier, n° 57, pour un mode de traitement applicable aux phosphates de chaux naturels et artificiels et aux sels de potasse et de soude en vue des usages agricoles.

803° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Albert (Alfred), représenté par le sieur Savin, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un timbre dit *timbre Albert*.

804° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Allemand (Charles), négociant, avenue de Paris, n° 111, à Saint-Denis, pour un appareil d'éclairage dit *bougie solaire*.

805° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Baudin (Jules-Octave) et Bienfait (Bernard), à Paris, le premier, rue des Vinaigriers, n° 44, et le second, rue de Paris-Belleville, n° 47, pour un compteur appliqué aux voitures.

806° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Borde (Hippolyte), à Paris, rue du Marché-d'Aguesseau, n° 3, pour un bûteur perfectionné.

807° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chammette (Alfred), négociant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour le tissage de sacs, cabas et autres contenants, avec étiquette solidaire.

808° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Daméry (Constant-Joseph), représenté par le sieur Lemonnier, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements introduits dans les machines à vapeur.

809° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gibert (Alfred-Nicolas), négociant, et Lefol (Casimir), mécanicien, à Paris, le premier, rue Meslay, n° 50, et le second, rue des Filles-du-Calvaire, n° 23, pour un système de cylindre diviseur évaporeur pour le grillage du café et du cacao.

810° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gilot (François), horloger, représenté par le sieur Amouroux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour un porte-plume à piston et à réservoir d'encre.

811° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Goudard (Eliard-Félix), ancien avocat, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un bec régulateur à gaz.

812° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Guichard (Auguste), Jullien (Aimable) et Desbordes (Jacques), élisant domicile chez le sieur Guichard, l'un d'eux, à Paris, rue Aumaire, n° 13, pour le tannage des cuirs par la pression.

813° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hayem aîné (Simon), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un genre de faux-cols.

814° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par le sieur Koch (Georges), négociant, rue de la Tête-d'Or, n° 33, à Metz, pour une presse imprimée et marquée.

815° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Laroue (Etienne), négociant, rue de la Reine, n° 49, à Lyon, pour une raquette perfectionnée dite *raquette Laroue*.

816° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lesaucheux (Eugène-Gabriel), fabricant d'armes, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux armes à feu.

817° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lefèvre aîné (François-Antoine-Léonard), meunier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système de mesure-peso.

818° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 no-

vembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Limousin frères, fabricants de pelles et de bèches, à Firminy, pour un système de préparation du fer ou de l'acier pour la fabrication des bèches et des pelles à terre.

819° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marin (Ernest), négociant, à Paris, rue du Caire, n° 15, pour composition et application sur tous tissus d'une substance dite *aldine*.

820° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Bonnay (Mathien), ancien chef d'institution, à Paris, rue Bonaparte, n° 47, pour application des ciment et matières bitumineuses au décor sur muraille et sur dallage.

821° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par la dame Montré (Marie Stuki), rue de l'Impératrice, n° 15, à Lyon, pour un corset diaphane dit *corset Impératrice*.

822° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Nouzillet (Louis-Antoine), négociant, et Tellier (Louis-Auguste), représentant de commerce, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 146, pour un appareil de bouchage dit à *déversoir de sécurité*, s'appliquant à toutes bouteilles et à tous flacons.

823° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Pallordet (Alexandre), rue Basse-Combalot, n° 2, à Lyon, pour une table métallique pour enfant.

824° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Youngs Parfrey, représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour une machine à remplir, fermer et achever les cartouches.

825° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Quinet (Alexandre-Marie), chimiste, et Bandouin (Achille), négociant, représentés par le sieur Lemonnier, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements apportés à l'industrie du caoutchouc.

826° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Batel (Pierre-Charles), horloger-mécanicien-agriculteur, représenté par le sieur Lemonnier, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnement d'un moteur de miroir à alouettes dont une des combinaisons est applicable à la mécanique en général et, par extension du principe d'adhérence, à l'industrie des chemins de fer en particulier.

827° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Renault (Jean-Baptiste), rue Saint-Émilien, n° 93, à Libourne, pour un appareil à blanchir le linge, dit *lessiveuse*.

828° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Robert et Collin, fabricants d'instruments de chirurgie, à Paris, passage du Commerce, n° 10, pour un instrument de chirurgie.

829° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robert de Massy (Pierre-Louis), distillateur, élitant domicile à Paris, chez le sieur Fréger aîné, rue Culture-Sainte-Catherine, n° 36, pour un appareil dit *filtre-press*, qui, à volonté, peut servir soit de filtre, soit de presse, soit tout à la fois de filtre et de presse, applicable à toutes les industries qui ont besoin de ces moyens.

830° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rottée (Louis), fabricant de broserie, représenté par le sieur Petit, à Paris, rue Blondel, n° 5, pour un système de montage à rivets des balais dits de *cantonier*, et l'application d'une matière végétale à la confection de ces balais et de ceux à l'usage domestique.

831° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 no-

vembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par les sieurs Roastan (Paul), professeur, et Quirin (Valentin), courtier de grains, le premier, quai Saint-Nicolas, n° 13, et le second, Grande-Rue, n° 4, à Strasbourg, pour un procédé de désorganisation, par agent chimique aidé de moyens mécaniques, du coton, chanvre ou lin sur tissus ou chiffons les renfermant.

832° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Simplet (Louis-Joseph), rue du Mail, n° 43 (la Croix-Rousse), à Lyon, pour une pompe dite pompe Simplet.

833° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Torchy (Désiré), ébéniste, à Paris, rue de Droudeville, n° 4 (la Chapelle-Saint-Denis), pour bannes ou stores.

834° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, par le sieur Bernard (Benoît), au Creuzot, pour un appareil à épurer la houille menue.

835° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berthelémy (Louis-Léopold), professeur de mathématiques, à Paris, rue Serpente, n° 27, pour une machine à tracer des ellipses.

836° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Bertrand (Philippe), raffineur de sucre, boulevard de Longchamp, n° 46, à Marseille, pour perfectionnement apporté à la construction des filtres à l'usage des raffineurs et des fabricants de sucre, dits filtres à base conique.

837° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chaumette (Alfred), négociant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour la fabrication de mannes, paniers, corbeilles, etc. végétométalliques.

838° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Cœuille (Pierre), mécanicien, et Bardon (Marie-Charles-Edmond), représentés par le sieur Mahieux, à Paris, boulevard de Magenta, n° 149, pour systèmes de traversins et de sommiers élastiques.

839° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Henry Bollmann Comdy, chimiste, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de séparation du soufre des minerais et des scories du soufre.

840° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Courdin (Jean-Adrien), ingénieur des arts et manufactures, à Paris, rue du Caire, n° 4, pour roue hydraulique à hélice.

841° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Garrigues (Antoine), tourneur, rue Bouquière, n° 21, à Toulouse, pour une tige à vis conoidales applicable aux tabourets de pianos.

842° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Hargard (Georges), photographe, et Grüber (Louis), lithographe, à Paris, rue Bourbon-Villeneuve, n° 57, pour composition typolithographique.

843° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par les sieurs Hemon frères, fabricants de feronnerie, à Joigny, pour un perfectionnement apporté dans la fabrication des fers à plisser et à troyer.

844° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Innes (John-M^r), représenté par le sieur Dugit, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 195, pour soufflage perfectionné pour protéger les carènes des vaisseaux de bois ou de fer,

lequel soufflage peut être appliqué à la couverture des toits, des murailles, etc. (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 9 octobre 1877).

845° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Keravenan (François-Bernard), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une machine motrice rotative servant aussi de pompe et de machine soufflante.

846° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Lacroix (Pierre), fabricant de toiles métalliques, à la Couronne, pour un rouleau à fils parallèles à l'axe sur lesquels on place un fil circulaire ou des fils cerclés pour éviter l'enchaînement remplaçant la grosse toile vélin.

847° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lefevre (François-Antoine-Léonard), meunier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements apportés à la construction des moulins.

848° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Legrand (Pierre-François), trancheur de bois, à Paris, boulevard Mazas, n° 54, pour un système de pavage en bois et en pierre dit pavage Legrand.

849° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemoine (Adolphe), mécanicien, représenté par le sieur Lemoine (Camille), son père, rue du Marché, n° 9, à Choisy-le-Roi, pour un appareil de dilatation de la vapeur pendant le travail de la détente dans les machines à vapeur.

850° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Magnin, Keyen, Éneut et Richard, représentés par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour la fabrication d'un caoutchouc factice.

851° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Maru-Schmit et compagnie, manufacturiers, représentés par le sieur Lemonnier, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un mouvement de serrure.

852° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Marolle (Michel), entrepreneur de travaux, boulevard des Dames, n° 56, à Marseille, pour une machine élévatrice locomobile et rotative à une seule voûte.

853° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Sarthe, par le sieur Miesch (Joseph), place de la Mission, n° 14, au Mans, pour un fourneau de cuisine.

854° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ardèche, par le sieur Mouline (Louis-Eugène), négociant en soie, à Vals, pour un système de navires à vapeur à roues intérieures.

855° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mouille (Paul-François), peintre sur cristaux, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à l'éclairage des miroirs.

856° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le comte Ostrorog (Stanislas-Julien-Waléry), boulevard du Musée, n° 14, à Marseille, pour une application dans les portraits photographiques, dite photo-cristalline.

857° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pasquillet (Charles-François), fabricant d'articles de voyage et de serrurerie, représenté par le sieur Lemonnier, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnement dans la fabrication des clous dorés et rivets, pointe en fer pour tapisiers, articles de voyage, etc.

858° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 no-

vembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Pognon (Charles), mécanicien, et Micolon (Henri), fabricant d'acier, représentés par le sieur Lemounier, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un moteur à air dilaté, dit véritable gazomoteur.

859° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Pollack (Heinrich), Schmidt (Edwin) et compagnie, représentés par le sieur Castellbon, à Paris, passage des Petites-Écuries, n° 15, pour des perfectionnements apportés aux machines à coudre du système pour lequel ils ont pris un brevet d'invention de quinze ans, le 26 décembre 1863, et autres analogues ayant pour objet un appareil exécutant le point de passementerie et un appareil à ourler perfectionné.

860° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Primout (Alphonse), directeur de filature, à Oissel, pour un mécanisme pour transformer le *mull-jenny* en renvideur automatique.

861° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Raynaud (François), mécanicien, à Paris, chaussée de Clignancourt, n° 9, pour machine à fabriquer et à placer les vis coniques pour chaussures.

862° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rémond (Pierre-Alphonse), imprimeur en papiers peints, à Paris, rue de la Roquette, n° 24, pour un mordant propre à velouter sans encollage le papier de tenture.

863° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Saker (Frédéric), constructeur, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de broche de filature avec bague inoxydable.

864° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schenberg (Gabriel-Nicolas), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans les diverses parties des arbres de transmission.

865° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 2 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Steane (Henry-Charles), représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un appareil destiné à empêcher les chandelles de couler et d'égoutter (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 27 juin 1878).

866° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Stoltz (Marie-Ernest-Georges) fils, mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux machines à fabriquer les clous.

867° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thomson (James), représenté par le sieur Gilbec, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10, pour certains perfectionnements dans la fabrication des armes à feu, applicables à l'artillerie de terre et de mer (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 19 janvier 1878).

868° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barbette fils (Philippe-François), fabricant de clous dorés, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour la fabrication de clous dorés bouterollés.

869° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barbier (Jean-Denis), négociant, à Paris, rue Dauphine, n° 23, pour traverses en fer ordinaire et inoxydate.

870° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Belvallette (Norbert), fabricant de voitures, à Paris, avenue des Champs-Élysées, n° 24, pour un système de poignée aux bascules d'intérieur pour serrures de portes de voitures.

871° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 no-

tembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Belvallette (Norbert), fabricant de voitures, à Paris, avenue des Champs-Élysées, n° 24, pour un système d'avant-train applicable aux voitures.

872° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Ben (Charles) et compagnie, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un appareil à sécher la laine, le coton et autres matières textiles.

873° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blin (Charles), teinturier-imprimeur, représenté par le sieur Lemonnier, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour appareil à imprimer en chinois.

874° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouilliant, fondeur-constructeur, représenté par le sieur Poirot, à Paris, rue de Ménilmontant, n° 36, pour un système de clôture métallique pour massifs, jardins, etc.

875° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bungens (Aloys), ferblantier-lanternier, à Paris, rue du Colysée, n° 42, pour un appareil hydrothérapique à jet continu ascendant et descendant.

876° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carter (George), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour perfectionnements apportés dans les cisailles, ciseaux et autres instruments coupants du même genre (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 22 juin 1878).

877° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chevolot (Louis), mécanicien, à Paris, rue Gérard prolongée, n° 2 (treizième arrondissement), pour une machine à produire un genre de broderie sur toutes espèces d'étoffes.

878° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Estourbe (Jules-Martial-Édonard), fabricant de boutons, représenté par le sieur Lemonnier, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans la fabrication des boutons.

879° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fines (Ambroise-Thomas), balancier, représenté par le sieur Poirot, à Paris, rue de Ménilmontant, n° 36, pour perfectionnements apportés dans la fabrication de la balance Roberval.

880° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le docteur Guérin (Jules), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système d'appareils propres à réaliser le traitement des plaies par l'occlusion pneumatique.

881° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Vosges, par les sieurs Humbert-Raval (Félix) et Humbert (Ernest), forgerons, à Saint-Dié, pour une charrette à double versoir perfectionnée dite *charrue Humbert*.

882° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Inman (Richard-Kesterton), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés à l'ornementation ou à la broderie des devants de chemises et autres articles semblables (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 12 octobre 1878).

883° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Jefferson (Isaac), Jefferson (Joseph), Jefferson (Cornélius), Jefferson (Lazarus) et Jefferson (Madaei), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les freins de chemins de fer (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 5 mai 1878).

884° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 no-

vembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lacroix (Pierre), marchand de café, à Paris, rue Lévisse, n° 20, pour la solidification du café en tablettes comme le chocolat.

885° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Eure, par le sieur Lapert (François-Ambroise), chauffeur à la filature de coton des sieurs Philippe et compagnie, à Corneville-sur-Risle, pour un appareil destiné à augmenter la puissance des moteurs actuellement en usage, dit *extramoteur*.

886° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lœvenbach (Émile), fabricant de cannes, représenté par le sieur Lemonnier, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements apportés aux manches de tous genres pour cannes, parapluies, ombrelles, etc.

887° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lutz (Jean), opticien, et Jaeger (Guillaume), représentés par le chevalier de Schwarz, à Paris, rue Laflitte, n° 21, pour une pâte inflammable dite *pâte strapine*, pour allumettes, capsules, projectiles et fusées à l'usage des mines, etc.

888° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Macneill (John), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés dans les signaux des chemins de fer (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 31 août 1878).

889° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Miller (James-John) junior, représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour des perfectionnements dans la construction des machines et pompes à vapeur et autres (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 5 mai 1878).

890° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Packer (John), représenté par le sieur Gilbec, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10, pour des perfectionnements dans les signaux de chemins de fer (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 30 août 1878).

891° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Hautes-Pyrénées, par le sieur Pourquid (Auguste), à Tarbes, pour un système de boîtes à allumettes.

892° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Raincelin (Henri), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une locomotive à trois cylindres, système Raincelin.

893° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Smithett (Richard-Hudson), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans le traitement de l'argile, de la pierre artificielle, du métal ou d'autres matières plastiques ou malléables pour les rendre plus propres à la construction.

894° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Thiry (François), élisant domicile chez le sieur Moisset, à Nancy, pour un appareil propre à la fabrication de la pâte à papier.

895° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vigoureux (Stanislas), manufacturier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système mécanique de lavage, dégraissage, teinture, impression, séchage, etc. des matières filamenteuses avant et après filature.

896° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, par le sieur Vimont (Augustin), mécanicien, à Vire, pour un moyen ou système pour individualiser le travail des broches dans tout métier continu à préparer, étirer et filer la laine ou toute autre matière filamenteuse, et y produire des bobines propres à tout genre de tissage et dont l'échange se fait individuellement et à volonté, sans suspendre la marche des métiers.

897° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Ager (George) et Baker (Frederick-William), représentés par le sieur Zacharie, rue de Jarente, n° 29, à Lyon, pour système perfectionné pour protéger le fond et les côtés des vaisseaux contre les animaux et les matières végétales (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 28 octobre 1878).

898° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société G.-F. Arnold et compagnie, fabricants d'objets en cuir, représentés par le sieur Bonnevillie, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour une espèce de porte-monnaie à fermeture et coulisse métalliques mobiles.

899° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 8 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Broadbridge (Charles-Richard), représenté par le sieur Lemonnaier, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour transformation de tables à manger ou autres en tables de jeu de billard (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 14 mars 1878).

900° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Dufour (Jacques), élisant domicile chez le sieur Boche, quai Fulchiron, n° 27, à Lyon, pour machine à étirer les cordons des pièces de soie, dite *étireuse de cordons*.

901° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Dumas (Jean) fils, route de Feurs, à Tarare, pour mouilleuse mécanique appliquée à la teinture et au mouillage à l'envers de tous les tissus de monselline façonnés, tels que plumetis, rideaux brodés.

902° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur de Ferrasty (Achille-Auguste), ingénieur de la marine impériale, boulevard de Longchamp, n° 91, à Marseille, pour un appareil pour la mise à terre des déblais de toute nature fournis par les dragues employées au creusement ou à l'approfondissement des canaux, fleuves, rivières, ports et rades.

903° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Garçon (Jean-Louis), rue de la Visitation, n° 23 (la Croix-Rousse), à Lyon, pour un genre de pliage pour le tissage.

904° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Marne, par le sieur Garnot (Léon), cultivateur, à Vanvillé, pour un cylindre alimentaire à bécilles en forme de vis sans fin du batteur des machines à battre les céréales.

905° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gillet (Louis-Charles-Eugène), représenté par le sieur Lemonnaier, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un appareil dit *signal-secours*, destiné à mettre immédiatement les voyageurs en correspondance avec les employés d'un train de chemin de fer.

906° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Girardy (François), rue Imbert-Colomès, n° 5, à Lyon, pour un métier mécanique à moter ou à manivelle pour le tissage des taffetas.

907° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Goujon (Jules-Vincent), à Paris, rue Coquillière, n° 26, pour incrustation et application de l'or, du cuivre et de l'argent.

908° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, par le sieur Jullien (Charles), négociant, à Mâcon, pour une poudre à clarifier les vins.

909° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Orne, par le sieur Lair (Gustave), fabricant de tissus, à Flers, pour une machine à faire des trames et des roulées, dite *trameuse G. Lair*.

910° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Manche, par le

vembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par les sieurs Roustan (Paul), professeur, et Quirin (Valentin), courtier de grains, le premier, quai Saint-Nicolas, n° 13, et le second, Grande-Rue, n° 4, à Strasbourg, pour un procédé de désorganisation, par agent chimique aidé de moyens mécaniques, du coton, chambre ou fin sur tissus ou chiffons les renfermant.

832° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Stmplet (Louis-Joseph), rue du Mail, n° 43 (la Croix-Rousse), à Lyon, pour une pompe dite pompe Stmplet.]

833° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Torchy (Désiré), ébéniste, à Paris, rue de Doudeauville, n° 4 (la Chapelle-Saint-Denis), pour bannes ou stores.

834° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, par le sieur Bernard (Benoît), au Creuzot, pour un appareil à épurer la houille menue.

835° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berthelémy (Louis-Léopold), professeur de mathématiques, à Paris, rue Serpente, n° 27, pour une machine à tracer des ellipses.

836° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Bertrand (Philippe), raffineur de sucre, boulevard de Longchamp, n° 46, à Marseille, pour perfectionnement apporté à la construction des filtres à l'usage des raffineurs et des fabricants de sucre, dits filtres à base conique.

837° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chaumette (Alfred), négociant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour la fabrication de mannes, paniers, corbeilles, etc. végéto-métalliques.

838° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Couville (Pierre), mécanicien, et Bardon (Marie-Charles-Edmond), représentés par le sieur Mahieux, à Paris, boulevard de Magenta, n° 149, pour systèmes de traversins et de sommiers élastiques.

839° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Henry Bollmann Comdy, chimiste, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de séparation du soufre des minerais et des scories du soufre.

840° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Courdin (Jean-Adrien), ingénieur des arts et manufactures, à Paris, rue du Caire, n° 4, pour roue hydraulique à hélice.

841° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Garrigues (Antoine), tourneur, rue Beaupré, n° 21, à Toulouse, pour une tige à vis consolidée applicable aux tabourets de pianos.

842° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Hamard (Georges), photographe, et Grüber (Louis), lithographe, à Paris, rue Bourbon-Villeneuve, n° 57, pour composition typolithophotographique.

843° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par les sieurs Hemon frères, fabricants de ferronnerie, à Joigny, pour un perfectionnement apporté dans la fabrication des fers à plâtrer et à tynanter.

844° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Innes (John-Mr), représenté par le sieur Dugit, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 195, pour soufflage perfectionné pour protéger les carènes des vaisseaux de bois ou de fer.

lequel soufflage peut être appliqué à la couverture des toits, des murailles, etc. (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 9 octobre 1877).

845° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Keravenau (Francis-Bernard), représenté par le sieur Lavielle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour machine motrice rotative servant aussi de pompe et de machine soufflante.

846° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Lacroix (Pierre), fabricant de toiles métalliques, à la Couronne, pour un rouleau à fils parallèles à l'axe sur lesquels on place un fil circulaire ou des fils cerclés pour éviter l'enclassement remplaçant la grosse toile vélin.

847° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lefevre aîné (François-Antoine-Léonard), meunier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements apportés à la construction des moulins.

848° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Legrand (Pierre-François), trancheur de bois, à Paris, boulevard Mazas, n° 54, pour un système de pavage en bois et en pierre dit *pavage Legrand*.

849° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemoine (Adolphe), mécanicien, représenté par le sieur Lemoine (Camille), son père, rue du Marché, n° 9, à Choisy-le-Roi, pour un appareil de dilatation de la vapeur pendant le travail de la détente dans les machines à vapeur.

850° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Magnin, Keyen, Émout et Richard, représentés par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour la fabrication d'un caoutchouc factice.

851° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mann-Schmit et compagnie, manufacturiers, représentés par le sieur Lemonnier, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un mouvement de serrure.

852° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Marolle (Michel), entrepreneur de travaux, boulevard des Dames, n° 56, à Marseille, pour une machine élévatrice locomobile et rotative à une seule volée.

853° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Sarthe, par le sieur Miasch (Joseph), place de la Mission, n° 14, au Mans, pour un fourneau de cuisine.

854° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ardenne, par le sieur Moulines (Louis-Eugène), négociant en soie, à Vals, pour un système de navires à vapeur à roues intérieures.

855° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roumille (Paul-François), peintre sur cristaux, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à l'éclairage des miroirs.

856° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le comte Ostrogor (Stanislas-Julien-Waléry), boulevard du Musée, n° 14, à Marseille, pour une application dans les portraits photographiques, dite *photo-cristalline*.

857° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pateuillet (Charles-François), fabricant d'articles de voyage et de serrurerie, représenté par le sieur Lemonnier, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnement dans la fabrication des clous dorés et rivets, pointé en fer pour tapissiers, articles de voyage, etc.

858° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 no-

vembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lacroix (Pierre), marchand de café, à Paris, rue Léviassé, n° 20, pour la solidification du café en tablettes comme le chocolat.

885° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Eure, par le sieur Lapert (François-Ambroise), chauffeur à la filature de coton des sieurs Philippe et compagnie, à Corneville-sur-Risle, pour un appareil destiné à augmenter la puissance des moteurs actuellement en usage, dit *extramoteur*.

886° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lœvenbach (Émile), fabricant de cannes, représenté par le sieur Lemonnier, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements apportés aux manches de tous genres pour cannes, parapluies, ombrelles, etc.

887° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lutz (Jean), opticien, et Jaeger (Guillaume), représentés par le chevalier de Schwarz, à Paris, rue Laffitte, n° 21, pour une pâte inflammable dite *pâte strapine*, pour allumettes, capsules, projectiles et fusées à l'usage des mines, etc.

888° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Macneill (John), représenté par le sieur Courroué, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés dans les signaux des chemins de fer (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 31 août 1878).

889° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Miller (James-John) junior, représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour des perfectionnements dans la construction des machines et pompes à vapeur et autres (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 5 mai 1878).

890° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Packer (John), représenté par le sieur Gilbec, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10, pour des perfectionnements dans les signaux des chemins de fer (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 30 août 1878).

891° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Hautes-Pyrénées, par le sieur Pourquié (Auguste), à Tarbes, pour un système de boîtes à allumettes.

892° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Raincelin (Henri), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une locomotive à trois cylindres, système Raincelin.

893° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Smithett (Richard-Hudson), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans le traitement de l'argile, de la pierre artificielle, du métal ou d'autres matières plastiques ou malléables pour les rendre plus propres à la construction.

894° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Thiry (François), élisant domicile chez le sieur Moisset, à Nancy, pour un appareil propre à la fabrication de la pâte à papier.

895° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vigoureux (Stanislas), manufacturier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système mécanique de lavage, dégraissage, teinture, impression, séchage, etc. des matières filamenteuses avant et après filature.

896° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, par le sieur Vimont (Augustin), mécanicien, à Vire, pour un moyen ou système pour individualiser le travail des broches dans tout métier continu à préparer, étirer et filer la laine ou toute autre matière filamenteuse, et y produire des bobines propres à tout genre de tissage et dont l'échange se fait individuellement et à volonté, sans suspendre la marche des métiers.

897° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Ager (George) et Baker (Frederick-William), représentés par le sieur Zacharie, rue de Jarente, n° 29, à Lyon, pour système perfectionné pour protéger le fond et les côtés des vaisseaux contre les animaux et les matières végétales (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 28 octobre 1878).

898° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société G.-F. Arnold et compagnie, fabricants d'objets en cuir, représentée par le sieur Bonnevillie, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour une espèce de porte-monnaie à fermeture et coulisse métalliques mobiles.

899° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 8 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Broadbridge (Charles-Richard), représenté par le sieur Lemonnier, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour transformation de tables à manger ou autres en tables de jeu de billard (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 14 mars 1878).

900° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Dufour (Jacques), élisant domicile chez le sieur Roche, quai Fulchiron, n° 27, à Lyon, pour machine à étirer les cordons des pièces de soie, dite *étireuse de cordons*.

901° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Dumas (Jean) fils, route de Feurs, à Tarare, pour mouilleuse mécanique appliquée à la teinture et au mouillage à l'envers de tous les tissus de mousseline façonnés, tels que plumetis, rideaux brodés.

902° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur de Ferrasty (Achille-Auguste), ingénieur de la marine impériale, boulevard de Longchamp, n° 91, à Marseille, pour un appareil pour la mise à terre des déblais de toute nature fournis par les dragues employées au creusement ou à l'approfondissement des canaux, fleuves, rivières, ports et rades.

903° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Garçon (Jean-Louis), rue de la Visitation, n° 23 (la Croix-Rousse), à Lyon, pour un genre de pliage pour le tissage.

904° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Marne, par le sieur Garnot (Léon), cultivateur, à Vauvillé, pour un cylindre alimentaire à hélices en forme de vis sans fin du batteur des machines à battre les céréales.

905° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gillet (Louis-Charles-Eugène), représenté par le sieur Lemonnier, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un appareil dit *signal-secours*, destiné à mettre immédiatement les voyageurs en correspondance avec les employés d'un train de chemin de fer.

906° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Girardy (François), rue Imbert-Colomès, n° 5, à Lyon, pour un métier mécanique à moteur ou à manivelle pour le tissage des taffetas.

907° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gourjon (Jules-Vincent), à Paris, rue Coquillière, n° 26, pour incrustation et application de l'or, du cuivre et de l'argent.

908° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, par le sieur Jullien (Charles), négociant, à Mâcon, pour une poudre à clarifier les vins.

909° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Orne, par le sieur Lair (Gustave), fabricant de tissus, à Flers, pour une machine à faire des trames et des roulées, dite *trameuse G. Lair*.

910° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Manche, par le

sieur Leroy (Paul), quincaillier, à Cherbourg, pour un système de plaques de cheminée dit *funivors*.

911° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par les sieurs Mallet (Laurent) et Leborgne (Jean-Aimable), élisant domicile chez le sieur Bataille, à Rouen, rue de la Seille, n° 3, pour une herse refouisseuse.

912° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Papengouth (Christophe-Oswald), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour perfectionnements dans le blindage des navires et les batteries portatives.

913° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Passy (Frédéric), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des dispositions de chenets tubulaires dits *chenets chauffeurs*, système Frédéric Passy.

914° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs H° Petin, Gaudet et compagnie, maîtres de forges, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des dispositions de fers à ondulations.

915° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pion (Louis), fabricant de boutons, représenté par le sieur Claës, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, pour perfectionnements dans la fabrication des boutons métalliques.

916° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Poillon (Louis-Marie-Joseph), rue Deschodt, n° 1, à Lille, quartier d'Esquermes, pour un appareil à mélanger mécaniquement les liquides de consistances différentes.

917° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Proulle (Henri-Charles-Amable), chimiste-médecin, à Paris, rue de Ponthieu, n° 14, pour une eau de toilette.

918° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Pusin (Thomas), cordonnier, rue de la Croix, à Condrieu, pour divers appareils permettant de faire la chaussure assis ou debout et supprimant le travail sur les genoux.

919° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Saône, par les sieurs Raison (Jacques-Félicien) et Josse (François-Eugène), mécaniciens, à Baulay, pour un fond mobile de machine à battre.

920° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Candido Ravelli, à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 43, pour un frein à l'usage des chemins de fer, à vapeur ou avec toute autre force motrice.

921° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Regamey (Jacques), représenté par le sieur Limousin, rue Casimir-Périer, n° 82, à Lyon, pour un gneulard pour fours de cornues à gaz et autres de toute espèce et pour machines à vapeur.

922° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rittmeyer (Albert), représenté par le sieur Nonguès, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, pour un genre d'encrier contenant plusieurs encres différentes (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 3 novembre 1878).

923° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Roche (Étienne) et Mahaud (Charles), rue Perrin-Salliers, n° 13, à Marseille, pour la transformation des essences de pétrole en essence de térébenthine ou en huiles d'éclairage.

924° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 8 novembre 1864, au

secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rowland (James), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour perfectionnements apportés aux robinets et aux soupapes (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 10 mai 1878).

925° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Salles (Émile-Félix), parfumeur-chimiste, à Paris, rue de Bucy, n° 5, pour un flacon à double ouverture, dit *flacon-brosse*.

926° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par la société *la Fuchsine*, représentée par le sieur Fayolle (Jules), comme directeur, place Impériale, n° 44, à Lyon, pour une matière tinctoriale jaune.

927° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vandenberg (Émile-Thomas), horloger, représenté par le sieur Lemonnier, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour bâton-balance ou porte-plume-balance.

928° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 9 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Venham (Francis-Herbert), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour perfectionnements dans les moteurs mus par des mélanges de gaz ou de vapeur (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 9 mai 1873).

929° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wuilliot-Lheureux (Jean-Baptiste-Victor), fabricant de vannerie, élisant domicile chez le sieur Marinier, à Paris, rue Montesquieu, n° 9, pour moyens et procédés applicables à la vannerie et perfectionnements apportés dans le mélange et la combinaison de tous les bois.

930° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur André (Nicolas-Oscar), représenté par le sieur André (Frédéric), à Strasbourg, pour un mode d'assemblage de bois au moyen de bandes de fer, de fonte ou de bois.

931° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Arlabosse (Jean-Joseph), représenté par le sieur Claeys, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, pour un jouet d'enfant.

932° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur William Braynard Barnard, représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un moyen pour fixer les rivets, écrous et autres pièces analogues dans les plaques métalliques et pour attacher par ce moyen les plaques de cuivre sur les bâtiments en fer.

933° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barreswil (Louis-Charles-Arthur), chimiste, à Paris, rue Saint-Florentin, n° 16, pour procédé pour la préparation du carbonate de soude.

934° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Beanes (Edward), Finzel (Conrad-William) et Medlock (Henry), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la cuite des sucres.

935° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bena (François), représenté par le sieur Guy, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95, pour des perfectionnements dans la fabrication des pierres factices céramiques.

936° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par les sieurs Bertholomey (Eugène) et Brissonneau frères, constructeurs-mécaniciens, à Nantes, pour une cuve d'appareil à force centrifuge pour la purgation des sucres.

937° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 9 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Gers, par les sieur

Dives et Casadagne, à **Roqueleure-Saint-Aubin**, pour un moyen d'éviter le déraillement des wagons de chemins de fer.

938° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs **Brosse** (Jacques-Adolphe), **Magneval** (Camille-Michel) et **Landwehr** (Louis-Charles), représentés par le sieur **Lavialle**, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un mode de publicité.

939° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur **Brum** (Pierre), veloutier, rue de Marengo, n° 24, à Saint-Étienne, pour un système de plateaux ou excentriques par six coups, dit *sans coup perdu*, appliqué à la fabrication du ruban velours.

940° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 15 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur **Cherbonnier** (Louis-Marie-Michel), forgeron, passage Sainte-Anne, n° 15, à Nantes, pour une machine à battre et à broyer le chanvre et le lin, dite *machine à braves mobiles*.

941° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Corniquet** (Louis-Théodore), arquebustier, élisant domicile chez le sieur **Morel**, à Paris, rue de la Barouillère, n° 12, pour un appareil servant à bourreleter les cartouches pour fusils à bascule, dit *appareil Corniquet-Leroy*.

942° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Deschars** (Victor-Alexis), fabricant de charpentes en fer, à Paris, route d'Ivry, n° 24, pour un système de simplification des cintres et combles métalliques ou en bois par le tendeur centripète.

943° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Drouin** (Laurent), ouvrier serrurier-forgeron, à Paris, rue Tiquetonne, n° 5, pour système de douille d'entonnoir.

944° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Droux** (Léon-René), à Paris, rue Laffitte, n° 5, pour extraction et emploi de la glycérine.

945° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur **Dupont** (Léon), à Frossay, pour un système de dérivation des sables et vases encombrant le lit des fleuves.

946° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société veuve **Durst et Munt**, représentée par le sieur **Brade**, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 13, pour un mode perfectionné de produire des dessins imprimés en couleur sur chapeaux et autres articles de feutre.

947° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Falconetti** (Dominique-Jean), à Paris, rue Suger, n° 7, pour tissu en fils et mailles.

948° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 11 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs **Freeman** (Joseph), **Freeman** (Edward-Grau) et **Freeman** (Charles-Henry), représentés par le sieur **Dufour**, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour perfectionnements apportés au traitement des vernis gras et spiritueux et aussi aux huiles siccatives et à la térébenthine, afin de les blanchir et d'en améliorer la qualité (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 19 mai 1878).

949° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur **Gâche** (Vincent), constructeur, à Nantes, pour un système de pavage.

950° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Gandillot** (Arthur), représenté par le sieur **Dufour**, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système d'indication des rues et de leurs positions relatives.

951° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 no-

vembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Jackson et compagnie, représentés par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour un mode de fabrication des cylindres pour filature, en acier fondu.

952° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 11 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Kirkham (Thomas-Nesham) et Ensom (Vernon-François), représentés par le sieur Basset, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour perfectionnements dans le nettoyage, blanchissage et teinture des tissus (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 12 mai 1878).

953° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Langrand (Désiré), négociant, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, pour un système de machine à diviser le sucre.

954° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Leroy (Michel) fils, représenté par le sieur Demeule, rue de la Bague, n° 54, à Elbeuf, pour disposition dans l'alimentation des cartes pour toutes matières filamenteuses.

955° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Londe et Loisy, représentée par le sieur Nougès, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, pour l'emploi multiple d'un tronc destiné aux établissements publics, tels que cafés, restaurants, etc.

956° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Malbec (Adolphe-Anacle), représenté par le sieur Amouroux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour une machine à affûter les scies circulaires ou rectilignes, dite *affûteuse*.

957° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nancelle (Jean-François-Désiré), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour un genre de chaussure d'un usage général, notamment pour l'armée.

958° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Pardoux (Antoine) et Hermann (Dillmann), mécaniciens, à Paris, rue Marbeuf, n° 65, pour un fer à liaser dit *fer liasoir à poignée mobile*.

959° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pepin (A.), représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un manège à force alternative.

960° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pérault (Charles-François-Simon), entrepreneur de serrurerie, représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour un genre de patin dit *patin Pérault*.

961° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Potter (Harold), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements dans le blanchiment des matières filamenteuses (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 22 août 1878).

962° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rochaz (Charles), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements aux armes à feu portatives.

963° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vannet (François-Charles), à Paris, rue de la Fidélité, n° 10, pour des perfectionnements à la forme des porte-plumes.

964° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourgougnon (Jean-Georges-Etienne), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de

Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 mai 1864, pour un instrument dit *perspectographe*.

965° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Champonnois (Hugues), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 novembre 1862, pour perfectionnements à la construction des pompes hydrauliques.

966° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Chevassieux (Pierre), lamier, représenté par le sieur Magnien, rue Ferrandière, n° 14, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 avril 1864, pour perfectionnements aux lames métalliques à tisser.

967° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la compagnie parisienne d'éclairage et de chauffage par le gaz, représentée par le sieur Gayffier, directeur, à Paris, rue Saint-Georges, n° 1, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 janvier 1864, pour un perfectionnement apporté aux robinets à gaz.

968° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Meuse, par le sieur Didelot (Joseph-Etienne), curé desservant, à Marre, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 octobre 1862, pour un genre de charrue à avant-train.

969° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Farcot et ses fils, à Saint-Ouen, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 mars 1862, pour des perfectionnements aux machines à vapeur.

970° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Filliette (Joseph-Adolphe), mécanicien, à Paris, rue du Chemin-Vert, n° 32, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 janvier 1862, pour un système de machines agissant par une pression puissante et progressive, telles que les machines à poinçonner, découper, cisailier et autres.

971° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Genoud (Jean-Denis), maître d'hôtel, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 octobre 1863, pour un graisseur spiroïdal pour palier.

972° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gibert (Alfred-Nicolas), représenté par le sieur Nougues, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 mai 1864, pour des perfectionnements dans les laminoirs destinés à forger les roues des véhicules de chemin de fer.

973° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Joyot (Pierre) jeune, représenté par le sieur Brade, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 août 1863, pour la fabrication des rubans et passementeries à velours épinglé double face et velours double face.

974° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lavigne (Jean-Honoré), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 août 1863, pour une carcasce en papier pour casquettes de fantaisie.

975° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemasson (Alfred) fils, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 juin 1864, pour un compteur pour les voitures de place et autres.

976° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Martin (Antoine), rue des Martyrs, n° 86, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 mai 1864, pour une disposition de serrure.

977° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Molard (Jean-Joseph), mécanicien, à Lunéville, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 mars 1864, pour une machine à vapeur dite *machine à vapeur Molard*.

978° Le certificat d'addition la demande a été déposée, le 13 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Pâquet (Joseph-Marie), pharmacien, et Coudert-Dupont (Georges-Marie-Pierre), à Paris, rue des Lombards, n° 14, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 février 1862, pour un système de compteur pour voitures de place et de remise.

979° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Parent (Henri), bobineur, rue des Champs, n° 44, à Roubaix, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 juin 1863, pour moyens de faire à la mécanique les tissus croisés que l'on fait à la marche et à plusieurs navettes.

980° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Picard (Nicolas-Antoine), représenté par le sieur Heudebert, à Paris, quai des Orfèvres, n° 54, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 mai 1864, pour un métier à fabriquer la tresse, le cordonnet, les ressorts recouverts et autres articles de passementerie.

981° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Pinatel (Pierre), fabricant de battants, rue Neyron, n° 27, à Saint-Étienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 juin 1864, pour un compteur à eau propre à mesurer la quantité d'eau déversée par un tuyau.

982° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pokutynski (Stanislas), à Paris, rue des Tournelles, n° 52, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 mars 1864, pour un moteur.

983° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Quinet (Alexandre-Marie), chimiste-photographe, représenté par le sieur Lavielle, à Paris, boulevard Saint-Martin n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 novembre 1862, pour un mode de fermeture automatique et intérieure des ballons en caoutchouc et autres, applicable aux jouets d'enfants et aux décorations aériennes de jour et de nuit.

984° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tisserand (Jean-Baptiste-Isidore), représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 novembre 1863, pour un appareil en fonte dit *poêle-cheminée des petits ménages*, servant alternativement de poêle, de cheminée et de fourneau au moyen d'un foyer mobile.

985° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Barrère et Causade, à Paris, rue de Rennes, n° 11, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 mars 1863, pour un système de machine à coudre.

986° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Meuse, par le sieur Bradfer (Jean-Baptiste), maître de forges, à Bar-le-Duc, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 avril 1863, pour un système de remplacement des trémières ou cylindres plongeurs dans les hauts fourneaux par un récipient à gaz placé au gueulard.

987° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société L. et J. Bricou et E. Berlet, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 octobre 1862, pour un hydro-carburateur.

988° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cellière (Louis), peintre vitrificateur, à Paris, rue de la Sorbonne, n° 22, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 août 1863, pour un procédé de peinture sur verre et cristal dit *vitrification*.

989° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chouet (Jean-Louis-Claude), dit Honoré, employé, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 août 1863, pour un système dit de *métalloplastie*, ou application d'une couche métallique quelconque sur tous tissus ou étoffes faits de matières solides, végétales ou animales.

990° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dandoy-Mailliard, Lucq et compagnie, manufacturiers, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 avril 1864, pour des perfectionnements apportés aux machines à percer.

991° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Deiss (Édouard), fabricant de produits chimiques, à Paris, rue de Brétagne, n° 63, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 novembre 1855, pour un procédé d'extraction du suif des os, ainsi que pour le dégraissage des laines au moyen du sulfure de carbone.

992° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dignay frères et compagnie, constructeurs d'appareils télégraphiques, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 mai 1861, pour divers perfectionnements apportés aux télégraphes électriques à cadran ordinaire et à ceux imprimant les dépêches en caractères ordinaires.

993° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dumas (A.), ingénieur, directeur de mines, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 août 1861, conjointement avec le sieur Benoit, pour un appareil dit *lampe fluorescente*, destiné à l'éclairage des mines, etc.

994° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Ferrouil de Montgaillard (Jean-Marie-Joseph-Frédéric), chevalier de la Légion d'honneur, ancien recteur de l'université, et Durand (Joseph), directeur du journal le *Gaz*, à Paris, le premier, chemin de ronde de la Barrière-Blanche, n° 39, et le second, rue du Faubourg-Montmartre, n° 72, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 mai 1864, pour un appareil dit le *vérificateur des appareils à gaz*.

995° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Foucault (Léon), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 août 1862, pour un système de régulation du mouvement des machines.

996° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Goutet (Pierre-Henri), filateur, et Fresnet fils (Jules-Hubert), mécanicien, élisant domicile chez le sieur Lundy (Jules), à Paris, rue des Fossés-Montmartre, n° 3, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 décembre 1863, pour un procédé d'étirage et de filage des matières textiles, et notamment des laines.

997° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Grignet (Louis), mécanicien, représenté par le sieur Brade, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 mars 1861, pour perfectionnements apportés dans les machines à broyer les graines de brasserie et les graines servant à la nourriture du bétail.

998° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Guicherd fils (Benoît-Joannis), chimiste, représenté par le sieur Guicherd (Étienne), rue Saint-Honoré, n° 3, à Saint-Étienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 février 1864, pour des procédés de fusion de la fonte malléable au moyen desquels on peut refondre les débris de cette matière et obtenir une amélioration dans les produits.

999° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Jolly (Nicolas-Elie), sabotier, à Snippes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 août 1863, pour un appareil d'arrosage.

1000° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Languet (Barthélemy-Alphonse), à Nantes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 avril 1864, pour des digues mobiles en fer pour la canalisation des fleuves et rivières.

1001° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lecomte (Auguste-Désiré), fabricant de boutons, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 juin 1864, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des boutons métalliques et autres articles analogues.

1002° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leplay (Absalon-Hypolyte), chimiste-manufacturier, à Paris, rue Belzunce, n° 14, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 novembre 1861, conjointement avec le sieur Cuisinier, pour divers moyens et procédés dans la manière de traiter et d'utiliser le noir animal pour la clarification et la filtration des jus, des sirops et de tous les liquides sucrés, etc.

1003° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lequaux (Jules), employé, à Paris, avenue de la Santé, n° 1, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 août 1861, pour un jouet d'enfant.

1004° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leyherr (Charles), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 janvier 1862, pour un métier fileur-remvideur continu.

1005° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pelliassery (François), à Paris, rue de la Fontaine-Molière, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 mai 1863, pour un verre chirurgical pour se mettre soi-même les saignées à l'anus.

1006° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pinède (Joseph-Gustave), mécanicien, représenté par le sieur Petit, à Paris, rue Neuve-Saint-Denis, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 avril 1863, pour un appareil dit *robinet valve* destiné à régler la vitesse des machines à vapeur.

1007° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Richard (Louis), rue Neuve-de-l'Amandier, n° 2, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 juillet 1864, pour un bec à gaz.

1008° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Varlet (Adolphe-Louis-Baptiste), tailleur, représenté par le sieur Petit, à Paris, rue Neuve-Saint-Denis, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 février 1864, pour un genre de vêtement dit *pardessus Balandran*.

1009° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Abadie (Michel-Laurent), à Paris, rue Saint-Martin, n° 257, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 août 1863, pour une bronzenne mécanique et pour la prise du moteur sur le mouvement des presses d'impression pour l'usage des poudres minérales et végétales appliquées mécaniquement sur les impressions faites au mordant.

1010° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Tarn, par le sieur Barthe (Jean), instituteur libre, à Albi, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} août 1863, conjointement avec le sieur Delevez, pour une plaque et une planchette à écrire.

1011° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Boudier (Édouard-Augustin), constructeur-mécanicien, rue du Hameau-des-Brouettes, n° 10, à Rouen, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 décembre 1857, pour dispositions dans les machines à vapeur à double cylindre.

1012° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Lot-et-Garonne, par le sieur Boulard, négociant, à Agen, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 mars 1864, pour un procédé de garantie contre la perte de divers objets mobiliers par l'impression, avec des caractères à jour, des noms et adresses des propriétaires.

1013° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Lot-et-Garonne, par le sieur Boulard, négociant, à Agen, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 mars 1864, pour un procédé de garantie contre la perte de divers objets mobiliers par l'impression, en caractères typographiques, des noms et adresses des propriétaires.

1014° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brade (Abraham-Gérard), à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 15, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 juin 1864, pour une fermeture de boîtes à conserves et autres vases analogues, bouteilles, terrines, etc.

1015° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carbonnier (Louis-Désiré), gérant de propriétés, à Paris, avenue de Clichy-Batignolles, n° 73, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} juin 1864, pour un bourrelet hermétique pour calfeutrage des portes, croisées, châssis, portières de wagons, voitures, etc.

1016° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dellestable (Jean-Baptiste), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 mars 1859, pour perfectionnements aux parapluies.

1017° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Favre Couvel, représenté par le sieur Bos-Darnis, à Paris, rue de Lafayette, n° 7, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 juin 1864, pour chandelles d'artifice dites romaines.

1018° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Fraisse-Brossard fils jeunes, fabricants de rubans de velours, rue de la Paix, n° 6, à Saint-Étienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 juillet 1863, pour un genre de rubans de velours fabriqués grèges, teints et ensuite découpés après fabrication.

1019° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leblanc (François), fabricant de cafetières, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 août 1864, pour une cafetière perfectionnée.

1020° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Legry (Victor-Joseph), opticien, rue des Drapiers, n° 14, au Havre, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 septembre 1863, pour un verre d'optique pour fanaux.

1021° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lenoir (Jean-Joseph-Étienne), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 octobre 1863, pour un propulseur de bateaux de mer et de rivière.

1022° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par les sieurs Maréchal (Charles-Raphaël) fils, peintre sur verre, et Tessié du Motay (Cyprien-Marie), chimiste, rue de Paris, n° 4, à Metz, et se rattachant au brevet d'invention de quinze

ans pris, le 10 mars 1864, pour la production chimique de gravures mates sur cristal et sur verre.

1023° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mary (Charles), papetier, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 117 (passage de la Bonne-Graine, n° 8), et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 août 1863, pour un genre de relinre mobile.

1024° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maurel (François), représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 décembre 1863, pour un système de support d'abat-jour pour cheminées d'appareils d'éclairage.

1025° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Meyer (Jean-Gaspard-Placide), fabricant de chapeaux de paille, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} avril 1864, pour un genre de tissu pour chapeaux, garnitures, etc.

1026° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Meyer (Jean-Gaspard-Placide), fabricant de chapeaux de paille, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 septembre 1863, pour un genre de fabrication de chapeaux en sparterie, etc.

1027° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pâquet (Joseph-Marie), pharmacien, à Paris, rue des Lombards, n° 14, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 février 1862, conjointement avec le sieur Couderet Dupont, pour un système de compteur applicable aux voitures de place et de remise.

1028° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Petitjean (Nicolas), doreur-argenteur, à Paris, rue Vieille-du-Temple, n° 89, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 mai 1863, pour imitation de la damasquinure par un procédé électro-chimique.

1029° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Praxel (Napoléon), mécanicien, à Guise, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 avril 1864, pour un sommier économique et élastique pour toute espèce de lits.

1030° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Richard (Charles), dit J. Reynold, à Paris, rue Rodier, n° 20, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 août 1863, pour un allumeur coupe-cigare dit *pistolet Reynold*.

1031° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Richez (Louis), élisant domicile chez le sieur Faglin-Cardot, maître d'hôtel, à Laon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 janvier 1864, pour un système de fournitures de bureau.

1032° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Taylor (John-Georges), négociant, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 mars 1864, pour perfectionnements dans les boucles, agrafes, attaches et autres objets analogues, ainsi que dans les moyens de fabrication de ces divers objets.

1033° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Badin et compagnie, manufacturiers, rue de la Reine, n° 7, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 mai 1856, par le sieur Dedieu aîné, dont ils sont cessionnaires, pour un manomètre à sifflet.

1034° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baudet (Paul),

négociant, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 mai 1861, pour un poussoir indicateur et autres instruments d'attaque d'appareils électriques.

1035° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Bègue (Marie-Louis-Adolphe), à Paris, rue Drouot, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 juillet 1864, pour un système d'appareils de chauffage à la lampe applicables au chauffage des chancelières de wagons.]

1036° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Morbihan, par le sieur Chamboulant (Pierre), voilier, à Lorient, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 décembre 1861, pour des modifications concernant l'outillage de la corderie, ainsi que pour des améliorations et économies sur la construction des cordages.

1037° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Clauzet (Deais), tourneur en cuivre, rue des Grès, n° 27, à Saint-Étienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 septembre 1862, pour un mode de fermeture de la lampe de sûreté dite *lampe Davy*.

1038° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Clément (Antoine-Xavier) et la société Dussard, Margalhan et compagnie, boulevard National, n° 199, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 août 1864, pour un appareil épurateur réfrigérant des eaux potables.

1039° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Collyer (Robert-Hanham), docteur en médecine, représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 53, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 26 juin 1863, et expirant le 1^{er} janvier 1877, pour un système et des appareils et moyens propres à traiter les matières afin de les préparer pour la fabrication du papier et des produits similaires, lesdits système et appareils s'appliquant également à d'autres usages industriels.

1040° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dukers (André-Joseph), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 avril 1864, pour une clef de sûreté s'appliquant à tout fusil en usage et servant à empêcher les accidents de chasse.

1041° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Fleury (Louis-Florentin) et Filoque (Jacques-Dominique-Lucien), à Paris, le premier, passage Thierré, n° 10 (faubourg Saint-Antoine), le second, boulevard des Amandiers, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 septembre 1863, pour un système de presse propre à fabriquer des tuyaux de plomb, étain, bitume, terre, d'une longueur indéterminée.

1042° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Galibert (Albert), à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 73 (rive droite), et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 septembre 1863, pour un appareil de plongeur et de sauvetage pour les cas d'incendie.

1043° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Geiger (Zacharie), représenté par le sieur Brade, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 janvier 1863, pour perfectionnements dans les carniers ou sacs de chasse et de promenade.

1044° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Guiet (Pierre), mécanicien, à Saint-Mathurin, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 mai 1863, pour une machine à broyer le chanvre et le lin.

1045° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacquin (Victor), horloger, à Paris, cité de l'Étoile, n° 6, et se rattachant au brevet d'inven-

tion de quinze ans pris, le 24 septembre 1863, pour un instrument dit *décrasse-peigne instantané*.

1046° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Knab (David-Clovis), à Paris, boulevard de Magenta, n° 190, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 juillet 1864, pour un moteur à air chaud ou à vapeur surchauffée.

1047° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lebrun (Jean-Auguste), élisant domicile chez le sieur Testat, à Paris, rue Croix-des-Petits-Champs, n° 12, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 février 1864, pour perfectionnement à des appareils et procédés appliqués à la construction des voûtes en petits matériaux.

1048° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aveyron, par le sieur Liévin (Louis), banquier, élisant domicile chez le receveur général des finances, à Rodez, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 avril 1864, pour brancards et appareils mobiles propres à prévenir les accidents de voitures.

1049° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 juillet 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Maginot (Michel-Nicolas), capitaine au sixième régiment d'artillerie (pontonniers), à Strasbourg, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 juillet 1864, pour une machine à élever les liquides.

1050° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mathieu (Louis-Joseph), à Paris, rue de l'Ancienne-Comédie, n° 28, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 juillet 1864, pour un pulvérisateur des liquides.

1051° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ménage (Thomas-Martin), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 52, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 novembre 1863, conjointement avec les sieurs Touche et Favre, pour des perfectionnements apportés aux becs de lampes destinées à brûler les huiles minérales.

1052° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Mendes (Pierre-Amédée), rue des Remparts, n° 40, à Bordeaux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 septembre 1863, pour une machine dite *moteur universel à mouvement continu*.

1053° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Mercier (Jean), menuisier, à Châteauneuf, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 avril 1864, pour un système de table à brisures à jour, articulées.

1054° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 juillet 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ardèche, par le sieur Mouline (Louis-Eugène), négociant en soie, à Vals, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 juillet 1864, pour un système de machine à air chaud, à double foyer clos, servant de moteur.

1055° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pescheux (Auguste-Alphonse), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 juillet 1864, pour un appareil de garde-robe à double valve mobile, système Pescheux.

1056° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Poivret (Jules-Nicolas), mécanicien, rue du Palais-de-Justice, n° 25, à Troyes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 juillet 1863, pour un métier rectiligne pour la production du tricot à mailles unies, à côtes et à lisières.

1057° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rosselet (Georges), négociant, représenté par le sieur Nougès, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 mai 1863, pour des perfectionnements dans les appareils de sauvetage.

1058° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Schischkar (Edward) et Speyer (Charles-George), manufacturiers, représentés par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 juillet 1864, pour des perfectionnements dans la fabrication des tissus mouchetés connus sous le nom de *knickerbockers*.

1059° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par les sieurs Autier (Gustave-Ernest-Victor) et Autier (Louis-Jules-Ernest), employés de commerce, à Amiens, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 juillet 1863, pour des mordants et des colorants et pour des procédés de teinture et d'apprêt applicables surtout aux velours de coton.

1060° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Vienne, par le sieur Barthélemy (Blaise), chef de bureau de la compagnie des chemins de fer d'Orléans, au Dorat, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 septembre 1863, pour des fourneaux économiques en fonte, dits *fourneaux de fermes*, destinés à la cuisson des aliments des animaux.

1061° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Bouisson (Jean-Claude), élisant domicile chez le sieur Benoit, rue du Port-du-Temple, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 septembre 1863, pour perfectionnements relatifs à la fabrication et à l'emploi de la chandelle à mèches tressées.

1062° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Brézol (Jean-Baptiste), fabricant de clous mécaniques, à Mohon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 janvier 1863, pour une machine à fabriquer les clous à cheval.

1063° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Chavanne (Joseph), mécanicien, à Saint-Chamond, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 septembre 1863, pour un système de métier et de fuseau pour la fabrication des lacets.

1064° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de la Coudréaux (Jules), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 novembre 1863, pour un système de godet graisseur.

1065° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Croizier-Deronzières (Jean-François), mécanicien, rue Bodin, n° 2, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 octobre 1861, pour un système de métier moteur mécanique propre au tissage des étoffes de soie dites *taffetas*.

1066° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Danek et compagnie, représentée par le sieur Périer, à Paris, rue de Marignan, n° 25, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 janvier 1864, pour un filtre à compartiments.

1067° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dezelu (Jacques-Isidore) et Sherriff (Thomas), le premier, chef d'atelier, et le second, chef de dépôt au chemin de fer de l'Ouest (gare des Batignolles), à Paris, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1864, pour un appareil lumineux indicateur.

1068° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Frey (Pierre-André) fils, mécanicien, et Sayn (François-Auguste), à Paris, impasse Saint-Laurent-Belleville, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 juin 1864, pour une drague à pivot.

1069° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Guilbot

(Jean-Pierre-Narcisse), fabricant, et Héritier (Pierre), lithographe, à Paris, le premier, rue Montmartre, n° 123, et le second, rue du Four-Saint-Germain, n° 63, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 janvier 1864, pour procédé de reproduction des dentelles et des dessous en gravure sur plaque métallique.

1070° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Hartshorn (James), fabricant de dentelle, et Reelgate (William), dessinateur, représentés par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 15 janvier 1863, et expirant le 8 septembre 1876, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication de la dentelle.

1071° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Knab (David-Cloris), à Paris, boulevard de Magenta, n° 190, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 juillet 1864, pour un moteur à air chaud ou à vapeur surchauffée.

1072° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Leclerc (Louis-Dominique), mécanicien, boulevard Saint-Hilaire, n° 5 bis, à Rouen, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 avril 1863, pour un système de semoir.

1073° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leperche (François), représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 février 1860, pour la composition de persiennes en fer.

1074° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lerouge (François-Charles), serrurier-mécanicien, représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 février 1864, pour des fermetures de portières de voitures avec arrêt.

1075° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rebours (Claude-Joseph-Napoléon), à Paris, rue de l'Orillon-Belleville, n° 48, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 avril 1860, pour un genre de moteur dit *moteur Rebours*.

1076° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Taylor (John-George), négociant, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 juillet 1864, pour perfectionnements dans les attaches pour vêtements et dans leur ornementation.

1077° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tellier (Louis-Abel-Charles), à Paris, rue Boulainvilliers-Passy, n° 21, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 septembre 1863, pour fabrication de l'éther méthylique et son application à la production artificielle du froid et de la glace par des moyens spéciaux.

1078° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Travis (John), représenté par le sieur Zacharie, rue de Jarente, n° 29, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 30 octobre 1863, et expirant le 3 juin 1877, pour un système perfectionné propre à empêcher l'incrustation de matières terreuses dans les chaudières à vapeur et dans les réservoirs de combustible.

1079° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Truchelut (Jean-Nicolas), photographe, rue de l'Arsenal, n° 7, à Besançon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 septembre 1863, pour photographie sur toiles et cartons pour peinture à l'huile, exécutée directement par les procédés d'agrandissement.

1080° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Whitworth (Joseph), représenté par le sieur Zacharie, rue de Jarente, n° 29, à Lyon, et se rattachant

tachant au brevet d'invention pris, le 6 juin 1855, et expirant le 23 avril 1869, pour des perfectionnements apportés dans l'artillerie, les armes à feu, projectiles et machines servant à leur fabrication.

1081° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Barrière et Caussade, à Paris, rue de Rennes, n° 11, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 mars 1863, pour un système de machine à coudre.

1082° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bernard (Eugène) et Perrin (Eugène), représentés par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} juillet 1864, pour un procédé de décongélation des huiles à brûler.

1083° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bosselet (Jean-Sylvain), représenté par le sieur Petit, à Paris, rue Neuve-Saint-Denis, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 juillet 1864, pour un instrument propre à déchausser les terres, dit *déchaussoir*, l'addition consistant, entre autres changements, à dénommer l'instrument *déchaussoir-bineur*.

1084° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brousse (Antoine-Marcelin), constructeur de travaux d'art, représenté par le sieur Petit, à Paris, rue Neuve-Saint-Denis, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 février 1864, pour un moteur applicable à toute sorte de mécanismes.

1085° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Bruère et compagnie, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 août 1864, pour un système perfectionné de châssis à tabatière pour toitures de bâtiments, serres, etc.

1086° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Var, par le sieur Clinchard, (Jean-François), maître charpentier entretenu de la marine, route d'Istly, n° 11, faubourg du Pont-du-Las, à Toulon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 décembre 1857, pour une pompe à eau.

1087° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 juillet 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Couvreur (Alphonse), entrepreneur, représenté par le sieur Amouroux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 juin 1864, pour une disposition d'un excavateur-chargeur à godets extracteurs.

1088° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 juillet 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Davoust (Théophile), tisserand, à Angers, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 juin 1864, pour un système de métier à tisser dit *métier Davoust*.

1089° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dollot (Eugène), entrepreneur de chemins de fer, et Chaillou (Antoine), ébéniste domicilié à Paris, rue de la Fontaine, n° 35, à Auteuil, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 septembre 1863, pour un wagon à caisse roulante pour terrassement et ballastage.

1090° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dupuy (Jean-Théodore), imprimeur, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 juillet 1863, pour perfectionnements dans la construction des presses lithographiques.

1091° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Durand (François), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 avril 1863, pour un procédé de démoulage après l'estampage, plus particulièrement destiné à la fabrication d'articles en porcelaine, terre et art céramique en général.

1092° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Eads (James-B.), constructeur, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 août 1864, pour perfectionnements dans les appareils à manœuvrer les canons dans les fortifications et dans les vaisseaux de guerre.

1093° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Evrard (Jean-Baptiste) et Boyer (Jean-Pierre), mécaniciens, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 septembre 1863, pour machine à fabriquer les charnières.

1094° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gauchot (Paul-Élie), dessinateur, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 mars 1862, pour perfectionnements apportés à la transformation du mouvement circulaire continu en mouvement rectiligne, alternatif, applicable aux machines à imprimer en général.

1095° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lestère (Jean), serrurier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 février 1864, pour des perfectionnements apportés à la construction des serrures.

1096° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Orne, par les sieurs Loyer (Arsène-Constantin), pharmacien, et Rosière (Céleste), couvreur, à Sées, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 avril 1864, pour système et appareil de communication électrique entre les gares de chemins de fer et un train en marche, et réciproquement.

1097° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Martin (François-Marie-Émile) et Martin (Pierre), maîtres de forges, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 août 1864, pour un procédé de fabrication de l'acier fondu.

1098° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Martin (François-Marie-Émile) et Martin (Pierre), maîtres de forges, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 août 1864, pour un procédé de fabrication de l'acier fondu.

1099° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 juillet 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Drôme, par le sieur Rioux (Joseph), à Valence, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 septembre 1861, pour bains de vapeurs hydrofères et calorifères.

1100° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Robert (Arthur), entrepreneur, à Dunkerque, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 mars 1862, pour un système de vidange inodore.

1101° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rouquayrol (Benoît), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 janvier 1862, pour un appareil dit *Isolcur Rouquayrol*, devant servir à procurer de l'air pur aux ouvriers travaillant dans une atmosphère délétère.

1102° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Saurel (Jean-Baptiste), bottier, et Lamoot (Léopold-Joseph), fabricant d'acier, à Paris, le premier, rue Poissoumière, n° 8, et le second, rue Chauchat, n° 12, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 mars 1861, pour la composition d'une graisse propre à graisser toute espèce de cuirs ou machines.

1103° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wanner (Christian), mécanicien, représenté par le sieur Nougès, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 août 1864, pour des perfectionnements dans la fabrication des fermetures de sacs de voyage, sacs à ouvrage, nécessaires, porte-monnaie.

1104° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Whittaker (Samuel), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention pris, conjointement avec le sieur Jones (Bacot-Augustin), le 21 février 1862, et expirant le 21 août 1875, pour moyens perfectionnés d'action sur les signaux des chemins de fer et d'indication de leurs positions au moyen de l'électricité.

1105° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Alfraise (Pierre-Michel), à Paris, rue du Pont-aux-Choux, n° 16, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 août 1864, pour procédé de préparation de la rosaniline.

1106° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Angebeau-Justeau (Louis), fabricant de briques, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 septembre 1863, pour un système de cuisson des produits céramiques (briques, faïence, plâtre, porcelaine).

1107° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Appelf fils (Adolphe), teinturier, rue des Hallebardes, n° 30, à Strasbourg, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 juillet 1864, pour un produit dit *tartrine*, remplaçant le tartre dans la teinture.

1108° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baron (Louis-Charles-Nicolas), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 mai 1864, pour papiers à lettres et enveloppes pouvant être immédiatement et facilement décachetés sans dommage pour le contenu des lettres, les timbres, etc.

1109° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouillot (Louis-Isidore), mécanicien-graveur, représenté par le sieur Nougès, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 mai 1864, pour un système de timbre humide mécanique.

1110° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouneau (Jules-Frédéric), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 août 1864, pour anneaux de rideaux dits *chemins de fer*.

1111° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brada (Abraham-Gérard), à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 juin 1864, pour une fermeture de boîtes à conserves et autres vases analogues, bouteilles, terrines, etc.

1112° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Puy-de-Dôme, par le sieur Chassagnotte (François), menuisier, à Charensat, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 juin 1863, pour un système de moteur.

1113° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cotellet (Eugène-Alphonse), distillateur, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 février 1864, pour un appareil pour la concentration ou la distillation de l'acide sulfurique et autres acides, et pour la concentration de toutes les solutions en général.

1114° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs

Dezelin (Jacques-Isidore) chef d'atelier, et Sherriff (Thomas), chef de dépôt au chemin de fer de l'Ouest (gare des Batignolles), à Paris, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1864, pour un appareil fumivore indicateur.

1115° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dumont (Armand), représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 août 1864, pour un passe et arrête-ressort pour crinolines.

1116° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gallié (Auguste), fabricant, représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 mai 1864, pour un raidisseur en fonte.

1117° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Gilloux (François-Aubin), serblantier, à Carpentras, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 novembre 1861, pour un perfectionnement de l'éclairage par les huiles minérales et par l'emploi de lanternes munies de paravents et d'une allonge de cheminée, et de la lampe d'éclaireur à chalumeau.

1118° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Goynaud (Chrétien-Nicolas), marchand tailleur, représenté par le sieur Pallegoix, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 avril 1864, pour une épinglette dite *épinglette de serré*.

1119° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par les sieurs Hochapfel frères, fabricants de pipes, quai des Bateliers, n° 23, à Strasbourg, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 juin 1864, pour une pipe dite *Diogène*.

1120° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lhuillier (Henri-Louis-Charlemagne), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 août 1864, pour l'emploi de rubans en bois de n'importe quelle essence.

1121° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 août 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Malapert (Edouard Prosper), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 mai 1863, pour un appareil culinaire à thermomètre dit *cuit cuit à thermomètre*.

1122° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Matthews (Samuel), représenté par le sieur Gilbec, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 23 février 1863, et expirant le 6 octobre 1877, pour des perfectionnements dans les armes à feu se chargeant par la culasse.

1123° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Meyer (Jean), taillandier, à Kayersberg, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 novembre 1863, pour perfectionnement apporté aux couteaux ou lames d'acier employés dans la fabrication du papier.

1124° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-inférieure, par le sieur Moride (Edouard), chiniste, quai Flesselle, n° 1, à Nantes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 août 1864, pour perfectionnements apportés au traitement des algues marines dans le but d'en extraire le charbon et les sels qu'elles contiennent.

1125° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Naudé (Engène-Nicolas), négociant, représenté par le sieur Nonguès, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1864, pour perfectionnements dans les machines à couper les bouchons.

1126° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Saurat

(Etienne), mécanicien, et de Fleury (Eugène), représentés par le sieur Pallegoix, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 août 1862, pour un genre de foyer fumivore applicable aux fourneaux de machines à vapeur de terre ou de mer.

1127° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Soraszi Jacques), tisseur, rue Ney, n° 39, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 juillet 1864, pour un système appliqué à la cannetière à broche droite à défilier pour obtenir la cannette à dérouler.

1128° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Troncheyre (André), à Paris, chaussée de Ménilmontant, n° 27, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 septembre 1863, pour une machine ou mécanisme susceptible de diverses applications, entre autres, comme machine motrice à vapeur, à eau, comme pompe, compteur, etc.

1129° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Voille (Pierre), couvreur, à Sedan, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 septembre 1863, pour un genre de tissu.

1130° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Balbi (Jacques-Antoine-Barthélemy), mécanicien, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 août 1864, pour des perfectionnements apportés dans le matériel roulant des chemins de fer et des appareils propres à empêcher la rencontre des trains, lesquels sont applicables au matériel actuel.

1131° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baudet (Paul), négociant, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 août 1864, pour un appareil avertisseur ou sonnerie d'appel propre à tous usages.

1132° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Boignes, Rambourg et compagnie, maîtres de forges, représentés par le sieur Flachet, à Paris, place Vendôme, n° 16, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 février 1863, pour des perfectionnements dans la fabrication du fer et de l'acier.

1133° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le docteur Burq (Jean-Antoine-Victor), à Paris, cité de Trévis, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 novembre 1861, pour un système d'épuration, aération et rafraîchissement des eaux potables.

1134° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par le sieur Christofleau (Delphin), serrurier, à Evvres, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 septembre 1863, pour un système de pelle et de fourche.

1135° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Colassot (Louis), vicaire à la paroisse de Saint-Just, rue des Forges, n° 39, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 avril 1863, pour un compteur d'eau.

1136° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la compagnie générale des asphaltes, représentée par le sieur Marchais, à Paris, rue de la Victoire, n° 51, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 mai 1863, pour un procédé d'extraction du bitume contenu dans les minerais bitumineux.

1137° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Conret (Jean), prêtre, à Sézarens, et se rattachant au brevet d'invention de dix ans pris, le 11 juin 1864, pour une machine destinée à préparer le lin.

1138° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Dimousaud (Pierre), fabricant de tuiles, à La Couronne, et se rattachant au brevet d'inven-

tion de quinze ans pris, le 8 avril 1863, pour un système de moule ou matrice propre à la fabrication de la tuile et des carreaux.

1139° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Greuet (Louis-Alexandre-Honoré), extracteur de tourbe, à Sailly-Lorette, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 juillet 1864, pour un instrument de mathématiques dit le *mesureur linéaire*, relatif à la mesure des distances.

1140° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hugon (Pierre), à Paris, rue de Vaugirard, n° 187, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 juin 1864, pour un appareil servant à carboniser toute espèce de bois au moyen d'une flamme sortant d'un vase clos et produite directement par la combinaison de l'oxygène de l'air avec le combustible employé.

1141° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Kuhlmann (Frédéric), fabricant de produits chimiques, à Lille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 août 1864, pour procédés de décor et d'ornementation du verre, des métaux, du papier, des tissus, etc.

1142° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Paris (Charles-Émile), manufacturier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 août 1864, pour un genre de forme à sucre en verre cliqué.

1143° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pelletreau (Pierre-Adolphe), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 octobre 1863, par le sieur Gastier, dont il est cessionnaire, pour une machine destinée au sciage et au débit des pierres dures et tendres.

1144° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Petin (H^e), Gaudet et compagnie, maîtres de forges, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 décembre 1863, pour des perfectionnements dans la construction des lingotières.

1145° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Potez aîné (Hycinthe), négociant, représenté par le sieur Folliet fils, à Paris, rue de Reuilly, n° 14, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 janvier 1861, conjointement avec le sieur Martin, pour un flotteur compteur d'eau réglant l'alimentation.

1146° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Regul-Pilon (Martin), représenté par le sieur Gilbec, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 octobre 1863, pour une arme à feu à recul atténué, à gâchette à ponce et à culasse mobile ou fixe.

1147° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Renoir (Emmanuel-Victor), à Paris, rue Guénégaud, n° 27, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 juin 1864, pour un compteur hydraulique conservant la pression.

1148° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société A. Renouard et compagnie, dite *compagnie des Salines du Midi*, à Paris, place Vendôme, n° 15, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 décembre 1863, pour perfectionnements apportés à la fabrication et aux applications industrielles de la magnésie.

1149° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Talfer (Dominique), menuisier-modelleur, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 octobre 1863, pour l'application de toute espèce de ciment à la fabrication de cercueils et de monuments funéraires.

1150° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Taylor (John-Georges), négociant, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 mars 1864, pour perfectionnements dans les boucles, agrafes, attaches et autres objets analogues, ainsi que dans les moyens de fabrication de ces divers objets.

1151° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tremeschini (Giuseppe-Antonio), mécanicien, à Paris, passage Feuillet, n° 13 (faubourg Saint-Martin), et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 mars 1864, pour une disposition de lampe, dite *lampe à renforts, inodore, hygiénique, inexplorable*.

1152° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par les sieurs Villard (Joseph-Marie-Arsène) père et Villard (Lucien) fils, place d'Arcy, n° 1, à Dijon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 décembre 1863, pour une machine dite *semoir rayonneur*.

1153° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Aubert (Jean), à Paris, rue Vincent-Belleville, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 octobre 1863, pour perfectionnements apportés à la disposition d'un frein applicable aux locomotives et aux wagons des chemins de fer.

1154° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Cabarrus (Adrien), rue Judaique, n° 93, à Bordeaux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 mai 1864, pour un système de communication et de transmission à l'usage des chemins de fer.

1155° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Claude (Joseph-Engène), à Fontenay sous Bois, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 juillet 1863, pour un système d'irrigateur dit *à enveloppe élastique*.

1156° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Clavel (Auguste), négociant, représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 mars 1864, pour des galeries porte-verre de lampes à diamètre variable.

1157° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Delabarre aîné (César-Auguste), quincaillier, rue Impériale, n° 44, à Rouen, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 25 février 1863, pour un système de bouteilles, avec bascule à engrenage et coulisse.

1158° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dubourg (Victor), docteur en médecine, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 octobre 1863, pour un bec de gaz à cheminée, dit *bec omnivore*.

1159° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Joyot (Pierre) jeune, représenté par le sieur Brade, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 août 1863, pour la fabrication des rubans et passementeries à velours épinglé double face et velours double face.

1160° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lamur (Jeu), carrossier, élisant domicile chez le sieur Leclerc, à Paris, boulevard de la Butte-Chaumont, n° 24, et rue des Ardennes, n° 15, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 octobre 1863, pour une machine à refouler les cercles des roues.

1161° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Lignonnet (François), rue Grolée, n° 36, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 octobre 1862, pour une ferrure à ressort s'adaptant aux portes volantes ou autres.

1162° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ain, par le sieur Meunier (Jean-Claude), entrepreneur, à Nantua, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 mai 1863, pour des traverses en pierres dures et accessoires à l'usage des chemins de fer (système Meunier).

1163° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Millerat (Amable), serrurier-mécanicien, rue Balay, n° 2, à Saint-Etienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 juillet 1864, pour un compteur à eau.

1164° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aude, par le sieur Narbonne (Noël-Frédéric), capitaine de frégate en retraite, à Bize, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 avril 1864, pour perfectionnement apporté au pressoir à écoulement multiple pour lequel il a déjà pris, le 11 juillet 1863, un brevet de quinze ans.

1165° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pautard (Jean-Joseph), mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 août 1863, pour perfectionnements apportés aux pistolets-jouets.

1166° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Petin (H^e), Gaudet et compagnie, maîtres de forges, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 juillet 1861, par le sieur Poulet, dont ils sont cessionnaires, pour des perfectionnements apportés dans la construction des plates-formes ou plaques tournantes.

1167° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Rondeau (Pierre), menuisier, à Saint-Jean-aux-Bois, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 avril 1864, pour un tarare.

1168° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Saintard (Nicolas) et Poytreneau (Pierre-Isidore) jeune, négociant, à Paris, rue Boucher, n° 9, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 juillet 1864, pour un système de cuvette à double fermeture dite *cuvette normande inodore*.

1169° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Samain (Pierre), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 mars 1863, pour une machine à élever l'eau au moyen d'une chute d'eau.

1170° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Schaller (Constant), préparateur de chimie à l'école professionnelle de Mulhouse, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 juin 1864, pour l'application industrielle de produits chimiques décomposables sous l'influence de la lumière.

1171° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Stoker (François), quai Saint-Antoine, n° 33, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 février 1863, pour un genre de combustible dit *combustible Stoker*.

1172° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Toselli (Jean-Baptiste), fabricant-négociant, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 septembre 1864, pour un moyen d'obtenir le vide dit *vide torricellien* et ses applications industrielles et autres.

1173° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Valère aîné (Hyppolite-Emmanuel), gainier, à Paris, rue de Poitou, n° 7, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 août 1863, pour un système de fermeture des boîtes de tout genre, applicable aux porte-monnaie, trousseaux, etc.

1174° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vautier (Ferdinand)

dens-Ambroise), carrossier, à Paris, rue de Bourgogne, n° 53, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 février 1859, pour un système mécanique propre à faire marcher les voitures sans le secours des chevaux.

1198° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouasse (Henri-Marie), éditeur-imprimeur, à Paris, rue Saint-Sulpice, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 septembre 1859, pour le sieur Chazelle, dont il est cessionnaire, pour un système de presse pour l'impression en taille-douce.

1199° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la compagnie anonyme des forges de Châtillon et Commentry, représentée par le sieur Veulliod, à Paris, rue du Conservatoire, n° 11, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 mars 1864, pour un système de traverses en fer laminé.

1200° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cretin (Jean-Baptiste), dit Gabriel, représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 mai 1864, pour un brancard de voiture, à brisures, se repliant sous un petit volume et pouvant servir au remplacement instantané de ceux qu'une rupture accidentelle a mis hors de service.

1201° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Dalmas (Joseph-Antoine), chef mécanicien au service maritime des messageries impériales, rue des Empereurs, n° 23, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 avril 1858, pour un système de cuvette inodore pour lieux d'aisances.

1202° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Edwards (George), représenté par le sieur Brade, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 septembre 1863, pour un système de chemin de fer avec emploi de l'air comprimé et de l'air dilaté.

1203° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Farcot (Henri-Eugène-Adrien), fabricant d'horlogerie, à Paris, rue des Trois-Bornes, n° 39, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 mars 1862, pour des perfectionnements apportés à l'horlogerie.

1204° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fleury (Victor), horloger, représenté par le sieur Petit, à Paris, rue Blondel, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 octobre 1861, pour un genre d'échappement de pendule.

1205° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Grand (Julien), à Saint-Genis-Laval, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 novembre 1863, pour perfectionnements dans la fabrication des bandages à rebord pour roues de chemins de fer et de toutes pièces de forges pour machines marines et locomotives, des rails, essieux, blindages, etc. par la combinaison du fer et de l'acier fondu et par le soudage et le corroyage des deux natures de métal.

1206° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Grandjean (Hippolyte), employé, à Paris, passage Feuillet, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} août 1864, pour perfectionnements apportés aux machines à scier et à casser le sucre.

1207° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 juin 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Guinet (Jean), trésorier d'or, à Voiron, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 juillet 1863, pour un genre de toile métallique.

1208° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacquet (François-Alphonse), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Stras-

bourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 juillet 1864, pour un appareil de chauffage au gaz, système Jacquet.

1209° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Kuhlmann (Frédéric), fabricant de produits chimiques, à Lille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 août 1864, pour procédés de décor et d'ornementation du verre, des métaux, du papier, des tissus, etc.

1210° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leclerc (Thomas), fabricant de voitures, à Paris, avenue des Champs-Élysées, n° 114, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 août 1864, pour un genre de voiture-landau et pour tous les détails d'ouverture et de fermeture.

1211° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maris (Jean-Jacques), lampiste, à Paris, rue Geoffroy-Lasnier, n° 21, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 février 1862, pour une lampe à schiste.

1212° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Naudé (Eugène-Nicolas), négociant, représenté par le sieur Nougès, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1864, pour perfectionnements dans les machines à couper les bouchons.

1213° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pierret (Victor-Athanase), horloger, à Paris, rue des Bons-Enfants, n° 21, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} mars 1855, pour mécanisme d'horlogerie.

1214° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Priest (Héloïse-Agnès-Henriette), représentée par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 novembre 1863, pour un appareil culinaire à dôme réflecteur.

1215° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robert (Jean-Joseph), représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 août 1864, pour un genre de sommiers dits *sommiers Robert*.

1216° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sorel (Léopold), sous-lieutenant au quarantième régiment d'infanterie, représenté par le sieur Sorel, à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 17, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 juin 1863, pour procédés ayant pour but l'économie du combustible dans les appareils à vapeur et autres.

1217° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Tavernier père, fils et compagnie, manufacturiers, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 avril 1864, pour perfectionnement à la peigneuse dite à *pince*.

1218° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Weil (Frédéric), chimiste, à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 décembre 1863, pour des procédés ayant pour but de revêtir des métaux d'une couche adhérente d'autres métaux.

1219° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brade (Abraham-Gérard), à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 juin 1864, pour une fermeture de boîtes à conserves et autres vases analogues, bouteilles, terrines, etc.

1220° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Chabran (Honoré), pharmacien, rue des Templiers, n° 13, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 novembre 1863, pour un bandage herniaire à pression et mouvements illimités.

1221° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1864,

1244° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Durochat (Gabriel), mécanicien, rue des Tables-Claudiennes, n° 25, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 mars 1864, pour une machine dite *donneur de poils*, avec manchon d'entraînement pour l'enveloppement du poil des étoffes en velours soie, coton, etc. dites à deux pièces.

1245° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Enfer et ses fils, constructeurs-mécaniciens, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 mai 1863, pour des appareils atmosphériques servant à aspirer et refouler à volonté de l'air, du gaz ou des fluides.

1246° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Fauchon (Jean-Gilles), marchand de coton, rue Louis-Aubert, n° 1, à Rouen, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 juillet 1861, pour l'encollage des cotons pour tissus en général.

1247° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Giroud d'Argoud, à Lyon, rue du Commerce, n° 41, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 mai 1863, pour des appareils fumivores.

1248° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Legrand (Félix), représenté par le sieur Guy, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 novembre 1863, pour un système de mouvement alimentaire portatif.

1249° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lrjeune (Alfred-Jules) fils, fabricant de siphons, à Paris, rue Saint-Maur, n° 222, passage Sainte-Marie, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 juillet 1863, pour un appareil à eaux gazeuses (siphon à générateur mobile).

1250° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Macaigne neveux et Macaigne (Jules), fabricants de châles, à Paris, rue du Bouloi, n° 8, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 novembre 1863, pour une modification apportée à la mécanique Jacquart.

1251° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Pyrénées-Orientales, par le baron Marulaz (Louis-François-Auguste), à Perpignan, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 août 1862, pour un procédé de fabrication de peignes en général et pour des applications diverses de ce procédé.

1252° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Michallon (Jean), armurier, rue de Lodi, n° 1, à Saint-Étienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 juillet 1861, pour un système d'armes, pistolets, fusils, etc. se chargeant par la culasse.

1253° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Monin (Benoit-Théodore), dit Ulysse, négociant, rue des Jardins, n° 7, à Saint-Étienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 octobre 1863, pour des perfectionnements dans les armes à feu se chargeant par la culasse.

1254° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pfeiffer (François), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} mars 1864, pour lampe pour musiciens.

1255° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rieder (Aimé), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 avril 1864, pour un écran-éventail et pour des perfectionnements dans la construction des lunettes et lorgnons.

1256° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1864,

au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Tulpin aîné (Alexandre-Marie-Fortuné), mécanicien, rue du Pré-de-la-Bataille, n° 15 et 21, à Rouen, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 décembre 1861, pour une machine à laver portative, à niveau d'eau constant, pour fils de coton, de lin et de soie, applicable aussi sur les cours d'eau à niveau variable.

1257° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vergnes (Maurice), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 août 1864, pour une machine à vapeur rotative.

1258° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Weil (Léopold), représenté par le sieur Claës, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 juin 1864, pour un système d'aération des coiffures civiles et militaires.

1259° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Weil (Frédéric), chimiste, à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 décembre 1863, pour des procédés ayant pour but de revêtir des métaux d'une couche adhérente d'autres métaux.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 9 Novembre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14,524. — DÉCRET IMPÉRIAL qui charge le Ministre d'État de l'Intérim du Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, pendant l'absence de M. Béhic.

Du 13 Août 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le ministre d'État est chargé, par intérim, du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, pendant l'absence de M. Béhic.

2. Notre ministre d'État et notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 13 Août 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 14,525. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Est rendu applicable au bac de Salembre, établi sur la rivière d'Isle, à Neuvic, département de la Dordogne, le tarif approuvé par le décret du 25 novembre 1854⁽¹⁾, pour la perception des droits de péage aux bacs situés sur la rivière d'Isle, dans les communes de Gravelle, Beauséjour, Gaillard, Ménesplet, Vaclair, la Filolie, Fournil et Mauriac, même département.

2. Sont exempts des droits de péage les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics et les divers agents, y compris les gardes champêtres, tels qu'ils sont énumérés au tarif du 25 novembre 1854, et qui, aux termes du cahier des charges de l'adjudication, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (Paris, 12 Mai 1866.)

N° 14,526. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Le préfet de la Charente-Inférieure est autorisé à concéder aux sieurs *Bardon, Arnat et Viaud* une portion de grève d'une étendue de cinquante-neuf ares (59^a), située à l'embouchure de la Seudre, dans la commune de la Tremblade et contiguë à un terrain Sartièrre, dit *de la Pointe-aux-Herbes*, que ces particuliers ont acquis de l'État en 1860.

2. Le terrain concédé sera entouré d'une digue de un mètre cinquante centimètres de largeur en tête qui s'élèvera de un mètre au moins au-dessus des plus hautes mers d'équinoxe et sur laquelle le parcours sera public, notamment pour le halage des navires.

3. Cette concession sera faite au prix de soixante-seize francs soixante et un centimes (76^f61^c) et sous les conditions ordinaires en matière de vente de biens de l'État.

4. Tous les frais relatifs à la concession seront à la charge des concessionnaires. (Paris, 19 Mai 1866.)

N° 14,527. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

1^{er} Le préfet du Finistère est autorisé à concéder aux sieurs *Vermillard* une portion de grève d'une superficie de mille deux cent quatre-vingt-quatre mètres soixante-cinq centimètres (1284^m65^c) située au fond de l'arrière-port de Concarneau, près du pont de Moros, dans la commune de Lanriec (Finistère), teintée en rose et désignée par les lettres A B C D E sur le plan joint au rapport des ingénieurs des 7-15 avril 1865, ladite portion de grève destinée à augmenter l'établissement que possèdent les sieurs *Vermillard* pour la conserve de la sardine.

2^o La concession sera faite au prix de deux cent cinquante-six francs quatre-vingt-treize centimes (256^f93^c) et sous les conditions ordinaires en matière de vente de biens de l'État.

3^o La portion de grève concédée devra être soustraite à l'action de la mer par la construction d'une digue insubmersible. Les sieurs *Vermillard* seront,

⁽¹⁾ Bull. 240, n° 2192.

en outre, tenus d'exhausser une cale dont la construction a été autorisée il y a quelques années et de la prolonger jusqu'au chenal formé par les eaux de la rivière de Moros.

4° Il est accordé aux concessionnaires pour l'exécution de ces travaux un délai de cinq ans, à partir de la concession. En cas d'inexécution dans ce délai, ou à défaut de paiement du prix stipulé, les concessionnaires pourront être, soit poursuivis par les voies légales, soit déclarés déchus de la concession. La déchéance sera prononcée de la manière indiquée par l'article 26 du cahier des charges relatif à la vente des biens de l'État ; et, dans ce cas, les ouvrages et travaux qui auraient été commencés appartiendront à l'État, sans qu'il soit tenu d'aucun remboursement à raison de ces travaux, ni pour la plus-value qui en aurait été le résultat.

5° Tous les frais relatifs à la concession seront à la charge des concessionnaires. (*Paris, 19 Mai 1866.*)

N° 14,528. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Le préfet des Basses-Pyrénées est autorisé à concéder au sieur Puyo, pilote gardien des signaux et du feu du port de l'embouchure de l'Adour, un terrain de vingt ares (20^a), désigné au plan joint au rapport des ingénieurs des ponts et chaussées des 24-25 septembre 1863 par les lettres ABCD et qui est à prendre sur le lais de mer de l'ancienne passe abandonnée de ce fleuve dans la commune d'Anglet.

2. Cette cession sera faite au prix de deux cents francs (200^f) sous les conditions ordinaires en matière de vente de biens de l'État.

3. Tous les frais relatifs à la concession seront à la charge du concessionnaire. (*Paris, 19 Mai 1866.*)

N° 14,529. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui, 1° autorise l'association syndicale constituée suivant acte notarié du 1^{er} novembre 1861, entre divers propriétaires de la commune de Sillans (Var), à établir et exploiter un canal destiné à arroser, au moyen des eaux dérivées de la Bresque, une partie des territoires situés dans le quartier d'Arboux, des Gourrèdes et du cours de Jeanne-Auzières ; 2° déclare d'utilité publique l'exécution de ce canal et de ses dépendances. (*Paris, 19 Mai 1866.*)

N° 14,530. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

Sont déclarés d'utilité publique les travaux de recouvrement de la Kirneck, dans la traversée de la ville de Barr (Bas-Rhin), dont l'exécution a été votée par le conseil municipal de cette ville, suivant ses délibérations des 13 novembre 1864 et 10 mars 1865.

Ces travaux seront exécutés, conformément auxdites délibérations, suivant le projet dressé, le 23 février, par l'agent voyer inspecteur de Schelestadt.

Pour l'exécution de ces travaux, le conseil municipal de Barr est substi-

tué aux droits que l'administration tient de la loi du 3 mai 1841, concernant les expropriations. (*Paris, 19 Mai 1866.*)

N° 14,531. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé par l'État à l'exécution des travaux projetés pour améliorer la navigation du Rhône au passage du Sault (Ain et Isère), conformément aux dispositions générales d'un plan qui restera annexé au présent décret.

2° Les travaux mentionnés en l'article 1^{er} sont déclarés d'utilité publique.

3° La dépense, évaluée à cent soixante-dix mille francs, sera imputée sur les fonds du budget extraordinaire, chapitre VIII (*Amélioration des rivières*). (*Paris, 23 Mai 1866.*)



Certifié conforme :

Paris, le 23^e Août 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1418.

N° 14,532. — *DÉCRET IMPÉRIAL sur les Écoles normales primaires.*

DU 2 JUILLET 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique;

Vu l'article 35 de la loi du 15 mars 1850;

Le conseil impérial de l'instruction publique entendu,

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}.

DES OBJETS DE L'ENSEIGNEMENT DANS LES ÉCOLES NORMALES PRIMAIRES.

ART. 1^{er}. L'enseignement, dans les écoles normales primaires, comprend :

L'instruction morale et religieuse;

La lecture;

L'écriture;

Les éléments de la langue française;

Le calcul et le système légal des poids et mesures;

L'arithmétique appliquée aux opérations pratiques;

La tenue des livres;

Les éléments de l'histoire et de la géographie générale, et particulièrement l'histoire et la géographie de la France;

Des notions des sciences physiques et d'histoire naturelle, applicables aux usages de la vie;

L'horticulture, ainsi que des notions élémentaires sur l'agriculture, l'industrie et l'hygiène;

Les éléments de la géométrie, l'arpentage et le nivellement;

Le dessin;

Le chant;

La gymnastique;

Des notions d'administration communale et de tenue des registres de l'état civil.

2. L'instruction religieuse est donnée aux élèves-maîtres, suivant

la religion qu'ils professent; par les ministres des différents cultes reconnus par l'État. Ces ministres sont nommés conformément aux dispositions de l'article 7 ci-après.

3. La durée du cours d'études est de trois ans. Les matières du programme sont réparties entre les trois années, et l'enseignement des matières inscrites comme facultatives dans l'article 23 de la loi du 15 mars 1850 et dans l'article 9 de la loi du 21 juin 1865 commence dès la première année.

L'enseignement est spécial aux élèves de chaque année.

Les élèves de plusieurs années ne peuvent être réunis et recevoir des leçons communes, à moins d'autorisation spéciale, que pour le chant, l'écriture, le dessin, la gymnastique et les travaux d'agriculture.

4. A la fin de la seconde année, la commission de surveillance désigne les élèves qui, en troisième année, peuvent être exceptionnellement dispensés de suivre quelques-uns des cours qui portent sur les matières facultatives.

5. Les élèves-maîtres sont exercés à la pratique des méthodes d'enseignement dans les écoles primaires annexées aux écoles normales.

L'instituteur qui dirige l'école annexe est assimilé, sous tous les rapports, aux maîtres adjoints. Il peut, en conséquence, être chargé d'une partie de la surveillance. Quand il n'est pas admis à la table commune, il reçoit, en sus de son traitement, une indemnité égale au prix de la pension des élèves-maîtres.

TITRE II.

DE LA DIRECTION ET DE LA SURVEILLANCE.

CHAPITRE I^{er}.

DE LA DIRECTION.

6. Le directeur de l'école normale est nommé par le ministre de l'instruction publique; il est chargé, indépendamment de l'économat, des conférences pédagogiques et d'une partie de l'enseignement.

Il dresse, sous l'approbation du recteur, la liste des livres à mettre entre les mains des élèves, ainsi que des livres de lecture composant la bibliothèque de la salle d'études. Il est personnellement responsable de la tenue des catalogues de livres et des registres de prêt, ainsi que des inventaires du mobilier usuel et scientifique.

7. Le directeur est secondé par des maîtres adjoints nommés par le ministre, et dont la tâche, soit pour l'enseignement, soit pour la surveillance et les écritures, est fixée par le directeur, sous l'approbation du recteur.

Les maîtres adjoints ne peuvent résider hors de l'établissement qu'avec l'autorisation du recteur.

Les maîtres externes, autres que les maîtres adjoints, sont proposés par le directeur et agréés par le recteur.

8. La surveillance disciplinaire peut être partagée entre les maîtres adjoints et des élèves-maîtres de troisième année, désignés par le directeur parmi les plus méritants.

CHAPITRE II.

DE LA COMMISSION DE SURVEILLANCE ET DE SES ATTRIBUTIONS.

9. La surveillance de l'école normale est confiée à une commission de cinq membres, nommés pour trois ans par le recteur, y compris le président.

Le directeur assiste aux délibérations de la commission, avec voix délibérative, hors les cas où elle a à statuer sur des questions qui intéressent sa gestion.

10. La commission de surveillance est chargée :

1° De préparer la liste des candidats à l'école normale, dont elle aura reconnu l'aptitude à la suite de l'enquête prévue par l'article 15 ci-après ;

2° D'adresser au préfet, au commencement de chaque année scolaire, un état de propositions pour la répartition des bourses entre les élèves-maîtres des trois divisions ;

3° De rédiger le règlement particulier de l'école ; ce règlement devra être approuvé par le recteur ;

4° De désigner, à la fin de la première et de la deuxième année, les élèves qui sont admis aux cours de l'année supérieure.

Dans le cas de maladie prolongée ou d'absence légitime, la commission peut, sous l'approbation du recteur, autoriser un élève à redoubler le cours de première ou de deuxième année ;

5° De dresser, chaque année, le budget, d'examiner les comptes qui lui sont présentés par la direction de l'école et de consigner ses observations dans un rapport spécial.

11. Les membres de la commission de surveillance font, au moins une fois tous les trois mois, la visite de l'école ; ils prennent connaissance des registres sur lesquels sont consignées par le directeur les notes relatives à la conduite, au caractère et au travail de chaque élève, ainsi que des notes résumées que ce fonctionnaire remet au préfet pour le placement des élèves sortants.

La commission de surveillance examine les classes et interroge les élèves. Elle surveille la tenue des inventaires et catalogues et la conservation des collections. Elle se rend compte des travaux d'horticulture des élèves et de leurs progrès dans cet ordre de connaissances.

12. Tous les ans, au mois de juillet, la commission de surveillance adresse au recteur de l'académie, sur l'état et le personnel de l'école, un rapport qui est transmis au ministre.

Elle reçoit du directeur, à la même époque, un rapport sur tout ce qui concerne les élèves et la discipline. Elle transmet ce rapport, avec ses observations, au préfet, qui le place sous les yeux du conseil

général, et au recteur, qui en envoie au ministre une expédition accompagnée de ses observations.

TITRE III.

DE L'ADMISSION DES ÉLÈVES-MAÎTRES.

13. Chaque année, le ministre détermine, sur l'avis du conseil départemental, eu égard aux besoins du service, le nombre des élèves-maîtres qui peuvent être admis à l'école normale, soit à leurs frais, soit aux frais du département et des communes, soit aux frais de l'État.

14. Les inscriptions des candidats ont lieu du 1^{er} au 31 janvier. Un registre est ouvert à cet effet au bureau de l'inspection académique. Aucune inscription n'est reçue qu'après que le candidat a déposé les pièces suivantes :

1^o Son acte de naissance, constatant qu'au 1^{er} janvier de l'année dans laquelle il se présente, il avait seize ans accomplis au moins et vingt ans au plus ;

2^o Un certificat de médecin, constatant qu'il a été vacciné ou qu'il a eu la petite vérole et qu'il n'est atteint d'aucune infirmité ou d'aucun vice de constitution qui le rende impropre à l'enseignement ;

3^o L'engagement de servir, pendant dix ans au moins, dans l'instruction primaire publique ; la signature sera légalisée. Si le candidat est mineur, il produira, en outre, une déclaration par laquelle son père ou son tuteur l'autorise à contracter cet engagement ;

4^o Une note, signée de lui, indiquant le lieu ou les lieux qu'il a habités depuis l'âge de treize ans ;

5^o Des certificats de moralité, délivrés tant par les chefs des écoles auxquelles il aura appartenu, comme élève ou comme sous-maître, que par le maire de la commune où il aura résidé.

15. Une enquête est faite, par les soins de l'inspecteur académique et des inspecteurs de l'instruction primaire, sur la conduite et les antécédents des candidats.

Au vu des pièces exigées, et d'après les résultats de l'enquête, la commission de surveillance dresse, du 1^{er} au 15 juillet, la liste mentionnée en l'article 10.

Les candidats inscrits sur cette liste sont examinés du 15 au 31 juillet, au chef-lieu du département, par une commission nommée par le recteur, commission dont le directeur fait nécessairement partie.

A la suite de cet examen, les candidats sont classés par ordre de mérite en nombre égal à celui des places vacantes.

La liste, par ordre de mérite, des élèves admissibles est transmise au préfet, qui prononce l'admission.

Les pensionnaires libres admis à l'école peuvent concourir, à la fin ou dans le cours de chaque année, pour l'obtention des bourses ou portions de bourses devenues libres, soit par suite du renvoi d'élèves

boursiers jugés incapables de continuer leurs études, soit pour tout autre motif.

16. Les bourses ou portions de bourses entretenues par l'État ou par les départements sont accordées par le préfet, en conseil départemental, sur la proposition motivée de la commission de surveillance et du directeur de l'établissement.

Les boursiers qui n'obtiennent que des portions de bourses s'engagent à payer la portion qui reste à leur charge.

Les boursiers départementaux s'engagent, en outre, à servir pendant dix ans dans le département qui paye leur pension.

Ces engagements, ainsi que l'autorisation nécessaire aux mineurs, devront être légalisés.

Les anciens boursiers départementaux peuvent être relevés, en tout ou en partie, de l'engagement prévu au troisième paragraphe du présent article par une dispense du préfet, sur l'avis conforme du conseil départemental et de la commission de surveillance.

17. Les boursiers qui, par leur fait, sortiraient de l'école avant la fin du cours, ou qui refuseraient d'accomplir leur engagement décennal, sont tenus de restituer à l'État ou au département le prix de la pension dont ils ont joui.

Toutefois, ils peuvent être dispensés de cette obligation par le ministre, sur l'avis du conseil départemental.

Le montant des restitutions fait retour au fonds sur lequel les bourses étaient payées.

La dispense du service militaire cesse à dater du jour où l'engagement a été rompu.

TITRE IV.

DU RÉGIME INTÉRIEUR.

18. Les journées commencent et finissent par une prière commune.

Les jours de dimanche et de fêtes légalement reconnues, les élèves sont conduits à l'office divin sous la surveillance du directeur et des maîtres adjoints.

19. Les vacances durent six semaines au plus, non compris le congé de Pâques, qui est de huit jours.

Tout congé, toute sortie particulière, hors une circonstance exceptionnelle dont le directeur est juge, sont formellement interdits pendant la durée du cours d'études.

Le directeur et les maîtres adjoints ne peuvent prendre de congé qu'avec l'autorisation du recteur.

20. Les élèves-maîtres sont chargés du service de propreté dans l'intérieur de l'école.

TITRE V.

DE LA DISCIPLINE.

21. Les punitions qui peuvent être infligées aux élèves suivant la gravité des fautes sont :

La retenue;
La réprimande;
L'exclusion.

Le directeur prononce la retenue.

La réprimande est prononcée, suivant les cas, par le directeur, la commission de surveillance ou le préfet.

L'exclusion est prononcée par le préfet, sur l'avis du directeur, la commission de surveillance entendue.

En cas de faute grave, le directeur peut prononcer l'exclusion provisoire.

Lorsque l'exclusion est prononcée, le ministre en est immédiatement informé.

Lorsque plusieurs départements sont réunis pour l'entretien d'une école normale, le recteur de l'académie où se trouve placée cette école statue sur toutes les questions de discipline et de régime intérieur.

22. Tout élève qui, à la fin de l'année, n'est pas jugé en état de suivre les cours de l'année suivante, cesse de faire partie de l'école.

23. Le décret du 24 mars 1851 ⁽¹⁾ est et demeure rapporté.

Fait au palais des Tuileries, le 2 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique,

Signé V. DURUY.

N° 14,533. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui augmente le traitement des Maîtres élémentaires des Lycées.*

Du 27 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique;

Vu le décret du 27 juillet 1859 ⁽²⁾, concernant les maîtres élémentaires et les maîtres répétiteurs des lycées,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le traitement des maîtres élémentaires pourvus d'une nomination ministérielle est fixé à mille cinq cents francs dans les lycées des départements, et à mille huit cents francs dans les lycées de Paris.

Il pourra, après cinq années d'exercice, être porté à mille huit

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 375, n° 2850.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 750, n° 6927.

cents francs dans les lycées des départements et à deux mille francs dans ceux de Paris.

2. L'article 14 du décret du 27 juillet 1859 est rapporté.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique,

Signé V. DURUY.

N° 14,534. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget du Ministère de l'Instruction publique, exercice 1865.

Du 28 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1865;

Vu notre décret du 15 novembre suivant⁽¹⁾, contenant répartition, par chapitres, des crédits ouverts par ladite loi;

Vu l'article 12 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽²⁾, sur les virements de crédits;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 23 juillet 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits alloués au ministère de l'instruction publique, pour l'exercice 1865, sont réduits d'une somme de quarante-deux mille francs (42,000^f), savoir :

CHAP. III.	Inspecteurs généraux.....	3,000 ^f
— V.	Administration académique.....	14,000
— VII.	Facultés.....	15,000
— XXVII.	Frais généraux de l'instruction secondaire.....	10,000
SOMME ÉGALE.....		42,000

2. Le crédit ouvert sur le chapitre xxviii (*Enseignement secondaire. — Lycées et collèges*) du budget de l'instruction publique, pour l'exercice 1865, est augmenté d'une somme de quarante-deux mille francs (42,000^f).

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'instruction

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

tion publique et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 28 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'instruction publique,

Signé V. DURUY.

N° 14,535. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre un Crédit sur l'exercice 1866, à titre de Fonds de concours versés au Trésor par le département de Saône-et-Loire, pour les dépenses de l'École normale d'Enseignement spécial de Cluny et du Collège annexe.*

Du 28 Juillet 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique ;

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1866 ;

Vu la déclaration de versement à la caisse du receveur général des finances de Saône-et-Loire, au crédit du fonds de concours, d'une somme de vingt mille francs (20,000'), ledit versement effectué en vertu d'une convention passée entre le département de Saône-et-Loire et le ministère de l'instruction publique ;

Vu l'article 4 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861 ;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 21 juillet 1866 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique, sur l'exercice 1866, un crédit de vingt mille francs (20,000'), applicable aux dépenses de l'école normale d'enseignement spécial de Cluny et du collège annexe (*Budget de l'instruction publique, exercice 1866, chapitre xxviii*).

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de la somme versée au trésor à titre de fonds de concours.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'instruction publique et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 28 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'instruction publique,

Signé V. DURUY.

N° 14,536. — *DÉCRET IMPÉRIAL sur l'organisation de l'Administration des Lignes télégraphiques.*

Du 28 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur ;

Vu les décrets des 20 janvier 1862⁽¹⁾ et 28 janvier 1865⁽²⁾, relatifs à l'organisation du service télégraphique,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les chefs de station de deuxième classe sont exclusivement choisis parmi les commis principaux.

Le grade de commis principal peut être conféré aux employés appartenant à la première ou à la deuxième classe.

2. Les traducteurs de l'administration des lignes télégraphiques, qui étaient divisés en trois classes, forment une catégorie spéciale de fonctionnaires. Leur traitement est fixé à deux mille francs et peut être porté à quatre mille francs, par augmentations successives de cinq cents francs. Ces augmentations ne sont accordées qu'après un délai de trois ans au moins.

3. Peuvent être nommés employés de cinquième classe, après avoir accompli un stage de six mois au moins et justifié de leur aptitude, les sous-officiers de l'armée qui, préalablement à leur admission dans les bureaux télégraphiques, ont, avec l'assentiment de notre ministre de la guerre, satisfait aux épreuves d'un concours dont le directeur général détermine le programme.

Pour être autorisés à concourir, les sous-officiers ne doivent pas être âgés de plus de trente ans.

4. Le traitement des chefs surveillants est fixé ainsi qu'il suit :

1 ^{re} classe.....	1,800 ^f
2 ^e classe.....	1,600
3 ^e classe.....	1,400

5. Les dispositions des articles 9 et 10 de notre décret du 20 janvier 1862 sont abrogées à partir de ce jour.

6. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 28 Juillet 1866.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé **LA VALETTE**.

⁽¹⁾ Bull. 995, n° 9885.

⁽²⁾ Bull. 1273, n° 12,989 et 12,990.

N° 14,537. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui détermine le mode d'approbation des Délibérations prises par les Conseils généraux de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.*

Du 11 Août 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 4 juillet 1866, sur la constitution des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, et notamment le dernier paragraphe de l'article 3, ainsi conçu :

« Un règlement d'administration publique déterminera le mode d'approbation des délibérations prises par le conseil général en vertu du présent article; »

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les délibérations du conseil général sur les matières énoncées en l'article 3 du sénatus-consulte du 4 juillet 1866 sont approuvées, savoir :

Par décret de l'Empereur, rendu en la forme de règlement d'administration publique, en ce qui concerne :

Les emprunts à contracter et les garanties pécuniaires à consentir;

L'acceptation ou le refus des dons et legs donnant lieu à réclamation ou faits à la colonie avec charge ou affectation immobilière;

Le mode de recrutement et de protection des immigrants;

Par décret de l'Empereur, rendu sur le rapport du ministre de la marine et des colonies, en ce qui concerne :

Le mode d'assiette et les règles de perception des contributions et taxes.

Toutefois, un arrêté du gouverneur en conseil privé peut rendre les délibérations sur ces objets provisoirement exécutoires.

Par arrêtés du gouverneur, rendus en conseil privé, en ce qui concerne :

Les frais de matériel des services de la justice et des cultes, les frais de personnel et de matériel du secrétariat du gouvernement, de l'instruction publique, de la police générale, des ateliers de discipline et des prisons;

Le concours de la colonie dans les dépenses des travaux qui intéressent à la fois la colonie et les communes;

La part de la dépense des aliénés et des enfants assistés à mettre à la charge des communes et les bases de la répartition à faire entre elles; le règlement d'admission dans un établissement public des aliénés dont l'état n'est pas compromettant pour l'ordre public et la sûreté des personnes;

L'établissement, le changement ou la suppression des foires et marchés.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 11 Août 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

Signé P. DE CHASSERLOUP-LAUBAT.

N° 14,538. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise, pour le service du Département de la Haute-Vienne, le Dépôt de Mendicité établi sur le domaine de Naugeat.*

Du 11 Août 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est autorisé, pour le service du département de la Haute-Vienne, le dépôt de mendicité établi sur le domaine de Naugeat.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 11 Août 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

N° 14,539. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui convoque les Électeurs de la deuxième circonscription du département de la Savoie, à l'effet d'élire un Député au Corps législatif.*

Du 14 Août 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur ;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852⁽¹⁾ ;
Attendu le décès de M. Palluel, député de la deuxième circonscription
du département de la Savoie,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les électeurs compris dans la deuxième circonscription
du département de la Savoie sont convoqués pour les 9 et 10 sep-
tembre prochain, à l'effet d'élire un député au Corps législatif.

2. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du
décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des
modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publi-
ront, cinq jours avant l'ouverture du scrutin, un tableau contenant
lesdites modifications.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur
est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 14 Août 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

N° 14,540. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui déclare d'utilité publique, dans la ville
de Paris, l'ouverture d'une Rue partant du Boulevard Saint-Michel pour aller
rejoindre la Rue de l'Ouest et limitant au sud le Jardin du Luxembourg, ainsi
que diverses autres opérations de voirie.*

Du 14 Août 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de
l'intérieur;

Vu le décret du 25 novembre 1865⁽²⁾, qui met à la disposition de notre
ministre des finances les terrains domaniaux qui se trouveront situés en
dehors des limites du jardin du Luxembourg;

Vu le plan des lieux et les pièces de l'enquête;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Paris, en date du
20 juillet 1866;

Vu l'avis du préfet du département de la Seine et les autres pièces du
dossier;

Vu les lois du 16 septembre 1807 et du 3 mai 1841, l'ordonnance royale
du 23 août 1835⁽³⁾;

⁽¹⁾ X^e série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1357, n° 13,867.

⁽³⁾ IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section,
Bull. 378, n° 5906.

Vu le décret du 26 mars 1852⁽¹⁾ et le décret réglementaire du 27 décembre 1858⁽²⁾;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclarée d'utilité publique, dans la ville de Paris, l'ouverture des voies publiques ci-après désignées, suivant les lignes bleues portées au plan ci-annexé :

1° L'ouverture d'une rue de vingt mètres de largeur, désignée par la lettre A, et partant du boulevard Saint-Michel, au débouché de la rue de l'Abbé-de-l'Épée, pour aller rejoindre la rue de l'Ouest en traversant l'avenue de l'Observatoire.

Cette rue limitera au sud le jardin du Luxembourg;

2° L'ouverture d'une rue de vingt mètres de largeur, désignée par la lettre C, et partant de la rue A pour aboutir à la rue de l'Ouest, au débouché de la rue Carnot;

3° L'ouverture de deux rues de douze mètres de largeur chacune, désignées par les lettres D, et partant, l'une du boulevard Saint-Michel pour aboutir à l'avenue de l'Observatoire, l'autre de cette avenue pour aboutir à la rue de l'Ouest;

4° L'ouverture d'une rue de vingt mètres de largeur, désignée par la lettre E, et partant du boulevard Saint-Michel pour aboutir à la rue de l'Ouest;

5° L'ouverture d'une rue de douze mètres de largeur, désignée par la lettre F, et allant de l'avenue de l'Observatoire à la rue de l'Ouest;

6° L'ouverture de deux rues de vingt mètres de largeur chacune, désignées par les lettres I et J, et tracées parallèlement à l'axe de l'avenue de l'Observatoire, entre le carrefour de ce nom et la rue A;

7° L'ouverture d'une rue de vingt mètres de largeur, désignée par la lettre K, et formant le prolongement de la rue Bonaparte entre la rue de Vaugirard et celle de l'Ouest, au débouché de la rue Vavin.

Sont également déclarés d'utilité publique :

1° Le redressement et l'élargissement à douze mètres, suivant les lignes bleues portées au plan ci-joint, de la partie de la rue Bonaparte comprise entre la rue de Mézières et la rue de Vaugirard;

2° La transformation en promenade publique de la partie de l'avenue de l'Observatoire comprise entre le carrefour de ce nom et la rue A.

En conséquence, la ville de Paris est autorisée à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, en vertu tant de la loi du 3 mai 1841 que du décret du 26 mars 1852, après l'accomplissement préalable des formalités prescrites par le décret réglementaire du 27 décembre 1858, les immeubles ou portions d'immeubles dont l'occupation est nécessaire.

⁽¹⁾ x^e série, Bull. 514, n° 3914.

⁽²⁾ xi^e série, Bull. 656, n° 6111.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 14 Août 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

N° 14,541. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé à l'exécution des travaux nécessaires pour la création, dans l'emplacement de l'ancien étang du Plessis (Saône-et-Loire), d'un réservoir destiné à augmenter les ressources alimentaires du canal du Centre, conformément aux dispositions d'un avis du conseil général des ponts et chaussées en date du 8 août 1864, lequel restera annexé au présent décret.

2° Les travaux sont déclarés d'utilité publique.

L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution desdits travaux, en se conformant aux dispositions de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° La dépense, évaluée à trois cent mille francs, sera imputée sur le budget extraordinaire (*Canaux de navigation*). (*Paris, 26 Mai 1866.*)

N° 14,542. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Est et demeure classée comme embranchement de la route départementale du Rhône n° 3, d'Anse à Montbrison, une route allant de Chazay à Civrieux. Cette ligne sera ouverte suivant la direction générale indiquée en rouge sur un plan qui restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'ouverture de cet embranchement, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 26 Mai 1866.*)

N° 14,543. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique) portant :

ART. 1^{er}. Les secrétaires perpétuels de l'académie des sciences de l'Institut impérial de France sont autorisés à accepter, au nom de ladite académie, le legs universel fait à l'académie des sciences par le sieur *Montagne* (*Jean-François-Camille*), suivant son testament olographe du 11 octobre 1862, de la nue propriété de tous ses biens, consistant en valeurs mobilières et en

objets mobiliers évalués quarante et un mille huit cent cinquante-quatre francs trente-quatre centimes, qui devront être réalisés après son décès, et le capital en provenant être placé en rentes trois pour cent sur l'État. Lors de l'extinction de l'usufruit, le revenu de la rente acquise sera employé à fonder un prix de mille cinq cents francs ou deux prix : l'un de mille francs, l'autre de cinq cents francs, à décerner chaque année par l'académie des sciences, conformément aux clauses du testament, à l'auteur ou aux auteurs de travaux importants sur les végétaux cellulaires.

La rente acquise sera immatriculée au nom de l'académie des sciences. Mention sera faite sur l'inscription de la destination des arrérages.

2. Le directeur du Muséum d'histoire naturelle de Paris est autorisé à accepter, au nom de cet établissement, le legs qui lui a été fait par le sieur *Montagne (Jean-François-Camille)*, suivant son testament précité du 11 octobre 1862, et consistant en collections d'herbiers, dessins et ouvrages divers, à la condition énoncée audit testament. (*Paris, 21 Juillet 1866.*)

N° 14,544. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° L'ordonnance du 23 février 1820, qui assigne douze offices d'avoué au tribunal de première instance de Caen (Calvados), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à onze.

2° L'ordonnance du 3 mars 1820, qui assigne huit offices d'avoué au tribunal de première instance d'Ussel (Corrèze), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à cinq.

3° Le décret du 12 septembre 1855, qui assigne cinq offices d'avoué au tribunal de première instance de Semur (Côte-d'Or), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à quatre.

4° L'ordonnance du 14 avril 1820, qui assigne douze offices d'huissier au tribunal de première instance de Narbonne (Aude), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à onze.

5° Le décret du 2 avril 1864, qui assigne vingt-huit offices d'huissier au tribunal de première instance de Vienne (Isère), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à vingt-sept.

6° Le décret du 25 janvier 1865, qui assigne vingt-six offices d'huissier au tribunal de première instance du Puy (Haute-Loire), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à vingt-cinq.

7° Le décret du 15 septembre 1862, qui assigne trente-trois offices d'huissier au tribunal de première instance de Coutances (Manche), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à trente et un.

8° Le décret du 9 août 1864, qui assigne seize offices d'huissier au tribunal de première instance de Louhans (Saône-et-Loire), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à quinze. (*Vichy, 5 Août 1866.*)

N° 14,545. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° Le décret du 20 juillet 1858, qui assigne dix-sept offices d'huissier au tribunal de première instance du Blanc (Indre), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à quinze.

2° Le décret du 29 septembre 1862, qui assigne vingt-cinq offices d'huissier

sier au tribunal de première instance de Nevers (Nièvre), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à vingt-quatre. (*Saint-Cloud, 11 Août 1866.*)

N° 14,546. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Trécul* (*Georges-Louis-Charles*), propriétaire et maire au Bourgneuf-Saint-Agil, arrondissement de Vendôme (Loir-et-Cher), né à Chartres (Eure-et-Loir), le 4 février 1839, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *de Renusson*, et à s'appeler, à l'avenir, *Trécul de Renusson*.

2° L'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Saint-Cloud, 11 Août 1866.*)



Certifié conforme :

Paris, le 30^e Août 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie Impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N^o 1419.

N^o 14,547.— *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve une Déclaration signée, le 22 août 1866, entre la France et la Suisse, et en prescrit la publication.*

Du 25 Août 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

• ART. 1^{er}.

Une Déclaration ayant été signée à Paris, le 22 août de cette année, par notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse, ladite Déclaration, dont la teneur suit, est approuvée et sera insérée au Bulletin des lois.

DÉCLARATION.

Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français et le Gouvernement de la Confédération suisse désirant assurer l'exécution des articles 8 et 9 de la Convention du 30 juin 1864⁽¹⁾, sur les rapports de voisinage et sur la surveillance des forêts limitrophes, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus que les articles 8 et 9 de ladite Convention recevront leur application dans les deux Pays, à partir du 1^{er} septembre de la présente année.

En foi de quoi, ils ont dressé la présente Déclaration qu'ils ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le 22 Août 1866.

*Le Ministre des affaires étrangères
de Sa Majesté l'Empereur des Français,*

(L. S.) Signé DROUYN DE LHUYS.

*L'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse
près Sa Majesté l'Empereur des Français,*

(L. S.) Signé KERN.

⁽¹⁾ Bull. 1253, n^o 12,789.

7. Sont exempts des droits de péage :

Le préfet du département, le sous-préfet de l'arrondissement, ainsi que leurs gens et leurs voitures;

Les ministres des différents cultes reconnus par l'État, les magistrats de l'ordre judiciaire dans l'exercice de leurs fonctions et leurs greffiers;

Les ingénieurs et les conducteurs des ponts et chaussées, les agents voyers, les cantonniers, les employés des contributions indirectes, les agents forestiers, les préposés et agents des douanes, les employés des lignes télégraphiques, les commissaires de police, les gardes champêtres et la gendarmerie, dans l'exercice de leurs fonctions;

Les militaires de tout grade voyageant en corps ou séparément, à charge par eux, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service; les courriers du Gouvernement, les malles-poste, les facteurs ruraux faisant le service des postes de l'État, les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire; les élèves allant à l'école communale ainsi qu'à l'instruction religieuse ou en revenant;

Les prestataires avec leurs attelages se rendant sur les ateliers des chemins vicinaux pour la libération de leurs prestations et en revenant;

Les prévenus, accusés ou condamnés conduits par la force publique, ainsi que leur escorte, etc. (*Saint-Cloud, 11 Août 1866.*)



Certifié conforme :

Paris, le 31^e Août 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1420.

N° 14,551. — DÉCRET IMPÉRIAL portant répartition, par chapitres, des Suppléments de Crédits de l'exercice 1866.

Du 25 Août 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances;

Vu l'article 1^{er} du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu les lois du 8 juillet 1865, portant fixation du budget ordinaire et du budget extraordinaire de l'exercice 1866;

Vu notre décret du 28 octobre suivant⁽¹⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits de ces budgets;

Vu la loi du 18 juillet 1866, sur les suppléments de crédits dudit exercice 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

§ 1^{er}. — BUDGET ORDINAIRE.

ART. 1^{er}. Les suppléments de crédits ouverts à nos ministres pour le budget ordinaire de l'exercice 1866, par l'article 1^{er} de la loi du 18 juillet 1866, et montant à la somme totale de huit millions cinq cent quarante-quatre mille neuf cent soixante-sept francs cinquante-huit centimes (8,544,967⁵⁸), sont répartis, par chapitres, conformément à l'état A ci-annexé.

§ 2. — BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES.

2. Les suppléments de crédits affectés aux dépenses sur ressources spéciales de l'exercice 1866 et montant, d'après l'article 5 de la loi

⁽¹⁾ Bull. 1343, n° 13,738.

précitée, à la somme de huit mille francs (8,000'), sont répartis, par chapitres, conformément à l'état B ci-annexé.

§ 3. — BUDGET EXTRAORDINAIRE.

3. Les suppléments de crédits ouverts à nos ministres pour le budget extraordinaire de l'exercice 1866, par l'article 7 de la même loi, et montant à la somme de soixante-dix-sept millions soixante-huit mille cent quatre-vingt-quatorze francs trente-trois centimes (77,068,194'33"), demeurent répartis, par chapitres, conformément à l'état C ci-annexé.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances et nos ministres secrétaires d'État des autres départements sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 25 Août 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,
chargé de l'intérim du ministère des finances,*

Signé J. BAROCHÉ.

BUDGET ORDINAIRE.

État général, par chapitres, des suppléments de crédits accordés pour l'exercice 1866.

SECTIONS.	CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
			par chapitres.	par sections.
		SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
		MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.		
		SERVICE DES CULTES.		
		Cardinaux, archevêques et évêques.....	67,800'00'	67,800'00'
1 ^{re} section. Personnel du culte catholique.	3			
3 ^{re} section. Matériel et travaux du culte catholique.	9	Service intérieur des édifices diocésains..	45,000 00	45,000 00
		TOTAL pour le ministère de la justice et des cultes.....		112,800 00
		MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.		
3 ^{re} section. Dépenses variables et services temporaires.	7 15 16	Frais de service..... Subvention au fonds commun des chancel- leries consulaires..... Restauration de l'église Sainte-Anne, à Jérusalem	25,000 00 50,000 00 69,163 58	144,163 58
		MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.		
1 ^{re} section. Administration générale.	3	Traitements et indemnités des fonction- naires administratifs des départements.	267,000 00	267,000 00
4 ^{re} section. Sûreté publique.	11	Subvention à la ville de Paris pour la po- lice municipale.....	400,000 00	400,000 00
5 ^{re} section. Service des prisons.	15	Remboursements sur le produit du travail des condamnés.....	200,000 00	200,000 00
		TOTAL pour le ministère de l'intérieur.		867,000 00
		MINISTÈRE DE LA GUERRE ET GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.		
		DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
3 ^{re} section. Solde et entretien des troupes.	6	Solde et prestations en nature.....	2,526,245 00	2,526,245 00
4 ^{re} section. Matériel de l'artillerie et du génie.	15	Établissements et matériel du génie.....	1,200,000 00	1,200,000 00
		TOTAL pour les dépenses du ministère de la guerre.....		3,726,245 00
		DÉPENSES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.		
1 ^{re} section. Administration générale.	6	Commandement et administration des po- pulations arabes.....	70,400 00	70,400 00
3 ^{re} section. Service de la justice, de l'instruction publique et des cultes.	8	Instruction publique musulmane.....	17,247 00	37,247 00
Services financiers. Services maritimes.	10	Services financiers.....	20,000 00	
		TOTAL pour les dépenses du gouver- nement général de l'Algérie.....		107,647 00
		TOTAL pour le ministère de la guerre et le gouvernement général de l'Algérie.		3,833,892 00

SECTIONS.	CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
			par chapitres.	par sections.
MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.				
1 ^{re} section. États-majors.	4	États-majors et équipages	121,856 ^f	2,697,282 ^f
Équipages. Troupes.	5	Troupes	53,481	
Corps entretenus.	6	Corps entretenus et agents divers	189,510	
Hôpitaux et vivres.	7	Maistrance, gardiennage et surveillance..	4,968	
	8	Hôpitaux	38,571	
	9	Vivres	2,288,896	
4 ^{re} section. Écoles navales.				
Service hydrographique et scientifique.	14	Justice maritime	2,270	133,860
Frais d'impressions.	15	École navale et boursiers de la marine...	43,000	
Frais de voyages et dépenses diverses.	16	Service hydrographique et scientifique...	30,000	
Traitements temporaires.	17	Frais généraux d'impressions et achats de livres	25,000	
Chiourmes.	18	Frais de voyages et dépenses diverses	10,000	
	20	Chiourmes	23,590	
TOTAL pour le ministère de la marine et des colonies				2,831,142
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.				
4 ^{re} section. Instruction secondaire.	28	Lycées impériaux et collèges communaux.	237,970	237,970
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE , DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.				
2 ^{re} section. Personnel des services des travaux publics.	8	Personnel des agents affectés à la surveillance de la pêche fluviale	6,000	6,000
4 ^{re} section. Commerce, industrie.	13 b.	Exploration des gites métallifères du Mexique	50,000	376,000
Établissements thermaux.	13 t.	Expériences sur le rendement des sucres après le raffinage	200,000	
Services sanitaires.	13 q.	Enquête relative à la circulation monétaire et fiduciaire	15,000	
Secours aux colons de Saint-Dominique.	13 q.	Enquête relative aux sociétés coopératives.	30,000	
	15 b.	Vérification des étalons types des poids et mesures	75,000	
5 ^{re} section. Travaux ordinaires des ponts et chaussées. Matériel des mines.	26	Matériel des mines	92,000	92,000
TOTAL pour le ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics..				468,000
MINISTÈRE DE LA MAISON DE L'EMPEREUR ET DES BEAUX-ARTS.				
2 ^{re} section. Beaux-arts et théâtres.	11	Théâtres impériaux. — Subventions	50,000	50,000

RÉCAPITULATION

DES SUPPLÉMENTS DE CRÉDITS ACCORDÉS POUR LE BUDGET ORDINAIRE DE L'EXERCICE 1866.

MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits accordés.
Services généraux des ministères.	Ministère de la justice et des cultes. — Service des cultes.....	112,800 ^f 00 ^c
	Ministère des affaires étrangères.....	144,163 58
	Ministère de l'intérieur.....	867,000 00
	Ministère de la guerre et gouvernement gé- néral de l'Algérie... { Dépenses du ministère de la guerre 3,726,245 ^f Dépenses du gouvernement gé- néral de l'Algérie..... 107,647	3,833,891 00
	Ministère de la marine et des colonies.....	2,831,142 00
	Ministère de l'instruction publique.....	237,970 00
	Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	468,000 00
	Ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts.....	50,000 00
TOTAL des suppléments de crédits du budget ordinaire de l'exercice 1866..		8,544,967 58

ÉTAT B.

BUDGET SUR RESSOURCES SPÉCIALES.

État général, par chapitres, des suppléments de crédits accordés pour l'exercice 1866.

SECTIONS.	CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
			par chapitres.	par sections.
1 ^{re} section. (2 ^e partie.) Administration centrale.	1	MINISTÈRE DE LA GUERRE ET GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.		
		DÉPENSES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.		
		Frais de l'exposition permanente des pro- duits de l'Algérie, à Paris.....	8,000 ^f	8,000 ^f

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

• *État général, par chapitres, des suppléments de crédits accordés pour l'exercice 1866.*

SECTIONS.	CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
			par chapitres.	par sections.
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.				
3 ^e section. (2 ^e partie.) Service télégraphique.	2	Travaux neufs.....	100,000 ^f 00 ^f	100,000 ^f 00 ^f
6 ^e section. (2 ^e partie.) Subventions et secours.	8	Acquisition d'immeubles pour l'institution impériale des sourdes-muettes de Bor- deaux.....	160,000 00	160,000 00
TOTAL pour le ministère de l'intérieur.				260,000 00
MINISTÈRE DE LA GUERRE ET GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.				
DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA GUERRE.				
1 ^{re} section. (2 ^e partie.) Administration centrale.	3	Administration centrale. — Personnel....	9,000 00	12,500 00
Dépôt de la guerre.	4	Administration centrale. — Matériel.....	3,500 00	
2 ^e section. (2 ^e partie.) États-majors. Gen- darmérie.	5	États-majors.....	920,000 00	1,127,000 00
	6	Gendarmerie impériale.....	207,000 00	
3 ^e section. (2 ^e partie.) Solde et entretien des troupes.	7	Solde et prestations en nature.....	20,758,804 00	28,759,304 00
	8	Habillement et campement.....	1,952,500 00	
	9	Transports généraux.....	5,230,000 00	
	10	Justice militaire.....	70,000 00	
	11	Remonte générale.....	700,000 00	
	12	Harnachement.....	38,000 00	
4 ^e section. (2 ^e partie.) Matériel de l'artillerie et du génie.	1	Établissements et matériel de l'artillerie..	110,000 00	425,000 00
	2	Établissements et matériel du génie.....	315,000 00	
5 ^e section. (2 ^e partie.) Écoles militaires. — Invalides de la guerre. — Traite- ments temporaires et secours. — Dé- penses secrètes....	13	Dépenses secrètes.....	215,000 00	215,000 00
TOTAL pour les dépenses du ministère de la guerre.....				30,538,804 00
DÉPENSES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.				
2 ^e section. (2 ^e partie.) Administration générale.	7	Indemnités aux victimes de l'insurrection en Algérie et secours aux indigènes....	792,189 33	792,189 33
4 ^e section. (3 ^e partie.) Colonisation. Travaux publics.	1	Dessèchements, irrigations et forages....	945,000 00	12,500,000 00
	2	Routes et ponts, aqueducs, canaux, fon- taines et grande voirie.....	6,302,000 00	
	3	Ports, phares, fanaux.....	5,100,000 00	
	6	Reboisements et travaux forestiers.....	153,000 00	
TOTAL pour les dépenses du gouverne- ment général de l'Algérie.....				13,292,189 33
TOTAL pour le ministère de la guerre et le gouvernement général de l'Algérie.				43,830,993 33

SECTIONS.	CHAPITRES.	MINISTRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
			par chapitres.	par sections.
		MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.		
2 ^e section. (2 ^e partie.) États-majors. — Équi- pages. — Troupes.	7	États-majors et équipages.....	4,913,323 ^f	12,905,201 ^f
— Services spé- ciaux en Cochin- chine. — Corps en- tretenus. — Hôpi- taux et vivres.....	8	Troupes.....	823,235	
	9	Services spéciaux en Cochinchine.....	1,581,692	
	10	Hôpitaux.....	679,731	
	11	Vivres.....	4,902,220	
		§ 1^{er}. TRANSFORMATION DE LA FLOTTE.		
3 ^e section. (2 ^e partie.) Salaires d'ouvriers.	1	Approvisionnements généraux de la flotte.	Mémoire.	5,300,000
— Approvisionne- ments généraux. — Travaux hydrau- liques. — Poudres.	2	Travaux hydrauliques et bâtiments à terre		
		§ 2. ARMEMENTS EXTRAORDINAIRES.		
	3	Salaires d'ouvriers.....	1,510,000	
	4	Approvisionnements généraux de la flotte.	3,030,000	
	5	Travaux hydrauliques et bâtiments à terre.	300,000	
	6	Poudres.....	400,000	
4 ^e section. (2 ^e partie.) Écoles navales. — Service hydrogra- phique et scienti- fique. — Frais d'im- pressions. — Frais de voyages.....	12	Frais de voyages et dépenses diverses....	2,070,000	2,070,000
5 ^e section. (2 ^e partie.) Service colonial.	13	Matériel civil et militaire aux colonies....	225,000	475,000
	14	Subvention au service local des colonies..	250,000	
		TOTAL pour le ministère de la marine et des colonies.....		20,750,201
		MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.		
4 ^e section. (2 ^e partie.) Instruction secondaire.	5	Travaux au lycée de Grenoble.....	90,000	165,000
	6	École normale de Cluay.....	75,000	
5 ^e section. (3 ^e partie.) Instruction primaire.	7	Cours d'adultes.....	50,000	60,000
	8	In-ternité à M. Paul Dupont, éditeur du Journal des instituteurs.....	10,000	
		TOTAL pour le ministère de l'instruc- tion publique.....		225,000
		MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.		
	1	Établissement thermal d'Aix.....	355,000	10,122,000
	1 ^a	Construction d'une église, d'un presbytère et d'une mairie à Vichy.....	90,000	
	1 ^b	Établissement thermal de Nérès.....	120,000	
	1 ^c	Établissement thermal de Bourbonne....	100,000	
	1 ^d	Lazaret du Frioul.....	70,000	
	2	Lacunes des routes impériales.....	1,000,000	
	3	Rectifications des routes impériales.....	750,000	
	8	Amélioration des rivières.....	3,000,000	
	9	Établissement de canaux de navigation...	1,000,000	
	10	Travaux d'amélioration et d'achèvement des ports maritimes.....	5,000,000	
6 ^e section. Travaux extraor- dinares des routes et ponts, canaux, rivières et ports; travaux agricoles et autres.	11	Travaux d'amélioration agricole.....	510,000	
	13 b.	Installation de divers services de l'école des mines dans les nouvelles construc- tions nécessitées par l'ouverture du bou- levard Saint-Michel.....	127,000	
		A reporter.....		10,122,000

SECTIONS.	CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
			par chapitres.	par sections.
		Report.....		10,122,000 ^f
		MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS. (Suite.)		
7 ^e section. Chemins de fer.	15	Travaux exécutés par l'État.....	1,000,000 ^f	1,680,000
	16	Subventions aux compagnies concessionnaires de chemins de fer.....	680,000	
		TOTAL pour le ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.		11,802,000
		MINISTÈRE DE LA MAISON DE L'EMPEREUR ET DES BEAUX-ARTS.		
4 ^e section. Travaux extraordinaires.	3	Édifices publics.....	200,000	200,000

RÉCAPITULATION

DES SUPPLÉMENTS DE CRÉDITS ACCORDÉS POUR LE BUDGET EXTRAORDINAIRE DE L'EXERCICE 1866.

MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
Ministère de l'intérieur.....	260,000 ^f 00 ^c
Ministère de la guerre { Dépenses du ministère de la guerre. 30,538,804 ^f 00 ^c	43,830,993 33
et gouvernement général de l'Algérie. { Dépenses du gouvernement général de l'Algérie..... 13,293,189 33	
Ministère de la marine et des colonies.....	20,750,201 00
Ministère de l'instruction publique.....	225,000 00
Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	11,802,000 00
Ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts.....	200,000 00
TOTAL des suppléments de crédits du budget extraordinaire de l'exercice 1866.....	77,068,194 33

Vu pour être annexé au décret portant répartition, par chapitres, des suppléments de crédits des budget ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1866.

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,
chargé, par intérim, du ministère des finances,*

Signé J. BAROCHE.

N° 14,552. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget extraordinaire du Ministère de la Maison de l'Empereur et des Beaux-Arts, exercice 1866.

Du 25 Août 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport du ministre de notre Maison et des beaux-arts ;

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget des dépenses extraordinaires de l'exercice 1866 ;

Vu notre décret du 28 octobre 1865⁽¹⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits ouverts par la loi ci-dessus visée ;

Vu l'article 12, paragraphe 4, du sénatus-consulte du 25 décembre 1852 ;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861 ;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽²⁾ ;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 20 août 1866 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts sur les chapitres I et III du budget extraordinaire du ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts (exercice 1866), sont réduits d'une somme de cinq cent mille francs (500,000'), savoir :

CHAP. 1 ^{er} . Réunion du Louvre aux Tuileries, de.....	300,000'
— III. Édifices publics, de.....	200,000
SOMME ÉGALE.....	500,000

2. Le crédit ouvert au chapitre II du même budget, pour l'exercice 1866, intitulé : *Palais des Tuileries et manufacture de Sèvres*, est augmenté, par voie de virement, d'une somme de cinq cent mille francs (500,000').

3. Le ministre de notre Maison et des beaux-arts, et notre ministre des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 25 Août 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre des finances, par intérim,

Signé J. BAROCHE.

Le Maréchal de France, Ministre de la Maison
de l'Empereur et des beaux-arts,

Signé VAILLANT.

N° 14,553. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° La chambre de commerce de Dieppe (Seine-Inférieure) est autorisée à établir sur le quai sud du bassin Duquesne, au port de cette ville, une grue de la force de trente tonnes, destinée au chargement et au déchargement des voitures, chevaux, marchandises, etc., ainsi qu'au mâtage et au démâtage des navires.

2° La chambre de commerce sera tenue de faire toutes les dépenses nécessaires pour établir la grue et remettre dans leur état primitif les divers

⁽¹⁾ Bull. 1343, n° 13,738.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

ouvrages qu'elle serait obligée de démolir, sous la surveillance des agents de l'administration des ponts et chaussées. Elle devra prendre les mesures convenables pour éviter tous les accidents, dont elle sera toujours responsable.

Le jour où l'administration des ponts et chaussées procéderait à la reconstruction ou à la réparation des murs de quai au droit de la grue, la chambre de commerce devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour préserver son appareil de tout accident, sans entraver la marche des travaux; et, dans aucun cas, l'administration des ponts et chaussées ne sera responsable des avaries qui seraient la conséquence de cette reconstruction ou de cette réparation.

Quand la grue ne fonctionnera plus, elle devra être arrêtée parallèlement à l'arête du mur de quai, de façon à ne pas gêner la manœuvre du halage.

Elle ne devra, dans aucun cas, entraver le service des voies ferrées établies sur les quais.

Les abords seront tenus constamment propres, et les grues et leurs agrès en bon état.

3° L'usage de la grue sera livré au public à des conditions égales pour tous moyennant les prix fixés ci-après, dans l'ordre et suivant le rang d'inscription de chacun.

4° Le tarif des droits à percevoir par la chambre de commerce pour le chargement et le déchargement des divers colis, le mâtage et le démâtage des navires est fixé ainsi qu'il suit :

Chargement ou déchargement des colis ne dépassant pas mille kilogrammes, un franc, ci.....	1 ⁰⁰
Chargement ou déchargement des colis de mille un à cinq mille kilogrammes, un franc cinquante centimes, ci.....	1 50
Embarquement ou débarquement d'une voiture à quatre roues avec bagages, huit francs, ci.....	8 00
Embarquement ou débarquement d'une voiture à quatre roues sans bagages, sept francs, ci.....	7 00
Embarquement ou débarquement d'une voiture à deux roues avec ou sans bagages, quatre francs, ci.....	4 00
Embarquement ou débarquement d'un cheval, cinq francs, ci.....	5 00
Embarquement ou débarquement d'un âne, bœuf ou vache, un franc cinquante centimes, ci.....	1 50
Embarquement ou débarquement d'un porc ou d'un mouton, vingt-cinq centimes, ci.....	0 25

CHARGEMENT OU DÉCHARGEMENT DES BOIS DE CONSTRUCTION, MARBRES, ALBÂTRES, GRANITS, PIERRES DE TOUTE ESPÈCE ET MARCHANDISES AUTRES QUE MACHINES ET PIÈCES MÉTALLIQUES.

Colis du poids de cinq mille un à dix mille kilogrammes (par mille kilogrammes), deux francs cinquante centimes, ci.....	2 50
Colis du poids de dix mille un à quinze mille kilogrammes (par mille kilogrammes), trois francs, ci.....	3 00
Colis du poids de quinze mille un à vingt mille kilogrammes (par mille kilogrammes), quatre francs, ci.....	4 00
Colis du poids de vingt mille un à vingt-cinq mille kilogrammes (par mille kilogrammes), cinq francs, ci.....	5 00
Colis du poids de vingt-cinq mille un à trente mille kilogrammes (par mille kilogrammes), six francs, ci.....	6 00

CHARGEMENT OU DÉCHARGEMENT DES PIÈCES MÉTALLIQUES.

Colis du poids de cinq mille un à huit mille kilogrammes (par mille kilogrammes), cinq francs, ci.....	5 00
--	------

Colis du poids de huit mille un à douze mille kilogrammes (par mille kilogrammes), sept francs, ci.....	7 ⁰⁰
Colis du poids de douze mille un à seize mille kilogrammes (par mille kilogrammes), neuf francs, ci.....	9 00
Colis du poids de seize mille un à vingt mille kilogrammes (par mille kilogrammes), onze francs, ci.....	11 00
Colis du poids vingt mille un à vingt-cinq mille kilogrammes (par mille kilogrammes), treize francs, ci.....	13 00
Colis du poids de vingt-cinq mille un à trente mille kilogrammes (par mille kilogrammes), quinze francs, ci.....	15 00

CHARGEMENT OU DÉCHARGEMENT DES OBJETS CI-APRÈS :

Une chaloupe quelconque (par pièce), douze francs, ci.....	12 00
Bas mât (par pièce), dix francs, ci.....	10 00
Mât de hune ou vergue (par pièce), cinq francs, ci.....	5 00
Porte pièce de chêne (par pièce), huit francs, ci.....	8 00
Petite pièce de chêne (par pièce), quatre francs, ci.....	4 00
Mâtage ou démâtage des navires, hune comprise (par tonneau de jauge), vingt-cinq centimes, ci.....	0 25
Mâtage ou démâtage d'un grand mât ou d'un mât de misaine (par tonneau de jauge), douze centimes, ci.....	0 12
Mâtage ou démâtage d'un mât d'artimon ou de beaupré (par tonneau de jauge), six centimes, ci.....	0 06
Pour passer ou dépasser une hune, cinq francs, ci.....	5 00

Le chiffre de trente mille kilogrammes fixé pour la puissance réglementaire de cette grue comprend le poids des agrès à placer sur le crochet pour servir au levage.

La main-d'œuvre restera à la charge de ceux qui se serviront de la grue et qui seront, d'ailleurs, tenus d'employer le gardien de cet appareil en lui payant trente centimes par heure de travail, la chambre de commerce ne devant fournir comme apparaux que la chaîne, les poulies et deux estropes.

5° Le tarif qui précède pourra être révisé tous les cinq ans, moyennant l'accomplissement de formalités analogues à celles qui ont précédé son adoption.

6° En cas de besoin, le service des ponts et chaussées pourra faire usage de la grue sans paiement de location et nonobstant toute inscription antérieure, sans pouvoir toutefois interrompre un chargement ou un déchargement commencé.

7° La concession du tarif indiqué à l'article 4 ci-dessus est faite en faveur de la chambre de commerce de Dieppe pour une période de quatre-vingt-dix-neuf années, à compter de la date du décret de concession. Toutefois, si l'administration jugeait utile de déplacer ou même de supprimer la grue, elle devrait être enlevée à la première sommation, sans aucune indemnité, aux frais de la chambre de commerce.

8° La chambre de commerce payera à l'État, pour l'emplacement de la grue, une redevance annuelle fixée à cinq francs.

9° Le poids maximum que pourra soulever la grue sera indiqué sur les deux côtés de la flèche en chiffres et lettres blancs sur fond bleu de dix à douze centimètres de hauteur. Toute avarie résultant de l'enlèvement de poids supérieurs restera à la charge des personnes qui auront ainsi employé la grue.

10° Le tarif stipulé ci-dessus pourra être abaissé par la chambre de commerce pour une ou plusieurs classes de marchandises; les réductions ainsi consenties devront être appliquées à tous les produits placés dans des con-

ditions similaires; ces réductions devront, d'ailleurs, être homologuées par des arrêtés du préfet de la Seine-Inférieure.

Les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai d'un an.

11° A l'expiration de la concession, la grue établie par la chambre de commerce deviendra la propriété de l'État.

La chambre de commerce sera tenue de la remettre, ainsi que ses dépendances, en parfait état d'entretien.

12° L'administration se réserve le droit d'établir, pour son usage, dans toutes les parties du port, toute espèce de machines ou appareils de la nature de la grue autorisée par le présent décret et de concéder l'établissement de machines de cette nature, avec ou sans droit de péage, sans que la chambre de commerce puisse réclamer aucune indemnité.

13° Le décret du 8 janvier 1862⁽¹⁾, lequel autorisait la chambre de commerce de Dieppe à établir deux grues, l'une de cinq tonnes, l'autre de vingt-cinq tonnes, est et demeure rapporté. (*Paris, 2 Juin 1866.*)

⁽¹⁾ Bull. 1023, n° 10,206.



Certifié conforme :

Paris, le 3^e Septembre 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHÉ.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1421.

N° 14,554. — DÉCRET IMPÉRIAL qui, 1° déclare d'utilité publique l'établissement de Chemins de fer de Paray-le-Monial à Mâcon et de Châlon à Lons-le-Saunier; 2° approuve le Traité passé, le 26 août 1865, pour la construction et l'exploitation de ces Chemins de fer.

Du 16 Juin 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les avant-projets présentés pour l'exécution des chemins de fer d'intérêt local de Paray-le-Monial à Mâcon et de Châlon à Lons-le-Saunier;

Vu les dossiers de l'enquête d'utilité publique à laquelle ces avant-projets ont été soumis dans le département de Saône-et-Loire, et notamment les avis des commissaires d'enquête, en date des 18 mars et 4 décembre 1865;

Vu l'enquête ouverte dans le département du Jura, pour la partie de la ligne de Châlon à Lons-le-Saunier comprise dans ce département, et notamment l'avis de la commission d'enquête, du 25 novembre 1865;

Vu le procès-verbal des conférences tenues avec le génie militaire, les 15 avril, 11 juillet et 11 août 1865;

Vu la délibération, en date du 26 août 1865, par laquelle le conseil général du département de Saône-et-Loire a approuvé l'établissement desdits chemins, ainsi que le traité, en date du même jour, passé avec le sieur Mangini (Lucien), agissant au nom des sieurs Lazare Mangini, et le projet de cahier des charges y annexé;

Vu les délibérations par lesquelles les conseils généraux des départements de Saône-et-Loire et du Jura et les conseils municipaux des communes intéressées ont voté, à titre de subvention, une somme s'élevant à six millions quatre cent mille francs;

Vu la délibération du conseil général du Jura, en date du 26 août 1865, qui approuve l'établissement de la partie de la ligne susmentionnée de Châlon à Lons-le-Saunier, pour la partie comprise dans ledit département, ainsi que l'engagement pris spécialement par le sieur Mangini, relativement à cette portion de ligne, dans une déclaration en date du 15 décembre 1865;

Vu la convention intervenue, le 2 janvier 1866, entre les préfets de Saône-et-Loire et du Jura, agissant au nom de leurs départements respectifs, en ce qui concerne la construction et l'exploitation de la section ci-dessus de la ligne de Châlon à Lons-le-Saunier située dans le Jura;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 19 février 1866;

Vu la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

Fait la loi du 12 juillet 1866, sur les chemins de fer d'intérêt local;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852, article 4;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement :

1^o D'un chemin de fer de Paray-le-Monial à Mâcon;

2^o D'un chemin de fer de Châlon à Lons-le-Saunier.

Les départements de Saône-et-Loire et du Jura sont autorisés, chacun en ce qui le concerne, à pourvoir à l'exécution de ces chemins, comme chemins de fer d'intérêt local, suivant les dispositions de la loi du 12 juillet 1866.

2. Est approuvé le traité passé, le 26 août 1865, entre le département de Saône-et-Loire et le sieur Mangini (Lacien), agissant au nom des sieurs Lazare Mangini, pour l'exécution et l'exploitation des chemins susénoncés, ainsi que le cahier des charges annexé audit décret; ledit traité étant complété, en ce qui concerne le prolongement dans le département du Jura de la ligne de Châlon à Lons-le-Saunier, par la déclaration du sieur Mangini, es noms qu'il agit, en date du 15 novembre 1865.

Des copies certifiées du traité et du cahier des charges susmentionnés resteront annexées au présent décret.

3. Il est alloué sur les fonds du trésor, par application de l'article 5 de la loi précitée :

1^o Au département de Saône-et-Loire, une subvention de deux millions (2,000,000'), applicable à la fois à l'établissement des deux chemins de fer de Paray-le-Monial à Mâcon et de Châlon à Lons-le-Saunier;

2^o Au département du Jura, une somme de deux cent mille francs (200,000'), applicable à la partie du chemin de fer de Châlon à Lons-le-Saunier à établir sur son territoire.

Ces subventions seront versées en huit termes semestriels égaux, dont le premier terme sera payé le 1^{er} février 1867.

Chacun desdits départements devra justifier, avant le paiement de chaque terme, d'une dépense en travaux, approvisionnements et acquisitions de terrains triple de la somme à recevoir.

Le dernier terme ne sera payé qu'après l'achèvement complet des travaux.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et de l'agriculture, du commerce et des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Juin 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉZIE.

Traité relatif à l'établissement de deux chemins de fer d'intérêt local : le premier, de Paray-le-Monial à Mâcon; le second, de Châlon à Lons-le-Saunier.

Entre M. Charles de la Guéronnière, préfet du département de Saône-et-Loire, agissant au nom du département.

D'une part;

Et M. Lucien Mangini, agissant au nom de MM. Lasare Mangini,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Art. 1^{er}. M. de la Guéronnière, au nom du département de Saône-et-Loire, concède à M. Lucien Mangini, des noms qu'il agit, la construction et l'exploitation de deux chemins de fer à établir et tendant, l'un, de Mâcon à Paray-le-Monial; l'autre, de Châlon à Lons-le-Saunier, le tout aux conditions du cahier des charges ci-annexé.

2. De son côté, M. Lucien Mangini, des noms qu'il agit, s'engage à exécuter à ses frais, risques et périls, les deux chemins qui sont l'objet de la présente concession, et à se conformer, pour la construction et l'exploitation desdits chemins, aux clauses et conditions du cahier des charges ci-dessus mentionné.

3. M. Lucien Mangini, des noms qu'il agit, s'engage, en outre, s'il obtient dans un délai de deux ans la concession qu'il sollicite d'un chemin de fer partant de Bourg, passant par ou près Saint-Trivier, Romanay, Cuiseaux, et aboutissant à un point de la ligne de Châlon à Lons-le-Saunier; à continuer lesdits chemins dans la traversée du département de Saône-et-Loire, sans subvention et sous la seule condition que les terrains nécessaires aux chemins de fer et à leurs dépendances lui seront cédés gratuitement.

4. M. Lucien Mangini, des noms qu'il agit, recevra, à titre de subvention, suivant les conditions réglées par le cahier des charges, une somme de huit millions, tant sur les ressources propres du département que sur les sommes attribuées par l'État en conformité de la loi du 12 juillet 1865.

Cette subvention sera augmentée d'une somme égale à l'excédant de dépenses qu'entraîne le tracé direct sur Lons-le-Saunier comparé à celui de Cuiseaux. Cette somme sera prélevée sur les fonds votés par le conseil général du Jura, à moins que ce département n'exécute lui-même les travaux situés sur son territoire, auquel cas M. Lucien Mangini, des noms qu'il agit, s'oblige à les considérer à l'égal de l'augmentation de subvention susmentionnée. Il mettrait alors cette portion de la ligne dans les mêmes conditions d'exploitation que le reste du chemin et l'exploiterait de la même façon.

5. La présente convention est passée à titre provisoire et ne sera définitive qu'après l'approbation du conseil général du département et le décret impérial à intervenir, déclaratif d'utilité publique.

M. Lucien Mangini, des noms qu'il agit, déclare accepter la somme de six cent mille francs pour supplément de subvention de la ligne de Châlon-sur-Saône, qu'il doit conduire directement sur la gare de Lons-le-Saunier au lieu de conduire ladite ligne à la gare de Cuiseaux, lieu indiqué dans le premier projet.

Fait à Mâcon, le 25 Août 1865.

Représenté par :

Signé LUCIEN MANGINI.

Le Préfet de Saône-et-Loire,

Signé CH. DE LA GUÉRONNIÈRE.

Enregistré à Mâcon, le 2 septembre 1865, s. s. p. folio 184 recto, case 5, etc.
Reçu deux francs; un décime et demi, trente centimes.

Signé DUMONT.

Vu pour être annexé au décret impérial en date du 16 juin 1866, enregistré sous le n° 43a.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉRIC.

*Cahier des charges de la concession des chemins de fer de Mâcon à Paray-le-Monial
et de Châlon à Lons-le-Saunier.*

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

ART. 1^{er}. La concession à laquelle s'applique le présent cahier des charges comprend les chemins de Mâcon à Paray-le-Monial et de Châlon à la ligne du Jura.

Les tracés de ces chemins sont déterminés de la manière suivante :

Le chemin de Mâcon à Paray partira d'un point pris sur la ligne du chemin de fer de Paris à Lyon, en un point qui sera déterminé par l'administration, et sera compris entre la gare de Mâcon et le deuxième kilomètre au delà de cette gare. Il suivra la vallée de la Petite-Grosne, traversera le faîte dit *du Bois-Clair*, pour descendre dans la vallée de la Grande-Grosne, près de Cluny, à une distance du pont de l'Étang qui ne pourra être plus grande que deux kilomètres; de ce point, il remontera la vallée de la même rivière et traversera le faîte dit *des Vaux* et descendra dans la vallée de la Semence, passera par Charolles et viendra aboutir au chemin de Chagny à Moulins, près de la gare de Paray, en un point qui sera déterminé par l'administration.

Le chemin de Châlon au Jura partira de la gare de Châlon et de celle de Saint-Cosme, traversera la Saône en amont ou en aval de la ville, s'étendra sur les plateaux de la Bresse, traversera la ville de Louhans et ira se souder au chemin de Bourg à Lons-le-Saunier, en un point qui sera ultérieurement déterminé.

2. Les travaux devront être commencés dans un délai de six mois, à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique, et terminés dans un délai de quatre ans, à partir de la même date, de manière à ce que les chemins soient praticables et exploités, dans toutes leurs parties, à l'expiration de ce dernier délai.

3. Aucun travail ne pourra être entrepris, pour l'établissement des chemins de fer et de leurs dépendances, qu'avec l'autorisation préfectorale.

A cet effet, les projets de tous les travaux à exécuter seront dressés en double expédition, soumis à l'approbation de l'administration supérieure pour ce qui concerne la grande voirie, et du préfet pour ce qui concerne la petite.

L'administration et le préfet pourront y introduire les modifications qu'ils jugeront nécessaires.

L'une de ces expéditions sera remise à la compagnie avec le visa du préfet; l'autre restera dans les bureaux de la préfecture.

La compagnie pourra prendre copie de tous les plans, nivellements et devis qui ont été antérieurement dressés aux frais du département.

4. Le tracé et le profil des chemins de fer seront arrêtés sur la production de projets d'ensemble comprenant, pour les lignes entières ou pour chaque section de ces lignes :

1^o Un plan général à l'échelle de un dix-millième;

2^o Un profil en long à l'échelle de un cinq-millième pour les longueurs et de un millième pour les hauteurs, dont les cotes seront rapportées au niveau moyen de la mer, pris pour plan de comparaison;

La longueur et l'inclinaison de chaque pente ou rampe;

3^o Un certain nombre de profils en travers, y compris le profil type de la voie;

4^o Un mémoire dans lequel seront justifiées toutes les dispositions essentielles du projet et un devis descriptif dans lequel seront reproduites, sous forme de tableaux, les indications relatives aux déclivités et aux courbes déjà données sur le profil en long.

La position des gares et des stations projetées, celle des cours d'eau et des voies de communication traversés par les chemins de fer, des passages, soit à niveau, soit en dessus, soit en dessous de la voie ferrée, devront être indiquées tant sur le plan que sur le profil en long; le tout sans préjudice des projets à fournir pour chacun de ces ouvrages.

5. Les terrains seront acquis, les terrassements et les ouvrages d'art seront exécutés pour une seule voie.

La compagnie concessionnaire pourra toutefois acquérir les terrains pour deux voies, si elle le juge convenable, et faire, immédiatement ou plus tard, les terrassements et ouvrages d'art nécessaires à la seconde voie.

6. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être de un mètre quarante-quatre (1^m,44) à un mètre quarante-cinq centimètres (1^m,45). Dans les parties

à deux voies, la largeur de l'entrevoie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera de deux mètres (2^m,00) au moins.

La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre le bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de un mètre (1^m,00) au moins.

La largeur en couronne du profil en travers sera de cinq mètres (5^m,00).

La compagnie établira le long du chemin de fer les fossés ou rigoles qui seront nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les circonstances locales, sur les propositions de la compagnie.

7. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à trois cents mètres pour le chemin de Mâcon à Paray, et à cinq cents mètres pour le chemin de Châlon au Jura. Une partie droite de cent mètres au moins de longueur devra être ménagée entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles seront dirigées en sens contraire.

Le maximum de l'inclinaison des pentes et rampes est fixé à vingt millimètres (0^m,020) pour le chemin de Mâcon à Paray, et à dix millimètres (0^m,010) pour celui de Châlon au Jura.

Une partie horizontale de cent mètres au moins devra être ménagée entre deux déclivités consécutives, lorsque ces déclivités se succéderont en sens contraire et de manière à verser leurs eaux au même point.

Toutefois, aux abords de Châlon et de Lons-le-Saunier, il sera toléré des inclinaisons de quinze millimètres (0^m,015), des rayons de courbure de trois cent cinquante mètres et des parties droites de soixante-quinze mètres entre deux courbes consécutives dirigées en sens contraire.

La compagnie aura la faculté de proposer aux dispositions de cet article et à celles de l'article précédent les modifications qui lui paraîtraient utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable de l'administration.

8. Si des gares d'évitement sont reconnues nécessaires, leur nombre, leur étendue et leur emplacement seront déterminés par le préfet, la compagnie entendue.

Le nombre des voies sera augmenté, s'il y a lieu, dans les gares et aux abords de ces gares, conformément aux décisions qui seront prises par le préfet, la compagnie entendue.

Le nombre et l'emplacement des stations de voyageurs et des gares de marchandises seront également déterminés par le préfet, sur les propositions de la compagnie, après une enquête spéciale.

La compagnie sera tenue, préalablement à tout commencement d'exécution, de soumettre au préfet le projet desdites gares, lequel se composera :

1° D'un plan, à l'échelle de un cinq-centième, indiquant les voies, les quais, les bâtiments et leur distribution intérieure, ainsi que la disposition de leurs abords;

2° D'une élévation des bâtiments à l'échelle de un centimètre par mètre;

3° D'un mémoire descriptif dans lequel les dispositions essentielles du projet seront justifiées.

9. La compagnie sera tenue de rétablir les communications interrompues par le chemin de fer, suivant les dispositions qui seront approuvées par l'administration.

10. Lorsque les chemins de fer devront passer au-dessus d'une route impériale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du viaduc sera fixée par l'administration supérieure pour les routes, et par le préfet pour les chemins, en tenant compte des circonstances locales; mais cette ouverture ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m,00) pour la route impériale, à sept mètres (7^m,00) pour la route départementale, à cinq mètres (5^m,00) pour un chemin vicinal de grande communication, et à quatre mètres (4^m,00) pour un simple chemin vicinal.

Pour les viaducs de forme cintrée, la hauteur sous clef, à partir du sol de la route, sera de cinq mètres (5^m,00) au moins. Pour ceux qui seront formés de poutres horizontales en bois ou en fer, la hauteur sous poutre sera de quatre mètres trente centimètres (4^m,30) au moins.

La largeur entre les têtes sera au moins de quatre mètres (4^m,00).

11. Lorsque les chemins de fer devront passer au-dessous d'une route impériale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapets du pont qui supportera la route ou le chemin sera fixée par l'administration supérieure pour les routes et par le préfet pour les chemins, en tenant compte des circonstances locales;

mais cette largeur ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m,00) pour la route impériale, à sept mètres (7^m,00) pour la route départementale, à cinq mètres (5^m,00) pour un chemin vicinal de grande communication, et à quatre mètres (4^m,00) pour un simple chemin vicinal.

L'ouverture du pont entre les culées sera au moins de quatre mètres (4^m,00) et la distance verticale ménagée au-dessus des rails extérieurs de chaque voie pour le passage des trains ne sera pas inférieure à quatre mètres quatre-vingts centimètres (4^m,80) au moins.

12. Dans le cas où des routes impériales ou départementales, ou des chemins vicinaux, ruraux ou particuliers, seraient traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails devront être posés sans aucune saillie ni dépression sur la surface de ces routes, et de telle sorte qu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation des voitures.

Le croisement à niveau des chemins de fer et des routes ne pourra s'effectuer sous un angle de moins de quarante-cinq degrés.

Chaque passage à niveau sera muni de barrières; il y sera, en outre, établi une maison de garde toutes les fois que l'utilité en sera reconnue par le préfet.

La compagnie devra soumettre à l'approbation préfectorale les projets types de ces barrières.

13. Lorsqu'il y aura lieu de modifier l'emplacement ou le profil des routes existantes, l'inclinaison des pentes et rampes sur les routes modifiées ne pourra excéder trois centimètres (0^m,03) par mètre pour les routes impériales ou départementales, et cinq centimètres (0^m,05) pour les chemins vicinaux. L'administration restera libre, toutefois, d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à cette clause, comme à celle qui est relative à l'angle de croisement des passages à niveau.

14. La compagnie sera tenue de rétablir et d'assurer à ses frais l'écoulement de toutes les eaux dont le cours serait arrêté, suspendu ou modifié par ces travaux.

Les viaducs à construire à la rencontre des rivières, des canaux et des cours d'eau quelconques auront au moins quatre mètres (4^m,00) entre les têtes.

La hauteur et le débouché de chacun d'eux seront déterminés, dans chaque cas particulier, par l'administration, suivant les circonstances locales.

15. Les souterrains à établir pour le passage du chemin de fer auront au moins quatre mètres cinquante centimètres (4^m,50) de largeur entre les pieds-droits au niveau des rails et cinq mètres cinquante centimètres (5^m,50) de hauteur sous clef au-dessus de la surface des rails. La distance verticale entre l'intrados et le dessus des rails extérieurs de chaque voie ne sera pas inférieure à quatre mètres quatre-vingts centimètres (4^m,80). L'ouverture des puits d'aérage et de construction des souterrains sera entourée d'une margelle en maçonnerie de deux mètres (2^m,00) de hauteur. Cette ouverture ne pourra être établie sur aucune voie publique.

16. A la rencontre des cours d'eau flottables ou navigables, la compagnie sera tenue de prendre toutes les mesures et de payer tous les frais nécessaires pour que le service de la navigation ou du flottage n'éprouve ni interruption ni entrave pendant l'exécution des travaux.

A la rencontre des routes impériales ou départementales et des autres chemins publics, il sera construit des chemins et ponts provisoires, par les soins et aux frais de la compagnie, partout où cela sera jugé nécessaire pour que la circulation n'éprouve ni interruption ni gêne.

Avant que les communications existantes puissent être interceptées, une reconnaissance sera faite par les ingénieurs du service ordinaire du département à l'effet de constater si les ouvrages provisoires présentent une solidité suffisante et s'ils peuvent assurer le service de la circulation.

Un délai sera fixé par le préfet pour l'exécution des travaux définitifs destinés à rétablir les communications interceptées.

17. La compagnie n'emploiera, dans l'exécution des ouvrages, que des matériaux de bonne qualité; elle sera tenue de se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre des divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers, seront en maçonnerie ou en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration préfectorale.

18. Les voies seront établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront des rails du système Vignole, éclissés, du poids de trente-trois kilogrammes au moins chacun par mètre courant. Ils seront posés sur des traverses en chêne espacées entre elles d'un mètre d'axe en axe.

Le ballast sera en pierre cassée pour le chemin de Mâcon à Paray, et en pierre cassée ou en gravier de la Saône pour le chemin de Châlon au Jura. Il aura cinquante centimètres d'épaisseur et cubera deux mètres par mètre courant.

La compagnie concessionnaire pourra proposer aux dispositions de cet article les modifications qu'elle jugera utiles, mais qui ne pourront être adoptées qu'après l'approbation de l'administration.

19. Les chemins de fer seront séparés des propriétés riveraines par des murs, haies ou toute autre clôture, partout où la compagnie n'en aura pas été dispensée par le préfet.

20. Tous les terrains nécessaires pour l'établissement des chemins de fer et de leurs dépendances, pour la déviation des voies de communication et des cours d'eau déplacés, et, en général, pour l'exécution des travaux, quels qu'ils soient, auxquels cet établissement pourra donner lieu, seront achetés et payés par la compagnie concessionnaire.

Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usines, et pour tous dommages quelconques résultant des travaux, seront supportées et payées par la compagnie.

21. L'entreprise étant d'utilité publique, la compagnie est investie, pour l'exécution des travaux dépendant de sa concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc., et elle demeure en même temps soumise à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de ces lois et règlements.

22. Dans les limites de la zone frontière et dans le rayon de servitude des enceintes fortifiées, la compagnie sera tenue, pour l'étude et l'exécution de ses projets, de se soumettre à l'accomplissement de toutes les formalités et de toutes les conditions exigées par les lois, décrets et règlements concernant les travaux mixtes.

23. Si les lignes des chemins de fer traversent un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, l'administration déterminera les mesures à prendre pour que l'établissement des chemins de fer ne nuise pas à l'exploitation de la mine, et, réciproquement, pour que, le cas échéant, l'exploitation de la mine ne compromette pas l'existence des chemins de fer.

Les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine, à raison de la traversée des chemins de fer, et tous les dommages résultant de cette traversée pour les concessionnaires de la mine, seront à la charge de la compagnie.

24. Si les chemins de fer doivent s'étendre sur des terrains renfermant des carrières ou les traverser souterrainement, ils ne pourront être livrés à la circulation avant que les excavations qui pourraient en compromettre la solidité aient été remblayées ou consolidées. L'administration préfectorale déterminera la nature et l'étendue des travaux qu'il conviendra d'entreprendre à cet effet, et qui seront d'ailleurs exécutés par les soins et aux frais de la compagnie.

25. Pour l'exécution des travaux, la compagnie se soumettra aux décisions ministérielles concernant l'interdiction du travail les dimanches et jours fériés.

26. La compagnie exécutera les travaux par des moyens et des agents à son choix, mais en restant soumise au contrôle et à la surveillance de l'administration préfectorale.

Ce contrôle et cette surveillance auront pour objet d'empêcher la compagnie de s'écarter des dispositions prescrites par le cahier des charges et de celles qui résulteront des projets approuvés.

27. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties de chemins de fer susceptibles d'être livrées utilement à la circulation, il sera procédé, sur la demande de la compagnie, à la reconnaissance et, s'il y a lieu, à la réception provisoire de ces travaux par un ou plusieurs commissaires désignés par le préfet.

Sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en exploitation des parties dont il s'agit; après cette autorisation, la compagnie pourra mettre lesdites parties en service et y percevoir les taxes ci-après

déterminées. Toutefois, ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitive des chemins de fer.

28. Après l'achèvement total des travaux, et dans le délai qui sera fixé par l'administration, la compagnie sera faire à ses frais un bornage contradictoire et un plan cadastral des chemins de fer et de leurs dépendances. Elle sera dresser également à ses frais, et contradictoirement avec l'administration préfectorale, un état descriptif de tous les ouvrages d'art qui auront été exécutés; ledit état accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de tous lesdits ouvrages.

Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral, de l'état descriptif et de l'atlas, sera dressée aux frais de la compagnie et déposée dans les archives de la préfecture.

Les terrains acquis par la compagnie postérieurement au bornage général, en vue de satisfaire aux besoins de l'exploitation, et qui par cela même deviendront partie intégrante des chemins de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires, et seront ajoutés sur le plan cadastral; addition sera également faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à leur rédaction.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

29. Les chemins de fer et toutes leurs dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Les frais d'entretien et ceux auxquels donneront lieu les réparations ordinaires et extraordinaires seront entièrement à la charge de la compagnie.

Si les chemins de fer, une fois achevés, ne sont pas constamment entretenus en bon état, il y sera pourvu d'office à la diligence de l'administration préfectorale et aux frais de la compagnie, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions indiquées ci-après dans l'article 39.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra exécutoires.

30. Le préfet déterminera, sur la proposition de la compagnie, ou elle entendue, les points où des gardiens devront être établis pour assurer la sécurité du passage des trains sur la voie et celle de la circulation ordinaire sur les points où les chemins de fer seront traversés à niveau par des routes ou chemins. Les frais d'établissement et d'entretien de ces gardiens seront à la charge de la compagnie.

31. Les machines locomotives seront construites sur les meilleurs modèles; elles devront consumer leur fumée et satisfaire à toutes les conditions prescrites pour la mise en service de ce genre de machines.

Les voitures de voyageurs seront suspendues sur ressorts et garnies de banquettes.

Il y en aura de trois classes :

1° Celles de première classe seront couvertes, garnies, fermées à glaces et munies de rideaux;

2° Celles de deuxième classe seront couvertes, fermées à glaces et à vitres, munies de rideaux et auront des banquettes rembourrées;

3° Celles de troisième classe seront couvertes, fermées à vitres, munies soit de rideaux, soit de persiennes, et auront des banquettes à dossier.

Le préfet déterminera, sur la proposition de la compagnie, ou elle entendue, les trains qui pourront ne contenir que des voitures de deuxième et de troisième classe.

L'intérieur de chacun des compartiments de toute classe contiendra l'indication du nombre des places de ce compartiment.

L'administration pourra exiger qu'un compartiment de chaque classe soit réservé dans les trains de voyageurs aux femmes voyageant seules.

Toutes les parties du matériel roulant seront de bonne et solide construction et seront constamment entretenues en bon état.

32. Des arrêtés préfectoraux, rendus après que la compagnie aurait été entendue, détermineront les mesures et les dispositions nécessaires pour assurer la police et l'exploitation des chemins de fer, ainsi que la conservation des ouvrages qui en dépendent.

Toutes les dépenses qu'entraînera l'exécution des mesures prescrites en vertu de ces arrêtés seront à la charge de la compagnie.

La compagnie sera tenue de soumettre à l'approbation préfectorale les règlements relatifs au service et à l'exploitation des chemins de fer.

Des arrêtés préfectoraux détermineront, sur la proposition de la compagnie, le minimum et le maximum de vitesse des convois de voyageurs et de marchandises, ainsi que la durée du trajet.

33. Pour tout ce qui concerne l'entretien et les réparations des chemins de fer et de leurs dépendances, l'entretien du matériel et le service de l'exploitation, la compagnie sera soumise au contrôle et à la surveillance de l'administration.

Outre la surveillance ordinaire, le préfet déléguera, aussi souvent qu'il le jugera utile, un ou plusieurs commissaires pour reconnaître et constater l'état des chemins de fer, de leurs dépendances et du matériel.

TITRE III.

DURÉE, RACHAT ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

34. La durée de la concession pour les deux lignes mentionnées à l'article 1^{er} du présent cahier des charges sera de quatre-vingt-dix-neuf ans (99 ans). Elle commencera à courir à l'expiration du délai fixé pour l'achèvement des travaux par l'article 2 dudit cahier des charges.

35. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, le département sera subrogé à tous les droits de la compagnie sur les chemins de fer et leurs dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

La compagnie sera tenue de lui remettre en bon état d'entretien les chemins de fer et tous les immeubles qui en dépendent, quelle qu'en soit l'origine, tels que les bâtiments des gares et stations, les remises, ateliers et dépôts, les maisons de garde, etc. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant également desdits chemins, tels que les barrières et clôtures, les voies, changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus des chemins de fer et de les employer à rétablir en bon état les chemins de fer et leurs dépendances, si la compagnie ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, le département sera tenu, si la compagnie le requiert, de reprendre tous ces objets sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts, et réciproquement, si le département le requiert, la compagnie sera tenue de les céder de la même manière.

Toutefois, le département ne pourra être tenu de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation des chemins pendant six mois.

36. A toute époque après l'expiration des quinze premières années de la concession, le département aura la faculté de racheter la concession entière des chemins de fer.

Pour régler le prix du rachat, on relèvera les produits nets annuels obtenus par la compagnie pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée à la compagnie pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

La compagnie recevra, en outre, dans les trois mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels elle aurait droit à l'expiration de la concession, selon l'article 35 ci-dessus.

37. Si la compagnie n'a pas commencé les travaux dans le délai fixé par l'article 2, elle sera déchue de plein droit, sans qu'il y ait lieu à aucune notification ou mise en demeure préalable.

Dans ce cas, la somme de quatre cent mille francs qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 62, à titre de cautionnement, deviendra la propriété du département et lui restera acquise.

38. Faute par la compagnie d'avoir terminé les travaux dans le délai fixé par l'ar-

ticle 2, faute aussi par elle d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, elle encourra la déchéance.

Tous les travaux exécutés, tous les matériaux approvisionnés et toutes les parties des chemins de fer déjà livrées à l'exploitation, avec leur matériel, appartiendront au département, qui avisera aux moyens à employer pour la continuation et l'achèvement des ouvrages et pour toutes les conditions de l'exploitation.

La compagnie sera déchue de tous droits, sans aucune indemnité. La compagnie n'aura pas droit à la partie de la subvention qui n'aura pas été payée et la partie du cautionnement qui n'aura pas encore été restituée deviendra la propriété du département.

39. Si l'exploitation des chemins de fer, ou de l'un d'entre eux, vient à être interrompue en totalité ou en partie, le préfet prendra immédiatement, aux frais et risques de la compagnie, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, la compagnie n'a pas valablement justifié qu'elle est en état de reprendre et de continuer l'exploitation, et si elle ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le préfet. La compagnie sera déchue de tous droits et il sera procédé ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

Les dispositions du présent article et celles des deux articles précédents cesseraient d'être applicables, et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

SUBVENTIONS, TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

40. Pour indemniser la compagnie des travaux et dépenses qu'elle s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'elle en remplira exactement toutes les obligations, le département lui accorde :

1° La subvention déterminée par la convention du 25 août 1865, enregistrée le 2 septembre suivant, laquelle sera payée suivant le mode indiqué ci-après ;

2° L'autorisation de percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport déterminés par le tarif écrit à l'article 42 ci-dessous.

41. La somme constituant la subvention sera payée en huit paiements semestriels égaux, dont le premier pourra avoir lieu six mois après la date du décret déclaratif d'utilité publique. La compagnie devra justifier, avant le paiement de chaque terme, de l'emploi, en achat de terrains ou en travaux et approvisionnements sur place, d'une somme double du montant total des sommes à percevoir et déjà perçues.

Le dernier versement ne sera fait qu'après l'ouverture et la mise en exploitation des deux chemins concédés à la compagnie.

42. Le tarif des droits que la compagnie concessionnaire est autorisée à percevoir est le suivant :

TARIF.
1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

Voyageurs.. { Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces
(1^{re} classe).....
Voitures couvertes, fermées à glaces, et à banquettes
rembourrées (2^e classe).....
Voitures couvertes et fermées à vitres (3^e classe).....

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 067	0 033	0 10
0 050	0 025	0 075
0 037	0 018	0 055

		PRIX		
		de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
		fr. s.	fr. c.	fr. s.
Enfants....	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.			
	De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.			
Chiens transportés dans les trains de voyageurs.....		0 010	0 005	0 015
(Sans que la perception puisse être inférieure à 0 ^e 30 ^e .)				
<i>Petite vitesse.</i>				
Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....		0 07	0 03	0 10
Veaux et porcs.....		0 025	0 015	0 04
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....		0 01	0 01	0 02
Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.				
2 ^e PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.				
<i>Marchandises transportées à grande vitesse.</i>				
Huîtres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédants de bagages et marchandises de toute classe transportées à la vitesse des trains de voyageurs.....		0 20	0 16	0 36
<i>Marchandises transportées à petite vitesse.</i>				
1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogues. — Epicerie. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....		0 09	0 07	0 16
2 ^e classe. — Blés. — Grains. — Légumes farineux. — Riz. — Maïs. — Châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dit <i>de corde</i> . — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivres. — Plomb et autres métaux, ouvrés ou non. — Fontes moulées.....		0 08	0 06	0 14
3 ^e classe. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais de fer et autres. — Fonte brute. — Sel. — Moellons. — Meulière. — Cailloux. — Sables. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....		0 06	0 04	0 10
3 ^e VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.				
<i>Par pièce et par kilomètre.</i>				
Wagon ou chariot pouvant porter de trois à six tonnes.....		0 09	0 06	0 15
Wagon ou chariot pouvant porter plus de six tonnes.....		0 12	0 08	0 20
Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....		1 80	1 20	3 00
Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....		2 25	1 50	3 75

Tender de sept à dix tonnes..... 0 90
 Tender de plus de dix tonnes..... 1 35

Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi, lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.

Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.

Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur..... 0 15
 Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc..... 0 18

Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.

Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.

Voitures de déménagement à deux ou à quatre roues, à vide..... 0 12
 Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront, en sus des prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre..... 0 08

A° SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCEUILS.

Grande vitesse.

Une voiture des pompes funèbres renfermant un ou plusieurs cercueils sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes..... 0 36
 Chaque cercueil confié à l'administration des chemins de fer sera transporté, dans un compartiment isolé, au prix de..... 0 18

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 90	0 60	1 50
1 35	0 90	2 25
0 15	0 10	0 25
0 18	0 14	0 32
0 12	0 08	0 20
0 08	0 06	0 14
0 36	0 28	0 64
0 18	0 12	0 30

Les prix déterminés ci-dessus pour les transports à grande vitesse ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus à la compagnie qu'autant qu'elle effectuerait elle-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, elle n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres, elle sera comptée pour six kilomètres.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes.

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes.

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes payera comme dix kilogrammes; entre dix et vingt kilogrammes, comme vingt kilogrammes, etc.

Toutefois, pour les excédants de bagages et marchandises à grande vitesse, les coupons seront établis : 1° de zéro à cinq kilogrammes; 2° au-dessus de cinq jusqu'à dix kilogrammes; 3° au-dessus de dix kilogrammes, par fraction indivisible de dix kilogrammes.

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être moindre de quarante centimes.

43. Le préfet déterminera, la compagnie entendue, les trains qui devront contenir des voitures de toute classe ou des voitures de deuxième et troisième classe ou même des voitures de troisième classe seulement. Cette détermination faite, tout train de

voyageurs devra contenir des voitures de chacune des classes indiquées en nombre suffisant pour toutes les personnes qui se présenteront.

Dans chaque train de voyageurs, la compagnie aura la faculté de placer des voitures à compartiments spéciaux pour lesquels il sera établi des prix particuliers, fixés par la compagnie.

44. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement et elle sera réduite à vingt kilogrammes pour les enfants transportés à moitié prix.

45. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 46 et 47 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être réglées par la compagnie.

46. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k).

Néanmoins, la compagnie ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes; mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

La compagnie ne pourra être contrainte à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

47. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux, pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs;

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédants de bagages pesant isolément quarante kilogrammes et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis, quoique emballés à part, s'ils font partie d'envois pesant ensemble plus de quarante kilogrammes d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédants de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes.

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets et colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition de la compagnie.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes.

48. Dans le cas où la compagnie jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels des voies de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'elle est autorisée à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification du tarif proposée par la compagnie sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation préfectorale.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir

dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par la compagnie aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

49. La compagnie sera tenue d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

50. L'administration préfectorale déterminera, par des règlements spéciaux, la compagnie entendue :

1° Le nombre des trains à faire circuler par jour sur chacun des chemins;

2° Les heures de départ et d'arrivée de chacun des trains, ainsi que la vitesse de sa marche.

Aucun service ne pourra être exigé pendant la nuit, c'est-à-dire de huit heures du soir à six heures du matin en hiver, et de neuf heures du soir à cinq heures du matin en été.

51. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins des chemins de fer, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition de la compagnie.

52. A moins d'une autorisation spéciale, il est interdit à la compagnie de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec les chemins de fer.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

53. Les militaires ou marins voyageant en corps, aussi bien que les militaires ou marins voyageant isolément pour cause de service, envoyés en congé limité ou en permission, ou rentrant dans leurs foyers après libération, ne seront assujettis, eux, leurs chevaux et leurs bagages, qu'à la moitié de la taxe du tarif fixé par le présent cahier des charges.

Si le Gouvernement avait besoin de diriger des troupes et un matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par les chemins de fer, la compagnie serait tenue de mettre immédiatement à sa disposition, pour la moitié de la taxe du même tarif, tous ses moyens de transport.

54. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance des chemins de fer seront transportés gratuitement dans les voitures de la compagnie.

La même faculté est accordée aux agents des contributions indirectes et des douanes chargés de la surveillance des chemins de fer dans l'intérêt de la perception de l'impôt.

55. Dans l'un des trains journaliers de voyageurs ou de marchandises désigné par le préfet, la compagnie sera tenue de réserver gratuitement un compartiment spécial d'une voiture de deuxième ou troisième classe ou un espace équivalent pour recevoir les lettres, les dépêches et les agents nécessaires au service des postes, le surplus de la voiture restant à la disposition de la compagnie.

Si le volume des dépêches ou la nature du service rend insuffisante la capacité du compartiment à deux banquettes, de sorte qu'il y ait lieu d'en occuper un deuxième, la compagnie sera tenue de le livrer et il sera payé à la compagnie, pour la location de ce deuxième compartiment, vingt centimes par kilomètre parcouru.

Les employés chargés de la surveillance du service, les agents préposés à l'échange ou à l'entrepôt des dépêches auront accès dans les gares ou stations pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure de la compagnie.

56. La compagnie sera tenue, à toute réquisition, de faire partir, par convoi ordinaire, les wagons ou voitures cellulaires employés au transport des prévenus, accusés ou condamnés.

Les wagons et les voitures employés au service dont il s'agit seront construits aux

frais de l'État ou des départements; leurs formes et dimensions seront déterminées de concert par le ministre de l'intérieur et par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, la compagnie entendue.

Les employés de l'administration, les gardiens et les prisonniers placés dans les wagons ou voitures cellulaires ne seront assujettis qu'à la moitié de la taxe applicable aux places de troisième classe, telle qu'elle est fixée par le présent cahier des charges.

Les gendarmes placés dans les mêmes voitures ne payeront que moitié de la même taxe.

Le transport des wagons et des voitures sera gratuit.

Dans le cas où l'administration voudrait, pour le transport des prisonniers, faire usage des voitures de la compagnie, celle-ci serait tenue de mettre à sa disposition un ou plusieurs compartiments spéciaux de voitures de deuxième classe à deux banquettes. Le prix de location en sera fixé à raison de vingt centimes (0^e 20^e) par compartiment et par kilomètre.

Les dispositions qui précèdent seront applicables au transport des jeunes délinquants recueillis par l'administration pour être transférés dans les établissements d'éducation.

57. L'administration se réserve la faculté de faire, le long des voies, toutes constructions, de poser tous les appareils nécessaires à l'établissement d'une ligne télégraphique, sans nuire au service des chemins de fer.

La compagnie concessionnaire sera tenue de faire garder par ses agents les fils et appareils des lignes électriques, de donner aux employés télégraphiques connaissance de tous les accidents qui pourraient survenir et de leur en faire connaître les causes. En cas de rupture du fil télégraphique, les employés de la compagnie auront à rechercher provisoirement les bouts séparés, d'après les instructions qui leur seront données à cet effet.

Dans le cas où des déplacements de fils, appareils ou poteaux deviendraient nécessaires par suite de travaux exécutés sur les chemins, ces déplacements auront lieu, aux frais de la compagnie, par les soins de l'administration des lignes télégraphiques.

La compagnie pourra être autorisée, et au besoin requise, d'établir à ses frais les fils et appareils télégraphiques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de son exploitation.

Elle pourra, avec l'autorisation du ministre de l'intérieur, se servir des poteaux de la ligne télégraphique de l'État, lorsqu'une semblable ligne existera le long de la voie.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

58. Dans le cas où l'administration ordonnerait ou autoriserait la construction de routes impériales, départementales ou vicinales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne objet de la présente concession, la compagnie ne pourra s'opposer à ces travaux; mais toutes les dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service des chemins de fer, ni aucuns frais pour la compagnie.

59. Toute exécution ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où sont situés les chemins de fer objet de la présente concession, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucune demande d'indemnité de la part de la compagnie.

60. L'administration se réserve expressément le droit d'accorder de nouvelles concessions de chemins de fer s'embranchant sur les chemins qui sont l'objet du présent cahier des charges ou qui seraient établis en prolongement des mêmes chemins.

La compagnie ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchements, ni réclamer, à l'occasion de leur établissement aucune indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation, ni aucuns frais particuliers pour la compagnie.

Les compagnies concessionnaires de chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés et l'observation des règlements de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, wagons et machines sur les chemins de fer objet de la présente con-

cession, pour lesquels cette faculté sera réciproque à l'égard desdits embranchements et prolongements.

Dans le cas où les diverses compagnies ne pourraient s'entendre entre elles sur l'exercice de cette faculté, l'administration statuerait sur les difficultés qui s'élèveraient entre elles à cet égard.

Dans le cas où une compagnie d'embranchement ou de prolongement joignant les lignes qui font l'objet de la présente concession n'userait pas de la faculté de circuler sur ces lignes, comme aussi dans le cas où la compagnie concessionnaire de ces dernières lignes ne voudrait pas circuler sur les prolongements et embranchements, les compagnies seraient tenues de s'arranger entre elles, de manière que le service de transport ne soit jamais interrompu aux points de jonction des diverses lignes.

Celle des compagnies qui se servira d'un matériel qui ne serait pas sa propriété payera une indemnité en rapport avec l'usage et la détérioration de ce matériel. Dans le cas où les compagnies ne se mettraient pas d'accord sur la quotité de l'indemnité ou sur les moyens d'assurer la continuation du service sur toute la ligne, l'administration y pourvoirait d'office et prescrirait toutes les mesures nécessaires.

La compagnie pourra être assujettie, par les décrets qui seront ultérieurement rendus pour l'exploitation des chemins de fer de prolongement ou d'embranchement joignant ceux qui lui sont concédés, à accorder aux compagnies de ces chemins une réduction de péage ainsi calculée :

1° Si le prolongement ou l'embranchement n'a pas plus de cent kilomètres, dix pour cent (10 p. o/o) du prix perçu par la compagnie;

2° Si le prolongement ou l'embranchement excède cent kilomètres, quinze pour cent (15 p. o/o);

3° Si le prolongement ou l'embranchement excède deux cents kilomètres, vingt pour cent (20 p. o/o);

4° Si le prolongement ou l'embranchement excède trois cents kilomètres, vingt-cinq pour cent (25 p. o/o).

La compagnie sera tenue, si l'administration le juge convenable, de partager l'usage des stations établies à l'origine des chemins de fer d'embranchement avec les compagnies qui deviendraient ultérieurement concessionnaires desdits chemins.

61. La compagnie sera tenue de s'entendre avec tout propriétaire de mines ou d'usines qui, offrant de se soumettre aux conditions prescrites ci-après, demanderait un nouvel embranchement; à défaut d'accord, l'administration statuera sur la demande, la compagnie entendue.

Les embranchements seront construits aux frais des propriétaires de mines et d'usines, et de manière à ce qu'il ne résulte de leur établissement aucune entrave à la circulation générale, aucune cause d'avarie pour le matériel, ni aucuns frais particuliers pour la compagnie.

Leur entretien devra être fait avec soin aux frais de leurs propriétaires et sous le contrôle de l'administration préfectorale.

L'administration pourra, à toutes époques, prescrire les modifications qui seraient jugées utiles dans la soudure, le tracé ou l'établissement de la voie desdits embranchements, et les changements seront opérés aux frais des propriétaires.

L'administration pourra même, après avoir entendu les propriétaires, ordonner l'enlèvement temporaire des aiguilles de soudure, dans le cas où les établissements embranchés viendraient à suspendre, en tout ou en partie, leurs transports.

L'administration se réserve le droit d'appliquer, quand elle le jugera nécessaire, la compagnie entendue, toutes les dispositions prévues par l'article 62 du cahier des charges du chemin de fer d'Orléans à Châlons-sur-Marne.

62. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par les chemins de fer et leurs dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803.

Les bâtiments et magasins dépendant de l'exploitation des chemins de fer seront assimilés aux propriétés bâties de la localité. Toutes les contributions auxquelles ces édifices pourront être soumis seront, aussi bien que la contribution foncière, à la charge de la compagnie.

63. Les agents et gardes que la compagnie établira, soit pour la perception des droits, soit pour la surveillance et la police des chemins de fer et de leurs dépendances, pourront être assermentés, et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

64. Les chemins de fer resteront toujours placés sous la surveillance de l'autorité préfectorale. Les frais de contrôle, de surveillance et de réception des travaux, les frais de contrôle de l'exploitation, seront supportés par la compagnie.

Afin de pourvoir à ces frais, la compagnie sera tenue de verser chaque année à la caisse du receveur général du département une somme de cinquante francs par chaque kilomètre de chemin de fer concédé.

Si la compagnie ne verse pas cette somme aux époques qui auront été fixées, le préfet rendra un rôle exécutoire, et le montant en sera recouvré comme en matière de contributions publiques.

65. Avant l'acceptation et l'approbation par le préfet de la soumission souscrite par la compagnie concessionnaire, celle-ci devra justifier d'un versement à la caisse du receveur général du département de Saône-et-Loire d'une somme de trois cent mille francs (300,000'), soit en numéraire, soit en rentes sur l'État, calculées conformément à l'ordonnance du 19 janvier 1825, ou en valeurs acceptées par le préfet, avec transfert au profit du département.

Un nouveau versement de cent mille francs sera opéré, dans les mêmes conditions, le jour où sera rendu le décret d'utilité publique.

Cette somme totale de quatre cent mille francs (400,000') formera le cautionnement de l'entreprise.

Elle sera rendue à la compagnie, savoir : une moitié après l'exécution et l'achèvement des terrassements et des travaux d'art, l'autre moitié après la réception générale des deux chemins de fer et leur mise en exploitation.

66. La compagnie devra faire élection de domicile à Mâcon.

Dans le cas où elle ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à elle adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture de Saône-et-Loire.

67. Les contestations qui s'élèveraient entre la compagnie et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de Saône-et-Loire, sauf recours au Conseil d'État.

68. Le présent cahier des charges et la convention y annexée ne seront passibles que du droit fixe de un franc.

Arrêté à Mâcon, le 17 Août 1865.

Le Concessionnaire,

Signé LAZARE MANGINI.

Pour le Préfet empêché :

Le Conseiller de préfecture délégué,

Signé A. COL.

Vu pour être annexé au décret impérial en date du 16 juin 1866, enregistré sous le n° 432.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 14,555. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédit au Budget extraordinaire du Gouvernement Général de l'Algérie, exercice 1865.

Du 5 Août 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie ;

Vu la loi de finances du 8 juin 1864, portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1865 ;

Vu notre décret du 15 novembre 1864⁽¹⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits accordés par la loi précitée;

Vu l'article 55 de notre décret du 31 mai 1862⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861, portant modification des articles 4 et 14 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽³⁾;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 30 juillet 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit de sept cent cinquante-trois mille francs (753,000') alloué, pour l'exercice 1865, par le décret susvisé du 15 novembre 1864, au chapitre II (*Routes, ponts, aqueducs, fontaines et grande voirie*) du budget extraordinaire du gouvernement général de l'Algérie, est réduit d'une somme de quatre mille cinq cents francs (4,500').

2. Le crédit de cent mille francs (100,000') alloué, par le même décret, au chapitre 1^{er} (*Dessèchements et irrigations*) du même budget, est augmenté de quatre mille cinq cents francs (4,500').

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances, et le gouverneur général de l'Algérie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Vichy, le 5 Août 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, chargé, par intérim, du ministère des finances,

Signé J. BAROCHE.

Le Maréchal de France, Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.

N° 14,556. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

L'école impériale centrale des arts et manufactures est autorisée à acquérir une somme de quinze mille francs de ventes trois pour cent.

Cette acquisition sera faite à la diligence du directeur général de la caisse des dépôts et consignations, qui prélèvera la somme nécessaire à cet effet sur la réserve appartenant à l'école centrale et déposée à ladite caisse.

La rente achetée sera immatriculée au nom de l'école. (Paris, 9 juin 1866.)

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

⁽³⁾ Bull. 420, n° 4,110.

N° 14,557. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

Les travaux d'endiguement du Doubs, entre les ponts de Peseux et de Neublans (Jura), déclarés d'utilité publique par décret du 29 août 1863 ⁽¹⁾, seront exécutés conformément au tracé indiqué en bleu sur un plan en date du 2 mars-6 avril 1866, lequel restera annexé au présent décret.

Le décret du 29 août 1863 est modifié en ce qu'il a de contraire au présent décret. (*Paris, 9 Juin 1866.*)

N° 14,558. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale de Maine-et-Loire n° 14, entre la route impériale n° 138 et Saint-Hilaire-Saint-Florent, suivant la ligne rouge ponctuée d'un plan en date du 15 juin 1865, et les travaux d'amélioration de la même route dans la traverse de Saint-Hilaire, conformément aux lignes rouges d'un plan en date du 3 juillet 1863.

Ces deux plans resteront annexés au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à la rectification ou à l'amélioration dont il s'agit, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 9 Juin 1866.*)

N° 14,559. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux projetés pour l'endiguement et le curage de la Touques, à Pont-l'Évêque (Calvados).

2° L'expropriation des terrains nécessaires à l'exécution desdits travaux sera poursuivie conformément aux dispositions de la loi du 3 mai 1841. (*Paris, 13 Juin 1866.*)

N° 14,560. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui crée, à la résidence de Biarritz (Basses-Pyrénées), un commissariat spécial de police. (*Saint-Cloud, 25 Juillet 1866.*)

N° 14,561. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur, qui rétablit le commissariat de police à Boissy-Saint-Léger (Seine-et-Oise). (*Saint-Cloud, 18 Août 1866.*)

⁽¹⁾ Bull. 1171, n° 112904.



Certifié conforme :

Paris, le 5^e Septembre 1866;

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au
ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1422.

N° 14,562. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Ministre de la Marine et des Colonies un Crédit supplémentaire pour des Créances constatées sur des exercices clos.

Du 28 Juillet 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies;

Vu l'état des dépenses liquidées à la charge du département de la marine et des colonies, additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs du service marine et du service colonial, pour les exercices 1862, 1863 et 1864;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽¹⁾;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu la lettre de notre ministre secrétaire d'État au département des finances, en date du 21 juillet 1866;

Considérant qu'aux termes de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et de l'article 126 du décret du 31 mai 1862 les créances comprises dans l'état ci-dessus visé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par les budgets des exercices précités et que leur montant n'excède pas les restants de crédits dont l'annulation a été proposée lors du règlement définitif desdits exercices;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies, en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1862, 1863 et 1864, pour le service marine et pour le service colonial, un crédit supplémentaire de deux cent soixante-quatre mille deux cent soixante-neuf francs soixante-seize centimes, montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés en double expédition à notre ministre secrétaire d'État au département des

⁽¹⁾ Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

finances, conformément à l'article 129 du décret précité du 31 mai 1862, savoir :

	SERVICE marine.	SERVICE colonial.	BUDGET ordinaire.	BUDGET extraordinaire.
Exercice 1862.....	80,389 ^f 42 ^c	7,094 ^f 30 ^c	14,271 ^f 55 ^c	19,412 ^f 73 ^c
Exercice 1863.....	"	"	136,399 97	6,791 79
Exercice 1864.....	"	"		
	80,389 2	7,094 30	150,671 52	26,114 52
	87,483 ^f 72 ^c		176,786 ^f 04 ^c	
ENSEMBLE.....	264,269 ^f 76 ^c			

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire des exercices courants.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies, et notre ministre secrétaire d'État au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Juillet 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre de la marine,

Signé P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

EXERCICES CLOS.

Tableau des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par les comptes définitifs de 1862, 1863 et 1864, et qui sont à ordonnancer sur les budgets des exercices courants.

NUMÉROS des chapitres.	CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉANCES	
		par chapitre.	par exercice.
	SERVICE MARINE.		
	EXERCICE 1862.		
3	Solde et accessoires de la solde.....	5 ^f 58 ^c	
4	Hôpitaux.....	804 78	
5	Vivres.....	4,752 52	

NUMÉROS des chapitres.	CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉANCES	
		par chapitre.	par exercice.
6	Justice maritime.....	27 ^f 27 ^c	
8	Approvisionnements généraux de la flotte.....	20,031 71	
9	Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	3,000 00	
14	Frais de voyage et dépenses diverses.....	1,787 60	
TOTAL du service marine.....			80,389 ^f 42 ^c
BUDGET ORDINAIRE.			
EXERCICE 1863.			
5	Troupes.....	995 ^f 19 ^c	
8	Hôpitaux.....	36 77	
9	Vivres.....	6 88	
10	Salaires d'ouvriers.....	2,010 80	
11	Approvisionnements généraux de la flotte.....	1,562 23	
14	Justice maritime.....	19 95	
16	Matériel du service hydrographique et scientifique.....	51 44	
17	Frais généraux d'impression et achats de livres.....	34 23	
18	Frais de voyage et dépenses diverses.....	2,307 28	
21	Personnel civil et militaire aux colonies.....	6,163 56	
22	Matériel civil et militaire aux colonies.....	939 87	
23	Service pénitentiaire à la Guyane.....	225 00	
			14,271 55
EXERCICE 1864.			
4	États-majors et équipages.....	9,630 00	
6	Corps entretenus et agents divers.....	166 67	
8	Hôpitaux.....	1,276 00	
9	Vivres.....	63,105 26	
11	Approvisionnements généraux de la flotte.....	4,603 88	
12	Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	10,000 00	
14	Justice maritime.....	14 53	
16	Service hydrographique et scientifique.....	266 55	
18	Frais de voyage et dépenses diverses.....	1,672 61	
21	Personnel civil et militaire aux colonies.....	45,621 71	
22	Matériel civil et militaire aux colonies.....	42 76	
			186,399 97
TOTAL du budget ordinaire.....			150,671 52
SERVICE COLONIAL.			
EXERCICE 1862.			
1 ^{er}	Personnel civil et militaire aux colonies.....	6,125 ^f 23 ^c	
2	Matériel civil et militaire aux colonies.....	969 07	
TOTAL du service colonial.....			7,094 30
— BUDGET EXTRAORDINAIRE.			
EXERCICE 1863.			
5	Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	106 ^f 54 ^c	
10	Vivres.....	907 04	
11	Frais de voyage et dépenses diverses.....	18,399 15	
			19,412 73

NUMÉROS des chapitres.	CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉANCES	
		par chapitre.	par exercice.
	EXERCICE 1864.		
4	Approvisionnements généraux de la flotte.....	43' 85°	
10	Vivres.....	127 83	
12	Frais de voyage et dépenses diverses.....	6,530 11	
			6,701' 79°
	TOTAL du budget extraordinaire.....		26,114 52
RÉCAPITULATION.			
Service, marine.....			80,369 42
Exercice 1863. {	Budget ordinaire.....	14,271' 55°	33,684 28
	Budget extraordinaire.....	19,412 73	
Exercice 1864. {	Budget ordinaire.....	136,399 97	143,101 76
	Budget extraordinaire.....	6,701 70	
Service colonial.....			7,094 30
	TOTAL GÉNÉRAL.....		264,269 76

Arrêté le présent tableau à la somme de deux cent soixante-quatre mille deux cent soixante-neuf francs soixante-seize centimes.

Paris, le 28 juillet 1866.

Le Ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Signé P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 14,563. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui nomme M. le Marquis de Moustier
Ministre des Affaires étrangères.

Du 1^{er} Septembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. M. le marquis de Moustier, notre ambassadeur à Constantinople, est nommé ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères, en remplacement de M. Drozyn de Lhuys, dont la démission est acceptée.

2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 1^{er} Septembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUBER.

N° 14,564. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui nomme M. Drouyn de Lhuys*
** Membre du Conseil privé.*

Du 1^{er} Septembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. *M. Drouyn de Lhuys*, sénateur, ancien ministre des affaires
étrangères, est nommé membre de notre Conseil privé.

2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 1^{er} Septembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 14,565. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui charge M. le Marquis de la Valette,*
Ministre de l'Intérieur, de l'Intérim du Ministère des Affaires étrangères pen-
dant l'absence de M. le Marquis de Moustier.

Du 1^{er} Septembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. *M. le marquis de la Valette*, ministre de l'intérieur, est
chargé de l'intérim du ministère des affaires étrangères pendant
l'absence de *M. le marquis de Moustier*.

2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 1^{er} Septembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 14,566. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui charge M. Béhic, Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, de l'Intérim du Ministère de la Guerre pendant l'absence de M. le Maréchal Comte Randon.*

Du 7 Septembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. M. *Béhic*, ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, est chargé de l'intérim du ministère de la guerre pendant l'absence de M. le maréchal comte *Randon*.

2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 7 Septembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 14,567. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui charge M. le Maréchal Vaillant, Ministre de la Maison de l'Empereur et des Beaux-Arts, de l'Intérim du Ministère de la Marine et des Colonies pendant l'absence de M. le Marquis de Chasseloup-Laubat.*

Du 7 Septembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. M. le maréchal *Vaillant*, ministre de notre Maison et des beaux-arts, est chargé de l'intérim du ministère de la marine et des colonies pendant l'absence de M. le marquis de *Chasseloup-Laubat*.

2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 7 Septembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 14,568. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé à la rectification de la route impériale n° 165, de Nantes à Audierne, dans la traverse de Vannes (Morbihan), aux abords du nouvel hôtel de la préfecture, suivant la direction générale figurée par les lignes rouges A B C sur un plan annexé au présent décret.

2° La dépense, évaluée à trente-trois mille francs, sera imputée sur les fonds affectés annuellement aux rectifications des routes impériales par le budget extraordinaire des travaux publics.

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (Paris, 16 Juin 1866.)

N° 14,569. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1°. Le préfet du Morbihan est autorisé à concéder au sieur *le Gloahec*, au prix de seize francs trente centimes et par extension à une vente faite à ce particulier le 24 juin 1860, un are soixante-trois centiares de lais de mer, à Saint-Pierre, dans la presqu'île de Quiberon. Les limites, du côté de la mer, de l'acquisition ancienne et de la concession nouvelle confondues seront, d'après le plan dressé par les ingénieurs des ponts et chaussées, au nord-ouest, une ligne D V X, menée en prolongement du mur de clôture existant D V jusqu'à X, à quinze mètres quatre-vingt-dix centimètres du point V, lequel se trouve à la rencontre dudit mur avec la façade A Z de l'usine du sieur *le Gloahec*; au sud-est, une ligne menée en prolongement de la façade sud de l'usine jusqu'à treize mètres soixante centimètres du point A; au nord-est, une ligne B X joignant les points B et X ci-dessus.

2. Le sieur *le Gloahec* formera, sur les terrains à lui concédés, un terre-plein en remblai, lequel sera revêtu, du côté de la mer, d'un mur en pierres posées à sec ou avec mortier, mais dont l'épaisseur sera, dans tous les cas, égale au quarante-centième de sa hauteur. Il établira, en outre, au pied dudit mur et à trente centimètres en contre-haut des plus hautes mers, une banquette de quatre mètres de largeur en couronne, laquelle sera défendue, du côté de la mer, par un mur de quatre-vingts centimètres de largeur au sommet, dont le parement extérieur présentera un fruit de vingt centimètres par mètre, le parement intérieur étant vertical. Cette banquette servira de chemin public et devra se raccorder par des rampes convenables avec le sol naturel.

3. L'aqueduc dont la construction a été prescrite le 24 juin 1860 sera continué jusqu'au parement du quai.

4. Les travaux de remblai et de maçonnerie à faire devront être terminés dans le délai de deux ans, à dater de l'acte à intervenir.

5. Le concessionnaire ne portera aucune atteinte aux droits du public et des tiers, soit dans l'usage qu'il fera du terrain aliéné, soit à l'occasion des travaux de construction qu'il aura à exécuter.

6. Toutes les servitudes naturelles ou autres qui pèsent sur le terrain

concéder, et notamment celles relatives à l'écoulement des eaux provenant des fonds supérieurs et à l'accès des propriétés contiguës, sont et demeurent maintenues.

7. Sont et demeurent également maintenues toutes les clauses de l'acte de vente du 24 juin 1860 qui ne sont pas contraires aux stipulations qui précèdent. (*Paris, 4 Juillet 1866.*)

N° 14,570. — DÉCRET IMPÉRIAL. (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Le préfet de la Gironde est autorisé à concéder au sieur *Fourrier*, propriétaire du casino d'Arcachon, une parcelle de lais de mer de deux cent soixante-huit mètres carrés (268^m) joignant ce casino et désignée par les lettres A B E F au plan annexé au rapport des ingénieurs du service maritime de la Gironde, du 17 mars 1865.

2. Cette cession sera faite au prix de deux mille six cent quatre-vingts francs (2,680^f) et sous les conditions ordinaires en matière de vente des biens de l'État.

3. Tous les frais relatifs à la concession seront à la charge du concessionnaire. (*Paris, 4 Juillet 1866.*)



Certifié conforme :

Paris, le 12^e Septembre 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1423.

N° 14,571. — DÉCRET IMPÉRIAL concernant les Français faisant partie de la Légion romaine.

Du 28 Août 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 21 du Code Napoléon;

Vu la décision impériale du 30 janvier 1866, portant organisation d'une légion romaine au service du saint-siège;

Vu la décision impériale du 15 février suivant, qui fixe à cinq ans la durée des engagements pour ce corps;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les Français de tous grades qui feront partie de la légion romaine au moment où ce corps sera mis à la disposition du commissaire du saint-siège, conserveront la qualité de Français.

2. Il en sera de même pour les Français qui, ultérieurement, entreront dans la même légion, à la charge par eux de faire parvenir un extrait de l'acte d'engagement au ministère de la guerre.

3. Des états nominatifs des officiers, sous-officiers ou caporaux et soldats enrôlés dans la légion romaine seront transmis par le ministre de la guerre au garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, qui les déposera aux archives de la chancellerie.

4. Remise est faite à ces militaires des droits de sceau et d'enregistrement.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre et notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 28 Août 1866.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État de la justice et des cultes,

Signé **J. BAROCHÉ**.

Le Maréchal de France, Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé **RANDON**.

N° 14,572. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif à la Contribution spéciale à percevoir, en 1867, pour les dépenses de plusieurs Chambres et Bourses de commerce.

Du 29 Août 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 11 de la loi de finances du 23 juillet 1820;

Vu l'article 4 de la loi du 14 juillet 1838, les lois des 25 avril 1844, 18 mai 1850, 4 juin 1858, 26 juillet 1860, 13 mai 1863 et celle du 18 juillet 1866,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de quatre-vingt-treize mille quatre cent quarante-sept francs (93,447¹), nécessaire au paiement des dépenses des chambres et des bourses de commerce, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, plus cinq centimes par franc pour couvrir les non-valeurs et trois centimes aussi par franc pour subvenir aux frais de perception, sera répartie, en 1867, conformément au tableau annexé au présent décret, sur les patentés désignés par l'article 33 de la loi du 25 avril 1844, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois des 18 mai 1850, 4 juin 1858, 26 juillet 1860 et 13 mai 1863.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de son emploi à notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

3. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 29 Août 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État, chargé de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé E. ROUHER.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et bourses.	SOMMES à imposer.	PATENTES IMPOSABLES.
Abbeville	Somme	Chambre...	2,496 ⁸	Patentes du département compris dans la circonscription de la chambre.
Amiens	Idem	Idem	4,369	Idem.
Angers	Maine-et-Loire	Idem	618	Patentes de tout le département.
Arres	Pas-de-Calais	Idem	777	Patentes du département compris dans la circonscription de la chambre.
Avignon	Vaucluse	Bourse	533	Patentes de la ville d'Aras.
Bayonne	Basses-Pyrénées	Chambre	2,300	Patentes de tout le département.
Besançon	Doubs	Idem	4,536	Patentes de tout le département et de la ville de Saint-Esprit.
Brest	Finistère	Idem	4,671	Patentes de tout le département.
Châlon-sur-Saône	Saône-et-Loire	Idem	1,420	Patentes du département compris dans la circonscription de la chambre.
Cherbourg	Manche	Idem	1,733	Patentes de tout le département.
Dieppe	Seine-Inférieure	Idem	1,605	Patentes du département compris dans la circonscription de la chambre.
Dijon	Côte-d'Or	Bourse	3,675	Idem.
Gray	Haute-Saône	Chambre	275	Patentes de la ville de Dieppe.
Le Havre	Seine-Inférieure	Idem	2,388	Patentes du département compris dans la circonscription de la chambre.
Le Mans	Sarthe	Bourse	1,940	Patentes de tout le département.
Nancy	Meurthe	Idem	20,653	Patentes du département compris dans la circonscription de la chambre.
Nantes	Loire-Inférieure	Idem	522	Patentes de la ville du Havre.
Nîmes	Gard	Bourse	2,299	Patentes de tout le département.
Rochefort	Charente-Inférieure	Chambre	1,758	Idem.
Saint-Brieuc	Côtes-du-Nord	Idem	4,000	Idem.
Toulon	Var	Bourse	9,000	Patentes de la ville de Nantes.
Toulouse	Haute-Garonne	Chambre	3,207	Patentes de tout le département.
Tours	Indre-et-Loire	Bourse	749	Patentes de la ville de Nîmes.
		Chambre	1,775	Patentes du département compris dans la circonscription de la chambre.
		Idem	1,100	Patentes de tout le département.
		Idem	6,950	Idem.
		Idem	3,000	Idem.
		Bourse	2,100	Patentes de la ville de Toulouse.
		Chambre	3,000	Patentes de tout le département.
		TOTAL	93,447	

Vu pour être annexé au décret en date de ce jour, enregistré sous le n° 634.

Le Ministre d'État, chargé de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé E. ROUHER.

N° 14,573. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui fait cesser l'intérim du Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics.

Du 7 Septembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, confié, pendant l'absence de M. *Béhic*, à M. *Rouher*, ministre d'État, cesse à partir d'aujourd'hui, et M. *Béhic* reprend l'exercice de ses fonctions.

2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 7 Septembre 1866.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé **E. ROUHER**.



Certifié conforme :

Paris, le 13^e Septembre 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1424.

N° 14,574. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui modifie la composition du Conseil de Prud'hommes d'Abbeville.*

Du 18 Août 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'ordonnance du 19 mai 1819 ⁽¹⁾, qui a institué un conseil de prud'hommes à Abbeville, et le décret du 16 février 1852 ⁽²⁾, qui a modifié la composition de ce conseil;

Vu la loi du 1^{er} juin 1853, concernant les conseils de prud'hommes;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville d'Abbeville, en date du 20 mai 1865;

Celles de la chambre de commerce, des 28 juin et 25 octobre 1864 et 22 novembre 1865;

Vu les propositions du préfet de la Somme;

Vu l'avis de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, en date du 16 mars 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le conseil de prud'hommes établi à Abbeville sera désormais composé de la manière suivante :

CHAM- BRES.	INDUSTRIELS.	PATRONS.	OUVRIERS.
1 ^{re} .	Fabricants à métier; tissage de coton; fabricants de draps, fabricants de tapis, fabricants de velours, cordiers, fabricants de ros, de lames; fabricants de bas, fabricants de bonneterie, fabricants de broches, fabricants de tamis, apprêteurs, cylindres, fileurs de lin, de laine ou de coton; fabricants de toile, fabricants de fleurs, fabricants de billards, fabricants de dentelles.....	3	3
2 ^e .	Fondeurs de fer, fondeurs de cuivre, tourneurs en métaux; scieries mécaniques; fabricants de serrurerie, fabricants		

⁽¹⁾ VII^e série, Bull. 285, n° 6703. ⁽²⁾ X^e série, Bull. 502, n° 3778.

CATÉ- GORIES.	INDUSTRIELS.	PATRONS.	OUVRIERS.
3°.	de quincaillerie, ferblantiers, plombiers, fabricants de pompes, horlogers, fontainiers, constructeurs-mécaniciens, serruriers, cloutiers, taillandiers, couteliers, maréchaux, armuriers, chaudronniers, bijoutiers, orfèvres. Teinturiers, blanchisseurs de toiles, fabricants de chandelles, fabricants de bougies, fabricants de cire; usines à gaz; fabricants de savons, fabricants d'huiles, fabricants de vinaigre, fabricants de filtres, fabricants de parfumerie, fabricants de noir animal, brasseurs, doreurs, corroyeurs, tanneurs, mégisiers, fabricants de biscuits, fabricants de pains d'épice, fabricants de sucre, distillateurs.....	1	1
4°.	Fabricants d'habits, tailleurs, chapeliers, fabricants de chapeaux de paille, imprimeurs lithographes, imprimeurs typographes, photographes, graveurs, menuisiers en caisses, peintres en voitures, carrossiers, selliers, bourrelliers, charrons, ébénistes, tourneurs en bois, cordonniers, relieurs, vanniers, chiffonniers.....	1	1
5°.	Constructeurs de bateaux, menuisiers en bâtiments, charpentiers, scieurs de long, fabricants de briques, fabricants de pannes, couvresseurs, maçons, tailleurs de pierres, sculpteurs, peintres en bâtiments, plafonneurs, vitriers, miroitiers, tapissiers, paveurs, carriers, marbriers, tourbiers, toaneliers.....	2	2
		2	2
		9	9
		18	

2. La juridiction du conseil de prud'hommes d'Abbeville s'étendra à tous les établissements désignés à l'article 1^{er} et dont le siège sera situé dans les deux cantons de ladite ville, ou dans la commune de Pont-Remy, du canton d'Ailly-le-Haut-Clocher.

Seront justiciables de ce conseil les fabricants, entrepreneurs et chefs d'atelier qui seront à la tête desdits établissements, ainsi que les contre-maîtres, ouvriers et apprentis qui travailleront pour eux, quel que soit le lieu du domicile ou de la résidence des uns et des autres.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et publié au Moniteur.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 18 Août 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre d'État, chargé de l'intérim du ministère de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

N° 14,575. — DÉCRET IMPÉRIAL portant que les Droits de Douane à l'importation des Sucres candis en caisses ou futaillies seront perçus au poids net.

Du 5 Septembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu nos décrets des 30 novembre 1852⁽¹⁾, 29 août 1863⁽²⁾ et 8 avril 1865⁽³⁾,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les droits de douane à l'importation des sucres candis en caisses ou futaillies seront perçus au poids net.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 5 Septembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État, chargé de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé E. ROUHER.

N° 14,576. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de fer d'Arvant au Lot, de plusieurs parcelles de terrain non bâties, appartenant à divers, sises au territoire des communes de Saint-Jacques-des-Blats, Thiézac et Vic-sur-Cère (Cantal), lesdites parcelles désignées sur trois plans et états indicatifs, lesquels resteront annexés au présent décret. (Paris, 16 Juin 1866.)

N° 14,577. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1^{er} La route impériale n° 155, d'Orléans à Saint-Malo, sera rectifiée aux abords et dans la traverse de Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir). Le nouveau tracé empruntera l'annexe du chemin de grande communication n° 14, dite de Mouroncé, le chemin n° 14 à la suite et la route impériale n° 23, dans la traverse de Nogent (lignes verte et noire A B C D du plan).

La partie abandonnée E F de la route n° 155 est et demeure incorporée à la route départementale n° 12, d'Illiers à Nogent-le-Rotrou.

⁽¹⁾ X^e série, Bull. 596, n° 4604.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1144, n° 11,584.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 1279, n° 13,063.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 20 Juin 1866.*)

N° 14,578. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Les travaux relatifs à la mise en valeur des landes d'Orist (Landes) devront être mis à exécution, conformément aux dispositions du projet présenté par les ingénieurs.

2° Est approuvée la délibération du 11 mars 1866, par laquelle le conseil municipal d'Orist (Landes) a déclaré prendre à sa charge, au nom de la commune, l'exécution des travaux et affecter à leur payement les sommes nécessaires.

3° Les travaux seront commencés en 1866 et devront être terminés le 31 décembre 1867.

On exécutera chaque année un douzième de la surface totale; toutefois, la commune pourra hâter l'exécution des travaux et abréger le délai ci-dessus fixé. (*Paris, 20 Juin 1866.*)



Certifié conforme :

Paris, le 17 * Septembre 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1425.

N° 14,579. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de la Convention signée à Mexico, le 30 juillet 1866, et relative à la délégation accordée au Gouvernement français sur les recettes des Douanes du Mexique.*

Du 12 Septembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Convention relative à la délégation accordée au Gouvernement français sur les recettes des douanes du Mexique ayant été signée à Mexico, le 30 juillet 1866, ladite Convention, dont la teneur suit, ayant notre approbation, recevra sa pleine et entière exécution à partir du 1^{er} novembre 1866.

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté l'Empereur du Mexique, animés du désir de régler, à leur satisfaction mutuelle, les questions financières pendantes entre leurs Gouvernements, ont résolu de conclure une Convention dans ce but, et désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, *M. Alphonse Dano*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Mexico, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre de Guadalupe, etc. etc. etc., agissant en vertu de ses pleins pouvoirs généraux ;

Sa Majesté l'Empereur du Mexique, M. *Luis de Arroyo*, sous-secrétaire d'État, chargé du ministère des affaires étrangères, officier de l'ordre de Guadalupe, etc. etc. etc., autorisé à cet effet;

Lesquels sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Le Gouvernement mexicain accorde au Gouvernement français une délégation de la moitié des recettes de toutes les douanes maritimes de l'Empire provenant des droits ci-après mentionnés :

Droits principaux et spéciaux d'importation et d'exportation sur tous objets;

Droits additionnels d'« *internacion* » et de « *contraregistro* »;

Droit de « *mejoras materiales* » lorsque ce dernier sera libéré de la délégation actuellement consentie en faveur de la compagnie du chemin de fer de Vera-Cruz à Mexico, délégation qui ne pourra être prolongée.

Toutefois, les droits d'exportation des douanes du Pacifique étant engagés pour les trois quarts, la délégation attribuée au Gouvernement français sera réduite aux vingt-cinq pour cent restant libres.

2. Le produit de la délégation stipulée par l'article précédent sera attribué :

1° Au paiement des intérêts, de l'amortissement et de toutes les obligations résultant des deux emprunts contractés en 1864 et en 1865 par le Gouvernement mexicain;

2° Au paiement des intérêts à trois pour cent de la somme de deux cent seize millions de francs dont le Gouvernement mexicain s'est reconnu redevable en vertu de la Convention de Miramar et de toutes les sommes postérieurement avancées par le trésor français à quelque titre que ce soit. Le montant de cette créance, évaluée aujourd'hui au chiffre approximatif de deux cent cinquante millions de francs, sera ultérieurement fixé d'une manière définitive.

Dans le cas d'insuffisance du prélèvement pour l'entier acquittement des charges ci-dessus indiquées, les droits des porteurs des titres des deux emprunts et ceux du Gouvernement français demeureront entièrement réservés.

3. Le prélèvement résultant de la délégation de la moitié du produit des douanes mexicaines s'élèvera proportionnellement à l'augmentation des recettes, et dans le cas où ce prélèvement dépasserait la somme nécessaire pour faire face aux charges spécifiées dans l'article 2, l'excédant serait affecté à l'amortissement du capital dû au Gouvernement français.

4. La quotité des droits et le mode de perception actuellement en

usage ne pourront recevoir de modifications qui aient pour effet de diminuer le prélèvement concédé.

5. Le prélèvement de la délégation mentionnée dans l'article 1^{er} sera opéré à Vera-Cruz et à Tampico par des agents spéciaux placés sous la protection du drapeau de la France.

Tous les droits perçus dans ces deux douanes pour le compte du trésor mexicain, sans exception, seront affectés à l'acquittement de la délégation française, sous la seule réserve de la partie afférente aux délégations actuellement reconnues et au traitement des employés de ces deux douanes. Le montant de cette dernière dépense, qui comprendra les émoluments attribués aux agents français, ne pourra excéder cinq pour cent du produit des droits précités. Un règlement de compte trimestriel constatera le montant des prélèvements ainsi opérés par le Gouvernement français et le produit des droits délégués pour toutes les douanes de l'Empire. Ce règlement fixera la somme à verser immédiatement par le Gouvernement mexicain pour parfaire le prélèvement concédé, en cas d'insuffisance, ou la somme à lui restituer de la même façon, en cas d'excédant de prélèvement.

Dans tous les ports autres que Vera-Cruz et Tampico, les agents consulaires français viseront les états de situation des douanes de leur résidence.

6. Il sera abandonné à l'appréciation de l'Empereur *Napoléon III* de fixer le temps pendant lequel les agents chargés d'opérer les recouvrements seront maintenus à Vera-Cruz et à Tampico, ainsi que d'arrêter les mesures propres à assurer leur protection.

7. Les dispositions ci-dessus spécifiées seront soumises à l'approbation de l'Empereur des Français et applicables à partir du jour désigné par Sa Majesté.

La Convention signée à Miramar, le 10 avril 1864 ⁽¹⁾, sera dès lors abrogée en tout ce qui a trait aux questions financières.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention, qu'ils ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait en double expédition à Mexico, le 30 Juillet de l'an de grâce 1866.

(L. S.) Signé ALPH. DANO.

(L. S.) Signé LUIS DE ARROYO.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'État au département de l'intérieur,

⁽¹⁾ Bull. 1196, n° 12,216.

chargé, par intérim, du portefeuille des affaires étrangères, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Saint-Cloud, le 12 Septembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du sceau de l'État :
*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,*

*Le Ministre de l'intérieur, chargé, par intérim
du portefeuille des affaires étrangères,*

Signé J. BAROCHE.

Signé LA VALETTE.



Certifié conforme :

Paris, le 18^e Septembre 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au
ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1426.

N° 14,580. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un Chemin de fer d'embranchement destiné à raccorder la gare de la Viotte, à Besançon, avec le Canal et la Ville par le pont suspendu et la porte Saint-Pierre.*

Du 5 Août 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu nos décrets des 12 février 1852⁽¹⁾ et 17 août 1853⁽²⁾, relatifs à la concession des chemins de fer de Dijon à Besançon et de Besançon à Belfort;

Vu notre décision du 27 juin 1854, portant approbation, pour l'établissement de la station de Besançon, de l'emplacement dit de la Viotte, sous la condition que la compagnie sera tenue de construire à ses frais, soit sur les routes actuelles, soit sur des terrains dont elle fera l'acquisition, un système de voies ferrées à locomotives ou à traction de chevaux qui mettra en communication la station avec le canal et la ville par le pont suspendu et la porte Saint-Pierre;

Vu les loi et décret du 19 juin 1857, lesquels constituent le réseau des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, ensemble le cahier des charges y annexé;

Vu les décisions de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, des 8 septembre 1863 et 7 novembre 1864;

Vu le projet dressé, à la date du 4 janvier 1866, par la compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, pour le raccordement de la gare de Besançon avec le canal et la ville par le pont suspendu et la porte Saint-Pierre;

Vu l'avis de la commission d'enquête, du 11 mars 1866;

Vu le rapport des ingénieurs du service du contrôle, des 23 avril et 3 mai 1866; l'avis du préfet du Doubs, du 4 mai; celui du conseil général des ponts et chaussées, du 24 mai, et la délibération de la commission mixte des travaux publics, du 11 juin 1866;

Vu l'adhésion de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre, en date du 21 juin 1866;

Vu la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique; Vu le sénatus-consulte du 24 décembre 1852 (article 4);

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 494, n° 3703.

⁽²⁾ 11^e série, Bull. 87, n° 770.

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, suivant le tracé du plan dressé par l'ingénieur de la compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, le 4 janvier 1866, d'un chemin de fer d'embranchement destiné à raccorder la gare de la Viotte, à Besançon, avec le canal et la ville par le pont suspendu et la porte Saint-Pierre.

2. Pour l'exécution de cet embranchement, la compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée est substituée aux droits comme aux obligations qui dérivent, pour l'État, de la loi du 3 mai 1841.

Les expropriations devront être terminées dans un délai de deux ans.

3. Ledit embranchement fera retour à l'État, comme le chemin de fer lui-même, à l'expiration de la concession.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Vichy, le 5 Août 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 14,581. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve la Convention passée, le 21 août 1866, pour la concession d'un Canal d'irrigation à dériver de la Siagne et du Loup et à diriger vers la ville de Cannes (Alpes-Maritimes).

Du 25 Août 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, du 26 juillet 1851 et du 11 août 1853, sur deux avant-projets d'un canal à dériver de la Siagne et à diriger vers la ville de Cannes, et les dépêches ministérielles des 30 août 1851 et 13 septembre 1853, relatives au même objet;

Vu la délibération du conseil municipal de cette ville, en date du 13 avril 1861, relative à l'établissement du canal destiné à donner des eaux à ladite ville, et à la subvention promise au nom de l'État;

Vu la convention passée, le 21 avril 1865, entre le maire de Cannes et

M. Sellier, administrateur de la compagnie d'irrigation, réglant notamment le prix des eaux livrées quotidiennement à la ville;

Vu, à la même date, le projet de convention à intervenir entre notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, d'une part;

Le maire de Cannes, à ce autorisé par délibération du conseil municipal du 20 avril 1865, d'autre part;

Et le représentant de la compagnie générale d'irrigation et de fourniture d'eau en France, d'autre part;

Vu, avec la demande de concession du 22 août 1865, le projet présenté par ladite compagnie avec les plans et profils à l'appui, ladite demande tendant à obtenir la concession d'un canal dérivé de la Siagne et dont le volume est fixé par l'article 1^{er} du cahier des charges à trois mètres cubes, qui seraient réduits à deux mètres cubes à l'étiage (pièce 28 du projet);

Vu, à la date des 29 septembre 1861 et 30 septembre 1863, le relevé des jaugeages exécutés pendant lesdites années dans la Siagne;

Vu, sur ledit projet, les rapports des ingénieurs des Alpes-Maritimes, des 28 octobre, 4 et 8 novembre 1865, avec plan, renseignements sur les usines de la Siagne, jaugeage de la Siagne et du Loup, bordereau comparatif, prix proposés par l'ingénieur de la compagnie, avec ceux qu'il conviendrait d'y substituer;

Vu, à la date du 21 novembre 1865, les observations de la compagnie demanderesse, ensemble la délibération du 5 décembre 1865 du conseil municipal de Cannes;

Vu, à la date du 15 mars 1866, l'avis du conseil général des ponts et chaussées, duquel il résulte qu'il y a lieu de soumettre à une enquête d'utilité publique le projet susvisé de la compagnie demanderesse en concession, ensemble les instructions données, à la date du 29 du même mois, par notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets du Var et des Alpes-Maritimes;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte par arrêté du préfet des Alpes-Maritimes, en date du 4 avril 1866, dans les arrondissements de Grasse et de Nice, et notamment :

1° Le procès-verbal de l'enquête ouverte à Grasse, le 10 avril, par le sous-préfet, et clos au même lieu, le 10 mai au soir, avec les vingt-deux pièces jointes audit procès-verbal;

2° Les délibérations des conseils municipaux du Cannet (18 avril), de Vence, de Grasse (11 et 12 mai), de Vallauris (12 mai), de Cabris et de Mouans-Sartoux (13 mai) et de Mandelieu (15 mai);

3° Le dossier des listes d'adhésion souscrites dans les communes d'Antibes, de Cannes, le Cannet, Grasse, Mandelieu, Mouans-Sartoux, Mougins et Vallauris;

4° Le procès-verbal ouvert à Nice le 10 avril et clos le 10 mai, avec les dix-neuf pièces y annexées, savoir : notamment les délibérations des conseils municipaux du Broc, de la Colle, de la Gaude, de Saint-Paul-du-Var et de Villeneuve-Loubet;

Vu l'arrêté du préfet du Var, du 10 avril 1866, prescrivant l'ouverture d'une enquête d'utilité publique dans l'arrondissement de Draguignan, du 15 avril au 15 mai, avec les pièces à l'appui, notamment la délibération du conseil municipal de Mons;

Vu les avis favorables des deux commissions d'enquête, des 17-24 mai dans le département des Alpes-Maritimes et du 21 mai dans le département du Var;

Vu : 1° le procès-verbal de conférence dressé entre les ingénieurs du ser-

vice hydraulique des deux départements du Var et des Alpes-Maritimes (26-30 juin, 15 juillet);

2° Le procès-verbal des 7-15 juillet 1866 des ingénieurs du département des Alpes-Maritimes;

3° Le procès-verbal des conférences entre les ingénieurs civils et militaires, des 28 juin, 2, 6 et 9 juillet;

Vu les pétitions à Nous directement adressées par divers habitants des communes de Grasse, Antibes, la Gaude, Gattières, le Broc, Carros, le Rouret, Saint-Cézaire, Saint-Jeannet et Vallauris;

Vu également le mémoire de la société agricole et horticole de Cannes et de l'arrondissement de Grasse;

Vu l'avis favorable du conseil général des ponts et chaussées, du 11 août 1866;

Vu, à la date du 17 août, les observations de la compagnie sur la réduction provisoire apportée au volume d'eau qu'elle a droit de dériver;

Vu la lettre du 17 août de notre ministre de l'intérieur;

Vu, avec la traduction légale qui l'accompagne, le consentement du conseil d'administration de la compagnie anglaise connue sous le nom de *General irrigation and water supply Company of France limited*, au traité souscrit par MM. Dussard, Sellier et Marshall, lesdites pièces enregistrées au ministère, le 18 août 1866;

Vu la loi du 3 mai 1841 et l'ordonnance royale du 18 février 1834;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est approuvée la convention passée, le 21 août 1866, entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, d'une part, le maire de la ville de Cannes (Alpes-Maritimes), à ce dûment autorisé par délibération du conseil municipal, d'autre part, et les sieurs Hippolyte Dussard, Amédée Sellier et Frédéric Marshall, agissant au nom de la compagnie anglaise *General irrigation and water supply Company of France limited*, d'autre part, ladite convention portant concession, pendant cinquante ans à cette compagnie, et à perpétuité ensuite à la ville de Cannes, du canal d'irrigation de la Siagne et du Loup, aux clauses et conditions stipulées tant dans cette convention que dans le cahier des charges ci-joint, lesquels seront tous deux annexés au présent décret.

2. Les travaux du canal de la Siagne et du Loup sont déclarés d'utilité publique; en conséquence, la compagnie anglaise ci-dessus nommée est substituée aux droits comme aux obligations qui dérivent, pour l'administration, de la loi du 3 mai 1841.

3. Le volume d'eau attribué aux concessionnaires par les articles 5 et 6 du cahier des charges ci-annexé n'est réglé qu'à titre provisoire. Il sera définitivement fixé par un décret ultérieur, après enquêtes nouvelles et après les jaugeages reconnus nécessaires.

4. La subvention de cinq cent mille francs stipulée dans la convention ci-annexée sera imputée sur les fonds du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, chapitre XI du budget extraordinaire (*Travaux d'amélioration agricole*).

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,

du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 25 Août 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État, chargé de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé E. ROUHER.

L'an mil huit cent soixante-six, le vingt et un août,

Entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, agissant au nom de l'État, sous réserve de l'approbation des présentes par décret de l'Empereur,

D'une part;

M. Méro, maire de la ville de Cannes, chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, stipulant au nom de ladite ville, et en vertu de la délibération du conseil municipal, en date du 20 avril 1865,

D'autre part;

Et MM. Hippolyte Dussard, Amédée Sélrier et Frédéric Marshall, agissant au nom et comme spécialement délégués par la compagnie anglaise dénommée *General irrigation and water supply Company of France limited*, dont les bureaux sont à Paris, n° 3, square Clary, et ce, en vertu de la délibération du conseil d'administration de ladite compagnie, en date du 5 juin 1866, ci-annexée en original et en traduction, le tout dûment légalisé,

D'autre part,

A été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au nom de l'État, concède à la ville de Cannes et à la compagnie d'irrigation, qui l'acceptent, un canal d'irrigation à dériver de la Siagne, aux clauses et conditions du cahier des charges ci-annexé.

2. Ce canal appartiendra :

Pendant les cinquante premières années de son exploitation, à la compagnie d'irrigation;

A perpétuité, après ces cinquante premières années, à la ville de Cannes.

3. Tous les frais à faire pour l'établissement du canal, à quelque titre que ce soit, seront supportés par la compagnie d'irrigation à ses risques et périls, sans qu'elle puisse réclamer de la ville la moindre participation.

Elle supportera également seule, pendant les cinquante premières années de l'exploitation du canal, les frais d'administration, d'entretien, de réparations, et tous ceux généralement quelconques résultant de son fonctionnement.

Ces frais seront à la charge de la ville après cinquante ans.

4. Le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au nom de l'État, s'engage à payer à la compagnie d'irrigation, à titre de subvention, pour l'établissement du canal énoncé à l'article 1^{er}, la somme de cinq cent mille francs.

Les époques des paiements des à-compte successifs et du solde de ladite subvention seront réglées par décisions ministérielles.

5. La compagnie d'irrigation percevra, à son profit exclusif, pendant cinquante ans, les produits du canal, redevances ou autres, sous quelque forme qu'ils se présentent.

Les redevances qui seraient souscrites postérieurement à la mise en exploitation du canal appartiendront à la compagnie pendant cinquante ans, quelle que soit l'époque de la souscription.

Après cinquante ans, les produits du canal appartiendront à la ville de Cannes, et

la compagnie n'aura plus aucun droit de propriété ou d'immixtion dans le canal; elle n'aura aucune indemnité à recevoir de la ville et sera en même temps déchargée de toutes obligations.

La remise du canal à la ville s'effectuera alors dans les mêmes conditions que les chemins de fer faisant retour à l'État à la fin des concessions.

6. L'eau livrée quotidiennement à la ville pour les besoins des services publics sera payée deux francs par mètre cube.

7. Pour faciliter à la compagnie la reconstitution du capital employé par elle à l'établissement du canal et à la distribution d'eau dans la commune, la ville de Cannes sera tenue, dès que la compagnie lui en fera la demande, de contracter au crédit foncier de France, par application de la loi du 6 juillet 1860, soit pendant la construction des travaux, soit après leur achèvement, un ou plusieurs emprunts successifs dont l'intérêt, l'amortissement et les frais ne pourront dépasser par année le total des redevances souscrites par les usagers de l'eau, et dont la durée sera calculée sur celle des redevances.

Mais toutes les redevances ne pourront être ainsi capitalisées; il sera réservé sur leur total une somme de quarante mille francs par année, pour parer aux frais d'administration, d'entretien et autres.

Le montant des emprunts sera remis à la compagnie, sauf si ces emprunts sont contractés avant l'achèvement des travaux, auquel cas les fonds ne pourront être remis à la compagnie qu'après cet achèvement, de manière à ce que lesdites redevances soient dues et exigibles, et que toutes les éventualités d'exécution aient complètement disparu.

Pour assurer le service des emprunts, les redevances devront être absolument disponibles, et la ville est dès aujourd'hui substituée à la compagnie pour percevoir, pendant le temps déterminé par la compagnie pour la durée des emprunts, toutes lesdites redevances des usagers du canal.

La ville les appliquera d'abord au paiement des annuités des emprunts et ensuite aux dépenses d'administration et d'entretien, telles que ces dernières auront été fixées chaque année par la compagnie et sur des mandats signés par elle. Le surplus des redevances qui resterait alors disponible serait remis par la ville à la compagnie.

8. La présente convention et le cahier des charges qui y est annexé ne seront passibles que du droit fixe d'un franc.

Approuvé l'écriture :

Signé A. SELLIER.

Approuvé l'écriture ci-dessus :

Le Maire de la ville de Cannes,

Signé J. Mino.

Approuvé l'écriture :

Signé F. MARSHALL.

Approuvé l'écriture :

Signé H. DUSSARD.

*Le Ministre d'État, chargé de l'intérim du ministère de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

Enregistré à Paris, bureau des actes administratifs, le 5 septembre 1866, folio 73 recto, cases 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8.

Reçu un franc et quinze centimes pour décime et demi.

Signé ROQUET.

*Cahier des charges relatif à la concession de l'établissement et de l'exploitation
du canal de la Siagne (Alpes-Maritimes).*

ART. 1^{er}. La compagnie s'engage à exécuter, à ses frais, risques et périls, tous les travaux du canal à dériver de la Siagne (Alpes-Maritimes) pour irrigation, distribution d'eau dans les communes et mise en jeu d'usines.

2. Ce nouveau canal aura son origine sur la rivière de la Siagne, en amont de l'em-

bouchure de la Siagnole, à un point qui sera fixé ultérieurement par l'administration supérieure lors de la présentation du projet définitif.

Il se compose d'un canal principal et de canaux secondaires desservant tout ou partie des territoires des communes de Saint-Césaire, le Tignet, Gabris, Grasse Mouans, Mougins, Cannes, le Cannet, Vallauris et Antibes.

Il comprendra aussi une dérivation de la Siagnole, établie de manière à conduire l'eau de ce cours d'eau au-dessus de la prise dans la Siagne.

Enfin il sera alimenté par une dérivation du Loup, ayant son origine près de Courmes, à un point qui sera ultérieurement fixé par l'administration, et rejoignant le canal principal près de Grasse, après avoir desservi tout ou partie des territoires des communes du Bar, de Châteauneuf et de Grasse.

Le canal mère, les dérivations et les canaux secondaires sont figurés par un trait rouge sur le plan général, qui demeurera annexé au présent cahier des charges.

Le tracé du canal principal et des canaux secondaires sera fixé ultérieurement par l'administration, lors de la présentation du projet définitif.

Les concessionnaires seront tenus, en outre, de construire et d'entretenir à leurs frais tous les canaux tertiaires ou petites rigoles destinées à amener les eaux d'irrigation en tête de chaque propriété à irriguer.

3. Le canal principal devra être entièrement terminé et mis en état d'être exploité dans un délai de deux ans, à partir du décret de concession, sauf le cas de force majeure.

La compagnie ne sera obligée de commencer chaque canal secondaire ou tertiaire que lorsque les souscriptions pour irrigations à faire par ce canal donneront une somme de redevances au moins égale à six pour cent d'un capital évalué comme il suit : huit francs par mètre courant pour un canal secondaire, trois francs par mètre courant pour un canal tertiaire.

Les travaux d'un canal secondaire ou tertiaire, une fois commencés, devront être terminés dans un délai de deux ans.

Les conduites de distribution dans la ville de Cannes seront immédiatement établies de façon à desservir les voies publiques indiquées d'accord entre la ville et la compagnie. Pour les autres voies publiques comprises dans le périmètre, la compagnie ne sera tenue à établir des conduites de distribution qu'autant qu'il lui sera fait de demandes de concessions dont le produit total et annuel représentera un quart de la dépense de canalisation ; au delà de ce périmètre, et jusqu'à celui de l'octroi, les demandes de concessions devront atteindre les deux tiers de la dépense de canalisation.

Les eaux destinées à la distribution dans la ville de Cannes seront conduites dans trois réservoirs, situés : un à la Bocca, un autre sur la route de Grasse, le troisième au face de la Croisette.

Ces réservoirs devront contenir ensemble, pendant la nuit, un volume d'au moins cinq mille mètres cubes.

A partir des réservoirs d'alimentation, les eaux seront distribuées dans la ville au moyen de tuyaux ayant les dimensions suffisantes pour assurer le service.

La compagnie établira des bornes-fontaines à distribution intermittente aux endroits qui seront ultérieurement indiqués par l'administration.

Leur nombre est fixé à quarante.

Elle établira également des bouches d'arrosage et d'incendie dont le nombre est fixé à deux cents.

L'entretien des bornes-fontaines et des bouches d'arrosage et d'incendie sera moitié à la charge de la ville et moitié à la charge de la compagnie.

Le puisage aux bouches d'arrosage est formellement interdit ; celui aux bornes-fontaines établies comme il est dit au paragraphe précédent sera restreint aux usages domestiques.

En sus des bornes-fontaines fixées ci-dessus, dix fontaines monumentales pourront être élevées par l'administration municipale, et à ses frais, sur les points qui seront ultérieurement désignés.

La ville s'interdit la faculté de céder telle partie de l'eau fournie aux fontaines monumentales, dont elle pourra seulement disposer pour le lavage des égouts, des urinoirs et vespasiennes, et l'arrosage des squares et jardins publics.

Le puisage y sera également interdit aux particuliers.

Toutes les sources dont peut disposer actuellement la ville de Cannes devront être

appliquées exclusivement au nettoyage des égouts, dès que la compagnie sera en mesure de fournir mille mètres cubes d'eau par vingt-quatre heures.

La compagnie est autorisée à distribuer les eaux du puits de la Foux.

La canalisation servant actuellement à cette distribution sera admise à faire partie de la canalisation définitive après qu'elle aura subi les modifications qui seront reconnues nécessaires, et la compagnie prendra à sa charge les dépenses utiles faites par la ville de Cannes pour l'exécution de cette distribution provisoire.

4. A dater du décret de concession, la compagnie devra soumettre à l'administration supérieure, dans un délai de trois mois, en se conformant aux indications des articles précédents, le projet définitif et général des travaux à exécuter pour la construction du canal mère, dont les travaux doivent être terminés dans le délai de deux ans fixé à l'article précédent.

Ces projets comprendront :

Un plan à l'échelle d'un vingti-millième, sur lequel sera indiqué le tracé dudit canal et desdits canaux secondaires;

Un profil en long, suivant l'axe de ces mêmes canaux;

Un certain nombre de profils en travers;

Le tableau des pentes;

Les dessins des principaux ouvrages d'art, notamment de la prise d'eau;

Enfin, un devis explicatif des ouvrages.

Les projets des canaux secondaires et rigoles d'arrosage dans les territoires de distribution d'eau dans les communes pourront être exécutés avec la seule approbation du préfet du département, sur le rapport de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées.

Toutefois, si l'exécution des travaux devait donner lieu à des acquisitions de terrains nécessitant l'expropriation pour cause d'utilité publique, les projets seraient soumis à l'approbation du ministre des travaux publics.

La compagnie sera autorisée à prendre copie des plans, nivellements et devis qui ont été dressés aux frais de l'État ou du département, sans avoir à rembourser les dépenses faites.

En cours d'exécution, la compagnie aura la faculté de proposer les modifications qu'elle pourra juger utile d'introduire; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation et le consentement formel de l'autorité qui aura approuvé les projets.

5. Le volume d'eau à dériver de la Siagne et de la Siagnole est fixé à mille litres par seconde.

Toutefois, la compagnie devra toujours laisser au moins trois cents litres dans le lit de la Siagne.

L'administration se réserve le droit de prélever dans le département du Var un volume d'eau de trois cents litres par seconde sur le débit de la Siagnole, pour en faire l'objet d'une concession spéciale.

6. Le volume d'eau à dériver du Loup est fixé à neuf cents litres par seconde. Toutefois, la compagnie devra toujours laisser au moins trois cents litres dans le lit de cette rivière.

7. Les eaux de colature et versure appartiendront aux concessionnaires, qui en disposeront comme bon leur semblera, à charge toutefois de les contenir dans des canaux distincts des cours d'eau naturels.

8. La compagnie devra construire et entretenir à ses frais des ponts dans tous les endroits où, par suite de leurs travaux, les communications existantes se trouveraient interceptées.

La largeur de ces ponts sera fixée à neuf mètres (9^m,00) au moins entre les parapets, pour les routes impériales, pour les routes départementales et pour les chemins de fer; à cinq mètres (5^m,00) pour les chemins de grande communication, et à quatre mètres (4^m,00) pour les chemins vicinaux.

Ces ponts seront en maçonnerie hydraulique.

9. S'il y a lieu de déplacer les routes existantes, la déclivité des pentes et rampes, sur les nouvelles directions, ne pourra excéder trois centimètres (0^m,03) par mètre, pour les routes impériales et départementales, et cinq centimètres (0^m,05) pour les chemins vicinaux.

L'administration restera libre toutefois d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à la règle précédente.

10. Les ponts à construire à la rencontre des routes impériales et départementales

ou des chemins de fer ne pourront être entrepris qu'en vertu des projets approuvés par l'administration supérieure.

Le préfet du département, sur l'avis de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées et après les enquêtes d'usage, pourra autoriser les déplacements des chemins vicinaux et la construction des ponts à la rencontre de ces chemins.

11. La compagnie sera tenue de rétablir et d'assurer à ses frais l'écoulement de toutes les eaux dont le cours serait arrêté, suspendu ou modifié par les travaux exécutés par elle.

Les aqueducs, buses, ponts-canaux qui seront construits à cet effet seront en maçonnerie hydraulique ou en fer.

Elle sera tenue, en outre, de prendre les dispositions qui seront prescrites par l'administration pour arrêter autant que possible les filtrations d'eau qui pourraient se faire à travers le canal, et empêcher ces filtrations de nuire aux parties basses des territoires.

12. Les barrages, déversoirs et prises d'eau du canal seront également en maçonnerie hydraulique ou en fer.

13. A la rencontre des routes impériales ou départementales, ou autres chemins publics, la compagnie sera tenue de prendre toutes les mesures ou de payer tous les frais nécessaires pour que les communications n'éprouvent ni interruption ni entrave pendant l'exécution des travaux. A cet effet, des routes et ponts seront construits, par les soins et aux frais de la compagnie, partout où cela sera jugé nécessaire.

Avant que les communications existantes puissent être interrompues, les ingénieurs des localités devront reconnaître et constater si les travaux provisoires présentent une solidité suffisante et s'ils peuvent assurer le service de la circulation.

Un délai sera fixé pour la durée de l'exécution de ces travaux provisoires.

14. Dans le cas où le canal ou ses branches devraient traverser des chemins de fer, les aqueducs-siphons qui seront construits à cet effet devront être établis de manière à ne jamais interrompre la circulation sur lesdits chemins de fer.

La compagnie sera tenue, en outre, de se conformer à toutes les dispositions qui lui seront prescrites par l'autorité administrative dans l'intérêt de la conservation du chemin de fer et de la sûreté du passage.

15. La compagnie pourra employer, dans les travaux de maçonnerie dépendant de son entreprise, les matériaux communément en usage dans les travaux publics de la localité.

Toutefois, les têtes de voûtes, les angles, socles, couronnements et extrémités de radiers seront en pierre de taille ou tout au moins en moellons de choix proprement taillés.

16. Tous les terrains destinés à servir d'emplacement au canal et à ses dépendances et aux branches principales, ainsi qu'au rétablissement des communications déplacées ou interrompues et des nouveaux lits de cours d'eau, seront achetés et payés par la compagnie.

Il est fait toutefois exception pour les terrains appartenant à la ville de Cannes, cette ville en concédant à la compagnie la disposition gratuite, en tant que l'occupation de ces terrains serait nécessaire pour l'établissement des conduites, réservoirs et dépendances.

La ville de Cannes concède à la compagnie le privilège exclusif d'établir des conduites de distribution d'eau sur ou sous le sol des rues, places, chemins et voies publiques de la commune de Cannes.

Les indemnités dues pour l'établissement des rigoles de distribution des eaux d'arrosage ou pour obtenir le passage de ces eaux sur les fonds intermédiaires, à titre de simple servitude, seront aussi payées par la compagnie, à qui les propriétaires donneront, dans les actes définitifs d'engagement, les pouvoirs nécessaires pour qu'elle puisse réclamer en leur nom l'application de la loi du 29 avril 1845.

Les indemnités pour occupation temporaire ou détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usines, pour tout dommage quelconque résultant des travaux, seront supportées et payées par la compagnie.

17. L'entreprise du nouveau canal et de toutes ses dépendances étant déclarée d'utilité publique, les concessionnaires sont substitués aux droits et obligations que la loi du 3 mai 1841 confère à l'administration pour l'exécution des travaux publics.

Ils jouiront aussi, pour la construction et l'entretien du canal et de toutes ses dépendances, en ce qui concerne l'extraction, le transport et le dépôt des terres et matériaux, des privilèges accordés par les lois et règlements aux entrepreneurs de

L'eau livrée quotidiennement pour les besoins des services publics sera payée selon la convention à intervenir entre la ville et la compagnie.

Pour les consommations privées, le prix de l'eau à livrer aux particuliers sera déterminé par les tarifs suivants, lesquels pourront être réduits par la compagnie.

Tarif du prix de l'eau et du prix de la force motrice.

QUANTITÉ DE LA FOURNITURE JOURNALIÈRE EN LITRES PAR SECONDE ou en chevaux.	PRIX par an.
	francs.
0 litre 50 centilitres.....	40
1 litre.....	70
2 litres.....	130
Au-dessus de 2 litres et par litre.....	60
100 litres par seconde, tombant d'un mètre de hauteur (unité de force)....	160
De 1 à 5 unités, par unité.....	160
De 5 à 10 unités, par unité.....	100
De 10 à 20 unités, par unité.....	80
De 20 à 30 unités, par unité.....	75

Chaque unité de force sera représentée par un volume d'eau de cent litres par seconde, tombant d'une hauteur d'un mètre.

Au-dessus de trente unités, la compagnie traitera de gré à gré, sans que l'unité de force puisse dépasser soixante-dix francs.

Il ne sera pas accordé d'abonnement inférieur à cinquante centilitres.

Il ne sera pas livré de force motrice inférieure à un cheval.

Tarif du prix de l'eau coulant d'une manière continue.

QUANTITÉ DE LA FOURNITURE JOURNALIÈRE.	PRIX par an.
	francs.
100 litres.....	20
200 litres.....	30
500 litres.....	40
1 mètre cube.....	50
2 mètres cubes à 45 francs.....	90
5 mètres cubes à 40 francs.....	200
10 mètres cubes à 35 francs.....	350
20 mètres cubes à 30 francs.....	600
35 mètres cubes à 25 francs.....	875
50 mètres cubes à 20 francs.....	1,000
Chaque mètre cube en plus, 20 francs.....	"

Il ne sera pas accordé d'abonnement jauge inférieur à deux cent cinquante litres d'eau.

L'abonnement de cent litres par appartement ne peut être concédé qu'à robinet libre et pour les besoins exclusifs du ménage.

Le premier mètre cube ne comportera pas d'autres divisions que celles indiquées ci-dessus.

Au delà d'un mètre cube, il ne sera pas admis d'augmentation pour des quantités inférieures à un mètre cube.

Bases pour fixer les abonnements aux eaux par estimation et sans jaugeage.

DÉPENSE PAR JOUR.

Par personne domiciliée.....	20 litres.
Par ouvrier.....	5
Par cheval.....	60
Par vache.....	40
Par voiture à deux roues.....	40
Par voiture à quatre roues (1 ^{re} de luxe).....	80
Par voiture à quatre roues (2 ^e de louage).....	40
Par mètre carré d'allée, cour et jardin.....	3
Par boutique.....	150

DÉPENSE D'EAU PAR MINUTE PAR FORCE DE CHEVAL-VAPEUR.

1 ^{re} Machine à haute pression.....	0 lit. 50 cent.
2 ^e Machine à détente et condensation.....	10
3 ^e Machine à basse pression.....	20

PRIX A FORFAIT.

Par bain.....	0 ^e 10 ^e
---------------	--------------------------------

Ce prix sera calculé sur une moyenne d'un bain et demi par jour et par baignoire affectée tant au service sur place qu'au service à domicile.

Sauf ce qui concerne les eaux périodiques d'irrigation et les forces motrices, les conventions à intervenir entre la compagnie et les abonnés seront rédigées conformément au règlement en vigueur à Paris et annexé au décret impérial du 2 octobre 1860, lequel a été approuvé par l'administration municipale, sur la proposition de la compagnie.

Toutefois, le droit à l'irrigation ou à l'usage domestique de l'eau et à la possession d'une force motrice devant suivre l'immeuble en quelque main qu'il passe, la compagnie pourra stipuler une durée de cinquante ans pour les abonnements.

Les propriétés auxquelles s'appliquera l'usage de l'eau seront désignées dans les actes d'engagement.

29. Les redevances dues par les propriétaires et usiniers pour usage des eaux seront payables par douzièmes, comme en matière de contributions publiques.

Les rôles seront dressés chaque année par la compagnie et rendus exécutoires par un arrêté préfectoral.

Le recouvrement des taxes sera fait par un receveur désigné par la compagnie.

30. Pour les eaux municipales et domestiques à distribuer dans la commune de Cannes, l'interruption momentanée de l'arrivée de l'eau dans les réservoirs, provenant des réparations, sera considérée comme cas de force majeure, ne donnant lieu à l'exercice d'aucun recours contre la compagnie.

Si cependant ces travaux de réparations s'opposaient à l'alimentation des bornes-fontaines pendant plus de cinq jours consécutifs, la compagnie serait, à titre d'indemnité, passible d'une retenue égale au prix de l'eau qui aurait dû être fournie pendant tout le temps qui excéderait cinq jours.

Les cinq jours de délai commenceraient à courir du moment où il aurait été donné, par écrit, avis par l'administration municipale au représentant de la compagnie, à Cannes, de l'interruption pouvant donner lieu à une retenue.

31. Les engagements définitifs des propriétaires pour usage des eaux seront donnés dans la forme qui sera arrêtée par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur la proposition de la compagnie, en ayant égard, autant que possible, aux conditions auxquelles les engagements provisoires des propriétaires ont été reçus.

32. L'insuffisance temporaire des eaux et la suspension temporaire du service, dues à des accidents ou à la force majeure, seront constatées par l'administration.

Si, en temps d'étiage, le volume d'eau fourni par la Siagne se trouvait inférieur à

celui qui est spécifié dans l'article 5, les quantités attribuées aux usagers pourraient être temporairement réduites dans la même proportion que le volume total, et les redevances ne subiraient pour cela aucune diminution.

Il n'y aura pas non plus lieu à une diminution dans la redevance pour les eaux périodiques ou continues en cas de suspension temporaire absolue résultant de circonstances de force majeure.

Toutefois, si l'insuffisance ou la suspension temporaire absolue des eaux périodiques ou continues durait plus de trente jours consécutifs, en dehors des temps d'étiage, il serait fait, pour toute indemnité, une remise proportionnelle sur le montant de la redevance annuelle.

Cette remise serait calculée, pour les eaux périodiques, en considérant le tarif annuel comme ne s'appliquant qu'à six mois et demi d'arrosage.

Si la suspension absolue des eaux périodiques durait deux mois consécutifs entre le 1^{er} mai et le 1^{er} septembre, il serait fait remise de la redevance entière de l'année, sans que les concessionnaires puissent être tenus à aucune autre indemnité ou dédommagement quelconque envers les propriétaires.

En cas de diminution ou de suspension temporaire dans le service des eaux des usines, il sera accordé aux propriétaires ou fermiers de ces usines une réduction de soixante-quinze centimes par jour pour la suppression de chaque unité de force, représentée par un volume d'eau de cent litres par seconde, tombant d'une hauteur d'un mètre, lorsque cette diminution ou suspension aura été régulièrement constatée.

Les concessionnaires auront toutefois la faculté de mettre le canal en chômage trente jours par an en dehors de la saison d'irrigation, sans que les propriétaires ou fermiers d'usines puissent prétendre pour ce fait à aucun dédommagement ni à aucune diminution dans la redevance.

Ce chômage aura lieu du 15 octobre au 15 novembre ou du 15 février au 15 mars.

33. Les travaux à faire pour la fuite des eaux employées aux irrigations, à l'agrément ou à la mise en jeu des usines seront à la charge des concessionnaires; mais les dommages de toutes sortes qui pourront résulter de l'emploi même de ces eaux resteront à la charge des usagers.

34. Dans le cas où le Gouvernement ordonnerait ou autoriserait la construction de routes impériales, départementales ou vicinales, de canaux ou de chemins de fer qui traverseraient le canal qui fait l'objet de la présente concession, les concessionnaires ne pourront mettre aucun obstacle à ces travaux; mais toutes les précautions seront prises pour qu'il n'en résulte aucun empêchement à la construction ou au service dudit canal, ni aucuns frais pour les concessionnaires.

35. Les agents et gardes que les concessionnaires établiront, soit pour opérer la perception des droits, soit pour la surveillance ou la police du canal et des ouvrages qui en dépendent, pourront être assermentés et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

36. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux, et les frais de contrôle de l'exploitation dus aux ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, seront supportés par les concessionnaires.

Ces frais seront payés d'après les règlements qui en seront faits par le préfet, conformément aux lois et règlements qui régissent la matière.

37. La compagnie sera tenue de faire élection de domicile à Cannes et de faire choix d'un agent résidant dans cette ville, chargé de recevoir, au nom de la compagnie, les significations, notifications ou réquisitions, et d'y répondre; et, dans le cas de non-élection, toute notification à elle adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture des Alpes-Maritimes.

38. Les contestations qui s'élèveraient entre les concessionnaires et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département des Alpes-Maritimes, sauf recours au Conseil d'Etat.

39. Avant le décret de concession, la compagnie devra verser à la caisse des consignations ou au ministère des finances, et à titre de cautionnement, une inscription de rente française trois pour cent de trois mille francs de rentes.

Ce cautionnement sera restitué à la compagnie par tiers et proportionnellement à l'avancement des travaux du canal principal.

49. Les droits d'enregistrement sur les traités pour usage des eaux seront supportés par les souscripteurs.

Le Ministre d'État, chargé de l'intérieur du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé E. ROUHER.

N° 14,582. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Gouvernement général de l'Algérie, sur l'exercice 1865, un Crédit, à titre de Fonds de concours versés au Trésor, pour la construction d'une conduite destinée à amener au village du Kroubs (province de Constantine) les eaux de la source d'Ain-Baroud.

De 31 Août 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie;

Vu nos décrets des 27 octobre 1858⁽¹⁾, 10 décembre 1860⁽²⁾ et 7 juillet 1864⁽³⁾, sur le gouvernement et l'administration de l'Algérie;

Vu l'article 1^{er} du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu la loi de finances du 13 mai 1863, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1864;

Vu notre décret du 22 novembre 1863⁽⁴⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits accordés par ladite loi;

Vu la loi du 8 juin 1864, accordant des suppléments de crédits pour le même exercice 1864;

Vu notre décret du 2 juillet 1864⁽⁵⁾, portant répartition, par chapitres, de ces suppléments de crédits;

Vu nos décrets des 26 avril⁽⁶⁾, 28 juin⁽⁷⁾ et 9 octobre 1865⁽⁸⁾, autorisant le report, de divers chapitres au chapitre XII (4^e section) du budget ordinaire du gouvernement général de l'Algérie de l'exercice 1864, de trois sommes s'élevant ensemble à deux cent quatre-vingt-quinze mille francs (295,000^f);

Vu nos décrets des 17 septembre⁽⁹⁾ et 5 novembre 1864, augmentant les crédits du même chapitre XII d'une somme totale de quarante-six mille six cent cinquante-quatre francs (46,654^f), montant de ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours dans les dépenses de construction d'une conduite destinée à amener au village du Kroubs (province de Constantine) les eaux de la source d'Ain-Baroud;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 de notre décret du 31 mai 1862⁽¹⁰⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la lettre de notre ministre secrétaire d'État au département des finances, en date du 31 juillet 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

⁽¹⁾ Bull. 646, n° 5998.

⁽²⁾ Bull. 878, n° 8453.

⁽³⁾ Bull. 1240, n° 12,622.

⁽⁴⁾ Bull. 1160, n° 11,791.

⁽⁵⁾ Bull. 1222, n° 12,444.

⁽⁶⁾ Bull. 1287, n° 13,167.

⁽⁷⁾ Bull. 1318, n° 13,535.

⁽⁸⁾ Bull. 1341, n° 13,733.

⁽⁹⁾ Bull. 1245, n° 12,688.

⁽¹⁰⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

ART. 1^{er}. Il est ouvert au gouvernement général de l'Algérie, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1865, un crédit de deux mille quatre cent cinquante francs trente-trois centimes (2,450^f 33^c), provenant de fonds de concours versés pour la construction d'une conduite destinée à amener au village du Kroubs les eaux de la source d'Ain-Baroud (province de Constantine).

2. Le chapitre XII (*Colonisation et topographie*) de la quatrième section du budget ordinaire du gouvernement général de l'Algérie, exercice 1865, est augmenté de ladite somme de deux mille quatre cent cinquante francs trente-trois centimes (2,450^f 33^c).

3. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances, et le gouverneur général de l'Algérie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 31 Août 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, chargé, par intérim, du département des finances,

Signé J. BAROCHE.

Le Maréchal de France, Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.



Certifié conforme :

Paris, le 21^{er} Septembre 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1427.

N° 14,583. — DÉCRET IMPÉRIAL portant répartition, par Chapitres, des Crédits ouverts à la 5^e section (Service colonial) du Budget ordinaire du Ministère de la Marine et des Colonies de l'exercice 1867.

Du 11 Août 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu la loi du 18 juillet 1866, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes ordinaires de l'exercice 1867;

Vu l'article 1^{er} du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu le sénatus-consulte du 4 juillet 1866, portant modification de la constitution des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, notamment les articles 5 et 6;

Considérant que la prochaine réunion des conseils généraux de ces colonies rend urgente la fixation des bases sur lesquelles doivent être établis les budgets coloniaux de 1867, conformément au sénatus-consulte susvisé;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts à la cinquième section (*Service colonial*) du budget ordinaire du ministère de la marine et des colonies de l'exercice 1867, et montant à vingt-deux millions cent quatre-vingt-un mille six cents francs (22,181,600'), sont répartis par chapitres ainsi qu'il suit :

5^e SECTION.

CHAP. XXI. Personnel civil et militaire des colonies.....	12,556,200'
— XXII. Matériel civil et militaire aux colonies.....	2,047,000
— XXIII. Service pénitentiaire.....	5,009,000
— XXIV. Subvention au service local des colonies.....	2,569,400
TOTAL ÉGAL.....	22,181,600

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies, et notre ministre secrétaire d'État au département

des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 11 Août 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de la marine et des colonies,

Signé P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 14,584. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget extraordinaire du Ministère de la Marine et des Colonies, exercice 1865.*

Du 1^{er} Septembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1865;

Vu la loi du 8 juillet 1865, accordant des suppléments de crédits sur l'exercice 1865;

Vu nos décrets des 15 novembre 1864⁽¹⁾ et 26 août 1865⁽²⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits alloués par les deux lois susvisées;

Vu la loi du 13 juin 1866, accordant des suppléments de crédits sur l'exercice 1865;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽³⁾, concernant les virements de crédits;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 55 de notre décret du 31 mai 1862⁽⁴⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la lettre de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 21 août 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts, pour l'exercice 1865, sur les chapitres ci-après du budget extraordinaire du ministère de la marine et des colonies, sont réduits d'une somme de deux millions huit cent mille francs (2,800,000^f) :

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 1530, n° 15,614.

⁽³⁾ Bull. 440, n° 4110.

⁽⁴⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

3^e SECTION. (2^e partie.)

CHAP. VI. États-majors et équipages.....	10,000'
—— VIII. Services spéciaux en Cochine.....	300,000
—— IX. Hôpitaux.....	685,000
—— X. Vivres.....	830,000

4^e SECTION. (2^e partie.)

CHAP. XII. Frais de voyage et dépenses diverses.....	975,000
SOMME ÉGALE.....	2,800,000

2. Les crédits ouverts, pour ledit exercice 1865, sur le chapitre 17 du budget extraordinaire du même ministère (*Approvisionnements généraux de la flotte*), sont augmentés d'une somme de deux millions huit cent mille francs (2,800,000').

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies, et notre ministre secrétaire d'État des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 1^{er} Septembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Gardes des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, chargé, par intérim, du ministère des finances,

Le Ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Signé P. DE CHASSELOUP-LAURAT.

Signé J. BAROCHER.

N° 14,585. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1^{er} Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale des Basses-Alpes n° 6, des Mées à Vinon, dans la côte de Madame, conformément à la direction générale indiquée en rouge sur un plan annexé au présent décret.

2^o L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de l'entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3^o Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de trois ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 23 Juin 1866.*)

N° 14,586. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1^{er} Le décret du 6 août 1863, qui assigne trente-quatre offices d'huissier au tribunal de première instance de Caen (Calvados), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à trente-trois.

2° Le décret du 17 février 1866, qui assigne dix offices d'huissier au tribunal de première instance d'Hazebrouck (Nord), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à neuf.

3° Le décret du 29 août 1863, qui assigne quinze offices d'huissier au tribunal de première instance de Saint-Omer (Pas-de-Calais), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à quatorze. (*Saint-Cloud, 14 Août 1866.*)

N° 14,587. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° L'ordonnance du 24 mars 1820, qui assigne cinq offices d'avoué au tribunal de première instance de Gien (Loiret), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à quatre.

2° Le décret du 6 juin 1863, qui assigne quatre offices d'avoué au tribunal de première instance de Louhans (Saône-et-Loire), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à trois.

3° Le décret du 25 avril 1863, qui assigne trente-cinq offices d'huissier au tribunal de première instance de Dijon (Côte-d'Or), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à trente-quatre. (*Saint-Cloud, 25 Août 1866.*)



Certifié conforme :

Paris, le 21^{er} Septembre 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au
ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1428.

N° 14,588. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui proclame 26 Cessions de Brevets d'invention.*

Du 16 Juin 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 21 de la loi du 5 juillet 1844,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont proclamées :

1^{re} La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 3 janvier 1866, telle qu'elle résulte d'un jugement du tribunal de commerce de Lyon, en date du 1^{er} septembre 1859, attribuant au sieur Philippe Bigard, négociant, demeurant en cette ville, impasse de Savoie, n° 1, la propriété exclusive du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 15 août 1858, conjointement avec le sieur Guiton, pour un appareil de sauvetage sous-marin, système Bigard.

2^{re} La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 5 janvier 1866, faite, suivant acte en date du 30 décembre 1865, aux sieurs Guinon, Marnas et Bonnet, teinturiers, demeurant à Lyon, rue Bugeaud, n° 6, par le sieur Armand, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 29 novembre 1856, pour l'amélioration des soies.

3^{re} La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, le 5 janvier 1866, faite, suivant acte en date du 8 décembre 1865, au sieur Paul-Henri Acher, négociant, demeurant à Deauville, rue du Casino, par le sieur Boisson, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 7 octobre 1859, pour un four économique propre à cuire la brique, tuiles, carreaux, poteries, chaux et tous produits céramiques.

4^{re} La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, le 5 janvier 1866, faite, suivant acte en date du 8 décembre 1865, au sieur Paul-Henri Acher, négociant, demeurant à Deauville, rue du Casino, par le sieur Boisson, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 17 octobre 1864, pour perfectionnements apportés à un four économique propre à la cuisson des produits céramiques.

5^{re} La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 5 janvier 1866, faite, suivant acte en date du 21 décembre 1865, au sieur Maurice Hartmann, négociant, demeurant à Paris, rue Notre-Dame-de-Nazareth, n° 41, par le sieur Anthoine, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 28 août 1865, pour un système rationnel permettant la préparation économique des lustres métalliques destinés à la décoration des poteries, porcelaines, faïences et cristaux, ainsi que verres de toutes sortes.

6° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 15 janvier 1866, faite, suivant acte en date du 6 décembre 1865, à la société Courtines et Monnet, ayant son siège à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 40, place de la Bourse, par les sieurs Carlier et Vignon, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris conjointement, le 21 juin 1862, pour procédés d'extinction des incendies.

7° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 15 janvier 1866, faite, suivant acte en date du 6 décembre 1865, à la société Courtines et Monnet, ayant son siège à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 40, place de la Bourse, par les sieurs Vignon et Carlier, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 16 mars 1863, pour des appareils propres à l'extinction des incendies sur terre et sur mer.

8° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 17 janvier 1866, faite, suivant acte en date du 4 décembre 1865, au sieur François Durand, contre-maître d'usine, demeurant à Longueville, commune de Lourps (Seine-et-Marne), par le sieur Raffin, de la moitié de ses droits à l'exploitation partielle du brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 juin 1857, par le sieur Prioux, dont il est cessionnaire, pour fabrication de tubes creux sans soudure.

9° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 17 janvier 1866, faite, suivant acte en date du 15 décembre 1865, à la société Hottin et compagnie, ayant son siège à Paris, par le sieur Hottin, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 4 août 1864, pour une composition chimique dite *Hottine*, servant à rendre non inflammables tous les tissus blancs et de couleur, la toile, le coton, la soie et autres substances textiles.

10° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 22 janvier 1866, telle qu'elle résulte d'un procès-verbal dressé, le 1^{er} décembre 1865, par M^r Planchat, notaire, à Paris, et portant adjudication au profit du sieur Hippolyte-Félix Burlat, négociant, demeurant à Paris, rue de Tracy, n° 7, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 août 1859, par les sieurs Féraud, Laureau et Richard, collectivement, pour des procédés de conservation des matières organiques de toute nature.

11° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 22 janvier 1866, faite, suivant acte en date du 9 du même mois, au sieur Vincent Escollier, docteur sur maroquin, demeurant à Paris, rue Chapon, n° 28, par le sieur Curti, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 18 juillet 1864, pour application aux portefeuilles, porte-monnaie, porte-cigares, etc. d'une boîte contenant un ressort en acier faisant sortir un mètre, mesure linéaire, qui s'enroule tout seul en le lâchant.

12° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, le 24 janvier 1866, faite, suivant acte en date du 10 décembre 1865, au sieur Jean-Chrysostôme Deshumeur, fondeur, demeurant à Guise, par le sieur Praxel, de tous ses droits à l'exploitation du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 25 avril 1864, pour un sommier économique élastique pour toute espèce de lits.

13° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, le 26 février 1866, faite, suivant acte en date du 6 du même mois, au sieur Charles-Henri Bergeyron, fabricant de creusets, demeurant à Paris, représenté par le sieur Jacques-Louis Tudeau, commis négociant, à Cette, par les sieurs Bergeyron frères et compagnie, négociants en cette ville, de tous leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 février 1859, par les sieurs Champeaux, dont ils sont cessionnaires, pour une machine ou appareil à comprimer le creuset.

14° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de Loire-et-Cher, le 24 février 1866, faite, suivant acte en date du 25 octobre 1865, au sieur Jules Brébant, architecte, demeurant à Pontoise, rue Saint-Jean-d'Oisy, par le sieur Mathieu, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 23 juin 1864, pour des perfectionnements apportés à la mouture des grains au moyen d'un système de machines.

15° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 26 février 1866, telle qu'elle résulte d'un procès-verbal dressé, le 4 mars 1865, par M^r Bardout, notaire, à Paris, et portant adjudication au profit du sieur Auguste-Jules Guyot d'Arincourt, propriétaire, demeurant à Paris, rue de la Bruyère, n° 3 bis, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} octobre 1862, par le général

Frévozt, baron d'Arincourt, pour distillation des rognures de zinc et des plaques dites n° 1 et 2, et des rognures et déchets de la galvanisation.

16° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 27 février 1866, telle qu'elle résulte d'un procès-verbal dressé, le 3 du même mois, par M^r Charlot, notaire, à Paris, et portant adjudication au profit du sieur Philippe-Louis Legrand, distillateur, demeurant à Paris-Saint-Mandé, chemin de la Croix-Rouge, n° 23, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 août 1864, par le sieur Henley, pour amélioration dans les procédés de fabrication des produits de laque en béton.

17° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Manche, le 5 mars 1866, faite, suivant acte en date du 29 janvier de la même année, aux sieurs Edmond et Eugène Bonet frères, sculpteurs, demeurant à Rouen, rampe Bouvreuil, n° 56, par le sieur Cavel, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 8 septembre 1864, pour un système de moulage de pavés en ciment avec incrustations pour mosaïques.

18° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 7 mars 1866, faite, suivant trois actes en date des 10 mai 1864 et 10 mai 1865, à la société D. Savalle fils et compagnie, dont le siège est fixé à Paris, boulevard de Magenta, n° 179, par les ayants droit de feu le sieur Pierre-Désiré-Armand Savalle, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 12 novembre 1861, pour un appareil d'évaporation.

19° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 16 mars 1866, faite, suivant acte en date du 6 du même mois, au sieur Dimas Barreda, négociant, demeurant à Santander (Espagne) et momentanément à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 17, par le sieur Krystoffovitch, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 24 février 1866, pour un procédé pour l'extraction de l'essence de térébenthine et autres produits des bois résineux.

20° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Vienne, le 17 mars 1866, faite, suivant acte en date du 15 janvier de la même année, au sieur Ferdinand-François Boutin, négociant, demeurant à Paris, rue Brochant, par les sieurs Peltier frères, de partie de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 4 novembre 1858, pour un engrais dit *guano perfectionné*.

21° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 19 mars 1866, faite, suivant acte en date du 21 février de la même année, au sieur Frédéric-Fitz Gerald, sujet anglais, rentier, demeurant à Paris, rue Pauquet-de-Villejust, n° 28, et à la dame Marie-Élisabeth-Julie de Douhet de Mondevant, épouse autorisée du sieur Armand-Gustave-Alexandre de Mande, avec lequel elle demeure à Paris, rue de Ponthieu, n° 14, par le sieur de Bergue, du vingtième de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 8 décembre 1864, pour un système de frein à air comprimé applicable aux locomotives et locomobiles.

22° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, le 20 mars 1866, telle qu'elle résulte d'un procès-verbal en date du 3 juillet 1864, dressé par M^r Crozier, notaire, à Ternay, et portant adjudication au profit du sieur Joseph-Séraphin Dorzat, propriétaire et négociant, demeurant à Serezin-du-Rhône, de partie des droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 janvier 1855, par les sieurs Langlois père et fils, pour un genre de tuiles.

23° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 23 mars 1866, faite, suivant deux actes en date des 14, 15, 16 et 21 février de la même année, à la société à responsabilité limitée des inventions Fombuena (sculptures et armes), dont le siège est établi à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, par le sieur Fombuena, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 6 juin 1863, pour une machine servant à faire les crosses des armes à feu, ainsi que d'autres pièces; cette même machine applicable à divers travaux de sculpture.

24° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 23 mars 1866, faite, suivant deux actes en date des 14, 15, 16 et 21 février de la même année, à la société à responsabilité limitée des inventions Fombuena (sculptures et armes), dont le siège est à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, par le sieur Fombuena, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 19 mars 1864, pour armes à feu à pivot et à détente cachée.

25° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 23 mars 1866, faite, suivant acte en date du 20 du même mois, à la société Quenot et Leberg, représentée par le sieur Pierre-Louis Quenot, fabricant de cha-

pellerie, demeurant à Paris, rue du Puits, n° 8, au Marais, par la société Trotry-Latouche frères, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 22 février 1861, pour des perfectionnements aux chapeaux de feutre, bâtis en ouate de laine cardée ou de poils arçonnés pour chapeaux, capelines, etc.

26° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département d'Eure-et-Loir, le 30 mars 1866, faite, suivant acte en date du 30 septembre 1865, au sieur Théophile Fromentin, négociant en quincaillerie, demeurant à Paris, rue de Turenne, n° 62, par le sieur Tardy, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 23 mai 1865, pour un système de serrure perfectionnée et simplifiée.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Juin 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14,589. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui proclame 29 Cessions de Brevets
d'invention.*

Du 8 Septembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de
l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu l'article 21 de la loi du 5 juillet 1844,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont proclamées :

1° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 3 avril 1866, faite, suivant acte en date du 29 mars de la même année, au sieur André-Charles-Louis-Oscar Grenier, ingénieur civil, demeurant à Lyon, quai Castellane, n° 19, par le sieur Mermet, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 2 juin 1864, pour porte-chapeau chinois fixe et mobile sur les verres de lampes à modérateur et pour schiste, pétrole et gaz.

2° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, le 6 avril 1866, faite, suivant acte en date du 5 mars de la même année, aux sieurs Pierre-Alfred Dejean, négociant et propriétaire, et Jean Roumegous, surnommé *Justin*, forgeron, demeurant tous deux dans la commune de la Teste, par le sieur Taxis, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 9 novembre 1865, pour un moyen d'empêcher la résine de se convertir en galipot.

3° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 6 avril 1866, faite, suivant acte en date du 31 mars de la même année, au sieur Victor-François Léonard, comte Huytens de Terbeq, propriétaire, demeurant

à Paris, boulevard Malesherbes, n° 70, par le sieur Toussaint, de tous les droits qu'il avait cédés au sieur Langlois, et dans la possession desquels il est rentré au décès de celui-ci, sur le brevet de quinze ans qu'il a pris, le 13 décembre 1858, pour l'application industrielle d'une colonne d'eau à la séparation des corps d'un même volume, suivant leur pesanteur spécifique, et procédé d'amalgamation de ces corps.

4° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 9 avril 1866, telle qu'elle résulte d'un procès-verbal dressé par M^r Morand, notaire, à Lyon, le 27 mars de la même année, et portant adjudication au profit du sieur Jean-Pierre Ravard, propriétaire, demeurant à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 24, du brevet d'invention de quinze ans pris par le sieur Brunier, le 16 juillet 1864, pour une machine à vapeur à actions directes et successives produites par un même courant de vapeur à haute pression.

5° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, le 13 avril 1866, faite, suivant acte en date du 12 du même mois, au sieur Alfred Olive, propriétaire, demeurant à Marseille, rue du Tapis-Vert, n° 58, par les sieurs Tachiffeli frères, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 23 mars 1863, conjointement avec le sieur Crégut, pour une cage-filtre en remplacement des scourtins dans la pression des graines oléagineuses et autres substances.

6° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 13 avril 1866, faite, suivant acte en date du 7 du même mois, au sieur Charles Gosnell, négociant, demeurant à Londres, par les sieurs Bryant et Middleton, de tous leurs droits au brevet d'invention, expirant le 21 décembre 1878, qu'ils ont pris, le 13 avril 1865, pour un appareil servant à broser les cheveux.

7° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 17 avril 1866, faite, suivant acte en date du 23 février de la même année, au sieur Augustin Lanoé, fabricant de buses, demeurant à Paris, rue Charlemagne, n° 21, par le sieur Fouquet, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 14 mai 1861, pour une boucle-agrafe.

8° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, le 17 avril 1866, faite, suivant acte en date du 14 du même mois, au sieur Fernando Riera, rentier, demeurant à Paris, avenue des Champs-Élysées, n° 97, par le sieur Robert Flugel, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 25 août 1865, pour un appareil à distiller les bois résineux.

9° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 26 avril 1866, faite, suivant acte en date du 23 du même mois, au sieur Paul Le Mulier, capitaine d'état-major, demeurant à Paris, avenue de Wagram, n° 74, par le sieur Pierre-Jean-Baptiste-Hubert Lanchamp, commis à l'administration des postes, demeurant à Paris-Passy, rue de la Tour, n° 17, de tous droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 mars 1865, par le sieur Paul Lanchamp, son frère, dont il est héritier, pour un appareil destiné à l'évaporation des liquides sucrés et à leur concentration.

10° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, le 30 avril 1866, faite, suivant acte en date du 28 du même mois, au sieur Pierre-Louis Carbonnier, appréteur public, demeurant à Elbeuf (Seine-Inférieure), représenté par M^r Honoré-Jean-Joseph Blaise, avoué, demeurant à Sedan, par le sieur Achille Guillaume, propriétaire, demeurant en la même ville, mandataire du sieur de Montagnac, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 12 janvier 1852, pour apprêt velouté applicable aux étoffes foulées et drapées.

11° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, le 30 avril 1866, faite, suivant acte en date du 28 du même mois, au sieur Pierre-Louis Carbonnier, appréteur public, demeurant à Elbeuf (Seine-Inférieure), représenté par M^r Honoré-Jean-Joseph Blaise, avoué, demeurant à Sedan, par le sieur Achille Guillaume, propriétaire, demeurant en la même ville, mandataire du sieur de Montagnac, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 24 mars 1852, pour un apprêt à poil droit applicable à toutes les étoffes de laine foulées ou drapées.

12° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la

Seine, le 8 mai 1866, telle qu'elle résulte d'une déclaration du sieur Jean-Pierre-Ferdinand Jacquier, employé, demeurant à Paris, rue Gît-le-Cœur, n° 15, reçue par M^r Sorbet, notaire, à Paris, le 9 avril de la même année, et attribuant au sieur Joseph-Henri Vicat, négociant, demeurant à Paris, rue Saint-Denis, n° 125, la propriété du brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 janvier 1858, par le sieur Le Testu, pour un système de soufflet pour la projection de la poudre insectivore.

13° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Nord, le 18 mai 1866, telle qu'elle résulte d'un procès-verbal en date du 5 du même mois, dressé par M^r Deledieque, notaire, à Lille, et portant adjudication au profit du sieur Julien Bayard, employé de commerce, demeurant en ladite ville, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 juin 1864, par les sieurs Coquelacere Stacs, Ravet et Bayard, pour un système de laminoir permettant de traiter toutes longueurs de cotons ou de filaments cotonneux.

14° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône le 18 mai 1866, faite, suivant acte en date du 14 du même mois, aux sieurs Durand frères, représentés par le sieur Clarion, négociant, demeurant à Lyon, quai d'Albret, n° 25, par le sieur Louis Durand, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 15 décembre 1864, pour un procédé d'emballage par impression sur les tissus teints.

15° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, le 19 mai 1866, faite, suivant acte en date du 2 juillet 1862, au sieur Henry Haefely, manufacturier, maire de la commune de Pfaffstätt, demeurant sur le territoire de cette commune, par le sieur Gerber-Keller, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 6 août 1856, pour la préparation de poudres métalliques et de poudres de combinaisons métalliques, et leur application sur les fibres organiques, brutes ou manufacturées, ainsi que sur les corps d'origine inorganique.

16° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, le 23 mai 1866, faite, suivant acte en date du 7 avril de la même année, au sieur Jean-Baptiste Nogent, mécanicien, demeurant à Troyes, place de la Tour, n° 3, par le sieur Louis Delpuech, receveur de rentes, demeurant à Paris, rue de Louvois, n° 5, mandataire de la dame Marie-Louise-Charlotte Briel, veuve du sieur Jean-Pierre Motte, et de la dame Arsène-Charlotte Motte, épouse du sieur Jean-Baptiste Crosst, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 juin 1857, par la sieur Motte, conjointement avec le sieur Nogent, pour la fabrication de lisier en travers dite *revors de bord*.

17° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 29 mai 1866, faite, suivant acte en date du 19 du même mois, au sieur Claude-Charles Damey, caissier, demeurant à Paris, rue de la Fontaine, n° 10, par la sieur Heinhold, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 16 mai 1854, pour indicateurs publics.

18° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 30 mai 1866, faite, suivant l'acte de dépôt dressé par M^r Cottin, notaire, à Paris, le 11 avril de la même année, au sieur Robert Breckinridge-Baker, négociant, demeurant à Philadelphie (États-Unis d'Amérique), par le sieur Porter, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 21 janvier 1865, pour un moyen d'empêchement des incrustations ou dépôts calcaires dans les chaudières à vapeur.

19° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 30 mai 1866, faite, suivant acte en date du 28 avril de la même année, 1° au sieur Jacques Valserras, propriétaire, demeurant à Paris, rue de Moscou, n° 8; 2° au sieur François-Joseph Cléry, négociant, demeurant à Paris, rue de Rivoli, n° 162, et 3° au sieur Léon Boucher, négociant, demeurant à Paris, rue Parmentier, n° 10, par le sieur Lair, des soixante-sept centièmes de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 11 avril 1866, pour un appareil servant à cuire, à défilier et à presser les racines, et plus spécialement la betterave, pour en extraire le jus dans le but d'en faire du sucre et de l'alcool.

20° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, le 7 juin 1866, faite, suivant acte en date 17 avril de la même année, au sieur Félix Gergaud fils, propriétaire, demeurant à Nantes, rue de l'Écluse, n° 2, et au sieur Emile-Marie-Antoine Habrioux, propriétaire, demeurant en la même

ville, quai Duquesne, par le sieur Sebillé, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 28 décembre 1857, pour fabrication de tuyaux de plomb étamé à l'intérieur et outils nécessaires à cette fabrication.

21° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, le 13 juin 1866, faite, suivant acte en date du 6 du même mois, au sieur François-Hubert Fondeur, constructeur-mécanicien, demeurant à Viry-Notreuil, par le sieur Aubreville, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 19 novembre 1864, pour un pétrin mécanique à mouvement rotatif et transversal pouvant être mû à bras ou à l'aide d'un manège ou d'une machine à vapeur.

22° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 20 juin 1866, faite, suivant acte en date du 19 mai de la même année, à la dame Marie Joveneau, veuve du sieur François Bourgeois, fabricante de carreaux mosaïques, demeurant à Paris, rue de Cléry, n° 74, par le sieur Larmanjat, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 18 juillet 1864, pour la fabrication de carreaux mosaïques.

23° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 26 juin 1866, faite, suivant acte en date des 6 et 16 avril de la même année, au sieur Léon Guilmo, négociant en appareils d'éclairage, demeurant à Paris, rue Saint-Vincent-de-Paul, n° 3, par le sieur Hurtault, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 10 octobre 1863, pour un système d'appareils d'éclairage.

24° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 26 juin 1866, faite, suivant acte en date des 6 et 16 avril de la même année, au sieur Léon Guilmo, négociant en appareils d'éclairage, demeurant à Paris, rue Saint-Vincent-de-Paul, n° 3, par le sieur Hurtault, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 23 avril 1864, pour moyen de rendre propres à l'éclairage les huiles lourdes de goudrons, de houille et de goudron de boghead.

25° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 27 juin 1866, faite, suivant acte en date du 15 du même mois, au sieur Eugène-Pierre Barrabé, négociant, à Rennes, pont Saint-Martin, momentanément à Paris, par le sieur Fili, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 22 août 1859, conjointement avec le sieur Billot, pour un système de nettoyage, démouçhetage et décortication des blés par application de la force centrifuge.

26° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département des Vosges, le 27 juin 1866, faite, suivant acte en date du 7 novembre 1865, au sieur Octave-Louis-Claude Lamarre, demeurant à Neufchâteau, par le sieur Robin, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 10 juin 1859, pour un système destiné à préserver les appartements de la fumée.

27° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Vienne, le 28 juin 1866, faite, suivant acte en date du 7 du même mois, au sieur Ferdinand Trouillet, employé de commerce, demeurant à Poitiers, rue Cloche-Perse, n° 28, par les sieurs Peltier frères, de partie de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 4 novembre 1858, pour un engrais dit *guano perfectionné*.

28° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 29 juin 1866, faite, suivant acte en date des 2 et 5 du même mois, à la société Ch. Delsart et compagnie, dont le siège est fixé à Paris, cité de Trévisse, n° 3, par les sieurs Tavernier père et fils et Delsart, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris conjointement, le 16 avril 1866, pour l'emploi de l'œsype dans le raffinage des potasses et un procédé particulier pour leur exploitation industrielle.

29° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, le 30 juin 1866, faite, suivant acte en date du 6 avril de la même année, au sieur Alphonse Sagebien, ingénieur-mécanicien, demeurant à Amiens, par le sieur Delaye, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 décembre 1851, par le sieur Sagebien susnommé, dont il est cessionnaire, pour une roue hydraulique dite *roue à siphon*, prenant son eau sans dénivèlement.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,

du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 8 Septembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 14,590. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux d'exhaussement et de rectification de la route départementale du Gard n° 13, de Barjac à Avignon, en face du bac de Saint-André-de-Roquepertuis, suivant la direction générale indiquée en rouge sur un plan annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 23 Juin 1866.*)



Certifié conforme :

Paris, le 22 * Septembre 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1429.

N° 14,591. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre un Crédit sur l'exercice 1866, à titre de Fonds de concours versés au Trésor par le Budget de la province et le Budget de la commune d'Oran pour parfaire le payement des dépenses d'un Égout de grande voirie à Karguentah.

Du 31 Août 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie;

Vu nos décrets des 10 décembre 1860⁽¹⁾ et 7 juillet 1864⁽²⁾, sur le gouvernement et l'administration de l'Algérie;

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1866;

Vu notre décret du 28 octobre 1865⁽³⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits du même exercice;

Vu notre décret du 28 juillet 1866⁽⁴⁾, portant virement d'une somme de soixante-treize mille francs du chapitre II au chapitre IV du budget extraordinaire du gouvernement général de l'Algérie de l'exercice 1866;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 de notre décret du 31 mai 1862⁽⁵⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽⁶⁾;

Vu l'article 4 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu les récépissés datés des 2 et 5 mai 1866, et constatant le versement au trésor, à titre de fonds de concours dans les dépenses de construction de l'égout de Karguentah, à Oran, par le budget de la province et le budget de la commune d'Oran, d'une somme totale de mille sept cent trente-six francs trente-quatre centimes (1,736³⁴);

Vu les lettres de notre ministre secrétaire d'État au département des Finances, en date des 14 juillet et 17 août 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

⁽¹⁾ Bull. 681, n° 5488.

⁽²⁾ Bull. 1240, n° 12,622.

⁽³⁾ Bull. 1343, n° 15,768.

⁽⁴⁾ Bull. 1415, n° 14,510.

⁽⁵⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

⁽⁶⁾ Bull. 446, n° 4130.

ART. 1^{er}. Il est ouvert au gouvernement général de l'Algérie, au titre du budget extraordinaire de l'exercice 1866, un crédit de mille sept cent trente-six francs trente-quatre centimes (1,736^f 34^c) pour parfaire le payement des dépenses de construction d'un égout de grande voirie à Karguentah (Oran).

2. Le crédit de huit cent trente mille francs (830,000^f) inscrit, par nos décrets susvisés des 28 octobre 1865 et 28 juillet 1866, au chapitre II (4^e section) du budget extraordinaire du gouvernement général de l'Algérie dudit exercice, est augmenté de la somme mentionnée dans l'article précédent, et porté par suite à huit cent trente et un mille sept cent trente-six francs trente-quatre centimes (831,736^f 34^c).

3. Il sera pourvu à la dépense dont il est parlé dans l'article 1^{er} au moyen des ressources versées au trésor à titre de fonds de concours.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances, et le gouverneur général de l'Algérie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 31 Août 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, chargé, par intérim, du département des finances,

Signé J. BAROCHÉ.

Le Maréchal de France, Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.

N^o 14,592. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget du Ministère des Finances, exercice 1866.

Du 19 Septembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État des finances;

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1866;

Vu notre décret du 28 octobre 1865⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget des dépenses dudit exercice;

Vu l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

Vu les dispositions de notre décret du 10 novembre 1866⁽²⁾, sur les virements de crédits;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1861;

Notre Conseil d'État entendu.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts à notre ministre secrétaire d'État au

⁽¹⁾ Bull. 1343, n^o 13,738.

⁽²⁾ Bull. 440, n^o 4110.

département des finances, sur l'exercice 1866, par la loi du budget du 8 juillet 1865 et le décret de répartition du 28 octobre suivant, sont réduits d'une somme de quatre millions cent soixante-dix mille sept cent quarante-trois francs soixante-dix-huit centimes (4,170,743^f 78^c), portant sur les chapitres ci-après, savoir :

CHAP. XXXIV.	Personnel de l'administration centrale des finances.....	93,300 ^f 00 ^c
— XLVI.	Émoluments des payeurs dans les départements.....	200,000 00
— LIII.	Personnel de l'administration de l'enregistrement.....	25,000 00
— LVII.	Matériel de l'administration des forêts.....	150,480 00
— LIX.	Personnel de l'administration des douanes et des contributions indirectes.....	1,965,000 00
— LX.	Matériel de la même administration.....	20,000 00
— LXI.	Dépenses diverses de la même administration.....	9,000 00
— LXV.	Matériel de la direction générale des manufactures de l'État.....	1,650,000 00
— LXXVI.	Répartition de produits d'amendes, saisies et confiscations attribuées à divers.....	57,963 78
TOTAL.....		<u>4,170,743 78</u>

2. Les crédits ouverts, pour le même exercice, par la loi du budget et le décret de répartition précités, sur les articles suivants du budget du ministère, sont augmentés d'une somme de quatre millions cent soixante-dix mille sept cent quarante-trois francs soixante-dix-huit centimes (4,170,743^f 78^c), par virement des chapitres désignés ci-dessus :

CHAP. VII.	Rachat de concessions de canaux et de divers ponts.....	300,000 ^f 00 ^c
— IX.	Intérêts de capitaux de cautionnements.....	200,000 00
— XXXI.	Dépenses administratives du Sénat.....	28,154 00
— XXXII.	Dépenses administratives du Corps législatif et indemnités des députés.....	1,915,000 00
— L.	Mutations cadastrales.....	27,589 78
— LXXV.	Remboursements sur produits indirects et divers.....	1,700,000 00
TOTAL.....		<u>4,170,743 78</u>

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Septembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Gardes des sceaux, ministre de la justice et des cultes,
chargé de l'intérim du ministère des finances,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 14,593. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de dessèchement des marais de Padule-Maggiore, Padule-Minore, Vadinello, Alzetta, Chiarata, Canna, Boldovino, Taughicciosa et Erba-Rossa, situés dans la plaine de Mignocciaro (Corse). Lesdits travaux seront exécutés conformément au projet dressé par les ingénieurs.

2° La dépense sera imputée sur les fonds annuellement inscrits au budget pour l'amélioration de la Corse.

L'État recevra en déduction des dépenses qu'il aura faites : 1° les redevances annuelles souscrites par les propriétaires qui ont consenti à concourir à l'exécution des travaux ; 2° la moitié de la plus-value acquise après les dessèchements par les terrains dont les propriétaires ont refusé de concourir à la dépense. (*Paris, 4 Juillet 1866.*)



Certifié conforme :

Paris, le 29^e Septembre 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1430.

N° 14,594. — DÉCRET IMPÉRIAL qui, 1° déclare d'utilité publique l'établissement d'un Chemin de fer d'intérêt local de Munster à Colmar; 2° approuve le Traité passé, le 22 novembre 1865, pour l'exploitation de ce Chemin de fer.

Du 5 Août 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'avant-projet présenté pour l'exécution d'un chemin de fer d'intérêt local de Munster à Colmar;

Vu les pièces de l'enquête ouverte sur cet avant-projet, conformément à l'article 3 de la loi du 3 mai 1841, et notamment le procès-verbal de la commission d'enquête, en date du 22 mai 1865;

Vu l'adhésion donnée, le 6 mai 1865, conformément à l'article 18 du décret du 16 août 1853, par le directeur des fortifications de Strasbourg;

Vu la délibération, en date du 25 août 1865, par laquelle le conseil général du département du Haut-Rhin a approuvé l'établissement dudit chemin de fer et voté une subvention de dix mille francs (10,000^f) par kilomètre, à l'effet de concourir à son exécution;

Vu la délibération, en date du 11 septembre 1865, par laquelle le conseil municipal de Munster demande, au nom de cette ville, la concession dudit chemin de fer;

Vu le cahier des charges de cette concession, accepté le 25 août 1865 par le préfet du Haut-Rhin et par le maire de Munster;

Vu le traité passé, le 22 novembre 1865, entre la ville de Munster et la compagnie de l'Est, pour l'exploitation dudit chemin;

Vu l'acte de garantie souscrit, à la date du 14 août 1865, par une réunion de manufacturiers et industriels intéressés, et l'engagement supplémentaire souscrit par les mêmes industriels, le 8 février 1866;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 23 octobre 1862, 22 janvier 1863, 12 et 19 juin 1865, 26 avril 1866;

Vu la délibération, en date du 10 février 1866, par laquelle le conseil municipal de la commune de Munster demande l'autorisation de contracter un emprunt de deux millions de francs (2,000,000^f), applicable à l'exécution dudit chemin; ensemble les pièces concernant cette demande;

Vu l'avis de la section de l'intérieur du Conseil d'État, en date du 15 juin 1866, et la lettre de notre ministre de l'intérieur, en date du 18 du même mois;

Vu la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;
Vu la loi du 12 juillet 1865, sur les chemins de fer d'intérêt local;
Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852, article 4;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local de Munster à Colmar.

2. La ville de Munster est autorisée à pourvoir à l'exécution de ce chemin comme chemin de fer d'intérêt local, suivant les dispositions de la loi du 12 juillet 1865, et à accepter les offres de concours faites par le conseil général du Haut-Rhin, contenues dans sa délibération ci-dessus visée du 25 août 1865.

3. Est approuvé le traité passé entre la ville de Munster et la compagnie de l'Est pour l'exploitation dudit chemin de fer.

Une copie certifiée de ce traité ainsi qu'une copie du cahier des charges susvisé resteront annexées au présent décret.

4. Il est alloué à la ville de Munster, sur les fonds du trésor, par application de l'article 5 de la loi précitée, une subvention d'un million (1,000,000^f).

Cette subvention sera versée en quatre termes semestriels égaux, dont le premier terme sera payé le 1^{er} février 1867.

La ville de Munster devra justifier, avant le paiement de chaque terme, d'une dépense en travaux, approvisionnements et acquisitions de terrains triple de la somme à recevoir.

Le dernier terme ne sera payé qu'après l'achèvement complet des travaux.

5. La commune de Munster est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'exécède pas cinq pour cent, la somme de deux millions de francs (2,000,000^f), applicable à la construction dudit chemin de fer d'intérêt local et remboursable dans le délai de quarante-cinq années, à partir de 1867, au moyen du produit de l'exploitation de ce chemin.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

La même commune est autorisée à accepter l'offre faite par divers manufacturiers et industriels, à la date des 14 août 1865 et 8 février 1866, de garantir l'amortissement de l'emprunt en capital et intérêts, en cas d'insuffisance du rendement kilométrique du chemin.

6. Lorsque l'emprunt qui sera contracté par la ville de Munster pour l'exécution du chemin aura été complètement amorti, les produits nets résultant de l'exploitation de la ligne serviront au remboursement simultané de la subvention fournie par l'État ainsi que des avances faites par les industriels réunis en syndicat. Ce rembour-

sement aura lieu à titre égal et au prorata du chiffre desdites subvention et avances, le Gouvernement renonçant d'ailleurs au remboursement de la partie de la subvention qui n'aurait pas été restituée à l'époque de l'expiration de la concession.

7. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et de l'agriculture, du commerce et des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Vichy, le 5 Août 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

TRAITÉ D'EXPLOITATION.

Entre :

La compagnie des chemins de fer de l'Est, représentée par M. Louis-Alexandre Baignères, administrateur, et M. Sauvage, directeur, agissant en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés par délibération du conseil de ladite compagnie, en date du 4 novembre 1865;

Et la ville de Munster, représentée par son maire, M. Frédéric Hartmann, membre du conseil général du département du Haut-Rhin, dûment autorisé à cet effet par délibération du conseil municipal de ladite ville,

A été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le chemin de fer projeté se détachera de la ligne de l'Est au nord de la gare de Colmar; il desservira le Logelbach et Turckheim pour se diriger sur Munster, conformément au tracé arrêté par le conseil général du Haut-Rhin.

Ce tracé ne présentera pas de pente supérieure à quinze millimètres par mètre ni de courbe dont le rayon soit inférieur à quatre cents mètres.

2. La ville concessionnaire raccordera la ligne de Munster avec celle de Strasbourg à Colmar, au nord de la station de cette dernière ville, en se conformant aux dispositions qui seront prescrites par M. le ministre des travaux publics.

Elle fera exécuter à ses frais les modifications qui seront reconnues nécessaires dans la gare de Colmar pour y installer le service de la ligne de Munster.

3. La compagnie de l'Est organisera un service d'exploitation dans les conditions qui seront ultérieurement arrêtées entre elle et la ville concessionnaire selon les exigences du trafic.

Elle sera également chargée de toutes les dépenses d'entretien courant, des grosses réparations des terrassements, ouvrages d'art et bâtiments, et de celles de la réfection des voies.

4. La compagnie voulant rester étrangère aux chances de l'entreprise, ne prétendre à aucun bénéfice ni encourir aucune perte, mais tenant à s'assurer le remboursement intégral de ses dépenses, il sera à cet effet ouvert sur ses livres, à la ligne de Munster, un compte d'exploitation, d'entretien et de fourniture du matériel roulant, au débit duquel seront exactement portées les dépenses de toute nature spécialement afférentes à cette ligne.

Ces dépenses n'ayant pas pu être déterminées au préalable et résumées sous forme d'un tarif d'exploitation, il reste entendu que la compagnie les estimera de manière à rentrer uniquement dans ses déboursés, en s'interdisant tout bénéfice.

On entend ici par déboursés, non-seulement les sommes réellement payées pour la ligne, mais encore la location du matériel roulant, c'est-à-dire l'intérêt et l'amortissement du capital du matériel nécessaire à l'exploitation.

5. Le montant de ces dépenses sera prélevé par la compagnie sur les recettes centralisées à cet effet dans sa caisse, recettes de l'intérêt desquelles elle aura à tenir compte à la ville concessionnaire, au taux moyen annuel du placement de ses fonds disponibles.

En cas d'insuffisance des recettes pour couvrir le montant du compte des frais d'exploitation, d'entretien et d'apport du matériel, la compagnie aura à exercer son recours contre la ville, couverte elle-même par l'engagement solidaire contracté à cet effet, à la date du 14 août 1865, par MM. les manufacturiers intéressés.

6. La compagnie portera au crédit du compte d'exploitation et d'entretien du chemin de fer de Munster la totalité des recettes effectuées sur toute la longueur du parcours de Munster au point de raccordement avec la ligne de l'Est, sans y comprendre, dans aucun cas, celles relatives à la manutention des marchandises dans la gare de Colmar, ni les autres recettes accessoires de cette gare, qui appartiendront en propre à la compagnie.

7. La ville de Munster déclare, à l'égard de la constatation du chiffre des recettes effectuées, s'en rapporter entièrement aux écritures tenues par la compagnie de l'Est, conformément aux prescriptions de l'administration supérieure, écritures dont la ville pourra faire prendre connaissance par ses représentants.

8. La compagnie de l'Est fera tous les six mois le règlement provisoire des recettes et dépenses, et mettra le solde de ce règlement à la disposition de la ville de Munster, qui pourra, soit retirer les fonds disponibles, soit les laisser dans la caisse de la compagnie au taux mentionné à l'article 5.

Mais c'est seulement après l'apurement des comptes de chaque exercice que la compagnie arrêtera le solde définitif, soit de la recette nette qu'elle aura à verser à la ville de Munster, soit du déficit qu'elle aura à lui réclamer.

9. Les dépenses d'entretien courant devront se borner au strict nécessaire. Celles que pourront exiger les modifications et agrandissements que le développement du trafic nécessitera dans les installations des gares et stations de la ligne, ne pourront être entreprises qu'autant que l'utilité en aura été reconnue par les délégués de la ville concessionnaire. Il est entendu d'ailleurs que ces modifications et agrandissements resteront entièrement à la charge de la ville de Munster.

10. Le présent traité prendra date à partir du jour où l'exploitation aura commencé et expirera le 31 décembre de la sixième année.

11. Les contestations qui pourraient survenir entre les parties contractantes pour l'exécution des clauses du présent traité seront jugées par trois arbitres qui jugeront ensemble et au même titre, comme amiables compositeurs, souverainement et sans appels ni réserves.

Les parties s'entendront pour la nomination de ces arbitres et, en cas de contestations, ils seront nommés par le tribunal de commerce de la Seine.

12. La présente convention ne sera valable qu'après avoir reçu l'approbation de M. le ministre des travaux publics.

Fait en triple expédition, à Paris, le 22 novembre 1865.

Approuvé :
Signé BAIGNÈRES.

Approuvé :
Signé SAUVAGE.

Approuvé :
Signé HARTMANN.

Vu pour être annexé au décret impérial en date du 5 août 1866, enregistré sous le n° 550.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Conseiller d'État, Secrétaire général

Signé DE BONVILLE.

*Cahier des charges de la concession d'un chemin de fer de Munster à Colmar
(Haut-Rhin).*

TITRE I^{er}.

TRACE ET CONSTRUCTION.

ART. 1^{er}. Le chemin de fer d'intérêt local de Colmar à Munster se détachera de la ligne de Strasbourg à Bâle, au nord de la gare de Colmar; il passera près et au nord des établissements industriels du Logelbach, se dirigera sur Turckheim, où la station sera établie sur le terrain communal situé entre la rive droite de la Fecht et la rive gauche du canal du Logelbach, rasera le pied de la montagne de Plixbourg pour gagner par le tracé le plus économique la gare de Munster, qui sera placée contre le chemin vicinal allant de Munster au Lœymel.

Il sera construit par la ville de Munster, qui en demande la concession et qui traitera avec une compagnie quelconque pour l'exploitation.

2. Les travaux devront être commencés dans un délai d'un an, à dater du décret de concession, et terminés dans un délai de cinq ans, à partir de la date du décret, de manière à ce que le chemin soit praticable et exploité, dans toutes ses parties, à l'expiration de ce dernier délai.

3. Le tracé et le profil du chemin de fer seront arrêtés sur la production de projets d'ensemble comprenant, pour la ligne entière ou pour chaque section de la ligne :

1^o Un plan général à l'échelle de un dix-millième;

2^o Un profil en long à l'échelle de un cinq-millième pour les longueurs et de un cinq-centième pour les hauteurs, dont les cotes seront rapportées au niveau moyen de la mer, pris pour point de comparaison. Au-dessous de ce profil, on indiquera au moyen de trois lignes horizontales disposées à cet effet, savoir :

Les distances kilométriques du chemin de fer comptées à partir de son origine;

La longueur et l'inclinaison de chaque pente ou rampe;

La longueur des parties droites et le développement des parties courbes du tracé, en faisant connaître le rayon correspondant à chacune de ces dernières;

3^o Un certain nombre de profils en travers, y compris le profil type de la voie;

4^o Un mémoire dans lequel seront justifiées toutes les dispositions essentielles du projet et un devis descriptif dans lequel seront reproduites, sous forme de tableaux, les indications relatives aux déclivités et aux courbes déjà données sur le profil en long.

La position des gares et stations projetées, celle des cours d'eau et des voies de communication traversés par le chemin de fer, des passages, soit à niveau, soit au-dessus, soit en dessous de la voie ferrée, devront être indiquées tant sur le plan que sur le profil en long; le tout sans préjudice des projets à fournir pour chacun de ces ouvrages.

4. Les terrains pourront être acquis et les ouvrages d'art pourront être exécutés pour une voie seulement.

Les terrains acquis par la ville concessionnaire pour l'établissement d'une seconde voie ne pourront recevoir une autre destination.

5. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être de un mètre quarante-quatre (1^m,44) à un mètre quarante-cinq centimètres (1^m,45). Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entrevoie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera de deux mètres (2^m,00).

La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre le bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de un mètre (1^m,00) au moins.

On ménagera au pied de chaque talus du ballast une banquettes de cinquante centimètres (0^m,50) de largeur.

La ville concessionnaire établira le long du chemin de fer les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par l'administration, suivant les circonstances locales, sur les propositions de la ville.

6. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à trois cents mètres. Une partie droite de cent mètres au moins de longueur devra être ménagée entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles seront dirigées en sens contraire.

Le maximum de l'inclinaison des pentes et rampes est fixé à quinze millimètres par mètre.

La ville aura la faculté de proposer aux dispositions de cet article et, selon l'article précédent les modifications qui lui paraîtraient utiles.

7. Il y aura deux voies à chaque station.

Le nombre, l'emplacement et l'étendue des stations de voyageurs et des gares de marchandises seront déterminés par le préfet, sur les propositions de la ville concessionnaire, après une enquête spéciale.

La ville concessionnaire sera tenue, préalablement à tout commencement d'exécution, de soumettre à l'administration le projet desdites gares, lequel se composera :

1° D'un plan à l'échelle de un cinquième ;

2° D'un mémoire descriptif et justificatif.

8. Le concessionnaire sera tenu de rétablir les communications interrompues par le chemin de fer, suivant les dispositions qui seront approuvées par l'administration.

9. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route impériale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du viaduc sera fixée par l'administration, en tenant compte des circonstances locales ; mais cette ouverture ne pourra, en aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m,00) pour la route impériale, à sept mètres (7^m,00) pour la route départementale, à cinq mètres (5^m,00) pour un chemin vicinal de grande communication, et à quatre mètres (4^m,00) pour un simple chemin vicinal.

Pour les viaducs de forme cintrée, la hauteur sous clef, à partir du sol de la route, sera de cinq mètres (5^m,00) au moins. Pour ceux qui seront formés de poutres horizontales en bois ou en fer, la hauteur sous poutre sera de quatre mètres quatre-vingt centimètres (4^m,30) au moins.

La largeur entre les parapets sera au moins de quatre mètres cinquante centimètres (4^m,50). La hauteur de ces parapets sera fixée par l'administration et ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à quatre-vingt centimètres (0^m,80).

10. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessous d'une route impériale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapets du pont qui supportera la route ou le chemin sera fixée par l'administration, en tenant compte des circonstances locales ; mais cette largeur ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m,00) pour la route impériale, à sept mètres (7^m,00) pour la route départementale, à cinq mètres (5^m,00) pour un chemin vicinal de grande communication, et à quatre mètres (4^m,00) pour un simple chemin vicinal.

L'ouverture du pont entre les culées sera au moins de quatre mètres cinquante centimètres (4^m,50) et la distance verticale ménagée au-dessus des rails extérieurs de chaque voie pour le passage des trains ne sera pas inférieure à quatre mètres quatre-vingt centimètres (4^m,80) au moins.

11. Dans le cas où des routes impériales ou départementales, ou des chemins vicinaux, ruraux ou particuliers, seraient traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails devront être posés sans aucune saillie ni dépression sur la surface de ces routes, et de telle sorte qu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation des voitures.

Le croisement à niveau du chemin de fer et des routes ou chemins pourra s'effectuer sous un angle de trente degrés.

Chaque passage à niveau établi sur une route ou sur un chemin public sera muni de barrières lisses à bascule ou chaîne ; il y sera, en outre, établi une maison de garde toutes les fois que l'utilité en sera reconnue par l'administration.

12. Lorsqu'il y aura lieu de modifier l'emplacement ou le profil des routes existantes, l'inclinaison des pentes ou rampes sur les routes modifiées ne pourra excéder trois centimètres (0^m,03) par mètre pour les routes impériales ou départementales et cinq centimètres (0^m,05) pour les chemins vicinaux. L'administration restera libre, toutefois, d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à cette clause, comme à celle qui est relative à l'angle de croisement des passages à niveau.

13. La ville concessionnaire sera tenue de rétablir et d'assurer à ses frais l'écoulement de toutes les eaux dont le cours serait arrêté, suspendu ou modifié par ces travaux, et de prendre les mesures nécessaires pour prévenir l'insalubrité pouvant résulter des chambres d'emprunt.

Les viaducs à construire à la rencontre des rivières, des canaux et des cours d'eau quelconques auront au moins quatre mètres cinquante centimètres (4^m,50) de largeur

entre les parapets. La hauteur de ces parapets sera fixée par l'administration et ne pourra être inférieure à quatre-vingts centimètres (0^m,80). Toutefois, les parapets ne seront pas établis au-dessus des aqueducs.

La hauteur et le débouché du viaduc seront déterminés, dans chaque cas particuliers, suivant les circonstances locales, par le préfet, sur l'avis de l'ingénieur en chef du département.

14. Les souterrains à établir pour le passage du chemin de fer pourront n'avoir que quatre mètres cinquante centimètres (4^m,50) de largeur entre les pieds-droits au niveau des rails et cinq mètres cinquante centimètres (5^m,50) de hauteur sous clef au-dessus de la surface des rails.

15. A la rencontre des routes impériales ou départementales et des autres chemins publics, il sera construit des chemins et ponts provisoires, par les soins et aux frais de la ville concessionnaire, partout où cela sera jugé nécessaire pour que la circulation n'éprouve ni interruption ni gêne pendant l'exécution des travaux.

Avant que les communications existantes puissent être interceptées, une reconnaissance sera faite par les ingénieurs de la localité à l'effet de constater si les ouvrages provisoires présentent une solidité suffisante et s'ils peuvent assurer le service de la circulation.

Un délai sera fixé par le préfet, sur l'avis de l'ingénieur en chef, pour l'exécution des travaux définitifs destinés à rétablir les communications interceptées.

16. La ville concessionnaire n'emploiera, dans l'exécution des ouvrages, que des matériaux de bonne qualité; elle sera tenue de se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre des divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers, seront en maçonnerie ou en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par le préfet, sur l'avis de l'ingénieur en chef du département.

17. Les voies seront établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Le poids des rails sera au moins de trente-cinq kilogrammes, sauf les réductions qui seraient autorisées par l'administration.

18. Le chemin de fer sera séparé des propriétés riveraines par des murs, haies ou toute autre clôture, dont le mode et la disposition seront autorisés, partout où la compagnie n'en aura pas été dispensée par décision du préfet.

19. Tous les terrains nécessaires pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances, pour la déviation des voies de communication et des cours d'eau déplacés, et, en général, pour l'exécution des travaux, quels qu'ils soient, auxquels cet établissement pourra donner lieu, seront achetés et payés par la ville de Munster.

Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usines, et pour tous dommages quelconques résultant des travaux, seront supportées et payées par la ville.

20. L'opération étant d'utilité publique, la ville de Munster est investie, pour l'exécution des travaux dépendant de sa concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc., et elle demeure en même temps soumise à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de ces lois et règlements.

21. Dans les limites de la zone frontière et dans le rayon de servitude des enceintes fortifiées, la ville sera tenue, pour l'étude et l'exécution de ses projets, de se soumettre à l'accomplissement de toutes les formalités et de toutes les conditions exigées par les lois, décrets et règlements concernant les travaux mixtes.

22. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, l'administration déterminera les mesures à prendre pour que l'établissement du chemin de fer ne nuise pas à l'exploitation de la mine, et, réciproquement, pour que, le cas échéant, l'exploitation de la mine ne compromette pas l'existence du chemin de fer.

23. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains renfermant des carrières ou les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations ne compromettent la solidité aient été remblayées ou consolidées. L'administration déterminera la nature et l'étendue des travaux qu'il conviendra d'entreprendre à cet effet, et qui seront d'ailleurs exécutés par les soins et aux frais de la ville.

Toutefois, le département ne pourra être tenu de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du chemin pendant six mois.

35. A toute époque après l'expiration des quinze premières années de la concession, le département aura la faculté de racheter la concession entière du chemin de fer.

Pour régler le prix du rachat, on relèvera les produits nets annuels obtenus par la ville pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée à la ville pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

La ville recevra, en outre, dans les trois mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels elle aurait droit à l'expiration de la concession, selon l'article 34 ci-dessus.

36. Si la ville n'a pas commencé les travaux ou présenté les projets dans le délai fixé par l'article 2, elle encourra la déchéance, sans qu'il y ait lieu à aucune adjudication ou mise en demeure préalable.

37. Faute par la ville concessionnaire d'avoir terminé les travaux dans le délai fixé par l'article 2, faute aussi par elle d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, elle encourra la déchéance et il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par la ville, au moyen d'une adjudication que l'on ouvrira sur une mise à prix des ouvrages exécutés, des matériaux approvisionnés et des parties de chemin de fer déjà livrées à l'exploitation.

Les soumissions pourront être inférieures à la mise à prix.

La nouvelle compagnie sera soumise aux clauses du présent cahier des charges, et la ville concessionnaire évincée recevra d'elle le prix que la nouvelle adjudication aura fixé.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases, après un délai de trois mois; si cette seconde tentative reste également sans résultat, la ville sera définitivement déchue de tous droits, et alors les ouvrages exécutés, les matériaux approvisionnés et les parties de chemin de fer déjà livrées à l'exploitation appartiendront au département.

38. Si l'exploitation du chemin de fer vient à être interrompue en totalité ou en partie, le préfet, sur l'avis de l'ingénieur en chef du département, prendra immédiatement, aux frais et risques de la compagnie exploitante, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, la compagnie n'a pas valablement justifié qu'elle est en état de reprendre et de continuer l'exploitation, et si elle ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le préfet. Cette déchéance prononcée, le chemin de fer et toutes ses dépendances seront mises en adjudication, et il sera procédé ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

39. Les dispositions des trois articles qui précèdent cesseraient d'être applicables, et la déchéance ne serait pas encourue, dans le cas où la ville concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

40. Pour indemniser la ville de Munster des travaux et dépenses qu'elle s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'elle en remplira exactement toutes les obligations, le Gouvernement lui accorde l'autorisation de percevoir les prix de transport suivants :

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

Voyageurs..	Voitures de 1 ^{re} classe.....	0 079	0 035	0 112
	Voitures de 2 ^e classe.....	0 069	0 025	0 084
	Voitures de 3 ^e classe.....	0 043	0 018	0 061
Enfants..	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, s'ils sont portés sur les genoux.			
	De trois à sept ans, ils payent demi-place.			
	Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.			
Chien transporté dans les trains de voyageurs.	(Perception minimum : 0 ^e 30 ^e .)	0 0118	0 005	0 0168

Petite vitesse.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....	0 159	0 065	0 224
Veaux et porcs.....	0 0596	0 0300	0 0896
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....	0 0224	0 0224	0 0448

Ces prix seront doublés si les animaux ci-dessus sont, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs.

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Autres. — Poissons frais.			
— Denrées. — Excep-			
— Objets de bagages et			
— marchandises de toute			
— classe transportées à			
— la vitesse des trains de			
— voyageurs.			
Pour denrées, par colis au-dessus de 50 kilogrammes.....	0 30	0 20	0 50
	0 34	0 26	0 60
	0 17	0 11	0 28

Marchandises transportées à petite vitesse.

1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogues. — Epicerie. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....	0 09	0 07	0 16
2 ^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farinés. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler, dit de cerde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Colons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fer. — Cuivre. — Plomb et autres métaux, saufs en non. — Fontes moulées.....	0 08	0 06	0 14
3 ^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Moullons. — Meuliers. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....	0 06	0 04	0 10
4 ^e classe. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers, engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.....	0 05	0 03	0 08

3° VOITURES EN ENTÉRIER ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.

Par pièce et par kilomètre.

Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.....	0 15	0 10	0 25
---	------	------	------

Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.....

Lorsque les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.

Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.

Voitures de déménagement à deux ou quatre roues, à vide.....

Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus des prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.....

PRIX		
de péage.	de transport.	voitures
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 18	0 14	0 36
0 12	0 08	0 30
0 08	0 06	0 14
0 36	0 28	0 64
0 18	0 12	0 30

A^e SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCEUILS.

Grande vitesse.

Une voiture des pompes funèbres renfermant un ou plusieurs cercueils sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....

Chaque cercueil confié à l'administration des chemins de fer sera transporté, dans un compartiment isolé, au prix de.....

Les prix déterminés ci-dessus pour le transport à grande vitesse ne comprennent pas l'impôt dû à l'Etat, ni les frais accessoires d'enregistrement, de chargement et de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins de chemins de fer.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus à la compagnie qu'autant qu'elle effectuerait elle-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, elle n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres, elle sera comptée pour six kilomètres.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes.

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes.

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes payera comme dix kilogrammes; entre dix et vingt, comme vingt kilogrammes, etc.

Toutefois, pour les excédants de bagages et marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1^e de zéro à cinq kilogrammes; 2^e au-dessus de cinq jusqu'à dix kilogrammes; 3^e au-dessus de dix kilogrammes, par fraction indivisible de dix kilogrammes.

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être moindre de quarante centimes.

41. A moins d'une autorisation spéciale et révocable du préfet, tout train régulier de voyageurs devra contenir des voitures de toute classe en nombre suffisant pour toutes les personnes qui se présenteraient dans les bureaux du chemin de fer.

Dans chaque train de voyageurs, la compagnie aura la faculté de placer des voitures à compartiments spéciaux pour lesquels il sera établi des prix particuliers que l'administration fixera sur la proposition de la compagnie; mais le nombre des places à donner dans ces compartiments ne pourra dépasser le cinquième du nombre total des places du train.

42. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement et elle sera réduite à vingt kilogrammes pour les enfants transportés à moitié prix.

43. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans

le tarif seront rangés; pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 45 et 46 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une classe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par la compagnie; mais elles seront soumises immédiatement au préfet, qui statuera sous la réserve de l'approbation du conseil général.

44. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k). Néanmoins, la ville concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois à cinq mille kilogrammes; mais les prix de transport seront augmentés de moitié.

La ville concessionnaire ne pourra être contrainte à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, la ville concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes, elle devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande. Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par le préfet, sur la proposition de la ville concessionnaire.

45. Les prix de transport déterminés au tarif ne seront point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables et explosibles, aux acides et objets dangereux pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs;

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédants de bagages pesant isolément quarante kilogrammes et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis, quoique emballés à part, s'ils font partie d'envois pesant ensemble plus de quarante kilogrammes d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédants de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes.

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le conseil général, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition de la ville concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes.

46. Dans le cas où la ville concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'elle est autorisée à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et de six mois pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par la ville concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet, conformément aux dispositions de la loi du 12 juillet 1865.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et la compagnie dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par la compagnie aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

47. La compagnie chargée de l'exploitation sera tenue d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui sont confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur les registres de la gare du départ, du prix total dû pour leur transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare du départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains de la compagnie et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, la compagnie sera tenue de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

48. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques, à grande vitesse, seront expédiés par le premier train de voyageurs comprenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train.

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques, à petite vitesse, seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise; toutefois, le conseil général pourra étendre ce délai à deux jours.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le conseil général, sur la proposition de la ville concessionnaire, sans que ce maximum puisse excéder vingt-quatre heures par fraction indivisible de cent vingt-cinq kilomètres.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée effective en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le ministre, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition de la compagnie, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet, la ville concessionnaire entendue et sous la réserve de l'approbation du conseil général, déterminera par des règlements spéciaux les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par l'administration, sur la proposition de la ville concessionnaire.

49. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du chemin de fer, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition de la ville concessionnaire.

50. La ville concessionnaire sera tenue de faire, soit par elle-même, soit par un intermédiaire dont elle répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui sont confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, ni plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de cinq mille habitants, soit un centre de population de cinq mille habitants situé à plus de cinq kilomètres de la gare du chemin de fer.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition de la ville concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois, les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

52. A moins d'une autorisation spéciale du conseil général, il est interdit à la ville concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne soient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 32 ci-dessus, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le chemin de fer.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

52. Les militaires ou marins voyageant en corps, aussi bien que les militaires ou marins voyageant isolément pour cause de service, envoyés en congé limité ou en permission, ou rentrant dans leurs foyers après libération, ne seront assujettis, eux, leurs chevaux et leurs bagages, qu'à la moitié de la taxe du tarif fixé par le présent cahier des charges.

53. Le Gouvernement avait besoin de diriger des troupes et un matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par le chemin de fer, la ville serait tenue de mettre immédiatement à sa disposition, pour la moitié de la taxe du même tarif, tous ses moyens de transport.

53. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les voitures de la compagnie.

La même faculté est accordée aux agents des contributions indirectes et des douanes chargés de la surveillance des chemins de fer dans l'intérêt de la perception de l'impôt.

54. Le service des lettres et dépêches sera fait comme il suit :

1° A chacun des trains de voyageurs et de marchandises circulant aux heures ordinaires de l'exploitation, la ville sera tenue de réserver gratuitement un compartiment spécial d'une voiture de deuxième classe ou un espace équivalent pour recevoir les lettres, les dépêches et les agents nécessaires au service des postes, le surplus de la voiture restant à la disposition de la ville.

2° Si le volume des dépêches ou la nature du service rend insuffisante la capacité du compartiment à deux banquettes, de sorte qu'il y ait lieu d'en occuper un deuxième, la ville sera tenue de le livrer et il sera payé à la ville, pour la location de ce deuxième compartiment, vingt centimes par kilomètre parcouru.

Lorsque la ville voudra changer les heures de départ de ses convois ordinaires, elle sera tenue d'en avvertir l'administration des postes quinze jours à l'avance.

3° La ville sera tenue de transporter gratuitement, par tous les convois de voyageurs, tout agent des postes chargé d'une mission ou d'un service accidentel et porteur d'un ordre de service régulier délivré à Paris par le directeur général des postes. Il sera accordé à l'agent des postes en mission une place de voiture de deuxième classe, ou de première classe si le convoi ne comporte pas de voitures de deuxième classe.

4° L'administration se réserve le droit d'établir à ses frais sans indemnité, mais aussi sans responsabilité pour la ville, tous poteaux ou appareils nécessaires à l'échange des dépêches sans arrêt de train, à la condition que ces appareils, par leur nature ou leur position, n'apportant pas d'entraves aux différents services de la ligne ou des stations.

5° Les employés chargés de la surveillance du service, les agents préposés à l'échange ou à l'entreposage des dépêches auront accès dans les gares ou stations pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure de la ville.

55. La ville sera tenue, à toute réquisition, de faire partir, par convoi ordinaire, les wagons ou voitures cellulaires employés au transport des prévenus, accusés ou condamnés.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

47. La compagnie chargée de l'exploitation sera tenue d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui sont confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur les registres de la gare du départ, du prix total dû pour leur transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare du départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains de la compagnie et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, la compagnie sera tenue de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

48. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques, à grande vitesse, seront expédiés par le premier train de voyageurs comprenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train.

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques, à petite vitesse, seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise; toutefois, le conseil général pourra étendre ce délai à deux jours.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le conseil général, sur la proposition de la ville concessionnaire, sans que ce maximum puisse excéder vingt-quatre heures par fraction indivisible de cent vingt-cinq kilomètres.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée effective en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le ministre, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition de la compagnie, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet, la ville concessionnaire entendue et sous la réserve de l'approbation du conseil général, déterminera par des règlements spéciaux les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par l'administration, sur la proposition de la ville concessionnaire.

49. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du chemin de fer, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition de la ville concessionnaire.

50. La ville concessionnaire sera tenue de faire, soit par elle-même, soit par un intermédiaire dont elle répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui sont confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de cinq mille habitants, soit un centre de population de cinq mille habitants situé à plus de cinq kilomètres de la gare du chemin de fer.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition de la ville concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois, les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

51. A moins d'une autorisation spéciale du conseil général, il est interdit à la ville concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne soient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 32 ci-dessus, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le chemin de fer.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

52. Les militaires ou marins voyageant en corps, aussi bien que les militaires ou marins voyageant isolément pour cause de service, envoyés en congé limité ou en permission, ou rentrant dans leurs foyers après libération, ne seront assujettis, eux, leurs chevaux et leurs bagages, qu'à la moitié de la taxe du tarif fixé par le présent cahier des charges.

53. Le Gouvernement avait besoin de diriger des troupes et un matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par le chemin de fer, la ville serait tenue de mettre immédiatement à sa disposition, pour la moitié de la taxe du même tarif, tous ses moyens de transport.

53. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les voitures de la compagnie.

La même faculté est accordée aux agents des contributions indirectes et des douanes chargés de la surveillance des chemins de fer dans l'intérêt de la perception de l'impôt.

54. Le service des lettres et dépêches sera fait comme il suit :

1° A chacun des trains de voyageurs et de marchandises circulant aux heures ordinaires de l'exploitation, la ville sera tenue de réserver gratuitement un compartiment spécial d'une voiture de deuxième classe ou un espace équivalent pour recevoir les lettres, les dépêches et les agents nécessaires au service des postes, le surplus de la voiture restant à la disposition de la ville.

2° Si le volume des dépêches ou la nature du service rend insuffisante la capacité du compartiment à deux banquettes, de sorte qu'il y ait lieu d'en occuper un deuxième, la ville sera tenue de le livrer et il sera payé à la ville, pour la location de ce deuxième compartiment, vingt centimes par kilomètre parcouru.

Lorsque la ville voudra changer les heures de départ de ses convois ordinaires, elle sera tenue d'en avertir l'administration des postes quinze jours à l'avance.

3° La ville sera tenue de transporter gratuitement, par tous les convois de voyageurs, tout agent des postes chargé d'une mission ou d'un service accidentel et porteur d'un ordre de service régulier délivré à Paris par le directeur général des postes. Il sera accordé à l'agent des postes en mission une place de voiture de deuxième classe, ou de première classe si le convoi ne comporte pas de voitures de deuxième classe.

4° L'administration se réserve le droit d'établir à ses frais sans indemnité, mais aussi sans responsabilité pour la ville, tous poteaux ou appareils nécessaires à l'échange des dépêches sans arrêt de train, à la condition que ces appareils, par leur nature ou leur position, n'apportent pas d'entraves aux différents services de la ligne ou des stations.

5° Les employés chargés de la surveillance du service, les agents préposés à l'échange ou à l'entrepôt des dépêches auront accès dans les gares ou stations pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure de la ville.

55. La ville sera tenue, à toute réquisition, de faire partir, par convoi ordinaire, les wagons ou voitures cellulaires employés au transport des prévenus, accusés ou condamnés.

Les wagons et les voitures employés au service dont il s'agit seront construits aux frais de l'Etat ou des départements; leurs formes et dimensions seront déterminées de concert par le ministre de l'intérieur et par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, la ville entendue.

Les employés de l'administration, les gardiens et les prisonniers placés dans les wagons ou voitures cellulaires ne seront assujettis qu'à la moitié de la taxe applicable aux places de troisième classe, telle qu'elle est fixée par le présent cahier des charges.

Les gendarmes placés dans les mêmes voitures ne payeront que moitié de la même taxe.

Le transport des wagons et des voitures sera gratuit.

Dans le cas où l'administration voudrait, pour le transport des prisonniers, faire usage des voitures de la ville, celle-ci serait tenue de mettre à sa disposition un ou plusieurs compartiments spéciaux de voitures de deuxième classe à deux banquettes. Le prix de location en sera fixé à raison de vingt centimes (0^e 20^e) par compartiment et par kilomètre.

Les dispositions qui précèdent seront applicables au transport des jeunes délinquants recueillis par l'administration pour être transférés dans les établissements d'éducation.

56. Le Gouvernement se réserve la faculté de faire, le long des voies, toutes les constructions, de poser tous les appareils nécessaires à l'établissement d'une ligne télégraphique, sans nuire au service du chemin de fer.

Sur la demande de l'administration des lignes télégraphiques, il sera réservé, dans les gares des villes ou des localités qui seront désignées ultérieurement, le terrain nécessaire à l'établissement des maisonnettes destinées à recevoir le bureau télégraphique et son matériel.

La ville concessionnaire sera tenue de faire garder par ses agents les fils et appareils des lignes électriques, de donner aux employés télégraphiques connaissance de tous les accidents qui pourraient survenir et de leur en faire connaître les causes. En cas de rupture du fil télégraphique, les employés de la ville auront à rechercher provisoirement les bouts séparés, d'après les instructions qui leur seront données à cet effet.

Les agents de la télégraphie voyageant pour le service de la ligne électrique auront le droit de circuler gratuitement dans les voitures du chemin de fer.

En cas de rupture du fil télégraphique ou d'accidents graves, une locomotive sera mise immédiatement à la disposition de l'inspecteur télégraphique de la ligne pour le transporter sur le lieu de l'accident avec les hommes et les matériaux nécessaires à la réparation. Ce transport devra être effectué dans des conditions telles qu'il ne puisse entraver en rien la circulation publique.

Il sera alloué à la ville une indemnité d'un franc par kilomètre parcouru par la machine.

La ville sera tenue d'établir à ses frais les fils et appareils télégraphiques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de son exploitation.

Elle pourra, avec l'autorisation du ministre de l'intérieur, se servir des poteaux de la ligne télégraphique de l'Etat, lorsqu'une semblable ligne existera le long de la voie.

La ville sera tenue de se soumettre à tous les règlements d'administration publique concernant l'établissement et l'emploi de ces appareils.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

57. Dans le cas où le Gouvernement ordonnerait ou autoriserait la construction de routes impériales, départementales ou vicinales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne qui fait l'objet de la présente concession, la compagnie ne pourra s'opposer à ces travaux; mais toutes les dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucuns frais pour la ville concessionnaire.

58. Toute exécution ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où est situé le chemin de fer objet de

la présente concession, ou dans une autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucune demande d'indemnité de la part de la ville concessionnaire.

59. Le Gouvernement se réserve expressément le droit d'accorder de nouvelles concessions de chemins de fer s'embranchant sur le chemin qui fait l'objet du présent cahier des charges ou qui seraient établis en prolongement du même chemin.

La ville concessionnaire ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchements, ni réclamer, à l'occasion de leur établissement aucune indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation, ni aucuns frais particuliers.

Les compagnies concessionnaires des chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés et l'observation des règlements de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, wagons et machines sur le chemin de fer objet de la présente concession, pour lequel cette faculté sera réciproque à l'égard desdits embranchements et prolongements.

Dans le cas où les diverses compagnies ne pourraient s'entendre entre elles sur l'exercice de cette faculté, le Gouvernement statuerait sur les difficultés qui s'élèveraient entre elles à cet égard.

Dans le cas où une compagnie d'embranchement ou de prolongement joignant la ligne qui fait l'objet de la présente concession n'usait pas de la faculté de circuler sur cette ligne, comme aussi dans le cas où la ville concessionnaire de cette dernière ligne ne voudrait pas circuler sur les prolongements et embranchements, les divers concessionnaires seraient tenus de s'arranger entre eux, de manière que le service de transport ne soit jamais interrompu aux points de jonction des diverses lignes.

Celle des compagnies qui se servira d'un matériel qui ne serait pas sa propriété payera une indemnité en rapport avec l'usage et la détérioration de ce matériel. Dans le cas où les compagnies ne se mettraient pas d'accord sur la quotité de l'indemnité ou sur les moyens d'assurer la continuation du service sur toute la ligne, l'administration y pourvoirait d'office et prescrirait toutes les mesures nécessaires.

La ville concessionnaire pourra être assujettie, par les décrets qui seront ultérieurement rendus pour l'exploitation des chemins de fer de prolongement ou d'embranchement joignant celui qui lui est concédé, à accorder aux compagnies de ces chemins une réduction de péage ainsi calculée :

1° Si le prolongement ou l'embranchement n'a pas plus de cent kilomètres, dix pour cent (10 p. 0/0) du prix perçu par la compagnie;

2° Si le prolongement ou l'embranchement excède cent kilomètres, quinze pour cent (15 p. 0/0);

3° Si le prolongement ou l'embranchement excède deux cents kilomètres, vingt pour cent (20 p. 0/0);

4° Si le prolongement ou l'embranchement excède trois cents kilomètres, vingt-cinq pour cent (25 p. 0/0).

60. La ville concessionnaire sera tenue de s'entendre avec tout propriétaire de mines ou d'usines qui, offrant de se soumettre aux conditions prescrites ci-après, demanderait un nouvel embranchement; à défaut d'accord, le préfet statuera sur la demande, la ville concessionnaire entendue.

Les embranchements seront construits aux frais des propriétaires de mines et d'usines, et de manière à ce qu'il ne résulte de leur établissement aucune entrave à la circulation générale, aucune cause d'avarie pour le matériel, ni aucuns frais particuliers pour la compagnie.

Leur entretien devra être fait avec soin et aux frais de leurs propriétaires et sous le contrôle de l'ingénieur des ponts et chaussées désigné à cet effet par le préfet. La ville concessionnaire aura le droit de faire surveiller par ses agents cet entretien, ainsi que l'emploi de son matériel sur les embranchements.

Le préfet pourra, à toutes époques, prescrire les modifications qui seraient jugées utiles dans la soudure, le tracé ou l'établissement de la voie desdits embranchements, et les changements seront opérés aux frais des propriétaires.

Le préfet pourra, après avoir entendu les propriétaires, ordonner l'enlèvement temporaire des aiguilles de soudure, dans le cas où les établissements embranchés viendraient à suspendre, en tout ou en partie, leurs transports.

La compagnie chargée de l'exploitation sera tenue d'envoyer ses wagons à l'origine

de tous les embranchements autorisés destinés à faire communiquer des établissements de mines ou d'usines avec la ligne principale du chemin de fer.

Elle amènera ses wagons à l'entrée des embranchements.

Les expéditeurs ou destinataires feront conduire les wagons dans leurs établissements pour les charger ou décharger et les ramèneront au point de jonction avec la ligne principale, le tout à leurs frais.

Les wagons ne pourront d'ailleurs être employés qu'au transport d'objets et marchandises destinés à la ligne principale du chemin de fer.

Le temps pendant lequel les wagons séjourneront sur les embranchements particuliers ne pourra excéder six heures lorsque l'embranchement n'aura pas plus d'un kilomètre. Le temps sera augmenté d'une demi-heure par kilomètre en sus du premier, non compris les heures de la nuit, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil.

Dans le cas où les limites de temps seraient dépassées nonobstant l'avertissement spécial donné par la compagnie, elle pourra exiger une indemnité égale à la valeur du droit de loyer des wagons pour chaque période de retard après l'avertissement.

Les traitements des gardiens d'aiguille et des barrières des embranchements autorisés par le préfet seront à la charge des propriétaires des embranchements. Ces gardiens seront nommés et payés par la compagnie exploitante et les frais qui en résulteront lui seront remboursés par lesdits propriétaires.

En cas de difficulté, il sera statué par le préfet, la ville concessionnaire entendue.

Les propriétaires d'embranchements seront responsables des avaries que le matériel pourrait éprouver pendant son parcours ou son séjour sur ces lignes.

Dans le cas d'inexécution d'une ou de plusieurs des conditions énoncées ci-dessus, le préfet pourra, sur la plainte de la compagnie et après avoir entendu le propriétaire de l'embranchement, ordonner par un arrêté la suspension du service et faire supprimer la soudure.

Pour indemniser la compagnie exploitante de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements, elle est autorisée à percevoir un prix fixe de douze centimes (0^e 12^e) par tonne pour le premier kilomètre, et, en outre, quatre centimes (0^e 04^e) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre.

Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Le chargement et le déchargement sur les embranchements s'opéreront aux frais des expéditeurs ou destinataires, soit qu'ils les fassent eux-mêmes, soit que la compagnie chargée de l'exploitation soit tenue de les opérer.

Dans ce dernier cas, ces frais seront l'objet d'un règlement arrêté par l'administration supérieure, sur la proposition de la compagnie.

Tout wagon envoyé par la compagnie sur un embranchement devra être payé comme wagon complet, lors même qu'il ne serait pas complètement chargé.

La surcharge, s'il y en a, sera payée au prix du tarif légal et au prorata du poids réel. La compagnie sera en droit de refuser les chargements qui dépasseraient le maximum de trois mille cinq cents kilogrammes, déterminé en raison des dimensions actuelles des wagons.

Le maximum sera revisé par l'administration, de manière à être toujours en rapport avec la capacité des wagons.

Les wagons seront pesés à la station d'arrivée ou de départ par les soins et aux frais de la compagnie chargée de l'exploitation.

61. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et ses dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803.

Les bâtiments et magasins dépendant de l'exploitation du chemin de fer seront assimilés aux propriétés bâties de la localité. Toutes les contributions auxquelles ces édifices pourront être soumis seront, aussi bien que la contribution foncière, à la charge de la compagnie.

62. Les agents et gardes que la compagnie chargée de l'exploitation établira, soit pour la perception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et de ses dépendances, pourront être assermentés, et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

63. Un règlement d'administration publique désignera, la compagnie entendue, les emplois dont la moitié devra être réservée aux anciens militaires de l'armée de terre ou de mer libérés du service.

64. Les contestations qui s'élèveraient entre l'administration, la ville concession-

maire et la compagnie chargée de l'exploitation, ou entre ces deux dernières, au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département du Haut-Rhin, sauf recours au Conseil d'État.

66. Le présent cahier des charges ne sera passible que du droit fixe d'un franc.

Arrêté à Colmar, le 25 Août 1865.

Le Maire de la ville de Munster,

Signé HARTMANN.

Le Préfet du Haut-Rhin,

Signé PONSARD.

N° 14,595. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) portant ce qui suit :

1° La limite du rivage de la mer entre l'ancienne embouchure de l'Eygoutier et le fort Lamalgue (département du Var, quartier maritime de Toulon), est et demeure fixée conformément aux lignes brisées tracées en rouge de A à Q et de S à F¹⁰, avec l'indication *limite du rivage de la mer*, sur le plan annexé au présent décret.

2° Les droits des tiers sont réservés. (Paris, 14 Juillet 1866.)

N° 14,596. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. Est déclarée d'utilité publique la reconstruction de la passerelle établie sur le canal du Jaré, commune de Flines-lès-Mortagne (Nord), au lieu dit *la Boucaulde*, conformément au plan ci-annexé.

2. L'entreprise de ces travaux est concédée au sieur Devaux, propriétaire, à Flines-lès-Mortagne, sous les clauses et conditions inscrites au cahier des charges également ci-annexé.

Le sieur Devaux est, en outre, autorisé à percevoir un péage qui durera pendant vingt-cinq ans.

3. Ledit sieur Devaux, substitué aux droits de l'administration, conformément à l'article 63 de la loi du 3 mai 1841, est autorisé à acquérir, s'il y a lieu, par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, les immeubles ou portions d'immeubles dont l'occupation sera reconnue nécessaire pour l'exécution des travaux dont il s'agit.

4. A compter du jour où le passage de la passerelle de la Boucaulde sera livré au public, et jusqu'à l'expiration de la concession, il y sera perçu un péage conformément au tarif ci-après :

TARIF.

Aller et retour compris, quand la double traversée s'effectue dans la même journée,
quatre centimes, ci..... 04
Par personne, pour un passage simple, trois centimes, ci..... 03

5. Sont exempts des droits de péage :

Le préfet du département, le sous-préfet de l'arrondissement, ainsi que leurs gens et leurs voitures;

Les ministres des différents cultes reconnus par l'État, les magistrats de l'ordre judiciaire dans l'exercice de leurs fonctions et leurs greffiers;

Les ingénieurs et les conducteurs des ponts et chaussées, les agents

voyers, les cantonniers, les employés des contributions indirectes, les agents forestiers, les préposés et agents des douanes, les employés des lignes télégraphiques, les commissaires de police, les gardes champêtres et la gendarmerie, dans l'exercice de leurs fonctions;

Les militaires de tout grade voyageant en corps ou séparément, à charge par eux, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service; les courriers du Gouvernement, les malles-poste, les facteurs ruraux faisant le service des postes de l'État, les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire; les élèves allant à l'école communale ainsi qu'à l'instruction religieuse ou en revenant;

Les prestataires avec leurs attelages se rendant sur les ateliers des chemins vicinaux pour la libération de leurs prestations et en revenant;

Les prévenus, accusés ou condamnés conduits par la force publique, ainsi que leur escorte. (*Saint-Cloud, 1^{er} Septembre 1866.*)



Certifié conforme :

Paris, le 2^e Octobre 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1431.

N° 14,597. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif au Traitement des Membres du Conseil privé.*

Du 10 Mars 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La somme de trois cent mille francs, affectée par le budget au Conseil privé, forme la dotation de ce conseil; en aucun cas, les traitements attribués en vertu de l'article 1^{er} de notre décret du 4 janvier 1860 ⁽¹⁾ ne pourront dépasser, au total, la somme de trois cent mille francs.

A l'avenir, le traitement fixé par ledit décret ne pourra être alloué à un membre du Conseil privé qu'en vertu d'une décision spéciale et nominative émanée de Nous et prise sur le rapport de notre ministre d'État.

2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 10 Mars 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 14,598. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Ministre de la Guerre un Crédit, à titre de Fonds de concours versés au Trésor par des Villes, des Départements et un Propriétaire, pour l'exécution de Travaux militaires appartenant à l'exercice 1866.*

Du 28 Août 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

⁽¹⁾ Bull. 759, n° 7256.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre;

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1866;

Vu notre décret du 28 octobre suivant ⁽¹⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits de cet exercice;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'état des sommes versées dans les caisses du trésor par des villes, des départements et un propriétaire, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution des travaux militaires appartenant à l'exercice 1866;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 (article 4);

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽²⁾;

Vu les lettres de notre ministre des finances, en date des 14 juillet et 7 août 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre, sur l'exercice 1866, un crédit de trois cent dix-neuf mille cinq cent soixante-dix francs (319,570^f), applicable aux travaux du génie indiqués ci-après :

BUDGET ORDINAIRE.

CHAP. XV. — Établissements et matériel du génie.

Troyes. — Organiser les accessoires du quartier de l'Oratoire.....	18,000 ^f 00 ^e
Vernon. — Entretien de la partie de l'avenue de Bizy qui longe le parc de construction des équipages militaires.....	48 40
Acras. — Abaissement de la rue Militaire aux abords de la prison départementale.....	1,600 00
Aire. — Redressement de la rue Notre-Dame.....	870 00
Grenoble. — Ouverture dans la fortification d'une nouvelle porte sur le prolongement de l'avenue de la Gare.....	49,000 00
Bayonne. — Construction d'un pont-route sur la Nive.....	60,000 00
Cholet. — Reconstruction à frais communs d'un mur mitoyen entre la caserne de Cholet et la propriété du sieur Bidet.....	268 60
Lorient. — Complément des travaux d'élargissement de la route impériale n° 24, aux abords de la porte du Morbihan.....	1,850 00
Le Mans. — Extension du quartier de cavalerie.....	20,000 00
Blois. — Construction d'un quartier d'infanterie.....	100,000 00
Auxonne. — Subvention pour loyer du champ de manœuvre.....	2,200 00
TOTAL pour le budget ordinaire.....	244,837 00

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

CHAP. II. — Établissements et matériel du génie.

Montpellier. — Réorganisation du casernement du génie à la citadelle.....	40,000 ^f 00 ^e
Clermont. — Construction d'un quartier de cavalerie.....	34,733 00
TOTAL pour le budget extraordinaire.....	74,733 00
TOTAL GÉNÉRAL.....	319,570 00

⁽¹⁾ Bull. 1343, n° 13,738.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor par les villes, les départements et les particuliers, à titre de fonds de concours.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 28 Août 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

La Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, chargé, par intérim, du département des finances,

Signé J. BAROCHE.

Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État de la guerre,

Signé RANDON.

N° 14.599. — DÉCRET IMPÉRIAL déterminant la Gratification qui doit être accordée pour la reprise des Condamnés évadés des Maisons centrales de force et de correction ou des Pénitenciers agricoles.

Du 19 Septembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu l'arrêté du Gouvernement, en date du 18 ventôse an XII ⁽¹⁾, déterminant les gratifications qui doivent être accordées pour la reprise des condamnés évadés,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. En cas de reprise d'un condamné qui se sera évadé d'une maison centrale de force et de correction ou d'un pénitencier agricole, il sera alloué en gratification à tout individu qui aura arrêté et amené ce détenu une somme de cinquante francs.

2. La même gratification sera accordée dans le cas où l'évasion aurait eu lieu pendant le transfèrement opéré sous la conduite des agents du service des transports cellulaires.

3. Toute personne prétendant à cette gratification devra faire établir son droit par un procès-verbal émané de l'autorité locale et constatant l'arrestation, l'interrogatoire et la détention du condamné.

Sur le vu de ce procès-verbal, le préfet du département fera payer immédiatement la gratification à l'ayant droit.

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 354, n° 2663.

4. Lorsqu'un individu repris sera conduit directement à l'établissement d'où il s'est évadé, le greffier comptable pourra être autorisé par le directeur à payer, sur sa caisse, le montant de la gratification allouée au capteur, sauf régularisation ultérieure par l'autorité préfectorale.

5. L'arrêté du Gouvernement du 18 ventôse an xii est abrogé en ce qu'il a de contraire au présent décret.

6. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Septembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

N° 14,600. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Ministre des Finances un Crédit supplémentaire pour des Créances constatées sur un exercice clos.*

Du 19 Septembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances;

Vu l'état de nouvelles créances liquidées à la charge du ministère des finances (*Administration des manufactures de l'État*) additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice clos de 1864;

Vu la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 4 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu les dispositions de notre décret du 10 novembre 1856⁽¹⁾;

Vu notre décret du 31 mai 1862⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant qu'aux termes de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et de l'article 126 du décret du 31 mai 1862 les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à un service prévu par le budget de l'exercice précité et que leur montant n'excède pas le restant de crédit à annuler ultérieurement sur ce service par la loi à intervenir pour le règlement dudit exercice;

Notre Conseil d'État entendu,

⁽¹⁾ Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État des finances, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1864, un crédit supplémentaire de trente-quatre mille cinq cent quatorze francs soixante-six centimes (34,514^f 66^c), montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de cet exercice et dont l'état nominatif a été établi en double expédition, conformément à l'article 129 du décret précité du 31 mai 1862.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Septembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,
chargé de l'intérim du ministère des finances,*

Signé J. BAROCHE.

État des nouvelles créances liquidées à la charge du ministère des finances, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice clos 1864.

EXERCICE.	NUMÉRO du chapitre.	DÉSIGNATION DES SERVICES et des dépenses.	MONTANT DES CRÉDITS	
			par chapitre.	par exercice.
1864.	LIV. article 3, § 2.	MANUFACTURES DE L'ÉTAT. Constructions nouvelles et grosses réparations.....	34,514 ^f 66 ^c	34,514 ^f 66 ^c

Arrêté le présent état à la somme de trente-quatre mille cinq cent quatorze francs soixante-six centimes.

Paris, le 10 Septembre 1866.

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,
chargé de l'intérim du ministère des finances,*

Signé J. BAROCHE.

N° 14,601. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° La partie de la route impériale n° 202, de Grenoble à Thonon, comprise entre Cluses et le pont de Bioge sera établie suivant la direction générale figurée par un trait violet sur une carte annexée au présent décret, passant par le col de Châtillon, Taninges, le col des Getz et la vallée de Saint-Jean-d'Aulph, la dépense de construction étant évaluée à deux millions de francs.

2° Une somme de cinq cent mille francs sera versée au trésor par le département de la Haute-Savoie et les communes intéressées, à titre de concours dans la dépense. Le département contribuera pour deux cent mille francs et les communes pour trois cent mille francs.

La part de subvention que les communes seraient hors d'état d'acquitter sera supportée par le département.

Sont approuvées les délibérations du conseil général de la Haute-Savoie, des 26 août 1864 et 24 août 1865, relatives aux engagements du département, en vue du déplacement du tracé de la route impériale n° 202.

3° La partie abandonnée de la route impériale n° 202, entre Cluses et Saint-Jeoire, sera incorporée à la route départementale n° 10, laquelle prendra la dénomination de *Route de Cluses à Bonne par Saint-Jeoire*.

La partie de la route impériale n° 202 construite entre Saint-Jeoire et Onnion est également classée parmi les routes départementales de la Haute-Savoie, sous la dénomination d'*Embranchement de la route n° 10, de Saint-Jeoire à Onnion*. (Paris, 30 Juin 1866.)

N° 14,602. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé à l'exécution des travaux nécessaires pour l'amélioration de la baie de Mesquer (Loire-Inférieure), conformément aux dispositions générales d'un plan et d'un avis du conseil général des ponts et chaussées, lesquels plan et avis resteront annexés au présent décret.

2° La dépense, évaluée à cent dix mille francs, sera imputée sur le budget extraordinaire (*Travaux d'amélioration des ports*). (Paris, 4 Juillet 1866.)

N° 14,603. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Le préfet de la Seine-Inférieure est autorisé à concéder au sieur *Lejeune*, moyennant le prix de deux cent cinq francs (205^f), la parcelle de lais de mer, d'une contenance de deux cent cinq mètres carrés, située sur le territoire de la commune de Neuville-lès-Dieppe, au hameau du Puys, et désignée dans le plan annexé au procès-verbal de conférence du 18 février 1865, aux conditions ordinaires en matière d'aliénation des biens de l'État, et, en outre, sous les conditions particulières qui sont stipulées dans l'article suivant.

2. Le concessionnaire effectuera à ses frais et à ses risques et périls :

1° Le déplacement du sentier de deux mètres soixante-quinze centimètres (2^m, 75^c) qui traverse actuellement le terrain domanial et qui sera reporté à la limite ouest de la parcelle;

2° Le rétablissement des clôtures au droit de l'emplacement loué à la dame veuve Lefebvre;

3° Les travaux nécessaires pour assurer l'écoulement, sur sa propriété, des eaux descendant par le sentier des propriétés supérieures. (*Paris, 4 Juillet 1866.*)

N° 14,604. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Est rendu applicable au passage d'eau à établir sur l'Adour au point dit de l'*Éguillon*, commune de Nerbis, département des Landes, le tarif fixé par le décret du 7 juillet 1856⁽¹⁾ pour la perception des droits de péage aux passages d'eau de Canas, Simonnonne, Toulouzette, Laurède et autres passages également situés sur l'Adour, dans le même département.

2. Sont exempts des droits de péage les administrateurs, magistrats et fonctionnaires publics, y compris les gardes champêtres, tels qu'ils sont énumérés au tarif annexé au décret précité, et qui, aux termes du cahier des charges de l'adjudication desdits droits, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (*Paris, 4 Juillet 1866.*)

N° 14,605. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Est rendu applicable au passage d'eau à établir sur la Marne entre Saint-Maur et Champigny, département de la Seine, le tarif fixé par le décret du 3 octobre 1859⁽²⁾ pour la perception des droits de péage au passage d'eau situé sur la même rivière au port de Nogent-sur-Marne, même département.

2. Sont exempts des droits de péage les administrateurs, magistrats et fonctionnaires publics, tels qu'ils sont énumérés au tarif annexé au décret précité, et qui, aux termes du cahier des charges de l'adjudication desdits droits, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (*Paris, 4 Juillet 1866.*)

N° 14,606. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° L'ordonnance du 19 janvier 1820, qui assigne six offices d'avoué au tribunal de première instance d'Épernay (Marne), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à cinq.

2° L'ordonnance du 23 février 1820, qui assigne huit offices d'avoué au tribunal de première instance de Lorient (Morbihan), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à sept.

3° Le décret du 28 mars 1866, qui assigne trente-six offices d'huissier au tribunal de première instance de Tulle (Corrèze), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à trente-cinq.

4° Le décret du 30 juillet 1863, qui assigne vingt-trois offices d'huissier au tribunal de première instance de Beaune (Côte-d'Or), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à vingt-deux.

5° Le décret du 17 mars 1866, qui assigne vingt-deux offices d'huissier

⁽¹⁾ Bull. 412, n° 3836.

⁽²⁾ Bull. 738, n° 7074.

au tribunal de première instance de Bourgoin (Isère), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à vingt.

6° Le décret du 14 juin 1865, qui assigne trente-deux offices d'huissier au tribunal de première instance de Tarbes (Hautes-Pyrénées), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à trente.

7° Le décret du 13 février 1858, qui assigne dix-huit offices d'huissier au tribunal de première instance du Mans (Sarthe), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à dix-sept. (*Saint-Cloud, 1^{er} Septembre 1866.*)

N° 14,607. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° L'ordonnance du 12 mai 1820, qui assigne cinq offices d'avoué au tribunal de première instance de Segré (Maine-et-Loire), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à quatre.

2° L'ordonnance du 12 mai 1820, qui assigne huit offices d'avoué au tribunal de première instance de Lourdes (Hautes-Pyrénées), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à sept. (*Saint-Cloud, 8 Septembre 1866.*)



Certifié conforme :

Paris, le 8^e Octobre 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N^o 1432.

N^o 14,608. — *DÉCRET IMPÉRIAL concernant les Auditeurs de 1^{re} classe près la Cour des Comptes.*

Du 19 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les décrets des 23 octobre 1856⁽¹⁾, 14 décembre 1859⁽²⁾ et 12 décembre 1860⁽³⁾, relatifs à l'institution des auditeurs près la cour des comptes;

Vu l'article 14 du décret du 28 septembre 1807⁽⁴⁾, portant que les conseillers référendaires à la cour des comptes « passeront de la deuxième classe à la première, moitié par ancienneté, moitié par le choix du Gouvernement; »

Vu l'article 3 du décret susvisé du 14 décembre 1859, portant, en ce qui concerne les auditeurs :

« Les promotions de la deuxième à la première classe auront lieu moitié au choix, moitié à l'ancienneté; »

Considérant qu'il est juste et utile aux intérêts du service de soumettre les deux classes d'auditeurs près la cour des comptes à des règles d'avancement uniformes;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les auditeurs de première classe près la cour des comptes sont appelés, moitié par le choix, moitié par l'ancienneté, aux places que l'article 4 du décret du 12 décembre 1860 leur réserve dans l'ordre des conseillers référendaires de deuxième classe.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Mars 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé **ACHILLE FOULD**.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 439, n^o 4102.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 754, n^o 7225.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 885, n^o 8524.

⁽⁴⁾ IV^e série, Bull. 163, n^o 2801.

ture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Septembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
de la justice et des cultes, chargé de l'inté-
rim du département des finances,*

Signé J. BAROCHE.

*Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des tra-
vaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14,611. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui fait cesser l'Intérim du Ministère des Affaires étrangères.

Du 2 Octobre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'intérim du ministère des affaires étrangères, confié, pendant l'absence de M. le marquis de Moustier, à M. le marquis de la Valette, ministre de l'intérieur, cesse à partir de ce jour.

2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Biarritz, le 2 Octobre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROCHER.



Certifié conforme :

Paris, le 11 Octobre 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1433.

N° 14,612. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui proclame 1254 Brevets d'invention et Certificats d'addition.*

Du 14 Mars 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 14 de la loi du 5 juillet 1844,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont proclamés :

1^{er} Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Aston (William), représenté par le sieur Gilbec, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10, pour des perfectionnements dans la fabrication d'une certaine espèce de boutons (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 1^{er} novembre 1878).

2^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Bayard-Parent (Florimond), manufacturier, représenté par la dame Florimond Bayard, née Parent, son épouse, rue de la Fosse-aux-Chênes, à Roubaix, pour une boîte de distribution de trames.

3^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bazin (Paul-Eugène-François), Daude (Michel-Auguste) et Daude (Eugène-François), représentés par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un procédé de séchage pneumatique des moules, chandrets, cauchers et autres outils des batteurs d'or, d'argent, de cuivre, de platine et d'aluminium.

4^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Bouvetier (Jean-Baptiste-Hippolyte), rue Consolat, n° 35, à Marseille, pour un procédé de filtrage naturel et instantané des eaux des fleuves et rivières.

5^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Belhomme (Jean-Baptiste-Marie-Eugène), fabricant de caoutchouc, à Paris, passage Dubois, n° 17 (Maison-Blanche), pour appareils de sauvetage des navires en danger de périr soit par voie d'eau, soit par incendie, ainsi que pour la mise à flot des navires sombrés.

6^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Bideaux (Henri) fils, fabricant de bonneterie, rue de la Teillerie, à Troyes, pour un

système à faire les dessins, appliqué sur la couture verticale des métiers circulaires à faire le tricot à côte dite *côte anglaise*.

7° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boirre (Pierre), fabricant de boules panoramiques, représenté par le sieur Lemonnier, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour chandeliers, flambeaux et autres objets en verre argenté, métallisé intérieurement, à la manière dont on obtient les boules panoramiques.

8° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Bossi (Louis), représenté par le sieur Longoni, élisant domicile chez le sieur Feuillat rue Ferrandière, n° 14, à Lyon, pour perfectionnements à l'ourdissage et à la couture pour ourdir toutes sortes d'étoffes, dit *ourdissage* à vis.

9° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cauderay (Rodolphe-Henri), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour l'apointissage des tiges métalliques, épingles, aiguilles, etc. par l'électricité.

10° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Chabanon (Jean), cours Moreau, n° 11, à Lyon, pour un système de mouvement d'abat-jour.

11° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Choisselle (Jacques-Isidore), représentant de forges, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 201, pour un système de traverses de chemins de fer en mortier mélangé de ferraille, dites *traverses Choisselle*.

12° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Craven (Phinéas), représenté par le sieur Guy, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95, pour perfectionnements dans les moyens ou appareils destinés à la fabrication des franges pour châles ou autres tissus à franges (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 14 mai 1878).

13° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Croppi (Edouard) et Croppi (Edouard-Jules), représentés par le sieur Amoureux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour un appareil thermophore économique aéropurificateur.

14° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Darcagne (Charles-François) et Gibson (Henri-James), représentés par le premier, à Paris, rue de Gentilly-Montrouge, n° 34, pour la trituration des fibres extraites du sorgho et leur transformation en cordages, pâtes à papier, etc. (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 16 août 1878).

15° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Dumoulin (Jean-Baptiste), négociant, rue Impériale, n° 15, à Lyon, pour des perfectionnements apportés à la confection des chemises.

16° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Eymontowicz (Constantin), représenté par le sieur Rougé, représentant du dépôt des forges de la Providence, à Paris, quai de Jemmapes, n° 208, pour un appareil à chauffer les liquides au moyen des huiles minérales, et particulièrement de l'huile de pétrole.

17° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle George (Catherine) et la dame veuve Porte (Louise), représentées par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour la fabrication des fleurs et feuillages en passementerie.

18° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Grangé (Jules-Claude), tourneur en cuivre, à Paris, rue de Beccaria, n° 16 (fau-

bourg Saint-Antoine) pour perfectionnements apportés à la construction d'un robinet pour eaux forcées.

19° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hodge (Thomas-Franklin), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un procédé chimique pour produire des images photographiques, et perfectionnements dans la préparation et la manière d'employer les substances dans ce procédé.

20° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemercier (Eugène-Jacques), constructeur, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 131, pour perfectionnements apportés aux machines à visser les chaussures, harnais, etc.

21° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-inférieure, par le sieur Mallet (Ernest), teinturier, route de Rouen, à Elbeuf, pour la fabrication de feutres mouchetés pour chapeaux, couvertures, tapis, etc.

22° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moisset (Toussaint-Adolphe-Stanislas), à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 63, pour l'emploi de tringles en bois appliquées aux lits en fer ou autres meubles en fer.

23° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Monseux (Louis), ferblantier, au hameau du Pile, à Roubaix, pour un procédé pour détacher et empêcher les incrustations qui se forment aux parois des générateurs.

24° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Noé (Alphonse-Victor) et Hérouard (Alfred), représentés par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour un genre de roulettes sphériques.

25° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nerton (James-Lee), représenté par le sieur Basset, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour perfectionnements dans les machines pour ramer, étendre et sécher les tissus, le papier et autres matières (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 12 mai 1878).

26° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ognard (Charles-Joseph-Bonaventure), mécanicien, à Paris, rue Vincent, n° 8, pour un appareil de télégraphie imprimant.

27° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs H^m Petin, Gaudet et compagnie, maîtres de forges, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des projectiles creux.

28° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Peugeot frères, manufacturiers, représentés par le sieur Lemonnier, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements apportés aux moulins à café dits de comptoir.

29° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Babouin O'Sullivan (Narcisse), à Paris, rue Neuve-de-la-Fontaine-Saint-Georges, n° 4, pour un système d'engrais dit *engrais 300-saline-phosphaté*.

30° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rodeuil (Jean-Baptiste-Onésime), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système moteur des plaques tournantes sur les chemins de fer.

31° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sébillot (Amédée-Mathurin-Gabriel), représenté par le sieur Lemonnier, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour fabrication de cahiers de papier à cigarettes et machines destinées à cette fabrication particulière.

32° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wavish (James), représenté par le sieur Gilbec, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10, pour des perfectionnements dans la fabrication des lampes marines (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 7 mai 1878).

33° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Windhausen (François-Joseph) et Heinson-Huch (Edouard), représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements apportés aux locomotives et autres machines à vapeur.

34° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Aubreville (Jules), boulanger, à Tavaux-et-Pontséricourt, pour un pétrin mécanique à mouvement rotatif et transversal pouvant être mû à bras ou à l'aide d'un manège ou d'une machine à vapeur.

35° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Bonduel-Masquelier, fabricant, élisant domicile chez la dame veuve Bonduel, sa mère, à Comines, pour une machine à teiller le lin.

36° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Borguet (Victor), forgeron-chaudronnier, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un générateur à vapeur.

37° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Bouchard (Engène), fabricant de gutta-percha, rampe Beauvoisine, n° 2, à Rouen, pour un perfectionnement à l'invention faisant l'objet du brevet de quinze ans qu'il a pris « pour gutta-percha combinée avec le caoutchouc, » le 10 juin 1851.

38° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ariège, par le sieur Boy (Maurice), à Pamiers, pour la confection de papier-lettre-enveloppe en une seule pièce.

39° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs A. Charpentier et Fournier, négociants en quincaillerie, à Paris, rue Croix-des-Petits-Champs, n° 27, pour le perfectionnement des serrures avec pêne à bec-de-cane, quelle que soit sa forme.

40° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 18 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Combes (John) et Smalpage (John-Henry), représentés par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour perfectionnements dans l'action et l'arrangement des machines pour dévider les époules et dans l'appareil pour monter la chaîne ou la trame et enrouler les fils des époules, une partie de ces perfectionnements consistant dans un mouvement différentiel, étant applicable aux machines à bobiner (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 19 mai 1878).

41° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cousin (Emmanuel), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une turbine à air dite *moteur éolique*, applicable à la mouture, à la fabrication des huiles, à l'élévation des eaux, au sciage des bois, etc.

42° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Decamps (Alphonse), horloger, élisant domicile chez le sieur Soufflet, rue Ferrand, n° 8, à Valenciennes, pour un mécanisme ayant pour but de remplacer les membres du corps humain qui ont été soumis à l'amputation.

43° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Delorme frères, constructeurs, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la construction des chaudières tubulaires.

44° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le

sieur Duprat (Victor), quai de Bourgogne, n° 19, à Bordeaux, pour un système de carrelage d'intérieur et d'extérieur dit *granit artificiel*.

45° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Farrenc (Léon), chef de comptabilité, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans la fabrication du papier.

46° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 22 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Festor (Charles), verrier, représenté par la demoiselle Festor, à la Ricamarie, pour un genre de verre de lampe particulièrement applicable aux lampes à pétrole et à schiste.

47° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par les sieurs Grandry-Grandry et fils, fabricants de ferronnerie, à Nouzon, pour fabrication de pelles et pincettes avec montures de balustres en bois et autres.

48° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guillaume (Étienne), fabricant, représenté par le sieur Beslay, à Paris, rue de Ménilmontant, n° 11, pour application de toiles préparées pour la conservation des objets en laine, pelletteries, linge, etc.

49° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Haines (Michaël-Jones), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour perfectionnements apportés à la fabrication des bandes et courroies de chasse ou de transmission.

50° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jourdain (Auguste), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour reproduction de dentelles, de tissus brochés ou brodés, de canevas quelconques sur papier ou sur étoffe.

51° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lacoste (Achille-Georges), chimiste, et Lainné (Charles), représentés par le premier, à Paris, rue du Boulevard-Batignolles, n° 20, pour un appareil d'aéragé.

52° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par les sieurs E.-R. Lelom et compagnie, négociants, rue des Menuets, n° 15, à Bordeaux, pour des engrais à base de feldspath de potasse en combinaison avec des matières animales.

53° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Leplay et Cuisinier, manufacturiers, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé supprimant l'emploi du noir animal en grain et la filtration sur le noir animal en grain dans la fabrication du sucre.

54° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mégy (Léandre) et Dubar (Pétrus), à Paris, rue des Dames-Batignolles, n° 7, pour perfectionnements apportés dans les appareils de levage.

55° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Molinos (Léon-Isidore), Pronnier (Charles-Joseph) et de Dion (Henri-Joseph-Louis), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements apportés aux presses à pulpe.

56° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Panini (Nicolas), peintre, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de peinture à l'oléine.

57° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Philippe (Edmond-Léon-Arsène) et Gance (Dominique), représentés par le

sieur Lavallo, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour système de machine à coudre faisant le point de surjet.

58° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Risler (Mathieu) fils, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la fabrication d'objets de fantaisie pour éclairage et autres en mica doré.

59° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Rosay (Augustin-Rustique) père, ancien mécanicien, rue de l'Espérance, n° 20, au Havre, pour un système de machine à vapeur à rotation immédiate et directe, dit *système Rosay*.

60° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Rossier (Louis-Antoine), professeur, rue des Abeilles, n° 2, à Marseille, pour application d'un propulseur à la navigation.

61° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Rouart (Stanislas-Henri) et Mignon (Jean-Baptiste-Java), constructeurs-mécaniciens, à Paris, rue de Ménilmontant, n° 151, pour des fers étirés à chaud.

62° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 16 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sault (Aimé-Léon), dessinateur-brodeur, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 42, pour broderie garniture mobile pour robes, confections et meubles.

63° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Szretter (Théodore-Émile-Jacques), à Paris, rue Popincourt, n° 25, pour un système de ressort dit *pneumatique*.

64° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Vanden-Hende, cultivateur, élisant domicile chez les sieurs Vandembulken, agents cadastraux, à Lille, pour une sonde céphalagienne dite *godet exsudateur de Romain*.

65° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Woodbury (James-Atkins) et Colborn (Welle-Luther), représentés par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements dans les machines à vapeur.

66° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Baudrimont, rue des Herbes, n° 40, à Bordeaux, pour la fertilisation d'un sol arable au moyen des engrais et des amendements.

67° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bellay (Julien-Arnold), mécanicien, représenté par le sieur Hisordem, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25, pour un filtre à parois multiples de diverses natures.

68° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blondet (Pierre), entrepreneur de maçonnerie, à Paris, rue du Bac, passage Sainte-Marie, n° 5, pour un système de fosses d'aisances dit *fosse siphon*.

69° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Briand (Émile), à Claix, pour un système de pressoir à vendange et à huile.

70° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Byse (Louis-François-Eugène), élisant domicile chez le sieur Byse (Charles), son frère, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67, pour un système de fermeture dit *sac instantané*, ou appareil destiné à fermer instantanément les sacs, sacoques, existes, boîtes, etc.

71° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Gathauy (Jean-Jacques), mécanicien, à Ensisheim, pour un système de serrure simplifiée.

72° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Challiol (Jean), représenté par le sieur Desgranges, rue Tronchet, n° 89, à Lyon, pour un moteur portatif à vapeur système Challiol.

73° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Champonnois (Hugues), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la fabrication du sucre de betterave.

74° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Pauw (Henri-Laurent), mécanicien, représenté par le sieur Desterbecq, à Paris, rue Montmartre, n° 152, pour un système de tannage des cuirs.

75° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le colonel de Witt Clinton Baxter et les sieurs Benjamin-Jones Burr jeune et Jonathan-Matthew Scholfield, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un mode perfectionné de support de havre-sac.

76° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Durand (Henri-Louis-Léonard), représentant de commerce, rue Massillon, n° 3, à Angoulême, pour un système de montage et de démontage des lits.

77° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Flamm (Pierre), manufacturier, à Phlin, pour un appareil dit *le condensateur des sublimés*.

78° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gaiffe (Pierre-Élie) et Zglinnicki (Eugène), graveurs électriciens, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une machine électrographique.

79° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Green brothers, représentée par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour perfectionnements aux fusils se chargeant par la culasse.

80° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Guigné (Joseph-Hyacinthe), à Paris, rue Saint-Florentin, n° 14, pour une machine à calculer.

81° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guillemain (Alfred-Charles), fabricant de cire à cacheter, à Paris, rue du Temple, n° 71, pour cachets de cire gommés.

82° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 22 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Hénique (Charles-Augustin), mécanicien, à Francicourt, commune de Fontaine-sous-Montdidier, pour un système de machine à réaction et à pression intermittente continue pour le perçage du fer.

83° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hugé (Pierre-Louis), fabricant, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système de fabrication et de fixation des lettres, chiffres ou attributs et caractères de toutes nations.

84° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Keim (Frédéric) fils, mécanicien, à Thann, pour une machine à casser, concasser et brayer l'avoine, l'orge, le blé, toutes graines quelconques, et généralement tous autres objets.

85° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par le sieur Lepage (Auguste), représenté par le sieur Roussel, rue des Réservoirs, n° 25, à Versailles, pour un système de machine à rotation, dit *système à mouvement de piston circulaire continu, sans obturateurs mobiles*.

86° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Margulier (Bénédict), chimiste, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la fabrication des sels de chrome (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 6 octobre 1878).

87° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Morgenthau (Lazare), fabricant de cigares, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un genre de bonbon de confiserie.

88° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ardèche, par le sieur Mouline (Louis-Eugène), négociant en soie, à Vals, pour un système de navires à vapeur à roues de frictions intérieures.

89° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pau-Gallet (Ferdinand), chimiste, à Paris, rue Poulet-Montmartre prolongée, n° 7, pour un système d'épuration et de blanchiment des huiles végétales et animales destinées au graissage des machines et à l'ensimage des laines.

90° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Perré (Sylvain), marchand de fer, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des essieux.

91° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Perret (Alfred), manufacturier, à Roye, pour une grille mobile pour foyers divers continus.

92° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Perrier (Pierre), représenté par le sieur Guy, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95, pour un genre de fermoir à ouverture invisible pour porte-monnaie, bourses, sacs, étuis, etc.

93° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rouy (Nicolas), mécanicien, à Paris, rue du Grenier-Saint-Lazare, n° 7, pour un système de jeu de domino (décimal).

94° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schottlander (Henry), fabricant d'articles de Paris, à Paris, rue Michel-le-Comte, n° 14, pour application de la chambre noire aux nécessaires, bonbonnières, boîtes à bijoux et à d'autres articles en maroquinerie et ébénisterie, dite *camera obscura*.

95° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 16 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Scheilds (Francis-Webb), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour des perfectionnements dans la construction des poteaux télégraphiques (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 6 octobre 1878).

96° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Tastevin (Joseph), négociant, place des Capucines, n° 7, à Marseille, pour le système de fil-arrête.

97° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Walpuski (C.-F.), fabricant de crayons, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un porte-mine à double cône et à bague mobile.

98° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Adams (James), représenté par le sieur Basset, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour des perfectionnements dans la construction des robinets et appareils pour soutirer et régler l'écoulement des fluides (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 24 mai 1878).

99° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Askew (John),

mécanicien, représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés dans la construction des chariots pour apprendre aux enfants à marcher, pour les malades et autres buts utiles (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 27 juin 1878).

100° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Borghy (Augustin), représenté par le sieur Joseph, chez le sieur Michel, rue Vacon, n° 53, à Marseille, pour méthode à suivre pour obtenir l'ininflammabilité des substances combustibles animales et végétales.

101° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Castillon (Armand), quai de Bacalan, n° 14, à Bordeaux, pour un système de godets ou collecteurs servant à recueillir la gomme des pins.

102° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chatel (François-Alfred) jeune, manufacturier, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements et dispositions apportés aux appareils d'éclairage des navires, des ports, des chemins de fer, etc.

103° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Darlot (Alphonse), opticien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de diaphragmes applicable aux montures d'objectifs pour la photographie et autres instruments d'optique.

104° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Dassonville (Henri), rue de Tournai, n° 51, à Tourcoing, pour un moyen propre à chauffer l'eau d'alimentation des générateurs à vapeur.

105° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Delobel (Charles), serrurier-mécanicien, à Haubourdin, pour presse à surface plane propre à l'extraction du jus de la betterave.

106° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Deneuille (Charles-Joachim), imprimeur, à Chauny, pour l'application d'un vernis sur des tableaux et des cahiers composant une méthode d'écriture, de calcul et de conjugaison des verbes.

107° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dugué (Joseph) jeune et Bencker (Nicolas), mécanicien, à Paris, le premier, rue Saint-Maur, n° 158, et le second, rue du Buisson-Saint-Louis, n° 23, pour un moteur métallique.

108° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Forissier (Claude) et Bonneau (Joseph), à Firminy, pour un mode de fabrication de boulons à la mécanique.

109° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fourgeau (Félic-Clovis), entrepreneur de bâtiments, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la construction des couvertures de bâtiments.

110° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 22 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Hartshorn (James) et Gadsby (Joseph), représentés par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour des perfectionnements dans la fabrication de dentelle dans les métiers à dentelle tordue (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 28 octobre 1878).

111° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hippin (Alexander), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés dans la construction des poêles destinés au chauffage (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 14 octobre 1878).

112° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 no-

vendredi 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Jacquin (Anatole) et Tailbouis (Edouard), représentés par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements apportés aux métiers circulaires à crochets dits multiples.

113° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Lanet (Jean-Baptiste), constructeur, à Saint-Julien-en-Jarret, pour un appareil de traction dit *tracteur Lanet*, propre à mettre en place les ponts métalliques et ouvrages d'art de grand poids.

114° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lilliendahl (Gustave-Adolphe) et Roys (Thomas-Welcome), représentés par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements dans les appareils pour capturer les balaines.

115° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Madet (Jean-Jacques), teinturier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour galoches et autres chaussures couvertes en caoutchouc ou en moleskine, avec semelles de bois.

116° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marcar Beylichg, pharmacien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un appareil congélateur dit *psychrogène*, destiné à la solidification de l'eau en glace et en verglas.

117° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Martinier (Claude), contre-maître chez le sieur Berger, place Chavanelle, n° 15, à Saint-Étienne, pour une clef brisée appliquée au système basculant des fusils Leclapcheux.

118° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marye (Alexandre-Damas), constructeur, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux machines à vapeur.

119° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Oustry (Jean), mécanicien, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans les moyens d'équilibrer les meules de moulins.

120° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Perre (Joseph), à Avignon, pour des perfectionnements apportés à une machine à triturer.

121° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Peyre (Guillaume-Amédée-Filhol), à Paris, rue de Lafayette, n° 106, pour un compteur de marque dit *grapho-statique*, applicable à la mesure du temps, de l'espace et du travail effectué.

122° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Ramay (Henri), rue de Castries, n° 8, à Lyon, pour un système de ventilateur à pressions.

123° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Raverot (Auguste), négociant, élisant domicile à Paris, rue de Ponthieu, n° 29, pour tampon à air comprimé pour chemins de fer.

124° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Rehlen (Charles), Letroublon (Henri) et Camus (Charles), chimistes-manufacturiers à Paris, boulevard de la Gare, n° 15, et rue Verte, n° 4, à Ivry, pour la fabrication directe de l'acétate de plomb avec l'acide pyrosligneux, au moyen d'un procédé plus simple et plus économique que ceux employés jusqu'ici.

125° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Sauvage (Léon), teinturier, rue de Rouen, à Elbeuf, pour un appareil centrifuge à concentrer les dissolutions ou évaporer les liquides.

126° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Corse, par le sieur Ucciani (Dominique-Antoine), au collège Fesch, à Ajaccio, pour un système à appliquer aux rails, wagons et locomotives.

127° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Yates (William-Speakman), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une machine destinée à trier ou à séparer les diverses longueurs des soies, poils et fibres végétales.

128° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Anber (Jean-Auguste), chimiste, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour procédés de fabrication de matières colorantes dérivées de la naphthaline.

129° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bullough (James), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour perfectionnements apportés aux métiers à tisser (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 14 avril 1878).

130° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par le sieur Bureau (Auguste), mécanicien, à Puisserguier, pour un pressoir à mouvement continu et à triple effet.

131° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Camus (Jean-Baptiste), mécanicien, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, pour un système d'agrafe-fermoir perfectionnée, susceptible d'une foule d'applications.

132° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Decker (Victor), représenté par le sieur Herpst, à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 3, pour un procédé de fabrication d'une pâte imitant la pâte employée pour les pastilles de gomme.

133° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 25 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moas Defries, représenté par le sieur Castelbon, à Paris, passage des Petites-Écuries, n° 15, pour un moyen de reproduire des illusions optiques sur la scène d'un théâtre ou ailleurs (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 17 octobre 1878).

134° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 29 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Deru (Alexandre), représenté par le sieur Bonjean, à Sedan, pour un appareil alimentaire régulateur (brevet belge de vingt ans, expirant le 10 octobre 1879).

135° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Basseigneur (Edouard), rue Mulet, n° 18, à Lyon, pour une machine à purger les soies.

136° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fairlie (Robert-François), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des perfectionnements dans les chaudières et machines de locomotives (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 12 mai 1878).

137° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Ralot et compagnie, cours de Lafayette, n° 99, à Lyon, pour une disposition de planchers destinés aux bascules portatives ainsi qu'aux ponts à bascule pour voitures et wagons.

138° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fearon (François),

représenté par le sieur Petit, à Paris, rue Blondel, n° 5, pour un appareil perfectionné destiné à adoucir ou amortir le son (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 11 novembre 1878).

139° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gervais (Louis-Marie-Joseph-Alfred), représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la propulsion des navires de tout genre.

140° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Gillet (Ferdinand), élisant domicile chez le sieur Feuillat, rue Ferrandière, n° 14, à Lyon, pour un compteur de liquides.

141° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Goodwin (Charles-Rhodes), manufacturier, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un guide pour machines à coudre.

142° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Icard (Louis), entrepreneur de travaux publics, élisant domicile rue Thomas, n° 69, à Marseille, pour un barème mécanique.

143° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Jacquemin (Jean-Nicolas-Victor), rue de Metz, n° 75, à Nancy, pour un système de vitrage pour tous les usages.

144° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Jantialon (François), menuisier, rue de la Loire, n° 26, à Saint-Etienne, pour un procédé posé à la traverse inférieure des portes extérieures ou des croisées pour empêcher l'infiltration des eaux dans l'intérieur des bâtiments et pour que l'air ne puisse pas pénétrer dans les appartements, lorsqu'il y a un faux niveau dans les planchers ou lorsqu'il y a du jour entre les portes et les planchers.

145° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Jobard (François), rue de Bourbon, n° 63, à Lyon, pour un genre de compression mixte applicable à la fabrication de produits céramiques.

146° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Laville, Petit et Crespin, à Paris, rue Simon-le-Franc, n° 8, pour un chapeau de feutre apprêté et non apprêté, pointillé et chiné.

147° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le docteur Marini (Efsio), représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un procédé de conservation des cadavres et de toutes autres matières organiques.

148° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maurer (Jean-Jacques), professeur de mathématiques, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un moteur ou appareil comprimeur d'air appliqué aux monte-charges et aux ventilateurs des mines.

149° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mayodon (Henri-Gabriel), fabricant d'appareils et de fournitures pour la photographie, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour l'application de la presse à coup de poing au découpage des épreuves photographiques, ainsi que dans tous les cas où ce genre de découpage peut être employé.

150° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par les sieurs Mellès (Jean), Filhol (Edouard) et Cerdurié (Frédéric), à Toulouse, pour la transformation, par voie humide, des chlorures alcalins en carbonates.

151° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Mirecki (Alexandre), à Paris, passage du Commerce, n° 30, hôtel Molinier, pour une presse continue à hélice spiroïdale développée sur des surfaces planes.

152° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Paul Morin et compagnie, manufacturiers, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour l'application du bronze d'aluminium à la fabrication de l'orfèvrerie religieuse, des ornements d'église et des vases sacrés.

153° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Nos d'Argence (Pierre), fabricant de chardons métalliques, rue de Grammont, n° 4, à Rouen, pour une laineuse velouteuse garnissant et tirant à poil simultanément en tous sens.

154° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Patureau (Louis), fabricant, à Paris, rue de la Glacière-Montmartre, n° 12, pour un frein destiné à contenir les ressorts en rouleau et à en faciliter la distribution en détail, dit *frein Patureau*.

155° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Perre (Joseph), à Avignon, pour des perfectionnements apportés aux poulies métalliques en fonte, fer, cuivre jaune, bronze, etc.

156° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Perrigault (Joseph), représenté par le sieur Farcot, au port Saint-Ouen, pour un système de ventilateurs insufflants opérant de fortes pressions d'air avec des vitesses tangentielles modérées.

157° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rivier (Jean-François), négociant, à Paris, rue Lévisse, n° 9, pour un filtre décanteur et épurateur des liquides pouvant s'appliquer aux jus et sirops de betteraves,

158° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Scalé (Bernard), ébéniste, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des perfectionnements dans les chaises percées (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 31 octobre 1878).

159° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Secoué (Joseph), à Angers, pour un frein destiné à arrêter court les chevaux emportés, dit *frein Joseph*.

160° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Turrel (Paul-Joseph), fabricant de papiers, rue Bernard-de-Bois, n° 25, à Marseille, pour un filtre rotateur dit *l'hydrofiltre Turrel*.

161° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Warguin (Anatole), à Crépy-en-Laonnais, pour une ruche d'abeilles dite *ruce anatoline perpétuelle*.

162° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barbier (Joseph), pharmacien, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour application des râpures de liège ou poudre subérique.

163° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bastien (Hector-Édouard), mécanicien, à Paris, rue Royale-la-Villette, n° 1, pour un système de fabrication de fers à cheval et autres animaux.

164° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Yonne, par le sieur Bertrand (Claude), à Cheney, pour un instrument dit *coupe-savon*.

165° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Blouin (Alfred), mécanicien, et Mercier (Nicolas-Didier), docteur en médecine.

eine, représentés par le sieur Petit, à Paris, rue Blondel, n° 5, pour un genre de treuil.

186° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouriat (Gabriel-Charles), conducteur principal des ponts et chaussées, à Paris, rue de Bercy-Saint-Antoine, n° 15, pour planchers et voûtes alvéolaires en plâtre, ciment et toute autre matière employée liquide et susceptible d'une prompte solidification.

187° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Boyer (Adrien), dessinateur-mécanicien, rue Neuve, n° 22, à Marseille, pour un système de navigation à roulement, autrement dit *navirotation*.

188° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Buron (Pierre), mécanicien, à Angers, pour un bâtisseur mécanique servant à la fabrication des chapeaux et des chaussures à filtrer.

189° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Burlin (Jean-Baptiste), mécanicien, chez le sieur Rollet, à Paris, rue Belle-chaussée, n° 29, pour un genre de serrure dite *serrure à verrou*.

190° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Carlier (Victor), négociant, élisant domicile chez le sieur Lebac, à Blanc-Misseron, commune de Quievrechain, pour la fabrication des sacs à extraire le jus de betteraves rapées et à la clarification des écumes provenant de ce jus.

191° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charrière (Jean-Jules), fabricant d'instruments de chirurgie, à Paris, rue de l'École-de-Médecine, n° 6, pour un appareil dit *vaporisateur de médicaments*.

192° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chassy (François) jeune, entrepreneur de maçonnerie, à Paris, rue des Gravilliers, n° 16, pour un calendrier dit *magico-perpétuel*.

193° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dauplain (Hippolyte), représenté par le sieur Herpat, à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 3, pour un système de bandage herniaire.

194° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Fabert (Charles-Louis), rue Lautard, n° 6, quartier de la Belle-de-Mai, à Marseille, pour une liqueur insecticide dite *insecticide Fabert*.

195° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aveyron, par les sieurs Frayssines (Édouard) et Miguel (Auguste), conducteur de travaux publics, à Villefranche-de-Rouergue, pour un procédé de fabrication du sulfate de soude au moyen du sulfate de chaux et du chlorure de sodium.

196° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Douglas-Munro Fyfe, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les chariots et appareils pour élever, enlever et transporter les canons ou autres corps lourds de place en place.

197° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gillard (Joseph-Pierre), Sandrier (Louis-François) et Bisse (Eugène), représentés par le sieur Brade, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 13, pour procédé et appareils pour l'application au chauffage des gaz obtenus par la décomposition de la vapeur d'eau.

198° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur La Chaussée (Eugène), serrurier-mécanicien, rue du Blanc-Ballot, n° 15, à Lille, pour des fiches et des paumelles inusables à mouvement gradué ou non.

199° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 no-

tembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemoine (Jules), pharmacien, à Paris, rue Saint-Paul, n° 34, pour un système de fermeture pour les appareils à eaux gazeuses naturelles ou artificielles, etc.

180° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lenglet (Siméon), fabricant de jouets d'enfants, rue de la Hotoie, n° 64, à Amiens, pour un système de cerceau mécanique.

181° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur L'Hoir (Louis), industriel, élisant domicile chez le sieur L'Hoir, rue Colbert, à Wazemmes-Lille, pour une presse débourseuse fonctionnant au moyen d'une pompe aspirante et foulante.

182° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Mager, à Nîmes, pour un appareil applicable à l'étude du piano, dit *guide-doigts*.

183° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mascart (Gustave), représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour une machine à coudre bijou.

184° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ménétrier (Jean-Claude), représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour une queue de billard à table mobile et à glace.

185° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Michaut (Pierre), négociant en literie, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de fabrication d'un oreiller dit *oreiller de santé*.

186° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Perret (Joseph), cloutier, Grande-Rue-Matabiau, n° 45, à Toulouse, pour une machine propre à fabriquer les clous pour ferrer les chevaux et les bœufs.

187° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pinand (Juste), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un contrôleur à cadran mobile pour voitures.

188° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Redfern (Henry), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements dans les robinets et les valves ainsi que dans les indicateurs de niveau (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 26 mai 1878).

189° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Cher, par le sieur Ruby (Just-Jean-Baptiste), arquebuser, à Bourges, pour fermeture de fusil à bascule se chargeant par la culasse.

190° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Telescheff (Nicolas), capitaine d'artillerie, représenté par le sieur Thenen, à Paris, rue de Dunkerque, n° 24, pour des perfectionnements dans les fourneaux à air chaud pour la fonte des métaux.

191° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vitrant (Pierre-Joseph), mécanicien, élisant domicile chez le sieur Santerre, à Paris-Chaillot, boulevard du Roi-de-Rome, n° 21, pour un mécanisme dit *temple mécanique*, pour tissage à la main.

192° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vouillon (François), manufacturier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour l'application du tissage à la décoration minérale métallique, etc. des étoffes de toute espèce.

193° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société

Ch. Avril et compagnie, représentée par le sieur Landouzy, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 32, pour tuiles et demi-tuiles devant servir à la construction des bâtiments.

194° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Ch. Avril et compagnie, représentée par le sieur Landouzy, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 32, pour une machine à galettes devant servir à la fabrication des tuiles.

195° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bequet (Gustave), voyageur de commerce, représenté par le sieur Crété, à Paris, rue des Saints-Pères, n° 30, pour un appareil condenseur réfrigérant muni d'un analyseur destiné à la rectification des alcools.

196° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourgougnon (Jean-Georges-Étienne), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une noria tubulaire.

197° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Buxtorf (Emmanuel), mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements aux métiers circulaires à tricot dits à l'américaine, avec aiguilles *self-acting* ou ordinaires.

198° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cazalis (William), gérant de la société du sel gemme, à Marseille, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour la transformation du sel marin en blocs et la dénaturation dudit sel par la coloration due à des substances minérales et végétales.

199° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chevy (Valentin) père, apprêteur et fabricant, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la confection des chapeaux de dames et d'enfants.

200° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cuvier (Julien-Eugène), élisant domicile chez le sieur Cuvier, à Paris-Belleville, rue du Pré, n° 9, pour un appareil pour l'enlèvement et le dépôt des dépêches aux stations où ne s'arrêtent pas les trains-poste.

201° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 29 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dering (George-Edward), représenté par le sieur Basset, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour des perfectionnements dans les attaches ou embrasses pour la voie fixe des chemins de fer (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 1^{er} juin 1878).

202° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Despaquis (Pierre-Auguste), photographe, à Paris, rue du Château-d'Eau, n° 2, pour la préparation d'un papier photographique destiné à la photographie au charbon.

203° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Deyrolle et fils, à Paris, rue de la Monnaie, n° 19, pour l'emploi des pierres fausses dans la fabrication des fleurs artificielles.

204° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5^e décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Saône, par le sieur Février (Jules-François), architecte, à Vesoul, pour une machine à moissonner.

205° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Freulon (Louis), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés aux articles de ménage en fil de fer, tels que paniers à salade, paniers à vin, etc.

206° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Gautrot aîné (Pierre-Louis), facteur d'instruments de musique, à Paris, rue Saint-Louis, n° 60, au Marais, pour un système de pistons équitoniques applicable aux instruments de musique en cuivre.

207° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hamoir (Gustave), agriculteur, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour traitement de la betterave râpée.

208° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Jackson et compagnie, représentés par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour un procédé de coulage de petits lingots en acier Bessemer.

209° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Janneau (Édouard-Alexandre), Lugand (Pierre-Philippe) et Bassères (Bonaventure-François-Jean), à Paris, rue des Batailles, n° 1, pour épurateur d'eau d'alimentation des chaudières à vapeur.

210° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Jérôme (François) fils, mécanicien, à Amiens, pour une machine nettoyant et triant les blés.

211° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lausecker (Jacques) jeune, tourneur en bois, à Paris, rue Saint-Antoine, n° 211, pour un genre de porte-serviettes ou séchoir à pied dit *séchoir à baguettes articulées*.

212° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Law (William), représenté par le sieur Gilbec, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10, pour une agrafe pour vêtements, applicable aux bandes, ceintures et autres objets semblables (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 25 mai 1878).

213° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Marrel frères, maîtres de forges, à Rive-de-Gier, pour l'application de la presse hydraulique comme moteur pour la marche des trains à laminoirs pour toutes espèces de métaux.

214° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Vosges, par le sieur Mathez (Jean-Baptiste-Désiré), fabricant de couverts, à Fontenay-le-Château, pour un planage mécanique des couverts en fer battu étamé.

215° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Napier (James), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système propre à séparer certains métaux et certaines substances métalliques des minerais ou autres matières (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 6 juin 1878).

216° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Prieger (Oscar-Eugène), docteur en médecine, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour la fabrication du ferro-manganèse et du cupromanganèse.

217° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juin 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Richard (Pierre) père aîné, à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 200, pour un système d'assemblages par boulons et goujons d'appel.

218° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schneuhr (Jacob), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un appareil destiné à compter l'argent et à en indiquer le montant.

219° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Ward (Antoine) fils, fabricant de bonneterie, à Fouillois, pour l'application d'une presse mobile, pour chaque aiguille, pouvant obtenir tous les dessins que l'on

peut produire sur le métier à tisser et se lisant de la même manière que sur la laine en carte des dessins ordinaires et se mouvant par les mêmes procédés.

220° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Ward (Antoine) fils, fabricant de bonneterie, à Foulloy, pour un métier ministigme à rotation, produisant deux pièces de tricot à la fois en face l'une de l'autre, pouvant se diviser en plusieurs parties, en offrant beaucoup plus d'avantages que pour les métiers rectilignes et autres servant à la fabrication des articles de bonneterie.

221° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Judson (William), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements dans les condenseurs des machines à vapeur.

222° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berdan (Hiram), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les armes à feu et les cartouches.

223° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berquier (Clarysostème-Gédéon), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système continu d'épinglage mécanique pour la fabrication des galons pour voitures, ameublements, etc.

224° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boutin aîné (Auguste), représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour l'application des fruits des mahonia-clificolia à la fabrication de l'alcool.

225° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Bujard (Barthélemy) fils, maître de forges, à Rive-de-Gier, pour un système de fabrication de pelles avec douille verticale, le tout fait d'un seul morceau de fer ou acier.

226° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Caillaud (Jean-Marie-Léonidas), tanneur, à Paris, rue des Acacias-Montmartre, n° 2, pour un procédé de tannage.

227° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carmien (Pierre), fabricant de jouets, à Paris, Grande-Rue de la Chapelle, n° 117, pour une machine à coudre.

228° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Chenal (Joseph-Julien), élisant domicile chez le sieur Chenal, rue Neuve, n° 6, à Lyon, pour une graisse économique pour voitures et machines.

229° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par la compagnie des cristalleries de Baccarat, représentée par le sieur Michaux, sous-directeur, à Baccarat, pour un banc de verrier.

230° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coquard (Gabriel), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à tous systèmes de lampes ou appareils à huiles minérales.

231° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Coquelaeze (François), Staes (Joseph), Ravet, dit Ravet-Anceau (Jean-Baptiste), et Bayart (Julien), représentés par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système de machine à battre, assembler, amolir et lustrer les fils de toute espèce.

232° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par les sieurs Delahaye (Victor-Désiré) et Chaudet (Jean-Henri), chimistes, le premier, rue de la Gamterie, n° 34, et le second, rue des Emmurés, n° 14, à Rouen, pour

l'application des procédés de peignage simple ou mixte aux laines dites à *cardes*, après teinture préalable, et l'introduction dans les tissus des produits ainsi obtenus.

238° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs de Zalleux (Edouard) et Baffi (Jean-Baptiste), constructeurs-mécaniciens, à Paris, chaussée de Ménilmontant, n° 89, pour l'application de l'acier à divers objets de toilette et autres.

234° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Franchot (Charles-Louis-Félix), à Paris, rue de la Victoire, n° 83, pour un flambeau photogène.

235° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Gellifet (Jean), fabricant de liqueurs, place de la Villette, maison Mercier, à Lyon, pour une liqueur dite *liqueur de la Sallette*.

236° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par les sieurs Gautreau (Charles-Pierre) et Magot (Louis), rue de Ségur, n° 34, à Bordeaux, pour un système de pompe automate à puissance facultative.

237° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Giot (Parfait) aîné, cultivateur, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système perfectionné d'arrosage mécanique des fumiers dans les fermes, etc.

238° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lafond-Calliot (Alexandre), chimiste, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé pour la fabrication instantanée du gaz hydrogène carburé par l'emploi des matières combustibles en général (brevet espagnol de dix ans, expirant le 24 octobre 1874).

239° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ariège, par le sieur Lafont (Pierre-Camille), agent commercial de la compagnie du Midi, à Pamiers, pour la construction d'un appareil propre aux armes chargées par le côté de la culasse.

240° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lebandy frères, représentés par le sieur Krahmass, à Paris, rue d'Isly, n° 13, pour un système de cuite en grain du sucre dans le vide.

241° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leonhardt (Auguste-Samuel-Léopold), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un mode de traitement des diverses couleurs d'aniline.

242° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Macé (Charles-Marie-Emmanuel), docteur en médecine, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système d'annonces.

243° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Maurel (Joseph-François) aîné, rue de la Vieille-Monnaie, n° 6, à Lyon, pour un système de lissage appliqué à la fabrication des tissus façonnés.

244° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Monin (Michel), cours Bourbon (la Guillotière), n° 86, à Lyon, pour une lampe à brûler le pétrole, à l'usage des tisseurs, dévideurs et autres ouvriers manipulant spécialement la soie, dite *lampe merveilleuse*.

245° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Jura, par le sieur Passier-Roux (Jean-François), fabricant de produits chimiques, à Dôle, pour un système d'assurage et de lustrage de bleu pour le linge, sous toutes les formes.

246° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 dé-

cembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Perrot (Pierre), serrurier-mécanicien, représenté par le sieur Faure, à Grenoble, pour ajustage pour les fers en général, et spécialement pour les vitrages de toutes forces et dimensions, dit *agrafe système Perrot*.

247° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Poussard (Théonie), à Paris, rue Duperré, n° 21, pour une boisson.

248° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ramel (Prosper-Vincent), commerçant, à Paris, rue Louis-le-Grand, n° 29, pour l'application des feuilles et écorces des plantes de la famille des *eucalyptes*, en général, à tous les usages du tabac.

249° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Soulier, dit Solié (Charles-Joseph), fabricant d'encre, à Paris, passage Maurice, n° 13, rue des Amandiers-Popincourt, pour une bague remplaçant la noix dans la garniture des parapluies.

250° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Stéculorum (Charles-Paul-Victor), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de poutres applicables à toutes espèces de constructions.

251° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par les sieurs Valson et compagnie, à Grenoble, pour un appareil dit *liquomètre* ou *analyseur capillaire*, destiné au dosage des divers liquides répandus dans le commerce, tels que alcools, vins, liqueurs, acides divers, etc.

252° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Valz (Jean), chef d'escadron d'artillerie en retraite, à Paris, rue Bellefond, n° 20, pour perfectionnement au porte-bouteilles dit *de Barbon*.

253° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Armelin (François-Célestin), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un appareil destiné à la fabrication des agglomérés.

254° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Autier (Charles), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les générateurs à vapeur.

255° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Vienne, par le sieur Benoist du Buis, à Couzeix, arrondissement de Limoges, pour un hache-paille-pioche.

256° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, par le sieur Bernouy (Jacques-Alphonse), à Lisieux, pour un système de châssis-coulisse dit *châssis-coulisse Bernouy*.

257° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Betheder (Pierre-Alexis-Marcellin), peintre, professeur à l'École impériale des beaux-arts, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour procédés de reproductions photo-lithographiques.

258° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département d'Oran, par le sieur Bienfait (Jean-Polycarpe), à Misserghin, pour un procédé de fabrication du sucre de sorgho.

259° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Carde (Gustave), menuisier, rue Condillac, n° 20, à Bordeaux, pour un système de préservation et d'éloignement de l'humidité à l'intérieur des croisées.

260° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 dé-

260^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Cettier (François), cours de Lafayette, n° 8, à Lyon, pour perfectionnements aux machines à graver.

261^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Sarthe, par le sieur Combe-Dalma (Auguste), producteur et fabricant de matières résineuses, à Montfort, pour un système de tampon nettoyeur à l'usage des fusils Lefauchaux et de toutes armes se chargeant par la culasse.

262^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Delachaise (Pierre), rue de Crémieux, n° 16, à Lyon, pour un moteur dit *moteur mixte*.

263^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Dondoux-Ballot, mécanicien, à Thilay, pour une machine à laminier les écrous de vis de capotes de voitures.

264^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ferguson (Samuel) fils, manufacturier, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les moyens d'obtenir les broderies sur tous tissus à fonds mats.

265^e Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Firth (William) et Firth (Samuel), représentés par le sieur Basset, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour perfectionnements dans les machines pour couper le charbon de terre ou autres minerais (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 31 mai 1878).

266^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Sarthe, par le sieur Gentil (Charles), au Mans, pour l'application de l'air chaud et du bain métallique à l'ébullition des huiles employées à la cuisson des poissons de toutes natures pour la fabrication des conserves alimentaires.

267^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Graille (Jean) aîné, poseur de sonnettes, rue Saint-Jean, n° 1, à Saint-Etienne, pour un système de taupières.

268^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Gresly (Alexandre), mécanicien, élisant domicile chez les sieurs Buffaut frères, constructeurs-mécaniciens, cours d'Herbunville, n° 47, à Lyon, pour une machine à cuire sur champ les tissus écrus, quelle que soit leur nature.

269^e Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Sarthe, par le sieur Guillemare (Achille), au Mans, pour un procédé propre à obtenir des photographies vitrifiées sur émail, porcelaine et verre.

270^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Humbert (Antoine), rue Boileau, n° 2, à Lyon, pour un procédé de cannetage à défilier sans torsion.

271^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jeannotat (Isidore), fabricant de boutons, à Paris, rue de Ménilmontant, n° 138, dans le passage, n° 21, pour une ventouse hygiénique à vis.

272^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Joly (Léon-Auguste), constructeur-mécanicien, élisant domicile chez le sieur Mitteleite, à Paris, rue de Ménilmontant, n° 99 bis, pour un distributeur de cossettes pour l'alimentation des macérateurs, à l'usage des distilleries de betteraves.

273^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par les sieurs Lecoimte (Jules), Lecoimte (Eugène) et Villette (Auguste), mécaniciens, représentés

par le sieur Chimot, à Saint-Quentin, pour un système de presse à vapeur directe, applicable à la sucrerie et à d'autres industries.

274° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lesieur (Emmanuel-Adrien), à Paris, rue de Chartres-Batignolles, n° 8, pour un procédé salubre et économique de traitement des vidanges, permettant d'en retirer immédiatement l'ammoniaque, pour la poudrette.

275° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Michelot (Célestin-Gustave), menuisier, rue des Tanneurs, n° 15, à Épernay, pour un système de pupitre à cases et à traverses obliques pour mettre les bouteilles de vin mousseux sur pointe.

276° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Minié (Charles-Claude-Étienne), chef de bataillon en retraite, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une arme se chargeant par la culasse.

277° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Perault (Eugène), entrepreneur de menuiserie, représenté par le sieur Bossières, place des Quatre-Tours, n° 6, à Marseille, pour une échelle simple, pliante, en bois et en fer, à bâtons mobiles.

278° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Roques (Pierre), taillandier, représenté par le sieur Ramondia, faubourg Matabiau, n° 28, à Toulouse, pour un perfectionnement apporté à l'affûteur destiné à affûter les faux et à aiguiser les instruments tranchants, objet pour lequel il a pris un brevet d'invention de cinq ans, le 21 février 1863.

279° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Sculfort, Malliar et Meurice, manufacturiers, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une machine à poinçonner et à cisailier à la main.

280° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Thiry (Thomas-Joseph), maître tisseur, à Saint-Menges, pour une bascule appliquée à la mécanique Jacquart, dite *parisienne*.

281° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Vanderlyn (Joseph), constructeur de calorifères, à Bischwiller, pour un calorifère touraille.

282° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wheeler (James), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements dans la fabrication des gants (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 30 novembre 1878).

283° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bonet (Jean-Charles), représenté par le sieur Herpst, à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 3, pour un système de vitrage à l'usage des serres, jardins d'hiver ou toutes autres toitures vitrées.

284° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bonnamy (Auguste-Victor), pharmacien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour l'emploi de l'alumine dans la fabrication des savons de toilette et des divers autres cosmétiques usités en parfumerie.

285° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boy (Jean-Baptiste), chapelier, représenté par le sieur Cartier, à Paris, rue du Rambuteau, n° 22, pour une presse à détente applicable à l'estampage et au repassage des chapeaux.

286° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 dé-

cembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bresson (François), à Paris, rue de Malte, n° 51, pour des perfectionnements apportés aux générateurs de vapeur.

187° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Buckland (William-Henry), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans le mode de production du gaz d'éclairage et dans les appareils propres à ce but, lesquels perfectionnements sont aussi en partie propres à augmenter le pouvoir éclairant et chauffant du gaz d'éclairage ordinaire.

188° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par les sieurs Firmin Colas et Barau, fabricants de boîtes à conserves, à la Ville-en-Bois, commune de Chantenay, près Nantes, pour un moyen d'ouvrir avec facilité les boîtes de conserves alimentaires.

189° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Couprant (Edmond), mécanicien, à Paris, rue de l'Orillon, n° 18, pour un moteur rotatif dit *moteur Couprant*.

190° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par les sieurs Cuvier (René-Raphaël), huissier, Olivier (Napoléon), cantonnier, et Olivier (Napoléon) fils, mécanicien, à Amboise, pour un appareil pneumatique destiné à supprimer la vapeur dans les moteurs actuels et à la remplacer par l'air comprimé.

191° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Elmer (William), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour perfectionnements dans la fabrication du gaz d'éclairage.

192° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Epinasse frères, à Paris, rue Pétreille, n° 9, pour des perfectionnements apportés à la machine motrice à air dilaté du système Lenoir.

193° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Garnier (Jules), étant domicile chez les sieurs Cretté, à Paris, rue des Saints-Pères, n° 30, pour un appareil dit *appareil Garnier*, destiné à la fabrication du gaz, à la cuisine, au chauffage et à l'éclairage au gaz.

194° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département d'Ille-et-Vilaine, par le sieur Gitten Le Franc (Jean-Baptiste-Gatien), négociant, carrefour Jouanet, à Rennes, pour un filet et procédé de pêche spécialement applicables à la sardine, au maquereau, au hareng, à toutes autres espèces de poissons voyageant par bancs.

195° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guigney (Jules-Eugène-Alexandre), maroquinier, à Paris, boulevard de Magenta, n° 106, pour l'application des couleurs, de l'or et de l'argent, par impression, sur toute espèce de cuivrés ou mûgés.

196° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guionvar (Eugène-Alphonse), fabricant, à Paris, rue du Temple, n° 117, pour des procédés propres à soier la pierre.

197° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guironnet de Masses (François-Antoine-Edmond), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour une machine à nettoyer les semences de coton et à séparer le coton qui est adhérent auxdites semences ou les résidus.

198° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Kittle (Samuel-Parker), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux semenciers élastiques.

199° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 dé-

cembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Laniel frères, manufacturiers, représentés par le sieur Bos-Darnis, à Paris, rue de Lafayette, n° 99, pour des moyens de fabriquer mécaniquement les liteaux des linges de table, etc.

300° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département d'Ille-et-Vilaine, par le sieur Lebac (Emmanuel), ferblantier, rue de Viarme, à Rennes, pour une burette à huile inversable perfectionnée, dite *burette à tige*.

301° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Linier (Jean-Baptiste), Sisco (François) et Berthelon (François), mécaniciens, à Paris, rue du Château-des-Rentiers, n° 37, pour un système de voiture.

302° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Charles), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système perfectionné d'ouvrir et fermer les soufflets des voitures (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 12 novembre 1878).

303° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Martin (Pierre-Émile), métallurgiste, et Christophe (Louis), mécaniciens, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de transformation des armes à feu.

304° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schultze (Johann-Frédéric-Eduard), représenté par le sieur Kœnig, à Paris, rue Hautefeuille, n° 30, pour un feu d'artifice de salon.

305° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Sebillé (Charles-Félix), manufacturier, rue Dudreazène, n° 4, à Nantes, pour une agglomération dite *béton Sebillé*.

306° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Cher, par les sieurs Sirven (Pierre) et Evan (Thomas), élisant domicile à Bourges, pour fabrication de l'acier au moyen de tous combustibles minéraux et végétaux.

307° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société L. Souty fils et P. Lescudier, représentée par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un cadre d'atelier.

308° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Théron fils, à la Bastide, pour un système d'échalas et de tuteurs en fonte ou en fer.

309° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vian (Marius), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des moyens perfectionnés de conservation des navires en bois, traverses de chemins de fer, tuyaux et conduites en fonte.

310° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Joseph-Armytage Wade, négociant, représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements dans les machines ou appareils pour travailler l'argile ou autres matières semblables.

311° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Warlich (Ferdinand-Henri), représenté par le sieur Gilbec, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10, pour des perfectionnements apportés à la fabrication du coke et des combustibles agglomérés, ainsi qu'aux appareils employés dans cette fabrication (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 8 juin 1878).

312° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Barth (Léonie-Louise), artiste en cheveux, à Paris, rue Saint-Honoré, n° 271, pour un tissu en aloès et en cheveux spécialement applicable à l'implantation

des cheveux et à la fabrication des perruques, tours, toupets et autres coiffures postiches.

313° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Bergue (Auguste), manufacturier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de frein à air comprimé applicable aux locomotives et locomobiles.

314° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brier (Geoffroy), coiffeur, représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour une brosse mécanique à roulettes pour cheveux.

315° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Businger (Ignace), peintre en décors, et Muller (François-Joseph), mécanicien, représentés par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la décoration du verre, de la glace, etc.

316° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carnet (Victor), employé, à Paris, rue du Helder, n° 14, pour un système d'imperméabilité applicable aux chaussures en cuir.

317° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Cunningham (John) et Cunningham (Robert), fabricants, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les étoffes de parures (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 26 octobre 1878).

318° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Drôme, par les sieurs Estran (Urbain) et Perrier (Pierre), à Saint-Vallier, pour un système d'appareil de moulin pour l'organais des soies.

319° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Foucaud (Étienne-Pierre), élisant domicile chez le sieur Goeppert, à Paris, rue de Rivoli, n° 89, pour un système de fusil à bascule avec sa cartouche en fer.

320° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Foxley (John), fabricant de briques, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les murs destinés à maintenir, à abriter des espaliers, et dans les briques employées à construire ces murs (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 10 juin 1878).

321° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Franc (Alexis), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une clef de serrage servant de tourne-à-gauche.

322° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Drôme, par les sieurs Francon (Auguste), moulinier en soie, et Monier (Hippolyte), mécanicien, à Saint-Vallier, pour un appareil à organaisner la soie.

323° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gilmour (James), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements dans les harmoniums et autres instruments analogues (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 13 juillet 1878).

324° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Greliche (Germain) jeune, bijoutier, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements apportés dans les articles de bijouterie en ivoire, os, hippopotame, etc.

325° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guilliard (Louis-Valentin), maître cordier, représenté par le sieur Petit, à Paris, rue Blondel, n° 5, pour une machine à faire un ou plusieurs liens à la fois, dite *tordense Guilliard*.

oembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par la société Dugnat et Gauthier, élisant domicile chez le sieur Zacharie, rue de Jarente, n° 29, à Lyon, pour un appareil de pliage conservateur pour rubans velours.

353° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Durand (Louis), chimiste, à l'usine de Roche-Cardon, pour un procédé d'enlavage par impression sur les tissus teints.

354° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Falcot et compagnie, cours de Lafayette, n° 99, à Lyon, pour un système de romains décimale et centésimale.

355° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gasnier (Hector-Jean), représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol n° 82, pour l'application de dessins ou de gravures sur métaux avec imitation d'émail.

356° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 12 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gaze (Georges), négociant, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements apportés dans les caisses de comptoir (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 2 mars 1878).

357° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gousset (Magloire), tourneur, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements apportés aux tours ovales pour la fabrication de divers articles tels que glaces, talons de chaussures, etc.

358° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Graux-Marly (Louis-Jean-Baptiste), fabricant de bronzes, à Paris, rue du Parc-Royal, n° 8, pour un porte-abat-jour dit *porte-abat-jour de l'Étoile*.

359° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Guigon (Charles), élisant domicile chez la dame veuve Thevenet, rue de la Charité, n° 23, à Lyon, pour un procédé de reproduction et de fabrication des gris dérivés de l'aniline, applicable à la teinture et à l'impression des matières textiles animales et végétales, en fils et en tissus, ainsi qu'à diverses matières animales, telles que les peaux, les plumes, les crins, etc.

360° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 13 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hall (Alexander-Dallas), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un composé perfectionné pour recouvrir la coque et les façons des navires, et perfectionnement dans le moyen de préparer ledit composé (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 7 décembre 1878).

361° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Latimer (William-S.), représenté par le sieur Tolhausen, à Paris, boulevard de Magenta, n° 149, pour perfectionnements aux jupons-crinolines.

362° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Loubatières (François-Barthélemy) jeune, à Paris, cité de la Chapelle, n° 5, pour un étui à bougie.

363° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mignot (Léon), chimiste, chez le sieur Jacquin, à Paris, rue Rodier, n° 37, pour perfectionnements apportés à la fabrication et à la composition des silicates alcalins solubles dits *silicates macilagineux*, pour les diverses applications dont ils sont susceptibles et notamment pour la peinture et la silicatation.

364° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Morlat (Marie), polisseuse, à Paris, rue Saint-Anastase, n° 14, pour une pommade.

365° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Nopitsch (Maurice), représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour perfectionnements apportés dans la fabrication des porte-crayons à mines mobiles dits *porte-crayons Nopitsch*.

366° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 13 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Ogé-Fourcart (Pierre-Nicolas), à Vouziers, pour une machine dite *coupoir diviseur à balancier*.

367° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Raynal (Edmond), négociant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour la fabrication de chemises-manchons pour la chapellerie.

368° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Reay (George-Henry), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un appareil additionnel aux machines automatiques à enveloppes.

369° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par la société Ridings et Jeffery, fondeurs, cours Gouffé, n° 89, à Marseille, pour un pot à carboniser le noir animal employé dans le raffinage du sucre, dit *pot à carboniser à fond mobile*.

370° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rouse (Henry-James), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans les fossés entre-rails des chemins de fer.

371° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Sisteron (Charles), rue Impériale, n° 6, à Lyon, pour porte-agathe Sisteron ou appareil propre à éviter le duvet de la soie, à blanchir, à manier, à teindre les grèges en leur filant et à leur distribuer les matières grasses ou onctueuses qui en facilitent le dévidage.

372° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Smith (Joseph), filateur de laine peignée, représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour perfectionnements aux machines ou appareils pour filer, retordre, doubler et bobiner la laine, le coton et autres substances filamenteuses (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 17 septembre 1878).

373° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve Tiger (Antoinette-Élisabeth Lelong), représentée par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour perfectionnements apportés dans la fabrication des fleurs et feuillages.

374° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Vinet (Adolphe-Toussaint), ferblantier, rue Longue-des-Capucins, n° 41, à Marseille, pour un filtre agitateur.

375° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wilhelm (Adolphe Von Koenig), représenté par le sieur Nérot, à Paris, rue de la Ferme-des-Mathurins, n° 28, pour un système de signaux propres aux convois de chemins de fer et aux voyageurs.

376° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Whiteside (Robert), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements pour préserver de la corrosion et des incrustations les bâtiments en fer et le doublage des autres bâtiments, et dans les appareils s'y rattachant.

377° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Anthoni (Charles-Gustave), mécanicien, à Paris, rue Neuve-Coquenard, n° 32, pour une boîte de sûreté applicable aux essieux.

378° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baisch (Hermann), teinturier, à Paris, rue Pascal, n° 53, pour un système de machine à sécher.

379° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Balech (Louis), mécanicien, représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour des perfectionnements aux cisailles à couper le carton et autres matières.

380° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Barbeix de Boumines (Jules), élisant domicile hôtel du Palais-Royal, à Mézières, pour un frein destiné à entraver les voitures de chemins de fer.

381° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Barge et Hermant, représentée par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour un genre de paletot de chasse.

382° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berchot (François), orfèvre, représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour un système Berchot pour service de table.

383° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bidaux (Jean-François), employé de commerce, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25, pour des perfectionnements aux instruments-jouets à vent.

384° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boanier (Eugène-Constant-Marie), négociant, à Paris, rue de la Pépinière, n° 9, pour une machine atmosphérique, ou mouvement perpétuel par la pression atmosphérique.

385° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brimont (Alexandre), représenté par le sieur Monchicourt, à Paris, rue du Boulevard-Batignolles, n° 22, pour un robinet à vapeur, à eau, à gaz, etc.

386° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cambonnier (Auguste-Joseph), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gailhon, n° 13, pour un outil à découper perfectionné, destiné au piquage du papier continu substitué aux cartons dans les métiers Jacquart, ainsi que pour une machine-outil spéciale servant à la fabrication de cette première.

387° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coureux (Jean-Émile), mécanicien, à Paris, rue de Flandre-la-Villette, n° 9, pour un appareil mécanique dit *forme mécanique universelle*, pour toutes espèces de chaussures.

388° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Déquenue (Louise), à Paris, rue du Grand-Prieuré, n° 26, pour un genre de marbrure à l'huile, pour verre, glace et métaux.

389° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dubrunfaut (Auguste-Pierre), chimiste, représenté par le sieur Leroux-Dufié, à Paris, rue des Vertus, n° 31 (ancienne Villette), pour des procédés et appareils pour la fabrication des sucrés et sirops.

390° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Franck (François), maréchal ferrant, élisant domicile chez le sieur Thiebaut, rue Sainte-Catherine, à Nancy, pour un système de suspension et de sonnerie des cloches (brevet prussien de cinq ans, expirant le 30 novembre 1868).

391° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Loiret, par le sieur Frimand (Jacques-Jacynth), plombier, rue des Fauchets, n° 12, à Orléans, pour un système de garde-robe dit *appareil séparateur*.

392° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gondouin (Edmond-Paul-Henri), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une machine à décortiquer, système Durand, pour séparer le dard cotonneux de l'amande oléagineuse dans les graines de coton.

393° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charles Weightman Harrison, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans les métiers à tisser.

394° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Joly (Jean), fabricant de cannes, représenté par le sieur Mébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour l'emploi de la corne de bœlier en remplacement de la baleine pour corsets, robes et montures de parapluies.

395° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Kendrick (Richard), représenté par le sieur Claës, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, pour des perfectionnements dans les appareils pour l'estampage et le timbrage en couleur des enveloppes, notes, factures, etc. (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 13 juin 1878).

396° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leguasse (Joseph), puddleur, représenté par le sieur Thenon, à Paris, rue de Dunkerque, n° 24, pour un calorifère destiné à chauffer l'eau contenue dans des baignoires ou autres récipients.

397° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lees (John-William), représenté par le sieur Tolhausen, à Paris, boulevard de Magenta, n° 149, pour des perfectionnements apportés aux méthodes de nettoyer les générateurs de vapeur et d'empêcher les incrustations (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 28 mai 1878).

398° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-inférieure, par le sieur Lefebvre-Gariel (François-Hippolyte), fabricant, rue du Neubourg, à Elbeuf, pour un moyen d'assujettissement d'embarquement pour cardes.

399° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemoult (Léon-Hyacinthe) aîné, fabricant de bougies, à Paris, rue de l'Entrepôt, n° 5 (ancien Grenelle), pour un moyen d'acidification des corps gras propres à la fabrication des bougies stéariques.

400° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lesueur (Michel-François) aîné, constructeur de voitures, à Paris, rue Saint-Dominique, n° 178, pour un robinet pour tonneaux d'arrosement.

401° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Ménand (François-René) père et Ménand (Charles-Louis-Marie) fils, représentés par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système de godets à veilleuses, à courant d'air constant pour faciliter le tirage, activer et régulariser la combustion des mèches veilleuses.

402° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société A. Parent et T. Hamet, manufacturiers, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un bouton-alliance.

403° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Ringaud (Omar) aîné, rue de la Paume, n° 27, à Toulouse, pour application de bouilleurs aux fours à briques pour obtenir sans frais de la vapeur.

404° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Steeber (Charles), à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 11, pour un système de vitrage dit vitrage à jonction double.

405° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Manche, par le sieur Thin (Alphonse), maître poulieur, à Saint-Vaast-la-Hougue, pour la confection de caisses de poulies.

406° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tornezy (Edmond), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un instrument de précision propre à donner l'indication de l'écartement des rails et leur inclinaison, dit *canne de tournée*, cet instrument pouvant avoir d'autres applications pour le mesurage.

407° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Vauvray frères, fabricants de bronzes, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une burette à pompe pour liquides onctueux.

408° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vesque (Désiré-Pierre), employé de commerce, à Paris, passage Neveux, n° 10, pour l'application d'une matière acideuse moulée à la fabrication exclusive de tous genres de coussinets, tas ou enclumes, cloches ou timbres, en remplacement du bronze, cuivre et fer.

409° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vincendon (Élie-Edouard), manufacturier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour la fabrication d'un chapeau dit *multiple*.

410° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vitte (Pierre-Alfred), photographe, à Paris, rue de Paris-Belleville, n° 26, pour un appareil servant à la dégradation des épreuves photographiques.

411° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, par le sieur Baillet (Jules-Henri-Joseph), mécanicien, représenté par le sieur Chamonard, à Saint-Laurent-lès-Mâcon, pour l'application d'un système de norias étagées à l'épuisement des eaux des mines et à l'extraction des houilles et minerais ainsi que des matières stériles encombrantes.

412° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs A. Baux et compagnie, manufacturiers, rue du Rhône, n° 36 et 38, à Lyon, pour une disposition mécanique à roues différentielles, appliquées aux presses et pressoirs.

413° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Loiret, par le sieur Benard (Léon), arquebusier, à Pithiviers, pour un coupe-cartouches.

414° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Creason (Auguste), commis négociant, à Cambrai, pour un système de tonneaux à fond mobile permettant de tirer le vin ou tout autre liquide pour la consommation journalière sans entraîner l'altération de la quantité restante.

415° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Dezaux-Lacour (Aimable-Louis), tanneur, à Guise, pour une machine à rebrousser et à crépier le cuir.

416° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Durand (Eugène), constructeur-mécanicien, à Paris, rue de l'Arrivée, n° 12, pour un système de foulon appliqué au travail des peaux dans la mégisserie.

417° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Ernotte (Pierre-Joseph) et Girardot (François), à Paris, place de la Mairie, n° 1 (ancien Grenelle), pour un système d'appareil destiné à produire du gaz d'éclairage au moyen de l'air chargé de vapeurs et tout autre liquide léger carburé.

418° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Faivre (Jacques), mécanicien, à Paris, rue Basfroi, n° 23, pour un système de targettes et verrous.

419° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par la dame Haffner (Élisabeth), représentée par le sieur Barrat, quai des Tanneurs, à Nantes, pour une machine à tailler les pierres tendres destinées à la construction des maisons.

420° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Honoré (Aimé) et Honoré (Eugène-Agathon), artificiers, représentés par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système permettant de fabriquer et d'emplir mécaniquement les fusées d'artifices, pétards, etc.

421° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Janothan Ireland, représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour une baratte ou agitateur perfectionné (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 21 juin 1878).

422° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Jolibois (Pierre-Eugène) et Minguet (Louis-Joseph-Ernest), à Paris, le premier, rue de Rambuteau, n° 124, et le second, route d'Orléans, n° 48, au Petit-Mont-rouge, pour un appareil à distiller et à rectifier les alcools ou autres substances, et pouvant s'appliquer également à l'évaporation et à la concentration de tous liquides.

423° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Joly (Alexandre-Maximilien), fabricant de chaussures, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 4, pour un mode de patrons imprimeurs dits *patrons Joly*.

424° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Richard Jones, représenté par le sieur Guy, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95, pour une méthode de conservation des substances animales et végétales (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 20 juin 1878).

425° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Keenan frères, avenue du Château, à Puteaux, pour perfectionnements apportés dans la fabrication des tulles.

426° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Maître (Joseph), représenté par le sieur Jourdeuille, à Dijon, pour un procédé destiné à l'écorcement des bois.

427° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mann Schmit et compagnie, manufacturiers, représentés par le sieur Lavalley, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour procédés et perfectionnements dans la fabrication des serrures en général et leurs accessoires.

428° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marion (Léopold), fabricant de jouets d'enfants, à Paris, rue Lévisse, n° 18 (ancien Montmartre), pour un moulin à vent marchant seul au moyen d'un sablier se trouvant dans la toiture.

429° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mathieu (Louis-Joseph), à Paris, rue de l'Ancienne-Comédie, n° 28, pour un pulvérisateur des liquides.

430° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par les sieurs Montandon (Henri) et Nicolardot (Hubert), fabricants d'horlogerie, rue des Granges, n° 59, à Besançon, pour un système de montre à secondes indépendantes perfectionnée.

431° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Landes, par le sieur Mora (Pierre-Théodore), négociant, à Soustons, pour un appareil relatif à l'épurement des matières résineuses.

432° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mefeur (Jean-Baptiste), fabricant d'acier poli, représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour la fabrication des clous et boutons à double calotte.

433° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département d'Alger, par le sieur Néant (Gilbert-Jouvenne), ancien libraire, à Alger, pour l'application de la feuille de palmier nain à la broserie, à la fabrication des balais, têtes de loup, etc.

434° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département d'Alger, par le sieur Pelizare (Dominique), briquetier, à Bab-Ali, commune de Chibty, pour une forme de briques destinées à l'usage des cuves à huile ou à raisin.

435° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle de Rangouse (Marie-Louise), représentée par le sieur Robert fils, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, pour une ceinture perfectionnée pour les robes des dames.

436° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Robert (Albert), mécanicien, mail Saint-Nicolas, n° 17, à Troyes, pour diverses dispositions apportées aux métiers rectilignes à faire du tricot anglais et français.

437° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roesté (Gustave-Adolphe-Émile), chimiste, à Paris, rue de l'Ouest, n° 8, quartier du Luxembourg, pour un vernis à base de gutta-percha.

438° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sireude (Magloire), chimiste, à Paris, rue de la Fidélité, n° 12, pour une cire à cacheter les bouteilles, dite *cire américaine*.

439° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Tellier (Alfred), chauffeur, à Amiens, pour composition et moyen pour empêcher et détruire les incrustations dans les chaudières à vapeur.

440° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Tingry (Jean-Louis-Honoré), ferblantier, à Soissons, pour un piège à taupes dit *taupepiège Tingry*.

441° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vanleemputten (Hippolyte), capitaine au cinquante-huitième régiment de ligne, au fort d'Ivry (banlieue de Paris), pour un système de micromètres applicable à tous les instruments d'optique pourvus de micromètres à fils en général, et particulièrement aux lunettes dites *d'officier*.

442° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Var, par le sieur Vidal (Joseph Quénès), garde champêtre, à Pierrefeu, pour un système de pompe aspirante et foulante.

443° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Landes, par le sieur Vielle (Jean-Baptiste), à Léon, canton de Castets, pour un système de distillation et de fabrication des produits résineux.

444° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wothly (Jacques), photographe, représenté par le sieur Lavallo, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un procédé de tirage des épreuves positives photographiques, dit *Wothly-typie*.

445° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Aubry (Émile-Gabriel) et Barral (Claude-Joseph), représentés par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système de crachoirs perfectionnés.

446° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Bazin (Ernest), à Angers, pour un système d'engin de pêche dit *épervier à flotteur*.

447° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chambron (Louis-Stanislas), sertisseur-bijoutier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de sertissage pour la bijouterie.

448° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Chovel (Louis), négociant, rue Saint-Jean, n° 21, à Saint-Étienne, pour un appareil à vent ayant une turbine pour moteur.

449° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Collin (François-Armand), horloger-mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux dispositions et au mécanisme des carillons.

450° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Coutant frères, maîtres de forges, quai de la Gare-d'Ivry, n° 11, à Ivry, pour une application de l'hydraulique aux laminoirs.

451° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Deroche (Eugène), gérant de la société industrielle d'horlogerie de Montier-Granval, représenté par le sieur Blanc-Garin, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 35, pour un système de mouvement de montre à remontoir ou pendant visible perfectionné.

452° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dubrunfaut (Anguste-Pierre), chimiste-maufacturier, représenté par le sieur Leroux-Dufié, à Paris, rue des Vertus-la-Villette, n° 38, pour des principes, moyens et appareils pour l'application de l'osmose.

453° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dumas (Prosper) et Lagrange (Émile), forgeron-mécanicien, à Paris, rue Chevert, n° 24, près de l'École militaire, pour un système de freins à l'usage des chemins de fer.

454° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur de Rieux (Pierre-Antoine), rue Colbert, n° 44, à Lille, pour un compensateur à appliquer dans toutes les industries qui emploient les presses hydrauliques.

455° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Dussaq (Pierre-Félix), maître de forges, rue Anjou, n° 20, à Bordeaux, pour une application de moyens connus à la fabrication des chaînes en fer avec le fer rouge sortant des cylindres lamineurs.

456° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Flécheux-Lainé (Hector), constructeur-mécanicien, rue Saint-Julien, n° 9, à Rouen, pour moyens d'appliquer le renvideur Parr-Curtis au filage de la laine cardée.

457° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société E. Gellerat et compagnie, représentée par le sieur Boullet, avocat, à Paris, avenue Victoria, n° 18, pour dispositions applicables aux véhicules automoteurs pour le transport et le remorquage sur voies ordinaires, et spécialement à des chariots propres au transport sur routes des locomotives de chemins de fer.

458° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Côtes-du-Nord, par le sieur Hingant de Saint-Maur (Henri-Marie), élisant domicile à Guingamp, pour un matelas élastique dit *matelas breton*.

459° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1864, au

secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Englefield (Edward-Augustin), capitaine de la marine royale anglaise, représenté par le sieur Basset, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour des perfectionnements dans les mécanismes pour gouverner les navires (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 21 juin 1878).

460° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Meuse, par le sieur Lacoste (Pierre-Jean), ouvrier mécanicien, rue de Ligny, n° 21, à Bar-le-Duc, pour perfectionnements dans les machines à vapeur.

461° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur de l'Étoile (Edouard), élisant domicile chez le sieur Dupré (Émile), rue du Vieux-Marché-aux-Moutons, à Lille, pour un système de foyer à courant d'air régulier ou uniforme.

462° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Menelaus (William), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux fours à puddler.

463° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Noël (Laurent), mécanicien, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 81, pour une machine à fabriquer la passenterie de jais.

464° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Perreaux (Louis-Guillaume), à Paris, rue Monsieur-le-Prince, n° 16, pour un système de charge à longue portée, pour arme de chasse, de guerre et grosse artillerie de terre et de mer, dit *canon Perreaux*.

465° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Nièvre, par le sieur Perruchet (Joseph), maréchal ferrant, à Imphy, pour un procédé de soudure et de corroyage de l'acier Bessemer.

466° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Petitcollin (Nicolas), fabricant de peignes, à Paris, rue Bailly, n° 9, pour un système de peigne dit *campana*.

467° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Behm (Auguste), à Paris, rue Fabert, n° 24, pour un jupon modérateur articulaire, pouvant se replier sur lui-même et repaître à volonté.

468° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Remexy, gérant du cercle de l'Évêché, à Alais, pour une boisson dite *vermouth-seltz*.

469° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roger (Paul-André), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un appareil fumivore.

470° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Roux (Germain), ouvrier armurier, rue Neuve, n° 25, à Saint-Étienne, pour perfectionnement au système de fabrication d'armes à feu dit *système G. Roux*, pour lequel il a pris un brevet d'invention de quinze ans, le 3 janvier 1863.

471° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Salambier-Leroy (Joseph), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une jacquart perfectionnée pour métiers à tulle et autres.

472° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Yonne, par le sieur Toulot (Anatole), ferblantier, à Vermenton, pour un système de pompe aspirante et foulante.

473° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Valérius (Jules) jeune, à Paris, passage des Thermopyles, n° 4 (Montrouge), pour un bec de lampe brûlant le pétrole, le schiste, les huiles minérales lourdes et légères, dit *bec Valérius*.

474° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Saône, par le sieur Valot (Hubert) jeune, régisseur de bois, à Gray, pour perfectionnements à l'objet du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris pour la carbonisation du bois par le moyen d'une cheminée cylindrique, le 23 janvier 1860.

475° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 20 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Worsdell (Thomas), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des palans ou mouffes perfectionnés (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 20 juin 1878).

476° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Anthoine (Jules), peintre décorateur, et Gronselle (Valery), employé caissier de commerce, représenté par le sieur Jaume, à Paris, rue Saint-Maur, n° 63, pour un procédé de fabrication mécanique de perles et boutons décorés ou non, établis en matière céramique dite *biscuit-émail*.

477° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baux (François), fabricant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une fabrication perfectionnée de pains à cacheter.

478° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bernier (Auguste), mécanicien, et Godard-Desmarests (Hippolyte-Louis), maître de forges, à Paris, boulevard du Prince-Eugène, n° 129, pour un système de remorqueur automateur dit *cheval de fer*.

479° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Challiol (Jean), mécanicien, représenté par le sieur Desgranges, à Lyon, rue Tronchet, n° 89, pour une chaudière à bouilleurs concentriques avec foyer fumivore.

480° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chenot (Eugène), métallurgiste, rue du Landy, n° 67, à Clichy-la-Garenne, pour fabrication directe du fer et de l'acier au haut fourneau.

481° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Courvoisier (Bernard), Grande-Rue de la Guillotière, n° 76, à Lyon, pour une machine à fabriquer les clous servant à ferrer les chevaux.

482° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Damaye (Calixte-Hippolyte-Jean-Pierre) et Compagnie (Jean), représentés par le sieur Pibarand, à Paris, passage des Petites-Écuries, n° 15, pour un appareil destiné à tondre et à épeutir toutes sortes de tissus, tels que draps, velours, mérinos et autres tissus de laine, calicots, toiles, étoffes de soie, etc. etc.

483° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par les sieurs Defernez (Jean-Baptiste), à Liévin, et Libotte (Élie), à Lens, pour un parachute à griffes doubles, dit *parachute Defernez-Libotte*.

484° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Du Rieux (Pierre-Antoine), représenté par le sieur Amouroux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour un appareil destiné à la calcination des os et autres matières animales et pouvant en même temps retirer les sous-produits pour être utilisés et employés à divers usages.

485° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fabre (Hippolyte), représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un système de lunettes dit *système Fabre*.

486° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fontenoy (Charles-Marin), mécanicien, représenté par le sieur Le Blanc, à

Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système de fermeture de couvercles de caisses à poudre de l'artillerie navale, etc.

487° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Girard (Jean-Siméon-Joseph-Napoléon), directeur de l'office de publicité, à Nancy, rue Saint-Dizier, n° 54, pour un genre de placard multiple à exposition, dit *tabulam moritum Girard*.

488° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Goublier (Charles), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un genre de cierge à mèche crense tissée.

489° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Guillen (Joseph) fils, fabricant de chaux, représenté par le sieur Besaïres, place des Quatre-Tours, n° 6, à Marseille, pour un four continu à longue flamme, propre à la cuisson de la chaux grasse.

490° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Herbaux frères, filateurs, à Tourcoing, pour un procédé pour faire d'une manière irréprochable les petites bobines dites *cannettes*, et éviter les vrilles qui en constituent un des principaux défauts actuels.

491° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Lachez (Prosper), directeur gérant de la société anonyme dite de la *manufacture royale de tapis de Tournai*, représenté par le sieur Denimal, rue de Paris, n° 229, à Lille, pour des perfectionnements apportés aux métiers à tisser les tapis de Tournai et de Bruxelles et autres tissus à poils.

492° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Loewe et compagnie, représentée par le sieur Bouteiller de Lisle, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 3, pour un système de cuvettes improvisées, particulièrement applicables aux manipulations photographiques.

493° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Magnette (Jean-Pierre-Jules), mécanicien, à Paris, rue des Trois-Bornes, n° 22 bis, pour une machine pour enlever un poids plus fort avec un poids plus faible.

494° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mégret (Léon-Léopold), représenté par le sieur Herpst, à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 3, pour un moyen de préserver après la coupe les bois de pin, chêne et toute autre essence d'arbres, des piqûres de toutes espèces d'insectes.

495° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Cher, par le sieur Morel (Amédée), employé à la fabrique de porcelaine de Mehun-sur-Yèvre, pour un siphon portatif tout amorcé.

496° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moret (Jean-Baptiste), fabricant, à Paris, rue Duvivier, n° 4, pour un système de fermeture en fer applicable aux devantures de boutiques et à toute espèce d'ouvertures rectangulaires.

497° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Perroncel (François), manufacturier en caoutchouc, à Paris, avenue de la Santé, n° 25, pour un produit industriel dit *cuir factice vulcano-vernissé*, destiné à remplacer les toiles cirées, les cuirs vernis et autres produits analogues.

498° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Planche (Gabriel), fabricant de papier, à Paris, boulevard de Neuilly, n° 136, pour dispositions pour filtrage de grands volumes d'eau et nettoyage de ce filtre.

499° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le

sieur Préfontaine (Pierre-Charles-Paul-Laurent), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système d'emmagasinage des liquides et substances de toute nature.

500^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robert (Jules), représenté par le sieur Edgar de Leher, élisant domicile chez le sieur Perrier, à Paris, rue de Marignan, n° 25, pour mode d'extraire tout le jus des plantes, et particulièrement de la betterave, par le procédé dit *la diffusion*.

501^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Sieurac jeune et fils frères, représentée par le sieur Layssard, à Paris, rue Jessaint, n° 10, quartier de la Chapelle, pour un appareil à extraire les pellicules et la poussière contenues dans les plumes et les duvets.

502^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société anonyme des anciennes salines domaniales de l'Est, représentée par le sieur Benat, à Paris, rue Castellane, n° 4, pour procédés d'utilisation des résidus de la préparation du chlore et des résidus des charrées de soude provenant de la lixiviation de la soude brute calcaire.

503^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société centrale des bétons agglomérés (système Coignet), représentée par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système d'établissement des fils télégraphiques électriques propre à la conservation des fils.

504^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Souchon (Grégoire-Paul), rue du Pérat, n° 1, à Lyon, pour une filière tournante s'appliquant à la filature de la soie.

505^e Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Christopher Minor Spencer, armurier, représenté par le sieur Yopp, à Paris, rue de la Michodière, n° 13, pour perfectionnements aux armes à feu se chargeant par la culasse (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 20 octobre 1878).

506^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thirouin (François-Jules), représenté par le sieur Robert fils, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, pour des perfectionnements dans la fabrication des lunettes dites *pince-nez*.

507^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Van Langenhove (Aimé) et Boulet (Jean-François-Jules-Alexandre), à Paris, rue de Londres, n° 29, pour la fabrication des aciers.

508^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Aubert, Gérard et compagnie, à Paris, rue du Théâtre-Grenelle, n° 100, pour fabrication de semelles en caoutchouc.

509^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bardier (Joseph), fabricant de pianos, à Paris, rue Hauteville, n° 6, pour des perfectionnements dans la fabrication des pianos.

510^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berl (Achille), fabricant de lits et de meubles en fer, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la construction des lits et autres meubles en fer.

511^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brimaud (Jean-Xavier), parfumeur, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un harnais pour arrêter les chevaux, dit *course brimaudière*.

512^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le

sieurs Cadiat (Joseph-Victor) et Cadiat (Nicolas-Ernest), représentés par le sieur Cadiat (Oscar), élève ingénieur des mines, à Paris, rue de l'Odéon, n° 12, pour un système de bateaux applicables aux transports par canaux, dits *péniches à vapeur à poupe indépendante*.

513° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chalon (Antoine-Stanislas), tourneur-fontainier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux robinets et valves à vapeur, gaz et eau.

514° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Danjard (Louis-Ferdinand-Amand), fabricant de têtes pour modes, à Paris, passage du Caire, n° 42, pour des têtes à bonnets garnies en buffle.

515° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mai 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Debras (Clément), mécanicien, et Delberque (Emile), chimiste, à Paris, avenue de la Mothe-Piquet, n° 39, pour une lampe destinée spécialement à brûler les hydrocarbures liquides, dite *lacetia*.

516° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Desbordes (Louis-Jean-François), fabricant d'instruments de mathématiques, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements aux manomètres, baromètres, pyromètres et thermomètres métalliques.

517° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Endrès (François-Joseph), compositeur de musique, représenté par le sieur Pihraud, à Paris, passage des Petites-Écuries, n° 15, pour une machine imprimant la musique pendant l'exécution sur le piano, dite *endresotype*.

518° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Fauchois (Édouard), fabricant de châssis, rue du Père-Adam, n° 9, à Rouen, pour un châssis s'appliquant sans garniture sur un toit en tuiles ondulées d'une forme particulière.

519° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Gargan et compagnie, constructeurs, représentée par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour système et appareils de transports d'engrais liquides.

520° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Goublier (Charles), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un genre de bougies et chandelles à mèches creuses tissées.

521° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gugnion (Hippolyte), mécanicien, à Paris, rue Doudeauville-la-Chapelle, n° 4, pour un alcoolisateur à double effet propre à la rectification des alcools et à la désinfection des vapeurs alcooliques.

522° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guyard (François-Victor), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des moyens de production du froid.

523° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hugay (Émile-Auguste), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 148, pour un niveau de pente à longue portée, système Hugay.

524° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société James et Cheuses, représentée par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour des perfectionnements dans les dispositions et la fabrication des éventails dits *éventails à palmiettes brisées*.

525° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 dé-

cembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lainné (Charles-François) et Lacoste (Achille-Georges), à Paris, le premier, boulevard de Neuilly-Batignolles, n° 140, le second, rue du Boulevard-Batignolles, n° 20, pour un jouet d'enfant.

526° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lambert (Samuel), fabricant d'étain en feuilles, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une boîte à compartiments destinée à éviter l'adhérence des feuilles d'étain, papier et autres matières.

527° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mandon (Marie-Etienne), représenté par le sieur Guy, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95, pour un genre de boucle à griffes dite *Impratrice*.

528° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marguge fils (Jean-Auguste), représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour des perfectionnements dans la fabrication des peignes à chignon, en écaille, corne et imitation.

529° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Ménétrier (Céline Pic), à Paris, rue du Théâtre-Grenelle, n° 70, pour la fabrication d'une crinolîne dite *crinolîne bouillonnée*.

530° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moncourt (Charles), fabricant d'acier poli, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, pour un genre de fabrication de crochets à boutons, destinés aux gants, chaussures, etc.

531° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pavy (Eugène), manufacturier, à Paris, rue du Bac, n° 1, pour des perfectionnements dans la fabrication des pâtes à papier.

532° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Elbert Perce, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux globes terrestres et aux objets qui sont en relation directe avec ces instruments.

533° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Perrigault (Joseph), négociant, et la société Farcot et ses fils, constructeurs-mécaniciens, à Saint-Ouen, pour perfectionnements aux roues motrices à vapeur, gaz ou autres fluides quelconques.

534° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Robert (Henri), commis négociant, et Picon (Victor), négociant en mercerie, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une plieuse dite *universelle*, pour velours, lacets, rabans, soutaches, etc.

535° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Sauvage (Léon), teinturier, rue de Rouen, à Elbeuf, pour un procédé de fabrication directe des cyanures au moyen du suint extrait de la laine.

536° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Tallendeau (François-Alfred), minotier, à la Verrière, commune de la Chapelle-sur-Erdre, près de Nantes, pour un système de chariots moteurs destinés au roulage à vapeur sur les routes ordinaires.

537° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vautier (Ferdinand) fils jeune, fondeur-fontainier, représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour une cuvette mobile perfectionnée destinée à recevoir les eaux ménagères.

538° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par

le sieur Verpillot-Heidet (Alphonse), constructeur de machines, à Mulhouse, pour un système de temple pour métier à tisser.

539° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Verzoli (Vittore), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux machines à confectionner les fers à cheval.

540° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wagner (Maurice-Frédéric), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un genre de cylindre d'impression.

541° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Zaliwski (Joseph), professeur au petit séminaire, à Paris, rue Tournefort, n° 43, pour une pile à auges ou à timbales, zinc amalgamé et cuivre rouge, et à liquide renouvelé.

542° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Adeline (Ernest-Martial), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de joint élastique pour tuyaux.

543° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ansiau (Émile-Anthime), représenté par le sieur Herpst, à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 3, pour la fabrication d'un pain de fantaisie dit *pain aux raisins de Corinthe*.

544° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Auvienne (Félix), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un brancard de sûreté.

545° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Beaudouin (Achille), fabricant, et Leune (Léon-Pierre), chimiste, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des procédés de production économique des phosphates solubles non acides.

546° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bayon fils (Jean-Marie), négociant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un crachoir dit *l'inversable*.

547° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bigot (Stanislas), à Paris, rue Frochot, n° 16, pour un système de moteur rotatif continu à contre-poids.

548° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boc de Saint-Hilaire (Armand), directeur de poste, représenté par le sieur Dauge, de la société Émile Dauge et compagnie, à Paris, rue des Blancs-Manteaux, n° 35, pour la fermeture et la disposition des enveloppes de lettres dites *enveloppes postales*.

549° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bonnerot (Augustin), représenté par le sieur Herpst, à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 3, pour un mécanisme servant à ouvrir entièrement ou en partie les châssis de serres, jardins d'hiver, etc.

550° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cabasson (François-Dominique-Pierre-Jacques), négociant, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système de reliure des registres, livres, etc. sans couture.

551° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cautelaux (Jean), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un moteur pendulaire et ses applications.

552° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coignard (Louis), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un appareil hydropneumatique à mouvement automatique.

553° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Du Bourblanc (Armand), à Paris, rue de Miroménil, n° 39, pour l'application aux portraits photographiques d'armoiries et couronnes.

554° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Falkman (Carl-Johann), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un appareil particulier propre à la distillation et à la purification de l'alcool et des liqueurs spiritueuses, également applicable à la purification d'autres fluides volatils.

555° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Girodon (François) et Montet (Isaac), cours de Lafayette, n° 51, à Lyon, pour un appareil dit *bouillotte parisienne*.

556° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Godefroy (Louis-Florentin-Eugène) père, Godefroy (Pierre-Eugène) fils, représenté par son père, Rabouin-O'Sullivan (Narcisse) et Wright (Richard), à Paris, les trois premiers, rue Neuve-de-la-Fontaine-Saint-Georges, n° 4, et le quatrième, avenue des Ternes, n° 54, pour un appareil mécanique dit *laveur abrégiateur*, ayant pour objet la division et la concentration des minerais en général.

557° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Holman (David-Ernory), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour une machine perfectionnée destinée à presser et à former les chapeaux en paille et autres objets analogues.

558° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Juhel (Louis-Constant) et Juhel (Auguste), son fils, représentés par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système de presse à mouler les boutons de corne et autres objets de matières diverses.

559° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lefèvre (Fortuné-Auguste), cocher, à Paris, rue Malignon, n° 17, pour des ciseaux à hélice rotative pour tondre les chevaux.

560° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Lemarchand (Jules), élisant domicile chez le sieur Garret jeune, négociant, rue du Parlement, n° 13, à Bordeaux, pour un système d'extraction de l'arête des poissons, et notamment des sardines, sans incision et en conservant au poisson sa forme naturelle après cuisson.

561° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lopera (Louis) jeune, représenté par le sieur Pibaraud, à Paris, cour des Petites-Écuries, n° 15, pour un genre de siège à l'usage des voyageurs en chemins de fer, bateaux à vapeur et autres.

562° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Monin (François) aîné, représenté par le sieur Herpat, à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 3, pour un mécanisme appliqué à toutes espèces de voitures à ressorts et à deux roues, ayant pour but d'équilibrer la charge à volonté.

563° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Norton (John), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés dans les moyens de produire des signaux lumineux.

564° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le

sieur Petiot (Jean), plâtrier, à Montignac, pour des bassins extérieurs et intérieurs destinés à être placés sur les maisons et y recevoir les eaux pluviales, pouvant servir à l'extinction des incendies au moyen de communications entre ces bassins sans l'assistance des pompes.

565° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Pichou (Mathieu), fabricant de tuiles, à Aubagne, pour un système de tuiles à double emboîtement, dites *tuiles Pichou*.

566° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur de Pindray (Alfred), à Novion-Porcien, pour perfectionnements dans la construction des foyers des générateurs de vapeur.

567° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Prunier (Eugène), rue Gasparin, n° 15, à Lyon, pour un système de fourniture d'eau.

568° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rarchaert (Lucien-Hyacinthe-Jean-Baptiste), à Paris, rue Neuve-Saint-Eustache, n° 40, pour un système de locomotives propres à l'exploitation économique des chemins de fer en général, mais plus spécialement applicables sur les tracés en fortes rampes et à petites courbes (chemins de fer de montagne et chemins de fer départementaux).

569° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roche (Auguste), négociant, représenté par le sieur Lucot, à Paris, rue du Sentier, n° 34, pour le noir de fumée de gaz provenant de la distillation des schistes et lignites.

570° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Roux (Laurent), mécanicien, rue des Trente-Six-Ponts, n° 17, à Toulouse, pour un démonteur.

571° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ruggieri (Eugène-François-Désiré), artificier de l'Empereur, à Paris, place de la Barrière-Blanche, n° 1, pour une machine à charger les jets pour pièces d'artifices, fusées volantes, fusées de table, et, en général, tous les objets qui se chargent d'ordinaire à l'aide d'une baguette, d'une cuiller et d'une masse.

572° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Taylor (Charles), peintre en bâtiments, et Dow (John), représentés par le sieur Lavalley, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les appareils à opérer les valves ou tiroirs de machines à vapeur et autres (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 15 juin 1878).

573° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Testud de Beauregard (Félix-Alexandre), à Paris, rue de Lafayette, n° 219, pour un mode de soufflerie aspirante sans engin mécanique.

574° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Théaux (Amable-Rose), représenté par le sieur Tissot-Bresson, à Paris, rue Durantin, n° 19 (ancien Montmartre), pour un instrument pour accorder les pianos, dit *guide accord-partition*.

575° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Vallier (Frédéric-Alfred), employé, et Lescasse (Jules), dessinateur, à Paris, le premier, rue Saint-Denis-Belleville, n° 58, et le second, rue du Faubourg-du-Temple, n° 46, pour un appareil destiné à rendre facile et commode la lecture des journaux en général, dit *liseuse impériale*.

576° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Beilliard (Jean-Louis), menuisier, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un coupe-cigares automatique.

577° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berthemait (Pierre), cintreur, à Paris, rue de Montreuil, n° 107, pour une machine dite *force du treuil chargé*.

578° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bethel (John), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans les moyens de conserver les bois.

579° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blythe (Jean-Bemington), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des machines et appareils pour préparer en vase clos les traverses de chemins de fer, les bois de construction et autres.

580° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bonnetterre (Séverin-Virgile), Monti (Jules-Ferdinand) et Erhart (Charles-Théodore), représentés par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour un régulateur automatique des appareils de chauffage pour les appartements, les ateliers, etc.

581° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carlier (Charles-Frédéric), mécanicien, à Paris, rue de Richelieu, n° 29, pour un système d'électro-aimant propre à la télégraphie électrique et à toutes les applications électriques fondées sur les effets d'attraction temporaire.

582° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charbonnier (Alexandre), mécanicien, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de calendrier perpétuel applicable aux pendules au besoin.

583° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chartiez (Jules), représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un mordage à charnière ou serre-tubes.

584° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chartiez (Jules), représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour une pince dite *pince Chartiez*, pour tuyaux à gaz et autres.

585° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chartiez (Jules), représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour une filière-lunette à guide Chartiez.

586° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1864, à la direction de l'intérieur de l'île de la Réunion, par le sieur Corby (John), mécanicien chez le sieur Vergoz (Ernest), à Saint-Denis (île de la Réunion), pour un appareil à force centrifuge appliqué à la purgation des sucres.

587° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cosaert, industriel, représenté par le sieur Sax (Alphonse) jeune, à Paris, rue d'Abbeville, n° 5 bis, pour un savon blanc mou et le procédé de fabrication de ce savon.

588° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs C. Demarle et compagnie, fabricants de ciment, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la fabrication du ciment Portland.

589° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Douay-Lesens (Paul-François-Léon), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour moyens de sécurité applicables aux voitures circulant en convoi sur les chemins de fer.

590° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 dé-

cembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Golsard (François), serrurier-mécanicien, à Paris, rue Saint-Hilaire, n° 14, pour une manivelle mécanique mobile pouvant remplacer le vilebrequin à engrenages et s'appliquer spécialement à la manœuvre des stores.

591° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guer (Ennemond), fabricant de lampes, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un bec pétrole brûlant sans verre.

592° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guérin (Alfred), à Paris, chaussée de Clignancourt, n° 69 (ancien Montmartre), pour une machine à égrener les capsules de coton, courtes et longues soies, et de toutes espèces de céréales, dite *machine universelle*.

593° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hoffmann (Frédéric), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements aux fours à cuire les pâtes céramiques et les matériaux de construction.

594° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Landois (Émile-Théodore), fabricant de mesures linéaires, à Paris, rue Vilin-Belleville, n° 23, pour mesures linéaires à ressorts.

595° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Manche, par le sieur Leboucher (Eugène), anbergiste et taillandier, à Ger, canton de Barenton, pour un genre de balance romaine à fléau brisé.

596° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ledoyen (Charlemagne-Eugène), fabricant de cire à cacheter, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé décoratif de la cire à cacheter, et en général de tout cachetage, goudronnage, etc.

597° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemaire (Nicolas-Dominique), fabricant d'articles et tissus végétaux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 325, pour perfectionnements aux tapis-brosses.

598° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemoine (Jules), pharmacien, à Paris, rue Saint-Paul, n° 34, pour la production et l'application de l'acide oxypicrique à la teinture et à l'impression.

599° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Lourme (Hippolyte), serrurier-fumiste, rue de la Quennette, n° 7, à Lille, pour un système de moulin à café dit *moulin à tampon et à double noix*.

600° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Martin (François-Marie-Émile) et Martin (Pierre), maîtres de forges, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour la fabrication du fer fondu et pour ses applications.

601° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sarmata (Constantin), forgeron, à Paris, chez le sieur Arnic (Jules), rue Blanche, n° 72, pour une machine dite *machine vivante* ou *machine à mouvement perpétuel*, fonctionnant sans vapeur, sans eau et sans air.

602° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ward (Frédéric-Oldfield), représenté par le sieur O'Ddoul, à Paris, rue Saint-Dominique-Saint-Germain, n° 10, pour améliorations d'un procédé ayant pour but d'extraire ou de libérer la potasse ou la soude, ou toutes deux selon le cas, des silicates alcalifères naturels (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 2 juin 1878).

603° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société

Charles Avril et compagnie, représentée par le sieur Landoury, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 32, pour des tuiles dites à *crochet*.

604° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Barbier (Louis), fabricant de rubans, représenté par le sieur Delorme, à Saint-Étienne, pour un système mécanique à pression attractive remplaçant les manchons enrouleurs des métiers de tissage et déroulant au lieu d'enrouler l'étoffe tissée au fur et à mesure de sa fabrication.

605° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Bénézet, serrurier, rue Antonin, n° 11, à Nîmes, pour un système de fermeture en fer pouvant s'appliquer à toute ouverture, mais principalement à l'usage des magasins.

606° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Boulanger (Antoine), soudeur, rue de l'Aube, n° 43, à Marseille, pour une gargouille en fonte.

607° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Cabal (Célestin), rue Cuvier, n° 60, à Lyon, pour un système de sommiers élastiques à cadre mobile et à ressorts coniques cylindriques.

608° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Changy (Charles), représenté par le sieur Lavalley, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système d'éteignoir automatique.

609° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Chapoton-Feynas (Mathieu), fabricant de tissus, rue Saint-Paul, n° 13, à Saint-Étienne, pour un système de rouleaux compresseurs servant à tenir constamment tendus au même degré les fils de gomme dans la fabrication des tissus de caoutchouc et à donner un battant plus régulier.

610° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 6 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Chapouen (Tiburce), armurier, rue des Marchands, n° 35, à Avignon, pour un tire-cartouches à double levier pour fusils se chargeant par la culasse, dits *fusils Lefau-chaux*.

611° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Daniel (Henri), boulevard de la Madeleine, n° 46, à Marseille, pour un appareil économique, préservatif et hygiénique, pour le gaz.

612° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur d'Holier (Jules), au château d'Arques, commune d'Avignonnet, pour l'extraction de l'huile de maïs, la reconstitution de la farine pour la rendre propre à la consommation et à la distillation.

613° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Dubernet (Ambroise), impasse des Tanneries, n° 7, à Bordeaux, pour un système d'appareil perfectionné dit *carburateur Dubernet*, destiné à la production du gaz photo-atmosphérique pour éclairage et chauffage.

614° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Durroux (Émile), négociant, rue Saint-Denis, n° 4, à Saint-Étienne, pour un appareil dit *corne-étuve*, à double concentration de chaleur, avec l'emploi duquel on peut amener une transpiration abondante et soutenue, alors qu'elle est nécessaire dans certaines maladies.

615° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Estève y Vila (Jean) et Estève y Vila (Gil), filateurs, représentés par le sieur Krah-natz, à Paris, rue d'Isly, n° 15, pour un système de transmission pour les broches de filature.

616° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société

E. Gellerat et compagnie, représentée par le sieur Boulet, à Paris, avenue Victoria, n° 18, pour un système de véhicules automoteurs à vapeur sur voies ordinaires.

617° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Guérin (Antoine), peintre, à Saint-Loubès, pour une pommade dite *pommade de bu-glose*, servant à frotter les manches d'outils des travailleurs à la terre, vigneron, etc.

618° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jillot (Mathieu-Joseph), mécanicien, à Paris, place d'Aguesseau, n° 11 (quartier d'Auteuil), pour une voiture mécanique.

619° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Laparra (Eugène), rue Moncey, n° 192, à Lyon, pour un leveur de feuilles mécanique s'adaptant aux machines à imprimer dites *universelles* et aux machines simples.

620° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Manche, par le sieur Levavasseur (Emile-Auguste), au Mesnil-au-Val, pour un appareil à vapeurs combinées et à liquides insolubles, dit *appareil à liquides insolubles*.

621° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par les sieurs Lheureux frères, à Saint-Pierre-lès-Calais, pour une fabrication des tulles.

622° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Lotz fils aîné, représenté par le sieur Lotz (Jules), son frère, rue Canelaux, à Nantes, pour l'application de la roue hélicoïdale à la direction des locomotives pour routes ordinaires.

623° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par les sieurs Maréchal (Charles-Raphaël) fils, peintre sur verre, et Tessié du Motay (Cyprien-Marie), chimiste, rue de Paris, n° 4, à Metz, pour des procédés de production d'images photographiques encrables au moyen d'encres grasses contenant des matières colorantes ou des émaux vitrifiables.

624° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Millot (Victor), capitaine au long cours, représenté par le sieur Ricordanu, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système pour carguer, établir et serrer les voiles carrées, dit *système Millot*.

625° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Orélie (Julien) aîné, rue de Flesselles, n° 10, à Lyon, pour un système de navette à défilier.

626° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Périmony (Auguste), cordonnier, à Étréjust, canton d'Oisemont, pour une machine dite *machine universelle*, pour la cordonnerie.

627° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Basses-Alpes, par le sieur Roman (Pierre-François), lampiste, à Digne, pour un appareil dit *lieux d'aisances inodores portatifs*.

628° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par les sieurs Schmidt (Chrétien) et Schwentzel (Michel), négociants, rue du Temple-Neuf, n° 8, à Strasbourg, pour un système de traverses mixtes, composées de bois et métal, applicables à toute espèce de voies de chemins de fer.

629° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par les sieurs Seiller (Constant), négociant, et Jaboïn (François), cordonnier, le premier, rue de la Fosse, n° 14, et le second, quai de la Fosse, n° 53, à Nantes, pour système de chauffage appliqué à la chaussure.

630° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Manche, par le sieur Semilly (Théophile), tourneur en bois, à Saint-Lô, pour un système de chantpleure dite *chantpleure-robotet à clef*.

631° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par les sieurs Viéville (Placide-Joseph) et Lenique (Louis-Adolphe-Eugène), fabricants de tissus, à Saint-Quentin, pour fabrication des sacs sans couture et à fonds ronds pour extraire le jus de la betterave.

632° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beltzung (François-Joseph), mécanicien, à Paris, rue des Coudriers - Belleville, n° 23, pour une machine à diviser tous les textiles en fils, tels que chanvre, lin, sparte, roseau, genêt et tous autres, et pour faire la pâte à papier, etc.

633° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bourgeois (Jean-Pierre-Auguste), pharmacien, et Vacquier (Scipion), fabricant de papier de verre, à Paris, le premier, rue de Rambuteau, n° 20, et le second, rue de la Poterie-des-Arcis, n° 20, pour le tamisage des poudres.

634° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourgerie (Georges-Auguste), fabricant, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des agrafes de tous genres.

635° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Breguet (Louis-Clément-François), horloger, à Paris, quai de l'Horloge, n° 39, pour des perfectionnements au matériel des lignes télégraphiques.

636° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Bussy (Auguste-Ferdinand), briquetier, au Novion, pour une tuile et une faitière en terre cuite.

637° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cassas (Louis-Charles-Antoin), à Paris, boulevard Malesherbes, n° 20, pour un appareil dit *lavoir à piston*, à mouvement différentiel et intermittent, avec extraction de la bouille épurée et sortie continue ou intermittente à volonté des schistes et autres matières étrangères.

638° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Courcelles (Philippe), poëlier-fumiste, à Nancy, pour un appareil de chauffage pour les cheminées, dit *appareil reflecto-tubulaire à air chaud*, système Courcelles.

639° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dalandid (Michel), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des marteaux pour pianos, etc.

640° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur De-bange (Hippolyte), docteur en médecine, rue de Bourbon, n° 14, à Lyon, pour perfectionnements apportés aux hibernons ordinaires.

641° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Folliet (Louis) et Contaut (Louis), représentés par le sieur Herpat, à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 3, pour un système perfectionné de boîte à huile à boulon creux, applicable aux locomotives et wagons ainsi qu'aux véhicules de tous genres.

642° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gaillard (Samuel-André), commerçant, à Paris, rue Saint-Denis, n° 166, pour un produit spécial de parfumerie dit *recette de la bonne femme*.

643° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lardot (Louis-Éléonore), entrepreneur de monuments funéraires, à Paris, rue de la Roquette, n° 181, pour un appareil mobile propre à la construction des caves ou caveaux funéraires.

644° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 jan-

vier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par les sieurs Leblanc (Théodore) et Patin (Émile), représentés par le sieur Demeule, rue de la Bague, n° 54, à Elbeuf, pour une sandale à articulation pour baigneurs.

645° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Magnier (Charlemagne), employé, à Paris, boulevard de Magenta, n° 127, pour un système de wagon destiné à amortir le choc lors de la rencontre de deux trains sur une voie ferrée.

646° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par le sieur Marchand (Joseph) fils, négociant, rue Banchemin, à Tours, pour un essieu et ses boîtes.

647° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mennig (Henri) père, mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux filières à trois couteaux pour le tarandage des vis.

648° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ardèche, par le sieur Mouline (Louis-Eugène), négociant à Vals, pour un système de tonneaux en fer-blanc, argentés intérieurement, pour le transport des eaux minérales.

649° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Niau (Henri-Joseph), étudiant, représenté par le sieur Morand, à Paris, rue du Renard-Saint-Sauveur, n° 6, pour une machine à air comprimé.

650° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Palyart (Victor), lithographe, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une étiquette avec marque de garantie.

651° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Loiret, par le sieur Pécadeau (Jean-Jacques), rue Bannier, n° 97, à Orléans, pour un régulateur pour servir au maintien de la toile des machines à papier dans une direction invariable de droite à gauche.

652° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pierquin (Hippolyte-Émile), dessinateur, à Paris, rue du Bouloi, n° 24, pour moyens propres à remplacer les cartons de la mécanique Jacquart.

653° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rahon (Aimé), fabricant, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des pelles.

654° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Renaud (Julien), menuisier, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 21, pour un système de formature de croisées dit *système hydro-aérifuge*.

655° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roberts (Martyn-John), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans les moyens ou appareils pour préparer, tordre, doubler et dévider la laine, le coton et autres substances fibreuses.

656° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Rosenkrantz (Charles-Frédéric-Guillaume), doreur, et Bruneau (Louis-Alexandre), orfèvre, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour dorure et métallisation quelconque par frappe, sur soies et généralement sur tous tissus et cuirs en pièces.

657° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Stein (Pierre), dit Émile, facteur d'orgues, à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, n° 42, pour un système d'orgues portatives et de voyage.

658° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 jan-

vier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Tastevin (Joseph), place d'Ainay, n° 4, à Lyon, pour banque moulinière.

659° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Villard (Jean-Auguste-Prosper), rue de Bourbon, n° 39, à Lyon, pour un appareil hydro-extracteur pour extraire et élever jusqu'aux dernières limites de la pression atmosphérique les liquides de toute nature.

660° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bailly (Philimond), représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un mode de traitement des eaux provenant du désuintage des laines.

661° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barrier (Jacques-Amédée), représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un compas normal dit *compas Barrier*.

662° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Bellié (Bernard), fossés de l'Intendance, n° 60, à Bordeaux, pour un système d'éperon dit *éperon à branches mobiles*.

663° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bellour (Ferdinand), professeur de musique, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un gamnomètre transpositeur et son application aux instruments à clavier fixe ou transpositeur.

664° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Bourgeois (Clément-Modeste), rue Leytère, n° 13, à Bordeaux, pour un système de toile pour devants de chemises.

665° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Bübler (Jean), forgeron, à Hirsingen, pour un canon-loin-tireur à soudure de bout marteau-souloir mû par un moteur quelconque.

666° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Carvin (Ange), entrepreneur-maçon, représenté par le sieur Bessières, place des Quatre-Tours, n° 6, à Marseille, pour un genre de brique dite *brique secteur*, pour la construction des voûtes et des tuyaux cylindriques servant pour conduites d'eau et toute espèce de travaux hydrauliques.

667° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Carvin (Frédéric), à Bellicourt, pour une batteuse.

668° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chalmers (James), constructeur, représenté par le sieur Robert fils, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, pour perfectionnements dans les armures des navires de guerre, batteries flottantes et fortifications de terre.

669° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dewez (Maximilien), fabricant d'enseignes, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour lettres, chiffres et attributs en métal émaillé.

670° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dumler (Gabriel), représenté par le sieur Tardieu, à Paris, rue Montmartre, n° 132, pour un appareil mobile régulateur et modérateur de combustion du gaz.

671° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dumler (Gabriel), représenté par le sieur Tardieu, à Paris, rue Montmartre, n° 132, pour un modèle de rail servant à l'usage des chemins de fer.

672° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dupuis (Charles), licencié en droit, à Paris, rue Saint-Denis, n° 375, pour un genre d'escalier dit *escalier décomblé*.

673° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Fleurquin (Alexandre-Philippe-Eugène), rue de l'Abbaye-des-Prés, n° 17, à Douai, pour un appareil de touage sur les canaux.

674° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gaupillat (Ernest), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements dans la fabrication des cartouches.

675° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Gentilhomme (Jean-Louis-Honoré), tuilier, Vieux-Chemin de la Madeleine, n° 65, à Marseille, pour une forme de tuile dite *tuile Gentilhomme*.

676° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gesland (Eugène-Charles), fabricant de jouets, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un cerceau brisé, jouet d'enfant.

677° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Héronard (Amand-Joseph), pharmacien, représenté par le sieur Frédureau, à Paris, rue Marivaux, n° 9, pour l'application des désinfectants à l'assainissement des navires ainsi qu'à la désinfection de toutes les matières animales et végétales, ou désinfectant minéral.

678° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Javelle (Michel), armurier, rue Beaubrun, n° 54, à Saint-Étienne, pour une pile voltaïque.

679° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maiche (Louis), à Paris, rue Saint-Louis-au-Marais, n° 4, pour le bronzage des métaux.

680° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Sarthe, par le sieur Maisonnier (Ferdinand), fabricant de chapeaux, à Mamers, pour une machine souffleuse-arçonneuse destinée à la confection des chapeaux.

681° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maillard (William-Henry), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour perfectionnements dans les machines à égrener le coton (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 24 décembre 1873).

682° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Meurgé (Antoine), représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour une agrafe de busc de corsets pouvant servir d'attache à divers autres vêtements.

683° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Michel (Joseph) fils aîné, représenté par le sieur Amouroux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour l'emploi d'un débrayage arrêtant la marche d'un métier qui recouvre de coton une bande mince d'acier servant à la confection des jupons de dames, dès que la pièce d'acier se finit ou se casse.

684° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Palmer (George-Holworthy), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements apportés aux appareils propres à chauffer et à évaporer les liquides et les fluides, et pouvant être également utilisés pour la fonte des minerais et des métaux (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 5 juillet 1878).

685° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rabazon (François) fils, fabricant de viroles, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication des viroles de coutellerie.

686° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 jan-

vier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tellier (Louis-Charles-Abel), représenté par le sieur Levillain-Dufriche, à Paris, rue Boulainvilliers, n° 21 (ancien Passy), pour un mode de produire la force motrice par l'emploi de l'ammoniaque.

687° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, par le sieur Terrusot (Henry), ouvrier confiseur, à Châlon-sur-Saône, pour une machine à fabriquer la dragée.

688° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vabe (Philibert), représenté par le sieur Guy, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95, pour un système de machine à vapeur à un seul échappement par tour, dit *système Vabe*.

689° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Viollet (Jules-Joseph), Tissier (Louis) et Brulon (Auguste-Ludovic-Prosper), fabricants de chaises, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 71, pour une machine à ajuster les dos de chaises.

690° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Weaver (Frédéric), négociant, représenté par le sieur Thenen, à Paris, rue de Dunkerque, n° 24, pour un système perfectionné de loquet.

691° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Arrouit (Pierre-Léon), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux baromètres, thermomètres, etc.

692° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bellé (Ambroise-Nicolas), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements dans la fabrication des briques légères.

693° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bérard (Émile-Alexandre), encadreur, à Paris, rue Meslay, n° 33, pour un genre de cartons de derrière pour passe-partout servant à l'encadrement.

694° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par sir Blackwood (Francis), baronnet de la marine royale d'Angleterre, représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour un appareil perfectionné pour élever ou monter les boulets ou obus jusqu'à la batterie des vaisseaux ou dans les batteries de guerre (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 19 décembre 1878).

695° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Camus (Adolphe-Joseph), mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux appareils propres à sécher le linge et tous tissus en général.

696° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chiado (Dominico), orfèvre, représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un four pyro-hydrogénique.

697° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cochran (Robert), fabricant, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans le mode de traitement de l'argile.

698° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Colas (François-Marcel), représenté par le sieur Muller, à Paris, quai de Jemmapes, n° 216, pour un système de tuyau de conduite dit à *joint élastique et compensateur*.

699° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cousin (Jacques-Edmond), fabricant de pierres factices, à Paris, rue de Charonne-Belleville, n° 8, pour pavés ferrés à base de ciment-marbre.

700° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dubois (Pierre-Antoine), constructeur-mécanicien, représenté par le sieur Lavallo, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une clef extensible destinée au serrage des écrous et autres pièces mécaniques.

701° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Éon (Louis-Joseph), représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un robinet à jonction indirecte.

702° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Eppenotein, éliant domicile chez le sieur Valadie, rue Notre-Dame, n° 17, à Bordeaux, pour un système de fourneaux économiques pour chaudières à vapeur.

703° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 14 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Ganbert (E.), à Saint-Pierre-lès-Calais, pour la formation du picot double formant cœur dans la fabrication du tulle.

704° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gros (Jules) et Pocachard (Tony), représentés par le sieur Lavallo, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour générateur de gaz moteurs dilatés par la déflagration de capsules fulminantes, dit *fulminateur*.

705° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jones (John-Franklin), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements dans les machines à faire le carton.

706° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jones (John-Franklin), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements dans les machines à faire le carton.

707° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jubel (Auguste), premier maître mécanicien de la marine impériale, division de Brest, à Paris, rue Esquirol, n° 43, pour un système de machine à vapeur.

708° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lebbens Wismer Latrop, représenté par le sieur Mathien, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les machines à coudre (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 29 décembre 1878).

709° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Linard (Louis-Jules), industriel, à Paris, rue des Écuries-d'Artois, n° 42, pour un procédé à employer dans la fabrication du sucre.

710° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Petitot (Ernest), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements dans les armes à bascule.

711° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés aux armes à feu se chargeant par la culasse (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 14 juin 1878).

712° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Read (Henry), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour une clef automatique pour les tuyaux.

713° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Saintard (Nicolas), docteur en médecine, à Paris, rue de Laucry, n° 39, pour un appareil dit *diaphragme de sûreté*, applicable dans l'intérieur de toute cheminée et fonctionnant comme parafeu, parassite, paraffinée et parapluié.

714° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 jan-

vier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Salmon (Louis-Joseph), chimiste, à Paris, passage Saulnier, n° 8, pour des moyens de fabriquer de l'eau connue dans le commerce sous le nom d'eau de Javelle (chlorure de soude) et du sulfate de soude avec les résidus de savonnerie.

715° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Scheibel (Godefroy), fabricant d'acier poli, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de fermoir à pression latérale pour sacs, porte-monnaie, bourses, etc.

716° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Shaler (Nathaniel-Sontgate), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour la conservation des fruits, viandes ou autres diverses substances susceptibles de décomposition.

717° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société anonyme des chantiers et ateliers de l'Océan, représentée par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux appareils à élever l'eau.

718° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Eempied (Victor), naturaliste, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 149, pour un système de boîte à allumettes dite *allume-bougie*.

719° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Thomas (Jacques-Marie-Alexandre) et Boildieu (Charles), mécaniciens, à Paris, le premier, rue Sainte-Placide, n° 22, le second, rue Dupin, n° 19, pour une machine à chariot pour refouler les métaux en général et en opérer la soudure en bouts.

720° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tourangin (Georges-Gustave-Ernest), ancien maître de forges, à Paris, rue Taitbout, n° 39, pour un procédé pour le traitement direct du fer et de l'acier.

721° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vauzelle (Jean-Baptiste-François), représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour des perfectionnements dans les supports des fils télégraphiques.

722° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Anciot (Charles), mécanicien, rue Lefort, n° 14, à Elbeuf, pour un système mécanique propre à éloigner et à rapprocher les branches des compas, dit *compas maîtreur*, indérangeable et diviseur.

723° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bernard (François-David), aëlier, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de collier pour chevaux.

724° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boissel (Augustin-Edouard), représenté par le sieur Robert, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, pour des perfectionnements dans la navigation aérienne.

725° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouché (Eugène), meunier, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la construction des roues hydrauliques.

726° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Claudet (Antoine-François-Jean), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour un procédé de photosculture (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 14 décembre 1878).

727° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Colson (Melchior); représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux chaudières ou générateurs à vapeur.

728° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dekker (Louis), imprimeur lithographe, représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 87, pour une colle imperméable à l'humidité.

729° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Indre, par le sieur Delaroche (Jean-Éloi), à Vendœuvres, pour un système de fours contigus, horizontaux et inclinés, pour la cuisson de la brique, de la tuile et de la chaux à grande flamme, par le bois et le charbon de terre.

730° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Desvignes (Auguste), vigneron, élisant domicile chez le sieur Légion, rue du Clos-Saint-Paul n° 4, à Besançon, pour un procédé de plantation de vignes.

731° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dreyfous (Samuel), à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour des perfectionnements dans le travail des laines cardées et peignées.

732° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dumast (Lucien), mécanicien, à Paris, rue de la Roquette, n° 29, pour perfectionnement apporté au montage des cylindres mobiles servant à imprimer le papier peint ou tous autres objets analogues.

733° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Favier (André-Jean-Baptiste), fabricant d'abat-jour, représenté par le sieur Lavielle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour habitacles pour enfermer les lumières de toute nature destinées aux illuminations, aux éclairages, etc.

734° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guénon (Eugène-Bernard), chimiste, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une cire artificielle dite *ciréide*, pour le froitage des parquets.

735° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Haviotte (Félix), fabricant de chausures, rue Saint-Nicolas, n° 62, à Nancy, pour une chaussure dite *ligno-imperméable Haviotte*.

736° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 3 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laurent (Jean), photographe, élisant domicile chez le sieur Heibing, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 16, pour l'application de la photographie aux éventails.

737° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lenot (Antoine), horloger, et Noël (Pierre-François), représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de carte silencieuse.

738° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Léonrneau (Louis-Théodore), à Paris, rue Marbeuf, n° 32, pour l'application de l'huile de pétrole à toutes lampes ou appareils d'éclairage à niveau constant.

739° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lundie (Peter-Frédéric), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un appareil propre à obtenir des extraits de substances végétales (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 14 décembre 1878).

740° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mailland (Philippe), menuisier, à Puteaux, pour une voiture mécanique à plusieurs degrés de vitesse, mue par la force d'un homme.

741° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marquant (Pierre-Adhémar), artiste peintre, représenté par le sieur Ricordeau, à

Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de consolidation du plomb pour vitraux, verrières et autres usages.

742° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Loiret, par le sieur Mignon (Alexandre), poseur de sonnettes, rue de la Croix-de-Bois, n° 15, à Orléans, pour un appareil indicateur à adapter aux sonneries d'intérieur.

743° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Monnam (Nicolas), directeur de filature, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements apportés aux appareils d'étrépage pour filatures.

744° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Millus et ses fils, constructeurs, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux marteaux-pilons à vapeur et autres.

745° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Payen (Victor), fabricant de billards, représenté par le sieur Loreau, à Paris, rue Dupetit-Thouars, n° 14, pour un genre de billard.

746° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Riollot (Jean-Louis) aîné, représenté par le sieur Brisson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour des perfectionnements dans la construction des fours à chaux à feu continu.

747° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Resson (Pierre), àilly, pour un frein destiné à enrayon les wagons de chemins de fer.

748° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Loiret, par le sieur Seron (Ambroise), constructeur, rue au Lin, n° 6, à Orléans, pour un ventilateur automobile.

749° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Simon (Jean-François-Paul), mécanicien, rue des Porchelets, n° 10, à Valenciennes, pour un système tendeur de courroie.

750° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Spiers (Félix) et Fond (Christophe), représentés par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés au bouchage ou à la fermeture des bouteilles (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 9 mars 1878).

751° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tomlinson (John), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système de fermer les enveloppes et autres récepteurs, tels que sacs, etc. (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 12 juillet 1878).

752° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vickers (Thomas-Edouard), manufacturier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la fabrication de l'acier fondu (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 14 novembre 1878).

753° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Weill (Moyse), parfumeur, rue des Serruriers, n° 12, à Strasbourg, pour un système de peloteuse de savon pouvant faire les briques et morceaux de toute dimension en se servant de toute espèce de pâte de savon.

754° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ames (Horatio), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour la construction de canons ou pièces d'artillerie en fer forgé.

755° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 jan-

vier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Benard (Eugène-Ernest), fabricant d'horlogerie, à Paris, rue de Saintonge, n° 51, pour un système de cadran médaillon applicable aux pendules.

756° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Biloret (Alfred-Antoine), constructeur d'appareils électriques, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une machine électro-trieuse.

757° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Bonnet (Jean-Baptiste), maître menuisier et charpentier, à Roubaix, pour l'application aux fenêtres des maisons et édifices d'un mode de clôture dit *volets à glissoires*.

758° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Boyer (Joseph) et Leverrier (Charles), employés aux ateliers de MM. Parent, Schaken, Caille et compagnie, faubourg de Fives, à Lille, pour l'application du caoutchouc comme moyen de serrage aux gilets et pantalons pour hommes et aux corsets pour dames.

759° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 14 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Brach et compagnie, manufacturiers, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un tissu et sa fabrication imitant la fourrure dite *agneau astrakan* (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 5 janvier 1879).

760° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve Brun, née Leforestier, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une garniture dite *orientale*, pour sièges et tabourets à jour, etc.

761° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Buquoy et compagnie, à Paris, rue Neuve-Sainte-Catherine, n° 23, pour un pont à arcs en fer, treillis en fer, poutrelles et solives du tablier en fer.

762° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 16 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Croll (Alexandre-Angus), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements dans la fabrication ou préparation des matières pour la purification du gaz (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 14 juillet 1878).

763° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Savoie, par le sieur Edwards (Georges), représenté par le sieur Thouvenin, hôtel de l'Europe, rue d'Italie, à Chambéry, pour des pompes et appareils à comprimer et à dilater l'air et les gaz par l'application de la vis d'Archimède et de la spirale.

764° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Farcot (Emanuel-Denis), rue de Sablonville, n° 56, à Neuilly, pour divers perfectionnements relatifs à la navigation.

765° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Fournier (Auguste), pharmacien, et Gouverneur (Aristide-Philippe), imprimeur, représentés par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication du gaz d'éclairage.

766° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur François (Antoine), fabricant d'appareils pour fumisterie, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la construction des bouches de chaleur dites *bouches-bœufails*.

767° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Gennari (Enrico) et Charbonnier (Élie-Christophe), rue de Sully, n° 66, à Lyon, pour tourbe comprimée à sec et vulcanisée.

768° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs

Heuse (Joseph-Augustin) et Bandouin (Théophile), négociants, à Paris, le premier, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 48, et le second, rue Saint-Denis, n° 136, pour une machine à comprimer le carton, destinée à la fabrication d'étuis à fil et de boîtes en carton de toutes formes pour diverses industries.

769° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jamet (Pierre-Joseph), mécanicien, représenté par le sieur Cartier, à Paris, rue de Rambuteau, n° 22, pour un système de palan à bascule-frein avec échafaudage mobile applicable aux travaux de bâtiments et au levage des fardeaux.

770° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Karcher (Georges), négociant, représenté par le sieur Amonroux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour un genre de sommier élastique.

771° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lathuillière (Jean-Claude), ingénieur des arts et manufactures, à Paris, rue Meslay, n° 15, pour un système de joints de tuyaux destinés à conduire l'eau ou le gaz.

772° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laubereau (Joseph), représenté par le sieur Braudon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements dans la production d'une force motrice par la dilatation et la condensation de l'air.

773° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Sarthe, par le sieur Lecomte (Louis-Casimir), serblantier, à Montfort, pour un fourneau et chaudières économiques Lecomte.

774° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Messner (Antoine), fabricant de tuyaux en grès, à Soufflenheim, pour des tuyaux en grès pour conduire les liquides des caves dans les débits au moyen de pompes à air.

775° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Polton (Jules) jeune, fabricant d'engrais, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 129, pour un genre d'engrais dit *engrais complet*.

776° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 20 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Eure, par les sieurs Quemin (Louis) et Legendre (Pierre), retordeurs, à Louviers, pour un appareil propre à retordre ensemble plusieurs fils de laine, soie ou coton.

777° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 14 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Richardson (Robert), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 53, pour une méthode perfectionnée de couvrir et protéger les chevaux, le bétail et autres animaux domestiques (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 2 novembre 1878).

778° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Robert (Jules), mécanicien, faubourg Croncels, n° 20, à Troyes, pour une machine motrice dite *moteur hydro-aérifère*.

779° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société veuve Sabran et G. Jessé, manufacturiers, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25, pour un fil moucheté destiné au tissage, à la couture, à la broderie, à la passementerie, etc.

780° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tarlet (Noël-Joseph), bijoutier fabricant, représenté par le sieur Lecomte, à Paris, rue Meslay, n° 43, pour la fabrication d'un bracelet dit *articalaire*.

781° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Walter Fitzgerald, représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 50, pour perfectionnements dans les armes à feu se chargeant par la culasse.

782° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 16 janvier 1865, au

secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Whitehurst (Squire) et Storer (Samuel), représentés par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système et des dispositions propres à faire mécaniquement certaines opérations faites jusqu'à présent à la main dans la fabrication du tulle bobbin, du oordonnet, de la dentelle, etc. (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 16 juillet 1878).

783° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Stephen-M. Allen, représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements dans la fabrication du papier destiné à la collection des cols, devants de chemises, manchettes, etc.

784° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs de Bailly (Nicolas), Durand (Charles), Mesnard (Georges-Howard) et Poirier (Zacharie), représentés par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour des perfectionnements dans l'application du frottement de roulement aux boîtes à graisse, supports ou paliers des fusées et tourillons des essieux de véhicules et arbres tournants de machines de toutes natures, afin de diminuer la résistance du frottement.

785° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barker (David), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements dans la fabrication du combustible artificiel (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 23 juillet 1878).

786° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bauwens (Félix-Liéven), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de cuisson pour les viandes, les légumes et autres substances alimentaires.

787° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par le sieur Brousse (Prosper), à Pezénas, pour la déshydratation de la vendange.

788° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Castex (Lucien-Jacques), représenté par le sieur Amouroux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour un moyen d'empêcher les exhalaisons des fosses d'aisances.

789° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Chavernot (Marin), cours de Lafayette, n° 114, à Lyon, pour un système d'entonnoir.

790° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Clayette (Pierre) et Mantelier (Marius) jeune, place Tholozan, n° 18, à Lyon, pour un métier servant à enfiler et à fixer les perles sur des fils de trame d'une étoffe.

791° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Cointy (André), manufacturier, île Gloriette, n° 13, à Nantes, pour un système de condensation, avec production d'eau distillée, pour l'alimentation des chaudières à vapeur.

792° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département d'Alger, par le sieur Combès (Jacques), ferblantier, rue d'Orléans, n° 39, à Alger, pour un système de pompe.

793° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Landes, par les sieurs Darribère (Auguste), taillandier, et Méoule (Bertrand), fabricant de matières résineuses, à Onesse, pour un instrument dit *pousse-crampon*, servant à fixer les crampons sur les quarrés des pîns.

794° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par les sieurs Denans (Jean-Baptiste) et Marpeaux (Louis), le premier, Grande-Rue, n° 70, et le second, rue du Château, n° 6, à Besançon, pour un système de borne-fontaine économique évitant la gelée et le coup de bélior.

795° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 jan-

vier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Donnet (Alphonse), place Louis XVI, n° 13, à Lyon, pour perfectionnements apportés aux métiers servant à fabriquer les cordonnets ronds ou carrés, les tresses plates et les tissus enveloppants.

796° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Dugnat et Gauthier, élisant domicile chez le sieur Léon Zacharie, rue de Jarente, n° 29, à Lyon, pour un pliage préservateur pour rubans velours.

797° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Durand (Gustave), chez le sieur Sisteron, rue impériale, n° 6, à Lyon, pour une capelette pour moulinoage, dite *capelette Gustave Durand*.

798° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Évangéliste (Nathaniel), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements dans la confection des cols rabattus.

799° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Græb (Gustave), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements à l'éclairage public et privé au moyen du pétrole.

800° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hæbincq (Jean-Arnaud), mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la confection des crinolines.

801° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Humbert (Jean-Nicolas), représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un formillon universel.

802° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département d'Eure-et-Loir, par le sieur Leconte (Louis-Henri), mécanicien, à Chartres, pour une disposition de pistons de pompe hydraulique à double effet.

803° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Mallet (Alexis), élisant domicile chez le sieur Feuillat, rue Ferrandière, n° 14, à Lyon, pour un instrument à planter les pieux, échelas, etc.

804° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Métenier (Émile), à Paris-Montmartre, rue du Château, n° 3, pour une machine destinée à produire du timbre humide façon typographique et du timbre à lettres en relief fond de couleur.

805° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Michel (Jean-François), marchand d'étoffes, représenté par le sieur Ambiel, à Nancy, pour un mouvement continu destiné à faire mouvoir une horloge quelconque.

806° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Noailly (Étienne), passementier, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour la fabrication des reliefs sur les âmes en passementerie.

807° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Pesanti (Alexandre), fondeur, représenté par le sieur Bessières, place des Quatre-Tours, n° 6, à Marseille, pour un système de fabrication de bagues cylindro-coniques en fonte de fer décarburée pour tubes de chaudières tubulaires de bateaux à vapeur, locomotives, locomobiles et machines fixes.

808° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Ramonde (Géraud-Martin) et Sicre (Jean-Louis-Alphonse-Alihan), chimistes, représentés par le sieur Robert fils, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, pour un produit remplaçant le thé.

809° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 jan-

vier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robinson (Arthur-Henry), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour une couverture de voyage servant à plusieurs fins.

810° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, par le sieur Sautter (Jean-Adam), horloger, représenté par le sieur Sautter (Urbain), à Tournus, pour un échappement dit *système Sautter*, applicable aux instruments servant à mesurer le temps, et particulièrement aux montres.

811° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Snell (Edward), représenté par le sieur Robert fils, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, pour perfectionnements dans la construction des ancres (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 22 juillet 1878).

812° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Stoker (François), Girodon (François) et Montet (Isaac), cours de Lafayette, n° 51, à Lyon, pour un genre de fer à sonder dit *fer calorigène*.

813° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bernard (Jules), à Paris, rue Bonaparte, n° 88, pour un mélangeur de matières pulvérentes ou granulées.

814° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourdon (Louis-Xavier), tourneur en bois, chez le sieur Gerfaux, à Paris, rue Réaumur, n° 27, pour boules de jeux de lots creuses des deux faces, en bois repoussé.

815° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brunet, dit Garcin-Brunet (Pierre-Emmanuel), fabricant de fleurs artificielles, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements apportés dans la fabrication des fleurs, feuilles, feuillages, etc. artificiels, par l'emploi de paillettes d'acier.

816° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Danchell (Frédéric-Hahn), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés aux appareils pour purifier l'eau.

817° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Dordogne, par le sieur Fabre-Tonnerre (Prosper), curé à Sainte-Mondane, pour un système de frein universel et multiplicateur pour les convois de chemins de fer.

818° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Garaboux (Antoine), représenté par le sieur Brade, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 13, pour un emmanchage de pelles de terrassiers et autres.

819° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par les sieurs Hatté (Hippolyte) et Hatté (Auguste) frères, meuniers, à Damery, pour un aspirateur pour les machines à battre les grains.

820° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Royal Earl House, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les appareils électro-télégraphiques (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 21 juillet 1878).

821° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Jourdan-Gozzarino (Jean-Baptiste), mécanicien, et Macé (Charles), fabricants d'articles pour fumeurs, à Paris, le premier, rue des Dames-Batignolles, n° 28, et le second, rue Volta, n° 25, pour des perfectionnements apportés aux ombrelles et parapluies.

822° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Knab (David-Clovis), à Paris, boulevard de Magenta, n° 190, pour un moyen d'éclairage économique.

823° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Lala (Paul), ferblantier, à Villemur, pour un appareil dit *veilleux au pétrole*.

824° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lavater (Léopold-Jonas), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour perfectionnements dans la fabrication de courroies motrices en caoutchouc vulcanisé (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 15 septembre 1878).

825° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lecoq père (Louis-Annibal-Prudent), fabricant de vannerie pour voitures, à Paris, boulevard de Monceaux, n° 58, pour un système rotin-ébène émaillé et de toutes couleurs.

826° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Maillet (Casmir-Bernard), chirurgien-dentiste, rue Michel-Montaigne, n° 2, à Bordeaux, pour un système de biberon dit *biberon Maillet*.

827° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Masquillier (Nicolas-Anne-Hippolyte), vernisseur sur métaux, à Paris, Petite-Rue Saint-Pierre-Amelot, n° 26, pour une composition de laine à l'effet de rendre inoxydable le zinc et le préparer de manière à recevoir toute espèce de peinture parfaitement adhérente sans ponçage préalable, dite *granit français*.

828° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mercier (Achille), constructeur-mécanicien, élisant domicile à Paris, Avenue Montaigne, n° 51, pour perfectionnements aux cartes destinées à travailler les matières filamenteuses.

829° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Minié (Charles-Claude-Etienne), représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système d'armes à feu se chargeant par la culasse.

830° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ott (Émile), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une machine à doler ou délayer les peaux soit en tripes, soit en croûte.

831° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Perry (Myron), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un appareil combiné pour garder et exercer les enfants.

832° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Peyton (Edward), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans la fabrication des cylindres ou rouleaux pour impressions, etc. (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 25 juillet 1878).

833° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Porter (Alexander-Forbes), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un mode d'empêchement des incrustations ou dépôts calcaires dans les chaudières à vapeur.

834° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Reimiger (Albert), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements apportés aux machines propres à la fabrication des cigares.

835° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Rovère (Jules) et Hugust (Hilarion-Antoine-Bernard), représentés par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour une pile électrique dite *pile adroterraquée*, et pour ses applications.

836° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roulin (Emmett-Forsyth), élisant domicile chez les sieurs Manroe et compagnie, banquiers, à Paris, rue de la Paix, n° 5, pour un appareil dit *distributeur automatique*.

837° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Sabathé (Jean-Joseph-Gabriel-Emile) et Jourdan (Louis-Jacques-Léopold), à Paris, le premier, rue Saint-Marc, n° 27, et le second, rue Pierre-Levée, n° 17, pour un procédé de préparation des matières textiles brutes ou fabriquées, ayant pour objet de prolonger la durée de ces matières exposées soit dans l'eau douce ou de mer, soit à l'air.

838° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Saint-Germain (Auguste-Jacques), à Paris, rue Nollet, n° 90, pour une cafetière méthodique.

839° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Stevens (Simon), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un mode de préparation du caoutchouc vulcanisé et son application à l'imperméabilisation des tissus.

840° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Thièble (Alexis) et Tuièble (Adolphe), horlogers-mécaniciens, représentés par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour un système de balancier de pendule, dit *balancier Thièble*.

841° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Weber (Lionnel), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour un mors à filet-levier applicable à tous chevaux ou autres animaux de trait ou de monture.

842° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Zorès (Charles-Ferdinand), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25, pour des formes et dispositions de fers pour les constructions.

843° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Zorès (Charles-Ferdinand), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour dispositions de fers et de traverses métalliques pour chemins de fer.

844° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par les sieurs Allain et Rivière-Dejean, négociants, place de la Cathédrale, à Alais, pour les produits de la pyrite de fer et de la baryte sulfatée.

845° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beanfort (Claude-Auguste), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements dans la confection des jupons.

846° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boissneau (Constant), représenté par le sieur Houlet, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un manège locomobile locomoteur.

847° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boissonneau (Auguste), à Paris, rue de Monceaux, n° 11, pour un perfectionnement de l'œil artificiel et pour des collections de ce même œil classées par boîtes de proportions.

848° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Cassin (Théophile) et la dame Cassin (Mélanie Regard), son épouse, boulevard de Longchamp, n° 122, à Marseille, pour un perfectionnement apporté dans la confection des chemises d'homme.

849° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 fé-

850^r Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Chot (Fleury), tourneur, à Rive-de-Gier, pour un laminoir à canons forés.

851^r Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame du Saunsois (Jeanne-Eugénie), négociante, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une ceinture périodique.

852^r Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ehrhardt (Johann-Heinrich), machiniste du chemin de fer de l'Est, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un appareil à ajuster ou régler la pression des axes de locomotives, de tenders et wagons.

853^r Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Fischer et compagnie, négociants, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un robinet graisseur.

854^r Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gaumy (Louis-Victor), tourneur en cuivre, à Paris, rue de Charenton, n° 34, pour une forme d'agrafe à encastrement arrondi, pour suspension de petits meubles, dite *agrafe Gaumy*.

855^r Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Girondet (Louis) et Tixier (Jean-François), élisant domicile chez le sieur Feuillat, rue Ferrandière, n° 14, à Lyon, pour un genre de piège à mouches et autres insectes.

856^r Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Gros (Georges), cours d'Aquitaine, n° 99, à Bordeaux, pour un système de poterie au tampon.

857^r Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Grün (François-Jacques), constructeur de machines, à Guebwiller, pour un système de filature de la laine cardée.

858^r Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guillemard (Alfred), fabricant d'articles de voyage, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un cuir révivifié imperméable.

859^r Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 24 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hicks (William-Cleveland), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements aux machines à vapeur (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 19 janvier 1878).

860^r Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hubert (Jules-Auguste-Alfred), portefeuille, à Paris, rue Castex, n° 9, pour la gaufrage des velours en relief et en creux appliqués aux meubles et à la tenture.

861^r Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Justine (Narcisse), garde-moulin, chez le sieur Dumets, à Paisy-Cosdon, pour un aérateur refroidisseur à l'usage des usines faisant farines.

862^r Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par les sieurs Labisse et Adam, rue Judaïque, n° 69, à Bordeaux, pour un système d'engrais liquide dit *eau fructiflore*.

863^r Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Laporte (J.), rue du Loup, n° 38, à Bordeaux, pour un genre de sommier-caisse.

864° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Louis (Jean-Baptiste), menuisier, élisant domicile chez le sieur Wilbert (Adolphe), à Marly, pour un lavoir mécanique applicable au lavage des betteraves dans les fabriques de sucre, des pommes de terre dans les moulins à féculé, et de toutes autres racines.

865° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Marck (Jean), armurier, rue Maqua, n° 1, à Sedan, pour un système de bascule pour fusils se chargeant par la culasse.

866° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Marotte (Mathieu-Prospér), serrurier, à Nancy, pour une serrure de sûreté.

867° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Meunier (Augustin), représenté par le sieur Houlet, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un porte-monnaie dit *porte-monnaie L.-A. Meunier*.

868° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nadot (Henry), fabricant de briquets, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un briquet à mèche circulaire et à forme poudrière.

869° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pignière (Joseph-Adolphe), représenté par le sieur Herpst, à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 3, pour un système de pompe à double effet.

870° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Rieu (Marius), négociant, rue Bonneterie, n° 49, à Avignon, pour un enduit propre à préserver le fer de l'oxydation et des incrustations sous-marines.

871° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Lot-et-Garonne, par le sieur Rollindes (Gustave), pharmacien, à Nérac, pour un cosmétique contre la calvitie, dit *trico-gène*.

872° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Rouart (Henri-Stanislas) et Mignon (Jean-Baptiste-Java), constructeurs-mécaniciens, à Paris, rue Oberkampf, n° 15, pour une filière coupé-tubes.

873° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par le sieur Segry (Joseph), fabricant d'instruments aratoires, à Thézan, pour un système de charrue à dentel et à versoir avec soc mobile.

874° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tony (Jules-Louis), fabricant de peignes, à Paris, rue Chapon, n° 60, pour un système de peigne.

875° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Van Choate (Silvanus-Frédéric), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements apportés dans le fonctionnement des câbles sous-marins et souterrains.

876° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Badin (Charles), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements dans les moyens de diminuer le frottement des appareils en roulement.

877° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bergeret (Léonard-François), forgeron, rue Impériale, n° 14, à Ivry, pour une tuyère à circulation d'air, système Bergeret.

878° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Bernier-Laffon (Édouard-Charles), négociant, à Paris, rue de Braque, n° 2, pour une presse suspendue à découper.

879° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Béziat (Henri), négociant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une lampe ou veilleuse à cadran, avec ou sans réveil.

880° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par la dame veuve Catenot (Élisa Béranger), rue Centrale, n° 41, à Lyon, pour un calage dit *calage Barlet*, pour préserver des chocs les couteaux et axes des ponts à bascule.

881° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cochran (John-Webster), représenté par le sieur Tholausen, à Paris, boulevard de Magenta, n° 149, pour perfectionnements aux armes à feu se chargeant par la culasse.

882° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Deroone (Charles-Bernard-Justin), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux cheminées calorifères.

883° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ducomet (Joachim-Joseph), à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 89, pour un mode de pivotement et application d'articulations ou charnières aux châssis ou coquilles de moulage pour fonderie de métaux.

884° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Farcot (Eugène), fabricant d'horlogerie, à Paris, rue des Trois-Bornes, n° 39, pour perfectionnements aux réveille-matin.

885° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Franques (Joseph), à Beaujeu, pour une pompe incongelable par le siphon intermittent, système Franques.

886° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par les sieurs Ganter (Jacques) et Sallenave (Jacques) fils, cours Saint-Jean, n° 210, à Bordeaux, pour un appareil fumivore dit *fumivore Ganter*, supprimant les cheminées des foyers de machines à vapeur.

887° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ganehet (Louis-Henri), fabricant de bonneterie, représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un genre de tissu.

888° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Harding (Gustavus-Palmer), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements apportés dans les armes à feu et pièces d'artillerie (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 7 novembre 1878).

889° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Héros (François-Paul), bijoutier, à Paris, boulevard des Italiens, n° 32, pour une médaille dite de naissance et de baptême.

890° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Knab (David-Glovio), à Paris, boulevard de Magenta, n° 190, pour un moteur.

891° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société F. Kruger et E. Baumann, représentée par le sieur Otto Schulz, à Paris, rue Saint-Martin, n° 140, pour un système de fusil à aiguille se chargeant par la culasse et de cartouche avec son moule à balles.

892° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par les sieurs Lallier et compagnie, constructeurs-mécaniciens, à Soissons, pour une machine à

battre les céréales reliés par un bâti en bois à son manège, avec lequel elle est portative ou locomobile.

893^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Larbaletrier (Nicolas), ouvrier mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25, pour un perce-cigares.

894^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lazon (Alfred), mécanicien, à Paris, rue des Amandiers, n° 28, pour un système de fermeture en fer pour boutiques et magasins.

895^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martius (Carl-Alexander), chimiste, représenté par le sieur Thenen, à Paris, rue de Dunkerque, n° 24, pour des perfectionnements dans l'application de la photographie au verre, à la porcelaine et aux produits céramiques en général.

896^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Ch. Maurin et compagnie, représentée par le sieur Montchicourt, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 21, pour une forme de cartes à jouer.

897^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Monténat (Gaspard-Alfred), représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour un appareil antizymosique.

898^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Mousty (Léon-Jean-Baptiste), fabricant de plâtre, représenté par le sieur Jumelle, à Saint-Quentin, pour un four à cuire le plâtre.

899^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nothhelfer (Joseph), fabricant ébéniste, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système de boîte propre à donner la voie aux lames de scies de toutes formes et de toutes dimensions.

900^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Poiré (Alexis-Marie), premier maître mécanicien de la marine impériale, représenté par le sieur Crespon, à Robiac, pour un appareil dit *serre-frein automoteur à patins*, applicable à prévenir les accidents sur les chemins de fer ou à d'autres usages.

901^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Polynice (Charles), fabricant d'horlogerie, représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour une disposition de sonnerie des pendules d'appartements.

902^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Richard (Pierre), fondeur, quai de Rive-Neuve, n° 37, à Marseille, pour un système de pompe.

903^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Tailfer et compagnie, fabricants d'épingles et d'aiguilles, représentée par le sieur Jouanne, à Paris, rue des Amandiers-Popincourt, n° 39, pour des perfectionnements apportés à l'empoiement mécanique des fils métalliques.

904^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Thevenin (François), rue du Petit-Brotteaux (maison Rivoire), à Givors, pour une machine dite *laminoir à percussion*.

905^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thirion (Antoine-Romain), fabricant de pompes, à Paris, rue de Vaugirard, n° 169, pour perfectionnements aux tuyaux de conduites flexibles en cuir devant supporter une pression de gaz ou d'air.

906^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Valasse (Louis-Napoléon), armurier, à Paris, rue Châtelain, n° 17 (ancien Vaugirard), pour un système de fusil et de cartouche.

907° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vedrine (Marie-Louis), mécanicien, représenté par le sieur Amoureux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour une machine à broyer les couleurs.

908° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, 28 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Anderson (William), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un appareil perfectionné applicable à la manœuvre des aiguilles et signaux de chemins de fer (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 27 juillet 1878).

909° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 28 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Anderton (William), fileteur, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les traitements des matières filamenteuses (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 29 juillet 1878).

910° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Anthoine (Jules-Joseph), peintre décorateur, et Grouselle (Valery), négociant, représentés par le sieur Jaume, à Paris, rue Saint-Maur, n° 63, pour un genre d'essence dite *essence Anthonine*, pour la peinture en bâtiments.

911° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bance (Charles-Alexandre), ferblantier, à Paris, rue de Nemours, n° 13, pour fermeture d'un seau inodore.

912° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beaumont (Frédéric-Edward-Blacket), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour perfectionnements dans les machines pour creuser des mines ou galeries dans le roc ou autres gisements (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 30 juillet 1878).

913° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bertrand (Louis-Eugène), mécanicien, à Paris, rue de Romainville, n° 16, pour un système de fabrication de plaque à anneau pour parapluies et ombrelles.

914° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Combiér (Pierre), représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour l'imitation de pierres de toutes couleurs sur bois.

915° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Crooker (Mathew-Augustus), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les roues à palettes pour les navires à vapeur.

916° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delrieux (Jean-Edouard), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour application de matières pour couvertures de ressorts de crinolines et procédés propres à faire cette application.

917° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Deverte (César-Auguste) et Deverte (Eugène-Alfred), horlogers-mécaniciens, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un contrôleur de vitesse applicable aux moteurs, aux locomotives, aux bateaux à vapeur, etc.

918° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Devisse (Victor), Lamonnerie (Antoine-Henry) et Renon (Léopold), peintres sur porcelaines, représentés par le sieur Jaume, à Paris, rue Saint-Maur, n° 63, pour un procédé de fabrication de couleurs brillantes à reflets métalliques applicables à la peinture sur porcelaine.

919° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur

Causserouge (Charles-François) père, distillateur-liquoriste, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication des liqueurs pour composer le punch oriental.

948° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charpentier (Constant-Alphonse), représenté par le sieur Amouroux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour une machine à sertir, à couper et à bourrer les cartouches.

949° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chauvet (Jules), négociant, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un fer à repasser avec poignée mobile.

950° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chéradame (Antoine-Léopold) et la dame veuve Moussy (Marie-Éléonore-Angeline Salmon), représentés par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication des bourses, porte-monnaie, etc. dits *bourses duchesses*.

951° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Conseil (Hippolyte-Paul), quincaillier, représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour un appareil à découper les métaux.

952° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Degousse (Pierre-Émile), représenté par le sieur Lejeune, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour des perfectionnements dans les outils propres à préparer au battage les feuilles d'or, d'argent ou autres métaux.

953° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de la Roche (Jean-Marie), constructeur d'appareils de chauffage, à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 41 et 43, pour un appareil de chauffage de serres et d'appareillements, système à articulation d'eau chauffée par le gaz.

954° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Deschamps (Octave-Léon), mécanicien, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour appareil à botteler la paille, applicable à toutes les machines à battre.

955° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouriez (Jean-Baptiste), directeur d'usine, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un appareil mesureur mécanique destiné à mesurer, dans des proportions déterminées, les charbons, brais et autres matières.

956° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ferrière (Louis-Nestor), serrurier, à Paris, rue Houdon, n° 17 (ancien Montmartre), pour un système d'élasticité applicable aux chaises, bancs et autres sièges de jardins, promenades publiques, etc. dit *système Ferrière*.

957° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Girard (Louis-Dominique), à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 35, pour un vannage instantané dit *vannage hydro-moteur*, ayant pour but de donner et arrêter l'écoulement des fluides.

958° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gaujon (Pierre-Alexis-Édouard), fabricant, rue de la Rochefoucauld, n° 7, à Ro-mainville, près Paris, pour un système de fermeture de bas de porte par bourrelets articulés.

959° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Humbert (Antoine), rue Boileau, n° 2, à Lyon, pour un système de machine à lisser dite *polissage des étoffes*.

960° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société

E. Lange et compagnie, négociants, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un fermoir-arrêt pour ressorts de jupons.

961° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Martin (François), quai Fulchiron, n° 21, à Lyon, pour genres de coiffures-bourrelets pour enfants.

962° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martiny (Prosper), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une préparation applicable à toutes les couleurs à l'huile en général.

963° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mathieu (Louis-Joseph), fabricant d'instruments de chirurgie, à Paris, rue de l'ancienne-Comédie, n° 28, pour un speculum laryngien.

964° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Menich, Léon et Levy, à Paris, rue Saint-Denis, n° 243, pour un battant dit battant à balancier conducteur, pour métiers à tisser.

965° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Minich, Léon et Levy, à Paris, rue Saint-Denis, n° 243, pour un porte-lames à touches variables, applicable à tous les métiers de passementerie.

966° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Petit (Frédéric), fabricant, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un jouet roulant dit *jeu de cache-cache*.

967° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Constantine, par le sieur Raval (Pierre), horloger, représenté par le sieur Gennaro, à la Calle, pour un appareil à perforer le corail.

968° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Rovère (Jules) et Huguet (Hilarion-Antoine-Bernard), représentés par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour un locomoteur et propulseur aérien dit *moteur aéro-plano-statique*.

969° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rymkiewicz (Cornélius), sous-contrôleur des machines du service des eaux, à Paris, rue de la Chaise, n° 14, pour un appareil fumivore à circulation renversée.

970° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Saget (Jean-Baptiste), peintre et vitrier, à Paris-Montmartre, rue Berthe, n° 10, pour un système de vitrage.

971° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Samson père et fils aîné, représentée par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour des perfectionnements dans les moules à couler les bougies et les chandelles.

972° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Smith (Alfred), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans les machines à coudre.

973° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société anonyme des mines et fonderies de plomb et de zinc de Stolberg et de Westphalie, représentée par le sieur Le Bouleux, à Paris, rue des Deux-Portes-Saint-Jean, n° 1, pour un procédé d'absorption de l'acide sulfureux qui se dégage du grillage ou de la combustion des matières sulfureuses et l'obtention du soufre contenu dans cet acide.

974° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tassin (Maurice), représenté par le sieur Castelbon, à Paris, passage des Petites-

999° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Peugeot frères, manufacturiers, représentée par le sieur Lemonnier, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 août 1863, pour perfectionnements apportés aux moulins à café.

1000° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Piat (Frédéric-Eugène), sculpteur, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 janvier 1864, pour un système de garniture intérieure de cheminée avec chenets à usages multiples dits *chenets-moines garde-feu*.

1001° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Richard (Louis), rue Neuve-de-l'Amandier, n° 2, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 juillet 1864, pour un bec à gaz.

1002° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Savalle (François-Désiré), distillateur, à Paris, boulevard de Magenta, n° 179, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 février 1863, pour perfectionnements au matériel des usines betteravières.

1003° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schützenbach (Charles-Sébastien), chimiste, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 mai 1864, pour un procédé de fabrication du sucre de betterave et d'autres végétaux.

1004° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Tavernier père et fils et compagnie, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 avril 1864, pour perfectionnements à la peigneuse dite à pince.

1005° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tisserand (Jean-Baptiste-Isidore), représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 novembre 1863, pour un appareil en fonte dit *poêle-cheminée des petits ménages*, servant alternativement de poêle, de cheminée et de fourneau au moyen d'un foyer mobile.

1006° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Aubène (Jean), contrôleur des télégraphes, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 mars 1864, pour un disque-signal à sautoir applicable aux chemins de fer.

1007° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par les sieurs Bandrimont et Le Mat, rue des Herbes, n° 40, à Bordeaux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 janvier 1863, pour une poudre dite *antioïdique*.

1008° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Baux (Jean-Élysée), rue Montgrand, n° 70, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 décembre 1863, pour une machine motrice génératrice de sa propre puissance.

1009° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur de Brionne (Alexandre), rue Mériadeck, n° 101, à Bordeaux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 septembre 1864, pour un système de bouchage des vases à conserves alimentaires, et spécialement des pots à moutarde.

1010° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Caudrelier (Auguste), architecte, à Paris, boulevard du Montparnasse, n° 146, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 novembre 1862, pour un système d'imbibition à chaud pour rendre imperméables toutes les matières calcaires ou poreuses, etc. dit *procédé de paraffination*.

1011° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Couturier (Jean-Marie-Louis-Jules), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} septembre 1863, pour un système de générateur de mouvement.

1012° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dauglish (John), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 22 mars 1864, et expirant le 16 mars 1878, pour perfectionnements dans la fabrication du pain aéré.

1013° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Foubert (Adrienne-Anastasie), représentée par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 décembre 1863, pour la rectification des alcools de toute provenance.

1014° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Fraissé-Brossard fils jeunes, fabricants de rubans de velours, rue de la Paix, n° 16, à Saint-Étienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 juillet 1863, pour un genre de rubans de velours fabriqués grèges, teints et ensuite découpés après fabrication.

1015° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gaultier de Claubry (Henri-François), chimiste, à Paris, rue des Fossés-Saint-Victor, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 août 1864, pour moyens économiques de dissolution des violets de fuchsine et autres couleurs dérivées de ce rouge.

1016° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Génévrier (Joseph), représenté par le sieur Claës, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 novembre 1863, conjointement avec le sieur Conolly, pour des perfectionnements dans les appareils d'horlogerie, sonneries, etc.

1017° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Goguel (Eugène), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 janvier 1864, pour des perfectionnements apportés aux appareils gazogènes.

1018° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hugon (Pierre), à Paris, rue de Vaugirard, n° 187, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 juin 1864, pour un appareil servant à carboniser toutes espèces de bois au moyen d'une flamme sortant d'un vase clos et produit directement par la combinaison de l'oxygène de l'air avec le combustible employé.

1019° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par les sieurs Lamarque et Delrieu, rue Méridadeck, n° 82, à Bordeaux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 mars 1864, pour un système de contrôle applicable aux omnibus et autres voitures.

1020° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maurel (François), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 janvier 1864, pour un genre d'abat-jour incombustible pour toutes les cheminées d'éclairage.

1021° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Petrement (Gabriel), menuisier, à Nîmes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 août 1864, pour une table dite à *conlisse*, se repliant sur elle-même au moyen d'allonges.

1022° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Loiret, par le sieur Picqueret (Victor), apiculteur, à Meung-sur-Loire, et se rattachant au brevet d'invention de

1047° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sion (Denis-Adolphe), représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 janvier 1864, pour une boîte à allumettes dite *philoppyrique*.

1048° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Ward (Antoine) fils, fabricant de bonneterie, à Fouillois, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 juillet 1863, par le sieur Sourmail, dont il est cessionnaire, pour la fabrication d'un genre de tricot obtenu à l'aide du système Jacquart adapté au métier anglais.

1049° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Abegg (Wilhelm-August), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 novembre 1863, pour un appareil à distiller et à purifier l'alcool et les eaux-de-vie.

1050° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Angebault-Justeau (Louis), fabricant de briques, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 septembre 1863, pour un système de cuisson des produits céramiques (briques, faïence, plâtre, porcelaine).

1051° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chappellier (Firmin), à Paris, rue de Rivoli, n° 64, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 décembre 1863, pour un appareil de jardinage dit *tuteur-dresseur*.

1052° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charlier (Pierre), médecin vétérinaire, à Paris, rue d'Orléans-Batignolles, n° 108, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 avril 1864, pour un système de ferrure des chevaux.

1053° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Clément (Jean-Antoine), mécanicien, et Brun (Alphonse), commerçant, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 mars 1864, pour un compteur moteur hydraulique.

1054° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Deckher (Jules), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 février 1864, pour une machine à ramasser les boues des routes et des rues et à les mettre en tas.

1055° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Fauvelle, Delebarre et fils, manufacturiers, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 octobre 1864, pour un peigne-chignon à broche mobile ou indépendante.

1056° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Fauvelle, Delebarre et fils, manufacturiers, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 octobre 1864, pour la fabrication décorative et sans déchet des peignes pour dames.

1057° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Felgères (Pierre), à Paris, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, n° 16, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 juin 1863, pour un système de bouchage, dit *bouchage hermétique Felgères*, applicable à tous les orifices en verre, en terre ou autres, grands ou petits.

1058° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1864,

au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gaultier de Claubry (Henri-François), chimiste, à Paris, rue des Fossés-Saint-Victor, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 août 1864, pour moyens économiques de dissolution des violets de fuchsine et autres couleurs dérivées de cc rouge.

1059° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Genneau de Flesselles (Adolphe-Marie-Augustin), à Paris, rue de Madame, n° 20, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 juin 1864, pour un filtre dit *filtre à régulateurs*.

1060° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Goodwin (Charles-Rhodes), manufacturier, représenté par le sieur Lavielle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 juin 1860, pour perfectionnements dans les machines à coudre.

1061° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Josse (Louis-Pierre), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 novembre 1862, pour une machine propre à nettoyer toutes espèces de grains.

1062° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lavender (Robert), fabricant, représenté par le sieur Ménard, à Paris, rue de Strasbourg, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 mai 1863, et expirant le 24 avril 1877, pour un composé pour le graissage des machines.

1063° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lehot (Auguste-Casimir), avocat, disant domicile à Paris, rue Vivienne, n° 3, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 septembre 1864, pour un système de serrures, becs-de-cano et loquets à détente.

1064° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lippens (Polydore) et Digne frères et compagnie, constructeurs, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 février 1863, pour divers perfectionnements apportés aux appareils employés dans la télégraphie électrique.

1065° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 décembre 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Peltier (Jules-François), représenté par le sieur Amouroux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 avril 1864, pour un système de coulisses de lit.

1066° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1866, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Périer (Alexandre-Auguste), représenté par le sieur Daubége, à Paris, quai de Billy, n° 54 bis, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} septembre 1864, pour des procédés propres à extraire le sucre cristallisable, ainsi que d'autres produits utiles, des sirops, mélasses et de toutes autres matières sucrées.

1067° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rahon (Gélestin) fils, représenté par le sieur Meslin, à Paris, rue Saint-Honoré, n° 276, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 septembre 1864, pour un appareil pneumatique et siphon servant à soustraire les liquides.

1068° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Sebille (Charles-Félix), manufacturier, rue Dudrezène, n° 4, à Nantes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 décembre 1861, pour produits à base d'ardoise non métalliques, inoxydables.

1069° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Solomon (Joseph), opticien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 septembre 1864, pour un appareil mécanique ou lampe propre à brûler le fil de magnésium.

1070° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Verdière (Ferdinand), à Sauveterre, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 mars 1859, pour un système d'horlogerie concernant la sonnerie des pendules et des horloges.

1071° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Amphoux (Henri), fabricant d'allumettes, représenté par le sieur Bossières, place des Quatre-Tours, n° 6, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 décembre 1861, pour un porte-allumettes.

1072° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Aubin (Jules), menuisier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 septembre 1864, pour cuvettes en fonte à tubes creux, applicables à la construction des meules à moudre les grains.

1073° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bardin (Jean-Louis-Frédéric), négociant, à Paris, rue de Lancry, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 février 1863, pour un mode d'emploi de la plume naturelle.

1074° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Barthélemy et Dubreuil, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 décembre 1863, pour un système de machine destinée à frapper, gaufrer, estamper et imprimer mécaniquement le papier peint.

1075° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourisot (Léo), tourneur-tabletier, élisant domicile chez le sieur Vergé, à Paris, rue de Montmorency, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de dix ans pris, le 30 septembre 1864, pour une machine à égrener le coton.

1076° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Challet (Étienne), géomètre, à Pélussin, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 mai 1864, pour un mécanisme dit *transmetteur dynamique*.

1077° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Chapuis-Bertrand, fabricant de produits chimiques, à Dijon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 mai 1863, pour un appareil destiné à la fabrication du phosphore, marchant d'une manière continue et sans interruption de feu.

1078° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Cheynet (Jean), quai Castellane, n° 8, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 30 octobre 1863, et expirant le 14 mars 1878, pour des perfectionnements dans les machines à faire les lacets, tresses et cordonnets.

1079° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société anonyme des forges de Châillon et Commeny, représentée par le sieur Venilliot, à Paris, rue du Conservatoire, n° 11, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 février 1864, pour un mode de fabrication des plaques de blindage pour navires cuirassés et autres emplois analogues.

1080° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1864, à la direction de l'intérieur de l'île de la Réunion, par le sieur Couturier (Jules), à Saint-Louis (île de la Réunion), et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} septembre 1863, pour un système de générateur de mouvement.

1081° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ducrot (Édouard-Jean-Baptiste), à Paris, rue des Quatre-Vents, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 décembre 1863, conjointement avec le sieur Coudere, pour une pompe hélicoïdale.

1082° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 décembre 1864,

au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Dudon-Mahon (Alphonse), plombier, à Soissons, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 octobre 1861, pour un système de pompe hydrostatique.

1083° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dupuis (Eugène), ciseleur, représenté par le sieur Petit, à Paris, rue Blondel, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 décembre 1863, pour un harnais chauffé.

1084° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fleury (Victor), horloger, représenté par le sieur Petit, à Paris, rue Blondel, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 octobre 1861, pour un genre d'échappement de pendule.

1085° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Kuhlmann (Ferdéric), fabricant de produits chimiques, à Lille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 août 1864, pour un procédé de décor et d'ornementation du verre, des métaux, du papier, des tissus, etc.

1086° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Cantal, par le sieur Lapeyre (Pierre-Émile), lithographe et graveur, à Aurillac, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 décembre 1862, pour un soufflet de forge dit soufflet ventilateur économique.

1087° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marie (Louis-Jean), représenté par le sieur Herpet, à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 3, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 juillet 1859, pour un système perfectionné de raccord de tuyaux en plomb, caoutchouc, gutta-percha, etc. etc.

1088° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Martin (William-Arena) et Wilam (Edward), représentés par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 27 avril 1864, et expirant le 21 mars 1878, pour des perfectionnements dans les barres ou grilles à feu, des fourneaux et dans le montage et la mise en mouvement de ces barres.

1089° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maurel (François), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 janvier 1864, pour un genre d'abat-jour incombustible pour toutes cheminées d'éclairage.

1090° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Micolon (Henri), fabricant d'aciers, représenté par le sieur Riordéau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 avril 1862, pour perfectionnements dans la fabrication des aciers fondus.

1091° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pot (Jean-Nicolas), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 91, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 avril 1864, pour un compteur kilométrique pour voitures publiques.

1092° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rey (Jules-Élie), fabricant de gants, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 février 1864, pour système d'agrafes pour gants.

1093° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Taylor (John-George), négociant, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 mars 1864, pour perfectionnements dans les boussoles, agrafes, attaches et autres objets analogues, ainsi que dans les moyens de fabrication de ces divers objets.

1094° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1864,

au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Valant (Louis), Valant (Paul) et Ternois (François), élisant domicile chez le sieur Hiltzen, à Paris, rue de Grammont, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 octobre 1864, pour appareil d'alimentation des chaudières à vapeur, dit *alimenteur, régulateur, automateur à niveau constant*.

1095° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Valterpergen (Jacob), fabricant d'allumettes, à Paris, rue Chapon, n° 44, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 mars 1864, pour des allumettes dites *feu de fumeur, plat, et feu du fumeur, bouffe, s'allumant au vent*.

1096° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Veron (Théophile-Marie-Alexandre), architecte, à Paris, quai des Orfèvres, n° 56, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 octobre 1864, pour un rapporteur électro-lumique.

1097° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Weil (Ferdéric), ingénieur des arts et manufactures, à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 décembre 1863, pour des procédés ayant pour but de revêtir des métaux d'une couche adhérente d'autres métaux.

1098° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Balma (Louis), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 juin 1864, pour une machine destinée à transporter d'un endroit à un autre toutes espèces de matériaux liquides ou solides.

1099° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beillard (Jean-Louis), menuisier, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 décembre 1863, pour un système de ferme-porte dit *va-et-vient*.

1100° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aveyron, par les sieurs Boria (Antoine), mécanicien, Pourcel (Jean-Baptiste), fondeur, et Lajunie (Antoine), forgeron, à Villefranche, et se rattachant au brevet d'invention de dix ans pris, le 29 septembre 1863, pour une machine à éplucher le grain.

1101° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Briens (Édouard), à Paris, rue Montmartre, n° 78, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 novembre 1860, pour une poupée articulée.

1102° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carré (François), représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 juillet 1862, pour un genre de sièges de jardin.

1103° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Clavel (Auguste), négociant, représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 mars 1864, pour des galeries porte-verre de lampes à diamètre variable.

1104° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Clavel (Auguste), négociant, représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 octobre 1864, pour une pince à nettoyer l'intérieur des verres et globes de lampes.

1105° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coudier (Jean-Théodore), manufacturier, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 avril 1863, pour un mode de séparation des hydrocarbures complexes de toute nature et de leurs dérivés.

1108° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dupuch (Gustave-Joseph), fondeur-mécanicien, à Paris, rue Claude-Villefaux prolongée, n° 114, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 février 1862, pour une disposition de robinet à double fermeture.

1109° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dutéils (Romain), fabricant, représenté par le sieur Robert fils, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 mai 1864, pour un procédé de fabrication des chapeaux de dames.

1110° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Gaud (Hippolyte), chef d'atelier en soieries, rue Boileau, n° 5, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 octobre 1863, pour une cannetière propre à fabriquer les cannettes à défilier ou à dérouler.

1111° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gaultier de Clauthy (Henri-François), chimiste, à Paris, rue des Fossés-Saint-Victor, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 août 1864, pour moyens économiques de dissolution des violets de fuchsine et autres couleurs dérivées de ce rouge.

1112° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guyot d'Arlinecourt (Ludovic-Charles-Adrien-Joseph), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 juillet 1864, pour un appareil télégraphique imprimeur.

1113° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacquet (François-Alphonse), fabricant d'appareils de chauffage, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 juillet 1864, pour un appareil de chauffage au gaz, système Jacquet.

1114° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Keravenan (Francis-Bernard), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 octobre 1864, pour machine motrice rotative servant aussi de pompe et de machine soufflante.

1115° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marini (Heber), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 septembre 1862, pour une disposition de joints pour tuyaux.

1116° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mœglin (Martin), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 janvier 1863, pour un procédé mécanique d'impression sur étoffes.

1117° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Nicolas (Paul), graveur sur rouleaux, à Mulhouse, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 janvier 1864, pour l'application du pantographe à la gravure des planches plates en cuivre servant à l'impression des tissus.

1118° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Paraf-Javal frères et compagnies, manufacturiers, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} octobre 1864, pour un procédé de fabrication de manchons ou rouleaux pour l'impression des étoffes, papiers et autres usages.

1119° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par la société Saunier et Tessier, fabricants de boîtes à conserves alimentaires, au Mont-Saint-Bernard, commune de Chantenay, sixième canton de Nantes, et se rattachant au brevet

d'invention de quinze ans pris, le 22 juillet 1862, par le sieur Faucheur, dont elle est cessionnaire, pour boîtes en fer-blanc pour conserves alimentaires.

1118° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Samet (Étienne), mécanicien, et de Fleury (Eugène), représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 août 1862, pour un système de foyer domestique applicable aux fourneaux de machines à vapeur, de terre ou de mer.

1119° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schottlander (Henry), fabricant d'articles de Paris, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 novembre 1864, pour application de la chambre noire aux nécessaires, bonbonnières, boîtes à bijoux et à d'autres articles en maroquinerie et ébénisterie, dite *camera obscura*.

1120° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Tavernier père, fils et associés, à Paris, cité de Trévise, n° 3, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 avril 1864, pour perfectionnements à la peignuse dite à pulce.

1121° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Asselia de Monnerville (Louis-Joseph), représenté par le sieur Krahnass, à Paris, rue d'Isly, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 août 1864, pour un appareil d'éclairage.

1122° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bague (François-Joseph), Quintin (Lucien) père et Davivier (Germain), à Roubaix, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 août 1864, pour une combinaison chimique et un appareil dit *laveur épurateur et régulateur à gaz*.

1123° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barbier (Joseph), pharmacien, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 novembre 1864, pour applications de râpures de liège ou poudre subérique.

1124° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bateman (Samuel), représenté par le sieur Gillebec, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 avril 1864, pour des perfectionnements dans la construction des roues à aubes des bateaux à vapeur.

1125° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Blouin (Alfred), mécanicien, et Mercier (Nicolas-Didier), docteur en médecine, représentés par le sieur Petit, à Paris, rue Blondel, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 novembre 1864, pour un genre de treuil.

1126° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boillon (Jules-Jean-Baptiste-Généreux-François), négociant, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 juin 1864, pour un appareil à rectifier les alcools de toutes provenances et à distiller simultanément toutes sortes de plantes et matières aromatiques pour en obtenir les parfums.

1127° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boire (Pierre), fabricant de boîtes panoramiques, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 novembre 1864, pour chandeliers, flambeaux et autres objets en verre argenté, métallisé intérieurement, à la manière dont on obtient les boîtes panoramiques.

1128° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourdin (Gabriel-Jules), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin,

n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 mai 1864, pour un appareil photographique.

1129° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourgonnon (Jean-Georges-Etienne), représenté par le sieur Riordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 mai 1864, pour un instrument dit *perspectographe*.

1130° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Carville (Charles-Louis-Joseph) aîné, entrepreneur, rue Basse, n° 40, à Lille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 avril 1859, pour construction et montage de générateurs à flamme renversée rendue fumivore.

1131° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Chabanon (Jean), cours Morand, n° 11, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 novembre 1864, pour un système de mouvement d'abat-jour.

1132° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charrière (Jean-Jules), fabricant d'instruments de chirurgie, à Paris, rue de l'Ecole-de-Médecine, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 novembre 1864, pour un appareil dit *vaporisateur de médicaments*.

1133° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charrière (Jean-Jules), fabricant d'instruments de chirurgie, à Paris, rue de l'Ecole-de-Médecine, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 novembre 1864, pour un appareil dit *vaporisateur de médicaments*.

1134° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chartier (Jules), représenté par le sieur Bural, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 juillet 1864, pour une filière à couper les tuyaux en fer pour le gaz.

1135° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Desfever-Donck, négociant, rue de Calais, n° 31, à Dunkerque, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 janvier 1864, pour un moteur automatique.

1136° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Desfrancois (Jean-Claude-Henri), représenté par le sieur Riordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 janvier 1861, pour un appareil de gymnastique.

1137° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Delobel (Charles), serrurier-mécanicien, à Haubourdin, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 novembre 1864, pour presse à surface plane propre à l'extraction du jus de la betterave.

1138° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Delobel (Charles), serrurier-mécanicien, à Haubourdin, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 novembre 1864, pour presse à surface plane propre à l'extraction du jus de la betterave.

1139° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dupuy (Jean-Théodore), imprimeur, représenté par le sieur Riordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 juillet 1863, pour perfectionnements dans la construction des presses lithographiques.

1140° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Farcot et ses fils, mécaniciens, à Saint-Ouen, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 mars 1863, pour des perfectionnements aux machines à vapeur.

1141° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fontenoy

(Charles-Marin), mécanicien, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Saintes Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 décembre 1864, pour un système de fermetars de couvercle de caisses à poudre de l'artillerie navale, etc.

1142° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gillard, Sandrier et Bisse, représentés par le sieur Brade, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 novembre 1864, pour procédé et appareils pour l'application au chauffage des gaz obtenus par la décomposition de la vapeur d'eau.

1143° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Puy-de-Dôme, par le sieur Gey (Antoine), serrurier, à Clermont-Ferrand, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 juillet 1863, pour fusils à cartouches se chargeant par la culasse.

1144° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Jura, par les sieurs Grenier-Bottley (Élie) et frères, lunettiers, à la Rixouse, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 janvier 1862, pour un système de montures de lunettes avec branches à ressorts sans charnières.

1145° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Grün (François-Jacques), mécanicien, à Guebwiller, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 janvier 1863, conjointement avec le sieur Gand, pour un système de cardes froteuses modifiant le principe de filature de la laine cardée et autres matières filamenteuses.

1146° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Jackson et compagnie, représentés par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 novembre 1864, pour un mode de fabrication des cylindres pour filature en acier fondu; addition consistant à rectifier ainsi l'objet de l'invention : *fabrication des cylindres d'impression*.

1147° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jolly (Jean), fabricant de chaux, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 janvier 1863, pour un système de four continu propre à la cuisson du plâtre et de la chaux.

1148° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Lamey (Frédéric), directeur de filature, à Willer, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 mars 1863, pour un régulateur automate de l'écrue du secteur des métiers à filer dits *self-acting*.

1149° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lugand (Pierre-Philippe) et Bassères (Bonaventure-François-Jean), représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 novembre 1864, conjointement avec le sieur Jamneau, pour épurateur d'eau d'alimentation des chaudières à vapeur.

1150° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lyon (André), teinturier, représenté par le sieur Robert fils, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 février 1864, pour un système de tables à l'usage des teinturiers-dégraisseurs pour repassage et apprêt, dites *tables Lyon*.

1151° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Manc (Gérard), fabricant de lampes, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 avril 1862, pour des perfectionnements aux porte-abat-jour, réflecteurs et accessoires.

1152° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marks (Williams-Henry), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29.

en se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 mars 1864, pour perfectionnements dans les instruments de musique.

1153° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Marmonier (Félix), mécanicien, rue Fénélon, n° 26, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 mai 1864, pour un système de pressoir à vin.

1154° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Pierre), maître de forges, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 août 1864, conjointement avec le sieur Martin (François-Marie-Emile), pour un procédé de fabrication de l'acier fondu.

1155° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mignot (Léon), chimiste, à Paris, rue Saint-Laurent, n° 4, faubourg Saint-Martin, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 décembre 1864, pour perfectionnements apportés à la fabrication et à la composition des silicates alcalins solubles dits *silicates ammoniacaux*, pour les diverses applications dont ils sont susceptibles, et notamment pour la peinture et la silicatilisation.

1156° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Revillet (Clément), rue Casimir-Périer, n° 68, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 mars 1864, conjointement avec le sieur Camoin, pour un charbon aggloméré propre au chauffage des appartements.

1157° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Rigolier (Laurent), place Grolier, n° 5, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 mai 1860, pour un système de supports de rails et de traverses de chemins de fer.

1158° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roberts (Martyn-John), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris; rue de Bondy, n° 32, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 novembre 1863, pour des perfectionnements apportés aux appareils servant au graissage ou à l'ensimage de la laine.

1159° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sauquier (Louis-Jules), architecte, à Paris, rue Monsieur-le-Prince, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 mars 1864, pour un système de plancher en fer.

1160° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Weil (Frédéric), chimiste, à Paris, cour des Petites-Écuries, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 décembre 1863, pour des procédés ayant pour but de revêtir des métaux d'une seule couche adhérente d'autres métaux.

1161° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Armelin (François-Célestin), chez le sieur Goin, à Paris, avenue de Saint-Ouen, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 mars 1864, pour un combustible aggloméré dit *charbon de France*.

1162° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouchery (Gustave), à Paris; rue Bergère, n° 3, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 janvier 1864, conjointement avec la société Le Battieux et compagnie, pour un appareil à carburer et à produire le gaz.

1163° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Bouasquet (Pascal-Calixte) fils, négociant, rue du Muguet, n° 6, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 octobre 1864, pour une machine dite *tendeur de nœuds* (système Bouasquet fils).

1164° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Brossard-Vidal (Marie-Euphrasie-Elisabeth), représentée par le sieur Lavialle, à Paris, bou-

leverd Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 juin 1863, pour ébullitionne centésimal perfectionné.

1165° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chevallier (François-Auguste), médecin, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 avril 1864, par la société Chevallier, Petit, Privat et Chevassus-Delleville, pour des perfectionnements apportés, sous le titre de *planchette photographique horizontale*, à l'appareil panoramique pour lequel le sieur Chevallier a pris un brevet de quinze ans, le 18 février 1858.

1166° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duhamagne (Henri-Nicolas), représenté par le sieur Dafoir, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 août 1864, pour une *cassole à glacer les liquides*.

1167° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beauvois (Charles-Jean-Baptiste), négociant, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 décembre 1863, pour un système de machines à découper.

1168° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Dussol (Jean-Florent), menuisier-ébéniste, à Saint-Lys, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 février 1861, pour addition aux machines à battre afin de les rendre propres à l'épuration des graines fourragères.

1169° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Étienne (Joseph-Marius) fils, chemin d'Endoume, n° 2, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 octobre 1864, pour un système de tuiles à recouvrement.

1170° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Eyraud (Jean-Jacques-Guillaume) père, marchand de cristaux, n° 17, à Saint-Étienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 septembre 1864, pour un frein-tiraison-sabot destiné à éviter les accidents sur les chemins de fer.

1171° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Loiret, par le sieur Frot (Jean), ingénieur de la marine, rue du Faubourg-Saint-Vincent, n° 2, à Orléans, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 mars 1864, pour la substitution de l'annuaire à la vapeur d'eau dans les machines motrices.

1172° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Hechner (Ernst), constructeur, représenté par le sieur Röttger, à Anzin, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 juin 1864, pour une pression perfectionnée propre au filtrage et à l'extraction des humeurs ou résidus d'usines à sucre.

1173° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hermann (Eugène-Innocent-Emile), constructeur, à Paris, boulevard du Montparnasse, n° 71, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 mars 1864, conjointement avec le sieur Hermann (Louis-Adolphe), pour divers moyens et outils principalement destinés à opérer les prises d'eau sur les conduites d'eau en charge.

1174° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par le sieur Lavégné (Vincent-Louis), comptable, rue Fournier, n° 13, à Metz, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 mai 1864, pour une application du jet de vapeur aux foyers industriels et métallurgiques.

1175° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laverpillière (Louis), à Saint-Maur-les-Fossés, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 février 1864, pour un appareil applicable à l'agriculture, dit *hachoir-bruyeur Laverpillière*.

1176° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 janvier 1865, au

secrétariat de la préfecture du département d'Ille-et-Vilaine, par le sieur Le Conté (Hilarion), horloger, place du Palais, à Rennes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 février 1860, pour un procédé de semoir à rouleau visible, trous à fond mobile et modérateurs à broche.

1177° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Hautes-Pyrénées, par le sieur Faruham-Maxwel Lyte, à Bagères-de-Bigorre, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 mai 1864, pour un procédé applicable au titrage des matières résineuses telles que gommes, baumes, etc.

1178° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Macquard (François-Adolphe), cours Belzunce, n° 32, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 septembre 1864, pour un bec à gaz.

1179° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Molard (Jean-Joseph), mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 mars 1864, pour une machine à vapeur dite *machine à vapeur Molard*.

1180° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Parent (Alfred-Léonore-Honoré), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 novembre 1864, pour une cartouche à broche obturatrice.

1181° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ferrière (Jacques-Augustin), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 avril 1864, pour un système de fermeture des volets avec boutons à brisure.

1182° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Perrin (Jean-Pierre), rue du Beuf, n° 6, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 juin 1864, pour un procédé de fabrication d'un tissu dit *chenillé français*.

1183° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sax (Adolphe), représenté par le sieur Brade, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 décembre 1864, pour dispositions d'appareils pour appliquer le goudron, la créosote et autres matières antiseptiques convenables à des buts industriels, d'hygiène ou autres.

1184° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sommy (Joseph), ferblantier-lampiste, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 février 1864, pour un bec de lampe à huile de pétrole, dit *les plongeur*.

1185° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le comte de Sparre (Pietro-Ambrogio), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} septembre 1864, pour un système de transmission des signaux.

1186° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tailbonis (Edmond), négociant, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 janvier 1861, pour des perfectionnements apportés aux métiers rectilignes.

1187° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Vaugin (Isidore), mécanicien, à Bruchemal, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 avril 1864, conjointement avec le sieur Gère-Carreis, pour une boîte de roue applicable à toute espèce de voitures.

1188° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baillemont (Charles-Pierre), chef de bataillon du génie, chez le sieur Douard, à Paris, rue de

l'échiquier, n° 28, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 juillet 1863, pour un appareil dit *cafetière aspiratoire*.

1189° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Desmoulin (Charles), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 octobre 1864, pour des perfectionnements apportés à la décoration ou ornementation des métaux.

1190° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Besson (Antoine-Edmond), fabricant de bijouterie, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 septembre 1864, pour une boucle sans ardillon et sans chape dite *boucle pressée*.

1191° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Besson (Paul-Émile-Alfred), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thierry, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 janvier 1864, pour un système propre à diminuer la force nécessaire à la traction des wagons sur les chemins de fer.

1192° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouché (Eugène), menuisier, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 août 1860, pour un appareil dit *ventilateur soufflant*.

1193° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bresson (François-Arthur), chimiste, à Paris, rue de Malte, n° 51, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 septembre 1864, pour les procédés et appareils de fabrication d'un asphalte composé.

1194° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bresson (François), à Paris, rue de Malte, n° 51, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 octobre 1864, conjointement avec le sieur Jamais, pour un système d'affichage.

1195° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chameroy (Edme-Augustin), fabricant de tuyaux, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 162, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 février 1864, pour un genre de parquet en bois et bitume.

1196° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Eure, par le sieur Cordier (Louis-Henri), curé, à Hacqueville, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 novembre 1857, pour un clavier mécanique.

1197° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur David (Louis-Frédéric-François), fabricant de câbles-chaines, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 juin 1863, pour des perfectionnements dans l'outillage et la fabrication des câbles-chaines et chaines de grues.

1198° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duterne (Victor), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 38, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 septembre 1864, pour une garniture métallique dite *autoclave*, applicable aux machines à vapeur et autres.

1199° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Saône, par le sieur Lévrier (Jules-François), architecte, à Vesoul, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 octobre 1864, pour une machine à moissonner.

1200° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gandouque (François), tonnelier, à Paris, rue de Flandre, n° 90, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 février 1864, pour un genre d'arinoir inodore.

1201° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gaudry (André-Joseph-Augustin-Jules), à Paris, rue de Dunkerque, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 juillet 1864, pour un atelier mobile à l'usage des entrepreneurs de bâtiments.

1202° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gobert (Camille-Lambert-Charles-Casimir), docteur en médecine, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 mai 1864, pour dentiers et pièces à ventouse flexible.

1203° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Guilbot (Jean-Pierre-Narcisse), fabricant, et Héritier (Pierre), à Paris, rue Montmartre, n° 123, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 janvier 1864, pour procédé de reproduction des dentelles et des dessins en gravure sur plaque métallique.

1204° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guionvar (Eugène-Alphonse), graveur-stampeur, à Paris, rue du Temple, n° 117, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 janvier 1864, pour un système de pression à ressort de support mobile d'abat-jour.

1205° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacquier (Claude), représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 84, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 octobre 1863, pour un système de mécanisme applicable aux chevaux de bois, aux voitures de malades, etc.

1206° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Jobard (François), à Meursault, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 octobre 1864, pour un genre de compression mixte applicable à la fabrication de produits céramiques.

1207° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemasson (Alfred-Ernest) fils, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 janvier 1864, pour une étagère renfermant une table.

1208° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lié-Bodart (Jean-Pierre), professeur de chimie, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 avril 1864, pour un procédé de conservation des viandes et autres matières organiques avariées.

1209° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Prud'homme (Pierre-Désiré), mécanicien, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 janvier 1864, pour un système d'avertisseur électrique.

1210° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sorel (Stamias-Tranquille-Modeste), à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 17, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 février 1864, pour un appareil pour l'alimentation des chaudières à vapeur, dit *alimentateur Sorel*.

1211° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Béranger (Antoine), constructeur-mécanicien, représenté par le sieur Demeule, rue de la Bague, n° 54, à Elbeuf, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 mai 1864, pour un système de mouvement de va-et-vient par vis sans fin, applicable au cylindre des laineries.

1212° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bilon (Félix) et Cornier (Paul), représentés par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-

Martin, n° 39, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 juillet 1864, pour un genre de pompe dite *podi-projeteur*.

1215° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Bonnardel (Francisque), quai d'Occident, n° 2, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 mars 1864, pour un système de roues de bateaux à vapeur à palettes courbes.

1216° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ariège, par le sieur Boy (Maurice), à Pamiers, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 novembre 1864, pour la confection de papier-lettre-enveloppe en une seule pièce.

1217° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Champormois (Hugues), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 novembre 1864, pour des perfectionnements dans la fabrication du sucre de betterave.

1218° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Croc (Louis), fabricant de produits chimiques, élysant domicile chez le sieur Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 septembre 1861, pour la fabrication d'une encre d'indienne indélébile.

1219° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Croisier-Boronnières (Jean-François), mécanicien, rue Bodin, n° 2, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 octobre 1861, pour un système de métier moteur et mécanique propre au tissage des étoffes de soie dites *tuffetas*.

1220° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Delay (Victor), rue Saint-Joseph, n° 66, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 septembre 1864, pour un airier mécanique à molettes.

1221° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Ferroux de Montgaillard (Jean-Mario-Joseph-Frédéric) et Durand (Joseph), rédacteur du journal *la Gaz*, à Paris, rue de Rivoli, n° 68, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 mai 1864, pour un appareil dit *le vérificateur des appareils à gaz*.

1222° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Saône, par le sieur Fédrier (Jules-François), architecte, à Vesoul, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 décembre 1864, pour une machine à moissonner.

1223° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gallié (Auguste), représenté par le sieur Dauherville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 mai 1864, pour un raidisseur en fonte.

1224° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, par le sieur Greffin (Jean-Jacques), fumiste, à Mauvieux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 septembre 1862, pour divers genres de cheminées.

1225° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lejeune (Jules), à Paris, rue Saint-Louis-Batignolles, n° 102, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 août 1864, pour un moyen de fouler et laver toutes les matières textiles et les tissus de toutes sortes.

1226° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Louvel (Alphonse), docteur en médecine, représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 octobre 1861, pour l'application du vide à la conservation des grains, graines et farines.

1227° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Oustrou-Mathieu (Jules), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, et se

rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 février 1863, pour une machine destinée à la fabrication des cordes et cordages de toutes grosseurs.

1226° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle de Bangoune (Marie-Louise), représentée par le sieur Robert fils, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 décembre 1864, pour une ceinture perfectionnée pour les robes des dames.

1227° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schounmacher (Arthur-Félix), mécanicien, à Paris, rue des Mars-de-la-Roquette, n° 11, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 décembre 1860, conjointement avec le sieur Schounmacher (Pierre), son père, pour un genre de cylindre pour l'impression.

1228° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Stoker (François), quai Saint-Antoine, n° 33, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 juillet 1863, pour un appareil de chauffage portatif dit *cheminée Stoker*.

1229° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Varadon-Lafloie (Charles-Louis-Ferdinand), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de cinq ans pris, le 30 juillet 1864, pour un appareil permettant aux trains-poste de prendre les dépêches aux stations sans ralentir leur marche.

1230° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Verney (Louis-Théodore), représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 février 1864, pour perfectionnements apportés à la presse lithographique cylindrique.

1231° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Vigan (Ferdinand-Jules), médecin-vétérinaire, rue Casimir-Périer, n° 21, au Havre, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 janvier 1863, pour un bec distillatoire propre à l'éclairage en général.

1232° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Vigan (Ferdinand-Jules), rue Casimir-Périer, n° 21, au Havre, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 janvier 1864, pour un appareil capillaire d'alimentation pour lampes ou pour tout autre usage.

1233° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Beranger (Antoine), constructeur-mécanicien, représenté par le sieur Demeule, rue de la Bague, n° 54, à Elbeuf, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 mai 1864, pour un système de mouvement de va-et-vient par vis sans fin, applicable aux cylindres des laineries.

1234° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Caron (Alexandre), représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 décembre 1863, pour un appareil diviseur à dorer, couper les vignettes et les lézarder, pour menuiserie.

1235° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carré (François), représenté par le sieur Houtès, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 juillet 1862, pour un genre de sièges de jardin.

1236° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cordier (Claudius), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 mai 1864, conjointement avec les sieurs Cordier (Vincent) et Anquetille, pour le traitement des huiles de goudron, permettant leur emploi dans la peinture des bâtiments, ainsi qu'à divers usages industriels.

1237° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société R. Creswell, A. Tavernier et compagnie, représentée par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 avril 1864, par le sieur Dodé, dont elle est cessionnaire, pour l'application du platinage à l'obtention des glaces et des miroirs.

1238° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Digney frères et compagnie, constructeurs d'appareils télégraphiques, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 mai 1861, pour divers perfectionnements aux télégraphes électriques à cadran ordinaire et à ceux imprimant les dépêches en caractères ordinaires.

1239° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dukers (André-Joseph), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 avril 1864, pour une clef de sûreté s'appliquant à tout fusil en usage et servant à empêcher les accidents de chasse.

1240° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dumonthier (Célestin), représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 juin 1864, pour perfectionnements apportés dans le montage des armes de toutes sortes, en ce qui concerne la poignée pour pistolets-revolvers ou autres.

1241° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Durand (Henri-Louis-Léonard), représentant de commerce, rue Massillon, n° 3, à Angoulême, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 novembre 1864, pour un système de montage et démontage des lits.

1242° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fils (Edmond-Bernard), fondeur, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 mars 1864, pour un système de ressort pour voitures, wagons et autres véhicules.

1243° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guyot d'Arcincourt (Ludovic-Charles-Adrien-Joseph), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 juillet 1864, pour un appareil télégraphique imprimeur.

1244° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hugué (Pierre-Louis), fabricant, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 mai 1863, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des enseignes, ornements et attributs.

1245° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leviau (Victor), docteur en médecine, à Paris, avenue des Ternes, n° 22, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 septembre 1864, pour des trappèzes propulseurs applicables à la navigation.

1246° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Michelot (Célestin-Gustave), menuisier, rue des Tanneurs, n° 15, à Epernay, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 décembre 1864, pour un système de puitre à cases et à traverses obliques pour mettre les bouteilles de vins mousseux sur pointe.

1247° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Mooguard (François-Adolphe), cours Belunce, n° 32, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 septembre 1864, pour un bec à gaz.

1248° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par les sieurs Moreau et Troubat, à Chalais, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 octobre 1864, pour moyens propres à guérir la maladie de la vigne.

1249° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pigne (Louis-Amestase), lampiste, à Paris, rue Neuve-de-Ménilmontant, n° 16, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 mai 1862, pour perfectionnement apporté dans le mécanisme des petites lampes veilleuses et applicable aussi à d'autres genres de lampes.

1250° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Redier (Joseph-Antoine-Jean), horloger, à Paris, cour des Petites-Écuries, n° 16, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 novembre 1863, pour une fabrication de pendules.

1251° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Redier (Joseph-Antoine-Jean), horloger, à Paris, cour des Petites-Écuries, n° 16, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 septembre 1864, pour petite horlogerie commune.

1252° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Remond (Paul-Louis-Nicolas-Alexandre-César), ancien agent forestier, à l'institution Sainte-Périne, à Paris, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 octobre 1864, pour conversion du sulfate de potasse en carbonate de cette base par la voie humide ou par le froid de vingt degrés centigrades au-dessous de zéro.

1253° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robert (Pierre), représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 janvier 1864, pour une marque de jeu de billard.

1254° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Sisteron (Charles), rue Impériale, n° 6, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 décembre 1864, pour porte-agathe Sisteron, ou appareil propre à évider le duvet de la soie, à blanchir, à nuancer, à teindre les grèges en les filant et à leur distribuer les matières grasses ou onctueuses qui en facilitent le dévidage.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Mars 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14,613. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale de la Lozère n° 15, entre l'aqueduc de Malgagne et celui de la Ruaille, conformément au tracé figuré par une ligne orange sur un plan qui restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 7 Juillet 1866.*)

N° 14,614. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux d'amélioration sur place et de rectification de la route départementale de l'Aisne n° 14, de Jaulgonne à Orbais, dans les côtes des Vieux-Prés et de Courtigis, suivant le tracé indiqué en rouge sur un plan qui restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de l'entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de trois ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 7 Juillet 1866.*)

N° 14,615. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale de la Haute-Savoie n° 16, de Samoëns à Sixt, entre le hameau de Sougey et Sixt, suivant la direction générale figurée en rouge sur un plan qui restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de l'entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 7 Juillet 1866.*)

N° 14,616. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Le préfet de la Gironde est autorisé à concéder à la compagnie des chemins de fer du Midi, pour l'établissement d'une gare unique entre les stations de Gujan et de Mestras, une parcelle de terrain de trois ares quatre-vingt-deux centiares, retranchée du domaine public maritime sur le littoral du bassin d'Arcachon, dans la commune de Gujan, et désignée par une teinte carmin sur le plan annexé au rapport de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées chargé du service spécial des travaux maritimes, en date du 21 septembre 1864..

2. Cette cession sera faite au prix de trente-huit francs vingt centimes.

(36²⁰) et sous les conditions ordinaires en matière de vente de biens de l'État.

3. Tous les frais relatifs à la concession sont à la charge de la compagnie concessionnaire.

4. La parcelle concédée pour être incorporée au chemin de fer fera retour à l'État à l'expiration de la concession de la compagnie des chemins de fer du Midi, avec les autres terrains dépendant dudit chemin. (Paris, 14 Juillet 1866.)

N° 14,617. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Est rendu applicable au passage d'eau situé sur la Seine, d'Épinay à Gennevilliers, le tarif fixé par le décret du 1^{er} août 1864⁽¹⁾, en vigueur au passage d'eau situé sur la même rivière, entre Courbevoie et Neuilly.

2. Sont exempts des droits de péage les administrateurs, magistrats et fonctionnaires publics tels qu'ils sont énumérés au tarif annexé au décret précité, et qui, aux termes du cahier des charges de l'adjudication desdits droits, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (Paris, 14 Juillet 1866.)

N° 14,618. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) portant :

ART. 1^{er}. Les immeubles indiqués par des teintes sur l'extrait du plan cadastral de la ville de Brest annexé au présent décret, et appartenant à :

<i>Trégnier, veuve Dilasser et ses enfants.</i>	{ 913 914 }	Section A. Quai Tourville. Côté de Brest.
<i>Mineur Nizon</i>	898	
<i>Bourgonnier, mineurs, etc.</i>	900	
<i>Vallée (Isidore) et Vallée (Emmanuel)</i>	893	
	{ 371 372 373 374 375 376 }	Section C. Quai Jean-Bart. Côté de Recouvrance.
<i>Costentin et Gustave-Ludovic-François, mineur</i>	371	
	372	
	373	
	374	
	375	
<i>Tesselin, veuve Lecoentre et consorts</i>	395	
<i>Blincau et Marie Blincau, mineure</i>	396	
<i>Mineur Porquet, etc.</i>	{ 377 378 }	

sont soumis à l'expropriation pour cause d'utilité publique.

2. Le préfet du Finistère est autorisé, par application des dispositions de l'article 75 (titre VII, chapitre II) de la loi du 3 mai 1841, à remplir les formalités indiquées pour acquérir, au nom et au compte du département de la marine et des colonies, les immeubles mentionnés à l'article qui précède. (Saint-Cloud, 11 Août 1866.)

N° 14,619. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'État, chargé

⁽¹⁾ Bull. 1350, n° 12,753.

de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° La limite de la mer à l'embouchure de la Bresle (Seine-Inférieure) est fixée aux écluses d'embouchure du canal d'Eu au Tréport. Le domaine maritime ainsi délimité comprend le port du Tréport avec le bassin des chasses et toutes ses autres dépendances.

2° Les droits des tiers sont expressément réservés. (*Saint-Cloud, 18 Août 1866.*)

N° 14,620. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui supprime les commissariats de police de Limogne et de Catus (Lot). (*Saint-Cloud, 29 Août 1866.*)

N° 14,621. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant que la juridiction du commissariat de police de Luxech (Lot) est étendue à toutes les communes du canton de Catus (Lot). (*Saint-Cloud, 29 Août 1866.*)



Certifié conforme :

Paris, le 16^e Octobre 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au
ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1434.

N° 14622. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui reporte à l'exercice 1866 une portion des Crédits ouverts au Département de la Guerre, pour l'exercice 1865, à titre de Fonds de concours versés au Trésor.

De 11 Août 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre;

Vu nos décrets des 1^{er} juillet ⁽¹⁾, 2 octobre ⁽²⁾, 13 octobre 1865 ⁽³⁾ et 27 janvier 1866 ⁽⁴⁾, qui ont ouvert au département de la guerre, sur l'exercice 1865, divers crédits, à titre de fonds de concours, applicables aux travaux du service du génie;

Vu l'état ci-annexé des sommes employées et de celles qui restent disponibles sur les crédits précités;

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1866, et notre décret du 28 octobre suivant, contenant répartition des crédits du budget dudit exercice;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 de notre décret du 31 mai 1862 ⁽⁵⁾;

Vu l'article 4 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽⁶⁾;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 28 juillet 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La somme de quatre cent cinquante-cinq mille six cent quatre-vingt-trois francs (455,683¹) non employée sur les crédits ouverts au département de la guerre, pour l'exercice 1865, à titre de fonds de concours, par nos décrets des 1^{er} juillet, 2 octobre, 13 octobre 1865 et 27 janvier 1866, est reportée, avec la même destination, à l'exercice 1866, savoir :

⁽¹⁾ Bull. 1311, n° 13,460.

⁽²⁾ Bull. 1345, n° 13,728.

⁽³⁾ Bull. 1346, n° 13,767.

⁽⁴⁾ Bull. 1367, n° 14,006.

⁽⁵⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

⁽⁶⁾ Bull. 440, n° 4,110.

BUDGET ORDINAIRE.

CHAP. XV. — *Établissements et matériel du génie.*

Arras. — Élargissement de la route impériale n° 25.....	13,333'
Bourg. — Construction d'un quartier d'infanterie.....	25,000
Valence. — Construction d'un quartier d'artillerie.....	25,000
Mende. — Construction d'un quartier d'infanterie.....	28,100
Bayonne. — Construction d'un pont courtiné sur la Nive.....	40,000

TOTAL pour le budget ordinaire..... 131,433

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

CHAP. II. — *Établissements et matériel du génie.*

Lille. — Extension de l'enceinte.....	265,000'
Montpellier. — Construction du quartier du génie.....	40,000
Toulouse. — Construction d'un quartier d'artillerie.....	19,250

TOTAL pour le budget extraordinaire..... 324,250

TOTAL GÉNÉRAL..... 455,683

2. Une somme de quatre cent cinquante-cinq mille six cent quatre-vingt-trois francs (455,683¹), répartie comme il suit, est annulée sur les budgets de l'exercice 1865.

BUDGET ORDINAIRE.

CHAP. XVI. Établissements et matériel du génie..... 131,433'

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

CHAP. II. Établissements et matériel du génie..... 324,250'

TOTAL..... 455,683

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} du présent décret au moyen des ressources du budget de l'exercice 1866.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 11 Août 1866,

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
de la justice et des cultes, chargé, par inté-
rim, du département des finances,

Signé J. BACHEL.

Le Maréchal de France, Ministre secrétaire
d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.

État des sommes employées et de celles restant disponibles sur les crédits ouverts pour l'exercice 1865, par les décrets des 1^{er} juillet, 2 octobre et 13 octobre 1865 et 27 janvier 1866, à titre de fonds de concours.

BUDGET ORDINAIRE.		CRÉDITS OUVERTS PAR DÉCRETS				TOTAL.
CHAP. XVI. Établissements et matériel du génie.		du 1 ^{er} juillet 1865.	du 2 octobre 1865.	du 13 octobre 1865.	du 27 janvier 1866.	
Arzas. — Élargissement de la route impériale n° 26.....		13,333 ^f	"	"	"	13,333 ^f 00 ^c
Aucune dépense n'a été faite.....						"
RESTE disponible.....						13,333 00
Bourg. — Construction d'un quartier d'infanterie.....		"	"	25,000 ^f	"	25,000 00
Aucune dépense n'a été faite.....						"
RESTE disponible.....						25,000 00
Valence. — Construction d'un quartier d'artillerie.....		25,000 ^f	"	"	"	25,000 00
Aucune dépense n'a été faite.....						"
RESTE disponible.....						25,000 00
Mende. — Construction d'un quartier d'infanterie.....		28,100 ^f	"	"	"	28,100 00
Aucune dépense n'a été faite.....						"
RESTE disponible.....						28,100 00
Bayonne. — Construction d'un pont couronné sur la Nive.....		"	126,000 ^f 00 ^c	"	"	126,000 00
Somme dépensée sur le crédit.....						86,000 00
RESTE disponible.....						40,000 00
TOTAL des sommes disponibles sur le budget ordinaire.....						131,433 00
BUDGET EXTRAORDINAIRE.						
CHAP. II. Établissements et matériel du génie.						
Lille. — Extension de l'en- ceinte.....		900,000 ^f	132,720 ^f 93 ^c	550,000 ^f	300,000 ^f	1,882,720 93
Somme dépensée.....						1,617,720 93
RESTE disponible.....						265,000 00
Montpellier. — Construction du quartier du génie.....		40,000 ^f	"	"	"	40,000 00
Aucune dépense n'a été faite.....						"
RESTE disponible.....						40,000 00
Toulouse. — Construction d'un quartier d'artillerie..		60,000 ^f	"	"	"	60,000 00
Somme dépensée.....						40,750 00
RESTE disponible.....						19,250 00
TOTAL des sommes disponibles sur le budget extraordinaire...						324,250 00
TOTAL GÉNÉRAL à reporter sur l'exercice 1866.....						455,683 00

N° 14,623. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget ordinaire du Ministère de la Guerre, exercice 1866.*

Du 19 Septembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre ;

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1866 ;

Vu la loi du 18 juillet 1866, accordant des suppléments de crédits sur l'exercice 1866 ;

Vu nos décrets des 28 octobre 1865⁽¹⁾ et 25 août 1866⁽²⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits de cet exercice ;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861 ;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽³⁾ ;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 24 août 1866 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts sur les chapitres ci-après désignés du budget ordinaire du ministère de la guerre, pour l'exercice 1866, par les lois de finances des 8 juillet 1865 et 18 juillet 1866, et par nos décrets de répartition des 28 octobre 1865 et 25 août 1866, sont diminués d'une somme de un million cinquante-cinq mille six cents francs (1,055,600^f), répartie de la manière suivante, savoir :

CHAP. VIII. Lits militaires.....	1,000,000 ^f
— X. Recrutement et réserve.....	5,600
— XIII. Harnachement.....	50,000
TOTAL ÉGAL.....	1,055,600

2. Les crédits ouverts sur les chapitres ci-après désignés du même budget sont augmentés, par virement, d'une somme de un million cinquante-cinq mille six cents francs (1,055,600^f), ainsi répartie, savoir :

CHAP. III. Dépôt général de la guerre.....	5,600 ^f
— VI. Solde et prestations en nature.....	1,000,000
— XIV. Établissements et matériel de l'artillerie.....	50,000
TOTAL ÉGAL.....	1,055,600

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre

⁽¹⁾ Bull. 1343, n° 13,738.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

⁽³⁾ Bull. 1420, n° 14,551.

et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Septembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, chargé, par intérim, du département des finances,

Signé J. BAROCHÉ.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, chargé, par intérim, du ministère de la guerre,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14,624. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget extraordinaire du Ministère de la Guerre, exercice 1866.*

Du 19 Septembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre;

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1866;

Vu la loi du 18 juillet 1866, accordant des suppléments de crédits sur l'exercice 1866;

Vu nos décrets des 28 octobre 1865⁽¹⁾ et 25 août 1866⁽²⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits de cet exercice;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu notre décret du 10 novembre 1866⁽³⁾;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 30 août 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts sur le chapitre VII du budget extraordinaire du ministère de la guerre, pour l'exercice 1866 (*Solde et prestations en nature*), par les lois de finances des 8 juillet 1865 et 18 juillet 1866, et par nos décrets de répartition des 28 octobre 1865 et 25 août 1866, sont diminués provisoirement d'une somme de un million deux cent mille francs (1,200,000^f).

2. Les crédits ouverts sur le chapitre XI du même budget (*Remonte générale*) sont augmentés, par virement, d'une somme de un million deux cent mille francs (1,200,000^f).

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre

⁽¹⁾ Bull. 1343, n° 13,738.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

⁽³⁾ Bull. 1420, n° 14,551.

et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Septembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes, chargé, par intérim, du dé-
partement des finances,*

Signé J. BAROCHÉ.

*Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics, chargé, par intérim, du département
de la guerre,*

Signé ARMAND BÉREZ.

N° 14,625. — DÉCRET IMPÉRIAL qui reporte à l'exercice 1866 une portion du Crédit ouvert au Département de la Guerre, pour l'exercice 1865, par le décret du 17 mars 1866, à titre de Fonds de concours versés au Trésor.

Du 19 Septembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre;

Vu notre décret du 17 mars 1866⁽¹⁾, qui a ouvert au département de la guerre, sur le budget extraordinaire de l'exercice 1865, un crédit de trois cent mille francs (300,000^f), applicable aux travaux du service de l'artillerie, pour la création de grands établissements militaires à Bourges;

Vu l'état ci-annexé des sommes employées et de celles qui restent disponibles sur le crédit précité;

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1866, et notre décret du 28 octobre suivant⁽²⁾, portant répartition des crédits dudit exercice;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 de notre décret du 31 mai 1862⁽³⁾;

Vu l'article 4 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽⁴⁾;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 24 août 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

Avons arrêté et décréterons ce qui suit :

ART. 1^{er}. La somme de soixante et onze mille cinq cent trente francs (71,530^f) non employée sur le crédit de trois cent mille francs (300,000^f) ouvert au département de la guerre, à titre de fonds de concours, par notre décret du 17 mars 1866, pour la création de grands établissements d'artillerie à Bourges en 1865, est reportée,

⁽¹⁾ Bull. 1378, n° 14,709.

⁽²⁾ Bull. 1343, n° 13,738.

⁽³⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

⁽⁴⁾ Bull. 440, n° 4,110.

avec la même destination, au budget extraordinaire de l'exercice 1866, quatrième section, deuxième partie, chapitre 1^{er} (*Établissements et matériel de l'artillerie*).

2. Une somme de soixante et onze mille cinq cent trente francs (71,530^f) est annulée sur le budget extraordinaire de l'exercice 1865, quatrième section, deuxième partie, chapitre 1^{er} (*Établissements et matériel de l'artillerie*).

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} du présent décret au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Septembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre ordinaire d'État de la justice et des cultes, chargé, par intérim, du département des finances,

Signé J. BAROCHÉ.

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, chargé, par intérim, du département de la guerre,

Signé ARMAND BÉNIC.

État des sommes employées et de celles restant disponibles sur les crédits ouverts pour l'exercice 1865, par le décret du 17 mars 1866, à titre de fonds de concours.

1865.

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

CHAPITRE 1^{er}, ARTICLE 1^{er}.

Intérieur. (Établissements et matériel de l'artillerie.)

Décret du 17 mars 1866. — Crédit ouvert.....	300,000 ^f
Bourges. — Outillage des ateliers de la fonderie. Somme dépensée sur le crédit.....	228,470

RESTE disponible à reporter au budget de 1866.....	71,530
--	--------

N° 14,626. — DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe le Tarif à l'importation des Huiles d'olive.

Du 8 Octobre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1834,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le tarif à l'importation des huiles d'olive est fixé ainsi qu'il suit :

Par navires français.....	3 ^f	} les 100 kilogrammes/
Par navires étrangers.....	4	

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Biarritz, le 8 Octobre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉNIC.



Certifié conforme :

Paris, le 17 Octobre 1866.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1435.

N° 14,627. — *DÉCRET IMPÉRIAL concernant les Professeurs de l'École impériale des Chartes.*

Du 18 Août 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique;

Vu l'article 12 de l'ordonnance royale du 31 décembre 1846⁽¹⁾;

Vu le décret impérial du 30 septembre 1854⁽²⁾;

Vu l'avis du conseil de perfectionnement de l'école impériale des chartes,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les professeurs titulaires de l'école impériale des chartes prendront désormais le titre de *professeurs de première classe*.

2. Les professeurs adjoints de ladite école prendront le titre de *professeurs de deuxième classe*.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 18 Août 1866.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique,

Signé **V. DUBUY**.

N° 14,628. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget ordinaire du Gouvernement général de l'Algérie, exercice 1865.*

Du 19 Septembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 1361, n° 13,343.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 227, n° 2061.

Sur le rapport de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, chargé, par intérim, du département de la guerre, et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie;

Vu nos décrets des 10 décembre 1860⁽¹⁾ et 7 juillet 1864⁽²⁾, sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1865;

Vu notre décret du 15 novembre 1864⁽³⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits de cet exercice;

Vu les lois des 15 avril et 8 juillet 1865, accordant des suppléments de crédits sur le même exercice;

Vu notre décret du 18 septembre 1865⁽⁴⁾, portant virement d'une somme de quinze mille francs du chapitre v (2^e section) au chapitre II (1^{re} section) du budget ordinaire du gouvernement général de l'Algérie de l'exercice 1865;

Vu notre décret du 28 octobre 1865⁽⁵⁾, autorisant le report d'une somme de cinq cent mille francs des chapitres v, x, xi et xii au chapitre vi du même budget;

Vu notre décret du 20 janvier 1866⁽⁶⁾, ouvrant au chapitre xii (4^e section) du même budget un crédit de vingt-neuf mille cinq cents francs, montant d'une pareille somme versée au trésor à titre de fonds de concours;

Vu notre décret du 25 juillet 1866⁽⁷⁾, portant virement des chapitres v et x aux chapitres viii et xi dudit budget d'une somme de vingt-quatre mille francs;

Vu l'article 65 de notre décret du 31 mai 1862⁽⁸⁾, sur la comptabilité publique;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽⁹⁾;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 30 août 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts sur le budget ordinaire du gouvernement général de l'Algérie de l'exercice 1865 par la loi de finances du 8 juin 1864, notre décret de répartition du 15 novembre suivant et nos décrets de virements envisagés des 18 septembre et 28 octobre 1865 et 25 juillet 1866, aux chapitres v et xii, sont diminués de quatre-vingt-six mille francs (86,000^f), savoir :

2^e SECTION.

CHAP. V. Administration générale..... 37,000^f

4^e SECTION.

CHAP. XII. Colonisation et topographie..... 49,000^f

ÉGAL..... 86,000

⁽¹⁾ Bull. 881, n° 8488.

⁽²⁾ Bull. 1240, n° 12,622.

⁽³⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽⁴⁾ Bull. 1337, n° 13,684.

⁽⁵⁾ Bull. 1853, n° 13,822.

⁽⁶⁾ Bull. 1867, n° 14,004.

⁽⁷⁾ Bull. 1413, n° 14,509.

⁽⁸⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

⁽⁹⁾ Bull. 440, n° 4110.

2. Les crédits ouverts sur les chapitres ci-après désignés du même budget sont augmentés, par virement, d'une somme de quatre-vingt-six mille francs, ainsi répartie :

2^e SECTION.

CHAP. VI. Commandement et administration des populations arabes..... 71,000^f

3^e SECTION.

CHAP. XI. Service maritime et surveillance de la pêche..... 15,000^f

ÉGAL..... 86,000

3. Notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, chargé, par intérim, du département de la guerre, notre ministre des finances et le gouverneur général de l'Algérie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Septembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, chargé, par intérim, du département des finances,

Signé J. BAROCHE.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, chargé, par intérim, du département de la guerre,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14,629. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget extraordinaire du Gouvernement général de l'Algérie, exercice 1866.

Du 19 Septembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, chargé, par intérim, du département de la guerre, et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie ;

Vu nos décrets des 10 décembre 1860⁽¹⁾ et 7 juillet 1864⁽²⁾, sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie ;

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget des dépenses extraordinaires de l'exercice 1866 ;

Vu notre décret du 28 octobre 1865⁽³⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits de ce budget ;

Vu notre décret du 28 juillet 1866⁽⁴⁾, portant virement d'une somme de soixante-treize mille francs du chapitre II au chapitre IV du budget extraordinaire du gouvernement général de l'Algérie de l'exercice 1866 ;

Vu notre décret du 31 août 1866⁽⁵⁾, portant ouverture audit chapitre II d'une somme de mille sept cent trente-six francs trente-quatre centimes, versée au trésor à titre de fonds de concours ;

⁽¹⁾ Bull. 881, n° 8488.

⁽²⁾ Bull. 1415, n° 14,510.

⁽³⁾ Bull. 1240, n° 12,622.

⁽⁴⁾ Bull. 1429, n° 14,591.

⁽⁵⁾ Bull. 1343, n° 13,738.

BUDGET ORDINAIRE.

CHAP. XV. — *Établissements et matériel du génie.*

Arras. — Élargissement de la route impériale n° 25.....	13,333'
Bourg. — Construction d'un quartier d'infanterie.....	25,000
Valence. — Construction d'un quartier d'artillerie.....	25,000
Mende. — Construction d'un quartier d'infanterie.....	28,100
Bayonne. — Construction d'un pont courtiné sur la Nive.....	40,000

TOTAL pour le budget ordinaire..... 131,433

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

CHAP. II. — *Établissements et matériel du génie.*

Lille. — Extension de l'enceinte.....	165,000'
Montpellier. — Construction du quartier du génie.....	40,000
Toulouse. — Construction d'un quartier d'artillerie.....	19,250

TOTAL pour le budget extraordinaire..... 324,250

TOTAL GÉNÉRAL..... 455,683

2. Une somme de quatre cent cinquante-cinq mille six cent quatre-vingt-trois francs (455,683'), répartie comme il suit, est annulée sur les budgets de l'exercice 1865.

BUDGET ORDINAIRE.

CHAP. XVI. Établissements et matériel du génie..... 131,433'

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

CHAP. II. Établissements et matériel du génie..... 324,250'

TOTAL..... 455,683

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} du présent décret au moyen des ressources du budget de l'exercice 1866.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 11 Août 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
de la justice et des cultes, chargé, par intérim,
du département des finances,

Signé J. BAROCHÉ.

Le Maréchal de France, Ministre secrétaire
d'État au département de la guerre,

Signé RANBON.

État des sommes employées et de celles restant disponibles sur les crédits ouverts pour l'exercice 1865, par les décrets des 1^{er} juillet, 2 octobre 1865 et 27 janvier 1866, à titre de fonds de concours.

BUDGET ORDINAIRE.		CRÉDITS OUVERTS PAR DÉCRETS				
CHAP. XVI.		du 1 ^{er} juillet 1865.	du 2 octobre 1865.	du 13 octobre 1865.	du 27 janvier 1866.	TOTAL.
Établissements et matériel du génie.						
Aras. — Élargissement de la route impériale n° 26.		13,333 ^f	"	"	"	13,333 ^f 00 ^c
Aucune dépense n'a été faite.						"
Reste disponible.						13,333 00
Bourg. — Construction d'un quartier d'infanterie.		"	"	25,000 ^f	"	25,000 00
Aucune dépense n'a été faite.						"
Reste disponible.						25,000 00
Valence. — Construction d'un quartier d'artillerie.		25,000 ^f	"	"	"	25,000 00
Aucune dépense n'a été faite.						"
Reste disponible.						25,000 00
Mende. — Construction d'un quartier d'infanterie.		28,100 ^f	"	"	"	28,100 00
Aucune dépense n'a été faite.						"
Reste disponible.						28,100 00
Bayonne. — Construction d'un pont continué sur la Nive.		"	126,000 ^f 00 ^c	"	"	126,000 00
Somme dépensée sur le crédit.						86,000 00
Reste disponible.						40,000 00
TOTAL des sommes disponibles sur le budget ordinaire.						131,433 00
BUDGET EXTRAORDINAIRE.						
CHAP. II.						
Établissements et matériel du génie.						
Lille. — Extension de l'en- ceinte.		900,000 ^f	132,720 ^f 93 ^c	550,000 ^f	300,000 ^f	1,882,720 93
Somme dépensée.						1,617,720 93
Reste disponible.						265,000 00
Montpellier. — Construction du quartier du génie.		40,000 ^f	"	"	"	40,000 00
Aucune dépense n'a été faite.						"
Reste disponible.						40,000 00
Toulouse. — Construction d'un quartier d'artillerie.		60,000 ^f	"	"	"	60,000 00
Somme dépensée.						40,750 00
Reste disponible.						19,250 00
TOTAL des sommes disponibles sur le budget extraordinaire.						324,250 00
TOTAL général à reporter sur l'exercice 1866.						455,683 00

BUDGET ORDINAIRE.

CHAP. XV. — *Établissements et matériel du génie.*

Arras. — Élargissement de la route impériale n° 25.....	13,333'
Bourg. — Construction d'un quartier d'infanterie.....	25,000
Valence. — Construction d'un quartier d'artillerie.....	25,000
Mende. — Construction d'un quartier d'infanterie.....	28,100
Bayonne. — Construction d'un pont courtiné sur la Nive.....	40,000
TOTAL pour le budget ordinaire.....	131,433

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

CHAP. II. — *Établissements et matériel du génie.*

Lille. — Extension de l'enceinte.....	265,000'
Montpellier. — Construction du quartier du génie.....	40,000
Toulouse. — Construction d'un quartier d'artillerie.....	19,250
TOTAL pour le budget extraordinaire.....	324,250
TOTAL GÉNÉRAL.....	455,683

2. Une somme de quatre cent cinquante-cinq mille six cent quatre-vingt-trois francs (455,683'), répartie comme il suit, est annulée sur les budgets de l'exercice 1865.

BUDGET ORDINAIRE.

CHAP. XVI. Établissements et matériel du génie.....	131,433'
---	----------

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

CHAP. II. Établissements et matériel du génie.....	324,250'
TOTAL.....	455,683

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} du présent décret au moyen des ressources du budget de l'exercice 1866.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 11 Août 1866,

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
de la justice et des cultes, chargé, par intérim,
du département des finances,

Le Maréchal de France, Ministre secrétaire
d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.

Signé J. BAROCH.

État des sommes employées et de celles restant disponibles sur les crédits ouverts pour l'exercice 1865, par les décrets des 1^{er} juillet, 2 octobre et 13 octobre 1865 et 27 janvier 1866, à titre de fonds de concours.

BUDGET ORDINAIRE.		CRÉDITS OUVERTS PAR DÉCRETS			
CHAP. XVI. Établissements et matériel du génie.		du 1 ^{er} juillet 1865.	du 2 octobre 1865.	du 13 octobre 1865.	du 27 janvier 1866.
Atras. — Élargissement de la route impériale n° 25.....		13,333 ^f	"	"	"
Aucune dépense n'a été faite.....					
RESTE disponible.....					13,333 ^f 00 ^c
Bourg. — Construction d'un quartier d'infanterie.....		"	"	25,000 ^f	"
Aucune dépense n'a été faite.....					
RESTE disponible.....					25,000 00
Valence. — Construction d'un quartier d'artillerie.....		25,000 ^f	"	"	"
Aucune dépense n'a été faite.....					
RESTE disponible.....					25,000 00
Mende. — Construction d'un quartier d'infanterie.....		28,100 ^f	"	"	"
Aucune dépense n'a été faite.....					
RESTE disponible.....					28,100 00
Bayonne. — Construction d'un pont couronné sur la Nive.....		"	126,000 ^f 00 ^c	"	"
Somme dépensée sur la crédit.....					126,000 00
RESTE disponible.....					40,000 00
TOTAL des sommes disponibles sur le budget ordinaire.....					131,433 00
BUDGET EXTRAORDINAIRE.					
CHAP. II. Établissements et matériel du génie.					
Lille. — Extension de l'en- ceinte.....		900,000 ^f	132,720 ^f 93 ^c	550,000 ^f	300,000 ^f
Somme dépensée.....					1,882,720 93
RESTE disponible.....					1,617,720 93
Montpellier. — Construction du quartier du génie.....		40,000 ^f	"	"	"
Aucune dépense n'a été faite.....					
RESTE disponible.....					40,000 00
Toulouse. — Construction d'un quartier d'artillerie...		60,000 ^f	"	"	"
Somme dépensée.....					60,000 00
RESTE disponible.....					40,750 00
TOTAL des sommes disponibles sur le budget extraordinaire...					324,250 00
TOTAL général à reporter sur l'exercice 1866.....					455,683 00

N° 14,623. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget ordinaire du Ministère de la Guerre, exercice 1866.*

Du 19 Septembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre ;

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1866 ;

Vu la loi du 18 juillet 1866, accordant des suppléments de crédits sur l'exercice 1866 ;

Vu nos décrets des 28 octobre 1865⁽¹⁾ et 25 août 1866⁽²⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits de cet exercice ;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861 ;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽³⁾ ;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 24 août 1866 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts sur les chapitres ci-après désignés du budget ordinaire du ministère de la guerre, pour l'exercice 1866, par les lois de finances des 8 juillet 1865 et 18 juillet 1866, et par nos décrets de répartition des 28 octobre 1865 et 25 août 1866, sont diminués d'une somme de un million cinquante-cinq mille six cents francs (1,055,600^f), répartie de la manière suivante, savoir :

CHAP. VIII. Lits militaires.....	1,000,000 ^f
— X. Recrutement et réserve.....	5,600
— XIII. Harnachement.....	50,000
TOTAL ÉGAL.....	1,055,600

2. Les crédits ouverts sur les chapitres ci-après désignés du même budget sont augmentés, par virement, d'une somme de un million cinquante-cinq mille six cents francs (1,055,600^f), ainsi répartie, savoir :

CHAP. III. Dépôt général de la guerre.....	5,600 ^f
— VI. Solde et prestations en nature.....	1,000,000
— XIV. Établissements et matériel de l'artillerie.....	50,000
TOTAL ÉGAL.....	1,055,600

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre

⁽¹⁾ Bull. 1343, n° 13,738.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

⁽³⁾ Bull. 1420, n° 14,551.

et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Septembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes, chargé, par intérim, du dé-
partement des finances,*

Signé J. BAROCHÉ.

*Le Ministre de l'agriculture, du commerce et
des travaux publics, chargé, par intérim,
du ministère de la guerre,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14,624. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget extraordinaire du Ministère de la Guerre, exercice 1866.

Du 19 Septembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre;

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1866;

Vu la loi du 18 juillet 1866, accordant des suppléments de crédits sur l'exercice 1866;

Vu nos décrets des 28 octobre 1865⁽¹⁾ et 25 août 1866⁽²⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits de cet exercice;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽³⁾;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 30 août 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts sur le chapitre VII du budget extraordinaire du ministère de la guerre, pour l'exercice 1866 (*Solde et prestations en nature*), par les lois de finances des 8 juillet 1865 et 18 juillet 1866, et par nos décrets de répartition des 28 octobre 1865 et 25 août 1866, sont diminués provisoirement d'une somme de un million deux cent mille francs (1,200,000^f).

2. Les crédits ouverts sur le chapitre XI du même budget (*Remonte générale*) sont augmentés, par virement, d'une somme de un million deux cent mille francs (1,200,000^f).

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre

⁽¹⁾ Bull. 1343, n° 13,738.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

⁽³⁾ Bull. 1420, n° 14,551.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le tarif à l'importation des huiles d'olive est fixé ainsi qu'il suit :

Par navires français.....	3 ¹	} les 100 kilogrammes/
Par navires étrangers.....	4	

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Biarritz, le 8 Octobre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉRIC.



Certifié conforme :

Paris, le 17 Octobre 1866.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
impériale ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1435.

N° 14,627. — *DÉCRET IMPÉRIAL concernant les Professeurs de l'Ecole impériale des Chartes.*

Du 18 Août 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique;

Vu l'article 12 de l'ordonnance royale du 31 décembre 1846⁽¹⁾;

Vu le décret impérial du 30 septembre 1854⁽²⁾;

Vu l'avis du conseil de perfectionnement de l'école impériale des chartes,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les professeurs titulaires de l'école impériale des chartes prendront désormais le titre de *professeurs de première classe*.

2. Les professeurs adjoints de ladite école prendront le titre de *professeurs de deuxième classe*.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 18 Août 1866.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique,

Signé **V. DURUY**.

N° 14,628. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget ordinaire du Gouvernement général de l'Algérie, exercice 1865.*

Du 19 Septembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 1361, n° 15,343.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 227, n° 2061.

Sur le rapport de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, chargé, par intérim, du département de la guerre, et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie;

Vu nos décrets des 10 décembre 1860 ⁽⁴⁾ et 7 juillet 1862 ⁽⁵⁾, sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1865;

Vu notre décret du 15 novembre 1864 ⁽⁶⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits de cet exercice;

Vu les lois des 15 avril et 8 juillet 1865, accordant des suppléments de crédits sur le même exercice;

Vu notre décret du 18 septembre 1865 ⁽⁷⁾, portant virement d'une somme de quinze mille francs du chapitre v (2^e section) au chapitre II (1^{re} section) du budget ordinaire du gouvernement général de l'Algérie de l'exercice 1865;

Vu notre décret du 28 octobre 1865 ⁽⁸⁾, autorisant le report d'une somme de cinq cent mille francs des chapitres v, x, XI et XII au chapitre VI du même budget;

Vu notre décret du 20 janvier 1866 ⁽⁹⁾, ouvrant au chapitre XII (4^e section) du même budget un crédit de vingt-neuf mille cinq cents francs, montant d'une pareille somme versée au trésor à titre de fonds de concours;

Vu notre décret du 25 juillet 1866 ⁽¹⁰⁾, portant virement des chapitres v et x aux chapitres VIII et XI dudit budget d'une somme de vingt-quatre mille francs;

Vu l'article 35 de notre décret du 31 mai 1862 ⁽¹¹⁾, sur la comptabilité publique;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽¹²⁾;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 30 août 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts sur le budget ordinaire du gouvernement général de l'Algérie de l'exercice 1865 par la loi de finances du 8 juin 1864, notre décret de répartition du 15 novembre suivant et nos décrets de virements susvisés des 18 septembre et 28 octobre 1865 et 25 juillet 1866, aux chapitres v et XII, sont diminués de quatre-vingt-six mille francs (86,000^f), savoir :

2^e SECTION.

CHAP. V. Administration générale..... 37,000^f

4^e SECTION.

CHAP. XII. Colonisation et topographie..... 49,000^f

ÉGAL..... 86,000

⁽⁴⁾ Bull. 881, n° 8488.

⁽⁵⁾ Bull. 1240, n° 12,622.

⁽⁶⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽⁷⁾ Bull. 1337, n° 13,684.

⁽⁸⁾ Bull. 1855, n° 13,822.

⁽⁹⁾ Bull. 1367, n° 14,004.

⁽¹⁰⁾ Bull. 1415, n° 14,509.

⁽¹¹⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

⁽¹²⁾ Bull. 440, n° 4110.

2. Les crédits ouverts sur les chapitres ci-après désignés du même budget sont augmentés, par virement, d'une somme de quatre-vingt-six mille francs, ainsi répartie :

2^e SECTION.

CHAP. VI. Commandement et administration des populations arabes..... 71,000^f

3^e SECTION.

CHAP. XI. Service maritime et surveillance de la pêche..... 15,000^f

ÉGAL..... 86,000^f

3. Notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, chargé, par intérim, du département de la guerre, notre ministre des finances et le gouverneur général de l'Algérie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Septembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, chargé, par intérim, du département des finances,

Signé J. BAROCHE.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, chargé, par intérim, du département de la guerre,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14,629. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget extraordinaire du Gouvernement général de l'Algérie, exercice 1866.

Du 19 Septembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, chargé, par intérim, du département de la guerre, et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie ;

Vu nos décrets des 10 décembre 1860⁽¹⁾ et 7 juillet 1864⁽²⁾, sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie ;

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget des dépenses extraordinaires de l'exercice 1866 ;

Vu notre décret du 28 octobre 1865⁽³⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits de ce budget ;

Vu notre décret du 28 juillet 1866⁽⁴⁾, portant virement d'une somme de soixante-treize mille francs du chapitre II au chapitre IV du budget extraordinaire du gouvernement général de l'Algérie de l'exercice 1866 ;

Vu notre décret du 31 août 1866⁽⁵⁾, portant ouverture audit chapitre II d'une somme de mille sept cent trente-six francs trente-quatre centimes, versée au trésor à titre de fonds de concours ;

⁽¹⁾ Bull. 881, n° 8488.

⁽²⁾ Bull. 1240, n° 12,622.

⁽³⁾ Bull. 1343, n° 13,738.

⁽⁴⁾ Bull. 1415, n° 14,510.

⁽⁵⁾ Bull. 1429, n° 14,591.

Vu l'article 55 de notre décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽²⁾;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 22 août 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit de huit cent trente et un mille sept cent trente-six francs trente-quatre centimes (831,736' 3/4), fixé par nos décrets susvisés des 28 octobre 1865, 28 juillet et 31 août 1866, au titre du chapitre II (4^e section) du budget des dépenses extraordinaires du gouvernement général de l'Algérie de l'exercice 1866, est diminué de deux cent cinquante et un mille cinq cent quarante-deux francs (251,542').

2. Le crédit de quatre cent huit mille neuf cents francs (408,900'), inscrit par nos décrets précités des 28 octobre 1865 et 28 juillet 1866 au chapitre IV du même budget extraordinaire, est augmenté d'une somme égale de deux cent cinquante et un mille cinq cent quarante-deux francs (251,542').

3. Notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, chargé, par intérim, du département de la guerre, notre ministre des finances et le gouverneur général de l'Algérie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Septembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
de la justice et des cultes, chargé, par intérim,
du département des finances,*

Signé J. BAROCHE.

*Le Ministre de l'agriculture, du commerce et
des travaux publics, chargé, par intérim,
du département de la guerre,*

Signé ARMAND BÉTC.

N° 14,630. — DÉCRET IMPÉRIAL portant que la dépense du service de Correspondance et de Transports sur le littoral de l'Algérie, jusqu'à présent répartie entre le Budget de la Marine et le Budget de la Guerre, sera désormais supportée en totalité par le Budget de ce dernier Département.

Du 19 Septembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport collectif de nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et de la marine;

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1866;

Vu notre décret du 28 octobre 1865 ⁽¹⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits dudit exercice;

Vu les marchés passés, à la date du 1^{er} juin 1866, entre le ministre de la guerre et la compagnie des messageries impériales, pour l'exécution d'un service régulier de correspondance et de transports par paquebots à vapeur sur le littoral de l'Algérie;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 6 août 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La dépense du service de correspondance et de transports sur le littoral de l'Algérie, jusqu'à présent répartie entre le budget de la marine et le budget de la guerre, sera désormais supportée en totalité par le budget de ce dernier département.

2. Les crédits ouverts à notre ministre secrétaire d'État au département de la marine, sur l'exercice 1866, par la loi du budget du 8 juillet 1865, sont réduits d'une somme de deux cent cinquante mille francs (250,000^f), imputable, dans les proportions suivantes, aux chapitres ci-après du budget ordinaire dudit exercice, savoir :

2^e SECTION.

CHAP. IV.	États-majors et équipages.....	63,000 ^f	} 90,000 ^f
VIII.	Hôpitaux.....	2,000	
IX.	Vivres.....	25,000	

3^e SECTION.

CHAP. X.	Salaires d'ouvriers.....	10,000 ^f	} 160,000
XI.	Approvisionnements généraux de la flotte...	150,000	

SOMME ÉGALE..... 250,000

3. Les crédits ouverts pour le même exercice, par la loi du budget précitée, à notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre, sont augmentés de la somme de deux cent cinquante mille francs (250,000^f), avec affectation au budget ordinaire (3^e section, chapitre VI, *Solde et prestations en nature*).

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre, de la marine et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Septembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, chargé de l'intérim du ministère des finances,

Signé J. BAROCHE.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, chargé de l'intérim du ministère de la guerre,

Signé ARMAND BÉRIC.

Le Ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, chargé de l'intérim du ministère de la marine et des colonies,

Signé VAILLANT.

⁽¹⁾ Bull. 1343, n° 13,738.

N° 14,631. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes (Service des Cultes), un Crédit supplémentaire pour des Créances constatées sur des exercices clos.*

Du 2 Octobre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes ;

Vu l'état des créances liquidées pour le service des cultes, additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices clos de 1862, 1863 et 1864 ;

Vu l'article 4 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861 ;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽¹⁾ ;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 18 septembre 1866 ;

Considérant qu'aux termes de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et de l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique, les créances comprises à l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus aux budgets des exercices 1862, 1863 et 1864, et que leur montant n'excède pas les restants de crédits annulés sur les mêmes services par la loi de règlement de chacun de ces exercices ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État de la justice et des cultes (*Service des Cultes*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des exercices 1862, 1863 et 1864, un crédit supplémentaire de soixante-douze mille sept cent vingt-sept francs quinze centimes (72,727¹⁵), montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices et dont les états nominatifs seront adressés à notre ministre des finances, conformément à l'article 129 du décret précité du 31 mai 1862, savoir :

Exercice 1862	1,599 ⁸⁰	} 72,727 ¹⁵
Exercice 1863	14,401 67	
Exercice 1864	56,725 68	

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État de la justice et des cultes, est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des cultes concernant les exercices clos, aux budgets des exercices courants, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et notre ministre secrétaire d'État au

⁽¹⁾ Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Biarritz, le 2 Octobre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, chargé, par intérim, du département des finances,

Signé J. BAROCHE.

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHE.

Tableau des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par la loi de règlement des exercices 1862, 1863 et 1864, et qui sont à ordonnancer sur le budget des exercices courants.

NUMÉROS des chapitres.	TITRES DES CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉANCES	
		par chapitre.	par exercice.
	EXERCICE 1862.		
XXXV.	Travaux ordinaires d'entretien et de grosses réparations des édifices diocésains.....	1,599 ^f 80 ^c	1,599 ^f 80 ^c
	EXERCICE 1863.		
XXIII.	Vicaires généraux, chapitres et clergé paroissial.....	75 00	14,401 67
XXIX.	Entretien des édifices diocésains.....	14,326 67	
	EXERCICE 1864.		
IV.	Vicaires généraux, chapitres et clergé paroissial.....	388 33	56,725 68
X.	Entretien des édifices diocésains.....	12,125 10	
XIII.	Personnel des cultes protestants.....	240 00	
	BUDGET EXTRAORDINAIRE.		
1 ^{re} .	Construction et grosses réparations des édifices diocésains.....	43,972 25	
	TOTAL.....		72,727 15

Approuvé le présent tableau pour être annexé au décret du 2 octobre 1866.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHE.

N° 14.632. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la consolidation en Rentes des Bons du Trésor délivrés à la Caisse d'amortissement du 2 juillet au 30 septembre 1866.

Du 13 Octobre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 4 de la loi du 10 juin 1833, constitutif de la réserve de l'amortissement;

Vu l'article 36 de la loi du 25 juin 1841;

Vu le décret du 7 octobre 1862⁽¹⁾;

Vu les états E et A annexés aux lois du 8 juillet 1865, portant fixation des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1866;

Vu le décret du 11 juillet 1866⁽²⁾, qui a autorisé la consolidation en rentes de la portion de la réserve de l'amortissement formée du 2 avril au 30 juin 1866;

Vu l'état des bons délivrés à la caisse d'amortissement du 2 juillet au 30 septembre 1866 et s'élevant en principal à.....	32,066,998' 31"
auxquels il faut ajouter, pour le montant des intérêts jusqu'au 30 septembre.....	124,095 40

Ce qui porte l'ensemble à.....	<u>32,191,093 71</u>
--------------------------------	----------------------

Laquelle somme est affectée aux rentes ci-après, savoir :

Quatre et demi pour cent	3,929,016' 75"
Quatre pour cent.....	108,230 40
Trois pour cent.....	<u>28,153,846 56</u>

SOMME ÉGALE.....	<u>32,191,093 71</u>
------------------	----------------------

Sur la proposition de notre ministre secrétaire d'État des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Inscription sera faite sur le grand-livre de la dette publique, au nom de la caisse d'amortissement, en rentes trois pour cent, avec jouissance du 1^{er} octobre 1866, de la somme de un million trois cent quatre-vingt-dix mille quarante-deux francs (1,390,042'), représentant, au cours de soixante-neuf francs quarante-sept centimes et demi (69' 475), cours moyen du trois pour cent à la bourse du 1^{er} octobre 1866, la somme de trente-deux millions cent quatre-vingt-onze mille cinquante-cinq francs quatre-vingt-dix-huit centimes (32,191,055' 98').

Cette somme de trente-deux millions cent quatre-vingt-onze mille cinquante-cinq francs quatre-vingt-dix-huit centimes sera portée en recette, savoir :

Au budget ordinaire de l'exercice 1866	8,125,715' 75"	
Au budget extraordinaire du même exercice, savoir :		
Dotation.....	22,690,577' 75"	} 24,065,340 25
Arrérages.....	1,374,762 50	
TOTAL ÉGAL.....	<u>32,191,055 98</u>	

2. Les extraits d'inscription à fournir à la caisse d'amortissement,

⁽¹⁾ Bull. 1082, n° 10,819.

⁽²⁾ Bull. 1405, n° 14,429.

en échange des bons consolidés, conformément à l'article 1^{er} ci-dessus, lui seront délivrés en trois coupures, ainsi qu'il suit :

Une de 169,658' appartenant au fonds d'amortissement des rentes 4 1/2 p. o/o.
 Une de 4,673 appartenant au fonds d'amortissement des rentes 4 p. o/o.
 Une de 1,215,711 appartenant au fonds d'amortissement des rentes 3 p. o/o.

1,390,042

3. L'appoint de trente-sept francs soixante-treize centimes (37' 73"), réservé sur la somme de trente-deux millions cent quatre-vingt-onze mille quatre-vingt-treize francs soixante et onze centimes formant le montant des bons appartenant à la caisse d'amortissement, sera représenté par trois nouveaux bons délivrés à ladite caisse, savoir :

Un bon de 20' 23" s'appliquant au fonds d'amortissement des rentes 4 1/2 p. o/o.
 Un bon de 11 51 s'appliquant au fonds d'amortissement des rentes 4 p. o/o.
 Un bon de 5 99 s'appliquant au fonds d'amortissement des rentes 3 p. o/o.

SOMME ÉGALE. 37 73

4. Notre ministre secrétaire d'État des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Biarritz, le 13 Octobre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 14,633. — DÉCRET IMPÉRIAL qui fait cesser l'Intérim
 du Ministère de la Guerre.

Du 15 Octobre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
 DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'intérim du ministère de la guerre, confié à M. Béhic, ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, cessera à partir du 17 octobre, et M. le maréchal comte Randon reprendra l'exercice de ses fonctions.

2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.
Fait à Biarritz, le 15 Octobre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 14,634. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé à la rectification de la route impériale n° 86, de Lyon à Beaucuire, entre Tournon et le pont de Saint-Joseph (Ardèche), suivant la direction générale indiquée par une ligne rouge sur un plan qui restera annexé au présent décret.

2° La dépense, évaluée à quatre-vingt-dix mille francs, sera imputée sur les fonds affectés annuellement aux rectifications de routes par le budget extraordinaire des travaux publics.

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4° Les dispositions contraires de l'ordonnance du 31 octobre 1847⁽¹⁾ et du décret du 10 juillet 1862⁽²⁾ sont et demeurent rapportées. (*Paris, 11 Juillet 1866.*)

N° 14,635. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de translation du port de Niort (Deux-Sèvres).

2° L'expropriation des terrains nécessaires à l'exécution desdits travaux sera poursuivie conformément aux dispositions de la loi du 3 mai 1841.

3° La dépense desdits travaux, évaluée à cinquante-cinq mille francs, sera supportée par l'État; l'excédant, s'il y en a, sera à la charge de la ville de Niort, conformément à la délibération de son conseil municipal en date du 26 janvier 1866.

4° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 18 Juillet 1866.*)

N° 14,636. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Est déclarée d'utilité publique l'acquisition des terrains à occuper pour l'agrandissement et le remaniement des installations de la gare de Ville-neuve-sur-Yonne (Yonne) et de ses abords, lesdits terrains indiqués à l'encre rouge sur un plan dressé, à la date du 29 mai 1865, par l'ingénieur de la compagnie, lequel plan restera annexé au présent décret.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1450, n° 14,182.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1056, n° 10,618.

Les expropriations devront être terminées dans un délai de deux ans.

2° Pour l'acquisition desdits terrains, la compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée est substituée aux droits comme aux obligations qui dérivent, pour l'administration, de la loi du 3 mai 1841.

Ces terrains seront incorporés au chemin de fer et feront retour à l'État à l'expiration de la concession. (*Paris, 18 Juillet 1866.*)

N° 14,637. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale de Tarn-et-Garonne n° 26, de Bourret à Grenade, entre Verdun et le pont de Pontarras, conformément aux lignes rouges ABCDEF d'un plan qui restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non ~~venu~~, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir ~~du jour de sa promulgation~~. (*Paris, 21 Juillet 1866.*)

N° 14,638. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui déclare d'intérêt public la source d'eau minérale connue sous le nom de *Source ancienne*, laquelle alimente l'établissement thermal de Balaruc (Hérault). (*Paris, 21 Juillet 1866.*)

N° 14,639. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui crée, à la résidence de Compiègne, un commissariat spécial de police pour la surveillance du chemin de fer du Nord dans toute l'étendue du département de l'Oise. (*Saint-Cloud, 16 Septembre 1866.*)

N° 14,640. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° Le décret du 22 février 1865, qui assigne treize offices d'avoué à la cour impériale de Nîmes, est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à douze.

2° L'ordonnance du 19 mars 1820, qui assigne six offices d'avoué au tribunal de première instance de Nyons (Drôme), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à cinq.

3° Le décret du 6 août 1865, qui assigne vingt-six offices d'huissier au tribunal de première instance de Tours (Indre-et-Loire), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à vingt-cinq.

4° Le décret du 26 août 1865, qui assigne vingt-trois offices d'huissier au tribunal de première instance de Blois (Loir-et-Cher), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à vingt et un.

5° Le décret du 24 septembre 1859, qui assigne treize offices d'huissier au tribunal de première instance de Brignoles (Var), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à douze. (*Biarritz, 1^{er} Octobre 1866.*)

N° 14,641. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur, portant que le commissariat de police de Castelnau-Montratie (Lot), supprimé par le décret du 21 juin 1865⁽¹⁾, est rétabli. (*Biarritz, 1^{er} Octobre 1866.*))

(1) Bull. 1306, n° 13,413.



Certifié conforme :

Paris, le 26 * Octobre 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1436.

N° 14.642. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve la Déclaration signée, le 15 octobre 1866, entre la France et la Prusse, pour l'affranchissement des Droits d'entrée sur les Mélasses.*

Du 25 Octobre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Déclaration ayant été signée, le 15 octobre 1866, par le chargé d'affaires de France à Berlin et le sous-secrétaire d'État au ministère des affaires étrangères de Prusse, pour l'affranchissement des droits d'entrée sur les mélasses, ladite Déclaration, dont la teneur suit, est approuvée et recevra sa pleine et entière exécution.

DÉCLARATION.

Les soussignés, M. *Lefebvre de Béhaine*, chargé d'affaires de Sa Majesté l'Empereur des Français en Prusse, et M. *de Thile*, sous-secrétaire d'État au ministère des affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Prusse, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus que les mélasses provenant de la fabrication du sucre de betterave dans le Zollverein seront admises en franchise de droits, à leur entrée en France, lorsqu'elles seront exclusivement destinées à la distillerie.

En foi de quoi les soussignés ont dressé la présente Déclaration, qu'ils ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait à Berlin, le 15 Octobre 1866.

(L. S.) Signé ED. LEFEBVRE DE BÉHAINE.

(L. S.) Signé THILE.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Saint-Cloud, le 25 Octobre 1866.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du sceau de l'État :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,*

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé J. BAROCHE.

Signé MOUSTIER.

N° 14,643. — DÉCRET IMPÉRIAL concernant les Lettres ordinaires et les Lettres chargées échangées entre les Habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les Habitants de la Guyane hollandaise, d'autre part.

Du 1^{er} Octobre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les lois des 14 floréal an x (4 mai 1802) et 27 juin 1857 ;

Vu la convention de poste conclue et signée à la Haye, le 1^{er} novembre 1851⁽¹⁾ ;

Vu le décret présidentiel du 19 mars 1852⁽²⁾ ;

Vu notre décret du 28 octobre 1865⁽³⁾, portant fixation des taxes à percevoir, en France et en Algérie, sur les lettres, les échantillons de marchandises et les imprimés de toute nature à destination ou provenant de divers pays étrangers ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les personnes qui voudront envoyer des lettres ordinaires de France et d'Algérie pour la Guyane hollandaise, tant par la voie des paquebots-poste français que par la voie des paquebots-poste britanniques et néerlandais, auront le choix de laisser le port entier de ces lettres à la charge des destinataires ou de payer ce port d'avance jusqu'à destination ; le tout par réciprocité de la même faculté accordée aux habitants de la Guyane hollandaise pour les lettres ordinaires adressées par eux en France et en Algérie.

2. Le port à percevoir, en France et en Algérie, en conformité des dispositions de l'article précédent, pour les lettres affranchies à destination de la Guyane hollandaise, ainsi que pour les lettres non affranchies originaires de la Guyane hollandaise, est fixé, savoir :

⁽¹⁾ x^e série, Bull. 489, n° 3645.

⁽²⁾ x^e série, Bull. 508, n° 3854.

⁽³⁾ xi^e série, Bull. 1350, n° 13,308.

1° Pour chaque lettre affranchie, à un franc par dix grammes ou fraction de dix grammes;

2° Pour chaque lettre non affranchie, à un franc vingt centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes.

3. Les habitants de la France et de l'Algérie pourront échanger des lettres dites *chargées* avec les habitants de la Guyane hollandaise par les voies indiquées dans l'article 1^{er} du présent décret. Le port de ces lettres devra toujours être acquitté d'avance jusqu'à destination. Il sera double de celui des lettres ordinaires affranchies.

4. Sont abrogées, en ce qu'elles ont de contraire au présent décret, celles des dispositions des décrets susvisés du 19 mars 1852 et du 28 octobre 1865 qui concernent les lettres provenant ou à destination de la Guyane hollandaise.

5. Le présent décret sera exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1867.

6. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Biarritz, le 1^{er} Octobre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 14,644. — DÉCRET IMPÉRIAL concernant les Correspondances expédiées des Bureaux ou Agences de Poste que la France entretient à l'Étranger, pour la Guyane hollandaise, et vice versa.

Du 8 Octobre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 14 floréal an x (4 mai 1802);

Vu les conventions qui règlent l'échange des correspondances entre l'administration des postes de France et les administrations des postes de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas;

Vu nos décrets des 18 octobre 1862⁽¹⁾, 21 juin et 25 octobre 1865⁽²⁾;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les prix de port à percevoir par l'administration des postes de France, tant pour les lettres ordinaires, les lettres chargées et les imprimés qui seront déposés dans les bureaux ou agences de poste

⁽¹⁾ Bull. 1063, n° 10,680.

⁽²⁾ Bull. 1350, n° 13,308.

que la France entretient à l'étranger, à destination de la Guyane hollandaise, que pour les correspondances non affranchies ou partiellement affranchies originaires de la Guyane hollandaise et distribuées par lesdits bureaux ou agences, seront payés par les envoyeurs ou les destinataires, suivant le cas, conformément au tarif ci-après :

NATURE des correspondances.	ORIGINE des correspondances.	DESTINATION des correspondances.	TARIF à percevoir pour chaque lettre ou paquet portant une adresse particulière.
Lettres ordinaires affranchies jusqu'à destination..... (Affranchissement facultatif.)	Bureaux français du Levant, Tanger, Tunis, Shang-Hai et Yokohama.....	Guyane hollandaise.....	1 franc 60 cent. par 7 1/3 grammes.
	Agences postales françaises d'Amérique....		60 centimes par 7 1/3 grammes.
Lettres ordinaires non affranchies...	Guyane hollandaise....	Bureaux français du Levant, Tanger, Tunis, Shang-Hai et Yokohama.....	1 franc 60 cent. par 7 1/3 grammes.
Lettres chargées affranchies jusqu'à destination..... (Affranchissement obligatoire.)	Bureaux français du Levant, Tanger, Tunis, Shang-Hai et Yokohama	Guyane hollandaise.....	3 francs 20 cent. par 7 1/2 grammes.
	Agences postales françaises d'Amérique....		15 centimes par 40 grammes.
Imprimés affranchis jusqu'au point de jonction des services français ou anglais au service colonial hollandais..... (Affranchissement obligatoire.)	Bureaux français du Levant, Tanger, Tunis, Shang-Hai et Yokohama.	Guyane hollandaise.....	20 centimes par 40 grammes.
	Guyane hollandaise....	Bureaux français du Levant, Tanger, Tunis..... Shang-Hai et Yokohama ..	25 centimes par 40 grammes. 20 centimes par 40 grammes. 25 centimes par 40 grammes.

2. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1^{er} janvier 1867.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Biarritz, le 8 Octobre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 14,645. — *DÉCRET IMPÉRIAL concernant les Correspondances échangées, par la voie de l'isthme de Panama et des paquebots-poste britanniques, entre les Habitants de la France et de l'Algérie et les Habitants des Colonies anglaises y désignées.*

Du 13 Octobre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 14 floréal an x (4 mai 1802) ;

Vu la convention de poste conclue, le 24 septembre 1856⁽¹⁾, entre la France et la Grande-Bretagne ;

Vu notre décret du 28 octobre 1865⁽²⁾, portant fixation des taxes à percevoir, en France et en Algérie, sur les lettres, les échantillons de marchandises et les imprimés de toute nature à destination ou provenant de divers pays étrangers ;

Vu notre décret du 11 juillet 1866⁽³⁾, portant fixation des taxes à percevoir, en France et en Algérie, sur les correspondances originaires ou à destination de la Nouvelle-Zélande, de la Nouvelle-Galles du Sud, de Victoria, de l'Australie méridionale, de l'Australie occidentale, de la Tasmanie et de Queensland, acheminées par la voie des paquebots-poste britanniques ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dispositions de notre décret susvisé du 28 octobre 1865, relatives aux lettres ordinaires affranchies, aux lettres chargées, aux échantillons de marchandises et aux imprimés de toute nature expédiés de France pour la Nouvelle-Galles du Sud, par la voie de Suez, seront applicables aux objets de même espèce que les habitants de la France et de l'Algérie voudront expédier, par la voie des paquebots britanniques et de l'isthme de Panama, pour les colonies anglaises de la Nouvelle-Zélande, de la Nouvelle-Galles du Sud, de Victoria, de l'Australie méridionale, de l'Australie occidentale, de la Tasmanie et de Queensland.

2. Les lettres non affranchies, les échantillons de marchandises et les imprimés qui seront expédiés des colonies anglaises désignées dans l'article précédent pour la France et l'Algérie, par la voie de Panama et des services britanniques, n'auront à supporter, en France et en Algérie, d'autres taxes que celles applicables, en vertu de notre décret précité du 28 octobre 1865, aux objets de même nature expédiés de la Nouvelle-Galles du Sud pour la France, par la voie de Suez.

3. Sont abrogées les dispositions de notre décret susvisé du 11 juillet 1866.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est

⁽¹⁾ Bull. 443, n° 4133.

⁽²⁾ Bull. 1350, n° 13,308.

⁽³⁾ Bull. 1405, n° 14,432.

chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Biarritz, le 13 Octobre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 14,646. — DÉCRET IMPÉRIAL portant que les Obsèques de M. Thouvenel, Grand Référendaire du Sénat, seront célébrées aux frais du Trésor public.

Du 19 Octobre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Considérant les services éminents rendus à notre Gouvernement par M. Thouvenel, ancien ministre des affaires étrangères, grand référendaire du Sénat,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les obsèques de M. Thouvenel seront célébrées aux frais du trésor public.

2. Le ministre d'État et le ministre de notre Maison et des beaux-arts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Biarritz, le 19 Octobre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

*Le Ministre de la Maison de l'Empereur
et des beaux-arts,*

Signé VAILLANT.

N° 14,647. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui supprime le commissariat de police de Courtomer (Orne), créé par le décret du 17 janvier 1853 ⁽¹⁾. (Biarritz, 8 Octobre 1866.)

N° 14,648. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant ce qui suit :

Le nombre des commissariats de police de la ville de Bayonne (Basses-

⁽¹⁾ Bull. 16, n° 126.

Pyrénées) est réduit de trois à deux, savoir : un commissariat central rangé dans la deuxième classe, un commissariat de police ordinaire appartenant à la troisième classe.

Les décrets antérieurs relatifs à l'organisation du service de police à Bayonne sont rapportés en ce qu'ils ont de contraire au présent décret. (*Biarritz, 8 Octobre 1866.*)

N° 14,649. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant ce qui suit :

Le nombre des commissariats de police de la ville de Pau (Basses-Pyrénées) est réduit de trois à deux, savoir : un commissariat central qui sera rangé dans la deuxième classe, un commissaire de police ordinaire qui appartiendra à la troisième classe.

Les décrets antérieurs relatifs à l'organisation du service de police à Pau sont rapportés en ce qu'ils ont de contraire au présent décret. (*Biarritz, 8 Octobre 1866.*)

N° 14,650. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant que la juridiction du commissariat spécial de police de Bourg-Madame (Pyrénées-Orientales) est étendue à toutes les communes du canton de Saillagouse (même département). (*Biarritz, 8 Octobre 1866.*)



Certifié conforme :

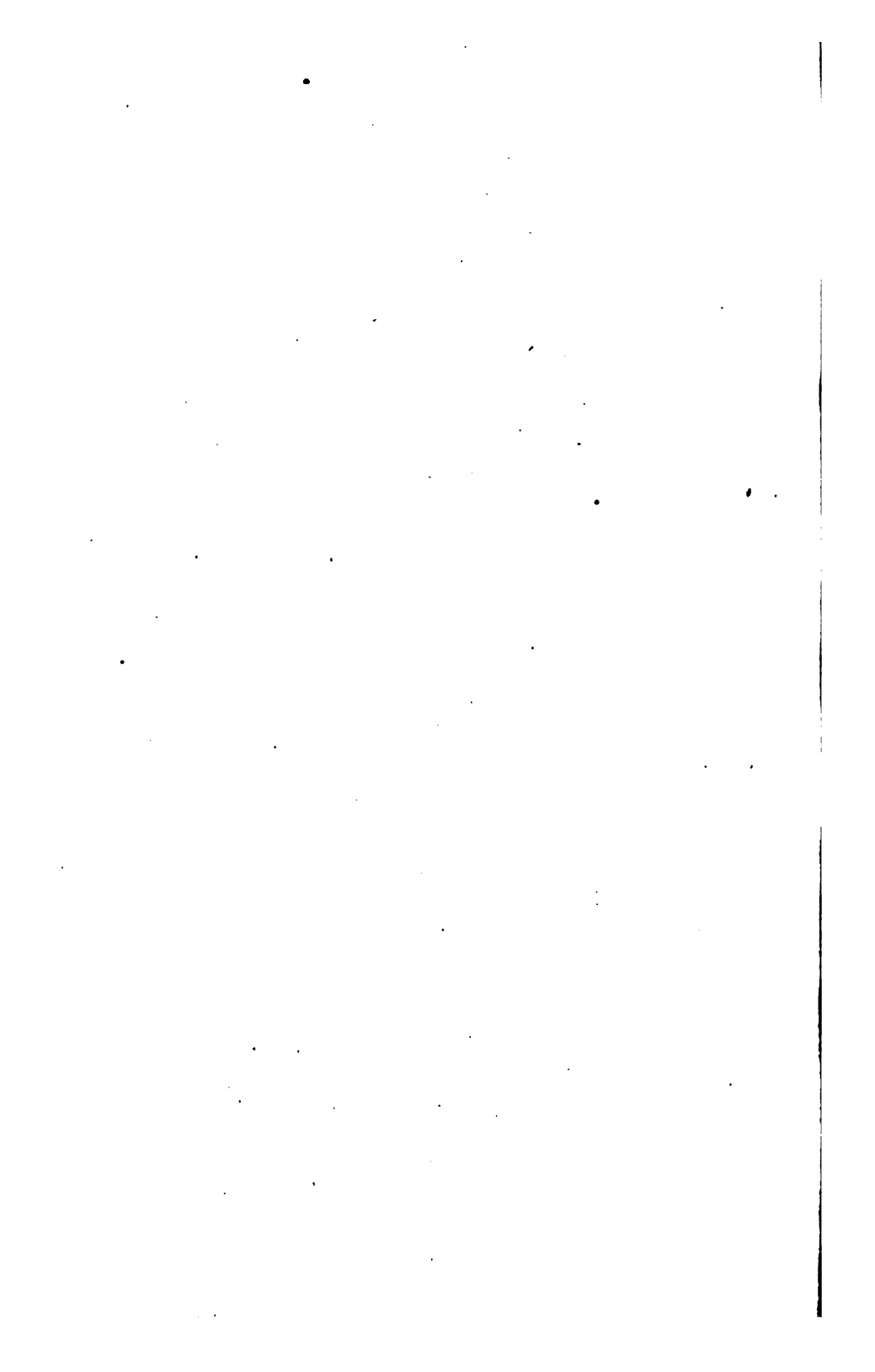
Paris, le 29 * Octobre 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.



BULLETIN DES LOIS.

N° 1437.

N° 14,651. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Budget du Gouvernement général de l'Algérie, pour l'exercice 1865, un Chapitre destiné à recevoir l'imputation des Dépenses de Solde antérieures à cet exercice.*

Du 15 Octobre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, chargé, par intérim, du département de la guerre, et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie;

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, portant que les rappels d'arrérages de solde et accessoires de la solde continueront d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant, et qu'en fin d'exercice le transport en sera effectué à un chapitre spécial, au moyen d'un virement de crédit à soumettre à la sanction législative avec la loi de règlement de l'exercice expiré;

Vu l'article 128 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget du gouvernement général de l'Algérie, pour l'exercice 1865, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice; ce chapitre, qui portera le numéro 16, prendra le titre de *Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à l'exercice 1865*.

2. Le crédit du chapitre mentionné à l'article précédent se formera, par virement de comptes, de la somme de cent cinquante francs (150'), montant des rappels de solde et dépenses y assimilées provisoirement acquittées sur les fonds du chapitre vi, deuxième section (*Commandement et administration des populations arabes*), du budget des dépenses ordinaires du gouvernement général de l'Algérie, exercice 1865.

3. Le crédit ouvert à la deuxième section par la loi du 8 juin 1864, ainsi que les dépenses imputées sur le crédit alloué au susdit chapitre vi par le décret de répartition du 15 novembre suivant, sont atténués d'une somme égale de cent cinquante francs.

4. Notre ministre secrétaire d'État de l'agriculture, du commerce

⁽¹⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

et des travaux publics, chargé, par intérim, du département de la guerre, notre ministre des finances et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et annexé au projet de loi portant règlement définitif du budget général des dépenses de l'exercice 1865.

Fait à Biarritz, le 15 Octobre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics, chargé, par intérim,
du département de la guerre,*

Signé ARMAND BÉHIC.

EXERCICE 1865.

Tableau des rappels des dépenses payables sur revenus antérieurs à l'exercice 1865, qui ont été acquittées sur les crédits du chapitre VI et dont le transport au chapitre XVI doit être effectué dans le compte définitif des dépenses de l'exercice 1865, au moyen d'un virement de crédit, conformément aux articles 9 de la loi du 8 juillet 1837 et 128 du décret du 31 mai 1862.

IMPUTATION PRIMITIVE.		DÉTAIL par exercice des paiements effectués en 1865. — 1864.	TOTALS	
Chapitre.	Article.		par article.	par chapitre.
Commandement et administration des populations arabes.....	Unique..	150 ^f	150 ^f	150 ^f

Annexé au décret du 15 octobre 1866.

*Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,
chargé, par intérim, du département de la guerre,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14.652. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Budget du Ministère des Finances, exercice 1865, deux Chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pour rappels d'arrérages de Rentes viagères et de Pensions qui se rapportent à des exercices clos.

Du 24 Octobre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, aux termes duquel la dépense servant de base au règlement des crédits de chaque exercice, pour le service de la dette viagère et des pensions et pour celui de la solde et autres dépenses

payables sur revues, ne se composera que des paiements effectués jusqu'à l'époque de sa clôture; les rappels d'arrérages payés sur ces mêmes exercices d'après les droits ultérieurement constatés devant continuer d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant et le transport en être effectué, en fin d'exercice, à un chapitre spécial, au moyen d'un virement de crédit à soumettre, chaque année, à la sanction législative, avec le règlement de l'exercice expiré;

Vu l'article 128 de notre décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant qu'il y a lieu, en ce qui concerne les rentes viagères et les pensions, d'appliquer les dispositions ci-dessus à l'exercice 1865, qui a atteint le terme de sa clôture et dont le règlement doit être incessamment présenté au Corps législatif;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget du ministère des finances, pour l'exercice 1865, deux nouveaux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pendant cet exercice pour rappels d'arrérages de rentes viagères et de pensions qui se rapportent à des exercices clos.

Ces chapitres seront intitulés :

Rappels d'arrérages de rentes viagères d'exercices clos.
Rappels d'arrérages de pensions d'exercices clos.

2. Les paiements effectués pour ces rappels d'arrérages montant, d'après le tableau ci-annexé, à la somme de trois cent vingt-trois mille six cent trente-deux francs quatre-vingt-dix-neuf centimes (323,632¹/₉₉), sont, en conséquence, déduits des chapitres ordinaires ouverts au budget de l'exercice 1865 pour les rentes viagères et les pensions, et appliqués comme il suit aux nouveaux chapitres désignés par l'article précédent :

Rappels d'arrérages de rentes viagères d'exercices clos.....	36,307 ¹ / ₉₉
Rappels d'arrérages de pensions d'exercices clos.....	287,325 20
TOTAL	323,633 99

3. Sur les crédits ouverts par la loi de finances et par des lois spéciales pour le service des rentes viagères et des pensions pendant l'année 1865, une somme de trois cent vingt-trois mille six cent trente-deux francs quatre-vingt-dix-neuf centimes (323,632¹/₉₉) est transportée aux deux chapitres ci-dessus et annulée aux chapitres suivants :

⁽¹⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

Rentes viagères d'ancienne origine.....	6,705' 35"
Rentes viagères pour la vieillesse.....	29,602 44
civiles (loi du 22 août 1790).....	7,332 39
à titre de récompense nationale.....	1,725 83
Pensions { militaires.....	125,912 79
ecclésiastiques.....	998 71
de donataires dépossédés.....	16,876 11
civiles (loi du 9 juin 1853).....	122,922 81
Secours viagers aux anciens militaires de la République et de l'Empire.....	3,197 50
Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés des anciennes listes civiles et du domaine privé du dernier règne.....	5,748 54
Anciens dotataires du Mont-de-Milan.....	2,610 52
TOTAL.....	323,632 99

4. Le présent décret sera annexé au projet de loi de règlement définitif de l'exercice 1865.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 24 Octobre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 14,653. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui charge M. Rouher, Ministre d'État, de l'Intérim du Ministère de l'Intérieur pendant l'absence de M. le Marquis de la Valette.*

Du 24 Octobre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. *M. Rouher, ministre d'État, est chargé de l'intérim du ministère de l'intérieur pendant l'absence de M. le marquis de la Valette.*

2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 24 Octobre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 14,654. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget du Ministère des Finances, exercice 1866.*

Du 27 Octobre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État des finances ;

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1866 ;

Vu notre décret du 28 octobre 1865 ⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget des dépenses dudit exercice ;

Vu l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852 ;

Vu les dispositions de notre décret du 10 novembre 1856 ⁽²⁾, sur les virements de crédits ;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts à notre ministre secrétaire d'État au département des finances, sur l'exercice 1866, par la loi du budget du 8 juillet 1865 et le décret de répartition du 28 octobre suivant, sont réduits d'une somme de cinquante mille francs (50,000^f), portant sur le chapitre ci-après, savoir :

CHAP. LXXVI. Répartition de produits d'amendes, saisies et confiscations attribuées à divers..... 50,000^f

2. Les crédits ouverts pour le même exercice, par la loi du budget et le décret de répartition précités, sur le chapitre suivant du budget du ministère, sont augmentés d'une somme de cinquante mille francs (50,000^f), par virement du chapitre désigné ci-dessus :

CHAP. LII. Secours aux percepteurs réformés, aux veuves et orphelins de percepteurs..... 50,000^f

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 27 Octobre 1866.

Signé **NAPOLÉON.**

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé **ACHILLE FOULD.**

⁽¹⁾ Bull. 1343, n° 13,739.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

N° 14,655. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. de Vuillefroy (*Dominique-Félix*), auditeur au Conseil d'État, né à Paris, le 2 mars 1841, demeurant en la même ville, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Cassini*, et à s'appeler, à l'avenir, *de Vuillefroy-Cassini*.

2° L'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 26 Avril 1865.*)

N° 14,656. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. Mitiffiot (*Léon*), notaire, né le 13 juin 1814, à Solaise, arrondissement de Vienne (Isère), demeurant à Lyon (Rhône), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *de Bélair*, et à s'appeler, à l'avenir, *Mitiffiot de Bélair*.

2° L'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Biarritz, 8 Octobre 1866.*)

N° 14,657. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui affecte au service des cultes, pour l'agrandissement des dépendances de l'évêché de Quimper, la portion de terrain domanial, d'une contenance totale de mille cent sept mètres carrés soixante-treize décimètres, bordant actuellement les bâtiments et jardins dudit édifice sur la route impériale n° 165, et devenue sans emploi par suite du nouveau tracé de cette route. (*Biarritz, 15 Octobre 1866.*)

N° 14,658. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'État) portant que M. *L'Hôpital*, maître des requêtes de première classe, est nommé conseiller d'État en service ordinaire, en remplacement de M. *Pagès*, admis à faire valoir ses droits à la retraite. (*Saint-Cloud, 23 Octobre 1866.*)

N° 14,659. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'État) portant :

ART. 1^{er}. Sont nommés maîtres des requêtes de première classe au Conseil d'État :

M. *Fouquier*, maître des requêtes de deuxième classe, en remplacement de M. *L'Hôpital*, nommé conseiller d'État;

M. *Fortoul*, maître des requêtes de deuxième classe, en remplacement de M. *François*, admis à faire valoir ses droits à la retraite;

M. E. Boinvilliers, maître des requêtes de deuxième classe, en remplacement de M. Louyer-Villermay, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

2. Sont nommés maîtres des requêtes de deuxième classe au Conseil d'État :

MM. le vicomte de Luçay, }
de Meynard, } auditeurs de première classe.
Arthur Legrand, }
(Saint-Cloud, 23 Octobre 1866.)

N° 14.660. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'État) portant :

ART. 1^{er}. Sont nommés auditeurs de première classe au Conseil d'État :

MM. de Joinville, }
Pellissier de Féligonde, } auditeurs de deuxième classe.
Bagnault de Savigny, }

2. Sont nommés auditeurs de deuxième classe au Conseil d'État :

M. le marquis de Compiègne ;

M. Sazerac de Forge. (Saint-Cloud, 23 Octobre 1866.)

N° 14.661. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'État) portant :

ART. 1^{er}. M. Pagès est nommé conseiller d'État en service extraordinaire.

2. Sont nommés maîtres des requêtes en service extraordinaire au Conseil d'État :

M. François ;

M. Louyer-Villermay. (Saint-Cloud, 23 Octobre 1866.)

N° 14.662. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1^{er} Le décret du 4 août 1855, qui assigne six offices d'avoué au tribunal de première instance de Sedan (Ardennes), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à cinq.

2^o L'ordonnance du 3 mars 1820, qui assigne cinq offices d'avoué au tribunal de première instance de Lavaur (Tarn), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à quatre.

3^o Le décret du 26 août 1859, qui assigne vingt-neuf offices d'huissier au tribunal de première instance de Bagnères (Hautes-Pyrénées), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à vingt-six. (Saint-Cloud, 24 Octobre 1866.)

N° 14.663. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'État) portant que M. Bayard, maître des requêtes de deuxième classe, est nommé commissaire du Gouvernement près la section du contentieux du Conseil d'État. (Saint-Cloud, 27 Octobre 1866.)



Certifié conforme :

Paris, le 6^e Novembre 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1438.

N° 14,664. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de la Convention conclue, le 25 juin 1866, entre la France, les États-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et les Pays-Bas, d'une part, et le Gouvernement Japonais, d'autre part, pour l'établissement d'un nouveau Tarif d'importation et d'exportation.*

Du 27 Octobre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des
affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Convention pour l'établissement d'un nouveau tarif d'importation et d'exportation ayant été conclue, le 25 juin 1866, entre la France, les États-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et les Pays-Bas, d'une part, et le Gouvernement japonais, d'autre part, ladite Convention, dont la teneur suit, est approuvée et recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Les représentants de la France, de la Grande-Bretagne, des États-Unis d'Amérique et de Hollande ayant reçu de leurs Gouvernements respectifs des instructions identiques, relativement à la modification du Tarif des droits d'importation et d'exportation fixés par les Règlements commerciaux annexés aux Traités conclus entre les Puissances susnommées et le Gouvernement japonais, en l'année 1858, modification prévue par le Règlement VII;

Et le Gouvernement japonais ayant donné auxdits représentants, pendant leur séjour à Osaka, en novembre 1865, la promesse écrite de procéder immédiatement à la révision du Tarif en question, sur

la base générale d'un droit fixe de cinq pour cent sur la valeur de toutes les marchandises d'importation et d'exportation ;

Le Gouvernement du Japon, voulant donner une nouvelle preuve de son désir de développer les relations de commerce et d'amitié entre son Pays et les Nations étrangères,

A donné à Son Excellence *Midzouno-Idzoumino-Kami*, membre du conseil des *Gorodjos* et ministre des affaires étrangères, les pouvoirs nécessaires à l'effet de conclure avec les représentants des quatre Puissances susnommées, savoir :

Pour la France :

M. Léon Roches, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur des Français au Japon ;

Pour la Grande-Bretagne :

Sir Harry Parkes, chevalier commandeur du très-honorable ordre du Bain, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté la Reine au Japon ;

Pour les États-Unis d'Amérique :

M. Portman, chargé d'affaires *ad interim* ;

Et pour la Hollande :

M. de Graeff van Polsbroek, chevalier de l'ordre du Lion Néerlandais, agent politique et consul général de Sa Majesté Néerlandaise,

La Convention suivante comprenant douze articles :

ART. 1^{er}. Les Parties contractantes déclarent, au nom de leurs Gouvernements respectifs, accepter, et acceptent formellement, comme obligatoire pour les sujets de leurs Souverains et les citoyens de leurs Pays respectifs, le nouveau Tarif établi par eux, et qui est annexé à la présente Convention.

Ce Tarif est substitué, non-seulement au Tarif primitif annexé aux Traités conclus par les quatre Puissances susnommées, mais encore aux Conventions et Arrangements spéciaux relatifs audit Tarif, intervenus subséquemment et jusqu'à ce jour entre les Gouvernements de la France, de la Grande-Bretagne et des États-Unis d'Amérique, d'une part,

Et le Gouvernement japonais, de l'autre.

Le nouveau Tarif entrera en vigueur, pour le port de Kanagawa (*Yokohama*), le 1^{er} juillet prochain, et pour les ports de Nagasaki et d'Hakodadé, le 1^{er} du mois suivant.

2. Le Tarif annexé à la présente Convention faisant, dès sa signature, partie intégrante des Traités conclus entre le Japon et les quatre Pouvoirs susnommés, reste sujet à révision à la date du 1^{er} juillet 1872. Toutefois, deux ans après la signature de la présente Conven-

tion, chacune des Parties contractantes aura la faculté, en en donnant avis aux autres six mois à l'avance, de réclamer la modification des droits sur le thé et la soie, en prenant pour base le cinq pour cent de la valeur moyenne des articles durant les trois années précédentes.

A la demande de chacune des Parties contractantes, le droit *ad valorem* admis aujourd'hui pour les bois de construction pourra être ramené à un droit fixe six mois après la signature de la présente Convention.

3. Le droit de permis stipulé dans le Règlement VI, annexé aux Traités susmentionnés, est aboli.

Les permis d'embarquement et de débarquement seront exigibles comme par le passé, mais ils seront délivrés sans frais.

4. A partir du 1^{er} juillet prochain pour le port de Kanagawa (Yokohama), et du 1^{er} octobre suivant pour les ports de Nagasaki et de Hakodadé, le Gouvernement japonais devra mettre à la disposition du commerce, dans chacun des ports ouverts, des entrepôts destinés à recevoir en franchise de droits les marchandises d'importation, à la demande qui lui en sera faite par l'importateur. La garde des susdites marchandises incombe au Gouvernement japonais durant leur séjour dans les entrepôts, qui devront d'ailleurs être construits et disposés de façon à ce qu'ils puissent être assurés par les compagnies d'assurance contre l'incendie. Lorsque les importateurs ou les propriétaires des marchandises mises en entrepôt voudront les en retirer, ils devront payer les droits fixés par le nouveau Tarif, mais il leur sera loisible de réexporter leurs marchandises sans avoir à payer aucun droit. Il est entendu que, dans les deux cas, le Gouvernement japonais prélèvera, au moment de leur sortie, un droit de magasinage qui, ainsi que les règlements auxquels seront soumises ces diverses opérations, seront établis d'un commun accord par les parties contractantes.

5. Tous les produits japonais pourront être amenés de toutes les parties du Japon aux ports ouverts au commerce, sans être soumis à aucune taxe ou droit de transit autres que les droits de péage ordinaires, qui sont également prélevés sur tous les trafiquants pour l'entretien des routes et des voies de navigation.

6. En conséquence des articles des Traités conclus par les Puissances étrangères avec le Japon, relatifs à la circulation des monnaies et stipulant que toute monnaie étrangère aura cours au Japon et passera pour la valeur de son poids comparé à celui de la monnaie japonaise analogue, la douane japonaise a reçu jusqu'à ce jour, en paiement des droits, des dollars pour leur poids en bous (communément appelés *ichibous*), c'est-à-dire à raison de trois cent onze bous pour cent dollars.

Toutefois, le Gouvernement japonais, désireux de modifier cet usage et de s'abstenir de toute ingérence dans l'échange des monnaies étrangères contre celles du Pays, a déjà pris des mesures afin de donner à la fabrication actuelle des monnaies japonaises le déve-

loppement qui lui permettra d'en produire la quantité nécessaire à tous les besoins du commerce étranger et indigène.

Ainsi le Gouvernement japonais s'engage à recevoir, dans les établissements créés à cet effet, toutes les monnaies étrangères et les lingots d'or et d'argent que les étrangers et les indigènes demanderont à échanger contre des monnaies du Pays représentant la même valeur intrinsèque, à charge par eux d'acquitter un simple droit de monnayage.

Le taux de ce monnayage sera ultérieurement fixé, d'un commun accord, entre les Parties contractantes. Toutefois, comme cette mesure ne peut être rendue exécutoire avant que les diverses Puissances qui ont conclu des Traités avec le Japon n'aient préalablement consenti à modifier les articles de ces Traités qui sont relatifs à l'échange des monnaies, le Gouvernement japonais soumettra immédiatement l'adoption de ces modifications aux Puissances signataires des Traités, et, si elles sont consenties, il sera prêt, à partir du 1^{er} janvier 1868, à mettre à exécution la mesure ci-dessus indiquée.

7. Dans le but de mettre un terme à plusieurs abus et inconvénients qui ont été signalés dans les ports ouverts, relativement à l'expédition des affaires à la douane, à l'embarquement et au débarquement des marchandises, au louage des bateaux, des coulies, des domestiques, etc., les Parties contractantes sont convenues que les gouverneurs des ports ouverts s'entendraient immédiatement avec les consuls des Puissances signataires des Traités, afin d'établir, d'un commun accord, les règlements nécessaires pour mettre un terme à ces abus et à ces inconvénients et pour donner toutes les facilités et toute la sécurité possibles aux opérations commerciales et aux transactions particulières. Il est stipulé expressément par les présentes que des hangars seront construits sur un ou plusieurs points des quais, dans les ports ouverts, afin de mettre les marchandises à l'abri des intempéries au moment du débarquement ou de l'embarquement.

8. Tout sujet japonais pourra acheter, dans les ports ouverts au Japon ou à l'étranger, toute espèce de bâtiments à voiles ou à vapeur destinés au transport des voyageurs ou des marchandises, à l'exception des navires de guerre, dont l'acquisition ne peut être faite qu'avec l'autorisation du Gouvernement japonais.

Les bâtiments achetés par les sujets japonais seront enregistrés comme bâtiments japonais, moyennant le paiement d'un droit fixe de trois bous par tonneau pour les navires à vapeur et de un bou par tonneau pour les navires à voiles.

Le tonnage de chaque bâtiment sera constaté sur les registres du bord, qui devront être présentés, à la demande des autorités japonaises, par le consul de la partie intéressée, qui en certifiera l'authenticité.

9. Conformément aux Traités conclus avec le Japon par les Puissances susnommées et aux Arrangements spéciaux intervenus entre les envoyés du Gouvernement japonais, ainsi que cela résulte des

notes transmises par eux au Gouvernement britannique, en date du 6 juin 1862, et au Gouvernement français, en date du 6 octobre de la même année, toutes les restrictions qui entravaient le commerce et les relations entre les Japonais et les étrangers, et auxquelles faisaient allusion lesdites notes, ont été entièrement écartées, et des Proclamations ont été publiées à cet effet par le Gouvernement japonais, qui n'hésite point, toutefois, à déclarer que les négociants et trafiquants japonais de toute classe sont libres de commercer directement avec les négociants étrangers, sans l'intervention d'aucun officier du Gouvernement, non-seulement dans les ports ouverts du Japon, mais dans tous les Pays étrangers où ils sont autorisés à se rendre en observant les règlements expliqués dans l'article 10 de la présente Convention. Dans leurs relations commerciales avec les étrangers, les Japonais ne seront pas soumis à des taxes plus élevées que celles imposées aux négociants indigènes dans leurs transactions habituelles.

Le Gouvernement japonais déclare, en outre, que tous les daimios et les personnes employées par eux sont libres, en se soumettant aux mêmes conditions, de se rendre dans tous les Pays étrangers, ainsi que dans les ports ouverts du Japon, où ils pourront commercer avec les étrangers comme ils l'entendront, et sans l'intervention d'aucun officier japonais, en tant qu'ils se soumettront aux règlements de police existants et au paiement des droits établis.

10. Tout sujet japonais pourra, dans tous les ports ouverts au Japon et dans tous les ports des Puissances étrangères, embarquer ses marchandises à bord de tout navire, qu'il appartienne à un Japonais ou à un sujet d'une des Puissances signataires des Traités.

Il pourra, en outre, se rendre à l'étranger pour y étudier ou y faire le commerce, à la condition de se munir d'un passe-port auprès des autorités compétentes, ainsi que cela est déterminé dans la Proclamation émanée, à ce sujet, du Gouvernement japonais, en date du 23 mai 1866.

Les sujets japonais pourront accepter tout emploi à bord des navires appartenant aux Nations ayant conclu un Traité avec le Japon.

Il est également permis aux Japonais employés par les étrangers d'entreprendre tel voyage qu'il leur conviendra, après avoir obtenu un passe-port du Gouvernement par l'intermédiaire du gouverneur des ports ouverts.

11. Le Gouvernement japonais fera établir des phares, feux et bouées nécessaires pour rendre sûres à la navigation les approches des ports ouverts de son Pays.

12. Les soussignés jugeant qu'il n'y a pas lieu de soumettre la présente Convention à la ratification de leurs Gouvernements respectifs avant son exécution, celle-ci commencera le 1^{er} juillet 1866.

La communication écrite que chacune des Parties contractantes aura soin de faire aux autres, lorsqu'elle recevra de son Gouvernement l'approbation de cette Convention, remplacera, en cette circonstance, les formalités adoptées pour l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Yeddo, en français, anglais, hollandais et japonais, le 25 juin 1866.

(L. S.) Signé LÉON ROCHES,

Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur des Français au Japon.

(L. S.) Signé HARRY PARKES,

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique au Japon.

Signé PORTMAN,

Chargé d'affaires, par intérim, des États-Unis au Japon.

(L. S.) Signé DE GRAEFF VAN POLSBROCK,

Agent politique et Consul général des Pays-Bas au Japon.

(Signature du Plénipotentiaire japonais.)

MIDZOUNO-IDZOUNINO-KAMI.

TARIF DES DROITS D'IMPORTATION.

1^{re} CLASSE.

DROITS SPÉCIFIQUES.

N° D'ORDRE.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS		DROITS à percevoir.	
		françaises.	japonaises et anglaises.	Ichibous.	Cents.
1	Acier.....	60 kil. 453	100 catties.	"	60
2	Alun.....	Idem.	Idem.	"	15
3	Boutons de laiton.....	Grosse.	Gross.	"	22
4	Bougies.....	60 kil. 453	100 catties.	2	25
5	Bois de sandal.....	Idem.	Idem.	1	25
6	Bois de sapan.....	Idem.	Idem.	"	40
7	Cigares.....	604 gr. 53	Catty.	"	25
8	Clous de girofle et antioffes de girofle.....	60 kil 453	100 catties.	1	"
9	Cochenille.....	Idem.	Idem.	21	"
10	Cordages.....	Idem.	Idem.	1	25
11	Coton brut.....	Idem.	Idem.	1	25
12	Coton filé, tors ou teint.....	Idem.	Idem.	5	"
13	Cachou.....	Idem.	Idem.	"	75
14	Colle forte.....	Idem.	Idem.	"	60
15	Cornes de buffles et de cerfs.....	Idem.	Idem.	1	05
16	Cornes de rhinocéros.....	Idem.	Idem.	3	50
17	Cuir.....	Idem.	Idem.	2	"
18	Casimirs, flanelle et serge.....	9 mètres 143	10 yards.	"	45
19	Camelots hollandais.....	Idem.	Idem.	"	75
20	Camelots anglais.....	Idem.	Idem.	"	40
21	Couvertures de lit et de cheval.....	6 kil. 45	10 catties.	"	50
22	Couvertures de voyage et châles écossais.....	La pièce.	Each.	"	50
23	Dents de cheval marin.....	60 kil. 453	100 catties.	7	50
24	Écorces de manglier.....	Idem.	Idem.	"	15
25	Étain.....	Idem.	Idem.	3	"
26	Étoffe rayée (dite d'Espagne).....	9 mètres 143	10 yards.	"	75
27	Étamine.....	Idem.	Idem.	"	15
28	Étoffes laine et coton : imitation de camelots, de lastings-orléans (unis et à dessins), étoffe lustrée (unie et à dessins), atpacas, barathias, damas, draps d'Italie, taffechalas, cordon dit Russell, cassandres, lainages, nouveautés, cordons en camelots et toutes autres étoffes dont le tissu consiste d'un mélange de coton et de laine : a. N'excédant pas 86 centimètres 358.....	Idem.	Idem.	"	30
	b. Excédant 86 centimètres 358.....	Idem.	Idem.	"	45
29	Futaine comme velours de coton, étoffes veloutées, satin, satinets et damas de coton n'excédant pas 1 mètre 01.....	Idem.	Idem.	"	20
30	Fil de coton tors ou teint, en écheveaux ou en bobines.....	60 kil. 453	100 catties.	7	50
31	Fer ouvré, en verges, barres, clous, etc.....	Idem.	Idem.	"	30
32	Fer ouvré, en gueuses.....	Idem.	Idem.	"	15
33	Fer ouvré, en saumons.....	Idem.	Idem.	"	06
34	Fer ouvré, fil de fer.....	Idem.	Idem.	"	80
35	Fer-blanc.....	Caisse n'excédant pas 54 kilog.	Box of not exceeding 90 catties.	"	70
36	Guincamp, n'excédant pas 78 centimètres.....	9 mètres 143	10 yards.	"	06
	Guincamp, n'excédant pas 1 mètre 09.....	Idem.	Idem.	"	09
37	Gilets et caleçons de coton.....	La douzaine.	Dosen.	"	30
38	Gambier.....	60 kil. 453	100 catties.	"	45
39	Gomme-gutte.....	Idem.	Idem.	3	75
40	Gomme, benjoin et huile de benjoin.....	Idem.	Idem.	2	40
41	Gomme, sang-dragon (teinture de l'antimoine), myrrhe, encens.....	Idem.	Idem.	1	80
42	Gypse.....	Idem.	Idem.	"	08

N ^o D'ORDRE.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITES		DROITS à percevoir.	
		françaises.	japonaises et anglaises.	Itchi-bous.	Cent.
43	Gilets de peau et caleçons en laine.....	La douzaine.	Dozen.	1	"
44	Gilets de peau et caleçons en laine et coton.....	Idem.	Idem.	"	60
45	Indigo liquide.....	60 kil. 453	100 catties.	"	75
46	Indigo sec.....	Idem.	Idem.	3	75
47	Ivoire, dents d'éléphants, de toute qualité.....	Idem.	Idem.	15	"
48	Laque en bâtons.....	Idem.	Idem.	1	75
49	Lastings, lastings de crêpe et crêpe en laine filée, mérinos et autres étoffes non dénommées :				
	a. N'excédant pas 86 centimètres 358.....	9 mètres 143	10 yards.	"	30
	b. Excédant 86 centimètres 358.....	Idem.	Idem.	"	45
50	Laine filée, couleur naturelle et teinte.....	60 kil. 453	100 catties.	10	"
51	Mouchoirs.....	La douzaine.	Dozen.	"	05
52	Métaux, cuivre et laiton en plaques, feuilles, barres et clous.....	60 kil. 453	100 catties.	3	50
53	Métal jaune, métal dit <i>Mantz</i> , pour doublage et clous.....	Idem.	Idem.	2	50
54	Mercure, vif-argent.....	Idem.	Idem.	6	"
55	Noix de bétel.....	Idem.	Idem.	"	45
56	Nappes.....	La pièce.	Each.	"	06
57	Nattes pour planchers.....	Rouleau	Roll of	"	75
	36 ^m 1/2.		40 yards.		
58	Narval ou dents de licornes de mer.....	604 gr. 53	Catty.	1	"
59	Plumes (d'alcyon, de paon).....	60 kil. 453	100 catties.	1	50
60	Pierres à feu.....	Idem.	Idem.	"	11
61	Peaux de buffles et de vaches.....	Idem.	Idem.	1	20
62	Peintures telles que rouge, blanche et jaune, peinture de plomb (minium, céruse et massicot), huile servant à faire de la peinture.....	Idem.	Idem.	1	50
63	Plomb, en saumons.....	Idem.	Idem.	"	80
64	Plomb, en feuilles.....	Idem.	Idem.	1	"
65	Poivre noir et blanc.....	Idem.	Idem.	"	"
66	Poisson salé.....	Idem.	Idem.	"	75
67	Peaux de requins.....	100 pièces.	100 pièces.	7	50
68	Quinine.....	604 gr. 53	Catty.	1	50
69	Racines dont l'odeur se rapproche de celle de la rhubarbe (putchuck).....	60 kil. 453	100 catties.	2	25
70	Rotins.....	Idem.	Idem.	"	45
71	Rhubarbe.....	Idem.	Idem.	1	"
72	Sabots et ongles de mammifères.....	Idem.	Idem.	"	30
73	Savon en barres.....	Idem.	Idem.	"	50
74	Sucre brun et noir.....	Idem.	Idem.	"	40
75	Sucre blanc.....	Idem.	Idem.	"	75
76	Sucre en pains.....	Idem.	Idem.	1	"
77	Toile à voiles, chanvre et toiles à voiles en coton.....	9 mètres 143	10 yards.	"	25
78	Taffethalas, n'excédant pas 78 centimètres de largeur.....	Idem.	Idem.	"	17 1/2
	Taffethalas, excédant 78 centimètres de largeur et n'excédant pas 1 mètre 09.....	Idem.	Idem.	"	25
79	Toile de lin ou de chanvre, de toute qualité.....	Idem.	Idem.	"	20
80	Tissus de coton : toile à chemises, toile grise, toile blanche, piquée, mouchetée blanche ou imprimée, coutil et coutil satiné, brocatelle blanche, T cloths, batiste, mousseline, jacosnas, basins, couvre-lits, colonnades; toutes les marchandises ci-dessus, peintes; cotons et indiennes imprimées pour meubles :				
	a. N'excédant pas 86 centimètres 358 en largeur.....	Idem.	Idem.	"	7 1/2
	b. N'excédant pas 1 mètre 01 en largeur.....	Idem.	Idem.	"	8 3/4
	c. N'excédant pas 1 mètre 17 en largeur.....	Idem.	Idem.	"	10
	d. Excédant 1 mètre 17 en largeur.....	Idem.	Idem.	"	11 1/4
81	Tissus de laine, drap, double largeur, largeur moyenne et petite largeur :				
	N'excédant pas 86 centimètres 358.....	Idem.	Idem.	"	60
	N'excédant pas 1 mètre 40.....	Idem.	Idem.	1	"
	Excédant 1 mètre 40.....	Idem.	Idem.	1	25

N° D'ORDRE.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS		DROITS à percevoir.	
		françaises.	japonaises et anglaises.	Itchi-bous.	Cents.
82	Toile cirée pour planchers.....	9 mètres 143	10 yards.	"	30
83	Toile cirée ou cuir pour meubles.....	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	"	15
84	Tabac en poudre.....	604 gr. 53	Catty.	"	30
85	Tabac à fumer.....	60 kil. 453	100 catties.	1	80
86	Tapis de table, en laine, imprimés.....	La pièce.	Each.	"	75
87	Verres à vitres.....	Caisse de 100 pieds carrés	Box of 100 square feet.	"	35
88	Vermillon.....	60 kil. 453	100 catties.	9	"
89	Zinc et antimoine femelle.....	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	"	60

2^e CLASSE.

MARCHANDISES EXEMPTES DE DROITS.

Ancre et chaînes, cables.
 Bassines pour le séchage du thé, et paniers.
 Bagages de voyageurs.
 Céréales, y compris le riz, le paddy, le blé, l'orge, l'avoine, le seigle, les pois, les haricots, le millet et le maïs.
 Charbon (houille).
 Effets d'habillement à l'usage des étrangers, non compris dans les articles énoncés dans le présent Tarif.
 Farines provenant des céréales mentionnées ci-dessus.
 Goudron et poix.
 Livres imprimés.
 Nattes d'emballage.
 Or et argent, monnayés ou non monnayés.
 Plomb pour caisses à thé.
 Salpêtre.
 Sel.
 Soudure.
 Tous animaux de boucherie ou de trait.
 Tourteaux (obtenus par l'extraction de l'huile).
 Viandes salées, en barriques.

3^e CLASSE.

MARCHANDISES PROHIBÉES.

Opium.

4^e CLASSE.

MARCHANDISES SOUMISES À UN DROIT AD VALOREM DE CINQ POUR CENT.

Articles de Paris.
 Armes et munitions de guerre.
 Argenterie et plaqué.
 Bois de construction.
 Chaussures.
 Corail.
 Coutellerie.
 Drogues et médicaments, tels que gensing, etc. etc.
 Galons et fil d'or et d'argent.
 Gommés et épices non dénommées dans le Tarif.

Horlogerie (pendules, montres) et boîtes à musique.
 Joaillerie.
 Lampes.
 Meubles de toute espèce, neufs ou de deuxième main.
 Miroirs et glaces.
 Machines et objets manufacturés, en fer et en acier.
 Porcelaine, poterie et faïence.
 Parfumeries, savons de senteur.
 Peintures et gravures.
 Peaux et fourrures.
 Teintures.
 Télescopes et instruments scientifiques.
 Tissus de soie de toutes sortes, velours, brocarts, damas, soie et coton, soie et laine, etc.
 Verrerie et cristaux.
 Vins, liqueurs, drèches et spiritueux, provisions de bouche de toute espèce.
 Et toutes autres marchandises non comprises dans l'énumération qui précède.

NOTA. Conformément à l'article 8 de la Convention de Yeddo, un droit sera perçu sur la vente des navires étrangers aux Japonais. Ce droit s'élève à trois bous par tonneau pour les navires à vapeur et à un bou par tonneau pour les navires à voiles.

TARIF DES DROITS D'EXPORTATION.

1^{re} CLASSE.

DROITS SPÉCIFIQUES.

N ^o D'ORDRE.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS		DROITS à percevoir.	
		françaises.	japonaises et anglaises.	Heck- bous.	Conts.
1	Ailerons de requins.....	60 kil. 453	100 catties.	1	30
2	Algues, non coupées.....	Idem.	Idem.	"	30
3	Algues, coupées.....	Idem.	Idem.	"	60
4	Awabi.....	Idem.	Idem.	3	"
5	Awabi (Coquilles d').....	Idem.	Idem.	"	08
6	Campbre.....	Idem.	Idem.	1	80
7	Casse.....	Idem.	Idem.	"	30
8	Casse (Bourgeois de).....	Idem.	Idem.	2	26
9	Charbon (houille).....	Idem.	Idem.	"	04
10	Chanvre.....	Idem.	Idem.	2	"
11	Champignons (de toute qualité).....	Idem.	Idem.	5	"
12	Coton.....	Idem.	Idem.	2	25
13	Cornes de ceris, vicieuses.....	Idem.	Idem.	2	99
14	Colle de poisson.....	Idem.	Idem.	2	25
15	Chiffons.....	Idem.	Idem.	"	12
16	Crevettes et chevrettes, séchées et salées.....	Idem.	Idem.	1	80
17	Cire végétale.....	Idem.	Idem.	1	50
18	Cire d'abeilles.....	Idem.	Idem.	2	50
19	Écorces de pivoine (botampi).....	Idem.	Idem.	3	75
20	Fer du Japon.....	Idem.	Idem.	"	60
21	Ghinang ou Ichio.....	Idem.	Idem.	"	45
22	Graines de navette.....	Idem.	Idem.	"	45
23	Graines de sésame.....	Idem.	Idem.	"	90
24	Graines de vers à soie.....	Le carton.	Sheet.	"	7 1/2
25	Huile de poisson.....	60 kil. 453	100 catties.	"	30
26	Huile de graines.....	Idem.	Idem.	1	05
27	Irico ou bêche de mer (holothuries).....	Idem.	Idem.	3	"
28	Kair (fibre de noix de coco).....	Idem.	Idem.	"	45
29	Miel.....	Idem.	Idem.	1	08
30	Noix de galle.....	Idem.	Idem.	"	90
31	Poisson, saumon et morue, salé ou séché.....	Idem.	Idem.	"	75
32	Plomb.....	Idem.	Idem.	"	90
33	Papier à écrire.....	Idem.	Idem.	3	"

N°	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS		DROITS à percevoir.	
		françaises.	japonaises et anglaises.	Itchi-bous.	Couts.
34	Papier inférieur.....	60 kil. 453	100 catties.	1	"
35	Pois, fèves, haricots et légumes de toute espèce.	Idem.	Idem.	"	30
36	Pommes de terre.....	Idem.	Idem.	"	15
37	Racines de Chine (buckrio).....	Idem.	Idem.	"	75
38	Sèche (poisson).....	Idem.	Idem.	1	05
39	Saké, ou vin et spiritueux du Japon.....	Idem.	Idem.	"	90
40	Soies grêges et ouvrées.....	Idem.	Idem.	75	"
41	Soies, doupions.....	Idem.	Idem.	20	"
42	Soies, noshi.....	Idem.	Idem.	7	50
43	Soies, filoselle ou bourre de soie.....	Idem.	Idem.	20	"
44	Soies, cocons percés.....	Idem.	Idem.	7	"
45	Soies, cocons non percés.....	Idem.	Idem.	12	"
46	Soies, déchets de soie et de cocons.....	Idem.	Idem.	2	25
47	Soya (sauce aromatique du Japon).....	Idem.	Idem.	"	45
48	Soufre.....	Idem.	Idem.	"	30
49	Thé.....	Idem.	Idem.	3	50
50	Thé, qualité connue sous le nom de <i>Bantcha</i> (quand il est exporté de Nagasaki seulement).. 51 Tabac en feuilles.....	Idem.	Idem.	"	75
52	Tabac coupé ou préparé.....	Idem.	Idem.	"	75
53	Vermicelle.....	Idem.	Idem.	1	50
				"	45

2° CLASSE.

MARCHANDISES EXEMPTES DE DROITS.

Or et argent monnayés, or, argent et cuivre non monnayés, de production japonaise, ne devant être vendus que par le Gouvernement japonais seulement, en vente publique, aux enchères.

3° CLASSE.

MARCHANDISES PROHIBÉES.

Farine fabriquée de riz, paddy, blé et orge.
Riz, paddy, blé et orge.
Salpêtre.

4° CLASSE.

MARCHANDISES SUJETTES À UN DROIT AD VALOREM DE CINQ POUR CENT
À ÊTRE CALCULÉ D'APRÈS LES PRIX SUR PLACE.

Bois de construction.
Charbon de bois.
Cornes de cerfs, jeunes ou tendres.
Étoffes en soie, pour robes, tissus et broderies de soie.
Général et drogues non énumérées.
Nattes et paillassons.
Objets en bambous.
Ustensiles en cuivre de tous genres.
Et toutes autres marchandises non comprises dans l'énumération ci-dessus.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.

1° Les articles qui ne sont pas mentionnés dans le tableau d'importation et qui se trouvent énumérés dans celui de l'exportation ne payeront pas de droits suivant ce dernier tableau, mais seront taxés *ad valorem*, et le même règlement sera applicable à tout article d'exportation non mentionné sous ce titre, mais indiqué dans les importations.

2° Les étrangers résidant au Japon et les équipages ou les passagers de bâtiments étrangers auront la faculté d'acheter telle provision de grains ou de farines, compris dans le tableau d'exportation, qui pourrait leur être nécessaire pour leurs besoins personnels, mais le permis d'embarquement d'usage devra être obtenu à la douane avant que les grains ou farines susindiqués puissent être embarqués à bord d'un navire étranger.

3° Le *catty* indiqué dans le présent Tarif est égal à 0,604 grammes 53 centigrammes, avoir du poids 1322. Le *yard* est la mesure anglaise de 3 pieds, soit 914 millimètres; le pied anglais, soit 30,47 millimètres, est $\frac{1}{8}$ de pouce plus long que le *kane shaku* japonais. Le *bou* ou *itchibou* est une monnaie d'argent ne pesant pas moins de 134 grains, soit 8 grammes 67 centigrammes, et ne contenant pas moins de neuf parties d'argent pur sur une partie d'alliage. Le *cent* est la centième partie du *bou* ou *itchibou*.

Signé LÉON ROCHES.

Signé HARRY PARKES.

Signé PORTMAN.

Signé DE GRAEFF VAN POLSBROEK.

(Signature du Plénipotentiaire japonais.)

MIDZOUNO-IDZOUNINO-KANI.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Saint-Cloud, le 27 Octobre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du sceau de l'État :
Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,

Signé J. BAROCHE.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé MOUSTIER.



Certifié conforme :

Paris, le 10^e Novembre 1866,

Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1439.

N° 14,665. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant répartition, par chapitres, des Crédits du Budget ordinaire et du Budget extraordinaire de l'exercice 1867.*

DU 6 Novembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances;

Vu l'article 1^{er} du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu les lois du 18 juillet 1866, portant fixation du budget ordinaire et du budget extraordinaire de l'exercice 1867;

Vu notre décret du 11 août dernier⁽¹⁾, qui, en vue de l'exécution du sénatus-consulte du 4 juillet 1866, sur les colonies, a réparti, par chapitres, les crédits alloués à la cinquième section du budget ordinaire du ministère de la marine et des colonies (*Service colonial*);

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

§ 1^{er}. — *Budget ordinaire.*

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts à nos ministres par l'article 1^{er} de la loi du 18 juillet 1866, pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1867, et montant à la somme de un milliard cinq cent vingt-trois millions cent soixante-dix-huit mille cent quatre-vingt-un francs (1,523,178,181¹), sont répartis, par chapitres, conformément à l'état A ci-annexé.

§ 2. — *Budget des dépenses sur ressources spéciales.*

2. Les crédits affectés aux dépenses sur ressources spéciales et montant, pour l'exercice 1867, d'après l'article 9 de la loi précitée, à deux cent quarante-cinq millions huit cent soixante-dix-huit mille

⁽¹⁾ Bull. 1427, n° 14,583.

neuf cent quatre-vingt-huit francs (245,878,988'), sont répartis, par chapitres, conformément à l'état B ci-annexé.

§ 3. — Budget spécial de la caisse d'amortissement.

3. Les crédits affectés aux dépenses de la caisse d'amortissement et fixés, pour l'exercice 1867, par l'article 17 de la loi précitée, à la somme de soixante-quinze millions six cent quarante-six mille francs (75,646,000'), sont répartis, par chapitres, conformément à l'état C ci-annexé.

§ 4. — Services spéciaux rattachés pour ordre au budget.

4. Les crédits ouverts par l'article 18 de la même loi aux services spéciaux rattachés pour ordre au budget de l'État, qui sont imputables sur les ressources de ces services et qui s'élèvent, pour l'année 1867, à la somme de cent huit millions cinq cent trente-six mille trois cent quatre francs (108,536,304'), sont répartis, par chapitres, conformément à l'état D ci-annexé.

§ 5. — Budget extraordinaire.

5. Les crédits ouverts à nos ministres par l'article 2 de la loi du 18 juillet 1866, pour les dépenses extraordinaires de l'exercice 1867, et montant à cent trente-trois millions cinquante-quatre mille deux cent un francs (133,054,201'), sont répartis, par chapitres, conformément à l'état E ci-annexé.

6. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances et nos ministres secrétaires d'État aux autres départements sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 6 Novembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

SECTIONS.	CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
DETTE PUBLIQUE ET DOTATIONS.			
DETTE CONSOLIDÉE.			
	1	Rentes 4 1/2 p. o/o.....	37,603,487 ¹
	2	Rentes 4 p. o/o.....	456,096
	3	Rentes 3 p. o/o.....	303,072,283
		TOTAL.....	341,121,866
CAPITAUX REMBOURSABLES À DIVERS TITRES.			
	4	Intérêts de capitaux de cautionnements.....	8,600,000
	5	Intérêts de la dette flottante du trésor.....	25,000,000
	6	Rachat des péages du Sund et des Belts. (Convention du 28 septembre 1857.).....	248,832
	7	Rachat des péages de l'Escaut. (Convention du 16 juillet 1863.).....	340,504
	8	Redevances annuelles envers l'Espagne pour délimitation de la frontière des Pyrénées. (Traité du 2 décembre 1856.)....	20,000
		TOTAL.....	34,209,336
DETTE VIAGÈRE.			
MINISTÈRE DES FINANCES. 1^{re} SECTION. Dette consolidée. Capitaux remboursables à divers titres. Dette viagère. Dotations et dépenses des pouvoirs législatifs.	9	Rentes viagères d'ancienne origine.....	333,490
	10	Rentes viagères pour la vieillesse.....	5,000,000
	11	Pensions des grands fonctionnaires de l'Empire. (Loi du 17 juillet 1856.).....	210,000
	12	Pensions de la pairie et de l'ancien Sénat.....	130,000
	13	Pensions civiles. (Loi du 22 août 1790.).....	1,668,000
	14	Pensions à titre de récompense nationale.....	551,000
	15	Pensions militaires.....	42,100,000
	16	Pensions ecclésiastiques.....	42,000
	17	Pensions de donataires dépossédés.....	937,000
	18	Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.).....	27,800,000
	19	Secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile.....	165,000
	20	Secours viagers aux anciens militaires de la République et de l'Empire.....	2,700,000
	21	Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés des anciennes listes civiles et du domaine privé du dernier règne..	587,000
	22	Anciens dotataires du Mont-de-Milan. (Décret impérial du 18 décembre 1861.).....	311,900
		TOTAL.....	82,535,390
	DOTATIONS ET DÉPENSES DES POUVOIRS LÉGISLATIFS.		
	23	Liste civile de l'Empereur.....	25,000,000
	24	Dotations des princes et princesse de la famille impériale.....	1,500,000
	25	Dotations du Sénat.....	5,100,000
	26	Dépenses administratives du Sénat.....	1,120,000
	27	Dépenses administr. du Corps législatif et indemn. des députés.	3,201,500
	28	Supplément à la dotation de la Légion d'honneur.....	10,143,680
		TOTAL.....	46,065,180
		TOTAL de la 1^{re} section.....	503,931,772

SECTIONS.	CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
			par chapitres.	par sections.
SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.				
MINISTÈRE D'ÉTAT.				
1 ^{re} SECTION. Administration centrale.	1	Personnel de l'administration centrale.....	284,000 ^f	423,500 ^f
	2	Matériel de l'administration centrale.....	139,500	
2 ^e SECTION. Conseil privé. Conseil d'État.	3	Membres du conseil privé.....	300,000	2,668,900
	4	Personnel du Conseil d'État.....	2,211,900 ^f	
	5	Matériel du Conseil d'État.....	157,000	
	6	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.	
TOTAL pour le ministère d'État.....				3,092,400
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.				
SERVICE DE LA JUSTICE.				
ADMINISTRATION CENTRALE.				
1 ^{re} SECTION. Administration centrale. Conseil du sceau des titres.	1	Personnel.....	548,300 ^f	699,450 ^f
	2	Matériel.....	130,000	
	3	Conseil du sceau des titres.....	21,150	
COURS ET TRIBUNAUX.				
2 ^e SECTION. Cours et tribunaux.	3	Cour de cassation.....	1,181,900	27,404,260
	4	Cours impériales.....	6,966,300	
	5	Cours d'assises.....	159,800	
	6	Tribunaux de première instance.....	10,097,360	
	7	Tribunaux de commerce.....	178,300	
	8	Tribunaux de police.....	80,200	
3 ^e SECTION. Frais de justice criminelle en France et en Algérie. Frais de statistiques.	9	Justices de paix.....	7,863,300	4,900,000
	10	Service de la justice française en Algérie.....	877,200	
4 ^e SECTION. Dépenses diverses. Secours temporaires.	11	Frais de justice criminelle en France et en Algérie et frais des statistiques.....	4,900,000	70,000
	12	Dépenses diverses. — Secours temporaires à d'anciens magistrats, commis greffiers et employés de l'administration centrale, à leurs veuves et orphelins. — Dépenses extraordinaires et imprévues.....	70,000	
	13	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.	33,073,710
	14	Dépenses des exercices périmés.....	Mémoire.	
TOTAL pour le service de la justice.....				
SERVICE DES CULTES.				
1 ^{re} SECTION. Administration centrale.	1	Personnel des bureaux des cultes.....	222,400 ^f	264,400 ^f
	2	Matériel des bureaux des cultes.....	42,000	
2 ^e SECTION. Personnel du culte catholique.	3	Cardinaux, archevêques et évêques.....	1,691,500	42,822,950
	4	Vicaires généraux, chapitres et clergé paroissial.....	38,733,550	
	5	Chapitre de Saint-Denis et chapelains de Sainte-Geneviève.....	266,500	
	6	Bourses des séminaires catholiques.....	1,155,400	
	7	Pensions ecclésiastiques et secours personnels.....	881,000	
	8	Secours annuels à divers établissements religieux.....	105,000	
A reporter.....				43,087,350

SECTION.	CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
			par chapitres.	par sections.
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES. (Suite.)				
		Report.....		43,087,350 ¹
3 ^e SECTION. Matériel et travaux du culte catholique.	9	Service intérieur des édifices diocésains.....	588,000 ¹	3,134,000
	10	Entretien des édifices diocésains et travaux aux édifices d'Alger.....	1,113,000.	
	11	Secours pour travaux concernant les églises et presbytères.....	1,400,000	
4 ^e SECTION. Personnel et matériel des cultes non catholiques.	12	Dépenses accidentelles et frais de passage.....	33,000	1,943,236
	13	Personnel des cultes protestants.....	1,563,036	
	14	Subvention au directoire général de la confes- sion d'Augsbourg.....	34,000	
	15	Personnel du culte israélite.....	216,200	
	16	Édifices des cultes protestants et israélite.....	130,000	
	17	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.	
	18	Dépenses des exercices périmés.....	Mémoire.	
TOTAL pour le service des cultes.....				48,164,586
RÉCAPITULATION.				
Service de la justice.....				33,073,710 ¹
Service des cultes.....				48,164,586
TOTAL pour le ministère de la justice et des cultes.....				81,238,296 ¹
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.				
ADMINISTRATION CENTRALE.				
1 ^{re} SECTION. Administration centrale.	1	Personnel.....	681,400 ¹	931,400 ¹
	2	Matériel.....	250,000	
2 ^e SECTION. Traitements des agents du service extérieur.	TRAITEMENTS DES AGENTS DU SERVICE EXTÉRIEUR.			6,852,300
	3	Traitements des agents politiques et consu- laires.....	6,757,300 ¹	
	4	Traitements des agents en inactivité.....	95,000	
	DÉPENSES VARIABLES ET SERVICES TEMPORAIRES.			
3 ^e SECTION. Dépenses variables et services temporaires.	5	Frais d'établissement.....	350,000	5,149,500
	6	Frais de voyages et de courriers.....	700,000	
	7	Frais de service.....	2,025,000	
	8	Présents diplomatiques.....	60,000	
	9	Indemnités et secours.....	112,500	
	10	Dépenses secrètes.....	550,000	
	11	Missions et dépenses extraordinaires, dépenses imprévues.....	930,000	
	12	Frais de location et charges accessoires de l'hô- tel affecté à la résidence de l'ambassade otto- mane.....	52,000 ¹	
	13	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.	
	14	Subvention accordée à l'émir Abd-el-Kader et frais accessoires de son séjour à Damas.....	120,000 ¹	
	15	Subvention au fonds commun des chancelleries consulaires.....	260,000	
TOTAL pour le ministère des affaires étrangères.....				12,933,200

SECTIONS.	CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
			par chapitres.	par sections.
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.				
1 ^{re} SECTION. Administration centrale.	1	Traitement du ministre et personnel de l'admini- stration centrale.....	1,430,100 ^f	1,817,100 ^f
	2	Matériel et dépenses diverses des bureaux.....	387,000	
	3	Traitements et indemnités des fonctionnaires administratifs des départements.....	5,651,050	
2 ^e SECTION. Administration générale.	4	Abonnements pour frais d'administration des préfectures et sous-préfectures.....	5,904,900	11,884,250
	5	Inspections générales administratives.....	248,500	
	6	Dépenses générales de la garde nationale.....	80,000	
3 ^e SECTION. Services télégraphiques.	7	Personnel des lignes télégraphiques.....	6,753,700	9,474,480
	8	Matériel des lignes télégraphiques.....	2,720,760	
	9	Dépenses des commissariats de l'émigration....	51,000	
4 ^e SECTION. Sûreté publique.	10	Traitements et indemnités des commissaires de police et inspecteurs de la librairie.....	1,100,875	7,967,665
	11	Subvention à la ville de Paris pour la police municipale.....	4,247,000	
	12	Frais de police de l'agglomération lyonnaise...	568,790	
5 ^e SECTION. Service des prisons.	13	Dépenses secrètes de sûreté publique.....	2,000,000	17,600,000
	14	Dépenses ordinaires et frais de transport des détenus; constructions et acquisitions.....	14,000,000	
	15	Remboursement sur le produit du travail des condamnés.....	3,600,000	
6 ^e SECTION. Subventions et secours.	16	Subvention aux établissements généraux de bienfaisance.....	862,416	4,623,410
	17	Secours généraux à des établissements et insti- tutions de bienfaisance.....	746,000	
	18	Secours personnels à divers titres, frais de ra- patriement, etc.....	935,000	
	19	Secours aux réfugiés étrangers.....	1,200,000	550,000
	20	Dépenses du matériel des cours impériales; frais d'occupation du palais de justice de Pa- ris par la cour de cassation.....	550,000	
	21	Subventions pour construction de ponts sur des chemins vicinaux.....	200,000	
	22	Suppléments au Moniteur et débats législatifs..	130,000	Mémoire.
	23	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.	
	24	Dépenses des exercices périmés.....	Mémoire.	
TOTAL pour le ministère de l'intérieur.....				53,367,085

MINISTÈRE DES FINANCES.

SERVICE GÉNÉRAL.

ADMINISTRATION CENTRALE DES FINANCES.

2 ^e SECTION. Administration centrale. Monnaies et médailles.	29	Personnel.....	5,531,700 ^f	8,144,457 ^f
	30	Matériel.....	2,000,000	
	31	Dépenses diverses.....	235,557	
MONNAIES ET MÉDAILLES. (Service des établissements monétaires.)				
	32	Personnel.....	69,900	8,144,457 ^f
	33	Matériel.....	81,400	
	34	Dépenses diverses.....	34,900	
EXERCICES CLOS ET PÉRIMÉS.				
	35	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	191,000	Mémoire.
	36	Dépenses des exercices clos.....		
A reporter.....				8,144,457

SECTIONS.	CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
			par chapitres.	par sections.
MINISTÈRE DES FINANCES. (Suite.)				
		Report.....		8,144,457 ^f
		COUR DES COMPTES.		
3 ^e SECTION. Cour des comptes.	37	Personnel.....	1,459,100 ^f	1,542,100
	38	Matériel et dépenses diverses.....	83,000	
		SERVICE DE TRÉSORERIE.		
4 ^e SECTION. Service de trésorerie.	39	Frais de trésorerie.....	1,520,000	9,283,000
	40	Traitements et émoluments des trésoriers payeurs généraux et des receveurs des fi- nances.....	7,763,000	
		TOTAL.....		18,969,557
MINISTÈRE DE LA GUERRE ET GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.				
DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA GUERRE.				
1 ^{re} SECTION. Administration centrale. Dépôt de la guerre.	1	Administration centrale. (Personnel.).....	1,920,538 ^f	2,614,538 ^f
	2	Administration centrale. (Matériel.).....	549,500	
	3	Dépôt général de la guerre.....	144,500	
2 ^e SECTION. États-majors. Gendarmerie.	4	États-majors.....	22,001,086	49,615,034
	5	Gendarmerie impériale.....	27,613,948	
	6	Solde et prestations en nature.....	237,907,766	271,551,478
	7	Habillement et campement.....	18,519,086	
	8	Lits militaires.....	4,971,056	
3 ^e SECTION. Solde et entretien des troupes.	9	Transports généraux.....	2,492,850	
	10	Recrutement et réserve.....	619,000	
	11	Justice militaire.....	1,265,727	
	12	Remonte générale.....	5,168,000	
	13	Harnachement.....	607,993	
4 ^e SECTION. Matériel de l'artillerie et du génie.	14	Établissements et matériel de l'artillerie.....	6,599,000	15,950,890
	15	Établissements et matériel du génie.....	9,351,890	
5 ^e SECTION. Écoles militaires. Invalides de la guerre. Traitements temporaires. Secours. Dépenses secrètes.	16	Écoles impériales militaires.....	2,927,608	7,030,857
	17	Invalides de la guerre.....	1,757,249	
	18	Solde de non-activité et solde de réforme.....	563,000	
	19	Secours.....	1,733,000	
	20	Dépenses secrètes.....	50,000	
	21	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.	
	22	Dépenses des exercices périmés.....	Mémoire.	
		TOTAL pour les dépenses du ministère de la guerre.....		346,762,797

SECTIONS.	CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
			par chapitres.	par sections.
MINISTÈRE DE LA GUERRE ET GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE. (Suite.)				
DÉPENSES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.				
1 ^{re} SECTION.	1	Administration centrale. (Personnel.).....	442,260'	680,060'
Administration centrale.	2	Administration centrale. (Matériel.).....	92,000	
Dépenses secrètes.	3	Publications, expositions, missions, établis- sements scientifiques, secours et récompenses..	66,800	
	4	Dépenses secrètes.....	80,000	
2 ^e SECTION.	5	Administration générale.....	2,941,935	2,952,835
Administration générale.	6	Commandement et administration des popula- tions arabes.....	1,010,900	
3 ^e SECTION.				
Services de la justice,	7	Justice musulmane.....	64,000	4,067,831
de l'instruction publique	8	Instruction publique musulmane.....	194,447	
et des cultes.	9	Culte musulman.....	68,500	
Services financiers.	10	Services financiers.....	3,108,237	
Services maritimes.	11	Services maritimes et surveillance de la pêche..	632,647	
4 ^e SECTION.				
Colonisation.	12	Colonisation et topographie.....	2,965,616	5,761,274
Travaux publics.	13	Travaux publics.....	3,495,658	
TOTAL pour les dépenses du gouvernement général de l'Algérie.				14,462,000
RÉCAPITULATION.				
Dépenses du ministère de la guerre.....				348,762,797
Dépenses du gouvernement général de l'Algérie.....				14,462,000
TOTAL pour le ministère de la guerre et le gouver- nement général de l'Algérie.....				361,224,797
MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.				
1 ^{re} SECTION.				
Administration centrale.	1	Administration centrale. (Personnel.).....	1,062,300'	1,826,634'
Conseils.	2	Administration centrale. (Matériel.).....	267,300	
Inspections générales.	3	Conseils, inspections générales et contrôle cen- tral.....	497,034	
2 ^e SECTION.				
États-majors.	4	Équipages à terre et à la mer. (Solde et entre- tien.).....	27,718,290	61,104,596
Équipages.	5	Troupes.....	9,170,375	
Troupes.	6	Corps entretenus et agents divers.....	6,382,486	
Corps entretenus.	7	Maistrance, gardiennage et surveillance.....	2,782,163	
Hôpitaux et vivres.	8	Hôpitaux.....	2,546,090	
	9	Vivres.....	12,506,288	
3 ^e SECTION.				
Salaires d'ouvriers.				
Approvisionnement- nements généraux.	10	Salaires d'ouvriers.....	16,172,200	66,210,572
Travaux hydrauliques.	11	Approvisionnement généraux de la flotte....	32,730,325	
Poudres.	12	Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	7,013,500	
	13	Poudres.....	294,847	
A reporter.....				119,142,203

SECTION.	CHAPITRE.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
			par chapitres.	par sections.
MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES. (Suite.)				
4 ^e SECTION.		Report.....		119,142,202 ^f
Écoles navales.				
Service				
hydrogra-	14	Justice maritime.....	147,550 ^f	
phique	15	École navale et boursiers de la marine.....	225,000	
et scientifique.	16	Service hydrographique et scientifique.....	410,000	
Frais	17	Frais généraux d'impressions et achats de livres.....	489,400	3,727,680
d'impressions.	18	Frais de rapatriement, de pilotage, de voyage, dépenses diverses et ostréiculture.....	2,227,680	
Frais	19	Traitements temporaires.....	100,000	
de voyages	20	Chiourmes.....	123,060	
et dépenses				
diverses.				
Traitements				
temporaires.				
Chiourmes.				
5 ^e SECTION.	21	Personnel civil et militaire aux colonies.....	12,556,200	
Service	22	Matériel civil et militaire aux colonies.....	2,047,000	
colonial.	23	Service pénitentiaire.....	5,009,000	22,181,600
	24	Subvention au service local des colonies.....	2,569,400	
		" Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.	
		" Dépenses des exercices périmés.....	Mémoire.	
TOTAL pour le ministère de la marine et des colonies.....				145,051,482
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.				
1 ^{re} SECTION.				
Administration	1	Personnel de l'administration centrale.....	570,950 ^f	710,950 ^f
centrale	2	Matériel de l'administration centrale.....	140,000	
de l'instruction				
publique.				
2 ^e SECTION.				
Services	3	Inspecteurs généraux.....	268,000	
généraux	4	Services généraux.....	226,000	1,710,000
de l'instruction	5	Administration académique.....	1,216,000	
publique.				
	6	École normale supérieure.....	307,610	
	7	Facultés.....	3,826,821	
	8	Bibliothèque de l'Université.....	26,600	
	9	Encouragements aux membres du corps ensei- gnant et souscriptions aux ouvrages classiques.....	60,000	
	10	Institut impérial de France.....	615,200	
	11	Académie de médecine.....	43,700	
	12	Collège de France.....	277,000	
	13	Muséum d'histoire naturelle.....	592,380	
	14	Établissements astronomiques.....	267,260	
	15	Écoles des langues orientales vivantes. — Biblio- thèque et musée d'Alger.....	82,800	
	16	École des chartes.....	37,800	7,493,071
	17	École d'Athènes.....	64,500	
	18	Bibliothèque impériale. (Dépenses ordinaires.).....	222,500	
	19	Bibliothèque impériale. (Confect ⁿ des catalogues.).....	50,000	
	20	Bibliothèques publiques.....	197,500	
	21	Sociétés savantes.....	70,000	
	22	Subvention au Journal des savants.....	15,000	
	23	Souscriptions scientifiques et littéraires.....	140,000	
	24	Encouragements aux savants et gens de lettres.....	200,000	
	25	Voyages et missions scientifiques.....	75,000	
	26	Recueil et publication de documents inédits de l'histoire de France.....	120,000	
A reporter.....				9,914,021

SECTIONS.	CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
			par chapitres.	par sections.
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. (Suite.)				
		Report.....		9,914,021 ^f
4 ^e SECTION.	27	Frais généraux de l'instruction secondaire.....	100,000 ^f	
Instruction	28	Lycées impériaux et collèges communaux.....	2,173,000	3,141,000
secondaire.	29	Bourses impériales et dégrèvements.....	868,000	
5 ^e SECTION.	30	Inspection des écoles primaires.....	916,400	6,863,100
Instruction	31	Dépenses imputables sur les fonds généraux de		
primaire.		l'Etat.....	5,946,700	
	32	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.	
	33	Dépenses des exercices périmés.....	Mémoire.	
TOTAL pour le ministère de l'instruction publique.....				19,918,121
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.				
1 ^{re} SECTION.	1	Traitement du ministre et personnel de l'ad-		
Administration		ministration centrale.....	1,126,950 ^f	1,346,950 ^f
centrale.	2	Matériel et dépenses diverses des bureaux de		
		l'administration centrale.....	220,000	
	3	Personnel du corps des ponts et chaussées.....	3,934,600	
	4	Personnel des conducteurs.....	4,160,000	
2 ^e SECTION.	5	Personnel du corps des mines, enseignement		
Personnel		et écoles.....	866,100	
des services	6	Personnel des gardes-mines.....	184,000	9,720,253
des travaux	7	Personnel des officiers et maîtres de port du		
publics.		service maritime.....	273,000 ^f	
	8	Personnel des agents affectés à la surveillance		
		de la pêche fluviale.....	243,053	
	9	Frais généraux, secours, etc.....	70,500	
3 ^e SECTION.	10	Écoles impériales vétérinaires.....	668,500	3,928,500
Agriculture.	11	Encouragements à l'agriculture et enseigne-		
		ment professionnel.....	3,272,000	
4 ^e SECTION.	12	Conservatoire et écoles des arts et métiers.....	1,390,700	
Commerce,	13	Encouragements aux manufactures et au com-		
industrie.		merce.....	466,900	
Établissements	14	Encouragements aux pêches maritimes.....	2,700,000	
thermaux.	15	Poids et mesures.....	1,006,650	
Services	16	Entretien des établissements thermaux appar-		
sanitaires.		tenant à l'Etat.....	223,500	6,659,250
Secours	17	Subventions aux établissements particuliers		
aux colons		d'eaux minérales.....	40,000	
de Saint-	18	Établissements et services sanitaires.....	305,000	
Domingue	19	Secours aux colons de Saint-Domingue, ré-		
et autres.		fugiés de Saint-Pierre et Miquelon et du		
		Canada.....	527,500	
5 ^e SECTION.	20	Routes et ponts. (Travaux ordinaires.).....	31,500,000	
Travaux	21	Navigation intérieure. (Rivières.) (Idem.).....	5,440,000	
ordinaires	22	Navigation intérieure. (Canaux.) (Idem.).....	5,110,000	
des ponts	23	Ports maritimes, phares et fanaux. (Idem.).....	5,150,000	47,905,000
et chaussées.	24	Études et subvent ^{ns} pour travaux d'irrigations,		
Matériel		de dessèchements, de curage et de drainage.	555,000	
des mines.	25	Subventions pour travaux à exécuter par voie		
		de concession de péage.....	100,000	
	26	Matériel des mines.....	50,000	
	27	Dépenses d'exercices clos.....	Mémoire.	
TOTAL pour le ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....				69,559,953

SECTIONS.	CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
			par chapitres.	par sections.
MINISTÈRE DE LA MAISON DE L'EMPEREUR ET DES BEAUX-ARTS.				
1 ^{re} SECTION. Administration centrale. Archives de l'Empire. Aile de Saverne.	1	Personnel de l'administration centrale.....	477,200 ^f	714,200 ^f
	2	Matériel de l'administration centrale.....	40,500	
	3	Personnel des archives de l'Empire.....	146,500	
	4	Matériel des archives de l'Empire.....	35,000	
	5	Aile de Saverne. (Service intérieur.).....	15,000	
2 ^e SECTION. Beaux-arts et théâtres. Monuments historiques. Bâtiments civils.	6	Établissements des beaux-arts.....	436,600	7,561,900
	7	Ouvrages d'art et décoration d'édifices publics..	930,000	
	8	Fête du 15 août.....	200,000	
	9	Exposition des œuvres des artistes vivants.....	315,000	
	10	Théâtres impériaux. — Subventions, etc.....	1,837,000	
	11	Souscriptions.....	136,000	
	12	Encouragements et secours aux auteurs drama- tiques, aux artistes, etc.....	254,000	
	13	Monuments historiques.....	1,100,000	
	14	Personnel des bâtiments civils.....	103,300	
	15	Entretien des bâtiments civils.....	850,000	
	16	Constructions et grosses réparations.....	1,400,000	
3 ^e SECTION. Service des haras.	17	Haras et dépôts d'étalons.....	1,800,000	3,800,000
	18	Remonte des haras et encouragements.....	2,000,000	
	19	Dépenses des exercices périmés.....	Mémoire.	
	20	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.	
TOTAL pour le ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts.....				12,076,100

**FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS
ET REVENUS PUBLICS.**

MINISTÈRE DES FINANCES.

CONTRIBUTIONS DIRECTES, TAXES PERÇUES EN VERTU DE RÔLES ET CADASTRE.					
<i>(Service administratif des contributions directes et autres taxes dans les départements.)</i>					
5 ^e SECTION. Administration des contributions directes.	41	Personnel.....	2,916,500 ^f	18,060,571 ^f	
	42	Dépenses diverses.....	2,154,271		
	<i>(Cadastr.)</i>				
	43	Frais d'arpentage et d'expertise. (Dépenses à la charge du budget de l'Etat.).....	300,000		
	44	Frais de mutations cadastrales.....	586,000		
	<i>(Frais de perception des contributions directes et autres taxes.)</i>				
	45	Remises aux percepteurs; indemnités aux porteurs de contraintes et frais judiciaires.....	12,064,000		
	46	Secours aux percepteurs réformés, aux veuves et orphelins de percepteurs.....	140,000		
	A reporter.....				18,060,571

SECTIONS.	CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
			par chapitres.	par sections.
FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS. (Suite.)				
MINISTÈRE DES FINANCES. (Suite.)				
		Report.....		18,060,571 ⁴
		ENREGISTREMENT, DOMAINES ET TIMBRE. (Service administratif, de perception et d'exploitation dans les départements.)		
6 ^e SECTION. Administration de l'enregistre- ment, du timbre et des domaines.	47	Personnel.....	12,964,500 ⁴	15,231,900
	48	Matériel.....	974,800	
	49	Dépenses diverses.....	1,292,600	
		FORÊTS. (Service administratif et de surveillance dans les départements.)		
7 ^e SECTION. Administration des forêts.	50	Personnel.....	4,955,517	9,518,017
	51	Matériel.....	3,902,000	
	52	Dépenses diverses.....	660,500	
		DOUANES ET CONTRIBUTIONS INDIRECTES. (Service administratif, de perception et d'exploitation dans les départements.)		
8 ^e SECTION. Administration des douanes et des contributions indirectes.	53	Personnel.....	25,639,950	57,095,395
	54	Matériel.....	880,800	
	55	Dépenses diverses.....	8,537,230	
	56	Avances recouvrables.....	826,000	
	57	Dépenses du service des douanes en Algérie....	1,212,615	
		MANUFACTURES DE L'ÉTAT. (TABACS ET POUDRES À FEU.) (Frais de régie et d'exploitation dans les départements.)		
9 ^e SECTION. Administration des manufactures de l'État. (Tabacs et poudres à feu.)	58	Personnel.....	2,420,222	69,422,722
	59	Matériel.....	17,375,000	
	60	Dépenses diverses.....	326,700	
	61	Avances recouvrables.....	239,000	
	62	Achats et transports.....	48,730,000	
	63	Dépenses du service des tabacs en Algérie....	341,800	
		POSTES. (Service administratif, de perception et d'exploitation dans les départements.)		
10 ^e SECTION. Administration des postes.	64	Personnel.....	24,570,425	61,963,313
	65	Matériel.....	12,072,531	
	66	Dépenses diverses.....	1,232,965	
	67	Subventions.....	24,087,392	
TOTAL des frais de régie et de perception.				231,291,918

ARTICLES.	CHAPITRE.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
			par chapitres.	par sections.
MINISTÈRE DES FINANCES. (Suite.)				
REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS, PRIMES ET ESCOMPTES.				
11 ^e SECTION. Remboursements et restitutions.	68	Dégrèvements et non-valeurs sur les taxes perçues en vertu de rôles.....	55,000 ^f	10,523,500 ^f
	69	Remboursements sur produits indirects et divers.....	3,831,500	
	70	Répartition de produits d'amendes, saisies et confiscations attribuées à divers.....	4,747,000	
	71	Primes à l'exportation de marchandises.....	496,000	
	72	Escomptes sur divers droits.....	1,400,000	
	TOTAL des remboursements et restitutions.			

Récapitulation du budget général des dépenses ordinaires de l'exercice 1867.

			MONTANT des crédits accordés.
Dette publique et dotations.....			503,931,772 ^f
Services généraux des ministères.	Ministère d'Etat.....	3,092,400 ^f	81,238,296
	Ministère de la justice et des cultes. } Service de la justice. 33,073,710 ^f		
		Service des cultes... 48,164,586	
	Ministère des affaires étrangères.....	12,933,200	53,367,085
	Ministère de l'intérieur.....		
	Ministère des finances.....	13,869,557	361,224,797
	Ministère de la guerre et gouvernement général de l'Algérie. } Dépenses du ministère de la guerre. 346,782,797 ^f		
		Dépenses du gouvernement général de l'Algérie..... 14,482,000	
	Ministère de la marine et des colonies.....	145,951,482	19,513,121
	Ministère de l'instruction publique.....		
	Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	69,559,953	12,076,100
	Ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts.....		
	Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.....		231,291,918
Remboursements et restitutions, non-valeurs, primes et escomptes.....			10,523,500
TOTAL du budget des dépenses ordinaires de l'exercice 1867.....			1,523,178,181

SECTIONS.	CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
		MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.	
		SERVICE DÉPARTEMENTAL SUR RESSOURCES SPÉCIALES.	
		DÉPENSES ORDINAIRES.	
	1	Dépenses imputables sur le produit des centimes additionnels concédés aux départements (10 centimes 50 millièmes) et du fonds commun à répartir par décret (7 centimes)..... 87,485,000 ^f Dépenses imputables sur les produits éventuels ordinaires..... 2,000,000	39,485,000 ^f
		DÉPENSES FACULTATIVES.	
	2	Dépenses d'utilité départementale imputables sur le produit des centimes additionnels facultatifs (maximum : 7 centimes 1/2 dans 88 départements et 14 centimes 6/10 dans la Corse)..... 16,182,500 ^f Dépenses imputables sur produit de propriétés départementales non affectées à un service public..... 800,000 Dépenses sur subventions communales ou particulières et autres produits destinés à des travaux d'utilité départementale.. 4,000,000	20,982,500
7 ^e SECTION.			138,467,500 ^f
		DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.	
	3	Dépenses imputables sur le produit des centimes additionnels extraordinaires imposés en vertu de lois spéciales..... 39,370,000 ^f Dépenses sur fonds d'emprunts autorisés par des lois spéciales..... 9,500,000	49,370,000
		DÉPENSES SPÉCIALES.	
	4	Dépenses des chemins vicinaux imputables sur le produit des centimes additionnels spéciaux (maximum : 5 centimes)..... 15,047,000 ^f Dépenses sur ressources éventuelles affectées à la grande vicinalité..... 13,600,000	28,647,000
		MINISTÈRE DES FINANCES.	
5 ^e SECTION. (1 ^{re} partie.)	1	Rôles spéciaux..... 27,500 ^f	
	2	Avertissements..... 12,000	
	3	Frais de distribution de premier avertissement..... 382,070	521,570 ^f
	4	Frais d'arpentage et d'expertise..... 100,000	
11 ^e SECTION. (2 ^e partie.)	-5	Restitutions et non-valeurs..... 95,226,718	95,748,288 ^f

ressources spéciales pour l'exercice 1867.

SECTIONS.	CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
MINISTÈRE DE LA GUERRE ET GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.			
DÉPENSES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.			
1 ^{re} SECTION. (2 ^e partie.)	1	Frais de l'exposition permanente des produits de l'Algérie à Paris.....	27,000 ^f
4 ^{re} SECTION. (2 ^e partie.)	2	Frais de délimitation de la propriété arabe à la charge des tribus.....	150,000 ^f
	3	Contrôle et surveillance des chemins de fer de l'Algérie.....	54,300
			204,300
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.			
6 ^{re} SECTION. (2 ^e partie.)	1	Dépenses imputables sur les fonds départementaux....	6,576,000 ^f
Instruction primaire.	2	Dépenses imputables sur les produits spéciaux des écoles normales primaires.....	600,000
			7,176,000 ^f
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.			
3 ^{re} SECTION. (2 ^e partie.)	1	Contrôle et surveillance des chemins de fer.....	2,000,000 ^f
3 ^{re} SECTION. (2 ^e partie.)	2	Secours spéciaux pour pertes matérielles et événements malheureux.....	2,142,000
4 ^{re} SECTION. (2 ^e partie.)	3	Frais de surveillance de sociétés et établissements divers.	96,900
			4,238,900 ^f

RÉCAPITULATION.

	MONTANT des crédits.
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.....	138,484,500 ^f
MINISTÈRE DES FINANCES.....	95,748,288
MINISTÈRE DE LA GUERRE ET GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE. (Dépenses du gouvernement général de l'Algérie.).....	231,300
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.....	7,176,000
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.....	4,238,900
TOTAL du budget des dépenses sur ressources spéciales de l'exercice 1867.....	245,878,988

ÉTAT C.

Tableau général, par chapitres, des dépenses du budget spécial de la caisse d'amortissement pour l'exercice 1867.

SECTIONS.	CHAPITRES.	DÉNOMINATION DES CHAPITRES.	MONTANT des crédits accordés	
			par chapitres.	par sections.
1 ^{re} SECTION. Annuités diverses.	1	Intérêts, primes et amortissement des emprunts pour canaux.....	4,602,807 ^f	12,923,889 ^f
	2	Rachats des actions de jouissance des canaux soumissionnés.....	1,346,327	
	3	Rachat de concession de canaux et de ponts....	4,814,755	
	4	Intérêts et amortissement des obligations trentenaires.....	2,160,000	
2 ^e SECTION. Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer.	5	Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer.....	31,000,000	31,000,000
3 ^e SECTION. Sommes à employer en rachat de rentes.	6	Achat de rentes pour la caisse des retraites de la vieillesse.....	10,000,000	31,728,111
	7	Achat de rentes pour la caisse d'amortissement.	21,722,111	
TOTAL GÉNÉRAL.....				75,646,000

ÉTAT D.

Tableau général, par chapitres, des crédits accordés pour les services spéciaux rattachés pour ordre au budget de l'exercice 1867.

CHAPITRES spéciaux.		MONTANT DES CRÉDITS accordés	
SERVICES ET CHAPITRES.		par chapitres.	par services.
MINISTÈRE DE LA JUSTICE.			
SECTION UNIQUE. — Imprimerie impériale.			
1	Dépenses fixes d'administration (Personnel..... 283,100 ^f et d'exploitation..... (Matériel..... 118,140	381,240 ^f	4,640,000 ^f
1bis.	Travaux neufs.....	4,200	
2	Dépenses d'exploitation non susceptibles d'une évaluation fixe.	4,136,765	
3	Augmentation et renouvellement du matériel.....	64,800	
4	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.	
5	Application (aux produits divers du budget a faire (1/10)..... 5,209 ^f 50 ^c de l'excédant au fonds de roulement de l'imprimerie impériale (9/10). (Décret résumé des recettes du 2 juillet 1862.)..... 47,695 50	52,995	
A reporter.....			4,640,000

CHAPITRES spéciaux.	SERVICES ET CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉDITS accordés	
		par chapitres.	par services.
	Report.....		4,648,000 ^f
	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.		
	SECTION UNIQUE. — <i>Chancelleries consulaires.</i>		
1	Frais de chancellerie, honoraires des chanciers et pertes sur le change, savoir :		
	Frais de chancel. (Personnel..... 239,000 ^f lerie..... (Matériel..... 105,000		
	Honoraires des chanciers..... 879,000	1,224,000 ^f	
	Pertes sur le change et droit de timbre sur les traites 1,000		
2	Traitements spéciaux et indemnités, savoir :		
	Traitement des chanciers en inactivité ou rappelés pour cause de guerre ou de force majeure..... 8,000		
	Indemnités pour travaux extraordinaires concernant le service des chancelleries, dépenses extraordinaires et accidentelles..... 18,000	26,000	1,300,000
3	Versement au trésor, au crédit du service des chancelleries consulaires à titre de fonds commun, du produit des chancelleries dont les recettes excèdent les dépenses. (Décret du 20 août 1860.).....	50,000	
	MINISTÈRE DES FINANCES.		
	SECTION UNIQUE. — <i>Service de la fabrication des monnaies et médailles.</i>		
	<i>Monnaies.</i>		
1	Frais de fabrication alloués aux directeurs des monnaies..... 1,230,645 ^f		
2	Pertes résultant des tolérances en fort sur le titre et le poids des monnaies fabriquées..... 50,000	1,280,745	
3	Application à faire aux produits divers du budget de l'excédant présumé du montant des recettes sur les dépenses..... 100		
	<i>Médailles.</i>		
4	Frais de fabrication, y compris la valeur des matières. 581,000		1,861,745
5	Application à faire, aux produits divers du budget, de l'excédant présumé du montant des recettes sur les dépenses..... 50,000	581,000	
	MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
	SECTION UNIQUE. — <i>Caisse de la dotation de l'armée.</i>		
	Chapitre unique. — Dépenses de la caisse de la dotation de l'armée.	65,480,000	65,480,000
	A reporter.....		73,281,745

CHAPITRES spéciaux.	SERVICES ET CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉDITS accordés	
		par chapitres.	par services.
	Report.....		73,281,725¹
	MINISTÈRE DE LA MARINE.		
	SECTION UNIQUE. — Caisse des invalides de la marine.		
1	Pensions dites <i>semi-soldes</i>	4,100,000 ¹	
2	Pensions pour ancienneté et pour blessures, et pensions de veuves.....	10,600,000	
3	Fonds annuel de secours, y compris le subside de 10,000 francs à l'hospice des orphelins de Rochefort.....	610,000	
4	Frais d'administration et de trésorerie pour les trois services composant l'établissement des invalides.....	500,000	17,157,400
5	Remboursements sur anciens dépôts provenant de soldes, de parts de prises, etc.....	300,000	
6	Remboursements sur anciens dépôts provenant de naufrages..	10,000	
7	Dépenses diverses et remboursements de trop perçu.....	37,000	
8	Versement à faire au trésor public en 1867.....	1,000,000	
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.		
	SECTION UNIQUE. — École centrale des arts et manufactures.		
1	Personnel.....	309,580	
2	Matériel.....	89,500	422,500
3	Vêtement à la réserve.....	23,420	
4	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.	
	MINISTÈRE DE LA MAISON DE L'EMPEREUR ET DES BEAUX-ARTS.		
	SECTION UNIQUE. — Légion d'honneur.		
1	Grande chancellerie. (Personnel.).....	241,000	
2	Grande chancellerie. (Matériel.).....	72,000	
3	Traitements et suppléments de traitement des membres de l'ordre.....	10,424,350	
4	Décorations aux membres de l'ordre sans traitement.....	48,000	
5	Gratifications aux membres de l'ordre.....	84,000	
6	Traitements des médaillés militaires.....	3,622,400 ¹	
7	Maison impériale de Saint-Denis. (Personnel.).....	127,700	
8	Maison impériale de Saint-Denis. (Matériel.).....	480,000	
9	Succursales. (Personnel.).....	23,400	
10	Succursales. (Matériel.).....	348,850	
11	Pensions et trousseaux de 40 élèves pensionnaires des suc- cursales aux frais des familles.....	26,000	
12	Secours aux élèves.....	4,000	17,875,059
13	Commissions aux trésoriers payeurs généraux. — Frais relatifs au domaine d'Écouen. — Remboursement de sommes versées à charge de restitution.....	50,000	
14	Dépenses diverses et imprévues. — Travaux extraordinaires des employés. — Intérêts à la caisse des dépôts et consignations.	20,000	
15	Prix de décorations, médailles, brevets, ampliations de décrets relatifs au port des décorations étrangères. — Emploi de l'ex- cédant des recettes sur les dépenses.....	225,000	
16	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.	
17	Quatrième annuité à payer à la caisse des dépôts et consignations en remboursement de ses avances au trésor pour la soulie afférente à la conversion des rentes de la Légion d'honneur.	968,359	
18	Subventions supplémentaires aux anciens militaires de l'armée de terre mis à la retraite de 1814 à 1831.....	1,000,000	
	TOTAL GÉNÉRAL.....		108,536,304

ÉTAT E. Tableau général, par chapitres, des crédits accordés pour les dépenses extraordinaires de l'exercice 1867.

SECTIONS.	CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
			par chapitres.	par sections.
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.				
SERVICE DES CULTES.				
3 ^e SECTION. (1 ^{re} partie.) Matériel et travaux du culte catholique.	1	Constructions et grosses réparations des édifices diocésains.....	2,400,000 ^f	5,300,000 ^f
	2	Secours aux communes des départements annexés, pour la réparation de leurs églises et presbytères.....	200,000	
	3	Secours extraordinaires pour travaux concernant les églises et presbytères.....	1,600,000	
	4	Restauration de la cathédrale de Paris.....	300,000	
	5	Construction de la cathédrale de Marseille.....	400,000	
	6	Agrandissement de la cathédrale de Moulins....	100,000	
	7	Reconstruction de la cathédrale de Cambrai....	200,000	
	8	Achèvement de la cathédrale de Clermont.....	100,000	
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.				
2 ^e SECTION. (1 ^{re} partie.) Administration générale.	1	Indemnités à d'anciens fonctionnaires sardes devenus Français.....	12,000 ^f	12,000 ^f
3 ^e SECTION. (1 ^{re} partie.) Service télé- graphique.	1	Travaux neufs.....	850,000	850,000
6 ^e SECTION. (2 ^e partie.) Subventions et secours.	3	Reconstruction du palais de justice de Paris....	66,000	3,496,000
	4	Achèvement et appropriation du palais de justice de Bourges.....	30,000	
	5	Reconstruction du palais de justice d'Agen....	100,000	
	6	Subventions pour faciliter l'achèvement des chemins vicinaux d'intérêt commun.....	3,300,000	
TOTAL pour le ministère de l'intérieur....				4,358,000
MINISTÈRE DES FINANCES.				
1 ^{re} SECTION. (1 ^{re} partie.) Dotations.	1	Supplément à la dotation de la Légion d'honneur.....	500,000 ^f	500,000 ^f
2 ^e SECTION. (1 ^{re} partie.) Monnaies.	2	Retrait et refonte des monnaies divisionnaires d'argent.....	500,000	500,000
7 ^e SECTION. (1 ^{re} partie.) Forêts.	3	Reboisement des montagnes. — Construction de routes forestières et gazonnement.....	2,500,000	2,500,000
9 ^e SECTION. (1 ^{re} partie.) Manufactures de l'État. (Tabacs et poudres à feu.)	4	Constructions nouvelles et grosses réparations de manufactures et magasins.....	725,000	725,000
TOTAL pour le ministère des finances....				4,225,000
MINISTÈRE DE LA GUERRE ET GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.				
DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA GUERRE.				
4 ^e SECTION. (1 ^{re} partie.) Matériel de l'artillerie et du génie.	1	Établissements et matériel de l'artillerie.....	1,470,000 ^f	4,871,000 ^f
	2	Établissements et matériel du génie.....	3,401,000	
A reporter.....				4,871,000

SECTIONS.	CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
			par chapitres.	par sections.
MINISTÈRE DE LA GUERRE ET GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE. (Suite.)				
DÉPENSES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.				
		Report.....		4,871,000 ^f
4 ^e SECTION. (3 ^e partie.) Colonisation. Travaux publics.	1	Dessèchements, irrigations et forages.....	2,200,000 ^f	
	2	Routes et ponts, aqueducs, canaux, fontaines et grande voirie.....	6,850,000	
	3	Ports, phares et fanaux.....	7,100,000	
	3b.	Reboisements et travaux forestiers.....	516,666	21,826,301
	4	Bâtiments civils.....	550,000	
	5	Chemins de fer de l'Algérie.....	3,661,100	
	6	Société générale algérienne. (Première annuité d'intérêts et d'amortissement à payer à la so- ciété.).....	948,435	
TOTAL pour le ministère de la guerre et le gouvernement général de l'Algérie.....				26,697,201
MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.				
3 ^e SECTION. (2 ^e partie.) Salaires d'ouvriers. Approvision- nements généraux. Travaux hydrauliques.	1	Approvisionnements généraux de la flotte.....	8,000,000 ^f	
	2	Travaux hydrauliques et bâtiments à terre.....	2,500,000 ^f	10,500,000 ^f
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.				
3 ^e SECTION. (2 ^e partie.) École normale supérieure et enseignement supérieur. Établissements scientifiques et littéraires.	1	Observatoire impérial.....	100,000 ^f	
	2	Préparation et publication de la carte des Gaules.	25,000	150,000 ^f
	3	Édition scientifique du Mexique.....	25,000	
5 ^e SECTION. (3 ^e partie.) Instruction primaire.	4	Subventions pour construction de maisons d'é- cole et cours d'adultes.....	1,200,000	1,200,000
	TOTAL pour le ministère de l'instruction publique.....			
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.				
6 ^e SECTION. TRAVAUX extraordinaires des routes et ponts, canaux, rivières et ports; travaux agricoles et autres.	1	Établissement thermal d'Aix.....	57,800 ^f	
	2	Établissement thermal de Nérès.....	20,000	
	3	Établissement thermal de Bourbonne.....	100,000	
	4	Établissement d'un lazaret à Saint-Nazaire.....	200,000	
	5	Lacunes des routes impériales.....	2,400,000	
	6	Rectifications des routes impériales.....	2,200,000	
	7	Nouvelles routes impériales de la Corse.....	800,000	
	8	Routes forestières de la Corse.....	300,000	
	9	Construction de ponts.....	1,200,000	
À reporter.....			7,277,800	

SECTIONS.	CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
			par chapitres.	par sections.
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.				
(Suite.)				
6 ^e SECTION. Travaux extraordinaires des routes et ponts, canaux, rivières et ports; travaux agricoles et autres. (Suite.)		Report.....	7,277,800 ^f	39,821,600 ^f
	10	Part contributive de l'État pour l'ouverture ou l'achèvement de diverses voies de communi- cation dans Paris.....	8,800,000	
	11	Amélioration de rivières.....	7,500,000	
	12	Établissement de canaux de navigation.....	2,800,000	
	13	Travaux d'amélioration et d'achèvement des ports maritimes.....	10,000,000	
	14	Travaux d'amélioration agricole.....	2,043,800	
	15	Assainissement des marais communaux.....	100,000	
	16	Drainage.....	100,000	
	17	Travaux exécutés par l'État.....	5,432,000	
7 ^e SECTION. Chemins de fer.	18	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer.....	18,279,400	31,551,400
	19	Subventions aux compagnies concessionnaires de chemins de fer.....	7,640,000	
8 ^e SECTION. Exposition universelle de 1867.	20	Exposition universelle de 1867.....	1,500,000	1,500,000
TOTAL pour le ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....				72,373,000
MINISTÈRE DE LA MAISON DE L'EMPEREUR ET DES BEAUX-ARTS.				
4 ^e SECTION. Travaux extraordi- naires.	1	Réunion du Louvre aux Tuileries.....	600,000 ^f	8,251,000 ^f
	2	Palais des Tuileries et manufacture de Sèvres..	2,600,000	
	3	Édifices publics.....	1,800,000	
	4	Construction du nouvel Opéra.....	3,000,000	
	5	Publication de l'ouvrage de M. Place sur Nîmèze.	70,000	
	6	Correspondance de l'Empereur Napoléon I ^{er}	181,000	
RÉCAPITULATION.				
			MONTANT DES CRÉDITS.	
Ministère de la justice et des cultes (service des cultes).....			5,300,000 ^f	
Ministère de l'intérieur.....			4,358,000	
Ministère des finances.....			4,225,000	
Ministère de la guerre... { Dépenses du ministère de la guerre... 4,871,000 ^f			26,697,201	
{ Dépenses du gouvernement général de l'Algérie... 21,826,201				
Ministère de la marine et des colonies.....			10,500,000	
Ministère de l'instruction publique.....			1,350,000	
Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....			72,378,000	
Ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts.....			8,251,000	
TOTAL des dépenses extraordinaires de l'exercice 1867...				133,054,201

Vu pour être annexé au décret portant répartition, par chapitres, des crédits du budget ordinaire et du budget extraordinaire de l'exercice 1867.

Le Ministre secrétaire d'État des finances,

Signé AGRILLE FOULD.

N° 14,666. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise un virement de Crédit au Budget extraordinaire du Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, exercice 1866.

Du 15 Octobre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1866;

Vu notre décret du 28 octobre 1865⁽¹⁾, qui a réparti, par chapitres, les crédits ouverts par la loi ci-dessus visée;

Vu la loi du 18 juillet dernier, relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1866;

Vu l'article 12, quatrième paragraphe, du sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu notre décret du 10 novembre 1866⁽²⁾;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 6 septembre 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert, pour l'exercice 1866, sur le chapitre xvi du budget extraordinaire du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics (*Subventions aux compagnies concessionnaires de chemins de fer*), est réduit d'une somme de cinq cent trente mille francs (530,000^f).

2. Le crédit ouvert, pour le même exercice 1866, sur le chapitre xiv du budget extraordinaire de l'exercice (*Travaux de chemins de fer exécutés par l'État*), est augmenté, par virement du chapitre ci-dessus, d'une somme égale de cinq cent trente mille francs (530,000^f).

3. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Biarritz, le 15 Octobre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

⁽¹⁾ Bull. 1343, n° 13,738.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

N° 14,667. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Troyes, d'un Établissement de Petites-Sœurs-des-Pauvres, consistant en un Asile de Vieillards.

Du 24 Octobre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation hospitalière des Petites-Sœurs-des-Pauvres, existant à Rennes (Ille-et-Vilaine) en vertu de notre décret du 9 janvier 1856⁽¹⁾, est autorisée à fonder à Troyes (Aube) un établissement de sœurs de son ordre, consistant en un asile de vieillards, à la charge par les membres de cet établissement de se conformer exactement aux statuts adoptés par la maison mère de Rennes et approuvés par ordonnance royale du 8 juin 1828⁽²⁾.

2. La supérieure générale de la congrégation des Petites-Sœurs-des-Pauvres, à Rennes, est autorisée à acquérir, au nom de cette congrégation, des sieur et dame *Pietremont*, moyennant une somme de quarante mille francs, et aux autres clauses et conditions énoncées dans un acte sous seings privés des 15 et 18 mai 1865, une propriété sise à Troyes, à l'angle du mail de la Tannerie et de la rue Robert, consistant en bâtiments, cour, jardin et dépendances, et estimée quarante-trois mille trois cent cinquante francs, pour servir de maison conventuelle à l'établissement de sœurs de cet ordre existant dans cette dernière ville en vertu de l'article 1^{er} du présent décret.

Il sera passé acte public de cette acquisition, dont le prix sera payé avec le produit des souscriptions et offrandes recueillies dans ce but par la congrégation.

3. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 24 Octobre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHE.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 353, n° 5293.

⁽²⁾ VIII^e série, Bull. 256, n° 8607.

N° 14,668. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui rapporte celui du 11 juin 1858, autorisant la fondation, à Annonay (Ardèche), d'un Établissement de Dames du Sacré-Cœur de Jésus.*

Du 24 Octobre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT!

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes, de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est rapportée la disposition de notre décret du 11 juin 1858⁽¹⁾ qui a autorisé la congrégation enseignante des dames du Sacré-Cœur de Jésus, existant à Paris (Seine) en vertu d'une ordonnance royale du 22 avril 1827⁽²⁾, à fonder à Annonay (Ardèche), un établissement de sœurs de cet ordre.

2. La supérieure générale de la même congrégation est autorisée à vendre, au nom de cette congrégation, aux sieurs *Molliar, Bonnard*, et *Fayolle*, moyennant le prix de deux cent vingt-cinq mille francs, et aux clauses et conditions énoncées dans un acte sous seings privés du 21 février 1866, la propriété dite de *Saint-Denis*, située à Annonay (Ardèche), composant l'établissement des sœurs de cet ordre et provenant d'une rétrocession dont l'acceptation a été autorisée par notre décret du 11 juin 1858.

Conformément à la demande du conseil d'administration de ladite congrégation, le produit de cette vente sera employé au paiement des dettes contractées pour les besoins de l'établissement d'Annonay et à l'amélioration de quelques maisons conventuelles qui nécessitent des réparations.

3. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 24 Octobre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux,

Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 626, n° 5807.

⁽²⁾ VIII^e série, Bull. 157, n° 5681.

N° 14,669. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise M. Hainguerlot à annexer un terrain aux Magasins généraux qu'il possède à Saint-Denis.*

Du 27 Octobre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le décret en date du 6 octobre 1862⁽¹⁾, portant autorisation au sieur *Hainguerlot* d'ouvrir et d'exploiter des magasins généraux à Saint-Denis (Seine) ;

Vu le décret en date du 23 janvier 1864⁽²⁾, autorisant l'adjonction de terrains à l'établissement primitif ;

Vu la demande formée par ce permissionnaire à l'effet d'annexer de nouveaux terrains auxdits magasins généraux ;

Vu le plan produit à l'appui ;

Vu les avis émis par la chambre de commerce de Paris et par le sénateur préfet de la Seine ;

Vu la loi du 28 mai 1858 et le décret du 12 mars 1859⁽³⁾ ;

La section des finances, de l'agriculture et du commerce du Conseil d'État entendue,

Ayons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le sieur *Hainguerlot*, permissionnaire des magasins généraux établis à Saint-Denis (Seine) en vertu des décrets susvisés des 6 octobre 1862 et 23 janvier 1864, est autorisé à annexer à ses locaux la portion de terrains teintée en jaune sur le plan ci-dessus visé, qui restera annexé au présent décret.

2. Il devra, immédiatement après la notification du présent décret, verser, pour la garantie de sa gestion, un cautionnement additionnel de cinquante mille francs (50,000^f), dont le montant sera versé à la caisse des dépôts et consignations, conformément à l'article 2 du décret susvisé du 12 mars 1859.

Le chiffre du cautionnement, actuellement porté à cent cinquante mille francs (150,000^f), pourra être ultérieurement élevé, s'il y a lieu, la chambre de commerce et le permissionnaire entendus.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois et inséré au Moniteur.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 27 Octobre 1866.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé **ARMAND BÉHIC**.

⁽¹⁾ Bull. 1063, n° 10,675.

⁽²⁾ Bull. 1180, n° 12,007.

⁽³⁾ Bull. 673, n° 6304.

N° 14,670. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de dessèchement et de mise en valeur de l'étang ou marais de Lescors, appartenant à la commune de Penmarch (Finistère), pour être exécutés conformément au projet des ingénieurs.

La commune de Penmarch est autorisée à acquérir, à cet effet, soit à l'amiable, soit par application de la loi du 3 mai 1841, le moulin de Kéréon, appartenant à divers propriétaires; elle est, en conséquence, subrogée aux droits que confère à l'État ladite loi du 3 mai 1841.

2° La commune de Penmarch est autorisée à emprunter, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, à un taux d'intérêt qui n'excède pas quatre et demi pour cent, soit directement à la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement, la somme de onze mille francs, remboursable en onze ans, à partir de 1868, sur ses revenus ordinaires, pour le paiement de l'acquisition du moulin de Kéréon et des travaux de dessèchement des marais de Lescors. (*Saint-Cloud, 11 Août 1866.*)

N° 14,671. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé par l'État à l'exécution des travaux nécessaires pour porter à deux mètres le tirant d'eau des bateaux sur la Seine, entre Paris et Rouen; conformément aux dispositions générales d'un plan qui restera annexé au présent décret.

2° Les travaux mentionnés ci-dessus sont déclarés d'utilité publique.

3° La dépense de ces travaux, évaluée à six millions cinq cent mille francs, sera imputée sur les fonds du budget extraordinaire, chapitre VIII (*Amélioration des rivières*). (*Saint-Cloud, 11 Août 1866.*)

N° 14,672. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé à l'exécution des travaux nécessaires pour la rectification du chenal de la rivière de Morlaix au lieu dit *Kéranroux* (Finistère).

2° Ces travaux sont déclarés d'utilité publique.

L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution des travaux, en se conformant aux dispositions de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° La dépense, évaluée à deux cent soixante-quinze mille francs, sera imputée sur le budget extraordinaire (*Amélioration des ports maritimes*). (*Saint-Cloud, 11 Août 1866.*)

N° 14,673. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Est déclarée d'utilité publique l'acquisition des terrains à occuper pour l'agrandissement de la gare de Sotteville, ligne de Paris à Rouen (Seine-Inférieure), conformément aux indications du plan dressé par l'ingénieur

de la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, le 8 février 1866, lequel plan restera annexé au présent décret.

2° Pour l'acquisition desdits terrains, la compagnie des chemins de fer de l'Ouest est substituée aux droits comme aux obligations qui dérivent, pour l'administration, de la loi du 3 mai 1841.

Lesdits terrains seront incorporés au chemin de fer et feront retour à l'État à l'expiration de la concession.

Les expropriations devront être terminées dans un délai de deux ans. *Saint-Cloud, 11 Août 1866.*)

N° 14,674. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé à l'exécution des travaux nécessaires pour l'établissement d'une rigole navigable destinée à l'alimentation de la partie inférieure du canal du Centre et d'une nouvelle branche de jonction entre le canal du Centre et le canal latéral à la Loire, le tout conformément aux dispositions des avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 11 avril 1864 et 12 avril 1866.

2° Il est pris acte des offres faites, tant par le conseil général du département de Saône-et-Loire et le conseil municipal de la commune de Gueugnon que par les propriétaires intéressés, de contribuer à la dépense pour une somme totale de deux cent-vingt mille francs.

3° Les travaux sont déclarés d'utilité publique.

L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de ces travaux, en se conformant aux dispositions de la loi du 3 mai 1841.

4° La dépense, évaluée à un million cent vingt mille francs, déduction faite des fonds de concours du conseil général et des intéressés, sera imputée sur le budget extraordinaire (*Amélioration des canaux*). (*Saint-Cloud, 18 Août 1866.*)

N° 14,675. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé à l'exécution des travaux nécessaires pour l'établissement d'arches marinières au pont du Petit-Vey, sur la Vire (Manche), conformément aux dispositions adoptées par le conseil général des ponts et chaussées dans son avis du 14 novembre 1861, lequel avis restera annexé au présent décret.

2° Ces travaux sont déclarés d'utilité publique.

L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains nécessaires à l'exécution desdits travaux, conformément aux dispositions de la loi du 3 mai 1841.

3° La dépense, évaluée à cent trente-cinq mille francs, sera imputée sur le chapitre x du budget extraordinaire (*Travaux extraordinaires des ports*). (*Saint-Cloud, 18 Août 1866.*)

N° 14,676. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'État) portant :

ART. 1^{er}. M. *Marbeau*, maître des requêtes de deuxième classe au Conseil

d'État, est nommé maître des requêtes de première classe, en remplacement de M. *Bertier*, appelé à d'autres fonctions.

2. M. *de Baulny*, auditeur de première classe au Conseil d'État, est nommé maître des requêtes de deuxième classe.

3. M. *Flourens*, auditeur de deuxième classe au Conseil d'État, est nommé auditeur de première classe. (*Saint-Cloud, 31 Octobre 1866.*)



Certifié conforme :

Paris, le 13^e Novembre 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au
ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1440.

N° 14,677. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif aux Pouvoirs du Gouverneur des Établissements français de l'Inde, en matière de Taxes et de Contributions publiques.*

Du 7 Février 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu l'ordonnance du 23 juillet 1840⁽¹⁾, sur le gouvernement des établissements français dans l'Inde ;

Vu l'avis du comité consultatif des colonies, en date du 9 décembre 1865 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le gouverneur des établissements français de l'Inde est autorisé à déterminer par arrêtés l'assiette, le tarif, les règles de perception et le mode de poursuite des taxes et contributions publiques.

Sont exceptés de cette attribution et réservés pour être réglés par des décrets les tarifs des douanes à l'entrée et à la sortie.

2. Les arrêtés rendus par le gouverneur en vertu de l'article 1^{er} sont immédiatement soumis à l'approbation de notre ministre de la marine et des colonies.

Ces arrêtés sont toutefois provisoirement exécutoires.

3. Toutes dispositions contraires sont et demeurent abrogées.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et au Bulletin officiel de la marine.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Février 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Signé P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 756, n° 8783.

N° 14,678: — *DÉCRET IMPÉRIAL concernant les Directeurs et les Maîtres adjoints des Écoles normales primaires.*

Du 1^{er} Octobre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les directeurs des écoles normales primaires et les maîtres adjoints désignés par les articles 5, 6 et 7 du décret du 2 juillet 1866⁽¹⁾ sont partagés, à partir du 1^{er} janvier 1867, en trois classes, et répartis en nombre égal dans chacune de ces classes.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Biarritz, le 1^{er} Octobre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique,

Signé V. DURUY.

N° 14,679. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre un Crédit sur l'exercice 1866, à titre de Fonds de concours versés au Trésor par des Départements, des Communes et des Particuliers, pour l'exécution de divers Travaux publics.*

Du 15 Octobre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1866;

Vu notre décret du 28 octobre suivant⁽²⁾, contenant répartition des crédits du budget dudit exercice;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1866;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽³⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 (article 4);

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 29 septembre 1866;

⁽¹⁾ Bull. 1418, n° 14,532.

⁽²⁾ Bull. 1343, n° 13,738.

⁽³⁾ Bull. 440, n° 4110.

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTERONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur les fonds de l'exercice 1866 (*Budgets ordinaire et extraordinaire*), un crédit de quatre cent soixante-trois mille deux cent vingt et un francs onze centimes (463,221' 11").

Cette somme est répartie de la manière suivante entre les chapitres des budgets ordinaire et extraordinaire ci-après désignés, savoir :

BUDGET ORDINAIRE.

CHAP. XX.	Routes et ponts. (Travaux ordinaires.).	49,347' 88"	
— XXI.	Navigation intérieure. — Rivières. (Travaux ordinaires.).....	94,537 26	
— XXII.	Navigation intérieure. — Canaux. (Travaux ordinaires.).....	3,600 00	
— XXIII.	Ports maritimes, phares et fanaux. (Travaux ordinaires.).....	43,445 89	
— XXIV.	Études et subventions pour travaux d'irrigation et de dessèchement, etc.	4,294 00	
TOTAL pour le budget ordinaire..		195,225 03	195,225' 03"

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

CHAP. III.	Rectification des routes impériales ..	15,000' 00"	
— VI.	Construction de ponts.....	1,937 50	
— VIII.	Amélioration de rivières.....	25,000 00	
— X.	Travaux d'amélioration et d'achèvement des ports maritimes.....	118,267 45	
— XI.	Travaux d'amélioration agricole.....	9,544 40	
— XIII ter.	Travaux de défense des villes contre les inondations.....	98,246 73	
TOTAL pour le budget extraordinaire..		267,996 08	267,996 08
TOTAL GÉNÉRAL correspondant au crédit.....			463,221 11

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de concours.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Biarritz, le 15 Octobre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

État des sommes versées dans les caisses du trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1866.

DÉPARTE- MENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
BUDGET ORDINAIRE.		
CHAPITRE XX.		
ROUTES ET PONTS. (Travaux ordinaires.)		
Aisne.	Relèvement à bout de la route impériale n° 30, dans la traverse de Guise.....	3,480 ⁴ 45 ⁰
Calvados..	Travaux d'amélioration de la route impériale n° 180, entre la route n° 179 et le pont de Figuefleu.....	1,275 66
Cher.....	Élargissement de la route impériale n° 76, dans la traverse de Vierzon.....	250 00
Côte-d'Or..	Plantation de la route impériale n° 5, au territoire de Fauverney.....	2,140 00
Doubs.....	Élargissement de la route impériale n° 83, dans la traverse de Quingey.....	3,000 00
Gironde..	Prolongement de l'aqueduc de la route impériale n° 10 bis, dans la rue de l'Abattoir, à Libourne.....	1,200 00
Hérault..	Construction d'un égout sous la route impériale n° 87, dans la traverse de Montpellier.....	5,000 00
Jura.....	Rectification du profil des routes impériales n° 5 et 73, dans la traverse de Mont-sous-Vaudrey.....	1,500 00
Lot-et-Garonne..	Élargissement de la route n° 14, dans la traverse de Sainte-Livrade.....	200 00
Maine-et-Loire.	Reconstruction de perrés le long de la route départementale n° 15, aux abords du pont de Montjean.....	500 00
Marne.....	Élargissement de la route impériale n° 51, dans la traverse d'Épernay.....	5,000 00
	Construction de caniveaux pavés le long de la route impériale n° 4, dans la traverse de Stainville.....	1,000 00
Meuse.....	Construction de trottoirs (caniveaux pavés) le long de la route impériale n° 4, dans la traverse de Ligny.....	2,284 12
	Construction d'aqueducs et de caniveaux pavés dans la traverse de Vaucouleurs (route impériale n° 64).....	660 00
Moselle....	Élargissement de partie d'une ruelle aboutissant à la route impériale n° 57, dans la rue Serpenoise, à Metz.....	133 65
Nord.....	Travaux d'amélioration de la route impériale n° 17, à la porte de Gand, à Lille.....	10,000 00
	Élargissement de la route impériale n° 25, dans le faubourg du Poillet, à Dieppe.....	500 00
Seine-Inférieure.	Pavage d'une partie de la chaussée empierrée de la route impériale n° 14, dans la traverse de Harfleur.....	1,600 00
	Arrosage de l'avenue de Paris, à Versailles (route impériale n° 10).....	1,524 00
	Arrosage de la route n° 10, dans les traverses de Sèvres et de Viroflay.....	700 00
Seine-et-Oise.	Entretien de la route impériale n° 10.....	3,000 00
	Arrosage de la route impériale n° 185, sur le plateau de Montretout.....	500 00
Vienne....	Construction de deux aqueducs sous la route impériale n° 10 (boulevard du Grand-Cerf, à Poitiers).....	1,400 00
Vienne (Haute-).	Construction d'un aqueduc sous la route impériale n° 20, dans l'avenue du Pont-Neuf, à Limoges.....	2,500 00
TOTAL du chapitre XX.....		49,347 88

DÉPARTE- MENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
CHAPITRE XXI. NAVIGATION INTÉRIEURE. (Rivières.) (Travaux ordinaires.)		
Allier.....	Restauration des perrés de Nomazy, sur la rivière d'Allier.....	3,500' 00"
	Travaux d'entretien de la digue de Souteyrasse.....	450 00
Ardèche...	Travaux de défense contre les inondations de l'Ardèche, au hameau de Saint-Pierre-le-Vieux.....	18,000 00
Côte-d'Or..	Entretien des quais de la Saône.....	150 00
Garonne (Haute-).	Travaux d'entretien du Tarn.....	500 00
	Travaux de défense contre la Garonne.....	950 00
	Travaux de défense contre la Garonne, au droit de la propriété Séguineau.....	3,100 00
	Travaux d'amélioration de la cale du grand port de Bègles.....	417 00
	Reconstruction d'un pont en charpente sur le ruisseau de la Baque.....	4,500 00
Gironde...	Construction du port de Planjagues, sur la Dordogne, et réparation d'une cale de bac.....	3,532 00
	Construction de hausses mobiles sur le barrage du moulin de Lapouyade-sur-l'Isle, à Saint-Médard-de-Guisières.....	365 00
	Entretien du port de Collonges.....	3,000 00
Isère.....	Établissement d'une digue de défense du Rhône, entre le Champ de Mars et la rue des Lanciers, à Vienne.....	5,000 00
Loire.....	Travaux de défense de la Loire, à Cornillon.....	1,750 00
Loire- Inférieure.	Construction de quais et cales au port de Trentemoult, sur la Loire.....	4,423 00
Maine- et-Loire.	Construction de perrés au port de Montreuil-Bellay.....	500 00
Nord.....	Construction d'un pont sur la Scarpe, dans la commune de Nivelles.....	11,500 00
	Travaux de curage de la Scarpe.....	752 74
Pas- de-Calais.	Élargissement du chemin de Bourbourg, dans la partie qui longe la rivière d'Aa.....	1,007 42
Puy- de-Dôme.	Travaux de défense de la rive droite de l'Allier, en amont du pont suspendu de Ris.....	8,750 00
	Travaux de défense de Dallot contre les envahissements de l'Allier.....	1,000 00
Sarthe....	Travaux d'amélioration de la Sarthe.....	10,000 00
	Établissement d'une rampe d'accès à la rivière de Seine, au droit de la rue de Seine, à Asnières.....	2,200 00
Seine.....	Entretien du pavage de la partie du port Saint-Bernard servant d'annexe à l'entrepôt des vins.....	2,000 00
	Construction du mur du quai du Marché-Neuf, dans l'emplacement de l'ancienne Morgue.....	2,447 34
	Amélioration du garage de la Seine, à Saint-Denis.....	2,000 00
Tarn.....	Entretien du barrage de Pouille et de Castelnaud, sur le Tarn..	970 00
Tarn- et-Garonne.	Travaux de défense des rives de la Garonne, à Rivière-Basse...	1,772 76
TOTAL du chapitre XXI.....		94,537 26
CHAPITRE XXII. NAVIGATION INTÉRIEURE. (Canaux.) (Travaux ordinaires.)		
Cher.....	Amélioration des abords du canal du Berry, au bas de la place du Mail, à Vierzon.....	2,000 00
Oise.....	Frais de contrôle et de surveillance de la Sambre canalisée et du canal de jonction de la Sambre à l'Oise.....	1,400 00
Vooges....	Construction, dans l'intérêt de la reproduction des poissons, d'un déchargeoir dans le canal d'irrigation des prairies communales de Nogneville.....	200 00
TOTAL du chapitre XXII.....		3,600 00

N° 14,680. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui ouvre au Budget ordinaire du Département de la Marine et des Colonies, pour l'exercice 1865, un Chapitre destiné à recevoir l'imputation des Dépenses de solde antérieures à cet exercice.

Du 24 Octobre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies ;

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, portant que les rappels d'arrérages de solde et accessoires de la solde continueront d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant, et qu'en fin d'exercice le transport en sera effectué à un chapitre spécial au moyen d'un virement de crédits à soumettre à la sanction législative avec la loi de règlement de l'exercice expiré ;

Vu l'article 128 du décret impérial du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget ordinaire du département de la marine et des colonies, pour l'exercice 1865, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice; ce chapitre, qui portera le n° 27, prendra le titre de *Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1865.*

2. Le crédit du chapitre mentionné à l'article précédent se formera, par virement de comptes, de la somme de deux cent douze mille sept cent quarante et un francs vingt-deux centimes, montant des rappels de solde et autres dépenses y assimilées, provisoirement acquittées sur les fonds des chapitres du budget ordinaire désignés dans le tableau annexé au présent décret, et dont les résultats se répartissent comme il suit :

Exercice 1861.....	38,713' 99 ^c .
— 1862.....	46,616 47
— 1863.....	114,945 49
— 1864.....	12,465 27

TOTAL ÉGAL..... 212,741 22

3. Les crédits ouverts par la loi du 8 juin 1864 au titre du bud-

⁽¹⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

get ordinaire, ainsi que les dépenses imputées aux chapitres suivants sur les fonds du budget précité, sont atténués dans les proportions ci-après :

CHAP. III.	Conseils, inspections générales et contrôle central.	312' 35"
— IV.	États-majors et équipages.....	175,022 68
— V.	Troupes.....	22,773 78
— VI.	Corps entretenus et agents divers.....	9,149 40
— XIX.	Traitements temporaires.....	122 22
— XXI.	Personnel civil et militaire aux colonies.....	4,485 54
— XXIII.	Service pénitentiaire.....	875 25

SOMME ÉGALE..... 212,741 22

4. Nos ministres secrétaires d'État au département de la marine et des colonies, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et annexé au projet de loi portant règlement définitif du budget ordinaire des dépenses de l'exercice 1865.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 24 Octobre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies

Signé P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

Tableau, par exercice, des rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1865, qui ont été le transport au chapitre XXVII doit être opéré dans le compte définitif des dépenses ordinaires de l'exercice du 8 juillet 1837 et 128 du décret impérial du 31 mai 1862, portant règlement sur la comptabilité.

IMPUTATION PRÉLATIVE DES CRÉDITS ET DES PAYEMENTS.	
Sections, chapitres et articles.	
I ^{re} SECTION.	CHAPITRE III. — CONSEILS, INSPECTIONS, ETC.
	Art. 4. Inspection générale des troupes d'infanterie.....
	CHAPITRE IV. — ÉTATS-MAJORS, ÉQUIPAGES, ETC.
II ^e SECTION.	Art. 1 ^{er} . Officiers de la marine.....
	— 2. Equipages à terre.....
	— 3. Equipages à la mer.....
	CHAPITRE V. — TROUPES.
	Art. 1 ^{er} . Infanterie de marine.....
	— 3. Régiment d'artillerie et compagnie d'ouvriers d'artillerie de la marine.....
	— 4. Gendarmerie maritime.....
	— 5. Compagnie de discipline.....
	— 6. Sous-officiers et gardes-chiourmes.....
	CHAPITRE VI. — CORPS ENTERREUS ET AGENTS DIVERS.
IV ^e SECTION.	Art. 6. Commissariat de la marine.....
	— 7. Inspection de la marine.....
	— 13. Aumôniers.....
	— 14. Officiers de santé.....
V ^e SECTION.	CHAPITRE XIX. — TRAITEMENTS TEMPORAIRES.
	Article unique.....
	CHAPITRE XXI. — PERSONNEL CIVIL ET MILITAIRE AUX COLONIES.
	Art. 1 ^{er} . Personnel civil.....
	— 2. Personnel militaire.....
	CHAPITRE XXIII. — SERVICE PÉNITENTIAIRE.
	Art. 1 ^{er} . Personnel.....
TOTAUX.....	

Arrêté le présent état à la somme de deux cent douze mille sept cent quarante et un francs vingt-deux centimes, dont le montant (crédits et paiements) doit être transporté des chapitres du budget ordinaire de l'exercice 1865 ci-dessus désignés au chapitre XXVII du même budget de l'exercice précité : *Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1865.*

Paris, le 27 Octobre 1866.

Le Ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Signé P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 14,681. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui ouvre un Crédit sur l'exercice 1866, à titre de Fonds de concours versés au Trésor par le département de Saône-et-Loire, pour les dépenses de l'École normale d'Enseignement spécial de Cluny et du Collège annexe.

Du 24 Octobre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

acquittés sur les crédits des chapitres du budget ordinaire de l'exercice 1865 désignés ci-après, dont cice précité, au moyen du virement de ces crédits, conformément aux dispositions des articles 9 de la bilité publique.

DÉTAIL, PAR EXERCICE, DES PAYEMENTS effectués en 1865.				TOTAUX		
1861.	1862.	1863.	1864.	par article.	par chapitre.	par section.
"	"	312' 35°	"	312' 35°	312' 35°	312' 35°
81' 94°	"	775 08	2,558' 33°	3,415 35	175,022 68	•
38,160 05	304' 11°	2,403 99	951 82	3,659 92		
	44,951 50	77,764 15	7,091 71	167,947 41		
"	"	10,096 54	671 27	10,767 81	22,773 78	206,945 86
"	31 96	11,938 91	"	11,970 87		
"	"	"	"	"		
"	"	"	"	"		
"	"	35 10	"	35 10		
"	"	1,668 33	"	1,668 33	9,149 40	
"	"	7,206 29	"	7,206 29		
32 00	104 89	"	"	104 89		
	"	"	137 89	169 89		
"	"	122 22	"	122 22	122 22	122 22
"	624 46	456 67	175 00	1,256 13	4,485 54	5,360 79
450 00	599 55	2,089 86	96 00	3,229 41		
"	"	86 00	789 25	875 25	875 25	
38,713 99	46,616 47	114,945 49	12,465 27			212,742 22

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique;

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1866;

Vu notre décret en date du 28 octobre suivant⁽¹⁾, contenant répartition, par chapitres, des crédits ouverts par ladite loi;

Vu la déclaration de versement à la caisse du receveur général des finances de Saône-et-Loire, au crédit du fonds de concours, d'une somme de quatre-vingt mille francs (80,000'), ledit versement effectué en vertu d'une convention passée entre le département de Saône-et-Loire et le ministère de l'instruction publique;

Vu l'article 4 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 28 septembre 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

⁽¹⁾ Bull. 1543, n° 13,738.

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique, sur l'exercice 1866, un crédit de quatre-vingt mille francs (80,000^f), applicable aux dépenses de l'école normale d'enseignement spécial de Cluny et du collège annexe (*Budget de l'instruction publique, exercice 1866, chapitre xxviii*).

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de la somme versée dans les caisses du trésor à titre de fonds de concours.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'instruction publique et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 24 Octobre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'instruction publique,

Signé V. DURUY.

N° 14,682. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif aux Pouvoirs du Commandant supérieur de Mayotte et dépendances, en matière de Taxes et de Contributions publiques.

Du 27 Octobre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le commandant supérieur de Mayotte et dépendances est autorisé à déterminer par arrêtés l'assiette, le tarif, les règles de perception et le mode de poursuite des taxes et contributions publiques.

Sont exceptés de cette attribution et réservés pour être réglés par des décrets les tarifs des douanes à l'entrée et à la sortie.

2. Les arrêtés rendus par le commandant supérieur en vertu de l'article 1^{er} sont immédiatement soumis à l'approbation de notre ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies. Ces arrêtés sont toutefois provisoirement exécutoires.

3. Toutes dispositions contraires sont et demeurent abrogées.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine

et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et au Bulletin officiel de la marine.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 27 Octobre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Signé P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 14,683. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédit au Budget du Ministère de l'Instruction publique, exercice 1866.*

Du 31 Octobre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique;

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1866;

Vu notre décret du 28 octobre suivant⁽¹⁾, contenant répartition, par chapitres, des crédits ouverts par ladite loi;

Vu l'article 4 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽²⁾, sur les virements de crédits;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 16 octobre 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert sur le chapitre xxxi (*Instruction primaire. — Fonds de l'État*) du ministère de l'instruction publique, pour l'exercice 1866, est réduit d'une somme de trente-trois mille francs (33,000').

2. Le crédit ouvert sur le chapitre xxx (*Inspection des écoles primaires*) du ministère de l'instruction publique, pour l'exercice 1866, est augmenté d'une somme de trente-trois mille francs (33,000').

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'instruction

⁽¹⁾ Bull. 1343, n° 13,738.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

tion publique et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 31 Octobre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'instruction publique,

Signé V. DURUY.

N° 14,684. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Freydier Lafont* (*François-Lucien*), né le 20 mai 1826, à Saint-Agrève, arrondissement de Tournon (Ardèche), y demeurant, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *de Contagnet*, et à s'appeler, à l'avenir, *Freydier Lafont de Contagnet*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 27 Juin 1866.*)

N° 14,685. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de construction d'un pont fixe sur le Rhône, à Arles (Bouches-du-Rhône), conformément au projet définitif présenté par les ingénieurs des ponts et chaussées, sous la date des 19 mai-2 juin 1866.

2° La dépense, évaluée à un million deux cent quarante mille francs, sera supportée, savoir :

Un tiers par le département et deux tiers par l'État.

La part de l'État sera imputée sur le fonds du chapitre VI du budget extraordinaire du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Le pont terminé ainsi que ses abords feront partie de la route départementale des Bouches-du-Rhône n° 1 et seront entretenus aux frais du département.

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution des travaux dont il s'agit, en se conformant aux dispositions de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Saint-Cloud, 23 Août 1866.*)

N° 14,686. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de fer d'Angers à Niort, de plusieurs parcelles de terrain non bâties, appartenant à divers, sises au territoire des communes de Saint-Pompain, Coulon, Saint-Liguaire, Bes-sine et Saint-Florent (Deux-Sèvres), lesdites parcelles indiquées sur un tableau indicatif et sur cinq plans parcellaires qui resteront annexés au présent décret. (*Saint-Cloud, 23 Août 1866.*)

N° 14,687. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de fer d'Angers à Niort, de plusieurs parcelles de terrain non bâties, appartenant à divers, sises au territoire des communes de Faymoreau - Puy-de-Serre, Leason et Benet (Vendée), lesdites parcelles désignées sur trois plans parcellaires et dans deux états indicatifs qui resteront annexés au présent décret. (*Saint-Cloud, 23 Août 1866.*)

N° 14,688. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification des côtes de la Roche et du moulin de la Flèche, route départementale des Côtes-du-Nord n° 5, de Guingamp à Tréguier, entre la Roche-Derrien et Boutilteau, suivant la direction générale indiquée en rouge sur un plan qui restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de l'entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Saint-Cloud, 25 Août 1866.*)

N° 14,689. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé par l'État à l'exécution des travaux projetés pour améliorer la navigation du Rhône maritime au passage de Beaujeu (Bouches-du-Rhône), conformément aux dispositions générales d'un plan qui restera annexé au présent décret.

2° Les travaux mentionnés à l'article 1^{er} sont déclarés d'utilité publique.

3° La dépense, évaluée à un million sept cent cinquante mille francs, sera imputée sur le budget extraordinaire, chapitre VIII (*Amélioration des rivières*). (*Saint-Cloud, 25 Août 1866.*)



Certifié conforme :

Paris, le 20 * Novembre 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au
ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1441*.

N° 14,690. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant Règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 2 de la loi du 27 mai 1863, relative à la Taxe des Dépêches télégraphiques privées échangées entre les Navires en mer et les Postes électro-sémaphoriques du littoral.*

Du 23 Octobre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 2 de la loi du 27 mai 1863, ainsi conçu : « Des décrets rendus dans la forme de règlements d'administration publique détermineront la taxe des dépêches télégraphiques privées échangées entre les navires en mer et les postes électro-sémaphoriques du littoral.

« Les mêmes décrets régleront les moyens propres à assurer la perception de la taxe de ces dépêches à l'arrivée; »

Vu le décret du 17 juin 1852⁽¹⁾, portant règlement sur le service de la correspondance télégraphique privée;

Vu le décret du 17 mai 1862, contenant l'organisation du personnel des postes électro-sémaphoriques;

Vu le décret du 25 juin 1864, contenant publication du code commercial des signaux à l'usage des bâtiments de toutes les nations;

Vu l'article 15 de la loi du 13 juin 1866, qui proroge de trois années le délai fixé par la loi du 27 mai 1863 au sujet de la taxe des dépêches échangées entre les navires en mer et les postes électro-sémaphoriques du littoral;

Vu l'instruction sur le service des postes électro-sémaphoriques, arrêtée de concert par nos ministres secrétaires d'État au département de l'intérieur et au département de la marine et des colonies;

Sur la proposition de notre ministre de l'intérieur et de notre ministre de la marine et des colonies;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. A partir du 15 novembre 1866, les dépêches privées pourront être échangées entre les navires en mer et les postes électro-sémaphoriques établis sur le littoral de la France et de l'Algérie.

* Voyez un Errata à la fin de ce numéro.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 544, n° 4151.

Le ministre de l'intérieur et le ministre de la marine et des colonies détermineront de concert l'époque de l'ouverture de ce service dans chaque sémaphore.

2. Les dépêches à destination de navires en mer peuvent être déposées directement aux postes électro-sémaphoriques ou leur être transmises soit par la poste, soit par le télégraphe électrique.

Les dépêches reçues de navires en mer par les postes électro-sémaphoriques seront réexpédiées à leur destination par la poste ou par le télégraphe, selon les indications données par les bâtiments expéditeurs.

3. Les dépêches à destination de navires en mer, déposées dans les bureaux télégraphiques ou dans les postes électro-sémaphoriques, peuvent être, au choix de l'expéditeur, rédigées en langage ordinaire ou composées de groupes de lettres ou de chiffres correspondant aux signaux en usage dans les postes électro-sémaphoriques.

Les dépêches en langage ordinaire sont traduites par les préposés du poste électro-sémaphorique et transmises aux navires, suivant les dispositions du code des signaux.

4. Les dépêches provenant d'un navire en mer sont transmises à destination en groupes de lettres ou de chiffres, lorsque le navire expéditeur l'a demandé.

Dans le cas où cette demande n'a pas été faite, les dépêches sont traduites en langage ordinaire par les préposés du poste électro-sémaphorique et transmises à destination.

5. Toutes les fois qu'une dépêche est transmise en groupes par le télégraphe, le bureau d'arrivée doit en renvoyer, par la même voie, au bureau de départ la reproduction intégrale.

6. Lorsqu'une dépêche provenant ou à destination d'un navire en mer est transmise en langage ordinaire par le télégraphe, elle est taxée, eu égard au nombre de mots qu'elle contient, conformément aux règles établies pour la correspondance télégraphique privée dans l'intérieur de l'Empire.

Si la dépêche est transmise en groupes, tous les signes ou chiffres qui entrent dans sa composition sont additionnés; le montant de l'addition, divisé par cinq, donne le nombre de mots d'après lequel la taxe doit être établie, l'excédant étant compté pour un mot. Au nombre de mots composant la dépêche, on ajoute celui des mots en langage ordinaire de l'adresse et de la signature.

La taxe établie sur ces nombres réunis est double de celle d'une dépêche ordinaire de même longueur.

7. La taxe afférente aux dépêches échangées entre les postes électro-sémaphoriques et les navires en mer est fixée à deux francs (2') par dépêche simple de vingt mots, avec augmentation de un franc (1') par chaque série indivisible de dix mots au-dessus de vingt.

Le nombre de mots est calculé comme il est dit dans les deux premiers paragraphes de l'article précédent.

Si une dépêche provenant d'un navire en mer est transmise à destination par la poste, la transmission entre le navire et le poste électro-

sémaphorique est taxée d'après le nombre de mots contenus dans la lettre adressée au destinataire.

Dans aucun cas, la surtaxe établie par le dernier paragraphe de l'article précédent n'est applicable aux dépêches échangées entre les navires en mer et les postes électro-sémaphoriques.

8. La taxe d'une dépêche à destination de navires en mer est payée par l'expéditeur au départ.

Si la dépêche affranchie au moyen de l'apposition d'un timbre est revêtue d'un timbre insuffisant, elle est néanmoins transmise, sauf recours de l'administration contre l'expéditeur pour le recouvrement de l'excédant dû au trésor, augmenté d'une surtaxe fixe de cinquante centimes (50°).

9. La taxe due pour une dépêche provenant d'un navire en mer est acquittée par le destinataire contre la remise de la dépêche; en cas de refus, l'administration a son recours contre l'expéditeur.

10. Dans les cas prévus par les deux articles précédents, le recouvrement des sommes dues s'opère par voie de contrainte décernée par le directeur du bureau du domicile ou de la résidence de l'expéditeur, visée et déclarée exécutoire par le juge de paix du canton.

11. Les frais de réexpédition par la poste des dépêches reçues des navires en mer sont les mêmes que ceux relatifs à la réexpédition des dépêches télégraphiques ordinaires.

Le port par exprès de ces dépêches est payé, quelle que soit la distance parcourue.

Un tarif spécial, arrêté par le ministre de l'intérieur, pourra réduire les frais du port par exprès.

12. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'intérieur et au département de la marine et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 23 Octobre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
de la marine et des colonies,

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'intérieur,

Signé P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

Signé LA VALETTE.

N° 14,691. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget extraordinaire du Ministère de la Guerre, exercice 1866.

Du 27 Octobre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre;

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1866;

Vu la loi du 18 juillet 1866, accordant des suppléments de crédits sur l'exercice 1866;

Vu nos décrets des 28 octobre 1865⁽¹⁾ et 25 août 1866⁽²⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits de cet exercice;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽³⁾;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 20 octobre 1866:

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts sur le chapitre VII du budget extraordinaire du ministère de la guerre, pour l'exercice 1866 (*Solde et prestations en nature*), par les lois de finances des 8 juillet 1865 et 18 juillet 1866 et par nos décrets de répartition des 28 octobre 1865 et 25 août 1866, sont diminués, provisoirement, d'une somme de quatre cent vingt-cinq mille francs (425,000').

2. Les crédits ouverts sur le chapitre 1^{er} du même budget (*Établissements et matériel de l'artillerie*) sont augmentés, par virement, d'une somme de quatre cent vingt-cinq mille francs (425,000').

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 27 Octobre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Maréchal de France, Ministre secrétaire
d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.

N° 14,692. — DÉCRET IMPÉRIAL qui convoque les Électeurs compris dans la quatrième circonscription du département de Saône-et-Loire, à l'effet d'élire un Député au Corps législatif.

Du 14 Novembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

⁽¹⁾ Bull. 1343, n° 13,738.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

⁽³⁾ Bull. 1420, n° 14,551.

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852⁽¹⁾ ;

Attendu le décès de M. de Chapuys-Montlaville, député de la quatrième circonscription du département de Saône-et-Loire.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les électeurs compris dans la quatrième circonscription du département de Saône-et-Loire sont convoqués pour les 8 et 9 décembre prochain, à l'effet d'élire un député au Corps législatif.

2. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant l'ouverture du scrutin, un tableau contenant lesdites modifications.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Compiègne, le 14 Novembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État, chargé, par intérim, du département de l'intérieur,

Signé E. ROUHER.

N° 14,693. — DÉCRET IMPÉRIAL portant répartition, par articles, du Crédit accordé pour les Dépenses du Ministère de la Justice et des Cultes (Service de la Justice) pendant l'année 1867.

Du 16 Novembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Vu la loi de finances du 18 juillet 1866, qui a ouvert un crédit de trente-trois millions soixante-treize mille sept cent dix francs pour les dépenses du ministère de la justice pendant l'année 1867 ;

Vu notre décret du 6 novembre suivant⁽²⁾, contenant la répartition de ce crédit par chapitres du budget ;

Vu les articles 151 de la loi du 25 mars 1817 et 11 de la loi du 29 janvier 1831 ;

Vu enfin l'article 60 de notre décret du 31 mai 1862⁽³⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit de trente-trois millions soixante-treize mille

⁽¹⁾ x^e série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ xi^e série, Bull. 1439, n° 14,665.

⁽³⁾ xi^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

sept cent dix francs, accordé par la loi du 18 juillet 1866 pour les dépenses du service de la justice pendant l'année 1867, est réparti ainsi qu'il suit entre les divers articles dont se composent les chapitres spéciaux du budget de ce département, savoir :

CHAPITRE I^{er}. — *Administration centrale. (Personnel.)*

Art. 1 ^{er} .. Traitement du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes.....	100,000 ^f	} 548,300 ^f
— 2... Traitements des chefs et commis des bureaux, et indemnités.....	400,100	
— 3... Gages des gens de service.....	48,200	

CHAPITRE II. — *Administration centrale. (Matériel.)*

Art. unique. Entretien des hôtels et du mobilier; habillement des gens de service; chauffage et éclairage; frais d'impression et fournitures générales de bureau.....	130,000
---	---------

CHAPITRE II bis. — *Conseil du sceau des titres.*

Art. 1 ^{er} .. Traitements et indemnités des membres du conseil.....	15,000 ^f	} 21,150
— 2... Frais de secrétariat et autres dépenses de matériel.....	6,150	

CHAPITRE III. — *Cour de cassation.*

Art. 1 ^{er} .. Traitements des membres de la cour.....	1,080,000 ^f	} 1,181,900
— 2... Traitements du greffier en chef, des commis, et fournitures du greffe.....	50,000	
— 3... Traitements des secrétaires du parquet et du bibliothécaire.....	16,000	
— 4... Traitements des huissiers et gages des gens de service.....	21,900	
— 5... Menues dépenses de la cour.....	14,000	

CHAPITRE IV. — *Cours impériales.*

Art. 1 ^{er} ..	Traitements des membres des cours.	6,481,700 ^f	} 6,932,500 ^f	} 6,968,300
	Traitements des greffiers et commis assermentés.....	450,800		
	Secrétariat de la première présidence de la cour impériale de Paris.....	2,000		
— 2...	Secrétariat du parquet de la même cour.....	30,000		
	Secrétariat du parquet de la cour impériale de Rennes. (Décret du 18 juillet 1864.).....	1,800		

CHAPITRE V. — *Cours d'assises.*

Art. 1 ^{er} .. Indemnité accordée aux conseillers délégués pour présider les cours d'assises autres que celles des chefs-lieux de cour impériale.....	122,000 ^f	} 159,800
— 2... Secrétariats de parquet des tribunaux de première instance chefs-lieux de cours d'assises, autres que ceux où siègent les cours impériales.....	37,800	

CHAPITRE VI. — *Tribunaux de première instance.*

Art. 1 ^{er} ..	Traitements des membres des tribunaux.....	8,898,885 ^f	10,061,360 ^f	10,097,360 ^f
	Traitements des greffiers et commis assermentés.....	1,150,400		
	Traitements des membres des chambres temporaires, etc.	12,075		
— 2...	Secrétariat de la présidence du tribunal de première instance de Paris.....	2,000	36,000	
	Secrétariat du parquet du même tribunal.....	34,000		

CHAPITRE VII. — *Tribunaux de commerce.*

Art. 1 ^{er} ..	Traitements des greffiers de commerce.....	176,200 ^f	178,200 ^f
— 2...	Secrétariat de la présidence du tribunal de commerce de Paris.....	2,000	

CHAPITRE VIII. — *Tribunaux de police.*

Art. unique.	Traitements des greffiers de police et des commis assermentés à Paris.....	80,200
--------------	--	--------

CHAPITRE IX. — *Justices de paix.*

Art. 1 ^{er} ..	Traitements des juges de paix.....	6,064,700 ^f	7,833,300 ^f	7,863,300
	Traitements des greffiers.....	1,768,600		
— 2...	Frais de secrétaires alloués aux juges de paix de Paris.....	30,000		

CHAPITRE X. — *Service de la justice française en Algérie.*

Art. 1 ^{er} ..	Personnel des cours et tribunaux français.....	854,200 ^f	877,200
— 2...	Matériel et menues dépenses de la cour impériale.....	8,000 ^f	
	Frais de passage gratuit.....	15,000	

CHAPITRE XI. — *Frais de justice.*

Art. unique.	Frais de justice criminelle en France et en Algérie, et frais des statistiques civile et criminelle.....	4,900,000
--------------	--	-----------

CHAPITRE XII. — *Dépenses diverses.*

Art. unique.	Secours temporaires à d'anciens magistrats, commis greffiers et employés de l'administration centrale, à leurs veuves et orphelins; dépenses extraordinaires et imprévues...	70,000
--------------	--	--------

CHAPITRE XIII. — *Dépenses des exercices clos.*

Art. unique.	Dépenses des exercices clos dont le paiement pourrait être réclamé pendant l'année 1867. (Art. 8 de la loi du 23 mai 1834.) <i>Mémoire</i>	"
--------------	--	---

CHAPITRE XIV. — *Dépenses des exercices périmés.*

Art. unique.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance. (Art. 8 de la loi du 10 mai 1838.) <i>Mémoire</i>	"
--------------	---	---

TOTAL ÉGAL..... 33,073,710

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État de la justice et des cultes, et notre ministre secrétaire d'État des finances, sont

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 16 Novembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHE.

N° 14,694. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'État) portant que M. *Bertier*, ancien maître des requêtes de première classe en service ordinaire au Conseil d'État, gouverneur de la Martinique, est nommé maître des requêtes en service extraordinaire. (*Saint-Cloud, 7 Novembre 1866.*)

Errata. Bulletin des lois, XI^e série :

N° 1437, page 655, troisième et quatrième lignes du décret n° 14,663, concernant M. *Bayard*, maître des requêtes au Conseil d'État, au lieu de : *commissaire du Gouvernement près la section du contentieux du Conseil d'État*, lisez : *commissaire du Gouvernement près le Conseil d'État au contentieux.*

N° 1439, page 686, avant-dernière ligne, au lieu de : *mis à la retraite de 1814 à 1831*, lisez : *mis à la retraite de 1814 à 1861.*



Certifié conforme :

Paris, le 23^e Novembre 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie Impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1442.

N° 14,695. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui reporte à l'exercice 1866 une portion des Crédits ouverts au Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, pour l'exercice 1865, à titre de Fonds de concours versés au Trésor.*

Du 27 Octobre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics :

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1866;

Vu notre décret du 28 octobre suivant⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget dudit exercice;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840, ainsi conçu :

« Les fonds versés par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à l'exécution de travaux publics, seront portés en recette aux produits divers du budget; un crédit de pareille somme sera ouvert par ordonnance royale au ministère des travaux publics, additionnellement à ceux qui lui auront été accordés par le budget pour les mêmes travaux, et la portion desdits fonds qui n'aura pas été employée pendant le cours d'un exercice pourra être réimputée, avec la même affectation, aux budgets des exercices subséquents, en vertu d'ordonnances royales qui prononceront l'annulation des sommes restées sans emploi sur l'exercice expiré; »

Vu nos décrets des 22 mai ⁽²⁾, 24 juillet ⁽³⁾, 18 ⁽⁴⁾ et 25 septembre ⁽⁵⁾, 28 octobre ⁽⁶⁾ et 17 novembre 1865 ⁽⁷⁾, 17 janvier ⁽⁸⁾ et 3 février 1866 ⁽⁹⁾, qui, en suite de versements effectués au trésor à titre de fonds de concours, ont ouvert sur les chapitres des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1865 indiqués ci-après, au ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, des crédits s'élevant ensemble à neuf millions quatre cent quinze mille neuf cent soixante-neuf francs soixante-trois centimes savoir :

⁽¹⁾ Bull. 1343, n° 13,738.

⁽²⁾ Bull. 1296, n° 13,301.

⁽³⁾ Bull. 1322, n° 13,567.

⁽⁴⁾ Bull. 1340, n° 13,721.

⁽⁵⁾ Bull. 1340, n° 13,722 et 13,723.

⁽⁶⁾ Bull. 1346, n° 13,774.

⁽⁷⁾ Bull. 1354, n° 13,834 et 13,835.

⁽⁸⁾ Bull. 1365, n° 13,969 et 13,970.

⁽⁹⁾ Bull. 1367, n° 14,015.

BUDGET ORDINAIRE.

CHAPITRE XVI.

ENTRETIEN DES ÉTABLISSEMENTS THERMAUX APPARTENANT À L'ÉTAT.

Décret du 18 septembre 1865.....	15,000' 00'
Report de 1864. (Décret du 17 novembre 1865.).....	21,000 00
	36,000 00

CHAPITRE XX.

ROUTES ET PONTS. (Travaux ordinaires.)

Décret du 25 septembre 1865.....	143,000 00
----------------------------------	------------

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

CHAPITRE X.

AMÉLIORATION ET ACHÈVEMENT DES PORTS MARITIMES.

Décret du 24 juillet 1865.....	50,000 00'
--------------------------------	------------

CHAPITRE XIV.

ÉTABLISSEMENT DE GRANDES LIGNES DE CHEMINS DE FER.

Décret du 22 mai 1865.....	420,000' 00'
Décret du 24 juillet 1865.....	1,600,000 00
Décret du 18 septembre 1865.....	1,080,000 00
Décret du 25 septembre 1865.....	1,498,197 85
Décret du 25 septembre 1865.....	1,650,000 00
Décret du 28 octobre 1865.....	450,000 00
Décret du 17 novembre 1865.....	1,250,000 00
Décret du 17 janvier 1866.....	450,000 00
Report de 1864. (Décret du 17 janvier 1866.).....	80,000 00
Décret du 3 février 1866.....	608,771 78
	9,086,969 63
	9,086,969 63
 SOMME PAREILLE.....	 9,415,969 63

Vu les documents administratifs desquels il résulte que, sur les crédits dont il s'agit, il reste sans emploi une somme de deux cent soixante-douze mille francs, dont le report à l'exercice 1866 peut être effectué en exécution des dispositions précitées;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 (article 4);

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 20 octobre 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est reportée à l'exercice 1866 (*Budgets ordinaire et extraordinaire*) une somme de deux cent soixante-douze mille francs (272,000^{fr}), laquelle est répartie ainsi qu'il suit :

⁽¹⁾ Bull. 440, n° 4110.

BUDGET ORDINAIRE.

CHAP. XVI. Entretien des établissements thermaux appartenant à l'État...	5,000'
— XX. Routes et ponts. (Travaux ordinaires.).....	79,000

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

CHAP. X. Amélioration et achèvement des ports maritimes...	50,000'
— XIV. Établissement de grandes lignes de chemins de fer.	138,000

188,000	188,000
---------	---------

TOTAL ÉGAL.....	272,000
-----------------	---------

Une somme égale de deux cent soixante-douze mille francs (272,000') est annulée, dans la même proportion que ci-dessus, aux chapitres précités, inscrits aux budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1865.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article 1^{er} du présent décret au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 27 Octobre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 14,696. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1866, un Crédit représentant une somme versée au Trésor par la Chambre de commerce du Havre, en exécution de la loi du 14 juillet 1865, pour travaux à effectuer au Port de cette ville.

Du 27 Octobre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1866;

Vu notre décret du 28 octobre suivant ⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget dudit exercice;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu la loi du 14 juillet 1865, qui autorise la chambre de commerce du Havre à faire au trésor une avance de quatre millions huit cent mille francs pour travaux à effectuer au port de cette ville;

Vu nos décrets des 17 janvier ⁽²⁾, 1^{er} mars ⁽³⁾, 28 avril ⁽⁴⁾ et 21 juillet derniers ⁽⁵⁾, qui, à la suite de versements effectués par la chambre de commerce du Havre, en exécution de la loi susvisée du 14 juillet 1865, ont ouvert à notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics des crédits s'élevant ensemble à huit cent cinquante mille francs;

Vu l'état ci-annexé, constatant qu'il a été versé au trésor, les 15 juin, 16 juillet, 16 août et 15 septembre 1866, par ladite chambre de commerce, de nouvelles sommes montant ensemble à quatre cent mille francs, applicables aux travaux dont il s'agit;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽⁶⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 (article 4);

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 20 octobre 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur les fonds de l'exercice 1866, chapitre x du budget extraordinaire (*Travaux d'amélioration et d'achèvement des ports maritimes*), un crédit de quatre cent mille francs (400,000^f) pour la construction d'un bassin à flot et de trois formes de radoub sur l'emplacement actuel de la citadelle, au Havre.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre d'avances faites par la chambre de commerce du Havre.

3. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 27 Octobre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

⁽¹⁾ Bull. 1343, n° 15,738.

⁽²⁾ Bull. 1365, n° 13,972.

⁽³⁾ Bull. 1369, n° 14,052.

⁽⁴⁾ Bull. 1386, n° 14,190.

⁽⁵⁾ Bull. 1415, n° 14,507.

⁽⁶⁾ Bull. 440, n° 4110.

État des sommes versées au trésor par la chambre de commerce du Havre, à titre d'avances, pour les travaux du port de cette ville, en exécution de la loi du 14 juillet 1865.

DATES des versements.	DÉSIGNATION du comptable qui a reçu les fonds.	MONTANT des versements.	OBSERVATIONS.
15 juin 1866.....	Receveur central du département de la Seine.....	100,000 ^f	
16 juillet 1866....	<i>Idem</i>	100,000	
16 août 1866.....	<i>Idem</i>	100,000	
15 septembre 1866	<i>Idem</i>	100,000	
	Versements antérieurs.....	400,000 850,000	
	ENSEMBLE.....	1,250,000	

Vu pour être annexé au décret impérial en date du 27 octobre 1866, enregistré sous le n° 728.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14,697. — *DECRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédit au Budget ordinaire du Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, exercice 1866.*

Du 27 Octobre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget ordinaire de l'exercice 1866;

Vu notre décret du 28 octobre 1865 ⁽¹⁾, qui a réparti, par chapitres, les crédits ouverts par la loi ci-dessus visée du 8 juillet 1865;

Vu l'article 12, quatrième paragraphe, du sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽²⁾;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 20 octobre 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert, pour l'exercice 1866, sur le chapitre XIV du budget ordinaire du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics (*Encouragements aux pêches maritimes*), est réduit d'une somme de quatre cent mille francs (400,000^f).

⁽¹⁾ Bull. 1343, n° 13,738.

⁽²⁾ Bull. 540, n° 4110.

2. Le crédit ouvert, pour le même exercice 1866, au chapitre xii du budget ordinaire du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics (*Navigation intérieure. — Rivières. — Travaux ordinaires, etc.*), est augmenté, par virement du chapitre ci-dessus, d'une somme égale de quatre cent mille francs (400,000').

3. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 27 Octobre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé ACHILLE FOULQ.

*Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14,698. — DÉCRET IMPÉRIAL qui reporte à l'exercice 1866 une portion des Crédits ouverts sur l'exercice 1865, au Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, pour l'exécution de grands Travaux d'utilité générale.

Du 3 Novembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les lois des 14 juillet 1860 et 2 juillet 1861, qui ont ouvert à divers départements ministériels des crédits spécialement affectés à l'exécution de grands travaux d'utilité générale;

Vu l'article 6 de la loi du 14 juillet 1860 et l'article 2 de la loi du 2 juillet 1861, ainsi conçus :

« Les fonds non employés en cours d'exercice pourront être reportés, par décrets, à l'exercice suivant; »

Vu nos décrets des 15 avril 1865⁽¹⁾ et 17 janvier 1866⁽²⁾, qui ont annulé sur l'exercice 1864 et reporté à l'exercice 1865 des crédits provenant des lois dont il s'agit, savoir :

Décret du 15 avril 1865.....	132,000' 00'
Décret du 17 janvier 1866.....	214,915 09
ENSEMBLE.....	<u>346,915 09</u>

Vu la loi du 18 juillet 1865, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1866;

⁽¹⁾ Bull. 1287, n° 13,165.

⁽²⁾ Bull. 1385, n° 13,968.

Vu notre décret du 28 octobre suivant⁽¹⁾, contenant répartition des crédits dudit exercice;

Vu les comptes définitifs desquels il résulte que, sur les fonds ci-dessus affectés à l'exercice 1865, il reste disponible une somme totale de cent soixante-deux mille francs (162,000^f);

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 (article 4);

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽²⁾;

Vu la lettre de notre ministre secrétaire d'État au département des finances, en date du 24 octobre 1866;

Notre Conseil d'État entendu.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est reportée à l'exercice 1866, budget extraordinaire, chapitre XI (*Travaux d'amélioration agricole*), la somme de cent soixante-deux mille francs (162,000^f) restant libre sur les chapitres ci-après indiqués du budget extraordinaire du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, exercice 1865, savoir :

CHAP. X. Amélioration et achèvement des ports maritimes.....	12,000 ^f
— XI. Travaux d'amélioration agricole.....	150,000

SOMME PARÉILLE..... 162,000

Est annulée au budget dudit ministère, exercice 1865, sur les deux chapitres précités, dans la proportion rappelée ci-dessus, une somme totale de cent soixante-deux mille francs (162,000^f).

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article 1^{er} du présent décret au moyen des ressources déterminées par les articles 2 et 3 de la loi du 14 juillet 1860.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et notre ministre secrétaire d'État au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 2 Novembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,

Signé ARMAND BÉRIC.

⁽¹⁾ Bull. 1343, n° 13,738.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

N° 14,699. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1866, un Crédit représentant une somme versée au Trésor par la ville de Brest, en exécution de la loi du 18 mai 1864, pour les travaux de construction du Port Napoléon.*

Du 2 Novembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1866;

Vu notre décret du 28 octobre suivant ⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget dudit exercice;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu la loi du 18 mai 1864, qui autorise la ville de Brest à faire au trésor une avance de quatre millions de francs (4,000,000^f) pour la continuation des travaux du port Napoléon, à Brest;

Vu nos décrets des 10 novembre 1864 ⁽²⁾, 4 mars ⁽³⁾, 10 mai ⁽⁴⁾, 28 juin ⁽⁵⁾ et 21 octobre 1865 ⁽⁶⁾, 17 janvier ⁽⁷⁾, 17 mars ⁽⁸⁾ et 21 juillet 1866 ⁽⁹⁾, qui, à la suite de versements effectués par la ville de Brest, en exécution de la loi susvisée du 18 mai 1864, ont ouvert à notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics des crédits montant ensemble à trois millions cent mille francs (3,100,000^f);

Vu l'état ci-annexé, constatant qu'il a été versé au trésor, le 4 septembre 1866, par la ville de Brest, une nouvelle somme de trois cent mille francs (300,000^f), avec la même destination;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽¹⁰⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 (article 4);

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 24 octobre 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur les fonds de l'exercice 1866, chapitre x du budget extraordinaire (*Travaux d'amélioration et d'achèvement des ports maritimes*), un crédit de trois cent mille francs (300,000^f) pour la continuation des travaux de construction du port Napoléon, à Brest.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre d'avances faites par la ville de Brest.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances, sont

⁽¹⁾ Bull. 1343, n° 13,738.

⁽²⁾ Bull. 1252, n° 12,781.

⁽³⁾ Bull. 1276, n° 13,036.

⁽⁴⁾ Bull. 1293, n° 13,269.

⁽⁵⁾ Bull. 1322, n° 13,556.

⁽⁶⁾ Bull. 1346, n° 13,768.

⁽⁷⁾ Bull. 1365, n° 13,971.

⁽⁸⁾ Bull. 1378, n° 14,108.

⁽⁹⁾ Bull. 1415, n° 14,506.

⁽¹⁰⁾ Bull. 440, n° 4110.

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 2 Novembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé ACHILLE FOULD.

*Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

*État des sommes versées au trésor par la ville de Brest, à titre d'avances, pour la
construction du port Napoléon, à Brest, en exécution de la loi du 18 mai 1864.*

DATE du versement.	DÉSIGNATION du comptable qui a reçu les fonds.	MONTANT des versements.	OBSERVATIONS.
4 septembre 1866.	Receveur de l'arrondissement de Brest.....	300,000 ¹	
	Montant des versements antérieurs.	3,100,000	
	ENSEMBLE.....	3,400,000	

Vu pour être annexé au décret impérial en date du 2 novembre 1866, enregistré sous le n° 736.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14,700. — DÉCRET IMPÉRIAL qui déclare applicable à la Nouvelle-Calédonie le décret du 14 juin 1861, relatif au Mariage des Étrangers Immigrants à la Guyane française.

Du 7 Novembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 24 mars 1852⁽¹⁾, sur le mariage de nos nationaux dans l'Océanie;

Vu le décret du 14 janvier 1860⁽²⁾, portant séparation entre les établissements de l'Océanie et la Nouvelle-Calédonie;

Vu le décret du 14 juin 1861⁽³⁾, relatif au mariage des étrangers immigrants à la Guyane française,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

⁽¹⁾ x^e série, Bull. 519, n° 3954.

⁽²⁾ xi^e série, Bull. 777, n° 7399.

⁽³⁾ xi^e série, Bull. 951, n° 9291.

ART. 1^{er}. Le décret du 14 juin 1861, relatif au mariage des étrangers immigrants à la Guyane française, est déclaré applicable à la Nouvelle-Calédonie.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et au Bulletin officiel de la marine.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 7 Novembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Signé P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 14,701. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Ministre de l'Intérieur un Crédit sur l'exercice 1866, à titre de Fonds de concours versés au Trésor par des Départements, des Communes et des Particuliers, pour l'établissement de Bureaux télégraphiques.

Du 10 Novembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu les lois du 8 juillet 1865, portant fixation des budgets des recettes et des dépenses de l'exercice 1866;

Vu notre décret du 28 octobre suivant ⁽¹⁾, contenant répartition des crédits desdits budgets;

Vu la loi du 18 juillet 1866, concernant les suppléments de crédits pour l'exercice courant;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843, concernant les fonds versés au trésor pour concourir à l'exécution de travaux publics;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽²⁾;

Vu l'article 4 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 16 octobre 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur, sur l'exercice 1866, un crédit de cent quatre-vingt-huit mille deux cent soixante-cinq francs soixante et onze centimes (188,265' 71'), applicable comme suit au service télégraphique :

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

3^e SECTION (2^e PARTIE).

CHAP. II. Travaux neufs..... 188,265' 71'

⁽¹⁾ Bull. 1343, n° 13,738.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des ressources spéciales résultant de versements faits au trésor à titre de fonds de concours,

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur et notre ministre secrétaire d'État au département des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 10 Novembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre d'État, chargé, par intérim,
du département de l'intérieur,

Signé E. ROTHER.

État des sommes versées dans les caisses du trésor public par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution des travaux appartenant à l'exercice 1866.

NOMS des départements.	DÉNOMINATION DES TRAVAUX auxquels les fonds sont destinés.	MONTANT des versements par chapitre.
BUDGET EXTRAORDINAIRE.		
CHAPITRE II.		
TRAVAUX NEUFS.		
Ain.....	Établissement d'un bureau télégraphique à Pont-de-Vaux.....	1,710 ⁶ / ₃₆
	Idem à Divonne.....	960 00
Ardèche...	Idem à Vals.....	730 00
	Idem à Ucel.....	90 00
	Idem aux Thermes d'Ussat.....	1,500 00
	Idem à Saint-Lisier.....	240 00
Ariège.....	Idem à Lavelanet.....	2,500 00
	Idem à la Bastide.....	1,080 00
	Idem à Tarascon.....	500 00
	Idem à Saverdun.....	900 00
Aude.....	Idem à Salèles-d'Aude.....	1,380 00
Aveyron...	Idem à Roquefort.....	675 00
Bouches- du-Rhône.	Idem aux Mines et Salines de Giraud.....	2,417 22
Calvados..	Idem à Leiguy.....	1,200 00
	Idem à Ars.....	840 00
Charente- Inférieure.	Idem à Brissambourg.....	648 00
	Idem à la Flotte.....	240 00
	Idem à Saujon.....	660 00
	Idem à Saint-Jean-de-Loane.....	2,025 00
Côte-d'Or..	Idem à Meursault.....	780 00
	Idem à Nuits.....	1,018 80
	Idem à Saulieu.....	3,432 00
Côtes- du-Nord.	Idem à Lamballe.....	1,260 00
Creuse....	Idem à Saint-Vaury.....	660 00
Eure.....	Idem à Gisors et à Fleury-sur-Andelle.....	2,718 00
Gard.....	Idem à Saint-Jean-du-Gard.....	1,620 00
	Idem à Vauvert.....	930 84
Mayenne (Haute-).	Idem à Saint-Sulpice.....	448 84

NOMS des départe- ments.	DÉSIGNATION DES TRAVAUX auxquels les fonds sont destinés.	MONTANT des versements par chapitre.
Gers.....	Établissement d'un bureau télégraphique à Fleurance.....	660 ⁰⁰
Gironde...	Idem à Castillon.....	1,208 16
	Idem à Florensac.....	928 52
	Idem à Gignac.....	275 10
Hérault...	Idem à Lamalou.....	475 90
	Idem à Saint-André.....	459 70
	Idem à Mèze.....	2,186 76
	Idem à Buzançais.....	1,380 00
	Idem à Ecueillé.....	2,400 00
Indre.....	Idem à Levroux.....	2,400 00
	Idem à Valençay.....	2,520 00
	Idem à Valan.....	1,200 00
Indre- et-Loire.	Idem à Bourgueil.....	1,260 00
	Idem à Liguéil.....	2,160 00
	Idem à Montrésor.....	2,040 00
Isère.....	Idem aux Bains d'Uriage.....	1,158 00
Jura.....	Idem à Saint-Laurent.....	600 00
	Idem à Arjuzaux.....	336 00
Landes...	Idem à Hagetmau.....	1,486 50
	Idem à Ygos.....	707 40
Loire....	Idem à Chambon.....	480 00
	Idem à Écoche.....	3,960 00
	Idem à Dégagnac.....	1,138 44
Lot.....	Idem à Gramat.....	146 70
	Idem à Salviac.....	995 88
	Idem à Clairac.....	881 64
Lot- et-Garonne.	Idem à Casseneuil.....	1,219 20
	Idem à Casteljalous.....	1,571 00
	Idem à Lavardac.....	780 00
Maine- et-Loire.	Idem à Beaufort.....	1,944 00
	Idem à Pontorson.....	1,320 00
Manche...	Idem à Saint-Hilaire.....	900 00
	Idem à Saint-James.....	1,800 00
	Idem à Torgny.....	1,680 00
Marne....	Idem à Avize.....	1,375 08
Marne (Haute-).	Idem à Montierender.....	1,680 00
Meurthe...	Idem à Gerbeviller.....	1,582 50
	Idem à Rosières-aux-Salines.....	1,407 00
Meuse....	Idem à Stenay.....	950 40
Morbihan.	Idem à Josselin.....	720 00
Moselle...	Idem à Sarraube.....	1,743 00
	Idem à Châtillon.....	1,284 00
Nièvre....	Idem à Donzy.....	1,899 00
	Idem à Bailleul.....	995 10
	Idem à Bourbourg.....	721 20
	Idem à Condé.....	1,210 00
Nord.....	Idem à Halluin.....	1,011 30
	Idem à Merville.....	1,452 00
	Idem à Saint-Amand.....	1,378 80
	Idem à Seclin.....	727 50
	Idem à Solre-le-Château.....	1,453 80
	Idem à Chambly.....	1,302 00
	Idem à Liancourt.....	697 68
Oise.....	Idem à Ourscamps, à l'usine de MM. Mercier, Meyer et compa- gnie.....	1,224 18
	Idem à Saint-Léu-d'Esserent.....	466 60
	Idem à Sées.....	1,380 00
Orne.....	Idem à Trun.....	780 00
	Idem à Vimoutiers.....	3,060 00
Pas- de-Calais.	Idem à Aire.....	1,020 86
	Idem à Audruick.....	197 88
	Idem à Marquise.....	405 60

NOMS des départements.	DÉSIGNATION DES TRAVAUX auxquels les fonds sont destinés.	MONTANT des versements par chapitre.
Puy-de-Dôme.	Établissement d'un bureau télégraphique à Billom.....	2,040 ⁰ 00 ⁰
Pyrénées (Basses-).	Idem aux Eaux-Chaudes de Laruns.....	660 00
	Idem à Saint-Palais.....	2,710 00
	Idem à Salies.....	1,556 16
Pyrénées-Orientales.	Idem à Amélie-les-Bains.....	600 00
	Idem à Giromagny.....	1,350 00
	Idem à Kayserberg.....	1,045 06
	Idem à Issenheim.....	423 48
	Idem à la Pontroye.....	1,238 00
Rhin (Haut-).	Idem à Massevaux.....	2,775 50
	Idem à Munster.....	871 68
	Idem à Neuf-Brisach.....	1,800 00
	Idem à Niedermorschwiller.....	529 20
	Idem à Ribeauvillé.....	564 00
	Idem à Soultzmatt.....	1,826 36
Saône (Haute-).	Idem à Breuches.....	480 00
	Idem à Aulnay.....	730 80
	Idem à Auxais.....	1,440 00
	Idem à Barentin.....	460 00
	Idem à Cany.....	1,146 60
	Idem à Caudebec-en-Caux.....	1,440 00
	Idem à Caudebec-lès-Elbeuf.....	120 00
	Idem à Clères.....	662 64
	Idem à Fontaine-le-Dun.....	1,100 00
	Idem à Longueville.....	730 80
Seine-Inférieure.	Idem à Malaunay.....	460 00
	Idem à Montivilliers.....	1,200 00
	Idem à Monville.....	652 64
	Idem à Pavilly.....	460 00
	Idem à Saint-Saens.....	1,140 00
	Idem à Saint-Victor-l'Abbaye.....	652 64
	Idem à Sotteville.....	240 00
	Idem à Tôtes.....	730 80
	Idem au Trait (compagnie du tonnage).....	2,596 80
	Idem à Veules.....	400 00
Seine-et-Marne.	Idem à Chaumes.....	600 00
	Idem à Faremoutiers.....	532 86
	Idem à la Ferté-sous-Jouarre.....	1,311 00
Seine-et-Oise.	Idem à Poissy.....	1,410 00
Somme....	Idem à Moreuil.....	540 00
	Idem à Roye.....	1,080 00
	Idem à Cordes.....	1,885 50
Tarn.....	Idem à Graulhet.....	2,290 68
	Idem à Labruguière.....	571 38
Var.....	Idem aux Arcs.....	260 00
	Idem à la Garde.....	492 00
	Idem à Salernes.....	2,640 00
Vaucluse..	Idem à Bédarrides.....	290 40
	Idem à Valréas.....	1,800 00
Vendée....	Idem à Saint-Gilles.....	500 00
Vienne....	Idem à Neuville.....	930 00
	Idem à Bruyères.....	1,122 00
	Idem à Contrexéville.....	1,000 00
	Idem à Cornimont.....	1,322 15
	Idem à Fraize.....	1,821 00
Voorges....	Idem à Gérardmer.....	2,088 00
	Idem à Granges.....	2,298 00
	Idem à la Bresse.....	2,136 59
	Idem à Raon-l'Étape.....	810 00
	Idem à Rothau.....	180 00
	Idem à Seulxures.....	1,264 67

NOMS des départements.	DÉSIGNATION DES TRAVAUX auxquels les fonds sont destinés.	MONTANT des versements par chapitre.
	Établissement d'un bureau télégraphique à Senones.....	1,022 ⁶ 99 ⁶
	Idem à Schirmeck.....	4,428 00
Yonges.	Idem au Tholy.....	768 00
(Suite.)	Idem à Vagney.....	525 15
	Idem au Val-d'Ajol.....	781 12
Yonne.	Idem à Villeneuve.....	1,278 00
	TOTAL.....	188,265 71

Approuvé pour être annexé au décret du 10 novembre 1866, enregistré sous le n° 2918.

Le Ministre d'État, chargé, par intérim, du département de l'intérieur,
Signé E. ROCHER.

N° 14,702. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui affecte au département des travaux publics, pour la formation d'un dépôt de pavés et de pierres cassées destinés à l'entretien de la route impériale n° 1, la parcelle de terrain domanial située sur le territoire de la commune de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) et teinte en vert sur un plan qui restera annexé au présent décret. (*Saint-Cloud, 5 Septembre 1866.*)

N° 14,703. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° La ville de Schlestadt est autorisée à exécuter les travaux nécessaires pour mettre en communication les canaux de Lieporette et du Châtenois, conformément au projet présenté par les ingénieurs.

2° Les travaux sont déclarés d'utilité publique et l'expropriation des terrains nécessaires sera au besoin poursuivie en conformité de la loi du 3 mai 1841. (*Saint-Cloud, 5 Septembre 1866.*)

N° 14,704. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale de la Savoie n° 11, de Chambéry à Annecy, entre Chambéry et le Villaret, conformément au tracé d'un plan qui restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux

n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Saint-Cloud, 5 Septembre 1866.*)

N° 14,705. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, chargé de l'intérim du département des finances) qui affecte au service des forêts, avec ses dépendances comprenant huit ares soixante centiares de terrains inscrits sous les n° 1538, 1539 et 1540 de la section C, une ancienne caserne de douaniers dite *de Champ-Clos*, située sur la commune d'Olonne (Vendée). (*Biarritz, 1^{er} Octobre 1866.*)

N° 14,706. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, chargé de l'intérim du département des finances) portant :

ART. 1^{er}. Est rendu applicable au bac de Mondiet, situé sur la Garonne, département de la Gironde, en ce qui concerne les taxes afférentes au transport des voitures et charrettes attelées, le tarif arrêté par le décret du 27 juillet 1853⁽¹⁾ pour la perception des droits de péage aux bacs établis sur la Garonne, à Lauriole, Pleignac et Podensac, dans le département de la Gironde.

2. Sont exempts des droits de péage les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics et les divers agents, y compris les gardes champêtres, les pompiers et les personnes portant secours en cas d'incendie, tels qu'ils sont énumérés au tarif du 27 juillet 1853 et qui, aux termes du cahier des charges de l'adjudication, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (*Biarritz, 1^{er} Octobre 1866.*)

N° 14,707. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, chargé de l'intérim du département des finances) portant :

ART. 1^{er}. Est rendu applicable au bac de Saint-Hilaire, situé sur le Tarn, commune de Montauban, le tarif n° 1^{er} approuvé par le décret du 17 octobre 1855⁽²⁾ pour la perception des droits de péage au passage des bacs établis sur la rivière du Tarn, dans le département de Tarn-et-Garonne.

2. Sont exempts des droits de péage les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics et les divers agents, y compris les gardes champêtres, tels qu'ils sont énumérés au tarif annexé au décret du 17 octobre 1855, et qui, aux termes du cahier des charges de l'adjudication des droits, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (*Biarritz, 1^{er} Octobre 1866.*)

N° 14,708. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1^o M. de Thomassin (*Paul-Émile-Antoine*), né le 14 mai 1831, à Marville, arrondissement de Montmédy (Meuse), demeurant à Metz (Moselle), est

⁽¹⁾ Bull. 78, n° 713.

⁽²⁾ Bull. 341, n° 3146.

autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *de Montbel*, et à s'appeler, à l'avenir, *de Thomassin de Montbel*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Biarritz, 8 Octobre 1866.*)

N° 14,709. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'État, chargé de l'intérim du département de l'intérieur) qui supprime le commissariat de police de Châteauneuf (Loiret). (*Saint-Cloud, 10 Novembre 1866.*)

N° 14,710. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'État, chargé de l'intérim du département de l'intérieur) qui supprime le commissariat de police d'Avize (Marne). (*Saint-Cloud, 10 Novembre 1866.*)



Certifié conforme :

Paris, le 3^e Décembre 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1443.

N° 14,711. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de la Déclaration interprétative de l'article 7 de la Convention consulaire conclus, le 10 décembre 1860, entre la France et le Brésil.*

Du 28 Novembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Déclaration interprétative de l'article 7 de la Convention consulaire du 10 décembre 1860⁽¹⁾, entre la France et le Brésil, ayant été signée, le 21 juillet 1866, par notre ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur du Brésil à Paris, ladite Déclaration, dont la teneur suit, est approuvée et recevra sa pleine et entière exécution.

DÉCLARATION.

L'application de l'article 7 de la Convention consulaire du 10 décembre 1860 ayant donné lieu à des conflits d'attributions entre les consuls français et les autorités du Brésil, le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français et le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur du Brésil, animés d'un égal désir de mettre un terme à ces conflits, ont résolu, d'un commun accord, de fixer définitivement l'interprétation dudit article.

En conséquence, les soussignés :

Ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères
de Sa Majesté l'Empereur des Français,

Et envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur du Brésil, en mission spéciale près Sa Majesté

⁽¹⁾ Bull. 914, n° 8843.

L'Empereur des Français, dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

§ I^{er}.

En cas de décès d'un sujet de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre, les autorités locales compétentes devront immédiatement avertir les consuls généraux, consuls ou vice-consuls dans la circonscription desquels le décès aura eu lieu, et ceux-ci devront, de leur côté, s'ils en ont connaissance les premiers, donner le même avis aux autorités locales.

§ II.

L'administration et la liquidation de la succession d'un Français mort au Brésil seront réglées de la manière suivante :

Lorsqu'un Français décédé au Brésil n'aura laissé que des héritiers brésiliens, ou lorsque, concurremment avec des héritiers français majeurs, présents et capables, il se trouvera des héritiers brésiliens mineurs, absents ou incapables, le consul français n'interviendra pas.

Lorsqu'il y aura, parmi les héritiers d'un Français décédé au Brésil, un ou plusieurs Français mineurs, absents ou incapables, le consul aura l'administration exclusive de la succession, s'il n'y a ni veuve brésilienne d'origine, ni héritier brésilien chef de famille (*cabeça de casal*), ni exécuteur testamentaire, ni héritiers brésiliens mineurs, absents ou incapables.

S'il y a, en même temps qu'un ou plusieurs héritiers français mineurs, absents ou incapables, soit une veuve brésilienne d'origine, soit un héritier brésilien chef de famille (*cabeça de casal*), soit un exécuteur testamentaire, soit un ou plusieurs héritiers brésiliens mineurs, absents ou incapables, le consul français administrera la succession conjointement avec ladite veuve brésilienne ou ledit chef de famille, ou ledit exécuteur testamentaire, ou le représentant légal desdits héritiers brésiliens.

Il est entendu que l'on appliquera aux héritiers mineurs nés au Brésil, de parents français, l'état civil de leur père jusqu'à leur majorité, conformément à la loi du 10 septembre 1860 et par réciprocité de la faculté qu'ont les consuls brésiliens en France d'administrer et de liquider la succession de leurs nationaux dans les cas analogues.

Il est également entendu que les légataires universels ou à titre universel sont assimilés aux héritiers.

Réciproquement la succession d'un Brésilien mort en France sera administrée et liquidée d'après les règles établies par le présent paragraphe, en tant qu'elles ne seront pas contraires à la loi française.

§ III.

Dans les cas où, aux termes du paragraphe précédent, il y a lieu

à l'intervention exclusive du consul, les consuls généraux, consuls et vice-consuls devront :

1° Apposer les scellés, soit d'office, soit à la réquisition des parties intéressées, sur tous les effets mobiliers et papiers du défunt, en prévenant d'avance l'autorité locale compétente, qui pourra y assister et même, si elle le juge convenable, croiser de ses scellés ceux qui auront été posés par le consul ;

2° Dresser aussi, en présence de l'autorité locale compétente, si elle croit devoir s'y présenter, l'inventaire de tous les biens et effets possédés par le défunt.

§ IV.

En ce qui concerne la double opération, tant de l'apposition des scellés, laquelle devra toujours avoir lieu dans le plus bref délai, que de l'inventaire, les consuls généraux, consuls ou vice-consuls fixeront, de concert avec l'autorité locale, le jour et l'heure où ces deux opérations devront avoir lieu ; ils la feront prévenir par écrit et elle donnera un récépissé de l'avis qu'elle aura reçu. Si l'autorité locale ne se rend pas à l'invitation qui lui aura été faite, les consuls procéderont sans retard et sans autre formalité aux deux opérations précitées.

Les doubles scellés apposés par le consul et par l'autorité locale ne seront levés que d'un commun accord. Cependant si le consul laissait s'écouler quinze jours avant d'appeler l'autorité locale à la levée des scellés, l'autorité locale lui demanderait par écrit de fixer le jour et l'heure où cette opération devra avoir lieu ; il donnera récépissé de l'avis qu'il aura reçu ; si le consul ne répond pas dans la huitaine, l'autorité locale procédera sans retard et sans autre formalité à la levée des scellés et à l'inventaire.

§ V.

Si le décès a lieu dans une localité où il n'y a pas d'agent consulaire de la nationalité du défunt, l'autorité locale en fera immédiatement part au Gouvernement et procédera à l'apposition des scellés et à l'inventaire des biens de la succession. Le Gouvernement préviendra l'autorité consulaire du district, qui pourra se rendre sur les lieux et nommer, sous sa responsabilité, un agent pour liquider la succession. En attendant, l'autorité locale continuera à administrer, recouvrer et liquider cette succession jusqu'à l'arrivée du consul ou de l'agent nommé *ad hoc* par le consul, lequel poursuivra alors la liquidation, si elle n'est pas terminée ; et, si elle est terminée, l'autorité locale lui remettra le produit liquide de la succession.

§ VI.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls, dans les cas où, aux termes du paragraphe 2, l'administration et la liquidation des successions leur sont exclusivement attribuées, feront procéder, en se conformant aux lois et aux usages du pays, à la vente de tous les

objets mobiliers de la succession qui pourraient se détériorer, et ils percevront le produit de la vente. Ils pourront administrer et liquider en personne, ou bien nommer, sous leur responsabilité, un agent pour administrer et liquider la succession. Ils toucheront les fermages, loyers et arrérages échus, percevront les sommes dues à la succession, toucheront le produit de la vente des meubles et de celle des immeubles, au cas où elle aurait été autorisée par le juge, solderont les créanciers, acquitteront les charges, payeront les legs.

La succession, ainsi liquidée, sera divisée entre les héritiers conformément au partage qui sera fait par le juge compétent, lequel nommera, s'il y a lieu, des experts pour l'évaluation des biens, la composition des lots et la fixation des soultes.

En aucun cas, les consuls ne seront juges des contestations concernant les droits des héritiers, les rapports à la succession, la réserve, la quotité disponible. Ces contestations seront soumises aux tribunaux compétents.

§ VII.

S'il s'élevait une difficulté, soit entre les cohéritiers, soit entre les héritiers et des tiers prétendant avoir des droits à faire valoir sur la succession, cette difficulté devra être déferée aux tribunaux compétents, le consul agissant, dans les cas où il administre seul aux termes du paragraphe 2, comme représentant de la succession. Le jugement rendu, le consul devra l'exécuter, s'il ne croit pas à propos de former appel et si les parties ne se sont pas arrangées à l'amiable, et il continuera de plein droit la liquidation qui aura été suspendue en attendant la décision du tribunal.

§ VIII.

Lesdits consuls généraux, consuls et vice-consuls seront tenus de faire annoncer la mort du défunt dans une des gazettes de leur arrondissement, et ils ne pourront faire la délivrance de la succession ou de son produit aux héritiers légitimes ou à leurs mandataires qu'après avoir fait acquitter toutes les dettes que le défunt pourrait avoir contractées dans le pays, ou qu'autant qu'une année se sera écoulée depuis la date du décès sans qu'aucune réclamation ait été présentée contre la succession.

Ils devront, avant toute distribution aux héritiers du produit de la succession, acquitter les droits du trésor.

§ IX.

L'autorité locale est seule compétente pour procéder à l'ouverture des testaments. Si, pendant l'apposition des scellés ou la confection de l'inventaire, le consul trouve un testament, il en constatera la forme extérieure dans son procès-verbal, le parafera devant les parties intéressées et présentes, le mettra sous scellés et prévendra le juge territorial compétent pour qu'il ouvre le testament suivant

les formes légales. Si le testament du défunt était déposé au consulat, le consul en provoquera l'ouverture par le juge territorial.

Les questions de validité du testament seront soumises aux juges compétents.

§ X.

Quand il y aura lieu à la nomination d'un tuteur ou d'un curateur, le consul provoquera, s'il n'y a été autrement pourvu, cette nomination par l'autorité locale compétente.

§ XI.

Si, à l'époque du décès, les biens ou partie des biens d'une succession dont l'administration et la liquidation appartiennent au consul, aux termes du paragraphe 2, se trouvaient frappés d'opposition, de saisie ou de séquestre, le consul ne pourra prendre possession desdits biens avant que l'opposition, la saisie ou le séquestre aient été levés. Il aura le droit d'être entendu, de veiller, concurremment avec le tuteur, à ce que les formalités légales soient accomplies; et, si l'exécution a lieu, il touchera le reliquat du produit de la vente.

Si, pendant le cours de la liquidation faite par le consul aux termes du paragraphe 2, survenait une opposition, une saisie ou un séquestre des biens ou d'une partie des biens de ladite succession, le consul ou l'agent nommé par le consul pour liquider la succession sera nommé gardien ou dépositaire des biens frappés d'opposition, de saisie ou de séquestre.

§ XII.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ne pourront, même dans le cas où le paragraphe 2 leur concède la faculté d'intervenir dans les successions de leurs nationaux, mettre sous scellés et inventorier les biens de leurs nationaux morts après avoir été déclarés en faillite. L'administration et la liquidation de ces biens seront faites conformément aux lois spéciales du pays.

Il est bien entendu que le consul conserve toujours le droit de veiller, dans l'intérêt des mineurs et concurremment avec les tuteurs, à ce que les formalités requises par la loi soient remplies.

§ XIII.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ne pourront, même dans le cas où le paragraphe 2 leur concède la faculté d'intervenir dans les successions de leurs nationaux, mettre sous scellés, inventorier, administrer et liquider les biens d'un de leurs nationaux qui feraient partie d'une société commerciale. Ils seront obligés de se conformer sur ce point, soit aux dispositions spéciales stipulées dans le contrat de société, soit aux règles établies par la loi commerciale du pays. Si la société continue après la mort de l'associé, le consul touchera pour les héritiers les parts de bénéfices qui leur reviennent;

si la société est dissoute par la mort dudit associé, le consul laissera liquider la société par qui de droit et touchera seulement la part liquide qui appartient à ladite succession.

Il est entendu que, dans les cas prévus par le présent paragraphe et par les deux précédents, le consul a toujours le droit de veiller, dans l'intérêt des mineurs, à l'accomplissement des formalités légales.

§ XIV.

La survenance d'héritiers majeurs et capables, pendant la liquidation commencée par le consul aux termes du paragraphe 2, ne fait cesser les pouvoirs du consul qu'autant qu'il n'y a plus un seul incapable ou absent parmi les héritiers dans l'intérêt desquels il intervenait; si lesdits héritiers deviennent tous majeurs et capables avant la fin de la liquidation, et s'ils se présentent tous, soit en personne, soit par fondé de pouvoirs, le consul sera tenu de se dessaisir entre leurs mains de toute l'affaire.

§ XV.

Dans les cas où l'administration et la liquidation se font en commun, aux termes du paragraphe 2, par le consul et la veuve, ou le chef de famille, ou l'exécuteur testamentaire, ou le représentant légal des mineurs, absents ou incapables dont les intérêts ne sont pas sous la protection du consul, toutes les opérations d'apposition des scellés, d'inventaire, d'administration et de liquidation devront se faire en commun, le consul et la veuve, ou le chef de famille, ou l'exécuteur testamentaire, ou le représentant légal desdits mineurs agissant, jusqu'au partage définitif, comme deux liquidateurs chargés de la liquidation d'une même société; aucune décharge ne sera valable qu'autant qu'elle sera revêtue des deux signatures.

§ XVI.

Si les héritiers sont tous majeurs, capables, présents et de la nationalité du consul, ils peuvent, d'un commun accord, charger ledit consul d'administrer, de liquider et même de partager les biens de la succession. Mais si la succession comprend des immeubles situés dans le pays, un notaire ou officier public compétent du lieu sera appelé à concourir à l'acte de partage amiable et à le signer avec le chancelier, sous peine de nullité.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls respectifs auront, en outre, le droit de recevoir dans leur chancellerie, sur la demande de toutes les parties intéressées, tout acte de partage amiable d'une succession de leurs nationaux, pourvu que tous les héritiers soient majeurs, même quand il y aurait parmi les héritiers des sujets du pays où ils résident, pourvu, bien entendu, que ce partage n'ait rapport qu'à des biens situés sur le territoire de la nation à laquelle appartiendra le consul ou l'agent devant lequel il sera fait.

Les expéditions de ces actes de partage, dûment légalisées par les

consuls généraux, consuls et vice-consuls, et revêtues du sceau de leur consulat ou vice-consulat, feront foi en justice devant tous les tribunaux, juges et autorités de France et du Brésil, et auront respectivement la même force et valeur que si elles avaient été passées devant les notaires et autres officiers publics compétents du pays, pourvu que ces actes soient passés dans la forme voulue par les lois de l'État auquel le consul appartient et qu'ils aient été préalablement soumis aux formalités de timbre, à l'enregistrement, insinuation et à toutes les autres formalités qui régissent la matière dans le pays où l'acte de partage doit recevoir son exécution.

§ XVII.

Si la succession d'un sujet de l'une des deux Parties contractantes mort *ab intestat* sur le territoire de l'autre vient à tomber en déshérence, c'est-à-dire s'il n'y a ni conjoints survivants, ni héritier au degré successible, sa succession, tant mobilière qu'immobilière, doit être dévolue à l'État dans le territoire duquel il est mort.

Après l'apposition des scellés, le juge territorial requerra du consul, au nom de l'État, l'inventaire des biens du défunt. Trois avis seront publiés successivement par les soins du juge territorial, de trois mois en trois mois, dans les journaux de l'endroit où la succession s'est ouverte et dans ceux de la capitale du pays. Ces avis devront contenir les nom et prénoms du défunt, le lieu et la date de sa naissance, s'ils sont connus, la profession qu'il exerçait, la date et le lieu de sa mort. Des avis semblables seront publiés à la diligence du juge territorial, par l'intermédiaire du consulat français à Rio-de-Janeiro ou du consulat brésilien à Paris, dans les journaux de la ville la plus voisine du lieu de naissance du défunt. Le consul procédera à l'administration et à la liquidation de la succession d'après les règles établies par la Convention. Deux ans après la mort, s'il ne s'est présenté ni héritier ni conjoint, soit personnellement, soit par fondé de pouvoirs, le juge territorial ordonnera, par un jugement qui sera notifié au consul, l'envoi en possession de l'État. Alors le consul remettra au domaine public tous effets et valeurs provenant de la succession, ainsi que toutes pièces relatives à l'administration et aux comptes de la succession. L'administration du domaine public entrera en possession, sauf à rendre compte aux héritiers ou conjoint qui surviendraient par la suite, conformément à la loi du pays.

Telle est l'interprétation que les Gouvernements de la France et du Brésil déclarent, d'un commun accord, donner à l'article 7 de la Convention du 10 décembre 1860, et qui servira désormais de règle à l'application dudit article.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente Déclaration et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double expédition, à Paris, le 21 Juillet 1866.

(L. S.) Signé DROUTN DE LHUYS.

(L. S.) Signé PENEDO.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Compiègne, le 28 Novembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du sceau de l'État :

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé MOUTIER.

N° 14,712. — DÉCRET IMPÉRIAL qui affecte à l'habitation du Ministre président le Conseil d'État les Bâtiments situés rue de Varennes, n° 78.

Du 16 Novembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu le décret en date du 7 août 1863, qui affecte à l'habitation du ministre président le Conseil d'État la partie des bâtiments du ministère des travaux publics qui était affectée à celle du ministre de ce département, jusqu'à l'achèvement des constructions élevées dans la rue Saint-Dominique et destinées à réunir les services de l'agriculture et du commerce;

Considérant que, ces constructions étant terminées, il importe d'installer le ministre président le Conseil d'État dans l'hôtel de la rue de Varennes, n° 78,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les bâtiments et dépendances situés rue de Varennes, n° 78, sont affectés à l'habitation du ministre président le Conseil d'État, et sont bornés ainsi qu'il suit :

Au midi, par la rue de Varennes;

A l'est, par l'immeuble portant le n° 76 dans ladite rue;

Au nord, par le jardin du ministère de l'intérieur;

A l'ouest, par un mur qui sera établi dans la cour des bureaux de l'ancien ministère de l'agriculture et du commerce, conformément aux dispositions indiquées dans le plan ci-joint.

2. Le ministre d'État et le ministre des finances sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Compiègne, le 16 Novembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances.*

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 14,713. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui fait cesser l'Intérim du Ministère de l'Intérieur.*

Du 21 Novembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'intérim du ministère de l'intérieur cesse à partir de ce jour, et M. le marquis de la Valette reprend ses fonctions.

2. Notre ministre d'État et notre ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Compiègne, le 21 Novembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 14,714. — *DÉCRET IMPÉRIAL sur la mise à la Retraite des Inspecteurs généraux, des Inspecteurs principaux, des Inspecteurs particuliers et des Commissaires de surveillance administrative des Chemins de fer.*

Du 21 Novembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu notre décret du 22 juin 1863 (articles 2 et 3)⁽¹⁾, qui établit une limite d'âge pour l'admission à la retraite des inspecteurs généraux, inspecteurs principaux, inspecteurs particuliers et commissaires de surveillance administrative des chemins de fer;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les inspecteurs généraux des chemins de fer, les inspecteurs principaux et inspecteurs particuliers de l'exploitation commerciale sont nécessairement admis à faire valoir leurs droits à la retraite à l'âge de soixante-dix ans.

Les commissaires de surveillance administrative des chemins de fer sont nécessairement admis à faire valoir leurs droits à la retraite à l'âge de soixante-cinq ans.

2. Les commissaires de surveillance qui étaient en exercice avant

⁽¹⁾ Bull. 1139, n° 11,528.

le décret du 22 juin 1863 susvisé seront maintenus jusqu'à l'âge de soixante-dix ans. Les commissaires qui, ayant des services militaires, compteraient moins de douze ans de services effectifs dans le cadre des commissaires seront maintenus en activité jusqu'à l'expiration de cette période de douze années.

3. Les dispositions des articles 2 et 3 de notre décret du 22 juin 1863 susvisé sont et demeurent rapportées.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Compiègne, le 21 Novembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur:

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14,715. — DÉCRET IMPÉRIAL qui crée à Armentières (Nord) une Chambre consultative des arts et manufactures.

Du 21 Novembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 22 germinal an xi, l'arrêté consulaire du 10 thermidor de la même année⁽¹⁾, l'ordonnance royale du 16 juin 1832⁽²⁾, l'arrêté du pouvoir exécutif en date du 19 juin 1848⁽³⁾ et les décrets des 30 août 1852⁽⁴⁾ et 24 octobre 1863⁽⁵⁾;

Vu la délibération du conseil municipal d'Armentières, en date du 15 mars 1866, celles de la chambre de commerce de Lille, du 21 septembre, et du tribunal de commerce de Lille, du 2 octobre de la même année, l'avis du conseil d'arrondissement, celui du conseil général et les propositions du préfet du Nord,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est créé à Armentières (Nord) une chambre consultative des arts et manufactures. Cette chambre aura pour circonscription celle du canton dont Armentières est le chef-lieu.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 300, n° 3016.

⁽²⁾ IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 167, n° 4256.

X^e série, Bull. 67, n° 660.

⁽⁴⁾ X^e série, Bull. 574, n° 4413.

⁽⁵⁾ XI^e série, Bull. 1155, n° 11709.

présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et publié au Moniteur.

Fait au palais de Compiègne, le 21 Novembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14,716. — DÉCRET IMPÉRIAL qui convoque les Électeurs compris dans la sixième circonscription du département du Pas-de-Calais, à l'effet d'élire un Député au Corps législatif.

Du 27 Novembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur ;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾ ;

Attendu le décès de M. le baron d'Herlincourt, député de la sixième circonscription du département du Pas-de-Calais,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les électeurs compris dans la sixième circonscription du département du Pas-de-Calais sont convoqués pour les 22 et 23 décembre prochain, à l'effet d'élire un député au Corps législatif.

2. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant l'ouverture du scrutin, un tableau contenant lesdites modifications.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Compiègne, le 27 Novembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3626 et 3637.

N° 14,717. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. Tallien (*Julien-Dominique-Marie-Édouard*), né le 4 juin 1822, à Versailles (Seine-et-Oise), consul général et chargé d'affaires de France à Guatemala (Amérique centrale), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *de Cabarrus*, et à s'appeler, à l'avenir, *Tallien de Cabarrus*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Saint-Cloud, 7 Novembre 1866.*)

N° 14,718. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. Boureau-Desfrenais (*Louis-Gilbert-Anatole*), né à Beauvais (Oise), le 27 juin 1812, demeurant à Chaumont-en-Vexin, arrondissement de Beauvais, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de ses enfants mineurs;

M. Marie-Ludovic Boureau-Desfrenais, né à Chaumont-en-Vexin, le 22 avril 1842;

M^{lle} Charlotte-Marie Boureau-Desfrenais, née au même lieu, le 13 juin 1844;

Les deux derniers demeurant audit Chaumont-en-Vexin,

Sont autorisés à retrancher de leur nom patronymique celui de *Boureau*, et à s'appeler, à l'avenir, *Desfrenais* seulement.

2° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Compiègne, 16 Novembre 1866.*)



Certifié conforme :

Paris, le 7^e Décembre 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes.*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1444*.

N° 14,719. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui crée un emploi de Lieutenant de Juge près le Tribunal de première instance de Saïgon (Cochinchine française).*

Du 10 Novembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 17 janvier 1863⁽¹⁾, fixant les traitements et parités d'offices pour la magistrature coloniale;

Vu le décret du 25 juillet 1864⁽²⁾, portant organisation de la justice dans les possessions françaises en Cochinchine;

Vu le décret du 17 août 1864⁽³⁾, fixant les traitements et parités d'offices pour la magistrature dans les possessions françaises en Cochinchine;

Vu le décret du 14 janvier 1865⁽⁴⁾, déterminant le costume des magistrats et greffiers desdites possessions;

Vu l'avis de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Un emploi de lieutenant de juge est créé près le tribunal de première instance de Saïgon (Cochinchine française).

2. Le lieutenant de juge remplira les fonctions de juge d'instruction attribuées au juge impérial près le tribunal de première instance de Saïgon par l'article 6 du décret du 25 juillet 1864.

Il remplacera, en outre, le juge impérial dans ses fonctions, en cas d'absence ou d'empêchement de ce magistrat.

3. Le lieutenant de juge recevra un traitement colonial de dix mille francs, et il sera assimilé, pour la liquidation de la pension de retraite, à un procureur impérial près un tribunal de première instance de cinquième classe en France.

Le traitement d'Europe du lieutenant de juge est fixé à la moitié

* Voyez un Errata à la fin de ce numéro.

⁽¹⁾ Bull. 1087, n° 10,879.

⁽²⁾ Bull. 1240, n° 12,623.

⁽³⁾ Bull. 1240, n° 12,626.

⁽⁴⁾ Bull. 1268, n° 12,947.

du traitement colonial, conformément à l'article 1^{er}, paragraphe 2, du décret du 17 janvier 1863.

4. Le costume de ce magistrat, aux audiences ordinaires, aux audiences solennelles et aux cérémonies publiques, sera le même que celui attribué au substitut du procureur impérial de Saigon par l'article 1^{er} du décret du 14 janvier 1865.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et au Bulletin officiel de la marine.

Fait au palais des Tuileries, le 10 Novembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Signé P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N^o 14,720. — DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe le Budget des Dépenses administratives des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, pour l'exercice 1867.

Du 18 Novembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'état présenté par le directeur général des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, en exécution de l'article 37 de l'ordonnance du 22 mai 1816⁽¹⁾, pour servir à la fixation des dépenses administratives de ces deux établissements applicables à l'exercice 1867;

Vu le décret du 14 décembre 1865⁽²⁾, portant fixation des mêmes dépenses pour l'année 1866;

Vu les décrets du 14 août 1866, dont l'un fixe à trente mille francs le traitement du directeur général et dont l'autre porte réorganisation du personnel des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations;

Vu l'avis motivé de la commission de surveillance instituée près desdites caisses par la loi du 28 avril 1816 et par le décret du 27 mars 1862⁽³⁾;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le budget des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations est fixé, pour l'exercice 1867, conformément à l'état A ci-annexé, à la somme de un million quarante-deux mille huit cents francs (1,042,800^f).

2. Un crédit supplémentaire de huit mille francs (8,000^f) est ouvert au budget de 1866 desdites caisses, pour les dépenses portées à l'état B ci-joint.

3. Une somme de sept mille francs (7,000^f), restée sans emploi

⁽¹⁾ VII^e série, Bull. 90, n^o 769.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1359, n^o 13,893.

⁽³⁾ X^e série, Bull. 512, n^o 3885.

sur les crédits du même budget de 1866, est annulée conformément à l'état C également ci-annexé.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Compiègne, le 28 Novembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé AGHILLE FOULD.

ÉTAT A. État des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, pour l'année 1867, présenté par le directeur général à la commission de surveillance, en exécution de l'article 37 de l'ordonnance du 22 mai 1816.

NOMBRES DES CHAÎTRES.		NATURE DES DÉPENSES.		CRÉDITS					
Nombre des chefs, sous-chefs, commis et agents.				alloués	pour				
				1867.					
DÉPENSES ORDINAIRES DE L'ANNÉE 1867.									
1 ^{re} PARTIE. — PERSONNEL.									
I.	6	Directeur général et membres du conseil d'administration.	1 Directeur général, président du conseil d'administration.....	fr. 30,000	98,000				
			1 Premier sous-directeur.....	15,000					
			1 Deuxième sous-directeur.....	14,000					
			1 Caissier général.....	15,000					
			1 Chef de la division des services militaires..	12,000					
			1 Chef de la division du contentieux.....	12,000					
			II.	85		Chefs, sous-chefs et commis.	2 Cabinet du directeur général. Personnel, secrétariat et archives placés sous les ordres immédiats du directeur général.	Sous-chef et commis.....	7,400
							10	Chef, sous-chef et commis.....	38,400
							13	6 Chef et commis du bureau de l'amortissement et du grand-livre.....	19,700
								7 Sous-chef et commis du bureau du contrôle des caisses.....	20,700
10	Chef, sous-chef et commis du premier bureau. (Bureau central, comptabilité des préposés dans les départements, l'Algérie et les colonies.).....	35,200							
25	Chef, sous-chefs et commis du deuxième bureau. (Consignations judiciaires et administratives en France, en Algérie et dans les colonies.).....	74,700							
15	Chef, sous-chef et commis du troisième bureau. (Caisse d'épargne et dépôts divers.).....	47,000							
10	Chef, sous-chef et commis du quatrième bureau. (Prêts à divers et emploi des fonds.).....	37,800							
60		194,700							
		280,900							

du traitement colonial, conformément à l'article 1^{er}, paragraphe 2, du décret du 17 janvier 1863.

4. Le costume de ce magistrat, aux audiences ordinaires, aux audiences solennelles et aux cérémonies publiques, sera le même que celui attribué au substitut du procureur impérial de Saigon par l'article 1^{er} du décret du 14 janvier 1865.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et au Bulletin officiel de la marine.

Fait au palais des Tuileries, le 10 Novembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Signé P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N^o 14,720. — DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe le Budget des Dépenses administratives des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, pour l'exercice 1867.

Du 18 Novembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'état présenté par le directeur général des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, en exécution de l'article 37 de l'ordonnance du 22 mai 1816⁽¹⁾, pour servir à la fixation des dépenses administratives de ces deux établissements applicables à l'exercice 1867;

Vu le décret du 14 décembre 1865⁽²⁾, portant fixation des mêmes dépenses pour l'année 1866;

Vu les décrets du 14 août 1866, dont l'un fixe à trente mille francs le traitement du directeur général et dont l'autre porte réorganisation du personnel des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations;

Vu l'avis motivé de la commission de surveillance instituée près desdites caisses par la loi du 28 avril 1816 et par le décret du 27 mars 1852⁽³⁾;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le budget des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations est fixé, pour l'exercice 1867, conformément à l'état A ci-annexé, à la somme de un million quarante-deux mille huit cents francs (1,042,800').

2. Un crédit supplémentaire de huit mille francs (8,000') est ouvert au budget de 1866 desdites caisses, pour les dépenses portées à l'état B ci-joint.

3. Une somme de sept mille francs (7,000'), restée sans emploi

⁽¹⁾ VII^e série, Bull. 90, n^o 769.

⁽²⁾ X^e série, Bull. 512, n^o 3885.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 1359, n^o 13,893.

sur les crédits du même budget de 1866, est annulée conformément à l'état C également ci-annexé.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Compiègne, le 28 Novembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur:

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

ÉTAT A. État des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, pour l'année 1867, présenté par le directeur général à la commission de surveillance, en exécution de l'article 37 de l'ordonnance du 22 mai 1816.

NATURE DES DEPENSES.		CREDITS alloués pour 1867.					
DÉPENSES ORDINAIRES DE L'ANNÉE 1867.							
1 ^{re} PARTIE. — PERSONNEL.							
I.	6	Directeur général et membres du conseil d'administration.	1	Directeur général, président du conseil d'administration.....	fr. 30,000	fr.	
			1	Premier sous-directeur.....	15,000		
			1	Deuxième sous-directeur.....	14,000		
			1	Caissier général.....	15,000	98,000	
			1	Chef de la division des services militaires..	12,000		
			1	Chef de la division du contentieux.....	12,000		
		2	{	Cabinet du directeur général. Personnel, secrétariat et archives placés sous les ordres immédiats du directeur général.	Sous-chef et commis.....	7,500	
II.	85	10	{	10	Chef, sous-chef et commis.....	38,400	
		13	{	6	Chef et commis du bureau de l'amortissement et du grand-livre.....	19,700	
				7	Sous-chef et commis du bureau du contrôle des caisses.....	20,700	40,400
				10	Chef, sous-chef et commis du premier bureau. (Bureau central, comptabilité des préposés dans les départements, l'Algérie et les colonies.).....	35,200	
				25	Chef, sous-chefs et commis du deuxième bureau. (Consignations judiciaires et administratives en France, en Algérie et dans les colonies.).....	74,700	194,700
				15	Chef, sous-chef et commis du troisième bureau. (Caisse d'épargne et dépôts divers.).....	47,000	
				10	Chef, sous-chef et commis du quatrième bureau. (Prêts à divers et emploi des fonds.).....	37,800	

NATURE DES DÉPENSES.		fr.	
19 Chef, sous-chef et commis du premier bureau. (Comptabilité centrale, liquidations individuelles et situation financière.. 50,400 ^f			
62 { Division des retraites.	55 Caisse des retraites pour la vieillesse.	18 Sous-chefs et commis du deuxième bureau. (Contrôle des liquidations et statistique.)..... 41,000	137,200 ^f
		18 Chef, sous-chef et commis du troisième bureau. (Comptes individuels, liquidations définitives et remboursements.)..... 45,800	166,200
		7 Chef, sous-chef et commis du quatrième bureau. (Fonds de retraite et pensions diverses.).....	28,000
38 { Division des services militaires.	31 Caisse de la dotation de l'armée.	18 Chef et commis du premier bureau. (Comptes particuliers.)..... 48,300 ^f	80,800
		13 Sous-chef et commis du deuxième bureau. (Comptabilité centrale, contrôle des opérations.)... 32,500	
	7 Sous-chef et commis du troisième bureau.	6 (Légion d'honneur. — Militaires décédés ou congédiés. — Masses de la deuxième portion du contingent. — Fondations militaires.).....	101,400
		1 (Caisse des offrandes nationales.).....	17,900
36 { Division du contentieux.		2,700	
19 {			
17 {			
10 {			
11 {			
30,900 {			
37,100 {			
68,000 {			

NOMBRES DES CHAÎNES.	Nombre des chefs, sous-chefs, commis et agents.	NATURE DES DÉPENSES.		catégo- ries alloués pour 1867.
			fr.	fr.
III.	38	Agents de comptoir et gens de service.	8 Agents de comptoir..... 17,600 30 Gens de service. (Surveillant, portiers, gardiens de bureau et hommes de peine.) 38,400	56,000
IV.	"	Indemnités et abonnements.	Indemnité au premier sous-directeur chargé de la division de l'amortissement, du grand-livre et du contrôle..... 3,000 Indemnité au caissier général pour pertes de caisse..... 8,000 Indemnité au secrétaire de la commission de surveillance..... 2,000 Abonnement de l'agent de change..... 15,000 Conseils judiciaires de l'administration..... 1,200	29,200
V.	"	Indemnité pour travaux extraordinaires et pour travaux du dimanche.....		16,500
			DÉPENSES du personnel.....	932,300
2 ^e PARTIE. — MATÉRIEL.				
VI.	"	Dépenses ordinaires.	Fournitures de bureau..... 15,000 Impressions et lithographies..... 29,000 Chauffage..... 21,000 Éclairage..... 4,500 Bâtiments et mobilier..... 25,000 Habillage des agents de comptoir et des gens de service..... 4,000 Frais de veilles et rondes de nuit..... 2,500 Indemnités à des agents subalternes pour services extraordinaires..... 4,500 Menues dépenses et dépenses accidentelles et imprévues..... 5,000	110,500
	286	TOTAL des dépenses.....		1,042,800

Arrêté le présent état à la somme de un million quarante-deux mille huit cents francs.

Paris, le 7 Novembre 1866.

Le Conseiller d'État, Directeur général,

Signé GUILLEMOT.

Approuvé par la commission de surveillance :

Le 14 Novembre 1866.

Le Sénateur, Président,

Signé ROULAND.

Vu :

Le Ministre secrétaire d'État des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

ÉTAT B. *État des crédits supplémentaires ajoutés au budget de 1866 des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations.*

NUMÉROS des chapitres.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT des crédits.	OBSERVATIONS.
	DÉPENSES ORDINAIRES. 1^{re} partie. — Personnel. —		
I.	Directeur général et membres du conseil d'administration.....	2,500 ^f	
V.	Indemnité pour travaux extraordinaires et du dimanche.....	4,000	
		6,500	
	2^e partie. — Matériel. —		
VI.	Dépenses ordinaires.....	1,500	
	TOTAL.....	8,000	

Arrêté le présent état à la somme de huit mille francs.

Paris, le 7 Novembre 1866.

Le Conseiller d'État, Directeur général,

Signé GUILLEMOT.

Vu :

Le Ministre secrétaire d'État des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

ÉTAT C. *État d'une annulation opérée au budget de 1866 des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations.*

NUMÉRO du chapitre.	NATURE DE LA DÉPENSE.	MONTANT de l'annulation.	OBSERVATIONS.
	DÉPENSES ORDINAIRES. 1^{re} partie. — Personnel. —		
II.	Chefs, sous-chefs et commis.....	7,000 ^f	

Arrêté le présent état à la somme de sept mille francs.

Paris, le 7 Novembre 1866.

Le Conseiller d'État, Directeur général,

Signé GUILLEMOT.

Vu :

Le Ministre secrétaire d'État des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 14,721. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget des Affaires étrangères, exercice 1865.*

Du 30 Novembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

Vu la loi de finances du 8 juin 1864, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1865;

Vu notre décret en date du 15 novembre 1864 ⁽¹⁾, portant répartition des crédits ouverts audit exercice;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 55 de notre décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽³⁾, sur les virements de crédits;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 14 novembre 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts aux chapitres I, III, IV, V, VI, VIII, IX et XI du budget des affaires étrangères, pour l'exercice 1865, sont réduits d'une somme totale de trente-huit mille sept cent vingt-deux francs vingt et un centimes (38,722' 21'), savoir :

CHAP. 1 ^{er} . Personnel.....	365' 15"
— III. Traitements des agents politiques et consulaires....	2,121 39
— IV. Traitements des agents en inactivité.....	1,098 90
— V. Frais d'établissement.....	345 78
— VI. Frais de voyages et de courriers.....	17,885 83
— VIII. Présents diplomatiques.....	2,702 00
— IX. Indemnités et secours.....	232 53
— XI. Missions et dépenses extraordinaires et imprévues....	13,970 63
TOTAL.....	38,722 21

2. Le crédit ouvert au chapitre VII (*Frais de service*) du même budget est augmenté, par voie de virement, d'une somme égale de trente-huit mille sept cent vingt-deux francs vingt et un centimes (38,722' 21').

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements des affaires étrangères et des finances sont chargés, chacun en ce qui le con-

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

⁽³⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 5 Décembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 14,724. — DÉCRET IMPÉRIAL portant nomination des Membres de la Commission chargée de l'examen des Comptes rendus par les Ministres, pour l'année 1866.

Du 5 Décembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 192, 193 et 195 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique, aux termes desquels une commission doit être chargée chaque année, d'une part, d'arrêter le journal général et le grand livre de l'administration des finances au 31 décembre, ainsi que les livres et les registres tenus au trésor pour l'inscription des rentes, pensions et cautionnements, et, d'autre part, de constater dans le procès-verbal de ses travaux la concordance des comptes rendus par les ministres des divers départements avec les écritures qui ont servi à les établir;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont nommés membres de la commission chargée de l'examen des comptes rendus par les ministres, pour l'année 1866 :

MM. le marquis d'Audiffret, sénateur, président;
le comte Caffarelli, député au Corps législatif;
Larrabure, député au Corps législatif;
Bataille, conseiller d'État;
Bordet, maître des requêtes au Conseil d'État;
du Sommerard, conseiller maître des comptes;
Briatte, conseiller référendaire de première classe à la cour des comptes;
le baron Bartholdi, conseiller référendaire de première classe à la cour des comptes;
Bouchard, conseiller référendaire de deuxième classe à la cour des comptes.

⁽¹⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Compiègne, le 5 Décembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 14,725. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale d'Ille-et-Vilaine n° 15, de Plélan à Combourg, aux abords de Bécherel, suivant la direction générale indiquée en rouge sur un plan qui restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Saint-Cloud, 5 Septembre 1866.*)

N° 14,726. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de fer de Fougères à Vitry, de parcelles de terrain non bâties, appartenant à divers, sises au territoire des communes de Fougères, Beaucé, Pocé, Châtillon-en-Vendelais, Balazé et Montreuil-sous-Pérouse (Ille-et-Vilaine), lesdites parcelles désignées sur six plans parcellaires et états indicatifs, lesquels resteront annexés au présent décret. (*Saint-Cloud, 8 Septembre 1866.*)

N° 14,727. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'État, chargé de l'intérieur du département de l'intérieur) portant ce qui suit :

Il est créé à la résidence de Nîmes (Gard), pour la surveillance des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée et du Midi, un commissariat spécial de police.

La juridiction du commissariat spécial de police de Nîmes embrassera la partie des lignes de Lyon-Méditerranée et du Midi comprise dans les départements du Gard, des Bouches-du-Rhône, de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales. (*Compiègne, 16 Novembre 1866.*)

N° 14,728. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'État, chargé de l'intérieur du département de l'intérieur) portant ce qui suit :

Il est créé à la résidence de Tarbes (Hautes-Pyrénées) un commissariat spécial de police pour la surveillance des chemins de fer du Midi.

La juridiction du commissariat spécial de police de Tarbes embrassera la partie de la ligne du chemin de fer du Midi comprise dans les départements de la Haute-Garonne, de l'Ariège, des Hautes-Pyrénées, des Basses-Pyrénées et des Landes. (*Compiègne, 16 Novembre 1866.*)

N° 14,729. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre) qui affecte au service du département de la guerre le terrain domania/ sur lequel sont établies les batteries des Dunes et de Châtillon, à l'entrée du port de Boulogne (Pas-de-Calais), ledit terrain teinté en jaune et limité par les lettres A, B, C, D, E, F, G sur un plan ci-annexé. (*Compiègne, 21 Novembre 1866.*)

Errata. Bulletin des lois n° 1349, page 900, troisième et quatrième lignes du décret du 11 novembre 1865, qui autorise M. Charles à porter, à l'avenir, le nom de Daresberg, au lieu de : né le 14 mai 1817, lisez : né le 14 mars 1817.



Certifié conforme :

Paris, le 14^e Décembre 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1445.

N° 14,730. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de la Convention signée à Paris, le 7 décembre 1866, entre la France et l'Italie, pour le règlement de la Dette pontificale.*

Du 14 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Convention ayant été signée à Paris, le 7 décembre 1866, entre la France et l'Italie, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées le 14 du même mois de décembre, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté le Roi d'Italie, voulant pourvoir à l'exécution de l'article 4 de la Convention conclue entre Leursdites Majestés, le 15 septembre 1864, ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. *Prosper Faugère*, ministre plénipotentiaire, directeur au département des affaires étrangères, commandeur de son ordre impérial de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre des saints Maurice et Lazare, des ordres de Saint-Grégoire-le-Grand, du Danebrog, de Saint-Olaf de Norwège, commandeur avec plaque de l'ordre du Christ de Portugal, commandeur du Nombre extraordinaire de l'ordre de Charles III d'Espagne, grand officier de l'ordre du Lion et du Soleil de Perse, décoré de l'ordre du Medjidié de Turquie de deuxième classe, décoré de l'ordre de San-Marin, grand-croix de l'ordre de Saint-Charles de Monaco ;

Et Sa Majesté le Roi d'Italie, M. *François Mancardi*, directeur général de la dette publique du Royaume, commandeur de son ordre

royal des saints Maurice et Lazare, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur,

Lesquels, après avoir recherché et arrêté, d'un commun accord, les principes devant servir de base à la répartition de la dette pontificale entre le Saint-Siège et l'Italie, et s'être rendu un compte exact des divers éléments constitutifs de la même dette, se sont communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, et sont convenus des dispositions suivantes :

ART. 1^{er}. La part proportionnelle afférente à l'Italie dans la dette perpétuelle et la dette rachetable des anciens États de l'Église, savoir : pour les Romagnes, à la date du 30 juin 1859, et pour les Marches, l'Ombrie et Bénévent, à la date du 30 septembre 1860, époque de l'entrée en possession, est reconnue s'élever, pour la dette perpétuelle, à sept millions huit cent quatre-vingt-douze mille neuf cent quatre-vingt-quatre francs soixante-dix-huit centimes (7,892,984⁷⁸) : pour la dette rachetable, à sept millions trois cent trente-sept mille cent soixante francs soixante centimes (7,337,160⁶⁰) : ensemble à la somme totale de quinze millions deux cent trente mille cent quarante-cinq francs trente-huit centimes (15,230,145³⁸).

2. Une somme d'un million quatre cent soixante-huit mille six cent dix-sept francs quarante-deux centimes (1,468,617⁴²) étant déjà payée annuellement par le Gouvernement italien aux titulaires des rentes de ladite dette perpétuelle dans lesdites provinces, la charge nouvelle incombant à l'Italie, en vertu de la présente Convention, du chef des deux espèces de dettes indiquées en l'article précédent, est et demeure fixée à la somme de treize millions sept cent soixante et un mille cinq cent vingt-sept francs quatre-vingt-seize centimes (13,761,527⁹⁶).

3. L'Italie prend, en outre, à sa charge le remboursement des arrérages de la dette ci-dessus, calculés à partir des époques précédemment indiquées jusqu'au 31 décembre 1866.

Le paiement du montant de ces arrérages s'effectuera de la manière suivante :

Les trois derniers semestres, soit vingt millions six cent quarante-deux mille deux cent quatre-vingt-onze francs quatre-vingt-quatorze centimes (20,642,291⁹⁴), seront payés en espèces le 15 mars prochain au plus tard.

Pour le surplus de l'arriéré, le Gouvernement italien prend à sa charge une rente au pair de trois millions trois cent quatre-vingt-dix-sept mille six cent vingt-sept francs quatre-vingt-quinze centimes (3,397,627⁹⁵), laquelle accroîtra d'autant la portion de la dette rachetable incombant à l'Italie.

4. Les rentes indiquées dans les deux articles précédents et montant ensemble à la somme de dix-huit millions six cent vingt-sept mille sept cent soixante-treize francs trente-trois centimes (18,627,773³³) sont et demeureront à la charge de l'Italie, à partir du premier semestre de 1867.

Le service desdites rentes se fera dans les mêmes conditions qui ont été fixées par les contrats primitifs.

5. En ce qui concerne la dette viagère des anciens États de l'Église, le Gouvernement italien servira toutes les pensions, régulièrement liquidées aux époques des annexions, aux titulaires appartenant aux anciennes provinces pontificales et résidant dans le royaume d'Italie.

6. Sont réservées les répétitions que l'Italie pourrait avoir à faire au Saint-Siège, et réciproquement, les réclamations que le Gouvernement pontifical pourrait avoir à adresser à l'Italie.

7. Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français produira, dans le plus bref délai possible, à celui de Sa Majesté le Roi d'Italie, tous les documents qui seront nécessaires pour le transfert sur le grand-livre de la dette publique italienne des inscriptions des diverses natures de rentes dont est déchargé le Saint-Siège, en vertu de la présente Convention.

8. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le délai de huit jours, ou plus tôt si faire se peut.

Eu foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait en double expédition, à Paris, le 7 Décembre de l'an de grâce 1866.

(L. S.) Signé P. FAUGÈRE.

(L. S.) Signé F. MANCARDI.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Compiègne, le 14 Décembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du sceau de l'État :
Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé MOUSTIER.

Signé J. BANOCHÉ.

N° 14,731. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui affecte au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, pour l'établissement de pépinières, des parcelles de terrains domaniaux d'une contenance de quarante-huit ares quatre-vingt-quatre centiares acquises pour l'écluse de Périgueux (Dordogne), puis remises à l'administration des domaines, et qui sont désignées par des teintes roses sur un plan qui restera annexé au présent décret. (Saint-Cloud, 12 Septembre 1866.)

N° 14,732. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Pinoges* dit *Arthez* (*Jean*), négociant, né le 9 juin 1822, à Castetis, arrondissement d'Orthez (Basses-Pyrénées), demeurant à Paris, est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Arthez*.

2° L'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an II, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Compiègne, 28 Novembre 1866.*)



Certifié conforme :

Paris, le 18^e Décembre 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1446.

N° 14,733. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Ministre de la Guerre un Crédit, à titre de Fonds de concours versés au Trésor par des Départements et des Communes, pour l'exécution de Travaux militaires appartenant à l'exercice 1866.*

Du 21 Novembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre ;

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1866 ;

Vu la loi du 18 juillet 1866, accordant des suppléments de crédits sur l'exercice 1866 ;

Vu nos décrets des 28 octobre 1865 ⁽¹⁾ et 25 août 1866 ⁽²⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits de cet exercice ;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840 ;

Vu l'état des sommes versées, dans les caisses du trésor par des départements et des communes, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution des travaux militaires appartenant à l'exercice 1866 ;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 (article 4) ;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽³⁾ ;

Vu les lettres de notre ministre des finances, des 5 octobre et 9 novembre 1866 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre, sur l'exercice 1866, un crédit de six cent quarante-trois mille francs (643,000^f), applicable aux travaux du génie indiqués ci-après :

⁽¹⁾ Bull. 1343, n° 13,738.

⁽²⁾ Bull. 1420, n° 14,551.

⁽³⁾ Bull. 370, n° 4110.

BUDGET ORDINAIRE.

CHAP. XV. — *Établissements et matériel du génie.*

Le Havre. — Reconstruire les bâtiments du service de sauvetage à la gorge de la batterie de la jetée du Nord.....	20,000'
Givet. — Transférer dans la caserne A le service des lits militaires installé dans le bâtiment O, cédé à la ville.....	3,000
Metz. — Déplacement des fronts de Saint-Vincent.....	400,000
Mende. — Construction d'un quartier pour la réserve d'infanterie de la Lozère.....	40,000
Le Mans. — Extension du quartier de cavalerie pour y loger quatre escadrons.....	15,000
Blois. — Construction d'un quartier d'infanterie.....	150,000

TOTAL pour le budget ordinaire..... 628,000

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

CHAP. II. — *Établissements et matériel du génie.*

Remmes. — Construction d'un nouveau quartier d'artillerie.....	15,000'
TOTAL GÉNÉRAL.....	643,000

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor par les départements et les communes, à titre de fonds de concours.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 21 Novembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État aux finances,

Signé ACHILLE FOULD.

*Le Maréchal de France, Ministre
secrétaire d'État au département de la guerre,*

Signé RANDON.

N° 14,734. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise M. Amanton à accepter le titre d'Évêque in partibus d'Arcadiopolis et celui d'Archevêque in partibus de Theodosiopolis.

Du 28 Novembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes;

Vu les lettres, en forme de brefs, en date des 10 mars 1857 et 11 mars 1865, qui confèrent à M. Amanton, le premier, le titre d'évêque in partibus

d'Arcadiopolis, et le second, le titre d'archevêque *in partibus* de Theodosiopolis ;

Vu la demande formée par M. Amanton à l'effet d'être autorisé à accepter ces titres ;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 18 germinal an x (8 avril 1802) ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. M. Amanton (Barthélemy-Henri) est autorisé, sur sa demande, à accepter le titre d'évêque *in partibus* d'Arcadiopolis et celui d'archevêque *in partibus* de Theodosiopolis, qui lui ont été conférés par les lettres, en forme de brefs, de Sa Sainteté le pape Pie IX, en date des 10 mars 1857 et 11 mars 1865.

2. Ces lettres, en forme de brefs, sont reçues et seront publiées dans l'Empire en la forme ordinaire.

3. Lesdites lettres, en forme de brefs, sont reçues sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elles renferment et qui sont ou pourraient être contraires aux lois de l'Empire, aux franchises, libertés et maximes de l'Église gallicane.

4. Lesdites lettres, en forme de brefs, seront transcrites en latin et en français sur les registres de notre Conseil d'État. Mention de ladite transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du Conseil.

5. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 28 Novembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux,

Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

N° 14,735. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Montlaçon, d'un Établissement de Sœurs de Notre-Dame de Bon-Secours.

Du 28 Novembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation hospitalière des sœurs de Notre-Dame de Bon-Secours, existant à Troyes (Aube) en vertu d'un décret du 14 août 1852 ⁽¹⁾, est autorisée à fonder un établissement de sœurs de son ordre à Montluçon (Allier), à la charge par ces sœurs de se conformer exactement aux statuts approuvés que l'association a été autorisée à suivre par le décret précité.

2. La supérieure générale de la même congrégation des sœurs de Notre-Dame de Bon-Secours est autorisée à acquérir, au nom de cette congrégation, du sieur *Stéphane Mony*, agissant au nom de la société des mines de Commentry, moyennant le prix de six cents francs, montant de l'estimation, et aux clauses et conditions énoncées dans un acte sous seings privés du mois de novembre 1858, un terrain de la contenance de six ares quatre-vingt-treize centiares, situé à Montluçon, pour servir à la construction de la maison conventuelle de l'établissement dont la fondation est autorisée par l'article 1^{er} du présent décret.

Il sera passé acte public de cette acquisition, dont le prix sera payé au moyen du produit de souscriptions volontaires.

3. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 28 Novembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Gardes des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 14,736. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise, comme Communauté à Supérieure locale, l'Association des Sœurs des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie, existant à Recoubau (Drôme).

Du 28 Novembre 1866.,

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'État entendue,

⁽¹⁾ X^e série, Bull. 569, n° 4361.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'association religieuse des sœurs des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie, existant à Recoubeau (Drôme), est autorisée comme communauté enseignante à supérieure locale, à la charge par les membres qui la composent de se conformer exactement aux statuts approuvés par décret impérial du 28 septembre 1813⁽¹⁾ pour la communauté exclusivement enseignante des sœurs de la Providence, à Limoges (Haute-Vienne), et que cette association a déclaré adopter.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et de l'instruction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 28 Novembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 14,737. — DÉCRET IMPÉRIAL portant que le nouveau Codex medicamentarius. Pharmacopée française, édition de 1866, sera et demeurera obligatoire, pour les Pharmaciens, à partir du 1^{er} janvier 1867.

Du 5 Décembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique :

Vu les articles 32 et 38 de la loi du 21 germinal an XI ;

Vu notre décision du 30 juin 1861, rendue sur le rapport de nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et de l'instruction publique ;

Vu le nouveau *Codex medicamentarius* rédigé, en exécution de cette décision, par une commission spéciale,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le nouveau *Codex medicamentarius*, *Pharmacopée française*, édition de 1866, sera et demeurera obligatoire, pour les pharmaciens, à partir du 1^{er} janvier 1867.

2. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'agricul-

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 525, n° 9721.

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation hospitalière des sœurs de Bon-Secours, existant à Troyes (Aube) en 14 août 1852 ⁽¹⁾, est autorisée à fonder un établissement son ordre à Montluçon (Allier), à la charge de conformer exactement aux statuts approuvés autorisée à suivre par le décret précité.

2. La supérieure générale de la même Notre-Dame de Bon-Secours est autorisée à acheter, du sieur Stéphane Mony, des mines de Commentry, moyennant le montant de l'estimation, et aux conditions d'un acte sous seings privés du même sieur Mony, la contenance de six ares quatre-vingt, pour servir à la construction de l'établissement dont la fondation est autorisée par le présent décret.

Il sera passé acte public, payé au moyen du produit de la vente.

3. Notre garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est autorisé à donner, en ce qui concerne le département de la Finistère, de l'exécution de la loi.

Fait au palais national des sceaux, le 26 septembre 1866.

Le ministre de la justice et des cultes,

Le président du conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est créé dans la ville de Brest (Finistère) un conseil de prud'hommes pour les industries dénommées ci-après :

INDUSTRIES.	PATRONS.	OUVRIERS.
Entrepreneurs, maçons, piqueurs de pierre, menuisiers, terrassiers, carriers, dragueurs, chaudières, couvreurs, charpentiers, menuisiers, scieurs de long, serruriers, serruriers-mécaniciens et forgerons, ferblantiers et plombiers, sculpteurs, ornemanistes et marbriers, peintres, décorateurs et vitriers, plâtriers, mouleurs.....	4	4

2. La juridiction du conseil de prud'hommes de Brest s'étendra à tous les établissements industriels désignés ci-dessus et dont le siège sera situé dans l'un ou l'autre des trois cantons de ladite ville.

Seront justiciables de ce conseil, les fabricants, entrepreneurs et chefs d'atelier qui seront à la tête desdits établissements, ainsi que

maîtres, ouvriers et apprentis qui travailleront pour eux, soit le lieu du domicile ou de la résidence des uns et des

et après son installation, le conseil de prud'hommes de
ra et soumettra à notre ministre secrétaire d'État au
l'agriculture, du commerce et des travaux publics
ement pour son régime intérieur.

secrétaire d'État au département de l'agriculture,
travaux publics, et notre garde des sceaux, mi-
au département de la justice et des cultes,
ce qui le concerne, de l'exécution du pré-
é au Bulletin des lois et publié au Moni-

, le 5 Décembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

taire d'État au département de l'agriculture,
commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉNIC.

CRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédit au Budget
sire du Ministère de la Maison de l'Empereur et des Beaux-Arts,
ce 1866.

Du 13 Décembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport du ministre de notre Maison et des beaux-arts ;

Vu la loi du 8 juillet 1865, sur le budget extraordinaire de l'exercice 1866 ;

Vu notre décret du 28 octobre 1865⁽¹⁾, portant répartition, par chapitres,
des crédits de ce budget ;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861 ;

Vu l'article 55 de notre décret du 31 mai 1862⁽²⁾, portant règlement géné-
ral sur la comptabilité publique ;

Vu notre décret du 19 octobre 1866⁽³⁾, portant que les obsèques de
M. Thouvenel, ancien ministre des affaires étrangères, grand référendaire
du Sénat, seront célébrées aux frais du trésor public ;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽⁴⁾ ;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 22 novembre 1866 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert, pour l'exercice 1866, au chapitre

⁽¹⁾ Bull. 1343, n° 13,738.

⁽²⁾ Bull. 1436, n° 14,646.

⁽³⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

⁽⁴⁾ Bull. 440, n° 4110.

ture, du commerce et des travaux publics, et de l'instruction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 5 Décembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'instruction publique,

Signé V. DURUY.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14,738. — DÉCRET IMPÉRIAL qui crée un Conseil de Prud'hommes dans la ville de Brest.

Du 5 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu la loi du 1^{er} juin 1853, concernant les conseils de prud'hommes ;

Vu les délibérations de la chambre de commerce de Brest, en date des 16 mars et 11 mai 1866 ; celles du conseil municipal de ladite ville, en date des 6 décembre 1865 et 28 mai 1866 ; les propositions du préfet du Finistère et la lettre de notre garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, en date du 4 septembre 1866 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est créé dans la ville de Brest (Finistère) un conseil de prud'hommes pour les industries dénommées ci-après :

INDUSTRIES.	PATRONS.	OUVRIERS.
Entrepreneurs, maçons, piqueurs de pierre, manœuvres, terrassiers, carriers, dragueurs, chaux-fourniers, couvreurs, charpentiers, menuisiers, scieurs de long, serruriers, serruriers-mécaniciens et forgerons, ferblantiers et plombiers, sculpteurs, ornementistes et marbriers, peintres, décorateurs et vitriers, plâtriers, mouleurs.....	4	4

2. La juridiction du conseil de prud'hommes de Brest s'étendra à tous les établissements industriels désignés ci-dessus et dont le siège sera situé dans l'un ou l'autre des trois cantons de ladite ville.

Seront justiciables de ce conseil, les fabricants, entrepreneurs et chefs d'atelier qui seront à la tête desdits établissements, ainsi que

les contre-maîtres, ouvriers et apprentis qui travailleront pour eux, quel que soit le lieu du domicile ou de la résidence des uns et des autres.

3. Aussitôt après son installation, le conseil de prud'hommes de Brest préparera et soumettra à notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics un projet de règlement pour son régime intérieur.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et publié au Moniteur.

Fait au palais de Compiègne, le 5 Décembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉNIC.

N° 14,739. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédit au Budget extraordinaire du Ministère de la Maison de l'Empereur et des Beaux-Arts, exercice 1866.

Du 13 Décembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport du ministre de notre Maison et des beaux-arts ;

Vu la loi du 8 juillet 1865, sur le budget extraordinaire de l'exercice 1866 ;

Vu notre décret du 28 octobre 1865⁽¹⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits de ce budget ;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861 ;

Vu l'article 55 de notre décret du 31 mai 1862⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu notre décret du 19 octobre 1866⁽³⁾, portant que les obsèques de M. Thouvenel, ancien ministre des affaires étrangères, grand référendaire du Sénat, seront célébrées aux frais du trésor public ;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽⁴⁾ ;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 22 novembre 1866 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert, pour l'exercice 1866, au chapitre III

⁽¹⁾ Bull. 1343, n° 13,738.

⁽²⁾ Bull. 1436, n° 14,646.

⁽³⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

⁽⁴⁾ Bull. 440, n° 4110.

(*Édifices publics*) du budget extraordinaire du ~~ministère de notre~~ Maison et des beaux-arts, est réduit d'une somme de seize mille cinq cents francs (16,500').

2. Cette somme sera appliquée à un nouveau chapitre du même budget, même exercice, portant le n° 6, et intitulé : *Obsèques de M. Thouvenel*.

3. Le ministre de notre Maison et des beaux-arts, et notre ministre des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 13 Décembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Maréchal de France, Ministre de la Maison
de l'Empereur et des beaux-arts,

Signé VAILLANT.

N° 14,740. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Theremin (Charles-Louis)*, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, général de brigade, commandant le département du Haut-Rhin, demeurant à Colmar, né à Trèves (Prusse Rhénane), le 1^{er} octobre 1806, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *d'Hame*, et à s'appeler, à l'avenir, *Theremin d'Hame*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Compiègne, 5 Décembre 1866.*)



Certifié conforme :

Paris, le 20^e Décembre 1866,

Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1447.

N° 14,741. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation du Traité de commerce conclu, le 11 décembre 1866, entre la France et l'Autriche.*

Du 19 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Un Traité de commerce suivi de deux tarifs ayant été conclu, le 11 décembre 1866, entre la France et l'Autriche, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées à Vienne, le 18 du même mois de décembre, ledit Traité, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

TRAITÉ.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, animés d'un égal désir de resserrer les liens d'amitié et d'étendre les relations commerciales entre leurs États respectifs, ont résolu de conclure un Traité à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. le duc de Gramont (*Antoine-Alfred-Agénor*), son ambassadeur près Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc. ;

Et M. *Herbet* (*Charles-François-Édouard*), ministre plénipotentiaire de première classe, conseiller d'État, directeur des consulats et affaires commerciales au département des affaires étrangères, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc. ;

Et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, M. le baron de Beust (*Frédéric-Ferdinand*), son conseiller intime, ministre de sa Maison et des affaires étrangères, grand-croix des ordres de Saint-Étienne et de Léopold, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc.;

Et M. le baron de Wüllerstorff et Urbair (*Bernard*), contre-amiral, son conseiller intime, ministre du commerce et de l'industrie, chevalier de l'ordre de la Couronne de fer de deuxième classe, etc. etc. etc.;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les sujets de Sa Majesté l'Empereur des Français et ceux de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche; ils ne seront pas soumis, à raison de leur commerce et de leur industrie dans les ports, villes ou lieux quelconques des États respectifs, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, à des droits, taxes, impôts ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ni plus élevés que ceux qui seront perçus sur les nationaux; et les privilèges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouiraient, en matière de commerce ou d'industrie, les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes, seront communs à ceux de l'autre.

2. Les objets d'origine ou de manufacture autrichienne énumérés dans le tarif A joint au présent Traité seront admis en France, lorsqu'ils seront importés soit par terre, soit directement par mer, sous pavillon de l'une des Hautes Parties contractantes, aux droits fixés par ledit tarif, décimes additionnels compris.

L'importation des marchandises énumérées dans le tarif A, ainsi que celle de toute autre marchandise d'origine ou de manufacture autrichienne, aura lieu conformément aux stipulations des Traités conclus par la France : avec la Grande-Bretagne, les 23 janvier⁽¹⁾, 12 octobre⁽²⁾ et 16 novembre 1860⁽³⁾; avec la Belgique, le 1^{er} mai 1861⁽⁴⁾ et le 12 mai 1863⁽⁵⁾; avec les États du Zollverein, le 2 août 1863⁽⁶⁾; avec l'Italie, le 17 janvier 1863⁽⁷⁾; avec la Suisse, le 30 juin 1864⁽⁸⁾; avec les royaumes de Suède et de Norvège, le 14 février 1865⁽⁹⁾; avec les Pays-Bas, le 7 juillet 1865⁽¹⁰⁾, ainsi qu'avec l'Espagne, le 18 juin 1865⁽¹¹⁾, et aux conditions prévues par lesdits Traités.

3. Les marchandises énumérées dans le tarif B joint au présent Traité seront admises en Autriche conformément aux dispositions

(1) Bull. 778, n° 7414.

(2) Bull. 863, n° 8342.

(3) Bull. 875, n° 8436.

(4) Bull. 933, n° 9054.

(5) Bull. 1129, n° 11,411.

(6) Bull. 1285, n° 13,122.

(7) Bull. 1174, n° 11,938.

(8) Bull. 1253, n° 12,786.

(9) Bull. 1275, n° 13,028.

(10) Bull. 1328, n° 13,605.

(11) Bull. 1326, n° 13,589.

dudit tarif. Toute autre marchandise d'origine ou de manufacture française jouira du traitement accordé aux provenances de la nation la plus favorisée.

4. Les marchandises de toute nature exportées d'Autriche pour France ou réciproquement seront exemptes de tous droits de sortie.

Sont seuls exceptés de cette disposition :

En France, les drilles et chiffons, autres que de laine et de soie pure, soumis au droit de neuf francs les cent kilogrammes, qui sera réduit à. { 6^f au 1^{er} janvier 1868;
4 au 1^{er} janvier 1869;

La pâte à papier, soumise au droit de..... 12^f 00^c

Les vieux cordages..... 4 00

En Autriche, les drilles et chiffons de toute espèce..... 10 00
soit deux florins par centner;

Les peaux brutes..... 12 50
soit deux florins cinquante kreutzers par centner;

Les os entiers et moulus, sabots de bétail, rognures de
peaux pour colle..... 3 75
soit soixante-quinze kreutzers par centner.

Le régime des produits non dénommés dans le présent article ne pourra être modifié qu'en cas de guerre, par mesure générale et pour les marchandises seulement qui sont considérées comme articles de guerre.

5. Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux États ou y allant seront réciproquement affranchies dans l'autre de tout droit de transit.

Le régime des armes et munitions de guerre reste soumis aux lois et règlements des États respectifs.

6. Si l'une des Hautes Parties contractantes juge nécessaire d'établir un droit de consommation nouveau ou un supplément de droit d'accise ou de consommation sur un article de production ou de fabrication nationale compris dans les tarifs annexés au présent Traité, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé à l'importation d'un droit égal ou équivalent.

7. Les marchandises de toute nature originaires de France et importées en Autriche, et réciproquement, les marchandises de toute nature originaires de l'Empire d'Autriche et importées en France, ne pourront être assujetties à des droits quelconques d'accise ou de consommation supérieurs à ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires de production nationale. Toutefois les droits à l'importation pourraient être augmentés des sommes que représenteraient les frais occasionnés aux producteurs nationaux par le système de l'accise.

8. Les articles d'orfèvrerie et de bijouterie en or, en argent, platine ou autres métaux, importés de l'un des deux États, seront soumis dans l'autre au régime de contrôle établi pour les articles similaires de fabrication nationale, et payeront, s'il y a lieu, sur la même base que ceux-ci, les droits de marque et de garantie.

9. Les Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne l'importation, l'exportation et le transit. Chacune d'elles s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tous privilèges ou abaissements dans les tarifs des droits à l'importation ou à l'exportation des articles mentionnés ou non dans le présent Traité, qui sont déjà ou qui viendraient à être accordés à une tierce puissance.

10. Les produits non originaires de l'Empire d'Autriche importés d'Autriche en France, par mer, sous pavillon de l'une des Puissances contractantes, ne seront pas soumis à des surtaxes plus élevées que celles dont sont ou pourront être frappés les produits importés en France sous pavillon français, d'ailleurs que du Pays d'origine.

11. Les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront dans les États de l'autre, de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la protection des marques de fabrique et de commerce, ainsi que des dessins et modèles industriels et de fabrique de toute espèce.

Le droit exclusif d'exploiter un dessin ou un modèle industriel ou de fabrique ne peut avoir, au profit des Autrichiens en France, et des Français en Autriche, une durée plus longue que celle fixée par la loi du Pays à l'égard des nationaux.

Si le dessin ou modèle industriel ou de fabrique appartient au domaine public dans le Pays d'origine, il ne peut être l'objet d'une jouissance exclusive dans l'autre Pays.

Les dispositions des deux paragraphes précédents sont applicables aux marques de fabrique et de commerce.

12. Les sujets autrichiens ne pourront réclamer en France la propriété exclusive d'une marque, d'un modèle ou d'un dessin, s'ils n'en ont déposé deux exemplaires à Paris, au greffe du tribunal de commerce de la Seine.

Réciproquement les Français ne pourront réclamer en Autriche la propriété exclusive d'une marque, d'un dessin ou d'un modèle, s'ils n'en ont déposé deux exemplaires à la chambre de commerce de Vienne.

13. Les dispositions du présent Traité sont applicables à l'Algérie, tant pour l'exportation des produits de cette possession que pour l'importation des marchandises autrichiennes.

Les produits du sol ou de l'industrie de l'Autriche jouiront, à leur importation dans les colonies françaises, de tous les avantages et faveurs qui sont actuellement ou seront, par la suite, accordés aux produits similaires de la nation la plus favorisée.

14. Les objets passibles d'un droit d'entrée qui servent d'échantillons et qui sont importés en Autriche par des commis voyageurs des maisons françaises, ou en France par des commis voyageurs des maisons autrichiennes, jouiront, de part et d'autre, de la franchise temporaire sous acquit-à-caution garantissant la réexportation ou la réintégration en entrepôt.

15. Les fabricants et marchands français, ainsi que leurs commis voyageurs, dûment patentés en France, dans l'une de ces qualités, voyageant en Autriche, pourront y faire des achats pour les besoins de leur industrie et recueillir des commandes avec ou sans échantillons, mais sans colporter des marchandises, et n'auront à ce titre aucun droit à payer sur le territoire de l'Empire. Il y aura réciprocité en France pour les fabricants ou marchands autrichiens et leurs commis voyageurs.

16. Le présent Traité restera en vigueur pendant dix années, à partir du 1^{er} janvier 1867. Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire, d'un commun accord, dans ce Traité et les tarifs y annexés, toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit et ses principes, et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

17. Les ratifications du présent Traité seront échangées à Vienne, dans un délai de quinze jours ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et l'ont revêtu du cachet de leurs armes.

Fait à Vienne, en double expédition, le 11 décembre de l'an de grâce 1866.

(L. S.) Signé GRAMONT.

(L. S.) Signé ED. HERBERT.

(L. S.) Signé BEUST.

(L. S.) Signé WÜLLERSTORF.

TARIF A

Annexé au Traité de commerce conclu, le 11 décembre 1866, entre la France et l'Autriche.

DROITS A L'ENTRÉE EN FRANCE.

Les conversions des unités françaises en unités autrichiennes ont été faites sur le pied suivant :

2 1/2 francs = 1 florin 5w; — 2 1/2 centimes = 1 kreutzer; — 50 kilogrammes = 1 zolcentner

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	UNITÉS FRANÇAISES.			UNITÉS AUTRICHIENNES.		
	Bascs.	Droits.		Bascs.	Droits.	
	100 kilogr.	fr.	c.	1 zolcentn.	flor.	kr.
MÉTAUX.						
Acier :						
En barres de toute espèce et feuillard.....	"	9	"	"	1	80
En tôle ou en bandes brunes laminées à chaud, ayant plus d'un demi-millimètre d'épaisseur.....	"	11	25	"	2	15
En tôle ou en bandes brunes laminées à chaud, ayant moins d'un demi-millimètre d'épaisseur.....	"	15	"	"	3	"
En tôle ou en bandes blanches laminées à froid, quelle que soit l'épaisseur.....	"	15	"	"	3	"
Filé, même blanchi, pour cordes d'instruments.....	"	20	"	"	4	"
Ressorts en acier pour carrosserie, wagons et locomotives.....	"	11	"	"	2	20
Pièces en acier, polies, lûmées, ajustées ou non, pesant plus d'un kilogramme.....	"	15	"	"	3	"
Pièces en acier pesant un kilogramme ou moins.....	"	20	"	"	4	"
Outils en acier pur (faux, faucilles, scies circulaires ou droites et autres non dénommées).....	"	20	"	"	4	"
Articles de ménage et autres ouvrages en acier pur non dénommés.....	"	20	"	"	4	"
MACHINES ET MÉCANIQUES.						
Les objets bruts ou fabriqués, y compris les machines à feu et les pièces de machines entrant dans la construction, le grément, l'armement et l'entretien des bâtiments de mer destinés au commerce, en bois ou en fer, à voiles ou à vapeur.....		Exempts.			Exempt	
N. B. La justification, dans le délai d'un an, de l'affectation desdits objets à la destination ci-dessus prévue est exigée conformément aux dispositions de la loi du 19 mai 1866 et des décrets qui en règlent l'application.						
Bâtiments de mer à voiles ou à vapeur, grées et armés.....	Un tonneau de jauge française	2	"	Un tonneau de jauge française	0	8
Coques de navires en bois ou en fer.....	"	2	"	"	0	8
INDUSTRIES TEXTILES.						
Lin : Tissus de lin ou de chanvre, unis ou ouvrés, présentant en chaîne, dans l'espace de cinq millimètres carrés :						
Écrus :						
24 fils et au-dessus.....	100 kilogr.	300	"	1 zolcentn	60	"
Blanchis, teints ou imprimés :						
24 fils et au-dessus.....	"	400	"	"	80	"

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	UNITÉS françaises.			UNITÉS autrichiennes.		
	Bases.		Droits.	Bases.		Droits.
	100 kilogr.	fr.	c.	1 solcent.	flor.	kr.
Laines : Fils de laine :						
Mesurant de 1 à 10,000 mètres au kilogramme.....	"	10	"	"	2	"
Mesurant de 10,001 à 15,000 mètres au kilogramme....	"	15	"	"	3	"
Mesurant de 15,001 à 20,000 mètres au kilogramme....	"	20	"	"	4	"
Tapis de toute espèce.....	10 p. o/o de la valeur.			10 p. o/o de la valeur.		
ARTICLES DIVERS.						
Plumes de lit.....	100 kilogr.	3	50	1 solcent	"	70
Houblon.....	"	12	50	"	2	50
Herbes et fleurs médicinales non dénommées.....	"	Exemptes		"	Exemptes	
Porte-monnaie.....	"	60	"	"	12	"
Porte-cigares.....	100 kilogr.	ou		"	ou	
Étuis de toute espèce.....	"	10 p. o/o de la valeur.		1 solcent	10 p. o/o de la valeur.	
Buvards.....	"	60	"	"	12	"
Portefeuilles de toute espèce.....	"	ou		"	ou	
Albums.....	"	10 p. o/o de la valeur.		"	10 p. o/o de la valeur.	
Nécessaires de voyage.....	"	60	"	"	12	"
Nécessaires de dames.....	"	ou		"	ou	
N. B. Les objets garnissant les nécessaires seront soumis au droit spécial qui leur est appliqué par le tarif.						
Objets en bois tourné vernis, ornés, tels que petites boîtes, cassettes, porte-montre, boîtes à thé, boîtes à sucre, petits coffrets.....	"	10 p. o/o de la valeur.		"	10 p. o/o de la valeur.	
Allumettes chimiques.....	5 p. o/o de la valeur.			5 p. o/o de la valeur.		
Pipes et articles en écume de mer.....	5 p. o/o de la valeur.			5 p. o/o de la valeur.		
Meubles en bois courbé pour sièges, tables et lits.....	100 kilogr.	7	"	1 solcent	1	40
Ardoises nues ou encadrées et spécialement destinées à l'écriture ou au dessin.....	"	3	75	"	"	75
	"	ou		"	ou	
	"	5 p. o/o de la valeur.		"	5 p. o/o de la valeur.	
Vitrifications et émail en masse et en tubes.....	"	3	75	"	"	75
	"	ou		"	ou	
	"	10 p. o/o de la valeur.		"	10 p. o/o de la valeur.	
Vitrifications :	"	20	"	"	4	"
En grains percés et taillés.....	"	ou		"	ou	
Pierres à bijoux.....	"	10 p. o/o de la valeur.		"	10 p. o/o de la valeur.	
Breloques colorées ou non.....	"	20	"	"	4	"
Verre filé.....	"	ou		"	ou	
Boutons en verre.....	"	10 p. o/o de la valeur.		"	10 p. o/o de la valeur.	
Corail en verre.....	"	20	"	"	4	"
Boules en verre.....	"	ou		"	ou	
Miroirs ayant moins d'un demi-mètre carré.....	"	10 p. o/o de la valeur.		"	10 p. o/o de la valeur.	

(L. S.) Signé G'.

(L. S.) Signé Ed. H.

(L. S.) Signé B.

(L. S.) Signé WÜLLERSTORF.

TARIF B

Annexé au Traité de commerce conclu, le 11 décembre 1866, entre la France et l'Autriche.

DROITS A L'ENTRÉE EN AUTRICHE

APPLICABLES À PARTIR DU 1^{er} MARS 1867.

Les conversions des unités autrichiennes en unités françaises ont été faites sur le pied suivant :
Le florin = 2 fr. 50 cent. ; — le kreutzer = 2 centimes 1/2 ; — le solcentner = 50 kilogrammes.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.		UNITÉS autrichiennes.		UNITÉS françaises.		
		Bases.	Droits.	Bases.	Droits.	
		solcentner	flor. kr.	100 kil.	fr.	c.
1	Viande préparée, c'est-à-dire salée, fumée et lard.....	"	1 50	"	7 50	"
2	Beurre (frais, salé, fondu).....	"	2 "	"	10	"
3	Huiles grasses en bouteilles et cruches.....	"	5 "	"	25	"
4	Spiriteux distillés :					
	Alcool et eau-de-vie de toute sorte, arack, rhum et toute eau-de-vie composée (droit de consommation compris). <i>Note.</i> Les vernis à l'esprit-de-vin sont soumis au droit de l'alcool.	"	9 "	"	45	"
	Liqueurs, essence de punch et autres liqueurs spiritueuses sucrées.....	"	15 "	"	75	"
5	Vinaigre en bouteilles et cruchons.....	"	5 "	"	25	"
6	Vins (ainsi que cidre, moût de raisin et d'autres fruits).....	"	6 "	"	30	"
7	Chocolat et produits similaires.....	"	10 "	"	50	"
8	Blanc de plomb et de zinc (oxyde de zinc).....	"	1 50	"	7 50	"
9	Articles en coton, c'est-à-dire tissus et bonneterie en coton, ou en coton et lin, même combinés avec des fils de métal ou de gomme élastique ou de verre filé, mais sans mélange de soie, de laine ou d'autres poils d'animaux :					
	(A) Mèches tissées, résilles (marly), sangles, filets, c'est-à-dire réseaux pour la pêche, l'oisellerie, pour les chevaux, et autres réseaux ordinaires.....	"	15 "	"	75	"
	(B) 1 ^o Tissus lisses (non façonnés) écrus (c'est-à-dire fabriqués avec des fils écrus), tissus épais, même croisés, tirés à poil ou apprêtés, blanchis, teints ;					
	2 ^o Tissus façonnés, écrus, épais ; tous les tissus dénommés sous 1 ^o et 2 ^o , à l'exception des tissus teints en rouge, des tissus façon velours (ras ou non) et des marchandises contenues sous C.....	"	25 "	"	125	"
	(C) 1 ^o Tissus façonnés, épais, blanchis, teints ;					
	2 ^o Tous les tissus teints en rouge, lisses, épais ;					
	3 ^o Tous les velours et tissus façon velours (ras ou non) ;					
	4 ^o Rubanerie, boutonnerie, passementerie et bonneterie ;					
	5 ^o Tous les tissus imprimés.					
	Toutes les marchandises dénommées sous 1 ^o , 2 ^o , 3 ^o , 4 ^o et 5 ^o , en tant qu'elles ne sont pas comprises sous D et E.	"	45 "	"	225	"
	(D) Tous les tissus légers, à l'exception de ceux dénommés sous E.....	"	70 "	"	350	"
	(E) Tulles (façon d'Angleterre, bobinets, pettiuets), dentelles, tissus brodés et tous ouvrages combinés avec fil de métal ou verre filé.....	"	100 "	"	500	"
10	Tissus de lin, c'est-à-dire tissus, bonneterie et cordages en lin, chanvre, étoupes, chanvre de Manille, fibres d'aloès, lin de Nouvelle-Zélande, écorce, zostère marine, china-grass, jute, laine des bois et autres végétaux filamenteux, à l'exception du coton ; tissus en amiante, même combinés avec des fils de métal ou de caoutchouc ou de verre filé, mais sans mélange de soie, de laine et d'autres poils d'animaux :					

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	UNITÉS autrichiennes.			UNITÉS françaises.		
	Bases.		Droits.	Bases.		Droits.
	solleent'	flor. kr.		100 kil.	fr. c.	
(a) Ouvrages de corderie blanchis ou non et toile d'emballage grise, c'est-à-dire un tissu lisse, ordinaire, non blanchi, non croisé ou façonné, et ne contenant pas au delà de 30 fils de chaîne par pouce courant de Vienne (0 ^m ,026).....	"	75	"	"	3	75
<i>Note.</i> Les ouvrages de corderie non dénommés sous a ou fabriqués avec d'autres matières textiles payent le droit afférent aux passementeries.						
(b) 1 ^o Toiles, à l'exception de celles dénommées sous D et E, coutils et treillis, tous ces articles bruts, non façonnés, ainsi que seaux à incendie en toile non blanchie ;	"	6	"	"	30	"
2 ^o Couvertures (couvertures de pied et de voiture, tapis de pied ordinaires), même teints façonnés.....	"	3	"	"	15	"
<i>Note.</i> Les marchandises sous 1 ^o et 2 ^o fabriquées en jute.....						
(c) Tous les tissus de lin, épais, à l'exception de ceux dénommés dans d'autres articles.....	"	25	"	"	125	"
(d) Toiles ayant plus de 100 fils par pouce courant de Vienne (0 ^m ,026), ainsi que passementerie, bonneterie, boutonnerie, rubannerie.....	"	45	"	"	225	"
(e) 1 ^o Batiste, gaze, linons et autres tissus légers ;	"	70	"	"	350	"
2 ^o Dentelles, blondes, tissus brodés et tissus combinés avec métal ou verre filé.....	"	70	"	"	350	"
11 Tissus de laine, c'est-à-dire tissus et bonneterie en laine et autres poils d'animaux, purs ou combinés avec caoutchouc, métal ou verre filé, et autres matières textiles, la soie exceptée :						
(a) Couvertures tirées à poil, drap pour vareuse grossière, drap de matelot (sigoua), drap brut, toiles huilées, drap à filtrer, fonds de tamis et ouvrages tressés en crin de cheval, non combinés avec d'autres matières, rognures de chapeaux, lières de drap, tapis de pied en poil de chien, de veau et de bêtes à cornes, feutres gondronnés, réseaux et filets à nœuds, les uns et les autres non teints, semelles feutrées pour mettre dans les bottes ou souliers, et sangles.....	"	5	"	"	25	"
(b) Tissus foulés non imprimés et autres que ceux façon velours, feutres non imprimés et tapis de pied non dénommés sous a.....	"	25	"	"	125	"
(c) Tous les tissus façon velours et tous les tissus épais non foulés (à l'exception de ceux dénommés sous d), ainsi que ouvrages de passementerie, boutonnerie et bonneterie.....	"	45	"	"	225	"
(d) 1 ^o Tous les tissus légers ;						
2 ^o Fichus et châles ;						
3 ^o Dentelles (châles en dentelle), tissus brodés et tous autres ouvrages combinés avec métaux filés et verre filé.....	"	70	"	"	350	"
12 Tissus de soie, c'est-à-dire tissus et bonneterie de soie pure ou combinée avec d'autres matières textiles :						
(a) 1 ^o Tissus moitié soie, c'est-à-dire dont la chaîne ou la trame consistent, prises séparément ou ensemble, principalement en soie ou en fleuret, ainsi que bonneterie dont le fil à maille consiste principalement en soie ou fleuret ;	"	60	"	"	300	"
2 ^o Châles en soie et laine, velours, longs poils, peluches, barèges, mousselines, gazes et autres tissus légers ;						
3 ^o Rubannerie, passementerie et bonneterie.						
Toutes les marchandises dénommées sous 1 ^o , 2 ^o et 3 ^o , en tant qu'elles ne sont pas comprises sous b.....	"	60	"	"	300	"
(b) 1 ^o Articles en soie ou fleuret pur ;						
2 ^o Blondes de toute espèce, dentelles, châles à dentelles et tissus brodés de toute espèce ;						

DÉNOMINATION DES ARTICLES.		UNITÉS autrichiennes.		UNITÉS françaises.	
		Bases.	Droits.	Bases.	Droits.
		solcent. ¹	flor. kr.	100 kil.	fr. c.
3° Ouvrages de toute sorte combinés avec métaux filés et verre filé.....		100	"	"	600
A partir du 1 ^{er} janvier 1871 :					
		80	"	"	400
<i>Note.</i> Ne seront pas classés parmi les tissus de soie pure ou mélangés, les tissus dans la fabrication desquels la soie entre uniquement pour la formation d'un dessin ou comme ornement.					
13	Ouvrages d'habillement et de mode, c'est-à-dire vêtements et articles de mode en tissus ou bonneterie, séparés ou réunis à d'autres matières :				
	(a) Vêtements et articles de mode en tissus de coton, de lin ou de laine contenus sous les articles g b, 10 c et 11 b, ou en tissus recouverts de caoutchouc, ainsi que ceux combinés avec des tissus et bonneterie passibles d'un droit inférieur.....	30	"	"	180
<i>Note.</i> Les vêtements et articles de mode ne consistant qu'en matières préparées passibles d'un droit inférieur à 25 florins sont soumis au droit de la matière qui paye le taux le plus élevé.					
	(b) Vêtements faits en tissus de coton, de lin ou de laine, contenus sous les articles g c, 10 d et 11 c, ainsi que les vêtements dans la confection desquels entrent des tissus et des articles de bonneterie passibles d'un droit inférieur, enfin les chapeaux de feutre.....	50	"	"	250
	(c) Vêtements confectionnés en tissus de coton, de lin ou de laine contenus sous les articles g d, 10 c et 11 d, ou en tissus moitié soie (art. 12 a), y compris ceux dans la confection desquels entrent des tissus passibles d'un droit inférieur.....	65	"	"	325
	(d) Vêtements confectionnés en tissus de coton contenus sous l'article g c et en tissus de soie contenus sous 12 b, y compris ceux dans la confection desquels entrent des tissus et articles de bonneterie passibles d'un droit inférieur.....	125	"	"	625
Fleurs artificielles.....					
A partir du 1 ^{er} janvier 1871 :					
		85	"	"	425
14	Tresses :				
	(a) En paille (jonc, herbe, algue, roseau), rotin, écorce (copeaux, fibres de noix de coco) sans combinaison avec d'autres matières.....	6	"	"	30
	(b) Rubans en paille (ouvrages en paille tressés en forme de rubans) sans combinaison avec d'autres matières..	1	"	"	5
	(c) Ouvrages tressés ou tissés avec des fils de soie ou autres ouvrages de crin (sparterie), même en combinaison avec d'autres matières.....	25	"	"	125
	(d) Chapeaux et bonnets en paille, jonc, écorce, roseau, baleine, feuilles de palmier et copeaux :				
	1° Sans garniture.....	La pièce.	10	La pièce.	50
	2° Avec garniture.....	"	20	"	100
15	Papier :				
	(a) Papier collé, colorié, autre que celui dénommé sous b, lithographié, imprimé ou réglé, pour devises, étiquettes, lettres de voiture, comptes ou factures, papier à calquer, pelure, papier rendu transparent au moyen de l'huile ou de la cire, papier gutta-percha, papier craie, cartons de peintre.....	3	"	100 kil.	15
	(b) Papier doré ou argenté, papier à vignettes d'or ou d'argent fin, faux ou bronzé, papier gaufré ou décomposé à jour à l'emporte-pièce, y compris les bandes.....	8	"	"	40
		4	"	"	20
16	Papier en rouleaux pour tenture.....				
A partir du 1 ^{er} janvier 1871 :					
		3	"	"	15

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	UNITÉS autrichiennes.		UNITÉS françaises.	
	Bases.	Droits.	Bases.	Droits.
	sollecent ^r	flor. kr.	100 kil.	fr. c.
Mobilier rembourrés (recouverts ou non).....	"	6	"	30
Verre :				375
(a) Vitrifications et émail en masse et en tubes.....	"	75	"	10 p. o/o
(b) Mi-fin, c'est-à-dire moulé, taillé, dépoli, sculpté, façonné, massif, pendeloques de lustre, tous ces objets non colorés, et boutons de verre, corail de verre, perles, émail, gouttes de verre, même colorés.....	"	4 ou 10 p. o/o de la valeur.	"	20 ou 10 p. o/o de la valeur.
(c) Verre de couleur peint, doré, argenté avec incrustations de camées, vitrifications (pierres gemmes fausses) non montées, verre à glace taillé, étamé ou non étamé, ainsi que verre à glace non taillé, mais étamé.....	"	6 ou 10 p. o/o de la valeur.	"	30 ou 10 p. o/o de la valeur.
19 Chaudronnerie et dinanderie telles que : alambics, fers à repasser, seaux, poids, filets de vis, robinets, mortiers, fermetures, tubes concasseurs, bassins de balance non polis, recouverts de vernis ou de laque, même en combinaison avec fer ou bois, cuivre jaune trituré (poudre de bronze), toiles métalliques.....	"	7 50	"	37 50
20 Ouvrages en métaux communs dorés ou argentés et plaqués, à l'exception des articles de bijouterie.....	"	50	"	250
A partir du 1 ^{er} janvier 1872 :				
21 Instruments d'astronomie, de chirurgie, de mathématiques, d'optique (à l'exception des besicles et lunettes de théâtre montées), de physique et de chimie pour laboratoire seulement.....	"	25	"	125
22 1° Savon gras, vert, noir et d'autre couleur.....	"	Exempts	"	Exempts
2° Savon ordinaire.....	"	4	"	6 25
3° Savon fin en tablettes, boules, boîtes, crachons, pots.	"	3	"	15
4° Savon parfumé.....	"	5	"	25
Note. Si le droit afférent au contenant de ces articles est plus élevé que le droit sur l'article même, on percevra le droit le plus élevé.				
23 Articles de librairie et objets d'art :				
(a) Livres, cartes (scientifiques), musique, manuscrits ;				
(b) Estampes, gravures sur cuivre, sur acier, sur bois, lithographies et photographies ;				
Les articles dénommés sous a et b imprimés et publiés en France ;				
(c) Peintures, c'est-à-dire tableaux sur bois et sur métaux communs, non vernis, sur toile et sur pierre, images et dessins originaux sur papier (non reproduits par l'impression, la gravure ou par procédé chimique), et clichés ou plaques d'impression d'images en métaux communs ou en bois.....		Exempts		Exempts

(L. S.) Signé G'.

(L. S.) Signé ED. H.

(L. S.) Signé B.

(L. S.) Signé WÜLLERSTORF.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 Décembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du sceau de l'État :
Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

Le Ministre des affaires étrangères,
Signé MOUSTIER.

N° 14,742. — DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation du Traité de navigation conclu, le 11 décembre 1866, entre la France et l'Autriche.

Du 19 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Un Traité de navigation ayant été conclu à Vienne, le 11 décembre 1866, entre la France et l'Autriche, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées le 18 du même mois de décembre, ledit Traité, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

TRAITÉ.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, animés d'un égal désir de contribuer au développement des relations commerciales et maritimes entre leurs États respectifs, ont résolu de conclure un Traité à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. le duc de Gramont (Antoine-Alfred-Agénor), son ambassadeur près Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc.;

Et M. Herbet (Charles-François-Édouard), ministre plénipotentiaire de première classe, conseiller d'État, directeur des consulats et affaires commerciales au département des affaires étrangères, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc.;

Et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, M. le baron de Beust (Frédéric-Ferdinand), son conseiller intime, ministre de sa Maison et des affaires étrangères, grand-croix des ordres de Saint-Étienne et de Léopold, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc.;

Et M. le baron de Wüllerstorff et Urbair (Bernard), contre-amiral, son conseiller intime, ministre du commerce et de l'industrie, chevalier de l'ordre de la Couronne de fer de deuxième classe, etc. etc. etc.;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Les navires français venant, avec ou sans chargement, d'un port quelconque dans un port autrichien, et les navires autrichiens venant, avec ou sans chargement, d'un port quelconque dans

les ports de France, seront réciproquement assimilés, à partir du 1^{er} janvier 1867, aux navires nationaux dans les ports des deux Pays, en ce qui concerne les droits de navigation perçus, sous quelque dénomination que ce soit, pour le compte de l'État, des villes ou des corporations.

Les exceptions à la franchise de pavillon qui atteindraient en France les navires français venant d'ailleurs que d'Autriche seront communes aux navires autrichiens faisant les mêmes voyages.

2. Les deux Hautes Parties contractantes se réservent la faculté de prélever, dans leurs ports respectifs, sur les navires de l'autre Puissance, ainsi que sur les marchandises composant la cargaison de ces navires, des taxes spéciales affectées au besoin d'un service local.

Il est entendu que les taxes dont il s'agit devront, dans tous les cas, être appliquées également aux navires des deux Hautes Parties contractantes ou à leurs cargaisons.

En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement ou leur déchargement dans les ports, rades, havres ou bassins, et généralement pour toutes les formalités ou dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il ne sera accordé aux navires nationaux, dans les États respectifs, aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre Puissance, la volonté des Hautes Parties contractantes étant que, sous ce rapport, les bâtiments français et les bâtiments autrichiens soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

3. La nationalité et la capacité des navires seront admises, de part et d'autre, d'après les lois et règlements particuliers à chaque Pays, au moyen des documents délivrés aux capitaines par les autorités compétentes.

La perception des droits de navigation se fera respectivement, au choix du capitaine, soit d'après le chiffre du tonnage inscrit sur les documents susmentionnés, soit d'après le mode de jaugeage usité dans le port où se trouve le navire.

4. Tous les produits et autres objets de commerce dont l'importation ou l'exportation pourra légalement avoir lieu dans les États de l'une des Hautes Parties contractantes, par navires nationaux, pourront également y être importés ou en être exportés par des navires de l'autre Puissance.

Les marchandises importées dans les ports des États respectifs par des navires de l'une ou de l'autre Puissance pourront y être livrées à la consommation, au transit ou à la réexportation, ou enfin être mises en entrepôt, au gré du propriétaire ou de ses ayants cause, le tout sous les mêmes conditions que celles auxquelles sont ou seront soumises les marchandises apportées par des navires nationaux.

5. Les articles précédents ne sont pas applicables à la navigation de côte ou de cabotage des Pays respectifs, laquelle demeurera exclusivement réservée au pavillon national.

6. Les marchandises de toute nature importées directement d'Au-

triche en France, sous pavillon autrichien, et, à partir du 12 juin 1869, d'un pays quelconque; et, réciproquement, les marchandises de toute nature importées sous pavillon français en Autriche, ne payeront respectivement de plus forts droits de douane, ni d'autres de toute nature perçus au profit de l'État, des communes, des corporations locales, de particuliers ou d'établissements quelconques, que si elles étaient importées sous pavillon national.

Il est entendu que la relâche d'un navire autrichien dans un ou plusieurs ports intermédiaires ne lui fera point perdre le bénéfice de l'importation directe, à la condition que le navire n'aura fait aucune opération d'embarquement dans ces ports d'escale.

7. Les navires autrichiens venant, avec ou sans chargement, d'un port quelconque dans les ports de l'Algérie, de la Martinique, de la Guadeloupe ou de la Réunion, seront assimilés aux navires français; dans les autres colonies françaises, ils jouiront du traitement de la nation la plus favorisée.

Les importations et les exportations par navires autrichiens seront assimilées à celles effectuées par navires nationaux dans les ports de l'Algérie, et à celles effectuées par navires de la nation la plus favorisée dans les autres colonies françaises.

A partir du 12 juin 1869, les importations par navires autrichiens seront assimilées à celles effectuées sous pavillon national dans les ports de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.

8. Les marchandises de toute nature qui seront exportées des ports autrichiens par des navires français, ou de France par des navires autrichiens, pour quelque destination que ce soit, ne seront point assujetties à d'autres droits ni formalités de sortie que si elles étaient exportées par navires nationaux, et elles jouiront, sous l'un et l'autre pavillon, de toute prime ou restitution de droits ou autres faveurs qui seront accordées, dans les États respectifs, à la navigation nationale.

9. Il est fait exception aux stipulations du présent Traité en ce qui concerne les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet tant en France qu'en Autriche.

10. Les embarcations appartenant à l'un des deux États contractants seront admises à naviguer sur toutes les voies de communication par eau, tant naturelles qu'artificielles, du territoire de l'autre État, aux mêmes conditions, et en acquittant, en ce qui concerne les droits afférents tant à la coque qu'à la cargaison, les mêmes taxes que les embarcations de ce Pays.

11. Les Hautes Parties contractantes ne pourront accorder aucun privilège, faveur ou immunité concernant le commerce ou la navigation, à un autre État, qui ne soit à l'instant étendu à leurs sujets respectifs.

12. Le présent Traité entrera en vigueur en même temps que le Traité de commerce conclu par les Hautes Parties contractantes, sous la date de ce jour, et aura la même durée.

13. Les ratifications du présent Traité seront échangées à Vienne, en même temps que celles du Traité de commerce précité.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et l'ont revêtu du cachet de leurs armes.

Fait en double expédition, à Vienne, le 11 décembre de l'an de grâce 1866.

(L. S.) Signé GRAMONT.

(L. S.) Signé ED. HERBET.

(L. S.) Signé BEUST.

(L. S.) Signé WÜLLERSTORF.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 Décembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du sceau de l'État :
Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé J. BAROCHER.

Signé MOUSTIER.

N° 14,743. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation du Protocole final relatif au Traité de commerce et au Traité de navigation conclus, le 11 décembre 1866, entre la France et l'Autriche.*

Du 19 Décembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Un Protocole final relatif au Traité de commerce et au Traité de navigation conclus, le 11 décembre 1866, entre la France et l'Autriche, ayant été signé le même jour, entre les deux Gouvernements, ledit Protocole, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce et du Traité de navigation conclus, à la date de ce jour, entre la France et l'Autriche, les plénipotentiaires soussignés de Sa Majesté l'Empe-

reur des Français et de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche ont fait les réserves et déclarations suivantes :

I. En ce qui concerne le *Traité de commerce*.

A. — Les plénipotentiaires de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche déclarent qu'en vertu de l'article 13 du *Traité douanier* entre l'Autriche et la Principauté de Liechtenstein, le *Traité de commerce* conclu sous la date de ce jour s'appliquera également à ladite Principauté, et les plénipotentiaires de Sa Majesté l'Empereur des Français prennent acte de cette déclaration.

B. Art. 1^{er}. — 1. Les dispositions de cet article ne se réfèrent pas aux faveurs spéciales dont jouissent de temps immémorial les sujets ottomans pour le commerce turc (*türkischer Handel*) en Autriche.

2. Les stipulations dudit article ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie et de police en vigueur dans le territoire de chaque État contractant et applicables aux sujets de tout autre État.

C. Art. 2. — 1. Pendant la durée du présent *Traité*, les importateurs de produits autrichiens en France auront la faculté d'opter entre les droits *ad valorem*, tels qu'ils ont été stipulés dans le tarif annexé audit *Traité*, et les droits spécifiques fixés par le tarif général actuellement en vigueur.

2. Les plénipotentiaires français déclarent qu'il n'entre pas dans les intentions de leur Gouvernement de modifier le droit d'entrée de vingt-cinq centimes par hectolitre auquel sont soumis les vins étrangers importés en France.

3. La bière importée d'Autriche en France payera, en sus du droit de consommation, deux francs par hectolitre.

D. Art. 3. — 1. Jusqu'à ce qu'il en soit autrement décidé, la production de certificats d'origine sera exigée en Autriche pour les articles suivants :

Tissus et bonneterie;
Métaux et ouvrages en métaux;
Boissons et liqueurs spiritueuses;
Verrerie.

Lesdits certificats pourront émaner de l'autorité locale du lieu d'exportation ou du bureau de douane compétent, ou bien d'un agent consulaire autrichien.

2. L'importation de la verrerie en Autriche, en tant que le droit *ad valorem* est réclamé, ne pourra s'effectuer que par le bureau d'une douane principale de première classe.

Dans ce cas, application sera faite du mode de procéder indiqué dans les articles 14, 15, 16, 17 et 18 du *Traité de commerce* conclu entre la France et la Prusse.

E. Art. 2 et 3. Le traitement de la nation la plus favorisée, stipulé réciproquement par les articles 1 et 2, ne comprend pas :

Les faveurs qui sont ou seront accordées pour faciliter le commerce de frontière des États du Zollverein allemand ou d'autres États limi-

trophes, ni les réductions et exemptions de droits dont l'application est restreinte à certaines frontières ou aux habitants de certains districts.

F. Art. 9. — 1. Les dispositions de l'article 9 ne s'appliquent pas aux facilités mentionnées en l'article 6 du Traité conclu, le 11 avril 1865, entre l'Autriche et les États appartenant à la Confédération douanière allemande, ni aux facilités analogues.

2. Cet article ainsi qu'en général les autres dispositions dudit Traité ne seront point applicables aux monopoles d'État (tabac, sel comestible, poudre à tirer).

Pourtant le transit par chemins de fer et par eau des sels et tabacs est permis sur le territoire autrichien sous les conditions et formalités générales applicables au transit des autres marchandises.

G. Art. 14. Pour assurer l'exécution de la clause d'après laquelle les objets passibles d'un droit d'entrée doivent être admis en franchise lorsqu'ils sont importés comme échantillons par des commis voyageurs du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes dans l'autre, il a été convenu ce qui suit :

1° Chacun des États contractants désignera sur son territoire les bureaux ouverts à l'importation ou à la réexportation des échantillons précités. La réexportation pourra également avoir lieu par un bureau autre que celui d'importation.

2° A l'importation on devra constater le montant des droits à acquitter pour ces échantillons, montant qui devra ou être déposé en espèces ou dûment cautionné.

3° Afin de bien constater leur identité, les échantillons seront, autant que possible, marqués par l'apposition de timbres, de plombs ou de cachets, le tout sans frais.

4° Le bordereau qui sera dressé de ces échantillons, et dont les États contractants auront à déterminer la forme, devra contenir :

a.) L'énumération des échantillons importés, leur espèce et les indications propres à faire reconnaître leur identité;

b.) L'indication du droit qui frappe les échantillons, ainsi que la mention que le montant des droits a été acquitté en espèces ou cautionné;

c.) L'indication de la manière dont les échantillons ont été marqués;

d.) La fixation du délai à l'expiration duquel le montant du droit payé d'avance sera définitivement acquis à la douane, ou, s'il a été cautionné, réclamé à la personne garante, à moins que la preuve de la réexportation des échantillons ou leur réintégration en entrepôt ne soit fournie. Ce délai ne devra pas dépasser une année.

5° Lorsque, avant l'expiration du délai fixé (4° d.), les échantillons seront présentés à un bureau ouvert à cet effet, pour être réexportés ou réintégrés en entrepôt, ce bureau devra s'assurer que les objets dont la réexportation doit avoir lieu sont identiquement les mêmes que ceux présentés à l'importation. Lorsqu'il n'y aura aucun doute à cet égard, le bureau constatera la réexportation ou la réintégration

en entrepôt et restituera le montant des droits déposés en espèces à l'entrée, ou prendra les mesures nécessaires pour décharger la caution.

H. Art. 15. Pour jouir de l'immunité des droits de patente, les voyageurs de commerce français devront être munis d'un certificat de patente conforme au modèle I ci-joint, et les voyageurs de commerce autrichiens, d'une carte de légitimation industrielle qui sera délivrée conformément au modèle II ci-annexé.

Ces documents seront valables pour le cours de l'année pour laquelle ils ont été délivrés. Ils contiendront le signalement et la signature du porteur, et seront revêtus du sceau ou cachet de l'autorité compétente qui les a délivrés.

Sur l'exhibition de ces documents, les voyageurs de commerce respectifs, après que leur identité aura été reconnue, obtiendront de l'autorité compétente de l'autre État une patente.

Il n'est pas permis aux voyageurs de commerce de colporter des marchandises pour les mettre en vente, mais ils peuvent transporter au lieu de destination les marchandises achetées par eux.

Au reste, ne sont admis réciproquement en franchise de droits que les voyageurs de commerce qui veulent négocier ou pour leur propre compte ou pour le compte d'une maison où ils sont employés en qualité de commis de commerce.

II. En ce qui concerne le Traité de navigation.

A. Art. 3. Pour la perception des droits de navigation, est admis de part et d'autre le rapport suivant entre le tonneau de jauge français et autrichien, savoir :

1 tonneau français = 1.179 tonneau autrichien ;

1 tonneau autrichien = 0.848 tonneau français.

B. Art. 10. Les embarcations autrichiennes naviguant sur les eaux intérieures de la France, et, réciproquement, les embarcations françaises naviguant sur les eaux intérieures de l'Autriche, seront soumises à la législation du Pays en ce qui concerne les règlements de police, de quarantaine et de douane.

Le présent Protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les deux Gouvernements, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications sur les deux Traités auxquels il se rapporte, a été dressé, en double expédition, à Vienne, le 11 décembre 1866.

(L. S.) Signé GRAMONT.

(L. S.) Signé ED. HERBET.

(L. S.) Signé BRUST.

(L. S.) Signé WÜLLERSTORF.

B. n° 1447.

— 791 —

MODÈLE I.

N° 1.

EMPIRE FRANÇAIS.

DÉPARTEMENT

de.....

CERTIFICAT DE PATENTE

COMMUNE

de.....

VALABLE POUR L'ANNÉE 18...

Le receveur des contributions directes, etc. etc. au bureau de certifie que le sieur *N.* est imposé sous le n° ... au rôle des patentes de la commune de (ou a fait sa déclaration de patente), aux fins de pouvoir exercer, pendant l'année courante, la profession de en son propre nom ou sous la raison sociale de..... Le présent certificat a été délivré audit sieur *N.* pour obtenir la patente nécessaire en Autriche.

Fait à le 18....

(Sceau et signature du patenté.)

Le Receveur,

N° 2.

EMPIRE FRANÇAIS.

DÉPARTEMENT

de.....

PATENTE

COMMUNE

de.....

VALABLE POUR L'ANNÉE 18...

Le (préfet du département de), vu l'acte de légitimation produit par le sieur *N.* demeurant à lequel lui a été délivré par l'autorité compétente à (Autriche), le dernier, constatant que ledit sieur *N.* y est patenté comme exerçant la profession délivre au sieur *N.* la présente patente pour l'autoriser à se livrer en France et en Algérie aux achats ainsi qu'à la vente sur échantillons ou sur commandes des marchandises de son commerce ou industrie mentionné ci-dessus.

Fait à le 18....

MODÈLE II.

N° 1.

CARTE DE LÉGITIMATION INDUSTRIELLE.



Il est certifié par l'autorité soussignée à
M. N. { marchand fabricant à X. à
que { commis au service de la maison. à X.
{ il.
{ la maison nommée.
paye pour l'exercice de son { commerce } les impôts légalement prescrits dans son
{ industrie } pays.

Le présent certificat a été délivré audit sieur N. pour lui servir de légitimation auprès des autorités compétentes, afin d'obtenir la patente nécessaire en France.

Ce certificat est valable pendant mois.

(Lieu, date, signature de l'autorité.)

(Signalement et signature du porteur.)

N° 2.

PATENTE.

Sieur N. { marchand fabricant à
{ commis au service de la maison. à
vu l'acte de légitimation produit, lequel lui a été délivré par l'autorité compétente
à (France), le est autorisé à se livrer
en Autriche aux achats ainsi qu'à la vente sur échantillons ou sur commandes
des marchandises { de son commerce (industrie).
{ du commerce de la maison N.

(Lieu, date, signature de l'autorité.)

(Signalement et signature du patenté.)

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 Décembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du sceau de l'État :
Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé MOUSTIER.

Signé J. BAROCHÉ.

N° 14,744. — DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de la Convention conclue, le 11 décembre 1866, entre la France et l'Autriche, pour la garantie réciproque de la propriété des Œuvres d'esprit et d'art.

Du 19 Décembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. I^{er}.

Une Convention ayant été conclue à Vienne, le 11 décembre 1866, entre la France et l'Autriche, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées, le 18 du même mois de décembre, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, également animés du désir d'adopter, d'un commun accord, les mesures qui leur ont paru les plus propres à garantir réciproquement la propriété des œuvres d'esprit et d'art, ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. le duc de Gramont (Antoine-Alfred-Agénor), son ambassadeur près Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc. ;

Et M. Herbet (Charles-François-Edouard), ministre plénipotentiaire de première classe, conseiller d'État, directeur des consulats et af-

fares commerciales au département des affaires étrangères, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc.;

Et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, M. le baron de Beust (*Frédéric-Ferdinand*), son conseiller intime, ministre de sa Maison et des affaires étrangères, grand-croix des ordres de Saint-Étienne et de Léopold, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc.;

Et M. le baron de Wüllerstorff et Urbair (*Bernard*), contre-amiral, son conseiller intime, ministre du commerce et de l'industrie, chevalier de l'ordre de la Couronne de fer de deuxième classe, etc. etc. etc.;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

ART. 1^{er}. Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions analogues du domaine littéraire ou artistique, jouiront, dans chacun des deux États réciproquement, des avantages qui y sont ou y seront attribués par la loi à la propriété des ouvrages de littérature ou d'art, et ils auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs d'ouvrages publiés pour la première fois dans le Pays même.

Toutefois, ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que pendant l'existence de leurs droits dans le Pays où la publication originale a été faite, et la durée de leur jouissance dans l'autre Pays ne pourra excéder celle fixée par la loi pour les auteurs nationaux.

2. La jouissance des bénéfices de l'article 1^{er} est subordonnée à l'accomplissement, dans le Pays d'origine, des formalités qui sont prescrites par la loi pour assurer la propriété des ouvrages de littérature ou d'art.

Pour les livres, cartes, estampes, gravures, lithographies ou œuvres musicales publiés pour la première fois dans l'un des deux États, l'exercice du droit de propriété dans l'autre État sera, en outre, subordonné à l'accomplissement préalable, dans ce dernier, de la formalité de l'enregistrement effectuée de la manière suivante:

Si l'ouvrage a paru pour la première fois en Autriche, il devra être enregistré à Paris au ministère de l'intérieur;

Si l'ouvrage a paru pour la première fois en France, il devra être enregistré à Vienne au ministère des affaires étrangères.

L'enregistrement se fera, de part et d'autre, sur la déclaration écrite des intéressés, laquelle pourra être respectivement adressée soit auxdits ministères, soit aux missions diplomatiques des deux Pays.

Dans tous les cas, la déclaration devra être présentée dans les trois mois qui suivront la publication de l'ouvrage dans l'autre Pays, pour

les ouvrages publiés postérieurement à la mise en vigueur de la présente Convention, et dans les trois mois qui suivront cette mise en vigueur, pour les ouvrages publiés antérieurement.

A l'égard des ouvrages qui paraissent par livraisons, le délai de trois mois ne commencera à courir qu'à dater de la publication de la dernière livraison, à moins que l'auteur n'ait indiqué, conformément aux dispositions de l'article 5, son intention de se réserver le droit de traduction, auquel cas chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé.

La formalité de l'enregistrement qui en sera fait sur des registres principaux tenus à cet effet ne donnera, de part et d'autre, ouverture à la perception d'aucune taxe.

Les intéressés recevront un certificat authentique de l'enregistrement; ce certificat sera délivré gratis, sauf, s'il y a lieu, les frais de timbre.

Le certificat relatera la date précise à laquelle la déclaration aura eu lieu. Il contiendra le titre de l'ouvrage, le nom de l'auteur et de l'éditeur, et toutes indications requises pour constater l'identité de l'ouvrage. Il fera foi dans toute l'étendue des territoires respectifs et constatera le droit exclusif de propriété et de reproduction aussi longtemps que quelque autre personne n'aura pas fait admettre en justice un droit mieux établi.

3. Les stipulations de l'article 1^{er} s'appliqueront également à l'exécution ou représentation des œuvres dramatiques ou musicales publiées, exécutées ou représentées pour la première fois dans l'un des deux Pays après la mise en vigueur de la présente Convention.

4. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions faites, dans l'un des deux États, d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront, à ce titre, de la protection stipulée par l'article 1^{er}, en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre État. Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

5. L'auteur de tout ouvrage publié dans l'un des deux Pays jouira de la même protection que les auteurs nationaux contre la publication, dans l'autre Pays, de toute traduction du même ouvrage non autorisée par lui, sous la condition, toutefois, d'avoir indiqué, en tête de son ouvrage, son intention de se réserver le droit de traduction.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration de l'auteur, qu'il entend se réserver le droit de traduction, soit exprimée sur la première livraison de chaque volume.

Les auteurs d'ouvrages dramatiques jouiront réciproquement des mêmes droits relativement à la traduction ou la représentation des traductions de leurs ouvrages.

6. Lorsque l'auteur d'une œuvre spécifiée dans l'article 1^{er} aura cédé son droit de publication ou de reproduction à un éditeur dans le territoire de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, sous la réserve que les exemplaires ou éditions de cette œuvre ainsi publiés ou reproduits ne pourront être vendus dans l'autre Pays, ces exemplaires ou éditions seront respectivement considérés comme reproduction illicite.

Les ouvrages auxquels s'applique l'article 6 seront librement admis dans les deux Pays pour le transit à destination d'un pays tiers.

7. Les mandataires légaux ou ayants cause des auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes, etc. jouiront réciproquement, et à tous égards, des mêmes droits que ceux que la présente Convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs et lithographes eux-mêmes.

8. Nonobstant les stipulations des articles 1 et 4 de la présente Convention, les articles extraits des journaux ou recueils périodiques publiés dans l'un des deux Pays pourront être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre Pays, pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés. Toutefois, cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction ou traduction, dans l'un des deux Pays, des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'autre, lorsque les auteurs auront formellement déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction ou la traduction. En aucun cas, cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

9. La vente et l'exposition, dans chacun des deux États, d'ouvrages ou d'objets de reproduction non autorisée, définis par les articles 1, 3, 4 et 5, sont prohibées, sauf ce qui est dit à l'article 11, soit que lesdites reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux Pays, soit qu'elles proviennent d'un pays étranger quelconque.

10. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, la saisie des objets de contrefaçon sera opérée, et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par les législations respectives, de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale.

Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux de l'un ou de l'autre Pays, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux États.

11. Les deux Gouvernements prendront, par voie de règlement d'administration publique, les mesures nécessaires pour prévenir toute difficulté ou complication à raison de la possession et de la vente par les éditeurs, imprimeurs ou libraires de l'un ou de l'autre des deux Pays, de réimpressions d'ouvrages de propriété des sujets respectifs et non tombés dans le domaine public, fabriqués ou importés par eux antérieurement à la mise en vigueur de la présente

Convention, ou en cours de fabrication et de réimpression non autorisée au moment de la mise en vigueur de la présente Convention.

Ces règlements s'appliqueront également aux clichés, bois et planches gravés de toute sorte, ainsi qu'aux pierres lithographiques existant en magasin chez les éditeurs ou imprimeurs français ou autrichiens, et constituant une reproduction non autorisée de modèles français ou autrichiens. Toutefois, ces clichés, bois et planches gravés de toute sorte, ainsi que les pierres lithographiques, ne pourront être utilisés que pendant quatre ans, à dater de la mise en vigueur de la présente Convention.

12. Pendant la durée de la présente Convention, les objets suivants, savoir :

Livres en toutes langues,

~~Estampes,~~

Gravures,

Lithographies et photographies,

Cartes géographiques ou marines,

Musique,

Planches gravées en acier, cuivre ou bois, et pierres lithographiques couvertes de dessins, gravures ou écritures, destinées à l'impression sur papier,

Tableaux et dessins,

seront réciproquement admis en franchise de droits, sans certificats d'origine.

13. Les livres d'importation licite venant d'Autriche seront admis en France, tant à l'entrée qu'au transit direct ou pour entrepôt, savoir :

1° Les livres en langue française, par les bureaux de Forbach, Wissembourg, Strasbourg, Pontarlier, Bellegarde, Pont-de-la-Caille, Saint-Jean-de-Maurienne, Chambéry, Nice, ~~Marseille~~, Bayonne, Saint-Nazaire, le Havre, Lille, Valenciennes, Thionville et Bastia ;

2° Les livres en toute autre langue que française, par les mêmes bureaux et, en outre, par les bureaux de Sarreguemines, Saint-Louis, Verrières-de-Joux, Perpignan (par le Perthus), le Perthus, Béthobie, Bordeaux, Nantes, Saint-Malo, Caen, Rouen, Dieppe, Boulogne, Calais, Dunkerque, Ajaccio et Ajaccio,

Sans préjudice, toutefois, des autres bureaux qui pourraient être ultérieurement désignés pour le même effet.

En Autriche, les livres d'importation licite venant de France seront admis par tous les bureaux principaux de douane et par les bureaux secondaires de première classe.

14. Les dispositions de la présente Convention ne pourront porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient à chacune des deux Hautes Parties contractantes de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage ou

production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

La présente Convention ne portera aucune atteinte au droit de l'une ou de l'autre des deux Hautes Parties contractantes de prohiber l'importation dans ses propres États des livres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres puissances, sont ou seraient déclarés être des contrefaçons.

15. La présente Convention entrera en vigueur en même temps que le Traité de commerce conclu, sous la date de ce jour, par les Hautes Parties contractantes, et aura la même durée.

16. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Vienne, en même temps que celles du Traité de commerce précité.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait à Vienne, en double expédition, le 11 décembre de l'an de grâce 1866.

(L. S.) Signé GRAMONT.

(L. S.) Signé ED. HERBET.

(L. S.) Signé BEUST.

(L. S.) Signé WÜLLERSTORF.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 Décembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du sceau de l'État :

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé MOUSTIER.

N° 14,745. — DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de la Convention consulaire conclue, le 11 décembre 1866, entre la France et l'Autriche.

Du 19 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Convention consulaire ayant été signée à Vienne, le 11 décembre 1866, entre la France et l'Autriche, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées le 18 du même mois de décembre, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, désirant déterminer, avec toute l'extension et la clarté possibles, les droits, privilèges et immunités réciproques des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, chanceliers ou secrétaires, ainsi que leurs fonctions et les obligations auxquelles ils seront respectivement soumis en France et en Autriche, ont résolu de conclure une Convention consulaire et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. le duc de Gramont (*Antoine-Alfred-Agènor*), son ambassadeur près Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc.;

Et M. *Herbet (Charles-François-Édouard)*, ministre plénipotentiaire de première classe, conseiller d'État, directeur des consulats et affaires commerciales au département des affaires étrangères, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc.;

Et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, M. le baron de Beust (*Frédéric-Ferdinand*), son conseiller intime, ministre de sa Maison et des affaires étrangères, grand-croix des ordres de Saint-Étienne et de Léopold, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc.;

Et M. le baron de *Wüllerstorff et Urbair (Bernard)*, contre-amiral, son conseiller intime, ministre du commerce et de l'industrie, chevalier de l'ordre de la Couronne de fer de deuxième classe, etc. etc. etc.;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté d'établir des consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires dans les ports ou places de commerce de l'autre Partie, y compris les possessions d'outre-mer et les colonies. Elles se réservent, toutefois, le droit de désigner les localités qu'elles jugeraient convenable d'excepter, pourvu que cette réserve soit également appliquée à toutes les puissances. Les consuls généraux et consuls établis dans l'un ou l'autre des deux Pays, conformément aux dispositions de cet article, pourront exercer les attributions qui leur sont

reconnues par la présente Convention dans toute l'étendue du gouvernement ou du district dont leur résidence est le chef-lieu.

Lesdits fonctionnaires ou agents seront réciproquement admis et reconnus en présentant leurs provisions selon les règles et formalités établis dans les Pays respectifs.

L'*exequatur* nécessaire pour le libre exercice de leurs fonctions leur sera délivré sans frais, et, sur la production dudit *exequatur*, l'autorité supérieure du lieu de leur résidence prendra immédiatement les mesures nécessaires pour qu'ils puissent s'acquitter des devoirs de leur charge et qu'ils soient admis à la jouissance des droits, privilèges et immunités qui y sont attachés.

2. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et leurs chanceliers, sujets de l'État qui les nomme, seront exemptés des logements et contributions militaires, des contributions directes, personnelles, mobilières ou somptuaires, imposées par l'État ou par les communes, à moins qu'ils ne possèdent des biens immeubles, qu'ils ne fassent le commerce ou qu'ils n'exercent quelque industrie; dans lesquels cas, ils seront soumis aux mêmes taxes, charges et impositions que les autres particuliers.

Ils jouiront, en outre, de l'immunité personnelle, excepté pour les faits et actes que la législation pénale du Pays qualifie de crimes. S'ils sont négociants, la contrainte par corps ne pourra leur être appliquée que pour les seuls faits de commerce et non pour causes civiles.

3. Les consuls généraux, consuls et leurs chanceliers, ainsi que les vice-consuls et agents consulaires, sujets de l'État qui les nomme, ne pourront être sommés de comparaître comme témoins devant les tribunaux. Quand la justice locale aura besoin de recueillir auprès d'eux quelque déclaration juridique, elle devra se transporter à leur domicile pour la recevoir de vive voix, ou déléguer, à cet effet un fonctionnaire compétent, ou bien la leur demander par écrit.

4. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront placer au-dessus de la porte extérieure du consulat l'écusson des armes de leur nation, avec cette inscription : *Consulat, vice-consulat ou agence consulaire de*

Ils pourront également arborer le pavillon de leur Pays sur la maison consulaire, aux jours de solennités publiques ou dans les autres circonstances d'usage, à moins qu'ils ne résident dans la ville où se trouverait l'ambassade de leur Souverain.

Ils pourront, de même, arborer le pavillon national sur le bateau qu'ils monteraient dans le port pour l'exercice de leurs fonctions.

5. Les archives consulaires seront inviolables en tout temps, et les autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte, visiter ni saisir les papiers qui en font partie.

6. En cas d'empêchement, d'absence ou de décès des consuls généraux, consuls ou vice-consuls, les élèves-consuls, les chanceliers et secrétaires qui auront été présentés antérieurement en leur qualité aux autorités respectives, seront admis de plein droit à

exercer par intérim les fonctions consulaires, et ils jouiront, pendant ce temps, des immunités et privilèges qui y sont attachés par la présente Convention.

7. Les consuls généraux et consuls pourront nommer des vice-consuls et des agents consulaires dans les villes, ports et localités de leur arrondissement consulaire, sauf l'approbation du gouvernement territorial.

Ces agents pourront être indistinctement choisis parmi les sujets des deux Pays comme parmi les étrangers, et seront munis d'un brevet délivré par le consul qui les aura nommés et sous les ordres duquel ils devront être placés. Ils jouiront des privilèges et immunités stipulés par la présente Convention. Toutefois, les vice-consuls qui ne sont pas sujets de l'État qui les nomme et les agents consulaires ne seront pas admis au bénéfice des exemptions et immunités consacrées par l'article 2.

8. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires des deux Pays pourront, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont attribués, s'adresser aux autorités de leur arrondissement pour réclamer contre toute infraction aux Traités ou Conventions existant entre les deux Pays et contre tout abus dont leurs nationaux auraient à se plaindre. Si leurs réclamations n'étaient pas accueillies par ces autorités, ils pourraient avoir recours, à défaut d'un agent diplomatique de leur Pays, au Gouvernement de l'État dans lequel ils résideraient.

9. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires des deux Pays, ainsi que leurs chanceliers, auront le droit de recevoir dans leurs chancelleries, au domicile des parties et à bord des navires de leur nation, les déclarations que pourront avoir à faire les capitaines, les gens de l'équipage, les passagers, les négociants et tous autres sujets de leur Pays.

Ils seront également autorisés à recevoir : 1° les dispositions testamentaires de leurs nationaux et tous autres actes de droit civil qui les concernent et auxquels on voudrait donner forme authentique; 2° les simples actes conventionnels passés entre un ou plusieurs de leurs nationaux et d'autres personnes du Pays dans lequel ils résident. Ces actes auront en justice, dans les deux Pays, la même force et valeur que s'ils avaient été passés devant les officiers publics ou ministériels compétents dans l'un ou l'autre des deux États.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires respectifs pourront traduire et légaliser toute espèce de documents émanés des autorités ou fonctionnaires de leur Pays; et ces traductions auront, dans le Pays de leur résidence, la même force et valeur que si elles eussent été faites par les interprètes jurés du Pays.

10. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires pourront aller personnellement ou envoyer des délégués à bord des navires de leur nation, après qu'ils auront été admis en libre pratique, interroger le capitaine et l'équipage, examiner les

papiers de bord; recevoir les déclarations sur leur voyage, leur destination et les incidents de la traversée; dresser les manifestes et faciliter l'expédition de leurs navires; enfin, les accompagner devant les tribunaux et dans les bureaux de l'administration du Pays pour leur servir d'interprètes et d'agents dans les affaires qu'ils auroient à suivre ou les demandes qu'ils auroient à former, sauf dans les cas prévus par les lois commerciales des deux Pays, aux dispositions desquelles la présente clause n'oppose aucune dérogation.

Les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et les officiers et agents de la douane du Pays ne pourront, en aucun cas, opérer ni visites ni recherches à bord des navires de commerce sans en avoir donné préalablement avis à l'autorité consulaire de la nation à laquelle ces navires appartiennent, afin qu'elle puisse assister à la visite. Ils devront également prévenir en temps opportun les consuls, vice-consuls ou agents consulaires pour qu'ils assistent aux déclarations que les capitaines et les équipages auront à faire devant les tribunaux et dans les administrations locales, afin d'éviter ainsi toute erreur ou fausse interprétation qui pourrait nuire à l'exacte administration de la justice.

L'invitation qui sera adressée, à cet effet, aux consuls, vice-consuls ou agents consulaires, indiquera une heure précise, et s'ils négligeaient de s'y rendre en personne ou de s'y faire représenter par un délégué, il sera procédé en leur absence.

11. Les consuls et vice-consuls ou agents consulaires seront chargés exclusivement du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires de leur nation; en conséquence, ils régleront eux-mêmes les contestations de toute nature qui seraient survenues entre le capitaine, les officiers du navire et les matelots, et spécialement celles relatives à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproquement contractés.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus à bord des navires seraient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public, à terre ou dans le port, ou quand une personne du pays ou ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouvera mêlée.

Dans tous les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter tout appui aux consuls et vice-consuls ou agents consulaires, si elles en sont requises par eux, pour faire arrêter et renvoyer à bord ou conduire provisoirement en prison tout individu inscrit sur le rôle de l'équipage, chaque fois que, pour un motif quelconque, lesdits agents le jugeront convenable.

12. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leur pays, les marins et toute autre personne faisant, à quelque titre que ce soit, partie des équipages des navires de leur nation, dont la désertion aurait eu lieu sur le territoire même de l'une des Hautes Parties contractantes.

A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes, et justifier, au moyen de la présentation des registres du bâtiment ou du rôle de l'équipage, ou, si le navire était parti, en produisant une copie authentique de ces documents, que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage. Sur cette demande ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être refusée.

On donnera, en outre, auxdites autorités consulaires tout secours et toute assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs, qui seront conduits dans les prisons du pays et y seront détenus, à la demande et aux frais de l'autorité consulaire, jusqu'à ce que celle-ci trouve une occasion de les faire partir.

Cet emprisonnement ne pourra durer plus de deux mois, après lesquels, et moyennant un avis donné au consul trois jours à l'avance, la liberté sera rendue au prisonnier, qui ne pourra être incarcéré de nouveau pour la même cause.

Toutefois, si le déserteur avait commis quelque délit à terre, l'autorité locale pourrait surseoir à l'extradition jusqu'à ce que le tribunal eût rendu la sentence et que celle-ci eût reçu pleine et entière exécution.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que les marins ou autres individus de l'équipage, sujets du Pays dans lequel s'effectuera la désertion, sont exceptés des stipulations du présent article.

13. Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, les avaries que les navires des deux Pays auront souffertes en mer, soit qu'ils entrent dans les ports respectifs volontairement ou par relâche forcée, seront réglées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires de leur nation, à moins que des sujets du Pays dans lequel résideront lesdits agents ou ceux d'une tierce puissance ne soient intéressés dans ces avaries; dans ce cas, et à défaut de compromis amiable entre toutes les parties intéressées, elles devront être réglées par l'autorité locale.

14. Lorsqu'un navire appartenant au Gouvernement ou à des sujets de l'une des Hautes Parties contractantes fera naufrage ou échouera sur le littoral de l'autre, les autorités locales devront porter le fait à la connaissance du consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire de la circonscription, et, à son défaut, à celle du consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire le plus voisin du lieu de l'accident.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires français qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de l'Autriche seront dirigées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires de France; réciproquement, toutes les opérations de sauvetage des navires autrichiens qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de la France, seront diri-

gées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires de l'Autriche.

L'intervention des autorités locales n'aura lieu, dans les deux Pays, que pour assister l'autorité consulaire, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires ou de la personne qu'ils délègueront à cet effet, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des objets qui auront été sauvés du naufrage.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas ne donnera lieu à la perception de frais d'aucune espèce, hors ceux que nécessiteront les opérations du sauvetage et la conservation des objets sauvés, ainsi que ceux auxquels seraient soumis, en pareil cas, les navires nationaux.

En cas de doute sur la nationalité des navires naufragés, les dispositions mentionnées dans le présent article seront de la compétence exclusive de l'autorité locale.

Les Hautes Parties contractantes conviennent, en outre, que les marchandises et effets sauvés ne seront sujets au paiement d'aucun droit de douane, à moins qu'on ne les destine à la consommation intérieure.

15. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, ainsi que les élèves consuls ou chanceliers, jouiront, dans les deux Pays, de toutes les exemptions, prérogatives, immunités et privilèges qui seront accordés aux agents de la même classe de la nation la plus favorisée.

16. La présente Convention entrera en vigueur en même temps que le Traité de commerce conclu par les deux Hautes Parties contractantes, sous la date de ce jour, et aura la même durée.

17. Les ratifications de la présente Convention seront échangées à Vienne, en même temps que celles du Traité de commerce précité.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait à Vienne, en double expédition, le 11 décembre de l'an de grâce 1866.

(L. S.) Signé GRAMONT.

(L. S.) Signé ED. HERBET.

(L. S.) Signé BEUST. ✓

(L. S.) Signé WÜLLERSTORF.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 Décembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du sceau de l'État :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,*

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé J. BAROCHE.

Signé MOUSTIER.

N° 14,746. — DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de la Convention conclue, le 11 décembre 1866, entre la France et l'Autriche, pour le règlement des Successions laissées dans l'un des deux États par des Sujets de l'autre Pays.

Du 19 Décembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Convention ayant été conclue, le 11 décembre 1866, entre la France et l'Autriche, pour le règlement des successions laissées dans l'un des deux États par des sujets de l'autre Pays, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées à Vienne, le 18 du même mois de décembre, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, désirant déterminer avec la plus grande précision les droits de leurs sujets respectifs et les attributions des autorités judiciaires et consulaires de l'un et l'autre Pays, en ce qui concerne le règlement des successions laissées dans l'un des deux États par des sujets de l'autre État, ont résolu, d'un commun accord, de conclure, dans ce but, une Convention spéciale, et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. le duc de Gramont (Antoine-Alfred-Agnor), son ambassadeur près Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc.;

Et M. *Herbet* (*Charles-François-Édouard*), ministre plénipotentiaire de première classe, conseiller d'État, directeur des consulats et affaires commerciales au département des affaires étrangères, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc. ;

Et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, M. le baron *de Beust* (*Frédéric-Ferdinand*), son conseiller intime, ministre de sa Maison et des affaires étrangères, grand-croix des ordres de Saint-Étienne et de Léopold, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc. ;

Et M. le baron *de Wüllerstorff et Urbair* (*Bernard*), contre-amiral, son conseiller intime, ministre du commerce et de l'industrie, chevalier de l'ordre de la Couronne de fer de deuxième classe, etc. etc. etc. ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Les sujets des deux Hautes Parties contractantes pourront disposer par testament, legs, donation ou autrement, de tous les biens qu'ils posséderaient dans les territoires des États respectifs.

Ils seront habiles à recevoir de la même manière que les nationaux les biens, situés dans l'autre Pays, qui leur seraient dévolus à titre de donation, legs, testament ou même par successions *ab intestat*, et lesdits héritiers, légataires ou donataires ne seront pas tenus à acquitter des droits de succession ou mutation autres ni plus élevés que ceux qui seraient imposés, dans des cas semblables, aux nationaux eux-mêmes.

Ils auront la faculté de faire dresser leurs dispositions de dernière volonté par les consuls ou chanceliers de leur nation.

2. La succession aux biens immobiliers sera régie par les lois du Pays dans lequel les immeubles seront situés, et la connaissance de toute demande ou contestation concernant les successions immobilières appartiendra exclusivement aux tribunaux de ce Pays.

Les réclamations relatives aux successions mobilières ainsi qu'aux droits de succession sur les effets mobiliers laissés dans l'un des deux Pays par des sujets de l'autre Pays, soit qu'à l'époque de leur décès ils y fussent établis, soit qu'ils y fussent simplement de passage, seront jugées par les tribunaux ou autorités compétentes de l'État auquel appartenait le défunt et conformément aux lois de cet État.

3. En cas de décès d'un sujet de l'une des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre, les autorités locales devront en donner avis immédiatement au consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire le plus rapproché du lieu du décès. Ceux-ci devront donner le même avis aux autorités locales, lorsqu'ils auront été informés les premiers.

Les consuls généraux, consuls ou vice-consuls de la nation du défunt auront le droit de procéder successivement aux opérations suivantes :

1° Apposer les scellés, soit d'office, soit à la demande des parties intéressées, sur tous les effets, meubles et papiers du défunt, en prévenant de cette opération l'autorité locale compétente, qui, dans le cas où les lois du Pays le lui prescrivent, pourra y assister et apposer également ses scellés. Lorsqu'elle aura été informée la première du décès et en tant que, suivant les lois du Pays, elle est tenue à apposer les scellés sur la succession, l'autorité locale invitera l'autorité consulaire à procéder, en commun, à cet acte.

Dans le cas où l'apposition immédiate des scellés paraîtrait absolument nécessaire, mais où cette opération, par suite de la distance des lieux ou par d'autres motifs, ne pourrait avoir lieu en commun, l'autorité locale aura la faculté de mettre les scellés préalablement, sans le concours de l'autorité consulaire, et *vice versa*, sauf à informer l'autorité qui ne sera pas intervenue et qui sera libre de croiser ensuite son sceau avec celui déjà apposé.

Les scellés de l'autorité locale et réciproquement ceux de l'autorité consulaire ne devront pas être levés sans que ladite autorité assiste à cette opération.

Toutefois, si, après un avertissement adressé par l'autorité consulaire à l'autorité locale, ou, *vice versa*, par l'autorité locale à l'autorité consulaire, pour l'inviter à assister à la levée des doubles scellés, l'autorité à qui l'invitation a été adressée ne s'était pas présentée dans un délai de quarante-huit heures, à compter de la réception de l'avis, l'autre autorité pourrait procéder seule à ladite opération.

2° Former l'inventaire de tous les biens mobiliers et effets du défunt, en présence de l'autorité locale, si, après en avoir été prévenue, celle-ci croyait devoir assister à cet acte.

3° Ordonner la vente aux enchères publiques de tous les objets mobiliers de la succession *ab intestat* ou testamentaire qui pourraient se détériorer et de ceux d'une conservation difficile, en prévenant l'autorité locale, afin que la vente soit faite dans les formes prescrites, et par l'autorité compétente d'après les lois du Pays. Dans le cas où ce serait l'autorité locale qui aurait à effectuer cette vente, elle devra inviter l'autorité consulaire à y assister.

4° Déposer en lieu sûr les effets et valeurs inventoriés, le montant des créances que l'on réalisera, ainsi que le produit des rentes que l'on percevra.

Ces dépôts devront avoir lieu, dans l'un ou l'autre cas, d'accord avec l'autorité locale appelée à assister aux opérations antérieures, s'il se présente des sujets du Pays ou d'une puissance tierce comme intéressés dans la succession, et en tant qu'il s'agirait de garantir les droits de succession ou de mutation à payer suivant les lois du Pays.

En cas d'insuffisance des valeurs de la succession pour satisfaire au paiement intégral des créances, tous les documents, effets ou valeurs appartenant à cette succession devront, sur la demande des créanciers, être remis à l'autorité judiciaire ou aux syndics de la faillite selon la loi du Pays, l'autorité consulaire restant chargée de

représenter ses nationaux, héritiers ou légataires, absents, mineurs et incapables.

5. Administrer eux-mêmes, ou par une personne qu'ils nommeront sous leur responsabilité, la partie mobilière de la succession et même liquider les successions purement mobilières, à moins que le délai fixé par l'autorité locale, selon les lois du Pays, pour présenter les réclamations au nom de leurs nationaux ou de sujets d'une tierce puissance demeurant dans le pays, ne soit pas encore expiré ou qu'il ne s'élève quelque contestation à l'égard de pareilles réclamations: car, dans ces deux cas, le consulat devra surseoir à la liquidation et se bornera à des mesures administratives qui ne pourraient entraver l'acquittement des réclamations précitées.

La décision à l'égard de ces réclamations, en tant qu'elles ne reposent pas sur le titre d'hérédité ou de legs, appartiendra exclusivement aux tribunaux du Pays.

Après le prononcé du jugement concernant toutes les réclamations susmentionnées réservées à la décision des tribunaux du Pays ou après que la somme requise pour leur acquittement aura été déterminée, l'entière succession mobilière, en tant qu'elle ne serait pas engagée à titre de caution, devra, après la levée des scellés apposés par l'autorité locale, être remise, pour en disposer ultérieurement, à l'autorité consulaire.

4. Lorsqu'un sujet d'une des Hautes Parties contractantes se trouvera intéressé dans une succession ouverte sur le territoire de l'autre Partie, soit d'un sujet du même pays, soit d'un regnicole, soit même d'un étranger, les autorités locales devront informer de l'ouverture de la succession le consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire le plus rapproché du lieu du décès.

5. Lorsqu'un sujet français dans les États autrichiens, ou un sujet autrichien en France, sera décédé sur un point où il ne se trouve pas d'autorité consulaire de sa nation, l'autorité locale compétente procédera, conformément à la législation du Pays, à l'inventaire des effets et à la liquidation des biens qu'il aura laissés, et devra donner avis, dans le plus bref délai possible, du résultat de ces opérations à l'ambassade de la nation du défunt ou à l'autorité consulaire la plus voisine du lieu où se sera ouverte la succession.

Mais dès l'instant que le consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire le plus rapproché se présentera personnellement ou aura envoyé un délégué sur les lieux, l'autorité locale qui serait intervenue devra se conformer aux prescriptions de l'article 3 de cette Convention.

6. Les gages et effets ayant appartenu aux matelots ou passagers de l'un des deux Pays, morts à bord d'un navire de l'autre Pays, seront remis, dans le port d'arrivée, à l'autorité compétente du Pays du défunt ou entre les mains du consul de sa nation.

7. La présente Convention entrera en vigueur en même temps que le Traité de commerce conclu par les Hautes Parties contractantes, sous la date de ce jour, et aura la même durée.

8. Les ratifications de la présente Convention seront échangées à Vienne, en même temps que celles du Traité de commerce précité.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait en double expédition, à Vienne, le 11 décembre de l'an de grâce 1866.

(L. S.) Signé GRAMONT.

(L. S.) Signé ED. HERBET.

(L. S.) Signé BEUST.

(L. S.) Signé WÜLLERSTORF.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 Décembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du sceau de l'État :
Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé J. BAROCHÉ.

Signé MOUSTIER.

N° 14,747. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale des Basses-Alpes n° 2, de Digne à Aix, dans les détroits de Saint-Martin, suivant la direction générale indiquée en rouge sur un plan qui restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de l'entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Saint-Cloud, 15 Septembre 1866.*)

N° 14,748. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale du Cantal n° 10, aux abords du pont de l'Allanche, conformément au tracé rouge d'un plan qui restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Saint-Cloud, 15 Septembre 1866.*)

N° 14,749. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Est déclaré d'utilité publique l'établissement d'une nouvelle gare de triage à Courbessac (Gard), ligne de Tarascon à Cette, conformément aux indications d'un plan formant avant-projet, dressé par les ingénieurs de la compagnie, à la date du 12 octobre 1865, lequel plan restera annexé au présent décret.

2° Pour l'acquisition des terrains destinés à former l'assiette de la nouvelle gare, la compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée est substituée aux droits comme aux obligations qui dérivent, pour l'administration, de la loi du 3 mai 1841.

Lesdits terrains seront incorporés au chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée et feront retour en conséquence à l'État, à l'expiration de la concession.

3° Les travaux de la nouvelle gare de Courbessac devront être terminés dans un délai de deux ans. (*Biarritz, 1^{re} Octobre 1866.*)

N° 14,750. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé à la rectification de la route impériale n° 59, de Nancy à Schlestadt, le long de la station du chemin de fer à Étival (Vosges), suivant la direction générale figurée par une ligne rouge sur un plan qui restera annexé au présent décret.

2° La dépense, évaluée à dix mille six cent soixante-seize francs, sera supportée par la compagnie des chemins de fer de l'Est et le département des Vosges, conformément aux déclarations et délibérations des 26 janvier et 27 août 1864.

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de trois ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Biarritz, 1^{re} Octobre 1866.*)

N° 14,751. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé à la rectification de la route impériale n° 15 bis, de Paris au Tréport, dans la côte de Digeon (Seine-Inférieure), entre le département de la Somme et l'entrée d'Aumale, suivant la direction générale figurée par une ligne rouge sur un plan des 2-7 février 1866, qui demeurera annexé au présent décret.

2° La dépense, évaluée à soixante-dix mille francs, sera imputée sur les

fonds affectés annuellement aux rectifications des routes impériales par le budget extraordinaire du ministère des travaux publics.

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Biarritz, 1^{er} Octobre 1866.*)

N° 14,752. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux d'amélioration et de rectification de la route départementale des Bouches-du-Rhône n° 7, entre le pont Flavien et l'aqueduc de Saint-Chamas, conformément au tracé rouge d'un plan qui restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à ces travaux, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Biarritz, 1^{er} Octobre 1866.*)

N° 14,753. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique les travaux de couverture du ru de Marivel à exécuter dans les communes de Viroflay et de Chaville (Seine-et-Oise), suivant le plan dressé par les ingénieurs des ponts et chaussées, les 21-24 octobre 1865; à l'égard de ces travaux, les communes de Viroflay et de Chaville sont substituées aux droits que l'administration tient de la loi du 3 mai 1841.

2. Les travaux seront exécutés par les communes de Viroflay et de Chaville, par application des articles 35, 36 et 37 de la loi du 16 septembre 1807, sous la direction et la surveillance des ingénieurs des ponts et chaussées.

3. La dépense nécessaire à l'exécution des travaux sera payée :

1° Par une subvention de l'État égale au tiers de la dépense, et sans que cette dépense puisse être supérieure à vingt-huit mille huit cent soixante-six francs soixante-six centimes, ladite subvention imputée sur le budget extraordinaire du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics (*Améliorations agricoles*);

2° Par les communes de Viroflay et de Chaville, sauf à avoir égard, lors de la rédaction du rôle de la contribution spéciale destinée à faire face à l'entreprise, aux avantages immédiats qu'acquerraient telles ou telles propriétés privées. (*Biarritz, 8 Octobre 1866.*)

N° 14,754. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Est déclarée d'utilité publique l'occupation des terrains nécessaires à l'établissement de la station de Corbehem (Pas-de-Calais) sur la ligne de

Paris à la frontière de Belgique, lesdits terrains désignés par une concession sur un plan parcellaire, lequel restera annexé au présent décret.

2° Pour l'acquisition des terrains mentionnés à l'article précédent, la compagnie du Nord est substituée aux droits comme aux obligations qui dérivent, pour l'administration, de la loi du 3 mai 1841.

Les expropriations devront être accomplies dans un délai de deux années, à partir de la promulgation du présent décret.

3° Les terrains occupés seront incorporés à la concession du chemin de fer du Nord et feront en conséquence retour à l'État, à l'expiration de ladite concession, comme le chemin de fer lui-même. (Biarritz, 8 Octobre 1866.)



Certifié conforme :

Paris, le 27^e Décembre 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1448.

N° 14,755. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Budget ordinaire de la Guerre, pour l'exercice 1865, un Chapitre destiné à recevoir l'imputation des Dépenses de Solde antérieures à cet exercice.*

Du 30 Novembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, portant que les arrérages de solde et accessoires de solde continueront d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant, mais que le transport en sera effectué à un chapitre spécial, au moyen d'un virement autorisé par une ordonnance qui sera soumise à la sanction législative avec la loi de règlement de l'exercice expiré;

Vu l'article 128 du règlement général du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, sur la comptabilité publique, rappelant les dispositions ci-dessus;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget ordinaire de la guerre, pour l'exercice 1865, un chapitre spécialement destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice; ce chapitre prendra le titre de *Rappels de dépenses payables sur revues, antérieures à 1865 et non passibles de déchéance*.

2. Le crédit du chapitre mentionné à l'article précédent se formera, par compte de virement, de la somme de un million quatre cent cinq mille soixante-deux francs soixante-dix centimes, montant des rappels de solde et autres y assimilés, provisoirement acquittés sur les fonds des chapitres IV, V, VI, VII, XI, XIV, XXI, XXII et XXIII du budget ordinaire de la guerre, pour l'exercice 1865, suivant le tableau annexé au présent décret, et dont les résultats se répartissent comme il suit :

EXERCICE 1861.....	295' 29"
1862.....	2,280 79
1863.....	6,639 23
1864.....	1,395,797 39
TOTAL ÉGAL.....	1,405,062 70

⁽¹⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

3. Les dépenses imputées sur les crédits ouverts par la loi de finances du 8 juin 1864, aux chapitres désignés à l'article 2 ci-dessus, sont atténuées dans les proportions ci-après :

CHAP. IV.	États-majors.....	17,033' 85°
— V.	Gendarmerie impériale.....	20,795 66
— VI.	Solde et prestations en nature.....	1,034,556 00
— VII.	Habillement et campement.....	194 62
— XI.	Justice militaire.....	168 33
— XIV.	Corps indigènes en Algérie.....	326,439 56
— XXI.	Solde de non-activité et solde de réforme.....	4,422 59
— XXII.	Secours.....	1,187 50
— XXIII.	Dépenses temporaires.....	264 79

SOMME ÉGALE..... 1,405,062 70

Tableau des rappels de dépenses payables sur rem.

SERVICES.		1861.				
		Inté- rieur.	Rome.	Alge- rie.	Inté- rieur.	Rome.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
BUDGET ORDINAIRE.						
1 ^{re} SECTION.	Chap. 4. États-majors..	Art. 1 ^{er} . Traitement des maré- chaux de France, officiers gé- néraux supérieurs et autres d'état-major.....	"	"	"	"
		Art. 2. Traitement de l'inten- dance militaire.....	"	"	"	"
		Art. 3. Traitement de l'état-ma- jor des places.....	"	"	"	"
		Art. 4. Traitement de l'état-ma- jor particulier de l'artillerie.	"	"	"	"
		Art. 5. Traitement de l'état-ma- jor particulier du génie.....	"	"	"	"
	Chap. 5. { Gendarmerie impériale.	Art. 1 ^{er} . Gendarmerie.....	"	"	1 15	"
		Art. 2. Garde de Paris.....	"	"	"	"
	A reporter.....		"	"	1 15	"

ÉTAT DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1863.										
1863.						1864.				
Signes.	Algérie.	Intérieur.	Rome.	Mexique.	Algérie.	Intérieur.	Rome.	Mexique.	Algérie.	
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
21	21 12 30	682 72	"	401 90	0 88	27,868 14	201 94	7,243 65	1,830 83	
22 38	21 12 30	950 10	"	320 02	301 87	487,051 35	11,294 37	189,547 77	41,328 26	
23 04	120 00	254 46	"	105 21	659 85	119,089 57	2,056 21	15,654 59	16,592 65	
"	"	997 23	"	"	120 00	79,979 83	456 24	15,310 87	6,636 51	
"	"	88 07	"	"	"	17,569 18	20 70	989 19	783 63	
47 32	3 42	134 30	"	1 30 98	130 98	6,800 06	77 18	2,348 97	5,432 82	
"	"	9 25	"	"	"	1,958 65	"	"	"	
"	"	7 80	"	"	"	875 03	25 19	958 23	431 42	
4 35	"	47 09	"	29 35	"	4,606 44	12 42	142 28	94 24	
"	"	"	"	"	"	128 60	"	24 45	4 57	
"	"	"	"	"	"	"	"	"	51 00	
"	"	"	"	"	"	117 33	"	"	"	
"	1,228 97	"	"	591 00	21 10	"	"	309,112 54	15,482 30	
"	"	668 75	"	"	"	2,342 09	"	"	"	
"	"	15 56	"	"	"	1,239 75	"	"	"	
"	"	90 00	"	"	"	1,097 50	"	"	"	
"	"	68 75	"	"	"	26 25	"	"	"	
22 09	1,354 69	4,007 07	"	1,447 48	1,234 68	750,750 37	14,144 25	541,329 54	89,573 23	
6,689 ^f 23 ^e					1,395,797 ^f 39 ^e					
1,405,062 ^f 70 ^e										

1863.					1864.				
Algérie.	Intérieur.	Rome.	Mexique.	Algérie.	Intérieur.	Rome.	Mexique.	Algérie.	
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
682 72	950 10	254 46	320 02	105 21	27,868 14	201 94	7,243 65	1,830 83	
32 38	254 46	320 02	659 85	119,089 57	487,051 35	11,294 37	189,547 77	41,328 26	
28 04	997 23	105 21	120 00	79,979 83	119,089 57	2,056 21	15,654 59	16,593 65	
	88 07			17,569 18	17,569 18	20 70	989 19	783 63	
47 32	134 30	130 98	6,800 66	77 18	6,800 66	77 18	2,348 97	5,432 82	
	9 25		1,958 65		1,958 65				
	7 80		875 03	25 19	875 03	25 19	955 23	432 42	
4 35	47 09	29 35	4,606 44	12 42	4,606 44	12 42	142 28	941 24	
			128 60	24 45	128 60		24 45	41 57	
								51 00	
					117 33				
	1,228 97	591 00	21 10				309,112 54	15,482 30	
	668 75				2,342 09				
	15 56				1,239 75				
	90 00				1,097 50				
	68 75				26 25				
12 09	1,354 69	4,007 07	1,447 48	1,234 68	750,750 37	14,144 25	541,329 54	89,573 23	
6,689 ^f 23°					1,395,797 ^f 39°				
1,405,062 ^f 70°									

SERVICES.			par art.			
			Intérieur.	Marine.	Médecine.	
			fr. c.	fr. c.	fr. c.	
BUDGET ORDINAIRE.						
II ^e SECTION.	Chap. 4..	États-majors.	Art. 1 ^{er} . Traitement des maréchaux de France, officiers généraux supérieurs et autres d'état-major.....	503 91	"	227 67
			Art. 2. Traitement de l'intendance militaire.....	1,051 66	"	"
			Art. 3. Traitement de l'état-major des places.....	1,327 63	"	"
			Art. 4. Traitement de l'état-major particulier de l'artillerie.....	3,279 73	"	945 84
			Art. 5. Traitement de l'état-major particulier du génie.....	3,477 37	"	3,793 33
	Chap. 5..	Gendarmerie impériale.	Art. 1 ^{er} . Gendarmerie.....	15,069 49	201 94	227 81
			Art. 2. Garde de Paris.....	3,842 23	"	"
			Art. 1 ^{er} . Solde de l'infanterie.....	488,395 84	11,301 67	18,994 67
			Art. 2. Solde de la cavalerie.....	119,471 99	2,056 21	16,006 99
			Art. 3. Solde de l'artillerie.....	81,005 09	456 24	16,448 12
III ^e SECTION.	Chap. 6..	1 ^{re} partie. Solde et abonnements, etc.	Art. 4. Solde du génie.....	17,652 26	20 70	989 19
			Art. 5. Solde des équipages militaires.....	6,933 54	77 18	2,596 29
			Art. 6. Solde des vétérans de l'armée.....	1,967 90	"	"
	Chap. 7..	2 ^e partie. Vivres, chauffage et fourrages..... 3 ^e partie. Hôpitaux militaires.... Habillement et campement.	Art. 1 ^{er} . Personnel.....	882 83	25 19	955 23
			Art. 1 ^{er} . Personnel.....	4,653 53	12 42	176 98
			Art. 1 ^{er} . Personnel.....	128 60	"	24 45
	Chap. 11.	Justice militaire.....	Art. 1 ^{er} . Frais généraux de justice militaire.....	"	"	"
			Art. 4. Prisons militaires dites de place.....	117 33	"	"
V ^e SECTION.	Chap. 14.	Corps indigènes en Algérie. Solde de non-activité et solde de réforme.....	Art. unique, § 1 ^{er} . Solde et abonnements, etc.....	"	"	309,708 54
			Art. 1 ^{er} . Solde de non-activité.....	3,167 28	"	"
			Art. 2. Solde de réforme.....	1,355 31	"	"
	Chap. 22.	Secours.....	Art. unique. Secours éventuels à des soldats blessés.....	1,187 50	"	"
			Art. unique. Traitement de réforme.....	264 79	"	"
TOTAUX.....			755,638 79	14,151 55	542,989 11	

Paris, le 30 novembre 1866.

PAYEMENTS FAITS						
		par chapitre.				
Algérie.	total.	Intérieur.	Rome.	Mexique.	Algérie.	TOTAL.
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
202 28	2,782 86					
"	1,051 66					
3 52	1,331 15	9,840 29	"	6,815 84	577 52	17,035 65
70 21	4,295 77					
301 51	7,572 21					
1,254 19	16,953 43					
	3,842 23	18,911 72	201 94	427 21	1,254 19	20,795 66
41,382 43	731,279 61					
17,288 50	154,787 69					
6,996 51	103,901 96					
783 63	19,445 77					
8,567 22	15,074 23					
"	1,987 90	720,962 97	13,949 61	226,017 47	73,625 95	1,034,556 00
452 42	2,315 67					
941 24	5,783 17					
41 57	194 62	128 60	"	24 45	41 57	194 62
51 00	51 00	117 33	"	"	51 00	168 33
"	117 33					
16,736 02	326,439 56	"	"	309,703 54	16,786 02	326,439 56
"	3,167 28					
"	1,255 31	4,422 59	"	"	"	4,422 59
"	1,187 50	1,187 50	"	"	"	1,187 50
"	264 79	264 79	"	"	"	264 79
92,286 25	1,405,062 70	755,635 79	14,151 55	542,989 11	92,286 25	1,405,062 70

Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État de la guerre.

Signé RANDON.

N° 14,756. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédit au Budget du Ministère de l'Intérieur, exercice 1866.

Du 13 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget ordinaire de l'exercice 1866;

Vu notre décret du 28 octobre 1865 ⁽¹⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits dudit budget;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861, l'article 55 de notre décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽³⁾, sur les virements de crédits;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 23 novembre 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert, pour l'exercice 1866, au budget du ministère de l'intérieur, chapitre xiv, section 5, pour dépenses et frais de transport des détenus, est réduit d'une somme de trois cent mille francs (300,000').

2. Le crédit ouvert, pour le même exercice, au chapitre xvii, section 6, du budget du ministère de l'intérieur (*Secours généraux à des établissements de bienfaisance*), est augmenté d'une somme égale de trois cent mille francs (300,000').

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 13 Décembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

⁽¹⁾ Bull. 1343, n° 23,738.

⁽²⁾ Bull. 1065, n° 10,527.

⁽³⁾ Bull. 440, n° 4110.

N° 14,757. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui institue une Commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux Courtiers de marchandises du département de l'Aveyron.

Du 13 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les articles 15 et 16 de la loi du 18 juillet 1866;

Vu la décision du ministre des finances, en date du 20 septembre 1866, désignant MM. *Duvergier*, *Labeyrie* et *Bailly* pour faire partie de la commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département de l'Aveyron;

Vu le procès-verbal constatant la désignation faite, pour le même département, de MM. *Delsol*, *Beaumelon* et *Collet* comme membres de ladite commission;

Vu la désignation faite à l'unanimité, par les six membres ci-dessus désignés, de MM. *Allou*, *Dillais* et *Mayran* pour compléter la commission,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises pour le département de l'Aveyron sera composée de :

MM. *Duvergier*, président de la section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes du Conseil d'État;

Labeyrie, chef de la division du contentieux au ministère des finances;

Bailly, inspecteur général des finances;

Delsol, avocat;

Beaumelon, avoué au tribunal de première instance de la Seine;

Collet, négociant, à Paris;

Allou, bâtonnier de l'ordre des avocats près la cour impériale de Paris;

Dillais, ancien agréé, membre du conseil municipal de la ville de Paris;

Mayran, ancien négociant, membre du conseil général de l'Aveyron.

2. M. *Duvergier* est nommé président, et M. *Labeyrie*, secrétaire de la commission.

3. En cas d'absence du président ou du secrétaire, ils sont remplacés, le premier par le plus âgé, le second par le plus jeune des membres de la commission.

4. Les décisions de la commission seront signées par tous les membres présents et déposées en minute au secrétariat général du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,

MM. Labeyrie, chef de la division du contentieux au ministère des finances;

Bailly, inspecteur général des finances;

Grusse (Philibert), propriétaire, à Caen;

Roger, avoué à la cour impériale de Caen;

Sorol (Emile), négociant, à Honfleur;

Blanche, avocat général à la cour de cassation;

d'Eichtal (Adolphe), ancien banquier, à Paris;

Berthier, ancien président du tribunal de commerce du département de la Seine, membre de la chambre de commerce de Paris.

2. **M. Duvergier** est nommé président, et **M. Labeyrie**, secrétaire de la commission.

3. En cas d'absence du président ou du secrétaire, ils sont remplacés, le premier par le plus âgé, le second par le plus jeune des membres de la commission.

4. Les décisions de la commission seront signées par tous les membres présents et déposées en minute au secrétariat général du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 13 Décembre 1866.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé **ARMAND DÉRIVÉ**.

N° 14,760. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui institue une Commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux Courtiers de marchandises du département du Finistère.

Du 13 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les articles 15 et 16 de la loi du 18 juillet 1866;

Vu la décision du ministre des finances, en date du 20 septembre 1866, désignant **MM. Duvergier, Labeyrie** et **Bailly** pour faire partie de la commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département du Finistère;

Vu le procès-verbal constatant la désignation faite, pour le même département, de **MM. Lehir, Laurent Jay** et **Julien Jay** comme membres de ladite commission;

Vu la désignation faite à l'unanimité, par les six membres ci-dessus désignés, de MM. *Blanche*, d'*Eichtal* et *Berthier* pour compléter la commission,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises pour le département du Finistère sera composée de :

MM. *Duvergier*, président de la section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes du Conseil d'État;

Labeyrie, chef de la division du contentieux au ministère des finances;

Bailly, inspecteur général des finances;

Lehir (*Louis*), docteur en droit;

Jay (*Laurent*), publiciste;

Jay (*Julien*), publiciste;

Blanche, avocat général à la cour de cassation;

d'*Eichtal* (*Adolphe*), ancien banquier, à Paris;

Berthier, ancien président du tribunal de commerce de la Seine, membre de la chambre de commerce de Paris.

2. M. *Duvergier* est nommé président, et M. *Labeyrie*, secrétaire de la commission.

3. En cas d'absence du président ou du secrétaire, ils sont remplacés, le premier par le plus âgé, le second par le plus jeune des membres de la commission.

4. Les décisions de la commission seront signées par tous les membres présents et déposées en minute au secrétariat général du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 13 Décembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 14,761. — DÉCRET IMPÉRIAL qui institue une Commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux Courtiers de marchandises du département du Gard.

Du 13 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les articles 15 et 16 de la loi du 18 juillet 1866;

Vu la décision du ministre des finances, en date du 20 septembre 1866, désignant MM. *Duvergier*, *Labeyrie* et *Bailly* pour faire partie de la commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département du Gard;

Vu le procès-verbal constatant la désignation faite, pour le même département, de MM. *Guiraud*, *Gasquet* et *Eugène Chas* comme membres de ladite commission;

Vu la désignation faite à l'unanimité, par les six membres ci-dessus désignés, de MM. *Berthier*, *Dillais* et *Devincq* pour compléter la commission;

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises pour le département du Gard sera composée de :

MM. *Duvergier*, président de la section de l'intérieur, de l'ins-
truction publique et des cultes du Conseil d'État;

Labeyrie, chef de la division du contentieux au ministère des
finances;

Bailly, inspecteur général des finances;

Guiraud, président de la chambre de commerce de Nîmes;

Gasquet, négociant, à Paris;

Chas (Eugène), négociant, à Paris;

Berthier, ancien président du tribunal de commerce du dépar-
tement de la Seine, membre de la chambre de commerce
de Paris;

Dillais, ancien agréé, membre du conseil municipal de la ville
de Paris;

Devincq, ancien président du tribunal de commerce du dépar-
tement de la Seine.

2. M. *Duvergier* est nommé président, et M. *Labeyrie*, secrétaire de
la commission.

3. En cas d'absence du président ou du secrétaire, ils sont rem-
placés, le premier par le plus âgé, le second par le plus jeune des
membres de la commission.

4. Les décisions de la commission seront signées par tous les
membres présents et déposées en minute au secrétariat général du
ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du pré-
sent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 13 Décembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉRENGER.

N° 14,762. — DÉCRET IMPÉRIAL qui institue une Commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux Courtiers de marchandises du département de la Gironde.

Du 13 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les articles 15 et 16 de la loi du 18 juillet 1866;

Vu la décision du ministre des finances, en date du 20 septembre 1866, désignant MM. Duvergier, Labeyrie et Bailly pour faire partie de la commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département de la Gironde;

Vu le procès-verbal constatant la désignation faite, pour le même département, de MM. Lalande, Sénac et Hall comme membres de ladite commission;

Vu la désignation faite à l'unanimité, par les six membres ci-dessus dénommés, de MM. Allou, Dillais et Devinck pour compléter la commission,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises pour le département de la Gironde sera composée de :

MM. Duvergier, président de la section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes du Conseil d'État;

Labeyrie, chef de la division du contentieux au ministère des finances;

Bailly, inspecteur général des finances;

Lalande, négociant, à Bordeaux;

Sénac, ancien directeur au ministère de l'agriculture et du commerce;

Hall, avocat, à Paris;

Allou, bâtonnier de l'ordre des avocats près la cour impériale de Paris;

Dillais, ancien agréé, membre du conseil municipal de la ville de Paris;

Devinck, ancien président du tribunal de commerce du département de la Seine.

2. M. Duvergier est nommé président, et M. Labeyrie, secrétaire de la commission.

3. En cas d'absence du président ou du secrétaire, ils sont remplacés, le premier par le plus âgé, le second par le plus jeune des membres de la commission.

4. Les décisions de la commission seront signées par tous les membres présents et déposées en minute au secrétariat général du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiegne, le 13 Décembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 14,763. — **DÉCRET IMPÉRIAL**, qui institue une Commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux Courtiers de marchandises du département de la Loire.

Du 13 Décembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les articles 15 et 16 de la loi du 18 juillet 1866;

Vu la décision du ministre des finances, en date du 20 septembre 1866, désignant MM. *Duvergier*, *Labeyrie* et *Bailly* pour faire partie de la commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département de la Loire;

Vu le procès-verbal constatant la désignation faite, pour le même département, de MM. *Faure Belon*, *Castel* et *Vier* comme membres de ladite commission;

Vu la désignation faite à l'unanimité, par les six membres ci-dessus dénommés, de MM. *Heurtier*, *Robin* et d'*Eichtal* pour compléter la commission.

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises pour le département de la Loire sera composée de :

MM. *Duvergier*, président de la section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes du Conseil d'État;

Labeyrie, chef de la division du contentieux au ministère des finances;

Bailly, inspecteur général des finances;

Belon (Faure), négociant, à Saint-Étienne;

Castel (Constant), négociant, à Saint-Étienne;

Vier (Louis), ancien avoué, à Saint-Étienne;

Heurtier, conseiller d'État;

Robin, ancien courtier, à Paris;

d'*Eichtal (Adolphe)*, ancien banquier, à Paris.

2. M. Duvergier est nommé président, et M. Labeyrie, secrétaire de la commission.

3. En cas d'absence du président ou du secrétaire, ils sont remplacés, le premier par le plus âgé, le second par le plus jeune des membres de la commission.

4. Les décisions de la commission seront signées par tous les membres présents et déposées en minute au secrétariat général du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiegne, le 13 Décembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉREZ.

N° 14,764. — DÉCRET IMPÉRIAL qui institue une Commission chargée de fixer l'Indemnité à payer aux Courtiers de marchandises du département de la Loire-Inférieure.

Du 13 Décembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu les articles 15 et 16 de la loi du 18 juillet 1866 ;

Vu la décision du ministre des finances, en date du 20 septembre 1866, désignant MM. Duvergier, Labeyrie et Bailly pour faire partie de la commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département de la Loire-Inférieure ;

Vu le procès-verbal constatant la désignation faite, pour le même département, de MM. Roux, Maisonneuve et Guillon comme membres de ladite commission ;

Vu la désignation faite à l'unanimité, par les six membres ci-dessus dénommés, de MM. Allou, Dillais et d'Eichthal pour compléter la commission,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises pour le département de la Loire-Inférieure sera composée de :

MM. Duvergier, président de la section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes du Conseil d'État ;

Labeyrie, chef de la division du contentieux au ministère des finances ;

MM. *Bailly*, inspecteur général des finances ;
Roux (Jules), ancien président du tribunal de commerce de
 Nantes ;
Maisonneuve, avocat, à Nantes ;
Guillon (Alfred), ancien président du tribunal de commerce
 de Nantes ;
Allou, bâtonnier de l'ordre des avocats près la cour impériale
 de Paris ;
Dallais, ancien agréé, membre du conseil municipal de la ville
 de Paris ;
d'Eichtal, ancien banquier, à Paris.

2. *M. Duvergier* est nommé président, et *M. Labeyrie*, secrétaire de la commission.

3. En cas d'absence du président ou du secrétaire, ils sont remplacés, le premier par le plus âgé, le second par le plus jeune des membres de la commission.

4. Les décisions de la commission seront signées par tous les membres présents et déposées en minute au secrétariat général du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 13 Décembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
 du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14,765. — DÉCRET IMPÉRIAL qui institue une Commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux Courtiers de marchandises du département du Loiret.

Du 13 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu les articles 15 et 16 de la loi du 18 juillet 1866 ;

Vu la décision du ministre des finances, en date du 20 septembre 1866, désignant MM. *Duvergier*, *Labeyrie* et *Bailly* pour faire partie de la commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département du Loiret ;

Vu le procès-verbal constatant la désignation faite, pour le même dépar-

tement, de MM. *Bernier*, *Feillâtre* et *Breton*, comme membres de ladite commission.

Vu la désignation faite à l'unanimité, par les six membres ci-dessus désignés, de MM. *Nogent Saint-Laurens*, *Berthier* et *Dillais* pour compléter la commission,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises pour le département du Loiret sera composée de :

MM. *Duvergier*, président de la section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes du Conseil d'État;

Labeyrie, chef de la division du contentieux au ministère des finances;

Bailly, inspecteur général des finances;

Bernier, notaire, à Orléans;

Feillâtre, avocat, à Orléans;

Breton (Émile), négociant, à Orléans;

Nogent Saint-Laurens, député au Corps législatif;

Berthier, ancien président du tribunal de commerce du département de la Seine, membre de la chambre de commerce de Paris;

Dillais, ancien agréé, membre du conseil municipal de la ville de Paris.

2. M. *Duvergier* est nommé président, et M. *Labeyrie*, secrétaire de la commission.

3. En cas d'absence du président ou du secrétaire, ils sont remplacés, le premier par le plus âgé, le second par le plus jeune des membres de la commission.

4. Les décisions de la commission seront signées par tous les membres présents et déposées en minute au secrétariat général du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 13 Décembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉNIC.

N° 14,766. — DÉCRET IMPÉRIAL qui institue une Commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département du Nord.
Du 13 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les articles 15 et 16 de la loi du 18 juillet 1866;

Vu la décision du ministre des finances, en date du 20 septembre 1866, désignant MM. Duvergier, Labeyrie et Bailly pour faire partie de la commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département du Nord;

Vu le procès-verbal constatant la désignation faite, pour de même département, de MM. Hamoir, Bernard et Maurice comme membres de ladite commission;

Vu la désignation faite à l'unanimité, par les six membres ci-dessus nommés, de MM. Berthier, Devinck et d'Eichtal pour compléter la commission;

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises pour le département du Nord sera composée de :

MM. Duvergier, président de la section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes du Conseil d'État;

Labeyrie, chef de la division du contentieux au ministère des finances;

Bailly, inspecteur général des finances;

Hamoir (Alfred), banquier, à Dunkerque;

Bernard (Henri), industriel, à Lille;

Maurice (Jules), propriétaire, à Douai;

Berthier, ancien président du tribunal de commerce du département de la Seine, membre de la chambre de commerce de Paris;

Devinck, ancien président du tribunal de commerce du département de la Seine;

d'Eichtal (Adolphe), ancien banquier, à Paris.

2. M. Duvergier est nommé président, et M. Labeyrie, secrétaire de la commission.

3. En cas d'absence du président ou du secrétaire, ils sont remplacés, le premier par le plus âgé, le second par le plus jeune des membres de la commission.

4. Les décisions de la commission seront signées par tous les membres présents et déposées en minute au secrétariat général du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 13 Décembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉNIC.

N° 14,767. — DÉCRET IMPÉRIAL qui institue une Commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux Courtiers de marchandises du département du Bas-Rhin.

Du 13 Décembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les articles 15 et 16 de la loi du 18 juillet 1866;

Vu la décision du ministre des finances, en date du 20 septembre 1866, désignant MM. Duvergier, Labeyrie et Bailly pour faire partie de la commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département du Bas-Rhin;

Vu le procès-verbal constatant la désignation faite, pour le même département, de MM. Joseph Simon, Ch. Grün et Maurice Engelhard comme membres de ladite commission;

Vu la désignation faite à l'unanimité, par les six membres ci-dessus dénommés, de MM. Allou, Berthier et Dillais pour compléter la commission,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit:

ART. 1^{er}. La commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises pour le département du Bas-Rhin sera composée de :

MM. Duvergier, président de la section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes du Conseil d'État;

Labeyrie, chef de la division du contentieux au ministère des finances;

Bailly, inspecteur général des finances;

Simon (Joseph), négociant, à Strasbourg;

Grün (Charles), négociant, à Strasbourg;

Engelhard (Maurice), avocat, à Strasbourg;

Allou, bâtonnier de l'ordre des avocats près la cour impériale de Paris;

Berthier, ancien président du tribunal de commerce du départ-

tement de la Seine, membre de la chambre de commerce de Paris;

M. Dillais, ancien agréé, membre du conseil municipal de la ville de Paris.

2. M. Duvergier est nommé président, et M. Labeyrie, secrétaire de la commission.

3. En cas d'absence du président ou du secrétaire, ils sont remplacés, le premier par le plus âgé, le second par le plus jeune des membres de la commission.

4. Les décisions de la commission seront signées par tous les membres présents et déposées en minute au secrétariat général du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 13 Décembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14.768. — DÉCRET IMPÉRIAL qui institue une Commission chargée de fixer l'Indemnité à payer aux Courtiers de marchandises du département de la Seine.

Du 13 Décembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les articles 15 et 16 de la loi du 18 juillet 1866;

Vu la décision du ministre des finances, en date du 20 septembre 1866, désignant MM. Duvergier, Labeyrie et Bailly pour faire partie de la commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département de la Seine;

Vu le procès-verbal constatant la désignation faite, pour le même département, de MM. Drouin, Léon Depinay et Rousse comme membres de ladite commission;

Vu la désignation faite à l'unanimité, par les six membres ci-dessus désignés, de MM. Berthier, Allou et Dillais pour compléter la commission.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux

courtiers de marchandises pour le département de la Seine sera composée de :

MM. Duvergier, président de la section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes du Conseil d'État;

Labeyrie, chef de la division du contentieux au ministère des finances;

Bailly, inspecteur général des finances;

Drouin, négociant, à Paris;

Depinay (Léon), négociant, à Paris;

Rousse (Edmond), avocat, à Paris;

Berthier, ancien président du tribunal de commerce du département de la Seine, membre de la chambre de commerce de Paris;

Allou, bâtonnier de l'ordre des avocats près la cour impériale de Paris;

Dillais, ancien agréé, membre du conseil municipal de la ville de Paris.

2. **M. Duvergier** est nommé président, et **M. Labeyrie**, secrétaire de la commission.

3. En cas d'absence du président ou du secrétaire, ils sont remplacés, le premier par le plus âgé, le second par le plus jeune des membres de la commission.

4. Les décisions de la commission seront signées par tous les membres présents et déposées en minute au secrétariat général du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 13 Décembre 1866.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé **ARMAND BÉHIC**.

N° 14,769. — DÉCRET IMPÉRIAL qui institue une Commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux Courtiers de marchandises du département de la Seine-Inférieure.

Du 13 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les articles 15 et 16 de la loi du 18 juillet 1866;

Vu la décision du ministre des finances, en date du 20 septembre 1866, désignant MM. *Duvergier*, *Labeyrie* et *Bailly* pour faire partie de la commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département de la Seine-Inférieure;

Vu le procès-verbal constatant la désignation faite, pour le même département, de MM. *Ancel*, *Cardinne* et *Hartmann* comme membres de ladite commission;

Vu la désignation faite à l'unanimité, par les six membres ci-dessus énumérés, de MM. *Vaïsse*, *Dillais* et *Allou* pour compléter la commission,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises pour le département de la Seine-Inférieure sera composée de :

MM. *Duvergier*, président de la section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes du Conseil d'État;
Labeyrie, chef de la division du contentieux au ministère des finances;
Bailly, inspecteur général des finances;
Ancel (*Jules*), député au Corps législatif;
Cardinne, courtier honoraire, ancien adjoint au maire de la ville de Rouen;
Hartmann, négociant, à Rouen;
Vaïsse, président de chambre à la cour de cassation;
Dillais, ancien agréé, membre du conseil municipal de la ville de Paris;
Allou, bâtonnier de l'ordre des avocats près la cour impériale de Paris.

2. M. *Duvergier* est nommé président, et M. *Labeyrie*, secrétaire de la commission.

3. En cas d'absence du président ou du secrétaire, ils sont remplacés, le premier par le plus âgé, le second par le plus jeune des membres de la commission.

4. Les décisions de la commission seront signées par tous les membres présents et déposées en minute au secrétariat général du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 13 Décembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉNIC.

N° 1448. DÉCRET IMPÉRIAL qui institue une Commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département de la Somme.

Du 13 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les articles 15 et 16 de la loi du 18 juillet 1866;

Vu la décision du ministre des finances, en date du 20 septembre 1866, désignant MM. Duvergier, Labeyrie et Bailly pour faire partie de la commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département de la Somme;

Vu le procès-verbal constatant la désignation faite, pour le même département, de MM. Douillet, Riquier et Chivot comme membres de ladite commission;

Vu la désignation faite à l'unanimité, par les six membres ci-dessus dénommés, de MM. Devinck, Berthier et Allou pour compléter la commission,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit:

ART. 1^{er}. La commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises pour le département de la Somme sera composée de:

MM. Duvergier, président de la section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes du Conseil d'État;

Labeyrie, chef de la division du contentieux au ministère des finances;

Bailly, inspecteur général des finances;

Douillet (Firmin), négociant, à Amiens;

Riquier (Alexandre), négociant, à Amiens;

Chivot (Charles), négociant, à Amiens;

Devinck, ancien président du tribunal de commerce du département de la Seine;

Berthier, ancien président du tribunal de commerce du département de la Seine, membre de la chambre de commerce de Paris;

Allou, bâtonnier de l'ordre des avocats près la cour impériale de Paris.

2. M. Duvergier est nommé président, et M. Labeyrie, secrétaire de la commission.

3. En cas d'absence du président ou du secrétaire, ils sont remplacés, le premier par le plus âgé, le second par le plus jeune des membres de la commission.

4. Les décisions de la commission seront signées par tous les membres présents et déposées en minute au secrétariat général du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 13 Décembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14,771. — DÉCRET IMPÉRIAL qui institue une Commission chargée de fixer l'Indemnité à payer aux Courtiers de marchandises du département de Tarn-et-Garonne.

Du 13 Décembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu les articles 15 et 16 de la loi du 18 juillet 1866 ;

Vu la décision du ministre des finances, en date du 20 septembre 1866, désignant MM. Duvergier, Labeyrie et Bailly pour faire partie de la commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département de Tarn-et-Garonne ;

Vu le procès-verbal constatant la désignation faite, pour le même département, de MM. Teyssier, Delapalme et de Freycinet comme membres de ladite commission ;

Vu la désignation faite à l'unanimité, par les six membres ci-dessus désignés, de MM. Berthier, Devinck et d'Eichtal, pour compléter la commission,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises pour le département de Tarn-et-Garonne sera composée de :

MM. Duvergier, président de la section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes du Conseil d'État ;

Labeyrie, chef de la division du contentieux au ministère des finances ;

Bailly, inspecteur général des finances ;

Teyssier, ancien banquier, membre du conseil général du département de Tarn-et-Garonne ;

Delapalme, publiciste ;

de Freycinet, ingénieur des mines ;

Berthier, ancien président du tribunal de commerce du dé-

partement de la Seine, membre de la chambre de commerce de Paris;

MM. *Devinck*, ancien président du tribunal de commerce du département de la Seine;

d'Eichtal (Ad.), ancien banquier, à Paris.

2. M. *Duvergier* est nommé président, et M. *Labeyrie*, secrétaire de la commission.

3. En cas d'absence du président ou du secrétaire, ils sont remplacés, le premier par le plus âgé, le second par le plus jeune des membres de la commission.

4. Les décisions de la commission seront signées par tous les membres présents et déposées en minute au secrétariat général du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 13 Décembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14,772. — DÉCRET IMPÉRIAL qui institue une Commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux Courtiers de marchandises du département de la Vienne.

Du 13 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les articles 15 et 16 de la loi du 18 juillet 1866;

Vu la décision du ministre des finances, en date du 20 septembre 1866, désignant MM. *Duvergier*, *Labeyrie* et *Bailly* pour faire partie de la commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département de la Vienne;

Vu le procès-verbal constatant la désignation faite, pour le même département, de MM. *Néret*, *Tavernier* et *Masson* comme membres de ladite commission;

Vu la désignation faite à l'unanimité, par les six membres ci-dessus dénommés, de MM. *Allou*, *Berthier* et *Dillais* pour compléter la commission,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux

courtiers de marchandises pour le département de la Vienne sera composée de :

- MM. *Duvergier*, président de la section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes du Conseil d'État;
- Labeyrie*, chef de la division du contentieux au ministère des finances;
- Bailly*, inspecteur général des finances;
- Néret (Octave)*, ancien président du tribunal de commerce de Châtellerault;
- Tavernier*, ancien courtier et ancien membre de la chambre syndicale des courtiers de Paris;
- Masson*, avocat, à Paris;
- Allou*, bâtonnier de l'ordre des avocats près la cour impériale de Paris;
- Berthier*, ancien président du tribunal de commerce du département de la Seine, membre de la chambre de commerce de Paris;
- Dillais*, ancien agréé, membre du conseil municipal de la ville de Paris.

2. M. *Duvergier* est nommé président, et M. *Labeyrie*, secrétaire de la commission.

3. En cas d'absence du président ou du secrétaire, ils sont remplacés, le premier par le plus âgé, le second par le plus jeune des membres de la commission.

4. Les décisions de la commission seront signées par tous les membres présents et déposées en minute au secrétariat général du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 13 Décembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur:

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14.773. — DÉCRET IMPÉRIAL qui déclare applicables aux Pays y désignés les dispositions du Traité de commerce conclu, le 11 décembre 1866, avec l'Autriche.

Du 19 Décembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre, le 23 janvier 1860⁽¹⁾, ainsi que les conventions annexes des 12 octobre⁽²⁾ et 16 novembre de la même année⁽³⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec la Belgique, le 1^{er} mai 1861⁽⁴⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec la Prusse, le 2 août 1862⁽⁵⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Italie, le 17 janvier 1863⁽⁶⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec la Suisse, le 30 juin 1864⁽⁷⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec les royaumes-unis de Suède et de Norvège, le 14 février 1865⁽⁸⁾;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec les villes libres et anséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck, le 4 mars 1865⁽⁹⁾;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, le 9 juin 1865⁽¹⁰⁾;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu entre la France et les Pays-Bas, le 7 juillet 1865⁽¹¹⁾;

Vu les traités de commerce et de navigation conclus avec l'Autriche, le 11 décembre 1866⁽¹²⁾,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dispositions du traité de commerce conclu, le 11 décembre 1866, avec l'Autriche sont applicables à l'Angleterre, à la Belgique, au Zollverein, à l'Italie, à la Suisse, aux royaumes-unis de Suède et de Norvège, aux villes libres et anséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck, au grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin et aux Pays-Bas.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Décembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

⁽¹⁾ Bull. 778, n° 7414.

⁽²⁾ Bull. 863, n° 8342.

⁽³⁾ Bull. 875, n° 8436.

⁽⁴⁾ Bull. 933, n° 9054.

⁽⁵⁾ Bull. 1285, n° 13,122.

⁽⁶⁾ Bull. 1174, n° 11,938.

⁽⁷⁾ Bull. 1253, n° 12,786.

⁽⁸⁾ Bull. 1275, n° 13,028.

⁽⁹⁾ Bull. 1293, n° 13,265.

⁽¹⁰⁾ Bull. 1302, n° 13,353.

⁽¹¹⁾ Bull. 1328, n° 13,605.

⁽¹²⁾ Bull. 1447, n° 14,741 et 14,742.

N° 14,774. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif aux Marchandises d'origine ou de manufacture de l'Autriche reprises dans le Traité conclu, le 11 décembre 1866, entre la France et l'Autriche, importées autrement que par terre ou par navires français ou sous pavillon autrichien.*

Du 19 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu les décrets du 19 décembre 1866⁽¹⁾, portant promulgation des traités de commerce et de navigation conclus, le 11 décembre 1866, entre la France et l'Autriche,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les marchandises d'origine ou de manufacture de l'Autriche reprises dans le traité conclu, le 11 décembre 1866, entre la France et l'Autriche, importées autrement que par terre ou par navires français ou sous pavillon autrichien, seront soumises :

1° A une surtaxe de vingt-cinq centimes pour cent kilogrammes, lorsque ces marchandises sont affranchies de tout droit à l'entrée ou lorsqu'elles sont taxées à moins de trois francs par cent kilogrammes ;

2° Aux surtaxes édictées par l'article 7 de la loi du 28 avril 1816, lorsque ces marchandises sont assujetties à un droit de trois francs et au-dessus par cent kilogrammes.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Décembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14,775. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif à l'importation des Tissus de l'Autriche taxés à la valeur.*

Du 19 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

⁽¹⁾ Bull. 1447, n° 14,741 et 14,742.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Angleterre, le 23 janvier 1860⁽¹⁾, et les conventions complémentaires des 12 octobre⁽²⁾ et 16 novembre de la même année⁽³⁾ ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Belgique, le 1^{er} mai 1861⁽⁴⁾ ;

Vu le traité conclu avec la Prusse, le 2 août 1862⁽⁵⁾ ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Italie, le 17 janvier 1863⁽⁶⁾ ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Suisse, le 30 juin 1864⁽⁷⁾ ;

Vu le traité de commerce conclu avec les royaumes-unis de Suède et de Norvège, le 14 février 1865⁽⁸⁾ ;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec les villes libres et anseatiques de Brême, Hambourg et Lubeck, le 4 mars 1865⁽⁹⁾ ;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, le 9 juin 1865⁽¹⁰⁾ ;

Vu la convention de commerce conclue entre la France et l'Espagne, le 18 juin 1865⁽¹¹⁾ ;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu entre la France et les Pays-Bas, le 7 juillet 1865⁽¹²⁾ ;

Vu les traités de commerce et de navigation conclus, le 11 décembre 1866⁽¹³⁾, avec l'Autriche ;

Vu nos décrets des 9 septembre⁽¹⁴⁾, 14 décembre 1861 (article 2)⁽¹⁵⁾, 8 janvier⁽¹⁶⁾, 15 février⁽¹⁷⁾, 23 novembre 1862⁽¹⁸⁾, 15 avril⁽¹⁹⁾, 16 juillet 1863⁽²⁰⁾ et 20 janvier 1864⁽²¹⁾, fixant les ports et bureaux de douanes ouverts à l'importation des tissus anglais, belges et italiens,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dispositions des décrets susvisés sont applicables aux tissus de l'Autriche taxés à la valeur.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Décembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉNIC.

⁽¹⁾ Bull. 778, n° 7414.

⁽²⁾ Bull. 863, n° 8342.

⁽³⁾ Bull. 875, n° 8436.

⁽⁴⁾ Bull. 933, n° 9054.

⁽⁵⁾ Bull. 1285, n° 13,122.

⁽⁶⁾ Bull. 1174, n° 11,938.

⁽⁷⁾ Bull. 1253, n° 12,786.

⁽⁸⁾ Bull. 1275, n° 13,028.

⁽⁹⁾ Bull. 1293, n° 13,265.

⁽¹⁰⁾ Bull. 1302, n° 13,353.

⁽¹¹⁾ Bull. 1326, n° 13,589.

⁽¹²⁾ Bull. 1328, n° 13,605.

⁽¹³⁾ Bull. 1447, n° 14,741 et 14,742.

⁽¹⁴⁾ Bull. 964, n° 9506.

⁽¹⁵⁾ Bull. 984, n° 9749.

⁽¹⁶⁾ Bull. 993, n° 9831.

⁽¹⁷⁾ Bull. 1000, n° 9953.

⁽¹⁸⁾ Bull. 1071, n° 10,744.

⁽¹⁹⁾ Bull. 1104, n° 11,101.

⁽²⁰⁾ Bull. 1135, n° 11,494.

⁽²¹⁾ Bull. 1176, n° 11,984.

N° 14,776. — DÉCRET IMPÉRIAL portant que les décrets des 1^{er} octobre, 14 décembre 1861 et 20 juillet 1862, relatifs à l'importation des Marchandises d'origine anglaise ou belge y énumérées, sont applicables aux Marchandises et Produits similaires d'origine autrichienne.

Du 19 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre, le 23 janvier 1860 ⁽¹⁾, ainsi que les conventions annexes des 12 octobre ⁽²⁾ et 16 novembre ⁽³⁾ de la même année;

Vu le traité de commerce conclu avec la Belgique, le 1^{er} mai 1861 ⁽⁴⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec la Prusse, le 2 août 1862 ⁽⁵⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Italie, le 17 janvier 1863 ⁽⁶⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec la Suisse, le 30 juin 1864 ⁽⁷⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec les royaumes-unis de Suède et de Norvège, le 14 février 1865 ⁽⁸⁾;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec les villes libres et anséatiques de Brème, Hambourg et Lubeck, le 4 mars 1865 ⁽⁹⁾;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, le 9 juin 1865 ⁽¹⁰⁾;

Vu la convention de commerce conclue entre la France et l'Espagne, le 18 juin 1865 ⁽¹¹⁾;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu entre la France et les Pays-Bas, le 7 juillet 1865 ⁽¹²⁾;

Vu les traités de commerce et de navigation conclus avec l'Autriche, le 11 décembre 1866 ⁽¹³⁾;

Vu nos décrets des 1^{er} octobre ⁽¹⁴⁾ et 14 décembre 1861 (article 1^{er}) ⁽¹⁵⁾ et 20 juillet 1862 ⁽¹⁶⁾, qui fixent les restrictions d'entrée et d'emballage applicables à l'importation des marchandises d'origine anglaise ou belge y énumérées,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dispositions de nos décrets susvisés sont applicables aux marchandises et produits similaires d'origine autrichienne.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances,

⁽¹⁾ Bull. 778, n° 7414.

⁽²⁾ Bull. 863, n° 8342.

⁽³⁾ Bull. 875, n° 8436.

⁽⁴⁾ Bull. 933, n° 9054.

⁽⁵⁾ Bull. 1285, n° 13,122.

⁽⁶⁾ Bull. 1174, n° 11,938.

⁽⁷⁾ Bull. 1253, n° 12,786.

⁽⁸⁾ Bull. 1275, n° 13,028.

⁽⁹⁾ Bull. 1293, n° 13,265.

⁽¹⁰⁾ Bull. 1302, n° 13,353.

⁽¹¹⁾ Bull. 1326, n° 13,589.

⁽¹²⁾ Bull. 1328, n° 13,605.

⁽¹³⁾ Bull. 1447, n° 14,741 et 14,742.

⁽¹⁴⁾ Bull. 966, n° 9538.

⁽¹⁵⁾ Bull. 984, n° 9749.

⁽¹⁶⁾ Bull. 1044, n° 10,515.

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Décembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 14,777. — DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à la ville d'Amiens un Entrepôt réel pour les Marchandises prohibées et non prohibées.

Du 19 Décembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 27 février 1832;

Vu la loi du 26 juin 1835,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Un entrepôt réel pour les marchandises prohibées et non prohibées est accordé à la ville d'Amiens (Somme) sous les conditions prescrites par les lois et règlements, notamment par l'article 10 de la loi du 27 février 1832.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Décembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 14,778. — DÉCRET IMPÉRIAL portant Règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 9 de la loi du 18 juillet 1866, sur les Courtiers de marchandises.

Du 22 Décembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu l'article 9 de la loi du 18 juillet 1866, sur les courtiers de marchandises, ledit article ainsi conçu :

« Art. 9. Dans chaque ville où il existe une bourse de commerce, le cours des marchandises sera constaté par les courtiers inscrits, réunis, s'il y a lieu, à un certain nombre de courtiers non inscrits et de négociants de la place, dans la forme qui sera prescrite par un règlement d'administration publique ; »

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Dans les villes où il existe une liste de courtiers de marchandises dressée par le tribunal de commerce, le cours des marchandises est constaté par les courtiers inscrits sur ladite liste.

2. Toutefois, dans le cas où les courtiers inscrits ne représenteraient pas suffisamment tous les genres de commerce ou d'opérations qui se pratiquent sur la place, la chambre de commerce, après avis de la chambre syndicale des courtiers inscrits, peut décider qu'un certain nombre de courtiers non inscrits et de négociants de la place se réuniront aux courtiers inscrits pour concourir avec eux à la constatation du cours des marchandises. Elle fixe, en ce cas, le nombre de courtiers non inscrits et de négociants de la place qui feront partie de la réunion chargée de constater le cours, et les désigne.

3. Il est procédé chaque année à l'exécution du précédent article.

Les courtiers non inscrits et les négociants de la place, désignés conformément aux dispositions qui précèdent, ne peuvent faire partie que pendant une année de la réunion chargée de constater le cours des marchandises. Ils peuvent être désignés de nouveau après un intervalle d'une année.

4. Si, dans le cours de l'année, un des courtiers non inscrits et des négociants de la place désignés pour procéder, avec les courtiers inscrits, à la constatation du cours, vient à décéder, à donner sa démission ou n'assiste pas à trois réunions successives sans s'être fait excuser, il en est donné immédiatement avis à la chambre de commerce, qui procède à une nouvelle désignation.

5. Dans les villes où il n'existe pas de courtiers inscrits, le cours des marchandises est constaté par des courtiers et des négociants de la place, désignés chaque année par la chambre de commerce.

Le deuxième paragraphe de l'article 3 et l'article 4 sont applicables au cas prévu par le paragraphe qui précède.

6. La chambre de commerce détermine les marchandises dont le cours doit être constaté, ainsi que les jours et les heures où la constatation doit avoir lieu.

7. La constatation du cours est faite, pour chaque spécialité de marchandises, par les membres de la réunion qui la représentent, réunis en section. Le tableau des membres qui composent chaque

section est arrêté tous les ans par la chambre de commerce, sur la proposition de la chambre syndicale des courtiers inscrits.

La chambre de commerce peut, si elle le juge convenable, décider que la constatation du cours sera faite par la réunion générale sans division par spécialité.

8. La présidence de la réunion générale des membres chargés de constater le cours des marchandises appartient au président de la chambre syndicale des courtiers inscrits.

S'il n'y a pas de chambre syndicale, le président de la réunion générale est désigné chaque année par la chambre de commerce.

Le président de la réunion générale désigne celui qui le remplace en cas d'absence.

9. Lorsque la réunion se divise par sections, conformément aux dispositions du paragraphe 1^{er} de l'article 7, le président de la réunion générale préside la section dont il fait partie et désigne les présidents des autres sections.

10. Les décisions sont prises, dans les réunions générales ainsi que dans les réunions de sections, à la majorité des membres présents.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

11. Les mesures d'exécution que pourrait exiger l'application des règles ci-dessus prescrites seront prises par arrêté du préfet, sur la proposition de la chambre de commerce, après avis du tribunal de commerce et de la chambre syndicale des courtiers inscrits.

12. Jusqu'à ce que l'organisation du service de la constatation du cours des marchandises soit établie sur les bases ci-dessus déterminées, il sera pourvu à ce service par les courtiers de marchandises actuellement en exercice et suivant le mode en usage.

13. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et publié, dans les villes où il existe une bourse de commerce, de la manière indiquée par l'ordonnance royale du 18 janvier 1817⁽¹⁾, pour être exécuté à partir du 1^{er} janvier 1867.

Fait au palais des Tuileries, le 22 Décembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14,779. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Chens-Cusy, canton et arrondissement de Thonon, département de la Haute-Savoie, prendra, à l'avenir, le nom de Chens. (Gompiègne, 28 Novembre 1866.)

⁽¹⁾ VII^e série, Bull. 134, n° 1622.

N° 14,780. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Est approuvé le projet, présenté par l'ingénieur en chef du service municipal de la ville de Paris, des travaux à faire pour dériver et amener à Paris les eaux des sources que cette ville possède dans la vallée de la Vanne.

2° Les travaux mentionnés à l'article 1^{er} sont déclarés d'utilité publique.

La ville de Paris est autorisée à poursuivre l'expropriation des bâtiments et des terrains nécessaires à l'exécution desdits travaux, en se conformant aux dispositions de la loi du 3 mai 1841.

Les droits des tiers sont expressément réservés, même en ce qui concerne la dérivation même des eaux.

3° Les expropriations nécessitées par l'exécution des travaux susénoncés devront avoir lieu dans un délai de cinq ans, à dater de la promulgation du présent décret. (*Paris, 19 Décembre 1866.*)



Certifié conforme :

Paris, le 27^e Décembre 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1449.

N° 14,781. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant Règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 11 juillet 1866, relative à l'amortissement.*

Du 22 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances;

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 11 juillet 1866, relative à l'amortissement;

Vu l'article 17 de la loi de finances du 18 du même mois, qui fixe, en recette et en dépense, le budget de la nouvelle caisse d'amortissement pour l'exercice 1867;

Vu l'avis de la commission de surveillance des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, instituée près desdites caisses par la loi du 28 avril 1816 et par le décret du 27 mars 1852⁽¹⁾;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le directeur général de la caisse d'amortissement prépare, chaque année, le projet de budget de l'amortissement et, après l'avoir soumis à la commission de surveillance, le transmet à notre ministre des finances.

2. Le département des finances reste chargé de l'administration et de la perception des revenus publics affectés à l'amortissement, ainsi que de la liquidation, de l'ordonnancement et du paiement des dépenses de l'État mises à la charge dudit amortissement.

3. Ces recettes et ces dépenses font, dans les écritures de l'administration centrale des finances, l'objet d'un compte spécial. Les justifications de dépenses sont produites directement à la cour des comptes par le caissier payeur central du trésor, chargé de les centraliser. Celles qui concernent les recettes continuent d'être produites à la cour par les comptables du trésor qui les effectuent. Ces recettes

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 512, n° 3885.

sont centralisées au compte spécial de l'amortissement par l'agent responsable des virements de comptes.

4. La caisse d'amortissement reçoit mensuellement du ministère des finances un état détaillé des recettes et des dépenses centralisées dans le compte spécial ci-dessus.

5. Les fonds nécessaires aux opérations de la caisse d'amortissement lui sont avancés par le trésor public.

6. L'ordonnancement des dépenses payées directement par la caisse d'amortissement est délégué par notre ministre des finances au directeur général de ladite caisse.

La caisse d'amortissement est chargée de l'encaissement des bénéfices de la caisse des dépôts et consignations; elle est également chargée des achats de rentes et de l'encaissement des arrérages de rentes rachetées.

Le caissier de la caisse d'amortissement justifie de ces opérations directement devant la cour des comptes, suivant les formes de la comptabilité publique.

7. Le résumé des opérations concernant le service de la caisse d'amortissement est placé, chaque mois, sous les yeux de la commission de surveillance.

8. Le directeur général dresse, chaque année, le compte provisoire et le compte définitif du budget spécial de l'amortissement. Il les soumet à la commission de surveillance et les transmet à notre ministre des finances.

9. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 22 Décembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé AGUILLA POUSS.

N° 44,782. — DÉCRET AMPLIANT. (contresigné par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale de la Seine n° 52, dans la traverse d'Ivry, suivant la direction générale indiquée par les lignes A B C D E F G H I N O d'un plan qui restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Biarritz, 8 Octobre 1866.)

N° 14,783. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Le syndicat organisé par arrêté préfectoral du 12 avril 1853, pour assurer le curage de la rivière de l'Osme, est autorisé à curer, rectifier et élargir ladite rivière dans la partie comprise entre la limite du département de la Charente et le moulin de Gouges, sur une longueur de quatorze mille huit cents mètres.

2° Ces travaux de curage, de rectification et d'élargissement sont déclarés d'utilité publique; les expropriations nécessaires seront poursuivies, s'il y a lieu, conformément aux lois des 21 mai 1836 et 21 juin 1865. (*Biarritz, 15 Octobre 1866.*)

N° 14,784. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° L'association syndicale instituée par arrêté préfectoral du 18 août 1856, pour assurer le curage de la rivière de la Tardoire, est autorisée à rectifier le lit de cette rivière dans la partie comprise entre le moulin de la Ramisse jusqu'à celui de Chez-Merlet, dans la traversée de la commune de Rivière (Charente).

2° Ces travaux de rectification sont déclarés d'utilité publique; l'expropriation des terrains nécessaires sera, au besoin, poursuivie conformément aux lois des 21 mai 1836 et 21 juin 1865. (*Biarritz, 15 Octobre 1866.*)

N° 14,785. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de fer de Pithiviers à la ligne de Corbeil à Montargis, de parcelles de terrain non bâties, appartenant à divers, sises au territoire des communes de Pithiviers-la-Ville, Marsainvilliers, Bondaroy, Estouy, Ramoulu, Manchecourt et Coudray (Loiret), lesdites parcelles désignées sur un plan parcellaire et un état indicatif qui resteront annexés au présent décret. (*Biarritz, 15 Octobre 1866.*)

N° 14,786. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° La route impériale n° 118, d'Albi en Espagne, actuellement à l'état de lacune dans le département de l'Aude, empruntera, de Quillan au rec d'Aliès, la route impériale n° 117 rectifiée. Du rec d'Aliès à la forge de Puyvalador (Pyrénées-Orientales), la route n° 118 sera construite par la vallée de l'Aude, suivant la direction générale figurée par une ligne rouge sur l'extrait de carte, en date des 22-23 juin 1866, annexé au présent décret.

La disposition du décret du 16 décembre 1811 ⁽¹⁾ d'après laquelle cette route devait passer à Loustinau, Rodome (Aude) et l'enclave de Quérigut (Ariège) est et demeure rapportée.

La partie de la route impériale n° 118 abandonnée entre la Croix de Si-

⁽¹⁾ IV^e série, Bull. 418, n° 7644.

mon et Loustalau sera incorporée à la route départementale de l'Ande n° 22, de Quillan à Luzenac par Belcaire.

2° La dépense d'établissement de la route impériale n° 118 suivant le nouveau tracé, évaluée à un million de francs, sera imputée sur les fonds affectés aux lacunes des routes impériales dans le budget extraordinaire du ministère des travaux publics.

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette portion de route, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Biarritz, 15 Octobre 1866.*)



Certifié conforme :

Paris, le 28 * Décembre 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin du ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1450.

N° 14,787. — DÉCRET IMPÉRIAL portant Règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 2 de la loi du 18 juillet 1866, sur les Courtiers de marchandises.

Du 22 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de nos ministres secrétaires d'État aux départements des finances et de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 2 de la loi du 18 juillet 1866, sur les courtiers de marchandises, ledit article ainsi conçu :

« Art. 2. Il pourra être dressé par le tribunal de commerce une liste des courtiers de marchandises de la localité qui auront demandé à y être inscrits.

« Nul ne pourra être inscrit sur ladite liste s'il ne justifie : 1° ; 2° ; 3° de l'acquiescement d'un droit d'inscription une fois payé au trésor. Ce droit d'inscription, qui ne pourra excéder trois mille francs, sera fixé, pour chaque place, en raison de son importance commerciale, par un décret rendu en la forme des règlements d'administration publique, et cessera d'être exigé à l'époque où sera amortie l'avance du trésor, dont il sera parlé à l'article 17..... »

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le droit d'inscription à payer par les courtiers de marchandises inscrits sur la liste dressée par le tribunal de commerce, en exécution de l'article 2 de la loi du 18 juillet 1866, est fixé conformément au tableau annexé au présent décret, pour les différentes places de commerce dans lesquelles il existait des offices de courtiers de marchandises supprimés par ladite loi.

Pour les autres places, le droit d'inscription sera ultérieurement fixé, sur la demande du tribunal de commerce, après avis de la chambre de commerce et du préfet.

2. Nos ministres secrétaires d'État aux départements des finances et de l'agriculture, du commerce et des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Droit d'inscription sur le lit

1 ^{re} CLASSE. Droit de 3,000 francs.	2 ^e CLASSE. Droit de 2,500 francs.	3 ^e CLASSE. Droit de 2,000 francs.
Bordeaux (Gironde). Le Havre (Seine-Inférieure). Lyon (Rhône). Marseille (Bouches-du-Rhône). Paris (Seine).	Lille (Nord). Mulhouse (Haut-Rhin). Nantes (Loire-Inférieure). Reims (Marne). Rouen (Seine-Inférieure). Saint-Étienne (Loire).	Amiens (Somme). Béziers (Hérault). Boulogne (Pas-de-Calais). Caen (Calvados). Cette (Hérault). Dieppe (Seine-Inférieure). Dunkerque (Nord). La Rochelle (Charente-Inférieure). Saint-Malo (Ille-et-Vilaine).

N° 14,788. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° L'ordonnance du 19 janvier 1820, qui assigne six offices d'avoué au tribunal de première instance de Châlons-sur-Marne (Marne), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à cinq.

2° Le décret du 7 octobre 1863, qui assigne sept offices d'avoué au tribunal de première instance de Mulhouse (Haut-Rhin), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à six.

3° Le décret du 8 juin 1865, qui assigne dix-neuf offices d'huissier au tribunal de première instance de Pont-l'Évêque (Calvados), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à dix-huit.

4° Le décret du 14 décembre 1865, qui assigne trente offices d'huissier au tribunal de première instance d'Auxerre (Yonne), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à vingt-neuf. (*Compiègne, 5 Décembre 1866.*)

Fait au palais des Tuileries, le 22 Décembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,

Signé ACHILLE FOULD.

Signé ARMAND BÉNIC.

et courtiers de marchandises.

4 ^e CLASSE. Droit de 1,500 francs.	5 ^e CLASSE. Droit de 1,000 francs.	
Abbeville (Somme). Arras (Pas-de-Calais). Brest (Finistère). Bermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). Colmar (Haut-Rhin). Douai (Nord). Fonfleur (Calvados). Gourbe (Gironde). Hamel (Hérault). Jelz (Moselle). Montauban (Tarn-et-Garonne). Nantes (Finistère). Narbonne (Aude). Nice (Alpes-Maritimes). Nîmes (Gard). Orléans (Loiret). Poitiers (Hérault). Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord). Saint-Servan (Ille-et-Vilaine). Strasbourg (Bas-Rhin). Toulon (Var). Vannes (Indre-et-Loire). Vieux-Genes (Nord).	Agen (Lot-et-Garonne). Aigues-Mortes (Gard). Alx (Bouches-du-Rhône). Ajaccio (Corse). Angers (Maine-et-Loire). Auch (Gers). Aurillac (Cantal). Barsac (Gironde). Bastia (Corse). Bayonne (Basses-Pyrénées). Bergerac (Dordogne). Blaye (Gironde). Carbon-Blanc (Gironde). Carcassonne (Aude). Châtelleraut (Vienne). Cherbourg (Manche). Fécamp (Seine-Inférieure). Granville (Manche). Grasse (Alpes-Maritimes). Gravelines (Nord). Harcourt (Seine-Inférieure). Lamarque (Gironde). Landerneau (Finistère). Langoiran (Gironde).	Langon (Gironde). La Nouvelle (Aude). Le Tréport (Seine-Inférieure). Luçon (Vendée). Mâcon (Saône-et-Loire). Marans (Charente-Inférieure). Millau (Aveyron). Mirande (Gers). Niort (Deux-Sèvres). Pauillac (Gironde). Perpignan (Pyrénées-Orientales). Poitiers (Vienne). Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône). Rochefort (Charente-Inférieure). Rodez (Aveyron). Sainte-Foy (Gironde). Saint-Jean-d'Angély (Charente-Inférieure). Saint-Macaire (Gironde). Saint-Omer (Pas-de-Calais). Saint-Valéry (Somme). Saint-Vaast-la-Hougue (Manche). Saumur (Maine-et-Loire). Trouville (Calvados).

N° 14,789. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° Le décret du 26 mai 1866, qui assigne dix-sept offices d'huissier au tribunal de première instance de Cusset (Allier), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à seize.

2° Le décret du 9 juin 1860, qui assigne vingt offices d'huissier au tribunal de première instance de Bernay (Eure), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à dix-neuf.

3° Le décret du 26 avril 1862, qui assigne quinze offices d'huissier au tribunal de première instance de Montargis (Loiret), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à quatorze.

4° Le décret du 20 décembre 1862, qui assigne dix-huit offices d'huissier au tribunal de première instance de Marvejols (Lozère), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à seize.

5° Le décret du 23 décembre 1865, qui assigne dix-huit offices d'huissier

au tribunal de première instance de Bellac (Haute-Vienne), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à dix-sept. (*Compiègne, 13 Décembre 1866.*)

N° 14,790. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant que l'ordonnance du 19 mars 1820, qui assigne vingt-six offices d'huissier au tribunal de première instance de Nîmes (Gard), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à vingt-quatre. (*Paris, 19 Décembre 1866.*)

N° 14,791. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'État) qui nomme conseiller d'État en service ordinaire M. Jolibois, préfet de la Savoie. (*Paris, 22 Décembre 1866.*)



Certifié conforme :

Paris, le 31^r Décembre 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1451.

N° 14,792. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre un Crédit sur l'exercice 1866, à titre de Fonds de concours versés au Trésor par des Départements, des Communes et des Particuliers, pour l'exécution de divers Travaux publics.*

Du 5 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1866;

Vu notre décret du 28 octobre suivant ⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget dudit exercice;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1866;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽²⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 (article 4);

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 22 novembre 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur les fonds de l'exercice 1866 (*Budgets ordinaire et extraordinaire*), un crédit de six cent quatre-vingt-treize mille quatre-vingt-dix-sept francs quatre-vingt-deux centimes (693,097⁸²).

Cette somme de six cent quatre-vingt-treize mille quatre-vingt-dix-sept francs quatre-vingt-deux centimes (693,097⁸²) est répartie de la manière suivante entre les chapitres des budgets ordinaire et extraordinaire ci-après désignés, savoir :

⁽¹⁾ Bull. 1343, n° 13,738.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

BUDGET ORDINAIRE.

CHAP. XVI.	Entretien des établissements thermaux appartenant à l'État.....	27,500' 00'	
— XX.	Routes et ponts. (Travaux ordinaires.).	26,412 78	
— XXI.	Navigation intérieure. — Rivières. (Travaux ordinaires.).	56,038 05	
— XXII.	Navigation intérieure. — Canaux. (Travaux ordinaires.).	6,652 88	
— XXIII.	Ports maritimes, phares et fanaux. (Travaux ordinaires.).	2,300 00	
— XXIV.	Études et subventions pour travaux d'irrigation, de dessèchement, de curage et de drainage.	1,352 00	
TOTAL pour le budget ordinaire..		120,255 71	120,255' 71"

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

CHAP. II.	Lacunes des routes impériales.....	4,500' 00'	
— VIII.	Amélioration de rivières.....	13,400 00	
— X.	Travaux d'amélioration et d'achèvement des ports maritimes.....	331,235 01	
— XI.	Travaux d'amélioration agricole.....	4,166 67	
— XIII ter.	Travaux de défense des villes contre les inondations.....	217,540 43	
— XIV.	Établissement de grandes lignes de chemins de fer.....	2,000 00	
TOTAL pour le budget extraordinaire..		572,842 11	572,842 11
SOMME égale au montant du crédit.....			693,097 82

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours.

3. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 5 Décembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur:

*Le Ministre secrétaire d'Etat au département
des finances,*

Signé ACHILLE FOULD.

*Ministre secrétaire d'Etat au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux*

Signé ARMAND BÉNIC.

État des sommes versées dans les caisses du trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1866.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
BUDGET ORDINAIRE.		
CHAPITRE XVI.		
ENTRETIEN DES ÉTABLISSEMENTS THERMAUX APPARTENANT À L'ÉTAT.		
Ailier	Travaux d'entretien des routes thermales du parc et de la prise d'eau de Vichy.....	27,500 ⁴ 00 ⁴
CHAPITRE XX.		
ROUTES IMPÉRIALES ET PONTS. (Travaux ordinaires.)		
Alpes-Maritimes.	Construction d'un égout sous la route impériale n° 7, entre le pont Magnan et la place Masséna, à Nice.....	4,000 00
Cher.....	Élargissement de la route impériale n° 153, dans la traverse de Dun-le-Roi.....	100 00
Côte-d'Or.....	Plantation de la route impériale n° 73, au territoire de Labergement.....	1,200 00
Creuse.....	Construction de trottoirs le long de la route impériale n° 140, dans la traverse de Genouillat.....	1,197 78
Seine.....	Construction d'un égout sous la route impériale n° 2, entre la route départementale n° 21 et l'égout de Bondy.....	1,415 00
Seine.....	Élargissement de la route impériale n° 19, dans la traverse de Creteil.....	500 00
Seine-et-Oise.	Construction d'un égout sous la route impériale n° 13, dans la traverse de Neuilly, entre la porte Maillot et la Seine.....	15,000 00
	Entretien de la route impériale n° 10.....	3,000 00
TOTAL pour le chapitre xx.....		26,412 78
CHAPITRE XXI.		
NAVIGATION INTÉRIEURE. (Rivières.) (Travaux ordinaires.)		
Ain.....	Travaux de défense de la rive gauche de l'Ain, en amont de la fontaine de la Dronnière.....	4,000 00
Dordogne.	Construction d'un port sur la Dordogne, à Port-Sainte-Foy... ..	2,000 00
Gironde...	Travaux de défense contre la Garonne, entre Tartifume et la Réole.....	14,036 00
Isère.....	Construction de barrages dans le torrent de Bresson.....	1,000 00
Loiret.....	Remaniement des glais du quai d'Orléans.....	3,500 00
Lot.....	Enlèvement de terres jetées dans le lit du Lot par le sieur Carrière (Éloi), entrepreneur.....	289 25
Maine-et-Loire.	Construction d'un port à Cunault, sur la rive gauche de la Loire.....	2,750 00
Nord.....	Reconstruction du pont de Denain, sur l'Escaut.....	3,000 00
Puy-de-Dôme.	Travaux d'endiguement sur la rive droite de l'Allier, à Joze... ..	3,512 80
Savoie (Haute-).	Construction d'une rampe d'accès à Bonneville.....	1,500 00
Seine.....	Travaux de dragages dans la Seine.....	20,000 00
Yonne....	Entretien des pertuis de la Cure.....	300 00
	Entretien des pertuis de Coulanges.....	150 00
TOTAL pour le chapitre xxi.....		56,038 05

DÉPARTE- MENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
CHAPITRE XXII.		
NAVIGATION INTÉRIEURE. (Canaux.) (Travaux ordinaires.)		
Oise.....	Construction, sur le canal latéral à l'Oise, du pont de la rue d'Orroire.....	5,000 ⁰⁰
	Frais de contrôle de la Sambre et du canal de jonction de la Sambre à l'Oise.....	1,400 00
Nord.....	Entretien des ponts de Berlaimont, de Margentel et de Jeumont, sur la Sambre.....	252 88
	TOTAL pour le chapitre XXII.....	6,652 88
CHAPITRE XXIII.		
PORTS MARITIMES, PHARES ET FANAUX. (Travaux ordinaires.)		
Manche...	Travaux d'amélioration du port de Carteret.....	1,100 00
Somme....	Réparation du mur de soutènement qui s'est écroulé au droit de la maison de M. Dumoulin, au port du Crotoy.....	1,200 00
	TOTAL pour le chapitre XXIII.....	2,300 00
CHAPITRE XXIV.		
ÉTUDES ET SUBVENTIONS POUR TRAVAUX D'IRRIGATION, DE DESSÈCHEMENT, DE CURAGE ET DE DRAINAGE.		
Drôme....	Administration du séquestre du canal de Pierrelatte.....	1,252 00
Eure-et-Loir.	Études d'un canal d'irrigation de la Beauce.....	100 00
	TOTAL pour le chapitre XXIV.....	1,352 00
BUDGET EXTRAORDINAIRE.		
CHAPITRE II.		
LACUNES DES ROUTES IMPÉRIALES.		
Pyrénées (Basses-).	Entretien de la route thermale n° 3 bis, dite route de l'Impératrice.....	4,500 00
CHAPITRE VIII.		
AMÉLIORATION DE RIVIÈRES.		
Gard.....	Amélioration du Rhône au passage de Saint-Denis.....	10,000 00
Savoie (Haute-).	Construction d'un débarcadère sur le lac Léman.....	3,400 00
	TOTAL pour le chapitre VIII.....	13,400 00
CHAPITRE X.		
TRAVAUX D'AMÉLIORATION ET D'ACHÈVEMENT DES PORTS MARITIMES.		
Bouches- du-Rhône.	Construction de bassins et instruments de radoub dans le port de Marseille.....	330,000 00
Charente- Inférieure.	Amélioration du port de Royan.....	1,000 00
Vendée....	Travaux de défense de la pointe de l'Aiguillon-sur-Mer.....	235 01
	TOTAL pour le chapitre X.....	331,235 01

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
CHAPITRE XI.		
TRAVAUX D'AMÉLIORATION AGRICOLE.		
Corse.	Construction de fontaines publiques à Bastia.	4,166 ^f 6 ^c
CHAPITRE XIII ter.		
TRAVAUX DE DÉFENSE DES VILLES CONTRE LES INONDATIONS.		
Indre-et-Loire.	Travaux de défense de la commune de Bréhémont contre les inondations.	4,540 43
Rhône.	Travaux de défense de la ville de Lyon contre les inondations.	200,000 00
Savoie.	Travaux de défense de la ville de Moutiers contre les inondations.	13,000 00
TOTAL pour le chapitre XIII ter.		217,540 43
CHAPITRE XIV.		
ÉTABLISSEMENT DE GRANDES LIGNES DE CHEMINS DE FER.		
Pyrénées (Hautes-).	Travaux relatifs au chemin de fer de Toulouse à Bayonne. ...	2,000 00
RÉCAPITULATION.		
BUDGET ORDINAIRE.		
CHAP. XVI.	Entretien des établissements thermaux appartenant à l'État.	27,500 ^f 00 ^c
— XX.	Routes et ponts. (Travaux ordinaires.)	26,412 78
— XXI.	Navigation intérieure. — Rivières. (Travaux ordinaires.)	56,038 06
— XXII.	Navigation intérieure. — Canaux. (Travaux ordinaires.)	6,652 88
— XXIII.	Ports maritimes, phares et fanaux. (Travaux ordinaires.)	2,300 00
— XXIV.	Études et subventions pour travaux d'irrigation, de dessèchement, de curage et de drainage.	1,352 00
TOTAL pour le budget ordinaire.		120,355 71
BUDGET EXTRAORDINAIRE.		
CHAP. II.	Lacunes des routes impériales.	4,500 ^f 00 ^c
— VIII.	Amélioration de rivières.	13,400 00
— X.	Travaux d'amélioration et d'achèvement des ports maritimes.	331,235 01
— XI.	Travaux d'amélioration agricole. ...	4,166 67
— XIII ter.	Travaux de défense des villes contre les inondations.	217,540 43
— XIV.	Établissement de grandes lignes de chemins de fer.	2,000 00
TOTAL du budget extraordinaire.		572,842 11
TOTAL GÉNÉRAL.		693,097 82

Vu pour être annexé au décret impérial en date du 5 décembre 1866, enregistré sous le n° 812.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics
Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14,793. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif à la Contribution spéciale des communes en 1867, pour les dépenses de plusieurs Chambres et Bourses de commerce.*

Du 5 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 11 de la loi de finances du 23 juillet 1820;

Vu l'article 4 de la loi du 14 juillet 1836, les lois des 25 avril 1844, 18 mai 1850, 4 juin 1858, 26 juillet 1860 et 13 mai 1863, et celle du 18 juillet 1866,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de soixante-douze mille huit cent treize francs (72,813'), nécessaire au paiement des dépenses des chambres et bourses de commerce, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, plus cinq centimes par franc pour couvrir les non-valeurs et trois centimes aussi par franc pour subvenir aux frais de perception; sera répartie, en 1867, conformément au tableau annexé au présent décret, sur les patentes désignées par l'article 33 de la loi du 25 avril 1844, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois des 18 mai 1850, 4 juin 1858, 26 juillet 1860 et 13 mai 1863.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de son emploi à notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

3. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 5 Décembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉREZ.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et bourses.	SOMMES à imposer.	PATENTÉS IMPOSABLES.
Bar-le-Duc.....	Meuse.....	Chambre..	1,930 ^f	Patentés de tout le département.
		<i>Idem.</i>	4,748	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Caen.....	Calvados.....	Bourse.....	900	Patentés de la ville de Caen.
		Chambre...	5,873	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Dunkerque.....	Nord.....	Bourse.....	340	Patentés de la ville de Dunkerque.
Granville.....	Manche.....	Chambre...	1,200	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Grenoble.....	Isère.....	<i>Idem.</i>	1,087	<i>Idem.</i>
Honfleur.....	Calvados.....	<i>Idem.</i>	1,445	<i>Idem.</i>
La Rochelle.....	Charente-Infér*..	<i>Idem.</i>	4,089	<i>Idem.</i>
Limoges.....	Haute-Vienne....	<i>Idem.</i>	3,300	Patentés de tout le département.
Morlaix.....	Finistère.....	<i>Idem.</i>	1,750	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
		<i>Idem.</i>	13,449	Patentés de tout le département.
Mulhouse.....	Haut-Rhin.....	Bourse.....	3,857	Patentés de la ville de Mulhouse.
		Chambre...	3,000	Patentés de tout le département.
Orléans.....	Loiret.....	Bourse.....	2,000	Patentés de la ville d'Orléans.
Roanne.....	Loire.....	Chambre...	1,216	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Rouen.....	Seine-Inférieure..	<i>Idem.</i>	8,979	<i>Idem.</i>
		Bourse.....	4,973	Patentés de la ville de Rouen.
Saint-Étienne..	Loire.....	Chambre...	3,000	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Saint-Omer.....	Pas-de-Calais....	<i>Idem.</i>	1,950	<i>Idem.</i>
Thiers.....	Puy-de-Dôme.....	<i>Idem.</i>	488	<i>Idem.</i>
Troyes.....	Aube.....	<i>Idem.</i>	1,150	Patentés de tout le département.
Vienne.....	Isère.....	<i>Idem.</i>	2,101	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
			72,813	

Vu pour être annexé au décret en date de ce jour, enregistré sous le n° 811.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 14,794. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif à l'organisation des Tribunaux civils musulmans.

Du 13 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

XI^e Série.

68..

Vu le décret du 31 décembre 1859 ;

Vu l'avis de notre gouverneur général de l'Algérie ;

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Les articles 1, 2, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 15, 16⁽¹⁾, 19, 22, 23, 24, 25, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 37, 38, 39 et 40 du décret du 31 décembre 1859 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

ART. 1^{er}. La loi musulmane régit toutes les conventions et toutes les contestations civiles et commerciales entre musulmans indigènes, et entre ceux-ci et les musulmans étrangers, ainsi que les questions d'état.

Toutefois, la déclaration faite dans un acte par les musulmans, qu'ils entendent contracter sous l'empire de la loi française, entraîne l'application de cette loi, et en même temps la compétence de la justice française, sous les modifications indiquées à l'article suivant.

2. Les musulmans peuvent également, d'un commun accord, porter leurs contestations devant la justice française; il est alors statué d'après les principes du droit musulman et suivant les formes déterminées par le présent décret. Dans ce cas, comme dans celui prévu au paragraphe 2 de l'article précédent, la juridiction du juge de paix est substituée à celle du cadî et lui est assimilée pour le taux du premier et du dernier ressort; la procédure suivie devant le juge de paix est celle qui est tracée par la loi française, sauf pour l'appel qui devra être formé par simple déclaration au greffe de la justice de paix, et ce dans le délai d'un mois, à partir du jour de la signification du jugement à personne ou à domicile; l'exécution de la sentence aura lieu en la forme musulmane par les soins d'un cadî que désignera le procureur impérial, et autant que possible sur un simple extrait envoyé par le juge de paix au cadî.

L'appel des jugements rendus en pareil cas par les juges de paix est porté devant les tribunaux civils ou devant la cour impériale, en observant les dispositions des articles 22, 23 et 24 du présent décret, sauf les quatre derniers paragraphes dudit article 24, qui ne sont pas alors applicables. L'instruction et le jugement de l'appel ont lieu dans les formes établies aux articles 33, 34 et 35 ci-après. Les paragraphes 3, 5 et 6 de l'article 38 recevront également application.

4. La justice entre musulmans, dans les cas prévus aux articles 1 et 2, est administrée au nom de l'Empereur, par les cadis, les juges de paix, les tribunaux de première instance et la cour impériale d'Alger, suivant les règles établies par le présent décret.

5. Le territoire de l'Algérie, pour l'administration de la justice

⁽¹⁾ La disposition de cet article a été reportée à la fin du nouvel article 12.

musulmane, est divisé en circonscriptions judiciaires ressortissant aux tribunaux de première instance.

Ces circonscriptions et le tribunal auquel elles se rattachent sont déterminés par arrêtés de notre gouverneur général de l'Algérie,

7. La surveillance des tribunaux indigènes appartient, sous l'autorité de notre gouverneur général de l'Algérie, en territoire civil, au premier président de la cour impériale et au procureur général, dans la limite de leurs attributions respectives ; et, en territoire militaire, à ces magistrats et au général commandant la division, qui se concertent à cet effet.

8. Les membres des tribunaux musulmans ne peuvent être traduits en justice, pour actes relatifs à leurs fonctions, qu'après une autorisation de notre gouverneur général de l'Algérie.

En cas d'autorisation, ils seront traduits, sans distinction de territoire, en matière correctionnelle, devant la première chambre de la cour impériale d'Alger ; en matière criminelle, devant la cour d'assises compétente.

Les assesseurs près la cour et près les tribunaux ne peuvent être poursuivis que dans les formes établies au chapitre III du titre IV du Code d'instruction criminelle.

9. Les cadis recevront un traitement annuel. Ils seront répartis en trois classes. Un décret ultérieur réglera cette répartition ainsi que le chiffre du traitement.

Il n'est rien changé jusque-là au mode actuel de rémunération.

Les adels et agents attachés aux cadis continueront d'être rémunérés suivant le mode actuellement pratiqué, mais après révision du tarif existant,

Les assesseurs près la cour et près les tribunaux reçoivent un traitement qui sera porté à trois mille francs pour les premiers, à deux mille francs pour ceux attachés aux tribunaux de Constantine et d'Oran, et à mille cinq cents francs pour les autres.

10. Il y a par circonscription judiciaire un cadi maléki, et, lorsque le chiffre de la population banéfit le rend nécessaire, un cadi hanéfi.

Les circonscriptions judiciaires seront revisées par arrêté de notre gouverneur général de l'Algérie, de manière à en réduire le nombre d'un tiers.

11. Le personnel de chaque mahakma de cadi est fixé selon les besoins du service par arrêté de notre gouverneur général ; il se compose du cadi, d'un ou de plusieurs suppléants et d'un greffier (adels).

12. Les cadis et adels sont nommés par arrêté de notre gouverneur général de l'Algérie. Ils n'entrent en fonctions qu'après avoir prêté le serment suivant : « En présence de Dieu et des hommes, je jure et promets en mon âme et conscience de rester fidèle à l'Empereur, de bien et religieusement remplir mes fonctions. » Le serment est prêté, pour l'arrondissement d'Alger, devant la cour impériale,

et, pour les autres arrondissements, devant le tribunal de première instance de la circonscription.

Dans trois ans à dater de la promulgation du présent décret, nul ne pourra être nommé cadi, s'il n'est âgé de vingt-sept ans accomplis et s'il n'est muni d'un certificat d'études juridiques du second degré; le bach-adel et l'adel devront être pourvus d'un certificat du premier degré et être âgés, le premier de vingt-cinq ans, et le second de vingt-deux ans. Les certificats dont s'agit seront délivrés annuellement par une commission d'examen, dont la composition et le mode de procéder seront fixés par un arrêté de notre gouverneur général.

Notre gouverneur général peut révoquer ou suspendre de leurs fonctions les cadis et adels. Il peut également prononcer contre les cadis la simple privation de traitement, totale ou partielle, pendant un temps déterminé. La suspension de fonctions entraîne toujours la privation du traitement ou des honoraires, lesquels sont dévolus au cadi ou à l'adel remplaçant.

15. Des oukils peuvent seuls représenter les parties ou défendre leurs intérêts devant les cadis, lorsque les parties refusent de comparaître sur avertissement dûment justifié. Celles-ci peuvent toutefois donner à un de leurs parents ou de leurs amis musulmans un mandat spécial et par écrit de les représenter pour une affaire déterminée.

Les oukils sont nommés, révoqués et suspendus par notre gouverneur général de l'Algérie.

19. Dans les trois jours du jugement rendu par le cadi, les parties peuvent, suivant les usages musulmans et en le déclarant à l'adel, qui le constate sur un registre, réclamer que l'affaire soit examinée de nouveau devant un midjlès consultatif. Ce midjlès pourra exiger l'apport de toutes les pièces produites devant le cadi. Le midjlès, qui se réunit en session chaque mois, s'il y a lieu, est présidé par le cadi qui a rendu le jugement, ou par celui qui lui a succédé, en cas de décès ou de révocation; il est en outre composé de trois autres membres désignés annuellement par notre gouverneur général, parmi les cadis, muphtis et ulémas de la circonscription.

Il y a un midjlès consultatif au chef-lieu de chaque subdivision.

Le bach-adel et l'adel du cadi siégeant dans ce chef-lieu sont attachés en la même qualité au midjlès consultatif. En cas d'empêchement de l'un des trois membres consultés, il est remplacé par le bach-adel du midjlès.

L'avis du midjlès n'est point obligatoire pour le cadi, qui doit seulement le viser avec les motifs dans sa seconde sentence, et en faire mention en marge de la première.

Les membres du midjlès, le bach-adel et l'adel sont rétribués par vacations, suivant le tarif qui sera arrêté par notre gouverneur général.

22. Les tribunaux civils d'arrondissement connaissent en appel des jugements rendus par les cadis et par les juges de paix, statuant entre musulmans, par application de l'article 1^{er}, paragraphe 2, et

de l'article 2, à savoir : pour les actions personnelles et mobilières, jusqu'à deux mille francs de capital, et pour les actions immobilières, jusqu'à deux cents francs de revenu déterminé, soit en rentes, soit par prix de bail.

23. La cour impériale, pour la province d'Alger, et le tribunal du chef-lieu de la division, pour les provinces de Constantine et d'Oran, connaissent en appel de tous les litiges dont la valeur est indéterminée ou excède le taux indiqué dans l'article précédent.

La cour impériale d'Alger connaît, pour l'arrondissement d'Alger, des appels même inférieurs à deux mille francs. Il en est de même des tribunaux de Constantine et d'Oran pour leurs arrondissements respectifs.

24. Pour le jugement des appels entre musulmans, il y a à la cour impériale et dans chacun des tribunaux civils, excepté celui d'Alger, une chambre spéciale composée, savoir : à la cour et dans les deux tribunaux d'Oran et de Constantine, de trois magistrats français et de deux assesseurs musulmans; dans les autres tribunaux, de deux magistrats français et d'un assesseur musulman.

Les assesseurs ont voix délibérative. Ils sont nommés par Nous, sur la proposition de notre garde des sceaux, ministre de la justice, notre gouverneur général de l'Algérie consulté.

Les magistrats français appelés à faire partie de la chambre des appels entre musulmans sont désignés lors du roulement annuel et en la forme indiquée par notre décret du 25 février - 31 mai 1860.

Si, dans le cours d'une procédure sur appel, les juges estiment que la décision du procès dépend de la solution d'une question de droit touchant à la loi religieuse ou à l'état civil des musulmans, ils doivent, d'office ou sur la demande des parties ou de l'une d'elles, soumettre préalablement cette question à la décision du conseil de droit musulman dont il va être parlé.

Ne seront considérées, à l'égard de ce référé, comme rentrant dans les matières religieuses et d'état, que celles dont suit l'énumération : formes et conditions nécessaires à la validité du mariage; délais légaux de l'eudda et de l'istibéra; devoirs réciproques des époux; divorce, répudiation, séparation de corps; restitution de la dot, si elle est réclamée pour manquement aux devoirs du mariage; filiation; parenté; exercice de la puissance paternelle; adoption; constitution de la tutelle; droits du tuteur sur la personne du mineur; état de majorité ou de minorité des parties; demande d'interdiction ou de mise en surveillance; capacité pour succéder résultant des liens de famille ou d'affinité; capacité pour disposer ou recevoir en matière de donations ou testaments.

Le référé au conseil de droit musulman, dans les cas qui viennent d'être spécifiés, portera exclusivement sur le point de droit posé par la cour ou le tribunal, et sera vidé sans procédure, sans l'intervention des parties, sans frais et dans un délai qui ne pourra excéder le mois. La réponse du conseil devra être motivée et se renfermer

dans la question. Le juge du fond s'y conformera et la visera dans son arrêt ou jugement.

Le conseil de droit musulman siège à Alger. Il est composé de cinq jurisconsultes musulmans et d'un greffier nommés par Nous, sur la proposition de notre garde des sceaux, ministre de la justice, le gouverneur général de l'Algérie consulté. Les membres de ce conseil reçoivent un traitement annuel de cinq mille francs, dans lequel se confondent les traitements qui peuvent leur être alloués pour d'autres fonctions. Le président reçoit, en outre, une indemnité de mille francs. Le traitement annuel du greffier est de deux mille francs.

25. La demande est introduite devant le cadi soit par la comparution volontaire et simultanée des parties, soit par celle du demandeur seul. Dans ce dernier cas, le cadi, par l'intermédiaire d'un aoun, fait donner avis écrit au défendeur de comparaître devant lui à un jour qu'il indique. En cas de non-comparution sur cet avis, il accorde un délai, à l'expiration duquel il annonce publiquement, à l'audience, le jour où il prononcera son jugement, et en fait donner avis au défendeur par l'aoun. L'accomplissement de ces diverses formalités est mentionné, à sa date, sur un registre tenu à cet effet par le cadi.

Les parties ne peuvent se faire représenter ou défendre que comme il a été dit en l'article 15.

Si un musulman est absent de son domicile pour fait de guerre au service de la France, et s'il n'est pas régulièrement représenté, aucun jugement ne peut être prononcé contre lui avant l'expiration de trois mois après la fin de la campagne.

28. Les jugements rendus par les cadis sont, dans les vingt-quatre heures de leur prononcé, inscrits sur un registre à ce destiné; ils sont revêtus du cachet du cadi, signés par ce magistrat et ses adels. Indépendamment de la formule arabe, qui peut être insérée selon les usages, tout jugement contient: 1° les noms, qualités et domiciles des parties; 2° le point de fait; 3° le dire des parties; 4° les motifs en fait et en droit; 5° le dispositif; 6° la date à laquelle il a été rendu, avec mention soit de la présence des parties ou de leurs mandataires au moment du prononcé, soit de l'avis précédemment donné par le cadi, suivant l'article 25, que le jugement serait prononcé ledit jour.

29. Les jugements n'entraînent aucuns frais pour les parties lorsqu'elles n'en réclament pas d'expédition.

L'expédition demandée par une partie est payée par elle d'après le tarif qui sera établi par arrêté de notre gouverneur général; elle est signée par le cadi et par l'un de ses adels, et revêtue du cachet du cadi.

30. Le délai de l'appel est de trente jours, à partir de celui où le jugement a été prononcé par le cadi, lorsque ledit jugement porte les mentions exigées par l'article 28, n° 6. Dans le cas contraire, le délai ne court que du jour de la remise dûment constatée de l'expédition du jugement à personne ou à domicile. Au cas d'absence pour

fait de guerre, le délai d'appel est prorogé comme il a été dit à l'article 25.

31. Dans le cas où, avant d'interjeter appel, les parties ou l'une d'elles invoqueront l'application de l'article 19, la décision définitive du cadi devra être rendue dans un très-bref délai, avec observation et mention de toutes les formalités prescrites par l'article 28; le délai d'appel contre cette décision courra comme il a été dit à l'article 30.

32. La déclaration d'appel sera reçue par l'adel du cadi, qui en donnera récépissé à l'appelant et sera tenu de l'enregistrer sur un registre à ce destiné. Ladite déclaration pourra être faite également soit devant le procureur impérial, soit devant le commissaire civil, soit devant le juge de paix le plus proche, soit devant les officiers des bureaux arabes, revêtus du caractère d'officiers de police judiciaire en territoire militaire, lesquels en transmettront copie au cadi qui a rendu le jugement ou à son adel, avec invitation de le transcrire sur le registre ci-dessus mentionné. L'adel en donne immédiatement avis à la partie adverse, et adresse dans les quarante-huit heures, au ministère public près la juridiction d'appel, copie de la déclaration et du jugement.

La déclaration faite devant l'un des fonctionnaires indiqués aura pour effet de constater l'appel et d'en fixer la date.

Les fonctionnaires qui auront reçu cette déclaration en donneront, en même temps, avis au greffier de la cour ou du tribunal qui doit connaître de l'appel.

Dans les affaires où il y aura eu en première instance plusieurs parties, s'il n'est interjeté appel que contre une ou plusieurs d'entre elles, la déclaration le mentionnera expressément.

33. Le ministère public, dans les vingt-quatre heures de la réception des pièces, fait inscrire et dépose le dossier au greffe de la cour ou du tribunal. Il adresse aux parties l'invitation de fournir leurs moyens d'appel ou de défense, et de lui faire parvenir leurs titres en les déposant, sur récépissé, soit à la mahakma du cadi, soit à la justice de paix, ou au parquet, ou au commissariat civil le plus proche. Les pièces ainsi déposées sont transmises sans retard et sans frais au greffe de la cour ou du tribunal d'appel; elles sont traduites par l'interprète judiciaire, à raison d'un franc par rôle de traduction. Cette allocation sera comprise dans la liquidation des dépens. Aucune autre traduction des titres ou du jugement ne sera passée en taxe.

34. Dans la quinzaine à partir du jour où il aura adressé aux parties l'invitation susmentionnée, le ministère public requerra le président de commettre un conseiller ou un juge pour faire le rapport de l'affaire.

Lorsque les parties demeureront à de grandes distances du lieu où siège la juridiction saisie de l'appel, le conseiller ou juge commis pourra, sur la réquisition conforme du ministère public, déléguer le juge de paix ou le commissaire civil le plus voisin pour recevoir contradictoirement les explications des parties ou procéder à une en-

quête; à cet effet, il indiquera dans la commission rogatoire les points à éclaircir.

Le magistrat délégué aura d'ailleurs la faculté de poser telles questions supplémentaires qu'il appartiendra. Si des pièces sont produites devant le magistrat délégué, leur traduction et leur transmission auront lieu ainsi qu'il est prescrit en l'article 33. Les actes dressés en exécution de ces délégations seront immédiatement adressés, par l'intermédiaire du parquet, au conseiller ou juge rapporteur.

35. L'affaire vient à bref délai. Le jour de l'audience étant fixé, le ministère public en donne avis aux parties; il les prévient en même temps qu'elles peuvent se présenter en personne, la veille ou l'avant-veille de l'audience, devant le magistrat rapporteur, selon qu'il aura été décidé par ce dernier. Ces comparutions préalables ont lieu sans publicité, sans assistance d'avocats ni de défenseurs, mais en présence du ministère public, lequel sera toujours entendu à l'audience.

L'intimé pourra former appel incident par déclaration faite devant le rapporteur ou le magistrat délégué, qui en dresseront acte.

Les parties peuvent comparaître en personne à l'audience publique ou y être appelées par la cour ou le tribunal. Au cas de non-comparution des parties ou de l'une d'elles, il est passé outre, et la décision est définitive.

Lorsque des femmes musulmanes seront appelées à comparaître en justice, soit comme parties, soit comme témoins, le magistrat se conformera pour leur audition aux usages musulmans. Il en sera de même s'il y a lieu de procéder à des constatations sur leur personne ou à leur domicile, et ces constatations seront dirigées, autant que possible, par un assesseur ou un magistrat musulman.

Le ministère des défenseurs n'est pas obligatoire. Les juges peuvent toujours, après l'audition du rapport et, s'il y a lieu, des parties en personne, déclarer qu'ils n'entendront pas de plaidoiries; il sera fait mention de cette circonstance dans le libellé du jugement. Il ne peut, en aucun cas, être alloué pour plaidoirie et pour tous autres soins donnés à l'affaire qu'un article unique d'honoraires, qui est de trente francs pour l'obtention d'un arrêt et de vingt francs pour l'obtention d'un jugement. Ce droit est réduit de moitié lors qu'il n'y a pas de contradicteurs. Il reste, dans tous les cas, à la charge de la partie qui a requis l'assistance du défenseur. Les jugements préparatoires ou interlocutoires et actes qui en sont l'exécution ne donnent droit à aucun émolument pour le défenseur.

37. Les sentences en dernier ressort des cadis et juges de paix appliquant la loi musulmane, les jugements et arrêts rendus sur l'appel de ces sentences ne sont pas susceptibles de recours en cassation. Il en est autrement lorsque la loi française a été appliquée, en exécution du paragraphe 2 de l'article 1^{er} du présent décret.

38. Les jugements définitifs émanés des cadis s'exécutent par les soins de ces magistrats, selon les voies actuellement en vigueur, en tant qu'il n'y est pas dérogé par le présent décret.

Les cadis peuvent exceptionnellement, en cas d'urgence spécifiée

dans le jugement, et en exigeant une caution, ordonner l'exécution provisoire de leurs jugements, nonobstant appel.

Les arrêts et jugements rendus sur appel sont exécutés par les cadis, en la même forme que les sentences de ceux-ci. Le cadi chargé de l'exécution est désigné par l'arrêt ou le jugement.

L'exécution peut avoir lieu, en cas de confirmation de la sentence du cadi, sur un simple extrait de l'arrêt ou du jugement envoyé par le ministère public au cadi. Les parties peuvent néanmoins se faire délivrer à leurs frais une expédition de l'arrêt ou du jugement sur appel.

Tous actes faits pour l'instruction des affaires musulmanes et les extraits délivrés pour l'exécution, soit au ministère public, comme il vient d'être dit, soit au juge de paix, dans le cas prévu au paragraphe 1^{er} de l'article 2, sont affranchis de la formalité du timbre et de l'enregistrement.

Lorsqu'un transport judiciaire aura été ordonné, il n'entraînera pas d'autres frais que l'avance ou le remboursement des déboursés qu'il nécessitera, les vacations des experts ou interprètes et les indemnités allouées aux témoins. Néanmoins, en cas de délégation ou de concours de magistrats indigènes, ils toucheront les indemnités fixées par le tarif du 16 octobre 1860.

39. Les expéditions de tout jugement émané des tribunaux indigènes doivent être revêtues de la formule suivante :

« N... (le nom de l'Empereur), par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,
« A tous présents et à venir, salut. »

(Copier le jugement avec les mentions indiquées en l'article ci-dessus.)

« Mandon et ordonnons à tous fonctionnaires et agents de l'autorité publique de faire exécuter ou d'exécuter le présent jugement.
« En foi de quoi le présent jugement a été signé par (signature du cadi et de l'adel greffier, — apposition du cachet du cadi).

40. Les cadis procèdent : 1° à la liquidation et au partage des successions musulmanes, toutes les fois qu'ils en sont requis par les parties intéressées, et dans les cas où la loi musulmane leur en fait un devoir; 2° sous la surveillance de l'administration des domaines, à la liquidation et au partage des successions musulmanes auxquelles sont intéressés le Bit el Mâl et les absents. Ils consignent sur des registres séparés les opérations auxquelles donnent lieu ces deux dernières espèces de successions.

ART. 2.

Le présent décret sera exécutoire à partir du 1^{er} juillet 1867.

ART. 3.

Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, notre ministre secrétaire d'État au départe-

tement de la guerre et notre gouverneur général de l'Algérie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Compiègne, le 13 Décembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département
de la guerre,*

Signé RANDON.

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département
de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 14,795.—*DÉCRET IMPÉRIAL qui déclare insaisissables, pour Dettes antérieures, les Terres constituées en propriété individuelle, en exécution du Sénatus-Consulte du 22 avril 1863, relatif à la constitution de la Propriété en Algérie, dans les territoires occupés par les Arabes.*

Du 13 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu le sénatus-consulte du 22 avril 1863;

Vu la délibération du conseil de gouvernement de l'Algérie;

Vu l'avis de notre gouverneur général de l'Algérie;

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les terres réparties, en exécution du sénatus-consulte du 22 avril 1863, entre les membres des douars, sont insaisissables pour dettes contractées par ceux-ci antérieurement à la constitution régulière de la propriété.

Il en est de même du prix d'aliénation desdits immeubles qui n'aurait pas encore été payé.

Les fruits naturels de ces terres non encore déplacés, les animaux et ustensiles servant à leur exploitation sont également insaisissables pendant cinq années, pour les mêmes dettes, sauf le cas où, lesdites terres ayant été précédemment possédées à un autre titre par le propriétaire actuel, le créancier de celui-ci aurait eu alors, d'après les lois régissant son contrat, le droit de saisir les fruits et autres objets susdésignés.

Les créanciers dont le droit est né depuis la constitution régulière de la propriété peuvent, à la seule condition d'y avoir intérêt, opposer aux créanciers antérieurs l'insaisissabilité établie dans les paragraphes précédents, alors même que le propriétaire débiteur y aurait expressément renoncé.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, notre ministre secrétaire d'État au

département de la guerre et notre gouverneur général de l'Algérie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Compiègne, le 13 Décembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France, Ministre de la guerre,

Signé RANDON.

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 14,796. — DÉCRET IMPÉRIAL qui crée une Chambre de commerce à Épinal.

Du 13 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu la loi du 28 ventôse an IX, le décret réglementaire sur l'organisation des chambres de commerce, du 3 septembre 1851⁽¹⁾, et le décret du 30 août 1852⁽²⁾ ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

- ART. 1^{er}. Il est créé une chambre de commerce à Épinal (Vosges).
2. La chambre d'Épinal sera composée de neuf membres.
3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 13 Décembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 442, n° 3239.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 574, n° 4413.

N° 14,797. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif au Chemin de fer d'Avignon à Gap.

Du 13 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les loi et décret du 19 juin 1857⁽¹⁾, constituant le réseau du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée et portant concession éventuelle d'un chemin de fer d'Avignon à Gap avec embranchements sur Aix et sur Miramas, ensemble la convention et le cahier des charges y annexés, et spécialement l'article 6 dudit cahier des charges;

Vu notre décret du 25 août 1861⁽²⁾, par lequel l'établissement du chemin de fer d'Avignon à Gap avec embranchements sur Aix et sur Miramas a été déclaré d'utilité publique, en même temps que la concession de cette ligne et de ses embranchements a été rendue définitive;

Vu la demande de la compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, du 6 août 1866;

Vu le rapport de l'ingénieur en chef du service du contrôle, du 15 septembre 1866;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées (1^{re} section), du 24 octobre suivant;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'article 6 du cahier des charges annexé à la convention du 11 avril et au décret du 19 juin 1857 est modifié en ce qu'il a de contraire aux dispositions suivantes :

« Provisoirement, sur le chemin de fer d'Avignon à Gap, de la bifurcation de la ligne d'Avignon à Salon jusqu'à Gap, et sur l'embranchement d'Aix à Pertuis, les ouvrages d'art pourront n'être exécutés que pour une seule voie, sauf les grands ouvrages en rivière, qui seront fondés dès à présent pour deux voies. »

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 13 Décembre 1866.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé **ARMAND BÉRIC**.

⁽¹⁾ Bull. 522, n° 4797.

⁽²⁾ Bull. 965, n° 9518.

N° 14,798. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui élève le Général de division de Ladmirault à la dignité de Sénateur.*

Du 14 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le général de division de *Ladmirault* est élevé à la dignité de sénateur.

2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Compiègne, le 14 Décembre 1866.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé **R. ROUHER**.

N° 14,799. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui modifie la composition du Conseil de Prud'hommes de Rennes.*

Du 19 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu notre décret du 8 décembre 1862 ⁽¹⁾, qui a institué un conseil de prud'hommes à Rennes ;

Vu la loi du 1^{er} juin 1853, concernant les conseils de prud'hommes ;

Vu les délibérations de la chambre de commerce de Rennes, en date des 20 mars 1865 et 26 février 1866 ;

Vu les propositions du préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, en date du 6 août 1866 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le conseil de prud'hommes établi à Rennes (Ille-et-Vilaine) sera désormais composé de la manière suivante :

⁽¹⁾ Bull. 1077, n° 10,784.

CATÉ- GORIES.	INDUSTRIELS.	PATRON.	OUVRIERS.
1 ^{re} .	Fabriques d'allumettes, fabriques d'amidon, de chandelles, de cidre, de cire et cierges, de confiseries, de conserves, d'eaux gazeuses, d'huiles; minoteries, vermicelleries, brasseries, usines à gaz; loueurs de voitures, maréchaux ferrants, re- tailleurs de limes, boulangers, bouchers.....	1	1
2 ^e .	Fabricants de billards, boisseliers et vanniers, fabricants de chaises et fauteuils, charpentiers, entrepreneurs de constructions, couvreurs, doreurs sur bois, fabriques de faïences et poteries, formiers, fumistes, graveurs, maçons, marbriers, menuisiers et ébénistes en voitures, fabricants de pipes, plâtriers, fabriques de chaux, de sabots, scieries mécaniques, sculpteurs, tailleurs de pierres, tamisiers, tourneurs en bois ou en pierres, treillageurs, vitriers et peintres en voitures, fabriques de briques, paveurs, jardiniers et horticulteurs.....	2	2
3 ^e .	Arquebusiers, artificiers, ajusteurs, bijoutiers et horlogers, charrons, forgerons, chaudronniers, cloutiers, ferblantiers et lampistes, mécaniciens et fondeurs, mineurs, potiers d'étain, serruriers, tillaudiers, tonneliers, doreurs sur métaux, couteliers, cambreurs (membreurs), fabriques de boulons, d'objets de cuivre, de pompes, de soufflets.....	1	1
4 ^e .	Bandagistes, bourrelliers, cordiers et cordiers en boyaux, carrossiers et selliers, filateurs, fourreurs, mercerie, rubannerie, passementerie, tanneurs, corroyeurs, mégissiers, teinturiers, bonnetiers; fabriques de bonneterie, de fil, de filets de poche, de lacets, d'objets de literie, d'ornements d'églises, de tissus, de toiles, de toiles cirées, de ouates.....	1	1
5 ^e .	Fabriques de cartes et d'images, d'instruments de musique, de papiers peints, de cartonnages, de parapluies, de brosses, de casquettes, de coiffures, de corsets, de fleurs artificielles, de blouses, de chemises, de broderies, de gants; coiffeurs, imprimeurs typographes, imprimeurs lithographes, opticiens, relieurs et régleurs, bimbelotiers, fabricants de jouets d'enfants, bottiers et cordonniers, chapeliers, tapissiers, tailleurs d'habits.....	2	2

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et publié au Moniteur.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Décembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉREZ.

N° 14,800. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise les Sociétés anonymes et autres Associations commerciales, industrielles ou financières, légalement constituées dans le Royaume de Prusse, à exercer leurs droits en France.*

Du 19 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 30 mai 1857, relative aux sociétés anonymes et autres associations commerciales, industrielles ou financières légalement autorisées en Belgique, et portant qu'un décret impérial rendu en Conseil d'État peut en appliquer le bénéfice à tous autres pays;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les sociétés anonymes et les autres associations commerciales, industrielles ou financières qui sont soumises, dans le royaume de Prusse, à l'autorisation du gouvernement, et qui l'ont obtenue, peuvent exercer tous leurs droits et ester en justice en France, en se conformant aux lois de l'Empire.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois et inséré au Moniteur.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Décembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14,801. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui institue une Commission chargée de fixer l'Indemnité à payer aux Courtiers de marchandises du département des Alpes-Maritimes.*

Du 19 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les articles 15 et 16 de la loi du 18 juillet 1866;

Vu la décision du ministre des finances, en date du 20 septembre 1866, désignant MM. Duvergier, Labeyrie et Bailly pour faire partie de la commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département des Alpes-Maritimes;

Vu le procès-verbal constatant la désignation faite, pour le même département, de MM. *Abbo*, *Avigdor* et *Martelly* comme membres de ladite commission;

Vu la désignation faite à l'unanimité, par les six membres ci-dessus désignés, de MM. *Masséna*, duc de *Rivoli*, *Davinck* et *Berthier* pour compléter la commission,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises pour le département des Alpes-Maritimes sera composée de :

MM. *Duvergier*, président de la section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes du Conseil d'État ;

Labeyrie, chef de la division du contentieux au ministère des finances ;

Bailly, inspecteur général des finances ;

Abbo, président de la chambre de commerce de Nice ;

Avigdor, banquier, à Nice ;

Martelly, maire de Grasse ;

Masséna, duc de *Rivoli*, député au Corps législatif ;

Davinck, ancien président du tribunal de commerce du département de la Seine.

Berthier, ancien président du tribunal de commerce du département de la Seine, membre de la chambre de commerce de Paris.

2. *M. Duvergier* est nommé président, et *M. Labeyrie*, secrétaire de la commission.

3. En cas d'absence du président ou du secrétaire, ils sont remplacés, le premier par le plus âgé, le second par le plus jeune des membres de la commission.

4. Les décisions de la commission seront signées par tous les membres présents et déposées en minute au secrétariat général du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Décembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14,802. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui ouvre au Ministre de l'Intérieur un Crédit supplémentaire pour des Créances constatées sur des exercices clos.

Du 22 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu l'état de nouvelles créances liquidées à la charge du ministère de l'intérieur, en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1862, 1863 et 1864;

Vu les lois des 25 mars 1817, article 152, 24 avril 1833, article 3, et 23 mai 1834, article 9;

Vu l'article 4 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu notre décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu les comptes d'apurement des exercices clos 1862, 1863 et 1864;

Considérant que le montant, par exercice et par chapitre, des créances comprises dans l'état susvisé n'excède pas la limite des crédits annulés sur les mêmes services dans les comptes définitifs des exercices 1862, 1863 et 1864;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 13 décembre 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur un crédit supplémentaire de deux cent quarante-sept mille trois cent soixante-treize francs soixante-six centimes (247,373^f 66^c), pour le paiement des créances désignées à l'état ci-annexé, par addition aux restes à payer constatés aux comptes définitifs de chacun des exercices clos ci-après, savoir :

Exercice 1862.....	48,377 ^f 75 ^c
1863.....	59,722 44
1864.....	39,273 47
	247,373 66

2. Notre ministre de l'intérieur est autorisé à ordonnancer le montant des créances qui font l'objet du présent décret sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, conformément au décret du 31 mai 1862 et à l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire des exercices courants.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur

⁽¹⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 22 Décembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

EXERCICES CLOS.

État des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1862, 1863 et 1864, et qui sont à ordonnancer sur les budgets des exercices courants au moyen de crédits supplémentaires.

Nombres des chapitres.	CHAPITRES.	NATURE DES DÉPENSES par article.	MONTANT DES CRÉANCES		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
	EXERCICE 1862.				
XIX.	Dépenses ordinaires et frai de transport des détenus. — Construc- tions et acquisitions..	Construction de bâtiments de maison centrale.....	48,377 ¹ 75 ²	48,377 ¹ 75 ²	48,377 ¹ 75 ²
	EXERCICE 1863.				
XIV.	Dépenses ordinaires et frai de transport des détenus. — Construc- tions et acquisitions..	Construction de bâtiments de maison centrale.....	59,722 44	59,722 44	59,722 44
	EXERCICE 1864.				
XIV.	Dépenses ordinaires et frai de transport des détenus. — Construc- tions et acquisitions..	Construction de bâtiments de maison centrale.....	139,273 47	139,273 47	139,273 47
TOTAL.....					247,373 66

Vu pour être annexé au décret du 22 décembre 1866, enregistré sous le n° 3491.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

N° 14,803. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances)
portant :

ART. 1^{er}. Est approuvé le tarif ci-annexé des droits de péage à percevoir au bac de Challonges, situé sur le Rhône, dans la commune de Challonges, département de la Haute-Savoie.

2. Sont exemptés du droit de péage les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics et les divers agents tels qu'ils sont désignés au tarif an-

né au présent décret et qui, aux termes du cahier des charges de l'adjudication desdits droits, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (Compiègne, 28 Novembre 1866.)

Tarif des droits de péage à percevoir au bac de Challonges-sur-le-Rhône, commune de Challonges.

ART. 1 ^{er} . §. 1 ^{er} . Une personne à pied non chargée ou chargée à moins de cinquante kilogrammes, dix centimes, ci.....	0 ^f 10 ^c
2. Le batelier ne pourra être contraint de passer une personne isolément, sans attendre le laps de temps prescrit d'une demi-heure, qu'autant qu'elle lui assurerait une recette d'au moins trente centimes; et, dans ce cas, il emploiera un bateau ou un batelet à sa volonté, ci.....	0 30
3. Denrées ou marchandises embarquées à bras d'homme et d'un poids de cinq myriagrammes, dix centimes, ci.....	0 10
4. Par chaque myriagramme excédant, quatre centimes, ci.....	0 04
<i>Nota. Le chargeur déclarera le poids, qui pourra être vérifié par le passeur.</i>	
5. Un cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise, vingt-cinq centimes, ci.....	0 25
6. Un cheval ou mulet chargé, vingt centimes, ci.....	0 20
7. Un cheval ou mulet non chargé, dix centimes, ci.....	0 10
8. Un âne ou une ânesse chargé, dix centimes, ci.....	0 10
9. Un âne ou une ânesse non chargé, cinq centimes, ci.....	0 05
10. Par cheval, mulet, bœuf, vache ou âne employé au labour ou allant au pâturage, quatre centimes, ci.....	0 04
11. Par bœuf ou vache appartenant à des marchands, dix centimes, ci.....	0 10
12. Par veau ou porc, cinq centimes, ci.....	0 05
13. Par mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, paire d'oies ou de dindons, deux centimes, ci.....	0 02
14. Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres, cochons de lait, paires d'oies ou de dindons seront au-dessus de cinquante, le droit sera diminué d'un quart.	
15. Lorsque les moutons, brebis, boucs et chèvres iront au pâturage, on ne payera que la moitié du droit.	
16. Les conducteurs des animaux désignés aux paragraphes 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 payeront chacun cinq centimes, ci.....	0 05
17. S'il n'existe pas de passe-cheval, le batelier ne pourra être contraint de passer isolément dans le bac les chevaux, mulets, bœufs ou autres animaux compris dans cette section que lorsque les conducteurs lui assureront une recette d'au moins soixante-quinze centimes, ci.....	0 75
18. Voiture suspendue à deux roues, attelée d'un cheval ou mulet, conducteur compris, cinquante centimes, ci.....	0 50
19. Voiture suspendue à quatre roues, attelée de deux chevaux ou mulets, conducteur compris, un franc, ci.....	1 00
20. Voiture suspendue à quatre roues, attelée d'un cheval ou mulet, conducteur compris, soixante-dix centimes, ci.....	0 70
21. Les voyageurs payeront séparément par tête le droit dû pour une personne à pied, dix centimes, ci.....	0 10
22. Une charrette chargée, attelée d'un cheval ou mulet ou de deux bœufs, conducteur compris, quarante centimes, ci.....	0 40
23. Une charrette chargée, attelée de deux chevaux ou mulets ou de quatre bœufs, conducteur compris, soixante centimes, ci.....	0 60
24. Une charrette chargée, attelée de trois chevaux ou mulets ou de six bœufs, conducteur compris, un franc, ci.....	1 00
25. Une charrette à vide, attelée d'un cheval ou mulet, conducteur compris, vingt-cinq centimes, ci.....	0 25
26. Une charrette chargée, employée au transport des engrais, des récoltes, attelée d'un cheval ou mulet ou de deux bœufs ou vaches, conducteur compris, vingt-cinq centimes, ci.....	0 25

- § 27. La même à vide, attelée d'un cheval ou mulet ou de deux bœufs ou vaches, conducteur compris, vingt centimes, ci..... 0 20
- § 28. Une charrette chargée ou non chargée, attelée seulement d'un âne ou d'une ânesse, conducteur compris, vingt centimes, ci..... 0 20
- § 29. Un chariot de roulage à quatre roues, chargé, un cheval ou mulet et le conducteur, cinquante centimes, ci..... 0 50
- § 30. Le même, deux chevaux ou mulets et le conducteur, soixante-quinze centimes, ci..... 0 75
- § 31. Le même, trois chevaux ou mulets et le conducteur, un franc vingt centimes, ci..... 1 20
- § 32. Le même à vide, un cheval ou mulet et le conducteur, quarante centimes, ci..... 0 40
- § 33. Il sera payé par chaque cheval, mulet, bœuf, vache, âne ou ânesse excédant les nombres indiqués ci-dessus comme pour les mêmes animaux non chargés.
- § 34. Le batelier ne pourra être contraint à passer une voiture, charrette ou chariot se présentant isolément que lorsque le conducteur lui assurera une recette d'au moins un franc dix centimes, ci..... 1 10
- § 35. Dans le temps des hautes eaux, le paiement du droit sera double.
Les eaux seront réputées hautes lorsqu'elles atteindront la partie peinte en rouge du poteau de hauteur qui sera établi sur la rive de contre-halage.
Le passage sera interdit quand les eaux surmonteront la partie peinte en rouge dudit poteau, quand la rivière charriera des glaçons et dans les temps de débâcle.
Les bateaux ne pourront jamais être chargés au delà du poids qui les ferait enfoncer jusqu'aux lignes de flottaison tracées en rouge sur leurs flancs.

2. Sont exempts des droits de péage :

Les préfets et sous-préfets en tournée dans leurs départements et arrondissements, les maires, les juges d'instruction et les procureurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, les directeurs et employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, des contributions directes (percepteurs compris), des contributions indirectes et des douanes; les agents de l'administration forestière, des lignes télégraphiques; les agents voyers, piqueurs et cantonniers des chemins vicinaux, les receveurs des communes, les vérificateurs des poids et mesures, les préposés d'octroi, les facteurs ruraux et les gardes champêtres, mais pour le cas seulement où ces divers fonctionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre pour cause de service, et sous la condition que les employés seront revêtus des marques distinctives de leurs fonctions ou porteurs de leurs commissions;

Les ministres des différents cultes reconnus par l'État, ainsi que leurs assistants;

Les préfets, sous-préfets et autres fonctionnaires désignés au présent paragraphe auront le droit, dans leurs tournées, de réclamer le passage en franchise de leurs secrétaires, des domestiques attachés à leur personne et de leurs voitures et conducteurs;

Les mailles-poste, les courriers et les estafettes du Gouvernement;

Les trains d'artillerie, c'est-à-dire des bouches à feu et caissons militaires chargés de munitions de guerre, ainsi que les militaires et conducteurs qui les accompagnent; les bouviers, bœufs, chevaux et voitures requis pour le transport des vivres de l'armée, des équipages, des troupes et des militaires malades; les voitures cellulaires et leurs chevaux et conducteurs;

Les militaires de tous grades voyageant avec leurs corps, les sous-officiers et les soldats voyageant isolément, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les individus conduits par la gendarmerie et les voitures et chevaux servant à les transporter, à la charge de représenter soit une feuille de route, soit un ordre de service;

Les gardes nationaux marchant en détachement ou isolément pour le service public, mais à la même condition;

Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire.

Quelque fréquents et nombreux que soient les passages des corps et des individus

qui, aux termes des dispositions ci-dessus, doivent jouir du droit de franchise, le fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité.

3. Le fermier sera tenu de passer une personne seule, sans exiger d'autre droit que le droit simple, lorsqu'elle aura attendu sur le port le laps de temps qui sera d'une heure pour les bacs et d'une demi-heure pour les passe-cheval et pour les batelets.

Il devra passer sans aucun délai les fonctionnaires, agents et autres personnes désignées à l'article 2 du présent.

Toute autre personne qui voudra passer isolément et sans attendre ce laps de temps payera le droit fixé dans ce cas par le tarif.

Le fermier sera tenu de passer, soit avant le lever, soit après le coucher du soleil, sans exiger aucun droit, mais seulement pour l'exercice de leurs fonctions, les préfets et sous-préfets, les maires, les juges d'instruction et procureurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les employés des contributions indirectes et des douanes, les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire, la gendarmerie, ainsi que les ministres des différents cultes reconnus par l'État et leurs assistants, les gardes champêtres.

N° 14,804. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise le préfet de la Seine-Inférieure à concéder aux personnes ci-après désignées, sous les conditions ordinaires en matière d'aliénation des biens de l'État, les six parcelles de lais de mer situées sur le territoire de la commune de Veulettes et désignées dans les plans annexés au procès-verbal de conférence du 17 septembre 1863 et au tableau descriptif et estimatif dressé par les ingénieurs des ponts et chaussées, le 17 décembre 1864 :

1° Au sieur *Legros*, trente mètres cinquante-quatre décimètres carrés, moyennant la somme de six francs onze centimes;

2° A la demoiselle *Laquerrière*, cent dix mètres neuf décimètres carrés, moyennant quarante-quatre francs quatre centimes;

3° Au sieur *Lerebours*, trois cents mètres quarante-neuf décimètres carrés, moyennant cent vingt francs vingt centimes;

4° Au sieur *Grimaud*, deux cent dix-huit mètres vingt-huit décimètres carrés, moyennant quatre-vingt-sept francs trente et un centimes;

5° Au sieur *Roquigny*, cent quarante-sept mètres quinze décimètres carrés, moyennant soixante-treize francs cinquante-sept centimes, et vingt mètres quarante-sept décimètres carrés, moyennant dix francs vingt-trois centimes. (*Compiègne, 28 Novembre 1866.*)

N° 14,805. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Le tarif approuvé par décret du 27 octobre 1849⁽¹⁾ pour la perception des droits de péage aux bacs situés dans le département du Puy-de-Dôme est et demeure applicable au bac établi sur la Dore, au hameau de Lanaud, commune de Courpière (Puy-de-Dôme).

2. Sont exempts des droits de péage les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics et les divers agents tels qu'ils sont énumérés au tarif relaté à l'article précédent (gardes champêtres et pompiers compris) et qui,

⁽¹⁾ X^e série, Bull. 212, n° 1786.

aux termes du cahier des charges de l'adjudication desdits droits, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (*Compiègne, 28 Novembre 1866.*)

N° 14,806. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Seignacq, canton d'Arudy, arrondissement d'Oloron, département des Basses-Pyrénées, prendra, à l'avenir, le nom de *Seignacq-Meyracq*. (*Compiègne, 13 Décembre 1866.*)

N° 14,807. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant que la juridiction du commissariat de police de Compiègne (Oise) est étendue à tout l'arrondissement. (*Compiègne, 13 Décembre 1866.*)



Certifié conforme :

Paris, le 3^e Janvier 1867.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1452.

N° 14,808. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui institue une Commission chargée de fixer l'Indemnité à payer aux Courtiers de marchandises du département de la Dordogne.

Du 22 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALÛT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les articles 15 et 16 de la loi du 18 juillet 1866;

Vu la décision du ministre des finances, en date du 20 septembre 1866, désignant MM. *Duvergier*, *Labeyrie* et *Bailly* pour faire partie de la commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département de la Dordogne;

Vu le procès-verbal constatant la désignation faite, pour le même département, de MM. *Laurens*, *Baret* et *Masbrenier* comme membres de ladite commission;

Vu la désignation faite à l'unanimité, par les six membres ci-dessus désignés, de MM. *Berthier*, *Devinck* et *Bosviel* pour compléter la commission,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises pour le département de la Dordogne sera composée de :

MM. *Duvergier*, président de la section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes du Conseil d'État;

Labeyrie, chef de la division du contentieux au ministère des finances;

Bailly, inspecteur général des finances;

Laurens, banquier, à Bergerac;

Baret, banquier, à Bergerac;

Masbrenier, banquier, à Bergerac;

Berthier, ancien président du tribunal de commerce du département de la Seine, membre de la chambre de commerce de Paris;

Devinck, ancien président du tribunal de commerce du département de la Seine;

Bosviel, avocat au Conseil d'État et à la cour de cassation.

2. M. Duvergier est nommé président, et M. Labeyrie, secrétaire de la commission.

3. En cas d'absence du président ou du secrétaire, ils sont remplacés, le premier par le plus âgé, le second par le plus jeune des membres de la commission.

4. Les décisions de la commission seront signées par tous les membres présents et déposées en minute au secrétariat général du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 22 Décembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14,809. — DÉCRET IMPÉRIAL qui institue une Commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux Courtiers de marchandises du département de la Marne.

Du 22 Décembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les articles 15 et 16 de la loi du 18 juillet 1866;

Vu la décision du ministre des finances, en date du 20 septembre 1866, désignant MM. Duvergier, Labeyrie et Bailly pour faire partie de la commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département de la Marne;

Vu le procès-verbal constatant la désignation faite, pour le même département, de MM. Werlé, Lanson et Dauphinot comme membres de ladite commission;

Vu la désignation faite à l'unanimité, par les six membres ci-dessus nommés, de MM. Berthier, Allou et Devinck pour compléter la commission.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises pour le département de la Marne sera composée de :

MM. Duvergier, président de la section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes du Conseil d'État;

Labeyrie, chef de la division du contentieux au ministère des finances;

Bailly, inspecteur général des finances;

- MM. *Werlé*, maire de Reims, député au Corps législatif ;
Lanson (Henri), ancien président du tribunal de commerce de Reims ;
 1. *Dauphinot*, président du tribunal de commerce de Reims ;
Berthier, ancien président du tribunal de commerce du département de la Seine, membre de la chambre de commerce de Paris ;
Allou, bâtonnier de l'ordre des avocats près la cour impériale de Paris ;
Devinck, ancien président du tribunal de commerce du département de la Seine.

2. M. *Duvergier* est nommé président, et M. *Labeyrie*, secrétaire de la commission.

3. En cas d'absence du président ou du secrétaire, ils sont remplacés, le premier par le plus âgé, le second par le plus jeune des membres de la commission.

4. Les décisions de la commission seront signées par tous les membres présents et déposées en minute au secrétariat général du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 22 Décembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
 du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14,810. — DÉCRET IMPÉRIAL qui institue une Commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux Courtiers de marchandises du département du Pas-de-Calais.

Du 22 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu les articles 15 et 16 de la loi du 18 juillet 1866 ;

Vu la décision du ministre des finances, en date du 20 septembre 1866, désignant MM. *Duvergier*, *Labeyrie* et *Bailly* pour faire partie de la commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département du Pas-de-Calais ;

Vu le procès-verbal constatant la désignation faite, pour le même département, de MM. *Belin*, *Adam* et *Plé* comme membres de ladite commission ;

Vu la désignation faite à l'unanimité, par les six membres ci-dessus nommés, de MM. *Berthier*, *Devinck* et *Martel* pour compléter la commission,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises pour le département du Pas-de-Calais sera composée de :

MM. Duvergier, président de la section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes du Conseil d'État;

Labeyrie, chef de la division du contentieux au ministère des finances;

Bailly, inspecteur général des finances;

Belin, membre du conseil général du département du Pas-de-Calais et du tribunal de commerce de Saint-Omer;

Adam (Al.), président du conseil général du département du Pas-de-Calais et de la société d'agriculture de Boulogne-sur-Mer;

Plé (H.), négociant, à Arras;

Berthier, ancien président du tribunal de commerce du département de la Seine, membre de la chambre de commerce de Paris;

Devinck, ancien président du tribunal de commerce du département de la Seine;

Martel, député au Corps législatif.

2. **M. Duvergier** est nommé président, et **M. Labeyrie**, secrétaire de la commission.

3. En cas d'absence du président ou du secrétaire, ils sont remplacés, le premier par le plus âgé, le second par le plus jeune des membres de la commission.

4. Les décisions de la commission seront signées par tous les membres présents et déposées en minute au secrétariat général du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 22 Décembre 1866.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé **ARMAND BÉHIC**.

N° 14,811. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui institue une Commission chargée de fixer l'Indemnité à payer aux Courtiers de marchandises du département du Pas-de-Calais.

Du 22 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les articles 15 et 16 de la loi du 18 juillet 1866 ;

Vu la décision du ministre des finances, en date du 20 septembre 1866, désignant MM. *Duvergier*, *Labeyrie* et *Bailly* pour faire partie de la commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département du Puy-de-Dôme ;

Vu le procès-verbal constatant la désignation faite, pour le même département, de MM. *Mège*, *Du Miral* et *Costa* comme membres de ladite commission ;

Vu la désignation faite à l'unanimité, par les six membres ci-dessus dénommés, de MM. *Allou*, *Berthier* et *Dillais* pour compléter la commission,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit

ART. 1^{er}. La commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises pour le département du Puy-de-Dôme sera composée de :

MM. *Duvergier*, président de la section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes du Conseil d'État ;

Labeyrie, chef de la division du contentieux au ministère des finances ;

Bailly, inspecteur général des finances ;

Mège, maire de Clermont-Ferrand, député au Corps législatif ;

Du Miral, député au Corps législatif ;

Costa, avocat à la cour de cassation ;

Allou, bâtonnier de l'ordre des avocats près la cour impériale de Paris ;

Berthier, ancien président du tribunal de commerce du département de la Seine, membre de la chambre de commerce de Paris ;

Dillais, ancien agréé, membre du conseil municipal de Paris.

2. M. *Duvergier* est nommé président, et M. *Labeyrie*, secrétaire de la commission.

3. En cas d'absence du président ou du secrétaire, ils sont remplacés, le premier par le plus âgé, le second par le plus jeune des membres de la commission.

4. Les décisions de la commission seront signées par tous les membres présents et déposées en minute au secrétariat général du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 22 Décembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14,812. — DÉCRET IMPÉRIAL qui institue une Commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux Courtiers de marchandises du département de Saône-et-Loire.

Du 22 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les articles 15 et 16 de la loi du 18 juillet 1866;

Vu la décision du ministre des finances, en date du 20 septembre 1866, désignant MM. *Duvergier*, *Labeyrie* et *Bailly* pour faire partie de la commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département de Saône-et-Loire;

Vu le procès-verbal constatant la désignation faite, pour le même département, de MM. *Pachon*, *Pelosse* et *Bellicard* comme membres de ladite commission;

Vu la désignation faite à l'unanimité, par les six membres ci-dessus dénommés, de MM. *Boullay*, *Berthier* et *Allou* pour compléter la commission,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises pour le département de Saône-et-Loire sera composée de :

MM. *Duvergier*, président de la section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes du Conseil d'État;

Labeyrie, chef de la division du contentieux au ministère des finances;

Bailly, inspecteur général des finances;

Pachon (*Pierre*), huissier, à Paris;

Pelosse (*Jules*), négociant, à Paris;

Bellicard (*Claude*), négociant, à Paris;

Boullay, ancien négociant, membre du conseil d'escompte de la banque de France;

Berthier, ancien président du tribunal de commerce du département de la Seine, membre de la chambre de commerce de Paris;

Allou, bâtonnier de l'ordre des avocats près la cour impériale de Paris.

2. M. *Duvergier* est nommé président, et M. *Labeyrie*, secrétaire de la commission.

3. En cas d'absence du président ou du secrétaire, ils sont remplacés, le premier par le plus âgé, le second par le plus jeune des membres de la commission.

4. Les décisions de la commission seront signées par tous les membres présents et déposées en minute au secrétariat général du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,

du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 22 Décembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14,813. — DÉCRET IMPÉRIAL qui institue une Commission chargée de fixer l'Indemnité à payer aux Courtiers de marchandises du département des Deux-Sèvres.

Du 22 Décembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les articles 15 et 16 de la loi du 18 juillet 1866;

Vu la décision du ministre des finances, en date du 30 septembre 1866, désignant MM. Duvergier, Labeyrie et Bailly pour faire partie de la commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département des Deux-Sèvres;

Vu le procès-verbal constatant la désignation faite, pour le même département, de MM. Berthier, Guibal et Chabert comme membres de ladite commission;

Vu la désignation faite à l'unanimité, par les six membres ci-dessus désignés, de MM. Allou, Devinck et Heurtier pour compléter la commission,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises pour le département des Deux-Sèvres sera composée de :

MM. Duvergier, président de la section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes du Conseil d'État;

Labeyrie, chef de la division du contentieux au ministère des finances;

Bailly, inspecteur général des finances;

Berthier, ancien président du tribunal de commerce du département de la Seine, membre de la chambre de commerce de Paris;

Guibal, juge au tribunal de commerce du département de la Seine;

Chabert, juge au tribunal de commerce du département de la Seine;

Allou, bâtonnier de l'ordre des avocats près la cour impériale de Paris;

MM. *Devinck*, ancien président du tribunal de commerce du département de la Seine;
Heurtier, conseiller d'État.

2. M. *Duvergier* est nommé président, et M. *Labeyrie*, secrétaire de la commission.

3. En cas d'absence du président ou du secrétaire, ils sont remplacés, le premier par le plus âgé, le second par le plus jeune des membres de la commission.

4. Les décisions de la commission seront signées par tous les membres présents et déposées en minute au secrétariat général du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 22 Décembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉREZ.

N° 14,814. — DÉCRET IMPÉRIAL qui institue une Commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux Courtiers de marchandises du département du Var.

Du 22 Décembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les articles 15 et 16 de la loi du 18 juillet 1866;

Vu la décision du ministre des finances, en date du 20 septembre 1866, désignant MM. *Duvergier*, *Labeyrie* et *Bailly* pour faire partie de la commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département du Var;

Vu le procès-verbal constatant la désignation faite, pour le même département, de MM. *Peyruc*, *Clappier* et *Émile Ollivier* comme membres de ladite commission;

Vu la désignation faite à l'unanimité, par les six membres ci-dessus désignés, de MM. *Allou*, *Blanche* et *d'Eichthal* pour compléter la commission.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises pour le département du Var sera composée de :

M. *Duvergier*, président de la section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes du Conseil d'État;

MM. Labeyrie, chef de la division du contentieux au ministère des finances;

Bailly, inspecteur général des finances;

Peyruc, président de la chambre de commerce de Toulon;

Clappier, conseiller à la cour impériale de Paris;

Émile Ollivier, député au Corps législatif;

Allou, bâtonnier de l'ordre des avocats près la cour impériale de Paris;

Blanche, avocat général à la cour de cassation;

d'Eichtal (Adolphe), ancien banquier, à Paris.

2. *M. Duvergier* est nommé président, et *M. Labeyrie*, secrétaire de la commission.

3. En cas d'absence du président ou du secrétaire, ils sont remplacés, le premier par le plus âgé, le second par le plus jeune des membres de la commission.

4. Les décisions de la commission seront signées par tous les membres présents et déposées en minute au secrétariat général du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 22 Décembre 1866.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé **ARMAND BÉRIC**.

N° 14,815. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui institue une Commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux Courtiers de marchandises du département de la Vendée.

Du 22 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les articles 15 et 16 de la loi du 18 juillet 1866;

Vu la décision du ministre des finances, en date du 20 novembre 1866, désignant *MM. Duvergier, Labeyrie et Bailly* pour faire partie de la commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises du département de la Vendée;

Vu le procès-verbal constatant la désignation faite, pour le même département, de *MM. Labordère, Pérard et Ferry* comme membres de ladite commission;

Vu la désignation faite à l'unanimité, par les six membres ci-dessus désignés, de MM. *Berthier*, *Allou* et *Blanche* pour compléter la commission, AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La commission chargée de fixer l'indemnité à payer aux courtiers de marchandises pour le département de la Vendée sera composée de :

MM. *Duvergier*, président de la section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes du Conseil d'État;
Labeyrie, chef de la division du contentieux au ministère des finances;
Bailly, inspecteur général des finances;
Labordère, président honoraire du tribunal civil d'Amiens;
Pérard (Émile), propriétaire, à Paris;
Ferry, avocat, à Paris;
Berthier, ancien président du tribunal de commerce du département de la Seine, membre de la chambre de commerce de Paris;
Allou, bâtonnier de l'ordre des avocats près la cour impériale de Paris;
Blanche, avocat général à la cour de cassation.

2. M. *Duvergier* est nommé président, et M. *Labeyrie*, secrétaire de la commission.

3. En cas d'absence du président ou du secrétaire, ils sont remplacés, le premier par le plus âgé, le second par le plus jeune des membres de la commission.

4. Les décisions de la commission seront signées par tous les membres présents et déposées en minute au secrétariat général du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 22 Décembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 14,816. — DÉCRET IMPÉRIAL qui supprime les Droits de tonnage établis à titre de droits de compensation en vertu des Traités et Conventions conclus par la France avec les États y désignés.

Du 27 Décembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu la convention de navigation et de commerce conclue, le 24 juin 1822⁽¹⁾, entre la France et les États-Unis d'Amérique ;

Vu la convention de navigation conclue, le 26 janvier 1826⁽²⁾, entre la France et le royaume-uni de la Grande-Bretagne ;

Vu les traités de commerce et de navigation conclus par la France :

Le 9 février 1842⁽³⁾, avec le Danemark ;

Le 8 mai 1852⁽⁴⁾, avec la République dominicaine ;

Le 9 mars 1853⁽⁵⁾, avec le Portugal ;

Le 2 août 1862⁽⁶⁾, avec la Prusse ;

Le 14 février 1865⁽⁷⁾, avec les royaumes-unis de Suède et de Norvège ;

Le 4 mars 1865⁽⁸⁾, avec les villes anseatiques de Brême, Hambourg et Lubeck ;

Vu les articles 4 et 6 de la loi du 19 mai 1866,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les droits de tonnage établis à titre de droits de compensation en vertu des traités et conventions conclus par la France avec le Danemark, la République dominicaine, le Portugal, la Prusse, la Suède et la Norvège, et les villes anseatiques de Brême, Hambourg et Lubeck, sont et demeurent supprimés.

2. Les navires français et anglais venant d'un port de la Grande-Bretagne ou de ses possessions en Europe dans un des ports de l'Empire français seront affranchis du droit de tonnage établi en vertu des dispositions de l'article 1^{er} du traité du 26 janvier 1826.

La même franchise profitera à tous les pavillons assimilés, par actes conventionnels, au pavillon français, et qui, comme tels, devaient, à leur arrivée des ports britanniques en France, acquitter le droit de tonnage ci-dessus mentionné.

3. Jusqu'à ce qu'il plaise au gouvernement des États-Unis d'Amérique de supprimer, comme il l'a fait pour ses propres navires, le droit de quatre-vingt-quatorze cents par tonneau perçu sur les navires français arrivant dans les ports de l'Union américaine, les navires des États-Unis arrivant dans un port de l'Empire français resteront soumis au droit de cinq francs par tonneau, conformément aux dispositions de l'article 5 de la convention de commerce et de navigation du 24 juin 1822.

4. Le présent décret recevra son exécution dans tous les ports de l'Empire et de l'Algérie, à dater du 1^{er} janvier 1867.

5. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au département des affaires

⁽¹⁾ VII^e série, Bull. 614, n° 15,077.

⁽²⁾ VIII^e série, Bull. 76, n° 2645.

⁽³⁾ IX^e série, Bull. 895, n° 9913.

⁽⁴⁾ X^e série, Bull. 594, n° 4572.

⁽⁵⁾ XI^e série, Bull. 127, n° 1059.

⁽⁶⁾ XI^e série, Bull. 1285, n° 13,122.

⁽⁷⁾ XI^e série, Bull. 1275, n° 13,028.

⁽⁸⁾ XI^e série, Bull. 1293, n° 13,265.

étrangères et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Décembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉRIC.



Certifié conforme :

Paris, le 3^e Janvier 1867,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
impériale ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1453.

N° 14,817. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui proclame 1554 Brevets d'invention et Certificats d'addition.*

Du 5 Août 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 14 de la loi du 5 juillet 1844,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont proclamés :

1^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baillet (Jules-Alphonse), fabricant, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de lampes.

2^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 avril 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Beuret, Godard-Desmarest et compagnie, représentée par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 32, pour un système de fourneau de cuisine à plateau tournant.

3^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Marne, par le sieur Bigot (Prosper) métreur, à Melun, pour un système de fabrication de tuyaux de drainage à couvre-joints adhérents demi-circulaires en terre cuite.

4^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Callier (Aignan-Bernard), horloger, à Paris, boulevard Montmartre, n° 22, pour montres dites à *belières de sûreté*.

5^o Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cholle-Champion (François-Hermeland), mécanicien, représenté par le sieur Rabineau, à Paris, rue Vauvillier, n° 16, et rue Berger, n° 29, pour un système de pressoir à mouvement continu.

6^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par les sieurs Clavières (Jean) et Lambey (Amédée), rue Neuve, n° 2, à Bordeaux, pour un fourneau, appareil diviseur et condensateur, pour traiter les minerais à la sortie de la mine et éviter le travail mécanique qui se rattache à cette exploitation.

7^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la compagnie anonyme des forges de Châtillon et Commentry, représentée par le sieur Vuilliod

(Romain-Antoine), à Paris, rue Anber, n° 10, pour un mode de préparation des minerais de fer avant leur fusion au haut fourneau.

8° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 3 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cruickshank (Francis), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans le revêtement et la préservation des coques de navires en fer et autres (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 4 août 1878).

9° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delfosse (Arthur), représenté par le sieur Amouroux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour tuiles à coulisses.

10° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delporte (Edouard), coiffeur, à Paris, rue Descartes, n° 4, pour un talon mobile et tournant applicable à la chaussure.

11° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Erdmann (Jules), électricien, à Paris, rue de l'Écluse-Batignolles, n° 2, pour un système de fils électriques destinés à la télégraphie sous-marine, souterraine et aérienne.

12° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Godel (Alexis-Ernest) fils, fabricant bijoutier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de fabrication de bagues massives unies ou ornementées pour la bijouterie.

13° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gondoin (Edmond-Paul-Henry), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une machine à fabriquer le grillage métallique.

14° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Goodwin (Charles-Rhodes), manufacturier, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour procédés pour le remmailage des tricots à la mécanique.

15° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par les sieurs Grandry-Grandry et fils, négociants, à Nouzon, pour la fabrication des bassins de pelles à feu par cylindre.

16° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Grassi (Jean-Claude), mécanicien, à Paris, rue de Flandre, n° 32, pour perfectionnements apportés aux machines à vapeur.

17° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Grinot (Maximilien), représenté par le sieur Houlet, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour une machine à faire les pointillés, servant à faciliter le détachement des chèques, reçus, titres, etc. et de toutes pièces émanant d'un livre à souche.

18° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Hédiard (Émile-Alexandre), mécanicien, rue de la Pie, n° 5, à Rouen, pour un appareil à remplir les sacs.

19° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Heimgl (Otto), artiste, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour moyen perfectionné de produire les mosaïques.

20° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Isoard (Louis-Mathieu) fils, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de becs à gaz.

21° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lavater (Léopold-Jonas), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin,

n° 50, pour perfectionnement dans la fabrication de tubes ou tuyaux en caoutchouc vulcanisé, etc. (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 15 septembre 1878).

22° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Lavergne (Léonard), menuisier, à Cambes, pour un système de machine dite *aide-moteur*, destinée à augmenter la force motrice ou puissance des mécanismes.

23° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Lavoine-Lamiable (Jules-Zéphir-Honoré), marchand de tissus en détail, à Crécy-sur-Serre, pour une machine à mesurer et à enrouler automatiquement les étoffes de toute nature, dite *créçienne double ou simple*.

24° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lencanhez (Alexandre) et Micolon (Henri-André), fabricant d'acier, représentés par le sieur Guy, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95, pour perfectionnements apportés dans les appareils métallurgiques propres à la production du gaz combustible et à l'emploi de hautes températures.

25° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Malepeyre (Adolphe), mécanicien, à Paris, rue de la Pépinière, n° 55 (quatorzième arrondissement), pour une machine destinée au taillage et au dressage des pierres et moellons employés dans les constructions.

26° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marchisia (Giacomo-Felice), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés aux appareils producteurs d'air inflammable pour l'éclairage et le chauffage.

27° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Paul), fabricant d'eaux minérales, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système de moteur.

28° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 4 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Neil M^r Haffic, représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour perfectionnements dans le traitement des plaques en fer pour navires, chaudières, etc., et du fer forgé sous d'autres formes, pour les garantir contre l'oxydation causée par les eaux de mer et autres et par l'atmosphère (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 6 août 1878).

29° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Norton (James-Lee), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour fabrication et finissage du velours ou tissus à poil coupé, faits avec des fils ou des fils de laine, ou fibres d'alpaga, mohair, cachemire ou autres animaux.

30° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 4 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs William Parson et compagnie, représentés par le sieur Guy, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95, pour un genre de fermeture à leviers pour boutons de manchettes, également applicable aux broches, agrafes, épingles, fermoirs et autres articles de joaillerie (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 13 juillet 1878).

31° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Reignié (Gustave), carrossier, à Jarnac, pour une batteuse manœuvrée à bras, dite *batteuse Reignié*.

32° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roulot (Émile), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements dans les marchepieds des voitures.

33° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sax (Julius), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feytaud, n° 28, pour des perfectionnements apportés aux boutons et indicateurs électriques employés dans les

maisons particulières, les places publiques, les navires et les chemins de fer en cas d'incendie (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 1^{er} décembre 1878).

34^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Wilden (Auguste-Frédéric) et Chalumeau (Constant), mécanicien, à Paris, boulevard de Magenta, n° 178, pour une machine à faire les gouttières de livres.

35^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par les sieurs Bazin (Ernest) et Hémyer (Jules), rue de la Chalouère, n° 53, à Angers, pour l'application de l'électricité à l'injection des bois au moyen de courants alternatifs produits par une machine magnéto-électrique.

36^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bijot (Louis) et Dubois (Charles), fabricants, rue de Paris, n° 135 bis, à Saint-Denis, pour un godet graisseur à régulateur pour les machines.

37^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par les sieurs Billhaud et Borja-Soria, rue Sullivan, n° 16, à Bordeaux, pour un procédé à convertir les feuilles de pin maritime en laine de bois.

38^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Briout (Théophile), entrepreneur de travaux, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de racloir pour travaux de peinture, de maçonnerie, etc.

39^e Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Alpes-Maritimes, par le sieur Bussi (Jacques), photographe, rue de Fréjus, à Cannes, pour un vernis destiné à la photographie.

40^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs A. Cabany et compagnie, élisant domicile chez le sieur Mathias, place aux Bluetts, n° 5, à Lille, pour une roue de wagon dite *roue pleine à plateaux jameaux*.

41^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carchon (Emile), représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 81, pour un système de fermeture de guêtres, molletières, etc.

42^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carchon (Emile), représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 81, pour des perfectionnements apportés dans les moyens employés pour la teinte des herbes et de la paille servant à la fabrication des fleurs, chapeaux, etc.

43^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par le sieur Caunois (Gabriel-Christophe), plombier, à Louveciennes, pour un appareil de robinets de jauge-filtre.

44^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coste (Auguste-François), fabricant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un encrier à sonpape-basculé.

45^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Derbès (Alphonse), rue des Minimes, n° 10, à Marseille, pour un appareil fomi-vore aspirateur.

46^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur d'Orszagh (Antoine-Auguste), représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour des perfectionnements dans la photographie.

47^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gire (Pierre-Marie-Louis-Emile), fabricant, à Paris, rue du Dragon, n° 30, pour une cafetière autoclave à filtre mobile et condenseur.

48^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 jan-

vier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Constantine, par le sieur Godde (Alexandre), architecte, représenté par le sieur Champeaux, capitaine d'artillerie, à Constantine, pour l'application d'un évoluo-gouvernail à l'arrière des bâtiments à voiles comme à vapeur.

49° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hamart (Edouard), teinturier-apprêteur, à Paris, rue de Lafayette, n° 103, pour impression sur chaîne chinée régulière.

50° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hargant (Jean-Pierre), fabricant, représenté par le sieur Claës, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, pour un robinet perfectionné.

51° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Job (Ferdinand), coutelier, élisant domicile chez le sieur Salvat, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 95, pour un sécateur perfectionné dit *sécateur perfectionné de Job*.

52° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Kleinod (Christophe), fabricant d'instruments de précision, à Paris, rue de la Parcheminerie, n° 2, pour perfectionnements aux irrigateurs.

53° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Lancel (Augustin), menuisier, à Mareuil, pour une machine à teiller le lin.

54° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laporte (Étienne), chimiste, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de distillation et de vaporisation des liquides à effet continu.

55° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Legg (Thomas), mécanicien, représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour une machine à coudre perfectionnée.

56° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Piquet (Honoré-Étienne), mécanicien, représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour des perfectionnements au sécateur à tailler les vignes.

57° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Preynat et Rozier, fabricants de rubans, place de l'Hôtel-de-Ville, n° 15, à Saint-Étienne, pour un porte-épingle facilitant le repassage du rasoir dans la fabrication du velours épinglé, dit *velours de Montagne*.

58° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ruegg (Rudolf), fabricant de cages, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 151, pour cages d'oiseaux avec mangeoires à ressorts.

59° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Simon (Louis-François), à Hornoy, pour un fourneau à chaux à foyer central et chaleur circulaire.

60° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Toulze (François-Julien), mécanicien, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, pour un système de frein de chemins de fer.

61° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Vallet (Louis-Alexandre), à Ponthion, pour un système de chaussées de voies publiques et particulières dit *stratifier*.

62° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Verrier (Alphonse) fils, fabricant d'équipements militaires pour enfants, représenté

par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de fusil inoffensif pour enfants.

63° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Vieux (Frédéric), côte Saint-Sébastien, n° 12, à Lyon, pour cannelières à défilier à deux graduelles.

64° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Var, par le sieur Bain (Antoine-Gabriel), maître cordonnier, à Méounes, pour un système d'imperméabilité des chaussures.

65° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Barbezat et compagnie, maîtres de forges, représentés par le sieur Sterling, à Paris, rue de Comines, n° 10, pour application des robinets en cuivre et fer aux becs à gaz en métal.

66° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Barbezat et compagnie, représentés par le sieur Sterling, à Paris, rue de Comines, n° 10, pour l'application de la fonte de fer aux bordures des trottoirs publics et privés, quels que soient les systèmes de forme, de pose et de consolidation.

67° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Barbier jeune, fabricant de coke, représenté par le sieur Blanc, à Saint-Étienne, pour un système de fours utilisant la chaleur perdue des fours à coke et servant à carboniser les moures pour en extraire le goudron, le gaz d'éclairage, etc. et fabriquer du coke.

68° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baulant (Charles-François-Alexandre), fleuriste, à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 21, pour un procédé ayant pour objet l'application du paillon doublé d'étoffe à la fabrication de feuilles et fleurs artificielles.

69° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ain, par le sieur Bertin (Louis), fabricant de briques, à Ceyzérieu, pour un système de briques légères.

70° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Bosses (Alexandre), rue Mériadeck, n° 111, à Bordeaux, pour un genre d'appareil de presses à vendanges et autres.

71° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Champon, rue du Tondou, n° 6, à Bordeaux, pour un genre de machine à épurer et laver le gravier.

72° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chemardin (François), ébéniste, fabricant de fauteuils, à Paris, rue des Rigoles, n° 43 (ancien Belleville), pour la fabrication de sièges à assemblages métalliques.

73° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Daloz (Paul-Amédée-Émile), fabricant de chapellerie, rue de la Cité, n° 53, à Troyes, pour un tissu dit *crino-laine*.

74° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Deux-Sèvres, par le sieur Dauvin (Jean), fabricant de chandelles, à Niort, pour une chandelle perfectionnée et parfumée.

75° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, par le sieur Dubut (Jean-Tranquille-Modeste), matelassier, à Caen, pour une peigneuse mécanique et son métier à coulisses avec leurs accessoires.

76° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Ducrocq (André) aîné, chaudronnier-mécanicien, à Saint-Quentin, pour un fumivore appliqué à toutes les chaudières à vapeur sans distinction et à tous les foyers indus-

triels comprenant des grilles pour toutes sortes de chaudières ou cuves chauffées à feu nu.

77° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dulac (Louis-Simon) aîné, négociant, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système de préparation des fils doublés principalement destinés à la passementerie.

78° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Durant (Gustave), fabricant de bonneterie, mail des Tauxelles, n° 5, à Troyes, pour une mécanique circulaire servant à faire les pointes.

79° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Fourrhinnje (Émile), dessinateur, rue Saint-Jacques, n° 18, à Lille, pour un système de pompes rotatives à palettes mobiles.

80° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, par le sieur Gouchon (Louis), manufacturier, à Lisieux, pour une machine automatique chauffée à la vapeur et propre à la teinture des laines en poils.

81° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guillaume (Édouard-Michel), employé, à Paris, avenue Percier, n° 6, pour un appareil propre à arrêter immédiatement les trains sur les chemins de fer.

82° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Herrgott (Adam-Émile-César), menuisier, et Bodart (Jean-Baptiste), ébéniste, à Paris, le premier, rue Saint-Bernard, n° 25, et le second, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 95, pour un étrier à ressort.

83° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacquelin (Claude) fils, représenté par le sieur Jacquelin père, à Paris, boulevard des Fournaux, n° 41, pour une machine dite *moteur Jacquelin*.

84° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Lachèvre (Zéphirin) aîné, mécanicien, à Barentin, pour l'application des organes nécessaires à la transformation des mull-Jenny en renvideurs.

85° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Layet (Eustache-François), mécanicien, à Paris, rue Saint-Laurent, n° 5, pour un appareil alimentaire automoteur applicable à toutes espèces de chaudières à vapeur et à toutes sortes d'épuisements.

86° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leroux (Anselme-Charlemagne), agriculteur, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système destiné à garantir contre la gelée toute espèce de pompes.

87° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Louvier (Pierre-Eugène), graveur, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de moteur hydraulique.

88° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Pruvot-Pilon (Jean-Baptiste), dessinateur en broderies, à Saint-Quentin, pour l'application du tulle à la broderie anglaise au moyen du crochet ordinaire à la main.

89° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Robin (Henri), rue Saint-Clément, n° 63, à Nantes, pour un moteur à gaz acide carbonique à récipient mobile et à pression limitée et mesurée dit *système Robin*.

90° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Toussaint (Jean-Baptiste), représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour un système de fermeture de guêtres, molletières, etc.

91° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tussaud (Félix), mécanicien, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système de construction de contre-espaliers doubles.

92° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Armistead (Henry), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillou, n° 13, pour des perfectionnements apportés à la teinture et à l'encollage, ou préparation des chaînes pour le tissage, et dans les appareils employés à cet effet (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 10 août 1878).

93° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Brakeslec (Erastus), représenté par le sieur Zacharie (Léon), rue de la Charité, n° 11, à Lyon, pour des perfectionnements dans les boîtes de cartouches pour les armes à feu.

94° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bonfils (Paul-Émile), mécanicien, à Paris, rue d'Eupatoria, n° 7 (ancienne rue de l'Alma), quartier de Ménilmontant, pour un jouet dit *cheval mécanique automatique*.

95° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Breval (Laurent), mécanicien, et Gedalge (Élias-Jonas), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système d'impression mécanique en taille-douce.

96° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Chaudet (Jean-Henri), chimiste, rue des Emmurés, n° 14, à Rouen, pour un système de fabrication des sels chromiques et leur application à la teinture des matières textiles.

97° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 9 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Collins (Sudney) et Collins (Charles), représentés par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour une méthode perfectionnée de produire de la bourre de soie propre à être tissée et filée en articles d'usage (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 15 août 1878).

98° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Duchamp (Jean-Marie), rue de la Vieille-Monnaie, n° 30, à Lyon, pour un robinet dit *robinet Duchamp*.

99° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Fouché (Auguste), chaudronnier, et Moret (Claude), mécanicien, à Paris, le premier, rue Saint-Maur, n° 134, et le second, rue de Nemours, n° 14, pour un appareil fumivore destiné à brûler la fumée des fourneaux d'usines.

100° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gervais (Antoine), fabricant d'appareils de chauffage, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système perfectionné de chauffage des serres, etc.

101° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Geruzex (Pierre-Auguste-Paul), artiste peintre, à Paris, rue d'Assas, n° 8, pour un compteur pour les voitures dit *dromomètre*.

102° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hauguener (Gersin-Léon), négociant, élisant domicile à Paris, rue Montmartre, n° 36, hôtel d'Angleterre, pour la fabrication des raiforts raffinés et non raffinés.

103° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Herpe (Félix), fabricant d'huile, représenté par le sieur Colard, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 102, pour un rail indéraillable dit *rail Herpe*.

104° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 fé-

vrier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Imbs (Joseph), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 35, pour une machine propre à peigner les filaments de matières textiles.

105° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacquemin (Étienne), mécanicien, à Paris, rue Racine, n° 7, pour une machine à moissonner à mouvement continu.

106° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Labarre (Armand), représenté par le sieur Herpst, à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 5, pour une pompe perfectionnée dite *pompe cylindro-automatique*.

107° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Laurent (François-Alexandre), Casthelaz (John), fabricant de produits chimiques, et Basset (Nicolas), chimiste, à Paris, les deux premiers, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, n° 19, et le troisième, rue des Dames, n° 60 (dix-septième arrondissement), pour une méthode de fabrication de l'acide oxalique.

108° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Malo (Gaspard) fils, constructeur, représenté par le sieur Krahness, à Paris, rue d'Isly, n° 13, pour un cabestan à mécanisme différentiel.

109° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Jean-Marie-Charles), artiste, fabricant de jouets, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de pelle dite *double pelle tamisante*.

110° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Michaud (Pierre), rue des Capucins, n° 19, à Lyon, pour un procédé pour rendre imperméable à l'huile le papier encartage employé dans le tissage des étoffes de soie, dit *papier à rouler*.

111° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mitler (Joseph-Édouard) aîné, fabricant de boutons, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour boutons en verroterie, en bitume, en ciments, béton, mastics, à queue flexible ou de fil.

112° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Montméat (Louis), mécanicien, place Chavanelle, n° 16, à Saint-Étienne, pour un compteur à eau donnant toujours un volume d'eau régulier, quelle que soit la pression.

113° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Paret (Antoine), moulinier, à Saint-Paul-en-Jarret, pour un système de moulinage.

114° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Patureau (Pierre), mécanicien, à Paris, rue de Malte, n° 68, pour joints articulés.

115° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Perrare-Michal (François-Socrate), mécanicien, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour machine à coudre faisant le point dit *de surjet*.

116° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Peugeot frères, manufacturiers, représentés par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements aux sommiers pour lits, aux coussins, aux sièges pour véhicules et autres.

117° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Piel et Nanteau, fabricants de bijoux en doré, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un genre décoratif de la bijouterie fausse dit *genre tunisien*.

118° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 11 février 1865, au

secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Pilliner (Alfred-Colerick) et Hill (James-Charles), représentés par le sieur Basset, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour perfectionnements dans les moyens pour obtenir la force motrice applicable pour mesurer, élever et refouler les fluides (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 13 août 1878).

119° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Raimbault (Pierre), négociant, représenté par le sieur Meslin, à Paris, rue Saint-Honoré, n° 276, pour tapis en fils de chaux croisés avec rayures et fonds variés en couleur.

120° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Rivoire (Joseph), mécanicien, élisant domicile chez le sieur Fenillat, rue Ferrandière, n° 14, à Lyon, pour un système de propulsion des navires.

121° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Schloss (Simon) et neveu, fabricants de maroquinerie, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de fermoir applicable à tous les articles de maroquinerie et de gainerie.

122° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Steiner (Julius), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les machines de filature.

123° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Turner (Archibald), fabricant de tissus élastiques, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les appareils servant à mettre les passagers d'un train de chemin de fer en communication avec le conducteur et le mécanicien, et ces deux derniers l'un avec l'autre, pendant la marche du train (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 9 août 1878).

124° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wood (Stephen-Wells), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements dans les armes à feu, revolvers et dans les cartouches pour ces armes.

125° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Allemand (Charles), négociant, avenue de Paris, n° 111, à Saint-Denis, pour l'imperméabilisation des boîtes à graisse, boîtes à cirage et autres corps gras ou liquides, en bois.

126° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Allix (Georges), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans les procédés et appareils pour prendre les ris des voiles de hunier et de perroquet.

127° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Artige Champel, représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un parapluie imperméable.

128° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 13 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cox (William-Hinker), représenté par le sieur Basset, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour des perfectionnements dans la fabrication des canons (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 13 août 1878).

129° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 14 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dalziel (William) et Parsons (Percival-Moses), représentés par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements apportés aux appareils de gaz portatif et aux moyens employés pour régler l'alimentation des gaz ou fluides élastiques (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 17 août 1878).

130° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur

Durand (Gabriel) aîné, impasse Gonin, à Lyon, pour agglomération de divers combustibles.

131° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Vendée, par le sieur Gandon (Louis-Antoine), capitaine au cinquante-neuvième régiment de ligne, élitant domicile à Napoléon-Vendée, pour un appareil électro-magnétique.

132° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ghisi (Joseph), négociant et mécanicien, représenté par le sieur Orcote, à Paris, passage du Grand-Cerf, n° 42, pour une machine destinée à couper le sucre en petits carrés.

133° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gross (Augusto), bijoutier, à Paris, rue du Temple, n° 79, pour une machine à polir les chaînes en or.

134° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guibal (Charles), à Paris, rue Vivienne, n° 40, pour applications du caoutchouc.

135° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Holyoke (Charles-Otis), représenté par le sieur Basset, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour système perfectionné d'armures pour navires, tourelles, casemates et fortifications.

136° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Huot (Paul-René), place de la Butte, n° 9, maison Pérégaut, à Lyon, pour un système d'armes à feu se chargeant par la culasse, applicable en général à tous les modèles existants : fusils, carabines, mousquetons, pistolets à un ou deux coups, de guerre ou de chasse.

137° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Carl Karthaus et compagnie, manufacturiers, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour la confection d'un article dit *doubleure avec bordage*, pour vêtements de femme.

138° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Lamoureux et Gendrot, fabricants de produits chimiques, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un flacon muni d'accessoires combinés pour le service des matières grasses, onctueuses ou liquides.

139° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leperdrieux (Julien-Magloire), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système perfectionné de chaîne hydraulique élévatoire.

140° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société A. Leverd et compagnie et Arthur Decourdemanche, négociants, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de fabrication de chaussures en gutta-percha.

141° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maingot (Jules-Hilaire), à Paris, passage du Désir, n° 4, pour un genre de portecigare dit *porte-cigare prophylactique*.

142° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marlart (Joseph-Armand), teinturier, à Paris, rue Censier, n° 22, pour l'obtention des verts lumières à l'aide de composés cyaniques.

143° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 8 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maïtete (Félix), représenté par la dame Mathieu (Élisabeth-Joséphine), son épouse, à Paris, passage du Saumon, n° 18, pour une ceinture dite *ceinture duchesse*.

144° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 fé-

vrier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Matley (Edouard), dessinateur, à Paris, boulevard Pigalle, n° 18, pour barreaux pour foyers de chaudières à vapeur.

145° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mayer (Ernest-Léopold), photographe, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour châssis photographique dit *châssis Mayer*.

146° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente-Inférieure, par le sieur Mongrand (Émile), docteur-médecin, à Saintes, pour un véhicule destiné à transporter les enfants et à les amuser.

147° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Monnier (Arthur), élisant domicile chez le sieur Feuillat, rue Ferrandière, n° 14, à Lyon, pour un battant-hrocheur applicable aux métiers à tisser.

148° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Drôme, par le sieur Morin (Jean-Pierre), à Chaudebonne, pour un système de chemin aérien destiné à l'exploitation des forêts dans les pays montagneux.

149° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Mourey (Félix), entrepreneur de peinture, rue de Rome, n° 46, à Marseille, pour un enduit pour la conservation des pierres tendres, dit *oléine plombique*.

150° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Neat (Joseph), représenté par le sieur Lagny, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour une brosse mécanique pour la chevelure (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 1^{er} décembre 1878).

151° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 15 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Newton (William-Edward) et Shepard (Edward-Charence), représentés par le sieur Courroux, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour perfectionnements apportés aux armes à feu se chargeant par la culasse et aux cartouches à employer avec ces armes (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 7 novembre 1878).

152° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Revin (Joseph), rue des Entrepreneurs, n° 3, à Marseille, pour une combinaison de matières propres à la fabrication d'un savon dit *savon gélifiqueux*.

153° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Robert (Amélie-Appoline), représentée par le sieur Vinck, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés aux queues de billard.

154° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Saint-Martin (Jules et Léopold) frères, mécaniciens, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un timbre humide à double effet s'encrent seul.

155° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Samuël (Pierre-Augustin), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour clefs à bielle pour écrous et autres pièces mécaniques, dites *clefs Samuël* ou *clefs mécaniques*.

156° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Soumard (Joseph-Vincent), représentant de commerce, à Paris, rue du Château-d'Eau, n° 71, pour une machine destinée à fabriquer la cristallisation et la verrerie moulée.

157° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ulliel (Henri), avenue de Neuilly, n° 65, à Neuilly, pour un appareil à carburer le gaz.

158° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 fé-

vrier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Vivier (Émile) et Philippe (Pierre), rue de Bourbon, n° 46, à Lyon, pour une machine dite *machine Vivier-Philippe*, servant à supprimer la vapeur des machines fixes.

159° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boulon (Nicolas-Hippolyte), représenté par le sieur Herpst, à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 3, pour une serrure perfectionnée dite *à verrou de sûreté et à double clef*.

160° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Briou (Henri-Alfred), représenté par le sieur Gaston de Vaer, à Paris, rue de Lancry, n° 48, pour vernis transparent destiné à protéger tous les métaux polis ou plaqués contre la rouille ou l'oxydation et contre les ravages causés par le gaz pour l'éclairage, les autres gaz et l'humidité ou toute autre cause.

161° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brua (François), chef de station du bureau télégraphique de Saintes, éisant domicile chez le sieur Papin (Mathieu), à Paris, ancien chemin de ronde de Foutarabie, n° 39, pour un encrier porte-plume.

162° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Burck (Napoléon), négociant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une plate-forme de refuge mobile.

163° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Cabasson (François-Dominique-Pierre-Jacques), négociant, et Gâche (Adolphe) fils, représentés par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système d'appareils destinés à désagréger les matières végétales et animales, appareils dits *cenocytres*.

164° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Meuse, par les sieurs Cocu-Thomas, serblantier, et Archen (Pierre-Gabriel), représentés par le sieur Labourasse, à Bar-le-Duc, pour un appareil d'éclairage et de chauffage économique.

165° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Sarthe, par le sieur Cuvier (Julien-Eugène), à Pont-de-Gennes, pour un appareil de sécurité pour les voyageurs en chemin de fer, donnant le signal d'arrêt de train.

166° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par les sieurs Descoubet (Paul) père, apprêteur, et Devisme (Louis-Léon), monteur de nouveautés, à Elbeuf, le premier, rue la Carrière, n° 69, et le second, rue du Cours, à Elbeuf, pour une machine à retordre les fils.

167° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 16 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dove (William), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements apportés dans l'application des filigranes ou autres marques semblables sur le papier (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 16 août 1878).

168° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Dumas (Victor), effilocheur, représenté par le sieur Bert, à Grenoble, pour des perfectionnements dans les machines à effilocheur les étoffes.

169° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve Érad (Elisabeth-Louise-Camille Février), représentée par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la construction des pianos.

170° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ferry (Armand-Hyacinthe), négociant, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système de construction de pianos d'étude.

171° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Gerentes (Pierre), négociant, et la dame Bernard (Rose), son épouse, élisant domicile à Paris, hôtel Lacombe, cité Bergère, pour la passementerie maille-guipura.

172° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hayman (Henry), représenté par le sieur Aubin, à Paris, avenue de Cligny, n° 21, pour un vase à fleurs dit *Eugène vase flower-box*.

173° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Manche, par le sieur Hébert (Louis-Gabriel), maréchal-taillandier, à Saint-Martin-de-Chaulieu, pour un procédé de fabrication de péturons pour les chevaux et les bêtes à cornes.

174° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacquot (Christophe), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 1, pour une balle perfectionnée à musique.

175° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Lacroix (Léonide), fabricant de papier, à Angoulême, pour un système de fourneau fumivore dit *fourneau fumivore Lacroix*.

176° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 11 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par les sieurs E. Maury et compagnie, fabricants de chapeaux, rue Castellane, n° 10, à Toulouse, pour un chapeau de toutes formes et de toutes nuances en feutre de velu à poils longs retombant perpendiculairement, dit le *boyard*.

177° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Muterse (Jean-Marie), libraire, représenté par le sieur Trenchereau, rue Voltaire, n° 3, à Nantes, pour un procédé salicole ayant pour but l'amélioration de l'industrie des marais salants de l'ouest de la France.

178° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Nezeraux (Charles-Placide), mécanicien, à Cognac, pour l'application aux canots-de-vie de Cognac et autres de l'eau distillée obtenue par la condensation de la vapeur d'échappement des machines à vapeur.

179° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Noiron (Edouard), mécanicien, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 303, pour un appareil spécialement destiné à brûler de la chandelle.

180° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pastorelly (Jean-Antoine), négociant, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 17, pour perfectionnement aux armes à feu portatives se chargeant par la culasse, applicable aux canons de tout calibre.

181° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Picot (Eugène-Joseph) jeune, charron, rue des Viviers, n° 31, à Havre, pour un système d'essieu de voiture dit *essieu à carrossage régulateur*.

182° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Pinta (Xavier), à Arras, pour un semoir mécanique dit *semoir-sarcleur aratoire*.

183° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Plagnol (Antoine), mécanicien, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Saint-Apolline, n° 2, pour un genre d'outil destiné à donner de la voie aux lames de scies, outil dit *tourne-scie*.

184° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département d'Ille-et-Vilaine, par le sieur Portalier (Louis-Marc-Marie), arquebusier, représenté par le sieur de Villers, rue de Fougères, n° 10, à Rennes, pour le perfectionnement des armes se chargeant par la culasse.

185° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Pratt (Daniel-L.), représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin n° 29, pour perfectionnements dans la fabrication de la tôle de fer.

186° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rahon (Célestin) fils, représenté par le sieur Dufrené, à Paris, rue Papillon, n° 10, pour un piston sans frottement applicable à toutes espèces de pompes.

187° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tubi (Graziano), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un harmonium portatif avec boîte servant de siège et applicable aux pianos.

188° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Arfeuille (Pierre), chauffeur au chemin de fer du Midi, rue Périole-Bonnefoy, n° 13, à Toulouse, pour un système de graisseur pour locomotives.

189° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Atkinson (Edward), parfumeur, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un appareil destiné à contenir et répandre des essences et autres liquides.

190° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bertheau (Hippolyte) et Rousselot (Joseph), représentés par le sieur Lagny, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour la fabrication des fontes de fer et spécialement des fontes pour le feu.

191° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Tarn-et-Garonne, par le sieur Besançon (Jean), fondeur, à Montauban, pour un fourneau potager économique en fonte.

192° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Meuse, par le sieur Rouilly (Nicolas-François), cultivateur, à Verdun, pour un système de charrue.

193° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par les sieurs Bousignes (Gustave) et Bousignes (Léon), dits Bley, négociants en vins, rue de Talleyrand, n° 48, à Reims, pour un mode de bouchage permettant de déboucher la bouteille sans le secours d'aucun instrument.

194° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bussey (George-Gibson), négociant, représenté par le sieur Thenen, à Paris, rue de Dunkerque, n° 24, pour des perfectionnements dans la fabrication et la pose des boutons.

195° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Clin (Alexandre-Jules) fils, ferblantier, représenté par le sieur Cartier, à Paris, rue de Rambuteau, n° 22, pour un gazomètre à air comprimé propre à la vaporisation des huiles minérales appliquées comme gaz d'éclairage.

196° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cunningham (Henry-Duncan-Preston), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans les manœuvres courantes des agrès de navires et dans les moyens de les actionner.

197° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Derocquigny (Alfred-Charles-François) et Gance (Dominique), mécaniciens, représentés par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un appareil s'adaptant aux machines à coudre à aiguille verticale, à l'effet de faire la couture point de boutonnière, etc. à trois fils.

198° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par les sieurs de Dietrich et compagnie, maîtres de forges, représentés par le sieur Schulmeister, faubourg de Saverne, n° 2, à Strasbourg, pour un appareil destiné à couler des ron-

delles en acier Bessemer ou en acier fondu pour bandages de wagons, de tenders et de locomotives, ainsi que pour couler des anneaux du même métal pour les freins à canons.

199° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fairant (Ludovic), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système d'accouplement de plusieurs roues hydrauliques avec transmission de force motrice.

200° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Foëx (Étienne-Jean-Antoine), chemin des Chartreux, n° 77, à Marseille, pour une lampe dite *lampe Foëx*, à boîte de sûreté pour brûler le pétrole et autres huiles minérales.

201° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gentilhomme (Nicolas-Alexandre), architecte, à Paris, quai de la Tournelle, n° 15, pour un appareil applicable à la combustion, par l'étincelle électrique, des gaz inflammables dans les houillères avant leur accumulation.

202° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Guiot (Philéas-Adolphe), entrepreneur du travail des vins de Champagne, à Ay, pour une fontaine à pression pour tirer vins et liqueurs en bouteilles, robinets et soupapes à communication d'air.

203° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hanoteau (Charles), à Paris, boulevard du Temple, n° 12, pour un joint de tuyau de conduite d'eaux, gaz ou vapeurs, dit *joint à collier conique articulé*.

204° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jehb (Thomas-Arnold), représenté par le sieur Thenen, à Paris, rue de Dunkerque, n° 24, pour des perfectionnements dans la construction des barattes.

205° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Josse (Charles-Louis), fabricant de papiers peints, à Paris, rue de Charonne, n° 163, pour l'application de la chromo-lithographie et de la lithographie en général à l'industrie de la dorure au balancier et au cylindre sur les papiers peints.

206° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Morbihan, par le sieur de Lagillardaie (Edouard), négociant, représenté par le sieur de Lagillardaie (Martial), à Vannes, pour un moteur dit *machine rotative à fermeture centrifuge*, permettant de transmettre la force d'une chute d'eau ainsi que d'un courant de vapeur ou de gaz et pouvant de plus servir de pompe foulante ou aspirante.

207° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Langlois (Alphonse), féculier, représenté par le sieur Roulet, à Paris, rue de Connaux, n° 5, pour un hydro-extracteur.

208° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Laurent (François-Alexandre) et Castibélas (John), à Paris, rue Sainte-Croix-de-Bretonnerie, n° 19, pour un procédé de fabrication de l'acide benzoïque par la transformation de l'acide phthalique en acide benzoïque.

209° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mann-Schmitt et compagnie, manufacturiers, représentés par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un mouvement de serrures.

210° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Massot (François) et Juquin (Auguste), comptables, à Paris, le premier, rue Fontaine-au-Roi, n° 60, et le second, rue de Rivoli, n° 77, pour cafetière à pression de vapeur et à circulation continue et automatique.

211° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs

Mathiessen (James-Adolphe) et Viehoff (Carll-J.), représentés par le sieur Clancau, à Paris, rue Sedaine, n° 85, pour un instrument dit *axiomètre* et porteur d'ordres de jour et de nuit à l'usage des bâtiments à voiles et à vapeur.

212° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Monnier (Jean-Denis), pharmacien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un *eudiomètre automatique avertisseur*.

213° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Manche, par le sieur Nicolle (Édouard), lieutenant-colonel, représenté par le sieur Mallet, rue des Images, n° 18, à Saint-Lô, pour un procédé servant à extraire de l'ortie de Chine ou *chinagrass* la matière cotonnée.

214° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 20 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Phalp (Olivier), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés au ferlage, à l'arrissage et à l'établissement des voiles carrées (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 19 juillet 1878).

215° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Potier (Désiré-Étienne), ferblantier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux appareils de soutirage.

216° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Regnier (Magloire-Félix), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux appareils propres à cribler et nettoyer toutes sortes de grains, graines, etc.

217° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Smith (Earle-Harry), représenté par le sieur Thenen, à Paris, rue de Dunkerque, n° 24, pour des perfectionnements dans les machines à coudre.

218° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Stahmann (Gustave), négociant, et Gruson (Hermann), constructeur, à Paris, rue de Choiseul, n° 6, pour des perfectionnements apportés aux projectiles et munitions de l'artillerie.

219° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 15 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département d'Ille-et-Vilaine, par le sieur Teurtis (Chéri), négociant, rue de la Halle-au-Blé, à Saint-Malo, pour une machine pour l'ascension et la descente des matériaux, dite *manourrière*.

220° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Wolf (Adèle), élisant domicile à Paris, rue Notre-Dame-des-Champs, n° 66, pour un système de machine à coudre.

221° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 18 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Young (James-Damon), représenté par le sieur Dufrené, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10, pour des perfectionnements dans les barres en fer laminées pour chemins de fer, arbres, fers à cornières et autres articles semblables (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 7 novembre 1878).

222° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Achart (Jean-Louis-Célestin), cultivateur, à Baconnes, pour un système de moulin à vent servant à monter l'eau et pouvant en outre disposer d'une force motrice propre à toute espèce de besoins.

223° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Aneel jeune, à Saint-Nicolas, pour une machine propre à la fabrication de la ouate.

224° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Arfeuille (Pierre), mécanicien au chemin de fer du Midi, rue Périole-Bonne-

foy, n° 13, à Toulouse, pour l'emploi de l'algue marine en remplacement du chanvre dans la garniture des machines à vapeur et des pompes quelconques.

225° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Arnould (Gustave), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un système de fermeture des lampes de sûreté des mines.

226° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Barré (Eléonore) et Lebègue (Émile), à Paris, le premier, marché des Enfants-Rouges, rue de Bretagne, n° 39, le second, rue des Filles-du-Calvaire, n° 8, pour l'application d'un double bouton à charnière, comme fermeture de sûreté, aux encriers à ressort de poche et de voyage, ainsi qu'à toute boîte quelle qu'en soit la matière et se fermant par un ressort à bouton.

227° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bertin (Henri-Joseph), négociant, à Paris, rue Vieille-du-Temple, n° 117, pour un système de préparation de cuirs en chair destinés à imiter et à remplacer les draps, cachemires, etc.

228° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blanc (Numa-Hippolyte-Alexandre), à Paris, boulevard de la Villette, n° 3, pour un système de fer à tuyauter, soit en repassant, soit par la pression à surfaces plates, concaves, convexes, de toutes formes et de toutes dimensions.

229° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Bonzel (Adolphe), fabricant de sucre, à Hanbourdin, pour une presse servant à l'extraction du jus de la betterave.

230° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Lot-et-Garonne, par le sieur Col (Jean-Gabriel) fils, négociant, représenté par le sieur Leron, à Agen, pour un système de préparation de la distillation des produits résineux.

231° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Communay (Jean-Oscar), mécanicien, représenté par le sieur Brade, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 13, pour des dispositions d'emmanchage de pelles, bèches et autres outils analogues.

232° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Crane (Moses-Griffin), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des limes (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 14 février 1879).

233° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Drôme, par les sieurs Derbuel (Henry) et Derbuel (Isidore-Jean-Laurent) frères, mécaniciens, à Montélimar, pour une machine à tourner et à raser les bouchons.

234° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Didier (Eugène), représenté par le sieur Basset, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour perfectionnements dans la manière de fabriquer l'article dit *passamenterie*.

235° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dujardin (Victor), fabricant de plumeaux, à Paris, rue Philippeaux, n° 13, pour un plumeau à ponton souple.

236° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dumas (Louis-Edouard), chimiste, à Paris, rue Belagry, n° 52 (ancien Batignolles), pour procédés de purification industrielle des indigos du commerce et applications de l'indigo purifié par ces procédés.

237° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs

Dumas (Antoine), architecte, et Girié (Henri), commissionnaire, à Paris, boulevard du Prince-Eugène, n° 101, pour une batteuse à fléaux rotatifs.

238° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Fondu (Jean-Baptiste), mécanicien, élisant domicile chez le sieur Pilate, à Saint-André-les-Lille, pour un système de machine automate pour la fabrication des vis à bois, etc.

239° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Forterre (Delphine), fabricante de jupons et corsets, à Paris, rue des Fossés-Montmartre, n° 23, pour dispositions applicables à la fabrication des vêtements de femme, notamment des jupons dits *crinolines*.

240° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Goossens (Jean), fabricant de robinets, élisant domicile chez le sieur Lartigue, rue du Croquez, n° 34 bis, à Lille, pour un système de robinets pour l'engraissage des pistons des machines et appareils à vapeur.

241° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Huber (Alcide), inspecteur au chemin de fer du Nord, à Hazebrouck, pour un disque à double effet au moyen de tiges à ressorts ajoutées aux disques actuels.

242° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Larmanjat (Jean), mécanicien, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un propulseur applicable à la navigation.

243° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lataste (Gustave), meunier, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour procédés et appareils de décortication des grains en général par la voie humide.

244° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemaire (Joseph-Eugène), carrossier, élisant domicile chez les sieurs Gauthier et Remery, à Paris, quai de Valmy, n° 231, pour l'application de banquettes mobiles, destinées à recevoir des personnes, à toutes sortes de chariots de pompes à incendie.

245° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lhuillier (Jean-Baptiste), cultivateur, élisant domicile à Paris, rue Neuve-des-Bons-Enfants, n° 23, pour un système de four pour la cuisson des briques, tuiles, silex et tous les calcaires tels que chaux, plâtre et ciment, l'extraction du gaz du charbon de terre et la fonte des minerais.

246° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lodi (Montaigne), représenté par le sieur de Chavannes, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 58, pour un appareil propre à remplacer ceux dits *turbines* dans tous les cas où ils sont employés, et plus spécialement dans la fabrication du sucre.

247° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Monier (Emile), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un procédé de raffinage applicable aux sucreries indigènes et exotiques.

248° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Parkes (Henry), représenté par le sieur Basset, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour perfectionnements dans la fabrication de couleurs pour teinture, impression et autres emplois (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 19 août 1878).

249° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Perrier (Louis), à Saint-Genès-de-Malgoires, pour un système de signaux électriques destinés à mettre en rapport les trains et les stations.

250° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pierson (Joseph-Jacques), fabricant de couverts en métal, représenté par le sieur

Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements apportés dans la fabrication des couverts.

251° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 22 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le docteur Stenhouse (John), chimiste, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les moyens employés pour rendre certaines substances moins perméables à l'air et aux liquides, et par conséquent moins susceptibles de se détériorer (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 31 août 1878.)

252° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur White (James), représenté par le sieur Basset, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour perfectionnements dans les lieux d'aisances, water-closets ou chaises percées (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 16 décembre 1878).

253° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wilson (Jean-Hays), représenté par le sieur Dugit, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 195, pour canons à charger à la brèche.

254° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 24 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Beard (Richard) jeune et Downing (Walter), représentés par le sieur Basset, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour perfectionnements dans la fabrication du cuir artificiel et dans la manière de colorer, teindre ou finir ce cuir, perfectionnements applicables aussi pour colorer le cuir ordinaire (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 24 août 1878).

255° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Var, par le sieur Bigot (Emmanuel-Jacques), teinturier, rue de la Miséricorde, n° 11, à Toulon, pour un moteur à air comprimé mû à bras d'homme.

256° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par la société Blaise et Perreau et la société Estable frères, rue d'Enghien, n° 24, à Lyon, pour un appareil perforateur dit *machine à percer le rocher*.

257° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Calvet, rue Saint-Paul, n° 9, à Bordeaux, pour un appareil gymnastique en tube caoutchouc destiné à l'exercice des diverses parties du corps.

258° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carbonnier (Paul-Félin), à Paris, passage Stanislas, n° 2, pour un moteur électromagnétique.

259° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Carlot (Henry-Joseph), fabricant de soufflets, rue du Molinel, n° 75, à Lille, pour une soupape de sûreté contre l'explosion des soufflets de forge.

260° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par la dame veuve Catenot (Élisa Béranger), à la Mulatière, près Lyon, commune de Sainte-Foy, pour un système de pont à bascule dit *pont à bascule simplifié*.

261° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Davault (Guillaume-Alphonse), fabricant de vernis chimiques, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 54, pour la fabrication des vernis gras chimiques, procédé Holz.

262° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Gers, par le sieur Delas (Pierre), à Beaucuire, arrondissement de Condom, pour un perfectionnement des lampes à huile, à pétrole, etc. etc.

263° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Flandrin (Joseph), chimiste, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une machine automotrice à effet continu fonctionnant par le gaz ammoniac.

264° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Gantillon (Denis), apprêteur moireur, quai d'Albret, n° 16, à Lyon, pour une machine servant à l'apprêtage complet des foulards de Lyon et de toutes étoffes de soie.

265° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Grisdale (John-Edwin), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les appareils servant à laver les épreuves photographiques.

266° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur de Guérin du Cayla (Eugène), docteur en médecine, rue du Loisir, n° 20, à Marseille, pour des enduits préservateurs hydrofuges pour les carènes, avec indication de corps protecteurs et de composés empêchant les incrustations marines.

267° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Hédouin (Paul), rue Impériale, n° 52, à Lyon, pour application de l'électricité aux sondages.

268° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Husson (Alfred) et Husson (Marc), associés sous la raison sociale Husson, Gibon et fils, fabricants de savons, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour l'application de la glycérine à l'ensilage.

269° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lapparent (Henry), ingénieur de la marine, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour liens imputrescibles simples ou automatiques.

270° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Loubat (Joseph-Alphonse), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une voiture à vapeur terrienne.

271° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par la dame Magat (Geneviève Baud), montée Saint-Sébastien, n° 26, à Lyon, pour application à l'ancienne brocheuse.

272° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Ménager (Léon), place Saint-Pierre, n° 5, à Bordeaux, pour un genre de marques à feu sur bois, caisses, futailles, etc.

273° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Perret (François), représenté par le sieur Feuillat, rue Ferrandière, n° 14, à Lyon, pour une machine à tourner les bouchons.

274° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Pesanfi (Alexandre), représenté par le sieur Bessières, place des Quatre-Tours, n° 6, à Marseille, pour un système de moulage mécanique dit *mouleur mécanique*, pour bagues en fonte de fer décarburée de chaudières tubulaires de machines à vapeur de quelque genre que ce soit, locomotives, locomobiles, machines fixes et machines de bateaux à vapeur.

275° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Pety, brasseur, à Briastre, pour un conserve-lame.

276° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Saint-Regnier (Henri-Ferdinand), meunier, rue Préfontaine, n° 21, à Rouen, pour un moyen de purger les graux des petits sons, soufflures et céréales pendant qu'ils passent dans la bluterie dite *bluterie à graux*.

277° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Salo-

mon (Samuel), rue Montméjean, n° 50, à Bordeaux, pour une jupe pardessus en caoutchouc ou en étoffe caoutchoutée, dite *jupe parisienne*.

278° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par les sieurs Souef père et fils, à Coutras, pour un couteau paroir à lame rapportée pour sabotiers et autres.

279° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Tavernier (César), rue Coysevox, n° 1, à Lyon, pour procédé de tissage et de moirage des étoffes de soie.

280° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thierry (Adolphe), mécanicien, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 78, pour un jouet d'enfant dit *révoluer*.

281° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Jura, par les sieurs Tournier frères, négociants, représentés par le sieur Lançon, à Lons-le-Saunier, pour un système de fabrication de mètres et mesures étrangères.

282° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Jura, par les sieurs Tournier frères, négociants, représentés par le sieur Lançon, à Lons-le-Saunier, pour un système de confection d'étais de lunettes.

283° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Vacher (Jean), mécanicien, fabricant de battants, rue Raisin, n° 1, à Saint-Étienne, pour un système de battant dit *battant Vacher*, à double glissant, sans entretien de graissage, applicable à toutes sortes de tissus, etc.

284° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Abelé (Charles), représenté par le sieur Vinck, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour une boisson dite *extrait de champagne crémant*.

285° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Alauzet (Pierre), constructeur-mécanicien, à Paris, rue de Bréa, n° 7, pour des perfectionnements apportés aux presses mécaniques lithographiques.

286° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Angenard (Louis-Paul), manufacturier, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans la fabrication des glaces et miroirs.

287° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baudouin (Achille), fabricant, à Paris, rue des Récollets, n° 3, faubourg Saint-Martin, pour chapeaux en toile cirée et pour mode d'en relever les bords à volonté et de fixer la cocarde.

288° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Bion (Gustave), opticien, représenté par le sieur Benoit, rue des Tanneurs, n° 25, à Lille, pour la fabrication de jumelles de théâtre, de campagne et de marine à fermetures adhérentes.

289° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par le sieur Brihart-Gobert (Antoine-Edouard), à Marly-le-Roi, pour un jeu dit *ba-ta-clan*.

290° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Clermont et Martin, à Paris, rue du Temple, n° 104, pour application d'un ressort aux tirages de lunettes ou jumelles.

291° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cochrane (Arthur-Léopold), capitaine de la marine royale, représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements apportés aux appareils employés pour chauffer et évaporer les liquides et fluides.

292° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Collomp (Jean-Baptiste-Zozime), médecin, cours Belzunce, n° 27, à Marseille, pour la composition d'un produit chimique et industriel dit *ciroine impériale*.

293° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Delame-Lelièvre et fils et Sueur, à Paris, rue du Sentier, n° 9, pour l'application de l'impression photographique sur tous tissus en fil de lin.

294° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Deminnc (Edmond-Augustin-Joseph), pharmacien, élisant domicile chez le sieur Mangez, rue des Chats-Bossus, n° 16, à Lille, pour un aérostat dirigeable dans les airs dit *aérostat hélicoptère Deminnc*.

295° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Durand (François), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système fumivore applicable à l'alimentation automatique des foyers industriels.

296° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 25 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ehrhardt (Louis-Henry-Gustave), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour une poudre à canon perfectionnée (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 20 octobre 1878).

297° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Euzières (Louis), négociant, élisant domicile à Paris, avenue de Lowendal, n° 5, pour un procédé d'épuration des oléines pour les rendre propres à graisser les laines pour la filature.

298° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gauthier (Pierre), charpentier, route de Versailles, n° 41, à Billancourt, pour scie à ruban à main dite *portatif Gauthier*.

299° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gray (Joshua), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements dans les armes à feu.

300° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guillon (Alfred), négociant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé perfectionné de raffinage du sucre.

301° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacquot (Charles-Nicolas), mécanicien, représenté par le sieur Gay, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95, pour un système de scie circulaire à axe mobile.

302° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacquot (Charles-Louis-Joseph-Félix), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un système de frein pour les chemins de fer.

303° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Liesse (Agnan-Louis), à Paris, rue des Tournelles, au Marais, n° 38, pour une enveloppe de lettre dite *de sûreté*.

304° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Loire (Charles-Auguste-Barthélemy), dessinateur lithographe, à Paris, rue d'Orléans-Saint-Honoré, n° 1, pour une machine servant à faire les compositions en écriture sur pierre lithographique, destinées à l'impression.

305° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Masselot (Léon-François), teinturier, à Paris, route d'Orléans, n° 59, pour un appareil dit *teinturier mécanique spirale*, pour nettoyer, teindre et apprêter les étoffes, et notamment les soies.

306° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maumé (Antoine-François-Hubert), négociant, à Paris, rue du Petit-Carreau, n° 17, pour une chambre étuve propre au séchage des cafés et de toutes autres substances.

307° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Monmon et Racinet, à Paris, rue d'Armaillé-Ternes, n° 3, pour un séchoir à courant continu et à chariots mobiles circulant pendant un temps indéterminé.

308° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Monmon et Racinet, à Paris, rue d'Armaillé-Ternes, n° 3, pour une machine à laver.

309° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Poivret (Jules-Nicolas), mécanicien, rue du Palais-de-Justice, n° 25, à Troyes, pour divers moyens destinés à faire consumer les gaz fumeux dans tous les foyers.

310° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par les sieurs Preuvost, Duriez, Victor et Eugène Fourcey, à Corbehem, pour un autel fumivore.

311° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Radet (Pierre-Auguste), fabricant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de fermoir à piston pour sacs de nuû, gibecières et autres objets.

312° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ariège, par le sieur Régade (Jean), forgeron, à Saverdun, pour une charrue vigneronne et cavallonneuse.

313° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robert (Jules), étiant domicile chez le sieur Tournemine, à Paris, rue de la Victoire, n° 46, pour gaz aériforme.

314° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roussel (Jean-Louis), à Paris, rue Fresnel, n° 11 (cinquième arrondissement), pour un couvercle-bouilloire à l'usage des ménages.

315° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, par le sieur Savin (Alphonse), médecin, à Saint-Germain-du-Bois, pour une poudre dite de reproduction de l'écriture.

316° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Simon (Charles) fils, mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une machine dite trieuse-nappeuse.

317° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Willms (Félix-Eugène), mécanicien, à Paris, rue d'Allemagne, n° 42 (Petite-Villette), pour une machine à coudre les chapeaux de paille sans les bâtir.

318° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Bange (Charles-Augustin), à Paris, rue Saint-Hyacinthe-Saint-Monore, n° 5, pour un porte-lampe mobile s'adaptant aux pianos.

319° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beziel (Pierre-Mathurin-Charles), bijoutier, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication de la bijouterie-chaîne, permettant d'exécuter des bracelets et autres articles.

320° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 janvier 1865, à la direction de l'intérieur de l'île de la Réunion, par le sieur Bailand (Théodore), à Salazie, canton de Saint-André (île de la Réunion), pour un treuil servant à la pression du tabac mis en carottes.

321° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Briffault

(Charles-Henri-Noël), fabricant de jouets d'enfants, à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 28, pour un système de batterie et de barillet de pistolet pour jouet d'enfant dit *révoluer parisien*.

322° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Garde (J.-L.), aîné, rue Saint-Nicolas, n° 44, à Bordeaux, pour un système de crampon à biseau laminé.

323° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 2 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Craw (John) et Macaulay (James), représentés par le sieur Mathien, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans le tissage des étoffes à dessin (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 6 janvier 1879).

324° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Desnos-Gardissal (Charles-Jules-Pierre), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour mode et disposition de chauffage direct pour la galvanisation à chaud des fils de fer, tôles, etc.

325° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Drapelle (Adolphe), négociant, à Paris, rue Hauteville, n° 45, pour une roulette intermittente applicable aux chaises, fauteuils et autres meubles.

326° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Duhamel (Adolphe), carrossier, Schmidt (Nicolas), maréchal-carrossier, et Debry (François-Joseph), mécanicien, les deux premiers, représentés par le premier, élisant domicile chez le sieur Fremont, à Paris, rue Notre-Dame-de-Nazareth, n° 10, pour un moyen de déceler instantanément les chevaux emportés et d'arrêter la voiture sur place.

327° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Mayenne, par le sieur Dupré (Jean-Baptiste), mécanicien, à Château-Gontier, pour un système modérateur du roulis des navires.

328° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 2 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Ellis (Demas), Hillas (Mathew) et Werner (Max-Edmond), représentés par le sieur Soubeiran, à Paris, passage du Saumon, galerie Mandar, n° 5, pour perfectionnements apportés dans les métiers à tisser (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 5 novembre 1878).

329° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fouteau (Paul), représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour une lavieuse cylindrique.

330° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Frédureau (Ferdinand) et de Chavannes (Henri), à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 58, pour un appareil de sonnerie électrique de sûreté à courant permanent.

331° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hegle (Charles), fabricant de gants, représenté par le sieur Mathien, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des gants à peau parfumée dits *gants Carolus*.

332° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Imer, Fraissinet et Bean, rue Fongale, n° 2 bis, à Marseille, pour l'emploi du pétrole à la fabrication du savon.

333° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Jacob (Célestin), sous-officier meunier au moulin militaire de Nantes, pour un appareil à cribler et à décharançonner les grains, dit *crible Jacob*.

334° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 3 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jähns (Jean-Charles-Regnard), représenté par le sieur Eichens, à Paris, rue Méchain, n° 7, pour un système de mouvement de planchette pour la levée des plans (brevet prussien de cinq ans, expirant le 15 août 1869).

335° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Junot (Edme-Hippolyte), mécanicien, représenté par le sieur Gay, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95, pour perfectionnement aux métiers Jacquart.

336° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Koberger (Margaretha), fabricante, à Paris, rue Traversière, n° 13, pour liquides destinés à nettoyer et faire briller et à polir les meubles, objets d'art, etc.

337° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lang (Benoît), fabricant d'instruments de chirurgie, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un appareil destiné à diffuser les parfums et autres matières volatiles.

338° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société A. Marion et compagnie, négociants, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un parquetage à vignette libre pour papiers et autres articles.

339° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Pierre-Émile), maître de forges, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de fabrication de l'acier fondu et du métal mixte.

340° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Martin (Émile), constructeur de ponts, et Martin (Pierre-Émile), maître de forges, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une méthode de fabrication d'un métal mixte.

341° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Michonnet (Claude), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 31, pour un système de cassage de pierres.

342° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Montecat (Gaspard-Alfred), chimiste, rue des Carmélites, n° 12, à Saint-Denis, pour ventilateurs ou soufflets pulvérisateurs dits *Gaspard*.

343° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Munaut (Henri), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un foyer calorifère économique applicable à l'intérieur des cheminées.

344° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Parsons (Percival-Moses), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour un procédé de traitement de la fonte, soit à l'état pur, soit alliée à d'autres métaux.

345° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Remusat (Pierre-Jean-Blaise), à Paris, rue de Bièvre, n° 10, pour toutes impressions lithographiques en couleur sur toute espèce de peaux.

346° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Riffault (Armand), bijoutier, représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour perfectionnements apportés dans l'application de l'émail transparent ou opaque avec les métaux.

347° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rolland (Louis-Philibert), tapissier, à Paris, rue de Grammont, n° 3, pour une coussin de lit à charnière mobile, avec ou sans ressort.

348° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roudet (Jean-Baptiste), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un appareil propre à défricher et à labourer.

349° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 dé-

cembre 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Marne, par le sieur Varney-Morlet (Pierre), carrossier, à Langres, pour un système d'avant-trains de voitures avec mouvements à galets et à sphères.

350° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Vigneroux (Joseph), mécanicien-fondeur, rue Colbert, n° 4, à Nîmes, pour un système d'appareils propres à brûler, pour l'éclairage et au moyen d'un courant d'air, les gaz dégagés par les huiles minérales.

351° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Przemyslaw Zaliwski, professeur au petit séminaire, à Paris, rue Notre-Dame-des-Champs, n° 21, pour une pile dont le charbon plonge dans un vase poreux contenant de l'acide azotique additionné d'acide sulfurique et dont le zinc plonge dans l'eau pure.

352° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Abadie (Ismaël-Isaac), mécanicien, à Paris, rue de Mulhouse, n° 9, pour des perfectionnements apportés aux briquets portatifs ou non portatifs.

353° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Adam (Théophile), fabricant de jupons, à Paris, rue Saint-Denis, n° 161, pour découpages en tout genre, ruchés à la paille et à la mécanique.

354° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Allard-Ferré (François-Nicolas), mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements apportés aux machines à margueriter les cuirs.

355° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Sarthe, par le sieur Bollée (Ernest), fondeur, au Mans, pour un système de moulage de cloches d'église et autres.

356° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 4 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coutanche (Henry), représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la manière de prendre les ris et de ferler les voiles (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 11 janvier 1879).

357° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delahaye (Camille), architecte, à Paris, rue de Rivoli, n° 8, pour un cendrier de locomotive destiné à empêcher les incendies et l'expansion de la cendre dans la marche des trains.

358° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Entz (Joseph-Denis), mécanicien, à Paris, rue Lacroix, n° 18 (dix-septième arrondissement), pour un système de machine rotatoire.

359° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ficheux (Étienne-Ferdinand), constructeur, à Paris, rue Buzelin, n° 3 (la Chapelle), pour une machine à fabriquer les briques pleines, creuses et tubulaires, ainsi que pannes, tuiles et carreaux, et briquettes de houille.

360° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Gerin (Auguste), place Louis XVI, n° 8, à Lyon, pour une machine à vapeur rotatoire.

361° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Greliche (Germain) jeune, bijoutier, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour bijoux de toute nature en matières minérales naturelles ou artificielles, montés en groupes dont les sujets sont séparés entre eux et à jour.

362° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Grütner (Maximilien), représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un appareil à border des pièces, à courbure intérieure.

363° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, par le sieur Joligeon (Georges), maçon, à Chalon-sur-Saône, pour un système de carreaux, tuiles et pierres moulées et factices.

364° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jouy (Michel), disant domicile chez le sieur Foucault, à Paris, rue de Buffon, n° 27, pour appareil et procédé pour l'application de l'électrolyte à l'épuration des liquides en général, et plus particulièrement des liquides sucrés.

365° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lissac (Jean), mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux dispositions de pompes portatives et autres.

366° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leese (Robert-Henry), représenté par le sieur Brade, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 13, pour la fabrication mécanique des assemblages angulaires ou jointures d'onglet à queue d'aronde.

367° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lenoir (Jean-Joseph-Étienne), à Paris, boulevard du Prince-Eugène, n° 109, pour perfectionnements apportés aux appareils rotatifs.

368° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Marne, par le sieur Lorrette-Minot (Benjamin), chaudronnier, à Chaumont, pour un appareil destiné à laver et désinfecter, à domicile, le gaz servant à l'éclairage.

369° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Loyer (Jean-Laurent) aîné, représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un système de chauffage à l'usage spécial des serres et des hôpitaux.

370° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mareshal (Jules-Henri-Étienne), constructeur-mécanicien, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour chariots mécaniques.

371° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marti (Wilhelm), chimiste, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans le tannage des peaux.

372° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Michu (Louis), fabricant de marteaux à moulins, à Soissons, pour l'équilibre des meules par l'adhérence complète de la meule supérieure avec son far.

373° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département d'Alger, par le sieur Milloa (Eugène-Nicolas-Auguste), docteur en médecine, à Alger, pour un procédé de nettoyage des laines.

374° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Sarthe, par le sieur Mitsche (Charles-Vincent), fondeur-constructeur, au Mans, pour une machine à mouler des tuyaux, des boîtes de roues et d'autres pièces.

375° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Monmon et Racinet, à Paris, rue d'Armaillé-Ternes, n° 3, pour essoreuse rinceuse.

376° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Perreaux (Léonard), Windsor et fils, représentés par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour un appareil fumivore applicable aux fourneaux de générateurs et autres foyers ou fours chauffés à la houille et susceptibles de produire beaucoup de fumée.

377° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars

1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Petier (Alphonse-Julien), ferblantier-mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de graissage des arbres de transmission.

378° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robert de Massy (Louis-Pierre), distillateur, élisant domicile chez le sieur Frayer, à Paris, rue Culture-Sainte-Catherine, n° 36, pour une presse dite *presse Robert de Massy*.

379° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Savoie, par le sieur Sanguet (Joseph-Louis), à Aigueblanche, pour un instrument de géodésie dit *longimètre Sanguet*, permettant de mesurer les distances dans tous les cas, sans nécessiter aucun calcul.

380° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Teste (Claude-Nicolas), représenté par le sieur Jaume, à Paris, rue Saint-Maur, n° 63, pour une éboueuse sableuse mécanique.

381° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par les sieurs Thiriar (Emile), commissionnaire, et Thiriar (Hector), cultivateur, à Mennessis, pour la conservation des betteraves, des pommes de terre et des viandes de toutes espèces au moyen du gaz acide carbonique.

382° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tilmann (Alexis-Ernest-Prosper), représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 52, pour des perfectionnements dans la construction des lanternes des cantonniers de chemin de fer.

383° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Tournier (Antony) fils, fabricant de drap, représenté par le sieur Tournier père, à Vienne, pour un régulateur de tissage de drap.

384° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Eure, par les sieurs Vallée, Lair et Turlure, fondeurs, à Évreux, pour un procédé de fonte glacée applicable à une face seule du soc versoir de charrue.

385° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Deux-Sèvres, par le sieur Vien (Achille), confiseur, à Chef-Boutonne, pour la fabrication d'un orgeat concentré et solidifié.

386° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Achar d (Camille), représenté par le sieur Dufin, rue de Constantine, n° 21, à Lyon, pour un système de régulateur métallique à action directe pour régulariser l'écoulement des gaz et des vapeurs.

387° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Aldey (Philippe-Auguste), rue Lonfort, n° 6, à Lyon, pour un siège dit *fauteuil duchesse*, à siège et dossier mobiles.

388° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Arnaud (Pierre-Justin), rue Saige, n° 11, à Bordeaux, pour un bec-de-cane de sûreté ou demi-tour de sûreté.

389° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Biondetti (Joseph), bandagiste-orthopédiste-mécanicien, rue Impériale, n° 71, à Lyon, pour une pelote de bandage à déplacement micrométrique.

390° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Boissière (François) et Courcier (André), le premier, rue Canonge, n° 10, et le second, rue de l'Olivier, n° 113, à Marseille, pour un appareil moteur-locomoteur à balanciers et à leviers.

391° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars

1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Bouillon (Joseph), à Saint-Rambert-l'Isle-Barbe, pour un graisseur continu pour cylindres à tiroirs de machines à vapeur.

392° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Grejase (Jean-François), commissionnaire, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 7, pour un appareil dit *perforateur siphonide*, destiné à faciliter la consommation par petites quantités des liquides gazeux.

393° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Castellan (Ernest-Mari-Bernard) et Dupuy (Marcelin-Jean), le premier, rue du Châle n° 7, au Bois-de-Colombes, le second, à Paris, rue Laflitte, n° 40, pour un appareil aspirant et foulant les liquides et les fluides.

394° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chemin (Jules-Alexandre), mécanicien, représenté par le sieur Lavielle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements apportés à l'entraînement de l'étoffe dans les machines à coudre.

395° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Delsarte (Henri) et Delsarte (Adrien), le premier, rue Durantin, n° 16, et le second, rue de Chaillot, n° 41, pour un fermoir à secret.

396° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dopier (Jules-Émile), chimiste, à Paris, rue Madame, n° 29, pour procédé de gravure sur verre pour impressions et peintures.

397° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Var, par le sieur Dudoit (Alphonse-Alexandre), mécanicien, rue Honoraly, n° 1, aux Maisons-Neuves (faubourg), à Toulon, pour une machine à air comprimé submergé.

398° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Dugat et Gauthier, élisant domicile chez le sieur Zacharie, rue de la Charité, n° 11, à Lyon, pour un battant-levier à contre-poids pour les métiers de basse-lisse.

399° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Galoûtre (Émile), Grande-Rue de la Guillotière, n° 18, à Lyon, pour un compteur d'eau.

400° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Graux (Pierre-Joseph), mécanicien, chez le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements dans l'échappement des porte-timbres des portes.

401° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Houblé (Louis-Stanislas), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un genre d'étiquette métallique à belière pour l'horticulture, l'arboriculture, etc.

402° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, par le sieur Jobard (François), élisant domicile chez le sieur Desrayand, place de la Barre, à Mâcon, pour un mécanisme destiné à être joint à tout moteur quelconque pour en multiplier la puissance.

403° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lanchamp (Paul), industriel, à Paris, rue de Monceaux, n° 25, pour un appareil destiné à l'évaporation des liquides sucrés et à leur conservation.

404° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Lasserre (Jean-Marie), serrurier, rue Ninau, n° 3, à Toulouse, pour un système de fermeture de porte-bouteilles.

405° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Latour

(Alexandre), dit *Barada-Latour*, rue Monsieur, n° 62, à Lyon, pour fabrication de briques, plotets, tuiles, tubes et autres matériaux de construction au moyen de matières autres que la terre.

406° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Lefèvre (Pierre-Antoine), constructeur d'instruments aratoires, à Vendhuile, pour une herse.

407° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Loro (Joseph), à Paris, rue Bergère, n° 12, pour un serre-tête antinévalgique.

408° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par les sieurs Moreaux frères, fabricants de serronnerie, à Charleville, pour un appareil s'adaptant aux cheminées et servant : 1° à recueillir le faisin des forges; 2° à empêcher toute espèce de cheminées de fumer.

409° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Noël (Sébastien-Amédée) et Gueury (François), armurier, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de revolver dit *rotovolver*.

410° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Ollion (Victor), fabricant de meubles, rue Sainte-Marie, n° 10, à Marseille, pour un berceau mécanique.

411° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Orelle Cadet (Jean-Irénée), rue Perreau, n° 13, à Lyon (Croix-Rousse), pour perfectionnements au conducteur à rotation des navettes à tisser.

412° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Perra (Benoît) et Chandet (Jean-Henry), chimistes, au Petit-Vanves, pour le traitement des huiles lourdes de houille pour la confection de corps gras artificiels propres au graissage des machines, outils de tout genre, etc.

413° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Petit (Pierre), photographe, représenté par le sieur Chevassus-Belville, à Paris, rue de Marivaux, n° 11, pour application de la photographie à la publicité et à la confection de cartes de visite dites *visites-cartes*.

414° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Razuret (François), rue Coste, n° 17 et 19, à Caluire, près Lyon, pour une machine à tisser les perles en même temps que les tissus.

415° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robin (Victor), cartonnier, représenté par le sieur Claës, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, pour une application de la toile-cuir et, par suite, l'obtention de nouveaux produits industriels.

416° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Raynette (Nicolas), constructeur, rue du Cours, n° 31, à Sotteville-lès-Rouen, pour un générateur à air comprimé et chauffé destiné à remplacer la vapeur.

417° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Var, par le sieur Secrétan (François-Joseph), mécanicien-opticien, rue Saint-Pierre, n° 4, à Toulon, pour un appareil dit *centrogène*, à fabriquer soi-même de l'eau de Seltz et de la limonade gazeuse.

418° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 6 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Smyth (Ralph) représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés dans les orgues et harmoniums (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 25 février 1879).

419° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 jan-

vier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Vidal (Charles), maître bottier, à Vienne, pour un système consistant à rendre la chaussure imperméable en superposant deux souliers, l'un entouré complètement d'une matière imperméable, le second établi sur le premier d'après les usages ordinaires.

420° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boulton (Samuel-Bagater), représenté par le sieur Ivatts, à Paris, rue Caumartin, n° 54, pour un moyen de produire le vide et la pression dans des vases clos de faible résistance, ou même dans des vases ouverts, et pour l'application de ce moyen à l'injection des bois en général et des traverses de chemin de fer en particulier.

421° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département d'Oran, par le sieur Courcier aîné, ferblantier-plombier, représenté par le sieur Esclapon, à Oran, pour un système de porte-allumettes dit *porte-allumettes à tube conducteur*.

422° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par les sieurs Devillier (Albéric-Léon), meunier, et Delarue, garde-moulin, à Estrées, commune de Saint-Gervais, pour un système de construction d'augets pour roue hydraulique marchant avec l'eau en-dessus, dits *augets cylindroïdes*.

423° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Douillet (Georges), prêtre, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un engrais dit *quano hamain*.

424° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dupuis (Charles-François), fabricant de boutons, à Paris, rue Saint-Denis, n° 375, pour une pompe dite *pompe Dappuis-Daypreymainill*.

425° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Daloz (Paul-Amédée-Émile), fabricant de chapellerie, rue de la Cité, n° 13, à Troyes, pour application du crino-laine-drap à la coiffure en général.

426° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Drôme, par le sieur Faure (Jean), ébéniste, à Valence, pour un système de siège inodore pour lieux d'aisances.

427° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Favre (Samuel), fabricant d'instruments de chirurgie, à Paris, rue de l'École-de-Médecine, n° 19, pour un dilateur à écartement parallèle.

428° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Francoz (Alphonse) fils, fabricant de gants, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un gant perfectionné.

429° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Guillaume (Julien), charpentier, au Mesnil-sur-Oger, pour un billot propre à découper la viande de boucherie.

430° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 9 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hayes (James), mécanicien, représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements apportés aux machines à coudre (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 15 octobre 1878).

431° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jossé (Charles-Louis), fabricant de papiers peints, à Paris, rue de Charonne, n° 163, pour l'application de la chromo-lithographie et de toute la lithographie en général à l'industrie du papier peint.

432° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Jouvin (Jules), marchand gantier, à Grenoble, pour formes perfectionnées de pinces et de fourchettes applicables à la ganterie de peau.

433° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Knab

(David-Clovis), à Paris, boulevard de Magenta, n° 190, pour procédé industriel de condensation du gaz ammoniac.

434° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département d'Alger, par le sieur Mignon (Jean), mécanicien, à l'Agha, commune d'Alger, pour une machine à laver et sécher les blés.

435° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nillus le Jeune (Isidore), constructeur-mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la construction des machines à vapeur locomobiles.

436° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, par le sieur Page (Jean), ouvrier mécanicien, représenté par le sieur Tourtro, à Quimper, pour un appareil à mouvement alternatif à double effet pour mouture.

437° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 8 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Restell (Thomas), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux parapluies (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 9 septembre 1878).

438° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Samain (Pierre), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25, pour un système d'élévation d'eau et d'alimentation des générateurs à vapeur.

439° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Samain (Pierre), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25, pour un système de compteur pour mesurer les liquides.

440° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 7 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Singer (Isaac-Merritt), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les machines à guiper, à franger et à broder les tissus et à recouvrir les boutons (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 8 septembre 1878).

441° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 7 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Singer (Isaac-Merritt), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les machines à coudre (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 8 septembre 1878).

442° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 7 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Singer (Isaac-Merritt), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux machines à coudre, perfectionnements applicables en partie à l'ornementation des tissus et au garnissage des boutonnières (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 8 septembre 1878).

443° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Skone et Dovalide, constructeurs, représentés par le sieur Gérard, à Roubaix, pour un mouvement de va-et-vient avec course variable et applicable à toutes les machines.

444° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sperry (Timothy-Sheldon), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les ressorts recouverts pour vêtements et dans leur mode de fabrication.

445° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 8 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thompson (Nathan), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour des perfectionnements dans le bouchage des bouteilles, jarres, vases et tubes, ainsi que pour les canons et armes à feu (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 4 janvier 1879).

446° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mar

1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Tousseint (Ernestine-Isidore Mahot), à Paris, rue du Pré, n° 38 (ancien Belleville), pour des procédés continus de classification ou enrichissement et de distillation, calcination, grillage ou réduction des minerais ou autres matières sur toiles et tôles mobiles, avec indication constante de la température pendant le changement d'état et condensation des gaz ou vapeurs produits par suite de la décomposition des minerais ou matières.

447° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Vernay (Auguste), rue de Madame, n° 14, à Lyon, pour l'application d'un procédé servant à fixer des perles sur toute espèce de tissus.

448° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par le sieur Watrin (Alphonse-Auguste), vétérinaire au troisième lanciers, en garnison à Versailles, pour un procédé de ferrure pour les chevaux.

449° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 9 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Whitley (Thomas) et Jowett (Jonas), représentés par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour perfectionnements dans les machines employées pour peigner la laine et autres matières fibreuses (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 24 décembre 1878).

450° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Baignol (Camille), à Palluaud, pour un appareil complet applicable aux fourneaux des fours à porcelaine chauffés au charbon de terre.

451° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Balnu (Louis), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour une machine susceptible de recevoir diverses applications, et notamment pour piocher la terre.

452° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Barrier (Clarisse-Victorine Bisiaux), à Paris, rue Meslay, n° 37, pour un nettoie-verre à pétrole et tous verres bombés.

453° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 9 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Benziac (Henry), représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les moteurs hydrauliques et à vapeur et dans les appareils à mesurer les fluides (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 1^{er} septembre 1878).

454° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berthelie (Auguste-Joseph), représenté par le sieur Ducomet, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 89, pour un genre d'obturateur.

455° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bolette (Jean-Sébastien), industriel, représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des modifications apportées dans l'introduction des matières filamenteuses dans les machines à peigner lesdites matières.

456° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bolette (Jean-Sébastien), industriel, représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements apportés aux appareils à tourner les feuillets aux cahiers de musique.

457° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Boschan (Charles), Bindner frères et Gaffon, représentés par le sieur Brude, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 13, pour une lampe inodore de sûreté pour brûler le pétrole et autres huiles minérales.

458° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société A. Chaudun fils et W. Derivière, représentée par le sieur Vinck, à Paris, boulevard Saint-

Martin, n° 33, pour une cartouche sans raté et sans vrachement à triple renfort interne.

459° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Courty Edouard-Louis, bijoutier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système de pliage ou doublage d'or, d'argent ou de cuivre sur le fer.

460° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Daches père et fils, fabricants de châles, à Paris, rue Neuve-Saint-Eustache, n° 7, pour l'application du broché double face sans envers au châle réversible dit *châle Stella*.

461° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Sarthe, par le sieur Delporte (Jean-Baptiste), mécanicien, à Sillé-le-Guillaume, pour un textile pour le chanvre et pour le lin, applicable à tous les systèmes de machines à battre.

462° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duclos (André-Blanc-Lucien), élisant domicile à Paris, chaussée du Maine, n° 11, pour un genre de construction de fours à réverbère pour moyenne et haute température et s'appliquant à toutes espèces d'industries.

463° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duprat (Victor), industriel, élisant domicile à Paris, rue Vintimille, n° 11, pour la fabrication des pavés pour trottoirs et voies urbaines, des monolithes, des fûts de colonnes et de blocs cyclopéens pour constructions en granit artificiel.

464° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Duveau (Abel), conducteur des ponts et chaussées, rue de Frémur, à Angers, pour une machine à faire le macadam.

465° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Foëx (Étienne), chemin des Chartreux, n° 77, à Marseille, pour un bec à pétrole dit *bec à cylindre-râpe*.

466° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Girard (Henri-Lucien), cylindreux, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour la fabrication de cols gaufrés pour chemises.

467° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Oise, par le sieur Gorée-Hutan, fabricant de poteries, à Savignies, près Beauvais, pour une disposition des robinets appliqués aux fontaines du ménage.

468° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Marne, par le sieur Grandveau (Jean-Remy), mécanicien, place Praslin, n° 3, à Melun, pour une machine à battre le lin sec ou mouillé.

469° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guérin (Jacques-Honoré-Vincent), mécanicien au chemin de fer d'Orléans, à Paris, rue du Chevaleret, n° 23 (ancien Ivry), pour un robinet graisseur de machines permettant de graisser les organes, tels que pistons, tiroirs, régulateurs, etc. en pleine pression.

470° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Jackson et compagnie, fabricants d'acier, représentés par le sieur Santter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour perfectionnements dans la fabrication des pelles en acier.

471° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Joly (Léon-Auguste), constructeur-mécanicien, élisant domicile chez le sieur Lefèvre, à Paris, place des Petits-Pères, n° 9, pour un épierreur pour les betteraves.

472° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Kochs (William-

Edward), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés dans la construction des poutres ou supports applicables à la construction des ponts, viaducs, toits et navires et dans les instruments à y employer (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 1^{er} mars 1879).

473° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Loubet (Alphonse), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de traction mixte pour chemins de fers unis et à rampes.

474° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 9 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Myers (Edward), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux compteurs à gaz (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 8 décembre 1878).

475° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Petit (Jean), fondateur, rue de Cassis, n° 4, à Marseille, pour une cage remplaçant les scortins dans la fabrication de l'huile.

476° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Portallier (Abraham) père, Portallier (André) fils, fabricants de rubans, et Limousin (Damien), rue Royale, n° 3, à Saint-Étienne, pour une disposition particulière du métier à rubans de velours fabriquant à doubles pièces superposées.

477° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Ratonis père et fils, à Paris, rue de la Mare, n° 20 (ancien Belleville), pour une machine propre à opérer la coupe mécanique des étoffes, cuirs et peaux servant à la fabrication des chaussures.

478° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Rivière (Sébastien), cordier, à Vienne, pour une machine faisant mouvoir la roue de l'ouvrier cordier.

479° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Amiet (Ferdinand-Faldonny), fabricant de bijouterie, Grande-Rue, n° 86, à Besançon, pour l'application de l'horlogerie à poids, avec création d'un calibre d'horloge, pour l'indication de l'heure sur les lanternes à gaz ou contre les façades des maisons.

480° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Bauche (Auguste), fabricant de coffrets incombustibles réfractaires, représenté par le sieur Monfait, rue Large, n° 8, à Reims, pour un caisson à poudre à canon non susceptible d'explosion.

481° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par les sieurs Bilwiller (Ulrich), négociant, et Schloepfer (Jacques), fabricant, représentés par le sieur Korum, à Colmar, pour la fabrication d'une colle pour parer à froid les tissus de coton fabriqués à la mécanique.

482° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Binet (Germain), entrepreneur, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements apportés dans les tentes, abris, etc.

483° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 13 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Brocalde d'Eliza (Stephen-Pierre-André), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour une fabrication perfectionnée d'engrais artificiel (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 20 décembre 1878).

484° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Chanternide (Édouard), boulanger, à Vitteaux, pour une fileuse de chanvre à l'usage des cordiers.

485° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Chau-

chon (Louis), ferblantier, à Rive-de-Gier, pour un moyen de fabriquer les crochets en fer dits *crochets de descente*.

486° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Cordé (Abel), charpentier, à Varennes-sous-Monsoreau, pour un mécanisme appliqué aux véhicules à deux roues, dit *équilibre véhiculaire*.

487° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Cugnot (Jean), charpentier, rue du Faubourg-d'Igny, n° 17, à Épernay, pour une pierre factice propre à la construction.

488° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dausin de Nalinne (Auguste-Albert), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements dans les appareils de télégraphie électrique.

489° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Delcourt-Joannès, jardinier, rue de l'Oison, n° 4, à Châlons-sur-Marne, pour un mouvement constant.

490° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Deneiroux (Jean), représenté par le sieur Albo, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 91, pour un système de montage des métiers employés à la fabrication des châles cachemires.

491° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Golsi (Joseph) et Ardenne (Auguste), chauffeurs et conducteurs de machines, le premier, rue de Lodi, n° 34, et le second, rue de Moise, n° 20, à Marseille, pour un fourneau économique fumivore.

492° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Grognet (Louis-Napoléon), ouvrier en peignes, à Paris, rue Michel-le-Comte, n° 14, pour un système de peigne-coiffure en écaille, corne, baffle, caoutchouc ou toute autre composition.

493° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Kessler (Jacques-Louis), chimiste, rue Eugénie, n° 11, à Champerré-Neuilly, pour des perfectionnements apportés à la séparation des corps solubles ou liquides de leur mélange avec des corps solides et réciproquement.

494° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lachambre (Alexis), entrepreneur de serrurerie, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système de chevronnage-voligeage en fer pour combles et toitures.

495° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, par le sieur Lagirarde (Joseph), maître menuisier, à Luxeuil, pour une machine à fabriquer les tubes en papier employés pour canettes de filature.

496° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Le Clercq (Émile), ferblantier, et Béguin (Honoré), fabricant, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25, pour un mouilleur continu à l'usage des copies de lettres, presses, etc.

497° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lévettam (Mathieu), Brommé (Édouard), architecte, et Guivartowski (Benoît), élisant domicile chez les sieurs Kohn frères, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 45, pour une disposition de wagons à lits s'appliquant à tous les systèmes de wagons à voyageurs.

498° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 13 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lindner (Edward), représenté par le sieur Vinck, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33,

pour un fusil à aiguille perfectionné se chargées par la culasse (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 8 février 1879).

499° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lombard (François-Barthélemy) jeune, fabricant de cartonage, à Paris, cité de la Chapelle, n° 5, pour l'application de l'annexe aux étuis à bouges d'éclairage, boîtes et plâtres divers.

500° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Messerschmidt (Georges), distillateur-chimiste, à Saint-Amand, pour un procédé de fabrication de vinaigre double.

501° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Peysson (Claude), fabricant de briques réfractaires, à Saint-Etienne, pour la fabrication du bitume en utilisant la chaleur des flammes perdues des fours à cuire les briques, le quartz et fours à coke.

502° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur de Peyronny (Auguste), représenté par le sieur de Peyronny (Charles), rue Impériale, n° 55, à Lyon, pour la préparation et l'emploi à l'éclairage ou au chauffage d'un produit industriel dit gaz liquide.

503° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Pinay et Jugnet, rue de Vendôme, n° 185, à Lyon, pour la fabrication mécanique des meubles et objets ornés en fer.

504° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robinet (Louis), manufacturier, représenté par le sieur Jouanna, à Paris, rue Béranger, n° 6, pour un genre d'épingles à cheveux à branches coudées, dites épingles à cheveux coudées parisiennes.

505° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Oise, par le sieur Rodelet (Isidore), chef de fabrication, à Montataire, pour un système de four à chauffer et souder la ferraille.

506° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Sebille (Charlet-Félix), manufacturier, rue Dudrezène, à Nantes, pour un procédé destiné à produire le vide dans les cylindres de machines à vapeur et refouler la vapeur ayant servi dans les chaudières génératrices.

507° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Solari (Jean-Baptiste), rue de l'Orangerie, n° 3, à Caluire, près Lyon, pour un procédé à placer les perles sur étoffes soie, laine et coton.

508° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vangeon (Narcisse-Adolphe), employé des lignes télégraphiques, à Paris, rue du Paroissier-Poissonnière, n° 189, pour jouets dits moteurs enroulés Vangeon.

509° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Aubineau (Henry) et Bouriquet (Léon), mécaniciens, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25, pour des perfectionnements dans les machines à coudre.

510° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société pour Ph. Beauvillage et compagnie, fondeurs et fabricants de orfèvrerie, représentés par le sieur Daubreville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour un genre perfectionné de targes.

511° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Bernasau (Auguste), fabricant de billards, rue Sainte-Eugénie, n° 3, à Nîmes, pour la fabrication exclusive de billards à tables métalliques.

512° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars

1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouriez (Jean-Baptiste), représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour application de moyens connus pour obtenir un résultat nouveau par l'emploi d'un courant d'air froid à travers la pâte à fabriquer les agglomérés de bouille.

513° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brevet (Clément-Charles-Victor), mécanicien, route d'Aubervilliers, n° 6, à Pantin, pour gerbes artificielles, plantes, briquettes, etc. pour l'allumage de toute espèce de feux.

514° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Burin du Buisson (Michel-Antoine-Bertin), pharmacien, élisant domicile à Paris, rue de Richelieu, n° 45, pour préparation d'une présure sèche et liquide.

515° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Caron (Casimir-Amédée), représenté par le sieur Lagny, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour une pièce de machine à coudre, pièce dite *griffe Caron*, destinée à l'application des bordures en dentelles sur les voilettes, et en général sur toutes pièces d'étoffe à bords de courbures quelconques.

516° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Christelle (Charles-Étienne), fabricant de compas, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour la formation mécanique des olives de compas.

517° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Danet (Yves-François-Marie), mécanicien, et Meaun (Jules-Thomas), menuisier, à Paris, le premier, passage Neveu, n° 6, le second, rue des Buttes-Chaumont, n° 41, pour un décrotoir-paillason.

518° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dawes (William) et Ramsden (Edward-Archibald), représentés par le sieur Vinck, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour perfectionnements apportés aux orgues harmoniums et autres instruments de musique.

519° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fassin (Jean-Baptiste) jeune, fabricant de tissus, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans les machines à apprêter, à encoller et à parer des fils et notamment ceux de laine.

520° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fréret (Edouard), mécanicien, à Paris, rue Sedaine, n° 19, pour une disposition de scie portative à ruhan pour le débit des bois en grume et autres.

521° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gatling (Richard-Jordan), docteur, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les armes à feu, ou canon dit *canon batteris*.

522° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Gironx et Boudry, fabricants d'optique, à Paris, rue Saint-Denis, n° 357, pour une jumelle micrométrique à longue portée et à oculaires combinés.

523° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Grandperrin (Jean-Louis), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des procédés de queues de billard.

524° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 16 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Griër (William-Watson) et Boyd (Robert-H.), représentés par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des machines perfectionnées propres à l'extraction du charbon de terre et autres substances (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 28 février 1879).

525° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 15 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Hartsborn (James) et Redgate (William), représentés par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour des perfectionnements dans la fabrication de dentelle dans les métiers à dentelle tordue (*twist lace*) (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 28 février 1879).

526° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Huet (Anatole-Auguste), directeur de la Monnaie, à Paris, hôtel de la Monnaie, pour une encre typographique et son application.

527° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Kestner (Charles), fabricant de produits chimiques, représenté par le sieur Koll, à Thann, pour un procédé de fabrication de l'hydrate de chrome.

528° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Sarthe, par le sieur Le-gay (Adolphe), peintre en bâtiments, à Vaas, pour un encaustique inodore.

529° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Margotin (Alexandre), fabricant de porte-plumes, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 18, pour un porte-plume.

530° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Masson et Cary, négociants, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un porte-plume-chassoir à virole.

531° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Masson et Cary, négociants, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système de porte-plume-chassoir.

532° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Monnier (Jean) fils, et Brunin (Louis), mécaniciens, représentés par le sieur Claës, à Paris, rue de l'Echiquier, n° 18, pour des perfectionnements dans les métiers à tisser mécaniques.

533° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Neustadt (Camille) et Guyenet (Constant), à Paris, rue de Chabrol, n° 71, pour des perfectionnements dans les appareils élévatoires à chaîne-Galle et pour la création de types de chaîne-Galle applicables à ces appareils ou à tous autres usages de l'industrie.

534° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Palotte (Émile-Jacques) fils, maître de forges, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour la fabrication des rails sans soudure.

535° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Payan (Joseph), mécanicien, rue de la Malle, n° 9, à Aix, pour une machine à triturer les tourteaux.

536° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs H^r Petin, Gaudet et compagnie, maîtres de forges, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux appareils de manœuvre à l'usage des établissements métallurgiques.

537° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Peugeot frères, manufacturiers, représentés par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un appareil destiné au polissage des outils et lames métalliques.

538° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Porion (Eugène), manufacturier, représenté par le sieur Amouroux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour l'utilisation des lessives ayant servi au travail des pailles

dans la fabrication du papier et pour un système d'évaporation de liquides de toutes espèces.

539° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sormani (Maurice-Augustin), fabricant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un parapluie à ventouse.

540° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aude, par le sieur Vidal (Antoine) jeune, coutelier, à Carcassonne, pour une machine à dévider la laine.

541° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Villechatel (Honoré) et Béranger (Claude), constructeurs d'instruments de pesage, représentés par le sieur du Rieux, rue Colbert, n° 44, à Lille, pour des perfectionnements dans les instruments de pesage.

542° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 17 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wilkie (John), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour perfectionnements dans la fabrication de dentelle dans les métiers à dentelle tordue (*twist lace*) (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 14 mars 1879).

543° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Allain (Childéric), fabricant, et Roscher (François-Charles), mécanicien, représentés par le sieur Laviaille, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour la fabrication de boîtes métalliques propres à tout envaselage.

544° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Raily (John), représenté par le sieur Krahnass, à Paris, rue d'Isly, n° 13, pour un buvier siphonoïde.

545° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bertouche (Georges-Charles), constructeur de fourneaux, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des appareils destinés à la préparation et à la fabrication des produits en terre cuite.

546° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Erisset (Alphonse), commis négociant, à Paris, rue de la Paix, n° 28 (ancien Batignolles), pour un système de boîte hermétique pour le gaz.

547° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Carrier (François), cours d'Herbouville, n° 30, à Lyon, pour une machine à coudre et à broder.

548° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ardèche, par les sieurs Chabannès (Léon-Réné), docteur en médecine, et Champetier (Ernest), pharmacien, à Aubenas, pour un appareil propre à transporter les liquides, dit *hygrofère* ou *porte-liquide*.

549° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chevalier (Jean-François), marchand de fromages, à Paris, rue Saint-Honoré, n° 110, pour un genre de moule à fromages.

550° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Clément (Alexandre-Barthélemy-Auguste-Ferdinand), représenté par le sieur Vinck, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des caisses d'emballage à composition.

551° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Denis (Pierre-Thomas), chimiste, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une boisson dite *liqueur souveraine*.

552° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Droux (Léon), à Paris, rue de Lafayette, n° 5, pour procédés et appareils employés dans la fabrication des acides gras.

553° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Englebienne (Adolphe-Paul), Gobert (Philippe) et Pombaix (Constant), représentés par le sieur Bonnevillie, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements dans la fabrication des fers ronds, demi-ronds, carrés, octogones, hexagones.

554° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Garu (Joseph), mécanicien, place Saint-Laurent, à Lyon, pour excentriques journalières applicables à la cannetière à dévider sans torsion.

555° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gineux (Charles-Adolphe), docteur en médecine, représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour la rectification des alcools de toute nature.

556° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Grubé (Alphonse), constructeur, représenté par le sieur Caron, à Lille, pour un système de torréfacteurs sphériques dits torréfacteurs-chauds et torréfacteurs sur roules.

557° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Guesnu et Flegenheimer, représentée par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 62, pour l'application de la fuchsine du rouge d'aniline et autres couleurs pour les impressions typographiques, lithographiques, taille-douce sur papier, étoffes, etc.

558° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Klinaki (Alexandre) et Maingot (Jean-Jacques), photographes, à Paris, rue des Vosges, n° 1, pour un instrument microscopique, à foyer immobile, produisant cent quarante-quatre épreuves à la fois.

559° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Lésance (Auguste) et compagnie, manufacturiers, représentée par le sieur Ricordem, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de fabrication de fils métalliques pour lignes télégraphiques, treillages, etc.

560° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laurecque (François-Auguste), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un système de géographie armémotennique.

561° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par le sieur Lavoine (Jules-Jean-Baptiste), cordier, à Franconville-la-Garenne, pour procédés de fabrication de ficelle dits fusés, employés pour l'usage de filets pour wagons de chemins de fer et pour les cochers et charretiers.

562° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lejeune (Alexis), bijoutier, représenté par le sieur Lagny, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un système à pistons pour chaînes de toutes sortes, toiles pour chaînes de montres, chaînes-sautoirs, etc.

563° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, par les sieurs Le Tessier de Lannay et Rosset (Victor), représentés par le sieur Cauchois, à Brest, pour un système de chemin de fer sans rails, mettant les convois à l'abri des déraillements, des rencontres et pouvant franchir comme descender les plus hautes montagnes.

564° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Le Villain-Dufliche (Léon) et Telier (Charles-Louis-Abel), à Paris, rue Bonlainvilliers, n° 20 (ancien Passy), pour un mode d'absorption et d'utilisation de calorique contenu dans l'atmosphère et dans certains liquides tels que la bière, les liquides en fermentation, etc. etc.

565° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gineux

(Jacques), représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour une presse pour chapeaux en feutre ou en paille.

566° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Michoudet (Louis-Joseph), marchand horloger, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un appareil collecteur de photographies microscopiques dit album bijou.

567° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Pertuis (Charles) et Vigan (Ferdinand-Jules), médecin vétérinaire, à Paris, rue Truffaut, n° 59, pour un système de courant d'air inférieur applicable aux lampes et ayant pour but de remplacer les cheminées en verre.

568° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Eure, par le sieur Samin (Célestin), blanchisseur de fils, à Bernay, pour une presse destinée à presser les fils à blanchir.

569° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 17 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Secombe (William-Wert), fabricant, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les appareils à timbrer des timbres à main (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 5 décembre 1878).

570° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 16 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sievier (Robert-William), représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements apportés aux roues et à leur arrangement sur leurs axes ou essieux (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 19 septembre 1878).

571° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Simon (François-Jean-Marie), menuisier, rue de Barbâtre, n° 75, à Reims, pour persiennes à lames mobiles.

572° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société française d'orfèvrerie et objets d'art, représentée par le sieur Fiorange, à Paris, rue Vieille-du-Temple, n° 106, pour moyens de retreindre, embouthir et estamper tous les métaux et autres matières.

573° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département d'Ille-et-Vilaine, par les sieurs Trehouart (Paul), capitaine au long cours, et Ficher (Gustave), forgeron, représentés par le sieur Brault, à Rennes, pour un appareil d'enroulement d'une voile sur sa vergue pour prendre les ris ou pour sevrer la voile à bord des navires, appareil dit *rieur gabier*.

574° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Vanhoonaeker (Charles), élisant domicile chez le sieur Dementmeester, rue des Fossés-Neufs, n° 32, à Lille, pour un système consistant dans la suppression du sautoir employé jusqu'à ce jour pour les pivotements de roues de locomotives et dans son remplacement par la vapeur.

575° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vedierme (Jean-Baptiste), représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour un genre de rocher pour débit de liquides.

576° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Zimny (Henri), bijoutier, représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour la fabrication des chaînes-mattes mouvantes.

577° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 20 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bates (Stephen), représenté par le sieur Vinck, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour perfectionnements dans la fabrication des dentelles et autres tissus de la même espèce et dans les appareils ou machines employés à cet effet (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 20 septembre 1879).

578° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars

1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Berthod (Nicolas), mécanicien, rue de Croncels, n° 21, à Troyes, pour perfectionnements aux métiers circulaires à platine horizontale.

579° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bureset (Eugène), fondeur en cuivre, représenté par le sieur Brade, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 13, pour une disposition perfectionnée des fourneaux à vent des fondeurs en cuivre et l'utilisation des gaz qui en proviennent.

580° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bues (Thomas), représenté par le sieur Mennous, à Paris, rue de Dunkerque, n° 26, pour un capuchon perfectionné destiné à augmenter le tirage des cheminées et la ventilation des navires et autres bâtiments.

581° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Canham (Joseph), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une scie à ruban portative perfectionnée.

582° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Commandeur (Charles), à Paris, rue Breda, n° 15, pour une ferromnière-Volta-Électrique Commandeur.

583° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Corle (Henri), fabricant de sucre, à Paris, rue Tronchet, n° 3, pour une disposition de presse sans sacs pour l'extraction du jus de la betterave, des écumes de déffécation, fruits divers et autres produits, ainsi que des huiles des matières oléagineuses.

584° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Davi (Justin-Henri), représenté par le sieur Vinck, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système de télégraphie autographique à mouvement continu.

585° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Oise, par le sieur Deléme (Alphonse-Marie-Joseph), chemisier, rue de la Tailleire, à Beauvais, pour une chemisette-plastron sans cordons.

586° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Denu (Jean-Baptiste), Grande-Rue, n° 70, à Besançon, pour un système d'ouverture de soupape des bornes-fontaines.

587° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Douss (Alphonse) et de Braun (Auguste), place Louis XVI, à Lyon, pour une machine servant à laver et à sécher les fils ou les étoffes.

588° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Durand (François) et Pradel (Henri-Auguste), représentés par le sieur Vinck, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements aux métiers à la Jacquart.

589° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Favis (Joseph-Séraphin), fabricant de soieries, à Voiron, pour perfectionnements apportés aux machines à tisser.

590° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Fournie des Corats (Gilbert-Auguste), rue Impériale, n° 48, à Lyon, pour un moyen de transport fluvial et maritime (ou chemin de fer fluvial et maritime) pour éviter le transbordement des marchandises par la main des hommes, ainsi que les chargements et déchargements.

591° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Frêche-Reassaire, négociants, représentés par le sieur Claës, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 14, pour un genre de voilette.

592° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Godet

(Ignace-Honoré), mécanicien, rue de l'Écaille, n° 7, à Épernay, pour un système de machine àagrafer les bouchons des bouteilles, dite *machine Godart*.

593° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Sarthe, par le sieur Guille-mare (Achille), professeur de chimie au lycée du Mans, pour le blanchiment du chanvre, des toiles, des cordages, de la ficelle, au moyen d'un hyposulfite quel-conque et d'un acide minéral tel que l'acide chlorhydrique ou sulfureux.

594° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hamilton (William-Tighe), à Paris, hôtel du Louvre, pour guide-main pour pianos, dit *guide-main à rayons*.

595° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hen-nig (Jean-Frédéric-Auguste), mécanicien, à Paris, quai de Billy, n° 54, pour un sys-tème de fermeture des capotes et marchepieds de voitures, dit *système Henning*.

596° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 20 mars 1865, au secré-tariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Howardkidd (John) et Mather (James-Chadwick), représentés par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des toiles cirées (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 23 septembre 1878).

597° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Morbihan, par le sieur Lagil-lardie (Edward), négociant, à Lorient, pour un appareil dit *chaudière rotative*, à action centrifuge, destiné à produire toutes les opérations d'évaporation, de con-centration, de distillation, de rectification, de sublimation et de séparation des corps gazeux, liquides ou solides, soit purs, soit mélangés.

598° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Limare (Charles), constructeur-mécanicien, à Fécamp, pour une machine mul-tiple à riveter la terre.

599° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Malarin (Jean), rue Saint-Georges, n° 100, à Lyon, pour un règle-fassure pour le tissage des étoffes.

600° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marsoulan (Henry), fabricant de papiers peints, à Paris, rue de Renilly, n° 40, pour une ma-chine à fonder et sécher les papiers peints.

601° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Masson (Nicolas-Auguste), employé, à Paris, avenue Parmentier, n° 8, pour une tuyère à eau, en fer et fonte, sans soudure, dite *tuyère économique*.

602° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mathias (Jules-François), fabricant de chapeaux de paille, et Legat (Désiré), à Paris, rue de Châlons, n° 22, pour une machine à presser d'un seul coup, soit en relief, soit en creux, des chapeaux de toute forme et de toute nature.

603° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pique (Louis-Anastase), fabricant de lampes, à Paris, rue de Comines, n° 16, pour un sys-tème de cafetière ou vase à filtre pouvant servir à toute espèce d'infusions, dit *café-tière à pression fixe*.

604° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Rudelle (Benjamin-Ambroise), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un entonnoir siphonoïde destiné à favo-riser l'écoulement des boissons, liquides, etc.

605° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charly (Edward-Sneider), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux armes à feu.

606° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mars

1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Senecheur (Arnold), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour une lampe de sûreté à huile de pétrole.

607° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Yvonne Durivaux, représenté par le sieur Durivaux (Edward), à Sainghin-en-Mélantois, près Lille, pour une matière frigorifique.

608° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tromet (Jules-Constant), manufacturier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la fabrication mécanique des chaussures.

609° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Verdel (William) et Michel (William), à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, n° 10, pour un perfectionnement dans la fabrication des chaussures.

610° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bérriot (Parfait-Alphonse), professeur de gymnastique, et Debole (Charles), chimiste, à Paris, le premier, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 22, le second, impasse des Biches, n° 9 (ancien Passy), pour un système préservatif contre l'humidité dans les bâtiments.

611° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Orne, par le sieur Baud (Léon-Pierre), teinturier, à Frénes, pour perfectionnements dans les procédés de teinture et de blanchiment de la laine, du coton, des étoupes de chanvre et de lin et autres matières filamenteuses, végétales ou animales non filées, pour toute espèce d'usages et toutes sortes de filatures et de tissages.

612° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Basson (Constant), représenté par le sieur Vinck, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un instrument de musique.

613° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chalmé (Adolphe-Gilbert), négociant, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, pour un système de pièges destinés à détruire les mouches, les souris, les rats, etc.

614° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Vienne, par le sieur Chantepie (François), mécanicien, à Châtellerault, pour un engrais pour l'agriculture et engrais Chantepie.

615° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Érickie (Charles-Joseph), fabricant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une table roulée pour les campements, la campagne, etc.

616° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Faure (Louis), élisant domicile chez la demoiselle Wolf (L.), à Paris, rue Notre-Dame-des-Champs, n° 66, pour wagon élastique.

617° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par les sieurs Foucault (Léon), garde-mines, à Charleville, et Vauché (Denis), pour un bouilleur et réchauffeur de forme tubulaire pour chaudières à vapeur.

618° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Loire, par le sieur Gay (Benoît), au Puy, pour bouillotte chauffeuse de voyage.

619° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gerderès (Jean), fabricant de billards, à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 47, pour un système de garniture applicable à la fabrication des bandes de billards.

620° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars

1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hoffmann (Jean-Philippe), mécanicien, élisant domicile à Paris, boulevard Denain, n° 9, pour un mécanisme de renvidage à excentrique applicable aux métiers à filer dits *self-acting*, renvideurs ou automates, pour filer le coton, la laine, la soie, en général toutes matières textiles.

621° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Saône, par le sieur Huet (Victor), maître de forges, représenté par le sieur Duperrier, à Gray, pour l'emploi du manganèse dans la fabrication de la fonte et du fer.

622° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Le-baigne (Eugène), pharmacien, à Paris, rue du Four-Saint-Germain, n° 78, pour la préparation de quelques acides.

623° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par les sieurs Le Breton-Brun (Joseph), négociant, et Gachet (Louis), horloger, quai Fosse, n° 92, à Nantes, pour un système de sermo-frein à l'usage des chemins de fer.

624° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Le-charpentier (Edouard-Philibert-Joseph) et Jony (Michel), à Paris, rue de Dunkerque, n° 22, pour un appareil électrolyseur et procédé électrolytique pour l'épuration des liquides en général, et plus particulièrement des jus sucrés.

625° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Lépaulle frères et Decock, à Paris, rue Bleue, n° 13, pour fabrication d'huile animale fluide à la suintine (graisse extraite des eaux de lavage de laines brutes).

626° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Meuse, par le sieur Louis (Pierre), serrurier, aux Souhesmes, pour une machine motrice à courber les versoirs de socs de charrue, disposée en outre pour servir à plusieurs autres travaux de serrurerie.

627° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Men-nous (Marc-Antoine-François), représenté par le sieur Thenen, à Paris, rue de Dunkerque, n° 24, pour des perfectionnements dans la construction des machines destinées à cuire, avec fil ciré, les semelles de chaussures.

628° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Monse-rand (Pierre-Marcelin) et compagnie, représentés par le sieur Castelbon, à Paris, passage des Petites-Écuries, n° 15, pour une machine perfectionnée à fabriquer les tuyaux en plomb foulé.

629° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mont-enat (Gaspard-Alfred), chimiste, rue de la Charronnerie, n° 27, à Saint-Denis, pour un petit instrument de musique à vent et à eau dit *hydrophone*, au moyen duquel on peut imiter le chant des oiseaux et d'autres voix d'animaux.

630° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Mou-lhac, rue Castillon, n° 18, à Bordeaux, pour un genre de procédés mobiles pour queues de billard.

631° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Petit (Nicolas-Ernest-Théophile), rue de la Prévoyance, n° 10, à Vincennes, pour un produit dit *matériaux de construction en acier embouté*.

632° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Pou-gnot frères, manufacturiers, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour moulin concasseur broyeur pour toutes espèces de produits.

633° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Pou-

sier (Pierre-Constant-Éléonore), chimiste, et Malbec (Jacques-Élidat), à Paris, rue de Malte, n° 34, pour des procédés de panification.

634° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fulvermacher (Isaac-Louis), à Paris, rue Favart, n° 18, pour divers fermoirs d'attache de sûreté et leurs applications à des buts variés.

635° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Nièvre, par le sieur Salomon Cohen (Adolphe-Ambroise), directeur de la ferme-école de Poussery, commune de Montaron, pour charrue à versoir périmétrique à galets.

636° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sayad (Fertan-Frédéric-Noël), fabricant de fleurs, à Paris, rue Neuve-Coquenard, n° 23, pour application des tissus et couleurs à la fabrication des fleurs artificielles, feuillages et insectes.

637° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Sery (Jean-François), cours Napoléon, n° 92, au Havre, pour un système de fermeture de portes et de croisées pour empêcher l'air et l'eau de pénétrer dans les appartements.

638° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 22 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sleigh (Barrows-Willcocks-Arthur), représenté par le sieur Dufrené, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10, pour des perfectionnements dans les moyens d'obtenir un mouvement circulaire continu par l'emploi du poussoir d'une machine hydraulique rotative (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 23 septembre 1878).

639° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, par le sieur Sotty (Claude), piqueur au chemin de fer de Paris à Lyon, à Tournus, pour une machine dite *tailleuse de haies vives*.

640° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Eure, par le sieur Truelle (Auguste), commerçant, représenté par le sieur Le Bailly, route de Caen, n° 11, à Evreux, pour un système de ferrage à glace instantané des chevaux.

641° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Vigoureux (Stanislas), manufacturier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système distributeur d'air humide, simple ou composé, pour l'apprêt des matières premières, fils, tissus et autres applications.

642° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Vincent (Antoine), armurier, Grande-Rue-Saint-Roch, n° 3, à Saint-Étienne, pour un genre de crosse en métal pour pistolet, dit *écossais*.

643° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Appert (Adolphe), représenté par le sieur Guy, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95, pour un système de chariot permettant de échanfreiner les bois cintrés, et particulièrement les baldaquins, au moyen de la scie à ruban.

644° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Auxerre (Pierre-Camille), photographe, à Paris, rue Lemercier, n° 9 (dix-septième arrondissement), pour un savon photographique dit *antimétalloïde*, propre à enlever des mains les taches de nitrate et autres composés d'argent.

645° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Baillet et Fontaine, élisant domicile chez le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour des perfectionnements apportés aux machines à condre.

646° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur de Banville (Alfred), boulevard Dugommier, n° 14, à Marseille, pour l'application aux moteurs Lenoir d'une ou plusieurs soupapes automatiques servant à régler le mélange détonnant qui actionne ces moteurs.

647° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Barbier-Perroton (Antoine), fabricant de coke, rue de la Montat, n° 47, à Saint-Étienne, pour un système de fours servant à produire du coke et à chauffer une chaudière à vapeur.

648° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 24 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bridgewater (Henry), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des croisements de voies de chemins de fer (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 24 septembre 1878).

649° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Gers, par les sieurs Capéran (Robert-Antonin) et Capéran (François-Augustin) frères, menuisiers, à Pergain-Taillac, pour une machine à nettoyer les grains sur le sol même des dépiquaisons.

650° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carter (William), représenté par le sieur Vinck, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés aux métiers à apprêter ou parer la dentelle et autres tissus semblables (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 24 septembre 1878).

651° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chartiez (Jules), représenté par le sieur Lagny, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un appareil pour fermeture des bornes-fontaines, bouches d'eau, etc.

652° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la compagnie parisienne d'éclairage et de chauffage par le gaz, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 141, pour appareil de cuisine à gaz à régulateur.

653° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Coste et Imbs, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux porte-plumes.

654° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Arténn (Joseph-François), à Paris, place de Wagram, n° 4, pour un appareil de traction dit *tracteur d'Arénn*.

655° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Daval (Charles-Auguste), employé, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 257, pour un appareil propre à confectionner mécaniquement les mosaïques ou incrustations sur parquets, panneaux, etc.

656° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve Freytoy (Rosalie Jucken), à Paris, avenue Victoria, n° 2, pour un siège dit *siège de poche*.

657° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Girardin (Joseph), représenté par le sieur Herpst, à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 3, pour un système perfectionné de fermoir dit *fermoir à pression*.

658° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Goodwin (Charles-Rhodes), manufacturier, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de palier dit *palier universel*.

659° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Goodwin (Charles-Rhodes), manufacturier, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un étau parallèle.

660° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 20 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Handcock (Elias-Robison), représenté par le sieur Dufrené, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10, pour des perfectionnements dans la construction des machines rotatives (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 22 septembre 1878).

661^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hiermier (Philibert), fabricant d'olier, à Paris, rue de Saint-Petersbourg, n° 36, pour un système de fermeture hermétique des étouffoirs, sans frottement ni pression.

662^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Hertel et compagnie, constructeurs-mécaniciens, représentés par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour machines à fabriquer les briques et autres matières céramiques.

663^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Langlumé des Angles (Ernest), à Eth, pour un appareil hydraulique dit *pompe à siphon*.

664^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Maignou de Moques (Étienne-Damase) et Fusellier (Jean), constructeur-mécanicien, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 13, pour un balancier dit *balancier oxydynamique*.

665^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marguerite (Louis-Joseph-Frédéric), chimiste, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour traitement des matières d'épuration des usines à gaz.

666^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Oppert de Blowitz (Henry-George-Stephan-Adolphe), fabricant d'étoupes, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements apportés au travail et à la fabrication des étoupes goudronnées et filées.

667^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Plesard (Eugène), fabricant d'horlogerie, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de réveille-matin avec lumière.

668^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Reh-fuss (George), mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un mécanisme propre à fixer les boutons aux étoffes.

669^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robert (Ernest), tapissier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux sommiers élastiques pour lits et meubles.

670^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robert de Massy (Louis-Pierre), manufacturier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un appareil propre à l'élévation des jus pâteux ou visqueux.

671^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Roman (Jean-Louis), Roman (Eugène) et Roman (Eugène-Célestin), manufacturiers, à Paris, rue de Lille, n° 37, pour un moteur hydraulique.

672^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sarrebourse d'Audeville (Augustin), raffineur, route de Flandre, n° 86, à Pantin, pour la fabrication et le raffinage à la vanille et aux autres parfums du sucre en pains, en morceaux et en poudre.

673^e Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 25 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Todd (John), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 15, pour des perfectionnements apportés dans les machines propres à laminier, courber et cintrer les plaques et feuilles de métal (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 24 septembre 1878).

674^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le

sieur Vasseur (François-Etienne), boulevard Merentié, n° 3, à Marseille, pour un moteur économique.

675° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vié (Edouard), industriel, à Paris, rue du Cherche-Midi, n° 55, pour un système de traitement économique des minerais.

676° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Ackermann (Charles-Bernard), mécanicien, à Colmar, pour une machine à rapier et à blanchir les meules des moulins ainsi qu'à les rayonner.

677° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente-Inférieure, par le sieur Arthenac (Julien), maître carrossier, à Saint-Jean-d'Angely, pour un système de voiture dite à *équilibre constant*.

678° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bérard (Émile-Alexandre), encadreur, à Paris, rue Meslay, n° 13, pour un genre de peinture sur verre imitant les marbres.

679° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Besnon (Louis-Désiré), gainier, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans des écrins.

680° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par la société Bizard et Labarre, boulevard National, n° 375, à Marseille, pour un réservoir destiné à l'emmagasinage du pétrole et autres huiles inflammables.

681° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Black (George), fabricant de chicorée, quai Saint-Lazare, n° 4, à Cambrai, pour un produit dit *extrait Black* ou *extrait de chicorée*.

682° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boiseau (Pierre), fermier, représenté par le sieur Petit, à Paris, rue Blondel, n° 5, pour une chaudière propre à la fabrication des huiles de graines et autres.

683° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par les sieurs Carré (Émile) et Leclerc (Clovis), contre-maître de tissage, rue Andrieux, n° 75, à Reims, pour l'application aux métiers à tisser d'un système dit *dérouleur automatique*.

684° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Chailly (Léon), filateur, rue des Saintes-Claïres, n° 3, à Amiens, pour perfectionnements apportés à la doubleuse retordeuse Sauval.

685° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Cleret (Victor-Alexandre), mécanicien, rue de Normandie, n° 257, au Havre, pour un moteur spiro-élastique à gaz comprimé.

686° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, par le sieur Conlon (André), instituteur public, à Branges, arrondissement de Louhans, pour un instrument de géométrie dit *niveau graphomètre*.

687° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Degans (Auguste-Louis-Edouard), typographe, rue d'Alger, n° 14, quartier de Wazemmes, à Lille, pour un laveur de sacs aux sucres, de linge de corps, etc.

688° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Desauville (Norbert-Anselme), mécanicien, à Paris, rue Grange-aux-Belles, n° 59, pour certains perfectionnements applicables à tous les fourneaux, foyers ou fours chauffés à la houille ou autre combustible pour les rendre complètement fumivores, même en les chargeant.

689° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Des-

hayes (Adolphe-Auguste), bijoutier, rue et place de la Légion-d'Honneur, à Saint-Denis, pour bonneterie électrique.

690° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dumler (Gabriel), représenté par le sieur Tardieu, à Paris, rue Montmartre, n° 132, pour des billes métalliques à l'usage des chemins de fer.

691° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Foëx (Étienne), chemin des Chartreux, n° 77, à Marseille, pour un bec à brûler le pétrole, dit *bec Foëx*, à triple courant d'air chaud pour les lampes à pétrole et autres huiles minérales.

692° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gavard (Adrien-Charles), fabricant, à Paris, quai des Orfèvres, n° 70, pour un instrument destiné aux arts industriels, dit *pantopolygraphe*.

693° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Grand-perret (Louis-Léon), Cheradame (Antoine-Léopold) et la dame veuve Bellet (Adèle-Louise-Noël Modène), représentés par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un moteur à force continue.

694° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Kuhff (Adolphe), négociant, rue des Veaux, n° 10, à Strasbourg, pour un système de plâtrage à sec.

695° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lebaudy (Auguste), négociant, à Paris, rue de la Monnaie, n° 14, pour un engrais dit *guano de sang phosphaté*.

696° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leperche (Amboise), serrurier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un châssis à tabatière perfectionné pour toitures, etc.

697° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 28 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mackensie (Henry-Augustin-Ornano), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les constructions des cylindres et roues propres à l'étirage des matières filamenteuses et à d'autres usages (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 28 septembre 1878).

698° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mann (Xavier) père, manufacturier, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour fabrication d'instruments aratoires.

699° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mathias (Jules-François), fabricant de chapeaux de paille, et Legat (Désiré), à Paris, rue de Châlons, n° 22, pour un appareil de friction élastique propre à lustrer ou satinier l'enveloppe des laçons pour modes.

700° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Mes-tayer (Christophe), à Pugnac, pour un appareil à guéretter la terre entre les pieds de vigne.

701° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Morlot (Joseph), horloger, à Paris, rue de Paris-Belleville, n° 253, pour un genre de chan-delier.

702° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Savoie, par le sieur Paccard (Victor), fondeur de cloches, à Annecy-le-Vieux, canton d'Annecy-nord, pour un système de suspension de cloches dit *caissette-volants*.

703° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schlos-ser (François-Xavier), mécanicien, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue

Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la construction des machines à fabriquer les briques pleines et creuses, les tuyaux, les poteries, etc.

704° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aveyron, par le sieur Vors (Marie-Pierre-Ernest), élisant domicile chez le sieur Monestier, à Lioujas, pour un cure-pipe.

705° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 27 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Woodbury (Water-Bentley), représenté par le sieur Vinck, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour une méthode perfectionnée de produire ou obtenir, au moyen de la photographie, des surfaces en relief ou en creux sur des matières alumineuses, vitreuses, etc. (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 23 septembre 1878).

706° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Tarn, par les sieurs Bel (Augustin), entrepreneur, et Coulon (Joël), à Castres, pour une essence dite *castrain*, propre au lavage des laines et à la peinture.

707° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société J.-F. Cail et compagnie, représentée par le sieur Leroux, à Paris, quai de Billy, n° 48, pour un système d'amélioration des flegmes d'alcool.

708° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Charmantier (Armand), fabricant de bonneterie, place Royale, n° 2, à Nantes, pour une camisole à côtes, proportionnée, sans coutures.

709° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cudrue (Jean-Jacques-Ferdinand), serurier, à Paris, rue Saint-Maur, n° 150, pour un système de tuteurs métalliques en éventail et de forme circulaire pour les fleurs et les plantes.

710° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur David (François), fabricant de rubans de velours, rue de la Bourse, n° 16, à Saint-Étienne, pour un système de bouble de cannette dans la navette à tisser les rubans-velours, ayant ses points de contact mobiles.

711° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Desbordes (Edme-Maurice), coutelier, représenté par le sieur Castelbon, à Paris, passage des Petites-Ecuries, n° 15, pour une pompe bruiteuse destinée à l'emploi des liquides insecticides et eaux naturelles pour la conservation des plantes et végétaux de toute espèce.

712° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Deverte (César-Auguste) aîné, horloger-mécanicien, représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un fausset propre au soutirage des boissons et à leur conservation, dit *fausset parisien*.

713° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Dumas (Jean-Étienne), élisant domicile chez le sieur Zacharie, rue de la Charité, n° 11, à Lyon, pour un tube à lamettes avec virole mobile pour anches de hautbois, cors anglais et bassons, dit *tube Dumas*.

714° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Epouville (Cyrille-Augustin), mécanicien, à Paris, rue Saint-Maur, n° 60, passage Bertrand, n° 9, pour une machine à imprimer lithographique.

715° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Evrard (Augustin), à Douai, pour des moyens d'utiliser les laitiers et les scories produits dans les opérations métallurgiques.

716° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 30 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Forbes (Horace) et Forbes (Hubg), représentés par le sieur Meslin, à Paris, rue Saint-Honoré,

n° 276, pour des perfectionnements apportés aux gouvernails (brevet anglais de quarante ans, expirant le 28 septembre 1878).

717° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Forest (Pierre), Grande-Rue, n° 77, à Tarare, pour un *râteau dit français*, appliqué aux tissus de mousseline, soie, fil et laine.

718° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gontier (Pierre), chimiste-manufacturier, route d'Orléans, croix d'Arcueil, à Arcueil, pour la décomposition des goudrons acides provenant de l'épuration des huiles minérales.

719° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Guillet (François), mécanicien, marchand de bois, au Coteau, près de Roanne, pour un système de chemin de fer à ressorts en acier.

720° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Havrez (Paul), ingénieur des mines, représenté par le sieur Meyer, à Sedan, pour un mode d'extraction et d'emploi direct du suint à la préparation du cyanure et du ferro-cyanure de potassium, du verre soluble, en même temps qu'à la production des acides valéro-gras.

721° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Hirtz aîné et fils, fabricants de lorgnettes, représentée par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une jumelle à changements avec indicateur.

722° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Hossard (Jules), orthopédiste, rue de la Chalouère, à Angers, pour un procédé de pénétration des bois par l'absorption, dans le passage de la chaleur au froid.

723° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Huet (Julien-Victor), ajusteur-mécanicien, rue de Clisson, n° 7 (île Feydeau), à Nantes, pour un moteur à mouvement direct joint à un ventilateur.

724° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hugon (Pierre), à Paris, rue de Vaugirard, n° 187, pour machine perfectionnée à gaz détonnant et action directe.

725° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacobs (Hiram-Smith), représenté par le sieur Thenen, à Paris, rue de Dunkerque, n° 24, pour une machine à dresser et à arrondir les surfaces intérieures des jantes de roues.

726° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jesson (Pierre-Alphonse), représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour une machine à dorer, écharner ou dreyer, blanchir et dérider les peaux pour la corroierie ou la ganterie.

727° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Jowett (John-Eaton) et Muschamp (John-Bell), représentés par le sieur Thenen, à Paris, rue de Dunkerque, n° 24, pour des perfectionnements dans les voies ferrées.

728° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Lavolenne (Philippe-Alexandre) fils, tanneur, quai des Tanneurs, n° 26, à Nantes, pour un procédé de tannage.

729° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lefebure de Sancy (Ernest-Edouard-Félix), à Paris, rue Pigalle, n° 42, pour un compteur pour les voitures de louage.

730° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leiss (Frédéric), représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour un fumivore ventilateur pour les lampes.

731° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Mathais (Augustin), connu Vilton, n° 4, à Lyon, pour un appareil dit *taffetalière*, servant à la fabrication des étoffes soyeuses unies.

732° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Natallani, fumiste, rue de la Vicomté, n° 63, à Rouen, pour un fourneau économique perfectionné à grille mobile, système modérateur.

733° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Parat (Alfred-Mathias), chimiste, représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour la production d'un noir d'aniline applicable à l'impression de tous les genres de tissus en coton et lin, etc.

734° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Reysz (Jean-Guillaume), mécanicien, représenté par le sieur Danbréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour une machine à vapeur rotative.

735° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Romminger (Johann-Tobias), représenté par le sieur Tolhansen, à Paris, boulevard de Magenta, n° 149, pour un générateur à vapeur de haute pression.

736° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Saône, par les sieurs Rossignot (François) père et Rossignot (Louis) fils, fabricants d'instruments agricoles, à Arc-lès-Gray, pour un perfectionnement dans les machines à battre.

737° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Simons (Henry-Cyrus), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements dans les machines à coudre et dans les moyens de les mettre en mouvement.

738° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Soulard (Jean), forgeron, rue du Grand-Gonnet, n° 18, à Saint-Étienne, pour un frein de sûreté pour les chemins de fer, dit *frein Soulard*, ayant pour but d'arrêter un train de wagons quelle que soit sa vitesse.

739° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Torne (Charles) fils, représenté par le sieur Vinck, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un procédé de préparation des bourres de soie, frisons, coccons percés et autres déchets de soie.

740° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Louis et Jules Aucher frères, facteurs de pianos, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour perfectionnements dans la construction des pianos.

741° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Billiotte et Doderet, représentés par le sieur Bariquand, à Paris, rue de Ménilmontant, n° 127, pour un jouet d'enfant dit *cerceau iorien*.

742° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société J.-P. Gail et compagnie, représentée par le sieur Lesour, à Paris, quai de Billy, n° 48, pour un système d'usage des alcools.

743° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chambrier (Alphonse-Edouard), contrôleur du télégraphe du chemin de fer de l'Est, représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un gabarit elliptique pour tracer et découper les ovales pour photographies, gravures, encadrements, décorations, etc.

744° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chaudan (Jules-Joseph), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 23,

pour des perfectionnements apportés dans les amorces et cartouches de chasse et instruments propres à leur fabrication et à leur chargement.

745° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Collin (François-Armand), horloger-mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux systèmes de transmissions mécaniques par l'air.

746° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 31 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Croll (Alexandre-Angus), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements apportés dans le traitement du sulfate d'alumine (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 30 septembre 1878).

747° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dervillez (Arthur), représenté par le sieur Guy, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 65, pour un appareil automoteur indicateur du degré de fermentation des levains, dit *levain-réveil*.

748° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Deverte (César-Auguste) aîné, horloger-mécanicien, représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de fabrication d'équarrissoirs et tiges coniques de toutes destinations.

749° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Drioux (Antoine-François), restaurateur, à Tergnier, pour un appareil à décanter les vins, bières et toutes espèces de liquides.

750° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Durand (François), mécanicien, représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système combiné de vis différentielles pour varier la vitesse des balanciers, découpoirs, freins, etc.

751° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gonod d'Artemare (Camille-Benoît), perceuteur, et Antier (Charles), représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de calendrier perpétuel.

752° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Grandjean (Pierre), mécanicien, place du Ravelin, n° 44, à Troyes, pour chauffage et ventilation des voitures des voyageurs de toutes classes sur les chemins de fer.

753° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Grandjean (Pierre), mécanicien, place du Ravelin, n° 44, à Troyes, pour chauffage et ventilation des appartements, monuments, etc.

754° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Grosset (Jean), fabricant de tuyaux, et Roy (Claude), fabricant de pipes, représentés par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de jeu à galets dit *jeu parisien*.

755° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hartenstein (Gustave), fabricant de fruits artificiels, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour produits imitant l'agate, le marbre et autres pierres.

756° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Jacquet (Jean-Antoine), quartier des Crettes, à Marseille, pour un système de bains dits *bains à atmosphère oléo-résineuse*.

757° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Johnson (John), négociant, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-

Martin, n° 29, pour perfectionnements apportés dans la dentisterie ou pièces dentaires.

758° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jones (Beaumont-Hill), représenté par le sieur Dufrené, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10, pour un appareil applicable aux pieds ou aux jambes pour faciliter la locomotion (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 11 octobre 1878).

759° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Côtes-du-Nord, par le sieur Jouvelin (Jean-Marie), clerc de notaire, à Plouha, pour un instrument dit *le mensur*, destiné à mesurer avec précision les distances sans les parcourir et sans le calcul, et aussi à mesurer les angles.

760° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Langlois (Toussaint-Théodore), marchand de métaux, et Leclerc (Louis-Antoine), voyageur, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un frotoir en liège pour l'entretien des parquets, meubles, marbres, etc.

761° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Loysel (Edward), représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la disposition des appareils pour faire des extraits de substances végétales, telles que l'éther, le café, les grains maltés, le houblon, le bois de teinture, les substances employées pour tisanes et dans la pharmacie (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 1^{er} octobre 1878).

762° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marie (Gustave-Alphonse-Alexandre-Frédéric), mécanicien, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de suspension pour lampes et autres.

763° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Martinor (Jean-Osmin), rue du Tondu, n° 4, à Bordeaux, pour un porte-chapeau dit *champignon des baigneuses*.

764° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Noblet (André-Henry), à Paris, avenue des Ternes, n° 96, pour un couvert dit *couvert de campagne, de bivouac, de voyage ou d'émigrant*.

765° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Marne, par le sieur Pierrot-Royer (Joseph-Augustin), négociant, à Huillécourt, pour une machine moissonneuse dite *moissonneuse Pierrot-Royer*.

766° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roullier (Charles-Marian), négociant, à Paris, rue Saint-Bernard, n° 24, pour une fabrication de cuir en feuilles avec des déchets de cuir tanné et battu provenant de la corbonnerie et des diverses industries du cuir.

767° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société anonyme des chantiers et ateliers de l'Océan et le sieur Couillard (Ernest), manufacturier, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des agglomérés de houille.

768° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Vandenbertaen et compagnie, représentés par le sieur Cantagrel, à Paris, rue de Rivoli, n° 33, pour un fausset sec hermétique destiné à conserver les qualités des liquides pendant toute la durée de leur soufrage.

769° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 31 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wilkinson (William), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans la fabrication des fils destinés à être convertis en tissus, cordes et autres, et dans les machines propres à certaines de ces industries (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 30 septembre 1878).

770° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Winsor (William-Davis), représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour machine perfectionnée destinée à arrondir et polir les boules, sphères, etc.

771° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Deux-Sèvres, par le sieur Allaire (Firmin), serrurier-mécanicien, à Niort, pour une moie de pressoir à vin en pierre.

772° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Baudouin (Achille) et Perrin (Antoine), représentés par le sieur Vimez, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un genre de tapis à double face.

773° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bertsch (Auguste) et Létourneau (Théodore), à Paris, le premier, rue de la Fontaine-Saint-Georges, n° 27, et le second, avenue Montaigne, n° 57, pour une lampe à niveau constant destinée à l'éclairage par les huiles minérales, et principalement le pétrole.

774° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourgeon (Emile), marchand de vin, rue Vahier, n° 46, à Levallois, communes de Clichy-la-Garenne, pour une eau à détacher dite *saponacée Bourgeon*.

775° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Clats (Joseph), représenté par le sieur Robert fils, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, pour des compositions dentifrices et de toilette.

776° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Corse, par le sieur Danesi (Joseph-Marie), horloger, représenté par le sieur Gaudin, à Ajaccio, pour un mécanisme destiné à monter les montres sans les ouvrir et sans clef, dit *remarqueur horizontal extérieur*.

777° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Puy-de-Dôme, par le sieur Daubrée (Ernest), manufacturier, à Clermont-Ferrand, pour l'application du caoutchouc durci à l'enveloppement des cylindres presseurs et autres cylindres de machines à papiers.

778° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Favre (Philibert), fabricant, représenté par le sieur Amoureux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour un tissu à la façon des velours.

779° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gentil (Jules), représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour des perfectionnements dans la fabrication des boutons en nacre à double patin.

780° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Girot (Louis-Eugène), architecte, et Grosjean-Roussel (Augustin), représentés par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour inscriptions et tableaux pour enseignes et dessins lumino-transparents sur verre et sur tous corps opaques, s'appliquant à toute publicité.

781° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par le sieur Gros (André), bourrellien, à Puisserguier, pour une sellette à rouleau et à charnière, montant et descendant, à l'usage des timoniers traînant la charrette.

782° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Hattersley et fils, fabricants, représentés par le sieur Clats, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, pour garnissage mécanique des cannettes au moyen d'un appareil dit *machine à déplier*.

783° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hédot

(Théophile), chimiste, représenté par le sieur Ruel de Forge, à Paris, rue des Halles-Centrales, n° 7, pour une brosse électro-chimique.

784° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Lanfrey, Baud et Penel, rue Vaubecour, n° 32, à Lyon, pour fabrication de mosaïques.

785° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lecuyer (Louis), représenté par le sieur Vinck, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour crémones avec un appareil de garde contre les infiltrations d'air et d'eau.

786° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Le Page (Charles-François), homme de lettres, à Paris, avenue de Clichy, n° 73 (ancien Batignolles), pour la pétrification de la suie de cheminée.

787° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Loiret, par le sieur Lavacher (Étienne), rue Tudelle, n° 1, à Orléans, pour une bride de sûreté.

788° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Maquignay (Nicolas), constructeur-mécanicien, et Gailliez (Auguste), contre-maitre de filature, à Tourcoing, pour un système de distribution de vapeur applicable aux machines.

789° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Paul), fabricant d'eaux minérales, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, pour un système de graisseur mécanique continu, applicable aux paliers, coussinets, etc.

790° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Masson (Henri-Félix-Edouard), fabricant, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour application du niveau visible aux lampes à tout liquide.

791° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maurant (Amédée-Barthélemy-Donat), à Paris, rue Mouffetard, n° 57, pour une balance à parallélogramme, soit simple ou multiple.

792° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Milliary (Louis-Eugène), mécanicien-bandagiste, à Paris, rue de Richelieu, n° 65, pour des bandages à hernies et hypogastriques à plaques brisées et apposition volontaire.

793° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Moire (Auguste), tuilier, et Margueron (Charles-Adrien), représentés par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un genre de tuile cannelée bombée et à double recouvrement.

794° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Nicolas, dit Daubigny (Didier-Louis), publiciste, et Clegg (Robert-Dawton), à Paris, le premier, rue Hautefeuille, n° 22, et le second, boulevard de Sébastopol, n° 42, pour un système de pompe dite *pompe Clegg*.

795° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Romestin (Eugène), à Roques, pour un moteur et aide-moteur général hydraulique sans fin.

796° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs de Rupé (Gustave), architecte, et Nicolle (Eugène), négociant, représentés par le sieur Robert fils, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, pour un jonet d'enfant.

797° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur de Saint-Péran (Ferdinand-Louis), rue Beau-Soleil, n° 2, à Nantes, pour un moteur à gaz ammoniac, à circulation et à chauffage continu.

798° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril

1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Sainon (Eustache-Michel), fabricant de bonneterie, rue du Preize, n° 7, à Troyes, pour un métier rectiligne à côtes, à aiguilles mobiles.

799° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Seier (Frédéric), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un monte-charge hydraulique mobile.

800° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Stumpf (Jean-Godefroy-Frédéric-Bernard), représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système de robinet à soupape.

801° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Arman (Jean-Lucien), constructeur de navires, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un câble électrique flottant extensible.

802° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Avoine (Maxime-Victor), sculpteur, à Paris, rue Bonaparte, n° 82, pour un robinet à gaz du robinet de sûreté contre les explosions.

803° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baltus (Nicolas), mécanicien, représenté par le sieur Claneau, à Paris, rue Sedaine, n° 85, pour perfectionnements apportés aux machines à timbrer, plier et coller les enveloppes de lettres.

804° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Bernex (Eugène), rue Dragon, n° 49, à Marseille, pour un chariot à étages avec ou sans châssis, pour la fabrication des produits céramiques, soit creux, soit pleins, sortant d'une filière.

805° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Bouilly fils, rue d'Etrès, n° 50, à Bordeaux, pour un système de caisses arborifères.

806° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bruneaux (Léon), mécanicien, et Schœnberg (Gabriel-Nicolas), à Paris, rue de Strasbourg, n° 15, pour une machine à peloter les cotons et les fils à coudre, à broder et à tricoter, les fils à cordonnier, les ficelles, les fils de bureau, les ganses, les laines à tricoter et toutes matières se vendant en pelotes, machine dite *peloteux mécanique*, système Léon Bruneaux et Schœnberg.

807° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Tarn, par les sieurs Cantalauc (Jean-François-Raymond) père et Tournon (Auguste), ferblantier-lampiste, à Gaillac, pour une lampe à huile de pétrole, dite *ménagère*, brûlant tant à la mèche ronde qu'à la mèche plate, sans odeur ni fumée et sans verre.

808° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Capeyron, rue Lousse, n° 27, à Bordeaux, pour un système d'appareil fumivore.

809° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Chalmin (Jean), parfumeur, rue de l'Hôpital, n° 39, à Rouen, pour capsule en caoutchouc devant servir de couvercles à bouton sur les pots et flacons de toutes sortes.

810° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Chomienne (Antoine), négociant, et la dame Outin (Claudine-Pauline), née Gidon, marchande mercière, le premier, rue Saint-Louis, n° 20, la seconde, rue de Foy, n° 9, à Saint-Étienne, pour un genre de crinoline.

811° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Meuse, par le sieur Croyon-Carmouche (Mathieu-Alphonse), fabricant d'instruments de mathématiques, à Ligny-en-Barrois, pour l'application de la fonte malléable et de la galvanoplastie aux cassettes et instruments de mathématiques.

812° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dellestable (Jean-Baptiste), négociant, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de laminoirs à cylindres obliques multiples, dits *laminoirs-flières*.

813° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Deverduin (Paul-Nicolas), fabricant d'optique, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 13, pour un système de tableaux dioramiques dits *tableaux fondants*, réunissant plusieurs tableaux et effets dans un seul.

814° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, par le sieur Dubois (Jean-François), mécanicien, rue de la Place, à Caen, pour un système de battes applicables aux machines à battre les grains.

815° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Dumas (Prosper), tanneur, à Roanne, pour une machine à travailler les peaux de fleur et de chair, dite *courroie frotteuse de Prosper Dumas*.

816° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Duvernois (Abel), négociant, place de la Préfecture, n° 2, à Arras, pour foyer perfectionné à grille tournante.

817° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Fraisse-Merley, fabricant de rubans, place de Marengo, n° 5, à Saint-Étienne, pour un système de métier dit *métier Fraisse-Merley et Vacher*, comportant un grand nombre de pièces se tissant séparément, avec un battant et ses agrès pour chacune d'elles, applicable en général à tous les genres de tissus.

818° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Cher, par le sieur Galon (Charles), boulanger, à Mehun, pour un perfectionnement mécanique (système Galon).

819° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Girard (Antoine) et Trilla (Jean-Baptiste), élisant domicile chez le sieur Thevenet, à Mornant, pour une machine fonctionnant à l'aide de la combinaison de la pesanteur et d'une roue hydraulique.

820° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Horric (Hector) fils, représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour perfectionnements dans la fabrication du papier.

821° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Lanfrey, Baud et Panel, rue Vaubecour, n° 32, à Lyon, pour la fabrication des émaux-laques.

822° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ley (Sébastien), à Paris, rue de la Fidélité, n° 2, pour un appareil pour le chauffage par le gaz.

823° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Magnenat (Jean-Michel), fabricant d'horlogerie, représenté par le sieur Ribelin, quai de l'Archevêché, n° 12, à Lyon, pour un mouvement d'horlogerie et un système de remontoir applicable à l'horlogerie en général, mais principalement à la réduction des mouvements pour établir, par exemple, de très-petites montres pouvant se monter sur bagues, bracelets, etc. comme les pierres.

824° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Louis), chimiste, à Paris, rue Saint-Jacques, n° 246, pour des perfectionnements dans les appareils de distillation des hydrocarbures et autres.

825° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Massé

1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur *Saint* (Eustache-Michel), fabricant de bonneterie, rue du Preize, n° 7, à Troyes, pour un métier rectiligne à côtes, à aiguilles mobiles.

799° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur *Seiler* (Frédéric), représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un monte-charge hydraulique mobile.

800° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur *Stumpf* (Jean-Godefroy-Frédéric-Bernard), représenté par le sieur Blétray, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système de robinet à soupape.

801° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur *Arman* (Jean-Lucien), constructeur de navires, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un câble électrique flottant extensible.

802° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur *Avocat* (Maxime-Victor), sculpteur, à Paris, rue Bonaparte, n° 82, pour un robinet à gaz et robinet de sûreté contre les explosions.

803° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur *Batus* (Nicolas), mécanicien, représenté par le sieur Claneau, à Paris, rue Sedaine, n° 85, pour perfectionnements apportés aux machines à timbrer, plier et coller les enveloppes de lettres.

804° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur *Bernex* (Eugène), rue Dragon, n° 49, à Marseille, pour un chariot à étages avec ou sans châssis, pour la fabrication des produits céramiques, soit creux, soit pleins, sortant d'une filière.

805° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur *Bouilly* fils, rue d'Etres, n° 50, à Bordeaux, pour un système de caisses arborifères.

806° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs *Bruneaux* (Léon), mécanicien, et *Schoenberg* (Gabriel-Nicolas), à Paris, rue de Strasbourg, n° 15, pour une machine à peloter les cotons et les fils à condre, à brider et à tricoter, les fils à cordonnier, les ficelles, les fils de bureau, les ganses, les laines à tricoter et toutes matières se vendant en pelotes, machine dite *peloton mécanique*, système Léon Bruneaux et Schoenberg.

807° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Tarn, par les sieurs *Catalauze* (Jean-François-Raymond) père et *Tournon* (Auguste), ferblantier-lampiste, à Gaillac, pour une lampe à huile de pétrole, dite *ménagère*, brûlant tant à la mèche ronde qu'à la mèche plate, sans odeur ni fumée et sans verre.

808° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur *Capeyron*, rue Lousse, n° 27, à Bordeaux, pour un système d'appareil fumivore.

809° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur *Chalmin* (Jean), parfumeur, rue de l'Hôpital, n° 39, à Rouen, pour capsules caoutchouc devant servir de couvercles à bouton sur les pots et flacons de toutes sortes.

810° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur *Chamienne* (Antoine), négociant, et la dame *Outin* (Clandine-Pauline), née *Gidon*, marchande mercière, le premier, rue Saint-Louis, n° 20, la seconde, rue de Fr. n° 9, à Saint-Étienne, pour un genre de crinoline.

811° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Meuse, par le sieur *Coye-Carmouche* (Mathieu-Alphonse), fabricant d'instruments de mathématiques, à Ligny-en-Barrois, pour l'application de la fonte malléable et de la galvanoplastie aux cartes et instruments de mathématiques.

(Égalité), entrepreneur de jeux, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 172, pour un jeu perfectionné de toupies dit *bataclan*.

839° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Bierlein (François-Charles), fabricant de crin, à Lingolsheim, pour un système de broyeur de grains ou concasseur à peignes.

840° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Buhner (Jacob), technologiste, et Hamel (Charles), fabricant, représentés par le sieur Hamel (Henry), à Paris, boulevard du Prince-Eugène, n° 24, pour une briqueterie fonctionnant au moyen de ventilateurs et procurant par là une grande économie de combustible.

841° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Carpentier-Hory (Louis), fabricant de toiles, à Armentières, pour perfectionnement apporté dans les taquets servant de chasse-navette pour les métiers mécaniques à tisser la toile.

842° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Sarthe, par le sieur Corbin (François), ferblantier, rue Notre-Dame, au Mans, pour une lampe économique.

843° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Cordurié (Frédéric), quai de Tourris, n° 48, à Toulouse, pour un moyen de transformer le nitrate de soude ou nitrate de potasse en produisant de la céruse.

844° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Déodor et Jousse, entrepreneurs de charpentes en fer et en bois, représentée par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de planchers avec assemblage à étrier-griffe.

845° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 7 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Donisthorpe (George-Edmond), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour des perfectionnements dans les machines à peigner la laine et autres fibres (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 25 octobre 1878).

846° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Landes, par le sieur Etcheverry (Pierre), serrurier-mécanicien, à Castets, pour un porte-crampons à lame circulaire échancrée et à armature à crochets mobile, destiné à la récolte de la résine au moyen de récipients et de crampons ou gouttières métalliques.

847° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Galamez (Charles), représenté par le sieur Teyssier, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 8, pour un appareil chauffe-vin condenseur et réfrigérant.

848° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Constantine, par le sieur Germaix (Victor), inspecteur principal des bâtiments civils, à Philippeville, pour la fabrication de briques dites *briques-lidgé*, pans carrés de tous modèles, cartreaux ou tubes quelconques, revêtements de murs contre l'humidité, etc.

849° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ginot (Jean-Marie), représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une pelle-union.

850° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Herrmann (Frédéric), mécanicien, élisant domicile chez le sieur Herbert, rue du Vieux-Marché-aux-Vins, à Strasbourg, pour un appareil perfectionné propre à extraire la matière colorante des bois de teinture.

851° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département d'Eure-et-Loir, par le sieur Huet (Damase), marchand drapier, à Luigny, pour un moulin concasseur de grains, à bras.

852° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jac-

quin (Auguste-André), horloger, à Paris, rue de Montpensier, n° 30, pour un *kaléidoscope mécanique* à dessins changeant seuls.

853° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Joachim (André-François-Eugène), à Paris, rue Geoffroy-Marie, n° 15, pour un *appareil dit élitro-therme*.

854° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Klotz (Marc), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements dans les machines à coudre.

855° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lancaster (Charles-William), représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans les armes à feu et dans les appareils pour en extraire les cartouches.

856° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lejau (Edouard-Napoléon-Charles-Victorien), médecin dentiste, représenté par le sieur Vinck, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système de fabrication et de pose des pièces dentaires.

857° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maheu (James-F.), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour perfectionnements dans les fers à cheval.

858° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Pierre-Émile), maître forges, représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de fabrication de l'acier fondu, *fer fondu* et métal mixte, au four à puddler.

859° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Heyret, Orioli et Fredet, fabricants de pâtes à papier, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour procédé de lessivage et de décoloration de toutes matières textiles au moyen de l'ammoniaque.

860° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Orne, par le sieur Hoyer (Henri) fils, mécanicien, à Alençon, pour un système de temples à pinces pour la fabrication des tissus de toute espèce.

861° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Pokatynski et Contant (Louis), mécanicien, à Paris, le premier, rue des Tournelles, n° 52, et le second, rue du Petit-Lion, n° 26, pour des perfectionnements apportés aux machines à vapeur.

862° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Reynaud (Louis-Prosper), boulevard Mazas, n° 17, pour un bateau de sauvetage.

863° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Drôme, par le sieur Robert (Eugène-André), mécanicien, à Montmeyran, pour une *chambrière mécanique* à l'usage des charrettes.

864° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roche (Pierre-François), représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de signaux servant à avertir les machinistes pendant la marche des trains de chemins de fer.

865° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Stoltz (Marie-Ernest-Georges) fils, mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système de tonneau moteur propre à l'arrosage et au transport des liquides.

866° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thève-

not (Nicolas), chapelier, rue de Paris, n° 300, à Montreuil-sous-Bois, pour un *fentre* dit *fentre-tissu*.

867° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wiese (Jules-Adolphe-Léopold), orfèvre, à Paris, rue de Richelieu, n° 90, pour un système de modification des imperfections des pieds.

868° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Allart-Rousseau, manufacturier, à Roubaix, pour un couche-mèche appliqué à la peigneuse Lister, modifiée par Tavernier père, fils et compagnie.

869° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Landes, par le sieur Bergeron (Jean-Baptiste), serrurier-mécanicien, à Dax, pour un lit mécanique.

870° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bigot (Jean), opticien, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les verres d'optique dits *verres chromatiques* Bigot.

871° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Bühler (Jean), forgeron, à Hirsingen, pour un verre globule coussinet.

872° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Chanin (Joseph), rue de Noailles, n° 5, à Lyon, pour procédés pour blanchir et pour teindre la soie végétale ou fil d'alote.

873° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Comapzien (Urbain), horloger, rue de Rome, n° 11, à Marseille, pour un système de miroir pour la chasse aux alouettes, dit *miroir universel*.

874° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Daniel (Henri), boulevard de la Madeleine, n° 46, à Marseille, pour un bec à gaz économique.

875° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Desnos-Gardissal (Charles-Jules-Pierre), représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour moyen d'attache des rails à patin sur les divers systèmes de traverses métalliques en fers tubulaires.

876° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Dommartin (Louis) et Lambert (Louis-Léopold), quai de l'Hôpital, n° 4, à Lyon, pour l'application de la formation des gammes diatonique, chromatique et enharmonique par la succession des quintes majeures ascendantes ou descendantes à la fabrication des instruments de musique à notes fixes actuellement existants ou pouvant être inventés ultérieurement.

877° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Mayenne, par le sieur Dypré (Jean-Baptiste), mécanicien, à Château-Gontier, pour un système de frein maritime applicable aux navires.

878° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Landes, par les sieurs Dupuy (Auguste) et Turpin (Édouard), négociant, à Mont-de-Marsan, pour un fourneau centrifuge destiné à dessécher les bois de pin et les résidus de la fabrication des matières résineuses.

879° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Meuse, par le sieur Esselin (Désiré-Nicolas), mécanicien, à Saint-Benoît-en-Woëvre, pour un système de charrue.

880° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Loiret, par le sieur Fouqueau des Brosses (Édouard-Victor-Auguste), fabricant de billards, rue de Bour-

gagné, n° 165, à Orléans, pour un système de billard à deux fms et à bandes mobiles.

881* Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département d'Eure-et-Loir, par le sieur Girard (Jean-Philibert), conducteur des ponts et chaussées, à Chartres, pour un ébrisé ou multibranches à jonctions lozangeo-mobiles.

882* Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Guigon (Léon), à Auriol, pour un tissage d'étoffe pour scourtins servant à la fabrication d'huiles de graines.

883* Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Hirt (Joseph), mécanicien, à Guebwiller, pour un système de pompe aspirante et foulante.

884* Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 11 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Howe (Eli), junior, représenté par le sieur Tolhausen, à Paris, boulevard de Magenta, n° 149, pour perfectionnements apportés aux machines à coudre (brevet anglais de quatre ans, expirant le 9 février 1879).

885* Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Cher, par le sieur Lacoffrette (Louis), chef d'exploitation de bois, à Marsuil, pour un procédé de carbonisation du bois.

886* Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Lamber (Jacques), graveur sur rouleaux, à Mulhouse, pour un principe applicable au pentographe de Rigby.

887* Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marini (Heber), représenté par le sieur Lavielle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 79, pour lit à niveau constant.

888* Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Albert), élisant domicile à Paris, rue des Jeûneurs, n° 45, pour un petit fourneau économique à bouillotte.

889* Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Mouton (Prosper), rue de la Charité, n° 31, à Lyon, pour des procédés pour l'obtention d'un violet rosaniline soluble à l'eau.

890* Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Paul Nicolas, graveur, à Mulhouse, pour l'application du pentographe à un out à plusieurs diamants pour la gravure des marbres et leur incrustation.

891* Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Penfillet (Charles-Marie), à Paris, rue de Seine, n° 76, pour un système de voie métallique pour chemins de fer.

892* Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Oise, par les sieurs Prévost (Carolus), fabricant de mètres, à la Boissière, pour un mètre à ressort.

893* Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rasselet (George), négociant, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, pour un système de moteur notamment applicable aux navires, hélices, etc.

894* Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Simon (Nicolas), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour un procédé d'imperméabilisation de tous tissus, cartons, papiers, etc.

895* Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Simon

(Paul) fils, dessinateur, et Douay-Lesens, négociant, à Valenciennes, pour un système de crics à vitesse et à puissance double facultatives.

896° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Simon (Paul) fils, dessinateur, et Douay-Lesens, négociant, à Valenciennes, pour un appareil facilitant la mise en place des courroies sur leurs poulies pendant qu'elles fonctionnent.

897° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thomas (Maximilien-Émile), géomètre, Grande-Rue de la Chapelle, n° 39, à Paris, pour un appareil destiné à éclairer le voyageur dans ses courses nocturnes, dit *bastonn* ou *canne à bougis*.

898° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Webster (James), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la fabrication des chaînes plates et dans l'application de cette fabrication à divers usages utiles (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 10 octobre 1878).

899° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Beaux (Louis-Stanislas), tanneur, et Pannifex (Édouard), négociant, représentés par le sieur Krahns, à Paris, rue d'Isly, n° 13, pour un système de préparation des cuirs, dit *néo-prompt tannage*.

900° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blanc (Louis), à Paris, route d'Italie, n° 22, pour une machine à fabriquer le papier verré, émerisé, souple et élastique.

901° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 12 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brown (John-Harcourt), représenté par le sieur Ivatts, à Paris, rue Caumartin, n° 54, pour des perfectionnements dans le traitement des substances animales propres à faire de la colle et des pâtes qu'on convertit ensuite en feuilles, plaques, carreaux, fils et objets creux ou tubulaires (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 14 novembre 1878).

902° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société J.-F. Cail, Halot et compagnie, constructeurs-mécaniciens, représentée par le sieur Leroix, à Paris, quai de Billy, n° 48, pour un compensateur hydraulique.

903° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Charles (Henri), avenue de Saxe, n° 133, à Lyon, pour un sel dit *sel à bousser*.

904° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 12 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Colley (Edwards), représenté par le sieur Ivatts, à Paris, rue Caumartin, n° 54, pour un système de propulseur de vapeurs et autres navires (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 12 octobre 1878).

905° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delahaye (Charles), mécanicien, représenté par le sieur Brade, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 13, pour une charrue à défricher les bois, dite *déboisement*.

906° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Desaulx (Joanny) fils, négociant, représenté par le sieur Lépinette, cours Morand, n° 29, à Lyon, pour un système d'application pour l'impression bon teint sur deux genres d'étoffes.

907° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Devoisne (César-Alexandre), marbrier-sculpteur, représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour certains perfectionnements dans la construction des caveaux funéraires imperméables.

908° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Drivon

(Pierre), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements dans les pistolets révolvers.

909° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dranc (Pierre), menuisier, à Paris, rue de Lancry, n° 43, pour système de fermeture de *meublement mobile*, applicable aux boutiques, magasins, remises, etc.

910° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Engrand (Jules), chimiste, à Béthune, pour noir animal normal.

911° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Roselles (Alphonse-Marie-Augustin), à Paris, rue de Madame, n° 20, pour un *appareil propre à préparer des liquides gazeux et des gaz affectés à une destination spéciale*, se chargeant par la culasse.

912° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gémel (Célestin-Alexandre), constructeur-mécanicien, représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système perfectionné de *régulateur à boules*.

913° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hermann (Abraham-Colin), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une balance à aiguille pour peser le bagage des voyageurs de chemins de fer.

914° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Joux (César-Félix), mécanicien-graveur, et Fano (Graziano), négociant, à Paris, rue de Richelieu, n° 48, pour un *timbre sec système pince-ressort*.

915° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Cantal, par le sieur Lapeye (Pierre-Émile), lithographe et graveur, à Aurillac, pour un procédé de collage et de doublage de pierres lithographiques, marbres, albâtres, porcelaines, etc.

916° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Leau (Eugène), rue Thomassin, n° 27, à Lyon, pour un système de foyer à contre-feu mobile.

917° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Little (John), rue Caumartin, n° 54, pour des perfectionnements dans la préparation et dans l'application de l'acier et autres métaux aux plafonds, voûtes, dômes, toits, planchers et autres parties des bâtiments, plates-formes, passages et voies.

918° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Mandé (Pierre-Joseph-Alexis), pharmacien, à Tarare, pour un *parement à la glycérine, dit glycérocolle*, concentrée sous forme solide, pâteuse ou liquide, propre à l'encollage de tous les tissus.

919° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Minié (Charles-Claude-Étienne), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les armes à feu se chargeant par la culasse.

920° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Muller (Désiré), mécanicien, à Paris, rue Saint-Jacques, n° 340, pour un support compresseur de bourriches d'huîtres, dit *support compresseur Muller*.

921° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Mus (Victor) et Curty (Auguste), rue de Bourbon, n° 48, à Lyon, pour une matière dite *laine panama*.

922° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Noat

(Ernest), chimiste, à Paris, rue Foutrier, n° 30, pour procédé d'agglomération des scories de bois.

925° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pasteur (Louis), membre de l'Institut, à Paris, rue d'Ulm, n° 45, pour un procédé relatif à la conservation des vins.

924° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Prieger (Carls) et Hundt (Théodore), représentés par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une machine à mouvement continu pour laver et classer les minerais, charbons, etc.

925° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Ruff (François), mécanicien, et Lappé (Hermann), chaudronnier, représentés par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un foulon à crémaillère pour les cuirs, les étoffes, etc.

926° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Seiler (Frédéric), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de balance hydraulique applicable aux écluses des canaux et à la circulation verticale en général.

927° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Séval (Désiré et Léon) frères, mécaniciens, représentés par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un métier pour la fabrication mécanique de la vraie dentelle.

928° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Welter (Joseph), constructeur-mécanicien, à Mulhouse, pour une machine dite *liviatense*.

929° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Yose (Lowenski), manufacturier, à Paris, rue Neuve-Popincourt, n° 17, pour l'application aux wagons de marchandises de chaînes-courroies propres à remplacer les courroies en cuir en usage pour supporter les bâches.

930° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Beret (Jean), mécanicien consultant, et Pauliet (Théodore), pharmacien, représentés par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de tannage des cuirs à pression constante.

931° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cochard (Eugène-Joseph), cordonnier, à Paris, rue de la Nation, n° 17, pour une machine à déformer les chaussures, dite *machine Cochard*.

932° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coulon (Pascal-Florentin), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système de régulateur, châssis et vasisas de toutes sortes, dit *régulateur Coulon*.

933° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département d'Ille-et-Vilaine, par le sieur Cresson (Augustin-Joseph), rue Napoléon III, n° 3, à Rennes, pour un instrument destiné à lancer de l'eau en particules très-fines, dit *souffleur d'eau*.

934° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Défontaine (Pierre-Amédée), mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la disposition et à la construction des tours.

935° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delfau (Barthélemy-Joseph), à Paris, rue Jean-Goujon, n° 29, pour un système général de

travaux ayant pour but l'amélioration de la navigation sur les bassins, fleuves, rivières et canaux sujets ou non sujets aux marées, l'assainissement des marais, etc.

936° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Alpes-Maritimes, par le sieur Dufrene (Joseph), boulevard de la Croisette, à Cannes, pour un perfectionnement apporté au sécateur ordinaire.

937° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Douzy-Lesens (Paul-François-Léon), négociant, représenté par le sieur Douzy (Charles), à Paris, rue de la Planchette, n° 5, pour des perfectionnements dans la fabrication des briques en terre, charbon ou autres matières susceptibles d'être moulées par compression.

938° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Demeulin (Alexandre), constructeur de briquetage et de fumisterie, à Paris, rue d'Allemagne, n° 66, pour la disposition et l'agencement de fours pour la cuisson de produits céramiques, ocre, chaux, etc. et divers systèmes de fumivores.

939° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Eure, par le sieur Duru (Louis), manufacturier, à Brionne, pour un débouillage automatique et continu à petit cylindre des cardes à coton.

940° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dussourt (Joseph-Nicolas), comptable, à Paris, chaussée de Ménilmontant, n° 36, pour gravure galvanoplastique en relief.

941° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Favier (Jean-Baptiste), horloger, rue des Capucins, n° 43, à Dunkerque, pour un genre de loch dit loch Favier.

942° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Forster (Jean-Mathieu), représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un anneau à écrire.

943° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Francis (Samuel-Ward), docteur en médecine, représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé sûr et rapide d'annulation des timbres de poste et autres timbres.

944° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gasser (Louis-George), tourneur-ébéniste, à Paris, rue Basfroy, n° 44, pour la fermeture sans obliquité ni résistance, des tiroirs des meubles.

945° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 18 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Holding (Joseph), représenté par le sieur Vinck, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés au métier à tisser (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 10 septembre 1878).

946° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jourdan-Gozzarino (Jean-Baptiste), mécanicien, à Paris, rue d'Orléans-Batignolles, n° 21, pour un système de compteur à eau par l'air comprimé.

947° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Langen (Émile), représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un appareil automatique pour charger les hauts fourneaux.

948° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemoine (Armand-Adolphe), à Paris, rue Bréda, n° 3, pour châssis tendeur Lemoine.

949° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Léonhardt (Hermann), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour une force motrice.

950° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Marne, par le sieur Leroy (Lucien), tuilier, à Blandy, pour tuiles en terre cuite, façon moule de Bourgogne, faites à la filière avec et compris crochets.

951° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Loeuvenberg (Henri) et Granier (Émile), représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une composition destinée à remplacer le caoutchouc.

952° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mercier (Achille), constructeur-mécanicien, élisant domicile à Paris, avenue Montaigne, n° 51, pour des perfectionnements apportés aux machines à écharbonner les laines.

953° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mer-moilliod frères, manufacturiers, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système d'affiloir à faux.

954° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve Nöggerath (Rufina Temmerman), artiste peintre, à Paris, rue du Helder, n° 25, pour un procédé de durcissement et de métallisation des tissus.

955° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Quit-zow (Auguste), négociant, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébas-tien, n° 45, pour un système de voitures à air comprimé propres au transport des marchandises.

956° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société cen-trale des bétons agglomérés, représentée par le sieur Vinck, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système de culées des ponts, d'ares et voûtes en béton aggloméré, système Coignet, ou en tout autre béton à base de chaux ou de ciment.

957° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société cen-trale des bétons agglomérés, représentée par le sieur Vinck, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système de construction des arcs de ponts, de viaducs, de voûtes, etc. établis en béton aggloméré, système Coignet, ou en tout autre béton à base de ciment ou de chaux.

958° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Speak-man, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans l'éclairage.

959° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 15 avril 1865, au se-crétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Slavin (John-Charles), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour per-fectiounnements dans les moyens de communication des signaux des voyageurs en chemin de fer aux conducteurs et mécaniciens des trains (brevet anglais de qua-torze ans, expirant le 24 mars 1879).

960° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Tail-bouis (E.) et compagnie, négociants manufacturiers, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements apportés aux métiers servant à la fabrication des tissus à mailles.

961° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Thiol-lier (Antonin), directeur des mines de Montaud, place de la Mi-Carême, n° 3, à Saint-Étienne, pour la fabrication du charbon aggloméré.

962° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vau-ghan (John-Joë), représenté par le sieur Vinck, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements dans la fabrication des résines et des substances résineuses, ainsi que dans les appareils y employés.

963° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Corse, par le sieur Ap-

pietto (Joseph), sellier, à Ajaccio, pour une cartouchière à quatre compartiments et avec ressort.

964° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Berdué et Bonthier, représentée par le sieur Fritz, à Paris, rue Mandar, n° 9, pour un coussinet pour les essieux des voitures de chemins de fer.

965° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Landes, par le sieur Bess (Joseph), officier de santé, à Uchacq, pour un système de navigation fluviale par bateaux plats remontés par voie de terre.

966° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bontems (Jules) et Pebeyre (Louis), négociant, à Paris, le premier, rue de Metz, n° 1, et le second, rue Neuve-Guillemin, n° 23, pour une lampe dite *métallo-bougie*.

967° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par la dame Beny-Milon (Louise), élisant domicile chez le sieur Ravier-Milon, cours Morand, n° 32, à Lyon, pour fabrication de pièces forgées.

968° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Manche, par le sieur Boudet (François), représentant de commerce, à Cherbourg, pour un procédé destiné à la conservation des métaux employés pour la construction des bâtiments de l'Etat et du commerce.

969° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourgeois (Ernest-Prudent), employé, à Paris, boulevard de Charonne, n° 59, pour un système de volant en caoutchouc et balle-volant.

970° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouthors (Hector), à Paris, avenue de l'Impératrice, n° 23, pour une *faucheuse-misonneuse* à mouvement direct agissant par plans inclinés circulaires.

971° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Brinkmann (Frédéric-Henry) et Wackwitz (Ernest-Frédéric) jeune, mécaniciens, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un *boirage* pour cylindres à vapeur, boîtes hermétiques pour eaux, air, gaz.

972° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Caillaud (Antoine-Daniel), chef de la station de Bouray, ligne du chemin de fer d'Orléans, représenté par le sieur Carpentier, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 25, pour un mode de signaux destinés à assurer la marche des trains et prévenir tous accidents sur les lignes de chemins de fer.

973° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Sarthe, par le sieur Compain (Ernest), ferblantier, à Valençon, pour un filtre à tamis mobile.

974° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Darte (Prosper-Joseph), mécanicien, représenté par le sieur Guy, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95, pour perfectionnement dans les machines à fonder employées dans l'industrie des papiers peints.

975° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Daudet (Isaac), émailleur, à Paris, rue Blondel, n° 1, pour la représentation des maladies des yeux humains sur de l'émail massif.

976° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dernier (Alfred-Éloi), serrurier-mécanicien, représenté par le sieur Monet, à Paris, rue Grange-aux-Belles, n° 6, pour un système de manche de gigot.

977° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Diode-

riches (Théophile), négociant, à Bourgoin, pour un métier mécanique à tisser et sa polisseuse, principalement destinés aux étoffes taffetas soie.

976° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Don-gier (Hippolyte) jeune, chaudronnier, à Sorgues, pour un genre d'appareil à distiller.

979° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aude, par les sieurs Fafeur frères, fondeurs, à Carcassonne, pour une pompe à double effet dite *indésallumable*.

980° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Fassin (Alexandre-Victor), loueur de voitures, et Bonnet (Michel), horloger, représentés par le sieur Gulperle, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la construction des voitures dites *vélocibras*.

981° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Foucault (Théophile), à Paris, rue de l'Arbre-Sec, n° 21, pour une lampe à niveau constant, à modérateur mécanique et à bec circulaire pour brûler les huiles minérales.

982° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bélouis (Narcisse), représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour l'application de divers alliages à la fabrication des épaulettes et autres passementeries métalliques.

983° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Indre, par le sieur Hidien fils, mécanicien, à Châteauroux, pour un tarare cribleur dont le système consiste à imprimer la secousse au crible de descente de bas en haut.

984° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jannin (Louis-François), à Fontenay-aux-Roses, pour des obstacles ou clôtures en fils métalliques épineux.

985° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Kolb (Nathalie), couturière, représentée par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour ornementation des étoffes par appliques de fleurs, feuilles et feuillages artificiels.

986° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Basses-Pyrénées, par le sieur Latrille (Silvestre), peintre en bâtiments, à Pau, pour un système de sommier dit *sommier hygiénique*, pour lits, hamacs, bancs, sièges, etc.

987° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Leclair (Henri-Benjamin-Joseph), contre-maître de teinture, et Poulet (François-Alfred), chef machiniste, à Lille, pour un système d'appareil fumivore.

988° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par la société Mandet et compagnie, représentée par le sieur Beau, rue Dragon, n° 10, à Marseille, pour un système de locomotive à engrenage et à crémaillère.

989° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Marne, par le sieur Nauden (Louis), maréchal, à Thoury-Férottes, pour une charrue à roues à bascule destinée à labourer les terrains en pente.

990° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pujos (Eugène), représenté par le sieur Guy, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95, pour une méthode d'imprimer sur la surface supérieure des capsules pour bouchage toutes marques de fabrique, dessins, lettres, adresses ou armoiries en une ou plusieurs couleurs, et prémunir par ce moyen les fabricants, propriétaires ou négociants qui en font l'emploi contre toute tentative de falsification des marques ou timbres de leurs produits.

991° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Qui-

nard (Alexandre), constructeur-mécanicien, à Revin, pour un procédé de fabrication mécanique des clous à forer.

992° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Sometan (Marin), élitant domicile chez le sieur Zacharie, rue de la Charité, n° 11, à Lyon, pour un robinet à tige horizontale servant de clef.

993° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par le sieur Tassé du Motay (Cyprien-Marie), chimiste, rue de Paris, n° 4, à Metz, pour un procédé de blanchiment des huiles de palme et de toutes autres huiles colorées, d'origine végétale ou animale.

994° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thénas (Charles-Ambroise), représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour un système d'attelage.

995° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Vaugindertacien et compagnie, fabricants, représentée par le sieur de Mat, à Paris, rue de la Coutellerie, n° 2, pour un procédé propre à dépolluer les flegmes de grains, de betteraves, de riz et en général tous les liquides alcooliques de mauvais goût, ainsi que les vins, de leurs éléments nuisibles, et cela avant l'opération de leur mise à degré comme eau-de-vie ou comme trois-six.

996° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Bailly (Louis), Cornaton (Joseph-Marie-Georges) et Poble (Pierre) aîné, rue de l'Impératrice, n° 85, à Lyon, pour un moteur système Bailly.

997° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Dreis (Henri), charcutier, à Colmar, pour un système de pétrin mécanique.

998° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Best (Senly-James) et Holden (James-John), représentés par le sieur Ivatts, à Paris, rue Caumartin, n° 54, pour des perfectionnements dans les appareils et machines propres à charger et à décharger les cornues à gaz et à faire toutes autres fonctions analogues (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 17 janvier 1879).

999° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Buchholz (Gustav-Adolph), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les appareils à décortiquer les grains et à réduire les substances granulaires (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 5 janvier 1879).

1000° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Émery (François-Joseph), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements dans l'ornementation de la porcelaine et de la faïence et dans la préparation des matières employées à cet effet.

1001° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Drôme, par le sieur Favre (Joseph), vannier, à Romans, pour un système pour la fabrication des balais dits *balais chinois en jonc*.

1002° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Alice-Isabel Lucan Gordon, représentée par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les chandeliers, bougeoirs, brûle-tout, etc. (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 7 février 1879).

1003° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gwynne (James-Eglinton-Anderson), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la construction des machines centrifuges applicables aux pompes turbines et autres appareils semblables et dans les applications de ces machines (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 21 octobre 1878).

1004° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par les sieurs

Heylandt et Sitter, constructeurs de machines, à Colmar, pour une fauseuse à double effet.

1005° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Haack frères, manufacturiers, représentés par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une application de l'or, de l'argent ou autre métal en feuilles sur les papiers peints ou de fantaisie.

1006° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Idrac (Jean), manufacturier, rue du Port-Garand, n° 48, à Toulouse, pour un système d'étagage à la vapeur rendant les bois immuables et incorruptibles.

1007° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Isartier (Pierre-Henri), représenté par le sieur Sérignac, à la Réole, pour un séchoir économique à cuire la prune.

1008° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par les sieurs Kolb frères, place du Finkwiller, n° 2, à Strasbourg, pour un treuil monte-sacs à frein.

1009° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lancaster (Charles-William), représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans les armes à feu se chargeant par la culasse.

1010° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lesent (Charles-Joseph), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour des perfectionnements apportés aux lavabos comportant un certain nombre de cuvettes.

1011° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Méricant (Edmond-Marie), représenté par le sieur Amouroux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour un tire-bouchon à cloche à recouvrement et à crémaillère latérale.

1012° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Massie (Félix), cours Napoléon, n° 105, à Bordeaux, pour un système de jupon.

1013° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Meyer (Jean-Conrad), ébéniste, à Paris, rue Keller, n° 18 (faubourg Saint-Antoine), pour une machine à mouvement continu par sa propre force dit système Meyer.

1014° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Méroux (Louis), employé d'usine, à Fumay, pour un plateau à rôtir mobile, destiné aux coffres des fourneaux dits cuisinières.

1015° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve Pannard, fabricante de lampes, et Laigros (Bernardin), voyageur de commerce, représentés par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un porte-mèche à double effet pour becs de lampes.

1016° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs H^{rs} Petin, Gaudet et compagnie, maîtres de forges, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système mécanique consistant à tourner et manœuvrer, pendant l'opération du martelage, les grosses pièces de forge sous la grue.

1017° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Peynaud (Edmond), filateur, disant domicile chez le sieur Etienne jeune, rue de Fontenelle, n° 4, à Rouen, pour la tension régulière de la chaîne servant à maintenir l'ensouple sur le métier à tisser.

1018° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 avril

1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ponsier (Constant-Pierre), chimiste, élisant domicile chez le sieur Lelarge, à Paris, rue de la Paix-Batignolles, n° 5, pour la fabrication simultanée d'un genre artificiel et d'ammoniaque liquide.

1019° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Libert et Collin, fabricants d'instruments de chirurgie, à Paris, passage du Commerce Saint-André, n° 10, pour un instrument de chirurgie.

1020° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bonnaux (Jean-Jacques), chez le sieur Gelin, à Paris, rue de Sèvres, n° 89, pour procédé du molletage-fusées.

1021° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Sainte-Marie (George), manufacturier, représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans la fabrication des sables pour bouteilles, flacons, vases, etc.

1022° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par la société Lazare, Sauve et Magaud, fabricants de coffres-forts, rue Vacon, n° 2, à Marseille, pour des modifications apportées à la serrure des coffres-forts.

1023° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Sturler (Louis-Ernest), clerc de notaire, à Sedan, pour un moteur à gaz liquéfié.

1024° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Trem (Thomas), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements apportés aux bras et mains artificiels.

1025° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 22 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Veitruken (Théodor-Anton) et Verkrüzen (Moritz-Anton), représentés par le sieur Ivatis, à Paris, rue Caumartin, n° 54, pour une manière d'enrouler et d'empaqueter les rubans de velours et autres, et pour une tournette ou bobine perfectionnée destinée à produire ce résultat (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 11 février 1879).

1026° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Aché (Abraham-Félix), docteur en médecine, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour application de la ventilation renversée aux hôpitaux et aux hospices, et en général à tous les lieux de réunion ou d'agglomération d'hommes, d'animaux, de végétaux, de produits agricoles, industriels et chimiques.

1027° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Almeras (Jean-Baptiste-Boniface), rue du Bon-Pasteur, n° 6, à Marseille, pour un mode de construction économique.

1028° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lidaux (Pierre-Eugène) et Génévrier (Joseph), horlogers, représentés par le sieur Clads, à Paris, rue de l'Echiquier, n° 18, pour perfectionnements dans les réveils et appareils de sonnerie et donnant de la lumière.

1029° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Blanchard (Lucien-Henri), négociant, et Chateau (Théodore), chimiste, à Paris, représentés par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour l'application de l'acide phosphorique libre et des phosphates de chaux solubles assimilables.

1030° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département d'Eure-et-Loir, par le sieur Brauk (Alexandre), mécanicien, représenté par le sieur Farcy-Wattier, à Chartres, pour un système de turbine hydraulique renversée.

1031° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Camstock (Ciuro), représenté par le sieur Thenon, à Paris, rue de Dunkerque, n° 21, pour des perfectionnements dans la construction des machines à bécher.

1032° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delacourt (Joseph), liseur pour métier Jacquart, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans la mécanique Jacquart et piquage de dessin.

1033° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delahaye (Émile), représenté par le sieur Burck, à Paris, rue Montmartre, n° 152, pour un système d'armes à feu portatives se chargeant par la culasse, avec amorçoir et plateau simplifiés.

1034° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dubois (Jacques), mécanicien, à Paris-Plaisance, rue de Perceval, n° 30, pour un sécateur pour tailler les arbres et les vignes.

1035° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dufaux-Schaefer (Marc), peintre émailleur, représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de décoration-émail propre à la bijouterie.

1036° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dunbar (Edwin), représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un talon perfectionné pour bottes, souliers, bottines et autres chaussures.

1037° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fornari (Philippe), docteur en droit, représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un étui porte-billet de chemin de fer.

1038° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Fréret (Victor), mécanicien, représenté par le sieur Sinoquet, rue Lemire, n° 3, à Rouen, pour une machine à mortaiser les bois de menuiserie.

1039° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gardner (William), représenté par le sieur Thenen, à Paris, rue de Dunkerque, n° 24, pour des perfectionnements dans la construction des coffres-forts.

1040° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Alpes-Maritimes, par le sieur Guisol (Paul), horloger, rue de Paradis, n° 8, à Nice, pour un allume-bougie automatique.

1041° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Hardy-Capitaine et compagnie, constructeurs, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux freins pour véhicules de chemins de fer.

1042° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lauzanne (Jean-Justin) fils, mécanicien, à Paris, rue de la Poterie-des-Arcis, n° 24, pour un système de moulin à café, etc., dit *moulin à cylindre intérieur mobile*.

1043° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Lemaire (Benoit-Joseph), à Saint-Quentin, pour un engrais propre à l'agriculture et à la destruction des insectes lignivores.

1044° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par les sieurs Loyer (Prosper), commerçant, et L'Hôpital (Albert), directeur de filature, le premier, quai Napoléon, n° 41, et le second, place Gaillarbois, n° 10, à Rouen, pour une mélangeuse-ouvreuse de coton.

1045° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mann (Xavier) fils aîné, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un moyen d'opérer, dans la fabrication des vis à bois à froid en une seule fois sur les machines à frapper, le frappeage des vis à bois et autres à têtes rondes et

autres formes nécessitant soit plusieurs refouillages, soit tout autre refouillage répété.

1046° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 22 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (François), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la construction des ancrés (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 21 octobre 1878).

1047° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 24 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maynes (John), représenté par le sieur Vinck, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 53, pour des perfectionnements apportés aux métiers à tisser (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 19 juillet 1878).

1048° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mont-Bailly (Jean-Elye) aîné, représenté par le sieur Maurice, à Paris, rue du Faubourg Saint-Martin, n° 39, pour un genre de lanettes à tons plats non fendus et à charnières, dites *lanettes Moret-Bailly aîné*.

1049° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Nels (Pierre), rue Boissac, n° 5, à Lyon, pour un bidet irrigateur dit *Parkins*.

1050° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, par le sieur Nery (Aimé-François), chef d'institution, rue de la Préfecture, n° 34, à Caen, pour un appareil destiné à la rectification continue des alcools.

1051° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Hautes-Pyrénées, par les sieurs Petit, chef de dépôt au chemin de fer, et Dausset, conducteur des ponts et chaussées, à Tarbes, pour une presse destinée à comprimer les fourrages, cotons, laines, chiffons et toutes matières susceptibles d'être comprimées.

1052° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Schreber (Alexandre-Théodore), mécanicien-construteur, à Saint-Quentin, pour un système de concasseur universel à noix mobiles, destiné à concasser les grains, les engrais animalisés, le noir animal servant aux sucreries et toutes autres substances susceptibles d'être divisées.

1053° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lentyns et Vanderphaeltsen, représentés par le sieur Castelben, à Paris, passage Petites-Écuries, n° 15, pour un système de manchettes pour ganterie de peau.

1054° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Wtard (Joseph-Marie-Arsène), agriculteur, place Darcy, n° 1, à Dijon, pour un sans rayonneur à bascule.

1055° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Villmot (Hippolyte-Gabriel), carrossier, à Paris, rue Dareau, n° 104 (quatorzième arrondissement), pour un appareil de sûreté applicable aux voitures.

1056° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 26 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Alderman (Alexandre-Jardine), représenté par le sieur Vinck, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 55, pour des perfectionnements dans les freins et bosses de câbles en fer (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 8 septembre 1876).

1057° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baudt (Paul), horloger, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour additions et perfectionnements apportés aux serrures et fermoirs de tous genres.

1058° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par les sieurs Basson frères, rue du Réservoir, n° 10, à Bordeaux, pour un genre de confection des chapeaux.

1059° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 13 avril 1865, au secré-

1860 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dufréné, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10, pour un appareil servant à brosser les cheveux (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 31 décembre 1878).

1861 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Campbell (Mathews-G.), représenté par le sieur Thenen, à Paris, rue de Dunkerque, n° 24, pour un lac ou surface artificielle à l'usage des patineurs.

1862 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carotte (Junius), fabricant de produits chimiques, élisant domicile chez le sieur Mercier, rue de Paris, n° 36, à Boulogne, pour un appareil à injection par le gaz.

1863 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la compagnie anonyme des forges de Châtillon et Commentry, représentée par le sieur Veulliod, à Paris, rue Auber, n° 10, pour une tenaille universelle.

1864 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la compagnie anonyme des forges de Châtillon et Commentry, représentée par le sieur Veulliod, à Paris, rue Auber, n° 10, pour un changement de marche hydraulique à transmission directe.

1865 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur David (Isidore), représenté par le sieur Vinck, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des moyens de blanchiment et l'application de ces moyens aux livres, gravures, papiers, cotons, etc.

1866 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Demarly-Polliard (Constant-Auguste), mécanicien, à Origny-Sainte-Benoîte, pour un rouleau brossé en trois ou quatre parties, accompagné d'une herse arrière-dent sur le devant et d'une herse en pleine dent sur le derrière (système Demarly).

1867 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Gérard (Alexandre), rue du Palais-Galien, n° 160, à Bordeaux, pour l'emploi des fils en fibres de coco pour l'enveloppe des fils électriques sous-marins.

1868 Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 27 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gisborne (John-Sachteverell), ingénieur électricien, représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements dans des appareils à l'aide desquels un mouvement peut être communiqué ou transmis d'une place à une autre et entre différents endroits d'un vaisseau ou autre bâtiment, dans le but d'exhiber des ordres, des commandes ou des signaux (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 25 novembre 1878).

1869 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Haupt (Herman), représenté par le sieur Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système perforateur à vapeur ou autre fluide électrique pour le percement des tunnels, mines, etc.

1870 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hiff (Mauric), représenté par le sieur Davivier, à Paris, rue d'Amsterdam, n° 33, pour un système de voie de chemin de fer entièrement construite en fer.

1871 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jackson (James-Horacio), plombier-mécanicien, à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 164, pour une disposition de chaudière à circulation, avec disposition de chauffage par le gaz réglée par un régulateur automatique.

1872 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Joinin (Jean-Marie), représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour des persiennes d'une seule pièce en tôle de fer découpée et emboutie ou en tôle.

1873 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril

1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Kuhrmann (Frédéric) et compagnie, fabricants, représentés par le sieur Duvivier, à Paris, rue d'Amsterdam, n° 33, pour un appareil à sceller à la cire ou laque.

1073° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hap (Ferdinand), représenté par le sieur Duvivier, à Paris, rue d'Amsterdam, n° 33, pour le perfectionnement des becs à gaz au moyen d'un appareil dit bec à *manège*.

1074° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Legnissel (Eugène), représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour des perfectionnements dans la fabrication des belières.

1075° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lejollin (Antoine-François), fabricant de bijoux dorés, représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour la fabrication d'articles de bijouterie imitant l'acier.

1076° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par le sieur Linden (Adrien), artiste graveur, rue des Clercs, n° 12, à Metz, pour un système de bûle pour graissage de matériel de chemins de fer, applicable à tout autre tourillon tournant.

1077° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lionville (Edmond), élisant domicile chez le sieur Touaillon, à Paris, boulevard de Sebastopol, n° 72, pour une bourre hermétique applicable aux fusils à baguette et aux cartouches de fusils à bascule.

1078° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Massot (Jules) et Dumonteil (Jean), à Paris, le premier, rue Saint-Jean, n° 4 (ancien Batinolles), le second, rue Saint-Denis, n° 277, pour un béton plastique à base de corps volcaniques ferrugineux.

1079° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mège (Hippolyte), chimiste, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 70, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des acides gras et des savons d'acides gras à l'aide de moyens parmi lesquels est un mode de saponification applicable aux savons ordinaires.

1080° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mézeard (Théophile) fils, représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour des perfectionnements dans l'agencement des volets en tôle à chaîne pour fermeture des boutiques.

1081° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ardeche, par le sieur Micard (Eusèbe), mécanicien, au Teil, pour un système de fabrication à la vapeur de carreaux dits *carreaux à silex et à dessins colorés*.

1082° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 25 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Robinson (John) et Gresham (James), représentés par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements dans l'appareil pour élever et refouler les fluides pour l'alimentation des chaudières à vapeur connu sous le nom d'*injecteur* (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 14 février 1879).

1083° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Runkel (Mark), représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de régulateur pour machines à vapeur maritimes.

1084° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 26 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tate (James), représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans les signaux de chemins de fer (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 25 octobre 1878).

1085° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 avril

1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tautain (Gustave), mécanicien, à Paris, rue Pétreille, n° 28, pour un jouet dit *parachute à trapèze*.

1086° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tiphaine (Eugène), représenté par le sieur Meslin, à Paris, rue Saint-Honoré, n° 276, pour un genre de bouches de chaleur.

1087° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bachrich (Joseph), docteur en sciences, et de Loménie (Raoul), à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, pour l'éclairage et le chauffage avec le gaz atmosphérique.

1088° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 29 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baines (Edward-Marin), représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les appareils servant à la manœuvre des voiles (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 15 octobre 1879).

1089° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Barbaix de Bonnines (J.), hôtel du Palais-Royal, à Mézières, pour un frein destiné à enrayer les voitures sur les chemins de fer.

1090° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Bossé (Louis), forgeron, à la Métairie, commune de Varades, pour une charne à avant-train.

1091° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par les sieurs Brenier et compagnie, constructeurs, à la Tronche, près de Grenoble, pour un système applicable à tous les supports à chariot pour tourner des sections sphériques, principalement les poulies bouclées.

1092° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 29 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bringes (John-Frédéric), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les appareils propres à révivifier et rafraîchir le noir animal (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 1^{er} novembre 1878).

1093° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brunet (Bienaimé-Félix), à Paris, rue des Bourdonnais, n° 31, pour un appareil perfectionné pour éprouver le degré de torsion et la résistance des fils de matières textiles.

1094° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par les sieurs Caillot (Eugène) et Gerbenne (Jean-Pierre), mécaniciens, élisant domicile chez le sieur Ducastel, place de la Pucelle, n° 5, à Rouen, pour une application de rouleaux étendeurs aux diverses machines servant à la fabrication du drap, et spécialement aux laines.

1095° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cappelle-mans (Jean-Baptiste) aîné, représenté par le sieur Maurice, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 36, pour un porte-allumettes à cloche.

1096° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cavenaille (Alfred), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour une grue hydraulique avec ou sans engrenages, fixe ou locomobile.

1097° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Drieux (Charles-Bernard) et Martel frères, fabricants de peignes, représentés par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de peignes dits *peignes postiches ou de rechange*.

1098° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Ducommun et compagnie, constructeurs de machines, représentés par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système d'extenseurs destinés à étendre des surfaces ou tissus quelconques, tels que tricots, cuirs, peaux, draps, etc.

1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Boulet (Adolphe) et Boulet (Anatole), fabricants de tuiles, représentés par le sieur Lavielle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une machine à mouler les briques, les tuiles, les carreaux, et en général tous produits céramiques.

1155° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouteiller (Michel), mécanicien, à Paris, rue des Trois-Bornes, n° 12, pour machine à fabriquer les chevilles pour la chaussure.

1156° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chervé (Marie-Constant), à Paris, rue Marcadet, n° 50 (ancien Montmartre), pour un projectile propre à la destruction des animaux nuisibles.

1157° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Drôme, par le sieur Conte (Jean-Pierre), à Beaumont-lès-Valence, pour tours et fourneaux à bassines pour filer les cocons.

1158° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duchamps (Louis-Paul), négociant en vins, représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un genre d'étiquetage mobile des bouteilles, vases, flacons, etc.

1159° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dooze (Daniel), manufacturier, représenté par le sieur Lavielle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les machines à faire les cloys.

1160° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gros (Jules), représenté par le sieur Lavielle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour générateurs de force par l'air comprimé au moyen de la déflagration des matières fulminantes.

1161° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Haeflly (Jacques), brasseur, à Pfaffatt, pour un séchoir à ventilation devant servir à la dessiccation des orges germées, du houblon vert, des fécules, amidons et diverses substances.

1162° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hgo (Wilhelms), négociant, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication des branches de monture de parapluies et d'ombrelles.

1163° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Itequier (Jacques-François), mécanicien, représenté par le sieur Leroux, à Paris, quai de Billy, n° 48, pour un laveur à hélice à l'usage du lavage des betteraves pour la fabrication du sucre et pour le lavage des pommes de terre pour les distilleries, et du noir animal en grain.

1164° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Kalil (Joseph) et Fourmier (Michel), fabricants de coffres-forts, rue Salis, n° 6, à Marseille, pour une serrure à bec-de-cane incrochetable.

1165° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Kaly (Mayer) et Giersbach (Georges), fabricants de maroquinerie, représentés par le sieur Clacé, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, pour des cadres pour porte-monnaie, portefeuilles, carnets, etc.

1166° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Payne (Frédéric-Chesbrow) et Giles (John-Spenser), représentés par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans les lits pliants.

1167° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Person

(Auguste-Etienne), représenté par le sieur Vinck, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un procédé de fabrication de chandelles et de bougies.

1166° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Petit (Justin), fabricant de bonneterie orientale, représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un chapeau tricot-feutre.

1169° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Picard (Félix-Maurice-Antoine), représenté par le sieur Guy, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95, pour des perfectionnements dans les tuyères appliquées à l'appareil Bessemer.

1170° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pigache (Ghariss), graveur sur cylindres, représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25, pour un procédé d'impression continue applicable aux enveloppes, vignettes, étiquettes, etc.

1171° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pouliquen (Ives-Marie) jeune, représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements dans les cheminées.

1172° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Raymond (Alphonse-Lazare), représenté par le sieur Meslin, à Paris, rue Saint-Honoré, n° 276, pour brûleurs pour chauffage par le gaz d'éclairage et l'air mélangés.

1173° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Renault (Adolphe), tourneur-mécanicien, à Paris, rue Saint-Etienne-des-Grès, n° 11, pour un pulvérisateur.

1174° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rouxelin (Victor-Louis), fabricant de cuivrie, représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une monture tubulaire mixte pour bâtons de rideaux, tentures, etc.

1175° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sorel (Stanislas-Tranquille-Modeste), à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 17, pour un appareil ayant pour but d'économiser le combustible et de brûler la fumée.

1176° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Soullage (Ferdinand), fabricant, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans la fabrication de la chapelierie.

1177° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thuillier-Gellée (Firmin-Nathalie), peigneur de laine, représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système perfectionné de monture des peignes servant au travail des matières filamenteuses.

1178° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thuillier-Gellée (Firmin-Nathalie), peigneur de laine, représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une machine perfectionnée propre au dégraissage de la laine.

1179° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société A. Toscan et compagnie, manufacturiers, représentée par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25, pour un genre de chapeaux monchetés, jaspés, etc.

1180° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tremblay (Alexandre), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements dans la fabrication des bonbons.

1181° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Valtier

(Alexandre-Joseph), docteur en médecine, rue Esquermoise, n° 13, à Lille, pour un procédé pour combattre l'incendie.

1182° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bailly (Théophile-Apollon), sculpteur, et de Folin (Alfred), à Paris, le premier, rue de la Chapinette, n° 36, et le second, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 22, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 septembre 1864, pour un graissage mécanique applicable à toutes espèces de machines.

1183° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Balthi (Jacques-Antoine-Barthélemy), mécanicien, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 août 1864, pour des perfectionnements apportés dans le matériel roulant des chemins de fer et des appareils propres à empêcher la rencontre des trains, lesquels sont applicables au matériel actuel.

1184° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Barus (Pierre), fabricant, à Paris, rue Saint-Louis-au-Marais, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 novembre 1863, pour un étui à coque pour papier à cigarette.

1185° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boyer (Pierre-Henry), fabricant, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de dix ans pris, le 3 février 1864, pour un bandage pour les enfants dit *appareil génital*.

1186° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bruet (Louis-Joseph-Alexandre), horloger, à Paris, rue Lepelletier, n° 7, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 mai 1865, pour perfectionnements aux appareils compteurs pour voitures publiques ou autres.

1187° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chalus (Adolphe-Gilbert), négociant, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 juin 1864, pour perfectionnement apporté dans le système de toute espèce d'éclairages au gaz, à l'air, ainsi que lampes à huile de pétrole, benzine, schiste et toute espèce de liquides.

1188° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bèze (Marie-Louis-Adolphe), à Paris, rue Drouot, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 juillet 1864, pour un système d'appareils de chauffage à la lampe, applicable au chauffage des chaudières de wagons.

1189° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la compagnie anonyme des forges de Châtillon et Commeny, représentée par le sieur Veulliod, à Paris, rue Auber, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 février 1864, pour un mode de fabrication de plaques de blindage pour navires cuirassés et autres emplois analogues.

1190° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fanet (Edme-Louis), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 avril 1864, pour procédé de conservation des tripes à la mode de Caen.

1191° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ferrand (Charles-Stanislas), chimiste, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 123, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} février 1864, pour la fabrication d'un ciment factice au moyen de productions marines.

1192° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fossard (Joachim-Etienne-Daniel), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de

Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 octobre 1860, pour un système de poignée mobile pour fer à repasser.

1193° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jailion (Jules-Jean-Baptiste), représenté par le sieur Herpst, à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 3, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 avril 1864, pour un système perfectionné de reliure mobile dite *reliure Jailion*.

1194° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Laporte Prêtre, à Lesparre, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 février 1864, pour un instrument dit *porte-air*.

1195° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lefebvre (Jules-François-Marie), constructeur d'instruments de précision, à Paris, rue des Tournelles, n° 52 et 54, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 février 1863, pour des perfectionnements apportés aux citographes, instruments de précision servant à indiquer les pentes et à vérifier les niveaux, invention pour laquelle il a déjà pris, le 2 juillet 1856, un brevet de quinze ans.

1196° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lucot (Jacques-François), fabricant, à Paris, rue Besfroi, n° 9, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 avril 1863, pour un appareil servant à découper les clous à l'usage des plombiers, des poses de tuyaux à gaz, etc.

1197° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Pengeot frères, manufacturiers, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 août 1863, pour perfectionnements apportés aux moulins à café.

1198° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Pengeot frères, manufacturiers, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 novembre 1864, pour perfectionnements apportés aux moulins à café dits de *comptoir*.

1199° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Philippe (Jean-Pierre), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 janvier 1864, pour un procédé mécanique de ramollissement et de transformation du biscuit de mer.

1200° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Renard (Étienne-Édouard), négociant, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 septembre 1859, pour diverses applications du mica.

1201° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rouquayrol (Benoît), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 août 1863, pour une pompe soufflante à piston dormant et noyé et compresseur-compensateur.

1202° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Trouillet (Auguste), à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 102, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 avril 1856, par le sieur Duchateau, dont il est cessionnaire, pour une griffe-compteur.

1203° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Aerts (Jean-François-Auguste), horloger-mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 septembre 1864, pour l'application de la lubrification continue à l'eau au matériel roulant des chemins de fer et aux machines fixes des usines et fabriques.

1204° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Allard (Emile-

Ernest), entrepreneur de peinture, à Paris, rue de Chazelle, n° 88, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 mars 1864, pour application de la nacre sur papiers peints en tous genres.

1205° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barbon (Noël-Victor-Dominique), entrepreneur de serrurerie, à Paris, rue Montmartre, n° 35, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 avril 1864, pour un égouttoir de bouteilles dit *barbouteille*.

1206° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beyer (Auguste), mécanicien, à Paris, rue de la Fidélité, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} août 1864, pour un tiroir équilibré applicable aux moteurs à vapeur, à air ou à gaz.

1207° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bouthas (William) et Worthington (Joseph), représentés par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 novembre 1863, pour un mode de fabrication et d'incrustation des toiles et carreaux émaillés et autres articles semblables avec de la terre glaise pulvérisée ou d'autres matières.

1208° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carron jeune (François-Romain), négociant, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 février 1864, pour une tondeuse rotative.

1209° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Chevalier (Claude), fabricant de velours, rue Traversière, n° 5, à Saint-Étienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 janvier 1862, pour un genre de plateaux appliqués au métier de velours à double pièce.

1210° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Comsté (Joseph-Désiré), entrepreneur de travaux publics, à Paris, quai des Célestins, n° 16, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 octobre 1864, pour une chèvre roulante.

1211° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dethion (Louis-Hyacinthe), joaillier, à Paris, rue des Moulins, n° 8, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 février 1864, pour une boucle sans ardillon, à pression de continuité, dite *boucle impériale*.

1212° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Évrard (Maximilien), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 juillet 1861, pour un procédé de préparation des minéraux.

1213° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Flaunet (L.-E.) représenté par le sieur Brade, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 15 juillet 1861, pour un procédé de fabrication des papiers peints et toiles cirées, imitation de bois, incrustation, marbre, etc.

1214° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hautot (Théodore), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 octobre 1864, pour une machine à plateaux bascule servant à l'extraction de la mine dans les houillères, ainsi qu'à monter et descendre les mineurs, pouvant aussi servir à l'extraction de déblais dans les fouilles.

1215° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Imbaud (Joseph-Michel) aîné, boulanger, à Valréas, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 juin 1864, pour un système de contrôle des farines.

1216° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 février 1865, au

secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jouve (Henri-François), fabricant de fleurs, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 septembre 1864, pour perfectionnements apportés à la fabrication des fleurs artificielles en plumes.

1217° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lange (Eugène), négociant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 septembre 1862, pour un genre de couverture pour rubans, ressorts, etc. dite *couverture végétale*.

1218° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par les sieurs Leblanc (Théodore) et Patin (Émile), représentés par le sieur Demeule, rue de la Bague, n° 54, à Elbeuf, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 janvier 1865, pour une sandale à articulation pour baigneurs.

1219° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lefaucheux (Eugène-Gabriel), fabricant d'armes, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 octobre 1864, pour des perfectionnements apportés aux armes à feu.

1220° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemasson (Ernest) fils, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 juin 1864, pour un compteur pour les voitures de place et autres.

1221° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Masson (Édouard-Henri-Félix), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 octobre 1864, pour un bec de lampe pour éclairage à l'huile minérale, pétrole, etc.

1222° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Mermet (Laurent), cours de Brosses, n° 10, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 juin 1864, pour porte-chapeau chinois fixe et mobile sur les verres de lampes à modérateur et pour schiste, pétrole et gaz.

1223° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Michaux (Ernest), représenté par le sieur Lagny, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 59, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 février 1864, pour un chemin de fer circulaire et sans fin dit *circumundi*.

1224° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Philippe (Théodore), fabricant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 septembre 1859, pour un réveil-briquet.

1225° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Quénot et Le Bary, fabricants de chapeaux, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 août 1864, pour la fabrication des chapeaux en feutre à effets chinés au moyen de la soie teinte, etc.

1226° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ronquayrol (Benoit), représenté par le sieur Denayrouse, à Paris, rue de la Sorbonne, n° 8, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 avril 1860, pour un régulateur Ronquayrol destiné à régulariser l'écoulement des gaz comprimés.

1227° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ronquayrol (Benoit), représenté par le sieur Denayrouse, à Paris, rue de la Sorbonne, n° 8, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 juin 1864, pour moyens propres à protéger les plongeurs.

1228° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 février 1865, au

Ernest), entrepreneur de peinture, à Paris, rue de Chazelle, n° 88, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 mars 1864, pour application de la nacre sur papiers peints en tous genres.

1205° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barbou (Noël-Victor-Dominique), entrepreneur de serrurerie, à Paris, rue Montmartre, n° 35, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 avril 1864, pour un égouttoir de bouteilles dit *barbouteille*.

1206° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beyer (Auguste), mécanicien, à Paris, rue de la Fidélité, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} août 1864, pour un tiroir équilibré applicable aux moteurs à vapeur, à air ou à gaz.

1207° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bouda (William) et Worthington (Joseph), représentés par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 novembre 1863, pour un mode de fabrication et d'incrustation des toiles et creux émaillés et autres articles semblables avec de la terre glaise pulvérisée et d'autres matières.

1208° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carron jeune (François-Romain), négociant, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 février 1864, pour une tondeuse rotative.

1209° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Chevalier (Claude), fabricant de velours, rue Traversière, n° 5, à Saint-Étienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 janvier 1862, pour un genre de plateaux appliqués au métier de velours à double pièce.

1210° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Cousté (Joseph-Désiré), entrepreneur de travaux publics, à Paris, quai des Célestins, n° 16, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 octobre 1864, pour une chèvre roulante.

1211° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dethion (Louis-Hyacinthe), joaillier, à Paris, rue des Moulins, n° 8, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 février 1864, pour une boucle sans ardillon, à pression de continuité, dite *boucle impériale*.

1212° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Évrard (Maximilien), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 juillet 1861, pour un procédé de préparation des minéraux.

1213° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Flaumet (L.-F.), représenté par le sieur Brade, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 15 juillet 1861, pour un procédé de fabrication des papiers peints et toiles cirées, imitation de bois, incrustation, marbre, etc.

1214° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hautot (Théodore), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 octobre 1864, pour une machine à plateaux bascule servant à l'extraction de la mine dans les houillères, ainsi qu'à monter et descendre les mineurs, pouvant aussi servir à l'extraction de déblais dans les fouilles.

1215° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Imbaud (Joseph-Michel) aîné, boulanger, à Valréas, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 juin 1864, pour un système de contrôle des farines.

1216° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 février 1865, au

secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jouve (Henri-François), fabricant de fleurs, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 septembre 1864, pour perfectionnements apportés à la fabrication des fleurs artificielles en plumes.

1217° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lange (Eugène), négociant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 septembre 1862, pour un genre de couverture pour rubans, ressorts, etc. dite *couverture végétale*.

1218° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par les sieurs Leblanc (Théodore) et Patin (Émile), représentés par le sieur Demeule, rue de la Bague, n° 54, à Elbeuf, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 janvier 1865, pour une sandale à articulation pour baigneurs.

1219° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lefaucheux (Eugène-Gabriel), fabricant d'armes, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 octobre 1864, pour des perfectionnements apportés aux armes à feu.

1220° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemasson (Ernest) fils, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 juin 1864, pour un compteur pour les voitures de place et autres.

1221° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Masson (Édouard-Henri-Félix), représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 octobre 1864, pour un bec de lampe pour éclairage à l'huile minérale, pétrole, etc.

1222° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Mermet (Laurant), cours de Brosses, n° 10, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 juin 1864, pour porte-chapeau chinois fixe et mobile sur les verres de lampes à modérateur et pour schiste, pétrole et gaz.

1223° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Michaux (Ernest), représenté par le sieur Lagny, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 février 1864, pour un chemin de fer circulaire et sans fin dit *circummandi*.

1224° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Philippe (Théodore), fabricant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 septembre 1859, pour un réveil-briquet.

1225° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Quénot et Le Bary, fabricants de chapeaux, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 août 1864, pour la fabrication des chapeaux en feutre à effets chinés au moyen de la soie teinte, etc.

1226° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rouquayrol (Benoît), représenté par le sieur Denayrouse, à Paris, rue de la Sorbonne, n° 8, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 avril 1860, pour un régulateur Rouquayrol destiné à régulariser l'écoulement des gaz comprimés.

1227° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rouquayrol (Benoît), représenté par le sieur Denayrouse, à Paris, rue de la Sorbonne, n° 8, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 juin 1864, pour moyens propres à protéger les plongeurs.

1228° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 février 1865, au

secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Trincks (Guspar), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 avril 1864, pour une presse à vapeur propre au filtrage et à l'extraction des résidus d'usines à sucre.

1229° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par les sieurs Valsonet et compagnie, à Grenoble, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} décembre 1864, pour un appareil dit *liquomètre* ou *analyseur capillaire*, destiné au dosage des divers liquides répandus dans le commerce, tels que alcools, vins, liqueurs, acides divers, etc.

1230° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Armengaud (Jacques-Eugène) aîné, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 janvier 1863, pour des perfectionnements apportés à la disposition des selles de tous genres.

1231° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Benoist (Yves-Benjamin-Noël), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 septembre 1864, pour l'application d'un contre-batteur à hélice avec battentes *libres* on travers pour battre les graines de trèfle, luzerne, minette et autres petites graines.

1232° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourgeois (Joseph), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 juillet 1861, pour un système fumilave.

1233° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Cheynet (Jean), quai Castellane, n° 8, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 30 octobre 1863, et expirant le 14 mars 1878, pour des perfectionnements dans les machines à faire les lacets, tresses et cordonnets.

1234° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Deshayes (Charles), chez le sieur Mainfroy, à Paris, rue Fleury, n° 3 (la Chapelle-Saint-Denis), et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 octobre 1862, pour un système de laboureur mécanique.

1235° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ducrot (Étienne) aîné, à Paris, quai de Valmy, n° 157, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 août 1863, conjointement avec le sieur Dréville, pour un thermomètre public annonces.

1236° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Durand (Louis), à Rochemardon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 décembre 1864, pour un procédé d'enlèvement par impression sur les tissus teints.

1237° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fleury (Victor), horloger, représenté par le sieur Petit, à Paris, rue Blondel, n° 8, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 octobre 1861, pour un genre d'échappement de pendule.

1238° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Fraisse-Brossard fils jeune, fabricants de rubans de velours, rue de la Paix, n° 6, à Saint-Étienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 juillet 1863, pour un genre de rubans de velours fabriqués grèges, teints et ensuite découpés après fabrication.

1239° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Geldry (Victor-Henri-Sophie-Frédéric), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 août

1864, pour un système de fabrication de tubes sans soudure, viroles et cylindres en cuivre rouge et jaune.

1240° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Drôme, par le sieur Henry (Joseph), marchand épicier, à Valence, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 décembre 1864, pour une machine à fabriquer les bouchons en bois pour bondes de tonneaux.

1241° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Houël (Jules-Baptiste), négociant, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 janvier 1862, pour une boîte à photographie dite *boîte à monocle à photographie*.

1242° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jourdan Gozzarino (Baptiste), mécanicien, à Paris, rue des Dames, n° 28 (ancien Batignolles), et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 février 1861, conjointement avec la demoiselle André, pour un système d'appareil propre à confectionner soi-même la cigarette à tabac pour fumeurs.

1243° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Joyot jeune, représenté par le sieur Brade, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 août 1863, pour la fabrication des rubans et passementeries à velours épinglé double face et velours double face.

1244° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Lamoureux et Gendrot, fabricants de produits chimiques, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 juin 1864, pour une fermeture dite *capsule-cachet* pour vases contenant toutes substances solides ou liquides.

1245° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mayaudon (Étienne), marchand tailleur, représenté par le sieur Petit, rue Blondel, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 mars 1864, pour un pantalon à ceinture double adhérente, système Mayaudon.

1246° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Ménand (François-René) père et Ménand (Louis-Marie) fils, représentés par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 juillet 1864, pour un appareil de veillee chauffant et éclairant, dit *calorilax*.

1247° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Pernod (Jules), chimiste, rue des Lices, n° 74, à Avignon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 février 1864, pour un produit dérivé de la garance, dit *extrait de garance*.

1248° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schwartz (Samuel), opticien, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 octobre 1862, conjointement avec les sieurs Gratwohl et Willer, pour un système de pupitres mécaniques.

1249° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société E. Tailbouis et compagnie, représentée par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 septembre 1864, pour des perfectionnements dans les machines rectilignes à deux fontures destinées à faire le tricot dit à *côtes*.

1250° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vernay (Louis-Théodore), imprimeur lithographe, à Paris, rue Michel-le-Comte, n° 34, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 février 1864, pour perfectionnements apportés à la presse lithographique.

1251° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Deux-Sèvres, par le sieur Vinduc (Élie), sellier-harnacheur, à Cerizay, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 février 1864, pour un système de porte-brancard.

1252° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blanchet (Aristide-Paul), notaire, représenté par le sieur Réau, interne des hôpitaux de Paris, à l'hôpital du Midi, rue des Capucins, à Paris, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 mars 1864, pour un système de locomotive pour labourage et culture à la vapeur.

1253° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chataing (César-Damien), à Paris, place de l'Église, quartier de Belleville, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 juillet 1864, pour un vaporisateur inexplosible.

1254° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Langre (Laurent), lithographe, place du Commerce, n° 13, à Nantes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 septembre 1863, pour impressions directes sur le fer-blanc et son application pour étiqueter les boîtes de conserves alimentaires et autres substances, et décorer toute sorte de ferblanterie.

1255° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Duprat (Victor), quai de Bourgogne, n° 19, à Bordeaux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 novembre 1864, pour un système de carrelage d'intérieur et d'extérieur, dit *granit artificiel*.

1256° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Durand (François), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 juin 1864, pour des perfectionnements dans les machines à égrener le coton, consistant principalement dans un cylindre à cannelures elliptiques sans fin.

1257° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Emonet (Claude), négociant, rue de la Mi-Carême, n° 5, à Saint-Étienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 juin 1864, pour un appareil de sûreté pour les signaux des disques sur les chemins de fer.

1258° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guyot d'Alincourt (Ludovic-Charles-Adrien-Joseph), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 juillet 1864, pour un appareil lithographique imprimeur.

1259° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Loiret, par le sieur Huré (Pierre-Eugène-Désiré), à Châteauneuf-sur-Loire, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 mars 1864, pour un propulseur pour la traction.

1260° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Lamoureux et Gendrot, fabricants de produits chimiques, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 juin 1864, pour la fabrication de boîtes imperméables destinées spécialement à renfermer des produits chimiques solides.

1261° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Loir (Jérôme-Joseph), plombier, à Paris, rue des Deux-Écus, n° 14, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 janvier 1863, pour perfectionnements apportés à l'appareil servant à débiter la bière et autres liqueurs.

1262° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Loiret, par le sieur Marin (Adrien), chaudronnier, à Meung-sur-Loire, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 août 1863, pour une pompe à glissière sans aspiration à double et simple effet.

1265° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mathieu (Jules), à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 juillet 1862, pour des perfectionnements aux chaudières à vapeur.

1264° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mathieu (Alexandre-Alphonse), constructeur-mécanicien, à Paris, quai de Valmy, n° 189, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 novembre 1863, pour un timbre humide à directrices avec mouvement de retour fixe ou portatif.

1265° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mathiron (Louis), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 mars 1864, pour un robinet graisseur pour lubrifier les pistons, coussinets et autres organes des machines.

1266° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mocquard (François-Adolphe), élisant domicile chez le sieur Chantemède, à Paris, rue d'Amsterdam, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 septembre 1864, pour un bec à gaz.

1267° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Réal (Louis-Henri), docteur en médecine, à Paris, rue du Sentier, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 avril 1864, pour perfectionnements apportés au tissage et aux tissus.

1268° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Revollier (J.-F.) jeune et compagnie, constructeurs, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 juin 1861, pour des perfectionnements apportés dans les machines à laver les houilles.

1269° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Revollier (J.-F.) jeune et compagnie, constructeurs, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 juin 1861, pour perfectionnements apportés dans les appareils propres à la fabrication des briquettes agglomérées.

1270° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bongier (Pierre), mécanicien, à Paris, place de la Bastille, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 juillet 1861, pour un sommier sanitaire, système Bongier.

1271° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Stahmann (Gustave), négociant, à Paris, rue de Choiseul, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 mars 1863, conjointement avec le sieur Gruson, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des objets en fonte dure à l'usage des chemins de fer et autres industries.

1272° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Taylor (John-George), négociant, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 octobre 1864, pour fabrication et ornementation de divers genres d'attaches pour toilettes.

1273° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Barrère et Caussade, à Paris, rue de Rennes, n° 11, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 mars 1863, pour un système de machines à coudre.

1274° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Bergue (Charles-Louis-Aimé), représenté par le sieur Deffert, à Paris, rue d'Isly, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 novembre 1862, pour

perfectionnements dans les machines et appareils concourant à la fabrication des ros ou peignes à tisser.

1275° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bédon (Faure), négociant, représenté par le sieur Lavallo, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 septembre 1861, pour un système de pavage.

1276° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bonnard (Jean-Joseph), représenté par le sieur Lavallo, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 septembre 1861, pour un trieur-classeur-séparateur de minerais.

1277° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Camoin (Victor), pharmacien, rue Pavé-d'Amour, n° 17, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 mars 1864, conjointement avec le sieur Reville, pour un charbon aggloméré propre au chauffage des appartements.

1278° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Charin (Georges), chef armurier au cinquante-deuxième de ligne, caserne de Serin, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 février 1861, pour un outil composé d'un ensemble de pièces, dit *nécessaire d'armes*.

1279° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Cheval (Guillaume), rue de la Loge, n° 3, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 février 1862, pour un poêle à double grille et à double naissance, dit *poêle Cheval*.

1280° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Cille-Larrie (François), négociant en vins, rue de la Justice, n° 7, à Reims, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 septembre 1863, pour un dégorgeoir à galerie cylindrique renversée.

1281° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Combredelle (Joseph-Nicolas), élisant domicile chez le sieur Magnier, à Paris, rue de Chabrol-Poissonnière, n° 36, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 juillet 1862, pour un orgue pliant et pour diverses améliorations apportées aux instruments de musique à clavier.

1282° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Costé (Joseph-Désiré), entrepreneur de travaux publics, à Paris, quai des Célestins, n° 11, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 octobre 1864, pour une chèvre roulante.

1283° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dupont (Léon-Jean-Émile), représenté par le sieur Lavallo, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 novembre 1864, pour un système de dérivation des sables et vases encombrant le lit des fleuves.

1284° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Foubert (Adrienne-Anastasie), représentée par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 décembre 1863, pour la rectification des alcools de toutes provenances.

1285° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fougères (Félix), représenté par le sieur Robert fils, à Paris, rue de l'Écliquier, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 février 1864, pour une huile à graisse.

1286° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hamoir (Gustave), agriculteur, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Stras-

bourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 novembre 1864, pour traitement de la betterave rapée.

1287° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Henry (François-Bernard), architecte, à Paris, rue Pajou, n° 48, quartier de Passy, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 août 1864, pour une brouette-arrosoir.

1288° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Housschen (Edmond), à Montjean, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 novembre 1862, pour un mode de conservation des chaux et ciments.

1289° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ingelbach (George-Frédéric), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 décembre 1864, pour perfectionnements apportés aux métiers à passementerie.

1290° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lagrèze (Élièze-Guillaume), arquebusier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 octobre 1864, pour des perfectionnements apportés aux armes à feu.

1291° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lillie (John-Scott), représenté par le sieur Dufrène, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 29 mars 1864, et expirant le 5 février 1878, pour perfectionnements apportés dans les appareils de propulsion par la pression atmosphérique.

1292° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mignot (Léon), chimiste, à Paris, rue Saint-Laurent, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 décembre 1864, pour perfectionnements apportés à la fabrication et à la composition des silicates alcalins solubles, dits *silicates macilagineux*, pour les diverses applications dont ils sont susceptibles, et notamment pour la peinture et la silicatisation.

1293° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Yonne, par le sieur Mimard (Jean-Alexandre), à Villeneuve-sur-Yonne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 octobre 1864, conjointement avec le sieur Gaigé, pour un système de cuvage des vins et autres liquides fermentescibles, dit de *Mimard et Gaigé*.

1294° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Parsons (Perceval-Moses), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 octobre 1862, et expirant le 5 juin 1876, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des armes à feu et des outils qui s'y rapportent.

1295° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Payan (Jean-Casimir), rue Saint-Agricol, n° 3, à Avignon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 décembre 1862, pour un appareil télégraphique imprimeur et son manipulateur.

1296° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Perrigault (Joseph), négociant, et la société Farcot et ses fils, à Saint-Ouen, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 décembre 1864, pour perfectionnements aux roues motrices à vapeur, gaz ou autres fluides quelconques.

1297° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Stilmant (Philippe-Louis-Aimé) et Allain (Louis-Aimé-Félix), représentés par le sieur Vinck, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 juin 1860, par le sieur Stilmant seul, et dont le sieur Allain est cessionnaire pour partie, pour un système de freins pour chemins de fer et voitures.

1298° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 mars 1865, au

secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Alhuet et compagnie, constructeurs, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 avril 1864, pour un système de locomobile-locomotive applicable à divers emplois.

1399° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente-inférieure, par le sieur Anauld (Marc-Emmanuel), ingénieur de l'école des arts et manufactures, à Saintes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 décembre 1863, pour un appareil distillatoire à trois distillations simultanées et à plateaux rectifiants.

1300° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Biscaven (Nicolas), représenté par le sieur Lejeune, à Paris, rue de Bondy, n° 32, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 août 1863, pour des perfectionnements au jupon dit *japon empire*.

1301° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Bouquet (Pascal-Calixte) fils, négociant, rue du Muguet, n° 6, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 octobre 1864, pour une machine dite *tendeur de mâches* (système Bouquet fils).

1302° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brière (Jules-Louis), mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 juin 1864, pour des perfectionnements apportés dans l'alimentation des chaudières à vapeur.

1303° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carot (Pierre), mécanicien, élisant domicile chez le sieur Conseil, à Paris, rue de Charonne, n° 3, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 janvier 1863, pour un système de fermeture à volets mixtes et à charnières à dégonder.

1304° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Charoux (Amans), à Paris, quai de l'École, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} avril 1864, pour agents et machines aérostatiques.

1305° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-inférieure, par le sieur Cornillier (Pierre) aîné, rue de Mazargan, n° 6, à Nantes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 mai 1864, pour un système de cylindre presseur applicable à tous les véhicules.

1306° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Florjanc Saint-Simon (Félix), mécanicien, à Paris, rue de Vaugirard, n° 73, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 août 1864, pour perfectionnements apportés aux machines à décortiquer le riz, les légumes secs, le café et autres substances analogues.

1307° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Frizon (François-Xavier), à Paris, rue Neuve-Coguenard, n° 28, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 mars 1864, pour un bandage herniaire dit *préservateur Frizon* (Xavier).

1308° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Garnier (Rector), graveur, représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 décembre 1864, pour l'application de dessins ou gravures sur métaux avec imitation d'émail.

1309° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Germain (Pierre-Auguste-Paul), artiste peintre, à Paris, rue d'Assas, n° 8, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 février 1865, pour un compteur pour les voitures, dit *dromomètre*.

1310° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gougeon (Eugène), représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39.

et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 mars 1864, pour un folio numéroté.

1311° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Grunat (Jean-Arthur), représenté par le sieur Vinck, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 mai 1863, pour un système de traverses pour chemins de fer.

1312° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Grén (François-Jacques), mécanicien, à Guebwiller, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 janvier 1863, conjointement avec le sieur Gend, pour un système de garnie-frotteuse modifiant le principe de filature de la laine cardée et autres matières filamenteuses.

1313° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hurtaudt (Emile), négociant, représenté par le sieur Guy, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 octobre 1863, pour un système d'appareil d'éclairage.

1314° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lannier (Jean-Eugène), représenté par le sieur Vinck, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 septembre 1864, pour une méthode d'aquiculture.

1315° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Litz-Bodart (Jean-Pierre), professeur de chimie à la faculté de Strasbourg, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 avril 1864, pour procédé de conservation des viandes et autres matières organiques azotées.

1316° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Magnier (Charlemagne), employé, à Paris, boulevard de Magenta, n° 127, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 janvier 1865, pour un système de wagon destiné à amortir le choc lors de la rencontre de deux trains dans une voie ferrée.

1317° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Maiffille aîné, rue Porte-Déjeaux, n° 72, à Bordeaux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 mai 1864, pour la fabrication d'un genre de jupon dit *Victoria*, l'addition consistant à remplacer le nom de jupon *Victoria* par celui de jupon *Maiffille*.

1318° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Vosges, par le sieur Mathes (Jean-Baptiste-Désiré), fabricant de couverts, à Fontenoy-le-Château, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 décembre 1864, pour un planage mécanique des couverts en fer battu étamé.

1319° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par la société Henry Merle et compagnie, à Alais, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 janvier 1860, pour méthode de traitement des eaux salines.

1320° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pezon (Adolphe), électricien domicilié chez le sieur Touaillon, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 72, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} mars 1864, pour un échior applicable aux cheminées de grandes dimensions.

1321° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Samuel (Pierre-Augustin), représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 février 1865, pour clefs à bielles pour écrous et autres pièces mécaniques, dites *clefs Samuel* ou *clefs mécaniques*.

1322° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Tschéhi (Juliette Corridon), représentée par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin,

n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 avril 1862, pour une glacière artificielle à rotation horizontale.

1323° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 février 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wheeler (Eldbridge), représenté par le sieur Henry, à Paris, place Vendôme, n° 16, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 juillet 1863, pour machines d'assemblage perfectionnées.

1324° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 mars 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Oise, par le sieur André (Alen), mécanicien, à Rantigny, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 octobre 1862, pour une machine à battre toutes sortes de céréales.

1325° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 mars 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Auzé (Pierre-François-Alphonse), employé, à Paris, rue Saint-Honoré, n° 152, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 janvier 1863, pour un système de compteur kilométrique.

1326° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 mars 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente-Inférieure, par le sieur Babin (Joseph), cultivateur, à Villars-en-Pons, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 février 1864, pour un système de pièces en bois et en métal servant à lier les fagots de sarments.

1327° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 mars 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bellair (Benjamin), représenté par le sieur Winck, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 mars 1864, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des queues de boutons.

1328° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 mars 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par le sieur Benoist (Yves-Benjamin-Noël), mécanicien, à Étampes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 septembre 1864, pour l'application d'un contre-batteur à hélice aux batteuses à blé en travers pour battre les graines de trèfle, luzerne, minette et autres petites graines.

1329° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 mars 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bequet (Gustave), voyageur de commerce, représenté par le sieur Crété, à Paris, rue des Saints-Pères, n° 30, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 novembre 1864, pour un appareil conducteur réfrigérant muni d'un analyseur, destiné à la rectification des alcools.

1330° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 février 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Curo (Adolphe-Joseph), mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 janvier 1865, pour des perfectionnements apportés aux appareils propres à sécher le linge et tous tissus en général.

1331° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 mars 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Lot-et-Garonne, par le sieur Canille, dit Lacan, à Port-Sainte-Marie, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 avril 1864, pour fourneau d'étuve.

1332° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 mars 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Cazaux (Jean-Bernard), place du Prado, n° 6, à Bordeaux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 mai 1864, pour un procédé d'épuration et de distillation, à la vapeur, des matières résineuses.

1333° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 mars 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dauvois (Charles-Jean-Baptiste), négociant, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 décembre 1863, pour un système de machines à découper.

1334° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 mars 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Farco et ses fils, à Saint-Ouen, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 mars 1862, pour des perfectionnements aux machines à vapeur.

1335° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Galy-Cazalat (Antoine), à Paris, rue Compans, n° 13 (ancien Belleville), et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 août 1863, pour perfectionnements dans la conversion des fontes en acier fondu, en fonte malléable et en fer épuré.

1336° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société A. Gasc et A. Charconnet, représentée par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 septembre 1862, pour des perfectionnements dans la construction des appareils photographiques.

1337° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Gumbert (Léon), carrelleur, rue des Petites-Maries, n° 27, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 septembre 1864, pour un système de fourneaux économiques pour la cuisine.

1338° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gayot d'Arincourt (Ludovic-Charles-Adrien-Joseph), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 juillet 1864, pour un appareil télégraphique imprimeur.

1339° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Harris (William-Randal), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 février 1864, pour des perfectionnements dans la formation des lames ou lisses pour métiers à tisser.

1340° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Jouvin (Jules), marchand gantier, à Grenoble, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 janvier 1863, pour une forme de ponce et de fourchette à l'usage de la ganterie de peau.

1341° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Kuister-Margaron, négociant, rue Lafont, n° 16, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 juin 1864, pour un tissu appliqué à la confection des fleurs et feuillages artificiels.

1342° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Kuister-Margaron, rue Lafont, n° 16, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 juin 1864, pour un tissu appliqué à la confection des fleurs et feuillages artificiels.

1343° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 octobre 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Kuister-Margaron (Émilias-François), rue Lafont, n° 16, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 juin 1864, pour un tissu appliqué à la confection des fleurs et feuillages artificiels.

1344° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Learch, représenté par le sieur Armezgaud, à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 50, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 juillet 1862, pour un procédé de fabrication de la fonte et de l'acier.

1345° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lequesne (Pierre-Étienne), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 juillet 1864, pour un voltamétriste ou diviseur voltaïque.

1346° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Loubatières (François-Barthélemy) jeune, à Paris, cité de la Chapelle, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 décembre 1864, pour un étui à bougie.

1347° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mann-Schmit et compagnie, manufacturiers, représentés par le sieur Lavialle, à Paris,

boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 décembre 1864, pour procédés et perfectionnements dans la fabrication des serrures en général et leurs accessoires.

1348° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Pascal (Guillaume), représenté par le sieur Fenillat, rue Ferrandière, n° 14, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 janvier 1863, par les sieurs Fournier et Mermet, dont il est cessionnaire pour partie, pour un réflecteur mobile pour lampes.

1349° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Peugeot frères, manufacturiers, représentés par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 avril 1863, pour un système de clefs anglaises.

1350° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Raymondière (Alfred), négociant, rue Beau-Séjour, n° 1, à Nantes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 mai 1864, pour un système de bureaux pour foyers des machines à vapeur.

1351° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schallot (Amédée-Mathurin-Gabriel), à Paris, rue de Bruxelles, n° 19, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 mars 1864, pour un système de navigation intérieure.

1352° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Allemand (Charles), négociant, avenue de Paris, n° 111, à Saint-Denis, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 octobre 1864, pour un appareil d'éclairage dit *bougie solaire*.

1353° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Band (Victor-Pierre-Célestin), médecin en chef des épidémies du département de la Seine, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 mars 1864, pour une méthode de traitement des matières féculentes dans le but principal de leur fermentation et de leur distillation.

1354° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Black (Georges) et Black (William), mécanicien, quai Saint-Lazare, n° 4, à Cambrai, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 mars 1864, pour un système de chauffage appliqué aux trains de voyageurs sur les chemins de fer.

1355° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Cassaignes (Victor), élisant domicile chez le sieur Riboulet (Félix), rue Consolat, n° 118, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 juillet 1860, pour des réservoirs artificiels d'eau naturellement filtrée.

1356° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chalmé (Adolphe-Gilbert), négociant, représenté par le sieur Gutperle, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 juin 1864, pour perfectionnements apportés dans le système de toute espèce d'éclairages au gaz, à l'air, ainsi que lampes à huile de pétrole, benzine, schiste et toute espèce de liquides.

1357° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dupriès (Charles-Achille), négociant, représenté par le sieur Gutperle, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 juillet 1864, pour des perfectionnements dans la fabrication des baldaquins, galeries, etc.

1358° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Durenne (Aubin-Antoine), maître de forges, à Paris, rue de la Verrerie, n° 30, et se ratta-

chant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 avril 1861, par le sieur Lavril, dont il est cessionnaire, pour un joint de tuyau.

1359° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Duroux (Émile), négociant, rue Saint-Denis, n° 4, à Saint-Étienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 janvier 1865, pour un appareil dit *cornue-éluve*, à double concentration de chaleur, avec l'emploi duquel on peut amener une transpiration abondante et soutenue, alors qu'elle est nécessaire dans certaines maladies.

1360° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Farcot (Henri-Eugène-Adrien), fabricant d'horlogerie, à Paris, rue des Trois-Bornes, n° 39, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 mars 1862, pour des perfectionnements apportés à l'horlogerie.

1361° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Farcot et ses fils, à Saint-Ouen, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 mars 1862, pour des perfectionnements aux machines à vapeur.

1362° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Favier (André-Jean-Baptiste), fabricant d'abat-jour, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 janvier 1865, pour habitacles pour enfermer les lumières de toute nature destinées aux illuminations, aux éclairages, etc.

1363° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Gâche (Vincent), constructeur-mécanicien, rue de Vertois, à Nantes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 novembre 1864, pour un système de pavage.

1364° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Gerentet (Narcisse), modiste, à Paris, rue du Château-d'Eau, n° 9, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 août 1863, pour un jupon-crinoline.

1365° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Gruner (Alexandre), rue Boileau, n° 30, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 mars 1863, pour un système de frein de chemin de fer.

1366° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guyot d'Arincourt (Ludovic-Charles-Adrien-Joseph), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 juillet 1864, pour un appareil télégraphique imprimeur.

1367° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Labat (Henri-Jean-Théophile), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 mars 1861, pour un appareil propre à haler à terre les navires.

1368° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par les sieurs Laumonnier et Gaudin, rue Rougier, n° 81, à Bordeaux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 mars 1864, pour un système d'ouverture de vasisas de landaus.

1369° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lhuillier (Henri), Hébert (Arsène) et Legris (Joseph-Marie), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 février 1864, pour des perfectionnements apportés aux machines à préparer, travailler, carder et filer la laine ou autres matières filamenteuses.

1370° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Meyer (Jean-Gaspard-Placide), fabricant de chapeaux de paille, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention

de quinze ans pris, le 1^{er} avril 1864, pour un genre de tissu pour chapeaux, garnitures, etc.

1371^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Noiret (Pierre-Louis-Benoît), représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 mars 1865, pour une disposition des essieux de voitures et véhicules de toutes sortes.

1372^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Paulard (Jean-Joseph), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 août 1863, pour perfectionnements apportés aux pistolets jouets.

1373^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Philippe (Pierre) et Perrellon (Pierre-Marie), négociants, rue Saint-Paul, n° 11, à Saint-Étienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 août 1861, pour un système de quille pour tonneau, dite pipe à vin.

1374^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Taylor (John-Georges), négociant, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Marcel, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 juillet 1861, pour perfectionnements dans les attaches pour vêtements et dans leur ornementation.

1375^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Amphoux (Henri), chemin du Rouet (côté gauche), à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 octobre 1864, pour une boîte à double face, fermant avec couvercles, fonctionnant alternativement au moyen d'un seul ressort en caoutchouc.

1376^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Aubin (Jules), meunier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 septembre 1861, pour cuvettes en fonte à tubes creux applicables à la construction des meules à moudre les grains.

1377^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Achy (Émile-Gabriel) et Barral (Claude-Joseph), représentés par le sieur Vinck, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 décembre 1864, pour un système de crachoirs perfectionnés.

1378^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Carvin (Ange), représenté par le sieur Bessières, place des Quatre-Tours, n° 6, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 janvier 1865, pour un genre de brique dite *trique secteur*, pour la construction des vases et des tuyaux cylindriques servant pour conduite d'eau et toute espèce de travaux hydrauliques.

1379^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chabaz (Adolphe-Gilbert), négociant, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 juin 1864, pour perfectionnements apportés dans le système de toute espèce d'éclairages au gaz, à l'air, ainsi que lampes à huile de pétrole, benzine, schiste et toute espèce de liquides.

1380^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chartier (Jules), représenté par le sieur Lagny, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 décembre 1863, pour une pince dite *pince Chartier*, pour tuyaux à gaz et autres.

1381^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Costé (Joseph-Désiré), entrepreneur de travaux publics, à Paris, quai des Célestins, n° 16.

et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 octobre 1864, pour une chèvre roulante.

1382° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Delachaise (Pierre), rue de Crémieux, n° 16, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 janvier 1863, pour un plastique bitume factice propre au pavage des trottoirs et à tous les travaux hydrauliques.

1383° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Deverte (César-Auguste) et Deverte (Eugène-Alfred), horlogers, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 janvier 1865, pour un contrôleur de vitesse applicable aux moteurs, aux locomotives, aux bateaux à vapeur, etc.

1384° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Flament (Henri) et compagnie, à Paris, boulevard du Temple, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 octobre 1861, par le sieur Dallot, dont ils sont cessionnaires, pour un système de scie portative circulaire.

1385° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fontaine (Louis), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 janvier 1859, conjointement avec le sieur Fontaine (Achille), dont il est cessionnaire, pour un système de fermoir à tirette pour gants, dit *fermoir Fontaine*.

1386° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par la société Four (Victor) et compagnie, rue de Tilsit, n° 52, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1863, pour diverses dispositions perfectionnées de boîtes à allumettes chimiques.

1387° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guillemet (Adolphe-Charles), mécanicien, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 août 1860, pour un timbre humide.

1388° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Humphrey (David-Wood-Green), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} août 1864, conjointement avec le sieur Wood, pour une machine perfectionnée à confectionner les bottonniers.

1389° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Karthaus (Carl) et compagnie, manufacturiers, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 février 1865, pour la confection d'un article dit *dandlure avec bordage pour vêtements de femme*.

1390° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Lecterc (Louis-Dominique), mécanicien, boulevard Saint-Hilaire, n° 5 bis, à Rouen, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 avril 1863, pour un système de semoir.

1391° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemaître (Toussaint), architecte, à Paris, rue Saint-Denis, n° 290, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 décembre 1861, pour un ventilateur continu et éteignant applicable aux fosses d'aisances, puits, etc.

1392° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Logette (Théodule), maître tonnelier, à Ay, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 mai 1860, pour une agrafe remplaçant la ficelle et le fil de fer servant à fixer les bouchons des bouteilles de vin mousseux.

1393° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 mars 1865, au

secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maiche (Louis), à Paris, rue Saint-Louis-au-Marais, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 janvier 1865, pour le bronzage des métaux.

1394° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marie (Palmyre-Joseph), gantier, à Paris, boulevard du Prince-Eugène, n° 276, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 mai 1864, pour un appareil de natation consistant en deux gants palmés.

1395° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Missa (Jean-François), faubourg de Laon, n° 12, à Reims, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 septembre 1863, pour une machine destinée à remonter les bouteilles des caves.

1396° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Parnet (Jean-Émile-Adrien) fils, représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 mars 1864, pour perfectionnements dans la fabrication des broses pour peintres en bâtiments et autres.

1397° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pitet (Jean-Paul-Marie-François), docteur en médecine, à Paris, rue Lepelletier, n° 17, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 mars 1864, pour un système de moteurs électriques.

1398° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rémond (Paul-Louis-Nicolas-Alexandre-César), ancien agent forestier, à l'institution de Sainte-Périne, quartier d'Auteuil, à Paris, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 octobre 1864, pour conversion du sulfate de potasse en carbonate de cette base par la voie humide ou par le froid de vingt degrés centigrades au-dessous de zéro.

1399° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Thuillier (Charles-Émile), à Amiens, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 janvier 1864, pour un fusil armé avec triple sûreté.

1400° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ville (Georges), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 octobre 1864, pour un mode de traitement applicable aux phosphates de chaux naturels et artificiels et aux sels de potasse et de soude en vue des usages agricoles.

1401° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, par les sieurs Autier (Gustave-Ernest-Victor) et Autier (Louis-Jules-Ernest), teinturier, à Lisieux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 juillet 1863, pour des mordants et colorants et pour des procédés de teinture et d'apprêt applicables surtout aux velours de coton.

1402° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bernhard (Isaac), fabricant d'allumettes, représenté par le sieur Voisin, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 mai 1864, pour charbon factice.

1403° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bertin (Henri-Joseph), négociant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 février 1865, pour un système de préparation de cuirs en chair destinés à imiter et remplacer les draps, cachemires, etc.

1404° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Bouvet (Stanislas-Charles-Joseph), Grande-Rue, n° 136, à Besançon, et se rattachant au brevet d'in-

vention de quinze ans pris, le 8 mai 1860, pour un système de tuiles dites *tuiles perfectionnées*.

1405° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bresson (François-Arthur), chimiste, à Paris, rue de Malte, n° 51, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 septembre 1864, pour les procédés et appareils de fabrication d'un asphalte composé.

1406° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Cabasson (François-Dominique-Pierre-Jacques), négociant, et Gache fils, mécanicien, représentés par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 février 1865, pour un système d'appareils destinés à désagréger les matières végétales et animales, appareils dits *cenocytres*.

1407° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Cabasson (François-Dominique-Pierre-Jacques) et Gache (Adolphe) fils, représentés par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 février 1865, pour un système d'appareils destinés à désagréger les matières végétales et animales, appareils *cenocytres*.

1408° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cantagrel (François-Jean), à Paris, rue de Rivoli, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 août 1862, pour un genre de robinet dit *robinet anadisque*, et désigné depuis sous le titre de *robinet parachoc*.

1409° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Chardon (Claude-Benoît), rue Imbert-Colomès, n° 33, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} mars 1864, pour perfectionnement à un système de locomotion pour lequel il a déjà pris un brevet de quinze ans et un certificat d'addition, les 3 mars et 8 septembre 1862.

1410° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Combe-Dalma (Auguste), fabricant de produits résineux, représenté par le sieur Petit, à Paris, rue Blondel, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 décembre 1864, pour un système de tampon nettoyeur à l'usage des fusils Le-faucheux et de toutes armes se chargeant par la culasse.

1411° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Delabarre (Auguste-César) aîné, quincaillier, rue Impériale, n° 44, à Rouen, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 février 1863, pour un système de bouche-bouteilles avec bascule à engrenage à coulisse.

1412° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dornier (Paul) et Siffert (Jules), à Paris, rue Gambey, n° 12, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 mai 1864, pour un échappement libre à ancre à repos et donnant la seconde fixe.

1413° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dumler (Gabriel), représenté par le sieur Tardieu, à Paris, rue Montmartre, n° 132, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 janvier 1865, pour un modèle de rail servant à l'usage des chemins de fer.

1414° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Damont (François-Louis-Henri-Grégoire), au hameau de Thumesnil, commune de Faches, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 mars 1863, pour un moyen pour faciliter la combustion dans les matières combustibles et empêcher les déperditions de calorique.

1415° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Duseigneur (Édouard), rue Mulet, n° 18, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 octobre 1864, pour une machine à purger les soies.

1416° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gaudrillier (Victor-Constant), fabricant de balanciers, représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 juin 1862, pour un perfectionnement apporté dans les balanciers de pendules.

1417° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gaultier de Claubry (Henri-François), chimiste, à Paris, rue des Fossés-Saint-Victor, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 août 1864, pour moyens économiques de dissolution des violets de fuchsine et autres colorants dérivés de ce rouge.

1418° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gauthier (Ernest), représenté par le sieur Vinck, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 janvier 1865, pour des perfectionnements dans la fabrication des cartouches.

1419° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Gramme (Zénobe-Théophile), mécanicien, rue de la Chalouère, n° 59, à Angers, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 août 1861, pour des perfectionnements apportés aux régulateurs de lumière électrique.

1420° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gruyer (Achille-Adolphe), fabricant, représenté par le sieur Mathien, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 juillet 1864, pour des perfectionnements apportés à l'outillage servant à la fabrication des ombrelles.

1421° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Kolb (Adolphe) et de Lévenhagen (Théodore), représentés par le sieur Thenen, à Paris, rue de Dunkerque, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 mai 1863, pour des perfectionnements apportés à la construction des fers d'aisances et au mode de vidange.

1422° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Lacroix (Léonide), fabricant de papiers, à Angoulême, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 février 1865, pour un système de fourneau fumivore dit *fourneau fumivore Lacroix*.

1423° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lenormand (Alfred), chimiste, représenté par le sieur Voisin, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 juin 1864, pour un allume-feu.

1424° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Malo (Léon), à Paris, rue de la Victoire, n° 31, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 octobre 1859, pour un béton asphaltique (*application des produits bitumineux*).

1425° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moé (Henri), fabricant de châssis, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 février 1857, pour un stéréoscope de poche à développement.

1426° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Pareydt (Joaël), négociant, à Bergues, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 octobre 1856, pour le teillage des lins.

1427° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Philippe (Théodore), horloger, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} juillet 1863, pour un briquet avertisseur détonnant.

1428° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Piron (Bernard), fabricant d'encriers, à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 39, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 mai 1864, pour un encrier à double fermeture intérieure.

1429° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 février 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pratt (Daniel-L.), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 février 1865, pour perfectionnements dans la fabrication de la tôle de fer.

1430° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société A. Renonard et compagnie, dite *Compagnie des salins du Midi*, à Paris, place Vendôme, n° 15, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 décembre 1863, pour perfectionnements apportés à la fabrication et aux applications industrielles de la magnésie.

1431° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Riche (Louis), employé au chemin de fer de l'Ouest, rue du Château-Becon, n° 5, à Asnières, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 avril 1863, pour un appareil dit *ferme-voie*, destiné à prévenir les accidents sur les chemins de fer.

1432° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robert de Massy (Louis-Pierre), manufacturier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 mars 1865, pour une presse dite *presses Robert de Massy*.

1433° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Sébille (Charles-Félix), manufacturier, rue Dudesnèze, n° 4, à Nantes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 décembre 1861, pour produits à base d'ardoise, non métalliques, inoxydables.

1434° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Texte (Claude-Nicolas), à Paris, rue de Lancry, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 mars 1865, pour une ébrousse-sablense mécanique.

1435° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Théron fils, à la Bastide, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 décembre 1864, pour un système d'échalas et de tuteurs en fonte ou en fer.

1436° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tussaud (Félix), mécanicien, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 février 1865, pour un système de construction de contre-espaliers doubles.

1437° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vannet (François-Charles), négociant, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 novembre 1864, pour des perfectionnements à la forme des porte-plumes.

1438° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Weil (Frédéric), chimiste, à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 décembre 1863, pour des procédés ayant pour but de revêtir des métaux d'une couche d'autres métaux.

1439° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bertsch (Auguste), à Paris, rue de la Fontaine-Saint-Georges, n° 27, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 août 1864, pour un parapluie applicable aux lignes télégraphiques.

1440° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Vosges, par le sieur Briot (Nicolas-

François), cafetier, à Bussaug, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 mars 1863, pour un compteur mécanique à cigares.

1441^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carpentier (Henri), manufacturier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 avril 1863, par le sieur Marchais, dont il est cessionnaire, pour des perfectionnements apportés aux machines à imprimer les papiers peints.

1442^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Cavalerie, rue Mery, n° 24, à Bordeaux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 avril 1864, pour un moteur à force d'inertie et à pression atmosphérique continue.

1443^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Douch (Jacques-Isidore) et Sherriff (Thomas), le premier, chef d'atelier, et le second, chef de dépôt au chemin de fer de l'Ouest, gare des Batignolles, à Paris, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1864, pour un appareil fumivore indicateur.

1444^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Digney frères et compagnie, fabricants d'appareils télégraphiques, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 août 1857, pour des perfectionnements dans les appareils télégraphiques.

1445^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur du Liège de Puychaumère (Marie-Joseph-Eugène), commis de direction des contributions indirectes, rue Neuve-des-Carrières, à Charenton, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 mai 1863, pour un système de fusil et pistolet se chargeant par la culasse en faisant faire chariot au canon ou à la culasse.

1446^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Enaudeau (Ferdéric-Auguste), fabricant, représenté par le sieur Robert fils, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 octobre 1864, pour des perfectionnements dans la fabrication des talons de chaussures.

1447^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fergus (Édouard), à Paris, rue des Jeûneurs, n° 40, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 décembre 1860, pour des régulateurs de pression pour le gaz d'éclairage, de chauffage et pour les conduites d'eau.

1448^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Fols (Étienne), chemin des Chartreux, n° 77, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 avril 1864, pour un bec à double courant d'air chaud pour les lampes destinées à brûler le pétrole.

1449^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fontenau (Félix), à Paris, rue Taithout, n° 16, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 avril 1864, pour un système de navigation aérienne.

1450^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par la société Four (Victor) et compagnie, rue de Tilsit, n° 52, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1863, pour diverses dispositions perfectionnées de boîtes à allumettes chimiques.

1451^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Guyot (Philéas-Adolphe), entrepreneur du travail des vins de Champagne, à Aÿ, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 janvier 1865, pour une fontaine à pression pour tirer vins et liqueurs en bouteilles, robinets et soupapes à communication d'air.

1452^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 avril 1865, au

secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Magnier (Charlemagne), employé, à Paris, boulevard de Magenta, n° 127, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 janvier 1865, pour un système de wagon destiné à amortir le choc lors de la rencontre de deux trains sur une voie ferrée.

1453° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marie (Henry-Louis), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 juillet 1859, pour des perfectionnements dans les machines à défricher et à déblayer le sol.

1454° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marie (Gustave-Alphonse-Alexandre-Frédéric), mécanicien, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 mai 1863, pour un système d'irrigateur.

1455° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mathieu (Alexandre-Alphonse), constructeur-mécanicien, représenté par le sieur Dubuisson, à Paris, boulevard du Prince-Eugène, n° 26, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 novembre 1863, pour un timbre humide à directrices avec mouvement de retour fixe ou portatif.

1456° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 mars 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Meyer (Jean-Gaspard-Placide), fabricant de chapeaux de paille, représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} avril 1864, pour un genre de tissu pour chapeaux, garnitures, etc.

1457° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Munier (Ch.) et Prévost, filateurs, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 août 1864, pour des perfectionnements apportés aux régulateurs des métiers *self-acting*.

1458° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pastorelly (Jean-Antoine), négociant, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 17, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 février 1865, pour perfectionnements aux armes à feu portatives se chargeant par la culasse, applicables aux canons de tout calibre.

1459° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Pélegrin (Félix-Antoine-Adolphe), inspecteur des lignes télégraphiques, et Garbeiron (Auguste-Ferdinand), capitaine de frégate en retraite, à Paris, rue des Batignolles, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 décembre 1862, pour procédé d'immersion de câble télégraphique sous-marin.

1460° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Perrin (Jean-Pierre), rue du Bœuf, n° 6, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 juin 1864, pour procédé de fabrication d'un tissu dit *chenillé français*.

1461° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Peyre (Guillaume-Amédée-Filliol), à Paris, rue de Lafayette, n° 126, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 novembre 1864, pour un compteur de marques dit *grapho-statique*, applicable à la mesure du temps, de l'espace ou travail effectué.

1462° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Basses-Alpes, par le sieur Ravel (Auguste), fabricant de draps, à Barrême, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 avril 1864, pour une machine propre à laver la laine, dite *liro-planther*.

1463° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le comte de Sparre (Pietro-Amhjoern), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} septembre 1864, pour un système de transmission des signaux.

1464° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Teste (Claude-Nicolas), à Paris, rue de Lancry, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 août 1864, pour un char bitumeux et b'bonneur.

1465° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Cher, par le sieur Bernard (Félix), constructeur-mécanicien, à Bourges, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 juillet 1864, pour un contre-batteur universel.

1466° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Bonzel (Adolphe), fabricant de sucre, à Haubourdin, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 mars 1865, pour une presse servant à l'extraction du jus de la betterave.

1467° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur du Bourlanc (Armand), à Paris, rue de Miroménil, n° 39, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 décembre 1864, pour l'application aux portraits photographiques d'armoires et couronnes.

1468° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Castedel (Michel-Auguste), serrurier, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 mai 1861, pour perfectionnements apportés dans le mécanisme des stores de cuisines, portes et boutiques.

1469° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Censor (Pierre), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 mai 1864, par les sieurs Steinbach et Elster, dont il est cessionnaire, pour divers perfectionnements apportés aux machines à coudre.

1470° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Crozier-Derazières (Jean-François), rue Bodin, n° 2, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 octobre 1861, pour un système de métier moteur et mécanique propre au tissage des étoffes de soie dites *taffetas*.

1471° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Eure, par le sieur Dumort (Ray-Alexandre), cultivateur, à Puchay, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 octobre 1864, pour un système de charrue à avant-train et à roues perfectionnés.

1472° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gevelot (Jules-Félix), fabricant, représenté par le sieur Calamel, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 30, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 janvier 1865, pour cartouches à broche sans fuite de gaz.

1473° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Labare (Edmond-Marié-Aimar), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 juin 1864, pour des perfectionnements apportés au lestage des navires.

1474° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Latreille (Louis), horloger, à Souberton, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 avril 1864, pour un système de mise à plomb d'horloge ou pendule dite *mise à plomb simplifiée Latreille*.

1475° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leclerc (Félix-Alexis-Fulgence), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 avril 1859, pour procédés chimiques s'appliquant sur les cuivres noirs, dorés, etc.

1476° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 avril 1865, au

secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lenoir (Jean-Joseph-Etienne), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 mars 1865, pour perfectionnements apportés aux appareils rotatifs.

1477° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maris (Jean-Jacques), fabricant, à Paris, rue Geoffroy-l'Asnier, n° 28, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 février 1862, pour une lampe à schiste.

1478° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Martin (Emile) et Martin (Pierre-Emile), maîtres de forges, représentés par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 mars 1865, pour une méthode de fabrication d'un métal mixte.

1479° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Pierre-Emile), maître de forges, représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 mars 1865, pour un procédé de fabrication de l'acier fondu, du fer fondu et du métal mixte.

1480° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Martin (Antoine), menuisier, représenté par le sieur Besières, place des Quatre-Tours, n° 6, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 avril 1864, pour une façon de lames de persiennes.

1481° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Mercier (Jean), menuisier, à Châteauneuf, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 avril 1864, pour un système de table à brisures à jour articulée.

1482° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Milliat (Étienne) et Bellot (Jean-Marie), rue Sainte-Baume, n° 8, à Aix, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 mai 1864, pour un système de machines à bastir les chapeaux rime et à feutrer les bastissages.

1483° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de l'Indre, par le sieur Nicaud (François), à Cluis, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 juillet 1863, pour un système de traverses en fer pour chemins de fer et fixation de rails.

1484° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Quinet (Alexandre-Marie), chimiste-photographe, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 novembre 1862, pour un mode de fermeture automatique et intérieure des ballons en caoutchouc et autres, applicable aux jouets d'enfants et aux décorations aériennes de jour et de nuit.

1485° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Ricard (Jean), lampiste, rue Montyrand, n° 29, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 avril 1864, pour un gazogène portatif.

1486° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Samain (Pierre), mécanicien, représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 mars 1865, pour un système d'élévation d'eau et d'alimentation des générateurs à vapeur.

1487° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sauval (Constant), mécanicien, représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 juin 1862, pour un métier à doubler et à retordre.

1488° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente-Inférieure, par le sieur

Bourdron (Joseph) fils, menuisier, à Cozes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 février 1863, pour un système de tables à rallonges automatiques pour salles à manger.

1489° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourguignon (Jean-Georges-Etienne), représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 août 1863, par les sieurs Baliat et Dangivillé, dont il est cessionnaire, pour un mode de traitement des matières grasses et huileuses et leur transformation en un produit applicable à la fabrication des bougies.

1490° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carvin (Andréric), représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 mars 1862, pour une houe à cheval dite *houe à queue*.

1491° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chauffourier (Jules-Alfred), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 décembre 1862, pour une machine à égrener le coton.

1492° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Drôme, par le sieur Chevadier (Antoine-Daniel), docteur en médecine, à Dis, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 avril 1864, pour un appareil pour bains de vapeur térébenthinée à domicile.

1493° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Darlot (Alphonse), opticien, représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 novembre 1864, pour un système de diaphragmes applicable aux montures d'objectifs pour la photographie et autres instruments d'optique.

1494° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Girard (Jean-Siméon-Joseph-Napoléon), directeur de l'office de publicité, à Nancy, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 décembre 1864, pour un genre de placard multiple à exposition dit *tabulam-monitum Girardi*.

1495° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guignon (Hippolyte), mécanicien, à Paris, rue Doudeauville-la-Chapelle, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 décembre 1864, pour un alcoolisateur à double effet propre à la rectification des alcools et à la désinfection des vapeurs alcooliques.

1496° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hamilton (Edouard), constructeur, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 janvier 1864, pour un système de bouchage des bouteilles destinées à contenir des liquides gazeux.

1497° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jean (Louis-Joseph-Joachim), dit Lheullier, représenté par le sieur Claës, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 juin 1863, pour un système de grille rotative pour foyers à vapeur.

1498° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Liès-Bodart (Jean-Pierre), professeur de chimie, représenté par le sieur Laviaille, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 avril 1864, pour procédé de conservation des viandes et autres matières organiques azotées.

1499° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lillie (John-

Scott), représenté par le sieur Dufrené, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 29 mars 1864, et expirant le 5 février 1878, pour perfectionnements apportés dans les appareils de propulsion par la pression atmosphérique.

1500° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Normand (Benjamin-Charles), représenté par le sieur Vinck, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 juillet 1863, pour perfectionnements dans les machines à vapeur à deux ou plusieurs cylindres.

1501° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pigeot (Jean-Baptiste-Engène), représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 novembre 1863, pour la fabrication des clous à ferer et autres par procédés mécaniques.

1502° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Prouvest (Auguste), filateur, élisant domicile à Paris, hôtel de l'Europe, rue de Valois, Palais-Royal, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 mars 1863, pour un moteur à air comprimé mécaniquement, chauffé moléculairement et saturé de vapeur.

1503° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robert de Massy (Louis-Pierre), manufacturier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 mars 1865, pour une presse dite *presse Robert de Massy*.

1504° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Kohls (Jean-Christien), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} mars 1864, pour une presse rotative à godets presseurs mobiles et ses diverses applications.

1505° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Rossier (Louis-Antoine), professeur, rue des Abeilles, n° 2, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 novembre 1864, pour application d'un propulseur à la navigation.

1506° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Sallier aîné, Sallier fils et Dorgeval, rue Tronchet, n° 43 et 45, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 avril 1864, pour un métier de tissage mécanique spécialement affecté aux étoffes de soie, taffetas et armures.

1507° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sempé (Julien-Pierre-Faustin), docteur en médecine, à Paris, rue de Vanves, n° 205 (ancien Montrouge), et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 juillet 1864, pour la fabrication de la quinine artificielle à différents degrés et types corollaires.

1508° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wanner (Christian), mécanicien, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 août 1864, pour des perfectionnements dans la fabrication des fermetures des sacs de voyage, sacs à ouvrage, nécessaires, porte-monnaie, etc.

1509° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par les sieurs Bazin (Ernest) et Hemery (Jules), rue de la Chalouère, n° 53, à Angers, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 février 1865, pour l'application de l'électricité à l'injection des bois au moyen de courants alternatifs produits par une machine magnéto-électrique.

1510° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par le sieur Benoist (Yves-Benjamin-Noël), mécanicien, à Étampes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 avril 1862, pour un manège portatif.

1511° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Borie (Henry-Jules), chaussée du Pont, n° 1, à Boulogne-sur-Seine, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 mai 1864, pour un système de constructions dites *ciêles adriennes*.

1512° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Bousquet (Pascal-Calixte) fils, rue du Muguet, n° 6, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 octobre 1864, pour une machine dite *tan-deur de mèches* (système Bousquet fils).

1513° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la compagnie anonyme des forges de Châtillon et Commentry, représentée par le sieur Veulhody, à Paris, rue du Conservatoire, n° 11, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 février 1864, pour un mode de fabrication des plaques de blindage pour navires cuirassés et autres emplois analogues.

1514° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cotelle (Eugène-Alphonse), distillateur, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 février 1864, pour appareil pour la concentration et la distillation de l'acide sulfurique et autres acides et pour la concentration de toutes les solutions en général.

1515° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dubourg (Antoine-Louis-Victor), docteur en médecine, à Paris, rue Saint-Honoré, n° 211, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 décembre 1863, pour un bec de gaz à cheminée dit *bec omnivore*.

1516° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Houel (Jules-Baptiste), représenté par le sieur Gutperle, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 1, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 janvier 1862, pour une boîte à photographie dite *boîte monocle à photographier*.

1517° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Hugand (Joseph), à Charlieu, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 novembre 1856, pour une machine à coudre et à broder.

1518° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jeannelle (Louis-Thibaud), peintre en voitures, à Paris, rue des Poissonniers, n° 64, impasse n° 3, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 août 1856, pour un genre de frein pour chemins de fer.

1519° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Macaigne neveux et Macaigne (Jules), à Paris, rue du Bouloir, n° 8, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 novembre 1863, pour une modification apportée à la mécanique Jacquart.

1520° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Maître (Joseph), représenté par le sieur Mongin, à Dijon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 décembre 1864, pour un procédé destiné à l'écorcement des bois.

1521° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Mallet (Jules-Théodore-Anatole), rue Préfontaine, n° 38, à Rouen, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} juillet 1864, pour des procédés relatifs à la fabrication du chlore.

1522° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Périer (Alexandre-Auguste), à Paris, rue de Marignan, n° 25, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} septembre 1864, pour des procédés propres à extraire le sucre cristallisable, ainsi que d'autres produits utiles, des sirops mélassés et de toutes autres matières sucrées.

1523° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Parrier (Pierre), représenté par le sieur Guy, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 novembre 1864, pour un genre de fermoir à ouverture invisible pour porte-monnaie, bourses, sacs, étuis, etc.

1524° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Perrier (Louis-Félix), menuisier, à l'Eperon-du-Prado, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 janvier 1858, pour une machine propre à la fabrication des allumettes en cire et en bois.

1525° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département d'Ille-et-Vilaine, par le sieur Perrigault (Joseph), rue la Monnaie, n° 1, à Rennes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 novembre 1864, pour un système de ventilateurs insufflants opérant de fortes pressions d'air avec des vitesses tangentielles modérées.

1526° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Prouvost (Auguste), filateur, élisant domicile à Paris, hôtel de l'Europe, rue de Valois (Palais-Royal), et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 décembre 1863, pour un pyromoteur ou machine calorique utilisant plusieurs fois les mêmes molécules en les régénérant par une certaine quantité d'autres de même espèce ou d'espèces différentes.

1527° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Saurer (Étienne), mécanicien, et de Fleury (Eugène), représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 août 1862, pour un genre de foyer fumivore applicable aux fourneaux de machines à vapeur de terre ou de mer.

1528° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Vigoureux (Joseph), à Nîmes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 mars 1865, pour un système d'appareils propres à brûler, pour l'éclairage et au moyen d'un courant d'air, les gaz dégagés par les huiles minérales.

1529° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Wilson (Edward-Brown) et de Bergue (Charles-Louis-Aimé), représentés par le sieur Krahnass, à Paris, rue d'Isly, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 avril 1864, pour diverses applications industrielles de la combustion à flamme renversée.

1530° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Ynard (Sylvain-Pierre), fruitier, Gibet (Olivier-Jean), cocher, à Paris, le premier, rue Amelot, n° 45, et le second, rue de Charenton, n° 56, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 avril 1864, pour procédés de conservation des peintures, vernis et enduits.

1531° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brico (Louis), marchand de chaussures, élisant domicile à Paris, boulevard de Denain, n° 7, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 décembre 1864, pour un procédé avec appareils servant à la fabrication des chaussures.

1532° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Butt (Jean-Guillaume), mécanicien, et Martin (Jean-Alfred), négociant, à Paris, rue Saint-Maur, n° 238, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 octobre 1862, pour une machine à vapeur locomobile.

1533° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Choumara (Eugène-Xavier), représenté par le sieur Lejeune, à Paris, rue de Bondy, n° 32, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 mars 1863, conjointement avec le sieur Duzeliez, pour un système de pot au feu ou marmite tubulaire, le système pouvant s'appliquer à d'autres ustensiles culinaires.

1534° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 mai 1865, au se-

crétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Cosuille (Pierre) et Bardon (Marie-Charles-Edmond), représentés par le sieur Brade, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 novembre 1864, pour système de traversins et de sommiers élastiques.

1535° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur d'Hofier (Jules), au château d'Arques, commune d'Avignonnet, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 janvier 1865, pour l'extraction de l'huile de maïs, la reconstitution de la farine pour la rendre propre à la consommation et à la distillation.

1536° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Durvoir (Rurcias), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 mars 1860, pour perfectionnements apportés dans les machines à battre locomobiles et dans leur commande.

1537° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Foubet (Adrienne-Anastasia), représentée par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 décembre 1863, pour la rectification des alcools de toutes provenances.

1538° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Foucault (Louis), représenté par le sieur Vinck, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 août 1862, pour un système de régulation du mouvement des machines.

1539° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Frinnet (Jean-Marc), rue Consolat, n° 172, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 mai 1864, pour un système de roues en fer, fonte, tôle et bois, applicable à toute espèce de locomotion.

1540° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nelson (Jean-Baptiste), représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 avril 1864, pour un système universel de réduction, cémentation et fusion rapide de minerais de fer et autres, ainsi que des scories, crasses et battitures.

1541° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacquin (Antoine-Gustave), mécanicien, représenté par le sieur Biennais, à Paris, rue d'Edouard, n° 82, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 juin 1864, pour un système de métier rectiligne à faire la maille dite *côte anglaise*.

1542° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Keim (Frédéric) père, constructeur, à Thann, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 juillet 1859, pour un métier à tisser.

1543° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Le Mat (Alexandre-François), lieutenant-colonel, aide de camp du gouverneur de la Louisiane, représenté par le sieur Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 juillet 1859, pour des perfectionnements aux révolvers.

1544° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lugand (Pierre-Philippe) et Bassères (Bonaventure-François-Jean), à Paris, rue Neuve-de-la-Pelouse, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 novembre 1864, conjointement avec le sieur Jehnesu, pour épurateur d'eau d'alimentation des chaudières à vapeur.

1545° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mann-Schmitt et compagnie, manufacturiers, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le

19 décembre 1864, pour procédés et perfectionnements dans la fabrication des serrures en général et leurs accessoires.

1546° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mathieu (Jules), à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 juillet 1862, pour des perfectionnements aux chaudières à vapeur.

1547° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Novien (Jean-Baptiste), représenté par le sieur Vinck, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 juillet 1864, pour un procédé de démoulage après l'estampage.

1548° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Oustry (Jean), mécanicien, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 novembre 1864, pour des perfectionnements dans les moyens d'équilibrer les meules de moulins.

1549° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pierquin (Hippolyte-Émile), dessinateur, à Paris, rue du Bouloir, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 janvier 1865, pour moyens propres à remplacer les cartons de la mécanique Jacquart.

1550° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur de Poilly (Édouard) fils, représenté par le sieur Surugue, à Arras, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 novembre 1862, pour une clef mécanique avec serrure de sûreté.

1551° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Renou (Olivier), cultivateur, à Brain-sur-l'Authion, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 mai 1864, pour une machine à broyer le chanvre.

1552° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 avril 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schneider (Georges), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 octobre 1863, pour des perfectionnements dans les armes à feu se chargeant par la culasse et dans la fabrication des cartouches qui s'y rattachent.

1553° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Tavernier père, fils et compagnie, manufacturiers, à Paris, cité de Trévise, n° 3, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 avril 1864, pour perfectionnements à la peigneuse dite à pince.

1554° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Violette (Jules-Henri-Michel), commissaire des poudres et salpêtres, à Lille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 février 1864, pour la fabrication des vernis.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Vichy, le 5 Août 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.



Certifié conforme :

Paris, le 5^e Janvier 1867.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1454.

N° 14,818. — *RAPPORT À L'EMPEREUR, suivi de deux décrets du 28 novembre 1866, l'un portant organisation de l'administration de la Justice à la Nouvelle-Calédonie et dépendances, et l'autre fixant les Traitements, les parités d'Offices et le Costume des Magistrats et Greffiers de cette Colonie.*

Paris, le 28 novembre 1866.

SIRE,

Depuis plusieurs années, les justiciables de la Nouvelle-Calédonie ont demandé que les crimes, délits ou litiges jugés jusqu'à ce jour, dans ces établissements, par des officiers ou fonctionnaires, fussent déferés, comme dans la métropole, à des tribunaux composés de magistrats titulaires.

Le gouverneur de ces possessions a insisté, à diverses reprises, pour que ce vœu fût pris en considération.

Aux termes de l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854, c'est à l'Empereur seul qu'il appartient de régler l'organisation judiciaire de nos colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion. J'ai l'honneur, en conséquence, de soumettre à l'approbation de Votre Majesté deux projets de décrets : le premier, portant organisation de l'administration de la justice à la Nouvelle-Calédonie et dépendances; le second, fixant les traitements, parités d'offices et costume des magistrats et greffiers de cette colonie.

La plus essentielle des mesures édictées par le projet de décret organique a pour objet de substituer aux prescriptions du Code de procédure civile en matière ordinaire des dispositions analogues à celles qui sont en vigueur pour le contentieux devant le Conseil d'État. Cette substitution simplifiera la marche des procédures en même temps qu'elle évitera aux justiciables des formalités coûteuses qui, dans un établissement naissant, seraient de nature à gêner le mouvement des affaires et à ralentir la marche du progrès.

Je signalerai aussi à l'Empereur l'institution des commissions spéciales de justice qui sont appelées à connaître des actes d'hostilité et des crimes commis par les indigènes. En face d'une population peu familiarisée encore avec les idées de civilisation, l'autorité française doit être investie des pouvoirs nécessaires pour assurer la sécurité de notre possession; il m'a paru, dès lors, qu'il y avait lieu de recourir aux moyens de répression dont l'expérience a déjà fait apprécier l'efficacité en Algérie.

XT Série.

Celles des autres dispositions qui dérogent aux traditions métropolitaines, soit en matière d'organisation judiciaire, soit en matière de législation, ont déjà été consacrées par des décrets antérieurs, et, en dernier lieu, par le décret du 25 juillet 1864 ⁽¹⁾, portant organisation de la justice dans la Cochinchine française.

Je crois devoir ajouter que Son Excellence M. le garde des sceaux a donné son adhésion aux deux projets de décrets que j'ai l'honneur de soumettre à la sanction de Votre Majesté.

J'ai l'honneur d'être, avec un profond respect,

Sire,

De Votre Majesté,

Le très-humble, très-obéissant serviteur
et très-fidèle sujet,

Le Ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Signé P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 14,819. — DÉCRET IMPÉRIAL portant organisation de l'administration de la Justice à la Nouvelle-Calédonie.

Du 28 Novembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu l'ordonnance du 28 avril 1843 ⁽¹⁾;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 4 du décret du 1^{er} décembre 1858 ⁽²⁾;

Vu le décret du 14 janvier 1860 ⁽³⁾;

Vu l'avis de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, en date du 27 juin 1866,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

TITRE I^{er}.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

ART. 1^{er}. Dans la Nouvelle-Calédonie et dépendances, la justice est administrée conformément aux dispositions du présent décret.

2. Les audiences des tribunaux sont publiques au civil comme au criminel, excepté dans les affaires où la publicité sera jugée dangereuse pour l'ordre ou les mœurs. Dans tous les cas, les jugements seront prononcés publiquement et devront toujours être motivés.

3. Le gouverneur est provisoirement autorisé à faire toutes promulgations et tous règlements nécessaires pour assurer l'exécution du présent décret.

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1240, n° 12,623.

⁽²⁾ 11^e série, Bull. 1003, n° 10,645.

⁽³⁾ 11^e série, Bull. 652, n° 6063.

⁽⁴⁾ 11^e série, Bull. 777, n° 7399.

4. Les lois, décrets, arrêtés et règlements dans la Nouvelle-Calédonie sont exécutés :

1° Au chef-lieu, le lendemain de leur publication dans le journal officiel;

2° Dans les autres localités, après les délais qui seront fixés proportionnellement aux distances, par un arrêté du gouverneur.

5. Dans les circonstances exceptionnelles, si l'autorité locale juge nécessaire de hâter l'exécution des actes du gouvernement en les faisant parvenir par voie accélérée dans les localités, ces actes y seront exécutés le lendemain du jour où ils auront été publiés à son de trompe ou par affiches.

TITRE II.

DES TRIBUNAUX.

§ 1^{er}. — Des tribunaux de Nouméa.

6. Dans la ville de Nouméa, il y a un tribunal de première instance, un tribunal de commerce et un tribunal supérieur. L'étendue du ressort de ces tribunaux est réglée par un arrêté du gouverneur pris en conseil d'administration.

7. Un procureur impérial, chef du service judiciaire, exerce l'action publique dans le ressort des tribunaux de Nouméa et remplit les fonctions du ministère public près les juridictions de première instance et d'appel. Il peut lui être adjoint un substitut pour les fonctions du ministère public. Le procureur impérial et son substitut sont nommés par Nous.

8. Le tribunal de première instance est composé d'un juge impérial et d'un greffier nommés par Nous.

Comme tribunal civil, il connaît en dernier ressort de toutes les demandes qui n'excèdent pas mille cinq cents francs de valeur déterminée ou soixante francs de revenu, et, à charge d'appel, de toutes les autres actions.

Comme tribunal de simple police et de police correctionnelle, il connaît en dernier ressort de toutes les contraventions de police, et, à charge d'appel, de toutes les autres contraventions et de tous les délits correctionnels.

9. Le juge impérial remplit, en outre, les fonctions de juge d'instruction.

10. Le tribunal de commerce de Nouméa est composé de cinq notables commerçants français ou étrangers, résidant depuis un an au moins dans la colonie, nommés, chaque année, par le gouverneur, qui désigne en même temps le président. Ils peuvent être indéfiniment renommés. Ils ne peuvent rendre les jugements qu'au nombre de trois. Le président et les juges ne reçoivent aucun traitement. Un greffier nommé par Nous est attaché à ce tribunal.

11. Les attributions du tribunal de commerce de Nouméa sont les mêmes que celles des tribunaux de commerce de France.

12. Le gouverneur peut, par arrêté spécial, dispenser le président et les juges du tribunal de commerce des conditions d'âge prescrites par l'article 620 du Code de commerce.

13. Le tribunal supérieur se compose d'un juge président nommé par Nous.

Le greffier du tribunal de première instance remplit les mêmes fonctions auprès du tribunal supérieur.

Comme tribunal d'appel, le tribunal supérieur connaît :

1° De tous les appels des jugements rendus par le tribunal de première instance en matière civile et correctionnelle;

2° Des jugements rendus par le tribunal de commerce;

3° Des jugements au civil, au commercial et au correctionnel, rendus par les commissions instituées en l'article 16 ci-après et concernant des Français ou des Européens;

4° Des demandes formées par les parties ou par le procureur impérial en annulation des jugements de simple police pour incompétence, excès de pouvoirs ou violation de la loi.

Constitué en tribunal criminel, il connaît, suivant les règles de compétence déterminées en l'article 17 ci-dessous, de toutes les affaires qui sont portées en France devant les cours d'assises.

Dans ce dernier cas, le juge président est assisté du juge impérial, de l'un des membres du conseil de guerre, à la désignation du gouverneur, et de deux assesseurs désignés par la voie du sort, sur une liste de dix notables dressée, chaque année, par le gouverneur.

Les assesseurs ont voix délibérative sur la question de culpabilité seulement.

Trois voix sont nécessaires pour qu'il y ait condamnation.

14. Le gouverneur détermine, par arrêté, les conditions d'âge des assesseurs du tribunal supérieur, ainsi que les incompatibilités, les empêchements, la forme du tirage au sort, le mode de convocation et le droit de récusation.

15. Des interprètes assermentés peuvent être attachés au service des tribunaux et répartis suivant les besoins, par arrêté du gouverneur.

§ 2. — *De la justice en dehors du ressort des tribunaux de Nouméa et en ce qui concerne les fautes commises par les indigènes dans le service militaire ou administratif.*

16. En dehors du ressort des tribunaux de Nouméa, la justice est rendue par les conseils de guerre, par des commissions spéciales, par les chefs militaires et par le gouverneur.

Les conseils de guerre connaissent des affaires criminelles, suivant les règles de compétence établies au titre suivant.

Les commissions spéciales connaissent des actes d'hostilité et des crimes commis par les indigènes et qu'il est impossible de déférer aux conseils de guerre.

Les commissions spéciales connaissent également des affaires civiles et commerciales, ainsi que des délits et contraventions, le tout suivant les règles de compétence indiquées au titre III.

Elles peuvent prononcer en dernier ressort de six mois de détention et cinq cents francs d'amende. Les jugements en premier ressort, qui peuvent les annuler ou les réformer.

Le nombre, la composition et le mode de nomination sont réglés par des arrêtés du gouverneur d'administration.

Les chefs militaires peuvent infliger aux militaires dans le service militaire ou administratif des tribunaux de Nouméa comme en

TITRE III.

COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX

17. Les tribunaux de Nouméa connaissent des affaires civiles et commerciales dans l'étendue de la circonscription de l'article 6, ainsi que de tous les délits et contraventions commis dans l'étendue du même territoire, qu'appartiennent les parties, les accusés et les témoins.

Ils connaissent également des crimes commis par des Européens ou par des indigènes, et des délits commis par des Européens ou au préjudice d'Européens.

18. Tous les crimes et délits ayant un caractère de gravité sont réservés aux conseils de guerre, sur la proposition du chef de guerre.

19. Les commissions spéciales jugent, dans la limite de leur compétence que les tribunaux de première instance de Nouméa, les affaires civiles et commerciales des Européens et les indigènes.

Outre les affaires criminelles qui leur sont attribuées par le paragraphe 3, ci-dessus, pour les indigènes, les délits commis soit par les Européens, soit par les indigènes.

En matière correctionnelle, les jugements sont toujours susceptibles d'appel.

L'appel des affaires civiles et commerciales, correctionnelles, est porté devant le gouverneur, intéressé que les indigènes, et, dans le cas contraire, devant le tribunal supérieur de Nouméa.

Les crimes commis par les indigènes et les délits commis par l'article 16, paragraphe 3, aux commissions par l'article 17 au tribunal supérieur de Nouméa, sont réservés aux conseils de guerre.

Les commissions spéciales connaissent des affaires civiles et commerciales des Européens et des indigènes.

20. Tout jugement portant condamnation peut être exécuté sans l'autorisation formelle du gouverneur.

21. Les jugements du tribunal criminel de Nouméa ne sont susceptibles que du recours en grâce avec sursis préalable.

Le sursis est accordé par le gouverneur.

Le droit de faire grâce n'appartient qu'à l'Empereur.

22. En matière civile et commerciale, les tribunaux et les commissions spéciales appliquent les dispositions du Code Napoléon et du Code de commerce en vigueur en France.

En matière de simple police, de police correctionnelle et en matière criminelle, ils ne peuvent prononcer d'autres peines que celles établies par la loi française.

TITRE IV.

DE LA PROCÉDURE DEVANT LES TRIBUNAUX DE NOUMÉA.

SECTION I^{re}.

PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE.

PREMIÈRE PARTIE.

DE L'INTRODUCTION ET DE L'INSTRUCTION DES INSTANCES.

23. Toutes les instances civiles sont dispensées du préliminaire de conciliation; néanmoins, pour toutes les affaires qui, en France, sont soumises à ce préliminaire, le juge impérial devra inviter les parties à comparaître en personne, sur simple avertissement et sans frais.

24. La procédure devant les tribunaux de la Nouvelle-Calédonie se fait sans le ministère d'avoués.

Toutes les demandes sont formées par requête, signée de la partie ou de son mandataire.

La requête contient l'exposé sommaire des faits et des moyens, les conclusions, les noms et demeures des parties, l'énonciation des pièces dont on entend se servir et qui y seront jointes, l'indication du tribunal qui doit en connaître et du délai pour comparaître.

25. Les requêtes et, en général, toutes les productions des parties sont déposées au greffe du tribunal, où elles sont inscrites sur un registre suivant leur ordre de date.

26. Les requêtes sont communiquées aux parties intéressées par les soins du greffier, dans les vingt-quatre heures du dépôt. Les parties sont tenues de répondre et de fournir leurs défenses dans les délais suivants: dans quinze jours, si leur demeure est dans le chef-lieu du tribunal ou n'en est pas éloignée de plus de cinq myriamètres; dans le mois, si elles demeurent dans toute autre partie de la colonie. A l'égard de la France, des autres colonies et des pays étrangers, les délais sont réglés par le tribunal.

Ces délais commencent à courir du jour de la signification de la requête à personne ou à domicile par le greffier,

dont les uns ont fourni leurs défenses et les autres seraient en défaut de les fournir, il est statué à l'égard de toutes par le même jugement.

28. Les parties ou leurs mandataires peuvent prendre communication des productions de l'instance au greffe sans frais. Les pièces ne peuvent être déplacées, si ce n'est qu'il n'y en ait minute et que la partie y consente.

29. Dans aucun cas, les délais pour fournir ou signifier requête ne sont prolongés par l'effet des communications.

30. Le jour de l'audience est fixé sur la demande de la partie la plus diligente; à cette audience, les parties ou leurs mandataires sont autorisés à présenter des observations orales et à développer leurs conclusions.

31. Aucune signification ne peut être valablement faite qu'à la personne ou au domicile réel ou d'élection, ou à la résidence soit de la partie, soit d'un mandataire porteur d'un pouvoir spécial.

32. Lorsque le lieu du domicile ou de la résidence de la partie citée n'est pas connu, l'exploit est affiché à la porte principale et dans l'auditoire du tribunal.

Il est, en outre, donné copie en duplicata à l'officier du ministère public près le tribunal compétent, lequel vise l'original, garde l'une des copies, dont il fait inscrire un extrait dans le journal désigné pour les insertions judiciaires. Pour les personnes qui habitent en France ou à l'étranger, la signification est faite au domicile de l'officier du ministère public près le tribunal compétent, lequel vise l'original et envoie la copie, pour les premiers, au ministre de la marine et des colonies, et pour les seconds, à celui des affaires étrangères.

33. Si, d'après l'examen d'une affaire, il y a lieu d'ordonner des faits ou des écritures soient vérifiés ou qu'une partie soit interrogée, il y est procédé suivant les formes et conditions qui sont terminées par le juge.

DEUXIEME PARTIE.

DES JUGEMENTS.

34. Les jugements contiendront les noms du juge et du impérial, ainsi que du défenseur, s'il y a lieu, les noms, et demeures des parties, le dispositif des conclusions et du tribunal.

35. Toute partie qui succombera sera condamnée à

36. Pourront néanmoins, les dépens, être compensés en partie entre conjoints, ascendants, descendants ou alliés au même degré. Les juges pourront aussi dépens en tout ou en partie, si les parties succombent sur quelques chefs.

37. Les cas où l'exécution provisoire doit ou

sont déterminés par les articles 135 et 136 du Code de procédure civile.

TROISIÈME PARTIE.

DES OPPOSITIONS AUX JUGEMENTS PAR DÉFAUT.

38. Les jugements rendus par défaut sont susceptibles d'opposition.

Cette opposition n'est recevable que pendant huitaine, à compter du jour de la signification au mandataire, s'il y en a, ou, dans le cas contraire, à personne ou domicile.

Pendant ce délai, les jugements par défaut ne sont pas exécutés, sauf les cas où, vu l'urgence, le juge a ordonné l'exécution, nonobstant l'opposition.

39. La requête de l'opposant contient les moyens d'opposition; elle est déposée au greffe et communiquée à la partie intéressée.

Si elle est admise, le juge remet, s'il y a lieu, les parties dans le même état où elles étaient auparavant.

Le jugement qui admet l'opposition est notifié dans la huitaine, à compter du jour où il a été rendu, au mandataire, s'il y en a un, sinon à personne ou domicile.

40. L'opposition d'une partie défaillante à un jugement rendu contradictoirement avec une autre partie ayant le même intérêt ne sera pas recevable.

QUATRIÈME PARTIE.

DES EXCEPTIONS.

§ 1^{er}. — Des renvois.

41. La partie qui a été appelée devant un tribunal autre que celui qui doit connaître de la contestation peut demander son renvoi devant le juge compétent.

Sa demande doit être faite dans la réponse à la requête originale. Si le tribunal est incompétent à raison de la matière, il renvoie d'office; la demande de renvoi peut être jointe au fond.

§ 2. — Des exceptions dilatoires.

42. Toute exception dilatoire doit être proposée dans la réponse à la requête originale.

Celui qui prétend avoir droit d'appeler en garantie doit le faire dans les huit jours, à compter de la demande introductive d'instance, outre le délai des distances.

43. Il n'y a point d'autre délai pour appeler garant, sauf à poursuivre les garants, mais sans que le jugement de la demande principale en soit retardé.

44. Néanmoins, l'héritier, la veuve et la femme séparée peuvent ne proposer leurs exceptions dilatoires qu'après l'échéance des délais pour faire inventaire et délibérer.

CINQUIÈME PARTIE.

DES INCIDENTS.

§ 1^{er}. — *Des demandes incidentes.*

45. Les demandes incidentes sont formées par une requête sommaire déposée au greffe du tribunal. Communication en est donnée à la partie intéressée pour y répondre dans les trois jours de la signification ou autre bref délai qui sera déterminé.

46. Les demandes incidentes sont jointes au principal pour y être statué par le même jugement.

S'il y a lieu, néanmoins, à quelque disposition provisoire et urgente, il y est pourvu par le tribunal ainsi qu'il appartiendra.

§ 2. — *De l'intervention.*

47. L'intervention est formée par requête qui est communiquée aux parties pour y répondre dans le délai fixé par le juge; néanmoins, la décision de l'affaire principale qui serait instruite ne peut être retardée par une intervention.

§ 3. — *De l'inscription de faux.*

48. Dans le cas de demande en inscription de faux contre une pièce produite, le juge fixe le délai dans lequel la partie qui l'a produite est tenue de déclarer si elle entend s'en servir.

Si la partie ne satisfait pas à cette demande ou si elle déclare qu'elle n'entend pas se servir de la pièce, cette pièce est rejetée.

Si la partie fait la déclaration qu'elle entend se servir de la pièce, le juge statue, soit en ordonnant qu'il sera sursis au jugement de l'instance principale jusqu'après le jugement de faux, soit en prononçant le jugement définitif, s'il ne dépend pas de la pièce arguée de faux.

49. Les moyens de faux doivent être notifiés au défendeur dans les huit jours de l'inscription en faux. La notification contient les faits, circonstances et preuves par lesquels le demandeur prétend établir le faux ou la falsification.

Le défendeur est tenu d'y répondre dans les huit jours par écrit.

Le juge décide quels sont les moyens qui sont admis; il ordonne en même temps qu'ils seront prouvés tant par titres que par témoins et qu'il sera procédé par expert à la vérification des pièces arguées de faux, le tout suivant les formes et conditions qu'il détermine par le même jugement.

§ 4. — *Des descentes sur lieux.*

50. Le juge impérial peut, dans le cas où il le croit nécessaire, se transporter sur les lieux. Il fixe les lieux, jour et heure de la descente, et en fait donner avis aux parties par le greffier.

§ 5. — *Des experts.*

51. S'il y a lieu à visite ou estimation d'objets, ouvrages ou marchandises, il est nommé un ou trois experts par le tribunal.

La récusation des experts ne peut être proposée que dans les trois jours de la nomination; elle est jugée sommairement et à la première audience.

52. Les experts nommés prêtent serment devant le tribunal ou le commissaire délégué. Ils déposent au greffe leur rapport dans le délai fixé par le juge; en cas de retard, ils sont condamnés par le tribunal à tous les frais frustratoires et à des dommages-intérêts, s'il y a lieu.

§ 6. — *Des reprises d'instances.*

53. Dans les affaires qui ne sont point en état d'être jugées, la procédure est suspendue par la notification du décès de l'une des parties ou par le seul fait du décès, de la démission, de l'interdiction ou de la destitution de son défenseur. Cette suspension dure jusqu'à la mise en demeure pour reprendre l'instance ou constituer un autre défenseur.

54. Dans aucun des cas énoncés en l'article précédent, le jugement d'une affaire en état ne peut être différé.

§ 7. — *Du désaveu.*

55. La demande en désaveu contre un défenseur doit être communiquée aux autres parties lorsqu'elle doit influencer sur le jugement d'une cause pendante devant le tribunal.

56. Il est procédé sommairement contre le défenseur désavoué.

§ 8. — *Des réglemens de juges. — Renvois à un autre tribunal et récusations.*

57. Dans tous les cas où, aux termes des articles 363, 368, 381, 382 du Code de procédure civile, il y a lieu à réglemens de juges, ou à renvoi devant un autre tribunal, pour parenté ou alliance, ou à récusation, la demande en règlement, renvoi ou récusation sera faite par simple requête adressée au gouverneur, qui prononcera sans appel sur le rapport du chef du service judiciaire: elle doit être formée dans les huit jours, à partir de la requête introductive d'instance ou à partir du moment où les causes qui y donnent lieu ont été connues.

Le demandeur qui succombe peut être condamné à une amende qui ne sera pas inférieure à cinquante francs, sans préjudice des dommages-intérêts de la partie, s'il y a lieu.

§ 9. — *De la péremption et du décès.*

58. Toute instance est éteinte par discontinuation de poursuites pendant trois ans. La péremption a lieu de droit et sans qu'il soit besoin de la demander. Elle n'éteint pas l'action, elle emporte seulement extinction de la procédure; en sus de la péremption, le demandeur principal peut être condamné à tous les frais de la procédure périmée.

59. Le désistement est fait par un simple acte signé des parties ou de leur mandataire spécial et signifié par le greffier. Il remet les choses, de part et d'autre, au même état qu'elles étaient avant la demande, et il emporte soumission de payer les frais pour la partie qui s'est désistée.

SIXIÈME PARTIE.

DE L'APPEL ET DE L'INSTRUCTION SUR APPEL.

60. L'appel des jugements rendus par le tribunal de première instance est formé par simple requête signée de la partie ou de son défenseur et déposée au greffe. La requête est enregistrée par le greffier, qui en délivre reçu et la notifie à la partie adverse.

61. Le délai pour interjeter appel des jugements contradictoires, en matière civile et commerciale, est de deux mois, à partir de la signification à personne ou au domicile réel ou d'élection.

Ce délai est augmenté à raison des distances, dans les conditions qui seront déterminées par un arrêté du gouverneur.

A l'égard des incapables, ce délai ne courra que par la signification à personne ou domicile de ceux qui sont chargés de l'exercice de leurs droits.

Dans aucun cas, l'appel ne sera reçu, ni contre les jugements par défaut ni contre les jugements interlocutoires, avant le jugement définitif.

62. Le président du tribunal supérieur fixe le jour où l'affaire sera appelée, et il en est donné avis aux parties ou à leurs défenseurs par le greffier.

63. Sont applicables, en tout ce qu'elles n'ont point de contraire au présent décret, les dispositions du livre III du Code de procédure civile métropolitain sur l'appel.

SEPTIÈME PARTIE.

DES VOIES EXTRAORDINAIRES POUR ATTAQUER LES JUGEMENTS.

§ 1^{er}. — De la tierce opposition.

64. Ceux qui veulent s'opposer à un jugement lors duquel ni eux, ni ceux qu'ils représentent n'ont été appelés, ne peuvent former leur opposition que par requête en la forme ordinaire; et, sur le dépôt qui en est fait, il est procédé conformément aux dispositions du livre IV, titre I^{er}, du Code de procédure civile, articles 474 et suivants.

65. La partie qui succombe dans la tierce opposition est condamnée à cent cinquante francs d'amende, sans préjudice des dommages-intérêts de la partie, s'il y a lieu.

§ 2. — Du recours contre les décisions contradictoires.

66. Il est interdit de présenter requête en recours contre une décision contradictoire, si ce n'est en deux cas :

Si le jugement ou arrêt a été rendu sur pièces fausses ;

Si la partie a été condamnée faute de représenter une pièce décisive qui était retenue par son adversaire.

67. Ce recours doit être formé dans le même délai et admis de la même manière que l'opposition à un jugement par défaut.

68. La requête en recours est communiquée aux parties à personne ou domicile, pour y fournir réponse dans le délai fixé pour les réponses aux demandes introductives d'instance.

69. Lorsqu'il a été statué sur un premier recours contre un jugement ou arrêt contradictoire, un second recours contre le même jugement ou arrêt n'est pas recevable.

70. Le jugement qui rejette le recours condamne le demandeur en trois cents francs d'amende, sans préjudice des dommages-intérêts, s'il y a lieu.

§ 3. — De la prise à partie.

71. Les dispositions du livre IV, titre III, du Code de procédure civile sur la prise à partie sont applicables, sous les réserves suivantes :

1° La prise à partie contre le tribunal supérieur est portée devant le gouverneur en conseil d'administration ;

2° La prise à partie est jugée par le même tribunal qui a admis la requête.

§ 4. — De l'exécution des jugements.

72. Sont applicables, en ce qui concerne l'exécution des jugements, les dispositions actuellement en vigueur du Code de procédure civile, livre V, qui ne sont pas contraires aux prescriptions du présent décret, sauf les exceptions et réserves qui suivent.

73. Ne sont point applicables les dispositions du titre XV sur la contrainte par corps en matière civile et commerciale.

74. L'article 742 est remplacé par la disposition suivante :

Toute convention portant qu'à défaut d'exécution des engagements pris par le débiteur, le créancier aura le droit de faire commettre par le tribunal, sur simple requête, parties présentes ou dûment appelées, un notaire à l'effet de faire vendre devant lui les immeubles hypothéqués, sans remplir les formalités prescrites pour la saisie immobilière, sera valable et recevra son exécution aux conditions suivantes :

1° Le titre constitutif de la créance contiendra la fixation d'une mise à prix et des conditions de la vente ;

2° Mention de la clause conférant le droit de vendre sera faite dans l'inscription hypothécaire ;

3° Un commandement de payer constatant le défaut de paiement énoncera l'intention du créancier de faire usage de ladite clause ;

4° Trente jours au moins après ce commandement, la vente aux enchères sera annoncée par une apposition d'affiches faite aux lieux indiqués par l'article 699 et constatée par acte d'huissier. De plus, un extrait succinct du placard sera inséré dans l'un des journaux de la colonie désignés pour les publications légales ;

5° L'adjudication ne pourra avoir lieu sans le accomplissement des formalités prescrites.

6° Si, au jour fixé pour l'adjudication, l'enchérisseur, il en sera dressé procès-verbal de droit de faire de nouvelles affiches et ci-dessus arrêté, et de procéder, dans l'adjudication;

7° Le droit de surenchère pourra être exercé, conformément à l'article 708;

8° Il ne pourra être alloué au notaire que les droits déterminés pour lui par la loi.

A défaut de ladite surenchère du sieur de purger, s'il y a lieu, conformément au Code Napoléon.

HUITIÈME PARTIE PROCÉDURES DIVERSES

75. Sont applicables, en ce qui concerne les dispositions de la seconde partie du Code de procédure, les dispositions qui ne sont pas contraires aux dispositions de la loi.

76. Nonobstant toutes dispositions et actes de procédure sont facultatives les accueillir ou les rejeter.

77. La procédure déterminée au Code de procédure civile est applicable aux affaires commerciales.

78. Toutes les fois que le Code de procédure civile telles que apposition de placards, d'effets mobiliers, dans des lieux ou dans des lieux où ces formalités ne peuvent être exécutées à raison d'un empêchement local, ou d'une manière dommageable pour les lieux, la partie doit se pourvoir devant le tribunal, par ordonnance rendue sans appel, de ces formalités, en se conformant aux prescriptions du Code.

79. Dans tous les cas où les tribunaux ont ordonné l'exécution provisoire sans caution, ils ordonnent que les fonds recouvrés sur les débiteurs seront déposés sans divertissement dans un lieu sûr, et resteront jusqu'à ce que le jugement soit jugé.

80. Le ministère public assiste à toutes les affaires commerciales; toutes les affaires lui sont communiquées.

81. Toute citation ou notification faite à un indigène, en matière civile ou commerciale, doit être accompagnée d'une analyse sommaire dans la langue du défendeur, et certifiée par un interprète assermenté.

d'amende contre l'huissier, et sans préjudice de la nullité de l'acte, si le juge croit devoir la prononcer.

82. Le jour de la signification et celui de l'échéance ne sont point compris dans le délai général fixé pour les ajournements, citations, sommations et autres actes faits à personne ou domicile.

Si le dernier jour du délai est un jour férié, le délai est prorogé au lendemain.

83. Il sera pourvu par arrêté du gouverneur à la fixation des distances à raison desquelles les divers délais déterminés dans les codes, lois, décrets et règlements mis en vigueur, devront être augmentés dans l'étendue de la colonie.

84. Les tribunaux, suivant la gravité des circonstances, peuvent, dans les causes dont ils sont saisis, prononcer, même d'office, des injonctions supprimant des écrits, les déclarer calomnieux et ordonner l'impression et l'affiche de leurs jugements.

SECTION II.

DE LA PROCÉDURE EN MATIÈRE DE SIMPLE POLICE ET EN MATIÈRE CORRECTIONNELLE ET CRIMINELLE.

85. En matière correctionnelle ou de simple police, le tribunal est saisi par le ministère public, soit qu'il y ait eu ou qu'il n'y ait pas instruction préalable, ou directement, par la citation donnée au prévenu à la requête de la partie civile.

S'il y a eu instruction, le juge remet les pièces au procureur impérial, qui reste le maître de ne pas donner suite à l'affaire ou de saisir le tribunal compétent.

86. En toute matière, le procureur impérial peut autoriser la mise en liberté provisoire avec ou sans caution. Il peut admettre comme cautionnement suffisant, sans qu'il soit besoin de dépôt de denier ou autres justifications et garanties, la soumission écrite de toute tierce personne jugée solvable, portant engagement de présenter de faire représenter le prévenu à toute réquisition de la justice, ou, à défaut, de verser au trésor, à titre d'amende, une somme déterminée dans l'acte de cautionnement.

87. Dans le cas de crime, aussitôt que l'information est terminée, le procureur impérial, s'il est d'avis qu'il y a lieu de traduire l'accusé devant le tribunal criminel, dresse l'acte d'accusation et demande au président l'indication d'un jour pour l'ouverture des débats; l'ordonnance du juge et l'acte d'accusation sont signifiés à l'accusé, auquel toutes les pièces de la procédure sont communiquées sur sa demande; le procureur impérial peut également, dans le cas de crime, saisir directement le tribunal criminel sans instruction préalable.

88. La forme de procéder, en matière criminelle et correctionnelle, ainsi que les formes de l'opposition et de l'appel, sont réglées par les dispositions du Code d'instruction criminelle relatives à la procédure devant les tribunaux correctionnels.

Le mode de procéder, en matière de simple police, est réglé par

les sections 1^{re} et 3^e du chapitre I^{er}, titre I
struction criminelle.

SECTION III.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

89. Les arrêts rendus par les tribunaux sont susceptibles du recours en cassation, si ce n'est en matière de police et conformément aux articles 441 et 442 de la loi sur la justice criminelle.

90. Il pourra être institué par arrêté de ces tribunaux, des défenseurs chargés de faire et signer tous actes nécessaires à l'instruction et commerciales et à l'exécution des jugements, défendre les accusés et prévenus devant le tribunal.

L'intervention des défenseurs ne sera obligatoire que si les parties pourront agir et se défendre elles-mêmes.

En matière de grand criminel, lorsqu'il y aura choix d'un défenseur, il lui en sera nommé un par le président parmi les avocats, les avoués, les officiers ou les simples citoyens, sera désigné par le président parmi les avocats, les officiers ou les simples citoyens, d'assister l'accusé dans sa défense.

91. Les fonctions d'huissier sont remplies par les fonctionnaires publics désignés par le gouverneur, sur la proposition du procureur impérial.

TITRE V.

ATTRIBUTIONS SPÉCIALES

92. Le procureur impérial, comme représentant le pouvoir judiciaire, dans l'étendue du ressort des tribunaux, veille à l'exécution des lois, ordonnances et règlements, requiert les réquisitions nécessaires ; poursuit d'office les infractions aux lois, règlements et arrêts dans les dispositions qui le concernent ; signale au gouverneur les arrêts et jugements qui sont passés en force de chose jugée, qui lui paraissent être attaqués par voie de cassation, dans l'intérêt de la justice, les officiers de police judiciaire et les officiers de la force publique, dans les cas et suivant les formes prescrites par les lois et décrets.

Comme chef du service judiciaire, il veille à la discipline des tribunaux et provoque les décisions qui y seraient contraires.

Il examine les plaintes qui peuvent s'élever contre les fonctionnaires et en rend compte au gouverneur.

Il fait dresser et vérifier les états statistiques de l'administration de la justice, et en rend compte à notre ministre de la marine et des colonies.

Il inspecte les registres de greffe ainsi que ceux de l'état civil.

Il réunit, pour être envoyés à notre ministre de la marine et des colonies, les doubles registres et documents divers destinés au dépôt des archives coloniales.

93. Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les articles 8 et 9, le juge impérial de première instance remplit les fonctions et fait les actes tutélaires attribués aux juges de paix par la loi française, tels que les appositions et levées de scellés, les avis de parents, les actes de notoriété et autres actes qui sont dans l'intérêt des familles.

94. Le greffier institué près le tribunal supérieur et près le tribunal de première instance remplit, en outre, les fonctions de notaire.

TITRE VI.

DISPOSITIONS DIVERSES.

95. En cas d'empêchement de l'un des magistrats désignés ci-dessus, il sera pourvu à son remplacement par le gouverneur.

96. Les conditions d'âge et d'aptitude pour les magistrats titulaires et les greffiers sont les mêmes qu'en France.

97. Tout ce qui concerne la fixation des jours et des heures des audiences, leur police, les tarifs, les droits de greffe, la discipline sur les notaires et fonctionnaires attachés au service de la justice, sera réglé par des arrêtés provisoirement exécutoires rendus par le gouverneur.

98. Avant d'entrer en fonctions, le chef du service judiciaire et le juge président du tribunal supérieur prêtent devant le gouverneur le serment prescrit par le décret du 22 mars 1852 ⁽¹⁾.

Le juge impérial de première instance, le substitut du procureur impérial, les membres du tribunal de commerce, le greffier du tribunal supérieur et du tribunal de première instance, et le greffier du tribunal de commerce, prêtent serment devant le tribunal supérieur.

Les membres du tribunal de commerce qui sont étrangers prêtent seulement le serment professionnel.

Les greffiers prêtent le serment exigé par le décret du 5 avril 1852 ⁽²⁾.

99. Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

100. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et au Bulletin officiel de la marine.

Fait au palais de Compiègne, le 28 Novembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Signé P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

⁽¹⁾ x^e série, Bull. 506, n° 3838.

⁽²⁾ x^e série, Bull. 515, n° 3929.

N° 14,820. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe les Traitements, les parités d'Offices servant de bases à la liquidation des Pensions de retraite et le Costume des Magistrats et Greffiers de la Nouvelle-Calédonie.*

Du 28 Novembre 1866.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 17 janvier 1863 ⁽¹⁾, fixant les traitements et parités d'offices pour la magistrature coloniale;

Vu le décret du 14 janvier 1865 ⁽²⁾, réglant le costume des magistrats et greffiers de la Cochinchine;

Vu le décret portant organisation du service judiciaire à la Nouvelle-Calédonie, en date du 28 novembre 1866;

Vu l'avis de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, en date du 27 octobre 1866,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le traitement colonial des magistrats et greffiers des tribunaux de la Nouvelle-Calédonie, ainsi que les parités d'offices servant de base à la liquidation des pensions de retraite, sont déterminés conformément au tableau annexé au présent décret.

Le traitement d'Europe desdits magistrats et greffiers est fixé à la moitié du traitement colonial, en conformité des dispositions de notre décret du 17 janvier 1863.

2. Le costume d'audience des magistrats et greffiers des tribunaux de la Nouvelle-Calédonie est réglé ainsi qu'il suit :

1^o Aux audiences ordinaires, le procureur impérial, chef du service judiciaire, et le juge président du tribunal supérieur porteront la toge et la simarre en étoffe de soie noire, la chausse de licencié sur l'épaule gauche, la ceinture moirée en soie noire avec franges et une rosette sur le côté gauche, la cravate en batiste tombante et plissée, la toque en velours noir.

Le procureur impérial, chef du service judiciaire, portera trois galons d'or autour de sa toque, un en haut, deux en bas. Le juge président du tribunal supérieur portera deux galons d'or au bas de sa toque.

⁽¹⁾ Bull. 1087, n° 10,879.

⁽²⁾ Bull. 1268, n° 12,947.

2° Aux audiences solennelles, aux audiences du tribunal supérieur constitué en tribunal criminel et aux cérémonies publiques, le procureur impérial et le juge président du tribunal supérieur porteront la robe de laine rouge avec simarre en soie noire.

Le juge impérial de première instance portera :

1° Aux audiences ordinaires, simarre et toge de laine noire, grandes manches, ceinture de soie noire pendante, toque de laine noire unie, bordée en bas de deux galons d'argent; la chausse de licencié, cravate tombante et de batiste plissée.

2° Aux audiences solennelles et aux cérémonies publiques, robe de laine et simarre de soie noire, ceinture de soie bleu clair à frange de soie, toque de velours bordée en bas de deux galons d'argent.

Le substitut du procureur impérial portera, dans toutes les circonstances, le même costume que le juge impérial, si ce n'est qu'il n'aura qu'un galon d'argent au bas de la toque.

Le greffier du tribunal de première instance remplissant les mêmes fonctions auprès du tribunal supérieur portera, dans toutes les circonstances, le même costume que le juge impérial, moins la chausse de licencié et les galons d'argent à la toque, qui seront remplacés par un galon de soie noire.

3. Les membres du tribunal de commerce porteront, dans l'exercice de leurs fonctions et dans les cérémonies publiques, la robe de soie noire avec des parements de velours sans chausse ni ceinture, toque de velours noir avec un galon d'argent et deux pour le président, cravate blanche en batiste plissée.

Le greffier portera le même costume que les membres du tribunal de commerce, moins le galon d'argent à la toque, qui sera remplacé par un galon de soie noire.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et au Bulletin officiel de la marine.

Fait au palais de Compiègne, le 28 Novembre 1866.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Signé P. DE CHASSEMOUP-LAURAY.

Tableau annexé au décret, en date du 28 novembre
d'offices et costume des magistrats et greffiers des

Désignation des magistrats et greffiers.	TRAITEMENT NET colonial.	son
	fr.	
Procureur impérial, chef du service judiciaire.....	9,000	Conse
Juge président du tribunal supé- rieur.....	8,000	Conse
Juge impérial de 1 ^{re} instance.....	6,000	d
Substitut du procureur impérial ..	4,500	d
Greffier du tribunal de 1 ^{re} instance et du tribunal supérieur	3,000	de

Le Minis

Signé

N° 14,821. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au
titre de Fonds de concours versés au Trésor
l'armée, pour les frais d'administration dudit.

Du 5 Décembre 1866

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir,

Sur le rapport de notre ministre secrétaire
guerre;

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation
penses et des recettes de l'exercice 1866 ;

Vu la loi du 18 juillet 1866, accordant des
l'exercice 1866 ;

Vu nos décrets des 28 octobre 1865⁽¹⁾ et 25 août 1866⁽²⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits de cet exercice;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'état indicatif de la somme versée au trésor par la caisse de la dotation de l'armée pour concourir, avec les fonds de l'État, aux frais d'administration dudit service au ministère de la guerre, appartenant à l'exercice 1866;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 (article 4);

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽³⁾;

Vu les lettres de notre ministre des finances, en date des 9 et 22 novembre 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre, sur le chapitre 1^{er} du budget ordinaire de l'exercice 1866 (*Administration centrale. — Personnel*), un crédit de soixante-cinq mille francs (65,000'), applicable aux frais d'administration du service de la dotation de l'armée.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor par la caisse de la dotation de l'armée, à titre de fonds de concours.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiegne, le 5 Décembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Maréchal de France, Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.

N° 14,822. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédit au Budget ordinaire du Département de la Marine et des Colonies, exercice 1866.

Du 5 Décembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1866;

⁽¹⁾ Bull. 1343, n° 13,738.

⁽²⁾ Bull. 1420, n° 14,551.

⁽³⁾ Bull. 440, n° 4110.

Vu notre décret du 28 octobre 1865 ⁽¹⁾, po
des crédits alloués par la loi précitée;

Vu la loi du 18 juillet 1866, portant ouve
sur ledit exercice 1866;

Vu notre décret du 25 août 1866 ⁽²⁾, conte
des suppléments de crédits alloués par ladit

Vu notre décret du 10 novembre 1866 ⁽³⁾
crédits;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 d

Vu l'article 55 de notre décret du 31 mai
la comptabilité publique;

Vu la lettre de notre ministre secrétaire
22 novembre 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert, pour l'exer
du budget ordinaire du département d
(*Approvisionnements généraux de la flotte*)
un million huit cent mille francs (1,800

2. Le crédit accordé, pour ledit exerci
ordinaire du même département (*États-n*
menté de pareille somme de un milli
(1,800,000').

3. Notre ministre secrétaire d'État au
et des colonies, et notre ministre secrét
des finances, sont chargés, chacun en c
cution du présent décret, qui sera inséré

Fait au palais de Compiègne, le 5 Déc

Le Ministre secrétaire d'État des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le M

Sign

N° 14,823. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise
extraordinaire du Département de la Marine et

Du 5 Décembre 1866

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la vo
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, s.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire
marine et des colonies;

⁽¹⁾ Bull. 1343, n° 13,738.

⁽²⁾ Bull. 1420, n° 14,551.

⁽³⁾ Bu

⁽⁴⁾ Bu

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation des dépenses et des recettes du budget général de l'exercice 1866;

Vu la loi du 18 juillet 1866, portant ouverture de suppléments de crédit sur ledit exercice 1866;

Vu nos décrets des 28 octobre 1865⁽¹⁾ et 25 août 1866⁽²⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits et des suppléments de crédits ouverts par les deux lois susvisées;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽³⁾, sur les virements de crédits;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 55 de notre décret du 31 mai 1862⁽⁴⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la lettre de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 22 novembre 1866;

Notre Conseil d'État entendu.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert, pour l'exercice 1866, sur le chapitre II du budget extraordinaire du département de la marine et des colonies (*Approvisionnements généraux de la flotte*), est réduit d'une somme de un million cent mille francs (1,100,000^f).

2. Le crédit accordé, pour ledit exercice, au chapitre VII du budget extraordinaire du même département (*Etats-majors et équipages*), est augmenté de pareille somme de un million cent mille francs (1,100,000^f).

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies, et notre ministre secrétaire d'État au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 5 Décembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Signé P. DE CHASSELOUP-LAEBAT.

N° 14,824. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget de la Légion d'honneur, exercice 1865.

Du 27 Décembre 1866.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de notre grand chancelier de l'ordre impérial de la

⁽¹⁾ Bull. 1343, n° 13,738.

⁽²⁾ Bull. 1420, n° 14,551.

⁽³⁾ Bull. 440, n° 4110.

⁽⁴⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

Légion d'honneur et sur le rapport du ministre de notre Maison et des beaux-arts;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1865;

Vu notre décret du 15 novembre suivant⁽¹⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits alloués par la loi précitée;

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, portant que, pour le service de la dette viagère et des pensions et pour celui des dépenses payables sur revues, les rappels d'arrérages seront imputés sur l'exercice courant, mais qu'en fin d'exercice le transport en sera effectué à un chapitre spécial, au moyen d'un virement de crédit autorisé par une ordonnance royale qui sera soumise aux chambres avec la loi du règlement de l'exercice expiré;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu notre décret en date du 10 novembre 1856⁽²⁾;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 10 décembre 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts, pour l'exercice 1865, aux chapitres suivants du budget de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, sont réduits d'une somme de trois cent deux mille sept cent deux francs trente-trois centimes (302,702^f 33^c), savoir :

CHAP. III. Traitement et supplément de traitement des membres de l'ordre.....	216,350 ^f 33 ^c
— VI. Traitement de la médaille militaire.....	86,351 50
TOTAL.....	302,702 33

Cette somme est appliquée à deux nouveaux chapitres des mêmes budget et exercice, savoir :

CHAP. XXI. Rappels d'arrérages de traitements de la Légion d'honneur des exercices clos.....	216,350 ^f 83 ^c
— XXII. Rappels d'arrérages de traitements de la médaille militaire des exercices clos.....	86,351 50
TOTAL.....	302,702 33

2. Le présent décret sera annexé au projet de loi portant règlement définitif de l'exercice 1865.

3. Le ministre de notre Maison et des beaux-arts, notre ministre des finances et notre grand chancelier de l'ordre impérial de la Lé-

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,760.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

gion d'honneur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Décembre 1866.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

*Le Maréchal de France, Ministre
de la Maison de l'Empereur et des Bonapartes,*

Signé VAILLANT.



Certifié conforme :

Paris, le 9^e Janvier 1867,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME XXVIII DE LA XI^e SÉRIE

DU BULLETIN DES LOIS.

PARTIE PRINCIPALE.

DEUXIÈME SEMESTRE DE 1866.

(N^{os} 1402 à 1454.)

A

ACADÉMIE DES SCIENCES. Autorisation d'accepter le legs fait par le sieur *Plamey*, B. 1404, n° 14,403, p. 59, et par le sieur *Montagne* (*Jean-François-Camille*), B. 1418, n° 14,543, p. 398.

AGORES. Voyez *Postes* (*Administration des*).

ACQUISITION D'IMMEUBLES. Les communes sont dispensées de l'accomplissement des formalités de la purge des hypothèques pour les acquisitions d'immeubles faites de gré à gré et dont le prix n'excède pas cinq cents francs B. 1415, n° 14,504, p. 261.

ACTES DE MUTATION. Voyez *Conserveurs des hypothèques*.

ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT. Voyez *Enregistrement*.

ADMINISTRATION DES FORÊTS. Voyez *Forêts*.

ADMINISTRATION DES LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES. Organisation de l'administration des lignes télégraphiques, B. 1418, n° 14,536, p. 392.

ADMINISTRATION DES POSTES. Voyez *Postes* (*Administration des*).

ADMINISTRATIONS CENTRALES. Voyez *Administration des lignes télégraphiques*.

AFFICHES. Voyez *Timbre*.

ALCOOLS. Les dispositions de l'article 18 de la loi du 26 juillet 1860, relatif à l'élévation du droit de consommation des alcools, sont prorogées jusqu'à la fin de l'exercice 1867 (loi du 18 juillet 1866, sur le budget de 1867), B. 1409, n° 14,457, p. 137.

ALGÉRIE. Les dispositions du décret du 17 mars 1866, portant extension de la juridiction des juges de

paix, sont applicables aux commissaires civils investis des fonctions judiciaires, B. 1402, n° 14,364, p. 9. — Virement de crédits au budget ordinaire, B. 1415, n° 14,509, p. 271. — Virement de crédit au budget extraordinaire, exercice 1866, B. 1415, n° 14,510, p. 273. — Convocation des conseils généraux et du conseil supérieur du gouvernement de l'Algérie, B. 1415, n° 14,511, p. 274. — Virement de crédit au budget extraordinaire du gouvernement général de l'Algérie, exercice 1865, B. 1421, n° 14,555, p. 433. — Ouverture au gouvernement général de l'Algérie, sur l'exercice 1865, d'un crédit, à titre de fonds de concours versés au trésor, pour la construction d'une conduite destinée à amener au village du Kroubs (province de Constantine) les eaux de la source d'Ain-Baroud, B. 1426, n° 14,582, p. 471. — Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1866, à titre de fonds de concours versés au trésor par le budget de la province et le budget de la commune d'Oran, pour parfaire le paiement des dépenses d'un égout de grande voirie à Karguentah, B. 1429, n° 14,591, p. 485. — Virement de crédits, exercice 1865 et exercice 1866, B. 1435, n° 14,628 et 14,629, p. 629 à 631. — Ouverture au budget du gouvernement général de l'Algérie, pour l'exercice 1865, d'un chapitre destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice, B. 1437, n° 14,651, p. 649. — Organisation des tribunaux civils musulmans, B. 1451, n° 14,794, p. 863. — Décret qui déclare insaisissables, pour dettes antérieures, les terres constituées en propriété individuelle, en exécution du sénatus-consulte du 22 avril 1863, relatif à la constitution de la propriété en Algérie, dans les territoires occupés par les Arabes, B. 1451,

n° 14,795, p. 872. Voyez *Postes* (*Administration* des).

ALIÉNATION DE FORÊTS. Voyez *Forêts*.

ALIGNEMENTS. Voyez *Ville de Paris*.

AMÉLIORATION DES RIVIÈRES. Voyez *Navigation*.

AMORTISSEMENT. Loi du 11 juillet 1866, relative à l'amortissement.

B. 1403, n° 14,369, p. 13. —

Règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi, B. 1449, n° 14,781, p. 849.

ANGLETERRE. Voyez *Importations et Traits*.

ANNEXION DE COMMUNES. Voyez *Communes*.

ARCHES MARINIÈRES. Voyez *Ponts*.

ARMÉE ÉTRANGÈRE. Voyez *Légion romaine*.

ARTISTES. Loi du 14 juillet 1866, sur les droits des héritiers et des ayants cause des auteurs, B. 1405, n° 14,407, p. 61.

ARTS ET MANUFACTURES. Voyez *Chambres consultatives*.

ASILE DE VIEILLARDS. Fondation, à Troyes, d'un établissement de Petites-Sœurs-des-Pauvres, consistant en un asile de vieillards. B. 1439, n° 14,667, p. 691.

ASSOCIATIONS COMMERCIALES. Voyez *Sociétés industrielles*.

ASSOCIATIONS RELIGIEUSES. Voyez *Congrégations*.

ASSOCIATIONS SYNDICALES. L'association syndicale constituée par divers propriétaires de la commune de Sillans (Var) est autorisée à établir et exploiter un canal destiné à arroser, au moyen des eaux dérivées de la Bresque, une partie des territoires situés dans le quartier d'Arboux, des Gourrèdes et du cours de Jeanne-Auzières, B. 1417, n° 14,529, p. 383. — Celle instituée pour assurer le curage de la rivière de l'Osmé est autorisée à curer, rectifier et élargir ladite rivière dans la partie comprise entre la limite du département de la Charente et le moulin de Gouges. B. 1449, n° 14,783, p. 851. — Celle instituée pour assurer le cu

prise entre le moulin de la Ramisse jusqu'à celui de Chez-Merlet, dans la traversée de la commune de Rivière (Charente), B. 1449, n° 14,784, p. 851.

ATTERRISSEMENTS. Voyez *Domaines*.

AUDITEURS. Voyez *Cour des comptes*.

AUTEURS. Loi du 14 juillet 1866, sur les droits des héritiers et des ayants cause des auteurs, B. 1405, n° 14,407, p. 61.

AUTRICHE. Voyez *Traité*.

AVENUES. Voyez *Ville de Paris*.

AVOUÉS. Voyez *Offices*.

B

BACS ET PASSAGES D'EAU. Voyez *Péages*.

BAIE. Voyez *Ports*.

BANQUE DE FRANCE. Le ministre des finances est autorisé à créer, pour le service de la trésorerie et les négociations avec la banque de France, des bons du trésor portant intérêt et payables à échéance fixe; ils ne pourront excéder cent cinquante millions (loi du 18 juillet 1866, sur le budget de 1867), B. 1409, n° 14,457, p. 141.

BAUX D'IMMEUBLES. Voyez *Emphytéose*.

BELGIQUE. Voyez *Traité*.

BONS DU TRÉSOR. Consolidation en rentes des bons du trésor délivrés à la caisse d'amortissement du 1^{er} avril au 30 juin 1866, B. 1405, n° 14,449, p. 94. — Le ministre des finances est autorisé à créer, pour le service de la trésorerie et les négociations avec la banque de France, des bons du trésor portant intérêt et payables à échéance fixe; ils ne pourront excéder cent cinquante millions (loi du 18 juillet 1866, sur le budget de 1867), B. 1409, n° 14,457, p. 141. — Consolidation en rentes des bons du trésor délivrés à la caisse d'amortissement du 2 juillet au 30 septembre 1866, B. 1435, n° 14,632, p. 635.

BOULEVARDS. Voyez *Ville de Paris*.

BOURSES ET CHAMBRES DE COMMERCE. Voyez *Ports*.

BREFFS. Voyez *Évêchés*.

BREASIL. Voyez *Traité*.

BREVETS D'INVENTION. Proclamation de mille deux cent cinquante-neuf brevets d'invention et certificats d'addition, B. 1417, n° 14,523, p. 285; de vingt-six cessions de brevets d'invention et de vingt-neuf cessions de pareils brevets, B. 1428, n° 14,588 et 14,589, p. 477 et 480. — Proclamation de mille deux cent cinquante-quatre brevets d'invention et certificats d'addition, B. 1433, n° 14,612, p. 521, et de mille cinq cent cinquante-quatre brevets d'invention et certificats d'addition, B. 1453, n° 14,817, p. 897.

BUDGET DES DÉPENSES ET DES RECETTES DE 1867. Loi du 18 juillet 1866, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1867, B. 1409, n° 14,467, p. 137. — Répartition, par chapitres, des crédits du budget ordinaire et du budget extraordinaire de l'exercice 1867, B. 1439, n° 14,665, p. 669.

BUDGET EXTRAORDINAIRE DE L'EXERCICE 1867. Loi du 18 juillet 1866, B. 1409, n° 14,458, p. 168. — Répartition, par chapitres, des crédits du budget ordinaire et du budget extraordinaire de l'exercice 1867, B. 1439, n° 14,665, p. 669.

BULLES. Voyez *Chanoines et Évêchés*.

BUREAUX DE POSTE. Voyez *Postes* (*Administration des*).

BUREAUX TÉLÉGRAPHIQUES. V. *Fonds de concours*.

C

CAISSES D'AMORTISSEMENT ET DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS. Loi du 11 juillet 1866, relative à l'amortissement, B. 1403, n° 14,369, p. 13. — Règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi, B. 1449, n° 14,781, p. 849. — Le budget spécial de la caisse d'amortissement est fixé, en recette et en dépense, pour l'exercice 1867, à la somme de soixante-quinze millions six cent quarante-six mille francs; les crédits de ce budget sont mis à la disposition du ministre des finances (loi du 18 juillet 1866, sur le budget général de 1867), B. 1409, n° 14,457, p. 140. — Fixation des dépenses administratives, exercice 1866 (déc. 28 novembre 1866), B. 1444, n° 14,720, p. 766.

CAISSE DE LA DOTATION DE L'ARMÉE. Voyez *Ministère de la guerre*.

CAISSE DES TRAVAUX DE LA VILLE DE PARIS. Les bons de cette caisse à mettre en circulation pendant l'année 1867 ne pourront excéder la somme de cent millions de francs (loi du 18 juillet 1866, sur le budget de 1867), B. 1409, n° 14,457, p. 142.

CANAUX. Élargissement et approfondissement du canal de Pomère, dans la commune de l'île d'Elle (Vendée), B. 1411, n° 14,477, p. 216. L'association syndicale constituée entre divers propriétaires de la commune de Sillans (Var) est autorisée à établir et exploiter un canal destiné à arroser, au moyen des eaux dérivées de la Bresque, une partie des territoires situés dans le quartier d'Arboux, des Gourrèdes et du cours de Jeanne-Auzières, B. 1417, n° 14,529, p. 263. — Création, dans l'emplacement de l'ancien étang du Plessis (Saône-et-Loire), d'un réservoir destiné à augmen-

ter les ressources alimentant le canal du Centre, B. 1412, n° 14,541, p. 398. — Approbation de la convention passée, le 21 août 1866, pour la concession d'un canal d'irrigation à dériver du Siagne et du Loup et à diriger vers la ville de Cannes (Alpes-Maritimes), B. 1426, n° 14,588, p. 458. — Établissement d'une rigole navigable destinée à l'alimentation de la partie inférieure du canal du Centre et d'une nouvelle branche de jonction entre le canal du Centre et le canal latéral à la Loire, B. 1439, n° 14,671, p. 695. — La ville de Schœndt est autorisée à exécuter les travaux nécessaires pour mettre en communication les canaux de Lieporette et du Châteauneuf, B. 1442, n° 14,703, p. 734.

CAP DE BONNE-ESPÉRANCE. Voyez *Postes (Administration des)*.

CAUTIONNEMENT. Voyez *Magasin général*.

CENTIMES ADDITIONNELS. Lorsqu'il y a lieu, par le Gouvernement, d'imposer d'office sur les communes des centimes additionnels pour le paiement des dépenses obligatoires, le nombre de ces centimes ne pourra excéder le maximum de dix, à moins qu'il ne s'agisse de l'acquit de dettes résultant de condamnations judiciaires, auquel cas il pourra être élevé jusqu'à vingt (loi du 18 juillet 1866, sur le budget), B. 1409, n° 14,457, p. 141.

CERTIFICATS D'ADDITION. Voyez *Brevets d'invention*.

CÉSSIONS DE BREVETS. Voyez *Brevets d'invention*.

CHAMBRES CONSULTATIVES DES ARTS ET MANUFACTURES. Création, à Mentiers (Nord), d'une chambre consultative des arts et manufactures, B. 1443, n° 14,715, p. 74. **CHAMBRES ET BOURSES DE COMMERCE.**

Contribution spéciale à percevoir, en 1867, pour les dépenses de plusieurs chambres et bourses de commerce, B. 1423, n° 14,572, p. 446; et B. 1451, n° 14,793 p. 862. — Création d'une chambre de commerce à Epinal, B. 1451, n° 14,796, p. 873. Voyez *Ports*.

CHANOINES. Réception de la bulle qui commet M^r l'archevêque de Myre pour conférer l'institution canonique à M. *Cruice*, en sa qualité de chanoine du premier ordre au chapitre impérial de Saint-Denis, B. 1411, n° 14,470, p. 209.

CHAPITRE IMPÉRIAL DE SAINT-DENIS. Voyez *Chanoines*.

CHEMINS DE FER (CONCESSION ET EXÉCUTION DE). Décret relatif au chemin de fer de Châlon-sur-Saône à Dôle, B. 1402, n° 14,362, p. 7, et à celui d'Avignon à Gap, B. 1451, n° 14,797, p. 874.

CHEMINS DE FER D'EMBRANCHEMENT. Déclaration d'utilité publique de l'établissement d'un chemin de fer d'embranchement destiné à raccorder la gare de la Viotte, à Besançon, avec le canal et la ville par le pont suspendu et la porte Saint-Pierre, B. 1426, n° 14,580, p. 457.

CHEMINS DE FER. (CONVENTIONS ENTRE L'ÉTAT ET LES COMPAGNIES). Approbation de la convention passée, le 12 avril 1866, entre l'État et la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, et portant cession réciproque de terrains situés à Vienne (Isère) (loi du 18 juillet 1866), B. 1408, n° 14,446, p. 124.

CHEMINS DE FER. (FONDS DE CONCOURS.) Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1866, à titre de fonds de concours versés au trésor par la compagnie des chemins de fer du Midi, pour l'exécution du chemin de fer de Perpignan à Port-Vendres, B. 1432, n° 14,610, p. 519.

CHEMINS DE FER. URGENCE DE PRISE DE POSSESSION DE TERRAINS : pour l'établissement du chemin de fer

de Châteaulin à Landerneau, B. 1419, n° 14,548, p. 402; — pour celui d'Arvant au Lot, B. 1424, n° 14,576, p. 451; — pour l'agrandissement et le rattachement des installations, de la gare de Villeneuve-sur-Yonne (Yonne) et de ses abords, B. 1435, n° 14,636, p. 628; — et de celle de Sotteville, ligne de Paris à Rouen, B. 1439, n° 14,673, p. 694; — pour l'établissement du chemin de fer d'Angers à Niort, B. 1440, n° 14,686 et 14,687, p. 711; — et de Fougères à Vitré, B. 1444, n° 14,726, p. 759; — pour l'établissement d'une nouvelle gare de triage à Courbessac, (Gard), ligne de Tarascon à Gétis; et pour la station de Corbeham (Pas-de-Calais), sur la ligne de Paris à la frontière de Belgique, B. 1447, n° 14,749 et 14,754, p. 810 et 811; — pour l'établissement du chemin de fer de Pithiviers à la ligne de Corbeil à Montargis, B. 1449, n° 14,785, p. 851.

CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL. Déclaration d'utilité publique de l'établissement des chemins de fer d'intérêt local de : Pont-de-l'Arche à Gisors, avec embranchement sur le port de Roses, et approbation de la convention passée, le 23 août 1865, pour la concession de ce chemin de fer; — Glos-sur-Bisles à Pont-Audemer, et approbation de la convention passée, le 11 avril 1866, pour la concession de ce chemin de fer, (décrets du 9 juin 1866), B. 1413, n° 14,484 et 14,485, p. 225 à 246; — Paray-le-Monial à Mâcon et de Châlon à Lons-le-Saunier, et approbation du traité passé, le 26 août 1865, pour la construction et l'exploitation de ces chemins de fer, B. 1421, n° 14,554, p. 417; — Munster à Colmar, et approbation du traité passé, le 22 novembre 1865, pour l'exploitation de ce chemin de fer, B. 1430, n° 14,594, p. 489. Voyez *Inspecteurs des chemins de fer*.

CHEMINS VICINAUX. En cas d'insuffisance des centimes facultatifs ordinaires pour concourir par des subventions aux dépenses des chemins vicinaux de grande communication et, dans des cas extraordinaires, aux dépenses des autres chemins vicinaux, les conseils généraux sont autorisés à voter pour 1867, à titre d'imposition spéciale, cinq centimes additionnels aux quatre contributions directes (loi du 18 juillet 1866, sur le budget), B. 1509, n° 14,457, p. 140.

CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES.
Voyez *Collèges électoraux*.

CIRCONSCRIPTIONS TERRITORIALES.
Voyez *Communes*.

CLERGÉ. Voyez *Chanoines et Évêchés*.

COCHINCHINE. Voyez *Colonies*.

CODEX. Voyez *Pharmaciens*.

COLLÈGES ÉLECTORAUX. *Convocations partielles de collèges électoraux des départements suivants : Maine-et-Loire (deuxième circonscription) (déc. 4 juillet 1866), B. 1404, n° 14,398, p. 57; — Pas-de-Calais (sixième circonscription) (déc. 27 novembre 1866), B. 1443, n° 14,716, p. 747; — Saône-et-Loire (quatrième circonscription) (déc. 14 novembre 1866), B. 1441, n° 14,692, p. 716; — Savoie (deuxième circonscription) (déc. 14 août 1866, B. 1418, n° 14,539, p. 395. Voyez *Corps législatif*.*

COLONIES. Sénatus-consulte portant modification du sénatus-consulte du 3 mai 1854, qui règle la constitution des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, B. 1402, n° 14,360, p. 1.
— Mode d'approbation des délibérations prises par les conseils généraux de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, B. 1418, n° 14,637, p. 394. — Pouvoirs du gouverneur des établissements français de l'Inde, en matière de taxes et de contributions publiques, B. 1440, n° 14,677, p. 697, et du gouverneur de Mayotte, en pareille matière,

B. 1440, n° 14,682, p. 708. — Application à la Nouvelle-Calédonie du décret du 14 juin 1861, relatif au mariage des étrangers immigrants à la Guyane française, B. 1442, n° 14,700, p. 729. — Création d'un emploi de lieutenant de juge près le tribunal de première instance de Saigon (Cochinchine française), B. 1444, n° 14,719, p. 749. — Rapport à l'Empereur, suivi de deux décrets, l'un portant organisation de l'administration de la justice à la Nouvelle-Calédonie et dépendances, et l'autre fixant les traitements, les parités d'offices et le costume des magistrats et greffiers de cette colonie, B. 1454, n° 14,818, p. 1017.

COMMERCE. Voyez *Chambres et bourses de commerce et Traités*.

COMMISSAIRES CIVILS. Voyez *Algérie*.

COMMISSAIRES DE POLICE. Voyez *Police*.

COMMISSAIRES DE SURVEILLANCE ADMINISTRATIVE DES CHEMINS DE FER. Voyez *Inspecteurs des chemins de fer*.

COMMISSIONNAIRES EN MARCHANDISES. Voyez *Patentes*.

COMMISSIONS. Nomination des membres de la commission chargée de l'examen des comptes rendus par les ministres, pour l'année 1866, B. 1444, n° 14,724, p. 758. Voyez *Courriers de marchandises*.

COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES. Voyez *Congrégations*.

COMMUNES. (ACQUISITIONS D'IMMEUBLES.) Les communes sont dispensées de l'accomplissement des formalités de la purge des hypothèques pour les acquisitions d'immeubles faites de gré à gré et dont le prix n'excède pas cinq cents francs, B. 1415, n° 14,604, p. 261.

CHANGEMENTS DE NOMS. La commune de Chens-Cusy, canton et arrondissement de Thonon (Haute-Savoie), prend le nom de *Chens*, B. 1448, n° 14,779, p. 847;

— et celle de Seignacq, canton d'Arudy, arrondissement d'Oloron (Basses-Pyrénées), prend le nom de *Seignacq-Meyracq*, B. 1451, n° 14,806, p. 884.

FIXATION DE LIMITES ENTRE LES COMMUNES SUIVANTES : Éclaires (Marne), Briseaux et Triancourt (Meuse), B. 1405, n° 14,427, p. 92; — Saint-Lô et Agneaux (Manche), B. 1404, n° 14,396, p. 55.

ÉRECTION DE NOUVELLES COMMUNES ET RÉUNION DE COMMUNES OU PORTIONS DE COMMUNES. La commune de Pastoreccia d'Orezza, canton de Piedicroce, arrondissement de Corte (Corse), est réunie à celle de Piedicroce (déc. 4 juillet 1866), B. 1406, n° 14,337, p. 107.

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE. Voyez *Trails*.

COMPOSITEURS. Loi du 14 juillet 1866, sur les droits des héritiers et des ayants cause des auteurs, B. 1405, n° 14,407, p. 61.

COMPTES DES MINISTRES. Voyez *Commissions*.

CONCESSIONS DE CHEMINS DE FER. Voyez *Chemins de fer* (Érection de).

CONGRÉGATIONS. *Autorisations spéciales d'établissements ou fondations, désignation des communes et des congrégations :* Montluçon (Allier) (sœurs de Notre-Dame de Bon-Secours), B. 1446, n° 14,735, p. 767.

Sont reconnues, comme congrégations dirigées par une supérieure locale, les communautés de sœurs : de l'Immaculé-Cœur de Marie, à Boulogne (Pas-de-Calais), B. 1414, n° 14,492, p. 249; — de Saint-Joseph, à Saint-Jean-la-Chalm (Haute-Loire), B. 1411, n° 14,473, p. 212; — Trappistines de Notre-Dame des Anges, à Espira-de-l'Agly (Pyrénées-Orientales), B. 1414, n° 14,501, p. 257; — des Sacré-Cœurs de Jésus et de Marie, à Rocambeau (Drôme), B. 1446, n° 14,736, p. 768.

Suppression d'établissement et re-

trait d'autorisation de fondation : Annonay (Ardèche) (dames du Sacré-Cœur de Jésus), B. 1439, n° 14,668, p. 692. Voyez *Asile de vieillards*.

CONSEIL D'ÉTAT. *Vacances, année 1866,* B. 1411, n° 14,474, p. 213. — *Affectation à l'habitation du ministre présidant le Conseil d'État des bâtiments situés rue de Varennes, n° 78,* B. 1443, n° 14,712, p. 744.

NOMINATIONS AU CONSEIL D'ÉTAT.

CONSEILLERS D'ÉTAT EN SERVICE ORDINAIRE.

MM. Jolibois, B. 1450, n° 14,791, p. 856, et *L'Hôpital*, B. 1437, n° 14,658, p. 654.

CONSEILLERS D'ÉTAT EN SERVICE EXTRAORDINAIRE.

M. Pagès, B. 1437, n° 14,661, p. 655.

MAÎTRES DES REQUÊTES DE PREMIÈRE CLASSE.

MM. Boinvilliers, B. 1437, n° 14,659, p. 654; — *Fortoul*, B. 1437, n° 14,659, p. 654; — *Fouquier*, B. 1437, n° 14,659, p. 654, et *Marbeau*, B. 1439, n° 14,676, p. 695.

MAÎTRES DES REQUÊTES DE DEUXIÈME CLASSE.

MM. Baulay (de), B. 1439, n° 14,676, p. 696; — *Légrand* (Arthur), B. 1437, n° 14,659, p. 655; — *Luçay* (le vicomte de), B. 1437, n° 14,659, p. 655, et *Meynard* (de), B. 1437, n° 14,659, p. 655.

AUDITEURS DE PREMIÈRE CLASSE.

MM. Flourens, B. 1439, n° 14,676, p. 696; — *Jainville* (de), B. 1437, n° 14,660, p. 655; — *Pellissier de Féligonde*, B. 1437, n° 14,660, p. 655, et *Ragnault de Savigny*, B. 1437, n° 14,660, p. 655.

AUDITEURS DE DEUXIÈME CLASSE.

MM. Campiègne (le marquis de), B. 1437, n° 14,660, p. 655, et Sa-

serac de Força, B. 1437, n° 14.660, p. 655.

MAÎTRES DES REQUÊTES EN SERVICE EXTRAORDINAIRE.

MM. *Bortier*, gouverneur de la Martinique, B. 1441, n° 14.694, p. 1720; — *François*, B. 1437, n° 14.661, p. 655, et *Louyer-Villermay*, B. 1437, n° 14.661, p. 655.

MAÎTRE DES REQUÊTES DÉSIGNÉ POUR REMPLIR LES FONCTIONS DE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT PRÈS LA SECTION DE CONTENTIEUX.

M. *Bayard*, B. 1437, n° 14.663, p. 655.

CONSEIL PRIVÉ. M. *Drogya de Lhays*, sénateur, ancien ministre des affaires étrangères, est nommé membre du Conseil privé. B. 1422, n° 14.664, p. 441. — Traitement des membres du Conseil privé (déc. 40 mars 1866), B. 1431, n° 14.597, p. 509.

CONSEIL SUPÉRIEUR DU GOUVERNEMENT DE L'ALGÉRIE. Convocation de ce conseil, B. 1415, n° 14.511, p. 274.

CONSEILS D'ARRONDISSEMENT. Convocation des conseils d'arrondissement pour la première partie de leur session, et convocation des mêmes conseils pour la seconde partie de leur session, B. 1407, n° 14.439 et 14.440, p. 114.

CONSEILS DE PRUD'HOMMES. Modification de la composition du conseil de prud'hommes d'Abbeville, B. 1424, n° 14.574, p. 449, et de celui de Rennes, B. 1451, n° 14.799, p. 875. — Création d'un conseil de prud'hommes dans la ville de Brest, B. 1446, n° 14.738, p. 770.

CONSEILS GÉNÉRAUX. Loi du 18 juillet 1866 sur les conseils généraux, B. 1407, n° 14.438, p. 109. — Convocation des conseils généraux, B. 1407, n° 14.440, p. 114. — Convocation des conseils généraux de l'Algérie, B. 1415, n° 14.511, p. 274. — Mode d'approbation des délibérations prises par les conseils généraux de la Martinique,

de la Guadeloupe, et de la Réunion, B. 1418, n° 14.537, p. 364.

CONSERVATEURS DES HYPOTHÈQUES. Fixation du salaire des conservateurs des hypothèques pour la transcription des actes de mutation et des procès-verbaux de saisie immobilière, B. 1444, n° 14.661, p. 205.

CONSTITUTION DE L'EMPIRE. Sénatus-consulte du 18 juillet 1866, qui modifie la Constitution, et notamment les articles 40 et 41, B. 1446, n° 14.434, p. 105.

CONSTITUTION DES COLONIES. Sénatus-consulte du 4 juillet 1866, portant modification du sénatus-consulte du 3 mai 1854, qui règle la constitution des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, B. 1402, n° 14.380, p. 1.

CONTRIBUTIONS FONCIÈRES, PERSONNELLE. Voyez *Budget de 1867*.

CONTRIBUTIONS SPÉCIALES. Voyez *Chambres et bourses de commerce*.

CONVENTIONS. Voyez *Traité*.

CORPS LÉGISLATIF. Abrogation de l'article 41 de la Constitution du 14 janvier 1852, qui limite à trois mois la durée des sessions, et fixation de l'indemnité attribuée aux députés (sénatus-consulte du 18 juillet 1866), B. 1406, n° 14.380, p. 105 et 106. Voyez *Collège électoral*.

CORRESPONDANCE TÉLÉGRAPHIQUE. Voyez *Règlement d'administration publique et Télégraphie*.

CORRESPONDANCES. Voyez *Poids (Administration des)*.

COSTUME. Voyez *Magistrature*.

CÔTES. Voyez *Routes*.

COURSES EXTRAORDINAIRES DE BOIS. Voyez *Forêts*.

COUR DES COMPTES. Vacances, née 1866, B. 1416, n° 14.538, p. 281. — Décret concernant les auditeurs de première classe, B. 1432, n° 14.608, p. 517.

COURRIER D'ADMINISTRATION. Supplément de ce journal, B. 1414, n° 14.503, p. 259.

COURS D'EAU. Voyez *Algérie, Associations syndicales et Rivières.*

COURS ET TRIBUNAL. Voyez *Magistrature.*

COURTIERS DE MARCHANDISES. Loi sur les courtiers de marchandises (18 juillet 1866), B. 1408, n° 14,444, p. 851; — Règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 9 de cette loi, B. 1448, n° 14,778, p. 845. — Autre règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 2 de la même loi, et fixation du droit d'inscription à payer par les courtiers de marchandises des villes, au nombre de quatre-vingt-dix, y désignées, B. 1450, n° 14,787, p. 853.

Commissions chargées de fixer les indemnités à payer aux courtiers de marchandises des départements suivants: Alpes-Maritimes, B. 1451, n° 14,801, p. 877; — Aveyron, Bouches-du-Rhône, Calvados, B. 1448, n° 14,757 à 14,759,

p. 821 à 823; — Dordogne, B. 1452, n° 14,808, p. 885; — Finistère, Gard, Gironde, Loire, Loire-Inférieure, Loiret, B. 1448, n° 14,760 à 14,765, p. 824 à 830; — Marne, B. 1452, n° 14,809, p. 886; — Nord, B. 1448, n° 14,766, p. 852; — Pas-de-Calais, B. 1452, n° 14,810, p. 887; — Pay-de-Dôme, B. 1452, n° 14,811, p. 888; — Rhin (Bas), B. 1448, n° 14,767, p. 833; — Saône-et-Loire, B. 1452, n° 14,812, p. 890; — Seine, B. 1448, n° 14,768, p. 834; — Seine-Inférieure, B. 1448, n° 14,769, p. 835; — Sèvres (Deux-), B. 1452, n° 14,813, p. 891; — Somme, B. 1448, n° 14,770, p. 837; — Tarn-et-Garonne, B. 1448, n° 14,771, p. 838; — Var, B. 1452, n° 14,814, p. 892; — Vendée, B. 1452, n° 14,815, p. 893; — Vienne, B. 1448, n° 14,772, p. 839.

CREDITS. Voyez *Budget, Fonds de concours, Ministères, Ports et Suppléments de crédits.*

D

DANEMARK. Voyez *Droits de tonnage.*
DÉCIME (DEMI). Voyez *Enregistrement.*

DÉCLARATIONS. Voyez *Traités.*

DÉLIMITATION. Voyez *Traités.*

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES. Voyez *Télégraphie et Règlement d'administration publique.*

DÉPÔTS DE MENDCITÉ. Autorisation, pour le service du département de la Haute-Vienne, du dépôt de mendicité établi sur le domaine de Naugeat, B. 1418, n° 14,538, p. 395.

DÉPUTÉS. Voyez *Collèges électoraux, Constitution de l'Empire et Corps législatif.*

DÉRIVATION. Voyez *Associations syndicales et Ville de Paris.*

DESSÈCHEMENTS. Voyez *Enregistrement.*

DETTE PONTIFICALE. Promulgation de la convention signée, le 7 décembre 1866, entre la France et

l'Italie, pour le règlement de la dette pontificale, B. 1445, n° 14,730, p. 761.

DIOGÈS. Voyez *Rivières.*

DIOGÈSES. Voyez *Evêchés.*

DIRECTEURS D'ÉCOLES NORMALES.

Voyez *Écoles normales primaires.*

DOMAINES. Approbation d'échange d'immeubles entre l'État et la ville de Lyon (terrains de la Croix-Rousse) (loi du 18 juillet 1866), B. 1408, n° 14,445, p. 122. — Approbation d'autres échanges entre l'État et la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée (loi du 18 juillet 1866), B. 1408, n° 14,446, p. 124; — M. Martin, M. Parin, M. Souis et les héritiers de M. Morin (lois du 18 juillet 1866), B. 1408, n° 14,448 à 14,451, p. 126 à 131. — Affectation au service du département de la guerre d'un terrain domanial situé à Boulogne

(Pas-de-Calais), B. 1444, n° 14,729, p. 760; — au département des travaux publics, d'une parcelle de terrain domanial située sur le territoire de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), B. 1442, n° 14,702, p. 734; — de terrains domaniaux situés à Périgueux (Dordogne), B. 1445, n° 14,731, p. 763; — au ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, pour le service de la colonnade de la Grande-Armée, à Boulogne-sur-Mer, d'un terrain provenant du fort du Moulin-à-l'Huile, B. 1404, n° 14,405, p. 59; — au service des forêts, d'une ancienne caserne de douaniers dite de *Champ-Clos*, située à Olonne (Vendée), B. 1442, n° 14,705, p. 735; — à l'évêché de Nice, de l'église et des bâtiments de l'ancien convent de Notre-Dame de Laghet, situé dans la commune de la Trinité-Victor (Alpes-Maritimes), B. 1432, n° 14,609, p. 518; — à celui de Quimper, d'une portion de terrain domanial située à Quimper, B. 1437, n° 14,657, p. 654.

Sont autorisés les préfets des départements dont suit l'énumération à faire certaines concessions de grèves, lais de mer et terrains domaniaux, savoir : Charente-Inférieure, aux sieurs *Bardou, Arnabet Viand*, B. 1417, n° 14,526, p. 382; — Finistère, aux sieurs *Vermillard*, B. 1417, n° 14,527, p. 382; — Gironde, au sieur *Fournier*, B. 1422, n° 14,570, p. 444; — à la compagnie des chemins de fer du Midi, pour l'établissement d'une gare unique entre les stations de Gujan et de Mestras, B. 1433, n° 14,616, p. 618; — Morbihan, à la princesse *Baciocchi*, B. 1415, n° 14,514, p. 275; — au sieur *Le Gloahec*, B. 1422, n° 14,569, p. 443; — Pyrénées (Basses-), au sieur *Payo*, B. 1417, n° 14,528, p. 383. — Seine-Inférieure, au sieur *Léjeune*, B. 1431, n° 14,603, p. 514; — aux sieurs *Legros, Le-rebours, Grimaud, Roquigny* et à la

demoiselle *Lagarrière*, B. 1451, n° 14,804, p. 883; — *Somme*, au baron *de Vincent*, sénateur, B. 1413, n° 14,491, p. 247.

DOMAINE PUBLIC MARITIME. Fixation de la limite du rivage de la mer entre le cap Pinède et l'Estaque (quartier maritime de Marseille), B. 1404, n° 14,401, p. 58; — entre le vaillon des Auffes et Endoume, à Marseille (quartier maritime du même nom), B. 1413, n° 14,488, p. 246; — entre l'ancienne embouchure de l'Eygoutier et le fort Lamalgue (Var), quartier maritime de Toulon, B. 1430, n° 14,595, p. 507; — à l'embouchure de la Breda (Seine-Inférieure), B. 1433, n° 14,619, p. 620.

DONS ET LEGS. L'académie des sciences est autorisée à accepter le legs à elle fait, par le sieur *Flamby*, de vingt-cinq actions de la banque de France pour fonder un prix, B. 1404, n° 14,405, p. 59. — Le proviseur du lycée Saint-Louis est autorisé à accepter la donation faite à cet établissement, par la demoiselle *Dajat*, d'une rente de cent francs sur l'État, dont les revenus seront employés à fonder un prix qui portera le nom du sieur *Amiot*, B. 1404, n° 14,306, p. 60. — L'académie des sciences est autorisée à accepter le legs que lui a fait le sieur *Montagne (Jean-François-Camille)* de tous ses biens pour fonder un ou deux prix à décerner à l'auteur ou aux auteurs de travaux importants sur les végétaux cellulaires; et le directeur du Muséum d'histoire naturelle est autorisé à accepter le legs qui lui a été fait par ledit sieur *Montagne* et consistant en collections d'herbiers, dessins et ouvrages divers, B. 1416, n° 14,543, p. 398 et 399.

DOTATION DE L'ARMÉE. Voyez Ministère de la guerre.

DOUANES. Les droits de douane à l'importation des sucres candis en caisses ou futailles seront perçus au poids net, B. 1424, n° 14,575,

p. 451. — Un entrepôt réel pour les marchandises prohibées et non prohibées est accordé à la ville d'Amiens, B. 1448, n° 14,777, p. 845.

DROITS D'ENREGISTREMENT ET DE TRANSCRIPTION. Voyez *Enregistrement*.

DROITS DE TONNAGE. Suppression

des droits de tonnage établis à titre de droits de compensation, en vertu des traités et conventions conclus par la France avec la République dominicaine, le Portugal, la Prusse, la Suède, la Norvège et les villes de Brême, Hambourg et Lubeck, B. 1452, n° 14,816, p. 894.

E

EAU. Voyez *Ville de Paris*.

Eaux minérales. Voyez *Sources minérales*.

ÉCHANGES D'IMMEUBLES. Voyez *Domaines et Enregistrement*.

ÉCOLE CENTRALE DES ARTS ET MANUFACTURES. Autorisation d'acquérir une somme de quinze mille francs de rentes trois pour cent, B. 1421, n° 14,556, p. 434.

ÉCOLES DES CHARTES. Décret concernant les professeurs de l'école des chartes, B. 1435, n° 14,627, p. 629.

ÉCOLE NORMALE D'ENSEIGNEMENT SPÉCIAL. Voyez *Ministère de l'instruction publique*.

ÉCOLES NORMALES PRIMAIRES. Décret sur les écoles normales primaires (2 juillet 1866), B. 1418, n° 14,532, p. 385. — Décret concernant les directeurs et les maîtres adjoints de ces écoles, B. 1440, n° 14,678, p. 698.

ÉCRITE. Voyez *Postes (Administration des)*.

ÉLECTIONS. Voyez *Collèges électoraux*.

ÉMIOTRO-SÉMAPHORIQUES (POSTES). Voyez *Règlement d'administration publique*.

EMPRUNT GRÈC. Ouverture au ministre des finances d'un crédit de un million quarante-quatre mille trente-neuf francs soixante-six centimes, pour le payement des intérêts et de l'amortissement, exigibles en 1867, de la partie afférente à la garantie de la France dans l'emprunt négocié, en 1853, par le gouvernement grec (loi du 18 juillet 1866, sur le budget

de 1867), B. 1409, n° 14,457, p. 142.

EMPRUNTS DES DÉPARTEMENTS. *Autorisations accordées aux départements ci-après de contracter des emprunts et de s'imposer extraordinairement:* Dordogne, B. 1404, n° 14,373, p. 21; — Eure, B. 1403, n° 14,371, p. 17; — Garonne (Haute-), B. 1405, n° 14,409, p. 66; — Ile-et-Vilaine, B. 1404, n° 14,374, p. 21; — Rhin (Haut-), B. 1405, n° 14,411, p. 69; — Savoie, B. 1404, n° 14,379, p. 29.

EMPRUNTS DES VILLES. *Autorisations accordées aux villes et communes ci-après de contracter des emprunts:* Agen (Lot-et-Garonne), B. 1405, n° 14,412, p. 70; — Bayonne (Basses-Pyrénées), B. 1405, n° 14,416, p. 73; Blois (Loir-et-Cher), B. 1405, n° 14,415, p. 75; — Châtellerault (Vienne), B. 1404, n° 14,382, p. 34; Cholet (Maine-et-Loire), B. 1404, n° 14,383, p. 35; Courbevoie (Seine), B. 1403, n° 14,372, p. 18; Coutances (Manche), B. 1405, n° 14,418, p. 79; — Dieppe (Seine-Inférieure), B. 1404, n° 14,384, p. 37; — Épernay (Marne), B. 1404, n° 14,385, p. 39; — Lons-le-Sauvier (Jura), B. 1404, n° 14,387, p. 42; — Morlaix (Finistère), B. 1404, n° 14,388, p. 43; — Neuilly (Seine), B. 1403, n° 14,372, p. 18; — Puteaux (Seine), B. 1403, n° 14,372, p. 18; — Rouen (Seine-Inférieure), B. 1405, n° 14,419, p. 81; — Saint-Lô (Manche), B. 1404, n° 14,389, p. 44; Sedan (Ardennes), B. 1404,

n° 14, 390, p. 46; Soissons (Aisne), B. 1405, n° 14, 420, p. 82; — Toulon (Var), B. 1404, n° 14, 391, p. 47; — Valence (Drôme), B. 1404, n° 14, 392, p. 49.

ENDIGUEMENTS. Voyez *Rivières*.

ENREGISTREMENT. Réduction au droit fixe de un franc de l'enregistrement et de la transcription des actes relatifs au dessèchement des étangs de la Dombes (loi du 18 juillet 1866), B. 1408, n° 14, 447, p. 125. — A partir du 1^{er} janvier 1867, les baux et échanges de biens immeubles, les actes énumérés au paragraphe 7, n° 1, 3, 4, 5, et 6 de l'article 69 de la loi du 21 frimaire an VII, les obligations et libérations hypothécaires cesseront d'être soumis au demi-décime établi par le paragraphe 1^{er} de l'article 3 de la loi du 8 juin 1864; la perception de ce demi-décime continuera d'être effectuée, pour l'exercice 1867, sur tous les autres droits et produits dont le recouvrement est confié à l'administration de l'enregistrement; l'article 13 de la loi du 23 juin 1857, relatif à la perception d'un deuxième décime sur les autres impôts indirects qui supportent le premier décime, continuera à recevoir son exécution pour l'exercice 1867 (loi du 18 juillet 1866, sur le budget), B. 1409, n° 14, 457, p. 138.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. Décret sur les écoles normales primaires, B. 1418, n° 14, 532, p. 385.

ENSEIGNEMENT SPÉCIAL. Voyez *Ministère de l'instruction publique*.

ENTREPÔTS. Voyez *Douanes*.

ERRATA. Au Bulletin n° 1385, p. 597, voyez l'*Errata* qui fait suite au Bulletin n° 1413, p. 248; — au

Bulletin n° 1437, p. 635, et au Bulletin n° 1439, p. 686, voir l'*Errata* qui fait suite au Bulletin n° 1441, p. 720; — au Bulletin n° 1439, p. 900, voyez l'*Errata* qui fait suite au Bulletin n° 1444, p. 760.

ESPAGNE. Voyez *Traité*.

ÉTABLISSEMENTS DE CHARITÉ. Voyez *Asile de vieillards et Congrégations*.

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS. Voyez *Colonies*.

ÉTABLISSEMENTS THERMAUX. Voyez *Sources minérales*.

ÉTANGS. Loi du 18 juillet 1866, qui réduit au droit fixe de un franc l'enregistrement et la transcription des actes relatifs au dessèchement des étangs de la Dombes, B. 1408, n° 14, 447, p. 125.

ÉTATS-PONTIFICAUX. Voyez *Dette pontificale et Traité*.

ÉTATS-UNIS. Voyez *Importations et Traité*.

EVÊCHÉS. Réception et publication des bulles d'institution canonique des prélats y désignés pour les évêchés de : Arras, M. *Lequie*, B. 1414, n° 14, 493, p. 250; — Cahors, M. *Grimardias*, B. 1414, n° 14, 494, p. 250; — Marseille, M. *Place*, B. 1414, n° 14, 495, p. 251; — Vannes, M. *Becl*, B. 1414, n° 14, 496, p. 252. — M. *Amanton* est autorisé à accepter le titre d'évêque *in partibus* d'Arcadiopolis et celui d'archevêque *in partibus* de Theodosiopolis, B. 1448, n° 14, 734, p. 788. Voyez *Domaines*.

EXPORTATIONS. Voyez *Traité*.

EXPROPRIATION. Divers immeubles situés à Brest sont soumis à l'expropriation pour cause d'utilité publique pour le compte du département de la marine, B. 1433, n° 14, 618, p. 619.

F

FACTEURS DE DENRÉES. Voyez *Patentes*.

FLÈUVES. Voyez *Navigation et Rivières*.

FONDS COMMUN. Répartition du fonds commun affecté aux dépenses or-

dinaires des départements pendant l'exercice 1867, B. 1414, n° 14, 497, p. 253.

FONDS DE CONCOURS. Ouverture d'un

crédit sur l'exercice 1866, à titre de fonds de concours versés au trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics, B. 1415, n° 14,505, p. 262.

— Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1866, à titre de fonds de concours versés au trésor par le département de Saône-et-Loire, pour les dépenses de l'école normale d'enseignement spécial de Cluny et du collège annexe, B. 1418, n° 14,535, p. 392, et B. 1440, n° 14,681, p. 706. — Report à l'exercice 1866 d'une portion des crédits ouverts au département de la guerre, pour l'exercice 1865, à titre de fonds de concours versés au trésor, B. 1434, n° 14,622, p. 621. — Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1866, à titre de fonds de concours versés au trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics, B. 1440, n° 14,679, p. 698, et B. 1451, n° 14,792, p. 857. — Report à

l'exercice 1866 d'une portion des crédits ouverts au ministère de l'agriculture, du commerce, et des travaux publics, pour l'exercice 1865, à titre de fonds de concours versés au trésor, B. 1442, n° 14,695, p. 721. — Ouverture au ministre de l'intérieur d'un crédit sur l'exercice 1866, à titre de fonds de concours versés au trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour l'établissement de bureaux télégraphiques, B. 1442, n° 14,701, p. 730. Voyez *Algérie*, *Travaux* et *Travaux militaires*.

FORÊTS. Le ministre des finances est autorisé à se procurer la somme de deux millions cinq cent mille francs par l'aliénation des bois ou au moyen de coupes extraordinaires dans les forêts (loi du 18 juillet 1866, sur le budget général de 1867), B. 1409, n° 14,457, p. 141.

FORTIFICATIONS. Voyez *Domaines*.

FRONTIÈRES D'ESPAGNE. Voyez *Traités*.

FUNÉRAILLES. Voyez *Obsèques*.

G

GOUVERNEMENT. Voyez *Constitution de l'Empire* et *Constitution des colonies*.

GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE. Voyez *Algérie*.

GRAND-DUCHÉ DE MECKLENBOURG-SCHWERIN. Voyez *Traités*.

GRÈCE. Voyez *Emprunt grec*.

GREFFIERS. Voyez *Magistrature*.

GRÈVES. Voyez *Domaines*.

GRUES. Établissement sur le quai sud du bassin Duquesne, au port de Dieppe, d'une grue destinée au chargement et au déchargement des voitures, chevaux et marchandises, B. 1420, n° 14,553, p. 413.

GUADELOUPE. Voyez *Colonies*.

GUYANE HOLLANDAISE. Voyez *Postes* (*Administration des*).

H

HARENG. Abrogation de l'ordonnance du 14 août 1816, portant règlement sur la pêche du hareng et du maquereau, B. 1405, n° 14,428, p. 94.

HOSPICES. La commission administrative de l'hospice de Bourbon-

Lancy (Saône-et-Loire) est autorisée à proroger le délai de remboursement d'un emprunt autorisé par décret du 26 mars 1859 (loi du 14 juillet 1866), B. 1405, n° 14,416, p. 77.

HUILES D'OLIVE. Tarif à l'importa-

tion des huiles d'olive. B. 1434, n° 14,626, p. 627.
HUISSIERS. Voyez *Offices*.

HYPOTHÈQUES. Voyez *Communes, Conservateurs des hypothèques et Pays d'hypothèques*.

I

MEUBLES DOMANIAUX. Voyez *Domaines*.

ÉMIGRATION. Voyez *Mariage des immigrants*.

IMPORTATIONS. Les droits de douane à l'importation des sucres candis en caisses ou futailles seront perçus au poids net, B. 1424, n° 14,575, p. 451. — Tarif à l'importation des huiles d'olive, B. 1434, n° 14,626, p. 627. — Promulgation de la convention conclue, le 25 juin 1866, entre la France, les États-Unis d'Amérique, le royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et les Pays-Bas, d'une part, et le gouvernement japonais, d'autre part, pour l'établissement d'un nouveau tarif d'importation et d'exportation, B. 1438, n° 14,664, p. 657. — Dispositions relatives aux marchandises d'origine ou de manufacture de l'Autriche reprises dans le traité conclu, le 11 décembre 1866, entre la France et l'Autriche, importées autrement que par terre ou par navires français ou sous pavillon autrichien, B. 1448, n° 14,774, p. 842. — Importation des tissus de l'Autriche taxés à la valeur, B. 1448, n° 14,775, p. 842. — Les décrets des 1^{er} octobre, 14 décembre 1861 et 20 juillet 1862, relatifs à l'importation des marchandises d'origine anglaise ou belge y énumérées, sont applicables aux marchandises et produits similaires d'origine autrichienne, B. 1448, n° 14,776, p. 844. Voyez *Traités*.

IMPOSITIONS ADDITIONNELLES. Voyez *Chambres et bourses de commerce*.

IMPOSITIONS EXTRAORDINAIRES. *Départements.* Les départements suivants sont autorisés à s'imposer extraordinairement: Indre, B. 1405,

n° 14,410, p. 67; — Pas-de-Calais, B. 1404, n° 14,376, p. 26; — Rhin (Bas-), B. 1404, n° 14,378, p. 28. Rhône, B. 1408, n° 14,452, p. 192. — Seine-Inférieure, B. 1404, n° 14,380, p. 31.

Villes. Les villes suivantes sont autorisées à s'imposer extraordinairement: Auxerre (Yonne), B. 1405, n° 14,413, p. 72; — Bar-le-Duc (Meuse), B. 1404, n° 14,381, p. 32. — Calais (Pas-de-Calais), B. 1405, n° 14,417, p. 78; — Gray (Haute-Saône), B. 1404, n° 14,386, p. 40. — Valenciennes (Nord), B. 1404, n° 14,393, p. 51. Voyez *Imputation d'emprunt et d'imposition*.

IMPOSITIONS SPÉCIALES. Voyez *Budget de 1867*.

IMPUTATION D'EMPRUNT. Le département des Hautes-Pyrénées est autorisé à appliquer aux travaux des chemins vicinaux une partie des ressources créées par la loi du 8 juillet 1865 (loi du 11 juillet 1866), B. 1404, n° 14,377, p. 27.

IMPUTATION D'IMPOSITION. Le département du Jura est autorisé à imputer sur le produit d'une imposition extraordinaire, créée en 1865, les fonds nécessaires au payement d'une subvention destinée à la construction du chemin de fer d'intérêt local de Châlon à Lons-le-Saunier (loi du 11 juillet 1866), B. 1404, n° 14,375, p. 24.

INDE. Voyez *Colonies*.

INSCRIPTION MARITIME. Voyez *Domaine public maritime*.

INSPECTEURS DES CHEMINS DE FER. Mise à la retraite des inspecteurs généraux, des inspecteurs principaux, des inspecteurs particuliers et des commissaires de surveillance administrative des che-

mains de fer, B. 1443, n° 14,714, p. 745.

INSTITUT DE FRANCE. Voyez *Académie des sciences*.

INSTITUTION CANONIQUE. Voyez *Chanoines et Evêchés*.

INSTRUCTION PUBLIQUE. Décret sur les écoles normales primaires, B. 1418, n° 14,532, p. 385. — Augmentation du traitement des maîtres élémentaires des lycées, B. 1418, n° 14,533, p. 590. — Professeurs de l'école des chartes, B. 1435, n° 14,627, p. 629. — Décret concernant les directeurs et maîtres adjoints des écoles normales primaires, B. 1440, n° 14,678, p. 698. Voyez *Académie des sciences, Lycées et Ministère de l'instruction publique*.

INTÉRÊT PUBLIC. Déclaration d'intérêt public de la source d'eau minérale connue sous le nom de *Source ancienne*, laquelle alimente l'établissement thermal de Balaruc (Hérault), B. 1435, n° 14,638, p. 639.

INTÉRIM. M. le maréchal Vaillant, ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, est chargé de l'intérim du ministère de la justice et des cultes pendant l'absence de M. Baroche, B. 1407, n° 14,441, p. 115. — Cessation de cet intérim, B. 1413, n° 14,486, p. 246. — Le ministre d'État est chargé de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, pendant l'absence de M. Béhic, B. 1417, n° 14,524,

p. 381. — M. le marquis de la Valette, ministre de l'intérieur, est chargé de l'intérim du ministère des affaires étrangères pendant l'absence de M. le marquis de Moustier; M. Béhic, ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, est chargé de l'intérim du ministère de la guerre pendant l'absence de M. le maréchal comte Randon; M. le maréchal Vaillant, ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, est chargé de l'intérim du ministère de la marine et des colonies pendant l'absence de M. le marquis de Chasseloup-Labat, B. 1422,

n° 14,565, p. 441 et 442. — Cessation de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, B. 1423, n° 14,573, p. 448. — Cessation de l'intérim du ministère des affaires étrangères, B. 1432, n° 14,611, p. 520, et de celui du ministère de la guerre, B. 1435, n° 14,633, p. 637. — M. Ramier, ministre d'État, est chargé de l'intérim du ministère de l'intérieur pendant l'absence de M. le marquis de la Valette, B. 1437, n° 14,653, p. 652. — Cessation de cet intérim, B. 1443, n° 14,723, p. 745.

IRRIGATIONS. Voyez *Canaux*.

ISUEMS DE SUEZ. Voyez *Postes (Administration des)*.

ITALIE. Voyez *Dette pontificale et Traité*.

JAPON. Voyez *Importations et Traités*.

JARDINS PUBLICS. Voyez *Ville de Paris*.

JOURNAUX. Suppression du *Courrier du dimanche*, B. 1414, n° 14,503, p. 259.

JUGES DE PAIX. Voyez *Magistrature*.

LAIS DE MER. Voyez *Domaines*.

LANDES. Exécution des travaux re-

latifs à la mise en valeur des landes d'Orist, B. 1424, n° 14,578, p. 452.

LÉGION D'HONNEUR. Virement de crédits, exercice 1865, B. 1454, n° 14,824, p. 1038.

LÉGION ROMAINE. Décret du 28 août 1866, concernant les Français faisant partie de la légion romaine, B. 1423, n° 14,571, p. 445.

LEGS. Voyez *Dons et legs*.

LETTRES CHARGÉES ET LETTRES ORDINAIRES. Voyez *Postes (Administration des)*.

LIBÉRATIONS HYPOTHÉCAIRES. Voyez *Enregistrement*.

LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES. Organisation de l'administration des lignes télégraphiques, B. 1418, n° 14,536,

p. 393. Voyez *Règlement d'Administration publique*.

LIMITE D'ÂGE. Voyez *Inspecteurs de chemins de fer*.

LIMITES DE LA MER. Voyez *Dominion public maritime*.

LUXEMBOURG (JARDIN DU). Voyez *Ville de Paris*.

LYCÉES IMPÉRIAUX. Autorisation au proviseur du lycée Saint-Louis d'accepter une rente sur l'État pour fonder un prix qui portera le nom du sieur *Amiot*, B. 1406, n° 14,406, p. 60. — Augmentation du traitement des maîtres élémentaires des lycées, B. 1458, n° 14,533, p. 390.

LYON (VILLE DE). Voyez *Dominion*.

M

MADÈRE. Voyez *Postes (Administration des)*.

MAGASINS GÉNÉRAUX DE MARCHANDISES ET SALLES DE VENTES PUBLIQUES. Réduction du cautionnement imposé, en garantie de sa gestion, au sieur *Aubert*, commissionnaire d'un magasin général avec salle de ventes publiques à Nîmes, B. 1411, n° 14,471, p. 210. — Autorisation de l'établissement et de l'exploitation, à Marseille, d'un magasin général avec salle de ventes publiques, B. 1411, n° 14,472, p. 211. — M. *Hainguerlot* est autorisé à annexer un terrain aux magasins généraux qu'il possède à Saint-Denis, B. 1439, n° 14,669, p. 693.

MAGISTRATURE. Décret qui rend applicables aux commissaires civils investis des fonctions judiciaires les dispositions du décret du 17 mars 1866, portant extension de la juridiction des juges de paix de l'Algérie, B. 1402, n° 14,364, p. 9. — Création d'un emploi de lieutenant de juge près le tribunal de première instance de Saigon (Cochinchine française), B. 1444, n° 14,719, p. 749. —

Organisation des tribunaux musulmans, B. 1451, n° 14,794, p. 865. — Rapport à l'Empereur, suivi de deux décrets du 28 novembre 1866, l'un portant organisation de l'administration de la justice à la Nouvelle-Calédonie et dépendances, et l'autre fixant les traitements, les parités d'offices et le costume des magistrats et greffiers de cette colonie, B. 1454, n° 14,818 à 14,820, p. 1017 à 1034.

MAISONS CENTRALES. Suppression de celle d'Embrun, B. 1414, n° 14,498, p. 255. — Gratification pour la reprise des condamnés évadés des maisons centrales de foras et de correction ou des pénitenciers agricoles, B. 1431, n° 14,699, p. 511.

MAÎTRES ÉLÉMENTAIRES DES LYCÉES. Augmentation de leur traitement, B. 1418, n° 14,533, p. 390.

MAQUEREAU. Abrogation de l'ordonnance du 14 août 1816, portant règlement sur la pêche du maquereau, B. 1405, n° 14,428, p. 94.

MARAIS. Dessèchement des marais de Padule-Maggiore, Padule-M-

marci, Vadinello, Alotta, Chiaratta, Canna, Boldovino, Tan-
guisone, et Erba-Rossa, situés
dans la plaine de Migliocciaro
(Corse), B. 1449, n° 14,593,
p. 488. — Dessèchement de
l'étang ou marais de Lessors (Fi-
nistère), B. 1439, n° 14,670,
p. 694.

MARCHANDISES ANGLAISES, AUTRI-
CHIENNES ET BELGES. Voyez *Im-
portations*.

MARIAGE DES IMMIGRANTS. Applica-
tion, à la Nouvelle-Calédonie du
décret du 14 juin 1861, relatif au
mariage des étrangers immigrants
à la Guyane française, B. 1442,
n° 14,700, p. 729.

MARSEILLE (VILLE DE). Voyez *Obser-
vatoire*.

MARTINIQUE. Voyez *Colonies*.

MAYOTTE. Voyez *Colonies*.

MECKLENBOURG - SCHWERIN. Voyez
Traité.

MÉLASSES. Approbation de la décla-
ration, signée, le 15 octobre 1866,
entre la France et la Prusse, pour
l'affranchissement des droits d'en-
trée sur les mélasses, B. 1436,
n° 14,642, p. 641.

MANDIANT. Voyez *Dépôts de mendi-
cité*.

MAR. Voyez *Domaine public mari-
time*.

MEXIQUE. Promulgation de la con-
vention signée à Mexico, le
30 juillet 1866, et relative à la dé-
légalation accordée au Gouverne-
ment français sur les recettes des
domaines du Mexique, B. 1425,
n° 14,579, p. 453.

MINES. Fixation de l'abonnement à
la redevance proportionnelle des
mines, B. 1402, n° 14,363, p. 8.
— Règlement, sous forme d'abon-
nement, pour cinq années, à par-
tir de 1865, de la redevance pro-
portionnelle des mines de houille
d'Anzin (Nord), Denain (Nord),
Fresnes (Nord), Raismes (Nord)
et Vieux-Condé (Nord), B. 1411,
n° 14,465 à 14,469, p. 204 à
208.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES

CULTES. Virement de crédit, exer-
cice 1865, B. 1414, n° 14,500,
p. 256. — Ouverture d'un crédit
supplémentaire pour des créances
constatées sur des exercices clos,
B. 1435, n° 14,631, p. 634. —
Répartition, par articles, du cré-
dit accordé pour les dépenses
du ministère de la justice et des
cultes (*Service de la justice*) pen-
dant l'année 1867, B. 1441,
n° 14,693, p. 717. Voyez *Intérim*.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRAN-
GÈRES. Virement de crédits, exer-
cice 1865, B. 1404, n° 14,397,
p. 56. — M. le marquis de *Mou-
lier*, ambassadeur, est nommé
ministre secrétaire d'État au dé-
partement des affaires étrangères,
en remplacement de M. Drouyn
de Lhuys, B. 1422, n° 14,563,
p. 440. — Virement de crédits,
exercice 1865, B. 1444, n° 14,721,
p. 755, et exercice 1866, B. 1444,
n° 14,722, p. 756. Voyez *Intérim*.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. Loi sur
les conseils généraux, B. 1407,
n° 14,438, p. 109. — Virement de
crédit, exercice 1866, B. 1448,
n° 14,756, p. 820. — Ouverture
d'un crédit supplémentaire pour
des créances constatées sur des
exercices clos, B. 1451, n° 14,802,
p. 879. Voyez *Fonds de concours et
Intérim*.

MINISTÈRE DES FINANCES. Virement
de crédits, exercice 1865, B. 1414,
n° 14,502, p. 258, et B. 1429,
n° 14,592, p. 486. — Ouverture
d'un crédit supplémentaire pour
des créances constatées sur un
exercice clos, B. 1431, n° 14,600,
p. 512. — Ouverture, exercice 1865,
de deux chapitres destinés à re-
cevoir l'imputation des paye-
ments faits pour rappels d'arré-
rages de rentes viagères et de
pensions qui se rapportent à des
exercices clos, B. 1437, n° 14,652,
p. 650. — Virement de crédits,
exercice 1866, B. 1437, n° 14,654,
p. 653. Voyez *Bons du trésor*,
Caisse, d'amortissement, *Emprunt
grec*, *Forêts et Pensions civiles*.

MINISTÈRE DE LA GUERRE. Virements de crédits aux budgets ordinaire et extraordinaire, exercice 1865, B. 1415, n° 14,508, p. 270; — exercice 1866, B. 1434, n° 14,623 et 14,624, p. 624 et 625. — Rapport à l'exercice 1866 d'une portion du crédit ouvert, pour l'exercice 1865, par le décret du 17 mars 1866, B. 1434, n° 14,625, p. 626. — Décret portant que la dépense du service de correspondance et de transports sur le littoral de l'Algérie, jusqu'à présent répartie entre le budget de la marine et le budget de la guerre, sera désormais supportée en totalité par le budget de ce dernier département, B. 1435, n° 14,630, p. 632. — Virement de crédits, exercice 1866, B. 1441, n° 14,691, p. 715. — Ouverture, exercice 1865, d'un chapitre destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice, B. 1448, n° 14,756, p. 813. — Ouverture d'un crédit, exercice 1866, pour frais d'administration du service de la caisse de la dotation de l'armée, au ministère de la guerre, B. 1454, n° 14,821, p. 1035. Voyez *Pensions militaires et Travaux militaires*.

MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES. Ouverture d'un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos, B. 1422, n° 14,562, p. 437. — Répartition, par chapitres, des crédits ouverts à la cinquième section (*Service colonial*), exercice 1867; virement de crédits, exercice 1865, B. 1427, n° 14,583 et 14,584, p. 473 et 474. — Ouverture au budget ordinaire du département de la marine et des colonies, pour l'exercice 1865, d'un chapitre destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice, B. 1440, n° 14,680, p. 704. — Virements de crédits aux budgets ordinaire et extraordinaire, B. 1454,

n° 14,822 et 14,823, p. 1036 et 1038.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. Décret du 2 juillet 1866 sur les écoles normales primaires, B. 1418, n° 14,557, p. 385. — Augmentation du traitement des maîtres élémentaires des lycées, B. 1418, n° 14,553, p. 390. — Virement de crédits, exercice 1866, B. 1418, n° 14,554, p. 391. — Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1866, à titre de fonds de concours versés au trésor par le département de Saône-et-Loire, pour les dépenses de l'école normale d'enseignement spécial de Cluny et du collège annexe, B. 1428, n° 14,585, p. 392, et B. 1440, n° 14,681, p. 708. — Décret concernant les directeurs et les maîtres adjoints des écoles normales primaires, B. 1440, n° 14,678, p. 698. — Virement de crédits, exercice 1866, B. 1440, n° 14,683, p. 709.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS. Virement de crédits, exercice 1865, B. 1414, n° 14,599, p. 255; — exercice 1866, B. 1433, n° 14,666, p. 690, et B. 1442, n° 14,697, p. 705. Voyez *Fonds de concours, Intérin, Ponts, Ports, Routes et Travaux*.

MINISTÈRE DE LA MAISON DE L'EMPLOI ET DES BEAUX-ARTS. Virement de crédits, exercice 1866, B. 1420, n° 14,552, p. 412, et B. 1446, n° 14,739, p. 771.

MINISTRES. Ouverture aux ministres, pour les dépenses du budget extraordinaire de l'exercice 1867, d'un crédit total de cent trente-trois millions cinquante-quatre mille deux cent un francs (loi du 18 juillet 1866), B. 1409, n° 14,458, p. 168. — M. le marquis de Montier, ambassadeur à Constantinople, est nommé ministre des affaires étrangères, en remplacement de M. Drozy de Lhuys, B. 1422, n° 14,563, p. 440. — Nomination

des membres de la commission chargée de l'examen des comptes rendus par les ministres, pour l'année 1866, B. 1444, n° 14,724, p. 758.

MODIFICATION DE LA CONSTITUTION. Voyez *Constitution*.

MONNAIES D'ARGENT. Loi du 14 juillet 1866, relative à la convention monétaire conclue, le 23 décembre 1865, entre la France, la

Belgique, l'Italie et la Suisse, B. 1410, n° 14,460, p. 189. — Proclamation de ladite convention, B. 1410, n° 14,461, p. 183.

MUSEUM D'HISTOIRE NATURELLE. Autorisation d'accepter le legs qui a été fait à cet établissement par le sieur *Montagne* (*Jean-François-Camille*), B. 1418, n° 14,543, p. 396.

MUSULMANS. Voyez *Magistrature*.

N

NAVIGATION. Amélioration de la navigation du Rhône au passage du Saout (Ain et Isère), B. 1417, n° 14,531, p. 364, et au passage de Beaujeu (Bouches-du-Rhône), B. 1440, n° 14,689, p. 711. Voyez *Règles et Traités*.

NAVIGES EN MER. Voyez *Règlement d'administration publique*.

NOMINATIONS. M. le marquis de *Momtiér*, ambassadeur à Constantinople, est nommé ministre des affaires étrangères, en remplacement de M. *Broun de Lhays*, B. 1422, n° 14,563, p. 440. — M. *Broun de Lhays*, sénateur, est nommé membre du Conseil privé, B. 1422, n° 14,564, p. 441. Voyez *Conseil d'Etat et Interim*.

NOMS. Autorisations aux termes desquelles les personnes ci-après sont autorisées, savoir : M. *Pineges dit Arthex* (*Jean*), à substituer à son nom celui de *Arthex*, B. 1445, n° 14,732, p. 764. — MM. *Augier* (*Alphonse-François-Marius-Henri*), *Augier* (*François-Marius-Joseph-Léon*) et M^{lle} *Matheron* (*Angélique-Magdelaine*), veuve du sieur *Jean-Etienne Augier*, en son nom et en celui de ses sept enfants mineurs, à ajouter à leur nom celui de *de Maintenon*, et à s'appeler *Augier de Maintenon*, B. 1407, n° 14,643, p. 116. — MM. *Bureau-Desfranchis* et M^{lle} *Bureau-Desfranchis* à retenir de leur nom celui de *Bureau*, et à s'appeler *Desfranchis*, B. 1443, n° 14,718, p. 748;

— M. *Collette* (*Louis-Joseph*), à s'appeler *Collette de Baudicour*, B. 1416, n° 14,519, p. 282. — M. *Freydier-Lafont*, à s'appeler *Freydier-Lafont de Contagnet*, B. 1440, n° 14,684, p. 710. — MM. *Gaëm* (*Félix-Adolphe* et *Charles-Antoine*), à s'appeler *Gaëm-Précourt*, B. 1415, n° 14,512, p. 275. — M. *Macquart* (*Louis-Félix-Marie*), à s'appeler *Macquart de Tertine*, B. 1402, n° 14,365, p. 10. — M. *Mittrot* (*Léon*), à s'appeler *Mittrot de Béclair*, B. 1437, n° 14,656, p. 654. — M^{lle} *Petit* (*Alexandre-Maria* et *Henry*), à s'appeler *Petit de Touberville*, B. 1402, n° 14,367, p. 10. M. *Tallien* (*Julien-Dominique-Maria-Edouard*), à s'appeler *Tallien de Cabarus*, B. 1443, n° 14,717, p. 748. — M. *Theremin* (*Charles-Eugène*), à s'appeler *Theremin d'Hame*, B. 1446, n° 14,740, p. 772. — M. de *Thomassin* (*Paul-Eugène-Antoine*), à s'appeler de *Thomassin de Montbel*, B. 1412, n° 14,708, p. 705. — M. *Trélat* (*Georges-Louis-Charles*), à s'appeler *Trélat de Ramasson*, B. 1418, n° 14,545, p. 400. — M. *Vaillant* de *Meixmoron* (*Léon-Charles-Bénigne*), à ajouter à son nom celui de *Mathieu de Dombasle*, et à s'appeler, à l'avenir, *Vaillant de Meixmoron Mathieu de Dombasle*, B. 1407, n° 14,640, p. 116. — M. de *Vaillafroy* (*Dominique-Félix*), à s'appeler de *Vaillafroy-Cassini*, B. 1437, n° 14,655, p. 654.

NORWÈGE. Voyez *Droits de tonnage et Traité*.

NOUVELLE-CALÉDONIE. Voyez *Colonies et Magistrature*.

NOUVELLE-GALLES DU SUD. Voyez *Postes (Administration des)*.

NOUVELLE-ZÉLANDE. Voyez *Païs (Administration des)*.

0

OBLIGATIONS HYPOTHÉCAIRES. Voyez *Enregistrement*.

OBSEQUES. Les obseques de M. Thouvenel, grand référendaire du Sénat, seront célébrées aux frais du trésor public, B. 1436, n° 14,646, p. 646.

OBSERVATOIRE. Cession à la ville de Marseille des terrains, bâtiments et dépendances de l'observatoire établi dans cette ville (loi du 14 juillet 1866), B. 1405, n° 14,408, p. 62.

OCTROIS. *Autorisation pour la perception de surtaxes accordées aux communes et villes suivantes:* Annecy (Haute-Savoie), B. 1405, n° 14,426, p. 89; — Bailleul (Nord), B. 1408, n° 14,463, p. 138; — Elbeuf (Seine-Inférieure), B. 1408, n° 14,464, p. 134; Evian (Haute-Savoie), B. 1405, n° 14,426, p. 91; — Plozeurn (Finistère), B. 1405, n° 14,422, p. 85; — Quimper (Finistère), B. 1405, n° 14,423, p. 87; Quintin (Côtes-du-Nord), B. 1404, n° 14,394, p. 52; — Steenvoorde (Nord), B. 1405, n° 14,424, p. 88; — Valenciennes (Nord), B. 1404, n° 14,395, p. 53; Villefranche (Alpes-Maritimes), B. 1405, n° 14,421, p. 84.

ŒUVRES D'ESPRIT ET D'ART. Loi du 14 juillet 1866, sur les droits des héritiers et des ayants causé des auteurs, B. 1405, n° 14,407, p. 61. Voyez *Traité*.

OFFICES. Dispositions relatives aux indemnités accordées aux courtiers de marchandises, pour la perte du droit de présentation de leurs successeurs (loi du 18 juillet 1866), B. 1408, n° 14,444, p. 117 et 121.

Rédaction d'offices d'avoué dans

la cour impériale suivante: Nîmes, à douze, B. 1435, n° 14,640, p. 639.

Rédaction d'offices d'avoué dans les tribunaux suivants: Caen (Cassados), à onze, B. 1418, n° 14,544, p. 399; Châlons-sur-Marne (Marne), à cinq, B. 1450, n° 14,788, p. 854; Charleville (Ardennes), à six, B. 1413, n° 14,490, p. 247; Colmar (Haut-Rhin), à huit, B. 1413, n° 14,490, p. 247; — Épernay (Marne), à cinq, B. 1431, n° 14,606, p. 515; — Florac (Lozère), à quatre, B. 1404, n° 14,404, p. 59; — Gien (Loiret), à quatre, B. 1437, n° 14,587, p. 476; — Lavaur (Tarn), à quatre, B. 1437, n° 14,662, p. 655; — Lorient (Morbihan), à sept, B. 1431, n° 14,606, p. 515; — Louhans (Saône-et-Loire), à trois, B. 1437, n° 14,587, p. 476; — Lourdes (Hautes-Pyrénées), à sept, B. 1431, n° 14,607, p. 516; — Mulhouse (Haut-Rhin), à six, B. 1450, n° 14,788, p. 854; Murat (Cantal), à cinq, B. 1404, n° 14,404, p. 59; — Nyons (Drôme), à cinq, B. 1435, n° 14,640, p. 639; — Sedan (Ardennes), à cinq, B. 1437, n° 14,661, p. 655; Segré (Maine-et-Loire), à quatre, B. 1431, n° 14,607, p. 516; — Semur (Côte-d'Or), à quatre, B. 1418, n° 14,544, p. 399; Strasbourg (Bas-Rhin), à dix, B. 1413, n° 14,489, p. 246; — Ussel (Corrèze), à cinq, B. 1418, n° 14,544, p. 399.

Rédaction d'offices d'huissier dans les tribunaux suivants: Auxerre (Yonne), à vingt-neuf, B. 1450, n° 14,788, p. 854; — Bagnères (Hautes-Pyrénées), à vingt-six,

B. 1437, n° 14,662, p. 655; Beaune (Côte-d'Or), à vingt-deux, B. 1431, n° 14,606, p. 515; Bel-lac (Haute-Vienne), à dix-sept, B. 1450, n° 14,789, p. 855; Bernay (Eure), à dix-neuf, B. 1450, n° 14,789, p. 855; Blanc (le) (Indre), à quinze, B. 1418, n° 14,545, p. 399; Blois (Loir-et-Cher), à vingt et un, B. 1435, n° 14,648, p. 639; Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), à treize, B. 1404, n° 14,402, p. 59; — Bourgoïn (Isère), à vingt, B. 1431, n° 14,606, p. 516; Brignoles (Var), à douze, B. 1435, n° 14,640, p. 640; — Caen (Calvados), à trente-trois, B. 1427, n° 14,586, p. 475; Clermont — Ferrand (Puy-de-Dôme), à trente et un, B. 1415, n° 14,513, p. 275; Coutances (Manche), à trente et un, B. 1418, n° 14,544, p. 399; Cusset (Allier), à seize, B. 1450, n° 14,789, p. 855; — Dijon (Côte-d'Or), à trente-quatre, B. 1427, n° 14,587, p. 476; — Épernay (Marne), à vingt et un, B. 1404, n° 14,402, p. 59; — Hazebrouck (Nord), à neuf, B. 1427, n° 14,586, p. 476; — Louhans (Saône-et-Loire), à quinze, B. 1418, n° 14,544, p. 399; Lunéville (Meurthe), à onze, B. 1415, n° 14,513, p. 275; — Mans (le) (Sarthe), à dix-sept,

B. 1431, n° 14,606, p. 516; Marvejols (Lozère), à seize, B. 1450, n° 14,789, p. 855; Mauriac (Cantal), à dix-huit, B. 1413, n° 14,490, p. 247; Montargis (Loiret), à quatorze, B. 1450, n° 14,789, p. 855; — Narbonne (Aude), à onze, B. 1418, n° 14,544, p. 399; Nevers (Nièvre), à vingt-quatre, B. 1418, n° 14,545, p. 399; Nîmes (Gard), à vingt-quatre, B. 1450, n° 14,789, p. 856; Nogent-sur-Seine (Aube), à onze, B. 1404, n° 14,402, p. 59; — Pont-l'Évêque (Calvados), à dix-huit, B. 1450, n° 14,788, p. 854; Puy (le) (Haute-Loire), à vingt-cinq, B. 1418, n° 14,544, p. 399; — Remiremont (Vosges), à neuf, B. 1404, n° 14,402, p. 59; — Saint-Affrique (Aveyron), à treize, B. 1413, n° 14,490, p. 247; Saint-Omer (Pas-de-Calais), à quatorze, B. 1427, n° 14,586, p. 476; — Tarbes (Hautes-Pyrénées), à trente, B. 1431, n° 14,606, p. 516; Tours (Indre-et-Loire), à vingt-neuf, B. 1435, n° 14,640, p. 639; Tulle (Corrèze), à trente-cinq, B. 1431, n° 14,606, p. 515; — Vienne (Isère), à vingt-sept, B. 1418, n° 14,544, p. 399.

ORDRE JUDICIAIRE. Voyez *Magistrature*.

P

PAQUEBOTS-POSTE. Voyez *Postes (Administration des)*.

PARIS. Voyez *Ville de Paris*.

PASSAGES D'EAU. Voyez *Péages*.

PASSERELLES. Voyez *Ponts*.

PATENTES. Les patentables compris sous la dénomination de commissionnaires en marchandises, courtiers de marchandises, facteurs de denrées et marchandises et représentants de commerce, ainsi que ceux qui prêtent leur entremise pour l'achat et la vente des marchandises, sont assujettis aux droits de patente (loi du 18 juillet

1866, sur les courtiers de marchandises), B. 1408, n° 14,414, p. 121.

PAYS-BAS. Voyez *traités*.

PÉAGES. Est rendu applicable au bac de Salembre, établi sur la rivière d'Isle, à Neuvic (Dordogne), le tarif pour la perception des droits de péage aux bacs situés sur la rivière d'Isle, B. 1417, n° 14,525, p. 382; — au passage d'eau à établis sur l'Adour, au point dit de l'*Éguillon* (Landes), le tarif pour la perception des droits de péage aux passages d'eau de Capas, Simon-

nonne, Toulousette, et Laurède-sur-l'Adour, B. 1431, n° 14,605, p. 515; — au passage d'eau à établir sur la Marne, entre Saint-Maur et Champigny (Seine), le tarif pour la perception des droits de péage au passage d'eau situé sur la même rivière, au port de Nogent-sur-Marne, B. 1431, n° 14,605, p. 515; — au passage d'eau situé sur la Seine, d'Épinay à Gennevilliers, le tarif en vigueur au passage d'eau situé sur la même rivière, entre Courbevoie et Neuilly, B. 1433, n° 14,617, p. 619; — au bac de Moudiet, sur la Garonne, et au bac de Saint-Hilaire, situé sur le Tarn, commune de Montauban, plusieurs tarifs de droits de péage, B. 1442, n° 14,705 et 14,706, p. 735. — Approbation d'un tarif pour la perception des droits de péage au bac de Challoges, situé sur le Rhône, dans la commune de Challoges (Haute-Sevère), B. 1451, n° 14,803, p. 880. — Application d'un tarif au bac établi sur la Dore, à Courpière (Puy-de-Dôme), B. 1451, n° 14,805, p. 883.

PÊCHE. Abrogation de l'ordonnance du 14 août 1816, portant règlement sur la pêche du harang et du maquereau, B. 1405, n° 14,428, p. 94.

PÉNITENCIERS AGRICOLES. Voyez *Maisons centrales*.

PENSIONS CIVILES. Ouverture au ministre des finances, sur l'exercice 1867, pour l'inscription des pensions civiles, par application de la loi du 9 juin 1853, d'un crédit supplémentaire de neuf cent mille francs, en sus du produit des extinctions (loi du 18 juillet 1866, sur le budget de 1867), n° 14,457, p. 141. — Ouverture, sur l'exercice 1866, pour l'inscription des pensions civiles, par application de la loi du 9 juin 1853, d'un nouveau crédit supplémentaire de cinq cent mille francs, en sus du produit des extinctions (loi du 18 juillet 1866), B. 1409, n° 14,459, p. 175.

PENSIONS DES GRANDS FONCTIONNAIRES DE L'ÉTAT. Ouverture au ministre d'État d'un crédit de cent mille francs pour l'inscription au trésor public des pensions qui seraient concédées, pendant l'année 1867, en vertu de la loi du 17 juillet 1856 (loi du 18 juillet 1866), B. 1409, n° 14,457, p. 141.

PENSIONS MILITAIRES. Ouverture au ministre de la guerre d'un crédit de deux millions huit cent mille francs pour l'inscription au trésor des pensions militaires à liquidation dans le courant de l'année 1867 (loi du 18 juillet 1866), B. 1409, n° 14,457, p. 141. — Le crédit ouvert, sur l'exercice 1866, pour l'inscription au trésor public des pensions militaires, est augmenté de la somme de huit cent mille francs (loi du 18 juillet 1866), B. 1409, n° 14,459, p. 175.

PETITES SECOURS-DES-PAUVRES. Voyez *Asile de vieillards*.

PHARMACIENS. Le nouveau *Codex medicamentarius*, Pharmacopée française, édition de 1866, sera obligatoire, à partir du 1^{er} janvier 1867, B. 1446, n° 14,737, p. 769.

PIÈCES D'ARGENT. Voyez *Monnaie d'argent et Trésor*.

PLACES ET RUES. Voyez *Ville de Paris*.

POLICE. *Création de commissariats de police dans les localités naines*: Biarritz (Basses-Pyrénées), B. 1421, n° 14,560, p. 435; Boissy-Saint-Léger (Seine-et-Oise), B. 1421, n° 14,561, p. 435; — Compiègne (Oise), B. 1435, n° 14,639, p. 639; — Mmes (Gard), B. 1444, n° 14,727, p. 759; — Tarbes (Hautes-Pyrénées), B. 1444, n° 14,728, p. 759.

Extension de la juridiction des commissariats de police de Compiègne (Oise), B. 1451, n° 14,807, p. 884.

Fixation de la juridiction des commissariats de police de : Bourg-Madame (Pyrénées-Orientales), B. 1436, n° 14,650, p. 647; — Luzac (Lot), B. 1438, n° 14,621, p. 620.

Suppression des commissariats de police établis dans les localités ci-après : Arzies (Marne), B. 1442, n° 14,720, p. 736; — Bedous (Basses-Pyrénées), B. 1406, n° 14,636, p. 107; — Castelnaud-Montrastier (Lot), B. 1435, n° 14,641, p. 640; Catus (Lot), B. 1433, n° 14,621, p. 620; Châteauneuf (Loiret), B. 1442, n° 14,709, p. 736; Courtemer (Orne), B. 1436, n° 14,647, p. 646; — Limagne (Lot), B. 1433, n° 14,620, p. 620; — Pontacq (Basses-Pyrénées), B. 1406, n° 14,636, p. 107; Pontiacq-Vielle-pinte (Basses-Pyrénées), B. 1406, n° 14,636, p. 107; — Réduction de trois à deux du nombre des commissariats de police dans les villes de Bayonne et de Pau, B. 1436, n° 14,648 et 14,649, p. 646 et 647.

PONTS. Construction de deux ponts suspendus sur la Dordogne, à Prudhomat et à Tauriac (Lot), en remplacement des bacs de Barsié et de Petayrols, B. 1402, n° 14,368, p. 10; — d'un pont suspendu sur l'Allier, en remplacement du bac actuel, entre Châtel-de-Neuvre et la Ferté-Hauterive (Allier), B. 1419, n° 14,550, p. 402. — Reconstruction de la passerelle établie sur le canal du Jard, commune de Flines-lès-Mortagne (Nord), au lieu dit *la Boucannde*, B. 1430, n° 14,596, p. 407. — Établissement d'arches marinières au pont du Petit-Vey, sur la Vire (Manche), B. 1439, n° 14,675, p. 695. — Construction d'un pont sur le Rhône, à Arles (Bouches-du-Rhône), B. 1440, n° 14,685, p. 710. Voyez *Ville de Paris*.

PORTS. Achèvement du môle du Portalet, au port de Saint-Tropez (Var), B. 1402, n° 14,366, p. 10. — Prolongement du chemin de halage du port de Vannes (Morbihan), B. 1408, n° 14,445, p. 136. — Curage des ports de Nice, Cannes, Antibes et Saint-Jean

(Alpes-Maritimes), B. 1408, n° 14,456, p. 136. — Ouverture, sur l'exercice 1866, d'un crédit représentant une somme versée au trésor par la ville de Brest, en exécution de la loi du 18 mai 1864, pour les travaux de construction du port Napoléon, B. 1415, n° 14,506, p. 267. — Ouverture, sur l'exercice 1866, d'un crédit représentant une somme versée au trésor par la chambre de commerce du Havre, en exécution de la loi du 14 juillet 1865, pour travaux à effectuer au port de cette ville, B. 1415, n° 14,507, p. 268. — La chambre de commerce de Dieppe est autorisée à établir sur le quai sud du bassin Duquesne, au port de cette ville, une grue destinée au chargement et au déchargement des marchandises, B. 1420, n° 14,553, p. 413. — Amélioration de la baie de Mesquer (Loire-Inférieure), B. 1431, n° 14,602, p. 514. — Translation du port de Niort (Deux-Sèvres), B. 1435, n° 14,635, p. 638. Voyez *Fonds de concours*.

PORTUGAL. Voyez *Droits de tonnage*, *Postes* (Administration des) et *Travails*.

POSTES (ADMINISTRATION DES). Approbation des stipulations financières contenues dans l'article 4 de la convention passée, le 16 mars 1866, pour des additions aux services postaux dans la mer des Antilles (loi du 11 juillet 1866), B. 1403, n° 14,370, p. 16. — Décret pour l'exécution de la convention additionnelle de poste conclue, le 11 juillet 1865, entre la France et les États Pontificaux, B. 1405, n° 14,430, p. 96. — Décret concernant les correspondances échangées, par la voie des paquebots britanniques et de l'isthme de Suez, entre les habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les habitants du cap de Bonne-Espérance, d'autre part, B. 1405, n° 14,431, p. 99. — Décret concernant les correspon-

dances échangées, par la voie de l'isthme de Panama et des paquebots-poste britanniques, entre les habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les habitants des colonies britanniques y désignées, d'autre part, B. 1405, n° 14,432, p. 100. — Approbation de la convention passée, le 16 mars 1866, pour des additions aux services postaux dans la mer des Antilles, B. 1405, n° 14,433, p. 102. — Décret concernant les correspondances expédiées de la France et de l'Algérie par la voie des paquebots-poste français pour le Venezuela, etc., B. 1412, n° 14,478, p. 217. — Décret concernant les correspondances expédiées des bureaux de poste français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis, à Tanger, à Shang-Hai et à Yokohama pour le Portugal, Madère, les Açores, etc., B. 1412, n° 14,479, p. 218. — Décret pour l'exécution de la convention de poste conclue, le 26 décembre 1865, entre la France et le Portugal, B. 1412, n° 14,480, p. 220. — Décret concernant les lettres ordinaires et les lettres chargées échangées entre les habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les habitants de la Guyane hollandaise, d'autre part, B. 1436, n° 14,643, p. 642. — Décret concernant les correspondances expédiées des bureaux ou agences de poste qui la France entretient à l'étranger, pour la Guyane hollandaise, et vice versa, B. 1436, n° 14,644, p. 643. — Décret concernant les correspondances échangées, par la voie de

l'isthme de Panama et des paquebots-poste britanniques, entre les habitants de la France et de l'Algérie et les habitants des colonies anglaises y désignées, B. 1436, n° 14,645, p. 644. — **POSTES.** *Suppression des Observatoires publics.* Voyez *Réglement d'administration publique*. — *Suppression des Observatoires publics.* B. 1434, n° 14,398, p. 259. — **PRISE D'ARMES.** Voyez *Convention de Paris*. — **PRISONS.** *Suppression de la prison centrale d'Embrun.* B. 1414, n° 14,498, p. 255. Voyez *Prisons centrales*. — **PRIX AMIOT.** Voyez *Bons et legs*. — **PROCÈS-VERBAUX DE SAISIE IMMOBILIÈRE.** Voyez *Conservateurs des hypothèques*. — **PROFESSEURS.** Voyez *École des chartes*. — **PROMERIONS.** Voyez *Banquets*. — **PROMENADES PUBLIQUES.** Voyez *Ville de Paris*. — **PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE.** *Loi du 14 juillet 1866 sur les droits des héritiers et des ayants cause des auteurs.* B. 1405, n° 14,409, p. 61. — **PROTÉGÉS DE LA FRANCE.** Voyez *Tunis*. — **PRUSSE.** Voyez *Droits de tonnage, privilèges industriels et Trinité*. — **PURGE D'HYPOTHÈQUES.** *Les communes sont dispensées de l'accomplissement des formalités de la purge des hypothèques pour les acquisitions d'immeubles faites de gré à gré et dont le prix n'exède pas cinq cents francs.* B. 1415, n° 14,564, p. 261.

Q

QUEST. Voyez *Ville de Paris*.

QUEENSLAND. Voyez *Postes (Administration des)*.

RÈGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE pour l'exécution de l'article 4 de la loi du 27 mai 1863, relative à la taxe des dépêches télégraphiques privées, échangées entre les marines en mer et les postes électro-sémaphoriques du littoral, B. 1441, n° 14,690, p. 713.

RELAIS DE MER. Voyez *Domaines*.

RENTES SUR L'ÉTAT. Voyez *Bons du Trésor*.

REPRESENTANTS DE COMMERCE. Voyez *Patentes*.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE. Voyez *Droits de tonnage*.

RETRAITES. Voyez *Inspecteurs des chemins de fer*.

RÉUNION. Voyez *Colonies*.

RIVAGE MARITIME. Voyez *Domaines*.

RIVAGES. Déclaration d'utilité publique des travaux de recouvrement de la Kirneck, dans la traversée de la ville de Barr (Bas-Rhin), B. 1417, n° 14,530, p. 383.

— Amélioration de la navigation du Rhône au passage du Sault (Ain et Isère), B. 1417, n° 14,531, p. 384. — Endiguement des bords entre les ponts de Peseux et de Neublans (Jura); endiguement et curage de la Touques, à Pont-l'Évêque (Calvados), B. 1421, n° 14,557 et 14,559, p. 435. — Déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires pour porter à deux mètres le tirant d'eau des bateaux sur la Seine, entre Paris et Rouen, B. 1439, n° 14,671, p. 694. — Rectification du chenal de la rivière de Morlaix, au lieu dit *Kéranroux* (Finistère), B. 1439, n° 14,672, p. 694. — Couverture du ru de Marivel (Seine-et-Oise), B. 1447, n° 14,753, p. 811.

Voyez *Associations syndicales*.

ROUTES IMPÉRIALES. *Classements généraux ou partiels, déclassements, changements de dénomination* : Route n° 202, de Grenoble à Thonon (établissement de la partie

comprise entre Cluses et le pont de Bioge), B. 1431, n° 14,601, p. 514.

Rectifications autorisées : Route n° 5, de Paris à Genève et en Italie (création d'une place publique à Évian), B. 1416, n° 14,520, p. 283; — route n° 15 bis, de Paris au Tréport, dans la côte de Digeon (Seine-Inférieure), B. 1447, n° 14,751, p. 810; — route n° 59, de Nancy à Schlestadt, le long de la station du chemin de fer à Étival (Vosges), B. 1447, n° 14,750, p. 810; — route n° 74, de Châlon-sur-Saône à Sarreguemines, aux abords et dans la traversée du village d'Harréville, B. 1418, n° 14,521, p. 283; — route n° 26, de Lyon à Beaucuire, entre Tournon et le pont de Saint-Joseph (Ardèche), B. 1435, n° 14,634, p. 638; — route n° 118, d'Albi en Espagne, B. 1449, n° 14,786, p. 851; — route n° 165, d'Orléans à Saint-Malo, aux abords et dans la traversée de Nogent-le-Rotrou, B. 1424, n° 14,577, p. 451; — route n° 165, de Nantes à Andierne, dans la traversée de Vannes, B. 1422, n° 14,568, p. 443; — route n° 203, d'Annecy à Thonon, entre le torrent du Mémé et la Roche (Haute-Savoie), B. 1416, n° 14,522, p. 284.

ROUTES DÉPARTEMENTALES. *État indicatif, par départements, des classements, travaux, rectifications et déclassements des routes départementales qui suivent* : Rectification de la route n° 14, de Jaulgonne à Orbais (Aisne), B. 1433, n° 14,614, p. 618; — de la route n° 6, des Mées à Vinon (Basses-Alpes), B. 1427, n° 14,585, p. 475; de la route n° 2, de Digne à Aix, B. 1447, n° 14,747, p. 809; — de la route n° 7 (Bouches-du-Rhône), B. 1447, n° 14,752, p. 811; — de la route n° 10 (Cantal), B. 1447,

n° 14,748, p. 809. — Annexion d'une portion du chemin de grande communication n° 5 à la route n° 18 (Cher), B. 1404, n° 14,399, p. 58. — Rectification de la route n° 5, de Guingamp à Tréguier, entre la Roche-Derrien et Boustilleau (Côtes-du-Nord), B. 1440, n° 14,688, p. 711; — de la route n° 2 (côtes de Bellegarde) (Creuse), B. 1413, n° 14,487, p. 246; — de la route n° 13, de Barjac à Avignon (Gard), B. 1428, n° 14,590, p. 484. — Incorporation à la route n° 3 d'une portion abandonnée de la route impériale n° 128 (Gers), B. 1419, n° 14,548, p. 402. — Rectification de la route n° 6, de Bordeaux à Méziac (Gironde), B. 1412, n° 14,483, p. 324; — de la route n° 15, de Piélan à Combourg (Ille-et-Vilaine), B. 1444, n° 14,725, p. 759; — de la route n° 3, de Sainte-Basille aux Landes (Lot-et-Garonne), B. 1411, n° 14,476, p. 215; — de la route n° 15 (Lozère), B. 1433, n° 14,613, p. 617; — de la route n° 14 (Maine-et-Loire), B. 1421, n° 14,558, p. 435. — Déclassement d'une partie de la route n° 2 (Meurthe); incorporation de cette partie à la route n° 3 et classement du chemin de

grande communication n° 28 avec la route n° 2, sous la dénomination de *Route de Pont-à-Moussy à Nomeny*, B. 1404, n° 14,440, p. 58. — Rectification de la route n° 19, de Bayon à Vénécux (Meurthe), B. 1412, n° 14,481, p. 223. — Annexion à la route n° 3 d'une route allant de Chassy à Civrieux (Rhône), B. 1448, n° 14,542, p. 398. — Rectification de la route n° 11, de Chambéry à Annecy (Savoie), B. 1414, n° 14,703, p. 784. — Incorporation à la route départementale n° 10 de la partie abandonnée de la route impériale n° 202, entre Cluses et Saint-Josire (Haute-Savoie), B. 1431, n° 14,601, p. 314. — Rectification de la route n° 26, de Samoëns à Sixt (Haute-Savoie), B. 1433, n° 14,615, p. 618; — de la route n° 52, dans la traversée d'Ivry (Seine), B. 1449, n° 14,782, p. 850; — de la route n° 20, de Roye à Albert (Somme), B. 1411, n° 14,475, p. 215; — de la route n° 26, de Bourret à Grenade (Tarn-et-Garonne), B. 1435, n° 14,637, p. 639; — de la route n° 18, d'Épinal à Plombières (Vosges), B. 1412, n° 14,482, p. 223 et 224.

Ruiss. *Voyez Ville de Paris.*

S

SAINT-SIÈGE. Décret du 28 août 1866, concernant les Français faisant partie de la légion romaine, B. 1423, n° 14,571, p. 445.

SALAIRES DES CONSERVATEURS DES HERBETAIRES. *Voyez Conservateurs des hypothèques.*

SALONS DE VENTES PUBLIQUES. *Voyez Magasins généraux.*

SÉMAIRES. *Voyez Règlement d'administration publique.*

SÉNAT. Clôture de la session ouverte le 22 janvier 1866 (déc. 14 juillet 1866), B. 1406, n° 14,435, p. 107. — M. le général de division de Ladmirault est élevé à la dignité

de sénateur, B. 1451, n° 14,798, p. 875.

SÉNATUS-CONSULTES. *Sénatus-consulte portant modification du sénatus-consulte du 3 mai 1854, qui régle la constitution des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion*, B. 1402, n° 14,360, p. 1. — *Sénatus-consulte qui modifie la Constitution, et notamment les articles 40 et 41 (18 juillet 1866)*, B. 1406, n° 14,434, p. 105.

SERVICES À L'ÉTRANGER. Les Français de tous grades qui feront partie de la légion romaine, au moment

où ce corps sera mis à la disposition du commissaire du saint-siège, conserveront la qualité de Français, B. 1423, n° 14,572, p. 446.

SERVICE POSTAL. Voyez *Postes (Administration des)*.

SHANG-HAI. Voyez *Postes (Administration des)*.

SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES. Les sociétés anonymes et autres associations commerciales, industrielles ou financières légalement constituées dans le royaume de Prusse sont autorisées à exercer leurs droits en France, B. 1451, n° 14,800, p. 877.

SEJUNS. Voyez *Congrégations*.

SOURCES. Travaux pour dériver et amener à Paris les eaux des sources que cette ville possède dans la vallée de la Vauze, B. 1446, n° 14,780, p. 846.

SOURCES MINÉRALES. Déclaration

d'intérêt public de la source d'eau minérale connue sous le nom de *Source ancienne*, laquelle alimente l'établissement thermal de Balaruc (Hérault), B. 1435, n° 14,688, p. 639.

SUCCESSIONS. Voyez *Traits*.

SUCRES CANDIS. Les droits de douane à l'importation des sucres candis en caisses ou futailes seront perçus au poids net, B. 1424, n° 14,675, p. 451.

SUÈDE ET NORVÈGE. Voyez *Droits de tonnage et Traits*.

SUISSE. Voyez *Traits*.

SUPPLÉMENTS DE CRÉDITS. Loi du 18 juillet 1866, sur les suppléments de crédits de l'exercice 1866, B. 1409, n° 14,459, p. 171.

— Répartition, par chapitres, des suppléments de crédits de l'exercice 1866, B. 1470, n° 14,561, p. 405.

SYNDICATS. Voyez *Associations syndicales*.

T

TANGER. Voyez *Postes (Administration des)*.

TASMANIE. Voyez *Postes (Administration des)*.

TÉLÉGRAPHIE. Organisation de l'administration des lignes télégraphiques, B. 1418, n° 14,536, p. 393. Voyez *Règlement d'administration publique*.

TERRAINS DOMANIAUX. Voyez *Domaines*.

TROUVENEL (M.). Voyez *Obrèques*.

TIMBRE. Fixation du droit de timbre du papier d'affiches (loi du 18 juillet 1866, sur le budget), B. 1409, n° 14,459, p. 136. — Établissement de timbres à quinze et à vingt centimes pour l'exécution de cette loi (déc. 5 décembre 1866), B. 1444, n° 14,723, p. 767.

TISSUS AUTRICHIENS. Voyez *Importations*.

TONNAGE. Voyez *Droits de tonnage*.

TRAITEMENTS. Augmentation du traitement des maîtres élémentaires des lycées, B. 1448,

n° 14,633, p. 390. — Traitement des membres du Conseil privé, B. 1431, n° 14,597, p. 509. Voyez *Magistrature*.

TRAITS. Promulgation: 1° du traité de commerce conclu, le 11 décembre 1866, entre la France et l'Autriche; 2° du traité de navigation conclu, le 11 décembre 1866, entre la France et l'Autriche; 3° du protocole final relatif à ces traités; 4° de la convention conclue le 11 décembre 1866, entre la France et l'Autriche, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art; 5° de la convention consulaire conclue, le 11 décembre 1866, entre la France et l'Autriche; 6° et de la convention conclue, le 11 décembre 1866, entre la France et l'Autriche, pour le règlement des successions laissées dans l'un des deux États par des sujets de l'autre pays, B. 1447, n° 14,741 à 14,746, p. 773 à 809. — Application à

l'Angleterre, à la Belgique, au Zollverein, à l'Italie, à la Suisse, aux royaumes-unis de Suède et de Norvège, aux villes libres et anseatiques de Brême, Hambourg et Lubeck, au grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin et aux Pays-Bas des dispositions du traité de commerce conclu, le 11 décembre 1866, avec l'Autriche, B. 1448, n° 14,773, p. 840. — Promulgation : 1° de la convention monétaire conclue, le 23 décembre 1865, entre la France, la Belgique, l'Italie et la Suisse, B. 1410, n° 14,460 et 14,461, p. 181 à 183; 2° de celle signée à Mexico, le 30 juillet 1866, et relative à la délégation accordée au Gouvernement français sur les recettes des douanes du Mexique, B. 1426, n° 14,579, p. 453; 3° de la convention conclue, le 25 juin 1866, entre la France, les États-Unis d'Amérique, le royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et les Pays-Bas; d'une part, et le gouvernement japonais, d'autre part, pour l'établissement d'un nouveau tarif d'importation et d'exportation, B. 1436, n° 14,664, p. 657; et 4° de celle signée, le 7 décembre 1866, entre la France et l'Italie, pour le règlement de la dette pontificale, B. 1445, n° 14,780, p. 761. — Promulgation du traité de délimitation conclu, le 26 mai 1866, entre la France et l'Espagne, et de l'acte additionnel aux traités de délimitation conclus, les 2 décembre 1856, 14 avril 1862 et 26 mai 1866, avec l'Espagne, B. 1411, n° 14,462 et 14,463, p. 189 à 197. — Approbation : 1° d'une déclaration signée, le 22 août 1866, entre la France et la Suisse, et relative aux rapports de voisinage, B. 1419, n° 14,547, p. 401; 2° de celle signée, le 15 octobre 1866, entre la France et la Prusse, pour l'affranchissement des droits d'entrée sur les mélasses, B. 1436, n° 14,642, p. 641; et 3° de la déclaration in-

terprétative de l'article 7, de la convention consulaire conclue, le 10 décembre 1866, entre la France et le Brésil, B. 1440, n° 14,441, p. 737. — Promulgation de conventions relatives au service des postes, conclues entre la France et la compagnie générale transatlantique, B. 1405, n° 14,433, p. 102; les États Pontificaux, B. 1405, n° 14,430, p. 96, et le Portugal, B. 1412, n° 14,480, p. 74.

TRANSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. *Voyez Enregistrement et Conservateurs de hypothèques.*

TRAVAUX. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1866, à titre de fonds de concours versés au trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics, B. 1415, n° 14,505, p. 262. — Ouverture, sur l'exercice 1866, d'un crédit représentant une somme versée au trésor par la ville de Brest, en exécution de la loi du 18 mai 1864, pour les travaux de construction du port Napoléon, B. 1415, n° 14,506, p. 267, et B. 1442, n° 14,699, p. 728. — Ouverture, sur l'exercice 1866, d'un crédit représentant une somme versée au trésor par la chambre de commerce du Havre, en exécution de la loi du 14 juillet 1865, au port pour travaux à effectuer de cette ville, B. 1415, n° 14,507, p. 268, et B. 1442, n° 14,696, p. 726. — Report à l'exercice 1866 d'une portion des crédits ouverts, sur l'exercice 1865, au ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, pour l'exécution de grands travaux d'utilité générale, B. 1444, n° 14,698, p. 726. *Voyez Associations syndicales, Canaux, Chemins de fer, Fonds de concours, Landes, Ports, Rivières et Sources.*

TRAVAUX DE LA VILLE DE PARIS. *Voyez Caisse des travaux de la ville de Paris et Ville de Paris.*

TRAVAUX MILITAIRES. Ouverture au ministre de la guerre d'un crédit

à titre de fonds de concours versés au trésor par des villes, des départements et un propriétaire, pour l'exécution de travaux militaires appartenant à l'exercice 1866, B. 1437, n° 14,598, p. 509, et B. 1440, n° 14,733, p. 766.

TRIBUNAUX. Voyez *Magistrature*.
TUNIS. Voyez *Postes (Administration des)*.
TURQUIE. Voyez *Postes (Administration des)*.

U

UNIVERSITÉ. Voyez *Enseignement primaire, Lycées, Ministère de l'instruction publique et Traitements*.

UTILITÉ PUBLIQUE. Voyez *Associations syndicales, Canaux, Chemins de fer, Ponts, Ports et Ville de Paris*.

V

VACANCES. Voyez *Conseil d'État et Cour des comptes*.

VENEZUELA. Voyez *Postes (Administration des)*.

VENTES PUBLIQUES. Voyez *Magasins généraux de marchandises*.

VICTORIA. Voyez *Postes (Administration des)*.

VILLE DE LYON. Voyez *Données*.

VILLE DE MARSEILLE. Voyez *Observatoire*.

VILLE DE PARIS. Fixation du contingent de l'État dans les frais d'entretien des rues, quais, ponts, boulevards et places publiques de la ville de Paris (déc. 23 juin 1866), B. 1402, n° 14,361, p. 5 à 7. — Déclaration d'utilité publique du prolongement du boulevard Saint-Germain et autres opérations de voirie accessoires, B. 1416, n° 14,515, p. 277; — du prolongement de la rue de Rennes et autres opérations de voirie, B. 1416, n° 14,516, p. 279. — Décret qui déclare d'utilité publique : 1° l'ouverture d'une voie entre le quai Henri IV et le boulevard Morland, d'une part, la place

de la Bastille et la ligne des boulevards intérieurs, d'autre part; 2° la modification des alignements du côté ouest de la place de la Bastille, à l'extrémité de la rue Saint-Antoine, B. 1416, n° 14,517, p. 280. — Décret qui déclare d'utilité publique l'ouverture d'une rue partant du boulevard Saint-Michel pour aller rejoindre la rue de l'Ouest et limitant au sud le jardin du Luxembourg, ainsi que diverses autres opérations de voirie, B. 1418, n° 14,540, p. 396. — Décret du 19 décembre 1866, qui approuve un projet pour dériver et amener à Paris les eaux des sources que cette ville possède dans la vallée de la Vanne, B. 1448, n° 14,780, p. 848.

VILLES DE BRÈME, HAMBOURG ET LUBECK. Voyez *Droits de tonnage et Traité*.

VIREMENTS DE CRÉDITS. Voyez *Algérie et Ministères*.

VOIES NOUVELLES. Voyez *Ville de Paris*.

VOTERIE. Voyez *Ville de Paris*.

Y

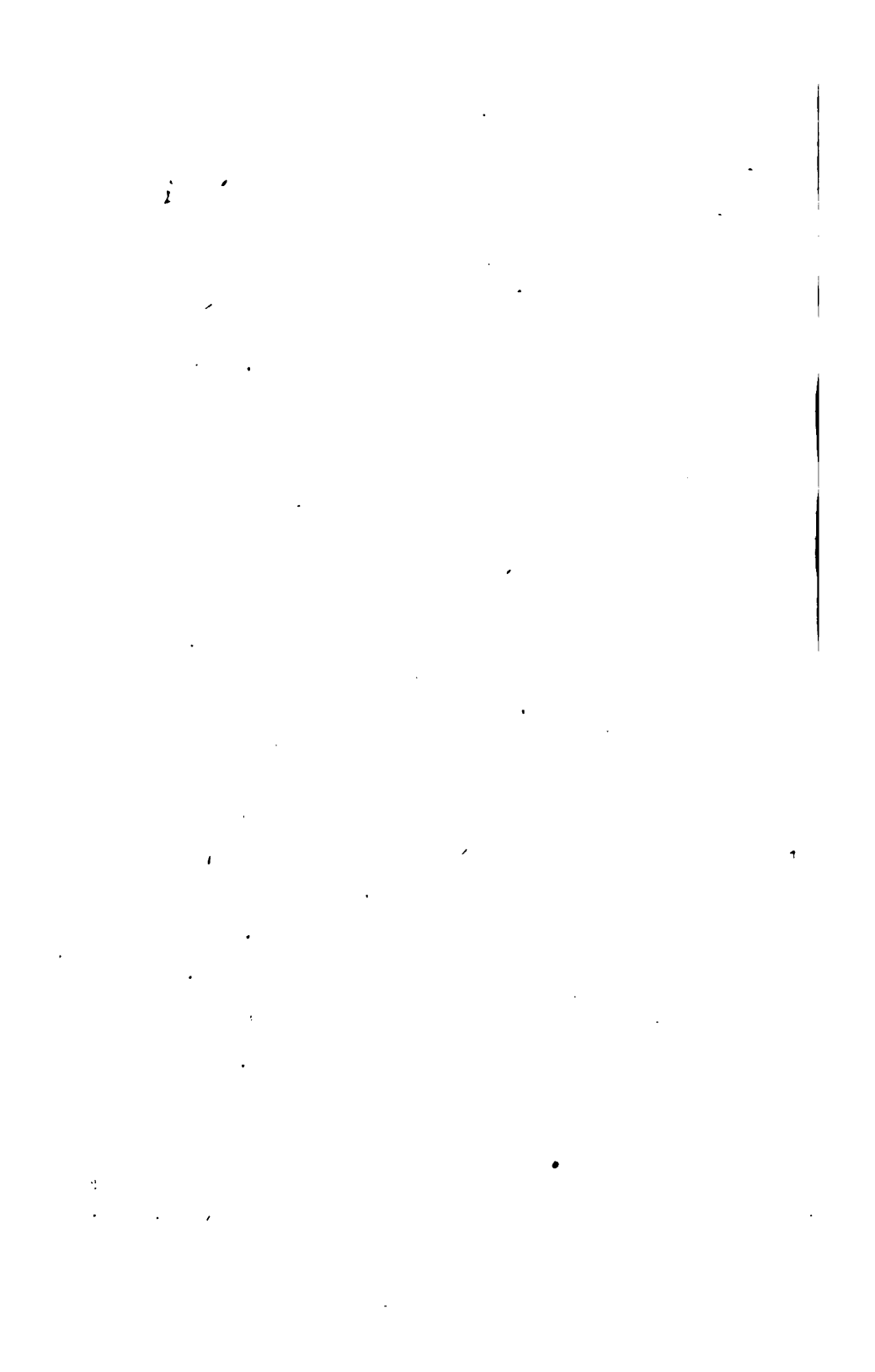
YOKOHAMA. Voyez *Postes (Administration des)*.

Z

ZOLLVEREIN. Voyez *Traité*s.

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE DES LOIS ET DÉCRETS DU TOME XXVII.







To avoid fine, this book should be returned on
or before the date last stamped below

32-3-42

Stanford Law Library



3 6105 062 464 396

349.4

F81

11th S

V.28

186

594765